Ɛ 75/408
т. X, г. 1.

Е 75/408

СРАВНЕНІЕ ПОСТАНОВЛЕНІЙ

ЗАКОНОВЪ ГРАЖДАНСКИХЪ

РОССІЙСКОЙ ИМПЕРІИ

(Сводъ Законовъ Т. X, ч. I)

съ

ГРАЖДАНСКИМЪ КОДЕКСОМЪ ФРАНЦУЗСКИМЪ.

СОБСТВЕННАЯ ЕГО ВЕЛИЧЕСТВА БИБЛІОТЕКА ВЪ ЗИМНЕМЪ ДВОРЦѢ.

Всесоюзная
БИБЛИОТЕКА
имени
В. И. ЛЕНИНА
8236-1/5
2007050100

СВОДЪ ЗАКОНОВЪ ГРАЖДАНСКИХЪ.

КНИГА ПЕРВАЯ.

О ПРАВАХЪ И ОБЯЗАННОСТЯХЪ СЕМЕЙСТВЕННЫХЪ

РАЗДѢЛЪ ПЕРВЫЙ.

О СОЮЗѢ БРАЧНОМЪ.

ГЛАВА ПЕРВАЯ.

О бракѣ между лицами Православнаго исповѣданія.

Отдѣленіе первое.

О вступленіи въ бракъ.

Ст. **1.** Лица Православнаго исповѣданія всѣхъ, безъ различія, состояній могутъ вступать между собою въ бракъ, не испрашивая на сіе ни особаго отъ правительства дозволенія, ни увольненія отъ сословій и обществъ, къ коимъ они принадлежатъ. На семъ же основаніи допускается бракъ иностранца Православнаго исповѣданія съ Россійскою подданною того же исповѣданія. Общее правило, въ сей статьѣ изложенное, подлежитъ ограниченіямъ и изъятіямъ, въ нижеслѣдующихъ статьяхъ постановленнымъ.

2. Монашествующимъ и посвященнымъ въ Іерейскій или Діаконскій санъ, доколѣ они въ семъ санѣ пребываютъ, бракъ вовсе запрещается на основаніи Церковныхъ постановленій.

3. Запрещается вступать въ бракъ лицамъ мужескаго пола ранѣе восемнадцати, а женскаго шестнадцати лѣтъ отъ рожденія. Но въ Закавказскомъ краѣ природнымъ жителямъ дозволяется вступать въ бракъ по достиженіи женихомъ пятнадцати, а невѣстою тринадцати лѣтъ.

CODE CIVIL.

144. L'homme avant dix-huit ans révolus, la femme avant quinze ans révolus, ne peuvent contracter mariage.

Примѣчаніе. Епархіальнымъ Архіереямъ предоставлено въ необходимыхъ случаяхъ разрѣшать браки, по личному своему усмотрѣнію, когда жениху или невѣстѣ недостаетъ не болѣе полугода до узаконеннаго на сей случай совершенно лѣтія.

4. Запрещается вступать въ бракъ лицу, имѣющему болѣе восьмидесяти лѣтъ отъ роду.

5. Запрещается вступать въ бракъ съ безумными и сумасшедшими.

6. Запрещается вступать въ бракъ безъ дозволенія родителей, опекуновъ или попечителей.

Примѣчаніе. Запрещеніе вступать въ бракъ безъ согласія опекуновъ и попечителей надлежитъ считать въ дѣйствіи съ 1 Января 1835 года, не присвоя ему обратной силы.

7. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, если отецъ или мать, имѣя въ своемъ опекунскомъ управленіи имѣніе, принадлежащее совершеннолѣтней дочери, будетъ препятствовать выходу ея въ замужство, то ей предоставляется объявить о томъ въ судѣ и съ его разрѣшенія вступить въ бракъ.

145. Néanmoins il est loisible à l'Empereur d'accorder des dispenses d'âge pour des motifs graves (*).

148. Le fils qui n'a pas atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, la fille qui n'a pas atteint l'âge de vingt-un ans accomplis, ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leur père et mère: en cas de dissentiment, le consentement du père suffit.

149. Si l'un des deux est mort, ou s'il est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre suffit.

150. Si le père et la mère sont morts (**), ou s'ils sont dans l'impossibi-

---

(*) *Arrêté du 20 prairial an XI, et circulaire du garde des sceaux du 10 mai 1824, sur les dispenses relatives au mariage.*

1) Les dispenses pour se marier avant dix-huit ans pour les hommes et quinze ans révolus pour les femmes, et celles pour se marier dans les degrés prohibés par l'art. 164 du Code Civil, seront délivrées par le Gouvernement, sur le rapport du grand-juge.

2) Le procureur du roi près le tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel les impétrants se proposent de célébrer le mariage, lorsqu'il s'agira de dispenses dans les degrés prohibés, ou de l'arrondissement dans lequel l'impétrant a son domicile, lorsqu'il s'agira de dispenses d'âge, mettra son avis au pied de la pétition tendant à obtenir ces dispenses, et elle sera ensuite adressée au ministre de la justice.

3) Les dispenses de la seconde publication de bans, dont est mention dans l'art. 169 du Code Civil, seront accordées, s'il y a lieu, au nom du Gouvernement, par son commissaire près le tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel les impétrants se proposent de célébrer leur mariage; et il sera rendu compte par ce commissaire, au grand juge, ministre de la justice, des causes graves qui auront donné lieu à chacune de ces dispenses.

4) La dispense d'une seconde publication de bans sera déposée au sécrétariat de la commune où le mariage sera célébré. Le secrétaire en délivrera une expédition dans laquelle il sera fait mention du dépôt et qui demeurera annexée à l'acte de célébration de mariage.

5) L'arrêté du Gouvernement portant la dispense d'âge ou celle dans les degrés prohibés sera, à la diligence du procureur impérial et en vertu d'ordonnance du président, enregistré au greffe du tribunal civil de l'arrondissement dans lequel le mariage sera célébré. Une expédition de cet arrêté, dans laquelle il sera fait mention de l'enregistrement, demeurera annexée à l'acte de célébration de mariage.

(**) *1) Avis du conseil d'état du 27 messidor an XIII, approuvé le 4 thermidor, sur les formalités relatives au mariage.*

Le conseil d'état est d'avis 1) qu'il n'est pas nécessaire de produire les actes de décès des pères et mères des futurs mariés, lorsque les aïeuls ou aïeules attestent ce décès; et, dans ce cas, il doit être fait mention de leur attestation dans l'acte de mariage;

2) Que si les pères, mères, aïeuls ou aïeules, dont le consentement ou conseil est requis, sont décédés, et si l'on est dans l'impossibilité de produire l'acte de leur décès, ou la preuve de leur absence (C. civ. 155), faute de connaître leur dernier domicile, il peut être procédé à la célébration du mariage des majeurs, sur leur déclaration à serment que le lieu du décès et celui du dernier domicile de leurs ascendants leur sont inconnus. Cette déclaration doit être certifiée aussi par serment des quatre témoins de l'acte de mariage, lesquels affir-

lité de manifester leur volonté, les aïeuls et aïeules les remplacent: s'il y a dissentiment entre l'aïeul et l'aïeule de la même ligne, il suffit du consentement de l'aïeul.

S'il y a dissentiment entre les deux lignes, ce partage emportera consentement.

73. L'acte authentique du consentement des père et mère ou aïeuls et aïeules, ou, à leur défaut, celui de la famille, contiendra les prénoms, noms, professions et domiciles du futur époux et de tous ceux qui auront concouru à l'acte, ainsi que leur degré de parenté.

151. Les enfants de famille ayant atteint la majorité fixée par l'article 148 sont tenus, avant de contracter mariage, de demander, par un acte respectueux et formel, le conseil de leur père et de leur mère, ou celui de leurs aïeuls et aïeules, lorsque leur père et leur mère sont décédés, ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté.

152. Depuis la majorité fixée par l'article 148 jusqu'à l'âge de trente ans accomplis pour les fils, et jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans accomplis pour les filles, l'acte respectueux prescrit par l'article précédent, et sur lequel il n'y aurait pas de consentement au mariage, sera renouvelé deux autres fois, de mois en mois; et un mois après le troisième acte, il pourra être passé outre à la célébration du mariage.

153. Après l'âge de trente ans, il pourra être, à défaut de consentement sur un acte respectueux, passé outre, un mois après, à la célébration du mariage.

154. L'acte respectueux sera notifié à celui ou ceux des ascendants désignés en l'article 151, par deux notaires, ou par un notaire et deux témoins; et, dans le procès-verbal qui doit en être dressé, il sera fait mention de la réponse.

---

ment que, quoiqu'ils connaissent les futurs époux, ils ignorent le lieu du décès de leurs ascendants et leur dernier domicile. Les officiers de l'état civil doivent faire mention, dans l'acte de mariage, des dites déclarations.

2) Avis du conseil d'état du 19 mars 1808, approuvé le 30.

Le conseil d'état est d'avis que, dans le cas où le nom d'un des futurs ne serait pas orthographié, dans son acte de naissance, comme celui de son père, et dans celui où l'on aurait omis quelqu'un des prénoms de ses parents, le témoignage des pères et mères ou aïeux, assistant au mariage et attestant l'identité, doit suffire pour procéder à la célébration du mariage; qu'il doit en être de même dans le cas d'absence des pères et mères ou aïeux, s'ils attestent l'identité dans leur consentement donné en la forme légale; qu'en cas de décès des pères, mères ou aïeux, l'identité est valablement attestée, pour les mineurs, par le conseil de famille, ou par le tuteur *ad hoc*, et pour les majeurs, par les quatre témoins de l'acte de mariage.

Ce même avis décide, qu'en cas d'omission d'une lettre ou d'un prénom dans les actes, il y est suppléé par la déclaration à serment des personnes dont le consentement est nécessaire pour les mineurs, et celle des parties et des témoins pour les majeurs; que ces formalités ne sont pas exigibles pour les publications, mais seulement lors de l'acte de célébration, et sans préjudice des droits des tiers.

8. За похищеніе и увозъ дочерей отъ родителей для вступленія съ ними въ бракъ виновные подвергаются наказанію, въ 2118 статьѣ Уложенія о Наказаніяхъ опредѣленному.

9. Запрещается лицамъ, состоящимъ въ службѣ, какъ военной, такъ и гражданской, вступать въ бракъ безъ дозволенія ихъ начальствъ, удостовѣреннаго письменнымъ свидѣтельствомъ.

155. En cas d'absence de l'ascendant auquel eût dû être fait l'acte respectueux, il sera passé outre à la célébration du mariage, en représentant le jugement qui aurait été rendu pour déclarer l'absence, ou, à défaut de ce jugement, celui qui aurait ordonné l'enquête, ou, s'il n'y a point encore eu de jugement, un acte de notoriété délivré par le juge de paix du lieu où l'ascendant a eu son dernier domicile connu. Cet acte contiendra la déclaration de quatre témoins appelés d'office par ce juge de paix.

156. Les officiers de l'état civil qui auraient procédé à la célébration des mariages contractés par des fils n'ayant pas atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, ou par des filles n'ayant pas atteint l'âge de vingt-un ans accomplis, sans que le consentement des pères et mères, celui des aïeuls et aïeules, et celui de la famille, dans le cas où ils sont requis, soient énoncés dans l'acte de mariage, seront, à la diligence des parties intéressées et du procureur impérial près le tribunal de première instance du lieu où le mariage aura été célébré, condamnés à l'amende portée par l'article 192, et, en outre, à un emprisonnement dont la durée ne pourra être moindre de six mois.

157. Lorsqu'il n'y aura pas eu d'actes respectueux, dans les cas où ils sont prescrits, l'officier de l'état civil qui aurait célébré le mariage sera condamné à la même amende, et à un emprisonnement qui ne pourra être moindre d'un mois.

158. Les dispositions contenues aux articles 148 et 149, et les dispositions des articles 151, 152, 153, 154 et 155, relatives à l'acte respectueux qui doit être fait aux père et mère dans le cas prévu par ces articles, sont applicables aux enfants naturels légalement reconnus.

159. L'enfant naturel qui n'a point été reconnu, et celui qui, après l'avoir été, a perdu ses père et mère, ou dont les père et mère ne peuvent manifester leur volonté, ne pourra, avant l'âge de vingt-un ans révolus, se marier qu'après avoir obtenu le consentement d'un tuteur *ad hoc* qui lui sera nommé.

160. S'il n'y a ni père ni mère, ni aïeuls ni aïeules, ou s'ils se trouvent tous dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les fils ou filles mineurs de vingt-un ans ne peuvent contracter mariage sans le consentement du conseil de famille.

10. Находящіеся въ безсрочномъ отпуску штабъ и оберъ-офицеры испрашиваютъ позволеніе на вступленіе въ бракъ отъ мѣстныхъ Окружныхъ Генераловъ Отдѣльнаго Корпуса Внутренней Стражи.

11. Нижнимъ чинамъ, холостымъ и вдовымъ, уволеннымъ въ безсрочный отпускъ, дозволяется вступать въ законный бракъ, не испрашивая особаго отъ военнаго начальства разрѣшенія, въ томъ вниманіи, что въ выданныхъ имъ изъ полковъ билетахъ означается: женаты ли они, холосты, или вдовы; но при такомъ вступленіи въ бракъ сихъ нижнихъ чиновъ, Священники, вѣнчающіе ихъ, обязаны надписывать на тѣхъ же билетахъ: когда и съ кѣмъ они вѣнчаны. Равномѣрно отмѣчается на билетахъ рожденіе дѣтей, прижитыхъ во время отпуска, и смерть ихъ, буде таковая послѣдуетъ.

12. Какъ бракъ не можетъ быть законно совершенъ безъ взаимнаго и непринужденнаго согласія сочетающихся лицъ: то запрещается родителямъ своихъ дѣтей, опекунамъ лица ввѣренныя ихъ опекѣ, а помѣщикамъ крѣпостныхъ своихъ людей принуждать ко вступленію въ бракъ противъ ихъ желанія.

13. При выходѣ крестьянскихъ дѣвокъ казенныхъ имѣній въ замужство за крѣпостныхъ людей, принадлежащихъ управляющимъ тѣми имѣніями (арендаторамъ и администраторамъ), старшины имѣнія, обще съ экономіею, обязаны прежде совершенія такихъ браковъ составить актъ въ удостовѣреніе, что на вступленіе въ замужство изъявлено дѣйствительно невѣстою и родителями ея добровольное согласіе, каковой актъ, для свѣдѣнія и въ отвращеніе могущихъ въ послѣдствіи возникнуть жалобъ, представляется въ Палату Государственныхъ Имуществъ.

14. Запрещается помѣщичьимъ крестьянамъ и дворовымъ людямъ вступать въ бракъ безъ дозволенія ихъ владѣльца. Крѣпостные люди, принадлежащіе къ семействамъ, отыскивающимъ свободы, но еще не получившіе оной, подлежатъ сему же правилу.

15. Помѣщики или владѣльцы, для сочетанія браковъ крѣпостныхъ своихъ мужескаго пола дворовыхъ людей и крестьянъ, могутъ брать женокъ и дѣвокъ у другихъ владѣльцевъ, но не иначе, какъ по выводнымъ письмамъ, писаннымъ на простой бумагѣ, и безъ взысканія крѣпостныхъ пошлинъ; при семъ однакоже не воспрещается помѣщикамъ, если пожелаютъ, облекать сіи письма формальностью, свидѣтельствуя ихъ въ Уѣздныхъ Судахъ.

Примѣчаніе. Гражданскія послѣдствія браковъ, заключенныхъ въ бѣгахъ или бродягами, равно какъ и правила о взысканіи такъ называемыхъ *выводныхъ* денегъ за крѣпостныхъ дѣвокъ и вдовъ, вступающихъ въ бракъ съ вольными людьми или состоящими въ чужомъ крѣпостномъ владѣніи, опредѣляются въ Сводѣ Законовъ о Состояніяхъ, статьяхъ 1042—1044.

146. Il n'y a pas de mariage lorsqu'il n'y a point de consentement.

16. Вдовамъ нижнихъ военныхъ чиновъ и солдатскимъ дочерямъ дозволяется вступать въ бракъ съ крѣпостными людьми, съ сохраненіемъ правъ свободнаго состоянія по 1021 статьѣ Законовъ о Состояніяхъ.

17. Вдовамъ и дочерямъ нижнихъ чиновъ Кавказскаго Линейнаго казачьяго войска дозволяется вступать въ бракъ съ посторонними лицами; но съ соблюденіемъ при семъ слѣдующихъ правилъ: 1) вдовамъ означенныхъ чиновъ, имѣющимъ въ войскѣ прочную осѣдлость и дѣтей мужескаго пола, равно и дѣвицамъ зажиточныхъ отцевъ дозволяется вступать въ браки съ посторонними лицами не иначе, какъ съ зачисленіемъ мужей ихъ въ казачье сословіе навсегда съ потомствомъ; 2) бездѣтнымъ вдовамъ и дѣвицамъ, круглымъ сиротамъ, у которыхъ нѣтъ никакого имущества и хозяйства и которыя до двадцатипятилѣтняго возраста не пріищутъ себѣ мужей между приличными казаками, дозволяется выходить замужъ за посторонихъ, хотя бы тѣ мужья ихъ и не изъявили желанія поступить въ казаки; и 3) выходъ казачекъ замужъ не за казаковъ дозволяется не иначе, какъ съ разрѣшенія Наказнаго Атамана, который долженъ наблюдать, чтобы подобныя представленія дѣлаемы были осмотрительно.

Примѣчаніе. Въ видѣ изъятія изъ перваго пункта сей статьи дозволяется въ извѣстныхъ случаяхъ вдовамъ и дѣвицамъ двухъ Осетинскихъ станицъ Горскаго полка выходить замужъ за Дигорцевъ, а дѣвицамъ и вдовамъ Лысогорскаго-Армянскаго поселка (близъ станицы Горячеводской) и станицы Кизлярской выходить за своихъ единовѣрцевъ, хотя бы они и не принадлежали къ казачьему сословію, съ тѣмъ, чтобы на сіе каждый разъ испрашивалось разрѣшеніе Наказнаго Атамана Кавказскаго Линейнаго казачьяго войска.

18. Вдовамъ и дочерямъ крестьянъ удѣльнаго вѣдомства дозволяется безвозмездно выходить замужъ за людей другихъ сословій.

Примѣчаніе 1. Въ 1857 году, по случаю передачи округовъ пахатныхъ солдатъ въ Новгородской, Витебской и Могилевской губерніяхъ въ вѣдомство Министерства Удѣловъ, Высочайше повелѣно сохранить имъ тѣ права, коими они пользовались относительно увольненія лицъ женскаго пола въ замужество.

Примѣчаніе 2. Въ 1857 году военное поселеніе кавалеріи получило новое устройство и съ 1 Января 1858 года наименованіе *Южныхъ Поселеній;* при семъ поселянамъ предоставлены права, опредѣленныя указомъ 14 Марта 1857 года для крестьянъ (бывшихъ пахотныхъ солдатъ), состоящихъ въ управленіи удѣльнаго вѣдомства.

Примѣчаніе 3. Въ 1859 г. Высочайше повелѣно: распространить на всѣхъ Государевыхъ и Дворцовыхъ крестьянъ личныя и по имуществу права, предоставленныя удѣльнымъ крестьянамъ указомъ 20 Іюня 1858 года.

19. Арестантамъ холостымъ, или вдовцамъ, въ арестантскихъ ротахъ инженернаго и гражданскаго вѣдомствъ содержащимся, не позволяется вступать въ бракъ во все время нахожденія ихъ въ сихъ ротахъ.

Примѣчаніе. Порядокъ вступленія въ бракъ ссыльныхъ опредѣленъ въ Уставѣ о Ссыльныхъ.

20. Запрещается вступать въ новый бракъ во время существованія прежняго, закономъ не расторгнутаго.

21. Запрещается вступать въ четвертый бракъ.

147. On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier.

22. Для предупрежденія двойныхъ и четвертыхъ браковъ, постановлено:

1) Въ паспортахъ, выдаваемыхъ купцамъ, мѣщанамъ и крестьянамъ для отлучекъ по торговлѣ и промысламъ, всегда означать, кто женатъ или холостъ, и если вдовъ, то послѣ котораго брака.

2) На выданныхъ лицамъ обоего пола, для временнаго или постояннаго гдѣ либо пребыванія, паспортахъ и другихъ видахъ, въ случаѣ вступленія сихъ лицъ въ бракъ, отмѣчать о томъ рукою Священника съ означеніемъ, съ кѣмъ именно, когда и въ какой церкви совершено вѣнчаніе. Сообразно съ сими отмѣтками, военныя и гражданскія начальства при перемѣнѣ или возобновленіи упомянутыхъ паспортовъ и видовъ означаютъ въ нихъ и брачное состояніе тѣхъ лицъ, коимъ они выдаются.

3) Солдатскихъ вдовъ вѣнчать не иначе, какъ по сообщеніи Священникамъ удостовѣреній о смерти ихъ мужей.

Примѣчаніе. Въ 1852 году Января 7 было постановлено, о смерти мужей всѣхъ солдатокъ изъ городскихъ и сельскихъ сословій печатать троекратно въ мѣстныхъ губернскихъ, а гдѣ есть, и въ городскихъ вѣдомостяхъ, реестры, доставляемые Губернскимъ Правленіямъ изъ Инспекторскихъ Департаментовъ Военнаго и Морскаго Министерствъ, означая въ оныхъ, для избѣжанія двоебрачія солдатокъ, точно и подробно: имя, отчество и прозваніе умершаго, прежнее его званіе, городъ и селеніе, изъ коихъ онъ поступилъ на службу, годъ, мѣсяцъ и число сего поступленія, и Рекрутское Присутствіе, коимъ былъ принятъ на службу. Городскимъ, волостнымъ, а въ помѣщичьихъ имѣніяхъ вотчиннымъ начальствамъ вмѣнено въ обязанность справляться по симъ реестрамъ, не въ ихъ ли вѣдомствѣ солдатки, коихъ мужья показаны умершими, и давать имъ знать о полученномъ извѣстіи, а если солдатки пожелаютъ, то сообщать относящіеся къ нимъ печатные реестры приходскимъ Священникамъ. Но въ 28 день того же мѣсяца и года, въ правилахъ о дѣлопроизводствѣ, опредѣлено, что требованія о объявленіи солдаткамъ о смерти ихъ мужей должны быть обращаемы прямо въ полицейскія мѣста; а 17 Декабря того же года постановлено, что сами полковые командиры обязаны о смерти женатыхъ солдатъ давать знать по принадлежности.

23. Запрещается вступить въ бракъ въ степеняхъ родства и свойства, Церковными законами возбраненныхъ.

161. En ligne directe, le mariage est prohibé entre tous les ascendants et descendants légitimes ou naturels, et les alliés dans la même ligne.

162. En ligne collatérale, le mariage est prohibé entre le frère et la soeur légitimes ou naturels, et les alliés au même dégré.

163. Le mariage est encore prohibé entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu.

164. Néanmoins il est loisible à l'Empereur de lever, pour des causes graves, les prohibitions portées par l'article 162 aux mariages entre beaux-frères et belles-soeurs, et par l'article 163 aux mariages entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu (L. 16 avril 1832) (*).

(*) 164 *(Ancien article)* Néanmoins il est loisible à l'Empereur de lever, pour des causes graves, les prohibitions portées au précédent article.

24. Нарушенія запрещеній, постановленныхъ въ предшедшихъ статьяхъ относительно браковъ, и споры, отъ брачныхъ дѣлъ возникающіе, подлежатъ суду духовному, или свѣтскому, по правиламъ, означеннымъ въ Законахъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ (см. Зак. Суд. Гражд. кн. II).

Отдѣленіе второе.

О совершеніи брака.

25. Желающій вступить въ бракъ долженъ увѣдомить Священника своего прихода, письменно или словесно, объ имени своемъ, прозваніи и чинѣ или состояніи, равно какъ и объ имени, прозваніи и состояніи невѣсты.

26. По сему увѣдомленію производится въ церкви оглашеніе въ три ближайшіе воскресные и другіе, встрѣчающіеся между оными, праздничные дни, послѣ Литургіи, и затѣмъ составляется обыскъ по правиламъ, отъ духовнаго начальства предписаннымъ, и по формѣ, при семъ приложенной. Если невѣста принадлежитъ къ другому приходу, то оглашеніе должно быть произведено и въ ея приходской церкви.

63. Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil fera deux publications, à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche, devant la porte de la maison commune. Ces publications, et l'acte qui en sera dressé, énonceront les prénoms, noms, professions et domiciles des futurs époux, leur qualité de majeurs ou de mineurs, et les prénoms, noms, professions et domiciles de leurs pères et mères. Cet acte énoncera, en outre, les jours, lieux et heures où les publications auront été faites: il sera inscrit sur un seul registre, qui sera coté et paraphé comme il est dit en l'article 41, el déposé, à la fin de chaque année, au greffe du tribunal de l'arrondissement.

64. Un extrait de l'acte de publication sera et restera affiché à la porte de la maison commune, pendant les huit jours d'intervalle de l'une à l'autre publication. Le mariage ne pourra être célébré avant le troisième jour, depuis et non compris celui de la seconde publication.

166. Les deux publications ordonnées par l'art. 63, au titre *des Actes de l'état civil*, seront faites à la municipalité du lieu où chacune des parties contractantes aura son domicile.

167. Néanmoins, si le domicile actuel n'est établi que par six mois de résidence, les publications seront faites en outre à la municipalité du dernier domicile.

168. Si les parties contractantes, ou l'une d'elles, sont, relativement au mariage, sous la puissance d'autrui, les publications seront encore faites à la municipalité du domicile de ceux sous la puissance desquels elles se trouvent.

169. Il est loisible à l'Empereur ou aux officiers qu'il préposera à cet effet de dispenser, pour des causes graves, de la seconde publication.

27. По оглашеніи, всѣ, имѣющіе свѣдѣнія о препятствіяхъ къ браку, обязаны дать знать о томъ Священнику, на письмѣ, или на словахъ, немедленно и никакъ не далѣе сдѣланнаго въ церкви послѣдняго изъ трехъ оглашеній.

65. Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année, à compter de l'expiration du délai des publications, il ne pourra plus être célébré qu'après que de nouvelles publications auront été faites dans la forme ci-dessus prescrite.

172. Le droit de former opposition à la célébration du mariage appartient à la personne engagée par mariage avec l'une des deux parties contractantes.

173. Le père, et à défaut du père, la mère, et à défaut de père et mère, les aïeuls et aïeules, peuvent former opposition au mariage de leurs enfants et descendans, encore que ceux-ci aient vingt-cinq ans accomplis.

174. A défaut d'aucun ascendant, le frère ou la soeur, l'oncle ou la tante, le cousin ou la cousine germaine, majeurs, ne peuvent former aucune opposition que dans les deux cas suivants:

1) lorsque le consentement du conseil de famille, requis par l'art. 160, n'a pas été obtenu;

2) lorsque l'opposition est fondée sur l'état de démence du futur époux: cette opposition, dont le tribunal pourra prononcer main-levée pure et simple, ne sera jamais reçue qu'à la charge, par l'opposant, de provoquer l'interdiction, et d'y faire statuer dans le délai qui sera fixé par le jugement.

175. Dans les deux cas prévus par le précédent article, le tuteur ou curateur ne pourra, pendant la durée de la tutelle ou curatelle, former opposition qu'autant qu'il y aura été autorisé par le conseil de famille, qu'il pourra convoquer.

176. Tout acte d'opposition énoncera la qualité qui donne à l'opposant le droit de la former; il contiendra élection de domicile dans le lieu où le mariage devra être célébré; il devra également, à moins qu'il ne soit fait à la requête d'un ascendant, contenir les motifs de l'opposition: le tout à peine de nullité, et de l'interdiction de l'officier ministériel qui aurait signé l'acte contenant opposition.

66. Les actes d'opposition au mariage seront signés sur l'original et sur la copie par les opposants ou par leurs fondés de procuration spéciale et authentique; ils seront signifiés, avec la copie de la procuration, à la personne ou au domicile des parties, et à l'officier de l'état civil, qui mettra son *visa* sur l'original.

67. L'officier de l'état civil fera, sans délai, une mention sommaire des oppositions sur le registre des publications; il fera aussi mention, en marge de l'inscription des dites oppositions, des jugements ou des actes de main-levée dont expédition lui aura été remise.

28. По обыску, свидѣтели, при совершеніи брака находящіеся (поѣзжане), удостовѣряютъ, что между сочетающимися родства, принужденія и никакихъ другихъ препятствій къ браку не имѣется, и сіе удостовѣреніе по установленной формѣ, сами, или, по неграмотности ихъ, тѣ, кому они повѣрятъ, подписываютъ въ книгѣ, для сего содержимой.

Примѣчаніе. Каждая церковь получаетъ отъ Консисторіи и Духовныхъ Правленій для веденія обысковъ бѣлыя прошнурованныя, за скрѣпою присутствующаго, книги, не ограничивая времени, на сколько стать онѣ могутъ. На первомъ листѣ книги пишется изложенная въ приложеніи къ статьѣ 26 единообразная форма, по которой священно и церковно-служители обязаны вести записку обыска предъ самымъ совершеніемъ вѣнчанія, держась въ точности сей формы и условій, въ оной изъясненныхъ, при повѣнчаніи браковъ. Церквамъ Кавказскаго Линейнаго казачьяго войска и вообще церквамъ, состоящимъ при регулярныхъ войскахъ Кавказской Арміи, обыскныя книги выдаются отъ Главнаго Священника сей Арміи.

29. Если по оглашенію или обыску откроется правильное препятствіе или будетъ таковое объявлено во время самаго уже вѣнчанія: то Священникъ, остановивъ совершеніе брака, доноситъ о томъ мѣстному Архіерею, который, ежели не можетъ разрѣшить того самъ собою, представляетъ на благоусмотрѣніе Святѣйшаго Синода.

30. Запрещается, подъ опасеніемъ отвѣтственности на основаніи статьи 2143 Уложенія о Наказаніяхъ, принуждать Священника къ совершенію брака вопреки правиламъ или запрещеніямъ Церкви или правительства, выше сего означеннымъ.

31. Законный бракъ между частными лицами совершается въ церкви, въ личномъ присутствіи сочетающихся, во дни и время, для сего положенные, при двухъ или трехъ свидѣтеляхъ, совокупно съ обрученіемъ, и во всемъ сообразно правиламъ и обрядамъ Православной Церкви. Вѣнчаніе браковъ Православныхъ лицъ внѣ церкви допускается въ тѣхъ только мѣстахъ, гдѣ по обстоятельствамъ вѣнчаніе въ церкви невозможно; притомъ къ таковымъ вѣнчаніямъ отнюдь не дозволяется приступать безъ благословенія Епархіальныхъ Архіереевъ.

69. S'il n'y a point d'opposition, il en sera fait mention dans l'acte de mariage; et si les publications ont été faites dans plusieurs communes, les parties remettront un certificat délivré par l'officier de l'état civil de chaque commune, constatant qu'il n'existe point d'opposition.

68. En cas d'opposition, l'officier de l'état civil ne pourra célébrer le mariage avant qu'on lui en ait remis la main-levée, sous peine de trois cents francs d'amende et de tous dommages-intérêts.

177. Le tribunal de première instance prononcera dans les dix jours sur la demande en main-levée.

178. S'il y a appel, il y sera statué dans les dix jours de la citation.

179. Si l'opposition est rejetée, les opposants, autres néanmoins que les ascendants, pourront être condamnés à des dommages-intérêts.

165. Le mariage sera célébré publiquement, devant l'officier civil du domicile de l'une des deux parties.

74. Le mariage sera célébré dans la commune où l'un des deux époux aura son domicile. Ce domicile, quant au mariage, s'établira par six mois d'habitation continue dans la même commune.

75. Le jour désigné par les parties après les délais des publications, l'officier de l'état civil, dans la maison commune, en présence de quatre témoins, parents ou non parents, fera lecture aux parties, des pièces ci-dessus mentionnées, relatives à leur état et aux formalités du mariage, et du chapitre VI du titre *du mariage*, sur *les droits et les devoirs respectifs des époux* (212 à 226).—«Il interpellera les futurs époux, ainsi que les personnes qui autorisent le mariage, si elles sont présentes, d'avoir à déclarer s'il a été fait un contrat de mariage,et,dans le cas de l'affirmative, la date de ce contrat, ainsi que les noms et lieu de résidence du notaire qui l'aura reçu». (L. des 10—18

Примѣчаніе. Каждый бракъ записывается въ приходскую (метрическую) книгу порядкомъ, для сего въ Сводѣ Законовъ о Состояніяхъ, статьяхъ 1560—1573 опредѣленнымъ.

32. За совершеніе брака безъ соблюденія предписанныхъ закономъ оглашеній и другихъ предостерегательныхъ правилъ, Священники Православные, а равно и Священники и Проповѣдники другихъ Христіанскихъ исповѣданій, подвергаются взысканіямъ, въ статьѣ 2147 Уложенія о Наказаніяхъ опредѣленнымъ.

33. Бракъ правовѣрныхъ съ раскольниками допускается не иначе, какъ по принятіи сими послѣдними церкви святой соединенія съ присягою. Если же раскольники, вступая между собою въ бракъ, пожелаютъ вѣнчаться въ Православной церкви, то предъ вѣнчаніемъ надлежитъ обязывать брачущихся присягою же, быть въ правовѣріи твердыми и съ раскольниками согласія не имѣть.

Примѣчаніе. Всѣ отступленія отъ правилъ, Церковію постановленныхъ о совершеніи браковъ, вѣдаются въ духовномъ начальствѣ, и дѣла объ оныхъ рѣшатся судомъ духовнымъ, за исключеніемъ лишь тѣхъ случаевъ, въ коихъ они подлежатъ дѣйствію уголовнаго суда (см. Зак. Суд. Гражд. кн. VI, разд. V, гл. II, ст. 2). Дѣла о бракахъ, вѣнчанныхъ раскольническими попами, внѣ церкви, въ домахъ и часовняхъ, подлежатъ суду и рѣшенію гражданскаго начальства.

Juillet 1850). Il recevra de chaque partie, l'une après l'autre, la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme; il prononcera, au nom de la loi, qu'elles sont unies par le mariage, et il en dressera acte sur-le-champ.

76. On énoncera dans l'acte de mariage,

1) les prénoms, noms, professions, âge, lieux de naissance et domiciles des époux;

2) s'ils sont majeurs ou mineurs;

3) les prénoms, noms, professions et domiciles des pères et mères;

4) le consentement des pères et mères, aïeuls et aïeules, et celui de la famille, dans les cas où ils sont requis;

5) les actes respectueux, s'il en a été fait;

6) les publications dans les divers domiciles;

7) les oppositions, s'il y en a eu; leur main-levée, ou la mention qu'il n'y a point eu d'opposition;

8) la déclaration des contractants de se prendre pour époux, et le prononcé de leur union par l'officier public;

9) les prénoms, noms, âge, professions et domiciles des témoins, et leur déclaration s'ils sont parents ou alliés des parties, de quel côté et à quel degré;

10) la déclaration, faite sur l'interpellation prescrite par l'article précédent, qu'il a été ou qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage, et, autant que possible, la date du contrat, s'il existe, ainsi que les noms et lieu de résidence du notaire qui l'aura reçu, le tout à peine contre l'officier de l'état civil de l'amende fixée par l'art 50.—Dans le cas où la déclaration aurait été omise ou serait erronée, la rectification de l'acte, en ce qui touche l'ommission ou l'erreur, pourra être demandée par le procureur impérial, sans préjudice du droit des parties intéressées, conformément à l'art 99. (Loi de 10—18 Juillet 1850.)

192. Si le mariage n'a point été précédé des deux publications requises, ou s'il n'a pas été obtenu des dispenses permises par la loi, ou si les intervalles prescrits dans les publications et célébrations n'ont point été observés, le procureur impérial fera prononcer contre l'officier public une amende qui ne pourra excéder trois cents francs; et contre les parties contractantes, ou ceux sous la puissance desquels elles ont agi, une amende proportionnée à leur fortune.

Отдѣленіе третіе.

О доказательствахъ брачнаго союза.

34. Главнымъ доказательствомъ брачнаго союза суть приходскія (метрическія) книги.

Примѣчаніе. Постановленія, о порядкѣ полученія присутственными мѣстами и частными лицами свидѣтельствъ или выписей изъ приходскихъ книгъ, изложены въ Сводѣ Законовъ о Состояніяхъ, статьяхъ 1574—1581.

35. Въ подкрѣпленіе сего доказательства, въ случаѣ возникшихъ о метрическихъ актахъ сомнѣній, а равнымъ образомъ если бракъ въ нихъ не записанъ, событіе брака можетъ быть доказываемо: а) обыскною книгою; б) исповѣдными росписями: в) гражданскими документами, если изъ оныхъ видно, что именующійся или именуемые супругами признавались таковыми въ присутственныхъ мѣстахъ, и безспорно пользовались гражданскими правами и преимуществами, зависящими отъ законнаго супружества, и г) слѣдствіемъ.

36. Слѣдствіе должно заключать въ себѣ показанія: причта, который вѣнчалъ бракъ, бывшихъ при бракѣ свидѣтелей, и вообще знающихъ о достовѣрности событія брака. Кромѣ священнослужителей, супруговъ, о которыхъ идетъ дѣло, и ихъ родителей, всѣ прочія лица даютъ показанія подъ присягою.

Отдѣленіе четвертое.

О признаніи браковъ недѣйствительными, и о прекращеніи и расторженіи браковъ.

I. О признаніи браковъ недѣйствительными.

37. Законными и дѣйствительными не признаются: 1) брачныя сопряженія, совершившіяся по насилію или въ сумасшествіи одного или обоихъ брачившихся; 2) брачныя сопряженія лицъ, состоящихъ въ близ-

170. Le mariage contracté en pays étranger entre Français, et entre Français et étrangers, sera valable, s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, pourvu qu'il ait été précédé des publications prescrites par l'art. 63, au titre *des Actes de l' état civil*, et que le Français n'ait point contrevenu aux dispositions contenues au chapitre précédent.

171. Dans les trois mois après le retour du Français sur le territoire de l'Empire, l'acte de célébration du mariage contracté en pays étranger sera transcrit sur le registre public des mariages du lieu de son domicile.

194. Nul ne peut réclamer le titre d'époux et les effets civils du mariage, s'il ne représente un acte de célébration inscrit sur le registre de l'état civil; sauf les cas prévus par l'article 46, au titre *des Actes de l' état civil.*

195. La possession d'état ne pourra dispenser les prétendus époux qui l'invoqueront respectivement, de représenter l'acte de célébration du mariage devant l'officier de l'état civil.

180. Le mariage qui a été contracté sans le consentement libre des deux époux, ou de l'un d'eux, ne peut être attaqué que par les époux, ou par celui des deux dont le consentement n'a pas été libre.

комъ, то есть, въ запрещенныхъ Церковными правилами степеняхъ, кровномъ или духовномъ родствѣ или свойствѣ; 3) брачныя сопряженія лицъ, которыя обязаны уже другими законными супружескими союзами, не прекратившимися и законно не расторгнутыми духовнымъ начальствомъ ихъ вѣроисповѣданія; 4) брачныя сопряженія лицъ, которымъ по расторженіи брака возбранено вступать въ новый; 5) брачныя сопряженія лицъ не достигшихъ возраста, Церковію опредѣленнаго для вступленія въ бракъ, или же имѣющихъ отъ роду болѣе восьмидесяти лѣтъ, или вступившихъ въ четвертый бракъ; 6) брачныя сопряженія монашествующихъ, а равно и посвященныхъ уже въ Іерейскій или Діаконскій санъ, доколѣ они пребываютъ въ семъ санѣ; 7) брачныя сопряженія лицъ Православнаго исповѣданія съ не-Христіанами.

Примѣчаніе. Правило, въ пунктѣ 7 сей статьи постановленное, не распространяется однако же, на тѣ случаи, когда супруги, одинъ или оба, воспріяли св. крещеніе по вступленіи уже, въ бракъ: сіи случаи разсматриваются особо и разрѣшаются духовнымъ начальствомъ, на основаніи постановленій Церкви.

Lorsqu'il y a eu erreur dans la personne, le mariage ne peut être attaqué que par celui des deux époux qui a été induit en erreur.

181. Dans le cas de l'article précédent, la demande en nullité n'est plus recevable, toutes les fois qu'il y a eu cohabitation continuée pendant six mois depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté ou que l'erreur a été par lui reconnue.

182. Le mariage contracté sans le consentement des père et mère, des ascendants, ou du conseil de famille, dans les cas où ce consentement était nécessaire, ne peut être attaqué que par ceux dont le consentement était requis, ou par celui des deux époux qui avait besoin de ce consentement.

183. L'action en nullité ne peut plus être intentée ni par les époux, ni par les parents dont le consentement était requis, toutes les fois qne le mariage a été approuvé expressément ou tacitement par ceux dont le consentement était nécessaire, ou lorsqu'il s'est écoulé une année sans réclamation de leur part, depuis qu'ils ont eu connaissance du mariage. Elle ne peut être intentée non plus par l'époux, lorsqu'il s'est écoulé une année sans réclamation de sa part, depuis qu'il a atteint l'âge compétent pour consentir par lui-même au mariage.

184. Tout mariage contracté en contravention aux dispositions contenues aux articles 144, 147, 161, 162, et 163, peut être attaqué soit par les époux eux-mêmes, soit par tous ceux qui y ont intérêt, soit par le ministère public.

185. Néanmoins le mariage contracté par des époux qui n'avaient point encore l'âge requis, ou dont l'un des deux n'avait point atteint cet âge, ne peut plus être attaqué, 1) lorsqu'il s'est écoulé six mois depuis que cet époux ou les époux ont atteint l'âge compétent; 2) lorsque la femme, qui n'avait point cet âge, a conçu avant l'échéance de six mois.

186. Le père, la mère, les ascendans et la famille, qui ont consenti au mariage contracté dans le cas de l'article précédent, ne sont point recevables à en demander la nullité.

187. Dans tous les cas où, conformément à l'art. 184, l'action en nullité peut être intentée par tous ceux qui y ont un intérêt, elle ne peut l'être par les parens collatéraux, ou par les enfants nés d'un autre mariage, du vivant des deux époux, mais seulement lorsqu'ils y ont un intérêt né et actuel.

38. Лица, коихъ бракъ надлежащимъ духовнымъ судомъ признанъ незаконнымъ и недѣйствительнымъ, немедленно, по сношенію епархіальнаго начальства съ мѣстнымъ гражданскимъ, разлучаются отъ дальнѣйшаго сожительства. За симъ признанные по суду виновными во вступленіи въ противозаконный бракъ завѣдомо подвергаются церковному покаянію, а въ нѣкоторыхъ, закономъ означенныхъ, случаяхъ и опредѣленному наказанію.

39. Разлученные въ слѣдствіе признанія брачнаго ихъ союза незаконнымъ и недѣйствительнымъ, кромѣ лишь осужденныхъ на всегдашнее безбрачіе, имѣютъ право вступать съ другими лицами въ новые, законами невоспрещенные, браки. Тѣ, которые разлучены по недостатку церковнаго къ браку совершеннолѣтія, могутъ, буде по достиженіи полнаго гражданскаго, въ статьѣ 3 сего Свода опредѣленнаго, совершеннолѣтія пожелаютъ сего, продолжать супружество: въ семъ случаѣ союзъ ихъ подтверждается въ церкви, по установленному для того чинуположенію.

40. Разлученныя отъ сожительства лица потому, что бракъ ихъ заключенъ при существованіи другаго, законнымъ образомъ не расторгнутаго и не прекратившагося брачнаго союза, могутъ продолжать сожительство съ своими по прежнему браку супругами, если на то согласны оставленныя ими лица; но не могутъ, и по смерти сихъ лицъ, вступать въ какой либо новый бракъ.

41. Если, напротивъ, оставленное лице не пожелаетъ быть въ бракѣ съ лицемъ, оставившимъ его и вступившимъ въ другой брачный союзъ при существованіи перваго, то оно имѣетъ право о дозволеніи вступить въ новое супружество просить свое епархіальное начальство, которое въ семъ случаѣ поступаетъ по законамъ Церкви. Виновный же въ оставленіи супруга или супруги и во вступленіи въ новый бракъ при существованіи перваго, буде не получитъ согласія оставленнаго лица возвратиться къ первому браку и разрѣшенія на то духовнаго начальства, осуждается на всегдашнее безбрачіе. Сему же подвергается и лице, оставившее супруга или супругу и болѣе пяти лѣтъ скрывающееся въ неизвѣстности.

188. L'époux au préjudice duquel a été contracté un second mariage, peut en demander la nullité, du vivant même de l'époux qui était engagé avec lui.

189. Si les nouveaux époux opposent la nullité du premier mariage, la validité ou la nullité de ce mariage doit être jugée préalablement.

Сіе однакоже не касается нижнихъ чиновъ военнаго вѣдомства, бывшихъ и болѣе пяти лѣтъ въ плѣну, или въ безвѣстной отлучкѣ на войнѣ: имъ не возбраняется, по возвращеніи, вступать въ новое супружество, если прежній бракъ ихъ уже расторгнутъ.

42. Когда обѣ стороны виновны въ заключеніи брака при существованіи прежнихъ законныхъ брачныхъ союзовъ, то, по уничтоженіи послѣднихъ браковъ ихъ, они оставляются въ первомъ своемъ брачномъ союзѣ, а въ случаѣ прекращенія онаго смертію одного изъ супруговъ, оставшееся въ живыхъ лице не имѣетъ права просить ни о возстановленіи противозаконнаго брака его, ни о дозволеніи ему вступить въ новый бракъ.

II. О прекращеніи браковъ.

43. Бракъ прекращается самъ собою чрезъ смерть одного изъ супруговъ.

44. По смерти одного изъ супруговъ, оставшійся въ живыхъ можетъ вступить въ новый бракъ, если нѣтъ никакихъ законныхъ къ тому препятствій.

III. О расторженіи браковъ.

45. Бракъ можетъ быть расторгнутъ только формальнымъ духовнымъ судомъ, по просьбѣ одного изъ супруговъ: 1) въ случаѣ доказаннаго прелюбодѣянія другаго супруга, или неспособности его къ брачному сожитію; 2) въ случаѣ, когда другой супругъ приговоренъ къ наказанію, сопряженному съ лишеніемъ всѣхъ правъ состоянія; 3) въ случаѣ безвѣстнаго отсутствія другаго супруга.

227. Le mariage se dissout,

1) par la mort de l'un des époux;

2) par le divorce légalement prononcé (*);

3) par la condamnation devenue définitive de l'un des époux, à une peine emportant mort civile (**).

228. La femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après dix mois révolus depuis la dissolution du mariage précédent.

CHAPITRE PREMIER.

Des causes du divorce.

229. Le mari pourra demander le divorce pour cause d'adultère de sa femme.

230. La femme pourra demander le divorce pour cause d'adultère de son mari, lorsqu'il aura tenu sa concubine dans la maison commune.

(*) Правила о расторженіи браковъ утвержденныя 21 Марта 1803 года, объявленныя 31 сего же мѣсяца, отмѣнены закономъ 8 Мая 1816 г.; но правила сіи неисключены въ Кодексѣ Гражданскомъ потому что законъ коимъ таковыя замѣнены ссылается на оныя. Законъ сей слѣдующаго содержанія:

Loi du 8 mai 1816.

1) Le divorce est aboli.

2) Toutes demandes et instances en divorce pour causes déterminées, sont converties en demandes et instances en séparation de corps; les jugements et arrêts restés sans exécution par le défaut de prononciation du divorce par l'officier de l'état civil, conformément aux articles 227, 264, 265 et 266 du Code Civil, sont restreints aux effets de la séparaion.

3) Tous actes faits pour parvenir au divorce par consentement mutuel sont annulés; les jugements et arrêts rendus en ce cas, mais non suivis de la prononciation du divorce, sont considérés comme non avenus, conformément à l'article 294.

(**) La mort civile est abolie (Loi des 31 mai, 3 juin 1854.)

46. Самовольное расторженіе брака безъ суда, по одному взаимному согласію супруговъ, ни въ какомъ случаѣ не допускается. Равномѣрно не допускаются и никакія между супругами обязательства или иные акты, заключающіе въ себѣ условіе жить имъ въ разлученіи, или же какіе либо другіе, клонящіеся къ разрыву супружескаго союза. Мѣста и лица гражданскаго вѣдомства не должны утверждать или свидѣтельствовать актовъ сего рода. Священно и церковно-служителямъ также воспрещается, подъ опасеніемъ суда и лишенія ихъ сана, писать подъ какимъ бы то ни было видомъ и кому бы то ни было, разводныя письма.

47. Собственное признаніе отвѣтчика въ нарушеніи святости брака прелюбодѣяніемъ не принимается въ уваженіе, если оно не согласуется съ обстоятельствами дѣла и не сопровождается доказательствами, несомнѣнно его подтверждающими.

48. Искъ, о расторженіи брака по неспособности одного изъ супруговъ къ брачному сожитію, можетъ быть начатъ токмо черезъ три года послѣ совершенія брака.

49. Искъ не можетъ быть основанъ на причинѣ, въ предшедшей статьѣ изъясненной, если неспособность одного изъ супруговъ не есть природная, или началась уже послѣ вступленія его въ бракъ.

50. Когда одинъ изъ супруговъ приговоренъ къ наказанію, сопряженному съ лишеніемъ всѣхъ правъ состоянія, то другой, буде не послѣдуетъ добровольно за осужденнымъ для продолженія супружескаго съ нимъ сожитія, можетъ, на основаніи статьи 51 Уложенія о Наказаніяхъ, просить свое духовное начальство о расторженіи брака и о разрѣшеніи вступить въ новый.

51. Женамъ людей, которые по Уложенію о Наказаніяхъ вмѣсто ссылки въ Сибирь на поселеніе, по статьѣ 80 сего Уложенія, обращены въ солдаты безъ выслуги, дозволяется просить о расторженіи брака тогда только, когда отданный въ военную службу преступникъ лишенъ всѣхъ правъ состоянія.

231. Les époux pourront réciproquement demander le divorce pour excès, sévices ou injures graves, de l'un d'eux envers l'autre.

232. La condamnation de l'un des époux à une peine infamante sera pour l'autre époux une cause de divorce.

233. Le consentement mutuel et persévérant des époux exprimé de la manière prescrite par la loi, sous les conditions et après les épreuves qu'elle détermine, prouvera suffisamment que la vie commune leur est insupportable, et qu'il existe, par rapport à eux, une cause péremptoire de divorce.

CHAPITRE II.

DU DIVORCE POUR CAUSE DETERMINEE.

SECTION I.

Des formes du divorce pour cause déterminée.

234. Quelle que soit la nature des faits ou des délits qui donneront lieu à la demande en divorce pour cause déterminée, cette demande ne pourra être formée qu'au tribunal de l'arrondissement dans lequel les époux auront leur domicile.

235. Si quelques-uns des faits allégués par l'époux demandeur donnent lieu à une poursuite criminelle de la part du ministère public, l'action en divorce restera suspendue jusqu'après l'arrêt de la cour d'assises; alors elle pourra être reprise, sans qu'il soit permis d'inférer de l'arrêt aucune fin de non-recevoir ou exception préjudicielle contre l'époux demandeur.

236. Toute demande en divorce détaillera les faits: elle sera remise, avec les pièces à l'appui, s'il y en a, au président du tribunal ou au juge qui en fera les fonctions, par l'époux demandeur en personne, à moins qu'il n'en soit empêché par maladie; auquel cas, sur sa réquisition et le certificat de deux docteurs en médecine ou en chirurgie, ou de deux officiers de santé, le magistrat se transportera au domicile du demandeur, pour y recevoir sa demande.

237. Le juge, après avoir entendu le demandeur, et lui avoir fait les observations qu'il croira convenables, paraphera la demande et les pièces, et dressera procès-verbal de la remise du tout en ses mains. Ce procès-verbal sera signé par le juge et par le demandeur, à moins que celui-ci ne sache ou ne puisse signer, au quel cas il en sera fait mention.

238. Le juge ordonnera, au bas de son procès-verbal, que les parties comparaîtront en personne devant lui, au jour et à l'heure qu'il indiquera; et qu'à

Примѣчаніе. Браки лицъ, обращенныхъ за преступленія въ солдаты, по судебнымъ приговорамъ, на основаніи уголовныхъ законовъ, существовавшихъ до 1-го Мая 1846 года, когда Уложеніе о Наказаніяхъ 1845 года воспріяло дѣйствіе, и слѣдственно безъ означенія, что осужденные лишаются всѣхъ правъ состоянія, остаются въ своей силѣ и не могутъ быть расторгаемы по правилу, въ сей статьѣ означенному.

52. Оставшійся въ своей силѣ, въ слѣдствіе послѣдованія за осужденнымъ или осужденною въ мѣсто назначенія, бракъ можетъ, по просьбѣ невиннаго супруга, быть расторгнутъ, если присужденный къ лишенію всѣхъ правъ состоянія супругъ будетъ за новое преступленіе подвергнутъ вновь влекущему за собою разрушеніе правъ семейственныхъ приговору. На семъ же основаніи могутъ просить о расторженіи брака и тѣ изъ невинныхъ супруговъ, которые заключили оный съ лицами, лишенными уже правъ состоянія, буде сіи послѣднія впадутъ вновь въ преступленіе, влекущее за собою лишеніе всѣхъ правъ состоянія.

53. Жены возвращенныхъ, по Высочайшему милосердію или новому приговору суда, изъ ссылки, или изъ замѣнявшей сію послѣднюю военной службы, если въ продолженіи оныхъ не послѣдовало съ разрѣшенія надлежащаго начальства распоряженій, уничтожающихъ бракъ ихъ, и онѣ о расторженіи его не просили, имѣютъ оставаться въ прежнемъ съ ними брачномъ союзѣ неразлучными. То же разумѣется и о мужьяхъ, конхъ жены по судебному рѣшенію подвергнуты ссылкѣ съ лишеніемъ всѣхъ правъ состоянія.

54. Когда одинъ изъ супруговъ, отлучившись по какому либо случаю изъ мѣста своего жительства, будетъ въ продолженіи пяти лѣтъ или болѣе находиться въ совершенно безвѣстномъ отсутствіи, то оставшемуся супругу дозволяется о расторженіи брака и о дозволеніи вступить въ новое супружество просить свое епархіальное начальство.

55. На подачу просьбъ о расторженіи брака военнослужащіе и крестьяне государственные, удѣльные, дворцовые и другихъ вѣдомствъ должны имѣть дозволеніе отъ своихъ начальствъ, а люди, принадлежащіе къ состоянію крѣпостному, отъ своихъ владѣльцевъ.

56. Солдатскимъ женамъ дозволяется просить о расторженіи брака, если мужья ихъ, сдѣлавъ изъ мѣста службы побѣгъ, до истеченія пятилѣтняго срока не найдены и не зачислены по прежнему на службу. Но тѣмъ, конхъ мужья пропали безъ вѣсти на войнѣ, или взяты въ плѣнъ непріятелемъ, дозволяется вступать въ новое супружество не прежде, какъ по прошествіи десяти лѣтъ со времени, когда мужья ихъ взяты въ плѣнъ или пропали безъ вѣсти на войнѣ. При просьбахъ, подаваемыхъ ими духовному начальству о дозволеніи вступить въ новые браки, онѣ обязаны представлять отъ Командировъ внутреннихъ гарнизонныхъ ба-

cet effet, copie de son ordonnance sera par lui adressée à la partie contre laquelle le divorce est demandé.

239. Au jour indiqué, le juge fera aux deux époux, s'ils se présentent, ou au demandeur, s'il est seul comparant, les représentations qu'il croira propres à opérer un rapprochement: s'il ne peut y parvenir, il en dressera procès-verbal, et ordonnera la communication de la demande et des pièces au ministère public, et le référé du tout au tribunal.

240. Dans les trois jours qui suivront, le tribunal, sur le rapport du président ou du juge qui en aura fait les fonctions, et sur les conclusions du ministère public, accordera ou suspendra la permission de citer. La suspension ne pourra excéder le terme de vingt jours.

241. Le demandeur, en vertu de la permission du tribunal, fera citer le défendeur, dans la forme ordinaire, à comparaître en personne à l'audience, à huis clos, dans le délai de la loi; il fera donner copie, en tête de la citation, de la demande en divorce et des pièces produites à l'appui.

242. A l'échéance du délai, soit que le défendeur comparaisse ou non, le demandeur en personne, assisté d'un conseil, s'il le juge à propos, exposera ou fera exposer les motifs de sa demande; il représentera les pièces qui l'appuient, et nommera les témoins qu'il se propose de faire entendre.

243. Si le défendeur comparaît en personne ou par un fondé de pouvoir, il pourra proposer ou faire proposer ses observations, tant sur les motifs de la demande que sur les pièces produites par le demandeur et sur les témoins par lui nommés. Le défendeur nommera, de son côté, les témoins qu'il se propose de faire entendre, et sur lesquels le demandeur fera réciproquement ses observations.

244. Il sera dressé procès-verbal des comparutions, dires et observations des parties, ainsi que des aveux que l'une ou l'autre pourra faire. Lecture de ce procès-verbal sera donnée aux dites parties, qui seront requises de le signer; et il sera fait mention expresse de leur signature, ou de leur déclaration de ne pouvoir ou ne vouloir signer.

245. Le tribunal renverra les parties à l'audience publique, dont il fixera le jour et l'heure; il ordonnera la communication de la procédure au ministère public, et commettra un rapporteur. Dans le cas ou le défendeur n'aurait pas comparu, le demandeur sera tenu de lui faire signifier l'ordonnance du tribunal, dans le délai qu'elle aura déterminé.

Примѣчаніе. Браки лицъ, обращенныхъ за преступленія въ солдаты, по судебнымъ приговорамъ, на основаніи уголовныхъ законовъ, существовавшихъ до 1-го Мая 1846 года, когда Уложеніе о Наказаніяхъ 1845 года воспріяло дѣйствіе, и слѣдственно безъ означенія, что осужденные лишаются всѣхъ правъ состоянія, остаются въ своей силѣ и не могутъ быть расторгаемы по правилу, въ сей статьѣ означенному.

52. Оставшійся въ своей силѣ, въ слѣдствіе послѣдованія за осужденнымъ или осужденною въ мѣсто назначенія, бракъ можетъ, по просьбѣ невиннаго супруга, быть расторгнутъ, если присужденный къ лишенію всѣхъ правъ состоянія супругъ будетъ за новое преступленіе подвергнутъ вновь влекущему за собою разрушеніе правъ семейственныхъ приговору. На семъ же основаніи могутъ просить о расторженіи брака и тѣ изъ невинныхъ супруговъ, которые заключили оный съ лицами, лишенными уже правъ состоянія, буде сіи послѣднія впадутъ вновь въ преступленіе, влекущее за собою лишеніе всѣхъ правъ состоянія.

53. Жены возвращенныхъ, по Высочайшему милосердію или новому приговору суда, изъ ссылки, или изъ замѣнявшей сію послѣднюю военной службы, если въ продолженіи оныхъ не послѣдовало съ разрѣшенія надлежащаго начальства распоряженій, уничтожающихъ бракъ ихъ, и онѣ о расторженіи его не просили, имѣютъ оставаться въ прежнемъ съ ними брачномъ союзѣ неразлучными. То же разумѣется и о мужьяхъ, коихъ жены по судебному рѣшенію подвергнуты ссылкѣ съ лишеніемъ всѣхъ правъ состоянія.

54. Когда одинъ изъ супруговъ, отлучившись по какому либо случаю изъ мѣста своего жительства, будетъ въ продолженіи пяти лѣтъ или болѣе находиться въ совершенно безвѣстномъ отсутствіи, то оставшемуся супругу дозволяется о расторженіи брака и о дозволеніи вступить въ новое супружество просить свое епархіальное начальство.

55. На подачу просьбъ о расторженіи брака военнослужащіе и крестьяне государственные, удѣльные, дворцовые и другихъ вѣдомствъ должны имѣть дозволеніе отъ своихъ начальствъ, а люди, принадлежащіе къ состоянію крѣпостному, отъ своихъ владѣльцевъ.

56. Солдатскимъ женамъ дозволяется просить о расторженіи брака, если мужья ихъ, сдѣлавъ изъ мѣста службы побѣгъ, до истеченія пятилѣтняго срока не найдены и не зачислены по прежнему на службу. Но тѣмъ, коихъ мужья пропали безъ вѣсти на войнѣ, или взяты въ плѣнъ непріятелемъ, дозволяется вступать въ новое супружество не прежде, какъ по прошествіи десяти лѣтъ со времени, когда мужья ихъ взяты въ плѣнъ или пропали безъ вѣсти на войнѣ. При просьбахъ, подаваемыхъ ими духовному начальству о дозволеніи вступить въ новые браки, онѣ обязаны представлять отъ Командировъ внутреннихъ гарнизонныхъ ба-

таліоновъ свидѣтельства о времени побѣга мужей ихъ, или же о томъ, что они взяты въ плѣнъ, или безъ вѣсти пропали на войнѣ, съ удостовѣреніемъ, что бѣжавшіе по минованіи пяти, а плѣнные и пропавшіе безъ вѣсти на войнѣ по минованіи десяти лѣтъ, на службѣ не состоятъ.

57. Въ просьбѣ о расторженіи брака, по случаю безвѣстнаго отсутствія одного изъ супруговъ, должно быть показано: когда именно отсутствующіе мужъ или жена выбыли изъ мѣста своего жительства, и было ли подано явочное о томъ прошеніе: въ семъ послѣднемъ случаѣ прилагается засвидѣтельствованная съ прошенія копія.

58. Когда епархіальное начальство не встрѣтитъ сомнѣнія о дѣйствительности брака просителя съ лицемъ отсутствующимъ, то относится къ мѣстному гражданскому начальству о спросѣ, при депутатѣ съ духовной стороны, родственниковъ отсутствующаго и жителей, какъ мѣстныхъ, такъ и окольныхъ: не знаетъ ли кто изъ нихъ о мѣстопребываніи его, не проходило ли о немъ какихъ либо слуховъ, когда онъ отлучился, какъ велъ себя, и не подалъ ли самъ проситель повода къ оставленію его.

59. Если показанное въ безвѣстномъ отсутствіи лице можетъ по своему званію жить въ Россіи гдѣ пожелаетъ, то изслѣдованіе о безвѣстности тогда только признается удовлетворительнымъ, когда не откроется пребыванія его по свѣдѣніямъ, истребованнымъ отъ всѣхъ Губернскихъ Правленій.

60. Съ открытіемъ достовѣрнаго извѣстія о мѣстѣ пребыванія отлучившагося дѣло прекращается; въ противномъ случаѣ, епархіальное начальство полагаетъ рѣшеніе о расторженіи брака просителя и о дозволеніи ему вступить въ новое супружество. Если дѣло происходило о такомъ лицѣ, которое имѣетъ право жить въ Россіи гдѣ пожелаетъ, то рѣшеніе епархіальнаго начальства, прежде исполненія, представляется на разсмотрѣніе Святѣйшаго Синода. Дѣла же о расторженіи браковъ солдатскихъ женъ по минованіи пяти и десятилѣтняго сроковъ со времени ихъ отсутствія, на основаніи 56 статьи сего Свода, рѣшатся окончательно епархіальнымъ начальствомъ. Недовольнымъ рѣшеніемъ епархіальнаго начальства предоставляется подавать на оное апелляцію въ Святѣйшій Синодъ.

246. Au jour et à l'heure indiqués, sur le rapport du juge commis, le ministère public entendu, le tribunal statuera d'abord sur les fins de non recevoir, s'il en a été proposé. En cas qu'elles soient trouvées concluantes, la demande en divorce sera rejetée; dans le cas contraire, ou s'il n'a pas été proposé de fins de non-recevoir, la demande en divorce sera admise.

247. Immédiatement après l'admission de la demande en divorce, sur le rapport du juge commis, le ministère public entendu, le tribunal statuera au fond. Il fera droit à la demande, si elle lui paraît en état d'être jugée; sinon, il admettra le demandeur à la preuve des faits pertinents par lui allégués, et le défendeur à la preuve contraire.

248. A chaque acte de la cause, les parties pourront, après le rapport du juge, et avant que le ministère public ait pris la parole, proposer ou faire proposer leurs moyens respectifs, d'abord sur les fins de non-recevoir, et ensuite sur le fond; mais en aucun cas, le conseil du demandeur ne sera admis, si le demandeur n'est pas comparant en personne.

249. Aussitôt après la prononciation du jugement qui ordonnera les enquêtes, le greffier du tribunal donnera lecture de la partie du procès-verbal qui contient la nomination déjà faite des témoins que les parties se proposent de faire entendre. Elles seront averties par le président, qu'elles peuvent encore en désigner d'autres, mais qu'après ce moment elles n'y seront plus reçues.

250. Les parties proposeront de suite leurs reproches respectifs contre les témoins qu'elles voudront écarter. Le tribunal statuera sur ces reproches, après avoir entendu le ministère public.

251. Les parents des parties, à l'exception de leurs enfants et descendants, ne sont pas reprochables du chef de la parenté, non plus que les domestiques des époux, en raison de cette qualité; mais le tribunal aura tel égard que de raison aux dépositions des parents et des domestiques.

252. Tout jugement qui admettra une preuve testimoniale, dénommera les témoins qui seront entendus, et déterminera le jour et l'heure auxquels les parties devront les présenter.

253. Les dépositions des témoins seront reçues par le tribunal séant à huis clos, en présence du ministère public, des parties et de leurs conseils ou amis, jusqu'au nombre de trois de chaque côté.

254. Les parties, par elles ou par leurs conseils, pourront faire aux témoins telles observations et interpellations qu'elles jugeront à propos, sans pouvoir néanmoins les interrompre dans le cours de leurs dépositions.

255. Chaque déposition sera rédigée par écrit, ainsi que les dires et observations auxquels elle aura donné lieu. Le procès-verbal d'enquête sera lu tant aux témoins qu'aux parties: les uns et les autres seront requis de le signer; et il sera fait mention de leur signature, ou de leur déclaration qu'ils ne peuvent ou ne veulent signer.

256. Après la clôture des deux enquêtes ou de celle du demandeur, si le défendeur n'a pas produit de témoins, le tribunal renverra les parties à l'audience publique, dont il indiquera le jour et l'heure; il ordonnera la communication de la procédure au ministère public, et commettra un rapporteur. Cette ordonnance sera signifiée au défendeur, à la requête du demandeur, dans le délai qu'elle aura déterminé.

257. Au jour fixé pour le jugement définitif, le rapport sera fait par le juge commis: les parties pourront ensuite faire, par elles-mêmes ou par l'organe de leurs conseils, telles observations qu'elles jugeront utiles à leur cause; après quoi le ministère public donnera ses conclusions.

258. Le jugement définitif sera prononcé publiquement: lorsqu'il admettra le divorce, le demandeur sera autorisé à se retirer devant l'officier de l'état civil pour le faire prononcer.

259. Lorsque la demande en divorce aura été formée pour cause d'excès, de sévices ou d'injures graves, encore qu'elle soit bien établie, les juges pourront ne pas admettre immédiatement le divorce. Dans ce cas, avant de faire droit, ils autoriseront la femme à quitter la compagnie de son mari, sans être tenue de le recevoir, si elle ne le juge à propos; et ils condamneront le mari à lui payer une pension alimentaire proportionnée à ses facultés, si la femme n'a pas elle-même des revenus suffisants pour fournir à ses besoins.

260. Après une année d'épreuve, si les parties ne se sont pas réunies, l'époux demandeur pourra faire citer l'autre époux à comparaître au tribunal, dans les délais de la loi, pour y entendre prononcer le jugement définitif, qui pour lors admettra le divorce.

261. Lorsque le divorce sera demandé par la raison qu'un des époux est condamné à une peine infamante, les seules formalités à observer consiste-

ront à présenter au tribunal de première instance une expédition en bonne forme du jugement de condamnation, avec un certificat de la cour d'assises, portant que ce même jugement n'est plus susceptible d'être réformé par aucune voie légale.

262. En cas d'appel du jugement d'admission ou du jugement définitif, rendu par le tribunal de première instance en matière de divorce, la cause sera instruite et jugée par la cour impériale comme affaire urgente.

263. L'appel ne sera recevable qu'autant qu'il aura été interjeté dans les trois mois à compter du jour de la signification du jugement rendu contradictoirement ou par défaut. Le délai pour se pourvoir à la cour de cassation contre un jugement en dernier ressort sera aussi de trois mois à compter de la signification. Le pourvoi sera suspensif.

264. En vertu de tout jugement rendu en dernier ressort ou passé en force de chose jugée, qui autorisera le divorce, l'époux qui l'aura obtenu sera obligé de se présenter, dans le délai de deux mois, devant l'officier de l'état civil, l'autre partie dûment appelée, pour faire prononcer le divorce.

265. Ces deux mois ne commenceront à courir, à l'égard des jugements de première instance, qu'après l'expiration du délai d'appel; à l'égard des arrêts rendus par défaut en cause d'appel, qu'après l'expiration du délai d'opposition; et à l'égard des jugements contradictoires en dernier ressort, qu'après l'expiration du délai du pourvoi en cassation.

266. L'époux demandeur qui aura laissé passer le délai de deux mois ci-dessus déterminé, sans appeler l'autre époux devant l'officier de l'état civil, sera déchu du bénéfice du jugement qu'il avait obtenu, et ne pourra reprendre son action en divorce, sinon pour cause nouvelle; auquel cas il pourra néanmoins faire valoir les anciennes causes.

SECTION II.

Des mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la demande en divorce pour cause déterminée.

267. L'administration provisoire des enfants restera au mari demandeur ou défendeur en divorce, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le tribunal, sur la demande soit de la mère, soit de la famille, ou du ministère public, pour le plus grand avantage des enfants.

268. La femme demanderesse ou défenderesse en divorce pourra quitter le domicile du mari pendant la poursuite, et demander une pension alimentaire proportionnée aux facultés du mari. Le tribunal indiquera la maison

dans laquelle la femme sera tenue de résider, et fixera, s'il a lieu, la provision alimentaire que le mari sera obligé de lui payer.

269. La femme sera tenue de justifier de sa résidence dans la maison indiquée, toutes les fois qu'elle en sera requise: à défaut de cette justification, le mari pourra refuser la provision alimentaire, et, si la femme est demanderesse en divorce, la faire déclarer non recevable à continuerses poursuites.

270. La femme commune en biens, demanderesse ou défenderesse en divorce, pourra, en tout état de cause, à partir de la date de l'ordonnance dont il est fait mention en l'article 238, requérir, pour la conservation de ses droits, l'apposition des scellés sur les effets mobiliers de la communauté. Ces scellés ne seront levés qu'en faisant inventaire avec prisée, et à la charge par le mari de représenter les choses inventoriées, ou de répondre de leur valeur comme gardien judiciaire.

271. Toute obligation contractée par le mari à la charge de la communauté, toute aliénation par lui faite des immeubles qui en dépendent, postérieurement à la date de l'ordonnance dont il est fait mention en l'article 238, sera déclarée nulle, s'il est prouvé d'ailleurs qu'elle ait été faite ou contractée en fraude des droits de la femme.

SECTION III.

Des fins de non-recevoir contre l'action en divorce pour cause déterminée.

272. L'action en divorce sera éteinte par la réconciliation des époux, survenue, soit depuis les faits qui auraient pu autoriser cette action, soit depuis la demande en divorce.

273. Dans l'un et l'autre cas, le demandeur sera déclaré non recevable dans son action; il pourra néanmoins en intenter une nouvelle pour cause survenue depuis la réconciliation, et alors faire usage des anciennes causes pour appuyer sa nouvelle demande.

274. Si le demandeur en divorce nie qu'il y ait eu réconciliation, le défendeur en fera preuve, soit par écrit, soit par témoins, dans la forme prescrite en la première section du présent chapitre.

CHAPITRE III.

Du divorce par consentement mutuel.

275. Le consentement mutuel des époux ne sera point admis, si le mari a moins de vingt-cinq ans, ou si la femme est mineure de vingt-un ans.

276. Le consentement mutuel ne sera admis qu'après deux ans de mariage.

277. Il ne pourra plus l'être après vingt ans de mariage, ni lorsque la femme aura quarante-cinq ans.

278. Dans aucun cas, le consentement mutuel des époux ne suffira s'il n'est autorisé par leurs pères et mères, ou par leurs autres ascendants vivants, suivant les règles prescrites par l'article 150, au titre *du Mariage*.

279. Les époux déterminés à opérer le divorce par consentement mutuel seront tenus de faire préalablement inventaire et estimation de tous leurs biens meubles et immeubles, et de régler leurs droits respectifs, sur lesquels il leur sera néanmoins libre de transiger.

280. Ils seront pareillement tenus de constater par écrit leur convention sur les trois points qui suivent:

1) à qui les enfants nés de leur union seront confiés, soit pendant le temps des épreuves, soit après le divorce prononcé;

2) dans quelle maison la femme devra se retirer et résider pendant le temps des épreuves;

3) quelle somme le mari devra payer à sa femme pendant le même temps, si elle n'a pas des revenus suffisants pour fournir à ses besoins.

281. Les époux se présenteront ensemble, et en personne, devant le président du tribunal civil de leur arrondissement, ou devant le juge qui en fera les fonctions, et lui feront la déclaration de leur volonté, en présence de deux notaires amenés par eux.

282. Le juge fera aux deux époux réunis, et à chacun d'eux en particulier, en présence des deux notaires, telles représentations et exhortations qu'il croira convenables; il leur donnera lecture du chapitre IV du présent titre, qui règle *les Effets du divorce*, et leur développera toutes les conséquences de leur démarche.

283. Si les époux persistent dans leur résolution, il leur sera donné acte, par le juge, de ce qu'ils demandent le divorce, et y consentent mutuellement; et ils seront tenus de produire et déposer à l'instant, entre les mains des notaires, outre les actes mentionnés aux articles 279 et 280,

1) les actes de leur naissance et celui de leur mariage;

2) les actes de naissance et de décès de tous les enfants nés de leur union;

3) la déclaration authentique de leurs pères et mères ou autres ascendants vivants, portant que, pour les causes à eux connues, ils autorisent tel *ou* telle, leur fils *ou* fille, petit-fils *ou* petite-fille, marié *ou* mariée à tel *ou* telle, à demander le divorce et à y consentir. Les pères, mères, aïeuls et aïeules des époux, seront présumés vivants jusqu'à la représentation des actes constatant leur décès.

284. Les notaires dresseront procès-verbal détaillé de tout ce qui aura été dit et fait en exécution des articles précédents; la minute en restera au plus âgé des deux notaires, ainsi que les pièces produites, qui demeureront annexées au procès-verbal, dans lequel il sera fait mention de l'avertissement qui sera donné à la femme de se retirer, dans les vingt-quatre heures, dans la maison convenue entre elle et son mari, et d'y résider jusqu'au divorce prononcé.

285. La déclaration ainsi faite sera renouvelée dans la première quinzaine de chacun des quatrième, septième et dixième mois qui suivront, en observant les mêmes formalités. Les parties seront obligées à rapporter chaque fois la preuve, par acte public, que leurs pères, mères, ou autres ascendants vivants, persistent dans leur première détermination; mais elles ne seront tenues à repéter la production d'aucun autre acte.

286. Dans la quinzaine du jour où sera révolue l'année, à compter de la première déclaration, les époux, assistés chacun de deux amis, personnes notables dans l'arrondissement, âgés de cinquante ans au moins, se présenteront ensemble et en personne devant le président du tribunal ou le juge qui en fera les fonctions; ils lui remettront les expéditions en bonne forme, des quatre procès-verbaux contenant leur consentement mutuel, et de tous les actes qui y auront été annexés, et requerront du magistrat, chacun séparément, en présence néanmoins l'un de l'autre et des quatre notables, l'admission du divorce.

287. Après que le juge et les assistants auront fait leurs observations aux époux, s'ils persévèrent, il leur sera donné acte de leur réquisition et de la remise par eux faite des pièces à l'appui: le greffier du tribunal dressera procès-verbal, qui sera signé tant par les parties (à moins qu'elles ne déclarent ne savoir ou ne pouvoir signer, auquel cas il en sera fait mention), que par les quatre assistants, le juge et le greffier.

288. Le juge mettra de suite, au bas de ce procès-verbal, son ordonnance, portant que, dans les trois jours, il sera par lui référé du tout au tribunal en la chambre du conseil, sur les conclusions par écrit du ministère public, auquel les pièces seront, à cet effet, communiquées par le greffier.

289. Si le ministère public trouve dans les pièces la preuve que les deux époux étaient âgés, le mari de vingt-cinq ans, la femme de vingt-un ans, lorsqu'ils ont fait leur première déclaration; qu'à cette époque ils étaient mariés depuis deux ans, que le mariage ne remontait pas à plus de vingt, que la femme avait moins de quarante-cinq ans, que le consentement mutuel a été exprimé quatre fois dans le cours de l'année, après les préalables ci-dessus prescrits et avec toutes les formalités requises par le présent chapitre, notam-

ment avec l'autorisation des pères et mères des époux, ou avec celle de leurs autres ascendants vivants en cas de prédécès des pères et mères, il donnera ses conclusions en ces termes, *La loi permet*; dans le cas contraire, ses conclusions seront en ces termes, *La loi empêche*.

290. Le tribunal, sur le référé, ne pourra faire d'autres vérifications que celles indiquées par l'article précédent. S'il en résulte que, dans l'opinion du tribunal, les parties ont satisfait aux conditions et rempli les formalités déterminées par la loi, il admettra le divorce, et renverra les parties devant l'officier de l'état civil, pour le faire prononcer: dans le cas contraire, le tribunal déclarera qu'il n'y a pas lieu à admettre le divorce, et déduira les motifs de la décision.

291. L'appel du jugement qui aurait déclaré ne pas y avoir lieu à admettre le divorce ne sera recevable qu'autant qu'il sera interjeté par les deux parties, et néanmoins par actes séparés, dans les dix jours au plus tôt, et au plus tard dans les vingt jours de la date du jugement de première instance.

292. Les actes d'appel seront réciproquement signifiés tant à l'autre époux qu'au ministère public près le tribunal de première instance.

293. Dans les dix jours, à compter de la signification qui lui aura été faite du second acte d'appel, le ministère public près le tribunal de première instance fera passer au procureur général près la cour impériale l'expédition du jugement, et les pièces sur lesquelles il est intervenu. Le procureur général près la cour impériale donnera ses conclusions par écrit, dans les dix jours qui suivront la réception des pièces: le président, ou le juge qui le suppléera, fera son rapport à la cour impériale en la chambre du conseil, et il sera statué définitivement dans les dix jours qui suivront la remise des conclusions du procureur général.

294. En vertu de l'arrêt qui admettra le divorce, et dans les vingt jours de sa date, les parties se présenteront ensemble et en personne devant l'officier de l'état civil, pour faire prononcer le divorce. Ce délai passé, le jugement demeurera comme non avenu.

CHAPITRE IV.

Des effets du divorce.

295. Les époux qui divorceront, pour quelque cause que ce soit, ne pourront plus se réunir.

296. Dans le cas de divorce prononcé pour cause déterminée, la femme divorcée ne pourra se remarier que dix mois après le divorce prononcé.

297. Dans le cas de divorce par consentement mutuel, aucun des deux époux ne pourra contracter un nouveau mariage que trois ans après la prononciation du divorce.

298. Dans le cas de divorce admis en justice pour cause d'adultère, l'époux coupable ne pourra jamais se marier avec son complice. La femme adultère sera condamnée, par le même jugement, et sur la réquisition du ministère public, à la réclusion dans une maison de correction, pour un temps déterminé, qui ne pourra être moindre de trois mois, ni excéder deux années.

299. Pour quelque cause que le divorce ait lieu, hors le cas du consentement mutuel, l'époux contre lequel le divorce aura été admis perdra tous les avantages que l'autre époux lui avait faits, soit par leur contrat de mariage, soit depuis le mariage contracté.

300. L'époux qui aura obtenu le divorce conservera les avantages à lui faits par l'autre époux, encore qu'ils aient été stipulés réciproques et que la réciprocité n'ait pas lieu.

301. Si les époux ne s'étaient fait aucun avantage, ou si ceux stipulés ne paraissaient pas suffisants pour assurer la subsistance de l'époux qui a obtenu le divorce, le tribunal pourra lui accorder, sur les biens de l'autre époux, une pension alimentaire, qui ne pourra excéder le tiers des revenus de cet autre époux. Cette pension sera révocable dans le cas où elle cesserait d'être nécessaire.

302. Les enfants seront confiés à l'époux qui a obtenu le divorce, à moins que le tribunal, sur la demande de la famille, ou du ministère public, n'ordonne, pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou quelques-uns d'eux seront confiés aux soins soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne.

303. Quelle que soit la personne à laquelle les enfants seront confiés, les père et mère conserveront respectivement le droit de surveiller l'entretien et l'éducation de leurs enfants, et seront tenus d'y contribuer à proportion de leurs facultés.

304. La dissolution du mariage par le divorce admis en justice ne privera les enfants nés de ce mariage, d'aucun des avantages qui leur étaient assurés par les lois, ou par les conventions matrimoniales de leurs père et mère; mais il n'y aura d'ouverture aux droits des enfants que de la même manière et dans les mêmes circonstances où ils se seraient ouverts s'il n'y avait pas eu de divorce.

305. Dans le cas de divorce par consentement mutuel, la propriété de la moitié des biens de chacun des deux époux sera acquise de plein droit, du

jour de leur première déclaration, aux enfants nés de leur mariage: les père et mère conserveront néanmoins la jouissance de cette moitié jusqu'à la majorité de leurs enfants, à la charge de pourvoir à leur nourriture, entretien et éducation, conformément à leur fortune et à leur état; le tout sans préjudice des autres avantages qui pourraient avoir été assurés aux dits enfants par les conventions matrimoniales de leurs père et mère.

CHAPITRE V.

De la separation de corps.

306. Dans le cas où il y a lieu à la demande en divorce pour cause déterminée, il sera libre aux époux de former demande en séparation de corps.

307. Elle sera intentée, instruite et jugée de la même manière que toute autre action civile: elle ne pourra avoir lieu par le consentement mutuel des époux.

308. La femme contre laquelle la séparation de corps sera prononcée pour cause d'adultère, sera condamnée par le même jugement, et sur la réquisition du ministère public, à la réclusion dans une maison de correction pendant un temps déterminé, qui ne pourra être moindre de trois mois, ni excéder deux années.

309. Le mari restera le maître d'arrêter l'effet de cette condamnation, en consentant à reprendre sa femme.

310. Lorsque la séparation de corps prononcée pour toute autre cause que l'adultère de la femme aura duré trois ans, l'époux, qui était originairement défendeur, pourra demander le divorce au tribunal, qui l'admettra, si le demandeur originaire, présent ou dûment appelé, ne consent pas immédiatement à faire cesser la séparation (*).

311. La séparation de corps emportera toujours séparation de biens.

(*) Cet article se trouve abrogé par la loi des 8—10 mai 1816, abolitive du divorce.

ГЛАВА ВТОРАЯ.

О бракахъ лицъ Христіанскихъ не-Православнаго исповѣданія между собою и съ лицами исповѣданія Православнаго.

61. Лицамъ всѣхъ вообще Христіанскихъ исповѣданій невозбранно дозволяется вступать въ Россіи между собою въ браки по правиламъ и обрядамъ ихъ Церквей, не испрашивая на то отъ гражданскаго правительства особаго разрѣшенія, но съ соблюденіемъ ограниченій, узаконеніями для тѣхъ исповѣданій постановленныхъ.

Примѣчаніе. Основанныя на семъ общемъ постановленіи особенныя правила о бракахъ между иностранными колонистами изложены по принадлежности въ Уставѣ о Колоніяхъ.

62. Запрещенія, выше сего въ главѣ I постановленныя, какъ то: 1) совершать бракъ по принужденію безъ согласія жениха и невѣсты, и вступать въ бракъ съ сумасшедшими и безумными, 2) вступать въ бракъ безъ согласія родителей, опекуновъ или попечителей, и безъ дозволенія начальства по службѣ, 3) вступать въ новый бракъ при существованіи прежняго, распространяются на браки всѣхъ вообще Христіанскихъ исповѣданій, въ той мѣрѣ, какъ сіе узаконеніями для тѣхъ исповѣданій постановлено.

Примѣчаніе. Запрещеніе вступать въ бракъ безъ согласія опекуновъ и попечителей надлежитъ считать въ дѣйствіи съ 1 Января 1835 года, не присвоя ему обратной силы.

63. Запрещеніе вступать въ бракъ мужескому полу ранѣе восемнадцати, а женскому прежде шестнадцати лѣтъ отъ роду, распространяется и на лица, принадлежащія къ Римско-Католическому, Евангелическому и Армяно-Грегоріанскому исповѣданіямъ, исключая природныхъ жителей Закавказскаго края, коимъ дозволено вступать въ бракъ по достиженіи лѣтъ, опредѣленныхъ во 2 пунктѣ 3 статьи сего Свода.

64. Во всѣхъ вообще Христіанскихъ исповѣданіяхъ запрещается совершать браки въ степеняхъ родства, возбраненныхъ правилами той Церкви, къ коей принадлежатъ сочетающіяся лица.

65. Браки лицъ всѣхъ вообще Христіанскихъ исповѣданій должны быть совершаемы по ихъ закону духовенствомъ той Церкви, къ которой принадлежатъ вступающіе въ супружество; но браки сіи признаются дѣйствительными и тогда, если, за непмѣніемъ, въ томъ мѣстѣ, гдѣ оные совершаются, Священника или Пастора ихъ вѣры, вѣнчаніе произведено будетъ Священникомъ Православнымъ, но въ семъ случаѣ совершеніе и расторженіе сихъ браковъ производятся уже по правиламъ и обрядамъ Православной Церкви.

66. При вступленіи въ бракъ дипломатическихъ чиновниковъ съ иностранками, не только должны они испрашивать на то предварительное дозволеніе начальства, съ объявленіемъ, какое имѣніе получатъ въ приданное и нѣтъ ли въ виду права на наслѣдство въ чужихъ краяхъ, но притомъ представить и подписку невѣсты, что ей объявлено, что, будучи въ замужствѣ за дипломатическимъ чиновникомъ, она должна продать имѣніе свое въ чужихъ краяхъ: ибо, въ противномъ случаѣ, мужъ ея обязанъ оставить сей родъ службы.

67. Если женихъ или невѣста принадлежитъ къ Православному исповѣданію, въ семъ случаѣ вездѣ, кромѣ Финляндіи (для коренныхъ жителей которой постановлено въ статьѣ 68 изъятіе), требуется:

1) Чтобы лица другихъ исповѣданій, вступающія въ бракъ съ лицами Православнаго исповѣданія, дали подписку, что не будутъ ни поносить своихъ супруговъ за Православіе, ни склонять ихъ чрезъ прельщеніе, угрозы или инымъ образомъ, къ принятію своей вѣры, и что рожденныя въ семъ бракѣ дѣти крещены и воспитаны будутъ въ правилахъ Православнаго исповѣданія; подписка сія берется Священникомъ предъ совершеніемъ брака, по формѣ, при семъ приложенной. По совершеніи брака подписка представляется Епархіальному Архіерею. Если Священникъ встрѣтитъ сомнѣніе, то, не приступая къ совершенію брака, обязанъ донести Преосвященному съ изложеніемъ причинъ сомнѣнія, по разсмотрѣніи которыхъ Преосвященный разрѣшаетъ дѣло лично самъ отъ себя, или, когда потребуется формальное производство, предписываетъ Консисторіи. Сверхъ сего требуется отъ иновѣрнаго жениха, не состоящаго въ Россійскомъ подданствѣ, чтобы онъ прежде брака принялъ присягу на подданство. Къ повѣнчанію браковъ невѣстъ Православнаго исповѣданія съ женихами иновѣрными не Русскими подданными, приступается не иначе, какъ въ слѣдствіе особаго на то каждый разъ Высочайшаго соизволенія, при испрошеніи коего Начальники Губерній сносятся непосредственно съ Оберъ-Прокуроромъ Святѣйшаго Синода.

2) Чтобы при вступленіи въ сіи браки непремѣнно исполнены и соблюдены были всѣ правила и предосторожности, для браковъ между лицами Православнаго исповѣданія вообще постановленныя.

3) Чтобъ сіи браки были вѣнчаны Православнымъ Священникомъ въ Православной церкви, впрочемъ безъ испрошенія на то каждый разъ разрѣшенія Епархіальныхъ Архіереевъ, если къ тому нѣтъ препятствій по правиламъ и обрядамъ Православной вѣры. Просьбы, о дозволеніи совершить обрядъ бракосочетанія по правиламъ одной лишь иностранной Церкви, принимать запрещается.

Примѣчаніе. Въ 1834 году предписано Святѣйшимъ Синодомъ Преосвященнымъ Архіереямъ, управляющимъ епархіями Подольскою, Могилевскою, Минскою, Полоцкою и Волынскою, въ наставленіе, что сила указа 23 Ноября 1832 года (5767), коимъ постановлено браки разновѣрныхъ лицъ въ Западныхъ и Бѣлорусскихъ губерніяхъ совершать на

основаніи общихъ дѣйствующихъ во Всероссійскомъ государствѣ узаконеній, простирается на тѣ только лица, кои вступили въ браки по распубликованіи сего постановленія, и что отъ родителей Православнаго и иновѣрческаго исповѣданій, коихъ браки заключены прежде обнародованія помянутаго указа, должно требовать относительно крещенія и воспитанія дѣтей исполненія той обязанности, какую они приняли на себя предъ вступленіемъ въ бракъ по существовавшему тогда закону, т. е. трактату 1768 года Февраля 13/24 (13071), въ которомъ (арт. II, ст. 10) постановлено слѣдующее: «дѣти, отъ разной вѣры родителей рождающіяся, сыновья въ отцовой, а дочери въ матерней вѣрѣ воспитываны быть должны, выключая договоръ для дворянства, если бы каковой чрезъ контрактъ брачный, предъ свадьбою заключенный, состояться имѣлъ». Что же касается случаевъ, въ которыхъ одинъ полъ дѣтей по прежнему правилу долженъ быть воспитанъ въ господствующемъ вѣроисповѣданіи непремѣнно, а другой можетъ, по волѣ иновѣрныхъ родителей, быть или воспитанъ въ ихъ вѣроисповѣданіи, или по ихъ согласію, присоединенъ къ господствующему: то въ сихъ случаяхъ Святѣйшій Синодъ предоставляетъ Православному духовенству силою убѣжденія достигать того, чтобы всѣ дѣти воспитываемы были въ Православіи.

68. Въ заключаемыхъ въ Финляндіи бракахъ лицъ разныхъ Христіанскихъ исповѣданій, вѣнчаніе производится въ обѣихъ церквахъ. Дѣти, рождающіяся въ сихъ бракахъ, воспитываемы должны быть въ той вѣрѣ, въ которой принадлежитъ отецъ, не допуская о семъ особенныхъ договоровъ. Постановленіе сіе въ отношеніи лицъ, исповѣдующихъ Православную вѣру, распространяется на однихъ только коренныхъ жителей: браки же военнослужащихъ Православнаго исповѣданія, находящихся въ тѣхъ мѣстахъ, по командѣ и квартированію, должны быть совершаемы Православными Священниками на основаніи общихъ постановленій.

69. При бракахъ лицъ Православнаго исповѣданія съ Протестантами въ губерніяхъ Лифляндской, Эстляндской и Курляндской, отъ сихъ послѣднихъ въ особенности требуется свидѣтельство Пастора, что они въ приходѣ своемъ оглашены, и что къ заключенію брака не открылось никакого препятствія; по совершеніи же онаго, Пасторъ долженъ быть увѣдомленъ о времени вѣнчанія.

70. За совершеніе брака безъ соблюденія предписанныхъ закономъ оглашеній и другихъ предостерегательныхъ правилъ, Священники и Проповѣдники иностранныхъ Христіанскихъ исповѣданій подвергаются взысканіямъ, опредѣленнымъ въ Уложеніи о Наказаніяхъ, статьѣ 2147.

71. Священники и Проповѣдники иностранныхъ Христіанскихъ исповѣданій за сочетаніе бракомъ лицъ, уже состоящихъ въ брачномъ союзѣ, и вообще за совершеніе брака, который по закону долженъ быть признанъ недѣйствительнымъ, подвергаются наказаніямъ и взысканіямъ, опредѣленнымъ въ статьяхъ 2126 и 2145 Уложенія о Наказаніяхъ.

72. Браки лицъ Православнаго исповѣданія съ лицами Римско-Католическаго исповѣданія, совершенные одними Римско-Католическими Свя-

щенниками, почитаются недѣйствительными, доколѣ тотъ же бракъ не обвѣнчанъ Православнымъ Священникомъ.

73. Браки Православныхъ съ иновѣрцами, въ слѣдствіе иска супруговъ, расторгаются не иначе, какъ по опредѣленію епархіальнаго суда и съ утвержденія Святѣйшаго Синода.

74. Воспрещается Римско-Католическимъ духовнымъ властямъ принимать отъ разведенныхъ Православнымъ судомъ лицъ Римско-Католическаго исповѣданія, находившихся въ бракахъ съ Православными, прошенія о разводѣ и по Римско-Католическому закону.

75. Браки между лицами иностранныхъ Христіанскихъ исповѣданій (а не Православнаго) въ губерніяхъ Виленской, Витебской, Волынской, Гродненской, Кіевской, Ковенской, Минской, Могилевской и Подольской совершаются Священникомъ той вѣры, къ которой принадлежитъ невѣста. Когда же Римско-Католическій Священникъ не согласится благословить такого брака, то вѣнчаніе можетъ быть предоставлено Священнику другаго исповѣданія. Дѣти, рождающіяся въ сихъ бракахъ, должны быть крещены: сыновья въ отцовской, а дочери въ той вѣрѣ, которую исповѣдуетъ мать, если о томъ иначе не будетъ постановлено въ брачныхъ договорахъ.

76. Воспрещеніе всякихъ предварительныхъ, произвольныхъ между супругами актовъ, клонящихся къ разрыву супружескаго союза, распространяется на всѣ вообще Христіанскія исповѣданія, не выключая и тѣхъ, которыя принимаютъ бракъ за союзъ гражданскій; но симъ не отмѣняются тѣ особыя правила, коими Протестантскія духовныя правительства должны руководствоваться въ принятіи таковыхъ дѣлъ къ своему разсмотрѣнію и въ рѣшеніи оныхъ постановленіями Протестантскаго исповѣданія (см. Уст. Иностр. Испов. ст. 199—268).

77. Если Священникъ Римско-Католическаго, Армяно-Грегоріанскаго и Армяно-Католическаго, или же Проповѣдникъ одного изъ Протестанскихъ исповѣданій, безъ разрѣшенія имѣющаго на то власть высшаго мѣста позволитъ себѣ объявить какой либо бракъ расторгнутымъ, или же благословитъ разлученіе, хотя и временное, супруговъ отъ стола и ложа: то онъ за сіе подвергается взысканіямъ или наказаніямъ по усмотрѣнію своего духовнаго начальства на основаніи статьи 2148 Уложенія о Наказаніяхъ.

78. При отпускѣ въ отечество военноплѣнныхъ, вступившихъ въ бракъ, во время нахожденія ихъ въ Россіи, съ Россійскими подданными Православнаго исповѣданія, требуется отъ нихъ подписка въ томъ, намѣрены ли они возвратиться къ своимъ женамъ; и если отсутствіе ихъ

продолжится болѣе двухъ лѣтъ, то жены получаютъ свободу на вступленіе въ новый бракъ.

Примѣчаніе. Разсмотрѣніе въ случаяхъ, того требующихъ, вопроса, былъ ли бракъ лицъ разныхъ Христіанскихъ исповѣданій законно совершенъ, и рѣшеніе объ уважительности причинъ къ расторженію онаго, производятся по правиламъ, въ Законахъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ постановленнымъ.

ГЛАВА ТРЕТІЯ.

О бракахъ не-Христіанъ между собою и съ Христіанами.

Отдѣленіе первое.

О бракахъ лицъ новокрещенныхъ.

79. Лице не-Христіанскаго исповѣданія, по воспріятіи св. крещенія, можетъ пребывать въ единобрачномъ сожительствѣ съ некрещеною женою; бракъ ихъ остается въ своей силѣ и безъ утвержденія онаго вѣнчаніемъ по правиламъ Православной Церкви.

80. Если жена или одна изъ женъ Магометанина или другаго лица не Христіанскаго исповѣданія приметъ св. крещеніе, то бракъ ея можетъ оставаться въ своей силѣ, безъ утвержденія онаго вѣнчаніемъ по правиламъ Православной Церкви, но тогда лишь, когда мужъ, остающійся въ своей вѣрѣ, дастъ обязательство: 1) имѣющихъ родиться отъ нихъ съ того времени дѣтей, которыя должны быть крещены въ Православную вѣру, ни прельщеніями, ни угрозами, ниже другими какими либо способами, не приводить въ свой законъ, и женѣ своей, за содержаніе Православной вѣры, поношенія и укоризны не наносить; 2) состоять съ принявшею св. крещеніе во все время ея жизни, или доколѣ продолжится бракъ ихъ, въ единобрачномъ сожительствѣ, отклонивъ прочихъ женъ, если имѣетъ. Сверхъ того должно быть извѣстно, что принявшая св. крещеніе не была предъ тѣмъ отлучена мужемъ своимъ отъ брачнаго съ нимъ сожительства. Въ противномъ случаѣ, т. е. когда мужъ не согласится дать вышеизложенныя обязательства, или когда откроется, что принявшая крещеніе была имъ отлучена отъ сожительства съ нимъ, бракъ ихъ расторгается и женѣ дозволяется вступить въ новый съ лицемъ Христіанскаго исповѣданія.

81. Если одинъ изъ супруговъ, принадлежащихъ къ Іудейскому закону, обратиться къ Православію, а другой останется въ прежнемъ законѣ, но съ обратившимся жить пожелаетъ, то, оставивъ ихъ въ супружествѣ безъ расторженія, обязать подписками: перваго въ томъ, чтобы онъ тщательное имѣлъ попеченіе о приведеніи другаго увѣщаніемъ къ воспріятію Православной вѣры, а сего въ томъ, чтобы раждаемыхъ въ семъ

бракѣ дѣтей ни прельщеніями, ни угрозами, ниже другими какими либо способами, не приводилъ въ законъ Іудейскій, и обратившемуся въ Православную вѣру супругу за содержаніе оной поношенія и укоризны не наносилъ. Если же мужъ или жена, по обращеніи другаго супруга, жить въ прежнемъ брачномъ союзѣ не пожелаютъ, то бракъ расторгается, и обратившемуся лицу разрѣшается вступить въ бракъ съ лицемъ Православнымъ. Но въ случаѣ, если бракъ не расторгнутъ, ни мужу, ни женѣ не дозволяется постоянное жительство въ губерніяхъ, гдѣ Евреямъ осѣдлость воспрещена.

82. Буде новокрещеный имѣлъ прежде нѣсколькихъ женъ: то, по воспріятіи св. крещенія, онъ долженъ выбрать изъ нихъ одну, съ коею жить пожелаетъ, преимущественно же обратившуюся равномѣрно къ Христіанству, и тогда бракъ ихъ благословляется по Церковному чиноположенію. Сіе же правило распространяется и на женъ, бывшихъ за нѣсколькими мужьями.

83. Если ни одна изъ женъ креститься не пожелаетъ (ст.82), и мужъ не изъявитъ согласія жить съ некрещенною: то ему дозволяется вступить въ новый бракъ съ Православною.

84. Бракъ остается въ своей силѣ и тогда, когда оба супруга перейдутъ въ Христіанство, хотя бы оный совершенъ былъ въ степеняхъ родства, Церковію возбраненныхъ.

Отдѣленіе второе.

О бракахъ Христіанъ съ лицами, не принадлежащими къ Христіанству.

85. Россійскимъ подданнымъ Православнаго и Римско-Католическаго исповѣданій бракъ съ не Христіанинами, а Протестантскаго бракъ съ язычниками, вовсе запрещается.

86. Кавказскимъ военнымъ поселянамъ дозволяется вступать въ бракъ не только съ Русскими, но и съ дочерьми тамошнихъ жителей, если примутъ они Православную вѣру. Равномѣрно дозволяется и дочерямъ военныхъ поселянъ вступать въ супружество съ Азіатцами, исповѣдующими Христіанскую вѣру, безъ всякаго препятствія, а съ Магометанами и язычниками тогда только, когда сіи послѣдніе примутъ Православную вѣру.

Примѣчаніе. Въ 1842 году Высочайше одобрено данное Командиромъ Отдѣльнаго Кавказскаго Корпуса пяти плѣннымъ Черкешинкамъ, согласно ихъ желанію, дозволеніе вступить, по принятіи св. крещенія, въ законный бракъ съ нижними чинами, и разрѣшено поступать впредь такимъ же образомъ.

87. Бракъ Россійскихъ подданныхъ Евангелическаго исповѣданія съ Магометанами и Евреями совершается на основаніи Устава Евангелическо-Лютеранской Церкви въ Россіи (Уст. Ип. Испов. ст. 210).

88. Съ заграничными Азіятцами, женившимися на Россійскихъ подданныхъ Евангелическаго исповѣданія, при выѣздѣ ихъ изъ Россіи въ свое отечество, жены ихъ и дѣти не должны быть отпускаемы.

89. При отпускѣ таковыхъ заграничныхъ Азіятцевъ за границу, надлежитъ требовать отъ нихъ росписки, намѣрены ли они къ женамъ своимъ возвратиться; и буде они объявятъ такое намѣреніе, то давать на сіе сроку не болѣе двухъ лѣтъ, съ тѣмъ, чтобы на продолженіе сего времени они обезпечили ихъ содержаніе; по истеченіи же срока, въ случаѣ невозвращенія мужей, жены ихъ считаются отъ супружества свободными, что должно быть включаемо Имамами и въ условія, предъ бракомъ у нихъ бывающія.

Отдѣленіе третіе.

О бракахъ не-Христіанъ между собою.

90. Каждому племени и народу, не выключая и язычниковъ, дозволяется вступать въ бракъ по правиламъ ихъ закона, или по принятымъ обычаямъ, безъ участія въ томъ гражданскаго начальства или Христіанскаго духовнаго правительства.

91. Запрещеніе вступать въ бракъ прежде достиженія женихомъ или невѣстою опредѣленнаго выше, въ статьѣ 3, возраста распространяется какъ на исповѣдующихъ Магометанскую вѣру, такъ и на принадлежащихъ къ Іудейскому закону подданныхъ Имперіи Россійской.

Примѣчаніе. Тѣ изъ Евреевъ, кои вступятъ въ бракъ прежде сего возраста, а равно родители или старшіе родственники, къ тому ихъ побудившіе или допустившіе, и самыя лица, бракъ таковой совершившія, подвергаются наказаніямъ на основаніи 2149 статьи Уложенія о Наказаніяхъ.

92. Имамы и другіе чины Магометанскаго духовенства (Уст. Ип. Испов. ст. 1147 и 1228) должны въ получаемыхъ ими ежегодно шнуровыхъ книгахъ, при совершеніи между Магометанами браковъ, записывать имена супруговъ, имена ихъ родителей и свидѣтелей, время и условія ихъ бракосочетанія, также имя совершившаго оное духовнаго лица.

Примѣчаніе. Введеніе метрическихъ книгъ между Магометанами Ставропольской губерніи отложено впредь до устройства Магометанскихъ духовныхъ дѣлъ въ Закавказскомъ краѣ.

93. Въ книгахъ сихъ означать равномѣрно и расторженіе браковъ, изъясняя, по какому поводу и на какомъ основаніи оно учинено.

94. По Магометанскимъ правиламъ жены отданныхъ въ рекруты Магометанъ имѣютъ неотъемлемое право выходить замужъ за другихъ, если токмо имѣютъ разводныя письма; но для пресѣченія средствъ пользоваться симъ дозволеніемъ вступать въ новыя супружества тѣмъ, которыя на то не имѣютъ права, установлены слѣдующія правила: 1) Предоставляется вступать въ новые браки тѣмъ только женамъ отданныхъ въ рекруты Магометанъ, которыя будутъ имѣть разводныя отъ ихъ мужей письма, и когда разводъ съ ними будетъ сдѣланъ по Магометанскимъ законамъ. 2) Тѣ только разводныя письма Магометанъ признаются дѣйствительными, которыя записаны въ метрическія книги по предписанному въ Сводѣ Законовъ о Состояніяхъ порядку, и подписаны приходскими Имамами или Муллами. 3) Женамъ Магометанъ, получившимъ разводныя письма, должны быть выдаваемы выписки изъ метрическихъ книгъ, содержащія въ себѣ упомянутыя разводныя письма, съ тѣмъ, чтобы онѣ, по истеченіи срока, въ тѣхъ письмахъ назначеннаго, объявляли непремѣнно, для записки въ метрическія книги, о своемъ желаніи вступить въ новое супружество. 4) Вмѣняется въ обязанность приходскимъ Имамамъ и Мулламъ, при совершеніи втораго бракосочетанія, разсматривать разводныя письма и, по надлежащемъ удостовѣреніи въ ихъ существѣ и формѣ, совершать бракосочетаніе только тогда, когда нѣтъ причины къ спорамъ.

95. Какъ браки, съ соблюденіемъ всѣхъ вышеозначенныхъ правилъ совершившіеся, такъ и рождаемыя въ оныхъ дѣти признаются законными; напротивъ того, браки, основанные на неправильномъ разводѣ и заключенные вопреки правилъ, выше сего постановленныхъ, должны быть признаваемы недѣйствительными, и совершившіе сіи браки подвергаются отвѣтственности на основаніи статьи 2149 Уложенія о Наказаніяхъ.

96. Заграничные Азіятцы, вступившіе въ бракъ съ Россійскими подданными Магометанскаго закона, подлежатъ, на случай ихъ отлучки, тѣмъ же ограниченіямъ, какія установлены для нихъ при бракѣ съ женами Христіанскаго закона (см. выше, ст. 88, 89): но Бухарцамъ не запрещается брать съ собою въ отечество женъ своихъ Магометанскаго закона, если согласны будутъ на то отцы и матери послѣднихъ. То же право распространяется на Турецкихъ и Персидскихъ подданныхъ изъ Магометанъ въ отношеніи къ Закавказскому краю: но если женившіеся на Магометанкахъ заграничные Магометане, при обратномъ выѣздѣ въ свое отечество, пожелаютъ оставить свои семейства въ Россіи, то обязаны, на основаніи статьи 89, давать подписки о возвращеніи къ женамъ въ опредѣленный тою статьею срокъ и обезпечивать ихъ содержаніе.

97. Общій законъ о дозволеніи женамъ лицъ, лишенныхъ всѣхъ правъ состоянія, выходить за другихъ мужей, распространяется и на

Магометанъ, по разрѣшеніямъ на сіе Магометанскихъ Оренбургскаго Духовнаго Собранія или Таврическаго Духовнаго Правленія, каждаго по его вѣдомству. Палатамъ Уголовнаго Суда поставляется въ обязанность о приговариваемыхъ къ лишенію всѣхъ правъ состоянія Магометанахъ извѣщать главное Магометанское духовное начальство того мѣста, гдѣ семейство ихъ имѣетъ жительство.

98. Постановленія, содержащіяся въ статьяхъ 54—60 сего Свода, о разрѣшеніи супругамъ лицъ, безъ вѣсти пропавшихъ, по прошествіи пяти лѣтъ вступать въ новый бракъ, распространяются и на женъ Магометанъ, съ тѣмъ, чтобы обязанности епархіальнаго начальства по дѣламъ сего рода, въ отношеніи къ Христіанамъ, были исполняемы въ отношеніи къ Магометанамъ Духовными ихъ Правленіемъ или Собраніемъ (ст. 97).

99. У Калмыковъ, кочующихъ въ губерніяхъ Астраханской и Ставропольской, предоставляются разрѣшенію Ламы дѣла по сомнѣніямъ о степеняхъ родства, препятствующихъ бракосочетанію, по просьбамъ супруговъ о расторженіи брака по причинамъ, допускаемымъ правилами Ламайской вѣры, и вообще всѣ дѣла брачныя Калмыковъ, которыя разсматриваются по правиламъ Буддійскаго исповѣданія и рѣшатся Ламою окончательно; но если при семъ возникнутъ споры о правѣ на имущество и воспитаніе дѣтей, то въ разборъ ихъ Лама не входитъ, а обязанъ предоставить разсмотрѣнію Улуснаго Зарго (Учр. Инор. ст. 635).—Жалобы на дѣйствія Ламы приносятся Предсѣдателю Астраханской Палаты Государственныхъ Имуществъ, какъ Главному Попечителю Калмыцкаго народа.

ГЛАВА ЧЕТВЕРТАЯ.

О правахъ и обязанностяхъ, отъ супружества возникающихъ.

Отдѣленіе первое

О личныхъ правахъ.

100. Мужъ сообщаетъ женѣ своей, если она по роду принадлежитъ къ состоянію низшему, всѣ права и преимущества, сопряженныя съ его состояніемъ, чиномъ или званіемъ.

Примѣчаніе. Правило въ сей статьѣ постановленное, не распространяется на тѣхъ женщинъ, кои, бывъ лишены всѣхъ правъ состоянія и послѣ истеченія опредѣленныхъ закономъ сроковъ перечислены въ сословіе государственныхъ поселянъ, вступятъ въ новый бракъ съ лицами, принадлежащими къ состоянію высшему, равно и на тѣхъ, кои, бывъ лишены всѣхъ особенныхъ лично и по состоянію присвоенныхъ имъ правъ и преимуществъ ссылкою въ Сибирскія и другія отдаленныя губерніи, вступятъ въ бракъ въ новомъ мѣстѣ своего жительства.

101. Жена именуется по званію мужа, и не теряетъ права сего и тогда, когда онъ за преступленіе лишенъ будетъ правъ своего состоянія.

102. Лица женскаго пола, вступившія въ законный бракъ съ иностранцами, не состоящими ни въ службѣ, ни въ подданствѣ Россіи (какого бы вѣроисповѣданія, Православнаго, или иновѣрческаго, ни были супруги), слѣдуютъ состоянію и мѣсту жительства своихъ мужей. Какимъ же образомъ сіи лица должны распорядиться относительно своихъ имуществъ въ Имперіи, о томъ правила изложены въ Сводѣ Законовъ о Состояніяхъ, статьѣ 1514.

103. Супруги обязаны жить вмѣстѣ. Посему: 1) строго воспрещаются всякіе акты, клонящіеся къ самовольному разлученію супруговъ. 2) При переселеніи, при поступленіи на службу, или при иной перемѣнѣ постояннаго жительства мужа, жена должна слѣдовать за нимъ, кромѣ случая лишенія всѣхъ правъ состоянія и ссылки въ каторжную работу или на поселеніе, относительно которой постановлены ниже особыя правила. 3) При передачѣ крѣпостнаго права отъ одного владѣльца другому, жена отъ мужа и мужъ отъ жены не разлучаются.

Примѣчаніе 1. Касательно солдатскихъ женъ, въ случаѣ отсутствія ихъ мужей, постановлены особыя правила въ Уставѣ о Паспортахъ и Бѣглыхъ, статьяхъ 238—257.

Примѣчаніе 2. При переселеніи въ Сибирь, за развратное поведеніе, мѣщанъ, крестьянъ казенныхъ всѣхъ наименованій, въ томъ числѣ и водворенныхъ на собственныхъ земляхъ удѣльныхъ, дворцовыхъ и помѣщичьихъ, наблюдаются въ отношеніи неразлученія жены отъ мужа, а мужа отъ жены и отъ ихъ малолѣтныхъ дѣтей мужескаго пола до пяти а женскаго до десятилѣтняго возраста, правила, постановленныя въ Уставѣ о Ссыльныхъ, въ Уставѣ о Предупрежденіи Преступленій, въ Уставѣ Казенныхъ Селеній, и въ Сводѣ Законовъ о Состояніяхъ, статьяхъ 555—561.

104. Въ случаѣ ссылки мужа въ каторжную работу или на поселеніе, предоставляется на произволъ женѣ слѣдовать за мужемъ.

Примѣчаніе. При лишеніи всѣхъ правъ состоянія и ссылкѣ жены мѣщанина или казеннаго крестьянина въ Сибирь за преступленіе, мужъ ея не можетъ слѣдовать за нею иначе, какъ на основаніи правилъ о перепискѣ городскихъ обывателей изъ одной губерніи въ другую и о переселеніи и о перечисленіи казенныхъ крестьянъ, изложенныхъ въ Сводѣ Законовъ о Состояніяхъ, статьяхъ 555—561, въ Уставѣ о Казенныхъ Селеніяхъ и въ Уставѣ о Ссыльныхъ.

Примѣчаніе 2. При ссылкѣ Евреевъ въ Сибирь по приговорамъ судебныхъ мѣстъ дозволяется слѣдовать съ ними женамъ ихъ, буде сіи послѣднія сами того пожелаютъ, не препятствуя имъ брать съ собою дѣтей ихъ женскаго пола, коимъ не минуло еще десятилѣтняго возраста, а также незамужнихъ дочерей и выше сего возраста, когда таковыя сами изъявятъ на то согласіе. При ссылкѣ же въ Сибирь за преступленія однихъ Евреекъ, мужья ихъ слѣдовать за ними не могутъ.

105. При выходѣ въ замужество женщинъ, сосланныхъ въ Сибирь и другія отдаленныя губерніи съ обязанностью безвыѣздно пребывать въ предѣлахъ Сибири и другихъ назначенныхъ для ихъ жительства губерніяхъ, вступающіе съ ними въ бракъ обязываются подпискою не выводить ихъ и не переселяться на постоянное жительство изъ мѣста поселенія сихъ женщинъ.

214. La femme est obligée d'habiter avec le mari, et de le suivre partout où il juge à propos de résider; le mari est obligé de la recevoir, et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état.

106. Мужъ обязанъ любить свою жену, какъ собственное свое тѣло, жить съ нею въ согласіи, уважать, защищать, извинять ея недостатки и облегчать ея немощи. Онъ обязанъ доставлять женѣ пропитаніе и содержаніе по состоянію и возможности своей.

107. Жена обязана повиноваться мужу своему, какъ главѣ семейства; пребывать къ нему въ любви, почтеніи и въ неограниченномъ послушаніи, оказывать ему всякое угожденіе и привязанность, какъ хозяйка дома.

108. Жена обязана преимущественнымъ повиновеніемъ волѣ своего супруга, хотя притомъ и не освобождается отъ обязанностей въ отношеніи къ ея родителямъ.

212. Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance.

213. Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari.

215. La femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari, quand même elle serait marchande publique, ou non commune, ou séparée de biens.

216. L'autorisation du mari n'est pas nécessaire lorsque la femme est poursuivie en matière criminelle ou de police.

217. La femme, même non commune ou séparée de biens, ne peut donner, aliéner, hypothéquer, acquérir à titre gratuit ou onéreux, sans le concours du mari dans l'acte, ou son consentement par écrit.

218. Si le mari refuse d'autoriser sa femme à ester en jugement, le juge peut donner l'autorisation.

219. Si le mari refuse d'autoriser sa femme à passer un acte, la femme peut faire citer son mari directement devant le tribunal de première instance de l'arrondissement du domicile commun, qui peut donner ou refuser son autorisation, après que le mari aura été entendu ou dûment appelé en la chambre du conseil.

220. La femme, si elle est marchande publique, peut, sans l'autorisation de son mari, s'obliger pour ce qui concerne son négoce; et, audit cas, elle oblige aussi son mari, s'il y a communauté entre eux.

Elle n'est pas réputée marchande publique, si elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari, mais seulement quand elle fait un commerce séparé.

221. Lorsque le mari est frappé d'une condamnation emportant peine afflictive ou infamante, encore qu'elle n'ait été prononcée que par contumace, la femme, même majeure, ne peut, pendant la durée de la peine, ester en jugement, ni contracter, qu'après s'être fait autoriser par le juge, qui peut, en ce cas, donner l'autorisation, sans que le mari ait été entendu ou appelé.

Отдѣленіе второе.

О правахъ на имущества.

109. Бракомъ не составляется общаго владѣнія въ имуществѣ супруговъ; каждый изъ нихъ можетъ имѣть и вновь пріобрѣтать отдѣльную свою собственность.

110. Приданое жены, равно какъ имѣніе, пріобрѣтенное ею, или на ея имя, во время замужства, чрезъ куплю, даръ, наслѣдство или инымъ законнымъ способомъ, признается ея отдѣльною собственностію.

111. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, приданое жены хотя и почитается отдѣльною ея собственностію, но состоитъ въ общемъ владѣніи и пользованіи супруговъ, и жена во время брачнаго съ супругомъ сожительства не можетъ безъ согласія его дѣлать никакихъ распоряженій въ нарушеніе или ограниченіе правъ мужа на общее съ нею пользованіе ея приданымъ. Недвижимое имущество мужа, на коемъ обезпечено приданое жены, не можетъ быть отчуждаемо, ни обремѣняемо долгами безъ ея согласія, изъявленнаго въ судебномъ мѣстѣ личнымъ ея сознаніемъ надлежащаго о томъ акта.

112. Въ случаѣ несостоятельности одного изъ супруговъ къ платежу казенныхъ и частныхъ долговъ и взысканій съ него, нѣкоторыя имѣнія другаго супруга подлежатъ отвѣтственности, если они пріобрѣтены способами, указанными въ законахъ о взысканіяхъ (Зак. Суд. Гражд. кн. III, и Уст. Торг. ст. 1933 и слѣд.).

113. Но изъ пенсій, жалуемыхъ вдовамъ за службу мужей, въ случаѣ открывшагося на умершихъ мужьяхъ казеннаго взысканія, половинная часть удерживается, доколѣ все взысканіе будетъ пополнено.

222. Si le mari est interdit ou absent, le juge peut, en connaissance de cause, autoriser la femme, soit pour ester en jugement, soit pour contracter.

223. Toute autorisation générale, même stipulée par contrat de mariage, n'est valable que quant à l'administration des biens de la femme.

224. Si le mari est mineur, l'autorisation du juge est nécessaire à la femme, soit pour ester en jugement, soit pour contracter.

225. La nullité fondée sur le défaut d'autorisation ne peut être opposée que par la femme, par le mari, ou par leurs héritiers.

226. La femme peut tester sans l'autorisation de son mari.

DU CONTRAT DE MARIAGE ET DES DROITS RESPECTIFS DES ÉPOUX.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1387. La loi ne régit l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales, que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes moeurs, et, en outre, sous les modifications qui suivent.

1388. Les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants, ou qui appartiennent au mari comme chef, ni aux droits conférés au survivant des époux par le titre *de la Puissance paternelle* et par le titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation*, ni aux dispositions prohibitives du présent Code.

1389. Ils ne peuvent faire aucune convention ou renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfants ou descendants, soit par rapport à leurs enfants entre eux; sans préjudice des donations entre-vifs ou testamentaires qui pourront avoir lieu selon les formes et dans les cas déterminés par le présent Code.

1390. Les époux ne peuvent plus stipuler d'une manière générale que leur association sera réglée par l'une des coutumes, lois ou statuts locaux qui régissaient ci-devant les diverses parties du territoire français, et qui sont abrogés par le présent Code.

1391. Ils peuvent cependant déclarer, d'une manière générale, qu'ils entendent se marier ou sous le régime de la communauté, ou sous le régime dotal.

Au premier cas, et sous le régime de la communauté, les droits des époux

114. Супругамъ дозволяется продавать, закладывать, и иначе распоряжать собственнымъ своимъ имѣніемъ, прямо отъ своего имени, независимо другъ отъ друга и не испрашивая на то взаимно ни дозволительныхъ, ни вѣрющихъ писемъ; но въ торговомъ состояніи женѣ запрещается давать на себя векселя безъ согласія мужа, если она сама отъ своего лица не производитъ торговли.

115. Запрещается мужу поступаться имѣніемъ жены, или женѣ имѣніемъ мужа, иначе, какъ по законной на сіе довѣренности.

116. Супругамъ не возбраняется взаимно перекрѣплять между собою собственное ихъ имѣніе посредствомъ продажи, или дара, на общемъ законномъ основаніи.

Примѣчаніе. Дозволеніе одному изъ супруговъ предоставить родовое имѣніе въ пожизненное владѣніе другаго допускается лишь собственнымъ и ближайшимъ благоусмотрѣніемъ Самодержавной Власти, по особымъ обстоятельствамъ и уваженіямъ.

117. Не воспрещается равномѣрно супругамъ совершать взаимно закладныя на принадлежащее каждому изъ нихъ имѣніе, и вступать въ другія законныя между собою обязательства.

118. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, признаніе брака не дѣйствительнымъ, а равно и разлученіе супруговъ по опредѣленію духовнаго суда, имѣютъ слѣдующія послѣдствія въ отношеніи къ ихъ имуществу: а) если мужъ признанъ виновнымъ, то обязанъ возвратить женѣ ея приданое, и жена сверхъ того удерживаетъ въ пожизненномъ владѣніи имущество мужа, служившее приданому обезпеченіемъ; б) когдажъ судомъ обвинена жена, то лишается приданаго и не можетъ отыскивать онаго изъ имущества своего мужа; в) если никто изъ супруговъ не признанъ виновнымъ, а бракъ ихъ, по какой либо причинѣ, объявленъ недѣйствительнымъ, то имущества ихъ обращаются въ то положеніе, въ коемъ были до брака; г) если при расторженіи брака, заключеннаго въ запрещенныхъ степеняхъ родства или свойства, оба супруга будутъ изобличены въ знаніи о существовавшемъ сему браку препятствіи, и потому признаны виновными, то лишаются права распоряжать и владѣть своимъ имуществомъ, которое переходитъ или къ дѣтямъ ихъ отъ прежняго законнаго брака, или, въ случаѣ неимѣнія такихъ дѣтей, къ ближайшимъ ихъ родственникамъ, съ тѣмъ однакожъ, чтобы лишеннымъ имущества, отъ получившихъ оное, доставляемо было содержаніе, сообразное съ ихъ состояніемъ и доходами имѣнія.

Примѣчаніе 1. Участіе въ наслѣдіи одного супруга, по смерти другаго опредѣляется ниже, въ статьяхъ 1148—1161.

Примѣчаніе 2. Правила, о владѣніи потомственной дворянки, вступившей въ бракъ съ лицемъ, не имѣющимъ правъ дворянина потомственнаго, крѣпостными людьми съ землею и безъ земли, изложены въ Сводѣ Законовъ о Состояніяхъ, статьѣ 225.

et de leurs héritiers seront réglés par les dispositions du chapitre II du présent titre (1399 à 1496).

Au deuxième cas, et sous le régime dotal, leurs droits seront réglés par les dispositions du chapitre III (1540 à 1580).

1392. La simple stipulation que la femme se constitue ou qu'il lui est constitué des biens en dot, ne suffit pas pour soumettre ces biens au régime dotal, s'il n'y a dans le contrat de mariage une déclaration expresse à cet égard.

La soumission au régime dotal ne résulte pas non plus de la simple déclaration faite par les époux, qu'ils se marient sans communauté, ou qu'ils seront séparés de biens.

1393. A défaut de stipulations spéciales qui dérogent au régime de la communauté ou le modifient, les règles établies dans la première partie du chapitre II formeront le droit commun de la France.

1394. Toutes conventions matrimoniales seront rédigées, avant le mariage, par acte devant notaire.

1395. Elles ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage.

1396. Les changements qui y seraient faits avant cette célébration, doivent être constatés par acte passé dans la même forme que le contrat de mariage.

Nul changement ou contre-lettre n'est, au surplus, valable sans la présence et le consentement simultané de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat de mariage.

1397. Tous changements et contre-lettres, même revêtus des formes prescrites par l'article précédent, seront sans effet à l'égard des tiers, s'ils n'ont été rédigés à la suite de la minute du contrat de mariage; et le notaire ne pourra, à peine des dommages et intérêts des parties, et sous plus grande peine s'il y a lieu, délivrer ni grosses ni expeditions du contrat de mariage sans transcrire à la suite le changement ou la contre-lettre.

1398. Le mineur habile à contracter mariage est habile à consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible; et les conventions et donations qu'il y a faites sont valables, pourvu qu'il ait été assisté, dans le contrat, des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage.

CHAPITRE II.

DU RÉGIME EN COMMUNAUTÉ.

1399. La communauté, soit légale, soit conventionnelle, commence du jour du mariage contracté devant l'officier de l'état civil: on ne peut stipuler qu'elle commencera à une autre époque.

PREMIÈRE PARTIE.

De la Communauté légale.

1400. La communauté qui s'établit par la simple déclaration qu'on se marie sous le régime de la communauté, ou à défaut de contrat, est soumise aux règles expliquées dans les six sections qui suivent.

SECTION PREMIÈRE.

De ce qui compose la communauté activement et passivement.

§ I. De l'actif de la communauté.

1401. La communauté se compose activement,

1) De tout le mobilier que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échoit pendant le mariage, à titre de succession ou même de donation, si le donateur n'a exprimé le contraire;

2) De tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages, de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage, et provenant des biens qui appartenaient aux époux lors de sa célébration, ou de ceux qui leur sont échus pendant le mariage, à quelque titre que ce soit;

3) De tous les immeubles qui sont acquis pendant le mariage.

1402. Tout immeuble est réputé acquêt de communauté, s'il n'est prouvé que l'un des époux en avait la propriété ou possession légale antérieurement au mariage, ou qu'il lui est échu depuis à titre de succession ou donation.

1403. Les coupes de bois et les produits des carrières et mines tombent dans la communauté pour tout ce qui en est considéré comme usufruit, d'après les règles expliquées au titre *de l'Usufruit, de l'Usage et de l'Habitation.*

Si les coupes de bois qui, en suivant ces règles, pouvaient être faites durant la communauté, ne l'ont point été, il en sera dû récompense à l'époux non-propriétaire du fonds ou à ses héritiers.

Si les carrières et mines ont été ouvertes pendant le mariage, les produits n'en tombent dans la communauté que sauf récompense ou indemnité à celui des époux à qui elle pourra être due.

1404. Les immeubles que les époux possèdent au jour de la célébration du mariage, ou qui leur échoient pendant son cours, à titre de succession, n'entrent point en communauté.

Néanmoins, si l'un des époux avait acquis un immeuble depuis le contrat de mariage contenant stipulation de communauté, et avant la célébration du mariage, l'immeuble acquis dans cet intervalle entrera dans la communauté, à moins que l'acquisition n'ait été faite en exécution de quelque clause du mariage, auquel cas elle serait réglée suivant la convention.

1405. Les donations d'immeubles qui ne sont faites, pendant le mariage, qu'à l'un des deux époux, ne tombent point en communauté, et appartiennent au donataire seul, à moins que la donation ne contienne expressément que la chose donnée appartiendra à la communauté.

1406. L'immeuble abandonné ou cédé par père, mère ou autre ascendant, à l'un des deux époux, soit pour le remplir de ce qu'il lui doit, soit à la charge de payer les dettes du donateur à des étrangers, n'entre point en communauté, sauf récompense ou indemnité.

1407. L'immeuble acquis pendant le mariage, à titre d'échange contre l'immeuble appartenant à l'un des deux époux, n'entre point en communauté, et est subrogé au lieu et place de celui qui a été aliéné, sauf la récompense s'il y a soulte.

1408. L'acquisition faite pendant le mariage, à titre de licitation ou autrement, de portion d'un immeuble dont l'un des époux était propriétaire par indivis, ne forme point un conquêt; sauf à indemniser la communauté de la somme qu'elle a fournie pour cette acquisition.

Dans le cas où le mari deviendrait seul, et en son nom personnel, acquéreur ou adjudicataire de portion ou de la totalité d'un immeuble appartenant par indivis à la femme, celle-ci, lors de la dissolution de la communauté, a le choix ou d'abandonner l'effet à la communauté, laquelle devient alors débitrice envers la femme de la portion appartenant à celle-ci dans le prix, ou de retirer l'immeuble, en remboursant à la communauté le prix de l'acquisition.

§ II. Du passif de la communauté, et des actions qui en résultent contre la communauté.

1409. La communauté se compose passivement:

1) De toutes les dettes mobilières dont les époux etaient grevés au jour de la célébration de leur mariage, ou dont se trouvent chargées les successions qui leur échoient durant le mariage, sauf la récompense pour celles relatives aux immeubles propres à l'un ou à l'autre des époux;

2) Des dettes, tant en capitaux qu'arrérages ou intérêts, contractées par le

mari pendant la communauté, ou par la femme du consentement du mari, sauf la récompense dans le cas où elle a lieu;

3) Des arrérages et intérêts seulement des rentes ou dettes passives qui sont personnelles aux deux époux;

4) Des réparations usufructuaires des immeubles qui n'entrent point en communauté;

5) Des aliments des époux, de l'éducation et entretien des enfants, et de toute autre charge du mariage.

1410. La communauté n'est tenue des dettes mobilières contractées avant le mariage par la femme, qu'autant qu'elles résultent d'un acte authentique antérieur au mariage, ou ayant reçu, avant la même époque, une date certaine, soit par l'enregistrement, soit par le décès d'un ou de plusieurs signataires dudit acte.

Le créancier de la femme, en vertu d'un acte n'ayant pas de date certaine avant le mariage, ne peut en poursuivre contre elle le paiement que sur la nue propriété de ses immeubles personnels.

Le mari qui prétendrait avoir payé pour sa femme une dette de cette nature, n'en peut demander la récompense ni à sa femme ni à ses héritiers.

1411. Les dettes des successions purement mobilières, qui sont échues aux époux pendant le mariage, sont pour le tout à la charge de la communauté.

1412. Les dettes d'une succession purement immobilière, qui échoit à l'un des époux pendant le mariage, ne sont point à la charge de la communauté, sauf le droit qu'ont les créanciers de poursuivre leur paiement sur les immeubles de ladite succession.

Néanmoins, si la succession est échue au mari, les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement, soit sur tous les biens propres au mari, soit même sur ceux de la communauté; sauf, dans ce second cas, la récompense due à la femme ou à ses héritiers.

1413. Si la succession purement immobilière est échue à la femme, et que celle-ci l'ait acceptée du consentement de son mari, les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement sur tous les biens personnels de la femme: mais si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice au refus du mari, les créanciers, en cas d'insuffisance des immeubles de la succession, ne peuvent se pourvoir que sur la nue proprieté des autres biens personnels de la femme.

1414. Lorsque la succession échue à l'un des époux est en partie mobilière et en partie immobilière, les dettes dont elle est grevée ne sont à la charge de la communauté que jusqu'à concurrence de la portion contributoire

du mobilier dans les dettes, eu égard à la valeur de ce mobilier comparée à celle des immeubles.

Cette portion contributoire se règle d'après l'inventaire auquel le mari doit faire procéder, soit de son chef, si la succession le concerne personnellement, soit comme dirigeant et autorisant les actions de sa femme, s'il s'agit d'une succession à elle échue.

1415. A défaut d'inventaire, et dans tous les cas où ce défaut préjudicie à la femme, elle ou ses héritiers peuvent, lors de la dissolution de la communauté, poursuivre les récompenses de droit, et même faire preuve, tant par titres et papiers domestiques que par témoins, et au besoin par la commune renommée, de la consistance et valeur du mobilier non inventorié.

Le mari n'est jamais recevable à faire cette preuve.

1416. Les dispositions de l'article 1414 ne font point obstacle à ce que les créanciers d'une succession, en partie mobilière et en partie immobilière, poursuivent leur paiement sur les biens de la communauté, soit que la succession soit échue au mari, soit qu'elle soit échue à la femme, lorsque celle-ci l'a acceptée du consentement de son mari; le tout sauf les récompenses respectives.

Il en est de même si la succession n'a eté acceptée par la femme que comme autorisée en justice, et que néanmoins le mobilier en ait été confondu dans celui de la communauté, sans un inventaire préalable.

417. Si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice au refus du mari, et s'il y a eu inventaire, les créanciers ne peuvent poursuivre leur paiement que sur les biens tant mobiliers qu'immobiliers de ladite succession, et, en cas d'insuffisance, sur la nue—propriété des autres biens personnels de la femme.

1418. Les règles établies par les articles 1411 et suivants régissent les dettes dépendant d'une donation, comme celles résultant d'une succession.

1419. Les créanciers peuvent poursuivre le paiement des dettes que la femme a contractées avec le consentement du mari, tant sur tous les biens de la communauté, que sur ceux du mari ou de la femme; sauf la récompense due à la communauté, ou l'indemnité due au mari.

1420. Toute dette qui n'est contractée par la femme qu'en vertu de la procuration générale ou spéciale du mari, est à la charge de la communauté: et le créancier n'en peut poursuivre le paiement ni contre la femme, ni sur ses biens personnels.

SECTION II.

De l'administration de la communauté, et de l'effet des actes de l'un ou de l'autre époux relativement à la société conjugale.

1421. Le mari administre seul les biens de la communauté.

Il peut les vendre, aliéner et hypothéquer sans le concours de la femme.

1422. Il ne peut disposer entre-vifs, à titre gratuit, des immeubles de la communauté, ni de l'universalité ou d'une quotité du mobilier, si ce n'est pour l'établissement des enfants communs.

Il peut néanmoins disposer des effets mobiliers, à titre gratuit et particulier, au profit de toutes personnes, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit.

1423. La donation testamentaire faite par le mari ne peut excéder sa part dans la communauté.

S'il a donné en cette forme un effet de la communauté, le donataire ne peut le réclamer en nature qu'autant que l'effet, par l'évènement du partage, tombe au lot des héritiers du mari: si l'effet ne tombe point au lot de ces héritiers, le légataire a la récompense de la valeur totale de l'effet donné, sur la part des héritiers du mari dans la communauté et sur les biens personnels de ce dernier.

1424. Les amendes encourues par le mari pour crime n'emportant pas mort civile peuvent se poursuivre sur les biens de la communauté, sauf la récompense due à la femme; celles encourues par la femme ne peuvent s'exécuter que sur la nue-propriété de ses biens personnels, tant que dure la communauté.

1425. Les condamnations prononcées contre l'un des deux époux, pour crime emportant mort civile, ne frappent que sa part de la communauté et ses biens personnels.

1426. Les actes faits par la femme sans le consentement du mari, et même avec l'autorisation de la justice, n'engagent point les biens de la communauté, si ce n'est lorsqu'elle contracte comme marchande publique et pour le fait de son commerce.

1427. La femme ne peut s'obliger ni engager les biens de la communauté, même pour tirer son mari de prison, ou pour l'établissement de ses enfants, en cas d'absence du mari, qu'après y avoir été autorisée par justice.

1428. Le mari a l'administration de tous les biens personnels de la femme.

Il peut exercer seul toutes les actions mobilières et possessoires qui appartiennent à la femme.

Il ne peut aliéner les immeubles personnels de sa femme sans son consentement.

Il est responsable de tout dépérissement des biens personnels de sa femme, causé par défaut d'actes conservatoires.

1429. Les baux que le mari seul a faits des biens de sa femme, pour un temps qui excède neuf ans, ne sont, en cas de dissolution de la communauté, obligatoires vis-à-vis de la femme ou de ses héritiers, que pour le temps qui reste à courir, soit de la première période de neuf ans, si les parties s'y trouvent encore, soit de la seconde, et ainsi de suite; de manière que le fermier n'ait que le droit d'achever la jouissance de la période de neuf ans où il se trouve.

1430. Les baux de neuf ans ou au-dessous, que le mari seul a passés ou renouvelés des biens de sa femme, plus de trois ans avant l'expiration du bail courant s'il s'agit de biens ruraux, et plus de deux ans avant la même époque s'il s'agit de maisons, sont sans effet, à moins que leur exécution n'ait commencé avant la dissolution de la communauté.

1431. La femme qui s'oblige solidairement avec son mari, pour les affaires de la communauté ou du mari, n'est reputée, à l'égard de celui-ci, s'être obligée que comme caution; elle doit être indemnisée de l'obligation qu'elle a contractée.

1432. Le mari, qui garantit solidairement ou autrement la vente que sa femme a faite d'un immeuble personnel, a pareillement un recours contre elle, soit sur sa part dans la communauté, soit sur ses biens personnels, s'il est inquiété.

1433. S'il est vendu un immeuble appartenant à l'un des époux, de même qui si l'on s'est rédimé en argent de services fonciers dus à des héritages propres à l'un d'eux, et que le prix en ait été versé dans la communauté, le tout sans remploi, il y a lieu au prélèvement de ce prix sur la communauté, au profit de l'époux qui était propriétaire, soit de l'immeuble vendu, soit des services rachetés.

1434. Le remploi est censé fait à l'égard du mari, toutes les fois que, lors d'une acquisition, il a déclaré qu'elle était faite des deniers provenus de l'aliénation de l'immeuble qui lui était personnel, et pour lui tenir lieu de remploi.

1435. La déclaration du mari, que l'acquisition est faite des deniers provenus de l'immeuble vendu par la femme et pour lui servir de remploi, ne suffit

point, si ce remploi n'a été formellement accepté par la femme: si elle ne l'a pas accepté, elle a simplement droit, lors de la dissolution de la communauté, à la récompense du prix de son immeuble vendu.

1436. La récompense du prix de l'immeuble appartenant au mari ne s'exerce que sur la masse de la communauté; celle du prix de l'immeuble appartenant à la femme s'exerce sur les biens personnels du mari, en cas d'insuffisance des biens de la communauté. Dans tous les cas, la récompense n'a lieu que sur le pied de la vente, quelque allégation qui soit faite touchant la valeur de l'immeuble aliéné.

1437. Toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme, soit pour acquitter les dettes ou charges personnelles à l'un des époux, telles que le prix ou partie du prix d'un immeuble à lui propre, ou le rachat de services fonciers, soit pour le recouvrement, la conservation ou l'amélioration de ses biens personnels, et généralement toutes les fois que l'un des deux époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense.

1438. Si le père et la mère ont doté conjointement l'enfant commun, sans exprimer la portion pour laquelle ils entendaient y contribuer, ils sont censés avoir doté chacun pour moitié, soit que la dot ait été fournie ou promise en effets de la communauté, soit qu'elle l'ait été en biens personnels à l'un des deux époux.

Au second cas, l'époux dont l'immeuble ou l'effet personnel a été constitué en dot a, sur les biens de l'autre, une action en indemnité pour la moitié de ladite dot, en égard à la valeur de l'effet donné, au temps de la donation.

1439. La dot constituée par le mari seul à l'enfant commun, en effets de la communauté, est à la charge de la communauté; et, dans le cas où la communauté est acceptée par la femme, celle-ci doit supporter la moitié de la dot, à moins que le mari n'ait déclaré expressément qu'il s'en chargeait pour le tout,ou pour une portion plus forte que la moitié.

1440. La garantie de la dot est due par toute personne qui l'a constituée; et ses intérêts courent du jour du mariage, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire.

SECTION III.

De la dissolution de la communauté, et de quelques-unes de ses suites.

1441. La communauté se dissout:—1) par la mort naturelle;—2) par la mort civile;—3) par le divorce;—4) par la séparation de corps;—5) par la séparation de biens.

1442. Le défaut d'inventaire, après la mort naturelle ou civile de l'un des époux,ne donne pas lieu à la continuation de la communauté, sauf les poursuites des parties intéressées, relativement à la consistance des biens et effets communs, dont la preuve pourra être faite tant par titres que par la commune renommée.

S'il y a des enfants mineurs, le défaut d'inventaire fait perdre en outre à l'époux survivant la jouissance de leurs revenus; et le subrogé-tuteur, qui ne l'a point obligé à faire inventaire, est solidairement tenu avec lui de toutes les condamnations qui peuvent être prononcées au profit des mineurs.

1443. La séparation de biens ne peut être poursuivie qu'en justice par la femme dont la dot est mise en péril, et lorsque le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre que les biens de celui-ci ne soient point suffisants pour remplir les droits et reprises de la femme.

Toute séparation volontaire est nulle.

1444. La séparation de biens, quoique prononcée en justice, est nulle si elle n'a point été exécutée par le paiement réel des droits et reprises de la femme, effectué par acte authentique, jusqu'à concurrence des biens du mari, ou au moins par des poursuites commencées dans la quinzaine qui a suivi le jugement, et non interrompues depuis.

1445. Toute séparation de biens doit, avant son exécution, être rendue publique par l'affiche sur un tableau à ce destiné, dans la principale salle du tribunal de première instance, et de plus, si le mari est marchand, banquier ou commerçant, dans celle du tribunal de commerce du lieu de son domicile; et ce, à peine de nullité de l'exécution.

Le jugement qui prononce la séparation de biens remonte, quant à ses effets, au jour de la demande.

1446. Les créanciers personnels de la femme ne peuvent, sans son consentement, demander la séparation de biens.

Néanmoins, en cas de faillite ou de déconfiture du mari, ils peuvent exercer les droits de leur débitrice jusqu'à concurrence du montant de leurs créances.

1447. Les créanciers du mari peuvent se pourvoir contre la séparation de biens prononcée et même exécutée en fraude de leurs droits; ils peuvent même intervenir dans l'instance sur la demande en séparation pour la contester.

1448. La femme qui a obtenu la séparation de biens doit contribuer, proportionnellement à ses facultés et à celles du mari, tant aux frais du ménage qu'à ceux d'éducation des enfans communs.

Elle doit supporter entièrement ces frais, s'il ne reste rien au mari.

1449. La femme séparée, soit de corps et de biens, soit de biens seulement, en reprend la libre administration.

Elle peut disposer de son mobilier et l'aliéner.

Elle ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement du mari, ou sans être autorisée en justice, à son refus.

1450. Le mari n'est point garant du défaut d'emploi ou de remploi du prix de l'immeuble que la femme séparée a aliéné sous l'autorisation de la justice, à moins qu'il n'ait concouru au contrat, ou qu'il ne soit prouvé que les deniers ont été reçus par lui, ou ont tourné à son profit.

Il est garant du défaut d'emploi ou de remploi, si la vente a été faite en sa présence et de son consentement: il ne l'est point de l'utilité de cet emploi.

1451. La communauté dissoute par la séparation soit de corps et de biens, soit de biens seulement, peut être rétablie du consentement des deux parties.

Elle ne peut l'être que par un acte passé devant notaires et avec minute, dont une expédition doit être affichée dans la forme de l'article 1445.

En ce cas, la communauté rétablie reprend son effet du jour du mariage, les choses sont remises au même état que s'il n'y avait point eu de séparation, sans préjudice néanmoins de l'exécution des actes qui, dans cet intervalle, ont pu être faits par la femme, en conformité de l'article 1449.

Toute convention par laquelle les époux rétabliraient leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement, est nulle.

1452. La dissolution de communauté opérée par le divorce ou par la séparation soit de corps et de biens, soit de biens seulement, ne donne pas ouverture aux droits de survie de la femme; mais celle-ci conserve la faculté de les exercer lors de la mort naturelle ou civile de son mari.

SECTION IV.

De l'acceptation de la communauté, et de la renonciation qui peut y être faite, avec les conditions qui y sont relatives.

1453. Après la dissolution de la communauté, la femme ou ses héritiers et ayants-cause ont la faculté de l'accepter ou d'y renoncer: toute convention contraire est nulle.

1454. La femme qui s'est immiscée dans les biens de la communauté ne peut y renoncer.

Les actes purement administratifs ou conservatoires n'emportent point immixtion.

1455. La femme majeure, qui a pris dans un acte la qualité de commune, ne peut plus y renoncer ni se faire restituer contre cette qualité, quand même elle l'aurait prise avant d'avoir fait inventaire, s'il n'y a eu dol de la part des héritiers du mari.

1456. La femme survivante, qui veut conserver la faculté de renoncer à la communauté, doit, dans les trois mois du jour du décès du mari, faire faire un inventaire fidèle et exact de tous les biens de la communauté, contradictoirement avec les héritiers du mari, ou eux dûment appelés.

Cet inventaire doit être par elle affirmé sincère et véritable, lors de sa clôture, devant l'officier public qui l'a reçu.

1457. Dans les trois mois et quarante jours après le décès du mari, elle doit faire sa renonciation au greffe du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel le mari avait son domicile: cet acte doit être inscrit sur le registre établi pour recevoir les renonciations à succession.

1458. La veuve peut, suivant les circonstances, demander au tribunal de première instance une prorogation du délai prescrit par l'article précédent pour sa renonciation; cette prorogation est, s'il y a lieu, prononcée contradictoirement avec les héritiers du mari, ou eux dûment appelés.

1459. La veuve qui n'a point fait sa renonciation dans le délai ci-dessus prescrit, n'est pas déchue de la faculté de renoncer, si elle ne s'est point immiscée et qu'elle ait fait inventaire; elle peut seulement être poursuivie comme commune jusqu'à ce qu'elle ait renoncé, et elle doit les frais faits contre elle jusqu'à sa renonciation.

Elle peut également être poursuivie après l'expiration des quarante jours depuis la clôture de l'inventaire, s'il a été clos avant les trois mois.

1460. La veuve qui a diverti ou recélé quelques effets de la communauté, est déclarée commune, nonobstant sa renonciation: il en est de même à l'égard de ses héritiers.

1461. Si la veuve meurt avant l'expiration des trois mois sans avoir fait ou terminé l'inventaire, les héritiers auront, pour faire ou pour terminer l'inventaire, un nouveau délai de trois mois, à compter du décès de la veuve, et de quarante jours pour délibérer, après la clôture de l'inventaire.

Si la veuve meurt ayant terminé l'inventaire, ses héritiers auront, pour délibérer, un nouveau délai de quarante jours à compter de son décès.

Ils peuvent, au surplus, renoncer à la communauté dans les formes établies ci-dessus; et les articles 1458 et 1459 leur sont applicables.

1462. Les dispositions des articles 1456 et suivants sont applicables aux femmes des individus morts civilement, à partir du moment où la mort civile a commencé.

1463. La femme divorcée ou séparée de corps, qui n'a point, dans les trois mois et quarante jours après le divorce ou la séparation définitivement prononcés, accepté la communauté, est censée y avoir renoncé, à moins qu'étant encore dans le délai, elle n'en ait obtenu la prorogation en justice, contradictoirement avec le mari, ou lui dûment appelé.

1464. Les créanciers de la femme peuvent attaquer la renonciation qui aurait été faite par elle ou par ses héritiers en fraude de leurs créances, et accepter la communauté de leur chef.

1465. La veuve, soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce, a droit, pendant les trois mois et quarante jours qui lui sont accordés pour faire inventaire et délibérer, de prendre sa nourriture et celle de ses domestiques sur les provisions existantes, et, à défaut, par emprunt au compte de la masse commune, à la charge d'en user modérément.

Elle ne doit aucun loyer à raison de l'habitation qu'elle a pu faire, pendant ces délais, dans une maison dépendante de la communauté, ou appartenant aux héritiers du mari; et si la maison qu'habitaient les époux à l'époque de la dissolution de la communauté, était tenue par eux à titre de loyer, la femme ne contribuera point, pendant les mêmes délais, au paiement dudit loyer, lequel sera pris sur la masse.

1466. Dans le cas de dissolution de la communauté par la mort de la femme, ses héritiers peuvent renoncer à la communauté dans les délais et dans les formes que la loi prescrit à la femme survivante.

SECTION V.

Du partage de la communauté après l'acceptation.

1467. Après l'acceptation de la communauté par la femme ou ses héritiers, l'actif se partage, et le passif est supporté de la manière ci-après déterminée.

§ I. Du partage de l'actif.

1468. Les époux ou leurs héritiers rapportent à la masse des biens existants tout ce dont ils sont débiteurs envers la communauté à titre de récompense ou d'indemnité, d'après les règles ci-dessus prescrites, à la section II de la I-re partie du présent chapitre (1421 s.).

1469. Chaque époux ou son héritier rapporte également les sommes qui ont été tirées de la communauté, ou la valeur des biens que l'époux y a pris

pour doter un enfant d'un autre lit, ou pour doter personnellement l'enfant commun.

1470. Sur la masse des biens, chaque époux ou son héritier prélève,

1) Ses biens personnels qui ne sont point entrés en communauté, s'ils existent en nature, ou ceux qui ont été acquis en remploi;

2) Le prix de ses immeubles qui ont été aliénés pendant la communauté, et dont il n'a point été fait remploi;

3) Les indemnités qui lui sont dues par la communauté.

1471. Les prélèvements de la femme s'exercent avant ceux du mari.

Ils s'exercent, pour les biens qui n'existent plus en nature, d'abord sur l'argent comptant, ensuite sur le mobilier, et subsidiairement sur les immeubles de la communauté: dans ce dernier cas, le choix des immeubles est déféré à la femme et à ses héritiers.

1472. Le mari ne peut exercer ses reprises que sur les biens de la communauté.

La femme et ses héritiers, en cas d'insuffisance de la communauté, exercent leurs reprises sur les biens personnels du mari.

1473. Les remplois et récompenses dus par la communauté aux époux, et les récompenses et indemnités par eux dues à la communauté, emportent les intérêts de plein droit du jour de la dissolution de la communauté.

1474. Après que tous les prélèvements des deux époux ont été exécutés sur la masse, le surplus se partage par moitié entre les époux ou ceux qui les représentent.

1475. Si les héritiers de la femme sont divisés, en sorte que l'un ait accepté la communauté à laquelle l'autre a renoncé, celui qui a accepté ne peut prendre que sa portion virile et héréditaire dans les biens qui échoient au lot de la femme.

Le surplus reste au mari, qui demeure chargé, envers l'héritier renonçant, des droits que la femme aurait pu exercer en cas de renonciation, mais jusqu'à concurrence seulement de la portion virile héréditaire du renonçant.

1476. Au surplus, le partage de la communauté, pour tout ce qui concerne ses formes, la licitation des immeubles quand il y a lieu, les effets du partage, la garantie qui en résulte, et les soultes, est soumis à toutes les règles qni sont établies au titre *des Successions* pour les partages entre cohéritiers.

1477. Celui des époux qui aurait diverti ou recélé quelques effets de la communauté, est privé de sa portion dans lesdits effets.

1478. Après le partage consommé, si l'un des deux époux est créancier personnel de l'autre, comme lorsque le prix de son bien a été employé à payer

une dette personnelle de l'autre époux, ou pour toute autre cause, il exerce sa créance sur la part qui est échue à celui-ci dans la communauté ou sur ses biens personnels.

1479. Les créances personnelles que les époux ont à exercer l'un contre l'autre, ne portent intérêt que du jour de la demande en justice.

1480. Les donations que l'un des époux a pu faire à l'autre, ne s'exécutent que sur la part du donateur dans la communauté, et sur ses biens personnels.

1481. Le deuil de la femme est aux frais des héritiers du mari prédécédé.

La valeur de ce deuil est réglée selon la fortune du mari.

Il est dû même à la femme qui renonce à la communauté.

§ II. Du passif de la communauté, et de la contribution aux dettes.

1482. Les dettes de la communauté sont pour moitié à la charge de chacun des époux ou de leurs héritiers: les frais de scellés, inventaire, vente de mobilier, liquidation, licitation et partage, font partie de ces dettes.

1483. La femme n'est tenue des dettes de la communauté, soit à l'égard du mari, soit à l'égard des créanciers, que jusqu'à concurrence de son émolument, pourvu qu'il y ait eu bon et fidèle inventaire, et en rendant compte tant du contenu de cet inventaire que de ce qui lui est échu par le partage.

1484. Le mari est tenu pour la totalité des dettes de la communauté par lui contractées; sauf son recours contre la femme ou ses héritiers pour la moitié desdites dettes.

1485. Il n'est tenu que pour moitié de celles personnelles à la femme, et qui étaient tombées à la charge de la communauté.

1486. La femme peut être poursuivie pour la totalité des dettes qui procèdent de son chef et étaient entrées dans la communauté, sauf son recours contre le mari ou son héritier, pour la moitié desdites dettes.

1487. La femme, même personnellement obligée pour une dette de communauté, ne peut être poursuivie que pour la moitié de cette dette, à moins que l'obligation ne soit solidaire.

1488. La femme qui a payé une dette de la communauté au-delà de sa moitié, n'a point de répétition contre le créancier pour l'excédant, à moins que la quittance n'exprime que ce qu'elle a payé était pour sa moitié.

1489. Celui des deux époux qui, par l'effet de l'hypothèque exercée sur l'immeuble à lui échu en partage, se trouve poursuivi pour la totalité d'une dette de communauté, a de droit son recours pour la moitié de cette dette contre l'autre époux ou ses héritiers.

1490. Les dispositions précédentes ne font point obstacle à ce que, par le partage, l'un ou l'autre des copartageants soit chargé de payer une quotité de dettes autre que la moitié; même de les acquitter entièrement.

Toutes les fois que l'un des copartageants a payé des dettes de la communauté au-delà de la portion dont il était tenu, il y a lieu au recours de celui qui a trop payé contre l'autre.

1491. Tout ce qui est dit ci-dessus à l'égard du mari ou de la femme, a lieu à l'égard des héritiers de l'un ou de l'autre; et ces héritiers exercent les mêmes droits et sont soumis aux mêmes actions que le conjoint qu'ils représentent.

SECTION VI.

De la renonciation à la communauté, et de ses effets.

1492. La femme qui renonce perd toute espèce de droit sur les biens de la communauté, et même sur le mobilier qui y est entré de son chef.

Elle retire seulement les linges et hardes à son usage.

1493. La femme renonçante a le droit de reprendre,

1) Les immeubles à elle appartenant, lorsqu'ils existent en nature, ou l'immeuble qui a été acquis en remploi;

2) Le prix de ses immeubles aliénés dont le remploi n'a pas été fait et accepté, comme il est dit ci-dessus (1421 à 1440);

3) Toutes les indemnités qui peuvent lui être dues par la communauté.

1494. La femme renonçante est déchargée de toute contribution aux dettes de la communauté, tant à l'égard du mari qu'à l'égard des créanciers. Elle reste néanmoins tenue envers ceux-ci lorsqu'elle s'est obligée conjointement avec son mari, ou lorsque la dette, devenue dette de la communauté, provenait originairement de son chef; le tout sauf son recours contre le mari ou ses héritiers.

1495. Elle peut exercer toutes les actions et reprises ci-dessus détaillées, tant sur les biens de la communauté que sur les biens personnels du mari.

Ses héritiers le peuvent de même, sauf en ce qui concerne le prélèvement des linges et hardes, ainsi que le logement et la nourriture pendant

le délai donné pour faire inventaire et délibérer; lesquels droits sont purement personnels à la femme survivante.

Disposition relative à la communauté légale, lorsque l'un des époux ou tous deux ont des enfants de précédents mariages.

1496. Tout ce qui est dit ci-dessus, sera observé même lorsque l'un des époux ou tous deux auront des enfants de précédents mariages.

Si toutefois la confusion du mobilier et des dettes opérait, au profit de l'un des époux, un avantage supérieur à celui qui est autorisé par l'article 1098, au titre *des Donations entre-vifs et des Testaments*, les enfants du premier lit de l'autre époux auront l'action en retranchement.

SECONDE PARTIE.

De la communauté conventionnelle, et des conventions qui peuvent modifier ou même exclure la communauté légale.

1497. Les époux peuvent modifier la communauté légale par toute espèce de conventions non contraires aux articles 1387, 1388, 1389 et 1390.

Les principales modifications sont celles qui ont lieu en stipulant de l'une ou de l'autre des manières qui suivent; savoir,

1) Que la communauté n'embrassera que les acquêts;

2) Que le mobilier présent ou futur n'entrera point en communauté, ou n'y entrera que pour une partie;

3) Qu'on y comprendra tout ou partie des immeubles présents ou futurs, par la voie de l'ameublissement;

4) Que les époux paieront séparément leurs dettes antérieures au mariage;

5) Qu'en cas de renonciation, la femme pourra reprendre ses apports francs et quittes;

6) Que le survivant aura un préciput;

7) Que les époux auront des parts inégales;

8) Qu'il y aura entre eux communauté à titre universel.

SECTION PREMIÈRE.

De la communauté réduite aux acquêts.

1498. Lorsque les époux stipulent qu'il n'y aura entre eux qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés exclure de la communauté et les dettes de chacun d'eux actuelles et futures, et leur mobilier respectif présent et futur.

En ce cas, et après que chacun des époux a prélevé ses apports dûment justifiés, le partage se borne aux acquêts faits par les époux ensemble ou séparément, durant le mariage et provenant tant de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux.

1499. Si le mobilier existant lors du mariage, ou échu depuis, n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, il est réputé acquêt.

SECTION II.

De la clause qui exclut de la communauté le mobilier en tout ou partie.

1500. Les époux peuvent exclure de leur communauté tout leur mobilier présent et futur.

Lorsqu'ils stipulent qu'ils en mettront réciproquement dans la communauté jusqu'à concurrence d'une somme ou d'une valeur déterminée, ils sont, par cela seul, censés se réserver le surplus.

1501. Cette clause rend l'époux débiteur envers la communauté, de la somme qu'il a promis d'y mettre, et l'oblige à justifier de cet apport.

1502. L'apport est suffisamment justifié, quant au mari, par la déclaration portée au contrat de mariage, que son mobilier est de telle valeur.

Il est suffisamment justifié, à l'égard de la femme, par la quittance que le mari lui donne, ou à ceux qui l'ont dotée.

1503. Chaque époux a le droit de reprendre et de prélever, lors de la dissolution de la communauté, la valeur de ce dont le mobilier qu'il a apporté lors du mariage, ou qui lui est échu depuis, excédait sa mise en communauté.

1504. Le mobilier qui échoit à chacun des époux pendant le mariage, doit être constaté par un inventaire.

A défaut d'inventaire du mobilier échu au mari, ou d'un titre propre à justifier de sa consistance et valeur, déduction faite des dettes, le mari ne peut en exercer la reprise.

Si le défaut d'inventaire porte sur un mobilier échu à la femme, celle-ci ou ses héritiers sont admis à faire preuve, soit par titres, soit par témoins, soit même par commune renommée, de la valeur de ce mobilier.

SECTION III.

De la clause d'ameublissement.

1505. Lorsque les époux ou l'un d'eux font entrer en communauté tout ou partie de leurs immeubles présents ou futurs, cette clause s'appelle *ameublissement.*

1506. L'ameublissement peut être déterminé ou indéterminé.

Il est déterminé quand l'époux a déclaré ameublir et mettre en communauté un tel immeuble en tout ou jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

Il est indéterminé quand l'époux a simplement déclaré apporter en communauté ses immeubles, jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

1507. L'effet de l'ameublissement déterminé est de rendre l'immeuble ou les immeubles qui en sont frappés, biens de la communauté comme les meubles mêmes.

Lorsque l'immeuble ou les immeubles de la femme sont ameublis en totalité, le mari en peut disposer comme des autres effets de la communauté, et les aliéner en totalité.

Si l'immeuble n'est ameubli que pour une certaine somme, le mari ne peut l'aliéner qu'avec le consentement de la femme; mais il peut l'hypothéquer, sans son consentement, jusqu'à concurrence seulement de la portion ameublie.

1508. L'ameublissement indéterminé ne rend point la communauté propriétaire des immeubles qui en sont frappés; son effet se réduit à obliger l'époux qui l'a consenti, à comprendre dans la masse, lors de la dissolution de la communauté, quelques-uns de ses immeubles jusqu'à concurrence de la somme par lui promise.

Le mari ne peut, comme en l'article précédent, aliéner en tout ou en partie, sans le consentement de sa femme, les immeubles sur lesquels est établi l'ameublissement indéterminé; mais il peut les hypothéquer jusqu'à concurrence de cet ameublissement.

1509. L'époux qui a ameubli un héritage, a, lors du partage, la faculté de le retenir en le précomptant sur sa part pour le prix qu'il vaut alors; et ses héritiers ont le même droit.

SECTION IV.

De la clause de séparation des dettes.

1510. La clause par laquelle les époux stipulent qu'ils paieront séparément leurs dettes personnelles, les oblige à se faire, lors de la dissolution de la communauté, respectivement raison des dettes qui sont justifiées avoir été acquittées par la communauté à la décharge de celui des époux qui en était débiteur.

Cette obligation est la même, soit qu'il y ait eu inventaire ou non: mais, si le mobilier apporté par les époux n'a pas été constaté par un inventaire ou état authentique antérieur au mariage, les créanciers de l'un et de l'autre des époux peuvent, sans avoir égard à aucune des distinctions qui seraient reclamées, poursuivre leur paiement sur le mobilier non inventorié, comme sur tous les autres biens de la communauté.

Les créanciers ont le même droit sur le mobilier qui serait échu aux époux pendant la communauté, s'il n'a pas été pareillement constaté par un inventaire ou état authentique.

1511. Lorsque les époux apportent dans la communauté une somme certaine ou un corps certain, un tel apport emporte la convention tacite qu'il n'est point grevé de dettes antérieures au mariage; et il doit être fait raison par l'époux débiteur à l'autre, de toutes celles qui diminueraient l'apport promis.

1512. La clause de séparation des dettes n'empêche point que la communauté ne soit chargée des intérêts et arrérages qui ont couru depuis le mariage.

1513. Lorsque la communauté est poursuivie pour les dettes de l'un des époux, déclaré, par contrat, franc et quitte de toutes dettes antérieures au mariage, le conjoint a droit à une indemnité qui se prend soit sur la part de communauté revenant à l'époux débiteur, soit sur les biens personnels dudit époux; et, en cas d'insuffisance, cette indemnité peut être poursuivie par voie de garantie contre le père, la mère, l'ascendant ou le tuteur qui l'auraient déclaré franc et quitte.

Cette garantie peut même être exercée par le mari durant la communauté, si la dette provient du chef de la femme; sauf, en ce cas, le remboursement dû par la femme ou ses héritiers aux garants, après la dissolution de la communauté.

SECTION V.

De la faculté accordée à la femme de reprendre son apport franc et quitte.

1514. La femme peut stipuler qu'en cas de renonciation à la communauté, elle reprendra tout ou partie de ce qu'elle y aura apporté, soit lors du mariage, soit depuis; mais cette stipulation ne peut s'étendre au-delà des choses formellement exprimées, ni au profit de personnes autres que celles désignées.

Ainsi la faculté de reprendre le mobilier que la femme a apporté lors du mariage, ne s'étend point à celui qui serait échu pendant le mariage.

Ainsi la faculté accordée à la femme ne s'étend point aux enfants; celle accordée à la femme et aux enfants ne s'étend point aux héritiers ascendants ou collatéraux.

Dans tous les cas, les apports ne peuvent être repris que déduction faite des dettes personnelles à la femme, et que la communauté aurait acquittées.

SECTION VI.

Du préciput conventionnel.

1515. La clause par laquelle l'époux survivant est autorisé à prélever, avant tout partage, une certaine somme ou une certaine quantité d'effets mobiliers en nature, ne donne droit à ce prélèvement, au profit de la femme survivante, que lorsqu'elle accepte la communauté, à moins que le contrat de mariage ne lui ait réservé ce droit, même en renonçant.

Hors le cas de cette réserve, le préciput ne s'exerce que sur la masse partageable, et non sur les biens personnels de l'époux prédécédé.

1516. Le préciput n'est point regardé comme un avantage sujet aux formalités des donations, mais comme une convention de mariage.

1517. La mort naturelle ou civile donne ouverture au préciput.

1518. Lorsque la dissolution de la communauté s'opère par le divorce ou par la séparation de corps, il n'y a pas lieu à la délivrance actuelle du préciput; mais l'époux qui a obtenu soit le divorce, soit la séparation de corps, conserve ses droits au préciput en cas de survie. Si c'est la femme, la somme ou la chose qui constitue le préciput reste toujours provisoirement au mari, à la charge de donner caution.

1519. Les créanciers de la communauté ont toujours le droit de faire vendre les effets compris dans le préciput, sauf le recours de l'époux, conformément à l'article 1515.

SECTION VII.

Des clauses par lesquelles on assigne à chacun des époux des parts inégales dans la communauté.

1520. Les époux peuvent déroger au partage égal établi par la loi, soit en ne donnant à l'époux survivant ou à ses héritiers, dans la communauté, qu'une part moindre que la moitié, soit en ne lui donnant qu'une somme fixe pour tout droit de communauté, soit en stipulant que la communauté entière, en certains cas, appartiendra à l'époux survivant, ou à l'un d'eux seulement.

1521. Lorsqu'il a été stipulé que l'époux ou ses héritiers n'auront qu'une certaine part dans la communauté, comme le tiers ou le quart, l'époux ainsi réduit ou ses héritiers ne supportent les dettes de la communauté que proportionnellement à la part qu'ils prennent dans l'actif.

La convention est nulle si elle oblige l'époux ainsi réduit ou ses héritiers à supporter une plus forte part, ou si elle les dispense de supporter une part dans les dettes égale à celle qu'ils prennent dans l'actif.

1522. Lorsqu'il est stipulé que l'un des époux ou ses héritiers ne pourront prétendre qu'une certaine somme pour tout droit de communauté, la clause est un forfait qui oblige l'autre époux ou ses héritiers à payer la somme convenue, soit que la communauté soit bonne ou mauvaise, suffisante ou non pour acquitter la somme.

1523. Si la clause n'établit le forfait qu'à l'égard des héritiers de l'époux, celui-ci, dans le cas où il survit, a droit au partage légal par moitié.

1524. Le mari ou ses héritiers qui retiennent, en vertu de la clause énoncée en l'article 1520, la totalité de la communauté, sont obligés d'en acquitter toutes les dettes.

Les créanciers n'ont, en ce cas, aucune action contre la femme ni contre ses héritiers.

Si c'est la femme survivante qui a, moyennant une somme convenue, le droit de retenir toute la communauté contre les héritiers du mari, elle a le choix ou de leur payer cette somme, en demeurant obligée à toutes les dettes, ou de renoncer à la communauté, et d'en abandonner aux héritiers du mari les biens et les charges.

1525. Il est permis aux époux de stipuler que la totalité de la communauté appartiendra au survivant ou à l'un d'eux seulement, sauf aux héritiers de l'autre à faire la reprise des apports et capitaux tombés dans la communauté, du chef de leur auteur.

Cette stipulation n'est point réputée un avantage sujet aux règles relatives aux donations, soit quant au fond, soit quant à la forme, mais simplement une convention de mariage et entre associés.

SECTION VIII.

De la communauté à titre universel.

1526. Les époux peuvent établir par leur contrat de mariage une communauté universelle de leurs biens tant meubles qu'immeubles, présents et à venir, ou de tous leurs biens présents seulement, ou de tous leurs biens à venir seulement.

Dispositions communes aux huit sections ci-dessus.

1527. Ce qui est dit aux huit sections ci-dessus, ne limite pas à leurs dispositions précises les stipulations dont est susceptible la communauté conventionnelle.

Les époux peuvent faire toutes autres conventions, ainsi qu'il est dit à l'article 1387, et sauf les modifications portées par les articles 1388, 1389 et 1390.

Néanmoins, dans le cas où il y aurait des enfants d'un précédent mariage, toute convention qui tendrait dans ses effets à donner à l'un des époux au delà de la portion réglée par l'article 1098, au titre *des Donations entre-vifs et des Testaments*, sera sans effet pour tout l'excédant de cette portion; mais les simples bénéfices résultant des travaux communs et des économies faites sur les revenus respectifs, quoiqu'inégaux, des deux époux, ne sont pas considérés comme un avantage fait au préjudice des enfants du premier lit.

1528. La communauté conventionnelle reste soumise aux règles de la communauté légale, pour tous les cas auxquels il n'y a pas été dérogé implicitement ou explicitement par le contrat.

SECTION IX.

Des conventions exclusives de la communauté.

1529. Lorsque, sans se soumettre au régime dotal, les époux déclarent qu'ils se marient sans communauté, ou qu'ils seront séparés de biens, les effets de cette stipulation sont réglés comme il suit.

§ I. De la clause portant que les époux se marient sans communauté.

1530. La clause portant que les époux se marient sans communauté, ne donne point à la femme le droit d'administrer ses biens, ni d'en percevoir les fruits; ces fruits sont censés apportés au mari pour soutenir les charges du mariage.

1531. Le mari conserve l'administration des biens meubles et immeubles de la femme, et, par suite, le droit de percevoir tout le mobilier qu'elle apporte en dot, ou qui lui échoit pendant le mariage, sauf la restitution qu'il en doit faire après la dissolution du mariage, ou après la séparation de biens qui serait prononcée par justice.

1532. Si, dans le mobilier apporté en dot par la femme, ou qui lui échoit pendant le mariage, il y a des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, il en doit être joint un état estimatif au contrat de mariage, ou il doit en être fait inventaire lors de l'échéance, et le mari en doit rendre le prix d'après l'estimation.

1533. Le mari est tenu de toutes les charges de l'usufruit.

1534. La clause énoncée au présent paragraphe ne fait point obstacle à ce qu'il soit convenu que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, certaines portions de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels.

1535. Les immeubles constitués en dot, dans le cas du présent paragraphe, ne sont point inaliénables.

Néanmoins ils ne peuvent être aliénés sans le consentement du mari, et, à son refus, sans l'autorisation de la justice.

§ II. De la clause de séparation de biens.

1536. Lorsque les époux ont stipulé par leur contrat de mariage qu'ils seraient séparés de biens, la femme conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles, et la jouissance libre de ses revenus.

1537. Chacun des époux contribue aux charges du mariage, suivant les conventions contenues en leur contrat; et, s'il n'en existe point à cet égard, la femme contribue à ces charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.

1538. Dans aucun cas, ni à la faveur d'aucune stipulation, la femme ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement spécial de son mari, ou, à son refus, sans être autorisée par justice.

Toute autorisation générale d'aliéner les immeubles donnée à la femme, soit par contrat de mariage, soit depuis, est nulle.

1539. Lorsque la femme séparée a laissé la jouissance de ses biens à son mari, celui-ci n'est tenu, soit sur la demande que sa femme pourrait lui faire, soit à la dissolution du mariage, qu'à la représentation des fruits existants, et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors.

CHAPITRE III.

Du régime dotal.

1540. La dot, sous se régime comme sous celui du chapitre II, est le bien que la femme apporte au mari pour supporter les charges du mariage.

1541. Tout ce que la femme se constitue ou qui lui est donné en contrat de mariage, est dotal, s'il n'y a stipulation contraire.

SECTION PREMIÈRE.

De la constitution de dot.

1542. La constitution de dot peut frapper tous les biens présents et à venir de la femme, ou tous ses biens présents seulement, ou une partie de ses biens présents et à venir, ou même un objet individuel.

La constitution, en termes généraux, de tous les biens de la femme, ne comprend pas les biens à venir.

1543. La dot ne peut être constituée ni même augmentée pendant le mariage.

1544. Si les père et mère constituent conjointement une dot, sans distinguer la part de chacun, elle sera censée constituée par portions égales.

Si la dot est constituée par le père seul pour droits paternels et maternels, la mère, quoique présente au contrat, ne sera point engagée, et la dot demeurera en entier à la charge du père.

1545. Si le survivant des père ou mère constitue une dot pour biens paternels et maternels, sans spécifier les portions, la dot se prendra d'abord sur les droits du futur époux dans les biens du conjoint prédécédé, et le surplus, sur les biens du constituant.

1546. Quoique la fille dotée par ses père et mère ait des biens à elle propres dont ils jouissent, la dot sera prise sur les biens des constituants, s'il n'y a stipulation contraire.

1547. Ceux qui constituent une dot, sont tenus à la garantie des objets constitués.

1548. Les intérêts de la dot courent de plein droit, du jour du mariage, contre ceux qui l'ont promise, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire.

SECTION II.

Des droits du mari sur les biens dotaux, et de l'inaliénabilité du fonds dotal.

1549. Le mari seul a l'administration des biens dotaux pendant le mariage.

Il a seul le droit d'en poursuivre les débiteurs et détenteurs, d'en percevoir les fruits et les intérêts, et de recevoir le remboursement des capitaux.

Cependant il peut être convenu, par le contrat de mariage, que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, une partie de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels.

1550. Le mari n'est pas tenu de fournir caution pour la réception de la dot, s'il n'y a pas été assujetti par le contrat de mariage.

1551. Si la dot ou partie de la dot consiste en objets mobiliers mis à prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation n'en fait pas vente, le mari en devient propriétaire, et n'est débiteur que du prix donné au mobilier.

1552. L'estimation donnée à l'immeuble constitué en dot n'en transporte point la propriété au mari, s'il n'y en a déclaration expresse.

1553. L'immeuble acquis des deniers dotaux n'est pas dotal, si la condition de l'emploi n'a été stipulée par le contrat de mariage.

Il en est de même de l'immeuble donné en paiement de la dot constituée en argent.

1554. Les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ou hypothéqués pendant le mariage, ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement, sauf les exceptions qui suivent.

1555. La femme peut, avec l'autorisation de son mari, ou, sur son refus, avec permission de justice, donner ses biens dotaux pour l'établissement des enfants qu'elle aurait d'un mariage antérieur; mais, si elle n'est autorisée que par justice, elle doit réserver la jouissance à son mari.

1556. Elle peut aussi, avec l'autorisation de son mari, donner ses biens dotaux pour l'établissemens de leurs enfants communs.

1557. L'immeuble dotal peut être aliéné lorsque l'aliénation en a été permise par le contrat de mariage.

1558. L'immeuble dotal peut encore être aliéné avec permission de justice, et aux enchères, après trois affiches.

Pour tirer de prison le mari ou la femme;

Pour fournir des aliments à la famille dans les cas prévus par les articles 203, 205 et 206, au titre *du Mariage*;

Pour payer les dettes de la femme ou de ceux qui ont constitué la dot, lorsque ces dettes ont une date certaine antérieure au contrat de mariage;

Pour faire de grosses réparations indispensables pour la conservation de l'immeuble dotal;

Enfin, lorsque cet immeuble se trouve indivis avec des tiers, et qu'il est reconnu impartageable.

Dans tous ces cas, l'excédant du prix de la vente au-dessus des besoins reconnus restera dotal, et il en sera fait emploi comme tel au profit de la femme.

1559. L'immeuble dotal peut être échangé, mais avec le consentement de la femme, contre un autre immeuble de même valeur, pour les quatre cinquièmes au moins, en justifiant de l'utilité de l'échange, en obtenant l'autorisation en justice, et d'après une estimation par experts nommés d'office par le tribunal.

Dans ce cas, l'immeuble reçu en échange sera dotal; l'excédant du prix, s'il y en a, le sera aussi, et il en sera fait emploi comme tel au profit de la femme.

1560. Si, hors les cas d'exception qui viennent d'être expliqués, la femme ou le mari, ou tous les deux conjointement, aliènent le fonds dotal, la femme ou ses héritiers pourront faire révoquer l'aliénation après la dissolution du mariage, sans qu'on puisse leur opposer aucune prescription pendant sa durée: la femme aura le même droit après la séparation de biens.

Le mari lui-même pourra faire révoquer l'aliénation pendant le mariage, en demeurant néanmoins sujet aux dommages et intérêts de l'acheteur, s'il n'a pas déclaré dans le contrat que le bien vendu était dotal.

1561. Les immeubles dotaux non déclarés aliénables par le contrat de mariage sont imprescriptibles pendant le mariage, à moins que la prescription n'ait commencé auparavant.

Ils deviennent néanmoins prescriptibles après la séparation de biens, quelle que soit l'époque à laquelle la prescription a commencé.

1562. Le mari est tenu, à l'égard des biens dotaux, de toutes les obligations de l'usufruitier.

Il est responsable de toutes prescriptions acquises et détériorations survenues par sa négligence.

1563. Si la dot est mise en péril, la femme peut poursuivre la séparation de biens, ainsi qu'il est dit aux articles 1443 et suivants.

SECTION III.

De la restitution de la dot.

1564. Si la dot consiste en immeubles,

Ou en meubles non estimés par le contrat de mariage, ou bien mis à prix, avec déclaration que l'estimation n'en ôte pas la propriété à la femme,

Le mari ou ses héritiers peuvent être contraints de la restituer sans délai, après la dissolution du mariage.

1565. Si elle consiste en une somme d'argent,

Ou en meubles mis à prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation n'en rend pas le mari propriétaire,

La restitution n'en peut être exigée qu'un an après la dissolution.

1566. Si les meubles dont la propriété reste à la femme ont dépéri par l'usage et sans la faute du mari, il ne sera tenu de rendre que ceux qui resteront, et dans l'état où ils se trouveront.

Et néanmoins la femme pourra, dans tous les cas, retirer les linges et hardes à son usage actuel, sauf à précompter leur valeur, lorsque ces linges et hardes auront été primitivement constitués avec estimation.

1567. Si la dot comprend des obligations ou constitutions de rente qui ont péri, ou souffert des retranchements qu'on ne puisse imputer à la négligence du mari, il n'en sera point tenu, et il en sera quitte en restituant les contrats.

1568. Si un usufruit a été constitué en dot, le mari ou ses héritiers ne sont obligés, à la dissolution du mariage, que de restituer le droit d'usufruit, et non les fruits échus durant le mariage.

1569. Si le mariage a duré dix ans depuis l'échéance des termes pris pour le paiement de la dot, la femme ou ses héritiers pourront la répéter contre le mari aprés la dissolution du mariage, sans être tenus de prouver qu'il l'a reçue, à moins qu'il ne justfiât de diligences inutilement par lui faites pour s'en procurer le paiement.

1570. Si le mariage est dissous par la mort de la femme, l'intérêt et les fruits de la dot à restituer courent de plein droit au profit de ses héritiers depuis le jour de la dissolution.

Si c'est par la mort du mari, la femme a le choix d'exiger les intérêts de sa dot pendant l'an du deuil, ou de se faire fournir des aliments pendant ledit temps aux dépens de la succession du mari; mais, dans les deux cas, l'habitation durant cette année, et les habits de deuil, doivent lui être fournis sur la succession, et sans imputation sur les intérêts à elle dus.

1571. A la dissolution du mariage, les fruits des immeubles dotaux se partagent entre le mari et la femme ou leurs héritiers, à proportion du temps qu'il a duré, pendant la dernière année.

L'année commence à partir du jour où le mariage a été célébré.

1572. La femme et ses héritiers n'ont point de privilége pour la répétition de la dot sur les créanciers antérieurs à elle en hypothèque.

1573. Si le mari était déjà insolvable, et n'avait ni art ni profession lorsque le père a constitué une dot à sa fille, celle-ci ne sera tenue de rapporter à la succession du père que l'action qu'elle a contre celle de son mari, pour s'en faire rembourser.

Mais si le mari n'est devenu insolvable que depuis le mariage,

Ou s'il avait un métier ou une profession qui lui tenait lieu de bien,

La perte de la dot tombe uniquement sur la femme.

SECTION IV.

Des biens paraphernaux.

1574. Tous les biens de la femme qui n'ont pas été constitués en dot, sont paraphernaux.

РАЗДѢЛЪ ВТОРОЙ.

О союзѣ родителей и дѣтей, и союзѣ родственномъ.

ГЛАВА ПЕРВАЯ.

О дѣтяхъ законныхъ, незаконныхъ и усыновленныхъ.

Отдѣленіе первое.

О дѣтяхъ законныхъ.

119. Всѣ дѣти рожденныя въ законномъ бракѣ, признаются законными, хотя бы они родились: 1) По естественному порядку слишкомъ рано отъ совершенія брака, если только отецъ не отрицалъ законности

1575. Si tous les biens de la femme sont paraphernaux, et s'il n'y a pa de convention dans le contrat pour lui faire supporter une portion des charges du mariage, la femme y contribue jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.

1576. La femme a l'administration et la jouissance de ses biens paraphernaux;

Mais elle ne peut les aliéner ni paraître en jugement à raison desdits biens, sans l'autorisation du mari, ou, à son refus, sans la permission de la justice.

1577. Si la femme donne sa procuration au mari pour administrer ses biens paraphernaux, avec charge de lui rendre compte des fruits, il sera tenu vis-à-vis d'elle comme tout mandataire.

1578. Si le mari a joui des biens paraphernaux de sa femme, sans mandat, et néanmoins sans opposition de sa part, il n'est tenu, à la dissolution du mariage, ou à la première demande de la femme, qu'à la représentation des fruits existants, et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors.

1579. Si le mari a joui des biens paraphernaux malgré l'opposition constatée de la femme, il est comptable envers elle de tous les fruits tant existants que consommés.

1580. Le mari qui jouit des biens paraphernaux est tenu de toutes les obligations de l'usufruitier.

Disposition particulière.

1581. En se soumettant au régime dotal, les époux pouvent néanmoins stipuler une société d'acquêts, et les effets de cette société sont réglés, comme il est dit aux articles 1498 et 1499.

312. L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari.

Néanmoins celui-ci pourra désavouer l'enfant, s'il prouve que, pendant le temps qui a couru depuis le trois-centième jusqu'au cent-quatre-vingtième

ихъ рожденія. 2) По прекращеніи или расторженіи брака, если только между днемъ рожденія и днемъ смерти отца или расторженія брака прошло не болѣе трехъ сотъ шести дней.

120. Для признанія предъ судомъ законности рожденія слѣдуетъ доказать: во первыхъ дѣйствительность и законность брака, отъ коего рожденъ доказывающій, во вторыхъ самое рожденіе его отъ сего брака.

121. Дѣйствительность совершенія брака доказывается порядкомъ, означеннымъ выше, въ статьяхъ 34—36.

122. Главнымъ преимущественнымъ доказательствомъ рожденія отъ законнаго брака признаются выданныя духовными властями, т. е. изъ Синодальныхъ Конторъ, Епархіальныхъ Консисторій, отъ Протопресвитера придворныхъ соборовъ и отъ Оберъ-Священника арміи и флотовъ и гвардейскаго и гренадерскаго корпусовъ, на основаніи метрическихъ книгъ, частнымъ лицамъ свидѣтельства, или же доставленныя отъ сихъ властей въ присутственныя мѣста, или надлежащимъ начальствамъ, взятыя изъ сихъ книгъ свѣдѣнія, по правиламъ, означеннымъ въ Уставѣ Духовныхъ Консисторій. Впрочемъ метрическое свидѣтельство о рожденіи, частнымъ лицемъ представленное, почитается достаточнымъ тогда лишь, когда дѣйствительность онаго никѣмъ не оспориваема; въ противномъ случаѣ сіе свидѣтельство подлежитъ разсмотрѣнію духовнаго начальства и повѣркѣ его съ метрическими книгами.

jour avant la naissance de l'enfant, il était, soit par cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme.

313. Le mari ne pourra, en alléguant son impuissance naturelle, désavouer l'enfant: il ne pourra le désavouer même pour cause d'adultère, à moins que la naissance ne lui ait été cachée, auquel cas il sera admis à proposer tous les faits propres à justifier qu'il n'en est pas le père (*).

314. L'enfant né avant le cent-quatre-vingtième jour du mariage ne pourra être désavoué par le mari, dans les cas suivants: 1) s'il a eu connaissance de la grossesse avant le mariage; 2) s'il a assisté à l'acte de naissance, et si cet acte est signé de lui ou contient sa déclaration qu'il ne sait signer; 3) si l'enfant n'est pas déclaré viable.

315. La légitimité de l'enfant né trois cents jours après la dissolution du mariage pourra être contestée.

319. La filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance inscrits sur le registre de l'état civil.

320. A défaut de ce titre, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit.

321. La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir.

Les principaux de ces faits sont:

Que l'individu a toujours porté le nom du père auquel il prétend appartenir;

Que le père l'a traité comme son enfant, et a pourvu, en cette qualité, à son éducation, à son entretien et à son établissement;

Qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société;

Qu'il a été reconnu pour tel par la famille.

322. Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son titre de naissance et la possession conforme à ce titre;

Et réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

(*) «En cas de séparation de corps prononcée ou même demandée, le mari pourra désavouer l'enfant qui sera né trois cents jours après l'ordonnance du président rendue aux termes de l'article 878 du Code de procédure civile, et moins de cent quatre-vingts jours depuis le rejet définitif de la demande, ou depuis la réconciliation. L'action en désaveu ne sera pas admise s'il y a eu réunion de fait entre les époux.» *Loi du 6 décembre 1850.*

123. За невозможностію получить метрическое свидѣтельство о рожденіи, по неимѣнію ли метрическихъ книгъ, или по сомнительности обстоятельствъ, которыя въ нихъ показаны, могутъ въ доказательсто рожденія отъ законнаго брака быть принимаемы исповѣдныя росписи, родословныя, городовыя обывательскія книги, формулярные списки родителей, и ревизскія сказки.

124. Если не будетъ возможности представить актъ, означенный выше, въ статьѣ 122, то въ дополненіе актовъ, упомянутыхъ въ предшедшей 123 статьѣ, принимаются показанія свидѣтелей, не менѣе двухъ, честнаго и неукоризненнаго поведенія и въ томъ числѣ, когда можно, Священника приходскаго или того, который совершалъ крещеніе надъ доказывающимъ законность своего рожденія, и бывшаго притомъ какъ церковнаго причта, такъ и воспріемниковъ его отъ купели. Впрочемъ, показанія свидѣтелей тогда лишь почитаются доказательствомъ законности рожденія, когда оныя не только согласны со всѣми другими при производствѣ дѣла обнаруженными обстоятельствами, но и вполнѣ ими подтверждаются.

125. Для лица, рожденнаго въ супружествѣ, но слишкомъ по обыкновенному естественному порядку рано, т. е, прежде ста восмидесяти дней послѣ совершенія бракосочетанія, доказательствомъ, что отецъ его не отрицалъ законности его рожденія, признаются показанія или письма отца или удостовѣреніе, что онъ обращался съ нимъ какъ съ своимъ сыномъ или дочерью, и посему заботился о его содержаніи и воспитаніи, и что сіе лице всегда пользовалось безпрекословно именемъ фамиліи того, кого оно именуетъ своимъ отцемъ.

126. Право доказывать законность рожденія въ отношеніи къ самому истцу не прекращается никакою давностію. Но наслѣдники его, если онъ умеръ прежде достиженія полнаго совершеннолѣтія, или до окончанія начатаго имъ дѣла о законности рожденія, могутъ вчинать или продолжать сей искъ не иначе, какъ по общимъ о земской давности постановленіямъ.

127. Законность младенца, родившагося при существованіи законнаго брака, оспоривать въ правѣ только мужъ его матери, и не иначе, какъ доказавъ, что онъ, по отсутствію, не могъ во все время, къ коему должно отнести зачатіе сего младенца, и именно въ продолженіи трехъ сотъ шести дней предъ его рожденіемъ, имѣть съ своею женою супру-

323. A défaut de titre et de possession constante, ou si l'enfant a été inscrit, soit sous de faux noms, soit comme né de père et mère inconnus, la preuve de filiation peut se faire par témoins.

Néanmoins cette preuve ne peut être admise que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès-lors constans sont assez graves pour déterminer l'admission.

324. Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés émanés d'une partie engagée dans la contestation, ou qui y aurait intérêt si elle étoit vivante.

325. La preuve contraire pourra se faire par tous les moyens propres à établir que le réclamant n'est pas l'enfant de la mère qu'il prétend avoir, ou même, la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère.

328. L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

329. L'action ne peut être intentée par les héritiers de l'enfant qui n'a pas réclamé, qu'autant qu'il est décédé mineur, ou dans les cinq années après sa majorité.

330. Les héritiers peuvent suivre cette action lorsqu'elle a été commencée par l'enfant, à moins qu'il ne s'en fût désisté formellement, ou qu'il n'eût laissé passer trois années sans poursuites, à compter du dernier acte de la procédure.

312. Le mari pourra désavouer l'enfant s'il prouve que, pendant le temps qui a couru depuis le trois-centième jusqu'au centquatre vingtième jour avant la naissance de cet enfant, il était, soit par cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme.

жескаго сожитія. Впрочемъ, если младенецъ въ метрической книгѣ записанъ законнорожденнымъ и при сей записи росписался мужъ матери младенца или кто либо другой по его просьбѣ, то споръ противъ законности рожденія младенца не долженъ быть допускаемъ.

128. Матери младенца, родившагося при существованіи законнаго брака, дозволяется объявлять о незаконности его рожденія лишь въ томъ случаѣ, когда при производствѣ начатаго уже о томъ дѣла, отъ нея будетъ требуемо судомъ, въ подкрѣпленіе представленныхъ доказательствъ, признаніе въ винѣ ея.

129. Для начатія дѣла и представленія доказательствъ о незаконности рожденія младенца при существованіи законнаго брака, опредѣляется срокъ годовой, если во время рожденія младенца мужъ его матери находился, хотя и не въ одномъ съ нею мѣстѣ, но однакожъ въ предѣлахъ государства, и двухгодовой, если напротивъ онъ въ то время находился за границею. Когда же, по отсутствію его или другимъ обстоятельствамъ, жена его нашла средство долѣе года скрывать отъ него рожденіе и самое существованіе младенца, и будетъ доказано надлежащимъ образомъ, что онъ не могъ имѣть о томъ никакого свѣдѣнія, то годовой срокъ на подачу жалобы считается со дня, въ который онъ получилъ достовѣрное извѣстіе о рожденіи младенца, признаваемаго имъ за незаконнаго.

130. Если мужъ умеръ до рожденія младенца или же до истеченія предоставленнаго ему предшедшею 129 статьею срока для начатія спора противъ законности сего рожденія, то право вчинать сей искъ переходитъ къ его наслѣдникамъ, но лишь въ такомъ случаѣ, когда онъ прежде смерти не объявлялъ, что признаетъ сего младенца законнымъ. Впрочемъ наслѣдники, подъ опасеніемъ потери сего права, обязаны: во первыхъ, начать такой искъ не позднѣе какъ въ теченіи трехъ мѣсяцевъ, считая со дня смерти мужа матери младенца, будто бы незаконно рожденнаго, или же со дня рожденія сего младенца, если онъ родился послѣ смерти мужа его матери: во вторыхъ, доказать, что ему (т. е. мужу) вовсе не было извѣстно существованіе сего младенца, или, по крайней мѣрѣ, что онъ узналъ о томъ лишь незадолго до смерти своей и не могъ успѣть объявить споръ противъ законности его рожденія.

131. Законность лица, рожденнаго по истеченіи трехъ сотъ шести дней послѣ прекращенія брака смертію мужа, или послѣ расторженія сего брака установленнымъ на то порядкомъ, могутъ оспоривать всѣ тѣ, коихъ права личныя или по имуществу были бы нарушены чрезъ признаніе его законнорожденнымъ, но не позднѣе какъ чрезъ шесть мѣсяцевъ послѣ рожденія сего младенца.

314. L'enfant né avant le cent-quatre-vingtième jour du mariage ne pourra être désavoué par le mari dans les cas suivants:—1) s'il a eu connaissance de la grossesse avant le mariage;—2) s'il a assisté à l'acte de naissance, et si cet acte est signé de lui, ou contient sa déclaration qu'il ne sait signer;—3) si l'enfant n'est pas déclaré viable.

316. Dans les divers cas où le mari est autorisé à réclamer, il devra le faire dans le mois, s'il se trouve sur les lieux de la naissance de l'enfant;

Dans les deux mois après son retour, si, à la même époque, il est absent;

Dans les deux mois après la découverte de la fraude, si on lui avait caché la naissance de l'enfant.

317. Si le mari est mort avant d'avoir fait sa réclamation, mais étant encore dans le délai utile pour la faire, les héritiers auront deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, à compter de l'époque où cet enfant se serait mis en possession des biens du mari, ou de l'époque où les héritiers seraient troublés par l'enfant dans cette possession.

318. Tout acte extrajudiciaire contenant le désaveu de la part du mari ou de ses héritiers, sera comme non avenu, s'il n'est suivi, dans le délai d'un mois, d'une action en justice, dirigée contre un tuteur *ad hoc* donné à l'enfant, et en présence de sa mère.

315. La légitimité de l'enfant né trois cents jours après la dissolution du mariage pourra être contestée.

Отдѣленіе второе.

О дѣтяхъ незаконныхъ.

152. *Незаконныя* дѣти суть:

1) Рожденныя внѣ брака, хотя бы родители ихъ и были въ послѣдствіи сопряжены законнымъ бракомъ.

2) Произшедшія отъ прелюбодѣянія.

3) Рожденныя по смерти мужа матери, или по расторженіи брака разводомъ, когда со дня смерти мужа матери, или расторженія брака, до дня рожденія сего младенца протекло болѣе трехъ сотъ шести дней.

4) Всѣ прижитыя въ бракѣ, который на основаніи Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ будетъ по формальному приговору духовнаго суда признанъ незаконнымъ и недѣйствительнымъ.

153. Если одинъ изъ супруговъ вовлеченъ въ противозаконный бракъ обманомъ или насиліемъ, то участь дѣтей, прижитыхъ отъ такого брака, можетъ, по изслѣдованіи и соображеніи всѣхъ обстоятельствъ дѣла, быть повергаема судомъ на особое милостивое усмотрѣніе Высочайшей Власти. Судъ можетъ въ семъ случаѣ обратить Монаршее вниманіе и на участь невиннаго, вступившаго по невѣдѣнію или принужденію въ недѣйствительный бракъ супруга.

154. Когда бракъ расторгнутъ, по совершенной, надлежащимъ образомъ доказанной, неспособности мужа къ супружескому сожитію, то дѣти, рожденныя при существованіи сего брака, признаются также незаконными.

155. Дѣти, рожденныя отъ брака, расторгнутаго по причинѣ прелюбодѣянія матери, признаются однако же законными, если рожденіе ихъ прежде расторженія сего брака не было сокрыто отъ мужа и если нѣтъ другихъ доказательствъ ихъ незаконности.

156. Незаконныя дѣти, хотя бы они и были воспитаны тѣми, которые именуются ихъ родителями, не имѣютъ права на имя фамиліи отца и законное послѣ него или послѣ матери своей въ имуществѣ наслѣдство.

326. Les tribunaux civils seront seuls compétens pour statuer sur les réclamations d'état.

327. L'action criminelle contre un délit de suppression d'état, ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état.

Les enfants naturels sont ceux nés hors mariage.

Le Code (art. 331 à 335) les range en deux classes: 1) les enfants adultérins et incestueux; 2) les enfants naturels proprement dits. Les enfants *adultérins* sont ceux dont les père et mère, ou l'un d'eux, étaient, au moment de la conception, engagés dans les liens du mariage avec une autre personne que le père ou la mère.

Les *incestueux* sont les enfants nés de personnes dont le degré de parenté ou d'alliance emportait prohibition de mariage entre eux (art. 161, 162, 163). Enfin, les enfants *naturels proprement dits* sont ceux nés de personnes libres et qui, au moment de la conception, pouvaient contracter mariage entre eux.

756. Les enfants naturels ne sont point héritiers; la loi ne leur accorde de droits sur les biens de leur père ou mère décédés, que lorsqu'ils ont été légalement reconnus. Elle ne leur accorde aucun droit sur les biens des parents de leur père ou mère (*).

(*) Voy. Св. Зак. Гр. Кн. III, Разд. II, гл. I. *Des Droits des Enfants naturels sur les biens de leurs père ou mère, et de la succession aux enfants naturels décédés sans postérité.*

137. Лице, рожденное отъ недѣйствительнаго брака, хотя бы по Монаршей милости ему и былъ предоставленъ какой либо удѣлъ въ родительскомъ имѣніи, не пріобрѣтаетъ чрезъ то правъ на наслѣдство послѣ другихъ родственниковъ.

138. Незаконнорожденные отъ женъ, вдовъ и дѣвокъ городскаго или сельскаго свободнаго состоянія, также отъ солдатскихъ женъ, вдовъ, дѣвокъ и ихъ дочерей, равно какъ и подкидыши, воспитываемые состоящими въ службѣ нижними воинскими чинами, не исключая изъ числа оныхъ и тѣхъ, кои отданы отъ Приказовъ Общественнаго Призрѣнія на воспитаніе, по достиженіи совершеннолѣтія причисляются въ городское или сельское состояніе, въ которое сами поступить пожелаютъ, на основаніи постановленныхъ о семъ правилъ въ Уставѣ о Податяхъ и въ Сводѣ Законовъ о Состояніяхъ.

Примѣчаніе. Правила о причисленіи означенныхъ въ сей статьѣ незаконнорожденныхъ къ городскому или сельскому состоянію по достиженіи ими совершеннолѣтія не распространяются на тѣхъ незаконнорожденныхъ отъ солдатскихъ женъ, вдовъ, дѣвокъ и ихъ дочерей, кои, имѣя двадцать лѣтъ отъ роду, поступили на дѣйствительную военную службу по 26 Августа 1856 года, равно на тѣхъ, кои, на основаніи существовавшихъ прежде постановленій, бывъ причислены къ военному вѣдомству въ званіе каптонистовъ, не возвращены изъ онаго за неподачею до 1 Августа 1858 года прошенія о семъ со стороны ихъ родителей, родственниковъ и воспитателей.

139. Незаконнорожденные отъ крѣпостныхъ женъ и дѣвокъ признаются по матерямъ крѣпкими владѣльцу сихъ послѣднихъ.

140. Незаконнорожденныя дѣти казачьихъ вдовъ, женъ и дѣвокъ зачисляются въ казачье сословіе. Симъ незаконнорожденнымъ не назначается фамиліи отца ихъ или матери, а дается прозваніе по желанію ихъ родителей или воспитателей; подкидышамъ же къ лицамъ казачьяго сословія даются фамиліи воспитателей ихъ тогда, когда они усыновлены воспитателями, а въ противномъ случаѣ они носятъ прозванія по назначенію сихъ послѣднихъ.

Примѣчаніе. Въ казачьихъ войскахъ Восточной Сибири, по неимѣнію въ оныхъ учрежденій общественнаго призрѣнія, тѣхъ изъ незаконнорожденныхъ дѣтей казачьихъ вдовъ, женъ и дѣвокъ, которыя прежде достиженія семилѣтняго возраста останутся круглыми сиротами, а между тѣмъ ни кто изъ лицъ войсковаго сословія не изъявитъ согласія взять ихъ на воспитаніе, дозволяется принимать на воспитаніе лицамъ всѣхъ свободныхъ податныхъ состояній, съ приписною къ своимъ семействамъ, съ разрѣшенія Генералъ-Губернатора Восточной Сибири.

141. Незаконнорожденные сыновья женъ и дочерей Башкирцевъ, Мещеряковъ, Тептярей и Бобылей въ Оренбургской губерніи и казаковъ войскъ Оренбургскаго и Уральскаго, отдаваемыхъ за проступки въ военную службу, равно и законные сыновья отданныхъ за проступки въ военную службу Башкирцевъ, Мещеряковъ, Тептярей и Бобылей и казаковъ, оставляются навсегда въ сихъ сословіяхъ, по принадлежности.

142. Дѣти, незаконно прижитыя разведенными солдтаскими Еван-

гелическаго вѣроисповѣданія, причисляются къ податнымъ состояніямъ по разсмотрѣнію Казенныхъ Палатъ и собственному ихъ желанію.

143. Незаконнорожденные отъ женъ и дочерей нижнихъ почтовыхъ служителей, равно какъ и младенцы, подкидываемые почталіонамъ, причисляются къ почтовому вѣдомству, а таковыя же дѣти, рожденныя отъ женъ, вдовъ и дочерей военныхъ и заводскихъ нижнихъ чиновъ мастеровыхъ, рабочихъ и всѣхъ прочихъ нижняго званія людей, состоящихъ или состоявшихъ въ горномъ вѣдомствѣ, или же въ вѣдомствѣ Екатеринбургской гранильной фабрики, Горюшинскаго мраморнаго завода, Гивдійскихъ и Рускольскихъ мраморныхъ ломокъ и селъ Путилова и Никольскаго, шпалерной мануфактуры и вообще всѣхъ придворныхъ вѣдѣній, причисляется къ тѣмъ вѣдомствамъ, къ которымъ матери принадлежали. Незаконнорожденные отъ женъ, вдовъ и дочерей удѣльныхъ крестьянъ причисляются къ удѣльному вѣдомству.

Примѣчаніе 1. Въ 1857 году постановлено, что вдовы и дочери умершихъ нижнихъ почтовыхъ служителей обязаны приписаться къ мѣщанскимъ обществамъ тѣхъ городовъ, гдѣ онѣ водворятся на жительство; по принадлежащія почтовому вѣдомству малолѣтныя дѣти ссыльныхъ за дурное поведеніе въ Сибирь вдовъ и дочерей почталіоновъ, причисляются къ сиротамъ нижнихъ почтовыхъ служителей со всѣми предоставленными симъ сиротамъ правами.

Примѣчаніе 2. Въ 1858 году постановлено: исключить изъ горнаго вѣдомства, на основаніи указа 25 Декабря 1856 года, дѣтей нижнихъ вольныхъ чиновъ, служащихъ на заводахъ и въ другихъ учрежденіяхъ горнаго вѣдомства.

144. Всѣ воспитанники и незаконнорожденные, сопричтенные къ законнымъ дѣтямъ по особымъ Высочайшимъ указамъ, пользуются ненарушимо всѣми правами и преимуществами, силою тѣхъ указовъ имъ предоставленными.

Примѣчаніе. Высочайшимъ указомъ, объявленнымъ Статсъ-Секретаремъ у принятія прошеній 29 Іюля 1829 года, всѣ приносимыя Его Императорскому Величеству прошенія объ узаконеніи незаконнорожденныхъ дѣтей, или воспитанниковъ, а также о сопричтеніи къ законнымъ дѣтей, рожденныхъ до брака съ настоящею женою, повелѣно, не внося въ Коммисію Прошеній, оставлять безъ движенія.

De la légitimation des enfants naturels.

351. Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage, ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration.

352. La légitimation peut avoir lieu, même en faveur des enfants décédés qui ont laissé des descendants; et, dans ce cas, elle profite à ces descendants.

353. Les enfants légitimés par le mariage subséquent auront les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage.

De la reconnaissance des enfants naturels.

354. La reconnaissance d'un enfant naturel sera faite par un acte authentique, lorsqu'elle ne l'aura pas été dans son acte de naissance.

355. Cette reconnaissance ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin.

356. La reconnaissance du père, sans l'indication et l'aveu de la mère, n'a d'effet qu'à l'égard du père.

Отдѣленіе третіе.

О дѣтяхъ усыновленныхъ.

I. Объ усыновленіи дворянами.

145. Дворянамъ, не имѣющимъ ни потомковъ, ни сродниковъ мужескаго пола той же фамиліи, дозволяется, для возобновленія оной, усыновлять ближайшихъ своихъ законнорожденныхъ родственниковъ, чрезъ передачу имъ, при жизни своей, фамиліи и герба, или присовокупленіемъ оныхъ къ ихъ фамиліи и гербу.

146. Усыновленіе производится не иначе, какъ съ Высочайшаго соизволенія.

337. La reconnaissance faite pendant le mariage, par l'un des époux, au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu, avant son mariage, d'un autre que de son époux, ne pourra nuire ni à celui-ci, ni aux enfants nés de ce mariage.

Néanmoins elle produira son effet après la dissolution de ce mariage, s'il n'en reste pas d'enfants.

338. L'enfant naturel reconnu ne pourra réclamer les droits d'enfant légitime. Les droits des enfants naturels seront réglés au titre *des Successions*. C. 158 à 162, 334, 383, 723, 724, 756 à 766, 769 à 773, 908.

339. Toute reconnaissance de la part du père ou de la mère, de même que toute réclamation de la part de l'enfant, pourra etre contestée par tous ceux qui y auront intérêt.

340. La recherche de la paternité est interdite. Dans le cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapportera à celle de la conception, le ravisseur pourra être, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant.

341. La recherche de la maternité est admise.

L'enfant qui réclamera sa mère, sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée.

Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins, que lorsqu'il aura déjà un commencement de preuve par écrit.

342. Un enfant ne sera jamais admis à la recherche soit de la paternité, soit de la maternité, dans les cas où, suivant l'article 335, la reconnaissance n'est pas admise.

DE L'ADOPTION ET DE LA TUTELLE OFFICIEUSE.

CHAPITRE PREMIER.

De l'adoption.

SECTION I.

De l'adoption et de ses effets.

343. L'adoption n'est permise qu'aux personnes de l'un ou de l'autre sexe, âgées de plus de cinquante ans, qui n'auront, à l'époque de l'adoption, ni enfans, ni descendans légitimes, et qui auront au moins quinze ans de plus que les individus qu'elles se proposent d'adopter.

344. Nul ne peut être adopté par plusieurs, si ce n'est par deux époux.

Hors le cas de l'article 366, nul époux ne peut adopter qu'avec le consentement de l'autre conjoint.

147. Усыновлять предоставляется не только одного, но и нѣсколькихъ, съ присовокупленіемъ имъ всѣмъ фамиліи усыновляющаго.

148. Не требуется, чтобъ усыновляемый былъ непремѣнно сирота. Но если его родители живы, то для усыновленія нужно ихъ согласіе.

149. Съ усыновленіемъ не сопрягается никакого преимущества въ правѣ наслѣдованія; посему усыновленные наслѣдуютъ не иначе, какъ по общимъ законамъ.

150. Сверхъ сего дозволяется, съ Высочайшаго разрѣшенія, такимъ безпотомственнымъ дворянамъ, о коихъ упомянуто въ статьѣ 145, передать фамилію свою мужу одной изъ родственницъ ихъ же фамиліи. Право наслѣдованія лица, принявшаго такимъ образомъ фамилію жены своей, учреждается по статьѣ 1160 сего Свода.

II. Объ усыновленіи городскими и сельскими обывателями.

151. Пріемыши купцовъ безъ различія гильдій, установленнымъ ниже порядкомъ усыновленные, приписываются къ семейнымъ капиталамъ и вступаютъ во всѣ права законныхъ дѣтей. Но если надлежащаго усыновленія совершено не будетъ, то купеческіе пріемыши числятся въ купеческомъ званіи только до совершеннолѣтія, а по достиженіи онаго должны или вступить въ гильдію особо своимъ лицемъ, или записаться въ мѣщанство.

152. Въ отношеніи усыновленія купцами ихъ воспитанниковъ постановляются слѣдующія правила: 1) Купецъ, купеческій братъ или сынъ, не имѣющій дѣтей, можетъ находящагося у него на воспитаніи, или пріемыша, усыновить и ввести во всѣ права, законнымъ дѣтямъ принадлежащія. 2) Для сего онъ испрашиваетъ свидѣтельства: а) о подкидышѣ, не помнящемъ родства, отъ городской полиціи о томъ, когда объ немъ объявлено полиціи, было ли при подкинутіи объявлено, что онъ окрещенъ; буде объявлено не было, то когда подкинутый окрещенъ (если принимаетъ Христіанскаго исповѣданія), и какія даны подкидышу имя, отчество и фамилія; б) о воспитанникѣ, знающемъ отъ кого онъ рожденъ (разумѣя также Христіанина), во первыхъ отъ Духовной Консисторіи о времени его рожденія и крещенія, и во вторыхъ отъ полиціи: чей онъ именно сынъ, законно или незаконнорожденный, когда отъ родителей отданъ на воспитаніе, и буде родители въ живыхъ находятся, то согласны ли они на то, чтобы онъ воспитателемъ былъ усыновленъ.

153. По полученіи таковыхъ свидѣтельствъ, воспитатель представляетъ оныя, а равно и другіе документы, если какіе у него о воспитанникѣ имѣются, въ Магистратъ того города, въ которомъ онъ въ купече-

345. La faculté d'adopter ne pourra être exercée qu'envers l'individu à qui l'on aura, dans sa minorité et pendant six ans au moins, fourni des secours et donné des soins non interrompus, ou envers celui qui aurait sauvé la vie à l'adoptant, soit dans un combat, soit en le retirant des flammes ou des flots.

Il suffira, dans ce deuxième cas, que l'adoptant soit majeur, plus âgé que l'adopté, sans enfans ni descendans légitimes; et s'il est marié, que son conjoint consente à l'adoption.

346. L'adoption ne pourra, en aucun cas, avoir lieu avant la majorité de l'adopté. Si l'adopté, ayant encore ses père et mère, ou l'un des deux, n'a point accompli sa vingt-cinquième année, il sera tenu de rapporter le consentement donné à l'adoption par ses père et mère, ou par le survivant; et s'il est majeur de vint-cinq ans, de requérir leur conseil.

347. L'adoption conférera le nom de l'adoptant à l'adopté, en l'ajoutant au nom propre de ce dernier.

348. L'adopté restera dans sa famille naturelle, et y conservera tous ses droits; néanmoins le mariage est prohibé:

Entre l'adoptant, l'adopté et ses descendans;

Entre les enfans adoptifs du même individu;

Entre l'adopté et les enfans qui pourroient survenir à l'adoptant;

Entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant, et réciproquement entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté.

349. L'obligation naturelle, qui continuera d'exister entre l'adopté et ses père et mère, de se fournir des alimens dans les cas déterminés par la loi, sera considérée comme commune à l'adoptant et à l'adopté, l'un envers l'autre.

350. L'adopté n'acquerra aucun droit de successibilité sur les biens des parens de l'adoptant; mais il aura sur la succession de l'adoptant les mêmes droits que ceux qu'y aurait l'enfant né en mariage, même quand il y aurait d'autres enfans de cette dernière qualité nés depuis l'adoption.

351. Si l'adopté meurt sans descendans légitimes, les choses données par l'adoptant, ou recueillies dans sa succession, et qui existeront en nature lors du décès de l'adopté, retourneront à l'adoptant ou à ses descendans, à la charge de contribuer aux dettes, et sans préjudice des droits des tiers.

Le surplus des biens de l'adopté appartiendra à ses propres parens; et ceux-ci excluront toujours, pour les objets même spécifiés au présent article, tous héritiers de l'adoptant autres que ses descendans.

352. Si, du vivant de l'adoptant, et après le décès de l'adopté, les enfans ou descendans laissés par celui-ci mouraient eux-mêmes sans postérité, l'adop-

скомъ званіи записаннымъ состоитъ, при прошеніи объ усыновленіи воспитанника его и о введеніи въ права, законнымъ дѣтямъ принадлежащія. Магистратъ разсматриваетъ прошеніе и документы, и когда окажется, что находящійся на воспитаніи не есть незаконнорожденный сынъ того лица, у кого на воспитаніи находится, то дѣлаетъ постановленіе какъ объ усыновленіи воспитанника, такъ и о введеніи его во всѣ права, законнымъ дѣтямъ принадлежащія; но, не приводя постановленія сего въ исполненіе, представляетъ вмѣстѣ съ документами на разсмотрѣніе къ Губернатору, который, по разсмотрѣніи представленія Магистрата и документовъ, представляетъ о томъ, при своемъ мнѣніи, Правительствующему Сенату.

154. Если Правительствующій Сенатъ найдетъ, что всѣ установленныя на сей предметъ правила соблюдены и законнаго препятствія къ усыновленію не представляется, то даетъ свое разрѣшеніе на приведеніе постановленія Магистрата въ исполненіе, и тогда воспитанникъ купца, купеческаго сына или брата принимаетъ фамилію воспитателя его и вводится во всѣ права, роднымъ дѣтямъ принадлежащія. Но воспитанники и пріемыши купцовъ, имѣющихъ званіе потомственныхъ почетныхъ гражданъ, при усыновленіи сими послѣдними, къ почетному гражданству не причисляются и возводятся въ оное въ томъ только случаѣ, когда сами на званіе сіе пріобрѣтутъ право.

155. Для мѣщанъ и сельскихъ обывателей усыновленіе замѣняется приписною къ семействамъ.

156. Мѣщане и крестьяне казеннаго вѣдомства, въ томъ числѣ и водворенные на собственныхъ земляхъ, могутъ приписывать къ своимъ семействамъ пріемлемыхъ ими на воспитаніе подкидышей, не помнящихъ родства, и сиротъ всѣхъ податныхъ состояній безъ различія, равно какъ и помнящихъ родство свое круглыхъ сиротъ. Послѣдствіемъ такой приписки есть причисленіе воспитанниковъ къ тому же состоянію, къ которому принадлежатъ воспитатели. Усыновленіе мѣщанами въ видѣ приписки должно происходить съ утвержденія Казенныхъ Палатъ.

Примѣчаніе. Правила для усыновленія питомцевъ С.-Петербургскаго Воспитательнаго Дома казенными крестьянами разныхъ наименованій въ губерніяхъ С.-Петербургской, Новгородской и Псковской означены въ приложеніи къ сей статьѣ, съ распространеніемъ ихъ и на усыновленіе воспитанными сторожами при казенныхъ лѣсахъ питомцевъ Воспитательныхъ Домовъ.

157. Приписка къ семействамъ мѣщанскимъ и крестьянскимъ сиротъ податнаго состоянія вообще должна быть производима съ вѣдома городскихъ и мірскихъ обществъ; но согласія обществъ на приписку сиротъ не требуется. Подобно сему, и въ сословіи государственныхъ крестьянъ, водворенныхъ на собственныхъ земляхъ, приписка сиротъ также долж-

tant succédera aux choses par lui données, comme il est dit en l'article précédent; mais ce droit sera inhérent à la personne de l'adoptant, et non transmissible à ses héritiers, même en ligne descendante.

SECTION II.

Des formes de l' adoption.

353. La personne qui se proposera d'adopter, et celle qui voudra être adoptée, se présenteront devant le juge de paix du domicile de l'adoptant, pour y passer acte de leurs consentemens respectifs.

354. Une expédition de cet acte sera remise, dans les dix jours suivans, par la partie la plus diligente, au procureur impérial près le tribunal de première instance dans le ressort duquel se trouvera le domicile de l'adoptant, pour être soumise à l'homologation de ce tribunal.

355. Le tribunal, réuni en la chambre du conseil, et après s'être procuré les renseignemens convenables, vérifiera: 1) si toutes les conditions de la loi sont remplies; 2) si la personne qui se propose d'adopter jouit d'une bonne réputation.

356. Après avoir entendu le procureur impérial, et sans aucune autre forme de procédure, le tribunal prononcera, sans énoncer de motifs, en ces termes: *Il y a lieu*, ou *Il n'y a pas lieu à l'adoption.*

357. Dans le mois qui suivra le jugement du tribunal de première instance, ce jugement sera, sur les poursuites de la partie la plus diligente, soumis à la cour impériale, qui instruira dans les mêmes formes que le tribunal de première instance, et prononcera, sans énoncer de motifs: *Le jugement est confirmé*, ou *Le jugement est réformé; en conséquence, il y a lieu*, ou *il n'y a pas lieu à l'adoption.*

358. Tout arrêt de la cour impériale qui admettra une adoption, sera prononcé à l'audience, et affiché en tels lieux et en tel nombre d'exemplaires que le tribunal jugera convenable.

359. Dans les trois mois qui suivront ce jugement, l'adoption sera inscrite, à la réquisition de l'une ou de l'autre des parties, sur le registre de l'état civil du lieu où l'adoptant sera domicilié.

Cette inscription n'aura lieu que sur le vu d'une expédition, en forme, du jugement de la cour impériale; et l'adoption restera sans effet, si elle n'a été inscrite dans ce délai.

360. Si l'adoptant venait à mourir après que l'acte constatant la volonté de former le contrat d'adoption a été reçu par le juge de paix et porté devant

на быть чинима съ вѣдома ихъ обществъ, и если общество не изъявитъ на то согласія, то хотя симъ отказомъ и не преграждается право принять сироту на воспитаніе, но въ семъ случаѣ общество не обязывается уже надѣлять его участкомъ земли, и пріемышъ долженъ довольствоваться токмо участкомъ, принадлежащимъ тому семейству, къ коему онъ причисленъ.

158. При принятіи на воспитаніе сиротъ, помнящихъ свое родство, надлежитъ наблюдать, чтобы воспитатели податнаго состоянія не приписывали къ семействамъ своимъ иныхъ, какъ токмо сиротъ также податнаго состоянія.

159. Подати и повинности съ сиротъ, положенныхъ въ ревизію, платятся ихъ воспитателями; но если сирота приписанъ податному состоянію послѣ ревизіи, то какъ онъ самъ, такъ и воспитатель его отъ платежа за него податей и повинностей до новой ревизіи остаются свободными.

160. Подкидыши, принимаемые и воспитываемые солдатами, или ихъ вдовами, могутъ быть приписываемы ко всѣмъ состояніямъ, кромѣ крѣпостнаго, по усмотрѣнію воспитателей.

161. Безсемейнымъ нижнимъ чинамъ казачьихъ войскъ Восточной Сибири дозволяется усыновлять малолѣтковъ и казаковъ, имѣющихъ родителей, съ тѣмъ, чтобы такое усыновленіе производилось не иначе, какъ съ согласія родителей усыновляемаго и въ томъ случаѣ, когда оно мѣстнымъ войсковымъ начальствомъ будетъ признано полезнымъ какъ для усыновляющаго, такъ и для усыновляемаго.

162. Въ отвращеніе всякихъ при принятіи сиротъ подлоговъ, какъ въ сокрытіи извѣстнаго происхожденія сироты, который по оному не долженъ бы быть приписанъ къ семейству изъявляющаго на то желаніе воспитателя, такъ и самаго состоянія сироты, или того, что онъ не есть круглый сирота, или что онъ записанъ уже въ другое податное званіе, предоставляется обществамъ имѣть должное за симъ наблюденіе, и такой подлогъ или укрывательство доказывать установленнымъ для сего порядкомъ.

163. Право усыновленія подкидышей или не помнящихъ родства, предоставленное Россійскимъ подданнымъ мѣщанскаго и сельскаго званія, распространяется и на живущихъ въ Россіи иностранцевъ, не принявшихъ Россійскаго подданства, но съ тѣмъ, чтобъ усыновляемые подкидыши, которыхъ происхожденіе и крещеніе не извѣстны, были крещены и воспитываемы въ Православномъ исповѣданіи, кромѣ только трехъ Прибалтійскихъ губерній, для коихъ сіе правило не обязательно, и что-

les tribunaux, et avant que ceux-ci eussent définitivement prononcé, l'instruction sera continuée et l'adoption admise, s'il y a lieu.

Les héritiers de l'adoptant pourront, s'ils croient l'adoption inadmissible, remettre au procureur impérial tous mémoires et observations à ce sujet.

CHAPITRE II.

De la Tutelle officieuse (*).

361. Tout individu âgé de plus de cinquante ans, et sans enfans ni descendans légitimes, qui voudra, durant la minorité d'un individu, se l'attacher par un titre légal, pourra devenir son tuteur officieux, en obtenant le consentement des père et mère de l'enfant, ou du survivant d'entre eux, ou, à leur défaut, d'un conseil de famille, ou enfin, si l'enfant n'a point de parens connus, en obtenant le consentement des administrateurs de l'hospice où il aura été recueilli, ou de la municipalité du lieu de sa résidence.

362. Un époux ne peut devenir tuteur officieux qu'avec le consentement de l'autre conjoint.

363. Le juge de paix du domicile de l'enfant dressera procès-verbal des demandes et consentements relatifs à la tutelle.

364. Cette tutelle ne pourra avoir lieu qu'au profit d'enfants âgés de moins de quinze ans.

Elle emportera avec soi, sans préjudice de toutes stipulations particulières, l'obligation de nourrir le pupille, de l'élever, de le mettre en état de gagner sa vie.

365. Si le pupille a quelque bien, et s'il était antérieurement en tutelle, l'administration de ses biens, comme celle de sa personne, passera au tuteur officieux, qui ne pourra néanmoins imputer les dépenses de l'éducation sur les revenus du pupille.

366. Si le tuteur officieux, après cinq ans révolus depuis la tutelle, et dans la prévoyance de son décès avant la majorité du pupille, lui confère l'adoption par acte testamentaire, cette disposition sera valable, pourvu que le tuteur officieux ne laisse point d'enfants légitimes.

367. Dans le cas où le tuteur officieux mourrait soit avant les cinq ans, soit après ce temps, sans avoir adopté son pupille, il sera fourni à celui-ci,

---

(*) *La tutelle officieuse* est d'institution moderne. Elle tient tout à la fois de la tutelle proprement dite et de l'adoption. Elle impose à celui qui s'est volontairement déclaré tuteur officieux d'un mineur l'obligation de nourrir, d'élever gratuitement ce dernier, et de le mettre en état de pourvoir à son existence, lors de sa majorité (Voy. les art. 361, 369)

бы, сверхъ того, они сохраняли званіе Россійскихъ подданныхъ; въ причисленіи же таковыхъ лицъ по первой за тѣмъ ревизіи къ надлежащему сословію, должно быть поступаемо по законамъ, на сей предметъ постановленнымъ.

ГЛАВА ВТОРАЯ.

О власти родительской.

Отдѣленіе первое.

О власти родительской въ личныхъ отношеніяхъ.

I. Права родителей.

164. Власть родительская простирается на дѣтей обоего пола и всякаго возраста, съ различіемъ и въ предѣлахъ, законами для сего постановленныхъ.

165. Родители, для исправленія дѣтей строптивыхъ и не повинующихся, имѣютъ право употреблять домашнія исправительныя мѣры. Въ случаѣ же безуспѣшности сихъ средствъ, родители властны:

1) Дѣтей обоего пола, не состоящихъ въ государственной службѣ, за упорное неповиновеніе родительской власти, развратную жизнь и другіе явные пороки, отдавать въ смирительные домы, по правиламъ, постановленнымъ въ статьѣ 2164 Уложенія о Наказаніяхъ.

2) Приносить на нихъ жалобы въ Совѣстныхъ Судахъ.

durant sa minorité, des moyens de subsister, dont la quotité et l'espèce, s'il n'y a été antérieurement pourvu par une convention formelle, seront réglées soit amiablement entre les représentants respectifs du tuteur et du pupille, soit judiciairement en cas de contestation.

368. Si, à la majorité du pupille, son tuteur officieux veut l'adopter, et que le premier y consente, il sera procédé à l'adoption selon les formes prescrites au chapitre précédent, et les effets en seront, en tous points, les mêmes.

369. Si, dans les trois mois qui suivront la majorité du pupille, les réquisitions par lui faites à son tuteur officieux, à fin d'adoption, sont restées sans effet, et que le pupille ne se trouve point en état de gagner sa vie, le tuteur officieux pourra être condamné à indemniser le pupille de l'incapacité où celui-ci pourrait se trouver de pourvoir à sa subsistance.

Cette indemnité se résoudra en secours propres à lui procurer un métier; le tout sans préjudice des stipulations qui auraient pu avoir lieu dans la prévoyance de ce cas.

370. Le tuteur officieux qui aurait eu l'administration de quelques biens pupillaires. en devra rendre compte dans tous les cas.

372. L'enfant reste sous l'autorité de ses père et mère jusqu'à sa majorité ou son émancipation.

373. Le père seul exerce cette autorité durant le mariage.

375. Le père qui aura des sujets de mécontentement très-graves sur la conduite d'un enfant, aura les moyens de correction suivants.

376. Si l'enfant est âgé de moins de seize ans commencés, le père pourra le faire détenir pendant un temps qui ne pourra excéder un mois; et, à cet effet, le président du tribunal d'arrondissement devra, sur sa demande, délivrer l'ordre d'arrestation.

377. Depuis l'âge de seize ans commencés jusqu'à la majorité ou l'éman-

Примѣчаніе. Дѣла по жалобамъ государственныхъ крестьянъ на дѣтей ихъ производятся на основаніи правилъ изложенныхъ въ статьѣ 3203 Общаго Губернскаго Учрежденія и въ Уставѣ о Благоустройствѣ въ Казенныхъ Селеніяхъ.

166. Въ дѣлахъ объ оскорбленіи родителей дѣтьми соблюдаются слѣдующія правила:

1) Отъ родителей, по принесенной ими жалобѣ на дѣтей своихъ, не требуется никакихъ доказательствъ, кромѣ случаевъ, ниже упомянутыхъ и никакого формальнаго слѣдствія по дѣламъ сего рода не производится. Но родители обязаны, по требованію Совѣстнаго Суда или замѣняющаго оный судебнаго мѣста, дать всѣ объясненія, какія почтены будутъ нужными, и притомъ лично или письменно, какъ Судъ признаетъ удобнѣйшимъ. По истребленіи отъ родителей всѣхъ нужныхъ объясненій, Совѣстный Судъ или подлежащее судебное мѣсто спрашиваетъ дѣтей, на которыхъ принесена жалоба, что они могутъ представить въ свое оправданіе. Вопросъ сей присутствующимъ дѣтямъ дѣлается всегда лично въ Судѣ; письменное же объясненіе допускается только въ случаяхъ, въ статьѣ 1228 Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ опредѣленныхъ, и въ томъ случаѣ, когда спрашиваемый, находясь въ отлучкѣ, не можетъ явиться немедленно по требованію Суда. Всякое показаніе въ отобранномъ объясненіи, имѣющее видъ извѣта на родителей, не будучи собственно нужно для оправданія, а равно всякое непочтительное выраженіе въ отношеніи къ родителямъ, отягощаетъ вину дѣтей. По разсмотрѣніи представленныхъ обвиняемыми дѣтьми доказательствъ, Совѣстный Судъ или подлежащее судебное мѣсто постановляетъ опредѣленіе: или объ освобожденіи ихъ отъ дѣла, или о наказаніи по мѣрѣ вины, принимая впрочемъ въ уваженіе раскаяніе подсудимыхъ дѣтей, и прекращая всякое по жалобѣ дѣйствіе, коль скоро вступитъ отъ оскорбленныхъ родителей просьба о прощеніи.

2) Если во время принесенія родителями жалобы на своихъ дѣтей, будетъ въ виду несправедливость первыхъ въ отношеніи къ послѣднимъ по раздѣлу имѣнія, или по какой либо другой гражданской тяжбѣ: то судопроизводство, по жалобѣ родителей, пріостановляется впредь до окончательнаго разрѣшенія гражданской тяжбы.

3) Если разрѣшеніе сей тяжбы докажетъ неправильныя притязанія со стороны родителей: то, въ слѣдствіе сей явной ихъ несправедливости, удовлетворяются прошенія ихъ о наказаніи дѣтей не иначе, какъ по строгомъ изысканіи справедливости ихъ жалобы.

4) Отзывы дѣтей о подобныхъ гражданскихъ тяжбахъ принимаются только тогда, когда родители письмами, или другими бумагами, за ихъ подписью, изъявили неправильныя къ нимъ притязанія.

5) По зависимости замужней дочери отъ ея мужа, жалобы родителей на неповиновеніе и оскорбленія, нанесенныя таковыми дочерьми, прини-

cipation, le père pourra seulement requérir la détention de son enfant pendant six mois au plus: il s'adressera au président dudit tribunal, qui, après en avoir conféré avec le procureur impérial, délivrera l'ordre d'arrestation ou le refusera, et pourra, dans le premier cas, abréger le temps de la détention requis par le père.

378. Il n'y aura, dans l'un et l'autre cas, aucune écriture ni formalité judiciaire, si ce n'est l'ordre même d'arrestation, dans lequel les motifs n'en seront pas énoncés.

Le père sera seulement tenu de souscrire une soumission de payer tous les frais, et de fournir les alimens convenables.

379. Le père est toujours maître d'abréger la durée de la détention par lui ordonnée ou requise. Si, après sa sortie, l'enfant tombe dans de nouveaux écarts, la détention pourra être de nouveau ordonnée de la manière prescrite aux articles précédens.

380. Si le père est remarié, il sera tenu, pour faire détenir son enfant du premier lit, lors même qu'il seroit âgé de moins de seize ans, de se conformer à l'article 377.

381. La mère survivante et non remariée ne pourra faire détenir un enfant qu'avec le concours des deux plus proches parens paternels, et par voie de réquisition, conformément à l'article 377.

382. Lorsque l'enfant aura des biens personnels, ou lorsqu'il exercera un état, sa détention ne pourra, même au-dessous de seize ans, avoir lieu que par voie de réquisition, en la forme prescrite par l'article 377.

L'enfant détenu pourra adresser un mémoire au procureur général près la cour royale. Celui-ci se fera rendre compte par le procureur impérial près le tribunal de première instance, et fera son rapport au président de la cour impériale, qui, après en avoir donné avis au père, et après avoir recueilli tous les renseignemens, pourra révoquer ou modifier l'ordre délivré par le président du tribunal de première instance.

383. Les articles 376, 377, 378 et 379, seront communs aux pères et mères des enfans naturels légalement reconnus.

маются къ обвиненію ихъ не иначе, какъ съ доказательствами, обличающими ихъ вину.

Примѣчаніе. Порядокъ разсмотрѣнія дѣлъ сего рода Таврическимъ Магометанскимъ Духовенствомъ изложенъ въ Законахъ о Судопроизводствѣ Уголовномъ.

167. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, родителямъ предоставляется отречься отъ дѣтей въ слѣдующихъ, совершенно предъ судомъ доказанныхъ, случаяхъ:

1) Если дѣти, забывъ страхъ Божій, дерзнули поднять на родителей руку или толкнули ихъ въ гнѣвѣ.

2) Когда они по злобѣ, а не для государственной пользы, свидѣтельствовали противъ родителей въ дѣлахъ уголовныхъ.

3) Если они отказались въ уголовномъ дѣлѣ взять родителей на поручительство.

4) Когда дочь предалась распутной жизни.

5) Если они покусились у родителей отнять принадлежащее симъ послѣднимъ имущество.

6) Когда они отказали престарѣлымъ родителямъ въ необходимомъ содержаніи.

7) Если они, пользуясь родительскимъ имуществомъ, не дали имъ помощи въ бѣдственныхъ обстоятельствахъ.

168. Въ личныхъ обидахъ или оскорбленіяхъ отъ дѣтей на родителей не пріемлется никакого иска, ни гражданскимъ, ни уголовнымъ порядкомъ. Но правило сіе не распространяется на тѣ случаи, когда родители, въ отношеніи къ лицу дѣтей своихъ, покушаются на такія дѣянія, которыя по общимъ законамъ подлежатъ наказанію уголовному; въ сихъ случаяхъ, мѣстныя начальства, доставляя нужную защиту притѣсняемымъ, дѣйствуютъ въ послѣдованіи дѣла и въ преданіи виновныхъ суду по общимъ уголовнымъ законамъ.

169. Родители не могутъ принуждать своихъ дѣтей къ совершенію дѣяній противозаконныхъ или къ соучастію въ оныхъ; дѣти освобождаются въ семъ случаѣ отъ обязанности повиноваться имъ противъ своей совѣсти, особливо въ томъ, что требуетъ собственнаго ихъ разсужденія и воли.

170. Родители не имѣютъ права на жизнь дѣтей, и за убійство ихъ судятся и наказываются по уголовнымъ законамъ.

171. Родители не имѣютъ права укрѣплять кому либо своихъ дѣтей.

Примѣчаніе. Постановленныя для Сибирскаго края и для Мезенскихъ Самоѣдовъ особенныя правила, относительно отдачи родителями дѣтей въ работу и въ науку, изложены въ статьяхъ 2284—2286 сего Свода.

II. Обязанности родителей.

172. Родители обязаны давать несовершеннолѣтнимъ дѣтямъ пропитаніе, одежду и воспитаніе, доброе и честное, по своему состоянію.

173. Они должны обращать все свое вниманіе на нравственное образованіе своихъ дѣтей и стараться домашнимъ воспитаніемъ приготовить правы ихъ и содѣйствовать видамъ правительства. Впрочемъ, родителямъ предоставляется на волю воспитывать дѣтей своихъ дома, или отдавать ихъ въ общественныя заведенія, отъ правительства или частныхъ лицъ учрежденныя. Но какъ въ томъ, такъ и въ другомъ случаѣ дѣти должны быть воспитываемы отъ десяти до восемнадцати лѣтъ внутри Россіи.

174. По достиженіи дѣтьми надлежащаго возраста, родители пекутся о опредѣленіи сыновей въ службу или въ промыселъ, соотвѣтственно ихъ состоянію, и объ отдачѣ дочерей въ замужество.

175. Въ случаѣ личной обиды, несовершеннолѣтнимъ дѣтямъ нанесенной, родители имѣютъ право вступаться за нихъ и производить искъ узаконеннымъ порядкомъ.

176. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, по обидамъ, кому либо сдѣланнымъ неотдѣльными дѣтьми, обязанность удовлетворенія возлагается на ихъ родителей, т. е. на отца если онъ живъ, а на мать лишь въ такомъ случаѣ, когда она послѣ смерти мужа владѣетъ или собственнымъ своимъ, или записаннымъ ей отъ мужа имѣніемъ.

III. Обязанности дѣтей.

177. Дѣти должны оказывать родителямъ чистосердечное почтеніе, послушаніе, покорность и любовъ; служить имъ на самомъ дѣлѣ, отзываться объ нихъ съ почтеніемъ, и сносить родительскія увѣщанія и исправленія терпѣливо и безъ ропота. Почтеніе дѣтей къ памяти родителей должно продолжатся и по кончинѣ родителей.

IV. Прекращеніе личной родительской власти.

178. Личная родительская власть прекращается единственно смертію естественною, или лишеніемъ всѣхъ правъ состоянія, когда въ послѣднемъ случаѣ дѣти не послѣдуютъ въ ссылку за своими родителями.

203. Les époux contractent ensemble, par le fait seul du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfans.

204. L'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement (*).

371. L'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère.

372. L'enfant reste sous l'autorité de ses père et mère jusqu'à sa majorité ou son émancipation.

(*) On considère comme *établissement* une charge quelconque, un fonds de commerce, les instruments nécessaires pour l'exercice d'une profession. Mais *l'éducation*, et *l'apprentissage* ne constituent pas un établissement.

179. Личная родительская власть не прекращается, но ограничивается:

1) Поступленіемъ дѣтей въ общественное училище, начальство коего заступаетъ тогда по ихъ воспитанію мѣсто родителей.

2) Опредѣленіемъ дѣтей въ службу, когда, вступая въ новыя отношенія и получая чрезъ то новыя обязанности, они не могутъ уже оставаться въ прежней непосредственной отъ родителей зависимости.

3) Вступленіемъ дочерей въ замужство, поелику одно лице двумъ неограниченнымъ властямъ, каковы родительская и супружная, совершенно удовлетворить не въ состояніи, и дочь, оставившая домъ свой и прилѣпившаяся къ мужу, не можетъ быть подвержена повиновенію родителей въ такой же мѣрѣ, какъ другія, находящіяся при нихъ дѣти.

Отдѣленіе второе.

О власти родительской по имуществу.

180. Во время несовершеннолѣтія дѣтей, родители управляютъ имуществомъ, собственно дѣтямъ принадлежащимъ, на правѣ опекунскомъ, по правиламъ, въ слѣдующемъ раздѣлѣ постановленнымъ.

181. Дѣйствіе родительской власти на дѣтей совершеннолѣтнихъ, относительно ихъ имущества, установляется закономъ различно, по состоянію дѣтей неотдѣленныхъ и отдѣленныхъ.

I. О дѣтяхъ неотдѣленныхъ.

182. *Неотдѣленными* дѣтьми признаются собственно тѣ, которымъ изъ родительскаго имѣнія не выдѣлено еще никакой части.

183. Неотдѣленныя дѣти не могутъ ни продавать, ни закладывать родительскаго или другаго ожидаемаго ими въ наслѣдство имѣнія.

374. L'enfant ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père, si ce n'est pour enrôlement volontaire, après l'âge de dix-huit ans révolus.

«L'engagé volontaire devra, s'il a moins de vingt ans, justifier du consentement de ses père, mère ou tuteur. Ce dernier devra être autorisé par une délibération du conseil de famille.» (Loi du 21 mars 1832, art. 32 5°.)

«Dix-sept ans accomplis». (D. des 10—13 juillet 1848.)

384. Le père, durant le mariage, et, après la dissolution du mariage, le survivant des père et mère, auront la jouissance des biens de leurs enfans jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis, ou jusqu'à l'émancipation qui pourrait avoir lieu avant l'âge de dix-huit ans.

385. Les charges de cette jouissance seront:

1) Celles auxquelles sont tenus les usufruitiers;
2) La nourriture, l'entretien et l'éducation des enfans, selon leur fortune;
3) Le paiement des arrérages ou intérêts des capitaux;
4) Les frais funéraires et ceux de dernière maladie.

386. Cette jouissance n'aura pas lieu au profit de celui des père et mère contre lequel le divorce aurait été prononcé, et elle cessera à l'égard de la mère dans le cas d'un second mariage (*).

387. Elle ne s'étendra pas aux biens que les enfans pourront acquérir par un travail et une industrie séparés, ni à ceux qui leur seront donnés ou légués sous la condition expresse que les père et mère n'en jouiront pas.

(*) Le divorce est aboli (Loi du 8 mai 1816).

184. По заемнымъ письмамъ и вообще всякимъ долговымъ актамъ неотдѣленныхъ дѣтей родители не отвѣтствуютъ, если сіи письма и акты даны безъ ихъ согласія и уполномочія.

185. Согласіе родителей (ст. 184) удостовѣряется или собственноручною ихъ подписью на актахъ, или же, въ случаѣ безграмотства, законно совершенною довѣренностію.

186. Въ отлучкахъ родителей или въ отсутствіи самихъ неотдѣленныхъ дѣтей, право ихъ обязываться денежными займами утверждается дозволительными отъ родителей письмами, въ надлежащемъ присутственномъ мѣстѣ засвидѣтельствованными. Въ письмахъ сихъ должно означать сумму, до которой довѣріе можетъ простираться.

187. По обязательствамъ, совершеннымъ неотдѣленными дѣтьми въ слѣдствіе такого дозволенія, родители отвѣчаютъ своимъ имѣніемъ точно такъ же, какъ бы оныя даны были собственно отъ ихъ лица.

188. Всякіе акты и крѣпости, совершенные неотдѣленными дѣтьми безъ дозволенія и согласія родителей, вышеизложеннымъ порядкомъ удостовѣреннаго, признаются въ отношеніи къ родителямъ недѣйствительными; но дѣти, давшія таковыя обязательства, если они были уже тогда въ совершенномъ возрастѣ, отвѣчаютъ по оныхъ всѣмъ въ послѣдствіи пріобрѣтеннымъ или дошедшимъ къ нимъ по наслѣдству имуществомъ.

189. Неотдѣленныя дѣти купеческаго состоянія могутъ дѣйствовать въ дѣлахъ торговыхъ не иначе, какъ по довѣренности начальника семейства, на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Уставѣ Торговомъ, статьяхъ 51—55. Купеческія дочери, хотя бы онѣ были совершенныхъ лѣтъ, не могутъ обязываться векселями безъ согласія своихъ отцовъ, если онѣ не производятъ торговли отъ собственнаго своего лица.

II. О дѣтяхъ отдѣленныхъ.

190. Дѣти признаются *отдѣленными* отъ родителей, когда выдѣлена имъ будетъ законная или какая либо другая часть изъ родительскаго имущества.

191. По вступленіи въ совершенный возрастъ, дѣти распоряжаютъ и управляютъ отдѣльнымъ своимъ имуществомъ независимо; они могутъ тогда продавать и закладывать его по собственному ихъ усмотрѣнію, не обязываясь испрашивать на сіе согласія или дозволенія родителей.

192. Тѣ изъ неотдѣленныхъ дѣтей, кои получатъ или пріобрѣтутъ сами имущество въ частную свою собственность, пользуются, относительно управленія и распоряженія онымъ, одинакими правами съ дѣтьми

отдѣленными, на основаніи общихъ узаконеній. Ограниченія сего правила, въ отношеніи къ торговому состоянію, означены въ Уставѣ Торговомъ, статьяхъ 1935 и 1936.

193. Родители не имѣютъ права на отдѣленное или частное имущество своихъ дѣтей, и не могутъ распоряжать онымъ иначе, какъ по согласію и уполномочію самихъ владѣльцевъ, отвѣтствуя въ противномъ случаѣ за всѣ нанесенные виною ихъ убытки, наравнѣ съ лицемъ посторонним. За присвоеніе и растрату принадлежащаго дѣтямъ имущества, родители подвергаются отвѣтственности по статьѣ 2161 Уложенія о Наказаніяхъ.

194. Дѣти обязаны однако же, хотя бы они были совершенно отдѣлены отъ родителей, если сіи послѣдніе находятся въ бѣдности, дряхлости или немощахъ, доставлять имъ пропитаніе и содержаніе по самую ихъ смерть.

Примѣчаніе. Особенныя правила о наказаніяхъ, коимъ подвергаются дѣти государственныхъ крестьянъ, оставляющія своихъ родителей безъ вспоможенія, изложены въ Сельскомъ Судебномъ Уставѣ (см. Уст.Казен. Сел.).

195. Тяжбы и иски по имуществамъ между родителями и дѣтьми разсматриваются и рѣшатся въ Совѣстномъ Судѣ и замѣняющихъ его судебныхъ мѣстахъ.

205. Les enfans doivent des alimens à leurs père et mère et autres ascendants qui sont dans le besoin (*)

206. Les gendres et belles-filles doivent également et dans les mêmes circonstances, des alimens à leurs beau-père et belle-mère; mais cette obligation cesse, 1) lorsque la belle-mère a convolé en secondes noces; 2) lorsque celui des époux qui produisait l'affinité, et les enfans issus de son union avec l'autre époux, sont décédés.

207. Les obligations résultant de ces dispositions sont réciproques.

208. Les alimens ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit.

209. Lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit des alimens est replacé dans un état tel, que l'on ne puisse plus en donner, ou que l'autre n'en ait plus besoin en tout ou en partie, la décharge ou réduction peut en être demandée.

210. Si la personne qui doit fournir les alimens justifie qu'elle ne peut payer la pension alimentaire, le tribunal pourra, en connaissance de cause, ordonner qu'elle recevra dans sa demeure, qu'elle nourrira et entretiendra celui auquel elle devra des alimens.

211. Le tribunal prononcera également si le père ou la mère qui offrira de recevoir, nourrir et entretenir dens sa demeure l'enfant à qui il devra des alimens, devra dans ce cas être dispensé de payer la pension alimentaire.

(*) Le Code civil, comme la loi romaine, comprend par le mot *aliments* tout ce qui est nécessaire à la vie: le logement, la nourriture et les vêtements. Quant au mode de prestation, voy. l'art. 210.

ГЛАВА ТРЕТІЯ.

О союзѣ родственномъ.

196. Родъ есть связь всѣхъ членовъ семьи мужескаго и женскаго пола, отъ одного общаго родоначальника происходящихъ, хотя бы и не всѣ изъ нихъ носили его имя или прозваніе.

197. Близость родства опредѣляется *линіями* и *степенями*.

198. Связь одного лица съ другимъ посредствомъ рожденія составляетъ степень, а связь степеней, непрерывно продолжающихся, составляетъ линію.

199. Степень, отъ коей происходитъ двѣ или болѣе линій, называется въ отношеніи къ нимъ *колѣномъ*, а сіи линіи въ отношеніи къ своему колѣну *отраслями* или *поколѣніями*.

200. Линіи суть трехъ родовъ: *нисходящія*, *восходящія*, и *боковыя* или *побочныя*.

201. Нисходящая линія составляется изъ степеней или рожденій, простирающихся отъ даннаго лица къ его сыну, внуку, правнуку и т. д., къ его потомству.

202. Линія восходящая составляется изъ степеней, идущихъ отъ даннаго лица къ его отцу, дѣду, прадѣду, и т. д., къ его предкамъ.

203. Въ нисходящей и восходящей линіи считается столько степеней, сколько есть рожденій. Посему, въ нисходящей сынъ занимаетъ первую степень, внукъ вторую, правнукъ третью, и т. д.; въ восходящей первую степень занимаетъ отецъ, вторую дѣдъ, третью прадѣдъ, и т. д.

204. Въ линіи боковой степени равномѣрно считаются по рожденіямъ, начиная отъ даннаго лица и восходя по прямой линіи къ общему родоначальнику, а отъ него, переходя по линіи нисходящей, къ тому родственнику, коего степень родства отыскивается. Посему два родные брата находятся во второй степени, дядя и племянникъ въ третьей, двоюродные братья въ четвертой, сынъ двоюроднаго брата въ пятой, внукъ двоюроднаго брата въ шестой, и т. д.

205. Первая боковая линія исходитъ отъ первой восходящей степени, т. е. отъ отца и матери даннаго лица, и простирается къ братьямъ и сестрамъ его, отъ нихъ къ племянникамъ, и т. д.

735. La proximité de parenté s'établit par le nombre de générations; chaque génération s'appelle un *degré*.

736. La suite des degrés forme la ligne: on appelle *ligne directe* la suite des degrés entre personnes qui descendent l'une de l'autre; *ligne collatérale*, la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres, mais qui descendent d'un auteur commun.

On distingue la ligne directe, en ligne directe descendante et ligne directe ascendante.

La première est celle qui lie le chef avec ceux qui descendent de lui: la deuxième est celle qui lie une personne avec ceux dont elle descend.

737. En ligne directe, on compte autant de degrés qu'il y a de générations entre les personnes: ainsi le fils est, à l'égard du père, au premier degré; le petit-fils, au second; et réciproquement du père et de l'aïeul à l'égard des fils et petits-fils.

738. En ligne collatérale, les degrés se comptent par les générations, depuis l'un des parens jusques et non compris l'auteur commun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre parent.

Ainsi, deux frères sont au deuxième degré; l'oncle et le neveu sont au troisième degré; les cousins germains au quatrième; ainsi de suite.

206. Вторая боковая линія исходитъ отъ второй восходящей степени, т. е. отъ двухъ дѣдовъ и двухъ бабокъ, и простирается къ дядѣ даннаго лица, отъ него къ двоюродному его брату и т. д.

207. Третья боковая линія исходитъ отъ третьей восходящей степени, т. е. отъ четырехъ прадѣдовъ и четырехъ прабабокъ, и простирается къ ихъ нисходящимъ.

208. Симъ образомъ опредѣляются и другія боковыя линіи, отъ восходящихъ родственниковъ исходящія.

209. При всякомъ опредѣленіи близости родства, за доказательство пріемлются приходскія (метрическія) книги, и смотря по званію лицъ, коихъ родство отыскивается, родословныя дворянскія книги, городовыя обывательскія книги, ревизскія сказки, и прочіе акты состояній.

210. Степени родства кровнаго, въ коихъ бракъ дозволяется или возбраняется, также и степени свойства и родства духовнаго, опредѣляются постановленіями Церкви.

Примѣчаніе. Пресѣченіе степеней родства въ отношеніи къ праву наслѣдства, или случаи, когда имѣніе должно быть признаваемо выморочнымъ, опредѣляются по принадлежности къ статьямъ 1162, 1163 и 1181 сего Свода.

211. Для удобнѣйшаго обозрѣнія линій и степеней родства, при семъ прилагается особое имъ росписаніе.

РАЗДѢЛЪ ТРЕТІЙ

О ОПЕКѢ И ПОПЕЧИТЕЛЬСТВѢ ВЪ ПОРЯДКѢ СЕМЕЙСТВЕННОМЪ.

212. Два рода опекъ и попечительствъ закономъ установлены въ порядкѣ семейственномъ:

1) Надъ несовершеннолѣтними.

2) Надъ безумными, сумасшедшими, глухонѣмыми и нѣмыми.

Примѣчаніе. Учреждаемыя во всѣхъ другихъ случаяхъ опеки, какъ то: по казеннымъ взысканіямъ, по спорамъ о духовныхъ завѣщаніяхъ, по спорамъ въ раздѣлѣ наслѣдства, по расточительности и другимъ причинамъ, не принадлежатъ къ учрежденіямъ семейственнымъ, и опредѣляются особенными правилами, въ Законахъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ и въ Уставахъ Благочинія и Казеннаго Управленія подробно изложенными. Всѣ сіи роды опекъ учреждаются отъ правительства и мѣстъ судебныхъ. Опеки же, произвольными дѣйствіями частныхъ лицъ надъ собственнымъ ихъ имѣніемъ учрежденныя, не имѣютъ предъ закономъ никакой силы, и въ судѣ почитаются безгласными.

De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.

ГЛАВА ПЕРВАЯ.

Объ опекѣ и попечительствѣ надъ несовершеннолѣтними.

Отдѣленіе первое.

О возрастѣ несовершеннолѣтнихъ, и о правѣ ихъ на имущества.

I. О возрастѣ несовершеннолѣтнихъ.

213. Въ несовершеннолѣтіи полагаются три возраста: первый отъ рожденія до четырнадцати лѣтъ, второй отъ четырнадцати до семнадцати лѣтъ, третій отъ семнадцати до двадцати лѣтъ съ годомъ.

Примѣчаніе 1. Въ теченіи первыхъ двухъ возрастовъ лица обоего пола иногда въ законахъ именуются *малолѣтными*, въ третьемъ *несовершеннолѣтними;* но сіе различіе въ именованіяхъ не всегда наблюдается.

Примѣчаніе 2. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской общія правила о срокѣ совершеннолѣтія примѣняются къ установленію опекъ и попечительствъ, учреждаемыхъ съ 4 Марта 1843 года, безъ присвоенія имъ обратнаго дѣйствія.

214. Возрастъ несовершеннолѣтія опредѣляется:

1) Приходскими (метрическими) книгами, гдѣ означается годъ и число рожденія каждаго младенца.

2) Письменными свидѣтельствами отъ крестившаго Священника или воспріемника, или, за неимѣніемъ ихъ, отъ другихъ достовѣрныхъ людей.

215. Къ опредѣленію восраста также пріемлются:

1) Именныя росписи, содержимыя по каждому приходу о исповѣдающихся и пріобщающихся Святыхъ Таинъ, съ означеніемъ возраста сихъ лицъ.

2) Дворянскія родословныя и городовыя обывательскія книги, и ревизскія сказки.

216. Запрещается принимать доказательствомъ о возрастѣ одно собственное показаніе частнаго лица.

II. О правѣ несовершеннолѣтнихъ на имущества.

217. Малолѣтный не можетъ ни управлять непосредственно своимъ имѣніемъ, ни распоряжать имъ, ни отчуждать его по какимъ бы то ни было укрѣпленіямъ, ниже уполномочивать на то отъ себя другихъ.

218. Запрещается совершать какіе бы то ни было крѣпости и акты отъ имени малолѣтнаго, или написанные имъ признавать дѣйствительными и приводить въ исполненіе.

Примѣчаніе. Когда оказываются закладныя, отъ малолѣтнаго выданныя: то, сверхъ уничтоженія оныхъ, взыскиваются съ другой договорившейся стороны въ штрафъ двойныя съ тѣхъ актовъ въ казну пошлины. Купившій имущество завѣдомо у малолѣтнаго,

388. Le mineur est l'individu de l'un et de l'autre sexe qui n'a point encore l'âge de vingt-un ans accomplis.

1124. Les mineurs sont incapables de contracter.

1125. Les mineurs ne peuvent attaquer pour cause d'incapacité leurs engagements, que dans les cas prévus par la loi.

Les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité du mineur, avec qui elles ont contracté.

или несовершеннолѣтняго, безъ надлежащаго на то разрѣшенія или же требуемаго существующими о семъ законами согласія попечителей, сверхъ возвращенія купленнаго имѣнія безъ всякаго вознагражденія, подвергается отвѣтственности на основаніи статьи 2294 Уложенія о Наказаніяхъ.

219. По достиженіи четырнадцатилѣтняго возраста, малолѣтный хотя и можетъ самъ испросить себѣ попечителя для совѣта и защищенія во всѣхъ дѣлахъ, съ такими же качествами, какъ о опекунахъ предписано; но права его на распоряженіе имуществомъ чрезъ то не увеличиваются и всякое даваемое съ его стороны согласіе на какой либо актъ считается по прежнему ничтожнымъ.

220. Достигшій семнадцатилѣтняго возраста вступаетъ въ управленіе своимъ имѣніемъ; но дѣлать долги, давать письменныя обязательства и совершать акты и сдѣлки какого либо рода, а равно и распоряжаться капиталами, гдѣ либо въ обращеніи находящимися, или получать таковые обратно изъ кредитныхъ установленій можетъ, безъ различія дѣтей отдѣленныхъ отъ неотдѣленныхъ, не иначе, какъ съ согласія и за подписью своихъ попечителей, безъ чего никакія выданныя имъ обязательства не могутъ почитаться дѣйствительными.

De l' émancipation.

476. Le mineur est émancipé de plein droit par le mariage.

477. Le mineur, même non marié, pourra être émancipé par son père, ou, à défaut de père, par sa mère, lorsqu'il aura atteint l'âge de quinze ans révolus.

Cette émancipation s'opérera par la seule déclaration du père ou de la mère, reçue par le juge de paix assisté de son greffier.

478. Le mineur resté sans père ni mère pourra aussi, mais seulement à l'âge de dix-huit ans accomplis, être émancipé, si le conseil de famille l'en juge capable.

En ce cas, l'émancipation résultera de la délibération qui l'aura autorisée, et de la déclaration que le juge de paix, comme président du conseil de famille, aura faite dans le même acte, *que le mineur est émancipé.*

479. Lorsque le tuteur n'aura fait aucune diligence pour l'émancipation du mineur dont il est parlé dans l'article précédent, et qu'un ou plusieurs parens ou alliés de ce mineur, au degré de cousin germain ou à des degrés plus proches, le jugeront capable d'être émancipé, ils pourront requérir le juge de paix de convoquer le conseil de famille pour délibérer à ce sujet.

Le juge de paix devra déférer à cette réquisition.

480. Le compte de tutelle sera rendu au mineur émancipé, assisté d'un curateur qui lui sera nommé par le conseil de famille.

481. Le mineur émancipé passera les baux dont la durée n'excédera point neuf ans; il recevra ses revenus, en donnera décharge, et fera tous les actes qui ne sont que de pure administration, sans être restituable contre ces actes dans tous les cas où le majeur ne le serait pas lui-même.

482. Il ne pourra intenter uue action immobilière, ni y défendre, même recevoir et donner décharge d'un capital mobilier, sans l'assistance de son curateur, qui, au dernier cas, surveillera l'emploi du capital reçu.

485. Le mineur émancipé ne pourra faire d'emprunts, sous aucun prétexte, sans une délibération du conseil de famille, homologuée par le tribunal de première instance, après avoir entendu le procureur impérial.

484. Il ne pourra non plus vendre ni aliéner ses immeubles, ni faire aucun acte autre que ceux de pure administration, sans observer les formes prescrites au mineur non émancipé.

221. Право на полное распоряженіе имуществомъ и свобода вступать въ обязательства пріобрѣтаются не прежде, какъ по достиженіи совершеннолѣтія, то есть, двадцати лѣтъ съ годомъ отъ рожденія.

222. Несовершеннолѣтній, давшій письменное обязательство, или совершившій какой либо актъ отъ своего лица, безъ согласія опекуна, не подвергается по онымъ никакому взысканію и отвѣту ни во время малолѣтства его, ниже по вступленіи въ совершенный возрастъ.

223. Существующія въ законахъ правила о порядкѣ заключенія обязательствъ несовершеннолѣтними относятся въ полной мѣрѣ и къ лицамъ торговаго состоянія, какъ вышедшимъ изъ опеки, такъ и находящимся подъ оною.

224. Срокъ давности по дѣламъ малолѣтныхъ исчисляется на основаніи правилъ, постановленныхъ въ статьяхъ 565 и 566 сего Свода и въ Законахъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ, статьяхъ 213 и 214.

Отдѣленіе второе.

Объ установленіи опеки и попечительства.

225. Для попеченія о лицѣ и имуществѣ малолѣтныхъ, учреждается надъ ними опека.

226. Опека надъ имуществомъ, дошедшимъ въ собственность малолѣтнымъ дѣтямъ, при жизни ихъ родителей, принадлежитъ отцу.

227. Родители имѣютъ право назначить въ духовномъ завѣщаніи къ остающимся послѣ нихъ малолѣтнымъ дѣтямъ и имуществу опекуновъ по собственному своему избранію.

A l'égard des obligations qu'il aurait contractées par voie d'achats ou autrement, elles seront réductibles en cas d'excès: les tribunaux prendront, à ce sujet en considération la fortune du mineur, la bonne ou mauvaise foi des personnes qui auront contracté avec lui, l'utilité ou l'inutilité des dépenses.

485. Tout mineur émancipé, dont les engagements auraient été réduits en vertu de l'article précédent, pourra être privé du bénéfice de l'émancipation, laquelle lui sera retirée en suivant les mêmes formes que celles qui auront eu lieu pour la lui conférer.

486. Dès le jour où l'émancipation aura été révoquée, le mineur rentrera en tutelle, et y restera jusqu'à sa majorité accomplie.

487. Le mineur émancipé qui fait un commerce est réputé majeur pour les faits relatifs à ce commerce.

488. La majorité est fixée à vingt-et-un ans accomplis; à cet âge on est capable de tous les actes de la vie civile, sauf la restriction portée au titre *du Mariage*.

389. Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs.

397. Le droit individuel de choisir un tuteur parent, ou même étranger, n'appartient qu'au dernier mourant des père et mère.

228. Опекуны, родителями назначенные, состоятъ въ вѣдомствѣ и подчиненности тѣхъ же мѣстъ, коимъ подчиняются опекуны, отъ правительства опредѣляемые.

229. Если въ завѣщаніи не назначено особыхъ опекуновъ къ дошедшему малолѣтнимъ дѣтямъ имуществу, то опека принадлежитъ оставшемуся въ живыхъ отцу или матери, если нѣтъ въ виду причинъ, по которымъ они, на основаніи статей 256, 257 и 258 сего Свода, не могли бы быть опекунами.

230. Если родитель не откажется отъ опекунскаго управленія, и если завѣщаніемъ не назначено въ помощь ему другаго опекуна; то опека предоставляется ему одному лично, безъ участія другихъ.

398. Ce droit ne peut être exercé que dans les formes prescrites par l' article 392, et sous les exceptions et modifications ci-après.

390. Après la dissolution du mariage, arrivée par la mort naturelle ou civile de l'un des époux, la tutelle des enfants mineurs et non émancipés appartient de plein droit au survivant des père et mère.

391. Pourra néanmoins le père nommer à la mère survivante et tutrice un conseil spécial, sans l'avis duquel elle ne pourra faire aucun acte relatif à la tutelle.

Si le père spécifie les actes pour lesquels le conseil sera nommé, la tutrice sera habile à faire les autres sans son assistance.

392. Cette nomination de conseil ne pourra être faite que de l'une des manières suivantes:

1° Par acte de dernière volonté;

2° Par une déclaration faite ou devant le juge de paix assisté de son greffier, ou devant notaires.

393. Si, lors du décès du mari la femme est enceinte, il sera nommé un curateur au ventre par le conseil de famille.

A la naissance de l'enfant, la mère en deviendra tutrice, et le curateur en sera de plein droit le subrogé tuteur.

394. La mère n'est point tenue d'accepter la tutelle; néanmoins, et en cas qu'elle la refuse, elle devra en remplir les devoirs jusqu'à ce qu'elle ait fait nommer un tuteur.

395. Si la mère tutrice veut se remarier, elle devra, avant, l'acte de mariage, convoquer le conseil de famille, qui décidera si la tutelle doit lui être conservée.

A défaut de cette convocation, elle perdra la tutelle de plein droit; et son nouveau mari sera solidairement responsable de toutes les suites de la tutelle qu'elle aura indûment conservée.

396. Lorsque le conseil de famille, dûment convoqué, conservera la tutelle à la mère, il lui donnera nécessairement pour co-tuteur le second mari, qui deviendra solidairement responsable, avec sa femme, de la gestion postérieure au mariage.

397. Le droit individuel de choisir un tuteur parent, ou même étranger, n'appartient qu'au dernier mourant des père et mère.

231. Когда въ завѣщаніи опекуна не назначено, а оставшійся въ живыхъ отецъ или мать сей обязанности на себя не примутъ: то опекуны избираются и опредѣляются правительствомъ.

398. Ce droit ne peut être exercé que dans les formes prescrites par l'article 392, et sous les exceptions et modifications ci-après.

399. La mère remariée et non maintenue dans la tutelle des enfants de son premier mariage, ne peut leur choisir un tuteur.

400. Lorsque la mère remariée, et maintenue dans la tutelle, aura fait choix d'un tuteur aux enfants de son premier mariage, ce choix ne sera valable qu'autant qu'il sera confirmé par le conseil de famille.

401. Le tuteur élu par le père ou la mère n'est pas tenu d'accepter la tutelle, s'il n'est d'ailleurs dans la classe des personnes qu'à défaut de cette élection spéciale le conseil de famille eût pu en charger.

402. Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur par le dernier mourant de ses père et mère, la tutelle appartient de droit à son aïeul paternel; à défaut de celui-ci, à son aïeul maternel, et ainsi en remontant, de manière que l'ascendant paternel soit toujours préféré à l'ascendant maternel du même degré.

403. Si, à defaut de l'aïeul paternel et de l'aïeul maternel du mineur, la concurrence se trouvait établie entre deux ascendants du degré supérieur, qui appartinssent tous deux à la ligne paternelle du mineur, la tutelle passera de droit à celui des deux qui se trouvera être l'aïeul paternel du père du mineur.

404. Si la même concurrence a lieu entre deux bisaïeuls de la ligne maternelle, la nomination sera faite par le conseil de famille, qui ne pourra néanmoins que choisir l'un de ces deux ascendants.

405. Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé restera sans père ni mère, ni tuteur élu par ses père et mère, ni ascendants mâles, comme aussi, lorsque le tuteur de l'une des qualités ci-dessus exprimées se trouvera ou dans le cas des exclusions dont il sera parlé ci-après, ou valablement excusé, il sera pourvu, par un conseil de famille, à la nomination d'un tuteur.

407. Le conseil de famille sera composé, non compris le juge de paix, de six parens ou alliés, pris tant dans la commune où la tutelle sera ouverte, que dans la distance de deux myriamètres, moitié du côté paternel, moitié du côté maternel, et en suivant l'ordre de proximité dans chaque ligne.

Le parent sera préféré à l'allié du même degré; et, parmi les parens du même degré, le plus âgé à celui qui le sera le moins.

408. Les frères germains du mineur et les maris des soeurs germaines sont seuls exceptés de la limitation de nombre posée en l'article précédent.

S'ils sont six, ou au-delà, ils seront tous membres du conseil de famille, qu'ils composeront seuls, avec les veuves d'ascendans et les ascendans valablement excusés, s'il y en a.

S'ils sont en nombre inférieur, les autres parens ne seront appelés que pour compléter le conseil.

409. Lorsque les parens ou alliés de l'une ou de l'autre ligne se trouveront en nombre insuffisant sur les lieux, ou dans la distance désignée par l'article 407, le juge de paix appellera, soit des parens ou alliés domiciliés à de plus grandes distances, soit, dans la commune même, des citoyens connus pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec le père ou la mère du mineur.

410. Le juge de paix pourra, lors même qu'il y aurait sur les lieux un nombre suffisant de parens ou alliés, permettre de citer, à quelque distance qu'ils soient domiciliés, des parens ou alliés plus proches en degrés ou de mêmes degrés que les parens ou alliés présens; de manière toutefois que cela s'opère en retranchant quelques-uns de ces derniers, et sans excéder le nombre réglé par les précédens articles.

411. Le délai pour comparaître sera réglé par le juge de paix à jour fixe, mais de manière qu'il y ait toujours, entre la citation notifiée et le jour indiqué pour la réunion du conseil, un intervalle de trois jours au moins, quand toutes les parties citées résideront dans la commune, ou dans la distance de deux myriamètres.

Toutes les fois que, parmi les parties citées, il s'en trouvera de domiciliées au-delà de cette distance, le délai sera augmenté d'un jour par trois myriamètres.

412. Les parens, alliés ou amis, ainsi convoqués, seront tenus de se rendre en personne, ou de se faire représenter par un mandataire spécial.

Le fondé de pouvoir ne peut représenter plus d'une personne.

413. Tout parent, allié ou ami, convoqué et qui, sans excuse légitime, ne comparaitra point, encourra une amende qui ne poura excéder cinquante francs, et sera prononcée sans appel par le juge de paix.

414. S'il y a excuse suffisante, et qu'il convienne soit d'attendre le membre absent, soit de le remplacer, en ce cas, comme en tout autre où l'intérêt du mineur semblera l'exiger, le juge de paix pourra ajourner l'assemblée ou la proroger.

415. Cette assemblée se tiendra de plein droit chez le juge de paix à moins qu'il ne désigne lui-même un autre local. La présence des trois quarts au moins de ses membres convoqués sera nécessaire pour qu'elle délibère.

416. Le conseil de famille sera présidé par le juge de paix, qui y aura voix délibérative, et prépondérante en cas de partage.

232. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской право назначенія опекуновъ въ завѣщаніи принадлежитъ отцу; опекунами по завѣщанію могутъ быть и лица, не имѣющія достаточнаго для обезпеченія опеки имущества. Опека надъ малолѣтными принадлежитъ оставшемуся въ живыхъ родителю, и мать истравляетъ оную вмѣстѣ съ назначенными отъ Дворянской Опеки или Сиротскаго Суда старшими родственниками малолѣтныхъ, преимущественно съ отцовской стороны, а за неимѣніемъ ихъ и посторонними лицами. Къ опекѣ надъ несовершеннолѣтними, оставшимися безъ отца и матери, ежели нѣтъ опекуновъ по завѣщанію, призываются родственники ихъ и свойственники въ слѣдующемъ порядкѣ: 1) родные старшіе братья; 2) дяди и другіе родственники съ отцовской стороны; 3) таковыя же лица со стороны матери; 4) замужнія родственницы по мужескому колѣну; 5) такія же по женскому. Замужнія родственницы не иначе допускаются къ опекѣ, какъ вмѣстѣ съ мужьями и подъ общею ихъ отвѣтственностію.

233. Попеченіе о дворянскихъ сиротахъ возлагается на Дворянскую Опеку.

234. Попеченіе о дѣтяхъ личныхъ дворянъ принадлежитъ Городскому Сиротскому Суду; но если дѣтямъ личнаго дворянина досталось имущество, коимъ по званію своему они владѣть не могутъ, то вѣдомство такого имущества, до принятія его въ вѣдомство казны, принадлежитъ Дворянской Опекѣ.

Примѣчаніе. Въ Бессарабской области надъ малолѣтными дѣтьми и имѣніями личныхъ дворянъ (бывшихъ боярпашей) подлежатъ вѣдомству Городскихъ Сиротскихъ Судовъ на общемъ основаніи.

235. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, ежели имущество малолѣтныхъ состоитъ въ разныхъ уѣздахъ, опекуновъ назначаетъ та Дворянская Опека и тотъ Сиротскій Судъ, въ вѣдомствѣ коихъ находится большая часть имущества.

236. Къ дѣтямъ духовныхъ особъ, принадлежащихъ къ потомственному дворянству, опекуны назначаются на одинаковомъ основаніи съ прочими дворянами, отъ Дворянскихъ Опекъ; учрежденіе же опеки надъ дѣтьми обоего пола прочихъ священно и церковно-служителей принадлежитъ духовному начальству.

237. Опредѣленіе опекуновъ къ малолѣтнимъ сиротамъ странничаго духовенства Кавказскаго Линейнаго казачьяго войска и ихъ имѣнію, и повѣрка дѣйствій и отчетовъ опекунскихъ предоставлены Оберъ-Священнику Кавказской арміи. Ему вмѣняется въ обязанность приводить въ ясность остающіяся послѣ смерти состоящихъ при регулярныхъ войскахъ сей арміи священно и церковно-служителей имущества, и, если умершіе не оставили по себѣ семействъ, извѣщать Консисторіи тѣхъ епархій,

изъ коихъ они происходятъ, для отысканія родственниковъ; если же оставили семейства, назначать для нихъ опекунокъ, требуя отъ нихъ надлежащихъ отчетовъ, и обо всемъ этомъ доносить своевременно Оберъ-Священнику армій и флотовъ.

238. Призрѣніе малолѣтныхъ сиротъ городскихъ обывателей вообще предоставляется Городовому Сиротскому Суду или тому мѣсту, которое отправляетъ его должность (ст. 239).

239. Опекунскими и сиротскими дѣлами городскихъ обывателей въ городахъ: Мензелинскѣ, Бирскѣ и Стерлитамакѣ (Оренбургской губерніи); Бузулукѣ, Бугульмѣ и Бугурусланѣ (Самарской губерніи); Красноуфимскѣ (Пермской губерніи); Моздокѣ, Петропавловскѣ (Тобольской губерніи); Ораніенбаумѣ (С.-Петербургской губерніи); Лальскѣ, Красноборскѣ и посадѣ Верховажскомъ (Вологодской губерніи); въ городѣ Петровскѣ (у Каспійскаго моря), и вообще въ тѣхъ городахъ, гдѣ нѣтъ Магистрата и не учреждено Сиротскаго Суда при Думѣ, завѣдываютъ мѣстныя, по принадлежности, Ратуши. Завѣдываніе опекунскими или сиротскими дѣлами по уѣздному городу Богодухову и заштатному городу Краснокутску (Харьковской губерніи) возложено на Богодуховскую Городовую Ратушу.

Примѣчаніе 1. Существовавшая въ Ораніенбаумѣ Ратуша переведена въ городъ Петергофъ.

Примѣчаніе 2. Сиротскими дѣлами въ г. Старобѣльскѣ (Харьковской губерніи) завѣдываетъ мѣстная Ратуша.

240. Въ Тифлисѣ завѣдываніе дѣлами по опекамъ надъ сиротами недворянскаго происхожденія поручено учрежденному при тамошнемъ Городскомъ Общественномъ Управленіи Сиротскому Суду.

Примѣчаніе. Тифлисскій Сиротскій Судъ руководствуется правилами, при семъ приложенными.

241. Опека надъ малолѣтными въ селеніяхъ удѣльныхъ поручается Приказному Старостѣ. Въ иностранныхъ колоніяхъ опека, на основаніи Устава о сихъ Колоніяхъ, подъ вѣдѣніемъ Головы, возлагается на опекуновъ, приставляемыхъ отъ него съ согласія родственниковъ малолѣтнаго и прочихъ хозяевъ.

Примѣчаніе. Въ селеніяхъ удѣльныхъ Приказные Старосты и Волостные Головы, на коихъ возлагаются опекунскія обязанности, должны надзирать надъ малолѣтными и каждый мѣсяцъ лично осматривать хозяйства ихъ во всѣхъ частяхъ, наблюдая за всѣмъ, что можетъ составить поселянскую пользу.

242. Въ Бессарабской области попеченіе о малолѣтныхъ сиротахъ и имѣніяхъ однодворцевъ (бывшихъ мазыловъ и рупташей) возложено на капитана ихъ (Старшину), который въ семъ отношеніи дѣйствуетъ по правиламъ, вообще для Сельскихъ Старшинъ предписаннымъ, подъ наблюденіемъ Волостныхъ Правленій, гдѣ таковыя существуютъ.

243. Надъ малолѣтными мастеровыхъ людей казенныхъ фабрикъ и заводовъ, находящихся въ частномъ содержаніи, опека учреждается подъ вѣдомствомъ Сиротскаго Суда; въ опекуны избирается одно лице со стороны Суда, а другое отъ содержателя фабрики.

244. Сироты, остающіеся послѣ мастеровыхъ казенныхъ заводовъ Тульскаго и Сестрорѣцкаго, пріемлются подъ защиту и попеченіе заводскаго управленія. Попеченіе надъ сиротами и имуществомъ, оставшимся послѣ умершихъ нижнихъ чиновъ Алтайскихъ горныхъ заводовъ, принадлежитъ мѣстному заводскому управленію.

245. Надъ имѣніемъ умершихъ Таврическихъ Магометанъ дворянскаго и городскаго сословія, достающимся наслѣдникамъ малолѣтнымъ, учреждаются опеки на общемъ основаніи. Учрежденіе опекъ надъ малолѣтными дѣтьми Магометанъ духовнаго чина, буде они не изъ дворянъ, предоставляется Магометанскому духовенству, которое поступаетъ въ семъ случаѣ по своему обыкновенію съ отвѣтственностію предъ Муфтіемъ и Таврическимъ Магометанскимъ Духовнымъ Правленіемъ, на томъ же основаніи, какъ отвѣтствуютъ опекуны предъ Дворянскою Опекою и Сиротскимъ Судомъ, а сіи послѣдніе предъ Гражданскими Палатами.

246. Въ Кутаисской и Эриванской губерніяхъ опекунскія дѣла находятся въ вѣдѣніи Губернскихъ Судовъ. Наблюденіе же за всѣми опеками въ уѣздахъ сихъ губерній состоящими, лежитъ на Уѣздныхъ Начальникахъ, а въ городахъ Кутаисѣ, Ахалцыхѣ и Озургетахъ наблюденіе за опеками, надъ имѣніями гражданъ учрежденными, принадлежитъ тамошнимъ городскимъ полиціямъ.

247. Въ Восточной и Западной Сибири дѣла по опекамъ и попечительствамъ вѣдаются въ Губернскихъ или, по принадлежности, Областныхъ Правленіяхъ. Изъ сего исключается Приморская область Восточной Сибири и Амурская область, гдѣ дѣла сего рода, по всѣмъ состояніямъ (кромѣ духовнаго), вѣдаются въ Окружныхъ Судахъ сихъ областей.

248. Дѣла по опекамъ надъ находящимися въ области Сибирскихъ Киргизовъ Русскими составляютъ предметъ тамошняго Областнаго Правленія.

249. Опека надъ малолѣтными, остающимися въ сиротствѣ въ иностранныхъ государствахъ, принадлежитъ пребывающимъ тамъ Россійскимъ Консуламъ.

250. Дворянская Опека и Сиротскій Судъ въ вѣдѣніе и управленіе сиротскихъ дѣлъ вступаютъ:

1) По увѣдомленію Дворянскаго Предводителя, или Городскаго Голо-

406. Le conseil de famille sera convoqué soit sur la réquisition et à la diligence des parents du mineur, de ses créanciers ou d'autres parties intéressées, soit même d'office et à la poursuite du juge de paix du domicile du

вы, объ осиротѣвшихъ малолѣтныхъ дѣтяхъ ихъ вѣдомства, остающихся послѣ родителей безъ призрѣнія.

2) По увѣдомленію ближнихъ родственниковъ, либо свойственниковъ малолѣтнаго, или по свидѣтельству двухъ постороннихъ лицъ и приходскаго Священника.

3) По увѣдомленію высшаго или равнаго имъ присутственнаго мѣста.

251. По симъ увѣдомленіямъ Дворянская Опека и Сиротскій Судъ обязаны:

1) Освѣдомиться о имѣніи малолѣтнаго.

2) Опредѣлить къ лицу его и имѣнію опекуна, въ завѣщаніи родителей назначеннаго, или, если сего не сдѣлано, то избрать самимъ опекуна.

3) Когда имѣнія не осталось, то стараться помѣстить малолѣтнаго, соотвѣтственно его состоянію и возрасту, въ общественное училище или въ сиротскіе домы вѣдомства Приказа Общественнаго Призрѣнія, или записать въ государственную службу, или пристроить къ доброхотнымъ людямъ для обученія промыслу или ремеслу.

Примѣчаніе. Къ предметамъ, подлежащимъ вѣдомству Санктпетербургской Управы Благочинія, относится содѣйствіе Дворянской Опекѣ и Сиротскому Суду по призрѣнію личности и имущества несовершеннолѣтнихъ сиротъ, оставшихся послѣ столичныхъ обывателей.

252. Вниманіе и попечительность епархіальнаго начальства Православнаго исповѣданія простирается на семейства духовнаго званія, какъ оставшіяся безъ призрѣнія, за смертію старшихъ членовъ своихъ, отъ коихъ зависѣло ихъ содержаніе, такъ и пришедшія въ скудость отъ бѣдственныхъ случаевъ. Сверхъ пособій отъ Попечительствъ о бѣдныхъ духовнаго званія, епархіальное начальство, по различію положеній, въ которыхъ подобныя семейства могутъ находиться, обязано: 1) дѣтей мужескаго пола, достигшихъ возраста, въ коемъ возможенъ пріемъ ихъ въ духовныя училища, помѣщать въ оныя и притомъ на казенное содержаніе, если у нихъ нѣтъ собственнаго имѣнія; 2) къ малолѣтнымъ сиротамъ и имѣнію ихъ опредѣлять благонадежныхъ попечителей и опекуновъ, съ повѣркою дѣйствій и отчетовъ ихъ въ Консисторіи на основаніи правилъ объ опекѣ; 3) сиротамъ, не имѣющимъ родителей или ближнихъ родственниковъ, ихъ попечитель или опекунъ пріискиваетъ помѣщеніе въ постороннемъ добромъ и благотворительномъ семействѣ духовнаго или свѣтскаго званія, или въ благотворительномъ заведеніи, или наконецъ въ монастырѣ, для воспитанія и наставленія, чему и епархіальное начальство по возможности способствуетъ.

Примѣчаніе. Правила, о призрѣніи малолѣтныхъ дѣтей духовенства Протестантскаго и Армяно-Григоріанскаго, опредѣлены въ Уставѣ Иностранныхъ Исповѣданій.

253. Положительнаго числа опекуновъ не опредѣляется; можетъ быть назначенъ и одинъ опекунъ къ имѣнію, лежащему въ разныхъ уѣздахъ.

mineur. Toute personne pourra dénoncer à ce juge de paix le fait qui donnera lieu à la nomination d'un tuteur.

420. Dans toute tutelle, il y aura un subrogé tuteur, nommé par le conseil de famille.

254. Опекуны могутъ быть опредѣляемы какъ изъ родственниковъ или свойственниковъ малолѣтняго, такъ и изъ посторонннхъ.

255. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, при учрежденіи опеки, одинъ изъ малолѣтныхъ братьевъ, по достиженіи совершеннолѣ-

Ses fonctions consisteront à agir pour les intérêts du mineur, lorsqu'ils seront en opposition avec ceux du tuteur.

421. Lorsque les fonctions du tuteur seront dévolues à une personne de l'une des qualités exprimées aux sections I, II et III du présent chapitre, ce tuteur devra, avant d'entrer en fonctions, faire convoquer, pour la nomination du subrogé tuteur, un conseil de famille composé comme il est dit dans la section IV.

S'il s'est ingéré dans la gestion avant d'avoir rempli cette formalité, le conseil de famille, convoqué soit sur la réquisition des parents, créanciers ou autres parties intéressées, soit d'office par le juge de paix, pourra, s'il y a eu dol de la part du tuteur, lui retirer la tutelle, sans préjudice des indemnités dues au mineur.

422. Dans les autres tutelles, la nomination du subrogé tuteur aura lieu immédiatement après celle du tuteur.

423. En aucun cas, le tuteur ne votera pour la nomination du subrogé tuteur, lequel sera pris, hors le cas de frères germains, dans celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'appartiendra point.

424. Le subrogé tuteur ne remplacera pas de plein droit le tuteur, lorsque la tutelle deviendra vacante, ou qu'elle sera abandonnée par absence; mais il devra, en ce cas, sous peine des dommages-intérêts qui pourraient en résulter pour le mineur, provoquer la nomination d'un nouveau tuteur.

425. Les fonctions du subrogé tuteur cesseront à la même époque que la tutelle.

426. Les dispositions contenues dans les sections VI et VII du présent chapitre, s'appliqueront aux subrogés tuteurs.

Néanmoins le tuteur ne pourra provoquer la destitution du subrogé tuteur, ni voter dans les conseils de famille qui seront convoqués pour cet objet.

427. Quand le mineur, domicilié en France, possédera des biens dans les colonies, ou réciproquement, l'administration spéciale de ces biens sera donné à un protuteur.

En ce cas, le tuteur et le protuteur seront indépendants, et non responsables l'un envers l'autre pour leur gestion respective.

тія, можетъ требовать допущенія его къ исправленію опеки надъ оставшимися въ малолѣтствѣ братьями и сестрами.

Des causes qui dispensent de la tutelle.

427. Sont dispensés de la tutelle:

Les personnes désignées dans les titres III, V, VI, VIII, IX, X et XI de l'acte du 18 mai 1804 (*);

Les présidents et conseillers à la cour de cassation (**), le procureur général et les avocats généraux en la même cour;

Les préfets;

Tous citoyens exercant une fonction publique dans un département autre que celui où la tutelle s'établit (***).

428. Sont également dispensés de la tutelle,

Les militaires en activité de service, et tous autres citoyens qui remplissent, hors du territoire de l'Empire une mission de l'Empereur.

429. Si la mission est non authentique, et contestée, la dispense ne sera prononcée qu'après la représentation faite par le réclamant, du certificat du Ministre dans le département duquel se placera la mission articulée comme excuse.

(*) La Constitution du 14 janvier 1852 et le sénatus-consulte des 7—10 novembre 1852 ayant retabli les mêmes charges et dignités que l'acte de 1804, les mêmes exemptions existent aujourd'hui.

Senatus-consulte organique du 28 floréal an XII (18 mai 1804).

Tit. 3.—9. Les membres de la famille impériale.

Tit. 5. (Les grands dignitaires de l'empire.) — 32. Les grandes dignités de l'empire sont celles—de grand-électeur,—d'archi-chancelier de l'empire,—d'archi-chancelier de l'État,—d'archi-trésorier,—de connétable,—de grand-amiral.

Tit. 6. (Les grands-officiers de l'empire.)—48. Les grands-officiers de l'empire sont:—1) des maréchaux de l'empire;—2) huit inspecteurs et colonels-généraux de l'artillerie et du génie des troupes à cheval et de la marine;—3) des grands officiers civils de la couronne.

Tit. 8. (Les sénateurs).

Tit. 9. (Les membres du conseil-d'état).

Tit. 10 et *tit.* 11. (Les membres du corps législatif et du tribunat).

(**) Loi du 16 septembre 1807, art 7. «La cour des comptes prend rang immédiatement après la cour de cassation, et jouit des mêmes prérogatives».

(***) Les ecclésiastiques desservant des cures sont dispensés de la tutelle, aux termes d'un avis du conseil d'Etat, en date du 20 novembre 1806.

430. Les citoyens de la qualité exprimée aux articles précédents, qui ont accepté la tutelle postérieurement aux fonctions, services ou missions qui en dispensent, ne seront plus admis à s'en faire décharger pour cette cause.

431. Ceux, au contraire, à qui lesdites fonctions, services ou missions auront été conférés postérieurement à l'acceptation et gestion d'une tutelle, pourront, s'ils ne veulent la conserver, faire convoquer, dans le mois, un conseil de famille, pour y être procédé à leur remplacement.

Si, à l'expiration de ces fonctions, services ou missions, le nouveau tuteur réclame sa décharge, ou que l'ancien redemande la tutelle, elle pourra lui être rendue par le conseil de famille.

432. Tout citoyen non parent ni allié ne peut être forcé d'accepter la tutelle, que dans le cas où il n'existerait pas, dans la distance de quatre myriamètres, des parents ou alliés en état de gérer la tutelle.

433. Tout individu âgé de soixante cinq ans accomplis peut refuser d'être tuteur. Celui qui aura été nommé avant cet âge pourra, à soixante-dix ans, se faire décharger de la tutelle.

434. Tout individu atteint d'une infirmité grave et dûment justifiée, est dispensé de la tutelle.

Il pourra même s'en faire décharger, si cette infirmité est survenue depuis sa nomination.

435. Deux tutelles sont, pour toutes personnes, une juste dispense d'en accepter une troisième.

Celui qui, époux ou père, sera déjà chargé d'une tutelle, ne pourra être tenu d'en accepter une seconde, excepté celle de ses enfants.

436. Ceux qui ont cinq enfants légitimes sont dispensés de toute tutelle autre que celle desdits enfants.

Les enfants morts en activité de service dans les armées de l'Empereur seront toujours comptés pour opérer cette dispense.

Les autres enfants morts ne seront comptés qu'autant qu'ils auront eux-mêmes laissé des enfants actuellement existants.

437. La survenance d'enfants pendant la tutelle ne pourra autoriser à l'abdiquer.

438. Si le tuteur nommé est présent à la délibération qui lui défère la tutelle, il devra sur-le-champ, et sous peine d'être déclaré non recevable dans toute réclamation ultérieure, proposer ses excuses, sur lesquelles le conseil de famille délibérera.

439. Si le tuteur nommé n'a pas assisté à la délibération qui lui a déféré

256. Выборъ въ опекуны долженъ быть обращаемъ на такихъ людей, кои нравственными качествами даютъ надежду къ призрѣнію малолѣтняго въ здравіи, добронравномъ воспитаніи и достаточномъ по его состоянію содержаніи, и отъ которыхъ ожидать можно отеческаго къ малолѣтнему попеченія. Посему запрещается опредѣлять опекунами:

1) Расточившихъ собственное и родительское имѣніе.

2) Имѣющихъ явные и гласные пороки, или же лишенныхъ по суду всѣхъ правъ состоянія, или всѣхъ особенныхъ правъ и преимуществъ, какъ лично, такъ и по состоянію имъ присвоенныхъ, или же нѣкоторыхъ, по статьѣ 54 Уложенія о Наказаніяхъ, личныхъ правъ и преимуществъ (ср. Улож. о Наказ. ст. 31, 47 и 54).

3) Извѣстныхъ суровыми своими поступками.

4) Имѣвшихъ ссору съ родителями малолѣтняго.

5) Несостоятельныхъ.

257. Вышедшія изъ крѣпостнаго состоянія лица не должны быть допускаемы къ опекунскому управленію такими имѣніями, въ коихъ они сами, или отцы ихъ, или дѣды по отцамъ, были записаны по ревизіи, равно какъ и къ такому же управленію записанными или прежде числившимися въ тѣхъ имѣніяхъ по ревизіи крѣпостными людьми безъ земли.

258. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, сверхъ лицъ, подвергшихся запрещенію къ тому общими законами, не могутъ быть назначены опекунами: 1) не состоящіе въ Россійскомъ подданствѣ, и 2) неимѣющіе собственнаго имущества, достаточнаго къ обезпеченію опеки, кромѣ лишь случая, когда, на основаніи статьи 232, такія лица будутъ назначены опекунами въ завѣщаніи отца малолѣтнихъ.

la tutelle, il pourra faire convoquer le conseil de famille pour délibérer sur ses excuses.

Ses diligences à ce sujet, devront avoir lieu dans le délai de trois jours, à partir de la notification qui lui aura été faite de sa nomination; lequel délai sera augmenté d'un jour par trois myriamètres de distance du lieu de son domicile à celui de l'ouverture de la tutelle: passé ce délai, il sera non recevable.

440. Si ses excuses sont rejetées, il pourra se pourvoir devant les tribunaux pour les faire admettre; mais il sera, pendant le litige, tenu d'administrer provisoirement.

441. S'il parvient à se faire exempter de la tutelle, ceux qui auront rejeté l'excuse pourront être condamnés aux frais de l'instance.

S'il succombe, il sera condamné lui-même.

442. Ne peuvent être tuteurs, ni membres des conseils de famille:

1) Les mineurs, excepté le père ou la mère;

2) Les interdits;

3) Les femmes, autres que la mère et les ascendantes;

4) Tous ceux qui ont ou dont les père ou mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis.

443. La condamnation à une peine afflictive ou infamante emporte de plein droit l'exclusion de la tutelle. Elle emporte de même la destitution dans le cas où il s'agirait d'une tutelle antérieurement deférée.

444. Sont aussi exclus de la tutelle, et même destituables, s' ils sont en exercice:

1) Les gens d'une inconduite notoire;

2) Ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité.

445. Tout individu qui aura été exclu ou destitué d'une tutelle, ne pourra être membre d'un conseil de famille.

259. Опекуны состоятъ въ непосредственной подчиненности тѣхъ мѣстъ, отъ которыхъ каждый изъ нихъ опредѣленъ.

260. Малолѣтній, пріобрѣтая по достиженіи четырнадцатилѣтняго возраста право испросить самъ себѣ попечителя, обращается о томъ съ просьбою въ Дворянскую Опеку или въ Сиротскій Судъ, по принадлежности.

261. Мимо установленныхъ опекунскихъ мѣстъ, опекуны къ малолѣтнимъ, если не были назначены по завѣщанію, могутъ быть опредѣляемы единственно Высочайшею Властію.

Отдѣленіе третіе.

О обязанностяхъ опекуновъ.

262. Обязанности опекуновъ вообще заключаются:
1) Въ попеченіи объ особѣ малолѣтняго.
2) Въ управленіи его имуществомъ.

446. Toutes les fois qu'il y aura lieu à une destitution de tuteur, elle sera prononcée par le conseil de famille, convoqué à la diligence du subrogé tuteur, ou d'office par le juge de paix.

Celui-ci ne pourra se dispenser de faire cette convocation, quand elle sera formellement requise par un ou plusieurs parens ou alliés du mineur, au degré de cousin germain ou à des degrés plus proches.

447. Toute délibération du conseil de famille, qui prononcera l'exclusion ou la destitution du tuteur, sera motivée, et ne pourra être prise qu'après avoir entendu ou appelé le tuteur.

448. Si le tuteur adhère à la délibération, il en sera fait mention, et le nouveau tuteur entrera aussitôt en fonctions.

S'il y a réclamation, le subrogé tuteur poursuivra l'homologation de la délibération devant le tribunal de première instance, qui prononcera sauf appel.

Le tuteur exclu ou destitué peut lui-même, en ce cas, assigner le subrogé tuteur pour se faire déclarer maintenu en la tutelle.

449. Les parents ou alliés qui auront requis la convocation pourront intervenir dans la cause, qui sera instruite et jugée comme affaire urgente.

418. Le tuteur agira et administrera, en cette qualité, du jour de sa nomination, si elle a lieu en sa présence; sinon, du jour qu'elle lui aura été notifiée.

419. La tutelle est une charge personelle qui ne passe point aux héritiers du tuteur. Ceux-ci seront seulement responsables de la gestion de leur auteur; et, s'ils sont majeurs, ils seront tenus de la continuer jusqu'à la nomination d'un nouveau tuteur.

450. Le tuteur prendra soin de la personne du mineur, et le représentera dans tous les actes civils.

I. Попеченіе объ особѣ малолѣтняго.

263. Опекунъ долженъ пещись объ особѣ и здравіи малолѣтняго. Онъ старается, чтобы малолѣтній воспитанъ былъ въ страхѣ Божіемъ, въ познаніи той вѣры, въ которой онъ родился, въ правилахъ добронравія и удаленія отъ злыхъ примѣровъ; для сего, ежели малолѣтній не отданъ въ общественное училище, опекунъ обязанъ, смотря по роду его и состоянію, отдать его на воспитаніе и для изученія приличныхъ ему знаній людямъ добродѣтельнымъ, или избрать учителей, кои имѣли бы въ своихъ познаніяхъ и поведеніи опредѣленное законами свидѣтельство; для служенія же опредѣлить къ малолѣтнему необходимо только нужныхъ служителей добраго и непорочнаго поведенія. Вообще опекунъ обязанъ приготовить малолѣтняго къ жизни, сообразной его состоянію, но всегда трудолюбивой, умѣренной и безмятежной.

264. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, дочери до замужства, а сыновья до отдачи въ училище, не должны быть разлучаемы съ матерью, если бы она даже и не участвовала въ опекѣ надъ ними, безъ особыхъ причинъ, признанныхъ уважительными Дворянскою Опекою или Сиротскимъ Судомъ, по принадлежности. Во все время, когда состоящія подъ опекою дѣти находятся при матери, опекуны обязаны исправно доставлять ей опредѣленные на содержаніе и воспитаніе дѣтей доходы, соразмѣрно съ доходами всего имущества.

При дѣвицахъ, оставшихся по смерти родителей сиротами, братья и опекуны обязаны, до выхода ихъ въ замужество, содержать немолодыхъ лѣтъ доброй нравственности женщину.

Для вступленія въ бракъ состоящихъ подъ опекою дѣвицъ требуется согласіе ихъ опекуновъ, хотя бы онѣ находились при своей матери; но если опекунъ не дозволяетъ дѣвицѣ вступить въ бракъ единственно по желанію удержать долѣе за собою управленіе ея имѣніемъ, то ей предоставляется просить о томъ, какъ постановлено выше, въ статьѣ 7.

265. Опекуну предоставляется отыскивать законнаго удовлетворенія въ личной обидѣ, малолѣтнему нанесенной.

Il administrera ses biens en bon père de famille, et répondra des dommages-intérêts qui pourraient résulter d'une mauvaise gestion.

468. Le tuteur qui aura des sujets de mécontentement graves sur la conduite du mineur pourra porter ses plaintes à un conseil de famille, et, s'il y est autorisé par ce conseil, provoquer la réclusion du mineur, conformément à ce qui est statué à ce sujet au titre *de la Puissance paternelle*.

II. Управленіе имуществомъ малолѣтняго.

266. Все движимое и недвижимое имѣніе малолѣтняго опекунъ принимаетъ въ смотрѣніе свое и вѣдомство по описи, составляемой имъ вмѣстѣ съ членомъ Дворянской Опеки или Сиротскаго Суда, по принадлежности, при двухъ посторонихъ свидѣтеляхъ, приглашенныхъ по правиламъ о описяхъ имѣній, изложеннымъ въ книгѣ III Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ; одна копія описи, за общимъ всѣхъ ихъ подписаніемъ, вносится въ Дворянскую Опеку, или въ Сиротскій Судъ, а другая, за такимъ же подписаніемъ, остается у опекуна.

267. Если по какимъ либо дѣламъ въ Дворянскихъ Опекахъ, или въ Сиротскихъ Судахъ, или въ другихъ мѣстахъ, о имуществѣ спротъ пекущихся, окажутся слѣды или догадки о внесенномъ въ Сохранную Казну умершимъ вкладчикомъ капиталѣ, то мѣста сіи могутъ, въ случаѣ надобности, просить удостовѣреніе о томъ отъ Опекунскаго Совѣта (Уст. Кред. ст. 1183).

Примѣчаніе. Правила, на основаніи коихъ производится изъ Сохранной Казны, по требованіямъ Дворянскихъ Опекъ, Сиротскихъ Судовъ, опекуновъ и попечителей, выдача капиталовъ и процентовъ, обращающихся въ пользу малолѣтнихъ, изложены въ Уставѣ Кредитныхъ Установленій, статьѣ 1200.

268. Движимое имѣніе, какъ-то: крѣпости, векселя и всякія вещи малолѣтняго, хранить въ мѣстахъ удобныхъ и безопасныхъ, гдѣ бы они не могли повредиться или утратиться; деньги же, ежели малолѣтній изъ дворянъ, отдавать или въ частныя руки за указанные проценты подъ вѣрные залоги, или въ Государственные Банки; а ежели малолѣтній не изъ дворянъ, то отдавать ихъ за указные же проценты на вѣрныя закладныя письма и векселя, или же употреблять въ торги, промыслы и тому подобное.

269. Недвижимое имѣніе малолѣтняго, какъ-то: деревни, домы, фабрики, заводы и принадлежащихъ къ нимъ людей, опекунъ содержитъ или приводитъ въ такое состояніе, чтобы надлежащіе съ оныхъ доходы получались сполна, а государственные сборы были выплачиваемы въ свое время безпомочно.

270. Вмѣстѣ съ тѣмъ опекунъ прилагаетъ попеченіе:

1) Чтобы хлѣбопашество, скотоводство и другія невоспрещенныя законами статьи доходовъ распространяемы были по мѣрѣ мѣстной удобности.

2) Чтобы нужныя и полезныя строенія не были допущены до разоренія; для чего исправляетъ оныя въ удобное время.

450. Le tuteur ne peut ni acheter les biens du mineur ni les prendre à ferme, à moins que le conseil de famille n'ait autorisé le subrogé tuteur, à lui en passer bail, ni accepter la cession d'aucun droit ou créance contre son pupille.

451. Dans les dix jours qui suivront celui de sa nomination, dûment connue de lui, le tuteur requerra la levée des scellés, s'ils ont été apposés, et fera procéder immédiatement à l'inventaire des biens du mineur en présence du subrogé tuteur.

450. Le tuteur administrera les biens du mineur en bon père de famille.

3) Чтобы неупустительно исправляемы были всѣ по имѣнію общественныя повинности.

4) Чтобы торги, промыслы и прочія дѣла и заведенія малолѣтняго приведены были по возможности въ лучшее положеніе.

271. Приказчики, старосты, выборные и всѣ вообще крестьяне и дворовые люди малолѣтняго состоятъ въ повиновеніи у опекуна; но власть его надъ ними подлежитъ слѣдующимъ ограниченіямъ:

1) Опекунъ не можетъ налагать отъ себя на крестьянъ никакихъ новыхъ оброковъ сверхъ прежде опредѣленныхъ, имѣя только право перемѣнять и устроивать вновь заведенія, безъ отягощенія однако крестьянъ и къ существенной пользѣ малолѣтняго.

2) Людей въ домѣ и въ деревняхъ обязанъ онъ или содержать по прежнему, или назначать имъ содержаніе, соразмѣрное надобности. Излишнихъ дворовыхъ людей можетъ опекунъ отпускать на оброкъ съ паспортами, или опредѣлять по способности въ домѣ, въ деревнѣ или на пашнѣ.

3) Крѣпостныхъ людей, оказавшихся въ непорядкахъ, опекунъ имѣетъ власть отрѣшить и замѣнить другими, обращая ихъ, въ случаѣ преступленій, куда по законамъ слѣдуетъ; за проступки же маловажные опекунъ можетъ отсылать ихъ въ городѣ въ полицію, а внѣ города къ приказчикамъ, старостамъ и выборнымъ; но самъ собою не въ правѣ учинить никакого тѣлеснаго наказанія.

4) Приказчики, старосты и выборные не могутъ ничего употреблять изъ доходовъ малолѣтняго безъ вѣдома опекуна, кромѣ опредѣленнаго на содержаніе хозяйства.

272. Опекунамъ, опредѣленнымъ къ имѣніямъ дворянскимъ, заводскимъ и посессіоннымъ фабричнымъ, предоставляется людей и крестьянъ развратнаго поведенія отдавать въ рекруты, а въ случаѣ неспособности

454. Lors de l'entrée en exercice de toute tutelle, autre que celle des père et mère, le conseil de famille règlera par aperçu, et selon l'importance des biens régis, la somme à laquelle pourra s'élever la dépense annuelle du mineur, ainsi que celle d'administration de ses biens.

Le même acte spécifiera si le tuteur est autorisé à s'aider, dans sa gestion, d'un ou plusieurs administrateurs particuliers, salariés, et gérant sous sa responsabilité.

455. Ce conseil déterminera positivement la somme à laquelle commencera, pour le tuteur, l'obligation d'employer l'excédant des revenus sur la dépense: cet emploi devra être fait dans le délai de six mois, passé lequel, le tuteur devra les intérêts à défaut d'emploi.

456. Si le tuteur n'a pas fait déterminer par le conseil de famille la somme à laquelle doit commencer l'emploi, il devra, après le délai exprimé dans l'article précédent, les intérêts de toute somme non employée, quelque modique qu'elle soit.

къ военной службѣ, представлять въ Губернское Правленіе для отсылки въ Сибирь на переселеніе, по порядку и по правиламъ, для самихъ владѣльцевъ опредѣленнымъ, съ тѣмъ однако же, чтобъ о каждомъ такомъ крестьянинѣ или дворовомъ человѣкѣ испрашиваемо было предварительно разрѣшеніе: по дворянскому имѣнію чрезъ Дворянскую Опеку у Гражданской Палаты, а по горнымъ и фабричнымъ посессіоннымъ имѣніямъ, на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Уставѣ Горномъ, статьѣ 2580, и въ Уставѣ о Промышленности Фабричной и Заводской, статьѣ 69, у Департамента Горнаго или Мануфактуръ и Внутренней Торговли, по принадлежности.

273. Опекунъ старается, чтобы доходы малолѣтняго собираемы были въ надлежащее время, а расходы производились безъ излишества. Для сего онъ отрѣшаетъ всѣ излишнія и роскошныя прихоти въ издержкахъ, употребляемыхъ на содержаніе малолѣтняго и опредѣленныхъ къ нему для воспитанія и услуженія людей, и ведетъ доходамъ и расходамъ вѣрныя погодныя книги.

274. По денежнымъ претензіямъ малолѣтняго опекунъ чинитъ въ надлежащій срокъ взысканіе съ должниковъ, а въ случаѣ неплатежа, употребляетъ постановленныя въ законахъ мѣры.

275. Ежели имѣніе малолѣтняго отягощено долгами, то опекунъ старается удовлетворить требованія неоспоримыя изъ остающихся за издержками доходовъ, а въ случаѣ недостатка оныхъ для уплаты всѣхъ долговъ вдругъ, выплачиваетъ напередъ не терпящіе отлагательства, особенно обращая вниманіе на имѣнія, заложенныя по ссудамъ изъ Приказовъ Общественнаго Призрѣнія, изъ капиталовъ сельской промышленности Новороссійскихъ губерній, и изъ другихъ кредитныхъ установленій, дабы не допустить оныхъ до продажи, чрезъ просрочку, подъ собственною своею отвѣтственностію.

276. Когда, по учрежденіи опеки, окажутся на имѣніи малолѣтнихъ дѣтей Таврическихъ Магометанъ долги сверхъ тѣхъ, о коихъ извѣстно было при открытіи и раздѣлѣ наслѣдства, платежъ оныхъ, равно какъ и отдѣленіе изъ вѣдома опеки тѣхъ частей имущества, кои принадлежать будутъ наслѣдникамъ, достигающимъ во время самой опеки совершеннолѣтія, производится на основаніи общихъ узаконеній.

277. Продажа имѣнія малолѣтнихъ производится на слѣдующемъ основаніи:

1) Жизненные припасы и вещи, скорому тлѣнію и другимъ тратамъ подверженныя, предоставляется опекунамъ продавать безъ особаго разрѣшенія, съ тѣмъ, что они обязаны, при отдачѣ въ Дворянскія Опеки и Сиротскіе Суды годовыхъ отчетовъ, давать отчеты и о самыхъ сихъ продажахъ.

452. Dans le mois qui suivra la clôture de l'inventaire, le tuteur fera vendre, en présence du subrogé tuteur, aux enchères reçues par un officier public, et après des affiches ou publications dont le procès-verbal de vente fera mention, tous les meubles autres que ceux que le conseil de famille l'aurait autorisé à conserver en nature.

453. Les père et mère, tant qu'ils ont la jouissance propre et légale des

2) Продажа вещей, тлѣнію не подверженныхъ, какъ то: серебра, золота и всякаго рода драгоцѣнныхъ камней, допускается въ слѣдующихъ только случаяхъ: а) если сіе необходимо для уплаты долговъ, на наслѣдствѣ малолѣтнаго лежащихъ, или для его содержанія; б) если означенныя вещи составляли товаръ того лица, отъ котораго перешли къ малолѣтному. Продажа сихъ вещей производится порядкомъ, ниже сего для недвижимыхъ имѣній установленнымъ.

3) Продажа имѣній недвижимыхъ и крѣпостныхъ людей допускается: а) при раздѣлѣ между наслѣдниками совершеннолѣтними и малолѣтными; б) для платежа доставшихся малолѣтному вмѣстѣ съ наслѣдственнымъ имѣніемъ долговъ; в) по совершенной ветхости строенія, или когда на содержаніе имѣнія потребно болѣе, нежели получается съ него дохода. Во всѣхъ случаяхъ о необходимости продажи имѣнія малолѣтныхъ, опекунъ представляетъ Дворянской Опекѣ или Сиротскому Суду, которые доносятъ о томъ Палатѣ Гражданскаго Суда, сія же послѣдняя представляетъ дѣло на усмотрѣніе Начальника Губерніи, а онъ вноситъ его съ заключеніемъ своимъ въ Правительствующій Сенатъ. Продажа такого имѣнія, учиненная безъ дозволенія Сената, уничтожается, и убытки, понесенные покупщиковъ чрезъ совершеніе на оное купчей крѣпости, остаются на отвѣтственности присутственнаго мѣста, допустившаго совершеніе оной.

4) Продажа всякаго имущества малолѣтныхъ не по приговорамъ судебнымъ, а по распоряженію опеки, совершается повольною цѣною и чрезъ посредство самихъ опекуновъ, подъ наблюденіемъ Дворянскихъ Опекъ и Сиротскихъ Судовъ.

Примѣчаніе 1. Правило, постановленное въ 3 пунктѣ сей статьи, о томъ, чтобы дѣла о продажѣ имѣній малолѣтныхъ изъ Гражданскихъ Палатъ восходили въ Правительствующій Сенатъ чрезъ Начальниковъ Губерній, не распространяется на Закавказскій край: дѣла сего рода въ этомъ краѣ представляются Правительствующему Сенату чрезъ Губернскія Правленія, кромѣ Дербентской губерніи, гдѣ, за неимѣніемъ Губернскаго Правленія сіи дѣла должны быть представляемы чрезъ Военнаго Губернатора. Магометанскимъ шаріатамъ за Кавказомъ, въ тѣхъ случаяхъ, когда будетъ признано необходимымъ, за долги, или по другимъ уважительнымъ причинамъ, продать принадлежащія состоящимъ въ ихъ вѣдѣніи малолѣтнымъ сиротамъ недвижимыя имѣнія, или вещи, не подверженныя тлѣнію, предварительно испрашивать на это, чрезъ Губернскія Правленія, а въ Дербентской губерніи, чрезъ тамошняго Военнаго Губернатора, управляющаго и гражданскою частью, разрѣшеніе Правительствующаго Сената, входя съ представленіями по сему предмету въ Губернскія Правленія и къ Губернатору, не иначе, какъ чрезъ мѣстныхъ Уѣздныхъ Начальниковъ, которые обязаны, независимо отъ мнѣній шаріатовъ по означеннымъ дѣламъ, излагать и свои собственныя соображенія.

Примѣчаніе 2. Правила о продажѣ имѣній малолѣтныхъ въ томъ видѣ, какъ они изложены въ Сводѣ Законовъ, распространяются и на Бессарабію.

Примѣчаніе 3. Воспрещеніе, на основаніи пункта 3 сей 277 статьи, продавать имѣнія малолѣтныхъ, безъ испрошенія предварительно на то разрѣшенія Правительствующаго Сената, относится исключительно къ такимъ имѣніямъ, которыя поступили уже, въ слѣдствіе утвержденія въ правахъ наслѣдства малолѣтныхъ владѣльцевъ, въ завѣдываніе Дворянскихъ Опекъ или Сиротскихъ Судовъ и предположены въ продажу, или по усмотрѣнію и ходатайству опекуновъ, или по закладнымъ, объ удовлетвореніи коихъ послѣдовало рѣшеніе въ то время, когда малолѣтные наслѣдники залогодателя получили уже право соб-

biens du mineur, sont dispensés de vendre les meubles, s'ils préfèrent de les garder pour les remettre en nature.

Dans ce cas, ils en feront faire, à leurs frais, une estimation à juste valeur par un expert qui sera nommé par le subrogé tuteur et prêtera serment devant le juge de paix. Ils rendront la valeur estimative de ceux des meubles qu'ils ne pourraient représenter en nature.

457. Le tuteur, même le père ou la mère, ne peut emprunter pour le mineur, ni aliéner ou hypothéquer ses biens immeubles, sans y être autorisé par un conseil de famille.

Cette autorisation ne devra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue, ou d'un avantage évident.

Dans le premier cas, le conseil de famille n'accordera son autorisation qu'après qu'il aura été constaté, par un compte sommaire présenté par le tuteur, que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisants.

Le conseil de famille indiquera, dans tous les cas, les immeubles qui devront être vendus de préférence, et toutes les conditions qu'il jugera utiles.

458. Les délibérations du conseil de famille, relatives à cet objet, ne seront exécutées qu'après que le tuteur en aura demandé et obtenu l'homologation devant le tribunal de première instance, qui y statuera en la chambre du conseil, et après avoir entendu le procureur impérial.

459. La vente se fera publiquement, en présence du subrogé tuteur, aux enchères, qui seront reçues par un membre du tribunal de première instance, ou par un notaire à ce commis, et à la suite de trois affiches apposées par trois dimanches consécutifs, aux lieux accoutumés dans le canton.

Chacune de ces affiches sera visée et certifiée par le maire des communes, où elles auront été apposées.

460. Les formalités exigées par les articles 457 et 458, pour l'aliénation des biens du mineur, ne s'appliquent point au cas où un jugement aurait ordonné la licitation sur la provocation d'un copropriétaire par indivis.

Seulement, et en ce cas, la licitation ne pourra se faire que dans la forme prescrite par l'article précédent: les étrangers y seront nécessairement admis.

461. Le tuteur ne pourra accepter ni répudier une succession échue au mineur, sans une autorisation préalable du conseil de famille. L'acceptation n'aura lieu que sous bénéfice d'inventaire.

462. Dans le cas où la succession répudiée au nom du mineur n'aurait pas été acceptée par un autre, elle pourra être reprise, soit par le tuteur, autorisé à cet effet par une nouvelle délibération du conseil de famille, soit par le mineur devenu majeur, mais dans l'état où elle se trouvera lors de la reprise, et sans pouvoir attaquer les ventes et autres actes qui auraient été légalement faits durant la vacance.

сгвенности на заложенное имущество; почему сила означеннаго 3 пункта не можетъ быть распространяема на тѣ случаи, когда продажа имѣній малолѣтныхъ опредѣлена окончательнымъ рѣшеніемъ судебнаго мѣста, состоявшимся еще при жизни совершеннолѣтняго владѣльца.

278. Деревни, крестьяне и дворовые люди, съ землею и безъ земли, доставшіеся въ наслѣдство малолѣтнимъ, которые, по состоянію своему, не имѣютъ законнаго права владѣть оными, не продаются, а поступаютъ въ казенное вѣдомство, по правиламъ, въ изложенвымъ ниже сего, въ статьяхъ 1304—1309 сего Свода.

279. Для пособія въ содержаніи малолѣтныхъ, опекуны могутъ пріискивать желающихъ пріобрѣсти принадлежащія имъ св. иконы съ окладами, и, по взаимному съ пріобрѣтателями сосласію, получать въ замѣнъ оныхъ наличную сумму денегъ.

280. Относительно отпуска на волю крестьянъ и дворовыхъ людей, состоящихъ въ опекунскомъ управленіи по малолѣтству владѣльцевъ, опекуны поступаютъ по правиламъ, въ предшедшихъ статьяхъ постановленнымъ для порядка продажи имѣній, принадлежащихъ малолѣтнымъ. На семъ же основаніи должны быть разрѣшаемы всѣ производящіяся дѣла сего рода, возникшія прежде 12 Марта 1856 года.

281. Займы подъ залогъ имѣній малолѣтныхъ въ кредитныхъ установленіяхъ или у частныхъ лицъ, еслибъ потребовали того польза и благосостояніе малолѣтнаго, совершаются не иначе, какъ по разрѣшенію Правительствующаго Сената.

282. Опекунъ обязанъ имѣть ходатайство по всѣмъ тяжебнымъ дѣламъ малолѣтнаго, подавать за него, куда слѣдуетъ, и въ сроки, законами опредѣленные, просьбы и аппеляціи, и вообще избирать способы, которые могли бы доставить ему спокойное владѣніе его имуществомъ.

Примѣчаніе. Опекуны, опредѣленные къ дѣтямъ умершаго чиновника, обязаны подавать за него требуемыя объясненія, когда при повѣркѣ отчетовъ его въ казенныхъ суммахъ откроются невѣрности.

283. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, опекунамъ запрещается вчинать межеваніе въ имѣніи малолѣтнаго.

463. La donation faite au mineur ne pourra être acceptée par le tuteur qu'avec l'autorisation du conseil de famille.

Elle aura, à l'égard du mineur, le même effet qu'à l'égard du majeur.

457. Le tuteur, même le père ou la mère, ne peut emprunter pour le mineur, ni aliéner ou hypothéquer ses biens immeubles, sans y être autorisé par un conseil de famille.

Cette autorisation ne devra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue, ou d'un avantage évident.

Dans le premier cas, le conseil de famille n'accordera son autorisation qu'après qu'il aura été constaté, par un compte sommaire présenté par le tuteur, que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisans.

Le conseil de famille indiquera, dans tous les cas, les immeubles qui devront être vendus de préférence, et toutes les conditions qu'il jugera utiles.

464. Aucun tuteur ne pourra introduire en justice une action relative aux droits immobiliers du mineur, ni acquiescer à une demande relative aux mêmes droits, sans l'autorisation du conseil de famille.

465. La même autorisation sera nécessaire au tuteur pour provoquer un partage; mais il pourra, sans cette autorisation, répondre à une demande en partage dirigée contre le mineur.

466. Pour obtenir à l'égard du mineur tout l'effet qu'il aurait entre majeurs, le partage devra être fait en justice, et précédé d'une estimation

284. За труды свои опекуны получаютъ изъ доходовъ малолѣтняго всѣ вмѣстѣ пять процентовъ ежегодно.

285. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской за труды свои по управленію имѣніемъ опекуны получаютъ изъ дѣйствительно собранныхъ чистыхъ съ того имѣнія доходовъ десять процентовъ ежегодно.

286. Опекуны, въ порядкѣ подчиненности ихъ Дворянской Опекѣ, или Сиротскому Суду, обязаны:

1) Нужные и сомнительные случаи представлять мѣстамъ сими съ своимъ мнѣніемъ и ожидать ихъ наставленія.

2) По прошествіи каждаго года, непремѣнно въ Январѣ мѣсяцѣ, представлять имъ годовой отчетъ о доходахъ, расходахъ, содержаніи и воспитаніи, а также промыслахъ малолѣтняго, если таковые имѣются; по окончаніи же опеки давать общій отчетъ. По имѣнію, въ разныхъ уѣздахъ состоящему, если оно находится въ управленіи одного опекуна, отчеты сіи должны быть подаваемы въ ту Дворянскую Опеку, коей онъ, на основаніи статьи 259, подвѣдомъ.—Отчеты по имѣнію дѣтей личныхъ дворянъ подаются въ Сиротскіе Суды.

287. Дворянскія Опеки и Сиротскіе Суды, разсматривая сіи отчеты, наблюдаютъ, чтобъ имѣніе малолѣтняго было управляемо какъ слѣдуетъ, чтобъ онъ получалъ пристойное воспитаніе и содержаніе, вмѣстѣ съ тѣми людьми, конхъ по необходимости надлежитъ къ нему приставить, и чтобы вообще опека во всѣхъ частяхъ устроена была такъ, чтобы для особы и имѣнія малолѣтняго послѣдовала изъ того дѣйствительная польза, а не погибель и разореніе.

faite par experts nommés par le tribunal de première instance du lieu de l'ouverture de la succession.

Les experts, après avoir prêté, devant le président du même tribunal ou autre juge par lui délégué, le serment de bien et fidèlement remplir leur mission, procèderont à la division des héritages et à la formation des lots, qui seront tirés au sort, et en présence soit d'un membre du tribunal, soit d'un notaire par lui commis, lequel fera la délivrance des lots.

Tout autre partage ne sera considéré que comme provisionnel.

467. Le tuteur ne pourra transiger au nom du mineur qu'après y avoir été autorisé par le conseil de famille, et de l'avis de trois jurisconsultes désignés par le procureur impérial près le tribunal de première instance.

La transaction ne sera valable qu'autant qu'elle aura été homologuée par le tribunal de première instance, après avoir entendu le procureur impérial.

469. Tout tuteur est comptable de sa gestion lorsqu'elle finit.

470. Tout tuteur, autre que le père et la mère, peut être tenu, même durant la tutelle, de remettre au subrogé tuteur des états de situation de sa gestion, aux époques que le conseil de famille aurait jugé à propos de fixer, sans néanmoins que le tuteur puisse être astreint à en fournir plus d'un chaque année.

Ces états de situation seront rédigés, et remis sans frais, sur papier non timbré, et sans aucune formalité de justice.

471. Le compte définitif de tutelle sera rendu aux dépens du mineur, lorsqu'il aura atteint sa majorité ou obtenu son émancipation. Le tuteur en avancera les frais.

On y allouera au tuteur toutes dépenses suffisamment justifiées, et dont l'objet sera utile.

472. Tout traité qui pourra intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détail-

288. Дворянскія Опеки и Сиротскіе Суды обязаны присылаемые къ нимъ отчеты опекуновъ доставлять безъ малѣйшаго отлагательства на ревизію Гражданской Палаты, которая, въ случаѣ медленности или неисправности, относится въ Губернское Правленіе для поступленія съ виновными по законамъ.

289. Къ предметамъ, подлежащимъ вѣдомству С.-Петербургской Управы Благочинія, относится содѣйствіе Дворянской Опекѣ и Сиротскому Суду по надзору, чтобъ отчеты объ имуществѣ несовершеннолѣтнихъ сиротъ, оставшихся послѣ столичныхъ обывателей, куда слѣдуетъ въ свое время были представляемы.

290. Опекуны и попечители, въ случаѣ нерадѣнія или умысла въ упущеніи правъ лица, попеченію ихъ ввѣреннаго, отвѣчаютъ собственнымъ своимъ имѣніемъ, но мѣрѣ произшедшей чрезъ то или могущей произойти для малолѣтняго потери. Денежныя взысканія на опекуновъ по вѣдомству Сиротскаго Суда за упущенія по должности налагаются по сравненію съ штатнымъ окладомъ Ратмановъ Городоваго Магистрата.

Примѣчаніе. По указу 1834 года Іюля 31 опекуны всякаго рода въ преступленіяхъ по дѣламъ ими ввѣренныхъ, подлежатъ, какъ частныя лица, судамъ первой степени.

291. Ежели опекуны или попечители принадлежащее малолѣтнему имущество или капиталы отдадутъ изъ прибыли лицу, сдѣлавшемуся въ послѣдствіи несостоятельнымъ, то хотя таковыя имущества и поступаютъ въ конкурсную массу, но малолѣтнимъ въ убыткахъ отвѣтствуютъ опекуны ихъ и попечители.

292. Но если самъ опекунъ или попечитель, употребивъ капиталы или имущества, попеченію его ввѣренные, по дѣламъ своимъ, сдѣлается несостоятельнымъ: то имущества таковыя не поступаютъ въ массу, но сохраняются малолѣтнимъ сполна и съ причитающимися процентами по день открытія несостоятельности. Несостоятельный же должникъ, за са-

lé, et de la remise des pièces justificatives; le tout constaté par un récépissé de l'oyant-compte, dix jours au moins avant le traité.

473. Si le compte donne lieu à des contestations, elles seront poursuivies et jugées comme les autres contestations en matière civile.

474. La somme à laquelle s'élevera le reliquat dû par le tuteur, portera intérêt, sans demande, à compter de la clôture du compte.

Les intérêts de ce qui sera dû au tuteur par le mineur, ne courront que du jour de la sommation de payer qui aura suivi la clôture du compte.

475. Toute action du mineur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle, se prescrit par dix ans, à compter de la majorité.

мовольное употребленіе тѣхъ капиталовъ и имуществъ, подвергается законному взысканію.

293. Если малолѣтные, пребывающіе въ Россіи, по достиженіи ими полнаго совершеннолѣтія, т. е. двадцати лѣтъ съ годомъ, въ теченіи двухъ, а находящіеся за границею въ теченіи трехъ лѣтъ, будутъ просить о принадлежащей имъ апелляціи: то должны быть къ оной допускаемы, хотя бы опекунами ихъ и было подписано удовольствіе, или же пропущенъ общій апелляціонный срокъ.

Примѣчаніе. Для воспитывающихся въ публичныхъ учебныхъ заведеніяхъ въ случаѣ, еслибы курсъ ученія былъ ими продолжаемъ и по достиженіи полнаго совершеннолѣтія, постановленный въ сей статьѣ двухгодовой и трехлѣтній срокъ считается съ того времени, когда они, бывъ выпущены изъ учебнаго заведенія, вступятъ въ управленіе своимъ имѣніемъ.

294. Если опека учреждена въ лицѣ родителей, то по имуществу малолѣтныхъ дѣтей они подчиняются всѣмъ тѣмъ же правиламъ, какія выше сего постановлены для опекуновъ посторонихъ, относительно продажи, залога и заклада имѣнія, и отчетности въ управленіи онымъ.

295. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской:

1) Отецъ оставшееся послѣ матери имущество, слѣдующее малолѣтнымъ ея дѣтямъ, а равно имущество, отъ имени сихъ малолѣтныхъ отысканное по суду, или же принадлежащее имъ по укрѣпленіямъ, удерживаетъ въ своемъ управленіи до совершеннолѣтія сыновей, и до выхода въ замужство дочерей.

2) Съ принятіемъ въ свое завѣдываніе имущества малолѣтныхъ, отецъ обязанъ о состояніи его донести Дворянской Опекѣ или Сиротскому Суду по принадлежности.

3) Управляя имѣніемъ на правѣ опекунскомъ, отецъ не даетъ отчета въ вырученныхъ доходахъ, будучи обязанъ къ возврату въ цѣлости самаго токмо имущества.

4) Отецъ, по достиженіи совершеннолѣтія однимъ изъ сыновей, или при выходѣ въ замужство одной изъ дочерей, отдаетъ слѣдующія имъ только части, удерживая части прочихъ несовершеннолѣтнихъ дѣтей въ своемъ управленіи.

5) За труды по управленію имуществомъ малолѣтныхъ, отецъ не получаетъ опредѣленнаго законами другимъ опекуномъ вознагражденія.

6) Мать, если ей одной по завѣщанію отца предоставлена опека, управляетъ имѣніемъ малолѣтныхъ, согласно завѣщанію, но подъ наблюденіемъ родственниковъ сихъ малолѣтныхъ, преимущественно съ отцовской стороны.

7) Ежели опека ввѣрена матери вмѣстѣ съ другими опекунами, то она управляетъ имуществомъ малолѣтныхъ не иначе, какъ при содѣйствіи сихъ другихъ опекуновъ.

389. Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs. Il est comptable, quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance, et, quant à la propriété seulement, de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

384. Le père, durant le mariage, et, après la dissolution du mariage, le survivant des père et mère, auront la jouissance des biens de leurs enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis, ou jusqu'à l'émancipation qui pourrait avoir lieu avant l'âge de dix-huit ans.

8) Назначенная опекуншею мать въ отношеніи къ пріятію имѣнія малолѣтныхъ дѣтей по описи, отчетности, по управленію онымъ, возвращенію онаго дѣтямъ и въ награжденіи за труды по опекѣ, подчиняется общимъ для опекуновъ постановленнымъ правиламъ. Сіе однакожъ не относится къ матери, пользующейся въ имуществѣ малолѣтныхъ правомъ пожизненнаго владѣнія: въ семъ случаѣ мать обязывается единственно къ возврату въ цѣлости имѣнія безъ полученныхъ съ онаго доходовъ, и вознагражденія за труды по опекѣ требовать не можетъ.

9) Съ прекращеніемъ опеки по достиженіи совершеннолѣтія или по выходѣ въ замужество состоящихъ подъ опекою, они принимаютъ отъ опекуновъ имущество свое по описи и при надлежащемъ отчетѣ. За промедленіе въ сдачѣ имущества опекунъ подлежитъ законной отвѣтственности.

Сверхъ того вышедшимъ изъ опеки, до истеченіи земской давности отъ достиженія ими совершеннолѣтія или выхода въ замужество, предоставляется отчужденное неправильно опекуномъ во время ихъ малолѣтства недвижимое имѣніе отыскивать прямо отъ того, въ чьемъ владѣніи оно будетъ тогда находиться, а сей послѣдній съ искомъ своимъ обращается къ имѣнію опекуна. Вышедшимъ изъ опеки предоставляется также до истеченія сего срока возобновлять въ судебныхъ мѣстахъ тяжбы, относящіяся къ ихъ имуществу, по коимъ опекунами были упущены законныя средства къ защитѣ ихъ правъ.

Примѣчаніе 1. Высочайше утвержденнымъ мнѣніемъ Государственнаго Совѣта 1832 года Іюля 7 положено, что какъ Литовскій Статутъ не лишаетъ совершеннолѣтнихъ дѣвицъ права владѣть не только движимою, но и недвижимою собственностію (разд. V, арт. 11), и означая несовершеннолѣтнихъ дѣтей въ числѣ лицъ, коимъ отказывается въ правѣ дѣлать завѣщанія, потому что сіи лица не имѣютъ ничего свободнаго (разд. VIII, арт. 1), не именуетъ однакожъ незамужнихъ женщинъ: то и установляемая Литовскимъ Статутомъ въ раздѣлѣ V, артикулѣ 9, въ раздѣлѣ III, артикулѣ 40 и въ раздѣлѣ V, артикулѣ 11, § 4 опека не стѣсняетъ дѣвицъ въ распоряженіи ихъ собственнымъ имуществомъ, а потому и давность земская по всѣмъ дѣламъ, за исключеніемъ лишь тяжбъ и исковъ о приданомъ, а также тяжбъ и исковъ, относящихся къ четвертой части недвижимаго роднаго отцовскаго имѣнія, должна быть исчисляема для дѣвицъ со времени достиженія ими законнаго опредѣленнаго въ Статутѣ, совершеннолѣтія.

Примѣчаніе 2. Оставшіяся по смерти Малороссійскихъ казаковъ, живущихъ въ Черниговской и Полтавской губерніяхъ, движимыя и недвижимыя имѣнія, которыя, по праву наслѣдства, будутъ принадлежать несовершеннолѣтнимъ наслѣдникамъ, состоящимъ въ казачьемъ званіи и выбывшимъ въ другое состояніе, отдаются въ общее распоряженіе избираемыхъ отъ каждаго сословія опекуновъ, по назначенію мѣстъ, завѣдывающихъ по тѣмъ сословіямъ опекунскими дѣлами.

296. Опеки, по особымъ Высочайшимъ повелѣніямъ установляемыя, не подчиняются вышеупомянутымъ общимъ правиламъ въ тѣхъ только дѣлахъ, въ коихъ онѣ Высочайшимъ повелѣніемъ именно отъ того изъяты.

297. Опекунское управленіе, учреждаемое за границею, состоя внѣ общаго вѣдомства Дворянскихъ Опекъ и Городскихъ Сиротскихъ Судовъ

наблюдаетъ слѣдующія правила: Консулы, имѣющіе въ иностранныхъ государствахъ обязанности опекуновъ надъ находящимися тамъ несовершеннолѣтними наслѣдниками изъ Россійскихъ подданныхъ, защищаютъ ихъ отъ притѣсненій, дѣлаютъ разсчеты съ кредиторами, однимъ словомъ заступаютъ во всемъ опекуновъ, соображаясь съ мѣстными узаконеніями и существующими трактатами; всѣ дѣйствія свои по сему предмету они записываютъ въ установленную для того книгу.

Отдѣленіе четвертое.

О опекѣ надъ малолѣтными дѣтьми государственныхъ крестьянъ.

298. Попеченіе объ устройствѣ участи малолѣтныхъ сиротъ въ казенныхъ волостяхъ, и назначеніе къ нимъ опекуновъ принадлежитъ къ предметамъ Волостнаго Правленія.

Примѣчаніе. Обязанности по опекѣ, возлагаемыя въ семъ отдѣленіи на Волостныя Правленія, относятся въ губерніяхъ: Кіевской, Подольской, Волынской, Минской, Виленской, Гродненской и Ковенской къ предметамъ вѣдомства сельскихъ управленій, для коихъ имѣютъ быть изданы особыя учрежденія.

299. Сельскій Старшина, получивъ свѣдѣніе о малолѣтныхъ сиротахъ, оставшихся безъ отца и матери, представляетъ Волостному Правленію о способахъ призрѣнія сихъ сиротъ.

300. Способы сіи могутъ состоять: 1) въ порученіи попеченія о сиротахъ и ихъ хозяйствѣ благонадежнѣйшему изъ ближайшихъ совершеннолѣтнихъ ихъ родственниковъ; 2) въ опредѣленіи къ сиротамъ, у которыхъ нѣтъ родственниковъ, но которые имѣютъ собственность, состоящую въ домѣ, хозяйственныхъ заведеніяхъ, крѣпостной землѣ или наличномъ денежномъ капиталѣ, опекуна по избранію Сельскаго Схода, изъ домохозяевъ, отличающихся честнымъ и добропорядочнымъ поведеніемъ; 3) въ отдачѣ сиротъ, не имѣющихъ ни родственниковъ, ни домашняго хозяйства, на воспитаніе къ благотворительнымъ людямъ того же сельскаго общества или волости, которые бы добровольно согласились принять и содержать ихъ безъ всякаго вспоможенія отъ сельскаго общества, пользуясь за то работою сиротъ до достиженія ими совершеннолѣтія; 4) въ помѣщеніи ихъ въ какое либо богоугодное заведеніе; 5) въ отдачѣ сиротъ, при невозможности употребленія средствъ, изъясненныхъ въ предшедшихъ двухъ пунктахъ, на воспитаніе кому либо изъ добропорядочныхъ хозяевъ одного съ ними селенія, съ опредѣленіемъ ему отъ сельскаго общества пособія, состоящаго въ хлѣбѣ или деньгахъ изъ сбора на мірскіе расходы.

301. По воспослѣдованіи разрѣшенія отъ Волостнаго Правленія, Сельскій Старшина распоряжается о призрѣніи сиротъ тѣмъ способомъ, который отъ Правленія будетъ предписанъ.

302. Въ случаѣ назначенія опекуна, Сельскій Старшина, въ присутствіи его и трехъ благонадежныхъ свидѣтелей изъ домохозяевъ, дѣлаетъ имуществу малолѣтныхъ сиротъ опись, которая утверждается общимъ подписаніемъ всѣхъ лицъ, присутствовавшихъ при составленіи оной. За неумѣющихъ грамотѣ подписываютъ тѣ, кому они повѣрятъ.

303. Подлинная опись представляется Сельскимъ Старшиною и хранится въ Волостномъ Правленіи; опекуну же выдается засвидѣтельствованная съ оной копія, по коей онъ принимаетъ въ свое завѣдываніе имущество малолѣтнаго.

304. Сельскій Старшина наблюдаетъ, чтобы опекуны исполняли въ точности и съ усердіемъ обязанности по опекѣ, на основаніи особаго наставленія, при семъ приложеннаго.

305. Экземпляромъ сего наставленія (ст. 304) снабжается отъ Сельскаго Старшины каждый опекунъ при вступленіи въ должность.

Примѣчаніе. Для удобнѣйшаго исполненія сего распоряженія, Сельскимъ Старшинамъ высылается отъ Палаты Государственныхъ Имуществъ достаточное число печатныхъ экземпляровъ наставленія для раздачи опекунамъ.

306. Опекунъ обязанъ пещись о здоровьи малолѣтнаго, стараться о его воспитаніи, вкоренять въ его сердцѣ страхъ Божій, безпредѣльную преданность къ Государю и повиновеніе установленнымъ властямъ, научать его правиламъ благонравія и доброму хозяйству.

307. Въ отношеніи управленія имѣніемъ малолѣтнаго, опекунъ долженъ: 1) оберегать оное, улучшать и приращать; 2) пещись объ увеличеніи отъ имѣнія доходовъ, и остающееся налицо, за удовлетвореніемъ хозяйственныхъ надобностей и уплатою податей, повинностей, недоимокъ и долговъ, представлять въ Волостное Правленіе для отсылки, чрезъ посредство Палаты Государственныхъ Имуществъ, въ Приказъ Общественнаго Призрѣнія, для приращенія процентами, наблюдая сіе правило и въ разсужденіи всякаго рода принадлежащихъ малолѣтному и отсылаемыхъ въ кредитныя установленія наличныхъ капиталовъ, коимъ Палата обязана вести особый счетъ.

308. Если въ составѣ имущества находятся предметы торговли или промышленности, то опекунъ обязанъ распоряжать онымъ соотвѣтственно ихъ предназначенію и пользамъ малолѣтнаго.

309. Недвижимое имущество малолѣтнаго опекунъ можетъ отдавать въ наймы, срокомъ не долѣе какъ до трехъ лѣтъ, и не иначе, какъ въ слѣдствіе представленія Сельскаго Старшины, утвержденнаго Волостнымъ Правленіемъ.

310. Опекунъ представляетъ Сельскому Старшинѣ о исходатайство-

ванін разрѣшенія на продажу вольною цѣною поступившихъ въ вѣдѣніе его строеній и движимаго имущества, подлежащаго тлѣнію, которыя ни питомцу, ни для хозяйства непужны, и сохраненіе которыхъ на будущее время не благонадежно. Волостное Правленіе разрѣшаетъ сію продажу, въ слѣдствіе представленія Сельскаго Старшины, основаннаго на ходатайствѣ опекуновъ.

311. Если бы для уплаты долговъ питомца необходимо было продать недвижимое или прочее движимое имущество, въ полную собственность ему принадлежащее, то получивъ о семъ представленіе Сельскаго Старшины, основанное на ходатайствѣ опекуновъ, Волостное Правленіе входитъ о семъ съ представленіемъ къ Окружному Начальнику, если не находитъ съ своей стороны причины къ отмѣнѣ такого предположенія опекуновъ. Окружный Начальникъ съ заключеніемъ своимъ представляетъ о семъ Палатѣ Государственныхъ Имуществъ, которая о продажѣ крѣпостной земли, принадлежащей малолѣтному, испрашиваетъ согласіе Начальника Губерніи, и засимъ представляетъ Министру Государственныхъ Имуществъ для испрошенія разрѣшенія Правительствующаго Сената.

312. Опекунъ обязанъ бездоимочно платить подати и исправлять земскія и мірскія повинности, лежащія на малолѣтномъ, изъ доходовъ отъ его имущества. Если же малолѣтному, по мірскому распоряженію, не дано будетъ общественной земли во владѣніе, то платежъ таковыхъ податей и повинностей разлагается между поселянами, къ сельскому обществу принадлежащими, на законномъ основаніи.

313. Если бы надлежало приступить ко взысканію должныхъ питомцу суммъ, то Волостное Правленіе производитъ сіе взысканіе собственнымъ распоряженіемъ, въ томъ случаѣ, когда должникъ состоитъ въ его вѣдомствѣ; въ противномъ случаѣ благовременно представляетъ о семъ Окружному Начальнику.

314. Къ нему же (ст. 313) входитъ оно съ представленіемъ о ходатайствѣ по дѣламъ питомцевъ, производящимся въ общихъ судебныхъ мѣстахъ, поручая тяжебныя ихъ дѣла, разсматриваемыя въ Волостной Расправѣ, наблюденію Волостнаго Головы, а въ Сельской Расправѣ наблюденію Сельскаго Старшины.

315. Палата Государственныхъ Имуществъ наблюдаетъ: 1) чтобы письменные долговые документы и акты, принадлежащіе питомцу, хранимы были въ Волостныхъ Правленіяхъ при особой описи; 2) чтобы по долговымъ актамъ производимо было взысканіе; 3) чтобы какъ по симъ, такъ и прочимъ дѣламъ питомцевъ въ уѣздныхъ судебныхъ мѣстахъ имѣлъ ходатайство Окружный Начальникъ, а въ губерскихъ Стряпчій Государственныхъ Имуществъ.

316. Опекунъ отдаетъ каждогодно отчетъ сельскому сходу во всѣхъ доходахъ и расходахъ по описи.

317. Волостное Правленіе наблюдаетъ, чтобы опекуны исполняли возложенныя на нихъ обязанности надлежащимъ образомъ, и направляли всѣ свои дѣйствія къ доброму воспитанію сиротъ и къ охраненію ихъ имущества и выгодъ. Волостное Правленіе удостовѣряется о семъ при случаяхъ осмотра сельскихъ обществъ Волостнымъ Головою и членами Волостнаго Правленія.

318. Въ случаѣ нарадѣнія опекуна о ввѣренномъ ему питомцѣ, или имуществѣ, а также другихъ упущеній, Сельскій Старшина напоминаетъ опекуну о тщательнѣйшемъ исполненіи его обязанностей и о исправленіи сдѣланныхъ упущеній; при чемъ удостовѣряется, въ цѣлости ли имущество питомца, переданное опекуну на храненіе. Когда такія упущенія будутъ усмотрѣны Волостнымъ Правленіемъ, то оно должно принять соотвѣтственныя открывшимся обстоятельствамъ мѣры для исправленія сихъ упущеній и обезпеченія цѣлости состоящаго подъ опекунскимъ управленіемъ имущества.

319. Если дойдетъ до свѣдѣнія Сельскаго Старшины о растратѣ опекуномъ имущества питомца, то, удостовѣрившись о семъ и принявъ мѣры для взысканія растраченнаго, посредствомъ описи, оцѣнки и взятія подъ присмотръ имущества виновнаго опекуна, Старшина представляетъ Волостному Правленію объ отрѣшеніи его отъ должности и о назначеніи на его мѣсто другаго благонадежнаго государственнаго крестьянина.

320. Окружный Начальникъ наблюдаетъ, чтобы Волостныя Правленія, сельскія начальства и опекуны исполняли въ точности обязанности, возложенныя на нихъ по части опекунскихъ дѣлъ государственныхъ крестьянъ Учрежденіями Волостнаго и Сельскаго Управленія. Если Окружный Начальникъ замѣтитъ упущенія и злоупотребленія, то пресѣкаетъ оныя и принимаетъ мѣры для охраненія пользъ питомцевъ.

321. При производствѣ общихъ и частныхъ ревизій, командируемые отъ Палаты Государственныхъ Имуществъ чиновники не упускаютъ обращать вниманіе и на опеки, учрежденныя въ сельскихъ обществахъ, входятъ во всѣ подробности опекунскаго управленія, и если замѣтятъ упущенія и злоупотребленія, то вмѣняютъ въ обязанность Окружнымъ Начальникамъ принять мѣры для пресѣченія оныхъ и для охраненія пользъ питомцевъ, донося о всѣхъ своихъ замѣчаніяхъ и сдѣланныхъ распоряженіяхъ Палатѣ Государственныхъ Имуществъ.

322. Получивъ сіи свѣдѣнія, Палата наблюдаетъ, чтобы сдѣланныя ревизоромъ распоряженія были исполнены Окружнымъ Начальникомъ, дѣлая и съ своей стороны дополнительныя предписанія, если найдетъ ихъ нужными.

323. Съ наступленіемъ совершеннолѣтія сиротамъ, также при выходѣ дѣвицъ, состоящихъ подъ опекою, въ замужество, Волостное Правленіе даетъ разрѣшеніе на прекращеніе опеки, и предписываетъ опекуну, подъ наблюденіемъ Сельскаго Старшины, ввести питомца или питомицу во владѣніе имуществомъ и отдать имъ отчетъ за все время опеки.

324. Окружный Начальникъ есть непремѣнный попечитель всѣхъ крестьянъ, вышедшихъ изъ-подъ опеки; и на семъ основаніи онъ разсматриваетъ представленія Волостныхъ Правленій о дозволеніи продажи или заклада недвижимаго крѣпостнаго имѣнія или займа денегъ подвѣдомственнымъ крестьянамъ, вышедшимъ изъ-подъ опеки, но которымъ не минулъ еще двадцать первый годъ, и испрашиваетъ на приведеніе сего въ дѣйствіе разрѣшенія Палаты Государственныхъ Имуществъ, присоединяя заключеніе свое о томъ, необходима ли сія мѣра для просителя. Палата даетъ на сіе разрѣшеніе не иначе, какъ испросивъ предварительное согласіе Начальника Губерніи.

325. Обязанности опекуна относительно женскаго пола прекращаются замужествомъ, въ каковомъ случаѣ оныя переходятъ къ мужу питомицы, до наступленія ея совершеннолѣтія.

326. Если въ теченіи первыхъ двухъ лѣтъ по поступленіи въ управленіе имѣніемъ, питомецъ не принесетъ никакой жалобы на опекуна по дѣламъ опеки, то сей послѣдній освобождается отъ всякой впредь по онымъ отвѣтственности.

327. Если питомецъ умретъ до прекращенія опеки, то опекунъ сдаетъ имущество и отдаетъ отчетъ въ управленіи его наслѣдникамъ, буде они совершеннолѣтніе.

Отдѣленіе пятое.

О опекѣ у Калмыковъ въ губерніяхъ Астраханской и Ставропольской.

328. У Калмыковъ, кочующихъ въ губерніяхъ Астраханской и Ставропольской, опекуны надъ малолѣтными сиротами избираются на Аймачномъ Сходѣ изъ ближайшихъ родственниковъ малолѣтнаго. Къ предметамъ сего же схода принадлежитъ и учетъ опекуновъ. Дѣла по опекамъ надъ малолѣтными Калмыками подлежатъ вѣдомству Улусныхъ Зарго; сіи Зарго, по обревизованію опекунскихъ отчетовъ, представляютъ годовыя вѣдомости въ Астраханскую Палату Государственныхъ Имуществъ, которой вмѣнены въ обязанность наблюденіе за правильнымъ веденіемъ опекъ и такое же попечительство надъ Калмыками, какое она имѣетъ по сей части надъ государственными крестьянами. Ей же принадлежитъ ревизія отчетовъ по опекамъ надъ имѣніями Калмыковъ Нойоновъ-владѣльцевъ и Зайсанговъ.

329. Опекуны для управленія владѣльческими улусами, доставшимися по наслѣдству малолѣтнымъ Нойонамъ-владѣльцамъ (ср. Учр. Инородц. ст. 621), или по случаю устраненія Нойона-владѣльца отъ управленія, назначаются Улуснымъ Сходомъ, созываемымъ нарочно для сего по требованію Главнаго Попечителя, изъ рода Зайсанговъ или владѣльцевъ, имѣющихъ не менѣе двадцати пяти лѣтъ отъ роду и не состоящихъ подъ слѣдствіемъ и судомъ, утверждаются же они въ должности Министромъ Государственныхъ Имуществъ по представленію Главнаго Попечителя, съ согласія Начальника Губерніи.

330. Слѣдующій владѣльцу доходъ съ управляемаго опекуномъ улуса собирается чрезъ Демчеевъ по опредѣленному въ Уставѣ о Земскихъ Повинностяхъ порядку; по представленіи сбора въ Палату, отчисляются изъ него, съ разрѣшенія Министра Государственныхъ Имуществъ, часть на содержаніе владѣльца или его наслѣдниковъ и другіе расходы, а остальная сумма отдается, для приращенія процентами, въ кредитныя учрежденія. Опекуну, управляющему улусомъ, вмѣсто жалованья, отдѣляется изъ владѣльческаго дохода (албана) сумма, равная съ содержаніемъ Правителей казенныхъ улусовъ (Учр. Инородц. ст. 623).

331. Опекуны для управленія аймаками, доставшимися по наслѣдству малолѣтнымъ Родовымъ Зайсангамъ, или по случаю устраненія отъ управленія Родоваго Зайсанга, избираются Аймачными Сходами и по представленію Палаты Государственныхъ Имуществъ утверждаются на время надобности Начальникомъ Губерніи.

Отдѣленіе шестое.

О опекѣ въ казачьихъ войскахъ.

I. О опекѣ въ Донскомъ войскѣ.

332. Въ Донскомъ войскѣ попеченіе о сиротахъ возлагается на Окружныя Опеки, дѣйствія коихъ не ограничиваются призрѣніемъ сиротъ и имущества однихъ чиновниковъ, но простираются и на сиротъ послѣ урядниковъ и казаковъ. Назначеніе опекуновъ къ имѣніямъ сиротъ и повѣрка отчетовъ опекунскихъ принадлежитъ также къ числу предметовъ занятія частныхъ станичныхъ сборовъ (собраній) и Станичныхъ Правителей.

333. Окружныя Опеки въ Донскомъ войскѣ дѣйствуютъ по общимъ правиламъ, предписаннымъ для Дворянскихъ Опекъ и Сиротскихъ Судовъ, съ слѣдующими изъятіями (ст. 334—340).

334. Сверхъ случаевъ, опредѣленныхъ въ общихъ законахъ, опеки учреждаются въ Донскомъ войскѣ еще въ нижеслѣдующихъ:

Буде у кого изъ служащихъ казаковъ, подлежащихъ къ наряду съ полками, жена, по достовѣрному свидѣтельству, окажется калѣкою, или больною въ такой степени, что за хозяйствомъ смотрѣть не можетъ, а дѣтей старше семнадцатплѣтняго возраста у нихъ нѣтъ, призора же за больною и малолѣтными дѣтьми никто изъ родственниковъ принять на себя не согласится, то хотя казакъ сей и долженъ слѣдовать на службу непремѣнно, но, для обезпеченія домашняго благосостоянія его, употребляются слѣдующія средства: 1) Больная или искалѣченная жена его поручается покровительству Приказа Войсковаго Общественнаго Призрѣнія. 2) Для присмотра за дѣтьми и хозяйствомъ опредѣляется опекунъ, избранный самимъ хозяиномъ, изъ отставныхъ со внутреннею службою казаковъ, который, до перемѣны его другимъ опекуномъ, или до возвращенія хозяина въ домъ, остается свободнымъ отъ службы и станичныхъ повинностей. 3) Опекунъ находится подъ присмотромъ Станичныхъ Правителей, и по возвращеніи хозяина, даетъ ему въ сбереженіи его имущества отчетъ по законамъ. 4) Опекунство сіе должно быть учреждаемо только тамъ, гдѣ безъ онаго семья, или хозяйство казака дѣйствительно можетъ разориться; за чѣмъ и имѣютъ строгое наблюденіе Окружные Генералы и Станичные Правители.

335. На семъ же основаніи учреждается опека и надъ семействами такихъ казаковъ, у конхъ во время нахожденія ихъ съ полками на службѣ умрутъ жены, или сгорятъ домы, и семейства ихъ останутся безъ призрѣнія, а сами они не могутъ быть уволены на Донъ до возвращенія полковъ, по окончаніи служенія сихъ послѣднихъ.

336. Если кто изъ служащихъ казаковъ, при женѣ больной, или калѣкѣ, будетъ имѣть дѣтей, какого бы пола ни было, свыше семнадцати лѣтъ отъ роду, въ одномъ домѣ живущихъ: то къ семейству такого казака опека не наряжается.

337. На томъ же основаніи учреждается опека надъ семействомъ и имуществомъ казака, находящагося на полевой службѣ, если жена его, обличившись въ кражѣ свыше тридцати рублей серебромъ, подвергнулась наказанію.

338. Къ личной обязанности Окружныхъ Депутатовъ въ Окружныхъ Опекахъ, по предмету попечительства принадлежитъ: собираніе точнѣйшихъ свѣдѣній о всѣхъ находящихся въ округахъ ихъ вдовахъ и малолѣтныхъ сиротахъ; принятіе всевозможныхъ мѣръ, дабы въ особенности бѣдные изъ нихъ не оставались безгласными; охраненіе имуществъ ихъ и ходатайство по дѣламъ, какую либо принадлежность ихъ въ себѣ заключающимъ, и вообще все узаконенное относительно попечительства. На сей конецъ они почасту сами бываютъ въ станицахъ, и дѣйствуютъ въ защиту вдовъ и сиротъ настоятельнѣйшимъ образомъ.

339. Окружныя Опеки требуютъ отъ опекуновъ, не изъемля и опредѣляемыхъ станичными обществами, за управленіе ихъ ежегодные отчеты двойнымъ числомъ. По симъ отчетамъ Опеки наблюдаютъ, дабы ввѣренныя опекунамъ имущества находились въ должномъ порядкѣ, а вдовы и сироты имѣли безнужное содержаніе, послѣдніе же получали и приличное воспитаніе; и всякій непорядокъ или упущеніе, замѣченное со стороны опекуновъ, немедленно пресѣкаютъ, взыскивая съ виновныхъ по законамъ; въ противномъ случаѣ сами Опеки подвергаются строгому отвѣту.

340. Одинъ экземпляръ отчетовъ Окружныя Опеки хранятъ у себя, а другой, съ замѣчаніями своими и требованіями, въ чемъ нужно будетъ, начальственнаго содѣйствія къ большему охраненію достоянія вдовъ и сиротъ, представляютъ на окончательную ревизію въ Войсковой Гражданскій Судъ. Войсковой же Гражданскій Судъ по призору малолѣтныхъ сиротъ и сбереженію имущества ихъ, равно и по всѣмъ вообще дѣламъ, до опеки и попечительства относящимся, тщательнѣйше наблюдаетъ за дѣйствіями не только опекуновъ, но и самихъ Опекъ; и потому, при разсмотрѣніи получаемыхъ отъ Окружныхъ Опекъ какъ ежегодныхъ отчетовъ, такъ и представляемыхъ на ревизію его опекунскихъ дѣлъ, въ случаѣ открытія упущеній, вредныхъ для сиротъ и вдовъ, или неправильности самаго рѣшенія дѣлъ, подвергаетъ виновныхъ неукоснительной отвѣтственности по законамъ. При ревизіи отчетовъ о дѣйствіяхъ опекуновъ, Войсковой Гражданскій Судъ главнѣйше смотритъ, не послѣдовало ли въ доходахъ съ имѣній малолѣтныхъ по какимъ либо причинамъ уменьшенія; обращаются ли оные гдѣ слѣдуетъ изъ процентовъ; не происходитъ ли изъ нихъ расходовъ произвольныхъ и для малолѣтныхъ безполезныхъ; какія приняты мѣры ко взысканію оныхъ съ виновныхъ, и по ближайшему усмотрѣнію своему даетъ всѣмъ дѣламъ сего рода законное направленіе. Дѣла по опекамъ и ревизіи опекунскихъ отчетовъ въ Донскомъ войскѣ производятся въ Войсковомъ Гражданскомъ Судѣ, на общихъ правилахъ; права же и обязанности Войсковаго Правленія по тѣмъ дѣламъ ограничиваются правами и обязанностями Губернскихъ Правленій въ губерніяхъ.

II. О опекѣ въ войскахъ Уральскомъ, Оренбургскомъ, Башкирскомъ и прочихъ казачьихъ.

341. Учрежденіе надъ имѣніями и дѣтьми войсковыхъ чиновниковъ Уральскаго казачьяго войска опекъ, и производство по онымъ дѣлъ, предоставляется вѣдѣнію Уральской Войсковой Канцеляріи, которая отчеты по симъ дѣламъ доставляетъ на ревизію въ Оренбургскую Гражданскую Палату.

342. Въ Оренбургскомъ казачьемъ войскѣ, по призору малолѣтныхъ

и сбереженію имущества ихъ, равно и по всѣмъ дѣламъ, до опеки и попечительства относящимся, Войсковое Правленіе тщательно наблюдаетъ за дѣйствіями опекуновъ, и въ случаѣ открытія упущеній, вредныхъ для сиротъ и вдовъ, подвергаетъ виновныхъ неукоснительной отвѣтственности.

343. Относительно опекъ въ Башкирскомъ войскѣ дѣйствуютъ слѣдующія правила: 1) Имѣнія сдаются въ опеку не иначе, какъ по описи, одному изъ благонадежнѣйшихъ родственниковъ, или постороннихъ лицъ, по назначенію Юртоваго Старшины и по предварительному разрѣшенію Кантоннаго Начальника. 2) Опекуну вмѣняется въ непремѣнную обязанность имѣть тщательнѣйшее наблюденіе какъ за сбереженіемъ имущества, такъ равно, если есть средства, и за увеличеніемъ онаго. 3) Доходы съ имѣнія опекунъ употребляетъ на содержаніе малолѣтныхъ съ разрѣшенія Кантоннаго Начальника. 4) Ближайшій надзоръ за исполненіемъ опекуномъ своихъ обязанностей предоставляется Кантонному Начальнику, который, по истеченіи каждаго года, обязанъ представлять Командующему войскомъ подробный отчетъ по управленію всѣхъ таковыхъ имѣній, во ввѣренномъ ему кантонѣ состоящихъ.

344. Учрежденіе опекъ надъ малолѣтными казаками въ Черноморскомъ и Кавказскомъ войскахъ и наблюденіе за ихъ дѣйствіями принадлежатъ къ обязанностямъ Исполнительныхъ Экспедицій Войсковыхъ Правленій. Учрежденная въ городѣ Ейскѣ Городовая Ратуша съ Сиротскимъ Судомъ въ порядкѣ ревизіи опекунскихъ дѣлъ подчинена Войсковому Правленію Черноморскаго казачьяго войска.

345. Учрежденіе опекъ въ Новороссійскомъ казачьемъ войскѣ и наблюденіе за дѣйствіями оныхъ принадлежатъ къ обязанностямъ Гражданской Экспедиціи Войсковаго Правленія.

346. Въ Сибирскомъ Линейномъ казачьемъ войскѣ дѣла о опекахъ подлежатъ вѣдомству Войсковаго Правленія; оно обращаетъ неослабную попечительность на призрѣніе сиротъ войсковаго сословія, на сбереженіе ихъ имущества и на всѣ вообще дѣла по опекамъ, не допуская ничего во вредъ ихъ и подвергая виновныхъ въ упущеніяхъ по сей части законной отвѣтственности.

347. Въ Забайкальскомъ казачьемъ войскѣ по опекунскимъ дѣламъ возложены на Войсковое Правленіе обязанности, лежащія въ Оренбургскомъ казачьемъ войскѣ на Войсковомъ Правленіи (см. выше, ст. 342), а на Бригадныя Правленія конныхъ полковъ и пѣшихъ баталіоновъ обязанности Окружныхъ Опекъ войска Донскаго. Сотенныя же Правленія конныхъ полковъ и Баталіонныя Правленія пѣшихъ баталіоновъ по дѣламъ опеки при-

мѣняются къ правиламъ, изданнымъ для Станичныхъ Управленій войска Донскаго (Учр. Казак. ст. 1566, 1579, 1599, 1604).

348. Въ Иркутскомъ и Енисейскомъ казачьихъ конныхъ полкахъ учрежденіе опекъ и производство по онымъ предоставлены Полковымъ Правленіямъ на основаніи приложенныхъ при семъ правилъ.

Примѣчаніе. Въ Тобольскихъ казачьихъ пѣшемъ баталіонѣ и конномъ полку завѣдываніе опекунскими дѣлами составляетъ обязанность, на основаніи общихъ постановленій, Дворянскихъ Опекъ и Городовыхъ Сиротскихъ Судовъ, по принадлежности.

Отдѣленіе седьмое.

О опекѣ надъ малолѣтными дѣтьми Татаръ въ Таврической губерніи.

349. Опеки надъ малолѣтными дѣтьми Татаръ, поселенныхъ въ Таврической губерніи, учреждаются Волостнымъ Правленіемъ тогда только, когда дѣти, лишась отца и матери, останутся совершенными сиротами: въ случаѣ смерти одного котораго либо изъ родителей, малолѣтные должны быть на попеченіи и содержаніи оставшагося въ живыхъ отца или матери.

350. Если у такихъ сиротъ не окажется никакого имущества, то Волостное Правленіе, извѣстясь о семъ отъ Сельскаго Старосты, возлагаетъ попеченіе о нихъ на благонадежнѣйшаго изъ ближайшихъ родственниковъ одного съ ними закона.

351. Если у сиротъ нѣтъ родственниковъ и домашняго хозяйства, Волостное Правленіе обязано стараться отдать ихъ на воспитаніе къ благотворительнымъ той же волости людямъ, кои бы добровольно согласились принять и содержать безъ всякаго отъ мірскаго общества вспоможенія, пользуясь за то посильною работою сиротъ до совершеннолѣтія; буде же на такомъ условіи никто принять не согласится, тогда Волостное Правленіе отдаетъ на воспитаніе кому либо изъ добропорядочныхъ домохозяевъ одного съ ними селенія, и отъ мірскаго общества назначается онымъ хозяевамъ пособіе, состоящее въ хлѣбѣ или деньгахъ.

352. Если у малолѣтнаго сироты находится имущество, заключающееся въ домѣ, хозяйственныхъ заведеніяхъ, крѣпостной землѣ, или наличномъ денежномъ капиталѣ, и проч., то Волостное Правленіе опредѣляетъ къ нему опекуна, преимущественно родственника малолѣтному, по избранію мірскаго схода, изъ числа домохозяевъ, отличающихся честностію и добропорядочнымъ поведеніемъ, дѣлаетъ имуществу опись въ присутствіи сего опекуна и трехъ благонадежныхъ свидѣтелей изъ домохозяевъ же того селенія и утверждаетъ оную подписью всѣхъ присутствующихъ лицъ; за неумѣющихъ же грамотѣ подписываются тѣ, кому они довѣрятъ. Настоящая опись хранится въ Волостномъ Прав-

ленiи, которое, вручивъ опекуну засвидѣтельствованную съ нея копiю, отдаетъ ему по сей описи и все имущество малолѣтнаго.

353. Опекунъ обязанъ пещись о здоровьи питомца, стараться о воспитанiи, вкоренять въ сердцѣ его страхъ Божiй, безпредѣльную преданность Государю и повиновенiе установленнымъ властямъ, научать правиламъ благонравiя и добропорядочному хозяйству. Въ отношенiи управленiя имѣнiемъ, опекунъ долженъ: 1) сберегать оное, улучшать и приращать; 2) пещись о прiумноженiи доходовъ; и 3) наличныя деньги, за удовлетвореniемъ хозяйственныхъ надобностей, за уплатою податей, повинностей, недоимокъ и долговъ, доставлять въ Волостное Правленiе, которое отсылаетъ ихъ въ Палату Государственныхъ Имуществъ, а Палата ведетъ имъ особый счетъ и, до совершеннолѣтiя питомца, вноситъ неудержно въ Приказъ Общественнаго Призрѣнiя, для приращенiя процентами, наблюдая сiе правило относительно всякаго рода принадлежащихъ малолѣтному капиталовъ.

354. Если въ составѣ имущества находятся предметы торговли, или промышленности, опекунъ обязанъ распоряжать ими отвѣтственно ихъ предназначенiю и пользамъ питомца.

355. Недвижимое имущество малолѣтнаго, опекунъ, съ утвержденiя Волостнаго Правленiя, можетъ отдавать въ наймы, срокомъ не долѣе трехъ лѣтъ, на извѣстныхъ условiяхъ, въ исполненiи конхъ какъ опекуна, такъ и наемщика Волостное Правленiе обязываетъ подпискою и хранитъ ее у себя.

356. Поступившiя въ вѣдомство опеки строенiе и недвижимое имущество, ненужныя ни питомцу, ни для хозяйства, и на будущее время къ сохраненiю неблагонадежныя, продаются немедленно вольною цѣною по представленiю опекуна, съ разрѣшенiя Волостнаго Правленiя.

357. Лежащiя на малолѣтномъ подати, всякiя мiрскiя и земскiя повинности, опекунъ обязанъ платить изъ доходовъ бездоимочно; если же малолѣтный не имѣетъ собственности, доходъ приносящей, то платежъ сихъ податей и повинностей разлагается на законномъ основанiи между прочими поселянами, къ тому селенiю принадлежащими.

358. По дѣламъ питомца, производящимся въ присутственныхъ мѣстахъ, касающимся до тяжбъ или торговыхъ оборотовъ, также до взысканiя должныхъ ему суммъ, ходатайство возлагается на Окружнаго Начальника и Стряпчаго Государственныхъ Имуществъ, по принадлежности; всѣ же письменные долговые документы и акты, принадлежащiе питомцу при учрежденiи опеки, вносятся въ опись; а для сохраненiя и должнаго по нимъ распоряженiя отсылаются въ Палату Государственныхъ Имуществъ.

359. Отчеты въ доходахъ и расходахъ опекуны ежегодно обязаны подавать Волостному Правленію, долженствующему ихъ разсматривать, и въ случаѣ правильности утверждать съ выдачею опекунамъ квитанцій, потомъ уже отсылать для храненія въ Палату Государственныхъ Имуществъ.

360. Если изъ таковыхъ отчетовъ волостное начальство замѣтитъ нерадѣніе о питомцѣ, или другое какое либо упущеніе опекуна, тогда оно пріемлетъ неукоснительныя мѣры къ исправленію и обезпеченію; въ случаѣ же растраты, отрѣшаетъ опекуна отъ должности, съ дозволенія Палаты Государственныхъ Имуществъ, взыскиваетъ съ виновныхъ растраченное, и назначаетъ новаго опекуна по вышеизображенному порядку.

361. Съ достиженіемъ питомцемъ семнадцатилѣтняго возраста, опека прекращается. Опекунъ, съ разрѣшенія Волостнаго Правленія, вводитъ питомца въ управленіе имуществомъ его по описи. Но прежде двадцати втораго года питомецъ сей не можетъ ни продать, ни заложить крѣпостной собственности безъ позволенія Палаты Государственныхъ Имуществъ.

362. Обязанности опекуна въ отношеніи къ питомцамъ женскаго пола прекращаются замужствомъ и переходятъ къ мужу до совершеннолѣтія.

363. Буде питомецъ, по вступленіи въ распоряженіе имѣніемъ, или по выпускѣ изъ учебныхъ заведеній, не принесетъ въ теченіи первыхъ двухъ лѣтъ жалобы на опекуна по дѣламъ опеки, то сей послѣдній освобождается отъ всякой впредь по нимъ отвѣтственности.

364. Если питомецъ умретъ до прекращенія опеки, то принадлежащее ему имущество отдается отъ опекуна по описи наслѣдникамъ умершаго питомца, буде же наслѣдники несовершеннолѣтни, родителямъ и опекунамъ ихъ, съ разрѣшенія Волостныхъ Правленій, коимъ тогда же должны быть представлены и опекунскіе въ первомъ случаѣ отчеты.

ГЛАВА ВТОРАЯ.

О опекѣ надъ безумными, сумасшедшими, глухонѣмыми и нѣмыми.

365. *Безумными* признаются не имѣющіе здраваго разсудка съ самаго ихъ младенчества.

366. *Сумасшедшими* почитаются тѣ, конхъ безуміе происходитъ отъ случайныхъ причинъ, и составляя болѣзнь, доводящую иногда до бѣшенства, можетъ наносить обоюдный вредъ обществу и имъ самимъ, и потому требуетъ особеннаго за ними надзора.

367. Каждому семейству, въ коемъ находится безумный или сумасшедшій, предоставляется предъявить о томъ мѣстному начальству.

DE L'INTERDICTION (*).

489. Le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides.

490. Tout parent est recevable à provoquer l'interdiction de son parent. Il en est de même de l'un des époux à l'égard de l'autre.

491. Dans le cas de fureur, si l'interdiction n'est provoquée ni par l'époux ni par les parens, elle doit l'être par le procureur impérial, qui, dans les cas d'imbécillité ou de démence, peut aussi la provoquer contre un individu qui n'a ni époux, ni épouse, ni parens connus.

492. Toute demande en interdiction sera portée devant le tribunal de première instance.

493. Les faits d'imbécillité, de démence ou de fureur, seront articulés par écrit. Ceux qui poursuivront l'interdiction, présenteront les témoins et les pièces.

494. Le tribunal ordonnera que le conseil de famille, formé selon le mode déterminé à la section IV du chapitre II du titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation*, donne son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est demandée.

495. Ceux qui auront provoqué l'interdiction ne pourront faire partie du conseil de famille; cependant l'époux et l'épouse, et les enfans de la personne dont l'interdiction sera provoquée, pourront y être admis sans y avoir voix délibérative.

(*) *L'interdiction* est l'état d'incapacité dont une personne est frappée, quant à l'administration de sa personne et de ses biens, à cause de la faiblesse de sa raison: c'est *l'interdiction civile*. Lorsqu'une personne a été frappée par la loi pénale, et privée, par suite, de l'exercice de ses droits civils, elle est en *interdiction légale* (Voy. C. pén. 29.)

368. По предъявленію отъ семейства о безумныхъ и сумасшедшихъ лицахъ, они подвергаются освидѣтельствованію, которое совершается въ губернскихъ городахъ чрезъ Врачебную Управу, въ присутствіи Губернатора, Вице-Губернатора, Предсѣдателя Гражданской Палаты и Губернскаго Прокурора, съ приглашеніемъ къ тому Предсѣдателя Казенной Палаты, когда свидѣтельствуются лица, вѣдомству той Палаты подлежащія, и, смотря по состоянію свидѣтельствуемаго, Губернскаго и одного, либо двухъ Уѣздныхъ Предводителей Дворянства, или Городскаго Головы съ однимъ, либо двумя членами Магистрата. При освидѣтельствованіи дворянъ, служащихъ въ военномъ вѣдомствѣ, присутствуютъ депутаты съ военной стороны. Во всякомъ случаѣ освидѣтельствованіе можетъ быть производимо и въ мѣстѣ жительства или пребыванія свидѣтельствуемаго лица въ губернскомъ городѣ. Составленіе протоколовъ Губернскаго Присутствія объ освидѣтельствованіи безумныхъ и сумасшедшихъ лежитъ на обязанности того Отдѣленія Губернскаго Правленія, въ коемъ, на основаніи статей 716 и 761 Общаго Учрежденія Губернскаго, дѣла сіи производятся.

369. Освидѣтельствованіе всѣхъ вообще крестьянъ и крѣпостныхъ людей производится порядкомъ, предписаннымъ въ статьяхъ 368 и 372, наблюдая притомъ, чтобы къ освидѣтельствованію крестьянъ свободныхъ состояній приглашаемы были въ Губернское Присутствіе начальствующія надъ ними лица въ губерніи, по принадлежности, какъ напримѣръ: Управляющіе Палатами Государственныхъ Имуществъ, Удѣльными Конторами, и т. п., а къ освидѣтельствованію крѣпостныхъ людей, Предводители Дворянства уѣзда губернскаго города и помѣщики (если они при томъ быть пожелаютъ), или ихъ повѣренные.

370. Нижніе воинскіе чины, не учинившіе въ безуміи смертоубійства или другаго жестокаго преступленія, свидѣтельствуются въ помѣшательствѣ ума по правиламъ, изображеннымъ въ статьяхъ 916—960 ч. II, кн. I, отд. III Свода Военныхъ Постановленій; въ случаѣ же учиненія сими чинами въ такомъ положеніи тяжкихъ преступленій, свидѣтельство имъ должно производиться на основаніи порядка, въ предшедшей

496. Après avoir reçu l'avis du conseil de famille, le tribunal interrogera le défendeur à la chambre du conseil: s'il ne peut s'y présenter, il sera interrogé dans sa demeure par l'un des juges à ce commis, assisté du greffier. Dans tous les cas, le procureur impérial sera présent à l'interrogatoire.

498. Le jugement sur une demande en interdiction ne pourra être rendu qu'à l'audience publique, les parties entendues ou appelées.

497. Après le premier interrogatoire, le tribunal commettra, s'il y a lieu, un administrateur provisoire, pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur.

499. En rejetant la demande en interdiction, le tribunal pourra néanmoins, si les circonstances l'exigent, ordonner que le défendeur ne pourra désormais plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier, ni en donner décharge, aliéner, ni grever ses biens d'hypothèques, sans l'assistance d'un conseil qui lui sera nommé par le même jugement.

368 статьѣ установленнаго, т. е. Врачебными Управами, въ Губернскихъ Правленіяхъ.

371. Въ портовыхъ городахъ вѣдомства Новороссійскаго и Бессарабскаго Генералъ-Губернатора освидѣтельствованіе умалишенныхъ и слабоумныхъ изъ дворянскаго сословія производится посредствомъ медицинскихъ чиновниковъ, въ присутствіи Градоначальниковъ, Предводителя Дворянства ближайшаго уѣзда и одного или двухъ членовъ Приказа Общественнаго Призрѣнія, гдѣ оный существуетъ; а если слабоумный или умалишенный изъ купечества или разночинцевъ, то къ свидѣтельству приглашаются еще Предсѣдатель Коммерческаго Суда, гдѣ такой Судъ находится, Городской Голова и два члена Магистрата.

372. Если доставленіе въ губернскій городъ лица, подвершагося безумію или сумасшествію, признано будетъ невозможнымъ безъ опасности для его жизни, то освидѣтельствованіе его производится на мѣстѣ жительства или пребыванія, чрезъ Инспектора или Члена Врачебной Управы и двухъ медиковъ, по назначенію сей же Управы. При семъ дѣйствіи составляется присутствіе: буде свидѣтельствуемый дворянинъ, то подъ предсѣдательствомъ Губернскаго Предводителя Дворянства, или заступающаго его мѣсто, а буде онъ разночинецъ или купецъ или мѣщанинъ, то подъ предсѣдательствомъ мѣстнаго Уѣзднаго Судьи, изъ Уѣзднаго Стряпчаго, въ городѣ Городничаго, а въ уѣздѣ Исправника, и сверхъ того, при свидѣтельствѣ дворянина, изъ Уѣзднаго Предводителя Дворянства, а при освидѣтельствованіи прочихъ лицъ, Городскаго Головы и двухъ членовъ Магистрата. Издержки на прогоны при проѣздѣ лицъ, назначаемыхъ для свидѣтельствованія умалишеннаго, на мѣсто его жительства или пребыванія и обратно, относятся на имѣніе лица, подвергшагося освидѣтельствованію.

373. Освидѣтельствованіе заключается въ строгомъ разсмотрѣніи отвѣтовъ на предлагаемые вопросы, до обыкновенныхъ обстоятельствъ и домашней жизни относящіеся. Какъ вопросы сіи, такъ и объясненія на оные записываются въ составляемый по сему случаю актъ.

374. По освидѣтельствованіи сумасшествія или безумія, если присутствіе признаетъ оное дѣйствительнымъ, то, не налагая само собою опеки, все имъ найденное представляетъ на разсмотрѣніе Правительствующему Сенату, и до полученія отъ него окончательнаго разрѣшенія, пріемлетъ токмо законныя мѣры къ призрѣнію страждущаго и къ сохраненію его имѣнія. Опредѣленія же объ освидѣтельствованныхъ на основаніи предшедшей 369 статьи крестьянахъ Губернскія Правленія приводятъ въ исполненіе, не представляя оныхъ на разсмотрѣніе Правительствующаго Сената.

496. Après avoir reçu l'avis du conseil de famille, le tribunal interrogera le défendeur à la chambre du conseil : s'il ne peut s'y présenter, il sera interrogé dans sa demeure par l'un des juges à ce commis, assisté du greffier. Dans tous les cas, le procureur impérial sera présent à l'interrogatoire.

500. En cas d'appel du jugement rendu en première instance, la cour impériale pourra, si elle le juge nécessaire, interroger de nouveau, ou faire interroger, par un commissaire, la personne dont l'interdiction est demandée.

501. Tout arrêt ou jugement portant interdiction, ou nomination d'un conseil, sera, à la diligence du demandeur, levé, signifié à partie, et inscrit, dans les dix jours, sur les tableaux qui doivent être affichés dans la salle de l'auditoire, et dans les études des notaires de l'arrondissement.

375. Признанные отъ Правительствующаго Сената безумными или сумасшедшими, поручаются въ смотрѣніе ближайшимъ ихъ родственникамъ, или, буде послѣдніе отъ того откажутся, отдаются въ устроенные для умалишенныхъ домы.

376. Имущество признанныхъ безумными или сумасшедшими отдается въ управленіе ихъ наслѣдникамъ, съ запрещеніемъ продавать или закладывать что либо изъ онаго при жизни владѣльца, и съ обязанностію остающіеся за законными издержками доходы сохранять въ цѣлости.

Примѣчаніе. Распоряженіе поземельными участками, отведенными въ пользу умалишенныхъ чиновниковъ иррегулярныхъ войскъ, пріобрѣвшихъ прежнею службою право на полученіе оныхъ, предоставляется наслѣдникамъ или родственникамъ умалишеннаго, подъ надзоромъ Окружныхъ Опекъ; почему о назначеніи таковымъ чиновникамъ участковъ извѣщается всякой разъ Войсковой Депутатъ для принятія съ его стороны надлежащихъ мѣръ къ сохраненію, посредствомъ опекъ, интересовъ умалишеннаго.

377. Впрочемъ въ отдачѣ имущества родственникамъ, въ требованіи отъ нихъ отчетовъ, и въ назначеніи имъ награды, поступать такъ же, какъ постановлено сіе для имѣній, состоящихъ въ опекѣ по малолѣтству владѣльцевъ.

Примѣчаніе. Въ 1854 году Правительствующимъ Сенатомъ пояснено, что какъ по смыслу сей статьи родственники безумныхъ и слабоумныхъ, относительно распоряженія имѣніемъ сихъ лицъ, должны руководствоваться правилами, предписанными для опекуновъ малолѣтныхъ, то и въ отношеніи продажи подверженныхъ тлѣнію и порчѣ имуществъ оныхъ слѣдуетъ поступать на точномъ основаніи 1 пункта 277 статьи сего Свода.

505. S'il n'y a pas d'appel du jugement d'interdiction rendu en première instance, ou s'il est confirmé sur l'appel, il sera pourvu à la nomination d'un tuteur et d'un subrogé tuteur à l'interdit, suivant les règles prescrites au titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation.* L'administrateur provisoire cessera ses fonctions, et rendra compte au tuteur s'il ne l'est pas lui-même.

506. Le mari est, de droit, le tuteur de sa femme interdite.

507. La femme pourra être nommée tutrice de son mari. En ce cas, le conseil de famille règlera la forme et les conditions de l'administration, sauf le recours devant les tribunaux de la part de la femme qui se croirait lésée par l'arrêté de la famille.

508. Nul, à l'exception des époux, des ascendants et descendants, ne sera tenu de conserver la tutelle d'un interdit au-delà de dix ans. A l'expiration de ce délai, le tuteur pourra demander et devra obtenir son remplacement.

509. L'interdit est assimilé au mineur, pour sa personne et pour ses biens: les lois sur la tutelle des mineurs s'appliqueront à la tutelle des interdits.

510. Les revenus d'un interdit doivent être essentiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison. Selon les caractères de sa maladie et l'état de sa fortune, le conseil de famille pourra arrêter qu'il sera traité dans son domicile, ou qu'il sera placé dans une maison de santé, et même dans un hospice.

502. L'interdiction ou la nomination d'un conseil aura son effet du jour du jugement. Tous actes passés postérieurement par l'interdit, ou sans l'assistance du conseil, seront nuls de droit.

503. Les actes antérieurs à l'interdiction pourront être annulés, si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits.

504. Après la mort d'un individu, les actes par lui faits ne pourront

378. Когда признанный по свидѣтельству въ помѣшательствѣ ума получитъ въ послѣдствіи выздоровленіе, то, по полученіи о семъ извѣщенія, производится ему вновь освидѣтельствованіе по правиламъ, въ предшедшихъ 368—375 статьяхъ постановленнымъ, и когда по сему свидѣтельству выздоровленіе признано будетъ несомнительнымъ, то представляется о томъ Правительствующему Сенату на его заключеніе, а до полученія разрѣшенія надлежитъ давать выздоровѣвшему полную свободу, не освобождая однакожъ имѣнія его изъ опеки. Кромѣ сего свидѣтельства никакія удостовѣренія о таковомъ выздоровленіи въ уваженіе приняты быть не могутъ.

379. При наложеніи опеки по причинѣ помѣшательства въ умѣ лицъ, владѣющихъ недвижимыми имѣніями, совокупно въ Россійской Имперіи и Царствѣ Польскомъ, надлежитъ наблюдать слѣдующее: 1) Лица сіи свидѣтельствуются по законамъ того края, гдѣ они въ то время находиться будутъ на жительствѣ. 2) Если признанный умалишеннымъ находится въ Имперіи, то Правительствующій Сенатъ, сдѣлавъ должное распоряженіе о учрежденіи опеки какъ надъ нимъ, такъ и надъ имѣніемъ его, собственно въ предѣлахъ Имперіи состоящимъ, сообщаетъ посредствомъ Министра Юстиціи Намѣстнику Царства о принятіи таковыхъ же мѣръ къ охраненію его имѣнія въ предѣлахъ Царства, по дѣйствующимъ тамъ законамъ. Если же умалишенный пребываетъ въ Царствѣ, то тамошнія присутственныя мѣста, распорядясь по мѣстнымъ законамъ объ охраненіи его лица и имѣнія въ Царствѣ, касательно учрежденія опеки надъ имѣніемъ, въ Имперіи находящимся, представляютъ Намѣстнику, который сообщаетъ о томъ взаимно Министру Юстиціи для предложенія Правительствующему Сенату.

380. Въ случаѣ совершеннаго выздоровленія таковыхъ лицъ (ст. 379), удостовѣреніе въ семъ производится равномѣрно по законамъ того края гдѣ они въ то время пребываютъ, а въ освобожденіи ихъ самихъ и принадлежащихъ имъ имѣній изъ-подъ опеки, наблюдается тотъ же самый порядокъ, какой предписанъ выше для учрежденія сей опеки.

être attaqués pour cause de démence, qu'autant que son interdiction aurait été prononcée ou provoquée avant son décès; à moins que la preuve de la démence ne résulte de l'acte même qui est attaqué.

511. Lorsqu'il sera question du mariage de l'enfant d'un interdit, la dot, ou l'avancement d'hoirie, et les autres conventions matrimoniales seront réglés par un avis du conseil de famille, homologué par le tribunal, sur les conclusions du procureur impérial.

512. L'interdiction cesse avec les causes qui l'ont déterminée: néanmoins la main-levée ne sera prononcée qu'en observant les formalités prescrites pour parvenir à l'interdiction, et l'interdit ne pourra reprendre l'exercice de ses droits qu'après le jugement de main-levée.

381. Глухонѣмые и нѣмые состоятъ подъ опекою до двадцати лѣтъ съ годомъ отъ роду. По достиженіи полнаго совершеннолѣтія, производится имъ законное освидѣтельствованіе на основаніи статей 368—372 сего Свода. Когда окажется, что свидѣтельствуемый можетъ свободно изъяснять свои мысли и изъявлять свою волю, то предоставляется ему право управлять и распоряжать своимъ имуществомъ наравнѣ съ прочими совершеннолѣтними. Если однако будетъ найдено, что опасно предоставить ему такое право вполнѣ, то, по представленію Правительствующему Сенату, назначается къ сему нѣмому или глухонѣмому попечительство. Надъ нѣмыми и глухонѣмыми, не обученными грамотѣ и лишенными всякаго средства пріобрѣтать понятія и выражать свою волю, Правительствующій Сенатъ, въ слѣдствіе представленія лицъ, производившихъ освидѣтельствованіе, предписываетъ учредить опеку. Къ учрежденію попечительствъ и опекъ сего рода, и къ порядку дѣйствій оныхъ, примѣняются тѣ самыя правила, которыя постановлены для учрежденія и порядка дѣйствій опекъ надъ малолѣтными и попечительствъ надъ несовершеннолѣтними.

382. Въ исчисленіи срока давности какъ для умалишенныхъ, такъ и для глухонѣмыхъ, лишенныхъ вовсе способности выражать свою волю, и для наслѣдниковъ тѣхъ и другихъ надлежитъ руководствоватся правилами, постановленными въ статьѣ 214 Свода Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

Примѣчаніе. Общія обязанности Губернаторовъ по надзору за дѣйствіями опекъ и попечительствъ опредѣлены въ Сводѣ Учрежденій Губернскихъ (см. Общ. Учр. Губ. ст. 529 и слѣд.).

DU CONSEIL JUDICIAIRE.

513. Il peut être défendu aux prodigues de plaider, de transiger, d'emprunter, de recevoir un capital mobilier et d'en donner décharge, d'aliéner ni de grever leurs biens d'hypothèques, sans l'assistance d'un conseil qui leur est nommé par le tribunal.

514. La défense de procéder sans l'assistance d'un conseil, peut être provoquée par ceux qui ont droit de demander l'interdiction; leur demande doit être instruite et jugée de la même manière.

Cette défense ne peut être levée qu'en observant les mêmes formalités.

515. Aucun jugement, en matière d'interdiction ou de nomination de conseil, ne pourra être rendu, soit en première instance, soit en cause d'appel, que sur les conclusions du ministère public.

КНИГА ВТОРАЯ.

О ПОРЯДКѢ ПРІОБРѢТЕНІЯ И УКРѢПЛЕНІЯ ПРАВЪ НА ИМУЩЕСТВА ВООБЩЕ.

РАЗДѢЛЪ ПЕРВЫЙ.

О РАЗНЫХЪ РОДАХЪ ИМУЩЕСТВЪ.

ГЛАВА ПЕРВАЯ.

О имуществахъ недвижимыхъ, движимыхъ раздѣльныхъ, нераздѣльныхъ, благопріобрѣтенныхъ и родовыхъ.

383. Имущества суть недвижимыя, или движимыя.

384. *Недвижимыми* имуществами признаются по закону земли и всякія угодья, деревни, домы, заводы, фабрики, лавки, всякія строенія и пустыя дворовыя мѣста.

385. Земли суть населенныя, или ненаселенныя. Земли ненаселенныя называются пустошами, порожними землями, степями и другими мѣстными наименованіями.

386. Принадлежности населенныхъ земель суть: состоящія на нихъ церковныя строенія, господскіе и крестьянскіе домы, дворы, мельницы, мосты, перевозы, плотины и гати.

387. Принадлежности земель, какъ населенныхъ, такъ и ненаселенныхъ, суть: состоящія въ нихъ рѣки, озера, пруды, болота, дороги, источники и другія мѣста, симъ подобныя, всѣ произведенія, на поверхности земли обрѣтающіяся, и всѣ сокровенные въ нѣдрахъ ея металлы, минералы и другія ископаемыя.

516. Tous les biens sont meubles ou immeubles.

517. Les biens sont immeubles ou par leur nature, ou par leur destination, ou par l'objet auquel ils s'appliquent.

518. Les fonds de terre et les bâtimens sont immeubles par leur nature.

519. Les moulins à vent ou à eau, fixés sur piliers et faisant partie du bâtiment, sont aussi immeubles par leur nature.

520. Les récoltes pendantes par les racines, et les fruits des arbres non encore recueillis, sont pareillement immeubles.

Dès que les grains sont coupés et les fruits détachés, quoique non enlevés, ils sont meubles.

Si une partie seulement de la récolte est coupée, cette partie seule est meuble.

521. Les coupes ordinaires des bois taillis ou de futaies mises en coupes réglées, ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus (*).

(*) Les bois *taillis* sont ceux qui ont été aménagés pour être livrés à des coupes périodiques successives, dont l'âge varie selon les localités et l'essence des arbres.

On appelle *futaie*, soit les baliveaux et modernes qui ont été laissés debout lors des coupes de bois taillis, soit les parties de bois qu'on a laissées croître en massif au-dessus de

388. Принадлежности фабрикъ и заводовъ суть: всѣ заводскія построенія, посуда и инструменты, приписные деревни и крестьяне, земли, лѣса, покосы, руды, соляные разсолы, трубы и всѣ вещества ископаемыя.

Примѣчаніе: Посему деревни и крестьяне, купленные и приписанные къ заводамъ и фабрикамъ, не могутъ быть отъ оныхъ отдѣлены.

389. Принадлежности домовъ суть: части оныхъ, составляющія внутреннюю и наружную отдѣлку, и тѣ украшенія, которыя невозможно отдѣлить отъ зданія безъ поврежденія, какъ то: мраморные, краснаго дерева и другаго рода полы, мраморные, мѣдные или чугунные камины, дорогіе обои, зеркала въ стѣнахъ и т. п.

522. Les animaux que le propriétaire du fonds livre au fermier ou au métayer pour la culture, estimés ou non, sont censés immeubles tant qu'ils demeurent attachés au fonds par l'effet de la convention.

Ceux qu'il donne à cheptel, à d'autres qu'au fermier ou métayer, sont meubles.

523. Les tuyaux servant à la conduite des eaux dans une maison ou autre héritage, sont immeubles et font partie du fonds auquel ils sont attachés.

524. Les objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds, sont immeubles par destination.

Ainsi, sont immeubles par destination, qnand ils ont été placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation du fonds:

Les animaux attachés à la culture;

Les ustensiles aratoires;

Les semences données aux fermiers ou colons partiaires (**);

Les pigeons des colombiers;

Les lapins des garennes;

Les ruches à miel;

Les poissons des étangs;

Les pressoirs, chaudières, alambics, cuves et tonnes;

Les ustensiles nécessaires à l'exploitation des forges, papeteries et autres usines;

Les pailles et engrais.

Sont aussi immeubles par destination, tous effets mobiliers que le propriétaire a attachés au fonds à perpétuelle demeure.

525. Le propriétaire est censé avoir attaché à son fonds des effets mobiliers à perpétuelle demeure, quand ils y sont scellés en plâtre ou à chaux ou à ciment, ou lorsqu'ils ne peuvent être détachés sans être fracturés et détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés.

---

l'âge des taillis. Lorsque ces quartiers de réserve ont atteint l'âge de quarante ans, on les nomme arbres de haute futaie. (C. 591).

(**) On appelle *colons partiaires* les fermiers qui cultivent, sous la condition de livrer au propriétaire, pour prix du fermage, une *partie* déterminée des fruits et récoltes.

390. Въ числѣ принадлежностей недвижимыхъ имуществъ полагаются и укрѣпленія на владѣніе ими, какъ то: владѣнные указы, грамоты, крѣпости, межевые планы, книги и прочіе документы.

391. Къ принадлежностямъ заповѣдныхъ наслѣдственныхъ имѣній относятся: фамильныя бумаги, драгоцѣнности, или произведенія изкусствъ, собранія рѣдкостей, книгъ и тому подобныя, именно въ актѣ учрежденія таковыхъ имѣній означенныя.

392. Принадлежности недвижимыхъ имѣній, заложенныхъ въ кредитныхъ установленіяхъ, признаваемыя принадлежащими къ залогу, исчислены въ Уставѣ Кредитномъ, статьяхъ 467 и 468.

393. Недвижимыя имущества, когда они могутъ быть раздѣлены на особыя части такимъ образомъ, что каждая можетъ составлять отдѣльное владѣніе, именуются *раздѣльными*; когда же они, по существу ихъ, или по закону, не могутъ подлежать таковому раздробленію, то называются *нераздѣльными*.

394. Къ имуществамъ *нераздѣльнымъ* по закону принадлежатъ: 1) фабрика, заводъ, лавка; 2) принадлежащіе государственнымъ крестьянамъ, водворенным на собственныхъ земляхъ, участки земли, не болѣе восьми десятинъ содержащіе; 3) аренды; 4) золотосодержащіе пріиски, отводимые частнымъ лицамъ на казенныхъ земляхъ для одной лишь разработки; 5) имѣнія маіоратныя въ Западныхъ губерніяхъ; 6) участки, отводимые по Высочайшимъ повелѣніямъ малоимущимъ дворянамъ для поселенія.

Примѣчаніе 1. Дворы причисляются къ нераздѣльнымъ имуществамъ; но обывателямъ городовъ дозволено раздѣлять обширныя мѣста и дворы на части для продажи порознь безъ всякаго стѣсненія ихъ въ томъ относительно мѣры сихъ частей, съ тою только на случай пожаровъ осторожностію, какую полиціи наблюдать обязана, чтобы тѣсноты между строеніями не было.

Примѣчаніе 2. Относительно раздѣленія дворовъ на части въ С.-Петербургѣ постановлены особыя правила въ Уставѣ Строительномъ.

Les glaces d'un appartement sont censées mises à perpétuelle demeure, lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie.

Il en est de même des tableaux et autres ornements.

Quant aux statues, elles sont immeubles lorsqu'elles sont placées dans une niche pratiquée exprès pour les recevoir, encore qu'elles puissent être enlevées sans fracture ou détérioration.

526. Sont immeubles, par l'objet auquel ils s'appliquent:

L'usufruit des choses immobilières;

Les servitudes ou services fonciers;

Les actions qui tendent à revendiquer un immeuble.

395. По желанію владѣльца и въ уваженіе особенныхъ обстоятельствъ, имущество его можетъ быть объявлено нераздѣльнымъ по Высочайшему утвержденію, и въ такомъ случаѣ получаетъ названіе заповѣднаго наслѣдственнаго.

Примѣчаніе. Порядокъ учрежденія заповѣдныхъ наслѣдственныхъ имѣній изложенъ ниже, въ статьяхъ 467—484.

396. Недвижимыя имущества суть: *благопріобрѣтенныя* или *родовыя*.

397. *Благопріобрѣтеннымъ* имуществомъ считается: 1) выслуженное или Всемилостивѣйше пожалованное; 2) доставшееся покупкою, дарственною записью или другимъ какимъ либо укрѣпленіемъ изъ чужаго рода; 3) купленное отцомъ у сына, кому досталось оно отъ матери; 4) имущество, хотя и родовое, но которое владѣльцемъ было продано чужеродцу и послѣ отъ чужеродца обратно куплено; 5) имущество, купленное отъ родственника, у котораго оно было благопріобрѣтеннымъ; 6) имущество, полученное на указную часть однимъ изъ супруговъ по смерти другаго; наконецъ 7) имущество, собственнымъ трудомъ и промысломъ нажитое.

398. Всѣ движимыя имущества и денежные капиталы почитаются благопріобрѣтенными, и о родовомъ происхожденіи оныхъ никакой споръ не пріемлется.

Примѣчаніе. Капиталы, кои были получены дѣтьми отъ родителей, въ томъ случаѣ, когда дѣти умрутъ бездѣтны, обращаются къ родителямъ, но не въ видѣ имущества наслѣдственнаго, а въ видѣ дара, дѣтьми отъ нихъ полученнаго.

399. Имущества *родовыя* суть: 1) всѣ имущества, дошедшія по праву законнаго наслѣдованія; 2) имущества, дошедшія отъ перваго ихъ пріобрѣтателя хотя и по духовному завѣщанію, но къ такому родственному лицу, которое имѣло бы по закону право наслѣдованія; 3) имущества, доставшіяся по купчимъ крѣпостямъ отъ родственниковъ, коимъ дошли по наслѣдству изъ того же рода; и наконецъ 4) родовымъ имѣніемъ должны быть почитаемы всякаго рода зданія и постройки, возведенныя владѣльцемъ въ селеніи или городѣ на землѣ, дошедшей къ нему по наслѣдству.

Примѣчаніе. По сомнѣніямъ, возникшимъ о точномъ смыслѣ указа 30 Ноября 1807 года и Высочайше утвержденнаго мнѣнія Государственнаго Совѣта 23 Іюля 1823 года (въ которомъ постановлено было: ту часть имѣнія Вердеревскаго, которая имъ куплена у родственниковъ, не бывъ прежде отъ него имъ продана, почитать имѣніемъ благопріобрѣтеннымъ) и основанныхъ на нихъ статей 241 и 243 Свода Законовъ Гражданскихъ изданія 1832 года ст. 397 и 399 по изданію 1857 года) о свойствѣ имѣній, покупаемыхъ у родственниковъ, Государственный Совѣтъ мнѣніемъ, Высочайше утвержденнымъ 4 Іюня 1836 года, положилъ: упомянутыя статьи оставить при настоящемъ ихъ изложеніи; для огражденія же правъ тѣхъ лицъ, къ которымъ могли дойти имѣнія на основаніи положенія 1823 года до 1 Января 1835 года, т. е. до того времени, когда Сводъ 1832 года вошелъ въ силу закона, дѣла о подобныхъ имѣніяхъ, въ теченіи сего періода возникшія, разрѣшать и впредь на точномъ основаніи положенія 1823 года; равнымъ образомъ и сдѣлки, на осно-

896. Les substitutions sont prohibées. Toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué, ou le légataire, sera chargé de conserver et de rendre à un tiers, sera nulle, même à l'égard du donataire, de l'héritier institué ou du légataire.—Néanmoins les biens libres formant la dotation d'un titre héréditaire que l'Empereur aurait érigé en faveur d'un prince ou d'un chef de famille, pourront être transmis héréditairement, ainsi qu'il est réglé par l'acte du 30 mars 1806 et par celui du 14 août suivant. (Voy. art 467 et suiv. du Swod).

ваніи сего положенія въ продолженіи того же періода совершенныя, должны навсегда почитаться законными.

400. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской родовыми почитаются токмо имѣнія, дошедшія по праву законнаго наслѣдованія. Они суть отцовскія, если достались послѣ отца, или родственниковъ съ отцовской стороны; материнскія, если достались послѣ матери или родственниковъ съ материнской стороны. Всѣ имѣнія, полученныя другими способами, причисляются къ благопріобрѣтеннымъ.

401. Движимыя имущества суть: мореходныя и рѣчныя суда всякаго рода, книги, рукописи, картины и вообще всѣ предметы, относящіеся къ наукамъ и искусствамъ, домовые уборы, экипажи, земледѣльческія орудія, всякаго рода инструменты и матеріалы, лошади, скотъ, хлѣбъ сжатый и молоченый, всякіе припасы, выработанныя на заводахъ наличныя руды, металлы и минералы, и все то, что изъ земли извлечено.

402. Наличные капиталы, заемныя письма, векселя, закладныя и обязательства всякаго рода принадлежатъ къ имуществамъ движимымъ.

403. Золотосодержащіе пріиски, отводимые частнымъ лицамъ на казенныхъ земляхъ для одной лишь разработки, признаются въ отношеніи къ золотопромышленникамъ имуществамъ движимымъ; а потому и

527. Les biens sont meubles par leur nature, ou par la détermination de la loi.

528. Sont meubles par leur nature, les corps qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre, soit qu'ils se meuvent par eux-mêmes, comme les animaux, soit qu'ils ne puissent changer de place que par l'effet d'une force étrangère, comme les choses inanimées.

529. Sont meubles par la déterminaton de la loi, les obligations et actions qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers, les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie, encore que des immeubles dépendans de ces entreprises appartiennent aux compagnies. Ces actions ou intérêts sont réputés meubles à l'égard de chaque associé, seulement tant que dure la société.

Sont aussi meubles par la détermination de la loi, les rentes perpétuelles ou viagères, soit sur l'Etat, soit sur des particuliers.

530. Toute rente établie à perpétuité pour le prix de la vente d'un immeuble, ou comme condition de la cession à titre onéreux ou gratuit d'un fonds immobilier, est essentiellement rachetable.

Il est néanmoins permis au créancier de régler les clauses et conditions du rachat.

Il lui est aussi permis de stipuler que la rente ne pourra lui être remboursée qu'après un cerain terme, lequel ne peut jamais excéder trente ans: toute stipulation contraire est nulle.

531. Les bateaux, bacs, navires, moulins et bains sur bateaux, et généralement toutes usines non fixées par des piliers, et ne faisant point partie de la maison, sont meubles; la saisie de quelques-uns de ces objets peut cependant, à cause de leur importance, être soumise à des formes particulières, ainsi qu'il sera expliqué dans le code de la procédure civile.

532. Les matériaux provenant de la démolition d'un édifice, ceux assemblés pour en construire un nouveau, sont meubles jusqu'à ce qu'ils soient employés par l'ouvrier dans une construction.

Aux termes de l'article 8 de la loi du 12 avril 1810, les *mines* sont déclarées immeubles; ainsi que les bâtiments, machines, puits, galeries et autres travaux établis à demeure, mais, et d'après l'article 9 de la même loi, les matières extraites sont meubles.

въ переходѣ отъ одного владѣльца къ другому по наслѣдству или инымъ случаямъ подлежатъ тѣмъ же правиламъ, какія вообще для имуществъ движимыхъ постановлены. Обязательства, при семъ принимаемыя наслѣдниками, опредѣлены въ статьѣ 2439 Устава Горнаго.

404. Къ движимымъ имуществамъ причисляются и права на крѣпостныхъ людей безъ земли; семейства ихъ суть недѣлимы, разумѣя подъ семействомъ мужа и жену, отца и мать, а изъ дѣтей разумѣя сыновей неженатыхъ и дочерей незамужнихъ, какъ малолѣтныхъ, такъ и совершеннолѣтнихъ, хотя бы они не имѣли ни отца, ни матери, и потому семейства сіи раздроблять дареніемъ, продажею, залогомъ, раздѣломъ или выключкою въ пользу владѣльца при продажѣ и залогѣ имѣнія и всѣми другими способами запрещается; но владѣльцу предоставляется отпускать крѣпостныхъ своихъ людей на волю порознь, какъ съ землею, такъ и безъ земли.

405. Движимыя имущества суть нетлѣнныя, или тлѣнныя; къ первымъ принадлежатъ: золото, серебро, каменья, всякая посуда, галантерейныя вещи; къ тлѣннымъ имуществамъ принадлежатъ: жемчугъ, мѣховыя и другія платья, съѣстные и всякіе припасы, подверженные скорой порчѣ.

533. Le mot *meuble*, employé seul dans les dispositions de la loi ou de l'homme, sans autre addition ni désignation, ne comprend pas l'argent comptant, les pierreries, les dettes actives, les livres, les médailles, les instrumens des sciences, des arts et métiers, le linge de corps, les chevaux, équipages, armes, grains, vins, foins et autres denrées; il ne comprend pas aussi ce qui fait l'objet d'un commerce.

534. Les mots *meubles meublants* ne comprennent que les meubles destinés à l'usage et à l'ornement des appartemens, comme tapisseries, lits, sièges, glaces, pendules, tables, porcelaines et autres objets de cette nature.

Les tableaux et les statues qui font partie du meuble d'un appartement y sont aussi compris, mais non les collections de tableaux qui peuvent être dans les galeries ou pièces particulières. Il en est de même des porcelaines: celles seulement qui font partie de la décoration d'un appartement sont comprises sous la dénomination de *meubles meublants*.

535. L'expression *biens meubles*, celle de *mobilier* ou d' *effets mobiliers*, comprennent généralement tout ce qui est censé meuble d'après les règles ci-dessus établies.

La vente ou le don d'une maison meublée ne comprend que les meubles meublants.

536. La vente ou le don d'une maison, avec tout ce qui s'y trouve, ne

ГЛАВА ВТОРАЯ.

О имуществахъ государственныхъ, удѣльныхъ, принадлежащихъ разнымъ установленіямъ, общественныхъ и частныхъ.

406. Всѣ имущества, не принадлежащія никому въ особенности, т. е. ни частнымъ лицамъ, ни сословіямъ лицъ, ни дворцовому вѣдомству, ни удѣламъ, ни установленіямъ, принадлежатъ къ составу имуществъ *государственныхъ*. Таковы суть: казенныя земли населенныя и ненаселенныя, пустопорожнія и дикія поля, лѣса, оброчныя статьи, морскіе берега, озера, судоходныя рѣки и ихъ берега, большія дороги, зданія какъ публичныя, такъ и казенныя, заводы и другія тому подобныя, также и движимыя имущества, къ нимъ принадлежащія.

Примѣчаніе. Имущества государственныя, поколику они состоятъ въ вѣдомствѣ казны, именуются также казенными.

407. Къ составу государственныхъ имуществъ принадлежатъ подати, пошлины и равнаго рода сборы, доходъ казны составляющіе.

408. Къ составу государственныхъ имуществъ принадлежатъ также имущества выморочныя, т. е. остающіяся послѣ такихъ владѣльцевъ, коихъ весь родъ прекратился.

409. Къ государственнымъ имуществамъ по первоначальному праву обладанія принадлежатъ земли и острова, вновь открываемые, когда порядкомъ, для сего установленнымъ, они пріемлются именемъ государства въ дѣйствительное его обладаніе.

410. Къ государственнымъ имуществамъ принадлежатъ также военныя морскія добычи.

Примѣчаніе. Законы о военныхъ сухопутныхъ и морскихъ добычахъ принадлежатъ къ Уставамъ Военнымъ; но, по связи ихъ съ Законами Гражданскими, Сводъ ихъ при семъ прилагается.

411. *Удѣльными* имуществами называются всѣ тѣ, кои или первоначально поступили въ составъ удѣловъ, или въ послѣдствіи покупкою или промѣномъ пріобрѣтены и къ онымъ причислены.

comprend pas l'argent comptant, ni les dettes actives et autres droits dont les titres peuvet être déposés dans la maison; tous les autres effets mobiliers y sont compris.

538. Les chemins, routes et rues à la charge de l'État, les fleuves et rivières navigables ou flottables, les rivages, lais et relais de la mer, les ports, les havres, les rades, et généralement toutes les portions du territoire français qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérés comme des dépendances du domaine public.

540. Les portes, murs, fossés, remparts des places de guerre et des forteresses, font aussi partie du domaine public.

541. Il en est de même des terrains, des fortifications et remparts des places qui ne sont plus places de guerre: ils appartiennent à l'État, s'ils n'ont été valablement aliénés, ou si la propriété n'en a pas été prescrite contre lui.

539. Tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent au domaine public.

560. Les îles, îlots, attérissements, qui se forment dans le lit des fleuves ou des rivières navigables ou flottables, appartiennent à l'État, s'il n'y a titre ou prescription contraire.

412. Имущества, приписанныя къ содержанію разныхъ дворцовъ Императорскаго Дома, называются *дворцовыми*. Дворцовыя имущества суть двоякаго рода: имущества перваго рода, именуемыя Государевыми, каковы суть: имѣнія Царскосельское, Петергофское и состоящія въ завѣдываніи Московской Дворцовой Конторы, всегда принадлежа царствующему Императору, не могутъ быть завѣщаемы, поступать въ раздѣлъ и подлежать инымъ видамъ отчужденія. Дворцовыя имущества втораго рода, каковы суть: Ораніенбаумское, Павловское, Стрѣлинское и Гатчинское, составляютъ личную собственность Особъ Императорскаго Дома, и могутъ быть завѣщаемы и дѣлимы по частямъ.

413. Имущества, *принадлежащія разнымъ установленіямъ*, суть:

1) Имущества церковныя, монастырскія и архіерейскихъ домовъ, земли, угодья и мельницы, къ церквамъ, монастырямъ и архіерейскимъ домамъ приписанныя и все движимое ихъ имущество.

2) Имущества, принадлежащія государственнымъ кредитнымъ установленіямъ.

3) Имущества, принадлежащія богоугоднымъ заведеніямъ.

4) Имущества, принадлежащія учебнымъ и ученымъ заведеніямъ.

414. Имущества *общественныя* суть:

1) Имущества, дворянскимъ обществамъ принадлежащія, каковы суть: домы Дворянскихъ Собраній и т. п.

2) Имущества, городскимъ обществамъ принадлежащія, каковы суть: городскія земли, лѣса, мельницы и другія угодья, какъ внутри города, такъ и внѣ онаго, отведенныя городамъ; выгоны и городскіе доходы.

3) Имущества, къ казеннымъ селеніямъ отведенныя, каковы суть: земли и угодья, какимъ бы образомъ онѣ въ началѣ ни были пріобрѣтены, по прежнимъ ли дачамъ и крѣпостямъ, или отведены отъ казны для водворенія и надѣленія поселянъ.

Примѣчаніе. Войсковые капиталы Донскаго и другихъ иррегулярныхъ войскъ считаются, при производствѣ дѣлъ о нихъ, не общественною частною, а войсковою казенною собственностію.

415. Имущества частныя суть всѣ тѣ, кои принадлежатъ частнымъ лицамъ и сословіямъ лицъ, какъ то: компаніямъ, товариществамъ и конкурсамъ.

542. Les biens communaux sont ceux à la propriété ou au produit desquels les habitans d'une ou plusieurs communes ont un droit acquis.

537. Les biens qui n'appartiennent pas à des particuliers, sont administrés et ne peuvent être aliénés que dans les formes et suivant les règles qui leur sont particulières.

537. Les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent, sous les modifications établies par les lois.

ГЛАВА ТРЕТІЯ.

О имуществахъ наличныхъ и долговыхъ.

416. Наличное имущество владѣльца составляютъ: деревни, земли, домы, капиталы, вещи и все то, что владѣльцу укрѣплено, передано или имъ самимъ произведено и за нимъ состоитъ, хотя бы состояло притомъ и въ спорѣ, доколѣ споръ окончательно не разрѣшенъ.

417. Къ составу имуществъ наличныхъ причисляются и тяжбы по оным, въ судебныхъ мѣстахъ производимыя.

418. Имущества *долговыя* суть всѣ имущества, въ долгахъ на другихъ лицахъ состоящія, и все то, что намъ принадлежитъ по договорамъ, заемнымъ письмамъ, и всякаго рода обязательствамъ.

419. Къ составу долговыхъ имуществъ принадлежатъ и иски наши на другихъ по симъ имуществамъ.

РАЗДѢЛЪ ВТОРОЙ.

О СУЩЕСТВѢ И ПРОСТРАНСТВѢ РАЗНЫХЪ ПРАВЪ НА ИМУЩЕСТВА.

ГЛАВА ПЕРВАЯ.

О правѣ собственности.

420. Кто, бывъ первымъ пріобрѣтателемъ имущества, по законному укрѣпленію его въ частную принадлежность, получилъ власть, въ порядкѣ, гражданскими законами установленномъ, исключительно и независимо отъ лица постороняго владѣть, пользоваться и распоряжать оным вѣчно и потомственно доколѣ не передастъ сей власти другому, или кому власть сія отъ перваго ея пріобрѣтателя дошла непосредственно или чрезъ послѣдующія законныя передачи и укрѣпленія: тотъ имѣетъ на сіе имущество *право собственности*.

Примѣчаніе 1. Право собственности на недвижимыя имущества въ законахъ часто означается подъ именемъ *права вотчиннаго и крѣпостнаго*, а также подъ именемъ *вѣчнаго потомственнаго владѣнія*. Въ семъ смыслѣ и лице, имѣющее право собственности, именуется владѣльцемъ. *Собственностію* часто въ законахъ называется самое имущество, по праву собственности кому либо принадлежащее.

Примѣчаніе 2. Право собственности на произведенія литературы и художествъ, принадлежащее самимъ авторамъ сихъ произведеній, ихъ наслѣдникамъ, или лицамъ, коимъ оно передано тѣми или другими, называется *собственностію литературною* и *художест-*

544. La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.

537. Les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent sous les modifications établies par les lois.

венною; а право собственности на произведенія музыкальныя—*собственностію музыкальною*. Основанія сихъ видовъ собственности, сроки пользованія оною и порядокъ охраненія въ случаѣ споровъ о нарушеніи соединенныхъ съ таковою собственностію правъ опредѣляются въ Уставѣ о Цензурѣ и въ Законахъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

421. Отъ права частной собственности различается право собственности государственной, состоящее въ верховномъ обладаніи государственными имуществами, въ пользованіи или распоряженіи оными.

Примѣчаніе. Порядокъ управленія государственными имуществами и всѣ права, съ обладаніемъ ихъ соединенныя, содержатся въ Сводахъ Учрежденій и Уставовъ о Казенномъ Управленіи.

422. Право собственности Особъ Императорскаго Дома на имѣнія наслѣдственныя и благопріобрѣтенныя опредѣляется силою общихъ узаконеній, и въ продажѣ, промѣнѣ и закладѣ имуществъ благопріобрѣтенныхъ, каждому, по достиженіи совершеннолѣтія, предоставляется полная свобода.

423. Право собственности есть *полное*, когда въ предѣлахъ, закономъ установленныхъ, владѣніе, пользованіе и распоряженіе соединяются съ укрѣпленіемъ имущества въ одномъ лицѣ или въ одномъ сословіи лицъ, безъ всякаго посторонняго участія.

424. По праву полной собственности на землю, владѣлецъ ея имѣетъ право на всѣ произведенія на поверхности ея, на все, что заключается въ нѣдрахъ ея, на воды, въ предѣлахъ ея находящіяся, и словомъ на всѣ ея принадлежности.

425. По праву полной собственности на имущество, владѣльцу принадлежатъ всѣ плоды, доходы, прибыли, приращенія, выгоды и все то, что трудомъ и искусствомъ его произведено въ томъ имуществѣ.

545. Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité.

543. On peut avoir sur les biens, ou un droit de propriété, ou un simple droit de jouissance, ou seulement des services fonciers à prétendre.

552. La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

Le propriétaire peut faire au dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre *des Servitudes ou Services fonciers.*

Il peut faire au dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de police.

546. La propriété d'une chose, soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit, et ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement.

Ce droit s'appelle *droit d'accession.*

547. Les fruits naturels ou industriels de la terre,
Les fruits civils,
Le croît des animaux,
Appartiennent au propriétaire par droit d'accession.

548. Les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire

426. По силѣ сего права, владѣльцу земли предоставляется пользоваться обсохшею землею, оставшеюся отъ уклоненія воды, равно какъ и растущимъ на оной лѣсомъ и тальникомъ противъ его дачъ въ томъ пространствѣ широты, какое значится на выданномъ ему планѣ и межевой книгѣ по берегу рѣки.

qu'à la charge de rembourser les frais des labours, travaux et semences faits par des tiers.

551. Tout ce qui s'unit et s'incorpore à la chose appartient au propriétaire, suivant les règles qui seront ci-après établies.

553. Toutes constructions, plantations et ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur, sont présumés faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé; sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise ou pourrait acquérir par prescription, soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de toute autre partie du bâtiment.

554. Le propriétaire du sol qui a fait des constructions, plantations et ouvrages avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, doit en payer la valeur; il peut aussi être condamné à des dommages et intérêts, s'il y a lieu; mais le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les enlever.

555. Lorsque les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers et avec ses matériaux, le propriétaire du fonds a droit ou de les retenir, ou d'obliger ce tiers à les enlever.

Si le propriétaire du fonds demande la suppression des plantations et constructions, elle est aux frais de celui qui les a faites, sans aucune indemnité pour lui; il peut même être condamné à des dommages et intérêts, s'il y a lieu, pour le préjudice que peut avoir éprouvé le propriétaire du fonds.

556. Les attérissements et accroissements qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'un fleuve ou d'une rivière, s'appellent *alluvion*.

L'alluvion profite au propriétaire riverain, soit qu'il s'agisse d'un fleuve ou d'une rivière navigable, flottable ou non; à la charge, dans le premier cas, de laisser le marchepied ou chemin de halage *, conformément aux règlements.

557. Il en est de même des relais que forme l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une de ses rives en se portant sur l'autre: le propriétaire de la rive découverte profite de l'alluvion, sans que le riverain du côté opposé y puisse venir réclamer le terrain qu'il a perdu.

Ce droit n'a pas lieu à l'égard des relais de la mer.

---

* *Art. 7, tit 28, ord. de* 1669. «Les propriétaires des héritages aboutissants aux rivières navigables, laisseront le long des bords vingt-quatre pieds au moins de place en largeur pour chemin et trait des chevaux, sans qu'ils puissent planter arbres, ni tenir clôture ou haie plus près que trente pieds du côté que les bateaux se tirent, et dix pieds de l'autre bord».—*Ord. de* 1672. «Le marchepied est de quatre pieds».

427. Если рѣка, составляющая сама собою живую и непремѣнную границу дачамъ, образуетъ послѣ государственнаго межеванія островъ, котораго на планахъ обѣихъ прилегающихъ къ сей рѣкѣ дачъ не значится: то островъ такой дѣлится между владѣльцами означенныхъ дачъ вдоль рѣки пополамъ.

428. Если рѣка составляетъ границу между прилежащими къ оной владѣніями, то каждый изъ владѣльцевъ по береговому праву можетъ ею пользоваться отъ своего берега до средины. Если же берегъ такой порубежной рѣки отъ наносимаго неприметно водою песка получитъ приращеніе, то оно дѣлается собственностію владѣльца, коему принадлежитъ сей берегъ. Если рѣка внезапно обратитъ свое теченіе въ иную сторону, то границею должна оставаться прежняя желобовина ея, и оною, буде когда съ симъ соединялись какія либо выгоды, каждый изъ владѣльцевъ продолжаетъ также пользоваться отъ берега своего до средины; а по новому сей пограничной рѣки теченію, оба ея берега должны принадлежать тому, по чьей землѣ она протекаетъ. Сіи правила относятся единственно къ тѣмъ владѣльцамъ, которые пользуются выгодами рѣки по праву береговому.

429. При измѣнившемся теченіи большихъ рѣкъ, относительно владѣнія землею: 1) не считается въ большихъ рѣкахъ, имѣющихъ широту въ сто пятьдесятъ и болѣе саженъ, перемѣною теченія, когда отмывается одинъ берегъ, а другой, отъ уклоненія воды, обсыхаетъ до тѣхъ поръ, пока рѣка обоими берегами, то есть, всѣмъ своимъ теченіемъ не войдетъ въ которую либо дачу; 2) не считается также перемѣною теченія, когда подобная большая рѣка, раздѣлясь на два рукава, пройдетъ фарватеромъ по одной сторонѣ, а заливомъ, имѣющимъ теченіе, останется на другой, потому что фарватеръ, не составляя тогда полнаго ея теченія, образуетъ островъ, которымъ по существующему правилу надлежитъ пользоваться той сторонѣ, отъ которой онъ оторванъ. Когдажъ рѣка войдетъ въ одну которую либо сторону обоими берегами, то есть, всѣмъ теченіемъ своимъ, то въ отношеніи правъ при семъ береговыхъ владѣльцевъ, наблюдаются правила въ статьяхъ 426, 451 и 464 постановленныя.

561. Les îles et attérissements qui se forment dans les rivières non navigables et non flottables, appartiennent aux propriétaires riverains du côté où l'île s'est formée: si l'île n'est pas formée d'un seul côté, elle appartient aux propriétaires riverains des deux côtés, à partir de la ligne qu'on suppose tracée au milieu de la rivière.

556. L'alluvion profite au propriétaire riverain, soit qu'il s'agisse d'un fleuve ou d'une rivière navigable, flottable ou non; à la charge, dans le premier cas, de laisser le marchepied ou chemin de halage, conformémeut aux réglements.

562. Si une rivière ou un fleuve, en se formant un bras nouveau, coupe et embrasse le champ d'un propriétaire riverain, et en fait une île, ce propriétaire conserve la propriété de son champ, encore que l'île se soit formée dans un fleuve ou dans une rivière navigable ou flottable.

563. Si un fleuve ou rivière navigable, flottable ou non, se forme un nouveau cours en abandonnant son ancien lit, les propriétaires des fonds nouvellement occupés prennent, à titre d'indemnité, l'ancien lit abandonné, chacun dans la proportion du terrain qui lui a été enlevé.

559. Si un fleuve ou une rivière, navigable ou non, enlève par une force subite une partie considérable et reconnaissable d'un champ riverain, et la porte vers un champ inférieur ou sur la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut réclamer sa propriété; mais il est tenu de former sa demande dans l'année: après ce délai, il n'y sera plus recevable, à moins que le propriétaire du champ auquel la partie enlevée a été unie, n'eût pas encore pris possession de celle-ci.

430. Кладъ (сокрытое въ землѣ сокровище) принадлежитъ владѣльцу земли и безъ позволенія его не только частными лицами, но и мѣстнымъ начальствомъ отыскиваемъ быть не можетъ.—Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, кладъ, отысканный самимъ владѣльцемъ въ своей собственной землѣ, весь и сполна принадлежитъ ему; но когда кладъ отысканъ кѣмъ либо случайно на чужой землѣ, то изъ найденнаго одна половина отдается тому, въ чьей землѣ кладъ отысканъ, а другая поступаетъ къ отыскавшему кладъ.

Примѣчаніе. Въ правилахъ для Керченскаго Музеума постановлено, что никто безъ дозволенія мѣстнаго начальства не имѣетъ права искать древности на земляхъ казенныхъ и общественныхъ.

431. Приплоды и приращенія животныхъ принадлежатъ ихъ хозяину; но если самецъ и самка принадлежатъ разнымъ хозяевамъ: то въ семъ случаѣ кому принадлежитъ самка, тому принадлежитъ и приплодъ ея; въ случаѣ же спора о животныхъ, находящихся въ чужомъ владѣніи, приплодъ принадлежитъ законному владѣльцу тогда только, когда онъ подалъ жалобу въ теченіи года со дня завладѣнія тѣми животными.

558. L'alluvion n'a pas lieu à l'égard des lacs et étangs, dont le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge de l'étang, encore que le volume de l'eau vienne à diminuer.

Réciproquement le propriétaire de l'étang n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans des crues extraordinaires.

716. La propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds: si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour moitié à celui qui l'a découvert, et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds.

Le trésor est toute chose cachée ou enfouie, sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété, et qui est découverte par le pur effet du hasard.

547. Le croît des animaux appartient au propriétaire par droit d'accession.

564. Les pigeons, lapins, poissons, qui passent dans un autre colombier, garenne ou étang, appartiennent au propriétaire de ces objets, pourvu qu'ils n'y aient point été attirés par fraude ou artifice.

Du droit d'accession relativement aux choses mobilières.

565. Le droit d'accession, quand il a pour objet deux choses mobilières appartenant à deux maîtres différents, est entièrement subordonné aux principes de l'équité naturelle.

Les règles suivantes serviront d'exemple au juge pour se déterminer, dans les cas non prévus, suivant les circonstances particulières.

566. Lorsque deux choses appartenant à différents maîtres, qui ont été unies de manière à former un tout, sont néanmoins séparables, en sorte que l'une puisse subsister sans l'autre, le tout appartient au maître de la chose qui forme la partie principale, à la charge de payer à l'autre la valeur de la chose qui a été unie.(*).

(*) A plus forte raison en serait-il de même si les choses unies étaient devenues *inséparables*. C'est ce qui a fait penser à plusieurs auteurs qu'il y avait un vice de rédaction dans cet article, et qu'à la place de ces mots: «*sont néanmoins*», il faudrait: «*quoiqu'* elles soient séparables.»

567. Est réputée partie principale celle à laquelle l'autre n'a été unie que pour l'usage, l'ornement ou le complément de la première.

568. Néanmoins, quand la chose unie est beaucoup plus précieuse que la chose principale, et quand elle a été employée à l'insu du propriétaire, celui-ci peut demander que la chose unie soit séparée pour lui être rendue, même quand il pourrait en résulter quelque dégradation de la chose à laquelle elle a été jointe.

569. Si de deux choses unies pour former un seul tout, l'une ne peut point être regardée comme l'accessoire de l'autre, celle-là est réputée principale qui est la plus considérable en valeur, ou en volume, si les valeurs sont à peu près égales.

570. Si un artisan ou une personne quelconque a employé une matière qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une nouvelle espèce, soit que la matière puisse ou non reprendre sa première forme, celui qui en était le propriétaire a le droit de réclamer la chose qui en a été formée en remboursant le prix de la main-d'oeuvre.

571. Si cependant la main-d'oeuvre était tellement importante qu'elle surpassât de beaucoup la valeur de la matière employée, l'industrie serait alors réputée la partie principale, et l'ouvrier aurait le droit de retenir la chose travaillée, en remboursant le prix de la matière au propriétaire (*).

572. Lorsqu'une personne a employé en partie la matière qui lui appartenait, et en partie celle qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une espèce nouvelle, sans que ni l'une ni l'autre des deux matières soit entièrement détruite, mais de manière qu'elles ne puissent pas se séparer sans inconvénient, la chose est commune aux deux propriétaires, en raison, quant à l'un, de la matière qui lui appartenait; quant à l'autre, en raison à-la-fois et de la matière qui lui appartenait, et du prix de sa main-d'oeuvre.

573. Lorsqu'une chose a été formée par le mélange de plusieurs matières appartenant à différens propriétaires, mais dont aucune ne peut être regardée comme la matière principale, si les matières peuvent être séparées, celui à l'insu duquel les matières ont été mélangées, peut en demander la division.

Si les matières ne peuvent plus être séparées sans inconvénient, ils en

---

(*) **En droit romain, il existait une controverse devenue fameuse sur ce point. Pour la faire cesser, Justinien déclara que la propriété de la chose créée n'appartiendrait au maître de la matière qu'autant que cette matière pourrait être ramenée à son *ancienne forme*. Le Code civil, comme on le voit, n'exige pas une pareille condition, qui attribuerait en effet une statue de bronze, du plus beau travail, au maître du bronze, au détriment de l'excellence de l'art.**

ГЛАВА ВТОРАЯ.

О правѣ собственности неполномъ.

432. Право собственности бываетъ неполнымъ, когда оно ограничивается въ пользованіи, владѣніи или распоряженіи другими постороннимъ, также неполными на то же самое имущество правами, каковы суть: 1) право участка въ пользованіи и выгодахъ чужаго имущества; 2) право угодій въ чужомъ имуществѣ. Правомъ собственности на основаніи опредѣленныхъ для сего постановленій пользуются также ограниченно; 3) владѣльцы заповѣдныхъ наслѣдственныхъ имѣній; 4) владѣльцы имѣній, жалуемыхъ на правѣ маіоратовъ въ Западныхъ губерніяхъ. Наконецъ право собственности бываетъ также неполнымъ; 5) когда отдѣляется отъ него право владѣнія и пользованія; 6) когда отдѣляется отъ него право распоряженія.

Отдѣленіе первое.

О правѣ участія въ пользованіи и выгодахъ чужаго имущества.

433. Право посторонняго участія въ выгодахъ имущества есть или общее, или частное. Оно есть общее, когда участіе въ выгодахъ имущества установляется въ пользу всѣхъ безъ изъятія; оно есть частное, когда

acquièrent en commun la propriété dans la proportion de la quantité, de la qualité et de la valeur des matières appartenant à chacun d'eux.

574. Si la matière appartenant à l'un des propriétaires était de beaucoup supérieure à l'autre par la quantité et le prix, en ce cas, le propriétaire de la matière supérieure en valeur pourrait réclamer la chose provenue du mélange, en remboursant à l'autre la valeur de sa matière.

575. Lorsque la chose reste en commun entre les propriétaires des matières dont elle a été formée, elle doit être licitée au profit commun.

576. Dans tous les cas où le propriétaire dont la matière a été employée, à son insu, à former une chose d'une autre espèce, peut réclamer la propriété de cette chose, il a le choix de demander la restitution de sa matière en même nature, quantité, poids, mesure et bonté, ou sa valeur.

577. Ceux qui auront employé des matières appartenant à d'autres, et à leur insu, pourront aussi être condamnés à des dommages et intérêts, et s'il y a lieu, sans préjudice des poursuites par voie extraordinaire, si le cas y échet.

543. On peut avoir sur les biens, ou un droit de propriété, ou un simple droit de jouissance, ou seulement des services fonciers à prétendre.

DES SERVITUDES OU SERVICES FONCIERS.

637. Une servitude est une charge imposée sur un héritage pour l'usage et l'utilité d'un héritage appartenant à un autre propriétaire.

638. La servitude n'établit aucune prééminence d'un héritage sur l'autre.

участіе установляется единственно и исключительно въ пользу кого либо изъ частныхъ владѣльцевъ.

I. Право участія общаго.

434. Право прохода и проѣзда по большимъ дорогамъ и по водянымъ сообщеніямъ составляетъ общее пользованіе всѣхъ безъ изъятія. Владѣльцы земель, чрезъ которыя большія дороги пролегаютъ, не должны препятствовать никакимъ образомъ проходу и проѣзду по онымъ.

Примѣчаніе. Положительныя обязанности смежныхъ владѣльцевъ о содержаніи дорогъ опредѣлены въ Уставѣ Путей Сообщенія, статьяхъ 751—773.

435. Для подножнаго корма прогоняемаго скота, владѣльцамъ дачъ, прилегающихъ къ большой дорогѣ, запрещается скашивать и вытравлять траву, растущую на пространствѣ мѣрной дороги; а дабы прогоняемый скотъ не могъ причинить порчи ихъ полямъ и потравы хлѣбу, то обязаны они свои дачи въ тѣхъ мѣстахъ отъ дороги огородить или обрыть канавами.

436. Для довольства проѣзжающихъ и пригоннаго скота, луга по дорогамъ не должны быть запираемы ранѣе Троицына дня, а отпираемы—по большимъ дорогамъ на версту, а по проселочнымъ противъ сего вполы—не позже 1 Сентября; равномѣрно дозволяется и на прочіе луга и пустоши по скошеніи травы, а на пашенныя земли, по снятіи съ оныхъ хлѣба, пускать прогоняемый скотъ для довольства кормомъ безъ платы.

437. По берегамъ рѣкъ и другихъ водяныхъ сообщеній опредѣляется извѣстное пространство земли для бечевой тяги судовъ и плотовъ и для прочихъ надобностей судоходства. Правила о употребленіи сего береговаго пути и относящихся къ оному правахъ и обязанностяхъ прибрежныхъ владѣльцевъ, содержатся въ Уставѣ Путей Сообщенія, статьяхъ 358—390.

438. Къ обязанностямъ по водянымъ сообщеніямъ прибрежныхъ владѣльцевъ относятся между прочими слѣдующія: 1) на рѣкахъ судоходныхъ не строить мельницъ, плотинъ и заколовъ или другихъ перегородокъ, отъ которыхъ рѣки засоряются и къ судовому ходу дѣлаются неудобными; 2) допускать проходъ и проѣздъ людямъ, занимающимся подъемомъ рѣчныхъ судовъ; 3) позволять баркамъ и другимъ судамъ останавливаться у береговъ и причаливать оныя, выгружать свои товары, не выходя за черту отведенной земли подъ бечевникъ или пристань, безъ всякой за то платы.

639. Elle dérive ou de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou des conventions entre les propriétaires.

CHAPITRE PREMIER.

DES SERVITUDES QUI DÉRIVENT DE LA SITUATION DES LIEUX.

640. Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur.

641. Celui qui a une source dans son fonds, peut en user à sa volonté, sauf le droit que le propriétaire du fonds inférieur pourrait avoir acquis par titre ou par prescription.

642. La prescription, dans ce cas, ne peut s'acquérir que par une jouissance non interrompue pendant l'espace de trente années, à compter du moment où le propriétaire du fonds inférieur a fait et terminé des ouvrages apparents destinés à faciliter la chute et le cours de l'eau dans sa propriété.

643. Le propriétaire de la source ne peut en changer le cours, lorsqu'il fournit aux habitants d' une commune, village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaire; mais si les habitants n'en ont pas acquis ou prescrit l'usage, le propriétaire peut réclamer une indemnité, laquelle est réglée par experts.

644. Celui dont la propriété borde une eau courante, autre que celle qui est déclarée dépendance du domaine public par l'article 538 au titre *de la Distinction des biens*, peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés.

Celui dont cette eau traverse l'héritage, peut même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt, mais à la charge de la rendre, à la sortie de ses fonds, à son cours ordinaire.

1) Loi du 29 avril 1845 établissant la servitude d'irrigation.

1. Tout propriétaire qui voudra se servir, pour l'irrigation de ses propriétés, des eaux

439. Въ случаѣ крайняго мелководія, владѣльцы мельницъ на рѣкахъ, впадающихъ въ Волгу отъ Рыбинска до Твери и въ Тверцу до Вышняго Волочка, и на рѣкахъ, впадающихъ во Мсту и Волховъ, обязаны спускать воду по требованію начальства путей сообщенія, объявленному Уѣздными Предводителями.

440. Владѣльцамъ запрещается строить чрезъ малыя, но судоходныя рѣчки, мосты на козлахъ, жердяхъ и на слабыхъ сваяхъ; но дозволяется строить либо постоянные мосты, коп бы сплаву бревенъ и дровъ не препятствовали, либо содержать разводные живые мосты или перевозы.

441. При всѣхъ озерахъ, въ которыхъ рыбныя ловли принадлежатъ не тѣмъ владѣльцамъ, въ чьихъ опѣ земляхъ положеніе имѣютъ, но или другимъ посторонним, или же оставлены для вольнаго промысла, прибрежные владѣльцы должны оставить изъ своей земли десять саженъ для пристанища ловцамъ и обсушки снастей ихъ.

Примѣчаніе. По Высочайше конфирмованному 11-го Сентября 1803 года докладу Правительствующаго Сената признано было полезнымъ учредить на Каспійскомъ морѣ исключительно вольный рыбный промыслъ, и съ сею цѣлію, для отвращенія между береговыми владѣльцами и вольнопромышленниками помѣшательствъ въ рыболовствѣ, повелѣно было на каждую владѣльческую ватагу отвести земли по одной квадратной верстѣ, а за симъ отводомъ, всю остальную по берегу моря между селеніями и заведеніями землю предоставить удовольствованію всѣхъ желающихъ пользоваться морскими промыслами, для заведеній и пристанища на оной. Но, при новомъ разсмотрѣніи сего дѣла, Высочайше утвержденнымъ 9 Ноября 1842 года мнѣніемъ Государственнаго Совѣта признаны: всѣ береговыя земли *собственностію владѣльцевъ*, и оставлены въ полномъ ихъ распоряженіи, а всѣ воды Каспійскаго моря, состоявшія дотолѣ въ пользованіи владѣльцевъ прибрежныхъ дачъ, за исключеніемъ Всемилостивѣйше пожалованныхъ Кн. Безбородко въ собственность—*государственнымъ имуществомъ;* но, въ видахъ покровительства большому владѣльческому рыболовству, пока представятся средства къ иному, болѣе соотвѣтственному государственной и общественной пользѣ устройству настоящаго дѣла, воды сіи оставлены *въ пользованіи* береговыхъ владѣльцевъ, по пространству принадлежащаго каждому берега, съ платежемъ при томъ извѣстно акциза. Для опредѣленія же въ точности сего пользованія, предоставлено особой Коммиссіи войти въ ближайшее изслѣдованіе и соображеніе на мѣстахъ, какими способами, при обоюдномъ существованіи на Каспійскомъ морѣ рыболовства большаго и вольнаго, согласны быть могутъ взаимныя ихъ выгоды; а въ продолженіи сихъ соображеній и до времени окончанія откупныхъ сроковъ содержанія казенныхъ водъ, т. е. до 1847 года, рыболовство на семъ морѣ положено было оставить въ настоящемъ его положеніи, предоставивъ вольнопромышленникамъ слѣдовать безпрепятственно чрезъ участки морскихъ водъ, состоящіе въ пользованіи прибрежныхъ владѣльцевъ, но запретивъ имъ ловить тамъ рыбу, а равно останавливаться у владѣльческихъ береговъ, кромѣ однако необходимыхъ случаевъ для спасенія отъ гибели и укрытія отъ вѣтровъ. Наконецъ Высочайше утвержденнымъ мнѣніемъ Государственнаго Совѣта 1 Ноября 1846 г., коимъ устроены вновь рыболовные промыслы на Каспійскомъ морѣ, опредѣлена граница водъ въ глубину моря для исключительнаго рыболовства береговыхъ владѣльцевъ и войска Уральскаго, по пространству принадлежащаго каждому берега, съ предоставленіемъ остальной части открытаго моря въ пользованіе вольному промыслу, въ которомъ дозволено участвовать и береговымъ владѣльцамъ наравнѣ съ вольнопромышленниками.

naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer, pourra obtenir le passage de ces eaux sur les fonds intermédiaires, à la charge d'une juste et préalable indemnité.—Sont exceptés de cette servitude les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations.

2. Les propriétaires des fonds inférieurs devront recevoir les eaux qui s'écouleront des terrains ainsi arrosés, sauf l'indemnité qui pourra leur être due.—Seront également exceptés de cette servitude les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations.

3. La même faculté de passage sur les fonds intermédiaires pourra être accordée au propriétaire d'un terrain submergé en tout ou en partie, à l'effet de procurer aux eaux nuisibles leur écoulement.

4. Les contestations auxquelles pourront donner lieu l'établissement de la servitude, la fixation du parcours de la conduite d'eau, de ses dimensions et de sa forme, et les indemnités dues, soit au propriétaire du fonds traversé, soit à celui du fonds qui recevra l'écoulement des eaux, seront portées devant les tribunaux, qui, en prononçant, devront concilier l'intérêt de l'opération avece le respect dû à la propriété,—Il sera procédé devant les tribunaux comme en matière sommaire, et, s'il y a lieu à expertise, il pourra n'être nommé qu'un seul expert.

5. Il n'est aucunement dérogé par les présentes dispositions aux lois qui règlent la police des eaux.

1) Loi du 11 juillet 1847.

1. Tout propriétaire qui voudra se servir, pour l'irrigation de ses propriétés, des eaux naturelles ou artificielles dont il a le droit de disposer, pourra obtenir la faculté d'appuyer sur la propriété du riverain opposé les ouvrages d'art nécessaire à sa prise d'eau, à la charge d'une juste et préalable indemnité.—Sont exceptés de cette servitude les bâtiments, cours et jardins attenants aux habitations.

2. Le riverain sur le fonds duquel l'appui sera réclamé pourra toujours demander l'usage commun du barrage, en contribuant pour moitié aux frais d'établissement et d'entretien; aucune indemnité ne sera respectivement due dans ce cas, et celle qui aurait été payée devra être rendue.—Lorsque cet usage commun ne sera réclamé qu'après le commencement ou la confection des travaux, celui qui le demandera devra supporter seul l'excédant de dépense auquel donneront lieu les changements à faire au barrage pour le rendre propre à l'irrigation des deux rives.

3. Les contestations auxquelles pourra donner lieu l'application des deux articles ci-dessus seront portées devant les tribunaux.—Il sera procédé comme en matière sommaire, et, s'il y a lieu à expertise, le tribunal pourra ne nommer qu'un seul expert.

4. Il n'est aucunement dérogé par les présentes dispositions aux lois qui réglent la police des eaux.

645. S'il s'élève une contestation entre les propriétaires auxquels ces eaux peuvent être utiles, les tribunaux, en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété; et, dans tous les cas,

II. Право участія частнаго.

442. Владѣлецъ земель и покосовъ, въ верху рѣки лежащихъ, имѣетъ право требовать: 1) чтобы сосѣдъ запрудами не поднималъ рѣчной воды и оною не потоплялъ его луговъ, пашней, и не останавливалъ дѣйствія его мельницы; 2) чтобы хозяинъ противоположеннаго берега рѣки не примыкалъ плотины къ его берегу безъ его согласія.

Примѣчаніе. Относительно построенія мельницъ на земляхъ какъ собственно казенныхъ, такъ и находящихся въ общественномъ пользованіи государственныхъ крестьянъ, и на земляхъ, принадлежащихъ казачьимъ войскамъ, постановлены особыя правила, изложенныя въ Уставѣ Городскаго и Сельскаго Хозяйства и въ Уставѣ о Казенныхъ Селеніяхъ.

443. Въ случаѣ спора о принадлежности мельницы, право той стороны, на которой находится все мельничное строеніе, признается лучшимъ противъ права другой стороны, къ берегу которой одна только мельничная плотина примыкается. А потому, всѣ мельницы, которыхъ плотины примкнуты къ берегамъ посторонихъ дачъ, должны быть оставляемы въ единственномъ владѣніи тѣхъ, въ дачахъ коихъ мельничное строеніе находится; а владѣльцамъ, городамъ и селеніямъ, къ берегамъ коихъ такія мельницы примкнуты, доставлять ту самую выгоду, какую они, при построеніи тѣхъ мельницъ, за примычку плотины получать условились, и оную, не пропуская десятилѣтней давности, получали или отыскивали.

444. Въ разрѣшеніе споровъ по сему предмету между обществами казеннаго вѣдомства, постановляются слѣдующія правила: 1) если при началѣ построенія мельницы на казенныхъ земляхъ условленъ былъ законнымъ порядкомъ ежегодный платежъ или другія какія либо выгоды тому селенію, къ землямъ котораго примкнута плотина: въ такомъ случаѣ исполнять условія сіи безпрекословно по точной силѣ вышеприведеннаго правила; 2) если договора заключено не было, то общее владѣніе мельницею предоставить по землѣ мірскимъ обществамъ, какимъ бы нздивеніемъ мельницы и плотины построены ни были.

445. Хозяинъ дома можетъ требовать: 1) чтобы сосѣдъ не пристроивалъ поварни и печи къ стѣнѣ его дома ; 2) не лилъ воды и не сметалъ сора на домъ или дворъ его; 3) не дѣлалъ ската кровли своей на дворъ его, но обращалъ оный на свою сторону; 4) не дѣлалъ оконъ и дверей въ брандмауэрѣ, отдѣляющемъ кровлю смежныхъ зданій.

446. Строющій домъ на самой межѣ своего двора не долженъ дѣлать оконъ на дворъ или на крышу своего сосѣда безъ согласія сего послѣдняго; въ противномъ случаѣ слѣдуетъ окна закладывать. Означенное согласіе должно быть изъявлено записью, совершенною въ Гражданской Палатѣ у крѣпостныхъ дѣлъ, и, какъ уступка правъ собственности, оно

les règlements particuliers et locaux sur le cours et l'usage des eaux doivent être observés.

646. Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës. Le bornage se fait à frais communs.

647. Tout propriétaire peut clore son héritage, sauf l'exception portée en l'article 682.

648. Le propriétaire qui veut se clore, perd son droit au parcours et vaine pâture, en proportion du terrain qu'il y soustrait (*).

CHAPITRE II.

DES SERVITUDES ÉTABLIES PAR LA LOI.

649. Les servitudes établies par la loi ont pour objet l'utilité publique ou communale, ou l'utilité des particuliers.

650. Celles établies pour l'utilité publique ou communale ont pour objet le marchepied le long des rivières navigables ou flottables, la construction ou réparation des chemins et autres ouvrages publics ou communaux.

Tout ce qui concerne cette espèce de servitude, est déterminé par des lois ou des règlemens particuliers.

651. La loi assujettit les propriétaires à différentes obligations l'un à l'égard de l'autre, indépendamment de toute convention.

652. Partie de ces obligations est réglée par les lois sur la police rurale.

Les autres sont relatives au mur et au fossé mitoyens, au cas où il y a lieu à contre-mur, aux vues sur la propriété du voisin, à l'égout des toits, au droit de passage.

SECTION PREMIÈRE.

Du mur et du fossé mitoyens.

653. Dans les villes et les campagnes, tout mur servant de séparation entre bâtimens jusqu'à l'héberge, ou entre cours et jardins, et même entre enclos dans les champs, est présumé mitoyen, s'il n'y a titre ou marque du contraire (**).

(*) La *vaine pâture* est le droit appartenant aux habitants d'une commune, de faire paître leurs bestiaux sur les héritages les uns des autres, après l'enlèvement des récoltes. Le *parcours* est le même droit, mais exercé avec réciprocité, entre les habitants de communes différentes.

(**) *L'héberge* est l'endroit où deux bâtiments élevés sur le même mur commencent à se séparer.

не можетъ быть отмѣнено иначе, какъ подобною же сдѣлкою. Послѣ совершенія дозволительной записи, ни самъ владѣлецъ, допустившій выстроить на межѣ своего двора домъ съ окнами на оный, ни преемники его не въ правѣ уже заслонять окна сіи новымъ зданіемъ, или брандмауромъ.

447. Строющій домъ не на самой межѣ, а съ отступленіемъ отъ оной внутрь своего двора, можетъ дѣлать окна на сосѣдніе дворы и не требуя согласія хозяевъ оныхъ. Но сіи хозяева-сосѣди, пользуясь равно правомъ собственности, могутъ безпрепятственно выводить на своей землѣ, на самой ли межѣ двора, или же внутри онаго, брандмауръ, домъ и другое всякаго рода строеніе, не взирая на то, что окна сосѣдняго дома, на чужой дворъ пущенныя, будутъ имѣть недостаточный свѣтъ отъ новой постройки. Буде кто въ существующей уже стѣнѣ дома, на обоюдной съ сосѣдомъ межѣ, пробьетъ окна на чужой дворъ или на крышу самовольно, то оныя должно задѣлывать на его счетъ, и сверхъ того подвергнуть его за каждое такое окно денежному взысканію отъ десяти то тридцати рублей серебромъ въ пользу городскихъ доходовъ.

Примѣчаніе. Что принадлежитъ до существовавшихъ уже до обнародованія указа 1834 Декабря 29 строеній съ окнами на сосѣдніе дворы, то въ разрѣшеніе споровъ, могущихъ возникнуть между владѣльцами, постановлено поступать слѣдующимъ образомъ: 1) сосѣдъ такого дома можетъ на своей межѣ возводить каменное только строеніе, а не деревянное и не брандмауръ, и б) если владѣлецъ двора, на который пущены окна сосѣдняго дома, изъявитъ опасеніе отъ огня или другое какое либо неудобство, то, по усмотрѣнію, въ столицахъ Военнаго Генералъ-Губернатора, а въ прочихъ городахъ главнаго мѣстнаго начальства, принимать къ отвращенію сего приличныя мѣры, напримѣръ: устроивать просвѣты вышиною отъ пола въ три аршина, или ставить фигурныя рѣшетки въ окнахъ, или проволочныя сѣтки, либо желѣзные щиты и тому подобное.

448. Владѣлецъ, пользующійся землями и промыслами въ казенныхъ и частныхъ дачахъ, имѣетъ право проходить и проѣзжать къ онымъ.

449. Малыя дороги для проѣздовъ владѣльцевъ и поселянъ чрезъ постороннія дачи на отхожія пашни, сѣнные покосы, въ лѣса и другія угодья, для прогона скота и къ рѣкамъ для водопоя, должны быть шириною въ три сажени. Изъ правила сего постановлено изъятіе о садовыхъ дорогахъ въ Крыму, опредѣленную въ Уставѣ Путей Сообщенія, статьѣ 529, примѣчаніи 1.

450. Гдѣ дорогъ нѣтъ, тамъ назначать оныя вновь таковой же ширины (ст. 449), не занимая однако же усадебныхъ мѣстъ и не повреждая никакихъ строеній.

451. Буде чрезъ измѣненіе теченія большихъ и малыхъ рѣкъ или рѣчекъ, служившихъ границею владѣнія, которая либо сторона лишится вовсе водопоя, то назначать къ тѣмъ рѣкамъ дороги.

654. Il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la sommité du mur est droite et à plomb de son parement d'un côté, et présente de l'autre un plan incliné;

Lors encore qu'il n'y a que d'un côté ou un chaperon ou des filets et corbeaux de pierre qui y auraient été mis en bâtissant le mur.

Dans ces cas, le mur est censé appartenir exclusivement au propriétaire du côté duquel sont l'égout ou les corbeaux et filets de pierre (*).

655. La réparation et la reconstruction du mur mitoyen sont à la charge de tous ceux qui y ont droit, et proportionnellement au droit de chacun.

656. Cependant tout copropriétaire d'un mur mitoyen peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstructions en abandonnant le droit de mitoyenneté, pourvu que le mur mitoyen ne soutienne pas un bâtiment qui lui appartienne.

657. Tout copropriétaire peut faire bâtir contre un mur mitoyen, et y faire placer des poutres ou solives dans toute l'épaisseur du mur, à cinquante-quatre millimètres (deux pouces) près, sans préjudice du droit qu'a le voisin de faire réduire à l'ébauchoir la poutre jusqu'à la moitié du mur, dans le cas où il voudrait lui-même asseoir des poutres dans le même lieu, ou y adosser une cheminée.

658. Tout copropriétaire peut faire exhausser le mur mitoyen; mais il doit payer seul la dépense de l'exhaussement, les réparations d'entretien au-dessus de la hauteur de la clôture commune, et en outre l'indemnité de la charge en raison de l'exhaussement et suivant la valeur.

659. Si le mur mitoyen n'est pas en état de supporter l'exhaussement, celui qui veut l'exhausser doit le faire reconstruire en entier à ses frais, et l'excédant d'épaisseur doit se prendre de son côté.

660. Le voisin qui n'a pas contribué à l'exhaussement, peut en acquérir la mitoyenneté en payant la moitié de la dépense qu'il a coûté, et la valeur de la moitié du sol fourni pour l'excédant d'épaisseur, s'il y en a.

661. Tout propriétaire joignant un mur a de même la faculté de le rendre mitoyen en tout ou en partie, en remboursant au maître du mur la moitié de sa valeur, ou la moitié de la valeur de la portion qu'il veut rendre mitoyenne, et moitié de la valeur du sol sur lequel le mur est bâti.

662. L'un des voisins ne peut pratiquer dans le corps d'un mur mitoyen aucun enfoncement, ni y appliquer ou appuyer aucun ouvrage sans le consentement de l'autre, ou sans avoir, à son refus, fait régler par experts les

(*) Le *chaperon* est le sommet du mur qui forme un plan incliné, en forme de toit, pour l'écoulement des eaux de la pluie. Les *filets* sont la partie du chaperon qui déborde le mur et facilite la chute de l'eau. On nomme *corbeaux* les pierres en saillie qu'on place dans le mur en le construisant, et qui sont destinées à recevoir des poutres lorsqu'on voudra bâtir.

moyens nécessaires pour que le nouvel ouvrage ne soit pas nuisible aux droits de l'autre.

663. Chacun peut contraindre son voisin, dans les villes et faubourgs, à contribuer aux constructions et réparations de la clôture faisant séparation de leurs maisons, cours et jardins assis ès dites villes et faubourgs; la hauteur de la clôture sera fixée suivant les règlemens particuliers ou les usages constants et reconnus; et, à défaut d'usages et de règlements, tout mur de séparation entre voisins, qui sera construit ou rétabli à l'avenir, doit avoir au moins trente-deux décimètres (dix pieds) de hauteur, compris le chaperon, dans les villes de cinquante mille âmes et au-dessus, et vingt-six décimètres (huit pieds) dans les autres.

664. Lorque les différents étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, si les titres de propriété ne règlent pas le mode de réparations et reconstructions, elles doivent être faites ainsi qu'il suit:

Les gros murs et le toit sont à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient.

Le propriétaire de chaque étage fait le plancher sur lequel il marche.

Le propriétaire du premier étage fait l'escalier qui y conduit; le propriétaire du second étage fait, à partir du premier, l'escalier qui conduit chez lui, et ainsi de suite.

665. Lorsqu'on reconstruit un mur mitoyen ou une maison, les servitudes actives et passives se continuent à l'égard du nouveau mur ou de la nouvelle maison, sans toutefois qu'elles puissent être aggravées, et pourvu que la reconstruction se fasse avant que la prescription soit acquise.

666. Tous fossés entre deux héritages sont présumés mitoyens s'il n'y a titre ou marque du contraire.

667. Il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé.

668. Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

669. Le fossé mitoyen doit être entretenu à frais communs.

670. Toute haie qui sépare des héritages est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des héritages en état de clôture, ou s'il n'y a titre ou possession suffisante au contraire.

671. Il n'est permis de planter des arbres de haute tige qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par les usages constants et reconnus; et, à défaut de règlements et usages, qu'à la

distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les arbres à haute tige, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres arbres et haies vives.

672. Le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés.

Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a droit de les y couper lui-même.

673. Les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne, sont mitoyens comme la haie; et chacun des deux propriétaires a droit de requérir qu'ils soient abattus.

SECTION II.

De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions.

674. Celui qui fait creuser un puits ou une fosse d'aisance près d'un mur mitoyen ou non;

Celui qui veut y construire cheminée ou âtre, forge, four ou forneau,

Y adosser une étable,

Ou établir contre ce mur un magasin de sel ou amas de matières corrosives,

Est obligé à laisser la distance prescrite par les règlements et usages particuliers sur ces objets, ou à faire les ouvrages prescrits par les mêmes règlements et usages, pour éviter de nuire au voisin.

SECTION III.

Des vues sur la propriété de son voisin.

675. L'un des voisins ne peut, sans le consentement de l'autre, pratiquer dans le mur mitoyen aucune fenêtre ou ouverture, en quelque manière que ce soit, même à verre dormant.

676. Le propriétaire d'un mur non mitoyen, joignant immédiatement l'héritage d'autrui, peut pratiquer dans ce mur des jours ou fenêtres à fer maillé et verre dormant.

Ces fenêtres doivent être garnies d'un treillis de fer, dont les mailles auront un décimètre (environ trois pouces huit lignes) d'ouverture au plus, et d'un chassis à verre dormant.

677. Ces fenêtres ou jours ne peuvent être établis qu'à vingt-six décimètres (huit pieds) au-dessus du plancher ou sol de la chambre qu'on veut éclairer, si c'est à rez-de-chaussée, et à dix-neuf décimètres (six pieds) au-dessus du plancher pour les étages supérieurs.

678. On ne peut avoir des vues droites ou fenêtres d'aspect, ni balcons ou autres semblables saillies sur l'héritage clos ou non clos de son voisin, s'il n'y a dix-neuf décimètres (six pieds) de distance entre le mur où on les pratique et ledit héritage.

679. On ne peut avoir des vues par côté ou obliques sur le même héritage, s'il n'y a six décimètres (deux pieds) de distance.

680. La distance dont il est parlé dans les deux articles précédents, se compte depuis le parement extérieur du mur où l'ouverture se fait, et, s'il y a balcons ou autres semblables saillies, depuis leur ligne extérieure jusqu'à la ligne de séparation des deux propriétés.

SECTION IV.

De l'égout des toits.

681. Tout propriétaire doit établir ses toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin.

SECTION V.

Du droit de passage.

682. Le propriétaire dont les fonds sont enclavés, et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son héritage, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner.

683. Le passage doit regulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court du fonds enclavé à la voie publique.

684. Néanmoins il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

685. L'action en indemnité, dans le cas prévu par l'article 682, est prescriptible; et le passage doit être continué, quoique l'action en indemnité ne soit plus recevable.

Отдѣленіе второе.

О правѣ угодій въ чужихъ имуществахъ.

452. Угодья въ чужихъ имуществахъ состоять могутъ въ пользованіи лѣсами по праву въѣзда, и въ пользованіи звѣриными и другими промыслами по прежнему порядку владѣнія, или по особеннымъ положеніямъ, ниже сего означеннымъ.

I. О лѣсахъ въѣзжихъ.

453. Право въѣзда въ лѣса состоитъ въ пользованіи строевымъ и дровянымъ лѣсомъ изъ чужихъ дачъ.

CHAPITRE III.

Des Servitudes établies par le fait de l'homme.

SECTION I.

Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens.

686. Il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés, ou en faveur de leurs propriétés, telles servitudes que bon leur semble, pourvu néanmoins que les services établis ne soient imposés, ni à la personne, ni en faveur de la personne, mais seulement à un fonds et pour un fonds, et pourvu que ces services n'aient d'ailleurs rien de contraire à l'ordre public.

L'usage et l'étendue des servitudes ainsi établies se règlent par le titre qui les constitue; à défaut de titre, par les règles ci-après.

687. Les servitudes sont établies ou pour l'usage des bâtiments, ou pour celui des fonds de terre.

Celles de la première espèce s'appellent *urbaines*, soit que les bâtimens auxquels elles sont dues, soient situés à la ville ou à la campagne.

Celles de la seconde espèce se nomment *rurales*.

688. Les servitudes sont ou continues, ou discontinues.

Les servitudes continues sont celles dont l'usage est ou peut être continuel sans avoir besoin du fait actuel de l'homme: tels sont les conduites d'eau, les égouts, les vues et autres de cette espèce.

Les servitudes discontinues sont celles qui ont besoin du fait actuel de l'homme pour être exercées: tels sont les droits de passage, puisage, pacage et autres semblables.

689. Les servitudes sont apparentes, ou non apparentes.

Les servitudes apparentes sont celles qui s'annoncent par des ouvrages extérieurs, tels qu'une porte, une fenêtre, un aqueduc.

Les servitudes non apparentes sont celles qui n'ont pas de signe extérieur de leur existence, comme par exemple, la prohibition de bâtir sur un fonds, ou de ne bâtir qu'à une hauteur déterminée.

SECTION II.

Comment s'établissent les servitudes.

690. Les servitudes continues et apparentes s'acquièrent par titre, ou par la possession de trente ans.

454. Праву въѣзда подлежатъ какъ частные, такъ и казенные лѣса, гдѣ оно было прежде установлено и законно укрѣплено, и въ послѣдствіи выдѣлами или другими сдѣлками не уничтожено.

455. Право въѣзда въ частные лѣса ограничивается только домашними нуждами владѣльца и его селенія въ строевомъ и дровяномъ лѣсѣ. Посему въѣзжіе владѣльцы не могутъ торговать лѣсными матеріалами, въ таковыхъ лѣсахъ вырубленными, ни уступать другимъ своего права.

456. Владѣльцы, въ дачахъ коихъ лѣса въѣзжіе состоятъ, отнюдь не должны допускать или давать новые въѣзды и продавать лѣсъ на срубку людямъ постороннимъ.

457. Доказательствомъ на право въѣзда въ губерніяхъ, какъ межеванныхъ, такъ и немежеванныхъ, служатъ писцовыя книги и другія укрѣпленія.

458. Священно и церковно-служителямъ, состоящимъ при церквахъ въ дѣйствительномъ служеніи, предоставляется право въѣзда въ лѣса, принадлежащіе селеніямъ тѣхъ приходовъ, исключая заповѣдныя рощи, и при томъ для своихъ только домовыхъ нуждъ, а не на продажу.

Примѣчаніе. Межевой инструкціи 1766 Мая 25 пунктомъ 19 запрещено давать вновь право на въѣздъ въ постороннія дачи.

459. Право въѣзда прекращается: 1) вырубкою лѣса на томъ пространствѣ, на которомъ въѣздъ былъ назначенъ; 2) выдѣломъ лѣснаго участка въѣзжему владѣльцу.

460. Разчищенная изъ-подъ въѣзжихъ лѣсовъ земля остается за тѣми владѣльцами, за коими по писцовымъ книгамъ и по дачамъ тотъ лѣсъ съ землею написанъ; а тѣмъ, которые только въ лѣса въѣзды имѣли, разчищенную изъ-подъ оныхъ землю въ дачу себѣ отнюдь не присвоять.

461. Всѣ помѣщики, представившіе въ опредѣленный срокъ доказательства на право ихъ въѣзда въ казенные лѣса, имѣютъ право на отдѣленіе участковъ изъ оныхъ во временное свое пользованіе, впредь до рѣшенія объ отводѣ имъ участковъ во владѣніе вѣчное; но до сего отвода они должны выбирать только валежникъ, подстой и подсохлыя деревья; въ случаѣ недостатка валежника и подсохлыхъ деревъ для потребностей ихъ и ихъ крестьянъ, а не на продажу, помѣщики сіи имѣютъ право на отпускъ себѣ и своимъ крестьянамъ, изъ тѣхъ же участковъ, и растущаго лѣса, къ судовому строенію неспособнаго.

691. Les servitudes continues non apparentes, et les servitudes discontinues apparentes ou non apparentes, ne peuvent s'établir que par titres.

La possession même immémoriale ne suffit pas pour les établir; sans cependant qu'on puisse attaquer aujourd'hui les servitudes de cette nature déjà acquises par la possession, dans les pays où elles pouvaient s'acquérir de cette manière.

692. La destination du père de famille vaut titre à l'égard des servitudes continues et apparentes.

693. Il n'y a destination du père de famille que lorsqu'il est prouvé que les deux fonds actuellement divisés ont appartenu au même propriétaire, et que c'est par lui que les choses ont été mises dans l'état duquel résulte la servitude.

694. Si le propriétaire de deux héritages entre lesquels il existe un signe apparent de servitude dispose de l'un des héritages, sans que le contrat contienne aucune convention relative à la servitude, elle continue d'exister activement ou passivement en faveur du fonds aliéné ou sur le fonds aliéné.

695. Le titre constitutif de la servitude, à l'égard de celles qui ne peuvent s'acquérir par la prescription, ne peut être remplacé que par un titre récognitif de la servitude, et émané du propriétaire du fonds asservi.

696. Quand on établit une servitude, on est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour en user.

Ainsi la servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui, emporte nécessairement le droit de passage.

SECTION III.

Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due.

697. Celui auquel est due une servitude, a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver.

698. Ces ouvrages sont à ses frais, et non à ceux du propriétaire du fonds assujetti, à moins que le titre d'établissement de la servitude ne dise le contraire.

699. Dans le cas même où le propriétaire du fonds assujetti est chargé par le titre, de faire à ses frais les ouvrages nécessaires pour l'usage ou la conservation de la servitude, il peut toujours s'affranchir de la charge, en abandonnant le fonds assujetti au propriétaire du fonds auquel la servitude est due.

Примѣчаніе. Для прекращенія права въѣзда въ казенные лѣса, велѣно отмежевать изъ оныхъ помѣщикамъ по двадцати десятинъ на сто четвертей крѣпостныхъ дачъ къ полѣ. Правила о порядкѣ сего отмежеванія изложены въ Уставѣ Лѣсномъ, статьяхъ 1368—1393.

462. Казенные поселяне, не имѣющіе восьмидесятинной пропорціи земли и пользующіеся на законномъ основаніи въѣздомъ въ казенный лѣсъ, также имѣютъ право на отводъ имъ участковъ, но только во временное пользованіе валежникомъ, подстоемъ и подсохлыми деревьями для ихъ нуждъ, а не на продажу, и съ запрещеніемъ въѣзда во всю дачу, впредь до выгоднѣйшаго удовлетворенія ихъ землями.

II. О звѣриныхъ и другихъ промыслахъ.

463. Бортныя ухожья, бобровые гоны, звѣриная, птичья и рыбная ловля, и другіе промыслы, въ прежнія времена въ чужихъ дачахъ владѣльцамъ пріуроченные, остаются въ ихъ пользованіи тамъ, гдѣ оные еще существуютъ, съ тѣми ограниченіями, кои опредѣляются актами, на право сіе данными правилами государственнаго межеванія.

464. При измѣнившемся теченіи большихъ рѣкъ, когда рѣка войдетъ въ одну которую либо сторону обоими берегами, т. е. всѣмъ теченіемъ своимъ, если береговой владѣлецъ, независимо отъ водопоя, пользовался особенными отъ рѣки выгодами, какъ то: рыбными ловлями, перевозами и другими, и если право на пользованіе сими выгодами предоставлено было ему по писцовымъ книгамъ и жалованнымъ грамотамъ: въ такомъ случаѣ, на основаніи статьи 513, оставляются тѣ рыбныя ловли и перевозы въ его владѣніи какъ были и при прежнемъ теченіи рѣки; если же таковыми выгодами пользовался онъ токмо по праву береговому, то, съ уничтоженіемъ береговъ отъ перемѣны рѣкою своего теченія, оставляя береговаго владѣльца при правѣ, предшедшими 426 и 451 статьями опредѣленномъ, другаго вознагражденія ему не предоставляется.

465. Въ казенныхъ лѣсахъ плоды и сѣмена деревьевъ и кустарниковъ, также трава и другія естественныя произведенія, произрастающія какъ въ самыхъ лѣсахъ, такъ и на ихъ полянахъ, если они не отданы въ оброкъ, или изъ общаго употребленія особеннымъ какимъ либо запрещеніемъ не изъяты, состоятъ въ свободномъ пользованіи желающихъ, токмо съ соблюденіемъ правилъ о неповрежденіи самаго лѣса, въ Уставѣ Лѣсномъ опредѣленныхъ.

466. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, относительно правъ угодій въ чужихъ имуществахъ, соблюдаются слѣдующія правила: 1) Кто имѣетъ право на бортныя ухожья въ чужомъ лѣсу, тотъ съ симъ вмѣстѣ имѣетъ и право входа въ тотъ лѣсъ, но при семъ не позволяется ему имѣть съ собою другихъ орудій, кромѣ топора и пѣшни, коими обдѣлы-

700. Si l'héritage pour lequel la servitude a été établie vient à être divisé, la servitude reste due pour chaque portion, sans néanmoins que la condition du fonds assujetti sont aggravée.

Ainsi, par exemple, s'il s'agit d'un droit de passage, tous les copropriétaires seront obligés de l'exercer par le même endroit.

701. Le propriétaire du fonds débiteur de la servitude ne peut rien faire qui tende à en diminuer l'usage ou à le rendre plus incommode.

Ainsi, il ne peut changer l'état des lieux, ni transporter l'exercice de la servitude dans un endroit différent de celui où elle a été primitivement assignée.

Mais cependant, si cette assignation primitive était devenue plus onéreuse au propriétaire du fonds assujetti, ou si elle l'empêchait d'y faire des réparations avantageuses, il pourrait offrir au propriétaire de l'autre fonds un endroit aussi commode pour l'exercice de ses droits et celui-ci ne pourrait pas le refuser.

702. De son côté, celui qui a un droit de servitude, ne peut en user que suivant son titre, sans pouvoir faire, ni dans le fonds qui doit la servitude, ni dans le fonds à qui elle est due, de changement qui aggrave la condition du premier.

SECTION IV.

Comment les servitudes s'éteignent (*).

703. Les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent en tel état qu'on ne peut plus en user.

704. Elles revivent si les choses sont rétablies de manière qu'on puisse en user; à moins qu'il ne se soit déjà écoulé un espace de temps suffisant pour faire présumer l'extinction de la servitude, ainsi qu'il est dit à l'article 707.

(*) Aux termes des dispositions qui suivent, les servitudes s'éteignent 1) par le changement ou destruction de la chose; 2) par la confusion; 3) par le non usage pendant trente ans.—Il existe, indépendamment des cas prévus dans les dispositions dont il s'agit, divers autres modes d'extinction des servitudes, que nous allons indiquer: 1) *Remise volontaire de la servitude.* Nul doute que le propriétaire qui a la libre disposition de ses biens ne puisse faire la remise de la servitude avec le consentement de l'usufruitier, et, selon le cas, celui des créanciers qui ont hypothèque sur le fonds assujetti; 2) *Avènement de la condition sous la quelle la durée de la servitude a été limitée;* 3) *Abandon du fonds assujetti dans le cas de art.* 656, 699, *C. civ.* 4) *Rachat volontaire ou forcé;* tel est le cas prévu par la loi des 28 septembre—6 octobre 1791, tit 1-er sect. 4, pour le rachat des droits de pacage et de paturage (Voy C. rur.): 5) *Par l'abolition prononcée pour cause d'utilité publique* (Voy. C. de l'expr.).

ваются борти. 2) Ему позволяется въ томъ лѣсу драть лыки и лубья для лѣстницъ и на другія необходимыя для того промысла потребности, но лишь столько, сколько можно снести на себѣ, а не увезти на возу. 3) Когда бортное дерево безъ пчелъ, или съ пчелами, упадетъ, то хозяинъ борта воленъ взять себѣ только одинъ улей, а верхнюю часть и корень того дерева долженъ оставить на мѣстѣ хозяину лѣса. 4) Кто имѣетъ озеро въ чужомъ лѣсу, тотъ можетъ входить въ тотъ лѣсъ только съ неводомъ. 5) Въ зимнее время ему позволяется рубить въ томъ лѣсу деревья для топки будокъ своихъ и дѣланія корытъ на рыбу. 6) Кто имѣетъ пажити въ чужомъ лѣсу, тотъ пользуется оными по прежнимъ межамъ, ничего не захватывая вновь; когда старые луга его заростутъ, то онъ можетъ ихъ разчищать, и для того ходить въ лѣсъ съ топоромъ и косою. 7) Имѣющимъ сѣнные покосы въ чужомъ лѣсу, дозволяется брать деревья, нужныя на жерди для покрытія или огороженія скирдовъ или стоговъ. 8) Владѣлецъ лѣса, въ коемъ будутъ чужія озера, сѣнокосы и борти, не можетъ препятствовать тѣмъ, коимъ принадлежатъ озера, сѣнокосы и борти, входить въ его лѣсъ. 9) Если владѣлецъ пожелаетъ свой лѣсъ разчистить, то не долженъ повреждать бортей и бортевыхъ деревьевъ, а если таковыя бортныя деревья на пахатной землѣ, то онъ не долженъ близко ихъ подпахивать, оставляя между оными и плугомъ разстояніе по крайней мѣрѣ не менѣе величины палки, которою погоняютъ воловъ. 10) Пользующіеся по праву угодій входомъ въ чужіе лѣса, не могутъ изъ нихъ брать деревья на постройки, и входя въ лѣсъ не должны имѣть при себѣ ни собакъ, ни рогатинъ или оружія, чѣмъ могли бы вредить звѣрю. 11) Владѣлецъ, на землѣ коего будутъ чьи либо, издавна собственность того лица составлявшіе, бобровые гоны, не долженъ ни самъ, ни людямъ своимъ дозволять поля свои допахивать на такое разстояніе, чтобы до гнѣзда ихъ можно было доброснть палкою; на такоежъ разстояніе не долженъ онъ и косить луга и разчищать кустарники. 12) Когда бобръ изъ стараго гнѣзда перейдетъ въ новое, въ дачахъ инаго владѣльца, то на чьей землѣ будетъ гнѣздо, тому и ловъ бобровъ принадлежитъ. 13) Ежели гдѣ съ правомъ входа въ бортные лѣса, сопряжены были дачи медомъ, издревле установленныя въ пользу владѣльца лѣса, то онѣ должны быть исполняемы сходно прежнимъ обычаямъ. 14) Помѣщичьи крестьяне одного селенія не въ правѣ отчуждать свои бортныя угодья крестьянамъ другихъ селеній, безъ особеннаго на то дозволенія господъ своихъ.

705. Toute servitude est éteinte lorsque le fonds à qui elle est due, et celui qui la doit, sont réunis dans la même main.

706. La servitude est éteinte par le non-usage pendant trente ans.

707. Les trente ans commencent à courir, selon les diverses espèces de servitudes, ou du jour où l'on a cessé d'en jouir; lorsqu'il s'agit de servitudes, discontinues ou du jour où il a été fait un acte contraire à la servitude, lorsqu'il s'agit de servitudes continues.

708. Le mode de la servitude peut se prescrire comme la servitude même, et de la même manière.

709. Si l'héritage en faveur duquel la servitude est établie, appartient à plusieurs par indivis, la jouissance de l'un empêche la prescription à l'égard de tous.

710. Si parmi les copropriétaires il s'en trouve un contre lequel la prescription n'ait pu courir, comme un mineur, il aura conservé le droit de tous les autres.

Отдѣленіе третіе.

О правѣ собственности въ заповѣдныхъ наслѣдственныхъ имѣніяхъ.

I. Объ учрежденіи заповѣдныхъ имѣній.

467. Заповѣдныя, по особому порядку наслѣдованія переходящія, имѣнія учреждаются или по Высочайшимъ повелѣніямъ при самомъ пожалованіи сихъ имѣній какому либо лицу или потомству его, или по волѣ и распоряженію владѣльцевъ, но также, на основаніи 395 статьи сего Свода, не иначе какъ въ слѣдствіе особаго Высочайшаго на то разрѣшенія и съ утвержденія Его Императорскаго Величества.

Примѣчаніе. Особый порядокъ наслѣдованія въ имѣніяхъ заповѣдныхъ опредѣляется ниже, въ статьяхъ 1192—1213.

468. Одно и то же лицо можетъ, съ Высочайшаго разрѣшенія, учредить и нѣсколько отдѣльныхъ заповѣдныхъ имѣній, съ точнымъ показаніемъ тѣхъ лицъ своего рода, коимъ оно предназначаетъ въ наслѣдство каждое изъ сихъ заповѣдныхъ имѣній и съ опредѣленіемъ, сообразно съ общими для сего правилами, порядка наслѣдованія въ каждомъ изъ таковыхъ имѣній. Нѣсколько лицъ могутъ также, съ Высочайшаго соизволенія, по общему между собою согласію, изъ всѣхъ или части имѣній своихъ составить одно заповѣдное имѣніе, назначивъ наслѣдникомъ онаго лице, къ ихъ роду принадлежащее.

469. Въ заповѣдное имѣніе можетъ быть обращаемо лишь имѣніе недвижимое, родовое или благопріобрѣтенное. Лице, имѣющее нѣсколькихъ законныхъ дѣтей, можетъ изъ родовыхъ имѣній своихъ обратить въ заповѣдное токмо ту оныхъ часть, которая по закону слѣдуетъ старшему изъ сыновей, или за неимѣніемъ сыновей старшей изъ дочерей его, съ присоединеніемъ къ сей части, буде желаетъ, другихъ благопріобрѣтенныхъ своихъ имуществъ.

470. При обращеніи имѣній въ заповѣдныя наблюдается, чтобы оныя въ общемъ составѣ своемъ заключали въ себѣ не менѣе четырехъ сотъ и не болѣ четырехъ тысячъ крестьянскихъ дворовъ, полагая отъ четырехъ до пяти ревизскихъ душъ на каждый дворъ, или не менѣе десяти тысячъ и не болѣе ста тысячъ десятинъ земли удобной, хотя и ненаселенной; или же, чтобы по достовѣрнымъ свѣдѣніямъ, за свидѣтельствомъ мѣстнаго губернскаго начальства, Губернскаго Предводителя и сосѣдственнаго дворянства, оныя, также въ общемъ ихъ составѣ, приносили, по десятилѣтней сложности, средняго въ годъ дохода не менѣе двѣнадцати и не болѣе двухъ сотъ тысячъ рублей серебромъ. Впрочемъ дозволяется учреждать заповѣдныя имѣнія и въ большемъ противъ опредѣляемаго сею статьею размѣрѣ, когда въ нихъ находятся заводы, фабрики или иныя заведенія промышленности, которыя безъ вреда и разстройства не могутъ быть раздѣлены. Учредителю представляется на

896. Les substitutions sont prohibées.

Toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué, ou le légataire, sera chargé de conserver et de rendre à un tiers sera nulle, même à l'égard du donataire, de l'héritier institué ou du légataire. .—Néanmoins les biens libres formant la dotation d'un titre héréditaire que l'Empereur aurait érigé en faveur d'un prince ou d'un chef de famille, pourront être transmis héréditairement, ainsi qu'il est réglé par l'acte du 30 mars 1806 et par celui du 14 août suivant.

Ce dernier paragraphe se trouve abrogé par la loi du 12 mai 1835.

Loi du 12 mai 1835.

1) Toute institution de majorats est interdite à l'avenir.

2) Les majorats fondés jusqu'à ce jour avec des biens particuliers ne pourront s'étendre au delà de deux degrés, l'institution non comprise.

3) Le fondateur d'un majorat poura le révoquer en tout ou en partie ou en modifier les conditions.—Néanmoins, il ne pourra exercer cette faculté s'il existe un appelé, qui ait contracté, antérieurement à la présente loi, un mariage non dissous ou dont il soit resté des enfants. En ce cas, le majorat aura son effet restreint à deux degrés, ainsi qu'il est dit dans l'article précédent.

4) Les dotations ou portions de dotations consistant en biens soumis au droit de retour en faveur de l'Etat, continueront à être possédées et transmises conformément aux actes d'investiture, et sans préjudice des droits d'expectative, ouverts par la loi du 5 décembre 1814 (sur les biens non vendus des émigrés).

Loi du 7—11 mai 1849.

1) Les majorats de biens particuliers qui auront été transmis à deux degrés successifs, à partir du premier titulaire, sont abolis. Les biens composant ces majorats demeurent libres entre les mains de ceux qui en sont investis.

2) Pour l'avenir, la transmission, limitée à deux degrés, à partir du premier titulaire, n'aura lieu qu'en faveur des appelés déjà nés ou conçus lors de la promulgation de la présente loi.—S'il n'existe point d'appelés à cette époque, ou si ceux qui existaient décèdent avant l'ouverture de leur droit, les biens des majorats deviendront immédiatement libres entre les mains du possesseur.

3) Pendant une année, à partir de la promulgation de la présente loi, lorsqu'une saisie sera pratiquée sur les biens devenus libres en vertu de l'article précédent, les juges pourront toujours, quelle que soit la nature du titre, appliquer l'article 1244 du Code civil et surseoir aux poursuites ultérieures pendent le délai qu'ils détermineront.

4) Il n'est rien innové quant au droit spécial de révocation conféré au fondateur pa l'article 3 de la loi du 12 mai 1835.

волю означить размѣръ учреждаемаго имъ заповѣднаго имѣнія: числомъ душъ, или дворовъ, или же количествомъ десятинъ земли, или суммою получаемыхъ съ имѣнія доходовъ.

Примѣчаніе. Земли, находящіяся въ общемъ владѣніи или поперемѣнномъ пользованіи, не могутъ входить въ составъ заповѣдныхъ имѣній до окончательнаго присужденія ихъ въ единственное владѣніе. Превосходящая назначенную для заповѣдныхъ имѣній наименьшую мѣру часть имущества, въ заповѣдное обращаемаго, можетъ быть отдѣлена отъ онаго при учрежденіи имѣнія заповѣднаго, въ такомъ лишь случаѣ, если она составляетъ совершенно отдѣльное, особо отмежеванное имущество, или же заключаетъ въ себѣ не менѣе двадцати пяти крестьянскихъ дворовъ, или не менѣе двухъ тысячъ десятинъ удобной, хотя и ненаселенной земли.

471. Имѣніе, обращаемое въ заповѣдное, можетъ быть составлено изъ разныхъ отдѣльныхъ вотчинъ, или несмежныхъ между собою участковъ земли ненаселенной, хотя бы сіи вотчины или участки находились въ разныхъ уѣздахъ, или и въ разныхъ губерніяхъ; но учредителямъ вмѣняется въ обязанность составлять заповѣдныя имѣнія, гдѣ только сіе возможно, изъ дачъ, уже отмежеванныхъ особо отъ всѣхъ другихъ владѣній.

472. Къ заповѣдному имѣнію могутъ, при учрежденіи онаго, быть приписаны и находящіеся внѣ сего имѣнія домы, заводы и фабрики, если только они не въ имѣніяхъ, долженствующихъ, по общимъ законамъ, перейти къ другимъ наслѣдникамъ.

Примѣчаніе. Заводы и фабрики поссессіонные не могутъ быть ни обращаемы въ имѣнія заповѣдныя, ни приписываемы къ онымъ.

473. Если заповѣдное имѣніе должно все, или частію, составиться изъ такихъ имуществъ, которыя находятся въ залогѣ, то учрежденіе онаго разрѣшается не иначе, какъ съ согласія кредитнаго установленія, или частнаго лица, коего капиталы тѣми имуществами обезпечены, и полное дѣйствіе опредѣляющихъ свойство заповѣднаго имѣнія постановленій въ отношеніи къ онымъ начинается не прежде, какъ по уплатѣ лежащаго на нихъ долга, или по переводѣ сего долга на другія имѣнія, также съ согласія залогодержателя.

474. Учредитель заповѣднаго имѣнія можетъ съ владѣніемъ онаго соединить исключительное владѣніе и нѣкоторыми, именно въ актѣ учрежденія означенными фамильными бумагами, драгоцѣнностями, или произведеніями искусствъ, собраніями рѣдкостей, книгъ, и т. п.; равно и исключительное завѣдываніе учрежденными имъ или родомъ его, учебными, благотворительными и другими общеполезными заведеніями.

475. На основаніи Законовъ о Состояніяхъ, статьи 220, учредитель заповѣднаго имѣнія можетъ присоединить къ своему родовому имени названіе того недвижимаго имѣнія или главнаго изъ тѣхъ именій, которыя входятъ въ составъ заповѣднаго. Онъ можетъ также просить о помѣщеніи сего названія, или же о иномъ прибавленіи, въ гербѣ его.

5) Dans les cas prévus par les articles 1, 2 et 4 de la présente loi, le ministre de la justice statuera sur les demandes en radiation, soit de la transcription hypothécaire, soit de l'annotation spéciale d'immobilisation des rentes sur l'État ou des actions de la banque de France. Sur son refus, les parties intéressées pourront se pourvoir devant les tribunaux ordinaires, qui statueront définitivement.

6) Sont abrogées relativement aux majorats de biens particuliers, les dispositions du décret du 1-er mars 1808, article 6, et du décret du 4 juin 1809, relatives à la retenue et à la capitalisation du dixième du revenu des rentes sur l'État ou des actions de la banque.

7) La mutation par décès d'un majorat de biens particuliers donnera ouverture au droit de transmission de propriété en ligne directe.—La taxe du cinquième d'une année de revenu, établie par le décret du 4 mai 1809, est abolie pour l'avenir.—Il ne sera perçu qu'un droit de transmission d'usufruit mobilier sur la pension de la veuve.

8) La loi du 17 mai 1826 sur les substitutions est abrogée (*).

9) Les substitutions déjà établies sont maintenues au profit de tous les appelés nés ou conçus lors de la promulgation de la présente loi.

Lorsqu'une substitution sera recueillie par un ou plusieurs des appelés dont il vient d'être parlé, elle profitera à tous les autres appelés du même degré, ou à leurs représentants, quelle que soit l'époque où leur existence aura commencé.

(*) La loi du 17 mai 1826 sur les substitutions portait: Article unique. Les biens dont il est permis de disposer aux termes des art. 913, 915 et 916 du Code civil, pourront être donnés en tout ou en partie, par acte entre—vifs ou testamentaire, avec la charge de les rendre à un ou plusieurs enfants du donataire, nés, ou à naître, jusqu'au deuxième dégré inclusivement.—Seront observés, pour l'exécution de cette disposition, les art. 1051 et suivants du Code civil jusques et y compris l'art. 1074.

476. Учредитель заповѣднаго имѣнія можетъ, въ актѣ установленія онаго, означить именно, какими повинностями, т. е. ежегоднымъ взносомъ произведеній земли или другихъ издѣлій, или же отправленіемъ господскихъ работъ, опредѣляемыхъ днями или количествомъ оныхъ, обязаны владѣльцу заповѣднаго имѣнія поселенные въ ономъ крестьяне; а равно и какимъ числомъ десятинъ пахатной земли и другихъ угодій, они, за точное исправленіе сихъ повинностей, должны быть надѣляемы. Онъ можетъ также постановить особыя правила для увольненія сихъ крестьянъ въ другія состоянія, какъ цѣлыми селеніями или обществами и частями селеній, такъ и посемейно и по одиначкѣ, а равно сдѣлать и другія какія либо по усмотрѣнію своему распоряженія, для охраненія благосостоянія заповѣднаго имѣнія и поселенныхъ въ ономъ крестянъ.

477. Учредитель заповѣднаго имѣнія можетъ, при установленіи онаго, внести въ одинъ изъ Государственныхъ Банковъ особую денежную сумму, именовавъ ее вспомогательнымъ капиталомъ того имѣнія, для употребленія доходовъ, или и нѣкоторой части сей капитальной суммы, на пособіе владѣльцу заповѣднаго имѣнія, въ тѣхъ случаяхъ, когда по какимъ либо чрезвычайнымъ обстоятельствамъ будутъ необходимы и чрезвычайные по тому имѣнію расходы или платежи; или же, вмѣсто сего, обязанъ владѣльца взносить ежегодно въ одинъ изъ Государственныхъ Банковъ часть, не свыше однакожъ одной десятой, доходовъ заповѣднаго имѣнія, для составленія, симъ средствомъ, такогожъ вспомогательнаго капитала, въ количествѣ, имъ въ актѣ учрежденія опредѣляемомъ, впрочемъ не свыше суммы трехлѣтняго чистаго дохода съ имѣній, составляющихъ заповѣдное. Наблюденіе за исправностію означеннаго взноса возлагается на мѣстнаго Предводителя Дворянства.

478. Вмѣстѣ съ проектомъ акта учрежденія заповѣднаго имѣнія должны быть представляемы:

1) Надлежащее по закону свидѣтельство о дворянскомъ происхожденіи предназначаемаго наслѣдника заповѣднаго имѣнія, или же дипломы о возведеніи его и рода его въ дворянское достоинство, или патенты на чины, дающіе сіе достоинство, или грамоты на пожалованіе его однимъ изъ Россійскихъ орденовъ такой степени, съ коею соединяются права дворянства потомственнаго.

2) Свидѣтельство надлежащей Гражданской Палаты, какъ въ томъ, что проситель дѣйствительно и безспорно владѣетъ имѣніемъ, предназначеннымъ къ обращенію въ заповѣдное, такъ и въ томъ, не заложено ли сіе имѣніе, и если заложено, гдѣ и въ какой суммѣ, и вообще не состоитъ ли подъ запрещеніемъ.

3) Засвидѣтельствованная въ надлежащей Казенной Палатѣ вѣдомость, сколько въ томъ имѣніи, если оно населенное, числится по послѣдней

ревизіи крестьянъ и дворовыхъ, или вмѣсто сего межевые планы и другіе документы, доказывающіе, сколько въ томъ имѣніи земли удобной, хотя и ненаселенной, или наконецъ свидѣтельство мѣстнаго губернскаго начальства, Губернскаго Предводителя и сосѣдственнаго дворянства о количествѣ получаемаго съ онаго, по сложности послѣднихъ десяти лѣтъ, средняго чистаго въ годъ дохода.

4) Составленная учредителемъ опись тому движимому имуществу и вообще тѣмъ предметамъ, которые должны, по волѣ его, принадлежать всегда и неотдѣльно къ учреждаемому имъ заповѣдному имѣнію.

479. Учредитель заповѣднаго имѣнія обязанъ, если у него есть законныя дѣти или нисходящее отъ нихъ потомство, вмѣстѣ съ проектомъ акта учрежденія такого имѣнія, представить свидѣтельство за подписаніемъ Губернскаго Предводителя Дворянства той губерніи, гдѣ онъ имѣетъ постоянное пребываніе, и двухъ или трехъ родственниковъ своихъ въ восходящей или въ боковыхъ линіяхъ, или же другихъ дворянъ той губерніи, буде у него нѣтъ родственниковъ, о томъ, сколько у него дѣтей и какое, по отдѣленіи слѣдующей на составленіе заповѣднаго имѣнія части, за нимъ останется другое имущество, для удостовѣренія, достаточно ли онымъ обезпечивается участь прочихъ членовъ его семейства и вполнѣ ли предположеніе его согласно съ правилами, въ предшедшей 469 статьѣ постановленными.

480. Проекты актовъ учрежденія заповѣдныхъ имѣній, съ слѣдующими къ онымъ приложеніями, разсматриваются въ Министерствѣ Юстиціи.

481. Министръ Юстиціи, получивъ съ Высочайшаго соизволенія, проектъ акта учрежденія заповѣднаго имѣнія, приступаетъ къ разсмотрѣнію достовѣрности и дѣйствительности представленныхъ при томъ актѣ свидѣтельствъ и иныхъ документовъ, и сообразивъ предположенія желающаго учредить заповѣдное имѣніе съ законами вообще и съ постановленными въ предшедшихъ статьяхъ сего отдѣленія правилами, представляетъ о томъ съ заключеніемъ своимъ въ Государственный Совѣтъ и прилагаетъ къ сему, когда нужно, проектъ Высочайшаго указа объ учрежденіи заповѣднаго имѣнія, принимая съ тѣмъ вмѣстѣ надлежащія мѣры для наложенія запрещенія на имѣнія, долженствующія войти въ составъ заповѣднаго.

482. Когда приложенныя къ проекту акта учрежденія свидѣтельства и прочіе документы оказываются неполными, или по чему либо иному недостаточными, Министръ Юстиціи требуетъ непосредственно отъ надлежащихъ присутственныхъ мѣстъ, или самого просителя, нужныхъ дополненій и объясненій.

483. Высочайшій указъ Правительствующему Сенату объ учрежденіи заповѣднаго имѣнія публикуется какъ въ Сенатскихъ, такъ и въ Губернскихъ Вѣдомостяхъ той губерніи или тѣхъ губерній, гдѣ находятся имѣнія, обращенныя въ заповѣдныя. Съ тѣмъ вмѣстѣ Министръ Юстиціи объявляетъ Высочайшее повелѣніе Департаменту Герольдіи о приготовленіи надлежащей по сему грамоты, которая выдается учредителю или наслѣднику заповѣднаго имѣнія не прежде, какъ по совершенной уплатѣ всѣхъ долговъ, лежавшихъ при учрежденіи на имѣніяхъ, оное составляющихъ, или же по переводѣ сихъ долговъ на другое имѣніе, съ согласія залогодержателя.

484. Учрежденное, на сихъ основаніяхъ, заповѣдное имѣніе можетъ въ послѣдствіи учредителемъ или наслѣдниками его быть увеличено, чрезъ прибавленіе къ составу онаго новыхъ недвижимыхъ имѣній, но не выходя, однако же, изъ предѣловъ выше постановленнаго въ статьѣ 470 для заповѣдныхъ имѣній размѣра, и не иначе, какъ съ Высочайшаго на то каждый разъ соизволенія.

II. О правахъ и обязанностяхъ владѣльцевъ имѣній.

485. Заповѣдное имѣніе признается собственностію не одного настоящаго владѣльца, но всего рода, для коего оное учреждено, т. е. всѣхъ принадлежащихъ къ тому роду лицъ, какъ уже родившихся, такъ и имѣющихъ впредь родиться, а потому, ни имѣнія, обращенныя въ заповѣдныя, ниже какая либо часть ихъ, не могутъ быть отчуждаемы, ни безвозмездно, ни чрезъ продажу, ни посредствомъ иного какого бы то ни было акта или сдѣлки, даже если бы и всѣ находящіеся въ живыхъ потомки учредителя были на то согласны. Отступленіе отъ сего правила допускается лишь въ томъ случаѣ, когда, съ разрѣшенія Правительствующаго Сената, будетъ дозволено, для округленія заповѣднаго имѣнія, промѣнять какой либо участокъ онаго на другой равнаго достоинства.

486. Владѣлецъ заповѣднаго имѣнія имѣетъ полное и исключительное право пользоваться не только всѣмъ, что до него составляло доходъ такого имѣнія, но и всѣми другими, изъ какихъ бы то ни было источниковъ происходящими доходами онаго, какъ собственнымъ его стараніемъ взысканными или усиленными, токмо безъ нарушенія постановленныхъ учредителемъ, на основаніи статьи 476, правилъ, такъ и случайно открывающимися, и именно: рудами, каменоломнями и т. п. Ему также принадлежатъ и находимые въ заповѣдномъ имѣніи клады, на основаніи общихъ о томъ узаконеній, и накопившіяся во время малолѣтства его или другихъ владѣльцевъ заповѣднаго имѣнія изъ остатковъ отъ доходовъ суммы.

487. Когда вспомогательный капиталъ заповѣднаго имѣнія превы-

шаетъ, или же въ послѣдствіи, отъ приращенія ежегодными изъ доходовъ взносами и процентами, превыситъ сумму трехлѣтняго дохода того имѣнія: то опредѣленные на составленіе или усиленіе сего капитала ежегодные изъ доходовъ заповѣднаго имѣнія взносы прекращаются; а буде въ послѣдствіи, отъ приращенія процентами, сей вспомогательный капиталъ сравняется съ шестилѣтнею сложностію доходовъ заповѣднаго имѣнія, то владѣлецъ имѣетъ право пользоваться и процентами сего капитала такъ же, какъ и прочими своими доходами.

488. Владѣлецъ заповѣднаго имѣнія, пользуясь всѣми доходами и другими удобствами и выгодами, съ владѣніемъ онаго соединенными, не только не можетъ отчуждать какой либо части имѣнія, какъ о семъ подробно постановлено выше, въ статьѣ 485, но не имѣетъ права и отдавать его въ залогъ и вообще обременять долгами или повинностями, кромѣ лишь тѣхъ особенныхъ случаевъ, о конхъ упомянуто въ статьяхъ 489, 1069, 1211 и 1212 сего Свода.

489. Владѣлецъ заповѣднаго имѣнія обязанъ стараться о предотвращеніи и исправленіи всякаго въ оном разстройства или безпорядка, сохранять находящіяся въ немъ заведенія въ надлежащемъ видѣ и дѣйствіи согласно съ ихъ предназначеніемъ, и не только не допускать, по возможности, уменьшенія въ доходахъ, но улучшать и совершенствовать хозяйство онаго всѣми зависящими отъ него по состоянію и средствамъ имѣнія мѣрами. Ежели въ слѣдствіе войны, пожара, наводненія, или иныхъ какихъ либо несчастныхъ произшествій или обстоятельствъ, заповѣдное имѣніе будетъ доведено до такого положенія, что доходы онаго сдѣлаются недостаточными на возстановленіе нужныхъ хозяйственныхъ заведеній, или благосостоянія поселенныхъ въ немъ крестьянъ: то владѣлецъ можетъ, съ разрѣшенія Правительствующаго Сената, по представленію мѣстной Дворянской Опеки, употребить на сей предметъ нѣкоторую часть вспомогательнаго капитала заповѣднаго имѣнія, или буде, сей капиталъ уже истощенъ, или же и не былъ составленъ, занять въ одномъ изъ государственныхъ кредитныхъ установленій денежную сумму, не превышающую однакожъ, и въ самыхъ важнѣйшихъ случаяхъ, двухгодоваго дохода со всѣхъ имѣній, въ заповѣдное обращенныхъ, на основаніи правилъ, въ Законахъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ, книгѣ III, постановленныхъ.

490. Если учредитель заповѣднаго имѣнія, на основаніи статьи 476, не постановилъ особыхъ правилъ о порядкѣ увольненія изъ заповѣднаго имѣнія крестьянъ и дворовыхъ людей въ другія состоянія, то владѣлецъ имѣетъ право: 1) Увольнять семействами и по одиначкѣ дворовыхъ людей и крестьянъ изъ заповѣднаго имѣнія въ другія состоянія, доколѣ число крестьянъ въ томъ имѣніи не уменьшится до трехъ четвертей противъ

всѣхъ приписанныхъ, по послѣдней предъ учрежденіемъ заповѣднаго имѣнія бывшей ревизіи, къ оному душъ. 2) Увольнять ихъ, также семействами и по одиначкѣ, и по уменьшеніи ихъ числа, до означеннаго въ 1 пунктѣ сей статьи, но только переводя или принимая по найму, или инымъ условіямъ, на мѣсто выбывающихъ изъ заповѣднаго имѣнія другихъ крестьянъ, на правѣ обязанныхъ, или же свободныхъ хлѣбопашцевъ или иностранныхъ колонистовъ. 3) Увольнять принадлежащихъ къ заповѣдному имѣнію крестьянъ цѣлыми селеніями или частями селеній, но съ тѣмъ, чтобы вся пахатная земля и всѣ прочія угодья, къ тѣмъ селеніямъ приписанныя, оставались собственностію заповѣднаго имѣнія, и чтобъ уволенные крестьяне, пользуясь опредѣленною въ условіи частію сей земли и сихъ угодій, были обязаны другую, также опредѣленную часть опыхъ, обработывать на владѣльца заповѣднаго имѣнія, или вмѣсто того, платить ему ежегодный оброкъ деньгами, произведеніями земли, или иными издѣліями сообразно съ правилами, постановленными о обязанныхъ крестьянахъ въ Законахъ о Состояніяхъ (ст. 953).

491. Заповѣдныя имѣнія подлежатъ всѣмъ установленнымъ законами государственнымъ, земскимъ и общественнымъ повинностямъ наравнѣ съ другими дворянскими имѣніями, и отношенія судовъ и мѣстной городской и земской полиціи къ симъ имѣніямъ, по взысканію недоимокъ и побужденіямъ къ исполненію прочихъ какого либо рода обязанностей, суть тѣ же, съ такою лишь разностію, что сіи имѣнія не могутъ быть назначаемы въ продажу.

492. Судебныя денежныя взысканія, падающія на владѣльца заповѣднаго имѣнія, равно какъ и личные долги его, когда за нимъ нѣтъ другаго собственнаго имущества, обращаются на доходы заповѣднаго имѣнія; но съ смертію его всякія сего рода взысканія съ сихъ доходовъ прекращаются и наслѣдникъ его въ одномъ имѣніи, заповѣдное составляющемъ, не обязанъ за нихъ отвѣтствовать. На семъ же основаніи всѣ падающія лично на владѣльца заповѣднаго имѣнія по долгамъ или иного рода взысканія съ доходовъ сего имѣнія прекращаются, равномѣрно и въ случаѣ, если, по изобличеніи его въ преступленіи, подвергающемъ лишенію всѣхъ правъ состоянія или дворянскаго достоинства, заповѣдное имѣніе, въ слѣдствіе окончательнаго судебнаго о томъ приговора, поступитъ къ законному его наслѣднику.

493. Всякій, какого бы онъ ни былъ рода, актъ или сдѣлка о обремененіи заповѣднаго имѣнія или доходовъ онаго долгами, вопреки правилъ, установленныхъ для сего въ предшедшихъ статьяхъ сего отдѣленія и въ Законахъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ, признаются ничтожными.

Примѣчаніе. Правила, постановленныя въ семъ отдѣленіи о заповѣдныхъ наслѣдственныхъ имѣніяхъ, не распространяются на учреждаемыя въ Прибалтійскихъ губерніяхъ, по особому въ семъ краѣ существующему порядку, маіоратныя имѣнія.

Отдѣленіе четвертое.

О правѣ собственности въ имѣніяхъ, жалуемыхъ подъ именемъ маіоратовъ въ Западныхъ губерніяхъ.

I. Объ учрежденіи и прекращеніи маіоратныхъ имѣній.

494. Имѣнія, поступающія въ казну изъ частнаго владѣнія по покупкѣ, ленныя, іезуитскія и другія тому подобныя, въ случаѣ Всемилостивѣйшаго пожалованія, предоставляются во владѣніе пожалованнаго лица на правѣ маіоратовъ на основаніяхъ, въ нижеслѣдующихъ статьяхъ изложенныхъ.

495. Земли и другія угодья, принадлежащія къ маіоратнымъ имѣніямъ, составляютъ собственность владѣльца, которому пожаловано имѣніе, съ правомъ передавать оное своимъ наслѣдникамъ по мужскому колѣну въ порядкѣ, опредѣленномъ для сего ниже, въ статьяхъ 1214 и 1215. Владѣлецъ маіоратнаго имѣнія, со вступленіемъ во владѣніе онымъ, вступаетъ вмѣстѣ съ тѣмъ и въ сословіе дворянъ той губерніи и уѣзда, въ коихъ имѣніе находится, и пользуется всѣми предоставленными имъ правами какъ по выборамъ, такъ и вообще во всѣхъ другихъ отношеніяхъ.

496. Каждому имѣнію, которое назначено будетъ для Всемилостивѣйшаго пожалованія на правѣ маіоратовъ, производится, по распоряженію Министерства Государственныхъ Имуществъ, люстрація на точномъ основаніи Устава о Управленіи Казенныхъ Населенныхъ Имѣній въ Западныхъ и Прибалтійскихъ губерніяхъ (прил. къ ст. 9).

Примѣчаніе 1. При люстраціи имѣній, земли для престьянъ назначаются полными хозяйственными участками, съ предоставленіемъ владѣльцу права раздѣлять ихъ на меньшіе по статьѣ 967, пункту 5, Законовъ о Состояніяхъ. 2) Издержки, употребленныя на люстрацію имѣнія, возмѣщаются изъ доходовъ съ онаго.

497. По воспослѣдованіи Высочайшаго указа о пожалованіи имѣнія, Министерство Государственныхъ Имуществъ немедленно предписываетъ Палатѣ Государственныхъ Имуществъ о сдачѣ онаго имѣнія въ управленіе владѣльцу и о вводѣ его во владѣніе.

498. Сдача имѣнія производится съ перваго экономическаго термина, постановленнаго для каждой губерніи при отдачѣ въ содержаніе казенныхъ имѣній.

Примѣчаніе. Для сдачи имѣній принимаются въ основаніе: съ одной стороны, люстраціонный инвентарь, а съ другой Высочайшій указъ о пожалованіи, въ которомъ означает-

ся между прочимъ общее количество земель и лѣсовъ, принадлежащихъ къ имѣнію, и исчисленный съ онаго по люстраціи чистый доходъ.

499. Имѣніе, переданное въ управленіе на правѣ маіоратовъ, отбирается въ казенное вѣдомство по прекращеніи наслѣдниковъ, имѣющихъ, на основаніи 1214 статьи сего Свода, право на владѣніе онымъ.

II. О правахъ и обязанностяхъ маіоратныхъ владѣльцевъ.

500. Владѣльцамъ маіоратныхъ имѣній (ст. 494) принадлежитъ право собственности, на правилахъ, въ нижеслѣдующихъ статьяхъ постановленныхъ, на всѣ вообще земли и другія угодья, къ имѣнію принадлежащія, не исключая земель и лѣсовъ, назначенныхъ по люстраціонному инвентарю въ пользованіе крестьянъ и подъ общественную запашку; но владѣлецъ не можетъ отбирать сіи земли и обращать въ фольварочныя или запасныя.

Примѣчаніе. Права и обязанности маіоратныхъ владѣльцевъ по управленію поселенными въ маіоратныхъ имѣніяхъ крестьянами и права и обязанности сихъ крестьянъ опредѣляются въ Сводѣ Законовъ о Состояніяхъ, статьяхъ 963—995, и въ Общемъ Губернскомъ Учрежденіи, статьяхъ 5599—5626.

501. Право собственности владѣльца, согласно съ правилами о маіоратныхъ имѣніяхъ, распространяется не только на поверхность земли, но и на заключающіяся въ нѣдрахъ ея богатства. Посему онъ можетъ, на основаніи существующихъ узаконеній, устроивать всякія хозяйственныя и мануфактурныя заведенія, а также добывать руду, каменный уголь, соль и проч., какъ на земляхъ фольварочныхъ и запасныхъ, такъ и крестьянскихъ. Но если бы для сего потребовалась часть крестьянской земли, то владѣлецъ назначаетъ вмѣсто оной крестьянамъ другую въ равномъ количествѣ и качествѣ, а если одинаковаго качества земли нѣтъ, то въ большемъ противу взятаго числѣ; но прежде приведенія въ дѣйствіе своего предположенія, обязанъ оное представить Палатѣ Государственныхъ Имуществъ, которая, по удостовѣреніи въ соразмѣрности предположеннаго для крестьянъ вознагражденія, даетъ испрашиваемое дозволеніе, по предварительному на то согласію Начальника Губерніи.

Примѣчаніе. Въ отношеніи разработки металловъ, минераловъ и другихъ ископаемыхъ, маіоратныя имѣнія подлежатъ общимъ узаконеніямъ, и сравниваются въ семъ случаѣ съ имѣющими пособіе отъ казны горными и соляными промыслами.

502. Лѣса, отведенныя по люстраціи къ имѣнію, кромѣ находящихся на крестьянскихъ участкахъ и назначенныхъ по инвентарямъ въ полное распоряженіе хозяевъ, состоятъ въ исключительномъ пользованіи владѣльца. Сіе пользованіе должно быть основано на точныхъ правилахъ люстраціи.

503. Для избѣжанія чрезполосности и для округленія дачи, владѣльцу дозволяется дѣлать промѣнъ земель съ сосѣдственными имѣніями, но

не иначе, какъ съ разрѣшенія Министерства Государственныхъ Имуществъ.

504. Владѣлецъ можетъ запасныя земли отдавать въ наемъ желающимъ, но не болѣе какъ на шесть лѣтъ, предпочтительно обывателямъ имѣнія и затѣмъ уже постороннимъ лицамъ.

Примѣчаніе. При отдачѣ въ содержаніе запасныхъ земель и оброчныхъ статей не дозволяется владѣльцу передавать слѣдующія ему отъ крестьянъ повинности.

505. Владѣлецъ можетъ, съ разрѣшенія Палаты Государственныхъ Имуществъ, дозволить на запасныхъ земляхъ поселиться людямъ свободнаго состоянія на условіяхъ, по взаимному съ ними согласію постановленныхъ. Не воспрещается ему также переселять на означенныя земли людей и крестьянъ изъ другихъ имѣній, въ собственность ему принадлежащихъ, но не иначе, какъ навсегда, съ распространеніемъ на нихъ всѣхъ правилъ, постановленныхъ въ Законахъ о Состояніяхъ, статьяхъ 976—986, о маіоратныхъ крестьянахъ, и съ тѣмъ, что при возвращеніи маіората въ казну, на основаніи предшедшей 499 статьи и статей 507, 1181, 1182 и 1217, наслѣдники не имѣютъ права ни на какое вознагражденіе за поселенныхъ въ маіоратѣ крестьянъ. За симъ крѣпостныхъ людей владѣлецъ маіората можетъ содержать потребное число токмо для личной услуги.

506. Владѣльцу поставляется въ непремѣнную обязанность: 1) Управлять имѣніемъ на точномъ основаніи постановленныхъ для сего правилъ въ статьяхъ предшедшихъ и въ Законахъ о Состояніяхъ, статьяхъ 964—976 и 987—995, лично и по возможности имѣть въ ономъ свое пребываніе; когда же по обстоятельствамъ онъ не можетъ управлять имъ лично, то долженъ сіе управленіе поручить одному изъ крестьянъ того имѣнія или постороннему лицу, но съ соблюденіемъ правилъ, которыя постановлены для выбора управляющихъ казенными имѣніями. Передача маіоратныхъ имѣній въ аренду, хотя бы и на короткій срокъ, ни въ какомъ случаѣ не дозволяется. 2) Исполнять всѣ вообще обязанности, которыя возложены будутъ на имѣніе при Всемилостивѣйшемъ пожалованіи въ отношеніи уплаты лежащаго на имѣніи долга и исполненія другихъ повинностей. Платежъ винной пошлины относится также къ обязанности владѣльца. 3) Уплачивать каждогодно въ пользу инвалиднаго капитала три процента съ исчисленнаго по люстраціи съ имѣнія чистаго дохода, внося сіи деньги въ Уѣздное Казначейство не позже половины Декабря. 4) Ограждать имѣніе отъ всякаго посторонняго притязанія, и сохранять оное въ тѣхъ самыхъ границахъ, въ коихъ было пожаловано; въ случаѣ завладѣнія кѣмъ либо частію имѣнія, владѣлецъ обязанъ предъявить тре-

бованіе въ полицію о возвращеніи принадлежащаго къ имѣнію, или же, начавъ искъ, донести Палатѣ Государственныхъ Имуществъ.

Примѣчаніе. Содержаніе Священниковъ и церковнослужителей въ маіоратныхъ имѣніяхъ учреждается на томъ же основаніи, какъ и въ казенныхъ селеніяхъ.

507. Если владѣльцы не уплатятъ въ теченіи года опредѣленныхъ въ пунктѣ 3 предшедшей 506 статьи трехъ процентовъ съ исчисленнаго по люстраціи чистаго дохода, или же окажутся неисправными въ другихъ возложенныхъ на маіоратнаго владѣльца платежахъ: въ такомъ случаѣ имѣніе берется въ казенный присмотръ, въ которомъ остается до тѣхъ поръ, пока изъ доходовъ съ имѣнія не будутъ уплачены всѣ недоимки.

508. Имѣніе, поступившее въ казенный присмотръ, управляется Палатою Государственныхъ Имуществъ посредствомъ благонадежнаго чиновника, избраннаго ею съ утвержденія Губернатора.

509. Владѣлецъ не въ правѣ отчуждать имѣніе, закладывать оное или раздроблять на части и передавать въ другой родъ; всѣ сдѣлки, учиненныя вопреки сего, воспрещаются и признаются ничтожными. Маіоратное имѣніе не можетъ быть представлено и принято въ залогъ при подрядахъ.

510. Въ случаѣ какихъ либо взысканій на владѣльца по контрактамъ, относящимся къ сельскому хозяйству и вообще къ благоустройству имѣнія, дозволяется, для удовлетворенія таковыхъ взысканій, обращать третью часть доходовъ съ маіоратнаго имѣнія. Равнымъ образомъ таковая же часть доходовъ можетъ быть употреблена для пополненія всѣхъ другихъ взысканій съ владѣльца, но только въ такомъ случаѣ, когда у него не окажется другаго собственно ему принадлежащаго имѣнія.

511. За исполненіемъ со стороны владѣльцевъ маіоратными имѣніями правилъ, постановленныхъ въ предшедшихъ статьяхъ, и чтобы сими имѣніями владѣли тѣ самыя лица, коимъ оныя пожалованы, или ихъ законные наслѣдники, обязаны наблюдать Палаты Государственныхъ Имуществъ.

512. Палаты Государственныхъ Имуществъ обязаны также имѣть смотрѣніе за цѣлостію имѣній, и въ случаѣ споровъ и притязаній къ нимъ, ограждать ихъ тѣмъ же порядкомъ, какой установленъ для дѣлъ о казенныхъ имѣніяхъ.

Отдѣленіе пятое.

О правѣ владѣнія и пользованія, отдѣльномъ отъ права собственности.

I. Положенія общія.

513. Владѣніе, когда оно соединено въ одномъ лицѣ съ правомъ собственности, есть существенная часть самаго сего права, и когда оно

утверждается на жалованныхъ грамотахъ и другихъ законныхъ укрѣпленіяхъ, тогда именуется владѣніемъ вотчиннымъ, владѣніемъ вѣчнымъ и потомственнымъ.

514. Но когда частный владѣлецъ, удержавъ за собою право собственности по укрѣпленію, отдѣлитъ отъ него владѣніе и передастъ или уступитъ оное другому по договору, дарственной записи, или другому какому либо акту: тогда сіе отдѣльное владѣніе составляетъ само по себѣ особое право, коего пространство, пожизненность, или срочность опредѣляется тѣмъ самымъ актомъ, коимъ оно установлено.

515. Подобнымъ сему образомъ, когда по распоряженію правительства отводятся казенныя земли или угодья городамъ или казеннымъ селеніямъ въ надѣленіе, тогда право собственности на сіи земли сохраняется казнѣ, а тѣмъ городамъ и селеніямъ принадлежитъ одно право владѣнія.

Примѣчаніе. Правила о правѣ монастырей на отведенные имъ лѣсные участки, изложены въ Уставѣ Лѣсномъ, статьяхъ 1337 и слѣдующихъ.

516. Малоимущіе дворяне, коимъ отведены по Высочайшему повелѣнію участки земли для поселенія, не имѣютъ права продавать означенные участки; и вообще всякій переходъ сихъ земель отъ одного владѣльца къ другому инымъ способомъ, кромѣ наслѣдства, воспрещается.

517. Казна сохраняетъ право собственности на земли и угодья, кои были назначены въ пользованіе военнымъ поселянамъ; а посему лица, вышедшія изъ сословія военныхъ поселянъ, не имѣютъ права пользоваться никакими участками земель и угодій, какими они, во время бытности военными поселянами, или умершіе отцы и родственники ихъ владѣли въ бывшихъ округахъ военнаго поселенія.

518. Бывшимъ пахатнымъ солдатамъ округовъ Новгородскаго и Старорусскаго удѣловъ (Общ. Учр. Губ. ст. 5735) дозволяется осушать собственными способами моховыя болота въ сихъ округахъ, которыя по осушкѣ отдаются въ ихъ пользованіе сверхъ опредѣленнаго надѣла по положенію, но съ тѣмъ, что сіи земли не составляютъ частной ихъ собственности, и что они не могутъ передавать оныя ни по наслѣдству, ни по иному праву пріобрѣтенія, въ руки лицъ другаго вѣдомства.

Примѣчаніе. Отставные и безсрочно-отпускные нижніе воинскіе чины, водворившіеся въ тѣхъ селеніяхъ бывшихъ округовъ пахатныхъ солдатъ, изъ коихъ они поступили на службу, пользуются отведенными имъ участками земли безъ права отдавать ихъ въ аренду.

519. Чины Иркутскаго и Енисейскаго казачьихъ конныхъ полковъ пользуются всѣми произведеніями на поверхности отведенной имъ земли,

какъ то: лѣсами, водами, кромѣ благородныхъ металловъ и минераловъ, которые, въ случаѣ открытія въ нѣдрахъ полковыхъ земель, обращаются въ казну, а полкамъ предоставляется за земли сіи соразмѣрное вознагражденіе изъ суммъ государственнаго казначейства.

520. Чины Забайкальскаго казачьяго войска и пѣшихъ онаго баталіоновъ пользуются всѣми произведеніями на поверхности отведенной имъ земли, какъ то: лѣсами, водами и угодьями, кромѣ благородныхъ металловъ и минераловъ, которые, въ случаѣ открытія въ нѣдрахъ войсковой земли, поступаютъ въ казну, а въ случаѣ открытія въ земляхъ баталіонныхъ округовъ, такъ какъ земли сіи принадлежатъ Кабинету Его Императорскаго Величества, въ Кабинетъ; самимъ чинамъ войска или баталіоновъ, въ участкахъ коихъ открыты сіи металлы и минералы, отводятся другіе поземельные участки; войску же, или баталіонамъ, въ замѣнъ таковыхъ участковъ, отмежевываются земли изъ ближайшихъ казенныхъ.

521. Вотчинникъ, не смотря на то, что имущество его находится по законно-совершеннымъ актамъ во временномъ отдѣльномъ владѣніи постороняго лица, можетъ однакожъ уступить, или передать кому либо, по своему произволу, принадлежащее ему право собственности на таковое имущество, впрочемъ не стѣсняя тѣмъ правъ отдѣльнаго владѣнія.

522. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, если кто совершитъ въ чью либо пользу запись на владѣніе имѣніемъ или людьми по смерти своей, и тотъ, кто получитъ запись, умретъ прежде того, кто оную совершилъ въ его пользу: то сей послѣдній можетъ на ту же вещь совершить запись въ пользу другаго. Но если при жизни того, въ чью пользу совершена запись, онъ потомъ совершитъ другую запись въ пользу кого иного на то же имущество: то первая запись остается въ своей силѣ, а послѣдняя уничтожается.

523. Владѣніе можетъ быть *законное* или *незаконное, добросовѣстное* или *недобросовѣстное*.

524. Владѣніе признается *законнымъ*, когда имущество пріобрѣтено способами, въ законахъ дозволенными.

525. Владѣніе *незаконное* можетъ быть *подложное, насильственное* или *самовольное*.

526. Владѣніе есть *подложное*, когда оно основано на подложномъ актѣ, кѣмъ бы оный составленъ ни былъ, или на иномъ обманѣ, если владѣлецъ, зная, что актъ есть подложный, предъявилъ его и воспользо-

вался имъ, или же обманомъ, для начатія или продолженія незаконнаго владѣнія.

527. *Насильственнымъ* владѣніе признается, когда началомъ онаго было отнятіе или захватъ имущества, соединенный съ какимъ либо насильственнымъ дѣйствіемъ противъ прежняго хозяина или владѣльца, или же противъ жившихъ въ томъ имѣніи, или управлявшихъ имъ, или крестьянъ онаго или домашнихъ слугъ.

528. Владѣніе признается *самовольнымъ*, когда кто, хотя и безъ насилія, но вопреки закону, владѣетъ или пользуется чужимъ имуществомъ.

529. Владѣніе признается *добросовѣстнымъ*, если тотъ, кто владѣетъ имуществомъ, не знаетъ, что сіе имущество по закону о наслѣдствѣ или на основаніи законнаго акта, или же въ слѣдствіе бывшаго прежде безпрерывнаго, въ продолженіи земской давности, владѣнія принадлежитъ другому. Таковы суть вступившіе во владѣніе какимъ либо имѣніемъ по обыкновенному, установленному въ законахъ о наслѣдствѣ, порядку, не имѣя свѣдѣнія о духовномъ завѣщаніи, коимъ оное отказано другому, или считая сіе духовное завѣщаніе незаконнымъ или недѣйствительнымъ, а равно и тѣ, которые получили имѣніе по наслѣдству, или пріобрѣли покупкою, не зная, что прежній владѣлецъ вступилъ во владѣніе онымъ чрезъ насиліе, подлогъ или инымъ противозаконнымъ образомъ.

530. Владѣніе признается добросовѣстнымъ дотолѣ, пока не будетъ доказано, что владѣльцу достовѣрно извѣстна неправость его владѣнія. Одно сомнѣніе въ законности владѣнія не есть еще основаніе къ признанію владѣльца недобросовѣстнымъ. Однакожъ, со дня формальнаго ему чрезъ судебное мѣсто объявленія о возникшемъ противъ его владѣнія спорѣ и о требованіи возвращенія имѣнія, онъ хотя и продолжаетъ пользоваться правами добросовѣстнаго въ томъ имѣніи владѣльца, но обязанъ отвѣтственностію въ сохраненіи какъ имѣнія, такъ и доходовъ онаго предъ тѣмъ, кому оно будетъ присуждено окончательнымъ рѣшеніемъ суда. Истецъ можетъ во всякомъ случаѣ доказывать, что неправость владѣнія была съ достовѣрностію извѣстна отвѣтчику и прежде начатія спора.

531. Всякое, даже и незаконное, владѣніе охраняется правительствомъ отъ насилія и самоуправства дотолѣ, пока имущество не будетъ присуждено другому и сдѣланы надлежащія по закону, о передачѣ онаго, распоряженія.

550. Le possesseur est de bonne foi quand il possède comme propriétaire, en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignore les vices.

Il cesse d'être de bonne foi du moment où ces vices lui sont connus.

2230. On est toujours présumé posséder pour soi, et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre.

532. Незаконное владѣніе можетъ быть прекращено или по рѣшенію судебнаго мѣста, вошедшему въ законную силу, или по непосредственному усмотрѣнію и дѣйствію мѣстной полиціи. Случаи, въ коихъ сіе предоставлено полиціи или суду, а равно и порядокъ ихъ притомъ дѣйствій, означены подробно въ книгѣ I Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

533. Спокойное, безспорное и непрерывное владѣніе въ видѣ собственности превращается въ право собственности, когда оно продолжится въ теченіи установленной закономъ давности.

II. Объ отдѣльномъ пользованіи движимыми имуществами.

534. Движимыя вещи почитаются собственностію того, кто ими владѣетъ, доколѣ противное не будетъ доказано.

535. Пользованіе движимымъ имуществомъ составляетъ особое право, когда владѣлецъ онаго, удерживая за собою право собственности, уступаетъ пользованіе его другому по договору, или иному какому либо законному акту. Пространство сего права опредѣляется тѣмъ самымъ актомъ, коимъ оно установляется.

536. Пользованіе есть *полное*, когда всѣ произведенія имущества и доходъ съ онаго принадлежатъ содержателю; *не полное*, когда нѣкоторыя изъ нихъ ему не предоставляются.

2229. Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire.

2279. En fait de meubles, la possession vaut titre.

Néanmoins celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve, sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient.

2280. Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

DE L'USUFRUIT, DE L'USAGE ET DE L'HABITATION.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'USUFRUIT.

578. L'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance.

579. L'usufruit est établi par la loi, ou par la volonté de l'homme.

580. L'usufruit peut être établi, ou purement, ou à certain jour, ou à condition.

581. Il peut être établi sur toute espèce de biens meubles ou immeubles.

SECTION PREMIÈRE.

Des droits de l'usufruitier.

582. L'usufruitier a le droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que peut produire l'objet dont il a l'usufruit.

583. Les fruits naturels sont ceux qui sont le produit spontané de la terre. Le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels.

Les fruits industriels d'un fonds sont ceux qu'on obtient par la culture.

584. Les fruits civils sont les loyers des maisons, les intérêts des sommes exigibles, les arrérages des rentes.

Les prix des baux à ferme sont aussi rangés dans la classe des fruits civils.

585. Les fruits naturels et industriels, pendants par branches ou par racines au moment où l'usufruit est ouvert, appartiennent à l'usufruitier.

Ceux qui sont dans le même état au moment où finit l'usufruit, appartiennent au propriétaire, sans récompense de part ni d'autre des labours et des semences, mais aussi sans préjudice de la portion des fruits qui pourrait être acquise au colon partiaire, s'il en existait un au commencement ou à la cessation de l'usufruit.

586. Les fruits civils sont réputés s'acquérir jour par jour, et appartiennent à l'usufruitier, à proportion de la durée de son usufruit. Cette règle s'applique aux prix des baux à ferme, comme aux loyers des maisons et aux autres fruits civils.

587. Si l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, comme l'argent, les grains, les liqueurs, l'usufruitier a le droit de s'en servir, mais à la charge d'en rendre de pareille quantité, qualité et valeur, ou leur estimation, à la fin de l'usufruit.

588. L'usufruit d'une rente viagère donne aussi à l'usufruitier, pendant la durée de son usufruit, le droit d'en percevoir les arrérages, sans être tenu à aucune restitution.

589. Si l'usufruit comprend des choses qui, sans se consommer de suite, se détériorent peu à peu par l'usage, comme du linge, des meubles meublants, l'usufruitier a le droit de s'en servir pour l'usage auquel elles sont destinées, et n'est obligé de les rendre, à la fin de l'usufruit, que dans l'état où elles se trouvent, non détériorées par son dol ou par sa faute.

590. Si l'usufruit comprend des bois taillis, l'usufruitier est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires; sans indemnité toutefois en faveur de l'usufruitier ou de ses héritiers, pour les coupes ordinaires, soit de taillis, soit de baliveaux, soit de futaie, qu'il n'aurait pas faites pendant sa jouissance.

Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière sans la dégrader, ne font aussi partie de l'usufruit qu'à la charge par l'usufruitier de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement.

591. L'usufruitier profite encore, toujours en se conformant aux époques et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la surface du domaine.

592. Dans tous les autres cas, l'usufruitier ne peut toucher aux arbres de haute futaie: il peut seulement employer, pour faire les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident; il peut même, pour cet objet, en faire abattre s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire.

593. Il peut prendre, dans les bois, des échalas pour les vignes; il peut aussi prendre, sur les arbres, des produits annuels ou périodiques; le tout suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires.

594. Les arbres fruitiers qui meurent, ceux même qui sont arrachés ou brisés par accident, appartiennent à l'usufruitier, à la charge de les remplacer par d'autres.

595. L'usufruitier peut jouir par lui-même, donner à ferme à un autre, ou même vendre ou céder son droit à titre gratuit. S'il donne à ferme, il doit se conformer, pour les époques où les baux doivent être renouvelés, et pour leur durée, aux règles établies pour le mari à l'égard des biens de la femme au titre *du Contrat de mariage et des droits respectifs des époux* (1429, s.).

596. L'usufruitier jouit de l'augmentation survenue par alluvion à l'objet dont il a l'usufruit.

597. Il jouit des droits de servitude, de passage, et généralement de tous les droits dont le propriétaire peut jouir, et il en jouit comme le propriétaire lui-même.

598. Il jouit aussi, de la même manière que le propriétaire, des mines et carrières qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit; et néanmoins, s'il s'agit d'une exploitation qui ne puisse être faite sans une concession, l'usufruitier ne pourra en jouir qu'après en avoir obtenu la permission de l'Empereur.

Il n'a aucun droit aux mines et carrières non encore ouvertes, ni aux tourbières dont l'exploitation n'est point encore commencée, ni au trésor qui pourrait être découvert pendant la durée de l'usufruit.

599. Le propriétaire ne peut, par son fait, ni de quelque manière que ce soit, nuire aux droits de l'usufruitier.

De son côté, l'usufruitier ne peut, à la cessation de l'usufruit, réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de la chose en fût augmentée.

Il peut cependant, ou ses héritiers, enlever les glaces, tableaux et autres ornements qu'il aurait fait placer, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état.

SECTION II.

Des obligations de l'usufruitier.

600. L'usufruitier prend les choses dans l'état où elles sont; mais il ne peut entrer en jouissance qu'après avoir fait dresser, en présence du propriétaire, ou lui dûment appelé, un inventaire des meubles et un état des immeubles sujets à l'usufruit.

601. Il donne caution de jouir en bon père de famille, s'il n'en est dispensé par l'acte constitutif de l'usufruit; cependant, les père et mère ayant l'usufruit légal du bien de leurs enfants, le vendeur ou le donateur, sous réserve d'usufruit, ne sont pas tenus de donner caution.

602. Si l'usufruitier ne trouve pas de caution, les immeubles sont donnés à ferme ou mis en séquestre;

Les sommes comprises dans l'usufruit sont placées;

Les denrées sont vendues, et le prix en provenant est pareillement placé;

Les intérêts de ces sommes et les prix des fermes appartiennent, dans ce cas, à l'usufruitier.

603. A défaut d'une caution de la part de l'usufruitier, le propriétaire peut exiger que les meubles qui dépérissent par l'usage soient vendus, pour le prix en être placé comme celui des denrées; et alors l'usufruitier jouit de l'intérêt pendant son usufruit; cependant l'usufruitier pourra demander, et les juges pourront ordonner, suivant les circonstances, qu'une partie des meubles nécessaires pour son usage lui soit délaissée, sous sa simple caution juratoire, et à la charge de les représenter à l'extinction de l'usufruit.

604. Le retard de donner caution ne prive pas l'usufruitier des fruits auxquels il peut avoir droit; ils lui sont dus du moment où l'usufruit a été ouvert.

605. L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien.

Les grosses réparations demeurent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut de réparations d'entretien, depuis l'ouverture de l'usufruit; auquel cas l'usufruitier en est aussi tenu.

606. Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières;

Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier.

Toutes les autres réparations sont d'entretien.

607. Ni le propriétaire, ni l'usufruitier, ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté, ou ce qui a été détruit par cas fortuit.

608. L'usufruitier est tenu, pendant sa jouissance, de toutes les charges annuelles de l'héritage, telles que les contributions et autres qui dans, l'usage, sont censées charges des fruits.

609. A l'égard des charges qui peuvent être imposées sur la propriété pendant la durée de l'usufruit, l'usufruitier et le propriétaire y contribuent ainsi qu'il suit:

Le propriétaire est obligé de les payer, et l'usufruitier doit lui tenir compte des intérêts.

Si elles sont avancées par l'usufruitier, il a la répétition du capital à la fin de l'usufruit.

610. Le legs fait par un testateur, d'une rente viagère ou pension alimentaire, doit être acquitté par le légataire universel de l'usufruit dans son intégrité, et par le légataire à titre universel de l'usufruit dans la proportion de sa jouissance, sans aucune répétition de leur part.

611. L'usufruitier à titre particulier n'est pas tenu des dettes auxquelles le fonds est hypothéqué: s'il est forcé de les payer, il a son recours contre le propriétaire, sauf ce qui est dit à l'article 1020, au titre *des Donations entre-vifs et des Testaments*.

612. L'usufruitier, ou universel, ou à titre universel, doit contribuer avec le propriétaire an paiement des dettes, ainsi qu'il suit:

On estime la valeur du fonds sujet à usufruit; on fixe ensuite la contribution aux dettes à raison de cette valeur.

Si l'usufruitier veut avancer la somme pour laquelle le fonds doit contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt.

Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire a le choix, ou de payer cette somme, et, dans ce cas, l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre jusqu'à due concurrence une portion des biens soumis à l'usufruit.

613. L'usufruitier n'est tenu que des frais des procès qui concernent la jouissance, et des autres condamnations auxquelles ces procès pourraient donner lieu.

614. Si, pendant la durée de l'usufruit, un tiers commet quelque usurpation sur le fonds, ou attente autrement aux droits du propriétaire, l'usufruitier est tenu de le dénoncer à celui-ci: faute de ce, il est responsable de tout le dommage qui peut en résulter pour le propriétaire, comme il le serait de dégradations commises par lui-même.

615. Si l'usufruit n'est établi que sur un animal qui vient à périr sans

la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est pas tenu d'en rendre un autre, ni d'en payer l'estimation.

616. Si le troupeau sur lequel un usufruit a été établi, périt entièrement par accident ou par maladie, et sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est tenu envers le propriétaire que de lui rendre compte des cuirs ou de leur valeur.

Si le troupeau ne périt pas entièrement, l'usufruitier est tenu de remplacer, jusqu'à concurrence du croît, les têtes des animaux qui ont péri.

SECTION III.

Comment l'usufruit prend fin.

617. L'usufruit s'éteint,

Par la mort naturelle et par la mort civile de l'usufruitier;

Par l'expiration du temps pour lequel il a été accordé;

Par la consolidation ou la réunion, sur la même tête, des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire;

Par le non-usage du droit pendant trente ans;

Par la perte totale de la chose sur laquelle l'usufruit est établi.

618. L'usufruit peut aussi cesser par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant dépérir faute d'entretien.

Les créanciers de l'usufruitier peuvent intervenir dans les contestations, pour la conservation de leurs droits; ils peuvent offrir la réparation des dégradations commises, et des garanties pour l'avenir.

Les juges peuvent, suivant la gravité des circonstances, ou prononcer l'extinction absolue de l'usufruit, ou n'ordonner la rentrée du propriétaire dans la jouissance de l'objet qui en est grevé, que sous la charge de payer annuellement à l'usufruitier, ou à ses ayants cause, une somme déterminée jusqu'à l'instant où l'usufruit aurait dû cesser.

619. L'usufruit qui n'est pas accordé à des particuliers, ne dure que trente ans.

620. L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixe, dure jusqu'à cette époque, encore que le tiers soit mort avant l'âge fixé.

621. La vente de la chose sujette à usufruit ne fait aucun changement dans le droit de l'usufruitier; il continue de jouir de son usufruit s'il n'y a pas formellement renoncé.

622. Les créanciers de l'usufruitier peuvent faire annuler la renonciation qu'il aurait faite à leur préjudice.

623. Si une partie seulement de la chose soumise à l'usufruit est détruite, l'usufruit se conserve sur ce qui reste.

624. Si l'usufruit n'est établi que sur un bâtiment, et que ce bâtiment soit détruit par un incendie ou autre accident, ou qu'il s'écroule de vétusté, l'usufruitier n'aura le droit de jouir ni du sol ni des matériaux.

Si l'usufruit était établi sur un domaine dont le bâtiment faisait partie, l'usufruitier jouirait du sol et des matériaux.

CHAPITRE II.

DE L'USAGE ET DE L'HABITATION (*).

625. Les droits d'usage et d'habitation s'établissent et se perdent de la même manière que l'usufruit.

626. On ne peut en jouir, comme dans le cas de l'usufruit, sans donner préalablement caution, et sans faire des états et inventaires.

627. L'usager, et celui qui a un droit d'habitation, doivent jouir en bons pères de famille.

628. Les droits d'usage et d'habitation se règlent par le titre qui les a établis, et reçoivent, d'après ses dispositions, plus ou moins d'étendue.

629. Si le titre ne s'explique pas sur l'étendue de ces droits, ils sont réglés ainsi qu'il suit:

630. Celui qui a l'usage des fruits d'un fonds, ne peut en exiger qu autant qu'il lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille.

Il peut en exiger pour les besoins même des enfants qui lui sont survenus depuis la concenssion de l'usage.

631. L'usager ne peut céder ni louer son droit à un autre.

632. Celui qui a un droit d'habitation dans une maison, peut y demeurer avec sa famille, quand même il n'aurait pas été marié à l'époque où ce droit lui a été donné.

(*) Il existe deux sortes d'usage: l'un, qui est *personnel* et s'éteint avec l'individu à qui il a été concédé: c'est celui dont s'occupe le présent chapitre; l'autre *réel*, qui se transmet avec le fonds sur lequel il a été établi. Tel est le droit d'usage dans les bois et forêts (voy. l'art. 636).—Le droit d'usage personnel consiste dans la faculté acquise à quelqu'un de prendre sur les fruits d'un fonds appartenant à un autre ce qui est nécessaire à ses besoins et à ceux de sa famille (c. 630).—Ce droit a beaucoup d'analogie avec l'usufruit; mais il en diffère en ce que l'usufruitier a droit à la *totalité* des fruits, tandis que l'usager ne peut prendre que ceux qui sont nécessaires à ses besoins et aux besoins de sa famille, sans pouvoir ni louer ni aliéner son droit, tandis que l'usufruitier peut le faire (art. 595).

633. Le droit d'habitation se restreint à ce qui est nécessaire pour l'habitation de celui à qui ce droit est concédé, et de sa famille.

634. Le droit d'habitation ne peut être ni cédé ni loué.

635. Si l'usager absorbe tous les fruits du fonds, ou s'il occupe la totalité de la maison, il est assujetti aux frais de culture, aux réparations d'entretien, et au paiement des contributions, comme l'usufruitier.

S'il ne prend qu'une partie des fruits, ou s'il n'occupe qu'une partie de la maison, il contribue au prorata de ce dont il jouit.

636. L'usage des bois et forêts est réglé par des lois particulières. C. for. 58 à 85, 89, 103, 109 à 112, 118 à 121.

означенныхъ, и отдавать оное въ пользованіе другому посредствомъ найма, ссуды, и другихъ договоровъ.

542. Право распоряженія не иначе можетъ отдѣлиться отъ права собственности, какъ или по довѣренности, данной отъ владѣльца другому, или по закону, когда имущество подвергается запрещенію въ совершеніи купчихъ и закладныхъ крѣпостей, или секвестру въ его управленіи, или опекѣ.

Примѣчаніе 1. О довѣренности, см. въ книгѣ IV сего Свода, статьи 2291 и слѣдующія.

Примѣчаніе 2. Причины, случаи и порядокъ наложенія запрещенія, секвестра и опекъ излагаются въ Законахъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ, книгѣ III, также въ Уставахъ Казеннаго Управленія и въ Уставахъ Благочинія.

ГЛАВА ТРЕТІЯ.

О правѣ собственности общемъ.

543. Право собственности, принадлежащее двумъ или многимъ лицамъ на одно и то же имущество, есть право собственности общей; оно называется также правомъ *общаго владѣнія*.

544. Право общаго владѣнія относится или къ имуществу, которое по свойству своему или по закону есть недѣлимое, или же къ имуществу, подлежащему раздѣлу.

Отдѣленіе первое.

О правѣ собственности общемъ въ имуществахъ нераздѣльныхъ.

545. Доходы, получаемые съ общаго нераздѣльнаго имущества, принадлежатъ всѣмъ соучастникамъ по соразмѣрности частей такъ, какъ и обязанности по оному.

Примѣчаніе. Въ случаѣ публичной продажи имѣнія, состоящаго въ общемъ владѣніи двухъ или нѣсколькихъ лицъ, когда взысканіе падаетъ лишь на одного изъ участниковъ общаго владѣнія, наблюдаются правила, изложенныя въ Законахъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ, статьяхъ 2055—2061.

546. Распоряженіе общимъ нераздѣльнымъ имѣніемъ должно быть по общему согласію.

547. Соучастники въ общемъ имѣніи могутъ управленіе онаго ввѣрить одному изъ своихъ товарищей, по общему избранію.

548. Участникъ въ общемъ принадлежащемъ компаніи имуществѣ, которое по свойству своему раздѣлиться не можетъ, властенъ продать или уступить часть свою другому, но не иначе, какъ съ согласія прочихъ. Если они не захотятъ принять къ себѣ въ соучастники того, кому

настоящій хозяинъ намѣренъ уступить часть свою, то должны сами уплатить хозяину за оную по справедливой оцѣнкѣ; но сіе не распространяется на компаніи или общества, имѣющія капиталъ въ акціяхъ, которыя каждый изъ соучастниковъ можетъ продать или передать кому пожелаетъ.

549. Наслѣдникъ или участникъ въ поссессіонныхъ горныхъ заводахъ, желающій продать свое въ оныхъ участіе, предлагаетъ покупку предварительно своимъ соучастникамъ или сонаслѣдникамъ, съ немедленнымъ объявленіемъ о времени предложенія сего Горному Правленію. Если никто изъ нихъ въ теченіи года на предлагаемыя условія не согласится, то продающій имѣетъ право уступить часть свою лицу постороннему, съ тѣмъ однако, чтобъ сіе послѣднее приняло на себя всѣ обязанности по заводу, лежавшія на продавцѣ, и управляло заводами вмѣстѣ съ прочими соучастниками лично или чрезъ своего повѣреннаго. Но прежде совершенія продажнаго акта, продавецъ обязанъ о послѣдней окончательно состоявшейся цѣнѣ извѣстить своихъ соучастниковъ, и если кто изъ нихъ согласится часть его удержать по той же цѣнѣ за собою, то оная оставляется за нимъ преимущественно; когда же всѣ соучастники отъ пріобрѣтенія откажутся, или не дадутъ никакого продавцу отзыва въ продолженіи четырехмѣсячнаго срока, тогда онъ властенъ приступить къ совершенію акта на продажу постороннему, и послѣ сего уже никакія дальнѣйшія со стороны соучастниковъ домогательства не могутъ имѣть мѣста. Правило сіе въ равной степени распространяется и на заводы, состоящіе на полномъ правѣ владѣльческомъ и въ общемъ владѣніи многихъ соучастниковъ.

Отдѣленіе второе.

О правѣ собственности общемъ въ имуществахъ, подлежащихъ раздѣлу.

550. Никто не обязанъ оставаться соучастникомъ въ общемъ имѣніи, подлежащемъ раздѣлу, если не изъявилъ на то согласія.

551. Раздѣлъ земель, состоящихъ въ общемъ чрезполосномъ владѣніи, не иначе производится, какъ по общему всѣхъ участниковъ согласію. Если въ числѣ владѣльцевъ будутъ находиться государственные крестьяне, то принадлежащая имъ часть земли должна быть выдѣлена особо, хотя бы они или другіе владѣльцы согласія на раздѣлъ и не изъявили.

552. Дабы въ согласіи владѣльцевъ на раздѣлъ земель, состоящихъ въ общемъ владѣніи, не настояло никакого сомнѣнія, оно должно быть изъявлено на письмѣ въ общей просьбѣ за подписаніемъ всѣхъ соучастниковъ.

815. Nul ne peut être contraint à demeurer daus l'indivision; et le partage peut être toujours provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires.

On peut cependant convenir de suspendre le partage pendant un temps limité: cette convention ne peut être obligatoire au delà de cinq ans; mais elle peut être renouvelée.

Примѣчаніе. Каждому владѣльцу дозволяется, на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Межевыхъ Законахъ, просить въ надлежащемъ Уѣздномъ Судѣ о вымежеваніи слѣдующей ему земли изъ общаго владѣнія, даже и въ такомъ случаѣ, если бы прочіе соучастники не изъявили на то своего согласія. Уѣздные же Суды въ распоряженіяхъ своихъ къ удовлетворенію просьбъ сего рода обязаны руководствоваться постановленіями, по сему предмету существующими и помѣщенными въ тѣхъ же Законахъ, равно какъ и во II книгѣ Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

553. Помѣщики, состоящіе въ общемъ чрезполосномъ владѣніи, буде усадебныхъ мѣстъ не имѣютъ, не могутъ сами собою на другихъ мѣстахъ строиться безъ согласія другихъ совмѣстныхъ владѣльцевъ, но должны просить дозволенія въ Уѣздномъ Судѣ. По поданной просьбѣ, Судъ разсматриваетъ планы общей дачи, и назначаетъ мѣста для усадьбы, наблюдая притомъ, чтобы одному лучшія мѣста, къ обидѣ другихъ отводимы не были. Но тѣ помѣщики, которые владѣютъ землями въ общей дачѣ къ однимъ мѣстамъ, или имѣютъ особыя усадебныя земли, могутъ строиться на оныхъ безпрепятственно.

554. До раздѣла общаго имущества, доходы съ онаго принадлежатъ, такъ же, какъ и въ имуществѣ недѣлимомъ, всѣмъ соучастникамъ онаго, по мѣрѣ ихъ частей; распоряженія въ имуществѣ, такъ какъ и порядокъ управленія, должны быть по общему согласію.

555. Имѣніе, состоящее въ общемъ владѣніи многихъ лицъ, не можетъ быть отчуждено однимъ изъ нихъ безъ согласія всѣхъ; но каждый соучастникъ можетъ продать или заложить то, что на часть его изъ общаго причитается (свой жеребій), съ тѣмъ однако же, что прочимъ соучастникамъ, если не захотятъ они допустить до выдѣла той части, предоставляется сохранить оную за собою, заплативъ за нее деньгами по оцѣнкѣ.

Примѣчаніе 1. Правила о правѣ общей собственности государственныхъ крестьянъ, водворенныхъ на собственныхъ земляхъ, на земли, оставленныя имъ помѣщиками, но между ними еще не раздѣленныя, изложены въ Законахъ о Состояніяхъ, статьѣ 827.

Примѣчаніе 2. Особенныя правила, соблюдаемыя при взысканіяхъ съ одного или нѣсколькихъ изъ участниковъ имѣнія, состоящаго въ общемъ владѣніи, но не принадлежащаго къ роду имѣній нераздробляемыхъ, изложены въ статьѣ 2062 Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

556. Дѣйствующими въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской узаконеніями постановлено безъ изъятія, что никто не обязанъ оставаться соучастникомъ въ общемъ имѣніи, подлежащемъ раздѣлу, если не изъявитъ на то согласія, и посему каждый изъ таковыхъ соучастниковъ въ правѣ: 1) просить выдѣла принадлежащей ему части въ общемъ владѣніи имѣнія, и 2) уступить до раздѣла свое право на причитающуюся ему изъ общаго имѣнія часть другому: тогда сей послѣдній представляетъ собою лице того соучастника, отъ коего къ нему таковое право перешло.

ГЛАВА ЧЕТВЕРТАЯ.

О правѣ земской давности.

557. *Земскою давностію* или *давностію владѣнія* называется спокойное и безспорное продолженіе онаго въ теченіи закономъ опредѣленнаго времени, которое называется *срокомъ давности.*

558. Владѣніе, на которое нѣтъ притязаній отъ постороннихъ лицъ, называется *безспорнымъ;* въ противномъ же случаѣ оно почитается *спорнымъ.*

559. Но притязанія постороннихъ лицъ на имущество тогда только дѣлаютъ владѣніе спорнымъ, когда поступили въ судебныя мѣста не только явочныя, но и исковыя прошенія.

560. Для силы давности надобно владѣть *на правѣ собственности,* а не на иномъ основаніи. Какъ посему одно пользованіе не составляетъ основанія къ праву собственности, то государственные крестьяне, городскія общества и духовныя установленія, равно всѣ тѣ, которымъ даны казенныя земли въ пользованіе на извѣстныхъ условіяхъ, или для извѣстнаго употребленія, не могутъ пріобрѣсти въ свою собственность, по праву давности, казенныхъ земель, состоящихъ въ ихъ пользованіи, какъ бы долго то пользованіе ни продолжалось.

561. Земской давности владѣнія не подлежатъ: незаконное владѣніе людьми свободнаго состоянія или отпущенными на волю, сколь бы долго оно ни продолжалось; завладѣніе военноплѣнными, какого бы рода и закона они ни были; владѣніе выходцами изъ-за границы.

562. Дѣйствіе давности не распространяется на отысканіе бѣглыхъ людей, буде только о побѣгѣ ихъ поданы были въ узаконенное время явочныя прошенія (см. Уст. о Паспорт., ст. 637 и слѣд.).

563. Межи генеральнаго межеванія не могутъ быть уничтожены давностію владѣнія; равнымъ образомъ не могутъ быть разрушены давностію и права, соединенныя съ постановленіемъ сихъ межъ; права, заключающіяся въ томъ именно, чтобы они опредѣляли пространство владѣній и оставались навсегда безспорными, и всякіе споры о границахъ владѣнія въ дачахъ генерально-обмежеванныхъ, должны быть, разрѣшаемы, въ отношеніи окружности дачи, Межевыми Законами.

564. Имущества, обращенныя въ заповѣдныя, не подлежатъ дѣйствію земской давности, въ случаѣ неправильнаго ими, или же частію ихъ, завладѣнія.

DE LA PRESCRIPTION.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

2219. La prescription est un moyen d'acquérir ou de se libérer par un certain laps de temps, et sous les conditions déterminées par la loi.

2220. On ne peut d'avance renoncer à la prescription: on peut renoncer à la prescription acquise.

2221. La renonciation à la prescription est expresse ou tacite: la renonciation tacite résulte d'un fait qui suppose l'abondon du droit acquis.

2222. Celui qui ne peut aliéner, ne peut renoncer à la prescription acquise.

2223. Les juges ne peuvent pas suppléer d'office le moyen résultant de la prescription.

2224. La prescription peut être opposée en tout état de cause, même devant la cour impériale à moins que la partie qui n'aurait pas opposé le moyen de la prescription ne doive, par les circonstances, être présumée y avoir renoncé.

2225. Les créanciers, ou toute autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise, peuvent l'opposer, encore que le débiteur ou le propriétaire y renonce.

2226. On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce.

2227. L'État, les établissement publics et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent également les opposer (*).

CHAPITRE II.

De la possession.

2228. La possession est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous tenons ou que nons exerçons par nous-mêmes, ou par un autre qui la tient ou qui l'exerce en notre nom.

(*) Les lois des 8 novembre 1814, art 9, et 2 mars 1832, art. 8, portaient, par dérogation au principe du Code civil, que les biens de l'État composant le domaine de la couronne seraient inaliénables et imprescriptibles. L'article 7 du sénatus-consulte du 12 décembre 1852 a reproduit ce principe (Voy. C. polit.)

565. Общій срокъ земской давности, какъ въ недвижимыхъ, такъ и въ движимыхъ имуществахъ, полагается десятилѣтній.

566. Наслѣднику или преемнику правъ вотчинника, не искавшаго о принадлежавшихъ ему имуществахъ менѣе десяти лѣтъ, должно оставаться столько времени для начатія иска, сколько оставалось въ день смерти его предшественника, или въ день перехода къ нему правъ на имущество. При семъ въ отношеніи исчисленія срока давности для малолѣтныхъ, умалишенныхъ и глухонѣмыхъ соблюдаются правила, постановленныя о семъ въ статьѣ 214 Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

Примѣчаніе 1. 1855 года Января 7, вмѣстѣ съ отстрочкою, объявленною въ гражданскихъ дѣлахъ, на время войны, возникшей въ 1853 году, для всѣхъ войскъ, приведенныхъ въ военное положеніе, постановлено было, что десятилѣтняя давность во все время военнаго положенія (оно продолжалось по 1 Января 1857 года) не считается для означенныхъ чиновъ въ просрочку.

Дарованныя въ 1855 году 7 Января облегченія въ ходѣ гражданскихъ дѣлъ по случаю возникшей въ 1853 году войны чинамъ сухопутнаго и морскаго вѣдомства, были распространены и на служившихъ въ государственномъ ополченіи.

Примѣчаніе 2. Правила, постановленныя о срокѣ земской давности въ области Бессарабской, въ Грузіи, въ Закавказскомъ краѣ, и въ дѣлахъ Нахичеванскихъ (на Дону) Армянъ изложены въ примѣчаніяхъ 2, 3 и 4 (по Прод. I) къ статьѣ 213 Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

567. Давность владѣнія считается съ того времени, когда началось безспорное владѣніе имуществомъ. Владѣніе не считается начавшимся, когда прежній владѣлецъ можетъ доказать актами, что въ сіе самое время онъ еще управлялъ и распоряжался тѣмъ имуществомъ, какъ своею собственностію.

2229. Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire.

2230. On est toujours présumé posséder pour soi, et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre.

2231. Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder au même titre, s'il n'y a preuve du contraire.

2232. Les actes de pure faculté et ceux de simple tolérance ne peuvent fonder ni possession ni prescription. (*)

2233. Les actes de violence ne peuvent fonder non plus une possession capable d'opérer la prescription.

La possession utile ne commence que lorsque la violence a cessé.

2234. Le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement, est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire, sauf la preuve contraire.

2235. Pour compléter la prescription, on peut joindre à sa possession celle de son auteur, de quelque manière qu'on lui ait succédé, soit à titre universel ou particulier, soit à titre lucratif ou onéreux.

CHAPITRE III.

DES CAUSES QUI EMPÊCHENT LA PRESCRIPTION.

2236. Ceux qui possèdent pour autrui, ne prescrivent jamais, par quelque laps de temps que ce soit.

Ainsi, le fermier, le dépositaire, l'usufruitier, et tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire, ne peuvent la prescrire.

2237. Les héritiers de ceux qui tenaient la chose à quelqu'un des titres désignés par l'article précédent, ne peuvent non plus prescrire.

(*) Les actes de *pure faculté* sont ceux que nous exerçons non en vertu d'un droit, qui nous soit propre, mais en vertu d'une destination naturelle de la chose qui appartient à tous ou à plusieurs: tel est, par exemple, le puisage de l'eau aux fontaines publiques.— Les actes de *simple tolérance* ou de *familiarité* diffèrent des premiers, en ce qu'ils supposent, pour leur exercice, la permission tacite d'un propriétaire ayant un droit antérieur et exclusif de la chose, droit dont il n'a pas voulu faire usage jusqu'alors par amitié ou par des procédés de bon voisinage.

2238. Néanmoins les personnes énoncés dans les articles 2236 et 2237 peuvent prescrire, si le titre de leur possession se trouve interverti, soit par une cause venant d'un tiers, soit par la contradiction qu'elles ont opposée au droit du propriétaire.

2239. Ceux à qui les fermiers, dépositaires et autres détenteurs précaires ont transmis la chose par un titre translatif de propriété, peuvent la prescrire.

2240. On ne peut pas prescrire contre son titre, en ce sens que l'on ne peut point se changer à soi-même la cause et le principe de sa possession.

2241. On peut prescrire contre son titre, en ce sens que l'on prescrit la libération de l'obligation que l'on a contractée.

CHAPITRE IV.

DES CAUSES QUI INTERROMPENT OU QUI SUSPENDENT LE COURS DE LA PRESCRIPTION (*).

SECTION PREMIÈRE.

Des causes qui interrompent la prescription.

2242. La prescription peut être interrompue ou naturellement ou civilement.

2243. Il y a interruption naturelle, lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers.

2244. Une citation en justice, un commandement ou une saisie, signifiés à celui qu'on veut empêcher de prescrire, forment l'interruption civile.

2245. La citation en conciliation devant le bureau de paix, interrompt la prescription, du jour de sa date, lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice donnée dans les délais de droit.

2246. La citation en justice, donnée même devant un juge incompétent, interrompt la prescription.

(*) Il y a cette différence entre *l'interruption* et la *suspension* de la prescription, que la première anéantit entièrement les effets de la prescription qui l'a précédée; tandis que la suspension les laisse subsister, et arrête seulement le cours de la prescription.

2247. Si l'assignation est nulle par défaut de forme,
Si le demandeur se désiste de sa demande,
S'il laisse périmer l'instance,
Ou si sa demande est rejetée,
L'interruption est regardée comme non avenue.

2248. La prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur ou le possesseur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait.

2249. L'interpellation faite, conformément aux articles ci-dessus, à l'un des débiteurs solidaires, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

L'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire, ou la reconnaissance de cet héritier, n'interrompt pas la prescription à l'égard des autres cohéritiers, quand même la créance serait hypothécaire, si l'obligation n'est indivisible.

Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt la prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre la prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé, ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

2250. L'interpellation faite au débiteur principal, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre la caution.

SECTION II.

Des causes qui suspendent le cours de la prescription.

2251. La prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par une loi.

2252. La prescription ne court pas contre les mineurs et les interdits, sauf ce qui est dit à l'article 2278, et à l'exception des autres cas déterminés par la loi.

2253. Elle ne court point entre époux.

2254. La prescription court contre la femme mariée, encore qu'elle ne soit point séparée par contrat de mariage ou en justice, à l'égard des biens dont le mari a l'administration, sauf son recours contre le mari.

2255. Néanmoins elle ne court point, pendant le mariage, à l'égard de l'aliénation d'un fonds constitué selon le régime dotal, conformément à l'article 1561, au titre *du Contrat de mariage et des Droits respectifs des Époux.*

2256. La prescription est pareillement suspendue pendant le mariage,

1) Dans le cas où l'action de la femme ne pourrait être exercée qu'après une option à faire sur l'acceptation ou la renonciation à la communauté:

2) Dans le cas où le mari, ayant vendu le bien propre de la femme sans son consentement, est garant de la vente, et dans tous les autres cas où l'action de la femme réfléchirait contre le mari.

2257. La prescription ne court point,

A l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive;

A l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu;

A l'égard d'une créance à jour fixe, jusqu'à ce que ce jour soit arrivé.

2258. La prescription ne court pas contre l'héritier bénéficiaire, à l'égard des créances qu'il a contre la succession.

Elle court contre une succession vacante, quoique non pourvue de curateur.

2259. Elle court encore pendant les trois mois pour faire inventaire, et les quarante jours pour délibérer.

CHAPITRE V.

DU TEMPS REQUIS POUR PRESCRIRE.

SECTION PREMIÈRE.

Dispositions générales.

2260. La prescription se compte par jours, et non par heures.

2261. Elle est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli.

SECTION II.

De la prescription trentenaire.

2262. Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi.

2263. Après vingt-huit ans de la date du dernier titre, le débiteur d'une rente peut être contraint à fournir à ses frais un titre nouvel à son créancier ou à ses ayants cause.

2264. Les règles de la prescription sur d'autres objets que ceux men-

tionnés dans le présent titre, sont expliquées dans les titres qui leur sont propres (*).

SECTION III.

De la prescription par dix et vingt ans (**).

2265. Celui qui acquiert de bonne foi et par juste titre un immeuble, en prescrit la propriété par dix ans, si le véritable propriétaire habite dans le ressort de la cour impériale dans l'étendue de laquelle l'immeuble est situé; et par vingt ans, s'il est domicilié hors dudit ressort.

2266. Si le veritable propriétaire a eu son domicile en différents temps, dans le ressort et hors du ressort, il faut, pour compléter la prescription, ajouter à ce qui manque aux dix ans de présence, un nombre d'années d'absence double de celui qui manque, pour compléter les dix ans de présence (***).

2267. Le titre nul par défaut de forme, ne peut servir de base à la prescripton de dix et vingt ans.

2268. La bonne foi est toujours présumée, et c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver.

2269. Il suffit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition.

2270. Après dix ans, l'architecte et les entrepreneurs sont déchargés de la garantie des gros ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés.

SECTION IV.

De quelques prescriptions particulières.

2271. L'action des maîtres et instituteurs des sciences et arts, pour les leçons qu'ils donnent au mois;

(*) Une loi du 31 janvier 1833 fixe à huit ans, dans les termes qui suivent, la prescription des articles d'argent envoyés par la poste: art. 1-er Seront définitivement acquises à l'Etat les sommes versées aux caisses des agents des postes, pour être remises à destination, et dont le remboursement n'aura pas été réclamé par les ayants-droit dans un délai de *huit années*, à partir du jour du versement des fonds.

(**) Un titre est *juste* lorsque, valable en lui-même, il transfère la propriété, comme s'il fût émané du vrai propriétaire. Il suffit que le titre soit *juste* à l'égard de l'acquéreur: la bonne ou mauvaise foi du vendeur ne peut être d'aucune considération.

(***) L'État, quant à la prescription des actions qui lui appartiennent, est censé *présent* partout: on peut donc, sur tous les points de l'empire lui opposer la prescription décennale.

Celle des hôteliers et traiteurs, à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent;

Celle des ouvriers et gens de travail, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires,

Se prescrivent par six mois.

2272. L'action des médecins, chirurgiens et apothicaires, pour leurs visites, opérations et médicaments;

Celle des huissiers, pour le salaire des actes qu'ils signifient, et des commissions qu'ils exécutent;

Celle des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands;

Celle des maîtres de pension, pour le prix de la pension de leurs élèves, et des autres maitres, pour le prix de l'apprentissage;

Celle des domestiques qui se louent à l'année, pour le paiement de leur salaire,

Se prescrivent par un an.

2273. L'action des avoués, pour le paiement de leurs frais et salaires, se prescrit par deux ans, à compter du jugement des procès, ou de la conciliation des parties, ou depuis la révocation desdits avoués. A l'égard de affaires non terminées, ils ne peuvent former de demandes pour leurs frais et salaires qui remonteraient à plus de cinq ans.

2274. La prescription, dans les cas ci-dessus, a lieu, quoiqu'il y ait eu continuation de fournitures, livraisons, services et travaux.

Elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédule ou obligation, ou citation en justice non périmée.

2275. Néanmoins ceux auxquels ces prescriptions seront opposées, peuvent déférer le serment à ceux qui les opposent, sur la question de savoir si la chose a été réellement payée.

Le serment pourra être déféré aux veuves et héritiers, ou aux tuteurs de ces derniers, s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due.

2276. Les juges et avoués sont déchargés des pièces cinq ans après le jugement des procès.

Les huissiers, après deux ans, depuis l'exécution de la commission, ou la signification des actes dont ils étaient chargés, en sont pareillement déchargés.

ГЛАВА ПЯТАЯ.

О правѣ по обязательствамъ.

568. Обязательства или содержатся въ самыхъ тѣхъ договорахъ, изъ коихъ они происходятъ, таковы суть: договоры найма, подряда, поставки и тому подобные; или оставляются въ видѣ отдѣльномъ по предшествовавшему договору письменному или словесному, таковы суть: закладныя, заемныя письма, и тому подобныя.

569. Всякій договоръ и всякое обязательство, правильно составленные, налагаютъ на договаривающихся обязанность ихъ исполнить.

570. Всякій договоръ и всякое обязательство, въ случаѣ не исполненія, производятъ право требовать, отъ лица обязавшагося, удовлетворенія во всемъ томъ, что постановлено въ оныхъ.

2277. Les arrérages de rentes perpétuelles et viagères;—Ceux des pensions alimentaires;—Les loyers des maisons, et le prix de ferme des biens ruraux;—Les intérêts des sommes prêtées, et généralement tout ce qui est payable par année, ou à des termes périodiques plus courts,—se prescrivent par cinq ans.

2278. Les prescriptions dont il s'agit dans les articles de la présente section (2271 à 2277), courent contre les mineurs et les interdits, sauf leur recours contre leurs tuteurs.

2279. En fait de meubles, la possession vaut titre.

Néanmoins celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains du quel il la trouve, sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient.

2280. Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

2281. Les prescriptions commencées à l'époque de la publication du présent titre seront réglées conformément aux lois anciennes.

Néanmoins les prescriptions alors commencées, et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les anciennes lois, plus de trente ans à compter de la même époque, seront accomplies par ce laps de trente ans.

571. Порядокъ составленія и совершенія письменныхъ договоровъ и обязательствъ опредѣляется закономъ; порядокъ же заключенія словесныхъ договоровъ состоитъ въ полной волѣ договаривающихся лицъ, лишь бы оные утверждались на непринужденномъ произволѣ и взаимномъ согласіи и не содержали въ себѣ ничего законамъ противнаго.

Примѣчаніе. Какіе именно договоры не могутъ быть доставляемы иначе, какъ на письмѣ, сіе означено къ книгѣ IV сего Свода, при каждомъ родѣ оныхъ въ особенности.

572. Если по договору или обязательству письменному не послѣдуетъ въ срокъ исполненія: то взысканіе производится порядкомъ, изложеннымъ въ книгѣ I Свода Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ; въ случаѣ же спора, дѣло разбирается судомъ по правиламъ, въ книгѣ II того же Свода изображеннымъ.

573. Словесные договоры и обязательства, въ случаѣ спора, разбираются полицейскими мѣстами и судомъ словеснымъ.

ГЛАВА ШЕСТАЯ.

О правѣ вознагражденія за понесенные вредъ и убытки.

574. Какъ по общему закону никто не можетъ быть безъ суда лишенъ правъ, ему принадлежащихъ: то всякій ущербъ въ имуществѣ и причиненные кому либо вредъ и убытки съ одной стороны налагаютъ обязанность доставлять, а съ другой производятъ право требовать вознагражденіе.

Отдѣленіе первое.

О вознагражденіи общественномъ.

I. О вознагражденіи за имущества, отходящія изъ частнаго владѣнія по распоряженію правительства.

575. Когда частное недвижимое имущество потребуется для какой либо государственной или общественной пользы или необходимаго употребленія, тогда владѣльцу онаго должно быть опредѣлено въ то же время приличное вознагражденіе.

Примѣчаніе 1. Главное Общество Россійскихъ желѣзныхъ дорогъ пользуется, при сооруженіи разрѣшенныхъ ему желѣзныхъ дорогъ всѣми правами, государственнымъ работамъ присвоенными.

Примѣчаніе 2. Общество Московско-Ярославской желѣзной дороги пользуется, при сооруженіи желѣзной дороги, всѣми правами, государственнымъ работамъ присвоенными, въ томъ числѣ и правомъ законнаго отчужденія и занятія частныхъ земель и зданій, особ-

1382. Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

I. EXPROPRIATION DÉFINITIVE.

1) Loi du 5 mai 1841.

Titre I. Dispositions préliminaires.

1. L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère par autorité de justice.

2. Les tribunaux ne peuvent prononcer l'expropriation qu'autant que l'utilité en a été constatée et déclarée dans les formes prescrites par la présente loi. Ces formes consistent,— 1) Dans la loi ou l'ordonnance royale qui autorise l'exécution des travaux pour lesquels l'expropriation est requise; 2) Dans l'acte du préfet qui désigne les localités ou territoires sur lesquels les travaux doivent avoir lieu, lorsque cette désignation ne résulte pas de la loi ou de l'ordonnance royale; 3) Dans l'arrêté ultérieur par lequel le préfet détermine les propriétés particulières auxquelles l'expropriation est applicable.—Cette application ne

ходимыхъ для устройства дороги и принадлежащихъ къ ней заведеній. За земли частныя вознагражденіе уплачивается Обществомъ по добровольному соглашенію съ ихъ владѣльцами, а при недостиженіи такого соглашенія по узаконенной оцѣнкѣ, на правилахъ отчужденія; но во всякомъ случаѣ означенныя земли тотчасъ же поступаютъ подъ полосу дороги, согласно утвержденному для нея плану.

Примѣчаніе 3. Общество Саратовской желѣзной дороги пользуется, при сооруженіи желѣзной дороги, всѣми правами, государственнымъ работамъ присвоенными, въ томъ числѣ и правомъ законнаго отчужденія и занятія частныхъ земель и зданій, необходимыхъ для устройства дороги и принадлежащихъ къ ней заведеній.

576. Всѣ случаи, въ коихъ можетъ представиться нужнымъ обратить частное недвижимое имущество на государственную или общественную пользу, какъ то: для открытія и устроенія водяныхъ и сухопутныхъ сообщеній, для возведенія необходимыхъ казенныхъ и публичныхъ зданій, и тому подобныхъ потребностей, опредѣляются не иначе, какъ именными Высочайшими указами. Проекты указовъ сихъ представляются Министрами и Главноуправляющими отдѣльными частями къ Высочайшему подписанію чрезъ Государственный Совѣтъ.

577. Первое дѣйствіе начальства по сему указу есть сношеніе съ владѣльцемъ имущества о крайней цѣнѣ онаго, по планамъ его и описямъ; потомъ, сообразивъ сію цѣну съ достоинствомъ имущества, начальство представляетъ о томъ съ мнѣніемъ своимъ на Высочайшее усмотрѣніе порядкомъ, для сего установленнымъ.

Примѣчаніе. Въ 1848 году, по дѣлу о вознагражденіи владѣльцевъ въ Казани за участки, отходившіе подъ улицы и площади при перестройкѣ города, былъ вопросъ: въ какомъ порядкѣ должно быть произведено отчужденіе участковъ тѣхъ владѣльцевъ, которые, не смотря на сдѣланные имъ вызовы, не подали никакихъ отзывовъ? Въ разрѣшеніе сего постановлены особые сроки и правила.

578. Мѣра сего вознагражденія предъявляется самимъ владѣльцемъ, и можетъ состоять или въ замѣнѣ имущества другимъ однороднымъ и въ выгодахъ равнымъ, или въ деньгахъ.

Примѣчаніе. За отходящую изъ владѣнія Башкирцевъ землю, для надѣла оною припущенниковъ, дѣлается Башкирскимъ вотчинникамъ вознагражденіе или отводомъ изъ смежныхъ свободныхъ казенныхъ земель соразмѣрнаго количества угодій или же назначеніемъ денежной платы по сложной цѣнѣ, существующей земли въ губерніяхъ Оренбургской, Пермской и Вятской, именно по три рубля за десятину, по правиламъ, изложеннымъ ниже, въ примѣчаніи 2 къ статьѣ 1469.

579. При соображеніи просимой цѣны съ достоинствомъ имущества, надлежитъ слѣдовать общимъ правиламъ объ оцѣнкѣ имуществъ, означеннымъ въ книгѣ III Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

580. Если, по разсмотрѣніи сего соображенія, просимая цѣна найдена будетъ достоинству имущества соразмѣрною, тогда разрѣшается пріобрѣтеніе имущества, и на сіе пріобрѣтеніе совершается купчая крѣпость порядкомъ, для сего установленнымъ, но безъ взысканія пошлинъ

peut être faite à aucune propriété particulière qu'après que les parties intéressées ont été mises en état d'y fournir leurs contredits, selon les règles exprimées au titre II.

3. Tous grands travaux publics, routes royales, canaux, chemins de fer, canalisation des rivières, bassins et docks, entrepris par l'État, les départements, les communes, ou par compagnies particulières, avec ou sans péages, avec ou sans subside du trésor, avec ou sans aliénation du domaine public, ne pourront être exécutés qu'en vertu d'une loi, qui ne sera rendue qu'aprés une enquête administrative. — Une ordonnance royale suffira pour autoriser l'exécution des routes départementales, celles des canaux et chemins de fer d'embranchement de moins de vingt mille mètres de longueur, des ponts et de tous autres travaux de moindre importance.—Cette ordonnance devra également être précédée d'une enquête.—Ces enquêtes auront lieu dans les formes déterminées par un règlement d'administration publique.

Titre II. Des mesures d'administration relatives à l'expropriation

4. Les ingénieurs ou autres gens de l'art chargés de l'exécution des travaux, lèvent, pour la partie qui s'étend sur chaque commune, le plan parcellaire des terrains ou des édifices dont la cession leur paraît nécessaire.

5. Le plan desdites propriétés particulières, indicatif des noms de chaque propriétaire, tels qu'ils sont inscrits sur la matrice des rôles, reste déposé, pendant huit jours, à la mairie de la commune où les propriétés sont situées, afin que chacun puisse en prendre connaissance.

6. Le délai fixé à l'article précédent ne court qu'à dater de l'avertissement, qui est donné collectivement aux parties intéressées, de prendre commmunication du plan déposé à la mairie.—Cet avertissement est publié à son de trompe ou de caisse dans la commune et affiché tant à la principale porte de l'église du lieu qu'à celle de la maison commune.—Il est en outre inséré dans l'un des journaux publiés dans l'arrondissement, ou, s'il n'en existe aucun, dans l'un des journaux du département.

7. Le maire certifie ces publications et affiches; il mentionne sur un procès-verbal qu'il ouvre à cet effet, et que les parties qui comparaissent sont requises de signer, les déclarations et réclamations qui lui ont été faites verbalement, et y annexe celles qui lui sont transmises par écrit.

8. A l'expiration du délai de huitaine prescrit par l'art. 5, une commission se réunit au chef-lieu de la sous-préfecture.—Cette commission, présidée par le sous-préfet de l'arrondissement sera composée de quatre membres du conseil général du département ou du conseil d'arrondissement désignés par le préfet, du maire de la commune où les propriétés sont situées, et de l'un des ingénieurs chargés de l'exécution des travaux.—La commission ne peut délibérer valablement qu'autant que cinq de ses membres au moins sont présents. — Dans le cas où le nombre des membres présents serait de six, et où il y aurait partage d'opinions, la voix du président sera prépondérante. — Les propriétaires qu'il s'agit d'exproprier ne peuvent être appelés à faire partie de la commission.

9. La commission reçoit, pendant huit jours, les observations des propriétaires.—Elle les appelle toutes les fois qu'elle le juge convenable. Elle donne son avis. — Ses opérations doivent être terminées dans le délai de dix jours; après quoi le procès-verbal est adressé immédiatement par le sous-préfet au préfet.—Dans le cas où lesdites opérations n'auraient

и на простой гербовой бумагѣ. Деньги, слѣдующія по сей купчей крѣпости, выдаются немедленно, при совершеніи ея изъ тѣхъ суммъ, кои на производство работъ или предполагаемое устроеніе въ распоряженіе начальства предназначены.

581. Если просимая цѣна найдена будетъ несоразмѣрною, тогда производится имуществу оцѣнка.

582. Оцѣнка производится: а) Въ городахъ посредствомъ городскихъ цѣновщиковъ Коммисіею, составленною изъ Городскаго Головы, если имущество принадлежитъ лицу изъ сословія торговаго или мѣщанскаго, или разночинцу; изъ Уѣзднаго Предводителя Дворянства, если имущество принадлежитъ дворянину, и изъ Губернскаго Архитектора, а въ столицахъ изъ техника по назначенію Правленія мѣстнаго Округа Путей Сообщенія. Коммисіи составляются подъ предсѣдательствомъ: въ столицахъ—Военныхъ Генералъ-Губернаторовъ, въ губернскихъ городахъ—Гражданскихъ или Военныхъ Губернаторовъ, въ уѣздныхъ городахъ—Полицеймейстеровъ или Городничихъ. Тамъ, гдѣ нѣтъ Архитекторовъ, мѣсто ихъ занимаетъ Губернскій или Уѣздный Землемѣръ; гдѣ нѣтъ Думы, тамъ мѣсто Головы занимаетъ старшій изъ членовъ Ратуши; гдѣ нѣтъ Уѣзднаго Предводителя, мѣсто его занимаетъ Уѣздный Судья. б) Въ уѣздахъ оцѣнка производится посредствомъ ближайшихъ владѣльцевъ подобныхъ имуществъ, Коммисіею, составленною изъ одного члена Уѣзднаго и изъ члена Земскаго Суда, подъ предсѣдательствомъ Уѣзднаго Предводителя, а гдѣ его нѣтъ, подъ предсѣдательствомъ Уѣзднаго Судьи.

583. Опись и оцѣнка частныхъ имуществъ, пріобрѣтаемыхъ казною для разныхъ устройствъ и сооруженій по вѣдомствамъ военному и Главнаго Управленія Путей Сообщенія и Публичныхъ Зданій, производятся не иначе, какъ при депутатѣ со стороны того вѣдомства, который обязанъ наблюдать за правильностію дѣйствій оцѣнщиковъ, и, въ случаѣ отступленія, Оцѣночныхъ Коммисій отъ узаконенныхъ правилъ, немедленно представлять какъ мѣстному начальству, подъ вѣдѣніемъ коего оцѣнка производится, такъ равно лицу или мѣсту, по распоряженію котораго онъ назначенъ депутатомъ, излагая въ то же время заключенія свои въ самыхъ оцѣночныхъ актахъ. По сему представленію мѣстное нячальство, удостовѣрясь въ основательности замѣчаній депутата, обращаетъ дѣйствія Коммисіи къ законному порядку, а начальство депутата содѣйствуетъ тому съ своей стороны посредствомъ немедленнаго, съ кѣмъ слѣдуетъ, сношенія.

584. Оцѣнку производить, соображаясь съ правилами, при оцѣнкѣ

pas été mises à fin dans le délai ci-dessus, le sous-préfet devra, dans les trois jours, transmettre au préfet son procès-verbal et les documents recuellis.

10. Si la commission propose quelque changement au tracé indiqué par les ingénieurs le sous-préfet devra, dans la forme indiquée par l'art. 6, en donner immédiatement avis aux propriétaires que ces changements pourront intéresser. Pendant huitaine, à dater de cet avertissement, le procès-verbal et les pièces resteront déposés à la sous-préfecture; les parties intéressées pourront en prendre communication sans déplacement et sans frais, et fournir leurs observations écrites. — Dans les trois jours suivants, le sous-préfet transmettra toutes les pièces à la préfecture.

11. Sur le vu du procès-verbal et des documents y annexés, le prefet détermine, par un arrêté motivé, les propriétés qui doivent être cédées, et indique l'époque à laquelle il sera nécessaire d'en prendre possession. Toutefois, dans le cas où il résulterait de l'avis de la commission qu'il y aurait lieu de modifier le tracé des travaux ordonnés, le préfet surseoira jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par l'administration supérieure.—L'administration supérieure pourra, suivant les circonstances, ou statuer définitivement, ou ordonner qu'il soit procédé de nouveau à tout ou partie des formalités prescrites par les articles précédents.

12. Les dispositions des art. 8, 9 et 10 ne sont point applicables au cas où l'expropriation serait demandée par une commune, et dans un intérêt purement communal, non plus qu'aux travaux d'ouverture ou de redressement des chemins vicinaux. — Dans ce cas, le procès-verbal prescrit par l'art. 7 est transmis, avec l'avis du conseil municipal, par le maire au sous-préfet, qui l'adressera au préfet avec ses observations.—Le préfet, en conseil de préfecture, sur le vu de ce procès-verbal, et sauf l'approbation de l'administration supérieure, prononcera comme il est dit en l'article précédent.

Titre III. De l'expropriation et de ses suites, quant aux privilèges, hypothèques et autres droits réels.

13. Si des biens de mineurs, d'interdit, d'absent, ou autre incapables, sont compris dans les plans déposés en vertu de l'art. 5, ou dans les modifications admises par l'administration supérieure, aux termes de l'art. 11 de la présente loi, les tuteurs, ceux qui ont été envoyés en possession provisoire, et tous représentants des incapables, peuvent, après autorisation du tribunal, donnée sur simple requête, en la chambre du conseil, le ministère public entendu, consentir amiablement à l'aliénation desdits biens.—Le tribunal ordonne les mesures de conservation ou de remploi qu'il juge nécessaires.—Ces dispositions sont applicables aux immeubles dotaux et aux majorats.—Les préfets pourront, dans le même cas, aliéner les biens des départements, s'il y sont autorisés par délibération du conseil général; les maires ou administrateurs pourront aliéner les biens des communes au établissements publics, s'il y sont autorisés par délibération du conseil municipal ou du conseil d'administration, approuvée par le préfet en conseil de préfecture. — Le ministre des finances peut consentir à l'aliénation des biens de l'État, ou de ceux qui font partie de la dotation de la couronne, sur la propositton de l'intendant de la liste civile. — A défaut de conventions amiables, soit avec les propriétaires des terrains ou bâtiments dont la cession est reconnue nécessaire, soit avec ceux qui les représentent, le préfet transmet au procureur du roi dans le ressort duquel les biens sont situés la loi ou l'ordonnance qui autorise l'exécution des travaux, et l'arrêté mentionné en l'art. 11.

имуществъ для публичной продажи соблюдаемыми (ср. Зак. Суд. Гражд. кн. III), принимая при томъ во вниманіе мѣстныя обстоятельства, какъ напримѣръ: а) составляетъ ли отходящая земля ту именно часть площади, огорода, сада и т. п., которая собственно дастъ доходъ, или она отдѣляется изъ числа пустопорожней, и слѣдовательно отдѣленіе таковое, не будучи сопряжено съ уменьшеніемъ дохода настоящаго, предполагаетъ лишь одно лишеніе мѣста, котораго выгода зависитъ отъ обстоятельствъ; б) съ отобраніемъ участка, лишается ли владѣлецъ токмо подлежащаго съ того участка дохода, или сей участокъ такого свойства, что остающееся, за отрѣзкою, пространство не можетъ уже принести соразмѣрной оному выгоды, либо вовсе дѣлается для владѣльца безполезнымъ; в) отдѣляется ли отъ зданія такая часть его, которая, бывъ удобно отсѣчена, уменьшитъ только въ извѣстной степени доходъ, или отсѣченіе таковое потребуетъ сломки всего зданія, и въ семъ случаѣ при переноскѣ онаго на другое мѣсто, должны ли подвергнуться тому же и прочія принадлежащія къ зданію строенія, или они могутъ остаться неприкосновенными; г) отходящее въ цѣлостномъ видѣ строеніе приноситъ ли отдѣльный доходъ, какъ напримѣръ: жилой флигель, лавочка и проч., или оно составляетъ принадлежность главнаго дома, напримѣръ: сарай, погребъ и т. п., и слѣдовательно имѣетъ нѣкоторое вліяніе на уменьшеніе общаго дохода; д) даетъ ли земля отдѣльный доходъ независимо отъ строенія, или оный извлекается отъ той и отъ другаго совокупно, и проч. Но само собою впрочемъ разумѣется: 1) что при опредѣленіи вознагражденія по количеству полнаго дохода съ цѣлаго владѣнія, отходятъ уже вполнѣ какъ земля, такъ и строенія; 2) что при оцѣнкѣ частей земли и зданій по мѣрѣ дохода, на сіи части причитающагося, по той же соразмѣрности вычитаются и расходы, особо упадающіе на землю и особо на зданія; 3) что, какъ на основаніи дѣйствующихъ правилъ, въ случаѣ невозможности опредѣлить доходъ, оцѣнка дѣлается по мѣстнымъ обстоятельствамъ и выгодамъ, то городская оцѣнка земли и зданій не можетъ служить исключительнымъ основаніемъ, и въ результатахъ таковыхъ оцѣнокъ не должно быть допускаемо разности, если мѣстныя обстоятельства отходящихъ участковъ совершенно одинаковы.

585. Оцѣнка производится всегда въ присутствіи владѣльца имущества, его повѣреннаго, или управляющаго, и по окончаніи она тутъ же имъ объявляется.

586. Сверхъ словесныхъ объясненій при самомъ производствѣ оцѣнки, предоставляется владѣльцу имущества, повѣренному его, или управляющему, представлять письменно свои на оныя примѣчанія. На сіе дается сроку восемь дней по объявленіи.

587. Коммисія, разсмотрѣвъ примѣчанія, если найдетъ ихъ уважительными, можетъ приступить къ переоцѣнкѣ; но, учинивъ и объявивъ

14. Dans les trois jours, et sur la production des pièces constatant que les formalités prescrites par l'art. 2 du titre I, et par le titre II de la présente loi, ont été remplies, le procureur du roi requiert et le tribunal prononce l'expropriation, pour cause d'utilité publique, des terrains ou bâtiments indiqués dans l'arrêté du préfet. — Si, dans l'année de l'arrêté du préfet, l'administration n'a pas poursuivi l'expropriation, tout propriétaire dont les terrains sont compris audit arrêté peut présenter requête au tribunal. Cette requête sera communiquée par le procureur du roi au préfet, qui devra, dans le plus bref délai, envoyer les pièces, et le tribunal statuera dans les trois jours. — Le même jugement commet un des membres du tribunal pour remplir les fonctions attribuées par le titre IV, chap. II, au magistrat directeur du jury chargé de fixer l'indemnité, et désigne un autre membre pour le remplacer au besoin.—En cas d'absence ou d'empêchement de ces deux magistrats, il sera pourvu à leur remplacement par une ordonnance sur requête du président du tribunal civil.—Dans le cas où les propriétaires à exproprier consentiraient à la cession, mais où il n'y aurait point accord sur le prix, le tribunal donnera acte du consentement, et désignera le magistrat directeur du jury, sans qu'il soit besoin de rendre le jugement d'expropriation, ni de s'assurer que les formalités prescrites par le titre II ont été remplies.

15. Le jugement est publié et affiché, par extrait, dans la commune de la situation des biens, de la manière indiquée en l'art. 6. Il est en outre inséré dans l'un des journaux publiés dans l'arrondissement, ou, s'il n'en existe aucun, dans l'un de ceux du département.—Cet extrait, contenant les noms des propriétaires, les motifs et le dispositif du jugement, leur est notifié au domicile qu'ils auront élu dans l'arrondissement de la situation des biens, par une déclaration faite à la mairie de la commune où les biens sont situés; et, dans le cas où cette élection de domicile n'aurait pas eu lieu, la notification de l'extrait sera faite en double copie au maire et au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété.—Toutes les autres notifications prescrites par la présente loi seront faites dans la forme ci-dessus indiquée.

16. Le jugement sera, immédiatement après l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 15 de la présente loi, transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de l'arrondissement, conformément à l'art. 2181 du Code civil.

17. Dans la quinzaine de la transcription, les privilèges et les hypothèques conventionnelles, judiciaires ou légales, seront inscrits. — A défaut d'inscription dans ce délai, l'immeuble exproprié sera affranchi de tous privilèges et hypothèques, de quelque nature qu'ils soient, sans préjudice des droits des femmes, mineurs et interdits, sur le montant de l'indemnité, tant qu'elle n'a pas été payée ou que l'ordre n'a pas été réglé définitivement entre les créanciers.—Les créanciers inscrits n'auront, dans aucun cas, la faculté de surenchérir, mais ils pourront exiger que l'indemnité soit fixée conformément au titre IV.

18. Les actions en résolution, en revendication, et toutes autres actions réelles, ne pourront arrêter l'expropriation ni en empêcher l'effet. Le droit des réclamants sera transporté sur le prix, et l'immeuble en demeurera affranchi.

19. Les régles posées dans le § 1 de l'art. 15 et dans les art. 16, 17 et 18, sont applicables dans le cas de conventions amiables passées entre l'administration et les propriétaires.—Cependant l'administration peut, sauf les droits des tiers, et sans accomplir les formalités ci-dessus tracées, payer le prix des acquisitions dont la valeur ne s'élèverait pas au-dessus de 500 fr.—Le défaut d'accomplissement des formalités de la purge des hypothè-

оную, не принимаетъ болѣе никакихъ возраженій и представляетъ все производство дѣла по начальству на дальнѣйшее усмотрѣніе; при чемъ, приложивъ и вошедшія къ ней примѣчанія, она должна объяснить причины, по коимъ, или, уваживъ ихъ, приступила она къ переоцѣнкѣ, или, не признавъ ихъ достойными уваженія, утвердила первоначальную свою оцѣнку.

588. По совершеніи оцѣнки, дѣло поступаетъ по порядку въ то Министерство или Главное Управленіе, отъ коего она была предназначена. При чемъ, если она произведена въ уѣздѣ или уѣздномъ городѣ, прилагается и мнѣніе Губернатора.

589. Когда сумма вознагражденія не превышаетъ трехъ тысячъ рублей и на предметъ сей сумма ассигнована, а владѣльцы на сдѣланную оцѣнку изъявили согласіе, то дѣло оканчивается съ утвержденія Министровъ и Главноуправляющихъ; въ противномъ случаѣ, по разсмотрѣніи дѣла въ Совѣтѣ Министерства или Главнаго Управленія, оно съ мнѣніемъ начальства поступаетъ на уваженіе Государственнаго Совѣта, на основаніи 23 статьи его Учрежденія, и потомъ восходитъ на окончательное Высочайшее утвержденіе порядкомъ, для сего установленнымъ.

590. Когда послѣдуетъ окончательное рѣшеніе, тогда изъ суммъ, предназначенныхъ на работы или построеніе, выдаются немедленно владѣльцу не только деньги, опредѣленныя ему за имущество по соображеніи оцѣнки, но сверхъ того еще пятая часть оныхъ въ вознагражденіе убытковъ; самое же имущество поступаетъ въ вѣдомство того начальства, по представленію коего оно пріобрѣтено.

591. Надбавочное вознагражденіе пятою частію при обращеніи частныхъ недвижимыхъ имуществъ на государственную или общественную пользу опредѣляется тѣмъ только владѣльцамъ, коимъ назначаемая, по разсмотрѣніи произведенной мѣстною Коммисіею оцѣнки, плата будетъ ниже или требуемой; количество вознагражденія можетъ быть назначаемо включительно до пятой части оцѣночной суммы, и опредѣляется вполнѣ тогда только, когда сумма, требуемая владѣльцемъ, превышаетъ оцѣнку въ совокупности съ пятою частію; но ни въ какомъ случаѣ общая сумма, т. е. плата за имущество и вознагражденіе за убытки, не должна превосходить цѣны, самимъ владѣльцемъ объявленной.

592. Если имущество, по казеннымъ или частнымъ взысканіямъ, или по залогу, находится подъ запрещеніемъ, то деньги отсылаются въ Губериское Правленіе, для надлежащаго кого слѣдуетъ по закону удовлетворенія.

ques n'empêche pas l'expropriation d'avoir son cours; sauf, pour les parties intéressées, à faire valoir leurs droits ultérieurement, dans les formes déterminées par le titre IV de la présente loi.

20. Le jugement ne pourra être attaqué que par la voie du recours en cassation, et seulement pour incompétence, excès de pouvoir ou vice de forme du jugement. Le pourvoi aura lieu, au plus tard, dans les trois jours, à dater de la notification du jugement, par déclaration au greffe du tribunal. Il sera notifié dans la huitaine, soit à la partie, au domicile indiqué par l'art. 15, soit au préfet ou au maire, suivant la nature des travaux; le tout à peine de déchéance.—Dans la quinzaine de la notification du pourvoi, les pièces seront adressées à la chambre civile de la cour de cassation, qui statuera dans le mois suivant.—L'arrêt, s'il est rendu par défaut, à l'expiration de ce délai, ne sera pas susceptible d'opposition.

Titre IV. Du règlement des indemnités.

Chapitre I. Mesures préparatoires.

21. Dans la huitaine qui suit la notification prescrite par l'art. 15, le propriétaire est tenu d'appeler et de faire connaître à l'administration les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'usufruit, d'habitation ou d'usage, tels qu'ils sont réglés par le Code civil, et ceux qui peuvent réclamer des servitudes résultant des titres mêmes du propriétaire ou d'autres actes dans lesquels il serait intervenu; sinon il restera seul chargé envers eux des indemnités que ces derniers pourront réclamer.—Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par l'avertissement énoncé en l'art. 6, et tenus de se faire connaître à l'administration dans le même délai de huitaine, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité.

22. Les dispositions de la présente loi relatives aux propriétaires et à leurs créanciers sont applicables à l'usufruitier et à ses créanciers.

23. L'administration notifie aux propriétaires et à tous autres intéressés qui auront été désignés ou qui seront intervenus dans le délai fixé par l'art. 21, les sommes qu'elle offre pour indemnités.—Ces offres sont, en outre, affichées et publiées conformément à l'art. 6 de la présente loi.

24. Dans la quinzaine suivante, les propriétaires et autres intéressés sont tenus de déclarer leur acceptation, ou, s'ils n'acceptent pas les offres qui leur sont faites, d'indiquer le montant de leurs prétentions.

25. Les femmes mariées sous le régime dotal, assistées de leurs maris, les tuteurs, ceux qui ont été envoyés en possession provisoire des biens d'un absent, et autres personnes qui représentent les incapables, peuvent valablement accepter les offres énoncées en l'art. 23, s'ils y sont autorisés dans les formes prescrites par l'art. 13.

26. Le ministre des finances, les préfets, maires ou administrateurs, peuvent accepter les offres d'indemnités pour expropriation des biens appartenant à l'État, à la couronne, aux départements, communes ou établissements publics, dans les formes et avec les autorisations prescrites par l'art. 13.

27. Le délai de quinzaine, fixé par l'art. 24, sera d'un mois dans les cas prévus par les art. 25 et 26.

593. Если представится нужнымъ обратить церковныя земли на государственную или общественную пользу, то по сношеніи съ епархіальнымъ начальствомъ, при назначеніи за сіе церквамъ приличнаго вознагражденія, соблюдаются правила, постановленныя на сей предметъ въ статьяхъ 575—591 сего Свода, съ тѣмъ, чтобы отходящія такимъ образомъ отъ церквей земли были, когда лишь то возможно и согласно съ удобностію и желаніемъ священнослужителей и епархіальнаго ихъ начальства, замѣнены другими пустопорожними изъ казенныхъ или городскихъ дачъ.

Примѣчаніе. Въ 1858 году, въ отвращеніе замѣченной въ дѣлахъ о вознагражденіи владѣльцевъ за имущества, отчуждаемыя на казенныя и общественныя сооруженія, медленности, вредной и для частныхъ лицъ и для выгодъ правительства, подтверждено всѣмъ начальствамъ, въ вѣдѣніи коихъ дѣла сего рода находятся, обращать особенное строгое вниманіе на всемѣрное ускореніе производства оныхъ.

28. Si les offres de l'administration ne sont pas acceptées dans les délais prescrits par les art. 24 et 27, l'administration citera devant le jury, qui sera convoqué à cet effet, les propriétaires et tous autres intéressés qui auront été désignés, ou qui seront intervenus, pour qu'il soit procédé au règlement des indemnités de la manière indiquée au chapitre suivant. La citation contiendra l'énonciation des offres qui auront été refusées.

Chapitre II. Du jury spécial chargé de régler les indemnités.

29. Dans sa session annuelle, le conseil général du département désigne, pour chaque arrondissement de sous-préfecture, tant sur la liste des électeurs que sur la seconde partie de la liste du jury, trente-six personnes au moins, et soixante et douze au plus, qui ont leur domicile réel dans l'arrondissement, parmi lesquels sont choisis, jusqu'à la session suivante ordinaire du conseil général, les membres du jury spécial appelé, le cas échéant, à régler les indemnités dues par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique. — Le nombre des jurés désignés pour le département de la Seine sera de six cents.

30. Toutes les fois qu'il y a lieu de recourir à un jury spécial, la première chambre de la cour royale, dans les départements qui sont le siége d'une cour royale, et, dans les autres départements, la première chambre du tribunal du chef-lieu judiciaire, choisit en la chambre du conseil, sur la liste dressée en vertu de l'article précédent pour l'arrondissement dans lequel ont lieu les expropriations, seize personnes qui formeront le jury spécial chargé de fixer définitivement le montant de l'indemnité, et, en outre, quatre jurés supplémentaires; pendant les vacances, ce choix est déféré à la chambre de la cour ou du tribunal chargé du service des vacations. En cas d'abstention ou de récusation des membres du tribunal, le choix du jury est déféré à la cour royale,—Ne peuvent être choisis, 1) Les propriétaires, fermiers, locataires des terrains et bâtiments désignés en l'arrêté du préfet pris en vertu de l'article 11, et qui restent à acquérir; 2) Les créanciers ayant inscription sur lesdits immeubles; 3) Tous autres intéressés désignés ou intervenant en vertu des art. 21 et 22,—Les septuagénaires seront dispensés, s'ils le requièrent, des fonctions de juré.

31. La liste des seize jurés et des quatre jurés supplémentaires est transmise par le préfet au sous-préfet, qui, après s'être concerté avec le magistrat directeur du jury, convoque les jurés et les parties, en leur indiquant, au moins huit jours à l'avance, le lieu et le jour de la réunion. La notification aux parties leur fait connaître les noms des jurés.

32. Tout juré qui, sans motifs légitimes, manque à l'une des séances ou refuse de prendre part à la délibération, encourt une amende de cent francs au moins et de trois cents francs au plus.—L'amende est prononcée par le magistrat directeur du jury. — Il statue en dernier ressort sur l'opposition qui serait formée par le juré condamné. — Il prononce également sur les causes d'empêchement que les jurés proposent, ainsi que sur les exclusions ou incompatibilités dont les causes ne seraient survenues ou n'auraient été connues que postérieurement à la désignation faite en vertu de l'art. 30.

33. Ceux des jurés qui se trouvent rayés de la liste par suite des empêchements, exclusions ou incompatibilités prévus à l'article précédent, sont immédiatement remplacés par les jurés supplémentaires, que le magistrat directeur du jury appelle dans l'ordre de leur inscription.—En cas d'insuffisance, le magistrat directeur du jury choisit, sur la liste dressée en vertu de l'art. 29, les personnes nécessaires pour compléter le nombre des seize jurés.

34. Le magistrat directeur du jury est assisté, auprès du jury spécial, du greffier ou commis greffier du tribunal, qui appelle successivement les causes sur lesquelles le jury

doit statuer, et tient procès-verbal des opérations. — Lors de l'appel, l'administration a le droit d'exercer deux récusations péremptoires; la partie adverse a le même droit. —Dans le cas où plusieurs intéressés figurent dans la même affaire, ils s'entendent pour l'exercice du droit de récusation, sinon le sort désigne ceux qui doivent en user. Si le droit de récusation n'est point exercé, ou s'il ne l'est que partiellement, le magistrat directeur du jury procède à la réduction des jurés au nombre de douze, en retranchant les derniers noms inscrits sur la liste.

35. Le jury spécial n'est constitué que lorsque les douze jurés sont présents.—Les jurés ne peuvent délibérer valablement qu'au nombre de neuf au moins.

36. Lorsque le jury est constitué, chaque juré prête serment de remplir ses fonctions avec impartialité.

37. Le magistrat directeur met sous les yeux du jury, — 1) Le tableau des offres et demandes notifiées en exécution des art. 23 et 24; 2) Les plans parcellaires et les titres ou autres documents produits par les parties à l'appui de leurs offres et demandes.—Les parties ou leurs fondés de pouvoir peuvent présenter sommairement leurs observations.—Le jury pourra entendre toutes les personnes qu'il croira pouvoir l'éclairer. — Il pourra également se transporter sur les lieux, ou déléguer à cet effet un ou plusieurs de ses membres.—La discussion est publique; elle peut être continuée à une autre séance.

38. La clôture de l'instruction est prononcée par le magistrat directeur du jury.—Les jurés se retirent immédiatement dans leur chambre pour délibérer, sans désemparer, sous la présidence de l'un d'eux, qu'ils désignent à l'instant même. — La décision du jury fixe le montant de l'indemnité; elle est prise à la majorité des voix. — En cas de partage, la voix du président du jury est prépondérante.

39. Le jury prononce des indemnités distinctes en faveur des parties qui les réclament à des titres différents, comme propriétaires, fermiers, locataires, usagers et autres intéressés dont il est parlé à l'art. 21.—Dans le cas d'usufruit, une seule indemnité est fixée par le jury, en égard à la valeur totale de l'immeuble; le nu-propriétaire et l'usufruitier exercent leurs droits sur le montant de l'indemnité, au lieu de l'exercer sur la chose.—L'usufruitier sera tenu de donner caution; les père et mère ayant l'usufruit légal des biens de leurs enfants en seront seuls dispensés.—Lorsqu'il y a litige sur le fond du droit ou sur la qualité des réclamants, et toutes les fois qu'il s'élève des difficultés étrangères à la fixation du montant de l'indemnité, le jury règle l'indemnité indépendamment de ces litiges et difficultés, sur lesquels les parties sont renvoyées à se pourvoir devant qui de droit.—L'indemnité allouée par le jury ne peut, en aucun cas, être inférieure aux offres de l'administration, ni supérieure à la demande de la partie intéressée.

40. Si l'indemnité réglée par le jury ne dépasse pas l'offre de l'administration, les parties qui l'auront refusée seront condamnées aux dépens.—Si l'indemnité est égale à la demande des parties, l'administration sera condamnée aux dépens.—Si l'indemnité est à la fois supérieure à l'offre de l'administration, et inférieure à la demande des parties, les dépens seront compensés de manière à être supportés par les parties et l'administration, dans les proportions de leur offre ou de leur demande avec la décision du jury.—Tout indemnitaire qui ne se trouvera pas dans le cas des art. 25 et 26 sera condamné aux dépens, quelle que soit l'estimation ultérieure du jury s'il a omis de se conformer aux dispositions de l'art. 24.

41. La décision du jury, signée des membres qui y ont concouru, est remise par le président au magistrat directeur, qui la déclare exécutoire, statue sur les dépens et envoie l'administration en possession de la propriété, à la charge par elle de se conformer, aux

dispositions des art. 53, 54 et suivants.—Ce magistrat taxe les dépens dont le tarif est déterminé par un règlement d'administration publique.—La taxe ne comprendra que les actes faits postérieurement à l'offre de l'administration; les frais des actes antérieurs demeurent, dans tous les cas, à la charge de l'administration.

42. La décision du jury et l'ordonnance du magistrat directeur ne peuvent être attaquées que par la voie du recours en cassation, et seulement pour violation du § 1-er de l'art. 30, de l'art. 31, des §§ 2-e et 4-e de l'art 34, et des art. 35, 36, 37, 38, 39 et 40.—Le délai sera de quinze jours pour ce recours, qui sera d'ailleurs formé, notifié et jugé comme il est dit en l'art. 20; il courra à partir du jour de la décision.

43. Lorsqu'une décision du jury aura été cassée, l'affaire sera renvoyée devant un nouveau jury, choisi dans le même arrondissement.—Néanmoins la cour de cassation pourra, suivant les circonstances, renvoyer l'appréciation de l'indemnité à un jury choisi dans un des arrondissements voisins, quand même il appartiendrait à un autre département.—Il sera procédé, à cet effet, conformément à l'art. 30.

44. Le jury ne connaît que des affaires dont il a été saisi au moment de sa convocation, et statue successivement et sans interruption sur chacune de ces affaires. Il ne peut se séparer qu'après avoir réglé toutes les indemnités dont la fixation lui a été ainsi déférée.

45. Les opérations commencées par un jury, et qui ne sont pas encore terminées au moment du renouvellement annuel de la liste générale mentionnée en l'art. 29, sont continuées, jusqu'à conclusion définitive, par le même jury.

46. Après la clôture des opérations du jury, les minutes de ses décisions et les autres pièces qui se rattachent auxdites opérations sont déposées au greffe du tribunal civil de l'arrondissement.

47. Les noms des jurés qui auront fait le service d'une session ne pourront être portés sur le tableau dressé par le conseil général pour l'année suivante.

Chapitre III. Des règles à suivre pour la fixation des indemnités.

48. Le jury est juge de la sincérité des titres et de l'effet des actes qui seraient de nature à modifier l'évaluation de l'indemnité.

49. Dans le cas où l'administration contesterait au détenteur exproprié le droit à une indemnité, le jury, sans s'arrêter à la contestation, dont il renvoie le jugement devant qui de droit, fixe l'indemnité comme si elle était due, et le magistrat directeur du jury en ordonne la consignation, pour, ladite indemnité, rester déposée jusqu'à ce que les parties se soient entendues ou que le litige soit vidé.

50. Les bâtiments dont il est nécessaire d'acquérir une portion pour cause d'utilité publique seront achetés en entier, si les propriétaires le requièrent par une déclaration formelle adressée au magistrat directeur du jury, dans les délais énoncés aux art. 24 et 27.—Il en sera de même de toute parcelle de terrain qui, par suite du morcellement, se trouvera réduite au quart de la contenance totale, si toutefois le propriétaire ne possède aucun terrain immédiatement contigu, et si la parcelle ainsi réduite est inférieure à dix ares.

51. Si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur immédiate et spéciale au restant de la propriété, cette augmentation sera prise en considération dans l'évaluation du montant de l'indemnité.

52. Les constructions, plantations et améliorations ne donneront lieu à aucune indemnité, lorsque, à raison de l'époque où elles auront été faites ou de toutes autres circonstan-

ces dont l'appréciation lui est abondonnée, le jury acquiert la conviction qu'elles ont été faites dans la vue d'obtenir une indemnité plus élevée.

Titre V. Du paiement des indemnités.

53. Les indemnités réglées par le jury seront, préalablement à la prise de possession, acquittées entre les mains des ayants droit.—S'ils se refusent à les recevoir, la prise de possession aura lieu après offres réelles et consignation.—S'il s'agit de travaux exécutés par l'État ou les départements, les offres réelles pourront s'effectuer au moyen d'un mandat égal au montant de l'indemnité réglée par le jury: ce mandat, délivré par l'ordonnateur compétent, visé par le payeur, sera payable sur la caisse publique qui s'y trouvera désignée.—Si les ayants droit refusent de recevoir le mandat, la prise de possession aura lieu après consignation en espèces.

54. Il ne sera pas fait d'offres réelles toutes les fois qu'il existera des inscriptions sur l'immeuble exproprié ou d'autres obstacles au versement des deniers entre les mains des ayants droit; dans ce cas, il suffira que les sommes dues par l'administration soient consignées, pour être ultérieurement distribuées ou remises, selon les règles du droit commun.

55. Si, dans les six mois du jugement d'expropriation, l'administration ne poursuit pas la fixation de l'indemnité, les parties pourront exiger qu'il soit procédé à ladite fixation.—Quand l'indemnité aura été réglée, si elle n'est ni acquittée ni consignée dans les six mois de la décision du jury, les intérêts courront de plein droit à l'expiration de ce délai.

Titre VI. Dispositions diverses.

56. Les contrats de vente, quittances et autres actes relatifs à l'acquisition des terrains, peuvent être passés dans la forme des actes administratifs; la minute restera déposée au secrétariat de la préfecture: expédition en sera transmise à l'administration des domaines.

57. Les significations et notifications mentionnées en la présente loi sont faites à la diligence du préfet du département de la situation des biens.—Elles peuvent être faites tant par huissier que par tout agent de l'administration dont les procès verbaux font foi en justice.

58. Les plans, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, contrats, quittances et autres actes faits en vertu de la présente loi, seront visés pour timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y aura lieu à la formalité de l'enregistrement.—Il ne sera perçu aucuns droits pour la transcription des actes au bureau des hypothèques.—Les droits perçus sur les acquisitions amiables faites antérieurement aux arrêtés de préfet seront restitués, lorsque, dans le délai de deux ans, à partir de la perception, il sera justifié que les immeubles acquis sont compris dans ces arrêtés. La restitution des droits ne pourra s'appliquer qu'à la portion des immeubles qui aura été reconnue nécessaire à l'exécution des travaux.

59. Lorsqu'un propriétaire aura accepté les offres de l'administration, le montant de l'indemnité devra, s'il l'exige et s'il n'y a pas eu contestation de la part des tiers dans les délais prescrits par les art. 24 et 27, être versé à la caisse des dépôts et consignations, pour être remis ou distribué à qui de droit, selon les règles du droit commun.

60. Si les terrains acquis pour des travaux d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, les anciens propriétaires ou leurs ayants droit peuvent et demander la remise.—Le prix des terrains rétrocédés est fixé à l'amiable, et, s'il n'y a pas accord, par le jury, dans les formes ci-dessus prescrites. La fixation par le jury ne peut, en aucun cas excéder la somme moyennant laquelle les terrains ont été acquis.

61. Un avis, publié de la manière indiquée en l'art. 6, fait connaître les terrains que l'administration est dans le cas de revendre.—Dans les trois mois de cette publication, les anciens propriétaires qui veulent réacquérir la propriété desdits terrains sont tenus de le déclarer; et dans le mois de la fixation du prix, soit amiable, soit judiciaire, ils doivent passer le contrat de rachat et payer le prix: le tout à peine de déchéance du privilège que leur accorde l'article précédent.

62. Les dispositions des art. 60 et 61 ne sont pas applicables aux terrains qui auront été acquis sur la réquisition du propriétaire, en vertu de l'art. 50, et qui resteraient disponibles après l'exécution des travaux.

63. Les concessionnaires des travaux publics exerceront tous les droits conférés à l'administration, et seront soumis à toutes les obligations qui lui sont imposées par la présente loi.

64. Les contributions de la portion d'immeuble qu'un propriétaire aura cédée, ou dont il aura été exproprié pour cause d'utilité publique, continueront à lui être comptées pendant un an, à partir de la remise de la propriété, pour former son cens électoral.

Titre VII. Dispositions exceptionnelles.

Chapitre I.

65. Lorsqu'il y aura urgence de prendre possession des terrains non bâtis qui seront soumis à l'expropriation, l'urgence sera spécialement déclarée par une ordonnance royale.

66. En ce cas, après le jugement d'expropriation, l'ordonnance qui déclare l'urgence et le jugement seront notifiés, conformément à l'art. 15, aux propriétaires et aux détenteurs, avec assignation devant le tribunal civil. L'assignation sera donnée à trois jours au moins; elle énoncera la somme offerte par l'administration.

67. Au jour fixé, le propriétaire et les détenteurs seront tenus de déclarer la somme dont ils demandent la consignation avant l'envoi en possession.—Faute par eux de comparaître, il sera procédé en leur absence.

68. Le tribunal fixe le montant de la somme à consigner.—Le tribunal peut se transporter sur les lieux, ou commettre un juge pour visiter les terrains, recueillir tous les renseignements propres à en déterminer la valeur, et en dresser, s'il y a lieu, un procès-verbal descriptif. Cette opération devra être terminée dans les cinq jours, à dater du jugement qui l'aura ordonnée.—Dans les trois jours de la remise de ce procès-verbal au greffe, le tribunal déterminera la somme à consigner.

69. La consignation doit comprendre, outre le principal; la somme nécessaire pour assurer, pendant deux ans, le payement des intérêts à 5 p. 0/0.

70. Sur le vu du procès-verbal de consignation, et sur une nouvelle assignation à deux jours de délai au moins, le président ordonne la prise de possession.

71. Le jugement du tribunal et l'ordonnance du président sont exécutoires sur minute et ne peuvent être attaqués par opposition ni par appel.

72. Le président taxera les dépens, qui seront supportés par l'administration.

73. Après la prise de possession, il sera, à la poursuite de la partie la plus diligente, procédé à la fixation définitive de l'indemnité, en exécution du titre IV de la présente loi.

74. Si cette fixation est supérieure à la somme qui a été déterminée par le tribunal, le

supplément doit être consigné dans la quinzaine de la notification de la décision du jury, et, à défaut, le propriétaire peut s'opposer à la continuation des travaux.

Chapitre II.

75. Les formalités prescrites par les titres I et II de la présente loi ne sont applicables ni aux travaux militaires ni aux travaux de la marine royale.—Pour ces travaux, une ordonnance royale détemine les terrains qui sont soumis à l'expropriation.

76. L'expropriation ou l'occupation temporaire, en cas d'urgence, des propriétés privées qui seront jugées nécessaires pour des travaux de fortification, continueront d'avoir lieu conformément aux dispositions prescrites par la loi du 30 mars 1831.—Toutefois, lorsque les propriétaires ou autres intéressés n'auront pas accepté les offres de l'administration, le règlement définitif des indemnités aura lieu conformément aux dispositions du titre IV ci-dessus.—Seront également applicables aux expropriations poursuivies en vertu de la loi du 30 mars 1831 les art. 16, 17, 18, 19 et 20, ainsi que le titre VI de la présente loi. V. *ci-après* II.

Titre VIII. Dispositions finales.

77. Les lois des 8 mars 1810 et 7 juillet 1833 sont abrogées.

II. EXPROPRIATION TEMPORAIRE.

Loi du 30 mars 1831.

1. Lorsqu'il y aura lieu d'occuper tout ou partie d'une ou de plusieurs propriétés particulières pour y faire des travaux de fortifications dont l'urgence ne permettra pas d'accomplir les formalités (imposées par la loi), il sera procédé de la manière suivante: (V. *loi ci-dessus*, art. 76).

2. L'ordonnance royale qui autorisera les travaux et déclarera l'utilité publique, déclarera en même temps qu'*il y a urgence*.

3. Dans les vingt-quatre heures de la réception de l'ordonnance du Roi, le préfet du département où les travaux de fortifications devront être exécutés, transmettra ampliation de ladite ordonnance au procureur du Roi près le tribunal de l'arrondissement où seront situées les propriétés qu'il s'agira d'occuper, et au maire de la commune de leur situation.—Sur le vu de cette ordonnance, le procureur du Roi requerra de suite, et le tribunal ordonnera immédiatement que l'un des juges se transportera sur les lieux avec un expert que le tribunal nommera d'office.—Le maire fera sans délai publier l'ordonnance royale par affiche, tant à la principale porte de l'église du lieu qu'à celle de la maison commune, et par tous autres moyens possibles. Les publications et affiches seront certifiées par ce magistrat.

4. Dans les vingt-quatre heures, le juge-commissaire rendra, pour fixer le jour et l'heure de sa descente sur les lieux, une ordonnance qui sera signifiée, à la requête du procureur du Roi, au maire de la commune où le transport devra s'effectuer, et à l'expert nommé par le tribunal.—Le transport s'effectuera dans les dix jours de cette ordonnance, et seulement huit jours après la signification dont il vient d'être parlé.—Le maire, sur les indications qui lui seront données par l'agent militaire chargé de la direction des travaux, convoquera, au moins cinq jours à l'avance, pour le jour et l'heure indiqués par le juge-commissaire:—1) les propriétaires intéressés, et, s'ils ne résident pas sur les lieux, leurs agents, mandataires ou ayants cause; 2) les usufruitiers, ou autres personnes intéressées, telles que fermiers, locataires, ou occupants à quelque titre que ce soit.—Les personnes ainsi convoquées pourront se faire assister par un expert ou arpenteur.

5. Un agent de l'administration des domaines et un expert ingénieur, architecte ou arpenteur, désignés l'un et l'autre par le préfet, se transporteront sur les lieux au jour et à l'heure indiqués pour se réunir au juge-commissaire, au maire ou à l'adjoint, à l'agent militaire et à l'expert désigné par le tribunal.—Le juge-commissaire recevra le serment préalable des experts sur les lieux, et il en sera fait mention au procès-verbal.—L'agent militaire déterminera, en présence de tous, par des pieux et piquets, le périmètre du terrain dont l'exécution des travaux nécessitera l'occupation.

6. Cette opération achevée, l'expert désigné par le préfet procédera immédiatement et sans interruption, de concert avec l'agent de l'administration du domaine, à la levée du plan parcellaire, pour indiquer dans le plan général de circonscription les limites et la superficie des propriétés particulières.

7. L'expert nommé par le tribunal dressera un procès-verbal qui comprendra:—1) la désignation des lieux, des cultures, plantations, clôtures, bâtiments et autres accessoires des fonds: cet état descriptif devra être assez détaillé pour pouvoir servir de base à l'appréciation de la valeur foncière, et, en cas de besoin, de la valeur locative, ainsi que des dommages et intérêts résultant des changement ou dégâts qui pourront avoir lieu ultérieurement; 2) l'estimation de la valeur foncière et locative de chaque parcelle de ces dépendances, ainsi que de l'indemnité qui pourra être due pour frais de déménagement, pertes de récoltes, détérioration d'objets mobiliers, ou tous autres dommages.—Ces diverses opérations auront lieu contradictoirement avec l'agent de l'administration des domaines et l'expert nommé par le préfet, avec les parties intéressées si elles sont présentes, ou avec l'expert qu'elles auront désigné. Si elles sont absentes et qu'elles n'aient point nommé d'expert, ou si elles n'ont point le libre exercice de leurs droits, un expert sera désigné d'office par le juge-commissaire pour les représenter.

8. L'expert nommé par le tribunal devra, dans son procès-verbal;—1) indiquer la nature et la contenance de chaque propriété, la nature des constructions, l'usage auquel elles sont destinées, les motifs des évaluations diverses, et le temps qu'il paraît nécessaire d'accorder aux occupants pour évacuer les lieux; 2) transcrire l'avis de chacun des autres experts, et les observations et réquisitions, telles qu'elles lui seront faites, de l'agent militaire, du maire, de l'agent du domaine, et des parties intéressées ou de leurs représentants. Chacun signera ses dires, ou mention sera faite de la cause qui l'en empêche.

9. Lorsque les propriétaires ayant le libre exercice de leurs droits consentiront à la cession qui leur sera demandée et aux conditions qui leur seront offertes par l'administration, il sera passé entre eux et le préfet un acte de vente qui sera rédigé dans la forme des actes d'administration et dont la minute restera déposée aux archives de la préfecture.

10. Dans le cas contraire, sur le vu de la minute du procès-verbal dressé par l'expert, et de celui du juge-commissaire qui aura assisté à toutes les opérations, le tribunal, dans une audience tenue aussitôt après le retour de ce magistrat, déterminera, en procédant comme en matière sommaire, sans retard et sans frais:—1) l'indemnité de déménagement, à payer aux détenteurs avant l'occupation; 2) l'indemnité approximative et provisionnelle de dépossession qui devra être consignée, sauf règlement ultérieur et définitif préalablement à la prise de possession. — Le même jugement autorisera le préfet à se mettre en possession, à la charge:—1) de payer sans délai l'indemnité de déménagement, soit au propriétaire, soit au locataire; 2) de signifier avec le jugement l'acte de consignation de l'indemnité provisionnelle de dépossession.—Ledit jugement déterminera le délai dans lequel, à compter de l'accomplissement de ces formalités, les détenteurs seront tenus d'abandonner les lieux.—Ce délai ne pourra excéder cinq jours pour les propriétés non bâties, et

dix jours pour les propriétés bâties. — Le jugement sera exécutoire nonobstant appel ou opposition.

11. L'acceptation de l'indemnité approximative et provisionnelle de dépossession ne fera aucun préjudice à la fixation de l'indemnité définitive.—Si l'indemnité provisionnelle n'excède pas cent francs, le paiement en sera effectué sans production d'un certificat d'affranchissement d'hypothèque et sans formalité de purge hypothécaire.—Si l'indemnité excède cette somme, le gouvernement fera, dans les trois mois de la date du jugement dont il est parlé dans l'article précédent, transcrire ledit jugement, et purgera les hypothèques légales. A l'expiration de ce délai, l'indemnité provisionnelle sera exigible de plein droit, lors même que les formalités ci-dessus n'auraient pas été remplies, à moins qu'il n'y ait des inscriptions ou des saisies-arrêts ou oppositions: dans ce cas, il sera procédé selon les règles ordinaires.

12. Aussitôt après la prise de possession, le tribunal procédera au règlement définitif de l'indemnité de dépossession, dans les formes prescrites par la loi. Si l'indemnité définitive excède l'indemnité provisionnelle, cet excédant sera payé conformément à l'article précédent.

13. L'occupation temporaire prescrite par ordonnance royale ne pourra avoir lieu que pour des propriétés non bâties.—L'indemnité annuelle représentative de la valeur locative de ces propriétés et du dommage résultant du fait de la dépossession, sera réglée à l'amiable ou par autorité de justice, et payée par moitié, de six mois en six mois, au propriétaire, et au fermier, le cas échéant.—Lors de la remise des terrains qui n'auront été occupés que temporairement, l'indemnité due pour les détériorations causées par les travaux, ou pour la différence entre l'état des lieux au moment de la remise et l'état constaté par le procès-verbal descriptif, sera payée sur règlement amiable ou judiciaire, soit au propriétaire, soit au fermier ou exploitant, et selon leurs droits respectifs.

14. Si, dans le cours de la troisième année d'occupation provisoire, le propriétaire ou son ayant droit n'est pas remis en possession, ce propriétaire pourra exiger et l'État sera tenu de payer l'indemnité pour la cession de l'immeuble, qui deviendra dès-lors propriété publique.—L'indemnité foncière sera réglée, non sur l'état de la propriété à cette époque, mais sur son état au moment de l'occupation, tel qu'il aura été constaté par le procès-verbal descriptif.—Tout dommage causé au fermier ou exploitant par cette dépossession définitive lui sera payé après règlement amiable ou judiciaire.

15. Dans tous les cas où l'occupation provisoire et définitive donnerait lieu à des travaux pour lesquels un crédit n'aurait pas été ouvert au budget de l'État, la dépense restera soumise à l'exécution de l'art. 152 de loi (de finances) du 25 mars 1817 (*).

III. TROTTOIRS D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Loi du 7 juin 1845, concernant la répartition des frais de construction des trottoirs.

1. Dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés par ordonnances royales, et où, sur la demande des conseils municipaux, l'établissement de trottoirs sera reconnu d'utilité publique, la dépense de construction des trottoirs sera répartie entre les communes et les propriétaires riverains, dans les proportions et après l'accomplissement des formalités déterminées par les articles suivants.

2. La délibération du conseil municipal qui provoquera la déclaration d'utilité publique, désignera en même temps les rues et places où les trottoirs seront établis, arrêtera le devis des travaux, selon les matériaux entre lesquels les propriétaires auront été autorisés

(*) Elle sera payée en vertu d'ordonnances du Roi qui devront être converties en lois à la plus prochaine session des Chambres.

II. О вознагражденіи за крѣпостныхъ людей и вообще за имущества, отходящія изъ частнаго владѣнія въ казну по судебнымъ опредѣленіямъ.

594. Когда крѣпостные люди безъ земли, воспользовавшіеся свободою, при новомъ пересмотрѣ дѣла, въ слѣдствіе жалобъ или другихъ причинъ признаны будутъ окончательнымъ судебнымъ приговоромъ подлежащими къ возврату помѣщику, а между тѣмъ, по закону въ крѣпостное состояніе они возвращены уже быть не могуть: то, въ вознагражденіе потерянаго права, владѣльцу выдается изъ казны по сту рублей серебромъ за каждую мужескаго пола душу, и по пятидесяти рублей серебромъ за женскую; но сія послѣдняя плата производится въ томъ лишь случаѣ, когда женщины получаютъ свободу отдѣльно отъ мужчинъ, т. е. не вмѣстѣ съ семействомъ, къ которому онѣ по ревизскимъ сказкамъ принадлежатъ.—Если подлежащими къ возврату помѣщику, при пересмотрѣ дѣла, признаны будутъ не лица безъ земли, а населенныя недвижимыя имѣнія, то вознагражденіе владѣльца опредѣляется на основаніи слѣдующихъ статей 595—608.

595. По объявленіи владѣльцу окончательнаго рѣшенія о возстановленіи правъ его на населенное имѣніе, онъ обязанъ подать Начальнику Губерніи отзывъ, какое въ замѣнъ онаго желаетъ получить денежное вознагражденіе. Отзывъ сей представляется, съ мнѣніемъ Начальника Губерніи, Министру Финансовъ, который, если по соображеніи объявленнаго требованія владѣльца съ общими правилами объ оцѣнкѣ недвижимыхъ имѣній, найдетъ оное умѣреннымъ и съ тѣми правилами согласнымъ, вноситъ мнѣніе свое въ Правительствующій Сенатъ, и съ разрѣшенія онаго, удовлетворяетъ владѣльца на счетъ государственнаго казначейства просимою суммою.

Примѣчаніе. Правило сіе относится къ тѣмъ лишь имѣніямъ, кои окончательно въ казенное вѣдомство причислены; имѣнія же, находящіяся, по иску къ нимъ имѣющихъ на оныя право, по спору, или по другимъ причинамъ, во временномъ только казенномъ присмотрѣ или управленіи, возвращаются владѣльцу натурою.

596. Если, напротивъ, требованіе владѣльца окажется неумѣреннымъ и онъ не согласится взять цѣну, правительствомъ ему предложенную; то

à faire un choix, et répartira la dépense entre la commune et les propriétaires. La portion à la charge de la commune ne pourra être inférieure à la moitié de la dépense totale.— Il sera procédé à une enquête *de commodo et incommodo*. — Une ordonnance du Roi statuera définitivement, tant sur l'utilité publique que sur les autres objets compris dans la délibération du conseil municipal.

3. La portion de la dépense à la charge des propriétaires sera recouvrée dans la forme déterminée par l'art. 28 de la loi de finances du 25 juin 1841 (*).

4. Il n'est pas dérogé aux usages en vertu desquels les frais de construction des trottoirs seraient à la charge des propriétaires riverains, soit en totalité, soit dans une proportion supérieure à la moitié de la dépense totale.

(*) Art. 28. Dans les villes où, conformément aux usages locaux, le pavage de tout ou partie des rues est à la charge des propriétaires riverains, l'obligation qui en résulte pour les frais de premier établissement ou d'entretien pourra, en vertu d'une délibération du conseil municipal et sur un tarif approuvé par ordonnance royale, être convertie en une taxe payable en numéraire, et recouvrable comme les cotisations municipales.

Сенатъ, по представленію о томъ Министра Финансовъ, предписываетъ мѣстному губернскому начальству произвести оцѣнку имѣнія.

597. На сей конецъ Начальникъ Губерніи составляетъ особую Коммисію изъ Совѣтника Губернскаго Правленія, мѣстнаго Предводителя Дворянства и Депутатовъ со стороны Палатъ Казенной и Государственныхъ Имуществъ. Званіе Предсѣдателя Коммисіи предоставляется старшему изъ сихъ лицъ въ чинѣ.

598. Прежде отбытія Коммисіи на мѣсто, владѣльцу, для личной туда явки, или присылки повѣреннаго, назначается, если онъ налицо, мѣсячный, а въ случаѣ его отсутствія, двойной поверстный срокъ. Сообразно съ симъ опредѣляется и самое время отправленія въ имѣніе означенной Коммисіи, которая, по истеченіи опредѣленныхъ сроковъ, немедленно приступаетъ къ дѣйствію, не ожидая долѣе прибытія помѣщика или его повѣреннаго; но если въ послѣдствіи тотъ или другой изъ нихъ явится, то Коммисія обязана открыть имъ всѣ свои дѣйствія.

599. Имѣніе оцѣнивается чрезъ сосѣднихъ дворянъ и притомъ въ присутствіи самого владѣльца или его повѣреннаго, если они по вызову къ тому явятся, по общимъ правиламъ объ оцѣнкѣ недвижимыхъ имѣній, въ публичную продажу поступающихъ (ср. Зак. Суд. Гражд. кн. III); когда нужно измѣреніе земли, Коммисія приглашаетъ Уѣзднаго Землемѣра.

600. Владѣльцу или его повѣренному, сверхъ словесныхъ объясненій Коммисіи во время ея дѣйствій, предоставляется, по совершеніи окончаніи оцѣнки, внести и письменное свое объясненіе; для сего назначается двухнедѣльный, со дня объявленія заключенія Коммисіи, срокъ.

601. Если при оцѣниваемомъ имѣніи находится узаконенная пропорція земли, т. е. не менѣе четырехъ съ половиною десятинъ на каждую мужескаго пола ревизскую душу, но кромѣ того состоятъ еще въ ономъ отхожія пустоши или совершенно особыя лѣсныя дачи, съ отдѣленіемъ коихъ не сопряжено ни затрудненія, ни разстройства имѣнія: то Коммисія, при согласіи владѣльца, можетъ назначить сіи пустоши и дачи къ оставленію въ его собственности, не вводя оныхъ въ оцѣнку.

602. Оцѣнка имѣнія ни въ какомъ случаѣ не должна быть ниже той цѣны, въ какой оно могло бы быть заложено въ кредитныхъ установленіяхъ.

603. По истеченіи двухнедѣльнаго срока, со времени объявленія владѣльцу оцѣнки, Коммисія все свое производство, съ присовокупленіемъ и возраженій по замѣчаніямъ помѣщика или его повѣреннаго, если таковыя были поданы, представляетъ Начальнику Губерніи.

604. Начальникъ Губерніи, истребовавъ, по произведенной оцѣнкѣ, предварительное заключеніе Палатъ Казенной и Государственныхъ Имуществъ, представляетъ дѣло, при своемъ мнѣніи, Министру Финансовъ, который, съ приложеніемъ такимъ же образомъ и своего заключенія, вноситъ оное на разсмотрѣніе Правительствующаго Сената.

605. Въ Сенатѣ дѣла сего рода подлежатъ, на общемъ основаніи, разсмотрѣнію Гражданскихъ Департаментовъ по подвѣдомственности губерній, и рѣшатся по особо установленной для нихъ очереди. Опредѣленная Сенатомъ сумма выдается владѣльцу на счетъ государственнаго казначейства.

606. Издержки на прогоны чиновникамъ Коммисіи и прочіе расходы, съ дѣйствіями по оцѣнкѣ сопряженные, относятся на счетъ казны.

607. Если владѣлецъ постановленнымъ въ Департаментѣ Сената опредѣленіемъ будетъ недоволенъ, то ему предоставляется право принести, по общему порядку и въ опредѣленный срокъ, всеподданнѣйшую жалобу чрезъ Коммисію Прошеній.

608. Независимо отъ оцѣнки, Коммисія, для производства оной назначенная, обязана собрать точныя справки о количествѣ поступившаго съ имѣнія, во время нахожденія его въ казенномъ вѣдомствѣ, дохода. Доходъ сей, съ причитающимися по Банковому положенію процентами, возвращается владѣльцу сверхъ опредѣленной за цѣнность имѣнія суммы, какъ въ томъ случаѣ, когда она выдается въ испрошенномъ имъ самимъ количествѣ, такъ и въ томъ, когда удовлетвореніе его назначается по оцѣнкѣ; но какъ въ первомъ случаѣ, т. е. при вознагражденіи владѣльцевъ согласно собственному ихъ требованію, Коммисія для оцѣнки не учреждается, то означенныя свѣдѣнія собираются тѣмъ мѣстомъ, въ завѣдываніи коего имѣніе состояло. Впрочемъ, сія послѣдняя мѣра должна быть принимаема въ такомъ только случаѣ, когда владѣлецъ, испрашивая вознагражденія за имѣніе, будетъ отдѣльно требовать возвращенія и собранныхъ съ имѣнія доходовъ, и когда удовлетвореніе именно на семъ основаніи назначено ему будетъ.

Примѣчаніе 1. Владѣльцы домовъ въ С.-Петербургѣ за отводимый у нихъ войскамъ постой получаютъ вознагражденіе на основаніи указа 1855 года Февраля 9.

Примѣчаніе 2. Въ отвращеніе на будущее время замѣшательствъ при разборѣ дѣлъ по вознагражденію владѣльцевъ за причиненные имъ временнымъ занятіемъ земель убытки, постановлено, чтобы въ томъ случаѣ, когда при производствѣ общественныхъ казенныхъ или государственныхъ работъ признано будетъ необходимымъ занять временно владѣльческія земли или возвести на оныхъ какія либо временныя жъ сооруженія, начальники работъ объявляли о томъ владѣльцамъ, съ объясненіемъ: по какому случаю и какое пространство земель предполагается занять рабочими или строительными матеріалами и какія предполагается возвести на владѣльческой землѣ временныя сооруженія.

Отдѣленіе второе.

О вознагражденіи частномъ.

I. О вознагражденіи за владѣніе чужимъ имуществомъ.

609. Всякій, владѣвшій незаконно чужимъ имуществомъ, не смотря на то, добросовѣстное или недобросовѣстное было сіе владѣніе, обязанъ, по окончательному рѣшенію суда, немедля возвратить имущество настоящему хозяину онаго и вознаградить его за неправое владѣніе, на основаніи правилъ, постановленныхъ въ нижеслѣдующихъ статьяхъ.

610. Кто владѣлъ чужимъ имуществомъ недобросовѣстно, тотъ долженъ: 1) вознаградить за весь причиненный сему имуществу въ продолженіи владѣнія онымъ, и доказанный надлежащимъ изслѣдованіемъ вредъ, 2) возвратить всѣ доходы, имъ съ того имущества полученные со времени завладѣнія онымъ до прекращенія сего владѣнія, или же съ того времени, когда неправость владѣнія его сдѣлалась ему съ достовѣрностію извѣстна, и 3) вознаградить за причиненные хозяину имущества чрезъ завладѣніе, также надлежащимъ изслѣдованіемъ доказанные и, въ случаѣ спора, судомъ признанные убытки.

611. Недобросовѣстный владѣлецъ обязанъ возвратить имущество въ томъ самомъ состояніи, въ коемъ оное находилось во время завладѣнія, или же съ того времени, когда ему сдѣлалось съ достовѣрностію извѣстно, что владѣніе его есть неправое. Онъ въ правѣ взять съ собою изъ имѣнія все, кто имъ перенесено или перевезено въ оное, или же въ немъ заведено, если только сіи предметы могутъ быть отдѣлены отъ имѣнія съ удобностію и безъ ущерба для онаго. Если напротивъ, по мнѣнію свѣдущихъ въ томъ людей, призванныхъ судомъ, сего нельзя допустить безъ приведенія имущества въ разстройство, или въ состояніе худшее противъ того, въ коемъ оное находилось во время завладѣнія, то все поступившее отъ незаконнаго владѣльца въ сіе имѣніе, или заведенное, или устроенное имъ, остается въ ономъ безъ всякаго за то вознагражденія.

612. За отчужденную изъ имѣнія землю владѣлецъ недобросовѣстный обязанъ заплатить по требованію и выбору того, кому имѣніе возвращается, или сумму, за которую онъ продалъ сію землю, или же цѣну оной по надлежащей оцѣнкѣ и опредѣленію суда.

613. Владѣлецъ недобросовѣстный обязанъ также заплатить за про-

1379. Si la chose indûment reçue est un immeuble ou un meuble corporel, celui qui l'a reçue s'oblige à la restituer en nature, si elle existe, ou sa valeur, si elle est périe ou détériorée par sa faute; il est même garant de sa perte par cas fortuit, s'il l'a reçue de mauvaise foi.

549. Le simple possesseur ne fait les fruits siens que dans le cas où il possède de bonne foi: dans le cas contraire, il est tenu de rendre les produits, avec la chose du propriétaire qui la revendique.

555. Lorsque les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers et avec ses matériaux, le propriétaire du fonds a droit ou de les retenir, ou d'obliger ce tiers à les enlever.

Si le propriétaire du fonds demande la suppression des plantations et constructions, elle est aux frais de celui qui les a faites, sans aucune indemnité pour lui; il peut même être condamné à des dommages et intérêts, s'il y a lieu, pour le préjudice que peut avoir éprouvé le propriétaire du fonds.

Si le propriétaire préfère conserver ces plantations et constructions, il doit le remboursement de la valeur des matériaux et du prix de la main d'oeuvre, sans égard à la plus ou moins grande augmentation de valeur que le fonds a pu recevoir. Néanmoins, si les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers évincé, qui n'aurait pas été condamné à la restitution des fruits, attendu sa bonne foi, le propriétaire ne pourra demander la suppression desdits ouvrages, plantations et constructions; mais il aura le choix, ou de rembourser la valeur des matériaux et du prix de la main-d'oeuvre, ou de rembourser une somme égale à celle dont le fonds a augmenté de valeur.

данныя или вывезенныя имъ изъ имѣнія и не возвращенныя вмѣстѣ съ онымъ земледѣльческія орудія и другіе принадлежащіе къ имѣнію предметы, машины, хозяйственную утварь и т. п., а равно и за угнанный или проданный изъ онаго рабочій и всякій иной скотъ.

614. Владѣлецъ недобросовѣстный равномѣрно обязанъ возвратить деньги, полученныя имъ за отдачу въ залогъ имѣнія, или части онаго или же посредствомъ выкупа освободить то имѣніе отъ залога.

615. За лѣсъ, употребленный для передачи, подарка или продажи, а не для надобностей имѣнія, владѣлецъ недобросовѣстный обязанъ также заплатить хозяину при возвращеніи имущества.

616. Завладѣвшій недобросовѣстно чужими крѣпостными людьми безъ земли обязанъ, по окончательному рѣшенію суда, возвратить ихъ тому, кому они принадлежатъ, со всѣмъ ихъ потомствомъ, кромѣ лишь женщинъ, вышедшихъ замужъ во время незаконнаго ими владѣнія за людей, не принадлежащихъ прежнему ихъ помѣщику. Если прежній помѣщикъ не пожелаетъ принять къ себѣ тѣхъ людей или нѣкоторыхъ изъ нихъ, то владѣвшій ими недобросовѣстно обязанъ, въ вознагражденіе прежняго помѣщика за сихъ людей, заплатить ему за каждую душу мужескаго пола по сту, а женскаго по пятидесяти рублей серебромъ, когда имъ не менѣе четырнадцати лѣтъ отъ роду, за дѣтей же, недостигшихъ сего возраста, въ половину. За женщинъ, вышедшихъ во время незаконнаго ими владѣнія въ замужество за непринадлежащихъ прежнему ихъ помѣщику, взыскивается съ недобросовѣстно владѣвшаго ими также по пятидесяти рублей серебромъ за каждую. Сверхъ сего владѣлецъ недобросовѣстный обязанъ внести за всѣхъ, находившихся, въ неправомъ его владѣніи, людей, въ томъ числѣ и за отпущенныхъ имъ на волю, а равно и за женщинъ, вышедшихъ въ замужество за непринадлежащихъ прежнему ихъ владѣльцу, пожилыя и заработныя деньги. За умершихъ деньги сіи полагаются по день ихъ смерти.

Примѣчаніе. Правила о нераздробленіи семействъ крѣпостныхъ людей, въ законахъ постановленныя (ср. Зак. о Сост. 1031), наблюдаются и при возвращеніи на основаніи сей статьи прежнему владѣльцу людей, неправильно отъ него отобранныхъ.

617. При возвращеніи имѣнія населеннаго изъ недобросовѣстнаго владѣнія, пожилыя и заработныя деньги взыскиваются только за тѣхъ принадлежащихъ къ тому имѣнію людей, которые были недобросовѣстнымъ владѣльцемъ переведены на другія земли или фабрики и заводы, или инымъ образомъ употребляемы такъ, что доставляли ему доходъ, отдѣльный отъ общаго дохода съ имѣнія.

618. Владѣлецъ недобросовѣстный обязанъ заплатить за все истребленное въ имѣніи, которое состояло въ незаконномъ его владѣніи; поврежденные въ сіе время предметы онъ при возвращеніи ихъ обязанъ

1378. S'il y a eu mauvaise foi de la part de celui qui a reçu, il est tenu de restituer, tant le capital que les intérêts ou les fruits, du jour du paiement.

исправить, или заплатить за исправленіе оныхъ, или буде уже нѣтъ возможности привести ихъ въ первобытное состояніе, то заплатить и за нихъ по оцѣнкѣ.

619. Владѣлецъ недобросовѣстный отвѣтствуетъ за всякій вредъ и ущербъ въ имуществѣ, не только по волѣ его и съ умысломъ причиненный, но и произшедшій отъ доказанной его небрежности, если сей вредъ такого рода, что оный въ естественномъ порядкѣ вещей можно было и надлежало предвидѣть и предотвратить. На семъ основаніи за скотъ, павшій во время эпизоотической болѣзни, онъ платитъ лишь въ томъ случаѣ, если будетъ доказано, что имъ не были приняты, для предохраненія его отъ заразы, предписанныя мѣры предосторожности.

620. Подъ словомъ доходъ, который недобросовѣстный владѣлецъ обязанъ возвратить законному владѣльцу, разумѣется доходъ чистый, т.е. остающійся за исключеніемъ употребленныхъ на управленіе имѣніемъ и другихъ, подробно въ нижеслѣдующій 622 статьѣ означенныхъ, расходовъ, въ томъ числѣ: 1) оброкъ, собранный съ населеннаго имѣнія деньгами, или же хлѣбомъ и другими естественными произведеніями или издѣліями, а равно и все, вырученное продажею господскаго хлѣба, сѣна и другихъ произведеній земли, или же фабрикъ и другихъ какого либо рода заведеній, или же самыя сіи произведенія, если они не проданы, или въ случаѣ, когда они переданы кому либо безъ продажи, или инымъ образомъ употреблены, то слѣдующія за нихъ деньги по оцѣнкѣ; 2) всѣ полученныя за наемъ домовъ, состоящихъ въ незаконномъ владѣніи, денежныя суммы, а равно и тѣ, которыя слѣдовали бы за помѣщенія, которыя занималъ самъ недобросовѣстный владѣлецъ, или, по его согласію, другіе безъ платы: 3) приплодъ отъ подлежащихъ возврату лошадей, рабочаго и всякаго домашняго скота и т. п., а равно и прибыли, полученныя отъ шерсти овецъ, отъ молока, масла и т. п.; 4) прибыль, полученная отъ принадлежащихъ къ имѣнію рыбныхъ ловель.

621. Денежныя суммы, слѣдующія за всѣ предметы, подлежащіе возврату, и не оказавшіеся налицо, а равно и за всѣ тѣ, за которые недобросовѣстный владѣлецъ обязанъ, по силѣ предшедшихъ статей 615, 615, 618, 619 и 620, заплатить хозяину, опредѣляются по цѣнамъ, кои будутъ существовать во время прекращенія незаконнаго владѣнія. Если однакожъ истцемъ будетъ доказано надлежащимъ образомъ, что сіи предметы имѣли цѣну высшую въ то время, когда оные употреблены, проданы, или же переданы или истреблены или повреждены недобросовѣстнымъ владѣльцемъ, то онъ обязанъ удовлетворить за оные по той цѣнѣ.

622. Изъ доходовъ, которые владѣлецъ недобросовѣстный обязанъ

1655. Si le vendeur avait vendu de mauvaise foi le fonds d'autrui, il sera obligé de rembourser à l'acquéreur toutes les dépenses, même voluptuaires ou d'agrément, que celui-ci aura faites au fonds.

возвратить владѣльцу законному, исключаются, какъ сказано въ предшедшей 620 статьѣ, расходы, употребленные на управленіе имѣніемъ, подати и земскія повинности, если онъ заплатилъ ихъ за крестьянъ изъ собственныхъ денегъ, а также издержки, употребленныя имъ на пособіе крестьянамъ въ случаѣ неурожаевъ или пожаровъ, и сверхъ того всѣ расходы, сдѣланные имъ на содержаніе имѣнія, починку предметовъ, подвергавшихся порчѣ отъ времени или обыкновеннаго онымъ употребленія, на усовершенствованіе существовавшихъ или постройку новыхъ заведеній сельскаго хозяйства, или промышленности, если сіи заведенія находятся налицо въ надлежащемъ хорошемъ состояніи и при возвращеніи имущества. Впрочемъ, если при постройкѣ, починкѣ или улучшеніи сихъ заведеній были употреблены вообще или частію матеріалы и люди изъ того же состоявшаго въ неправомъ владѣніи имѣнія, то недобросовѣстный владѣлецъ можетъ требовать вознагражденія только за тѣ матеріалы и за работы тѣхъ людей, которые были имъ взяты не изъ сего имѣнія. Если однакожъ законный владѣлецъ не пожелаетъ оставить за собою устроенныхъ вновь владѣльцемъ недобросовѣстнымъ заведеній, то онъ предоставляетъ ему снести въ опредѣленное, по обоюдному согласію, или судомъ, время всѣ строенія, къ онымъ принадлежащія, и вывезти находящіяся въ оныхъ орудія и прочія вещи, если онѣ пріобрѣтены самимъ недобросовѣстнымъ владѣльцемъ.

623. Исключаются также изъ доходовъ, возвращаемыхъ владѣльцемъ недобросовѣстнымъ, всѣ денежныя суммы, употребленныя имъ на покупку какихъ либо матеріаловъ сырыхъ или обработанныхъ, для принадлежащихъ къ тому имѣнію фабрикъ или иныхъ заведеній, если сіи матеріалы находятся налицо при возвращеніи имѣнія и если законный владѣлецъ признаетъ нужнымъ оставить ихъ за собою.

624. Недобросовѣстный владѣлецъ обязанъ вознаградить и за всѣ убытки, произшедшіе отъ оставленія имъ безъ обработыванія такихъ источниковъ дохода, которые законнымъ владѣльцемъ были уже открыты и конхъ обработываніе имъ начато и вообще за произшедшее, не отъ какихъ либо несчастныхъ случаевъ, а отъ явной небрежности въ управленіи имуществомъ, уменьшеніе доходовъ онаго, въ сравненіи съ среднимъ доходомъ послѣднихъ, предшествовавшихъ недобросовѣстному владѣнію пяти лѣтъ.

625. Владѣлецъ недобросовѣстный обязанъ заплатить и за всѣ тяжебныя издержки владѣльца законнаго при отысканіи завладѣннаго имущества и за расходы при вводѣ его во владѣніе онымъ.

626. Владѣвшій какимъ либо имуществомъ, хотя и не принадлежащимъ ему, но однакожъ добросовѣстно, не зная о правѣ другаго на оное, при возвращеніи сего имущества законному владѣльцу, не обязанъ

549. Le simple possesseur ne fait les fruits siens que dans le cas où il possède de bonne foi: dans le cas contraire, il est tenu de rendre les produits avec la chose du propriétaire qui la revendique.

возвращать ему доходовъ, съ онаго уже полученныхъ, или законно ему слѣдующихъ по день объявленія ему установленнымъ порядкомъ объ открытіи спора противъ его владѣнія, или же, если сіе будетъ доказано, до того времени, когда неправость его владѣнія, сдѣлалась ему съ достовѣрностію извѣстна. Такими доходами признаются: поступившіе уже до вышеозначеннаго времени или слѣдующіе за оное съ крестьянъ имѣнія оброкъ и другіе сборы, а равно и собранные также до вышеозначеннаго времени и убранные съ полей и луговъ хлѣбъ, сѣно и проч. и проданные уже или переведенные въ другое имѣніе приплодъ отъ животныхъ, шерсть, снятая съ овецъ, молоко, масло, и т. п., матеріалы, выдѣланные въ заведеніи сельскаго хозяйства и промышленности, добытые и обработанные металлы и минералы, а равно и деньги за отдававшуюся въ наемъ землю, хотя бы оныя и не были еще получены, ежели только слѣдуютъ по закону къ полученію за истекшее уже время.

627. Владѣвшій добросовѣстно чужими крѣпостными людьми безъ земли, возвращаетъ ихъ или же платитъ за нихъ настоящему ихъ законному помѣщику, по правиламъ, въ предшедшей 616 статьѣ означеннымъ; но съ него пожилыя и заработанныя за нихъ деньги взыскиваются только съ того дня, въ который ему объявлено установленнымъ порядкомъ объ открытіи спора противъ его владѣнія сими людьми, или же, если сіе будетъ доказано, когда неправость его владѣнія сими людьми сдѣлалась ему съ достовѣрностію извѣстна.

628. Владѣвшему имуществомъ добросовѣстно предоставляется также право требовать вознагражденія за всѣ постройки, имъ произведенныя для пользы хозяйства, и за всѣ дѣйствительныя какого либо рода улучшенія прежнихъ заведеній, если оныя во время возврата имѣнія находятся налицо и принимающій имѣніе пожелаетъ оставить ихъ за собою.

629. Принимающій имѣніе удовлетворяетъ за сдѣланныя въ ономъ улучшенія, по изслѣдованіи о томъ, чего оныя дѣйствительно стоили. Если показываемые бывшимъ незаконнымъ владѣльцемъ на то расходы будутъ признаны чрезмѣрно великими, принимающій можетъ просить дозволенія заплатить за все сіе по среднимъ цѣнамъ, существовавшимъ въ то время, когда приготовлялись для сихъ построекъ матеріалы и производились работы. Впрочемъ, буде матеріалы и люди, для сего употребленные, принадлежали къ сему самому имѣнію, то въ семъ случаѣ и владѣвшій имѣніемъ добросовѣстно не можетъ требовать никакого за то вознагражденія.

547. Les fruits naturels ou industriels de la terre,
Les fruits civils,
Le croît des animaux,
Appartiennent au propriétaire par droit d'accession.

555. Si le propriétaire préfère conserver ces plantations et constructions, il doit le remboursement de la valeur des matériaux et du prix de la main d'oeuvre, sans égard à la plus ou moins grande augmentation de valeur que le fonds a pu recevoir. Néanmoins, si les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers evincé, qui n'aurait pas été condamné à la restitution des fruits, attendu sa bonne foi, le propriétaire ne pourra demander la suppression desdits ouvrages, plantations et constructions; mais il aura le choix, ou de rembourser la valeur des matériaux et du prix de la main d'oeuvre, ou de rembourser une somme égale à celle dont le fonds a augmenté de valeur.

630. Когда будетъ доказано, что владѣвшій имѣніемъ добросовѣстно, для извлеченія изъ земли тѣхъ золотосодержащихъ песковъ, камней и другихъ минераловъ и т. п., которые, будучи еще не очищены или не обработаны, на основаніи предшедшей 626 статьи не должны быть за нимъ оставлены, употреблялъ людей, не принадлежащихъ къ тому же имѣнію: то онъ можетъ требовать вознагражденія за сіи работы. Цѣны наемныхъ работниковъ опредѣляются правилами, постановленными выше, въ статьѣ 629.

631. Всѣ расходы на поддержаніе или возстановленіе тѣхъ предметовъ, которые безъ того пришли бы въ ветхость отъ времени или обыкновеннаго оныхъ употребленія, возвращаются также добросовѣстному владѣльцу, если тѣ предметы находятся налицо и въ надлежащемъ хорошемъ состояніи.

632. Владѣвшій имѣніемъ добросовѣстно можетъ требовать вознагражденія за издержки, имъ сдѣланныя на застрахованіе имущества, если сіе застрахованіе распространяется на слѣдующее уже послѣ перехода имѣнія къ законному владѣльцу время, или на принятіе какихъ либо чрезвычайныхъ, но необходимыхъ мѣръ, для предохраненія онаго отъ естественныхъ или иныхъ случайныхъ бѣдствій, на устройство громовыхъ отводовъ, плотинъ, шлюзовъ, укрѣпленій противъ разлитія воды, на осушеніе болотистыхъ мѣстъ и проч., если имъ будетъ доказано, что сіе сдѣлано имъ необыкновенными, въ самомъ имѣніи находившимися средствами и хотя принадлежащими къ оному рабочими людьми, но за собою имъ задѣльную плату, и если устроенное имъ существуетъ и въ хорошемъ состояніи.

633. Ему также возвращаются издержки на починку или улучшеніе находящихся въ имѣніи домовъ и другихъ зданій, и на возстановленіе разрушенныхъ огнемъ, водою или иными несчастными случаями, если сіи починки и построенія произведены на его счетъ съ платежемъ за матеріалы и задѣльною платою употребленнымъ на сіе людямъ. Но онъ не въ правѣ требовать вознагражденія за тѣ въ возвращаемомъ отъ него имѣніи строенія и заведенія, которыя должны быть признаваемы единственно предметами роскоши и не только не суть необходимы, но и не доставляютъ имѣнію и владѣльцу никакой выгоды. Ему предоставляется перенести ихъ въ другое мѣсто, если сіе возможно безъ вреда или ущерба имѣнію.

634. Владѣвшій имѣніемъ добросовѣстно не подлежитъ никакой отвѣтственности, не только за случайное или же отъ времени и отъ другихъ естественныхъ причинъ произшедшее разстройство, или поврежденіе какихъ либо въ возвращаемомъ имѣніи предметовъ, но даже и за то, которое могло бы быть приписано его небреженію, ежели въ семъ

послѣднемъ случаѣ поврежденіе имъ допущено прежде объявленія имѣнія спорнымъ, или прежде времени, когда неправость его владѣнія сдѣлалась ему съ достовѣрностію извѣстна. Но онъ обязанъ вознаградить законнаго владѣльца за всякое произвольное въ имѣніи истребленіе или поврежденіе, уменьшающее цѣну онаго, и за все то, что имъ отдѣлено отъ имѣнія для передачи, подарка или продажи, исключая лишь предметовъ, составляющихъ, на основаніи предшедшей 620 статьи, часть доходовъ съ имущества. На семъ основаніи онъ долженъ заплатить за употребленный имъ для передачи, подарка или продажи, а не для надобностей имѣнія, лѣсъ, по добровольному съ настоящимъ владѣльцемъ соглашенію, или же по надлежащей, чрезъ мѣстное начальство и свѣдущихъ въ томъ людей, оцѣнкѣ. Въ тѣхъ имѣніяхъ, въ коихъ рубка лѣса на продажу дровъ составляетъ главнѣйшій или же и исключительный источникъ дохода, судъ, при возвращеніи имѣнія законному владѣльцу, обязанъ опредѣлить, по надлежащемъ въ томъ удостовѣреніи, какое именно количество изъ проданнаго добросовѣстнымъ владѣльцемъ лѣса должно быть признано собственно обыкновеннымъ съ имѣнія доходомъ, и за сіе количество лѣса не требуется съ добросовѣстнаго владѣльца никакой платы.

635. Онъ обязанъ также возвратить настоящему хозяину полученныя имъ впередъ оброчныя съ крестьянъ и другихъ крѣпостныхъ людей, а равно и слѣдующія за наемъ въ томъ имѣніи угодій, домовъ или же чего либо иного, деньги; когдажъ имѣніе имъ заложено, то и всю потребную на выкупъ онаго сумму.

636. Если добросовѣстный владѣлецъ, возвращая имѣніе владѣльцу законному, не будетъ въ состояніи удовлетворить его слѣдующими по предшедшимъ 634 и 635 статьямъ суммами, то при доказанной, установленнымъ на сіе порядкомъ, несостоятельности добросовѣстнаго владѣльца къ уплатѣ означенныхъ суммъ, онъ не можетъ быть подвергаемъ заключенію въ тюрьму по общимъ о несостоятельныхъ должникахъ правиламъ.

637. При возвращеніи имѣнія онъ долженъ оставить въ ономъ такое количество хлѣба, сѣна и проч., которое на основаніи хозяйственныхъ книгъ, или, буде таковыхъ не ведется въ имѣніи, по соображенію съ другими какого либо рода доказательствами, признано будетъ нужнымъ для посѣва, содержанія дворовыхъ людей, корма скота и на удобреніе полей; если-жъ въ имѣніи состоятъ винокуренные и другіе заводы или фабрики, то изъ наличныхъ запасовъ, по взаимному съ законнымъ владѣльцемъ соглашенію, необходимое количество для того, чтобы не прерывалось, по возможности, въ первое послѣ передачи имѣнія время, производство на тѣхъ заведеніяхъ работъ. Слѣдующая за сіе по оцѣнкѣ сум-

ма вычитается изъ суммы доходовъ, которые онъ обязанъ возвратить законному владѣльцу.

638. Исправный взносъ податей и исполненіе другихъ повинностей государственныхъ и земскихъ по возвращаемому имѣнію остается на попеченіи и отвѣтственности добросовѣстнаго владѣльца по самый день прекращенія его владѣнія.

639. Когда въ одномъ изъ случаевъ, означенныхъ въ предшедшихъ статьяхъ, судъ, по представленнымъ ему доказательствамъ и вообще по обстоятельствамъ дѣла, встрѣтитъ сомнѣніе при опредѣленіи количества слѣдующаго той или другой сторонѣ вознагражденія: то поручаетъ разсмотрѣніе взаимныхъ требованій ихъ, на основаніи о узаконенномъ третейскомъ судѣ, двумъ или тремъ свѣдущимъ въ дѣлахъ сего рода людямъ, преимущественно изъ живущихъ въ сосѣдствѣ, предоставляя каждой сторонѣ назначить одного по своему выбору, третьяго же, буде признаетъ за нужное, назначая самъ.

640. При возвращеніи законному владѣльцу имущества движимаго наблюдаются правила, постановленныя въ предшедшихъ статьяхъ, съ соблюденіемъ слѣдующихъ особенныхъ.

641. Недобросовѣстный владѣлецъ обязанъ, при возвращеніи бывшихъ въ незаконномъ владѣніи его денежныхъ капиталовъ, внести за все время ихъ удержанія установленные закономъ шесть процентовъ на сто (ср. ст. 2020), а равно и три процента неустойки (ст. 1575), хотя бы онъ доказалъ, что сіи капиталы лежали у него безъ употребленія.

642. При возвращеніи домашнихъ и другихъ животныхъ, владѣлецъ недобросовѣстный обязанъ возвратить и произшедшій отъ оныхъ приплодъ. Въ случаѣ же, если бывшій во владѣніи его скотъ палъ отъ эпизоотической болѣзни и доказано, что имъ не были приняты для предохраненія его отъ заразы предписанныя мѣры предосторожности, то онъ долженъ заплатить и за падшій, по торговымъ, существующимъ во время возврата животныхъ законному владѣльцу, цѣнамъ.

643. При возвращеніи законному владѣльцу какихъ либо другихъ предметовъ, исключая денежныхъ капиталовъ и животныхъ, владѣлецъ недобросовѣстный обязанъ заплатить за употребленіе оныхъ, если только сіи предметы такого рода, что могли приносить какой либо доходъ. Въ случаѣ, когда сіи предметы, чрезъ употребленіе ихъ, повреждены или испорчены, онъ обязанъ или заплатить за ихъ починку или исправленіе, или же вознаградить за уменьшеніе ихъ цѣны. Впрочемъ и добросовѣстный владѣлецъ отвѣтствуетъ за проданные имъ, состоявшіе во временномъ владѣніи его, предметы, а равно обязанъ заплатить за поврежденіе тѣхъ, которые по свойству своему не подлежатъ порчѣ и тлѣнію.

549. Le simple possesseur ne fait les fruits siens que dans le cas où il possède de bonne foi: dans le cas contraire, il est tenu de rendre les produits avec la chose au propriétaire qui la revendique.

II. О вознагражденіи за вредъ и убытки, причиненные преступленіемъ или проступкомъ.

644. Виновный въ совершеніи какого либо преступленія или проступка, не смотря на то, съ предумышленіемъ или безъ онаго учинено имъ сіе преступленіе, обязанъ вознаградить за всѣ непосредственно причиненные симъ дѣяніемъ его вредъ и убытки.

Примѣчаніе. На основаніи сей и нижеслѣдующихъ статей и на основаніи статьи 63 Уложенія о Наказаніяхъ постановлено, что за поврежденіе телеграфовъ виновные, по требованію претерпѣвшихъ отъ ихъ преступленія вредъ или убытки, обязаны за оное вознаградить кого слѣдуетъ.

645. Если притомъ будетъ доказано, что преступленіе или проступокъ совершены именно съ намѣреніемъ причинить какіе либо болѣе или менѣе важные потерпѣвшему отъ онаго убытки или потери, то виновный обязанъ вознаградить не только за убытки, непосредственно произшедшіе отъ сего дѣянія, но и за всѣ тѣ, хотя болѣе отдаленные, которые имъ дѣйствительно, съ симъ намѣреніемъ, причинены.

646. Если присуждаемые за причиненные вредъ и убытки вознагражденіе простирается до такой суммы, что виновный или виновные не въ состояніи заплатить онаго, то судъ предоставляетъ истцу, или вступить въ соглашеніе съ присужденными къ вознагражденію, или же поступить съ ними какъ съ несостоятельными должниками, на основаніи статьи 66 Уложенія о Наказаніяхъ.

647. Не подлежатъ вознагражденію вредъ и убытки, произшедшіе отъ дѣянія случайнаго, учиненнаго не только безъ намѣренія, но и безъ всякой со стороны учинившаго оное неосторожности.

648. Когда преступленіе или проступокъ учинены нѣсколькими лицами, по предварительному ихъ между собою на то согласію, то всѣ

Des délits et des quasi-délits.

1382. Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

1383. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

1384. On est responsable non-seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

Le père, et la mère, après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux;

Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés;

Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves (*) et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

1385. Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé.

1386. Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

(*) *Décret.* 15 *novembre* 1811.

Art. 79. «Pour les délits commis par les élèves au dehors, dans les sorties et promenades faites en commun, la partie lésée conservera le droit de poursuivre, si elle le veut, les réparations par les voies ordinaires: dans tous les cas, l'action sera dirigée contre le chef de l'établissemment auquel l'élève appartiendra, lequel chef sera civilement responsable, sauf son recours contre les père et mère, ou tuteur, en établissant qu'il n'a pas dépendu des maîtres de prévoir ni empêcher le délit.

согласившіеся на участіе въ совершеніи сего проступка или преступленія платятъ поровну вознагражденіе за причиненные онымъ вредъ и убытки, и буде кто либо изъ нихъ окажется несостоятельнымъ, то слѣдующая съ него часть разлагается на прочихъ участвовавшихъ въ совершеніи сего преступленія или проступка. Тѣ, которые на семъ основаніи заплатятъ болѣе того, что съ нихъ по соразмѣрности слѣдовало, могутъ требовать все излишнее ими заплаченное съ тѣхъ, за которыхъ они заплатили.

649. Если одинъ или многіе изъ согласившихся совершить преступленіе или проступокъ, при совершеніи онаго, учинятъ еще другое преступленіе или другой проступокъ, на которые не было между ними и прочими предварительнаго согласія: то за всѣ причиненные симъ особымъ преступленіемъ или проступкомъ вредъ и убытки отвѣтствуютъ только тѣ, коими оное учинено.

650. Когда преступленіе или проступокъ учинены хотя нѣсколькими лицами, но безъ предварительнаго ихъ на то согласія, то каждый изъ виновныхъ отвѣтствуетъ и обязанъ вознаградить именно за тѣ убытки и вредъ, которые причинены при семъ его дѣйствіями. Если изслѣдованіемъ и судомъ нельзя будетъ опредѣлить съ точностію количества вреда, причиненнаго дѣйствіями каждаго изъ виновныхъ, учинившихъ преступленіе безъ предварительнаго на оное согласія, то вознагражденіе взыскивается со всѣхъ поровну, на основаніи предшедшей 648 статьи.

651. Тѣ, которые, зная съ достовѣрностію о преднамѣренномъ преступленіи или проступкѣ и имѣя средство донести о семъ надлежащему начальству, или увѣдомить того, кому угрожала опасность, не исполнили сей обязанности, а равно и тѣ, которые, имѣя власть или возможность предупредить совершеніе преступленія или проступка, съ намѣреніемъ, или по крайней мѣрѣ завѣдомо, допустили содѣяніе онаго, должны изъ слѣдующаго за причиненные тѣмъ вредъ и убытки вознагражденія заплатить всю ту часть, коей сами виновные въ преступленіи заплатить не въ состояніи.

652. Укрывавшіе завѣдомо преступниковъ или вещи, добытыя чрезъ преступленіе или проступокъ, въ случаѣ, когда сами виновные не въ состояніи вознаградить за причиненные ими вредъ и убытки, должны заплатить ту часть слѣдующаго за сіи убытки и вредъ вознагражденія, къ коей присуждаются виновные, у нихъ скрывавшіеся, или же похитители принятыхъ ими для укрывательства вещей.

653. Когда преступленіе или проступокъ учинены малолѣтными, жительствующими у родителей своихъ дѣтьми, и по окончательному судебному приговору признано будетъ: во первыхъ, что малолѣтный дѣйство-

валъ безъ разумѣнія, и во вторыхъ, что родители, имѣя всѣ средства предупредить преступленіе или проступокъ малолѣтнаго, не приняли надлежащихъ къ тому мѣръ и допустили совершеніе онаго по явной съ ихъ стороны небрежности, то вознагражденіе за вредъ и убытки платятъ изъ своего имущества родители малолѣтнаго: отецъ или мать, или оба вмѣстѣ, по усмотрѣнію суда, хотя бы за симъ малолѣтнымъ и числилось собственное имѣніе. Въ противномъ же случаѣ, т. е. когда родители докажутъ, что не имѣли никакихъ средствъ къ предупрежденію преступленія или проступка малолѣтнаго, убытки взыскиваются съ имѣнія сего послѣдняго.

654. На семъ же основаніи отвѣтствуютъ за вредъ и убытки, причиненные преступленіемъ или проступкомъ малолѣтныхъ (не находящихся при родителяхъ), а равно и безумныхъ или сумасшедшихъ, тѣ, которые по закону обязаны имѣть за ними надзоръ.

655. Равномѣрно платятъ вознагражденіе за убытки и вредъ тѣ, которые принимаютъ чужія вещи на сохраненіе, по правиламъ, постановленнымъ ниже, въ статьяхъ 2104 и слѣдующихъ.

656. Тотъ, кто будетъ травить кого либо собакою или другимъ звѣремъ, или гнать на него какое либо животное, или же инымъ образомъ посредствомъ животнаго причинитъ умышленно кому либо вредъ, обязанъ также вознаградить за послѣдовавшіе отъ того вредъ или убытки.

657. Когда признано, что лишившійся жизни въ слѣдствіе какого либо преступленія, содержалъ собственными трудами: своихъ родителей, жену или дѣтей, буде они не имѣютъ другихъ средствъ содержанія или же сіи средства недостаточны, то изъ имущества лица, бывшаго причиною смерти, опредѣляется, по усмотрѣнію суда и соразмѣрно съ имуществомъ виновнаго, оставшемуся послѣ лишившагося жизни семейству достаточное и по возможности приличное, по состоянію сего семейства, содержаніе. Сіе содержаніе должно быть доставляемо каждому изъ членовъ оставшагося семейства до пріобрѣтенія или полученія имъ другихъ средствъ существованія, или въ противномъ случаѣ, родителямъ убитаго до ихъ смерти, вдовѣ его до вступленія въ другое супружество, сыновьямъ до совершеннолѣтія, а дочерямъ до вступленія въ бракъ.

658. Изъ имѣнія лица, виновнаго въ лишеніи кого либо жизни, должны также быть возвращены всѣ употребленные на леченіе отъ причиненныхъ имъ смертельныхъ поврежденій и на попеченіе о больномъ издержки, а равно и расходы на похороны лишившагося жизни и на содержаніе семейства въ продолженіи времени, въ которое онъ послѣ произшествія оставался въ живыхъ.

659. Въ случаѣ лишенія жизни лица, принадлежащаго къ одному изъ податныхъ состояній, должны также изъ имѣнія причинившаго смерть быть платимы всѣ слѣдующія съ убитаго казенныя подати и другія повинности, впредь до новой ревизіи. Основаніемъ изчисленію сихъ податей и повинностей должно служить содержащееся въ примѣчаніи къ статьѣ 1679 Законовъ о Состояніяхъ предположеніе о производствѣ ревизіи чрезъ каждыя пятнадцать лѣтъ. Ежели лишенный жизни былъ мѣщанинъ или сельскій, не принадлежащій къ крѣпостному состоянію, обыватель, то деньги за слѣдующія съ него подати и повинности отдаются обществу, къ коему онъ принадлежалъ, а если онъ былъ помѣщичій крестьянинъ или дворовый, помѣщику его, для уплаты тѣхъ податей и повинностей за убитаго.

660. Виновный въ причиненіи кому либо поврежденія въ здоровьи, обязанъ вознаградить за расходы на леченіе того, кому онъ нанесъ сіе поврежденіе, и на попеченіе о немъ во время болѣзни; а если онъ имѣетъ семейство и содержитъ его собственными трудами, то и возвратить ему суммы, употребленныя на содержаніе семейства, до самаго времени его совершеннаго выздоровленія.

661. Если отъ учиненнаго преступленія или проступка кто либо потерпѣлъ такое разстройство въ здоровьи, что онъ чрезъ то лишенъ навсегда возможности снискивать пропитаніе своими обычными трудами, то виновный обязанъ обезпечить существованіе его и семейства его, сколько сіе дозволяетъ ему собственное состояніе, платя ежегодно опредѣляемую на сіе по усмотрѣнію суда денежную сумму, по смерть самого потерпѣвшаго разстройство въ здоровьи, родителей его и жены, если она не вступитъ въ другое супружество, и послѣ ихъ смерти, до совершеннолѣтія сыновей и вступленія дочерей его въ замужство, на основаніи предшедшей 657 статьи.

662. Когда причинено какимъ либо средствомъ неизгладимое на лицѣ не состоящей въ замужствѣ дѣвицы или вдовы обезображеніе, то сверхъ вознагражденія за издержки на леченіе ея и попеченіе за нею во время болѣзни, изъ имущества того, кто причинилъ сіе обезображеніе, опредѣляется, буде сія женщина не имѣетъ средствъ къ существованію, приличное по состоянію ея и соразмѣрное съ имуществомъ самого виновнаго содержаніе, до вступленія ея въ замужство.

663. Если подвергшаяся изнасилованію дѣвица не имѣетъ средствъ къ существованію, то изъ имѣнія лица, виновнаго въ изнасилованіи, должно быть, по требованію ея, или ея родителей, или опекуновъ, обезпечено приличное ея состоянію, соразмѣрное съ имуществомъ виновнаго, содержаніе, до выхода ея въ замужство и возвращены всѣ употребленныя на ея излеченіе и попеченіе о ней во время леченія издержки, если

послѣдствіемъ преступленія была болѣзнь изнасилованной; а буде она въ слѣдствіе изнасилованія сдѣлалась беременною и родила, то должны быть доставлены и средства на содержаніе и воспитаніе младенца, доколѣ онъ по возрастѣ не будетъ въ состояніи избрать родъ жизни.

664. Въ случаѣ похищенія незамужней женщины противъ воли ея, виновный въ семъ похищеніи долженъ, если она не имѣетъ средствъ къ существованію, обезпечить ея содержаніе приличнымъ ея состоянію образомъ, сколько сіе позволяетъ его собственное состояніе, до времени вступленія ея въ замужство.

665. Когда противозаконнымъ лишеніемъ свободы причинены вредъ и убытки самому задержанному или семейству его, то виновный обязанъ вознаградить за всѣ сіи убытки и вредъ; а буде семейство противозаконно задержаннаго живетъ его трудами, то и за употребленные на содержаніе его семейства расходы во все время, доколѣ продолжалось его задержаніе. Если задержанный проданъ Азіятцамъ въ рабство (см. Улож. о Наказ. ст. 1936), то изъ имѣнія виновнаго въ семъ преступленіи вознаграждаются сверхъ того и всѣ издержки на отысканіе его и возвращеніе ему свободы.

666. Когда бракъ признанъ недѣйствительнымъ, какъ совершенный по принужденію или обману, то виновный въ семъ обязанъ, по усмотрѣнію суда и соразмѣрно съ его собственнымъ состояніемъ, доставить насильно или по обману обвѣнчанной съ нимъ средства приличнаго ея состоянію существованія, до вступленія ея въ другое супружество. Онъ долженъ обезпечить и участь дѣтей, рожденныхъ отъ сего брака. На семъ же основаніи опредѣляется вознагражденіе и женщинѣ, вступившей въ бракъ съ лицемъ, состоящимъ уже въ брачномъ союзѣ, если она о томъ не знала.

667. Виновный въ нанесеніи кому либо личной обиды или оскорбленія, можетъ, по требованію обиженнаго, быть присужденъ къ платежу въ пользу его безчестья, смотря по состоянію или званію обиженнаго и по особымъ отношеніямъ обидчика къ обиженному, отъ одного до пятидесяти рублей серебромъ.

668. Искъ о безчестіи можетъ быть начатъ въ судѣ гражданскомъ, или же соединенъ съ требованіемъ о наказаніи виновнаго и предоставленъ суду уголовному.

669. Кто въ личной обидѣ или оскорбленіи учинитъ искъ гражданскій, тотъ лишается уже права иска уголовнаго въ той же обидѣ и оскорбленіи.

670. Ежели, въ слѣдствіе личной обиды или оскорбленія, обиженный понесъ ущербъ въ кредитѣ, или въ имуществѣ, то обидѣвшій или оскорбившій его обязанъ вознаградить за сіи потери и убытки по усмотрѣнію и опредѣленію суда.

671. Въ случаѣ присвоенія чужаго имущества, присвоившій себѣ оное обязанъ: во первыхъ, возвратить законному владѣльцу все похищенное въ такомъ точно видѣ и состояніи, въ какомъ оное было во время похищенія или же заплатить за оное по существующимъ во время постановленія о томъ рѣшенія цѣнамъ, или по цѣнѣ, коей могло стоить сіе имущество въ то время, когда оно похищено, если владѣлецъ имущества будетъ сего требовать; во вторыхъ, возвратить также всѣ полученные имъ отъ похищенія или захвата сего имущества доходы и выгоды, или же вознаградить хозяина за всѣ понесенные имъ отъ лишенія сего имущества потери и убытки.

672. Виновный въ похищеніи чужаго имущества обязанъ заплатить за всѣ употребленные владѣльцемъ онаго на отысканіе сего имущества расходы.

673. Въ случаѣ истребленія или поврежденія какого либо имущества (Улож. о Наказ. ст. 2185—2206), виновный обязанъ за истребленное имущество заплатить или по существовавшимъ на предметы сего рода во время самаго истребленія цѣнамъ, или по цѣнамъ, существующимъ во время постановленія рѣшенія о вознагражденіи, какъ сего будетъ желать и требовать хозяинъ имущества, а поврежденное привести въ прежнее состояніе на свой счетъ, или же, буде хозяинъ поврежденнаго имущества на то согласится, заплатить сумму, нужную для сего исправленія, или же наконецъ, когда исправленіе сего имущества по чему либо окажется невозможнымъ, заплатить за оное на томъ же основаніи, какъ за имущество истребленное. Онъ также, на основаніи предшедшей 671 статьи, обязанъ вознаградить за всѣ понесенные въ слѣдствіе истребленія или поврежденія сего имущества потери и убытки, со времени истребленія или поврежденія онаго по день полной уплаты сего вознагражденія.

674. Береговой или иной владѣлецъ, который чрезъ умышленное истребленіе или поврежденіе мостовъ, или чрезъ поставленіе въ рѣкѣ заколовъ или другимъ какимъ либо способомъ удержитъ слѣдующихъ по сему пути сообщенія промышленниковъ съ товарами, обязанъ заплатить имъ за первые семь дней задержанія одинъ процентъ съ цѣны провозимыхъ или сплавляемыхъ ими товаровъ, а за каждую слѣдующую за тѣмъ недѣлю по полупроценту съ той же суммы. Но симъ вознагражденіемъ промышленники не лишаются однакожъ права предъявлять на помянута-

го владѣльца, въ установленномъ порядкѣ, особые иски о убыткахъ, понесенныхъ ими отъ задержанія товаровъ.

675. Во всѣхъ вышеозначенныхъ случаяхъ судъ, по изслѣдованіи произшествія и обстоятельствъ дѣла, опредѣляетъ количество вознагражденія. По похищенію и поврежденію чужаго имущества, судъ назначаетъ присяжныхъ цѣновщиковъ, которые оцѣниваютъ похищенное или поврежденное, соображаясь съ правилами, постановленными выше, въ статьяхъ 671 и 673. Въ случаѣ смертоубійства или поврежденій здоровья, когда нужно опредѣлить приличное содержаніе потерпѣвшимъ отъ того людямъ, или же означить количество слѣдующихъ за убитаго податей и другихъ повинностей, судъ требуетъ заключенія: о дворянахъ отъ Губернскаго и Уѣзднаго Предводителей Дворянства, о духовныхъ отъ Епархіальнаго ихъ начальства, о лицахъ городскаго состоянія отъ Думъ, Магистратовъ или Ратушъ, о сельскихъ обывателяхъ отъ Палатъ Государственныхъ Имуществъ, или Управляющихъ Удѣльными Конторами и т. п., о крестьянахъ помѣщичьихъ и дворовыхъ людяхъ отъ ихъ помѣщиковъ.

676. Постановляемое на основаніи предшедшихъ статей 657, 660, 662—664 и 666 вознагражденіе для обезпеченія существованія лицъ, потерпѣвшихъ отъ преступленій вредъ или убытки, назначается, сообразно съ желаніемъ сихъ лицъ, въ видѣ ежегоднаго или въ опредѣленные сроки уплачиваемаго пособія.

677. Всякое должностное лице, которое изъ корыстныхъ или иныхъ личныхъ видовъ, по суду доказанныхъ, чрезъ принятіе какихъ либо противозаконныхъ мѣръ или иныя, также противозаконныя, по службѣ дѣйствія, причинитъ кому либо вредъ или убытки по имуществу, не только подвергается за сіе наказанію, въ законахъ опредѣленному, но обязано сверхъ того вознаградить за сіи убытки и вредъ на основаніи правилъ, постановленныхъ выше, въ статьяхъ 644, 645 и 646.

678. Судьи, постановившіе, умышленно или по неосмотрительности и невниманію къ дѣлу, окончательный приговоръ, въ слѣдствіе коего понесъ наказаніе невинный, не только подвергаются за сіе наказанію, въ законахъ опредѣленному, но обязываются вмѣстѣ съ тѣмъ возвратить неправильно осужденнаго на свой счетъ изъ мѣста ссылки или заключенія и заплатить приговоренному такимъ образомъ къ наказанію уголовному отъ ста до шести сотъ рублей серебромъ, а понесшему наказаніе исправительное отъ десяти до шестидесяти рублей серебромъ, смотря по строгости наказанія, продолжительности онаго и другимъ обстоятельствамъ, болѣе или менѣе отяготившимъ участь осужденнаго. Сверхъ того, по иску его, судьи должны вознаградить всѣ понесенные имъ отъ сего убытки по имуществу, а если ему причинится вредъ въ здоровьи, то и доставить

средства на излеченіе и содержаніе во время болѣзни невинно наказаннаго; если же онъ, въ слѣдствіе такой болѣзни, лишится средствъ содержать себя и семейство свое, то независимо отъ сего, обязаны обезпечить его существованіе, доставленіемъ ему съ семействомъ приличнаго содержанія.

679. Изъ правила, въ предшедшей статьѣ постановленнаго изъемлются случаи, въ коихъ осужденный, и по пересмотрѣ о немъ дѣла, оставляется въ подозрѣніи въ томъ преступленіи, за которое онъ понесъ наказаніе, или же, когда при семъ были голоса, осуждающіе его, т. е. разномысліе насчетъ его изобличенія. Въ сихъ случаяхъ ему не полагается никакого вознагражденія и отмѣна приговора ограничивается освобожденіемъ осужденнаго отъ дальнѣйшаго наказанія и возстановленіемъ утраченныхъ имъ правъ и преимуществъ.

680. Понесшему, по неправильному приговору, наказаніе сверхъ мѣры, закономъ постановленной, опредѣляется денежное на счетъ судей вознагражденіе лишь въ томъ случаѣ, когда неправильное усиленіе наказанія было причиною какихъ либо убытковъ по имуществу осужденнаго, или когда достовѣрно дознано, что именно сіе усиленіе наказанія повергло осужденнаго въ болѣзнь, лишившую его средствъ къ снисканію себѣ пропитанія. Во всѣхъ прочихъ случаяхъ исправленіе неправильнаго приговора ограничивается перемѣною или сокращеніемъ срока наказанія, сообразно существующимъ постановленіямъ о замѣнѣ однихъ наказаній другими и на основаніи опредѣленной въ законахъ вообще соразмѣрности наказаній съ преступленіями и проступками.

681. На основаніи сихъ правилъ присуждаются къ вознагражденію и чиновники полиціи, которые при исполненіи приговора уголовнаго подвергнутъ, завѣдомо или по неосмотрительности, наказанію не приговореннаго къ оному судомъ, а другаго, или же накажутъ виновнаго свыше мѣры, приговоромъ опредѣленной.

682. Сіи правила распространяются также на Начальниковъ Губерній, утвердившихъ, и на Прокуроровъ и Стряпчихъ, пропустившихъ безъ возраженія неправильные приговоры, или такія объ исполненіи приговоровъ распоряженія, кои имѣли послѣдствіемъ наказаніе невиннаго, или отягощеніе сверхъ мѣры участи виновнаго; но сіи лица присуждаются къ вознагражденію только при несостоятельности судей и другихъ непосредственныхъ виновниковъ отягощенія участи осужденнаго.

683. Правительство или частная компанія подлежатъ отвѣтственности предъ понесшимъ ущербъ и вредъ лицемъ за каждое случившееся на желѣзныхъ дорогахъ несчастіе, когда оно произошло отъ причинъ, предусмотрѣнныхъ при отправленіи или движеніи поѣзда, но не отвращен-

ныхъ принятіемъ надлежащихъ мѣръ, или когда оно вообще могло быть предусмотрѣно, но оставлено безъ вниманія; отвѣтственность же сія заключается въ обязанности вознаградить потерпѣвшихъ отъ несчастія разстройство въ своемъ здоровьи на точномъ основаніи предшедшей 661 статьи, и должна быть назначаема по миролюбному съ вознаграждаемымъ соглашенію, или въ противномъ случаѣ, судомъ. Правительству же или частной компаніи предоставляется искать возмѣщенія своихъ убытковъ съ виновныхъ агентовъ ихъ, которые, сверхъ того, подвергаются и личному, по мѣрѣ вины ихъ, наказанію по законамъ. Но правительство или частная компанія не подлежатъ отвѣтственности, когда случившееся на желѣзныхъ дорогахъ несчастіе произошло отъ такихъ причинъ, которыхъ нельзя было предотвратить никакими мѣрами предусмотрительности и осторожности.

III. О вознагражденіи за вредъ и убытки, послѣдовавшіе отъ дѣяній, не признаваемыхъ преступленіями и проступками.

684. Всякій обязанъ вознаградить за вредъ и убытки, причиненные кому либо его дѣяніемъ или упущеніемъ, хотя бы сіе дѣяніе или упущеніе и не составляли ни преступленія, ни проступка, если только будетъ доказано, что онъ не былъ принужденъ къ тому требованіями закона, или правительства, или необходимою личною оборономъ, или же стеченіемъ такихъ обстоятельствъ, которыхъ онъ не могъ предотвратить.

685. Вредъ и убытки, такимъ образомъ причиненные, вознаграждаются по правиламъ, постановленнымъ выше, въ статьяхъ 671 и 675. Когдажъ сіи вредъ и убытки суть необходимое послѣдствіе какого либо устроеннаго отвѣтчикомъ заведенія, мельницы, шлюза, плотины, заставы и т. п. и оное продолжаетъ причинять кому либо вредъ или убытокъ, или же угрожаетъ новыми убытками или вредомъ: то отвѣтчикъ обязанъ уничтожить устроенное имъ, и буде не исполнитъ сего въ назначенный срокъ, то сіе исполняется полиціею на его счетъ.

Примѣчаніе. Въ случаѣ порчи золотопромышленникомъ неотведенныхъ ему казенныхъ или общественныхъ земель, въ губерніяхъ, означенныхъ въ Уставѣ Горномъ въ приложеніи къ статьѣ 2121, примѣч. (по Прод. III № 1), онъ обязанъ сдѣлать вознагражденіе по соглашенію съ крестьянами владѣющими землей, или оброкосодержателями оной и мѣстнымъ управленіемъ государственныхъ имуществъ.

686. Когда малолѣтные, жительствующіе у родителей своихъ, причинятъ кому либо вредъ и убытки, и, по окончательному судебному приговору, будетъ признано, что родители, имѣя всѣ средства предупредить означенное дѣяніе малолѣтнаго, не приняли надлежащихъ къ тому мѣръ и допустили совершеніе онаго по явной съ ихъ стороны небрежности: то вознагражденіе за вредъ и убытки платятъ изъ своего имущества родители малолѣтнаго: отецъ или мать, или оба вмѣстѣ, по усмотрѣнію суда, хотя бы за малолѣтнимъ и числилось собственное имѣніе. Въ противномъ же

1382. Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

1383. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

1384. On est responsable non-seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux;

Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés;

случаѣ, т. е. когда родители докажуъ, что не имѣли никакихъ средствъ къ предупрежденію преступленія или проступка малолѣтнаго, убытки взыскиваются съ имѣнія сего послѣдняго. На семъ же основаніи отвѣтствуютъ за вредъ и убытки, причиненные малолѣтными, не находящимися при родителяхъ, а равно и безумными или сумасшедшими, тѣ, кои по закону обязаны имѣть за ними надзоръ.

687. Господа и вѣрители отвѣтствуютъ за вредъ и убытки, причиненные ихъ слугами и повѣренными при исполненіи ихъ порученій, сообразно съ приказаніями или полномочіемъ, которыя даны имъ господами или вѣрителями. Изъ сего исключаются также тѣ случаи, когда будетъ доказано, что они не могли предотвратить дѣянія, причинившаго вредъ или убытки.

688. Владѣлецъ дикихъ и другихъ опасныхъ животныхъ обязанъ вознаградить за всякій причиненный кому либо сими животными вредъ въ здоровьи или ущербъ въ имуществѣ, если онъ виновенъ въ недосмотрѣ за ними или будетъ доказано, что принятыя имъ мѣры предосторожности были явно недостаточны.

689. Количество вреда и убытковъ опредѣляется на основаніи правилъ, изложенныхъ выше сего, въ статьѣ 675, по токмо судомъ гражданскимъ.

ГЛАВА СЕДЬМАЯ.

О правѣ судебной защиты по имуществамъ.

690. Всякое самоуправство по имуществамъ, хотя бы они состояли и въ незаконномъ владѣніи, строго воспрещается.

Примѣчаніе. Законная оборона отъ насилія не считается самоуправствомъ, когда она не выходитъ изъ предѣловъ, закономъ опредѣленныхъ.

691. Каждый имѣетъ право отыскивать свое имущество изъ чужаго неправильнаго владѣнія, или дѣйствіемъ полиціи, или судомъ. Въ семъ послѣднемъ случаѣ отыскиваніе права на имущества называется въ особенности *тяжбою*.

692. Право отысканія тѣмъ и другимъ образомъ пресѣкается общею земскою десятилѣтнею давностію. Кто въ теченіи оной иска не предъявилъ, или, предъявивъ, хожденія въ присутственныхъ мѣстахъ не имѣлъ, тотъ теряетъ свое право.

693. Каждый имѣетъ право въ случаѣ неисполненія по договорамъ и обязательствамъ, а также въ случаѣ обидъ, ущербовъ и убытковъ

Les instuteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

1385. Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendaut qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé.

1386. Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

2219. La prescription est un moyen d'acquérir ou de se libérer par un certain laps de temps, et sous les conditions déterminées par la loi.

искать удовлетворенія и вознагражденія посредствомъ полиціи или суда. Сіе именуется въ особенности *искомъ*.

694. Иски такъ же, какъ и тяжбы, ограничиваются общею земскою десятилѣтнею давностію. Кто въ теченіи оной иска не предъявилъ, или, предъявивъ, хожденія по оному въ присутственныхъ мѣстахъ не имѣлъ, тотъ теряетъ свое право.

695. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, всѣ иски объ ущербахъ и убыткахъ, причиненныхъ въ недвижимомъ имуществѣ, подлежатъ трехлѣтней давности. Кто въ теченіи сего времени иска не предъявилъ, тотъ теряетъ право на оный.

РАЗДѢЛЪ ТРЕТІЙ

О ПОРЯДКѢ ПРІОБРѢТЕНІЯ И УКРѢПЛЕНІЯ ПРАВЪ ВООБЩЕ.

ГЛАВА ПЕРВАЯ.

О лицахъ, могущихъ пріобрѣтать права на имущества.

696. Верховное обладаніе государственными имуществами принадлежитъ единственно самодержавной власти Императорскаго Величества.

697. Обладаніе удѣльными имуществами принадлежитъ единственно Членамъ Императорскаго Дома.

698. Всѣ прочіе права на имущества, по различію самыхъ имуществъ и въ предѣлахъ, закономъ опредѣленныхъ, могутъ пріобрѣтать:

1) Члены Императорскаго Дома.
2) Дворцовыя управленія.
3) Казна.
4) Дворянскія, городскія и сельскія общества.
5) Епархіальныя начальства, монастыри и церкви.
6) Кредитныя установленія.
7) Богоугодныя заведенія.
8) Учебныя и ученыя заведенія.
9) Частныя лица.
10) Сословія лицъ, какъ то: товарищества, компаніи, конкурсы.

Примѣчаніе 1. Пространство и свойство правъ, кои могутъ быть пріобрѣтаемы, подробно означены: 1) для частныхъ лицъ и обществъ въ Законахъ о Состояніяхъ, въ I книгѣ сего Свода, и въ Сводѣ Военныхъ Постановленій; 2) для установленій въ Уставахъ ихъ

2262. Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obigé d'en rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi.

и Учрежденіяхъ; 3) для казны въ Уставахъ Казеннаго Управленія и Государственнаго Благоустройства,

Примѣчаніе 2. Особыя правила пользованія участками земель, присвоенными разнымъ должностямъ въ войскѣ Донскомъ въ постоянное владѣніе, излагаются въ Уставѣ Казачьихъ Селеній.

ГЛАВА ВТОРАЯ.

О способахъ пріобрѣтенія правъ на имущества.

699. Права на имущества пріобрѣтаются не иначе, какъ способами, въ законахъ опредѣленными.

Примѣчаніе. Способы пріобрѣтенія излагаются подробно въ слѣдующихъ двухъ книгахъ; они суть: 1) способы дарственные и безмездные, а именно: пожалованіе, выдѣлъ имущества дѣтямъ отъ родителей, даръ, духовное завѣщаніе; 2) наслѣдство; 3) способы обоюдные, каковы суть мѣна и купля; 4) договоры и обязательства.

700. Всѣ способы пріобрѣтенія правъ, закономъ опредѣленные, тогда только признаются дѣйствительными, когда они утверждаются на непринужденномъ произволѣ и согласіи.

701. Произволъ и согласіе должны быть свободны. Свобода произвола и согласія нарушается: 1) принужденіемъ, 2) подлогомъ.

702. Принужденіе бываетъ, когда кто либо, бывъ захваченъ во власть другаго, принуждается къ отчужденію имущества или ко вступленію въ обязательства насильственно, страхомъ настоящаго или будущаго зла, могущаго постигнуть его лице или имущество.

703. Въ случаѣ принужденія, надлежитъ заявить о томъ окольнымъ людямъ или мѣстной полиціи того же дня, какъ оное произошло, и за тѣмъ, не далѣе третьяго или четвертаго дня, и отнюдь не позже недѣли послѣ того, просить о произведеніи изслѣдованія.

704. Если по разсмотрѣнію суда найдется, что дѣйствительно учинено принужденіе: то виновный и сообщники его подвергается наказаніямъ, какія въ Уголовныхъ Законахъ за сіе установлены (Улож. о Наказ. ст. 13—17, 2278 и 2279).

705. Если же по суду откроется, что жалоба на принужденіе принесена ложно, то проситель и лжесвидѣтели, показавшіе въ его пользу, должны быть подвергнуты наказанію, какое въ Уголовныхъ Законахъ установлено (Улож. о Наказ. ст. 1203, 1209, 2095, 2096).

706. Въ случаѣ подлога слѣдуетъ поступать по Уложенію о Наказаніяхъ, статьямъ 2282—2289.

711. La propriété des biens s'acquiert et se transmet par succession, par donation entre-vifs ou testamentaire, et par l'effet des obligations.

712. La propriété s'acquiert aussi par accession ou incorporation, et par prescription.

ГЛАВА ТРЕТІЯ.

О порядкѣ укрѣпленія правъ на имущества, или объ актахъ вообще.

707. Укрѣпленіе правъ на имущества производится: 1) крѣпостными и явочными актами, то есть: внесенными въ акты или книги, для сего установленныя, крѣпостями, записями, договорами и всякаго рода обязательствами; 2) актами домашними; 3) передачею самаго имущества или вводомъ во владѣніе онымъ.

708. Акты вносятся въ книги, по различію содержанія ихъ: одни у крѣпостныхъ дѣлъ, особенно для сего учрежденныхъ; другіе у дѣлъ маклерскихъ, а гдѣ оныхъ нѣтъ, то въ присутственныхъ мѣстахъ.

Примѣчаніе. По Уложенію 1649 года (гл. X, ст. 246—259) подъ именемъ крѣпостей разумѣлись не только крѣпости купчія и закладныя, дарственныя записи и прочіе акты, крѣпостнымъ порядкомъ нынѣ совершаемые, но и всѣ обязательства и договоры письменные, какъ то, кабалы всякаго рода, заемныя и наемныя, духовныя памяти, сговорныя, свадебныя памяти, назывались крѣпостями. Выраженіе: *крѣпостное разбирать по крѣпостямъ*, означало тогда, что всякое обязательство, на письмѣ учиненное, надлежитъ разбирать по словамъ и содержанію того письма, а не по свидѣтельству и не по вѣрѣ. Въ 1701 году всѣ акты раздѣлены на три статьи, и симъ положено начало настоящему порядку, который послѣдующими узаконеніями дополненъ и исправленъ.

709. Записи объ уступкѣ, продажѣ или обремененіи долгами ожидаемаго наслѣдства, при жизни того, послѣ коего должно открыться наслѣдство, признаются недѣйствительными.

Примѣчаніе. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской записи объ уступкѣ открывшагося уже наслѣдства, или о передачѣ правъ на отысканіе онаго, остаются въ своей силѣ и именуются улиточными.

710. Движимыя имущества могутъ быть пріобрѣтаемы, закопными способами, и безъ всякихъ письменныхъ актовъ, по однимъ словеснымъ договорамъ и соглашеніямъ.

711. Изъ сего общаго правила (ст. 710) изъемлются тѣ только движимыя имущества, конхъ пріобрѣтеніе закономъ именно постановлено производить не иначе, какъ крѣпостнымъ порядкомъ, и кои ниже въ книгѣ III означены.

Примѣчаніе. Порядокъ предъявленія и записки въ Уѣздномъ Судѣ или у Маклера художникомъ своего произведенія опредѣляется въ Уставѣ о Цензурѣ, статьѣ 322

ГЛАВА ЧЕТВЕРТАЯ.

О совершеніи и явкѣ актовъ у крѣпостныхъ дѣлъ.

Отдѣленіе первое.

Объ устройствѣ крѣпостныхъ дѣлъ.

712. Установленія крѣпостныхъ дѣлъ состоятъ: 1) при каждой Палатѣ Гражданскаго Суда, кромѣ Сибири, гдѣ оныя находятся при Губернскихъ и Областныхъ Правленіяхъ; 2) въ губерніяхъ Архангельской, Астраханской, Вятской, Олонецкой, Пермской и Ставропольской при Палатахъ Уголовнаго и Гражданскаго Суда, а въ губерніяхъ Кутаисской и Эриванской при Губернскихъ Судахъ; 3) при каждомъ Уѣздномъ и Окружномъ Судѣ и при тѣхъ Магистратахъ и Ратушахъ, Уѣздныхъ Управленіяхъ и другихъ равныхъ имъ присутственныхъ мѣстахъ, коимъ Учрежденіями ихъ предоставлено право принимать акты къ совершенію и явкѣ у крѣпостныхъ дѣлъ на томъ же основаніи, какъ и Уѣзднымъ Судамъ, съ наблюденіемъ лишь различія въ суммѣ таковыхъ актовъ; 4) при тѣхъ Коммерческихъ Судахъ, гдѣ сіе именно опредѣлено; 5) при Войсковомъ Гражданскомъ Судѣ войска Донскаго, при Войсковой Уральской Канцеляріи и Войсковыхъ Правленіяхъ Черноморскаго, Кавказскаго Линейнаго, Астраханскаго и Оренбургскаго казачьихъ войскъ и при Полковыхъ Правленіяхъ Астраханскаго Казачьяго Войска.

Примѣчаніе. Различіе въ пространствѣ правъ на совершеніе актовъ между исчисленными въ сей статьѣ установленіями, опредѣлено ниже, во II отдѣленіи сей главы.

713. Чиновники крѣпостныхъ дѣлъ именуются *Крѣпостными Надсмотрщиками* и *Писцами*.

714. Крѣпостные Писцы опредѣляются присутствіемъ того мѣста, при коемъ крѣпостныя дѣла состоятъ.

715. Для опредѣленія въ Писцы крѣпостныхъ дѣлъ требуется:

1) Способность къ изложенію актовъ и опытныя свѣдѣнія какъ въ законахъ, такъ и въ формахъ.

2) Доброе поведеніе и извѣстная честность.

716. Кромѣ сего, при учиненіи присяги на должность, Крѣпостные Писцы обязаны подписаться, что будутъ исправлять должность свою такъ, какъ сіе законами предписано.

717. Благонадежнѣйшіе изъ Крѣпостныхъ Писцовъ назначаются присутственнымъ мѣстомъ въ Надсмотрщики крѣпостныхъ дѣлъ, на каждые два года.

718. Надсмотрщикъ, при опредѣленіи его въ должность, даетъ, сверхъ присяги, подписку въ томъ, что въ письмѣ актовъ и во взятіи пошлинъ будетъ поступать по законамъ съ крайнею осторожностію и безъ всякаго упущенія.

719. Надсмотрщики и Писцы обязаны смотрѣть другъ за другомъ и доводить о замѣченныхъ ими противозаконныхъ дѣйствіяхъ до свѣдѣнія присутствующихъ.

720. Члены и Секретарь того присутственнаго мѣста, при коемъ находятся крѣпостныя дѣла, имѣютъ долгомъ наблюдать за надлежащимъ устройствомъ крѣпостной части и за тѣмъ, чтобы при письмѣ актовъ не происходило неправдъ, ябедническихъ коварствъ, взятокъ и волокитъ.

721. Ежели кто либо изъ Крѣпостныхъ Писцовъ или Надсмотрщиковъ окажется подозрительнымъ въ исправленіи своей должности, то члены присутственнаго мѣста могутъ въ то же время удалить его; за явное же преступленіе должны они, по надлежащемъ удостовѣреніи, предать его уголовному суду.

722. Въ Палатахъ (ст. 712) смотрѣніе за крѣпостною частію поручается въ особенности ближайшему надзору одного изъ членовъ.

723. Всѣ присутственныя мѣста, при коихъ состоятъ крѣпостныя дѣла, обязаны имѣть бдительный надзоръ за сохраненіемъ въ записныхъ крѣпостныхъ книгахъ установленнаго порядка, и на сей конецъ свидѣтельствовать оныя по крайней мѣрѣ однажды въ мѣсяцъ.

724. На семъ основаніи, по прошествіи каждаго мѣсяца, въ первый присутственный день наступившаго мѣсяца свидѣтельствуются присутствующими наличность казны и книги приходныя, расходныя и записныя крѣпостямъ; по окончаніи же свидѣтельства, дѣлается на каждой книгѣ подъ мѣсячнымъ перечнемъ надпись, удостовѣряющая вѣрность прихода, расхода и наличности остатка; сверхъ сего Казенная Палата отъ всѣхъ въ губерніи присутственныхъ мѣстъ, имѣющихъ право совершать крѣпостные акты, получаетъ, по истеченіи каждаго мѣсяца, свѣдѣнія о количествѣ совершенныхъ въ сихъ мѣстахъ актовъ, на основаніи Устава о Пошлинахъ.

Примѣчаніе. Ратуша города Сухумъ-Кале обязана доставлять въ Тифлисскую Казенную Палату свѣдѣнія о совершенныхъ ею актахъ по третямъ года.

725. Равномѣрно всѣ присутственныя мѣста, при коихъ состоятъ крѣпостныя дѣла, обязаны въ Январѣ каждаго года доставлять въ Казенныя Палаты при годовыхъ отчетахъ подлинныя приходныя, расходныя и записныя крѣпостямъ книги, и вообще всѣ документы, нужные для повѣрки вступленія въ казну пошлинъ съ крѣпостныхъ актовъ, независимо отъ отчетовъ, представляемыхъ губернскими мѣстами въ Мини-

стерство Юстиціи, на основаніи его Счетнаго Устава. Книги, для совершенія и явки актовъ установленныя, до отправленія въ Казенныя Палаты должны быть подписываемы въ концѣ всѣми наличными присутствующими.

726. Казенныя Палаты обязаны повѣрку, въ предшедшей статьѣ означенную, оканчивать въ теченіи одного мѣсяца, и потомъ немедленно обращать документы обратно; въ случаѣ же невозвращенія ихъ на срокъ, присутственныя мѣста доносятъ о семъ своему начальству.

727. Крѣпостныя записныя книги минувшаго года, по надлежащемъ ихъ обревизованіи и возвращеніи въ присутственное мѣсто, отдаются на храненіе тому, кому присутствіе прикажетъ; Надсмотрщики же должны въ пріемѣ оныхъ брать росписки и хранить оныя у себя.

Отдѣленіе второе.

Объ актахъ, совершаемыхъ и являемыхъ у крѣпостныхъ дѣлъ.

728. Акты, вносимые въ книги у крѣпостныхъ дѣлъ, суть двухъ родовъ: одни изъ нихъ вносятся *для совершенія* ихъ *крѣпостнымъ порядкомъ*, безъ чего они дѣйствительными не признаются: другіе вносятся токмо *для явки и засвидѣтельствованія* ихъ. Тѣ и другіе, бывъ записаны у крѣпостныхъ дѣлъ, именуются *крѣпостными*; но первые суть акты, *крѣпостнымъ порядкомъ совершенные*, а вторые суть *акты явочные*. Къ актамъ перваго рода (совершаемымъ крѣпостнымъ порядкомъ) принадлежатъ: крѣпости, купчія и закладныя, дарственныя записи и вообще всякаго рода акты, коими производится переходъ отъ одного лица другому права собственности на недвижимое имущество, на крѣпостныхъ людей, и на рекрутскія зачетныя квитанціи, равно какъ и окончательные акты объ увольненіи крестьянъ въ государственные, водворенные на собственныхъ земляхъ, и въ обязанные крестьяне. Къ актамъ втораго рода (являемымъ у крѣпостныхъ дѣлъ только для засвидѣтельствованія ихъ) принадлежатъ духовныя завѣщанія какъ крѣпостныя являемыя при жизни, такъ и домашнія, являемыя по смерти завѣщателя, рядныя записи на движимое имѣніе, крѣпостныя заемныя письма, закладныя въ движимомъ имѣніи, отказныя, раздѣльныя, отдѣльныя и запродажныя записи, наемныя, подрядныя и всякія другія, кромѣ актовъ перваго рода крѣпостнымъ порядкомъ совершаемыхъ.

Примѣчаніе. Отпускныя, на увольненіе людей изъ крѣпостнаго состоянія лично безъ земли, совершаются крѣпостнымъ или домашнимъ порядкомъ, но съ явкою у крѣпостныхъ дѣлъ, на основаніи правилъ, постановленныхъ въ статьяхъ 1153—1158 Законахъ о Состояніяхъ.

729. Акты перваго рода (ст. 728) могутъ быть совершаемы: 1) на всякую безъ ограниченія сумму у крѣпостныхъ дѣлъ при означенныхъ въ статьѣ 712 Палатахъ и Войсковыхъ Правленіяхъ, при Губернскихъ и Областныхъ Правленіяхъ въ Сибири, при Войсковомъ Гражданскомъ Судѣ войска Донскаго, при Окружномъ Судѣ Приморской области Восточной Сибири (съ разрѣшенія Военнаго Губернатора сей области), при Ратушѣ портоваго города Петровска (на сѣверо-западномъ берегу Каспійскаго моря); 2) на всякую безъ ограниченія сумму: въ Губернскихъ Судахъ Кутаисскомъ и Эриванскомъ и въ Ратушѣ Сухумъ-Кальской на недвижимыя имѣнія, въ вѣдомствѣ сихъ мѣстъ находящіяся; 3) на сумму до тысячи пяти сотъ рублей серебромъ: въ Окружныхъ Судахъ Сибирскихъ, въ Уѣздномъ Судѣ Кизлярскомъ, и въ Ратушахъ Кяхтинской и Моздокской; 4) на сумму до тысячи рублей серебромъ: въ Уѣздныхъ Судахъ губерній Тифлисской и Шемахинской; 5) на сумму до трехъ сотъ рублей серебромъ: при Уѣздныхъ Судахъ вообще; при Окружныхъ Судныхъ Начальствахъ войска Донскаго; при Городовыхъ Магистратахъ: Царицынскомъ, Старорусскомъ и Елисаветградскомъ; при Ратушахъ: Дубовской, Новоузенской и Лальской; при Полковыхъ Правленіяхъ Астраханскаго казачьяго войска; при Кронштадтскомъ Городовомъ Магистратѣ (на недвижимыя въ Кронштадтѣ находящіяся имѣнія); при Уѣздныхъ Управленіяхъ: Кубинскомъ (губ. Дербентской), Бакинскомъ (губ. Шемахинской) и Сигнагскомъ (губ. Тифлисской); 6) до ста пятидесяти рублей серебромъ въ Уральской Войсковой Канцеляріи. Ратушѣ города Поти предоставлено совершеніе крѣпостныхъ актовъ на имущества, находящіяся въ чертѣ сего города, и на мореходныя и рѣчныя суда.

Примѣчаніе 1. Въ губерніяхъ Кутаисской и Эриванской Губернскимъ Судамъ предоставлено также засвидѣтельствованіе, протестъ и явка всякаго рода сдѣлокъ и обязательствъ; въ уѣздахъ же Кутаисской губерніи Рачинскомъ, Озургетскомъ и Ахалцыхскомъ, по неимѣнію въ нихъ судебныхъ установленій и по отдаленности ихъ отъ губернскаго города, совершеніе и явка разнаго рода крѣпостныхъ актовъ, кромѣ купчихъ, закладныхъ, дарственныхъ записей и отпускныхъ, подлежащихъ вѣдѣнію Кутаисскаго Губернскаго Суда, возложены на тамошнія Уѣздныя Управленія; а въ Редутъ-Кале на Городскую Полицію, для чего и назначенъ въ оную особый Надсмотрщикъ крѣпостныхъ дѣлъ.

Примѣчаніе 2. Кавказскимъ военнымъ поселянамъ съ другими лицами, и обратно послѣднимъ съ первыми, предоставляется заключать условія и договоры въ мѣстахъ управленія ихъ, и сіи акты имѣютъ силу, равную съ заключенными въ установленныхъ для сего присутственныхъ мѣстахъ.

Примѣчаніе 3. Крѣпостные акты о продажѣ имѣній и домовъ, находящихся въ Прибалтійскихъ губерніяхъ, не могутъ быть совершаемы судебными мѣстами другихъ губерній.

Примѣчаніе 4. Совершеніе актовъ крѣпостныхъ и засвидѣтельствованіе актовъ явочныхъ въ Амурской области принадлежатъ къ предметамъ Окружнаго Суда, который дѣйствуетъ въ сихъ случаяхъ, всегда однако съ разрѣшенія Военнаго Губернатора области, на правахъ Палаты Гражданскаго Суда.

Примѣчаніе 5. Уѣзднымъ Судамъ Кіевской, Подольской и Волынской губерній, предоставлено право совершать крѣпостные акты на сумму до шести сотъ рублей.

730. Коммерческимъ Судамъ: Одесскому, Керченскому и Таганрогскому предоставляется совершать крѣпостнымъ порядкомъ акты на томъ

же основаніи, какъ и Палатамъ Гражданскаго Суда, на всякія имѣнія кромѣ деревень. Прочіе же Коммерческіе Суды могутъ тамъ, гдѣ нѣтъ Гражданскихъ Палатъ, совершать акты крѣпостнымъ порядкомъ, какъ между лицами, въ томъ городѣ пребывающими, такъ и между не принадлежащими къ ихъ вѣдомству и производящими торговлю въ другихъ мѣстахъ, на неограниченную сумму, но только по дѣламъ, до коммерческихъ оборотовъ относящимся и изъ оборотовъ оныхъ истекающимъ, на имущества, принадлежность торговли составляющія, какъ то: всякаго рода суда, товары и тому подобныя; гдѣ же нѣтъ Уѣздныхъ Судовъ, тамъ предоставляется Коммерческимъ Судамъ совершать акты крѣпостнымъ порядкомъ и на имѣнія недвижимыя, кромѣ деревень, не свыше однако же какъ на сумму, Уѣзднымъ Судамъ предоставленную.

731. Акты втораго рода (ст. 728) могутъ быть являемы для засвидѣтельствованія ихъ у крѣпостныхъ дѣлъ во всѣхъ мѣстахъ безъ ограниченія суммъ, кромѣ домашнихъ завѣщаній, кои должны быть явлены въ Гражданской Палатѣ.

Примѣчаніе. Николаевскому Городовому Магистрату и Ратушѣ города Сухумъ-Кале дозволяется свидѣтельствовать довѣренности всякаго рода наравнѣ съ Уѣздными Судами; Ратушѣ заштатнаго города Лальска (Вологодской губерніи) предоставляется принимать къ явкѣ вѣрющія письма и совершать договоры объ отдачѣ въ аренду недвижимыхъ непаселенныхъ имѣній; Ратушѣ города Петровска (на берегу Каспійскаго моря), до учрежденія въ семъ городѣ особыхъ присутственныхъ мѣстъ, разрѣшены, сверхъ совершенія крѣпостныхъ актовъ на всякую сумму, записка контрактовъ, векселей и заемныхъ писемъ и засвидѣтельствованіе довѣренностей и всякаго рода закупныхъ документовъ на основаніи существующихъ для сего правилъ.

732. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской записи вѣновыя, о пожизненномъ владѣніи, раздѣльныя, улиточныя (ст. 709, примѣч.). также и обязательства, въ коихъ занятыя суммы, обезпечиваются недвижимымъ имѣніемъ, должны быть совершаемы личнымъ сознаніемъ въ томъ судѣ, въ вѣдомствѣ коего оно находится. Совершенныя въ другихъ судахъ записи признаются недѣйствительными, ежели не будутъ безотлагательно предъявлены въ томъ Уѣздномъ Судѣ, вѣдомству коего подлежитъ, составляющее предметъ записи, недвижимое имущество. Впрочемъ записи о недвижимомъ имуществѣ совершенныя въ Гражданской Палатѣ той губерніи, гдѣ сіе имущество находится, сохраняютъ свою силу и безъ предъявленія въ Уѣздномъ Судѣ, коему подвѣдомо имущество.

733. Для записыванія сознаваемыхъ въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской записей, поименованныхъ въ предшедшей 732 статьѣ, въ Гражданскихъ Палатахъ и Уѣздныхъ Судахъ имѣются особыя шнуровыя книги; сознаніе же актовъ и обязательствъ свидѣтельствуется въ нихъ подписью младшаго члена и Секретаря, и за такою подписью и приложеніемъ печати Суда, выдаются съ тѣхъ документовъ, въ случаѣ надобности, выписи.

Судебное мѣсто, принявъ подобные акты, дѣлаетъ справку объ имѣніи, и если не окажется препятствія къ засвидѣтельствованію записи, то постановляетъ о семъ резолюцію; сверхъ того, какъ изъ сихъ записей вѣновыя и раздѣльныя имѣютъ предметовъ переходъ правъ собственности на недвижимыя имѣнія, то Гражданскія Палаты, по совершеніи оныхъ, должны дѣлать установленную ниже, въ статьѣ 761, публикацію.

Примѣчаніе 1. По указу 4 Марта 1843 года совершеніе существовавшихъ прежде въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской на имѣнія недвижимыя такъ называемыхъ *закладныхъ на упадь*, какъ противныхъ постановленіямъ Банкротскаго Устава и общему порядку гражданскихъ взысканій, уже не допускается.

Примѣчаніе 2. Въ мнѣніи Государственнаго Совѣта 1846 года Января 7, въ разрѣшеніе недоумѣній, встрѣченныхъ при введеніи въ Западныхъ губерніяхъ въ дѣйствіе общихъ законовъ Имперіи, постановлено: 1) Акты крѣпостные, подлежащіе сознанію, но при дѣйствіи Литовскаго Статута и Конституцій не сознанные, не могутъ, послѣ обнародованія указа 25 Іюня 1840 года, быть принимаемы къ сознанію, и если бы по недоразумѣнію и были къ такому сознанію судебными мѣстами приняты, то не пріобрѣтаютъ чрезъ сіе той силы, какую предоставляли имъ прежніе дѣйствовавшіе мѣстные узаконенія. Изъ сихъ актовъ недопускаемые вовсе нынѣ дѣйствующими общими законами должны считаться ничтожными, а прочіе получаютъ ту только силу и въ томъ пространствѣ, какія по симъ общимъ законамъ имъ присволяются. 2) Тѣ изъ долговыхъ обязательствъ, которымъ отъ составленія ихъ до обнародованія указа 25 Іюня 1840 года (т. е. до 9 Сентября того же года) не минуло еще года и шести недѣль, и которыя были своевременно, то есть до истеченія сего срока, предъявляемы для записки въ суды и сими послѣдними не приняты и не утверждены единственно по недоразумѣнію, и другаго законнаго къ тому препятствія не было и нѣтъ, могутъ, по желанію запмодавцевъ, быть представлены въ надлежащія судебныя мѣста для записки въ книги, и тогда обязательства сіи, по точному разуму 4 пункта указа 25 Іюня 1840 года, сохраняютъ ту законную силу, которая присвоивалась имъ прежними мѣстными узаконеніями, при дѣйствіи коихъ они были составлены. Къ совершенію акта на закладъ или отчужденіе имѣнія въ частныя руки мѣстные Уѣздные Суды и Гражданскія Палаты должны приступать не прежде, какъ по учиненіи, подъ собственною ихъ отвѣтственностію, справокъ съ актовыми книгами и съ вѣдомостями и табелями, означенными въ 6 пунктѣ указа 19 Февраля 1803 года, о всѣхъ долгахъ и претензіяхъ, обезпеченныхъ съ 9 Сентября 1840 года на закладываемомъ или отчуждаемомъ имѣніи. Уѣзднымъ Судамъ и Гражданскимъ Палатамъ другихъ губерній совершать купчія крѣпости, дарственныя записи и закладныя на состоящія въ Западныхъ губерніяхъ имѣнія не иначе, подъ собственною ихъ отвѣтственностію, какъ по представленіи продавцемъ, дарителемъ или закладчикомъ свидѣтельства мѣстной Гражданской Палаты, съ тѣми свѣдѣніями и удостовѣреніями, какія общими законами и указомъ 19 Февраля 1803 года требуются для свидѣтельствъ, выдаваемыхъ на залогъ имѣній въ кредитныхъ установленіяхъ. 3) Обязательствъ прежняго времени, писанныхъ съ обезпеченіемъ долга недвижимымъ имѣніемъ и совершенныхъ посредствомъ внесенія въ актовыя книги до 9 Сентября 1840 года, не принимать въ силѣ закладныхъ, учиненныхъ по общимъ законамъ. Во взысканіи по оныхъ денегъ руководствоваться правилами, установленными въ Высочайше утвержденныхъ 3 Апрѣля 1840 (13342) и 29 Апрѣля 1842 (15589) годовъ мнѣніяхъ Государственнаго Совѣта и въ указѣ 25 Іюня 1840 года, производя таковое взысканіе исполнительнымъ порядкомъ, изображеннымъ въ книгѣ I Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ, не взыскивая однако съ должниковъ по упомянутымъ обязательствамъ опредѣленной статьею 1575 неустойки за неплатежъ въ срокъ по три процента.

734. Относительно актовъ, совершаемыхъ въ Царствѣ Польскомъ (у Нотаріусовъ) и Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ и приводимыхъ въ дѣйствіе въ Имперіи, надлежитъ руководствоваться особыми правилами, въ нижеслѣдующихъ статьяхъ постановленными (ст. 735—741).

735. Подлинность актовъ, совершенныхъ въ Царствѣ, свидѣтельствуется тамошними судебными мѣстами по установленному для сего порядку, а въ Великомъ Княжествѣ удостовѣреніями, выдаваемыми, въ городахъ онаго изъ Магистрата, или Ординугсманскаго Суда, въ уѣздахъ же отъ Гератсгевдинга той юрисдикціи или коронаго Фохта того уѣзда, гдѣ составленъ документъ. Дѣйствительность таковыхъ свидѣтельствъ и соблюденіе установленныхъ для правильнаго совершенія акта формъ удостовѣряется въ Царствѣ Правительственною Коммисіею Юстиціи, а въ Великомъ Княжествѣ мѣстнымъ Губернаторомъ или, въ случаѣ его отсутствія, болѣзни, или же иного законнаго препятствія, Губернскимъ Правленіемъ, съ приложеніемъ печати онаго и съ объясненіемъ, при выдачѣ удостовѣренія симъ послѣднимъ, причины, почему оное не могло быть сдѣлано Губернаторомъ. О такомъ удостовѣреніи увѣдомляется Губернское Правленіе той губерніи Имперіи, гдѣ актъ долженъ быть приведенъ въ исполненіе, въ Царствѣ самою Коммисіею Юстиціи, а въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ Генералъ-Губернаторомъ, которому о каждомъ засвидѣтельствованіи акта, сдѣланномъ въ Великомъ Княжествѣ Губернаторомъ или Губернскимъ Правленіемъ, должно быть донесено сими послѣдними. Губернское Правленіе Имперіи, получивъ сіе извѣщеніе, даетъ знать о томъ надлежащему присутственному мѣсту.

736. Подлинность актовъ, совершенныхъ въ Имперіи и приводимыхъ въ дѣйствіе въ Царствѣ Польскомъ и Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ, свидѣтельствуется тѣмъ присутственнымъ мѣстомъ, которому непосредственно подвѣдомственно мѣсто, совершившее актъ; когда же актъ совершенъ не присутственнымъ мѣстомъ, а у Нотаріуса или Маклера, то мѣстнымъ Уѣзднымъ Судомъ. Подлинность засвидѣтельствованія судебнаго мѣста, а равно и соблюденіе установленныхъ для совершенія актовъ сего рода формъ, удостовѣряется мѣстнымъ Губернскимъ Правленіемъ, которое о каждомъ такомъ удостовѣреніи увѣдомляетъ, смотря по надобности, Правительственную Коммисію Юстиціи Царства или Финляндскаго Генералъ-Губернатора, а они даютъ о томъ знать надлежащему присутственному мѣсту.

737. Акты, совершенные въ Царствѣ на Польскомъ языкѣ, а въ Финляндіи на Шведскомъ и Финскомъ языкахъ, представляются судебнымъ мѣстамъ Имперіи съ переводами на Русскій, вѣрность которыхъ утверждается по распоряженію въ Царствѣ Коммисіи Юстиціи, а въ Великомъ Княжествѣ губернскихъ начальствъ онаго.

738. Акты, совершенные въ Царствѣ и Великомъ Княжествѣ, для полученія силы актовъ крѣпостныхъ въ Имперіи, должны быть явлены на общемъ основаніи, т. е. поданы или присланы въ Гражданскую Палату

или Уѣздный Судъ, по принадлежности, въ общіе установленные закономъ сроки, съ представленіемъ и узаконенныхъ пошлинъ, за вычетомъ того количества, которое уплачено въ Великомъ Княжествѣ, и объ уплатѣ котораго должно быть представлено удостовѣреніе. Сіи мѣста, по удостовѣреніи, что къ признанію предъявленнаго имъ акта подлинными и правильно совершеннымъ нѣтъ законнаго препятствія, вносятъ актъ въ крѣпостную книгу (ст. 915)

739. Духовныя завѣщанія, составляемыя въ Царствѣ и Великомъ Княжествѣ объ имѣніяхъ или капиталахъ, находящихся въ другихъ частяхъ государства, сверхъ удостовѣренія въ ихъ подлинности и совершеніи сообразно съ установленными законами и формами, должны подлежать явкѣ по правиламъ, установленнымъ законами Имперіи для утвержденія духовныхъ завѣщаній, домашнимъ порядкомъ совершаемыхъ (ст. 1060 и 1063).

740. Подлинность довѣренностей отъ лицъ, пребывающихъ въ Царствѣ и Великомъ Княжествѣ, на представленіе въ залогъ кредитнымъ установленіямъ имѣній, въ Имперіи находящихся, свидѣтельствуется на общемъ, въ предшедшихъ статьяхъ постановленномъ, основаніи. Довѣренности сіи представляются въ присутственныя мѣста Имперіи въ подлинникѣ, а буде онѣ совершены на Польскомъ, Шведскомъ или Финскомъ языкѣ, то и въ засвидѣтельствованномъ переводѣ. Копіи съ засвидѣтельствованной такимъ образомъ довѣренности и перевода препровождаются, въ Царствѣ Польскомъ Коммисіею Юстиціи Царства къ Министру Статсъ-Секретарю Царства, а въ Великомъ Княжествѣ къ Министру Статсъ-Секретарю сего Княжества, тѣмъ порядкомъ, какимъ препровождаются денежныя суммы. Министръ Статсъ-Секретарь, при отсылкѣ по принадлежности доставленныхъ ему копій, удостовѣряетъ каждый разъ о полученіи оныхъ, установленнымъ порядкомъ.

741. Пошлины съ представляемыхъ въ присутственныя мѣста Имперіи актовъ, составленныхъ въ Царствѣ или Великомъ Княжествѣ, взимаются при исполненіи оныхъ въ Имперіи; но при семъ изъ нихъ вычитается то количество, которое уплачено въ Великомъ Княжествѣ, по представленіи надлежащаго удостовѣренія въ сей уплатѣ. Если акты писаны не на гербовой или на гербовой не надлежащаго достоинства бумагѣ, то сіе не считается препятствіемъ къ явкѣ оныхъ, но слѣдующія за гербовую бумагу деньги взыскиваются съ предъявителя для внесенія въ казну.

Отдѣленіе третіе.

Обрядъ совершенія актовъ крѣпостнымъ порядкомъ.

742. Обрядъ совершенія актовъ крѣпостнымъ порядкомъ заключаетъ въ себѣ правила: или общія всѣмъ сего рода актамъ, или особенныя. Сіи послѣднія изложены въ своихъ мѣстахъ (ср. ниже, книги III и IV сего Свода). Общія же правила содержатся въ статьяхъ нижеслѣдующихъ.

Примѣчаніе. Порядокъ совершенія крѣпостныхъ актовъ, введенный въ Закавказскомъ краѣ указомъ 1832 года Января 26 и распространенный въ 1845 году Октября 29 на уѣзды Кутаисскій и Гурійскій, не распространяется на Мингрелію и Абхазію, гдѣ акты должны быть совершаемы на основаніи дѣйствующихъ тамъ особыхъ правилъ.

743. Для совершенія акта крѣпостнымъ порядкомъ надлежитъ у крѣпостныхъ дѣлъ объявить содержаніе его и условія. Не запрещается при семъ представить и готовый проектъ акта.

744. Надсмотрщикъ обязанъ разсмотрѣть условія акта и удостовѣриться, не состоитъ ли на обязывающихся лицахъ запрещенія въ совершеніи крѣпостей и нѣтъ ли въ виду другихъ законныхъ препятствій.

745. При совершеніи актовъ на переходъ недвижимыхъ имуществъ, справки по алфавитамъ запретительныхъ книгъ (Учр. Сенат. ст. 472, п. 4) должны быть дѣлаемы не только о лицѣ, отчуждающемъ имѣніе, но и о пріобрѣтающемъ оное.

746. Если существо акта и условія его не противны законамъ, и если, по выправкѣ, ни запрещенія, ниже какого либо другаго препятствія не окажется, то Надсмотрщикъ поручаетъ Писцу написать проектъ черноваго акта.

747. Актъ, вчернѣ написанный безъ скобленія, поправокъ и приписокъ, подписывается Надсмотрщикомъ, въ удостовѣреніе того, что къ совершенію онаго, на основаніи предшедшей статьи, нѣтъ никакого препятствія. Въ случаѣ малыхъ поправокъ, онѣ должны быть оговорены прежде рукоприкладства Надсмотрщика, рукою того, кто писалъ самый актъ.

748. Въ семъ видѣ черновой актъ вносится въ присутствіе. Если оно не встрѣтитъ препятствія къ совершенію акта, то рукою одного изъ присутствующихъ отмѣчается, на представленномъ проектѣ, подъ самою подписью Надсмотрщика, сколько и какія именно слѣдуетъ въ казну взять пошлины, и потомъ пишутся слѣдующія слова: *совершить по законамъ.* Сіи слова подписываются всѣми членами, въ тотъ день въ присутствіи находящимися.

749. Съ такою отмѣткою членовъ присутствія черновой актъ возвра-

щается къ Надсмотрщику, который, по минованіи въ немъ надобности, обязанъ сдать его для сохраненія въ Архивъ, гдѣ сего рода черновые акты должны быть содержимы въ надлежащемъ порядкѣ и исправности.

750. По перепискѣ черноваго проекта на надлежащей бумагѣ, Секретарь пишетъ на самомъ крѣпостномъ актѣ резолюцію присутствующихъ: *совершить по законамъ;* а Надсмотрщикъ выставляетъ на немъ количество слѣдующихъ съ онаго разнаго рода пошлинъ и денегъ на учиненіе публикаціи, обозначая каждый родъ оныхъ особо.

751. Подъ крѣпостнымъ актомъ подписывается дающій его, а за безграмотностію, подписывается тотъ, кому онъ вѣритъ. За симъ подписываются свидѣтели.

752. Потомъ актъ записывается перечнемъ въ особо заведенную у крѣпостныхъ дѣлъ книгу, называемую *докладною*, въ коей собственноручно одинъ изъ членовъ отмѣчаетъ, что такого-то числа, резолюціею присутствія, состоявшеюся на черновомъ актѣ, дозволено совершить его по законамъ и опредѣлено взыскать столько-то пошлинъ. Въ сей же книгѣ означается, что запрещенія нѣтъ, и показывается цѣна листа, на коемъ написанъ самый актъ.

753. Самыя пошлины принимаются Надсмотрщикомъ, а гдѣ есть, Казначеемъ, съ роспискою на актѣ; и какъ контроль долженъ быть производимъ по книгамъ казначейскимъ, то никакіе другіе сборщики къ сему не допускаются.

754. Секретарь повѣряетъ актъ и скрѣпляетъ листъ, надписавъ вверху, въ какомъ присутственномъ мѣстѣ актъ совершенъ. Послѣ чего актъ вносится въ записныя крѣпостныя книги отъ слова до слова.

755. Подъ записку акта въ книгѣ, дающій оный росписывается въ полученіи; потомъ выставляется на актѣ число состоянія онаго прописью и вручается тому, кто его къ совершенію представилъ.

756. Для совершенія акта предварительнаго журнала не требуется; но обо всемъ ходѣ дѣла, по предмету совершенія какого либо акта, должно быть непремѣнно записано въ журналъ послѣдняго дня совершенія акта (см. выше, ст. 754). Статья сего журнала, съ одной стороны въ видахъ полнаго ея изложенія, а съ другой въ видахъ сокращенія переписки, должна быть составлена и скрѣплена (кромѣ Секретаря) Надсмотрщикомъ, безъ всякаго отъ него особаго о семъ рапорта.

757. Въ сей статьѣ журнала (ст. 756) должно быть означено, когда и кѣмъ проектъ акта (объяснивъ кратко содержаніе онаго) представленъ, или составленъ Надсмотрщикомъ, что по собраннымъ справкамъ (ука-

завъ источникъ, откуда онѣ были взяты) препятствій къ совершенію не оказалось, что за тѣмъ актъ, по резолюціи Присутствія, состоявшейся на черновомъ актѣ (см. выше, ст. 748 и 752), совершенъ по законамъ такого-то числа и выданъ тогда-то и такому-то подъ росписку, и что пошлинъ взято столько-то, такого-то рода.

758. Резолюція Присутствія по сей статьѣ журнала (ст. 756) должна заключаться въ распоряженіи о разсылкѣ пошлинъ и объ отправленіи въ Типографію (ст. 761) объявленій о совершеніи акта, для припечатанія въ Вѣдомостяхъ, и въ другія мѣста, или копій съ актовъ (ст. 762) въ кредитныя установленія.

759. Журналы должны быть равномѣрно составляемы въ тѣхъ случаяхъ, когда актъ, по оказавшимся препятствіямъ, совершенъ быть не можетъ, а желавшій совершить его не удовольствуется словеснымъ въ томъ отъ Присутствія объявленіемъ или отказомъ, или когда представится нужнымъ взять такія справки (см. ст. 770, 773, 775, 783 и проч. сего Свода), которыхъ какое либо присутственное мѣсто по однимъ только требованіямъ или запросамъ Канцеляріи того мѣста, гдѣ совершается актъ, не доставитъ, или же наконецъ въ случаяхъ, когда актъ надлежитъ совершить на дому (см. ст. 765 и 766 сего же Свода).

760. Порядокъ совершенія какъ купчихъ крѣпостей, такъ и другихъ крѣпостныхъ актовъ долженъ быть вообще одинаковъ, исключая случаевъ, въ которыхъ для какихъ либо актовъ въ особенности существуютъ въ законахъ исключительныя правила.

761. По совершеніи каждаго акта, коимъ производится переходъ отъ одного лица къ другому права собственности на недвижимое имущество, въ какой бы губерніи имущество сіе ни находилось, мѣсто, совершавшее оный, обязано въ то же время:

1) По приложенной при семъ формѣ послать объявленія о совершеніи акта какъ въ С.-Петербургскую, такъ и въ Московскую Правительствующаго Сената Типографіи, для припечатанія въ издаваемыхъ отъ нихъ Объявленіяхъ. Потребныя же для сего деньги за гербовую бумагу, за припечатаніе и страховыя взимаются Надсмотрщикомъ при самомъ совершеніи акта.

2) Копію съ сихъ объявленій сообщить въ ту губернію и уѣздъ, гдѣ состоитъ недвижимое имущество, на которое актъ совершенъ.

3) Если имѣніе переходитъ къ казенному должнику, имя коего состоитъ въ запретительныхъ книгахъ, то вмѣстѣ съ совершеніемъ на вновь пріобрѣтаемое имъ имѣніе акта извѣщаются о семъ для надлежащаго распоряженія о возобновленіи сложенныхъ со счетовъ взысканій тѣ вѣдомства, въ коихъ возникъ казенный долгъ.

Примѣчаніе. Присылка статей о совершенныхъ присутственными и правительственны-

ми мѣстами и лицами на восточномъ берегу Чернаго моря актахъ на недвижимыя имѣнія, для припечатанія оныхъ въ Сенатскихъ Объявленіяхъ, производится чрезъ посредство мѣстныхъ Начальниковъ.

762. Съ актовъ, касающихся государственныхъ кредитныхъ установленій, присутственныя мѣста обязаны доставлять въ оныя, по принадлежности, съ первою по совершеніи почтою, вѣрные списки.

Примѣчаніе. Относительно порядка составленія и пересылки въ кредитныя установленія копій съ свидѣтельствъ, выдаваемыхъ на залогъ имѣній, и съ довѣренностей на полученіе по ссудамъ денегъ, наблюдаются правила, постановленныя ниже, въ статьяхъ 2315 и 2316 сего Свода и въ статьяхъ 333 и 334 Устава Кредитнаго.

763. Надсмотрщикъ и Писцы крѣпостныхъ дѣлъ, при исполненіи обряда, для совершенія крѣпостныхъ актовъ установленнаго, должны съ точностію наблюдать подробныя правила, въ слѣдующемъ отдѣленіи содержащіяся; въ противномъ случаѣ они подвергаются наказаніямъ и взысканіямъ, опредѣленнымъ въ Уложеніи о Наказаніяхъ, статьяхъ 505—514. Равнымъ образомъ подвергаются отвѣтственности и Члены и Секретари присутственныхъ мѣстъ, въ коихъ совершаются крѣпостные какого либо рода акты, въ случаѣ несоблюденія ими установленныхъ закономъ правилъ.

Примѣчаніе. Особыя правила, соблюдаемыя при совершеніи актовъ о передачѣ участковъ земли, раздаваемыхъ Министерствомъ Государственныхъ Имуществъ въ частное пользованіе въ окружности Санктпетербурга, изложены въ Уставѣ Лѣсномъ, приложеніи къ статьѣ 464, и въ Уставѣ о Казенныхъ Оброчныхъ Статьяхъ, приложеніи къ примѣчанію 1 статьи 76.

Отдѣленіе четвертое.

Общее подробное наставленіе о совершеніи и свидѣтельствованіи актовъ.

I. Объ удостовѣреніи въ самоличности совершающихъ актъ.

764. Надсмотрщикъ долженъ удостовѣриться въ самоличности тѣхъ, отъ имени коихъ совершаются акты, или ихъ повѣренныхъ. Онъ подвергается строгому наказанію за написаніе и совершеніе актовъ въ противность сего правила, а равно если совершитъ актъ отъ имени несовершеннолѣтняго.

765. Если предъявляющій къ совершенію актъ, по болѣзни, или другимъ уважительнымъ причинамъ, самъ явиться къ крѣпостнымъ дѣламъ не можетъ, а пришлетъ другаго съ просьбою, чтобы для написанія акта Крѣпостной Писецъ пришелъ къ нему на домъ: то Надсмотрщикъ, удостовѣрившись о важности сихъ причинъ, можетъ, съ разрѣшенія Присутствія, послать къ нему Писца. Написанный Писцомъ на дому актъ подписывается при немъ дающимъ оный и призванными свидѣтеля-

ми и приносится потомъ къ крѣпостнымъ дѣламъ для окончательнаго совершенія; послѣ чего выдается подъ росписку тому лицу, которому дающій актъ въ томъ повѣритъ.

766. Во всѣхъ тѣхъ случаяхъ, когда крѣпостной актъ совершается на дому по болѣзни, или по другой причинѣ, лицами, какъ грамотными, такъ и безграмотными, имъ дѣлается допросъ въ присутствіи члена того присутственнаго мѣста, въ которомъ сей актъ совершается.

Примѣчаніе. Акты, въ коихъ послѣ изданія указа 1837 года Января 13 формальность сія не соблюдена, считаются ничтожными.

767. Не возбраняется также, съ разрѣшенія Присутствія, посылать съ Крѣпостнымъ Писцомъ подлинную записную книгу къ дающему надомъ, для учиненія въ ней росписки въ полученіи акта.

II. О предварительномъ разсмотрѣніи, можетъ ли предположенный актъ быть совершенъ, или къ свидѣтельствованію быть принятъ.

768. Не приступая къ изложенію акта, Писцы крѣпостныхъ дѣлъ, и въ особенности Надсмотрщикъ, обязаны внимательно разсмотрѣть, на основаніи правилъ, изложенныхъ въ слѣдующихъ статьяхъ, не имѣется ли какихъ либо законныхъ препятствій къ совершенію предположеннаго акта.

769. Запрещается совершать акты, содержащіе въ себѣ распоряженія, законамъ противныя.

770. Запрещается писать и совершать отъ имени малолѣтныхъ, безумныхъ и сумасшедшихъ, банкротовъ и несостоятельныхъ должниковъ, публично наказанныхъ и лишенныхъ чести, всякіе вообще акты о имѣніи или о займѣ, а отъ имени несовершеннолѣтнихъ акты на продажу и закладъ недвижимаго ихъ имѣнія или на заемъ безъ согласія и подписи попечителей или опекуновъ ихъ.

771. Запрещеніе, въ 770 статьѣ изложенное, не распространяется на ссыльно-поселенцевъ, коимъ предоставляется и прежде перечисленія въ государственные крестьяне покупать на свое имя земли и домы, въ предѣлахъ той волости, къ которой они приписаны, или въ городѣ, въ коемъ пробыли, при безпорочномъ поведеніи, не менѣе трехъ лѣтъ сряду. Покупка сія совершается на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Уставѣ о Ссыльныхъ (ст. 774 и 775, по Прод. III, № 2).

Примѣчаніе. Статья сія удерживаетъ свою силу и въ отношеніи къ тѣмъ ссыльно-поселенцамъ, которые пріобрѣли домы до указа 1843 года, Ноября 22, такъ равно и къ тѣмъ, которые, на основаніи сего указа, пріобрѣли домы и земли на имя Экспедиціи о Ссыльныхъ.

772. Совершеніе актовъ и сдѣлокъ всякаго рода, могущихъ относиться къ имуществу лица, состоящаго подъ опекою за злоупотребленіе помѣщичьей власти, разрѣшается не иначе, какъ по представленіямъ учрежденной надъ нимъ опеки и по разсмотрѣніи оныхъ надлежащими опекунскими мѣстами.

773. Запрещается совершать акты о пріобрѣтеніи такого имѣнія, коимъ пріобрѣтающія лица по состоянію своему владѣть не въ правѣ. Къ таковымъ актамъ относятся и акты на пріобрѣтеніе чрезъ куплю, дареніе, или инымъ какимъ либо образомъ уволенными изъ крѣпостнаго состоянія и возведенными въ дворянское достоинство и потомками ихъ до третьяго поколѣнія тѣхъ населенныхъ имѣній, въ коихъ они сами, или отцы ихъ, или дѣды по отцамъ, были записаны въ ревизіяхъ, а равно и крѣпостныхъ людей безъ земли, когда сіи люди приписаны, или были приписаны къ тѣмъ населеннымъ имѣніямъ. Дворянамъ же обоего пола, состоящимъ въ бракѣ съ лицами, вышедшими изъ крѣпостнаго состоянія, запрещается при жизни сихъ лицъ, ихъ супруговъ, пріобрѣтать, какимъ либо образомъ, кромѣ наслѣдства, тѣ населенныя имѣнія, въ коихъ ихъ супруги, или отцы сихъ послѣднихъ, или дѣды по отцамъ, были приписаны по ревизіямъ, а равно и крѣпостныхъ людей безъ земли, когда сіи люди приписаны или были приписаны къ тѣмъ имѣніямъ. Мѣста, совершающія крѣпостные акты, хотя и не обязаны, при совершеніи акта на недвижимое населенное имѣніе, требовать отъ пріобрѣтателя онаго особыхъ удостовѣреній въ его происхожденіи, но должны объявлять ему о постановленномъ въ сей статьѣ запрещеніи, и если затѣмъ кто либо пріобрѣтетъ населенное имѣніе въ противность сего постановленія, то за сіе онъ подвергается лишенію того имѣнія, которое поступаетъ въ вѣдомство государственныхъ имуществъ, безъ взысканія за оное вознагражденія.

774. Когда на имѣніе наложено запрещеніе въ письмѣ купчихъ и закладныхъ крѣпостей, то симъ хотя и не запрещается принимать къ явкѣ предварительныя условія или запродажныя записи, но запрещается помѣщать въ оныхъ то условіе, чтобы по записи покупщикъ могъ вступить въ дѣйствительное владѣніе имуществомъ.

775. Но если продавецъ, на имѣніе коего наложено запрещеніе (ст. 774), представитъ другое собственное имѣніе, по цѣнѣ соразмѣрно обезпечивающее наложенное запрещеніе, или же внесена будетъ вся сумма иска или взысканія, по коему наложено запрещеніе: то совершеніе акта можетъ быть допущено.

776. Существующій о имѣніи судебный споръ не долженъ служить препятствіемъ къ совершенію на оное актовъ, развѣ бы по сему спору именно наложено было на имѣніе запрещеніе или назначено отдать оное въ опеку.

777. Запрещается совершать всякіе, какого бы то рода ни было, акты насчетъ капиталовъ, членамъ бывшаго Грузинскаго Царскаго Дома пожалованныхъ, или имѣній, на оные ими пріобрѣтенныхъ, доколѣ сіи имѣнія находиться будутъ во владѣніи сихъ именно лицъ. Что же касается до актовъ на имѣнія, непринадлежащія къ пріобрѣтеннымъ на опредѣленные отъ казны капиталы, то, при совершеніи оныхъ, должно представлять о томъ особое удостовѣреніе отъ Министерства Внутреннихъ Дѣлъ въ присутственное мѣсто, которое сверхъ того обязывается не принимать отъ членовъ бывшихъ Царскихъ Домовъ Грузинскаго и Имеритинскаго никакихъ бумагъ съ подписями званій, имъ не присвоенныхъ, и не утверждать сдѣлокъ и прочихъ актовъ, въ коихъ они подпишутся или наименуютъ себя какимъ либо титуломъ, противнымъ слѣдующему постановленію: Царевичи, сыновья Грузинскихъ Царей, сами по себѣ сохраняютъ сей титулъ; дѣти же ихъ именуются Князьями Грузинскими, а дѣти Царевичей Имеритинскихъ Князьями Имеритинскими; наконецъ дѣти, рожденныя отъ Царевенъ Грузинскихъ и Имеритинскихъ, вышедшихъ въ замужство за Князей, удерживаютъ фамилію своихъ отцовъ.

Примѣчаніе. Положеніемъ Комитета Министровъ 18 Іюня 1842 года опредѣлено: для упроченія состоянія членовъ бывшихъ Царскихъ домовъ: Грузинскаго и Имеритинскаго, вмѣсто производимыхъ поименованнымъ въ томъ положеніи лицамъ пожизненныхъ пенсіоновъ, равно пожалованныхъ на покупку имѣній капиталовъ, назначить потомственные пенсіоны въ увеличенномъ размѣрѣ; но дабы оные прочнымъ образомъ обезпечивали состояніе тѣхъ лицъ, то постановить правиломъ, что пенсіоны сіи ни въ какомъ случаѣ не могутъ быть обращаемы на уплату казенныхъ или частныхъ долговъ ихъ, а должны считаться неприкосновенною собственностію тѣхъ членовъ бывшихъ Закавказскихъ Царскихъ домовъ и ихъ наслѣдниковъ.

778. Акты о пріобрѣтеніи церквами и монастырями недвижимыхъ имѣній не могутъ быть совершаемы иначе, какъ съ Высочайшаго соизволенія. По духовно-учебному управленію при Св. Синодѣ дозволено дѣлать и приводить въ дѣйствіе окончательныя постановленія о совершеніи крѣпостныхъ актовъ на домы и другія недвижимыя (кромѣ населенныхъ) имущества, пожертвованныя въ пользу духовныхъ училищъ, съ тѣмъ, чтобы пожертвованія сіи оставались всегда при первоначальномъ ихъ назначеніи. Пріобрѣтеніе недвижимыхъ имуществъ для церквей Христіанскихъ иностранныхъ исповѣданій разрѣшается по правиламъ, изложеннымъ въ Уставѣ Духовныхъ Дѣлъ Иностранныхъ Исповѣданій, статьяхъ 114, 605 и 1011.

779. При совершеніи отъ имени священно и церковно-служителей актовъ на продажу ими недвижимаго имѣнія, надлежитъ напередъ удостовѣриться, что имѣніе то дѣйствительно не есть церковное, а собственное продавца.

780. При совершеніи однодворцами крѣпостныхъ актовъ на продажи и передачи ихъ земель, должны быть представлены отъ продавца тѣ

законные документы, по коимъ земля досталась ему или предку его въ частную собственность (для усмотрѣнія, можетъ ли по существующимъ объ однодворческихъ земляхъ правиламъ быть совершена предполагаемая сдѣлка), и сверхъ того свидѣтельство Волостнаго Правленія, что такая продаваемая или уступаемая земля состоитъ въ дѣйствительномъ владѣніи продавца; безъ сихъ доказательствъ не совершать и крѣпостныхъ актовъ. Но если переселяющійся однодворецъ проситъ о совершеніи акта на такую землю, на которую онъ имѣетъ документы, самая же земля состоитъ въ общественномъ владѣніи, то въ семъ ему надлежитъ отказывать, ибо онъ можетъ токмо уступать право свое на отысканіе земли, а не на самую землю.

781. Государственные поселяне, при совершеніи актовъ на продажу, мѣну, закладъ и всякаго рода передачи своихъ земель, обязаны: 1) въ случаѣ владѣнія оными по крѣпостямъ, представлять документы, по коимъ земли достались имъ или предкамъ ихъ въ частную собственность; 2) въ случаѣ неимѣнія документовъ, предъявлять свидѣтельства Палатъ Государственныхъ Имуществъ, что продаваемая, уступаемая или закладываемая земля не есть казенная и не составляетъ общественной принадлежности. Безъ подобныхъ удостовѣреній не должны быть принимаемы къ засвидѣтельствованію отъ государственныхъ поселянъ договоры о переуступкѣ земель.

782. Продажа и отчужденіе Закавказскими поселянами земель, пріобрѣтенныхъ ими до 1801 года, допускаются въ такомъ случаѣ, если на принадлежность сихъ земель будутъ представлены или законные документы, или, при неимѣніи сихъ документовъ, только удостовѣреніе о дѣйствительномъ владѣніи землями на правѣ личной собственности.

783. При всякой продажѣ или другой передачѣ постороннему лицу кѣмъ либо изъ Малороссійскихъ казаковъ земли, долженъ быть въ виду актъ, удостовѣряющій, что она имъ или предками его пріобрѣтена отъ лицъ другаго сословія и слѣдовательно не принадлежитъ къ казачьимъ по происхожденію; если не будетъ представлено законнаго на то акта, то крѣпостные акты на продаваемыя и уступаемыя Малороссійскими казаками земли дворянамъ и разночинцамъ совершать не иначе, какъ по предъявленіи свидѣтельства Палаты Государственныхъ Имуществъ, удостовѣряющаго, что продаваемая или уступаемая земля не принадлежитъ къ числу такихъ, которыя числятся казачьими.

Примѣчаніе 1. Малороссійскимъ казакамъ дозволяется земли, принадлежащія, по происхожденію ихъ, къ казачьимъ, продавать лицамъ не казачьяго происхожденія, единственно въ видахъ уничтоженія мелкой чрезполосности, въ слѣдующихъ случаяхъ: а) когда участокъ казачьей земли находится между землями владѣльцевъ иного сословія; б) когда продавецъ будетъ имѣть въ другомъ мѣстѣ необходимую, для обезпеченія какъ средствъ существованія его съ семействомъ, такъ и исправнаго взноса податей и отправленія повинностей, землю, въ количествѣ по крайней мѣрѣ пяти десятинъ удобной земли на се-

мейство, или же когда онъ можетъ на деньги, выручаемыя отъ продажи, пріобрѣсть себѣ пространство земли, равное тому, которое продаетъ; и в) когда подлежащій продажѣ участокъ незначителенъ и заключаетъ въ себѣ не болѣе трехъ десятинъ. Продажа въ сихъ случаяхъ вышеупомянутыхъ земель лицамъ не казачьяго происхожденія совершается на основаніи постановленныхъ для сего правилъ въ Законахъ о Состояніяхъ (ст. 863, примѣч. 2, по Прод. II).

Примѣчаніе 2. Войсковымъ обывателямъ Харьковской губерніи дозволяется продавать: тѣ старозаймочныя земли, которыя состоятъ въ личномъ ихъ владѣніи и распоряженіи и достались имъ по наслѣдству отъ предковъ, только равнымъ себѣ обывателямъ, а пріобрѣтенныя до 30 Марта 1859 года, покупкою, кому пожелаютъ. Правило сіе не распространяется на старозаймочныя земли, находящіяся въ общественномъ пользованіи войсковыхъ обывателей по числу душъ.

784. При совершеніи актовъ на имѣнія или капиталы, принадлежащіе Казначеямъ, ихъ женамъ или дѣтямъ, требуется, чтобъ ими представлены были установленныя на сіе дозволенія отъ мѣстъ или лицъ, въ непосредственной зависимости коихъ они состоятъ. Но правило сіе не распространяется на приходорасходчиковъ присутственныхъ мѣстъ.

Примѣчаніе. Само по себѣ разумѣется, что въ подобныхъ дозволеніяхъ не настоитъ надобности при покупкѣ и продажѣ Казначеями разнаго рода движимаго имущества и сельскихъ произведеній, при заключеніи условій на отдачу въ наемъ домовъ, квартиръ, лавокъ, и тому подобныхъ сдѣлкахъ.

785. Какъ присутственныя мѣста по всему государству не могутъ быть увѣдомляемы о всѣхъ чиновникахъ, состоящихъ въ Казначейскихъ должностяхъ, то за совершеніе акта отъ имени Казначея безъ дозволенія Казенной Палаты, могутъ они отвѣтствовать только тогда, когда доказано будетъ, что они учинили сіе завѣдомо.

786. Акты, учиненные карантинными чиновниками и служителями въ противность правиламъ, по сему предмету изложеннымъ въ Уставѣ Врачебномъ, не могутъ имѣть никакой силы.

787. Акты объ увольненіи дворовыхъ людей или крестьянъ безъ земли изъ имѣній, заложенныхъ въ кредитныхъ установленіяхъ, могутъ быть совершаемы или свидѣтельствуемы не иначе, какъ съ соблюденіемъ постановленныхъ для сего правилъ въ Уставахъ сихъ установленій.

788. Никакія письменныя обязательства колонистовъ не должны быть совершаемы безъ дозволенія ихъ начальствъ.

789. Палаты Гражданскаго Суда и Уѣздные Суды не должны, безъ предварительнаго спошенія съ Палатами Государственныхъ Имуществъ, а гдѣ ихъ нѣтъ, съ Казенными Палатами, совершать купчихъ крѣпостей на передачу зачетныхъ рекрутскихъ квитанцій между семействами казенныхъ крестьянъ.

790. На заложенныя въ кредитныхъ установленіяхъ недвижимыя имѣнія никакихъ актовъ, по коимъ тѣ имѣнія отъ одного лица переходятъ во владѣніе къ другому, присутственныя мѣста сами собою совер-

шать не должны, но обязаны предварительно имѣть на то согласіе сихъ установленій, по правиламъ, опредѣленнымъ въ статьѣ 1461 сего Свода и въ статьяхъ 304—309 Устава Кредитнаго. При совершеніи актовъ на имѣнія, заложенныя въ учрежденныхъ съ Высочайшаго разрѣшенія частныхъ Банкахъ, соблюдаются правила, въ Уставахъ сихъ Банковъ постановленныя.

791. Одни только имѣнія, лежащія въ губерніяхъ: Кіевской, Волынской и Подольской, изъ числа заложенныхъ въ Банкѣ, могутъ быть продаваемы на Кіевскихъ контрактахъ безъ предварительнаго разрѣшенія Банка, съ соблюденіемъ впрочемъ правилъ, въ статьѣ 311 Устава Кредитнаго по сему предмету постановленныхъ.

792. О заведеніяхъ съ приписными и покупными по праву фабричному крестьянами или другими какими либо поссессіями, никакихъ актовъ безъ вѣдома Департамента Мануфактуръ и Внутренней Торговли совершать не дозволяется.

793. Горные заводы, со всѣми ихъ принадлежностями, не иначе могутъ быть продаваемы и закладываемы, какъ съ вѣдома и дозволенія Департамента Горныхъ и Соляныхъ Дѣлъ. На домы и прочія строенія, состоящіе въ горныхъ заводахъ, при продажѣ оныхъ людямъ посторонняго вѣдомства, акты совершаются по представленіи свидѣтельствъ или удостовѣреній горнаго начальства о взысканіи съ нихъ лѣсныхъ пошлинъ.

794. Договоры или записи объ увольненіи помѣщичьихъ крестьянъ въ званіе государственныхъ, водворенныхъ на собственныхъ земляхъ, и въ званіе обязанныхъ крестьянъ, по полученіи указовъ Правительствующаго Сената съ изъясненіемъ, что оныя удостоены Высочайшаго утвержденія, вносятся немедленно Гражданскими Палатами въ крѣпостныя книги; затѣмъ, оставляя подлинный договоръ у себя для храненія, Палата выдаетъ участвующимъ сторонамъ списки съ тѣхъ договоровъ за подписью присутствующихъ и скрѣпою Секретаря Палаты, съ учиненіемъ надлежащей о совершеніи договора публикаціи.

795. При совершеніи актовъ о продажѣ и залогѣ имѣній въ губерніяхъ Тифлисской, Кутаисской, Эриванской, Шемахинской и Дербентской присутственныя мѣста обязаны: 1) объявлять продавцамъ статьи 1404 и 1409 сего Свода, въ коихъ изложено, чему подвергается продавецъ чужой собственности; 2) требовать, чтобы покупщикъ вносилъ въ то присутственное мѣсто, гдѣ совершается актъ продажи, всѣ деньги, слѣдующія за покупаемое имѣніе, или же представлялъ, по согласію съ нимъ

продавца, заемное письмо въ части или во всей суммѣ; 3) относительно ввода во владѣніе предписывать, чтобы покупатели вводимы были во владѣніе не позднѣе одного мѣсяца въ отдаленнѣйшихъ мѣстахъ, а въ мѣстахъ ближайшихъ не позднѣе двухъ недѣль. По вводѣ уже во владѣніе, то присутственное мѣсто, гдѣ совершенъ актъ продажи имѣнія, должно отдавать продавцу слѣдующ'я ему деньги или заемное письмо. Пограничные споры не могутъ служить препятствіемъ къ отдачѣ сихъ денегъ, а должны своимъ порядкомъ очищаться продавцемъ на законномъ основаніи.

796. Правила, въ предшедшей 795 статьѣ постановленныя о порядкѣ совершенія крѣпостныхъ актовъ въ Закавказскомъ краѣ, подлежатъ изъятію въ отношеніи къ Имеретинамъ, Гурійцамъ, Мингрельцамъ и Абхазамъ, которымъ вмѣняется въ обязанность: 1) въ прошеніяхъ, подаваемыхъ ими о совершеніи крѣпостныхъ актовъ на крестьянъ и недвижимыя имѣнія объяснять, какой именно губерніи или области и какого уѣзда они жители, и изъ какихъ происходятъ Князей и дворянъ; 2) при представленіи ими, для совершенія или засвидѣтельствованія отпускной, купчей крѣпости, закладной, дарственной записи и всякихъ другаго рода обязательствъ на крестьянъ и недвижимыя имѣнія, прилагать о дозволеніи на учиненіе сихъ актовъ и о правѣ собственности, письменныя удостовѣренія: Мингрельцамъ и Абхазамъ отъ своихъ владѣтелей, а Имеретинамъ и Гурійцамъ отъ тамошнихъ Правленій. Безъ сихъ удостовѣреній присутственныя мѣста не должны совершать никакихъ актовъ, кромѣ лишь векселей, заемныхъ писемъ, условій и вообще такихъ обязательствъ, по которымъ крестьяне и недвижимыя имѣнія не переходятъ въ казну или частное-владѣніе ни временно, ни навсегда.

797. При совершеніи крѣпостныхъ актовъ на имѣнія жителей города Ставрополя, Ставропольская Палата Гражданскаго и Уголовнаго Суда обязана забирать справки изъ тамошняго Приказа Общественнаго Призрѣнія, не состоятъ ли сіи имѣнія въ виду для обезпеченія какого либо займа по поручительствамъ, и если состоятъ, то не иначе совершать акты, какъ съ отнесеніемъ поручительства на новаго владѣльца, или же съ предоставленіемъ въ поручительство другаго имѣнія.

798. Не дозволяется на общественныя земли Башкирскія, какъ не подлежащія продажѣ съ публичныхъ торговъ, составлять какіе либо вообще долговые акты, и если таковые, вопреки сему запрещенію, кѣмъ либо изъ Башкиръ, Мещеряковъ, Тептярей и Бобылей, какъ чиновниковъ, такъ и казаковъ, будутъ выданы, то надлежитъ считать оные недѣйствительными и самихъ должниковъ судить, какъ положено, за обманъ.

III. О написаніи и изложеніи крѣпостныхъ актовъ.

799. Акты должны быть написаны на надлежащей гербовой бумагѣ, сообразно правиламъ, изложеннымъ въ Уставѣ о Пошлинахъ.

Примѣчаніе. Въ томъ же Уставѣ опредѣляется и количество крѣпостныхъ и канцелярскихъ пошлинъ, взимаемыхъ при совершеніи актовъ крѣпостнымъ порядкомъ.

800. Актъ долженъ быть написанъ безъ скобленія, поправокъ и приписокъ какъ въ самомъ актѣ, такъ и въ рукоприкладствахъ; впрочемъ малыя поправки и приписки хотя и по скобленному, но въ рѣчахъ неспорныхъ, а именно, не въ числахъ годовъ и дней, именахъ, названіяхъ вещей, и количествѣ денегъ, могутъ быть допущены, ежели участвующіе въ заключеніи акта не будутъ спорить о таковыхъ поправкахъ, но съ тѣмъ, чтобы они описали ихъ въ рукоприкладствѣ, означивъ именно, что сіе учинено по ихъ приказу; если жъ они сего оговорить не захотятъ, то, не совершая таковыхъ крѣпостей, переписывать оныя вторично.

801. Акты, на кои существуютъ установленныя формы, должны быть писаны по онымъ: въ прочихъ же надлежитъ сообразоваться съ общепринятою для каждаго ихъ рода формою, означивъ въ началѣ акта складомъ годъ, мѣсяцъ и число.

Примѣчаніе. Указомъ 1701 года Марта 7 хотя велѣно писать всякія крѣпости противъ образцовъ, данныхъ изъ Оружейной Палаты, но таковыхъ образцовъ дѣйствительно дано не было, какъ видно изъ дѣла, хранящагося въ Архивѣ Втораго Отдѣленія Собственной Его Императорскаго Величества Канцеляріи, о формахъ крѣпостямъ. Образцы же, послѣ того на нѣкоторые акты изданные, помѣщены ниже, въ своихъ мѣстахъ.

802. Предоставляя заключающимъ акты помѣщать въ оныхъ произвольныя условія по ихъ усмотрѣнію, надлежитъ однако же наблюдать: 1) чтобы въ сихъ условіяхъ не было допускаемо распоряженій противозаконныхъ, и рѣчей, вовсе ничего не значущихъ; равномѣрно наблюдать, 2) чтобы въ актъ не включалось ябедническихъ вымысловъ, и предостерегать людей простыхъ отъ такихъ распоряженій, которыя въ послѣдствіи могли бы служить къ ихъ ущербу.

803. Для предупрежденія ущерба казенныхъ пошлинъ надлежитъ наблюдать, чтобъ не было включаемо въ одинъ актъ распоряженій о различныхъ предметахъ, но чтобъ на каждый изъ нихъ составленъ былъ особый актъ.

Примѣчаніе. Для сей же цѣли чиновникамъ крѣпостныхъ дѣлъ вмѣняется въ обязанность объявлять совершающимъ акты указъ 1752 Іюля 29 (10015) о взысканіяхъ за утайку въ крѣпостяхъ настоящей цѣны имѣнія. Независимо отъ сего, чиновники крѣпостныхъ дѣлъ должны смотрѣть за исполненіемъ правилъ, постановленныхъ по сему предмету въ Уставѣ о Пошлинахъ.

804. Въ актахъ на недвижимыя имѣнія надлежитъ означать названія сихъ имѣній, равно какъ и принадлежащихъ къ нимъ пустошей;

равномѣрно надлежитъ означать свойство имѣнія, то есть, родовое ли оно, или благопріобрѣтенное, и показаніе продающаго о томъ, сколько именно долговыхъ рекрутскихъ частей переходитъ вмѣстѣ съ крестьянами, если они отправляютъ рекрутство натурою. Въ актахъ же о переуступкѣ людей безъ земли надлежитъ означать и дѣтей ихъ по именамъ. По совершеніи таковыхъ актовъ на недвижимыя имѣнія, Гражданскія Палаты тотчасъ должны о числѣ переходящихъ долговыхъ рекрутскихъ частей извѣщать Казенныя Палаты.

805. Въ актахъ о выдѣлѣ участковъ изъ населенныхъ имѣній дроби душъ не обозначаются, а надлежитъ показывать вообще часть имѣнія, выдѣлу подлежащую, съ означеніемъ общаго количества душъ, состоящихъ въ томъ имѣніи.

806. При письмѣ купчихъ и закладныхъ крѣпостей надлежитъ напоминать участвующимъ въ оныхъ, чтобы къ обыкновеннымъ очисткамъ и оговоркамъ присовокупляли также очистки и оговорки на случай могущаго оказаться на продаваемое или закладываемое имѣніе спора.

807. Акты должны быть писаны на Россійскую серебряную монету. Равнымъ образомъ во всѣхъ дѣлахъ казенныхъ и сдѣлкахъ частныхъ надлежитъ употреблять однѣ Россійскія мѣры и вѣсъ на основаніи правилъ, подробно опредѣленныхъ въ Уставѣ Торговомъ, статьяхъ 2747 и слѣд.

808. При совершеніи актовъ на пріобрѣтеніе казною отъ частныхъ лицъ имѣнія, наблюдать, чтобы сдѣлано было предварительно условіе, кто долженъ платить пошлины и деньги за гербовую бумагу для написанія акта.

IV. О свидѣтеляхъ, подписывающихся въ актахъ.

809. Свидѣтели требуются для того, чтобы въ совершеніи актовъ не происходило подлога; посему, существо свидѣтельства состоитъ въ удостовѣреніи: 1) что лица, участвующія въ совершеніи акта, суть точно тѣ самыя, кои заключаютъ обязательство; 2) что они оба въ умѣ и памяти; 3) что они умѣютъ, или не умѣютъ писать; 4) что ими точно или, по прошенію ихъ, другими приложены руки; и 5) что нѣтъ въ виду ничьего стороннаго принужденія.—Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской сверхъ того свидѣтели, или первый изъ нихъ, должны прописывать въ рукоприкладствѣ родъ и существо самаго акта, и изъяснить, что они приглашены по изустной просьбѣ участвующихъ въ составленіи акта.

810. Число свидѣтелей, требуемыхъ по роду актовъ, означено въ своихъ мѣстахъ при каждомъ изъ нихъ особенно (ср. кн. III и IV сего

Свода). Но узаконеніями, дѣйствующими въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, постановлено вообще, что свидѣтелей, которыхъ участвующіе въ составленіи акта обязаны приглашать лично, должно быть не менѣе трехъ, если актъ составляется о недвижимомъ имѣніи, или если содержащіяся въ оном обязательства обезпечиваются недвижимымъ имѣніемъ, и не менѣе двухъ, если актъ выдается на денежную сумму или движимую вещь безъ обезпеченія недвижимымъ имуществомъ.

811. Если актъ совершается по довѣренности, то свидѣтельство въ той же силѣ относится къ удостовѣренію о личности самихъ повѣренныхъ.

812. Въ свидѣтели принимаются люди извѣстные и достовѣрные и такіе, которыхъ бы въ послѣдствіи, въ случаѣ надобности, возможно было найти.

813. Вообще не могутъ быть свидѣтелями: 1) тѣ, въ пользу конхъ актъ составляется; 2) тѣ, кои сами не могутъ по законамъ отъ своего имени совершать акты.

814. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, при составленіи актовъ дворянами, свидѣтели должны быть преимущественно изъ помѣстныхъ дворянъ.

815. Не запрещается родственникамъ участвующихъ въ актѣ подписываться подъ онымъ свидѣтелями.

V. О подписаніи актовъ.

816. Совершающій актъ долженъ подписать оный своеручно; если же онъ безграмотенъ, или слѣпъ, или за болѣзнію не въ состояніи подписать оный самъ, то актъ подписывается, вмѣсто него, другимъ по его довѣрію, съ отвѣтственностію свидѣтелей въ томъ, что въ подписи акта не заключается никакого подлога.

817. Для предупрежденія всякаго спора, какъ дающіе актъ, такъ и свидѣтели должны прописывать въ рукоприкладствѣ чины свои и родъ акта, по формамъ установленнымъ.

Примѣчаніе. Евреи могутъ подписывать акты на собственномъ ихъ языкѣ, при неумѣніи писать на другомъ, но съ тѣмъ, чтобы подпись была переведена на тотъ языкъ, на которомъ самая бумага написана, и была надлежащимъ образомъ засвидѣтельствована.

818. Вообще всѣ подписи должны быть учинены такимъ образомъ, чтобы не оставалось между оными пустыхъ мѣстъ.

819. При совершеніи актовъ по имуществамъ и опекамъ глухонѣмыхъ, и хотя имѣющихъ слухъ, но лишенныхъ всякой возможности изъяснить свои мысли и волю рѣчами, нѣмыхъ, соблюдаются слѣдующія правила: 1) Акты, выдаваемые глухонѣмыми и нѣмыми, умѣющими читать и писать, принимаются къ совершенію и признаются дѣйствительными на общемъ основаніи, съ тою только предосторожностію, чтобы таковыя лица, при выдачѣ и совершеніи акта въ присутственномъ мѣстѣ, призываемы были лично въ Присутствіе онаго, для учиненія имъ установленнаго допроса, и чтобы допросъ сей, ими своеручно написанный, по запискѣ въ журналъ, хранился при крѣпостныхъ дѣлахъ; если же актъ такого лица требуетъ одной явки у маклерскихъ дѣлъ, то Маклеръ обязанъ взять лично отъ него подписку и пригласить двухъ извѣстныхъ и знающихъ совершителя людей, для засвидѣтельствованія дѣйствительности всего того въ книгѣ, въ которой должна быть написана и подписка. 2) Акты между глухонѣмыми и нѣмыми, неумѣющими читать и писать, и другими лицами, кто бы они ни были, постановляемые, принимаются къ совершенію тогда только, когда актомъ что либо безусловно и исключительно предоставляется въ пользу самого глухонѣмаго или нѣмаго, безъ всякихъ съ его стороны обязательствъ. 3) Къ совершенію акта для глухонѣмаго или нѣмаго, не умѣющаго читать и писать, лично обязательнаго, требуются всѣ тѣ, для охраненія подобнаго лица, предосторожности и правила, какія по закону установлены въ пользу малолѣтныхъ и лишенныхъ разсудка; въ противномъ случаѣ никакой актъ сего рода на имя, или отъ имени безграмотнаго глухонѣмаго и нѣмаго, со дня распубликованія мнѣнія Государственнаго Совѣта 30 Іюня 1839 года, не принимается къ совершенію, а если будетъ совершенъ, то признается ничтожнымъ.

VI. О внесеніи актовъ въ записныя книги.

820. Акты записываются въ данныя Надсмотрщикамъ отъ Присутствія книги, которыя должны быть прошнурованы и за скрѣпою присутствующихъ.

821. Въ записныя книги не должны быть вносимы акты прежде полученія съ оныхъ пошлинъ и прочихъ установленныхъ сборовъ.

822. Акты вписываются въ сіи книги отъ слова до слова, со всѣми подписями и скрѣпами, одинъ послѣ другаго къ ряду, не оставляя между оными пробѣловъ.

823. Записныя книги надлежитъ содержать въ чистотѣ, и не дѣлать въ оныхъ никакихъ подчистокъ; если же бы при внесеніи акта случилась

какая описка, то зачеркнувъ написанное такъ, чтобы можно было оное прочесть, написать должное надъ строкою; въ концѣ же записки всякую такую поправку оговаривать.

824. Подъ записною акта въ книгѣ, дающій оный росписывается, а пріемлющій прикладываетъ руку; первый, получивъ актъ изъ рукъ Надсмотрщика, вручаетъ оный послѣднему.

Примѣчаніе. О публикованіи актовъ, совершаемыхъ на недвижимое имѣніе, и объ отсылкѣ списковъ съ объявленій въ тѣ мѣста, гдѣ оно состоитъ, опредѣлено выше, въ статьѣ 761.

Отдѣленіе пятое.

О несостоявшихся актахъ.

825. Если продажа или иное укрѣпленіе за чѣмъ либо не состоится, то надлежитъ предъявить о семъ не далѣе семи дней со дня окончательнаго совершенія акта, т. е. со дня выдачи онаго отъ крѣпостныхъ дѣлъ. Если по таковомъ предъявленіи, присутственное мѣсто удостовѣрится, что актъ дѣйствительно не состоялся, то оно пріобщаетъ его къ прочимъ недѣйствительнымъ, отмѣчаетъ о недѣйствительности онаго въ записной книгѣ и возвращаетъ крѣпостныя пошлины, взятыя съ цѣны означеннаго въ актѣ имѣнія; но трехрублевая серебромъ пошлина, взятая за написаніе акта, остается въ казнѣ.

826. Если участвующіе въ актѣ найдутъ въ письмѣ онаго или въ рукоприкладствѣ какую либо противность, или же пожелаютъ перемѣнить что либо въ условіяхъ: то актъ, на основаніи предшедшей статьи, въ тотъ же семидневный срокъ можетъ быть переписанъ вновь со взятіемъ вторично одной трехрублевой серебромъ за написаніе его пошлины, съ тѣмъ однако же, чтобы при такой переписке сохраненъ былъ настоящій предметъ акта, дабы подъ предлогомъ сего не былъ совершенъ, къ ущербу пошлиннаго сбора, актъ существенно различный.

Отдѣленіе шестое.

О выдачѣ, вмѣсто утраченныхъ актовъ, выписей изъ записныхъ крѣпостныхъ книгъ.

827. Въ случаѣ утраты подлинныхъ неуничтоженныхъ актовъ, совершенныхъ или явленныхъ у крѣпостныхъ дѣлъ, дозволяется въ замѣнъ оныхъ давать выписи изъ крѣпостныхъ книгъ.

828. Выдача изъ судебныхъ мѣстъ копій съ актовъ должна быть

производима по прошеніямъ и состоявшимся по онымъ судебнымъ опредѣленіямъ.

829. При выдачѣ выписей берется съ просителя подписка въ томъ, что крѣпость, съ которой требуется выпись, есть дѣйствительная, ничѣмъ не уничтоженная, и подлинно сгорѣла или утратилась другимъ какимъ либо случаемъ. При семъ требуется также объявленіе по самой истинѣ и чистой совѣсти о томъ, не была ли произведена, напримѣръ, по заемному письму, какая либо уплата. Отзывъ просителя вносится въ выдаваемую выпись, дабы видно было, колькаго числа по тѣмъ актамъ искать надлежитъ.

830. Если о такихъ крѣпостяхъ, на кои даны выписи, произойдетъ споръ, то оный разбирается судебнымъ порядкомъ, и если окажется, что подлинный актъ уничтоженъ по взаимному согласію обѣихъ сторонъ одними надраніемъ, безъ прописанія того въ крѣпостныхъ книгахъ: то воспользовавшійся таковою выписью, сверхъ обвиненія по обстоятельствамъ дѣла, по которымъ онъ таковую выпись представилъ документомъ, подлежитъ взысканію по законамъ.

831. По копіи заемнаго обязательства, взятой изъ записныхъ книгъ присутственнаго мѣста, производится взысканіе токмо въ тѣхъ случаяхъ, когда истецъ представитъ доказательство объ уничтоженіи отвѣтчикомъ подлиннаго обязательства.

832. О выдачѣ выписей изъ актовыхъ книгъ Западныхъ губерній, собранныхъ за прошедшія столѣтія, включительно до 1799 года, въ Центральныхъ Архивахъ, учрежденныхъ въ городахъ Кіевѣ, Витебскѣ и Вильно (Общ. Учр. Губ. ст. 81, прил.), частныя лица съ просьбами, а присутственныя мѣста съ требованіями, обращаются къ завѣдывающимъ Архивами, которые, по изготовленіи выписи изъ просимаго акта, должны приглашать каждый разъ Уѣзднаго Предводителя Дворянства и одного изъ Губернскихъ Стряпчихъ. Лица сіи, сличивъ изготовленную выпись съ подлиннымъ актомъ и постановивъ заключеніе: признается ли оный несомнительнымъ, или подлежащимъ сомнѣнію и въ семъ случаѣ почему именно; обязаны завѣрять, вмѣстѣ съ завѣдывающимъ Архивомъ, вѣрность выдаваемаго документа и объяснять на ономъ со всею подробностію, что̀ оказалось по пересмотру подлиннаго акта. За симъ, по приложеніи къ выписи печати Архива, она выдается или препровождается по принадлежности. Сей же порядокъ долженъ быть соблюдаемъ и при выдачѣ выписей изъ актовыхъ книгъ съ 1800 года, оставленныхъ въ присутственныхъ мѣстахъ, съ тою лишь разницею, что возлагаемыя сими правилами обязанности на Губернскихъ Стряпчихъ и завѣдывающихъ

Архивами исполняются Уѣздными Стряпчими и присутственными мѣстами, въ коихъ хранятся книги.

Примѣчаніе. Прочія правила о выдачѣ выписей изъ актовыхъ книгъ Центральныхъ Архивовъ опредѣлены въ Общемъ Губернскомъ Учрежденіи, въ приложеніи къ статьѣ 81.

833. Копіи со всякихъ актовъ, выдаваемыхъ изъ присутственныхъ мѣстъ, должны быть писаны на установленной для того гербовой бумагѣ, сообразно Уставу о Пошлинахъ.

ГЛАВА ПЯТАЯ.

О явкѣ актовъ къ засвидѣтельствованію.

Отдѣленіе первое.

О мѣстахъ и лицахъ, у коихъ явочные акты свидѣтельствуются.

834. Акты явочные свидѣтельствуются или у крѣпостныхъ дѣлъ, или у Нотаріусовъ и Маклеровъ.

835. Въ городахъ, гдѣ нѣтъ ни Нотаріусовъ, ни Маклеровъ, исполненіе ихъ обязанностей возлагается на Магистраты и Ратуши, а гдѣ оныхъ нѣтъ, на Словесные Суды; но въ малолюдныхъ городахъ Сибири, за неимѣніемъ въ нихъ городскихъ судебныхъ мѣстъ, сіе исполненіе возлагается на состоящіе въ тѣхъ же городахъ Окружные Суды. Тамъ, гдѣ нѣтъ ни Нотаріусовъ, ни Маклеровъ, ни присутственныхъ мѣстъ, но есть Таможни, записка и удостовѣреніе заемныхъ актовъ поручается одному изъ таможенныхъ канцелярскихъ чиновниковъ, который, получивъ для сего изъ Таможни книгу, обязанъ дѣйствовать на основаніи правилъ, постановленныхъ для Нотаріусовъ и Маклеровъ; а въ заштатныхъ городахъ, посадахъ и мѣстечкахъ, гдѣ нѣтъ особаго городскаго управленія, Маклеровъ и Нотаріусовъ, записка актовъ можетъ быть производима пребывающими въ тѣхъ мѣстахъ Становыми Приставами, коимъ, для внесенія предъявляемыхъ имъ актовъ, выдаются особыя за шнуромъ и печатью книги по распоряженію Губернскаго Правленія.

Примѣчаніе 1. Въ портовомъ городѣ Ейскѣ, впредь до образованія въ немъ Ратуши, дозволено представлять заемныя обязательства, условія и договоры для явки, засвидѣтельствованія и протеста къ Начальнику города и порта.

Примѣчаніе 2. Во всѣхъ городахъ Оренбургской губерніи, гдѣ нѣтъ ни Думъ, ни Ратушъ, въ видѣ временной мѣры, впредь до учрежденія въ сихъ городахъ Думъ или Ратушъ, дозволено Городовымъ Старостамъ свидѣтельствовать торговыя довѣренности и вообще торговые документы, со взиманіемъ установленныхъ въ сихъ случаяхъ платежей.

Примѣчаніе 3. Въ городовыхъ управленіяхъ, отправляющихъ обязанности Маклеровъ и Нотаріусовъ, не слѣдуетъ взимать гербовыхъ пошлинъ за журналы по дѣламъ о засвидѣтельствованіи предъявляемыхъ имъ актовъ, хотя бы оные тѣми мѣстами и постановлялись сверхъ записки явочнаго акта въ установленныя для того книги.

Organisation du notariat.

1) Loi du 25 ventôse an XI.

Titre I. Des notaires et des actes notariés.

Section I. Des fonctions, ressort et devoirs des notaires.

1. Les notaires sont les fonctionnaires publics établis pour recevoir tous des actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, et pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions.

2. Ils sont institués à vie.

3. Ils sont tenus de prêter leur ministère lorsqu'ils en sont requis.

4. Chaque notaire devra résider dans le lieu qui lui sera fixé par le Gouvernement. En cas de contravention, le notaire sera considéré comme démissionnaire; en conséquence, le grand-juge Ministre de la justice, apres avoir pris l'avis du tribunal, pourra proposer au Gouvernement le remplacement.

5. Les notaires exercent leurs fonctions, savoir, ceux des villes où est établi le tribunal d'appel, dans l'étendue du ressort de ce tribunal;—Ceux des villes où il n'y a qu'un tribunal de première instance, dans l'étendue du ressort de ce tribunal;—Ceux des autres communes, dans l'étendue du ressort du tribunal de paix.

6. Il est défendu à tout notaire d'instrumenter hors de son ressort, à peine d'être suspendu de ses fonctions pendant trois mois, d'être destitué en cas de récidive, et de tous dommages-intérêts.

7. Les fonctions de notaires sont incompatibles avec celles de juges, commissaires du Gouvernement près les tribunaux, leurs substituts, greffiers, avoués, huissiers, préposés à la recette des contributions directes et indirectes, juges, greffiers et huissiers des justices de paix, commissaires de police et commissaires aux ventes.

Section II. Des actes, de leur forme; des minutes, grosses, expéditions et répertoires.

8. Les notaires ne pourront recevoir des actes dans lesquels leurs parents ou alliés, en ligne directe à tous les degrés, et en collatérale jusqu'au degré d'oncle ou de neveu inclusivement, seraient parties, ou qui contiendraient quelque disposition en leur faveur.

836. По управленію государственными имуществами, Волостныя Правленія получаютъ отъ Окружнаго Начальника шнуровую книгу для записки духовныхъ завѣщаній токмо о движимомъ имуществѣ не свыше пятнадцати рублей серебромъ и строеніяхъ на казенной землѣ, письменныхъ сдѣлокъ между государственными крестьянами и объявленій о желаніи наняться въ рекруты.

Примѣчаніе. Въ 1858 году предоставлено удѣльнымъ крестьянамъ, также бывшимъ пахатнымъ солдатамъ, состоящимъ въ удѣльномъ завѣдываніи, совершать всѣ обязательства и договоры, а равно духовныя завѣщанія на основаніи законовъ, существующихъ для крестьянъ государственныхъ, и всѣ письменныя сдѣлки удѣльныхъ крестьянъ между собою свидѣтельствовать въ Удѣльныхъ Приказахъ, по примѣру Волостныхъ Правленій государственныхъ имуществъ.—Сіе примѣчаніе относится и къ статьѣ 1015.

837. По управленію коннозаводскими крестьянами Волостныя Правленія снабжаются отъ Окружныхъ Начальниковъ особою книгою для записки свидѣтельствуемыхъ ими духовныхъ завѣщаній коннозаводскихъ крестьянъ и всѣхъ сдѣлокъ между ними. Впрочемъ не возбраняется крестьянамъ свидѣтельствовать свои акты и по общему законному порядку.

838. Всѣ заключаемые Калмыками, кочующими въ Астраханской и Ставропольской губерніяхъ, акты и обязательства какъ между собою, такъ и съ другими лицами, должны быть писаны на гербовой бумагѣ установленнаго достоинства и предъявляемы къ засвидѣтельствованію Улусному Управленію Калмыковъ, по принадлежности, безъ чего они не имѣютъ обязательной силы.

Примѣчаніе. Условія о наймѣ въ рекруты кочеваго Калмыка у частныхъ лицъ должны быть засвидѣтельтвованы въ Улусныхъ Управленіяхъ, порядкомъ, въ сей 838 статьѣ опредѣленнымъ, съ соблюденіемъ правилъ, въ Уставѣ Рекрутскомъ (по Прод. I) постановленныхъ.

839. Въ видахъ покровительства и посредничества Финляндскимъ сельскимъ обывателямъ, занимающимся перевозкою изъ С.-Петербурга въ Финляндію и обратно грузовъ и кладей или поставкою изъ Финляндіи сельскихъ произведеній, Финляндскому Торговому Стряпчему, въ С.-Петербургѣ пребывающему, вмѣняется въ обязанность: 1) разсматривать предварительно условія, заключаемыя въ С.-Петербургѣ съ Финляндскими сельскими обывателями по вышеупомянутымъ предметамъ; 2) свидѣтельствовать сіи условія и вносить ихъ въ особую книгу; 3) по возможности наблюдать за обоюднымъ исполненіемъ обязательствъ; 4) въ случаѣ надобности быть ходатаемъ за сихъ сельскихъ обывателей.

840. Къ Нотаріусамъ и Маклерамъ принадлежатъ: 1) Публичные Нотаріусы, 2) Городовые и Частные Маклеры, 3) Маклеры слугъ и рабочихъ людей, 4) Биржевые Маклеры, 5) Маклеры Судоходныхъ Расправъ, 6) Цеховые Маклеры, 7) Маклеры морскаго страхованія, 8) Маклеръ Кронштадтской Управы Общества вольныхъ матросовъ. Какъ Нотаріусы, такъ и Маклеры опредѣляются къ симъ должностямъ на осно-

9. Les actes seront reçus par deux notaires, ou par un notaire assisté de deux témoins, citoyens français, sachant signer, et domiciliés dans l'arrondissement communal où l'acte sera passé.

10. Deux notaires, parents ou alliés au degré prohibé par l'art. 8, ne pourront concourir au même acte.—Les parents, alliés, soit du notaire, soit des parties contractantes, au degré prohibé par l'art. 8, leurs clercs et leurs serviteurs, ne pourront être témoins.

11. Le nom, l'état et la demeure des parties, devront être connus des notaires, ou leur être attestés dans l'acte par deux citoyens connus d'eux, ayant les mêmes qualités que celles requises pour être témoin instrumentaire.

12. Tous les actes doivent énoncer les nom et lieu de résidence du notaire qui les reçoit, à peine de cent francs d'amende contre le notaire contrevenant.—Ils doivent également énoncer les noms des témoins instrumentaires, leur demeure, le lieu, l'année et le jour où les actes sont passés, sous les peines prononcées par l'art. 68 ci-après, et même de faux, si le cas y échoit.

13. Les actes des notaires seront écrits en un seul et même contexte, lisiblement, sans abréviation, blanc, lacune ni intervalle; ils contiendront les noms, prénoms, qualités et demeures des parties, ainsi que des témoins qui seraient appelés dans le cas de l'art. 11; ils énonceront en toutes lettres les sommes et les dates; les procurations des contractants seront annexées à la minute, qui fera mention que lecture de l'acte a été faite aux parties: le tout à peine de cent francs d'amende contre le notaire contrevenant.

14. Les actes seront signés par les parties, les témoins, et les notaires, qui doivent en faire mention à la fin de l'acte.—Quant aux parties qui ne savent ou ne peuvent signer, le notaire doit faire mention, à la fin de l'acte, de leurs déclarations à cet égard.

15. Les renvois et apostilles ne pourront, sauf l'exception ci-après, être écrits qu'en marge; ils seront signés ou paraphés, tant par les notaires que par les autres signataires, à peine de nullité des renvois et apostilles. Si la longueur du renvoi exige qu'il soit transporté à la fin de l'acte, il devra être non-seulement signé ou paraphé comme les renvois écrits en marge, mais encore expressément approuvé par les parties, à peine de nullité du renvoi.

16. Il n'y aura ni surcharge, ni interligne, ni addition dans le corps de l'acte; et les mots surchargés, interlignés ou ajoutés, seront nuls. Les mots qui devront être rayés, le seront de manière que le nombre puisse en être constaté à la marge de leur page correspondante, ou à la fin de l'acte, et approuvé de la même manière que les renvois écrits en marge; le tout à peine d'une amende de cinquante francs contre le notaire, ainsi que de tous dommages-intérêts, même de destitution en cas de fraude.

17. Le notaire que contreviendra aux lois et aux arrêtés du Gouvernement concernant les noms et qualifications supprimés, les clauses et expressions féodales, les mesures, ainsi que la numération décimale, sera condamné à une amende de cent francs, qui sera double en cas de récidive.

18. Le notaire tiendra exposé, dans son étude, un tableau sur lequel il inscrira les noms, prénoms, qualités et demeures des personnes qui, dans l'étendue du ressort où il peut exercer, sont interdites et assistées d'un conseil judiciaire, ainsi que la mention des jugements relatifs; le tout immédiatement après la notification qui en aura été faite, et à peine des dommages-intérêts des parties.

ваніи правилъ, изложенныхъ въ Уставѣ Торговомъ, статьяхъ 2422—2456.

Примѣчаніе. Кронштадтской Управѣ Общества вольныхъ матросовъ предоставлено имѣть особаго Маклера для свидѣтельствованія договоровъ корабельщиковъ съ нанимаемыми на корабли вольными матросами и вообще для веденія письменныхъ дѣлъ по примѣру Маклеровъ, положенныхъ при С.-Петербургской Ремесленной Управѣ, на основаніи Учрежденія С.-Петербургскаго Общественнаго Управленія (Общ. Губ. Учр., ст. 4494 и 4498).

841. Публичнымъ Нотаріусамъ предоставляется: 1) удостовѣреніе заемныхъ актовъ и всякихъ сдѣлокъ (за исключеніемъ тѣхъ, кои непремѣнно должны быть совершены порядкомъ крѣпостнымъ), 2) свидѣтельство о заявленіи заемныхъ писемъ по причинѣ неплатежа; и 3) протестъ векселей.

842. Находящимся въ С.-Петербургѣ Биржевымъ Нотаріусамъ предоставляется преимущественно: 1) свидѣтельствовать акты, заключаемые собственно между иностранцами и Россійскими подданными, и 2) заниматься переводомъ на Русскій языкъ вѣрющихъ писемъ и другихъ актовъ, высылаемыхъ изъ чужихъ краевъ для предъявленія въ присутственныя мѣста.

Примѣчаніе. Постановленныя для Маклеровъ при С.-Петербургскомъ портѣ правила, съ распространеніемъ оныхъ на состоящихъ при Московской биржѣ Маклеровъ и Нотаріуса, равно и измѣненія, сдѣланныя для сихъ послѣднихъ, изложены въ Уставѣ Торговомъ, статьяхъ 2478—2525 и 2628—2635.

843. Правомъ, предоставленнымъ предшедшею 842 статьею Биржевымъ Нотаріусамъ при С.-Петербургскомъ портѣ, свидѣтельствовать всякаго рода акты, пользуются также Публичные Нотаріусы въ Тифлисѣ, на основаніи Устава Торговаго, статьи 2457, исключая довѣренности на совершеніе купчей крѣпости или закладной, на залогъ имѣнія въ кредитныя установленія и полученіе отъ нихъ денегъ, на уступку и пріобрѣтеніе внесенныхъ въ государственную долговую книгу капиталовъ, и на представленіе въ залогъ, по откупамъ, населенныхъ имѣній, земель, зданій и капиталовъ.

844. Частнымъ (состоящимъ при частяхъ города) Маклерамъ предоставляется свидѣтельствованіе тѣхъ же актовъ, какіе удостовѣряются Публичными Нотаріусами, за исключеніемъ въ С.-Петербургѣ и Москвѣ протеста векселей и явки заемныхъ писемъ по срокѣ, каковыя дѣйствія исключительно присвоиваются Публичнымъ Нотаріусамъ.

845. Какъ Нотаріусамъ, такъ и Маклерамъ запрещается записывать въ свои книги акты, въ коихъ заключаются условія о продажѣ, или уступкѣ, или залогѣ отъ одного лица другому недвижимаго имущества.

846. Маклеры слугъ и рабочихъ людей удостовѣряютъ акты о наймѣ сихъ людей.

19. Tous actes notariés feront foi en justice, et seront exécutoires dans toute l'étendue de la République.—Néanmoins, en cas de plainte en faux principal, l'exécution de l'acte argué de faux sera suspendue par la déclaration du jury d'accusation, prononçant *qu'il y a lieu à accusation:* en cas d'inscription de faux faite incidemment, les tribunaux pourront, suivant la gravité des circonstances, suspendre provisoirement l'exécution de l'acte.

20. Les notaires seront tenus de garder minute de tous les actes qu'ils recevront.—Ne sont néanmoins compris dans la présente disposition, les certificats de vie, procurations, actes de notoriété, quittances de fermages, de loyers, de salaires, arrérages de pensions et rentes, et autres actes simples qui, d'après les lois, peuvent être délivrés en brevet.

21. Le droit de délivrer des grosses et des expéditions n'appartiendra qu'au notaire possesseur de la minute; et, néanmoins, tout notaire pourra délivrer copie d'un acte qui lui aura été déposé pour minute.

22. Les notaires ne pourront se dessaisir d'aucune minute, si ce n'est dans les cas prévus par la loi, et en vertu d'un jugement.—Avant de s'en dessaisir, ils en dresseront et signeront une copie figurée, qui, après avoir été certifiée par le président et le commissaire du tribunal civil de leur résidence, sera substituée à la minute, dont elle tiendra lieu jusqu'à sa réintégration.

23. Les notaires ne pourront également, sans l'ordonnance du président du tribunal de première instance, délivrer expédition ni donner connaissance des actes à d'autres qu'aux personnes intéressées en nom direct, héritiers ou ayants droits, à peine des dommages-intérêts, d'une amende de cent francs, et d'être, en cas de récidive, suspendus de leurs fonctions pendant trois mois; sauf néanmoins l'exécution des lois et règlements sur le droit d'enregistrement, et de celles relatives aux actes qui doivent être publiés dans les tribunaux.

24. En cas de compulsoire, le procès-verbal sera dressé par le notaire dépositaire de l'acte, à moins que le tribunal qui l'ordonne ne commette un de ses membres, ou tout autre juge, ou un autre notaire.

25. Les grosses seules seront délivrées en forme exécutoire; elles seront intitulées et terminées dans les mêmes termes que les jugements des tribunaux.

26. Il doit être fait mention, sur la minute, de la délivrance d'une première grosse, faite à chacune des parties intéressées: il ne peut lui en être délivré d'autre, à peine de destitution, sans une ordonnance du président du tribunal de première instance, laquelle demeurera jointe à la minute.

27. Chaque notaire sera tenu d'avoir un cachet ou sceau particulier, portant ses nom, qualité et résidence, et, d'après un modèle uniforme, le type de la République française.—Les grosses et expéditions des actes porteront l'empreinte de ce cachet.

28. Les actes notariés seront légalisés, savoir, ceux des notaires à la résidence des tribunaux d'appel, lorsqu'on s'en servira hors de leur ressort; et ceux des autres notaires, lors qu'on s'en servira hors de leur département.—La légalisation sera faite par le président du tribunal de première instance de la résidence du notaire, ou du lieu où sera délivré l'acte ou l'expédition.

29. Les notaires tiendront répertoire de tous les actes qu'ils recevront.

30. Les répertoires seront visés, cotés et paraphés par le président, ou, à son défaut, par un autre juge du tribunal civil de la résidence: ils contiendront la date, la nature et l'espèce de l'acte, les noms des parties, et la relation de l'enregistrement.

Примѣчаніе. По вопросу: могутъ ли Публичные Нотаріусы въ Одессѣ свидѣтельствовать акты слугъ и рабочихъ людей, мнѣніемъ Государственнаго Совѣта 10 Іюня 1839 года (12431) дозволено, до учрежденія въ Одессѣ Частныхъ Маклеровъ, допустить свидѣтельствованіе сихъ актовъ не только Маклерамъ слугъ и рабочихъ людей, но и Публичному Нотаріусу, съ веденіемъ особенныхъ для сего книгъ.

847. Дозволяется какъ Частному Маклеру, такъ и Маклеру слугъ и рабочихъ людей принимать для засвидѣтельствованія отъ нанимающихся въ услуженіе или работы людей контракты, договоры и условія, безъ различія, къ которому бы изъ нихъ кто изъ таковыхъ людей ни обратился. Маклерамъ Ремесленныхъ Управъ дозволяется наравнѣ съ Маклерами Городовыми и Частными свидѣтельствовать контракты, заключаемые мастерами съ подмастерьями и учениками.

848. Ремесленнымъ Маклерамъ предоставляется исключительное право свидѣтельствовать, относительно малолѣтныхъ учениковъ какъ временныхъ, такъ и вѣчныхъ цеховъ, всѣ контракты и условія, заключаемые мастерами съ лицами, имѣющими право отдавать малолѣтныхъ въ ученье; причемъ Маклеры сіи обязываются въ точности исполнять правила, предписанныя въ статьѣ 889 сего Свода, и взыскивать съ сихъ учениковъ установленный сборъ въ пользу города и ремесленной казны, а также и слѣдующія по статьѣ 185 Устава Ремесленнаго пошлины за записку въ ученичью книгу, въ которую должны быть вносимы всѣ ученики, въ томъ числѣ и изъ крѣпостныхъ людей; тамъ же, гдѣ нѣтъ Ремесленныхъ Маклеровъ, означенные контракты и условія могутъ свидѣтельствовать и Частные Маклеры.

849. Въ городахъ и мѣстечкахъ, гдѣ существуютъ Маклеры и Нотаріусы изъ Христіанъ и изъ Евреевъ (Уст. Торг. ст. 2423), послѣдніе обязаны совершать лишь акты между Евреями и отнюдь не могутъ участвовать въ совершеніи какихъ либо сдѣлокъ между Христіанами, или даже и Христіанъ съ Евреями. Но Евреямъ не воспрещается, буде они пожелаютъ, совершать акты и между собою чрезъ Маклеровъ и Нотаріусовъ изъ Христіанъ.

Примѣчаніе. Постановленное въ сей статьѣ правило не распространяется на тѣхъ Маклеровъ и Нотаріусовъ изъ Евреевъ, которые опредѣлены въ сіи должности въ Одессѣ до изданія закона 8 Декабря 1852 года: имъ дозволяется совершать по прежнему акты между Христіанами и Христіанъ съ Евреями.

850. Чрезъ Биржевыхъ Маклеровъ совершаются акты о торговыхъ сдѣлкахъ и вексельныхъ оборотахъ по особымъ правиламъ, изложеннымъ въ статьѣ 2502 Устава Торговаго.

Примѣчаніе. Одесскіе Биржевые Маклеры, опредѣленные въ сіе званіе до распубликованія Высочайше утвержденнаго 20 Іюля 1848 года мнѣнія Государственнаго Совѣта о новыхъ учрежденіяхъ по Одесской биржѣ и тамошнему порту, могутъ свидѣтельствовать долговыя обязательства и другіе акты, предоставленные вообще свидѣтельству собственно Городовыхъ Маклеровъ и Нотаріусовъ, но съ тѣмъ, чтобы они получали отъ Одесской Городской Думы особыя шнуровыя книги для записки тѣхъ обязательствъ и актовъ, кото-

Titre II. Régime du notariat.

Section I. nombre, placement et cautionnement des notaires.

31. Le nombre des notaires pour chaque département, leur placement et résidence, seront déterminés par le Gouvernement, de manière, 1) que dans les villes de cent mille habitans et au-dessus, il y ait un notaire, au plus, par six mille habitants; 2) que dans les autres villes, bourgs ou villages, il y ait deux notaires au moins, ou cinq au plus, par chaque arrondissement de justice de paix.

32. Les suppressions ou réductions de places ne seront effectuées que par mort, démission ou destitution,

33. Les notaires exercent sans patentes; mais ils sont assujettis à un cautionnement fixé par le Gouvernement, et qui sera spécialement affecté à la garantie des condamnations prononcées contre eux, par suite de l'exercice de leurs fonctions.—Lorque, par l'effet de cette garantie, le montant du cautionnement aura été employé en tout ou en partie, le notaire sera suspendu de ses fonctions, jusqu'à ce que le cautionnement ait été entièrement rétabli; et, faute par lui de l'établir, dans les six mois, l'intégralité du cautionnement, il sera considéré comme démissionnaire et remplacé.

34. Le cautionnement sera fixé par le Gouvernement, en raison combinée des ressort et résidence de chaque notaire.—Ces cautionnements seront versés, remboursés et les intérêts payés conformément aux lois sur les cautionnements, sous la déduction de tous versements antérieurs.

Section II. Conditions pour être admis, et mode de nomination au notariat.

35. Pour être admis aux fonctions de notaire, il faudra,—1) Jouir de l'exercice des droits de citoyen; 2) Avoir satisfait aux lois sur la conscription militaire; 3) Être agé de vingt-cinq ans accomplis; 4) Justifier du temps de travail prescrit par les articles suivants.

36. Le temps de travail ou stage sera, sauf les exceptions ci-après, de six années entières et non interrompues, dont une des deux dernières, au moins, en qualité de premier clerc chez un notaire d'une classe égale à celle où se trouvera la place à remplir.

37. Le temps de travail pourra n'être que de quatre années, lorsqu'il en aura été employé trois dans l'étude d'un notaire d'une classe supérieure à la place qui devra être remplie, et lorsque, pendant la quatrième, l'aspirant aura travaillé, en qualité de premier clerc, chez un notaire d'une classe supérieure ou égale à celle où se trouvera la place pour laquelle il se présentera.

38. Le notaire déjà reçu, et exerçant, depuis un an, dans une classe inférieure, sera dispensé de toute justification de stage, pour être admis à une place de notaire vacante dans une *classe* immédiatement supérieure.

39. L'aspirant qui aura travaillé pendant quatre ans, sans interruption, chez un notaire de première ou de seconde classe, et qui aura été, pendant deux ans au moins, défenseur ou avoué près d'un tribunal civil, pourra être admis dans une des classes où il aura fait son stage, pourvu que, pendant l'une des deux dernières années de son stage, il ait travaillé, en qualité de premier clerc, chez un notaire d'une classe égale à celle où se trouvera la place à remplir.

40. Le temps de travail exigé par les articles précédents, devra être d'un tiers en sus, toutes les fois que l'aspirant, ayant travaillé chez un notaire d'une classe inférieure, se présentera pour remplir une place d'une classe immédiatement supérieure.

рыхъ свидѣтельствованіе предоставляется имъ лично, а не по должности Биржевыхъ Маклеровъ, и чтобы книги сіи и полупроцентныя съ записки актовъ деньги поступали на ревизію общеустановленнымъ для Городовыхъ Маклеровъ и Нотаріусовъ порядкомъ.

851. Маклерамъ Судоходныхъ Расправъ и Отдѣленій ихъ предоставлено свидѣтельствованіе всѣхъ безъ изъятія договоровъ, заключаемыхъ судопромышленниками по предметамъ, касающимся мѣстнаго судоходства, во всѣхъ мѣстахъ, гдѣ учреждены Судоходныя Расправы или ихъ Отдѣленія.

852. Цеховые Маклеры въ С.-Петербургѣ свидѣтельствуютъ акты о личномъ наймѣ, и ведутъ письменныя дѣла по цехамъ. Какъ Россійскимъ, такъ и иностраннымъ цеховымъ дозволяется избирать способныхъ къ отправленію должности Цеховыхъ Маклеровъ изъ всѣхъ вообще свободныхъ сословій, не исключая и иногородныхъ, съ согласія того сословія, къ коему принадлежитъ избираемый въ сію должность.

853. Чрезъ посредство Маклера морскаго страхованія, гдѣ же его нѣтъ, чрезъ Частнаго или Биржеваго Маклера, заключается договоръ или полисъ между страхователемъ и страховщикомъ о морскомъ страхованіи.

854. Нотаріусы и Маклеры должны быть люди грамотные.

855. Нотаріусы и Маклеры, имѣющіе право удостовѣрять какъ заемные, такъ и другіе разнаго рода акты, обязаны имѣть двѣ книги: одну для записки векселей и заемныхъ писемъ, а другую для внесенія разныхъ другихъ договоровъ. Книги всѣхъ вообще Маклеровъ и Нотаріусовъ должны быть единообразнаго формата, и именно: листы оныхъ должны равняться листу простой гербовой бумаги, т. е. имѣть въ длину не болѣе десяти, а въ ширину восьми вершковъ. Онѣ должны быть изготовляемы на счетъ суммы, для канцелярскихъ расходовъ Нотаріусамъ и Маклерамъ опредѣленной.

856. Биржевые Нотаріусы получаютъ отъ Департамента Внѣшней Торговли книгу на записку нотаріальныхъ актовъ для иностранцевъ. Въ веденіи сей книги руководствуются они правилами, постановленными на сей предметъ для Биржевыхъ Маклеровъ въ статьяхъ 2511—2517 Устава Торговаго.

857. Частнымъ и Городовымъ Маклерамъ дозволяется имѣть для прикладыванія къ актамъ печати съ изображеніемъ въ серединѣ городскаго (казеннаго) герба, а вокругъ по краямъ званія, имени и отчества Маклера, съ тѣмъ, чтобы прежде всего таковыя печати для оставленія слѣпка представлены были въ то мѣсто, подъ вѣдомствомъ котораго они состоятъ. С.-Петербургскіе Биржевые Нотаріусы снабжаются должностными печатями отъ Департамента Внѣшней Торговли на основаніи пра-

41. Pour être admis à exercer dans la troisième classe de notaires, il suffira que l'aspirant ait travaillé, pendant trois années, chez un notaire de première ou de seconde classe, ou qu'il ait exercé, comme défenseur ou avoué, pendant l'espace de deux années, auprès du tribunal d'appel ou de première instance, et qu'en outre il ait travaillé, pendant un an, chez un notaire.

42. Le Gouvernement pourra dispenser de la justification du temps d'étude, les individus qui auront exercé des fonctions administratives ou judiciaires.

43. L'aspirant demandera à la chambre de discipline du ressort dans lequel il devra exercer, un certificat de moralité et de capacité. Le certificat ne pourra être délivré qu'après que la chambre aura fait parvenir au commissaire du Gouvernement du tribunal de première instance, l'expédition de la délibération qui l'aura accordé.

44. En cas de refus, la chambre donnera un avis motivé, et le communiquera au commissaire du Gouvernement, qui l'adressera au grand-juge, avec ses observations.

45. Les notaires seront nommés par le premier Consul, et obtiendront de lui une commission qui énoncera le lieu fixe de la résidence.

46. Les commissions de notaire seront, dans leur intitulé, adressées au tribunal de première instance dans le ressort duquel le pourvu aura sa résidence.

47. Dans les deux mois de sa nomination, et à peine de déchéance, le pourvu sera tenu de prêter, à l'audience du tribunal auquel la commission aura été adressée, le serment que la loi exige de tout fonctionnaire public, ainsi que celui de remplir ses fonctions avec exactitude et probité.—Il ne sera admis à prêter serment qu'en représentant l'original de sa commission et la quittance du versement de son cautionnement.—Il sera tenu de faire enregistrer le procès-verbal de prestation de serment au secrétariat de la municipalité du lieu où il devra résider, et aux greffes de tous les tribunaux dans le ressort desquels il doit exercer.

48. Il n'aura le droit d'exercer qu'à compter du jour où il aura prêté serment.

49. Avant d'entrer en fonctions, les notaires devront déposer au greffe de chaque tribunal de première instance de leur département, et au secrétariat de la municipalité de leur résidence, leur signature et paraphe.—Les notaires à la résidence des tribunaux d'appel, feront, en outre, ce dépôt aux greffes des autres tribunaux de première instance de leur ressort.

Section III. Chambres de discipline.

50. Les chambres qui seront établies pour la discipline intérieure des notaires, seront organisées par des règlements.

51. Les honoraires et vacations des notaires seront réglés, à l'amiable, entre eux et les parties; sinon, par le tribunal civil de la résidence du notaire, sur l'avis de la chambre et sur simples mémoires, sans frais. v. art. 173 Tarif. civ.

52. Tout notaire suspendu, destitué ou remplacé, devra, aussitôt après la notification qui lui aura été faite de sa suspension, de sa destitution ou de son remplacement, cesser l'exercice de son état, à peine de tous dommages et intérêts, et des autres condamnations prononcées par les lois contre tout fonctionnaire suspendu ou destitué qui continue l'exercice de ses fonctions.—Le notaire suspendu ne pourra les reprendre, sous les mêmes peines, qu'après la cessation du temps de la suspension.

вилъ, изложенныхъ въ статьѣ 2571 Устава Торговаго.—Въ Тифлисѣ Публичные Нотаріусы получаютъ при опредѣленіи печать съ государственнымъ гербомъ и надписью внизу, означающею: Тифлисъ и имя Нотаріуса, на Русскомъ языкѣ. Если тамошніе Нотаріусы пожелаютъ, то могутъ просить также печатей съ надписями на Грузинскомъ, Армянскомъ и Татарскомъ языкахъ.

858. Маклерамъ и Нотаріусамъ предписывается представлять книги свои съ нумерованными листами предъ наступленіемъ каждаго года въ то мѣсто, подъ вѣдомствомъ котораго они состоятъ, для засвидѣтельствованія и приложенія печати, а по засвидѣтельствованіи книги, доносить Казенной Палатѣ о числѣ листовъ, содержащихся въ представленныхъ ими книгахъ и о времени, когда оныя засвидѣтельствованы.

859. Въ Одессѣ и Керчи Нотаріусы и Маклеры снабжаются надлежащими инструкціями и шнуровыми книгами отъ Коммерческаго Суда, со взысканіемъ установленныхъ гербовыхъ пошлинъ. Книги сіи, по окончаніи года, представляются въ Коммерческій Судъ для храненія въ Архивѣ, на случай справокъ, а о совершаемыхъ актахъ доставляются Суду ежемѣсячно вѣдомости.

860. Книги представляются Маклерами и Нотаріусами, или ихъ повѣренными, при обявленіи на гербовой бумагѣ.

861. Число листовъ въ маклерскихъ и нотаріальныхъ книгахъ не опредѣляется.

862. Нумеровать должно каждый листъ, полагая оный въ двѣ страницы, и съ каждаго листа платить положенную пятнадцатикопѣечную серебромъ пошлину.

863. Мѣсто, куда представлены таковыя книги, повѣряетъ въ нихъ нумерацію листовъ, принимаетъ положенную пошлину, и по подписаніи присутствующими и Секретаремъ на послѣднемъ листѣ числа оныхъ въ каждой книгѣ, и когда именно и сколько взыскано пошлины, прикладываетъ печать, и выдаетъ книги предъявителю; взысканную же съ него пошлину въ самый день поступленія отсылаетъ въ Казначейство.

864. Городовые Магистраты и Ратуши, при выдачѣ Маклерамъ книгъ, должны означать надежащими на оныхъ надписями тѣ токмо предметы, какіе въ сихъ книгахъ записывать предоставлено имъ закономъ, обязывая ихъ подписками въ томъ, что сверхъ сихъ предметовъ не будутъ записывать такихъ актовъ, коихъ записка имъ запрещена закономъ.

53. Toutes suspensions, destitutions, condamnations d'amende et dommages-intérêts, seront prononcées contre les notaires par le tribunal civil de leur résidence, à la poursuite des parties intéressées, ou d'office à la poursuite et diligence du commissaire du Gouvernement.—Ces jugements seront sujets à l'appel, et exécutoires par provision, excepté quant aux condamnations pécunaires.

Section IV. Garde, transmission, tables des minutes, et recouvrements.

54. Les minutes et répertoires d'un notaire remplacé ou dont la place aura été supprimée, pourront être remis par lui ou par ses héritiers à l'un des notaires résidant dans la même commune, ou à l'un, des notaires résidant dans le même canton, si le remplacé était le seul notaire établi dans la commune.

55. Si la remise des minutes et répertoires du notaire remplacé n'a pas été effectuée, conformément à l'article précédent, dans le mois à compter du jour de la prestation de serment du successeur, la remise en sera faite à celui-ci.

56. Lorsque la place de notaire sera supprimée, le titulaire ou ses héritiers seront tenus de remettre les minutes et répertoires dans le délai de deux mois du jour de la suppression, à l'un des notaires de la commune, ou à l'un des notaires du canton, conformément à l'article 54.

57. Le commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance est chargé de veiller à ce que les remises ordonnées par les articles précédents soient effectuées; et dans le cas de suppression de la place, si le titulaire ou ses héritiers n'ont pas fait choix, dans les délais prescrits, du notaire à qui les minutes et répertoires devront être remis, le commissaire indiquera celui qui en demeurera dépositaire.—Le titulaire ou ses héritiers, en retard de satisfaire aux dispositions des articles 55 et 56, seront condamnés à cent francs d'amende par chaque mois de retard, à compter du jour de la sommation qui leur aura été faite d'effectuer la remise.

58. Dans tous les cas, il sera dressé un état sommaire des minutes remises; et le notaire qui les recevra, s'en chargera au pied de cet état, dont un double sera remis à la chambre de discipline.

59. Le titulaire ou ses héritiers, et le notaire qui recevra les minutes, aux termes des articles 54, 55 et 56, traiteront, de gré à gré, des recouvrements, à raison des actes dont les honoraires sont encore dus, et du bénéfice des expéditions.— S'ils ne peuvent s'accorder, l'appréciation en sera faite par deux notaires dont les parties conviendront, ou qui seront nommés d'office parmi les notaires de la même résidence, ou, à leur défaut, parmi ceux de la residence la plus voisine.

60. Tous dépôts de minutes, sous la dénomination de *Chambres de contrats, Bureaux de tabellionage*, et autres, sont maintenus à la garde de leurs possesseurs actuels. Les grosses et expéditions ne pourront en être délivrées que par un notaire de la résidence des dépôts, ou, à défaut, par un notaire de la résidence la plus voisine. — Néanmoins, si lesdits dépôts de minutes ont été remis au greffe d'un tribunal, les grosses et expéditions pourront, dans ce cas seulement, être délivrées par le greffier.

61. Immédiatement après le décès du notaire ou autre possesseur de minutes, les minutes et répertoires seront mis sous les scellés par le juge de paix de la résidence, jusqu'à ce qu'un autre notaire en ait été provisoirement chargé par ordonnance du président du tribunal de la résidence.

Примѣчаніе. Въ Тифлисѣ всѣ вообще обязанности въ отношеніи Нотаріусовъ и Маклеровъ, лежащія по общимъ правиламъ на Городскихъ Думахъ, Магистратахъ и Ратушахъ, возложены на Коммерческій Судъ.

865. По истеченіи года, книги сіи 1 Января представляются Маклерами и Нотаріусами въ тѣ мѣста, гдѣ онѣ засвидѣтельствованы, для разсмотрѣнія, въ надлежащемъ ли онѣ порядкѣ были ведены, и буде окажется, что въ книгу внесены акты, коихъ записка Маклерамъ запрещена, то сіи мѣста немедленно представляютъ Губернскому Правленію о преданіи виновнаго въ томъ суду по законамъ. По обревизованіи же сихъ книгъ, означенныя мѣста передаютъ ихъ отъ себя на ревизію въ Казенныя Палаты.

866. Въ Тифлисѣ нотаріальныя книги, обревизованныя по истеченіи года Коммерческимъ Судомъ, сохраняются въ ономъ за печатью Нотаріуса. Если случится надобность въ справкѣ, то печать снимается въ присутствіи самого Нотаріуса, буде онъ налицо находится; въ противномъ же случаѣ и безъ него, но не иначе, какъ въ полномъ присутствіи Суда.

867. Если же маклерская или нотаріальная книга будетъ исписана до истеченія года, то Маклеру или Нотаріусу, не дожидаясь сего срока, представлять оную по вышеизложенному порядку вмѣстѣ съ новою книгою въ то мѣсто, гдѣ прежняя была засвидѣтельствована; при чемъ соблюдается такой же порядокъ, какой опредѣленъ выше, въ статьѣ 865. Присутственное мѣсто обязано представленныя книги возвращать Маклеру или Нотаріусу въ тотъ же день.

868. Независимо отъ представленія, въ началѣ каждаго года, подлинныхъ маклерскихъ и нотаріальныхъ книгъ на ревизію въ Казенныя Палаты, чрезъ посредство тѣхъ мѣстъ, отъ которыхъ книги сіи Маклерамъ и Нотаріусамъ были выданы, поставляется въ обязанность Маклерамъ и Нотаріусамъ, ежемѣсячно, къ 1-му числу, представлять прямо отъ себя при рапортахъ въ Казенныя Палаты на разсмотрѣніе вѣдомости: сколько и какихъ записано у нихъ и протестовано векселей и обязательствъ, на какую сумму, и какимъ нумеромъ закончѣнъ у нихъ каждый мѣсяцъ. За несоблюденіе сей обязанности опредѣляется денежный штрафъ: въ первый разъ семьдесятъ пять рублей серебромъ, во второй разъ полтораста рублей серебромъ, въ третій разъ они отрѣшаются отъ должности независимо отъ наказанія по суду, которому Маклеры и Нотаріусы подлежать будутъ, если уличатся въ записке обязательствъ задними числами, за сей подлогъ. Въ тѣхъ же мѣстахъ, гдѣ нѣтъ ни Маклеровъ, ни Нотаріусовъ, и исполненіе ихъ обязанностей производится Магистратами, Ратушами и Словесными Судами (ст. 835), на записку долговыхъ обязательствъ выдаются имъ книги отъ Уѣздныхъ Судовъ за шнуромъ, печатью и скрѣпою присутствующаго и Секретаря; а по окончаніи года, сіи книги пред-

Titre III. Des notaires actuels.

62. Sont maintenus définitivement tous les notaires qui, au jour de la promulgation de la présente loi, seront en exercice.

63. Sont également maintenus définitivement les notaires qui, au jour de la promulgation de la présente loi, n'ayant point été remplacés, n'auraient interrompu l'exercice de leurs fonctions ou n'auraient été empêchés d'y entrer que pour cause soit d'incompatibilité, soit de service militaire.

64. Tous lesdits notaires exerceront ou continueront d'exercer leurs fonctions, et conserveront rang entre eux, suivant la date de leurs réceptions respectives.—Mais ils seront tenus, dans les trois mois du jour de la publication de la présente loi, — 1) De remettre au greffe du tribunal de première instance de leur résidence, et sur un récépissé du greffier, tous les titres et pièces concernant leurs précédentes nominations et réception; 2) De se pourvoir, avec ce récépissé auprès du Gouvernement, à l'effet d'obtenir du premier Consul une commission confirmative, dans laquelle seront rappelés la date de leur nomination et réception primitives, ainsi que le lieu fixe de leur résidence.

65. Dans les deux mois qui suivront la délivrance de cette commission, chacun desdits notaires sera tenu de prêter le serment prescrit par l'art. 47, et de se conformer aux dispositions de l'art. 49 pour le dépôt des signature et paraphe. — Le présent article et le précédent seront exécutés, à peine de déchéance.

66. Les notaires qui réunissent des fonctions incompatibles, seront tenus, dans les trois mois du jour de la publication de la présente loi, de faire leur option, et d'en déposer l'acte au greffe du tribunal de première instance de leur résidence; sinon, ils seront considérés comme ayant donné leur démission de l'état de notaire, et remplacés; et dans le cas où ils continueraient à l'exercer, ils encourront les peines prononcées par l'art. 52.

67. A compter du jour de leur option, ils auront un délai de trois mois pour obtenir la commission du premier Consul, et pour remplir les formalités prescrites aux articles 47 et 49; le tout sous les mêmes peines.

Dispositions générales.

68. Tout acte fait en contravention aux dispositions contenues aux art. 6, 8, 9, 10, 14, 20, 52, 64, 65, 66 et 67, est nul, s'il n'est pas revêtu de la signature de toutes les parties; et lorsque l'acte sera revêtu de la signature de toutes les parties contractantes, il ne vaudra que comme écrit sous signature privée: sauf dans les deux cas, s'il y a lieu, les dommages intérêts contre le notaire contrevenant.

69. La loi du 6 octobre 1791, et toutes autres, sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente.

2) Loi du 21—24 juin 1843, sur la forme des actes notariés.

1. Les actes notariés passés depuis la promulgation de la loi du 25 ventôse an XI ne peuvent être annulés par le motif que le notaire en second ou les deux témoins instrumentaires n'auraient pas été présents à la réception desdits actes.

2. A l'avenir, les actes notariés contenant donation entre-vifs, donation entre époux pendant le mariage, révocation de donation ou de testament, reconnaissance d'enfants naturels, et les procurations pour consentir ces divers actes, seront, à peine de nullité, reçus conjointement par deux notaires, ou par un notaire en présence de deux témoins.— La présence du notaire en second ou des deux témoins n'est requise qu'au moment de la lecture des actes par le notaire et de la signature par les parties: elle sera mentionnée à peine de nullité.

ставляются въ тѣ же Суды, и виновные въ пропускахъ или подлогахъ подвергаются тѣмъ же наказаніямъ, какъ выше сказано о Маклерахъ.

Примѣчаніе. Нотаріусы и Маклеры за отправляемые ими по почтѣ на ревизію Казенной Палаты книги, вѣдомости и рапорты не освобождаются отъ платежа вѣсовыхъ денегъ.

869. Маклеры по требованію присутственныхъ мѣстъ и начальственныхъ лицъ обязаны предъявлять имъ свои книги и оказывать имъ всякое законное содѣйствіе.

870. Въ уѣздныхъ городахъ Уѣздные Стряпчіе, а въ губернскихъ Стряпчіе Уголовныхъ Дѣлъ обязаны неослабно наблюдать за сохраненіемъ въ маклерскихъ и нотаріальныхъ книгахъ предписаннаго порядка. Въ Тифлисѣ обязанность сія лежитъ на Губернскомъ Прокурорѣ.

Примѣчаніе. По поводу вопроса, возникшаго въ одномъ Губернскомъ Правленіи: имѣютъ ли Уѣздные Стряпчіе такое же право надзора за книгами Маклеровъ Судоходныхъ Расправъ, какое принадлежитъ имъ въ отношеніи книгъ другихъ Маклеровъ и Нотаріусовъ, Правительствующій Сенатъ въ 1857 году изъяснилъ, что обязанности Уѣздныхъ Стряпчихъ относительно означеннаго надзора за книгами Маклеровъ Судоходныхъ Расправъ, по силѣ статей 840, 870 и 903 сего Свода, должны быть одинаковы съ обязанностями, возложенными на нихъ въ отношеніи къ Маклерамъ и Нотаріусамъ другихъ родовъ.

871. За нарушеніе своей должности Нотаріусы и Маклеры отрѣшаются отъ оной ихъ начальствомъ, и, сверхъ того, по мѣрѣ вины, предаются уголовному суду.—Въ Одессѣ и Керчи Нотаріусы и Маклеры предаются суду Коммерческимъ Судомъ, съ согласія Военнаго Губернатора. Въ Тифлисѣ Публичные Нотаріусы за нарушеніе должности, по представленію Коммерческаго Суда, отрѣшаются Намѣстникомъ Кавказскимъ и, сверхъ того, по мѣрѣ вины, имъ же предаются уголовному суду.

Отдѣленіе второе.

О обрядѣ свидѣтельства явочныхъ актовъ.

I. О написаніи и подписаніи явочнаго акта.

872. Явочный актъ можетъ быть написанъ дома.

873. Явочные акты должны быть писаны на надлежащей гербовой бумагѣ, сообразно правиламъ, изложеннымъ въ Уставѣ о Пошлинахъ. Акты, писанные на простой бумагѣ или на несоотвѣтственной означеннымъ въ оныхъ суммахъ гербовой, не принимать къ засвидѣтельствованію.

874. Актъ долженъ быть подписанъ дающимъ оный, или участвующими въ немъ по установленной для каждаго рода актовъ формѣ. За неграмотностію, слѣпотою или тяжкою болѣзнію, дающій актъ, или уча-

3. Les autres actes continueront à être régis par l'art. 9 de la loi du 25 ventôse an XI, tel qu'il est expliqué dans l'article 1-er de la présente loi.

4. Il n'est rien innové aux dispositions du Code civil sur la forme des testaments.

II. Chambre des notaires.

Ordonnance du 4 janvier 1843.

Chambre de discipline des notaires et ses attributions.

Art. **1.** Il y a près de chaque tribunal civil de première instance, et dans la ville où il siège, une chambre des notaires chargée du maintien de la discipline parmi les notaires de l'arrondissement.

2. Les attributions de la chambre sont:—1) De prononcer ou de provoquer, suivant les cas, l'application de toutes les dispositions de discipline;—2) De prévenir ou concilier tous différends entre notaires, et notamment ceux qui pourraient s'élever, soit sur des communications, remises, dépôts ou rétentions de pièces, fonds et autres objets quelconques, soit sur des questions relatives à la réception et garde des minutes, à la préférence ou concurrence dans les inventaires, partages, ventes ou adjudications et autres actes; et, en cas de non-conciliation, d'émettre son opinion par simple avis; — 3) De prévenir ou concilier également toutes plaintes et réclamations de la part de tiers contre des notaires, à raison de leurs fonctions; donner simplement son avis sur les dommages-intérêts qui pourraient être dus, et réprimer, par voie de censure et autres dispositions de discipline, toutes infractions qui en seraient l'objet, sans préjudice de l'action devant les tribunaux, s'il y a lieu;—4) De donner son avis sur les difficultés concernant le règlement des honoraires et vacations des notaires, ainsi que sur tous différends soumis à cet égard au tribunal civil;—5) De délivrer ou refuser tous certificats de bonnes mœurs et capacité à elle demandés par les aspirants aux fonctions de notaire, prendre à ce sujet toutes délibérations, donner tous avis motivés, les adresser ou communiquer à qui de droit; — 6) De recevoir en dépôt les états des minutes dépendant des études de notaires supprimées; — 7) De représenter tous les notaires de l'arrondissement collectivement, sous le rapport de leurs droits et intérêts communs.

3. Toute décision ou délibération sera inscrite sur un registre coté et paraphé par le président de la chambre.—Ce registre sera communiqué au ministère public à sa première réquisition.

Organisation de la chambre.

4. Les notaires de chaque arrondissement choisissent parmi eux les membres de leur chambre. — La chambre des notaires de Paris est composée de dix-neuf membres; les chambres établies dans les arrondissements où le nombre des notaires est au-dessus de cinquante sont composées de neuf membres; celles de tous les autres arrondissements de sept.

5. Les chambres ne peuvent délibérer valablement qu'autant que les membres présents et votants sont au moins au nombre de douze pour Paris, de sept pour les chambres composées de neuf membres, et de cinq pour les autres chambres.

6. Les membres de la chambre choisissent entre eux un président, un syndic, un rapporteur, un secrétaire et un trésorier.—Le président a voix prépondérante en cas de partage d'opinions: il convoque la chambre extraordinairement, quand il le juge à propos ou sur la réquisition motivée de deux autres membres; il a la police de la chambre.—Le syndic est partie poursuivante contre les notaires inculpés; il est entendu préalablement

ствующій въ немъ, можетъ довѣрить подпись онаго за себя и кому либо другому.

875. Въ Бессарабіи контракты и всякаго рода сдѣлки дозволяется писать на двухъ языкахъ: на одной сторонѣ полулиста по-Русски, а на другой по-Молдавски; такимъ же образомъ записывать ихъ въ книги, при предъявленіи въ установленныхъ для того присутственныхъ мѣстахъ.

876. Явочный актъ долженъ быть подписанъ свидѣтелями въ томъ случаѣ, когда подпись ихъ именно требуется установленною для того акта формою.

877. По написаніи и подписаніи, актъ является къ засвидѣтельствованію на основаніи правилъ, въ предшедшемъ отдѣленіи изложенныхъ.

878. Мѣста и лица, у коихъ является актъ къ свидѣтельству, обязаны: 1) удостовѣриться въ подлинности его; 2) разсмотрѣть, не противенъ ли онъ законамъ; 3) взыскать установленный сборъ; 4) записать актъ въ книгу; и 5) засвидѣтельствовавъ, возвратить его предъявителю.

II. Удостовѣреніе въ подлинности акта.

879. Для удостовѣренія въ подлинности акта, требуется, чтобъ онъ былъ явленъ самимъ дающимъ его; но если кто по занятіямъ службы, по болѣзни, или по другимъ уважительнымъ причинамъ, не можетъ явиться лично, тому дозволяется прислать актъ чрезъ другаго, но съ тѣмъ, чтобъ лица свидѣтельствующія не иначе утверждали актъ, какъ получивъ отъ предъявителя на дому сознаніе въ дѣйствительности онаго.

880. Для удостовѣренія въ самоличности предъявляющихъ актъ къ сознанію, предоставляется принимать всѣ мѣры осторожности и употреблять къ тому всякія средства, законами не запрещенныя; ибо всякое злоупотребленіе, могущее вкрасться отъ недостатка предосторожностей въ распоряженіяхъ свидѣтельствующихъ лицъ, остается на непосредственной ихъ отвѣтственности.

881. При предъявленіи къ явкѣ долговыхъ актовъ съ поручительствомъ по заемщикѣ, сознаніе дѣйствительности такихъ актовъ требуется, съ исполненіемъ притомъ всѣхъ постановленныхъ въ предшедшихъ 879 и 880 статьяхъ правилъ, не отъ одного только дающаго актъ, но и отъ поручителей по заемщикѣ.

882. Въ случаѣ безграмотности, слѣпоты или тяжкой болѣзни какъ дающаго актъ, или участвующаго въ ономъ, такъ и поручителей, сдѣланная вмѣсто нихъ, по просьбѣ и желанію ихъ, другимъ лицемъ под-

à toutes délibérations de la chambre, qui est tenue de statuer sur ses réquisitions; il a, comme le président, le droit de la convoquer; il poursuit l'exécution de ses délibérations dans la forme ci-après déterminée; enfin, il agit pour la chambre dans tous les cas et conformément a ce qu'elle a délibéré.—Le rapporteur recueille les renseignements sur les faits imputés aux notaires et en fait rapport à la chambre.—Le secrétaire rédige les délibérations de la chambre, est gardien des archives et délivre toutes les expéditions.—Le trésorier fait les recettes et dépenses autorisées par la chambre. A la fin de chaque trimestre, la chambre assemblée arrête son compte et lui en donne décharge.

7. Le nombre des syndics peut être porté à trois pour Paris, et à deux pour les chambres dont le ressort comprend plus de cinquante notaires.

8. Le président ou le syndic et le secrétaire des chambres établies dans un chef-lieu de cour royale sont nécessairement choisis parmi les notaires résidant au chef-lieu.—Quant aux autres chambres, le président ou le syndic, ou le secrétaire, est nécessairement choisi parmi les notaires de la ville où siége le tribunal de première instance. — Lorsque le secrétaire ne réside pas dans la ville où siége le tribunal, le président ou le syndic a le garde des archives, tient le registre prescrit par l'article 33 ci-après et délivre les expéditions des délibérations de la chambre.

9. Une ordonnance royale peut, suivant les localités, réduire ou augmenter le nombre des membres qui doivent composer les chambres, conformément aux dispositions de l'article 4. Dans ce cas, elle détermine le nombre des membres dont la présence est nécessaire à la validité des délibérations.—L'ordonnance qui réduira le nombre des membres de la chambre déclarera, s'il y a lieu, que les membres sortants pourront être réélus.

10. Indépendamment des attributions particulières données aux membres désignés en l'article 6, chacun d'eux a voix délibérative, ainsi que les autres membres, dans toutes les assemblées de la chambre; et néanmoins, lorsqu'il s'agit d'affaires où le syndic est partie poursuivante, il ne prend pas part à la délibération.

11. Les fonctions spéciales attribuées par l'article 6 à chacun des officiers de la chambre peuvent être cumulées lorsque le nombre des membres qui la composent est au-dessous de sept, dans le cas déterminé par l'article 9 de la présente ordonnance; et néanmoins les fonctions de président, de syndic et de rapporteur sont toujours exercées par trois personnes différentes.—Quel que soit le nombre des membres composant la chambre, les mêmes fonctions peuvent aussi être cumulées momentanément, en cas d'absence ou empêchement de quelqu'un des membres désignés en l'article 6, lesquels, pour ce cas, se suppléent entre eux, ou peuvent même être suppléés par un autre membre de la chambre.—Les suppléants sont nommés par le président, ou, s'il est absent, par la majorité des membres présents en nombre suffisant pour délibérer.

De la discipline.

12. Il est interdit aux notaires, soit par eux-mêmes, soit par personnes interposées, soit directement, soit indirectement,—1) de se livrer à aucune spéculation de bourse ou opération de commerce, banque, escompte et courtage;—2) De s'immiscer dans l'administration d'aucune société, entreprise ou compagnie de finances, de commerce ou d'industrie;—3) De faire des spéculations relatives à l'acquisition et à la revente des immeubles, à la cession de créances, droit successifs, actions industrielles et autres droits incorporels;—4) De s'intéresser dans aucune affaire pour laquelle ils prêtent leur ministère;—5) De placer en leur nom personnel des fonds qu'ils auraient reçus, même à la condition d'en servir l'intérêt;—6) De se constituer garants ou cautions, à quelque titre que ce soit, des

пись должна быть, прежде представленія акта къ явкѣ, засвидѣтельствована въ подлинности своей мѣстною полиціею. Правило сіе должно быть соблюдаемо какъ при совершеніи всѣхъ вообще явочныхъ актовъ, такъ и тѣхъ изъ нихъ, кои означены въ предшедшей статьѣ, какъ скоро, по изчисленнымъ выше причинамъ, сіи акты вмѣсто совершающихъ оные, участвующихъ и поручителей подписаны другими лицами.

III. Разсмотрѣніе законности акта.

883. Не свидѣтельствовать акта, когда найдены будутъ въ немъ распоряженія противозаконныя.

884. Запрещается Нотаріусамъ и Маклерамъ принимать къ запискѣ сдѣлки, писанныя на неизвѣстныхъ имъ языкахъ.

885. Маклеры и Нотаріусы обязаны наблюдать, чтобы во всѣхъ актахъ употребляемы были одни только Россійскіе вѣсы и мѣры, на точномъ основаніи правилъ, опредѣленныхъ въ статьѣ 2747 Устава Торговаго.

886. Улусныя Управленія Калмыковъ, кочующихъ въ губерніяхъ Астраханской и Ставропольской, должны наблюдать, чтобы въ представленныхъ къ засвидѣтельствованію актахъ не было допущено ничего противнаго положенію о Калмыкахъ, и чтобы не было въ нихъ условій неясныхъ, двусмысленныхъ и вообще такихъ, которыя невозможны къ исполненію и подвергаютъ Калмыковъ убыткамъ и разоренію (Учр. Инородц. ст. 630 и 699).

IV. Взысканіе сбора.

887. Со всѣхъ предъявляемыхъ къ протесту векселей и съ представляемыхъ къ засвидѣтельствованію, судебной корраборація въ Прибалтійскихъ губерніяхъ или же взысканію заемныхъ писемъ, облиговъ и облигацій и иныхъ, подъ какимъ бы то ни было наименованіемъ, долговыхъ обязательствъ, взимается въ доходъ того города, гдѣ оные акты предъявляются, сборъ по цѣнѣ, въ какую актъ написанъ, въ слѣдующемъ размѣрѣ: а) съ векселей, не явленныхъ по написаніи, при протестѣ оныхъ по полупроценту, а съ тѣхъ, кои являются по написаніи при засвидѣтельствованіи, по четверти и при протестѣ равномѣрно по четверти же процента; б) съ заемныхъ писемъ, закладныхъ на движимыя имущества, облиговъ, облигацій, и иныхъ, подъ какимъ бы то ни было наименованіемъ, долговыхъ обязательствъ и актовъ, при предъявленіи ихъ къ засвидѣтельствованію послѣ написанія, по четверти и при явкѣ по срокѣ, равномѣрно по четверти же процента; в) съ закладныхъ на недвижимыя

prêts qui auraient été faits par leur intermédiaire ou qu'ils auraient été chargés de constater par acte public ou privé;—7) De se servir de prête-noms en aucune circonstance, même pour des actes autres que ceux désignés ci-dessus.

13. Les contraventions aux prohibitions portées en l'article précédent seront, ainsi que les autres infractions à la discipline, poursuivies, lors même qu'il n'existerait aucune partie plaignante, et punies, suivant la gravité des cas, en conformité des dispositions de la loi du 25 ventôse an XI et de la présente ordonnance.

14. La chambre pourra prononcer contre les notaires, suivants la gravité des cas, soit le rappel à l'ordre, soit la censure simple par la décision même, soit la censure avec réprimande, par le président, aux notaires en personne, dans la chambre assemblée, soit la privation de voix délibérative dans l'assemblée générale, soit l'interdiction de l'entrée de la chambre pendant un espace de temps qui ne pourra excéder trois ans pour la première fois, et qui pourra s'étendre à six ans en cas de récidive.

15. Si l'inculpation parait assez grave pour mériter la suspension ou la destitution du notaire inculpé, la chambre s'adjoindra, par la voie du sort, d'autres notaires de l'arrondissement, savoir: celle de Paris, dix notaires, et les autres chambres, un nombre inférieur de deux à celui de leurs membres.—La chambre ainsi composée émettra, par forme de simple avis, et à la majorité absolu des voix, son opinion sur la suspension et sa durée, ou sur la destitution.—Les voix seront recueillies, en ce cas, au scrutin secret, par *oui* ou par *non*; mais l'avis ne pourra être formé qu'autant que les deux tiers, au moins, de tous les membres appelés à l'assemblée seront présents.

16. Quand la chambre, ainsi composée, sera d'avis de provoquer la suspension ou la destitution, une expédition du procès-verbal de sa délibération sera déposée au greffe du tribunal, et une expédition en sera remise au procureur du roi.

17. Le syndic déférera à la chambre les faits relatifs à la discipline, et il sera tenu de les lui dénoncer, soit d'office, soit sur l'invitation du procureur du roi, soit sur la provocation des parties intéssées ou d'un des membres de la chambre. — Le notaire inculpé sera cité à comparaître devant la chambre dans un délai qui ne pourra être au-dessous de cinq jours, à la diligence du syndic, par une simple lettre indicative des faits, signée de lui, et envoyée par le secrétaire, qui en tiendra note. — Si le notaire ne comparaît point sur la lettre du syndic, il sera cité une seconde fois, dans le même délai, à la même diligence par ministère d'huissier.

18. Quant aux différends entre notaires et aux difficultés sur lesquelles la chambre est chargée d'émettre son avis, les notaires pourront se présenter contradictoirement et sans citation préalable devant la chambre; ils pourront également y être cités, soit par simples lettres énonçant les faits, signées des notaires qui s'adressent à la chambre, et envoyées par le secrétaire, auquel ils en remettent des doubles, soit par des actes d'huissier, dont ils déposeront les originaux au secrétariat. Les lettres et citations seront préal. blement visées par le président de la chambre. Le délai pour comparaître sera celui fixé par l article 17 de la présente ordonnance.

19. Lorsqu'un notaire sera parent ou allié, en ligne directe, à quelque degré que ce soit, et en ligne collatérale jusqu'au degré d'oncle ou de neveu inclusivement, de la partie plaignante ou du notaire inculpé ou intéressé, il ne pourra prendre part à la délibération.

20. La chambre prendra ses délibérations sur les plaintes et réclamations des tiers après avoir entendu ou dûment appelé, dans la forme ci-dessus prescrite, les notaires inculpés ou intéressés, ensemble les tiers qui voudront être entendus, et qui, dans tous les cas, pour-

имущества взимается четверть-процентный сборъ только при предъявленіи ихъ ко взысканію. Съ иностранныхъ предъявляемыхъ для протеста, векселей, данныхъ на иностранныя деньги, сборъ таковой производится съ той суммы, какая составится по приведеніи иностранной монеты въ Россійскую.

Примѣчаніе 1. Пошлинныя деньги, взыскиваемыя на основаніи сей статьи, при засвидѣтельствованіи въ Полковыхъ Правленіяхъ Оренбургскаго казачьяго войска разныхъ долговыхъ обязательствъ, причисляются къ общему войсковому капиталу означеннаго войска.

Примѣчаніе 2. Съ Французскихъ, Великобританскихъ и Нидерландскихъ подданныхъ пошлина за протестъ векселей и явку заемныхъ писемъ по просрочкѣ должна быть взимаема въ томъ самомъ размѣрѣ, какой опредѣленъ въ сей 887 статьѣ для Россійскихъ подданныхъ.

Примѣчаніе 3. Пошлинныя деньги, взыскиваемыя на основаніи сей 887 статьи, при засвидѣтельствованіи разныхъ долговыхъ обязательствъ въ Полковыхъ Правленіяхъ Оренбургскаго казачьяго войска, а также въ мѣстахъ войсковаго Правленія Забайкальскаго казачьяго войска и въ мѣстахъ внутренняго управленія Иркутскаго и Енисейскаго конныхъ казачьихъ полковъ причисляются къ общимъ войсковымъ полковымъ капиталамъ означенныхъ войскъ и полковъ по принадлежности.

Примѣчаніе 4. Съ Бельгійскихъ и Греческихъ подданныхъ пошлина за протестъ векселей и явку заемныхъ писемъ по просрочкѣ должна быть взимаема въ томъ самомъ размѣрѣ, какой опредѣленъ въ сей 887 статьѣ для Россійскихъ подданныхъ.

Примѣчаніе 5. Іоническіе подданные пользуются тѣми же преимуществами, коими, по силѣ, трактата $\frac{31\ \text{Дек. } 1858}{12\ \text{Янв. } 1859}$, пользуются Великобританскіе подданные.

888. Сборъ сей производится въ одинаковомъ количествѣ какъ въ столицахъ такъ и во всѣхъ городахъ: губернскихъ, уѣздныхъ портовыхъ зашгатныхъ и бывшаго военнаго поселенія, а равно и во всѣхъ посадахъ и мѣстечкахъ казенныхъ и владѣльческихъ, гдѣ только существуютъ присутственныя мѣста или лица, коимъ предъявляются помянутые акты для засвидѣтельствованія судебной корробораціи, протеста или взысканія, и поступаетъ въ городахъ и мѣстечкахъ казенныхъ въ общую массу городскихъ доходовъ, а во владѣльческихъ исключительно на содержаніе полиціи и пожарной части.

889. При записке договоровъ и контрактовъ разнаго рода, какъ то: о продажѣ товаровъ и другихъ движимыхъ имуществъ, о наймѣ и проч. всѣми мѣстами и лицами, коимъ по закону предоставлено право принимать сіи акты къ засвидѣтельствованію какъ въ городахъ, такъ и въ мѣстечкахъ и посадахъ, взимается въ пользу городскихъ доходовъ особый сборъ по полупроценту съ той суммы, въ какую актъ написанъ. Сей сборъ взимается также при явкѣ подобныхъ актовъ, по желанію заключающихъ оные лицъ, и у крѣпостныхъ дѣлъ, сверхъ взимаемой при семъ, на основаніи статьи Устава о Пошлинахъ, канцелярской пошлины (трехъ рублей серебромъ) за написаніе акта у крѣпостныхъ дѣлъ.

Примѣчаніе 1. Высочайше утвержденнымъ мнѣніемъ Государственнаго Совѣта 1857 года Марта 23, въ разрѣшеніе вопроса, слѣдуетъ ли, на основаніи постановленнаго въ сей статьѣ правила, взимать въ казну пошлину, опредѣленную за написаніе акта у крѣпост-

ront se faire représenter ou assister par un notaire.—Les délibérations de la chambre seront motivées et signées par le président et le secrétaire, à la séance même où elles seront prises.—Chaque délibération contiendra les noms des membres présents.—Ces délibérations n'étant que de simples actes d'administration, d'ordre ou de discipline, ou de simples avis, ne sont dans aucun cas sujettes à l'enregistrement, non plus que les pièces y relatives.—Les délibérations de la chambre sont notifiées, quand il y a lieu, dans la même forme que les citations, et il en est fait mention par le secrétaire en marge desdites délibérations.

21. Les assemblées de la chambre se tiendront en un local à ce destiné, dans la ville où elle sera établie.

22. Il y aura chaque année deux assemblées générales des notaires de l'arrondissement.—D'autres assemblées générales pourront avoir lieu toutes les fois que la chambre le jugera convenable. — Les assemblées générales ou extraordinaires seront convoquées conformément aux dispositions de l'article 6.—Tous les notaires du ressort de la chambre seront invités à s'y rendre, soit pour les nominations dont parle l'article 25 ci-après, soit pour se concerter sur ce qui intéressera l'exercice de leurs fonctions.

23. Les règlements qui seront faits, soit par l'assemblée générale, soit par la chambre, seront remis au procureur du roi, adressée par lui au procureur-général et soumis à l'approbation de notre garde des sceaux, ministre de la justice.

24. La présence du tiers des notaires de l'arrondissement, non compris les membres de la chambre, sera nécessaire pour la validité des délibérations de l'assemblée générale et pour les élections auxquelles elle procédera.

Nomination des membres de la chambre et durée de leurs fonctions.

25. Les membres de la chambre seront nommés par l'assemblée générale des notaires, convoquée à cet effet.—La moitié au moins desdits membres sera choisie dans les plus anciens en exercice, formant les deux tiers de tous les notaires du ressort.—Deux au moins des membres appelés à faire partie des chambres établies dans un chef-lieu de cour royale seront nécessairement choisis parmi les notaires résidant au chef-lieu. — Quant aux autres chambres, un de leurs membres sera nécessairement choisi parmi les notaires de la ville où siége le tribunal de première instance.—La nomination aura lieu à la majorité absolue des voix, au scrutin secret, et par bulletin de liste contenant un nombre de noms qui ne pourra excéder celui des membres à nommer.—Le notaire élu membre de la chambre ne pourra refuser les fonctions qui lui auront été déférées qu'autant que son refus aura été agrée par l'assemblée générale.

26. La chambre sera renouvelée par tiers chaque année, pour les nombres qui comportent cette division, et par portions approchant le plus du tiers pour les autres nombres, en faisant alterner chaque année les portions inférieures et supérieures au tiers, mais en commençant par les inférieures, et de manière que dans tous les cas aucun membre ne puisse rester en fonctions plus de trois ans consécutifs, sauf ce qui est dit en l'article précédent.

27. Les membres désignés pour composer la chambre nommeront entre eux, en suivant le mode de l'article 25, le président et les autres officiers dont parle l'article 6. — Le président sera toujours pris parmi les plus anciens désignés dans l'article 25, sauf l'application de l'article 8.—Ces nominations se renouvelleront chaque année; les mêmes pourront être réélus, à égalité de voix, le plus ancien d'âge sera préféré.—Les membres élus officiers ne pourront refuser.

ныхъ дѣлъ, по три рубля, съ являемыхъ у крѣпостныхъ дѣлъ отпускныхъ, заемныхъ писемъ, платежныхъ росписокъ и вѣрющихъ писемъ или довѣренностей, разъяснено, что съ другихъ актовъ, являемыхъ у крѣпостныхъ дѣлъ (сверхъ исчисленныхъ въ сей статьѣ), съ коихъ до сего времени не взималась трехрублевая пошлина, не слѣдуетъ и нынѣ взимать оную.

Примѣчаніе 2. Полупроцентный сборъ, взимаемый за совершеніе актовъ, относящихся до судоходства по Вознесенской пристани таможними Маклерами несудоходными (коими замѣнено бывшее Вознесенское Отдѣленіе Бѣлозерской Судоходной Расправы) избираемыми изъ торговаго сословія городовъ: Вытегры, Петрозаводска, Олонца и Лодейнаго Поля, за отчисленіемъ изъ онаго, на основаніи статьи 894, въ пользу Маклеровъ двадцати пяти процентовъ, распредѣляется пополамъ между городами Вытегрою и Лодейнымъ Полемъ, съ обращеніемъ сихъ доходовъ въ общую массу таможнихъ городскихъ доходовъ.

Примѣчаніе 5. Полупроцентный сборъ, взимаемый при засвидѣтельствованіи договоровъ и контрактовъ въ мѣстахъ внутренняго управленія Забайкальскаго казачьяго войска, равно Иркутскаго и Енисейскаго конныхъ казачьихъ полковъ, обращается въ войсковой и полковые доходы войска и полковъ.

890. Когда въ договорѣ назначена за что либо помѣсячная плата, и съ тѣмъ вмѣстѣ опредѣленъ срокъ дѣйствію онаго годомъ или извѣстнымъ числомъ лѣтъ, то полупроцентный съ такихъ договоровъ сборъ взимается, съ общаго итога всѣхъ мѣсячныхъ платежей; но если время дѣйствія договора вовсе не опредѣлено ни мѣсяцами, ни годами, ни какимъ либо событіемъ, коего время наступленія извѣстно, то полупроцентный сборъ взимается съ годовой сложности опредѣленныхъ въ договорѣ помѣсячныхъ платежей. Если въ актѣ опредѣляется ежегодный платежъ въ продолженіи извѣстнаго числа лѣтъ, то сборъ въ пользу города взимается съ суммы, причитающейся за все число лѣтъ; но когда въ актѣ постановляются одни ежегодные платежи, безъ означенія срока или числа лѣтъ производства оныхъ, либо когда они назначаются по смерть одного изъ договаривающихся лицъ въ такомъ случаѣ сборъ взыскивается съ суммы, равняющейся десятилѣтней сложности годоваго, въ договорѣ означеннаго, платежа.

891. При запискѣ у городскихъ Маклеровъ договоровъ о наймѣ мальчиковъ въ лавочные сидѣльцы и объ отдачѣ ихъ въ обученіе торговлѣ и ремесламъ, равно какъ и всѣхъ тѣхъ контрактовъ, которые по закону могутъ быть заключаемы безъ означенія договорной суммы, и кои, на основаніи Устава о Пошлинахъ, должны быть писаны на крѣпостной гербовой бумагѣ въ девяносто копѣекъ серебромъ листъ, взимается въ пользу городскихъ доходовъ полпроцента съ высшей суммы, въ какой установлено писать акты на бумагѣ помянутаго достоинства, и именно съ трехъ сотъ рублей серебромъ.

892. Установленный въ пользу городскихъ доходовъ полупроцентный сборъ взимается на общемъ основаніи и при запискѣ у Городовыхъ Маклеровъ контрактовъ, заключаемыхъ, по существующему порядку, на простой бумагѣ содержателями вольныхъ почтъ съ вольнопромышленниками на отдачу имъ нѣкоторыхъ станцій въ содержаніе съ той суммы,

28. La nomination des membres de la chambre aura lieu dans la première quinzaine du mois de mai de chaque année.—L'élection des officiers sera faite, au plus tard, le 15 mai, et la chambre sera constituée aussitôt après cette élection.

Des notaires honoraires.

29. Le titre de notaire honoraire pourra être conféré par nous, sur la proposition de la chambre et le rapport de notre garde des sceaux, ministre de la justice, aux notaires qui auront exercé leurs fonctions pendant vingt années consécutives.

30. Les notaires honoraires auront le droit d'assister aux assemblées générales. — Ils auront voix consultative.

Des aspirants au notariat.

31. Tout clerc qui aspirera aux fonctions de notaire se pourvoira d'un certificat du notaire chez lequel il travaillera. Ce certificat constatera le grade qu'il occupe dans l'étude du notaire.

32. L'inscription au stage prescrit par les articles 36 et suivants de la loi du 25 ventôse an XI aura lieu sur la production faite par l'aspirant de son acte de naissance et du certificat mentionné en l'article précédent.

33. Il sera tenu à cet effet, par le secrétaire un registre qui sera coté et paraphé par le président.—Les inscriptions audit registre seront signées tant par le secrétaire de la chambre que par l'aspirant.—Elles devront être faites dans les trois mois de la date du certificat délivré comme il est dit en l'article 31.—Ce certificat et l'acte de naissance de l'aspirant resteront déposés aux archives de la chambre.

34. Aucun aspirant au notariat ne sera admis à l'inscription, s'il n'est âgé de dix-sept ans accomplis.

35. Les inscriptions pour les grades inférieurs à celui de quatrième clerc ne seront admises que sur l'autorisation de la chambre, qui pourra la refuser lorsque le nombre de clercs demandé sera évidemment hors de proportion avec l'importance de l'étude.—Le même grade ne pourra être conféré concurremment à deux ou plusieurs clercs dans la même étude.

36. Toutes les fois qu'un aspirant passera d'un grade à un autre, ou changera d'étude, il sera tenu d'en faire, dans les trois mois, la déclaration, qui sera reçue dans la forme prescrite par l'art. 33 ci-dessus. Cette déclaration sera toujours accompagnée d'un certificat constatant son grade.

37. Les chambres exerceront une surveillance générale sur la conduite de tous les aspirants de leur ressort, et pourront, suivant les circonstances, prononcer contre eux soit le rappel à l'ordre, soit la censure, soit enfin la suppression du stage pendant un temps déterminé, qui ne pourra excéder une année.—Il sera procédé contre les clercs dans les mêmes formes que celles prescrites par la présente ordonnance à l'égard des notaires.—Néanmoins les dispositions des articles 15 et 16 ne seront pas applicables.—Dans tous les cas, le notaire dans l'étude duquel travaillera le clerc inculpé sera préalablement entendu ou appelé.

38. Dans le mois de la publication de la présente ordonnance, le registre d'inscription prescrit par l'article 33 sera ouvert au secrétariat des chambres où ce mode de constater le stage ne serait pas déjà établi.—Tous les aspirants travaillant dans les études du ressort desdites chambres seront tenus de se faire inscrire au plus tard avant le 1-er avril prochain, et la première inscription de chacun d'eux, faite dans ledit délai, constatera tout le

въ какую контракты сіи написаны; въ случаѣ же неозначенія въ нихъ оной, поступается по правилу, въ предшедшей 891 статьѣ изъясненному.

893. Въ городахъ Ставропольской губерніи, при засвидѣтельствованіи довѣренностей, даваемыхъ отъ разныхъ лицъ торговаго состоянія ихъ приказчикамъ, на управленіе лавками, продажу товаровъ и въ прочихъ подобныхъ случаяхъ, взыскивается, въ пользу городскихъ доходовъ, по четверти процента съ суммы опредѣляемаго приказчикамъ платежа, а въ случаѣ необозначенія суммы или опредѣленія платежа, менѣе ста двадцати рублей серебромъ, по тридцати копѣекъ серебромъ съ каждой довѣренности.

894. Изъ собранной Маклерами и Нотаріусами установленнымъ порядкомъ съ договоровъ и контрактовъ суммы предоставляется имъ въ жалованье и на канцелярскіе расходы, въ томъ числѣ на заготовленіе книгъ и на уплату установленной пошлины въ казну, двадцать пять процентовъ.

895. Присутственныя мѣста и состоящія въ государственной службѣ должностныя лица за исполненіе обязанности Маклеровъ и Нотаріусовъ никакого вознагражденія отъ города не получаютъ; они не подлежатъ и платежу установленной въ предшедшей 862 статьѣ пошлины.

896. Платежъ, слѣдующій Биржевымъ Нотаріусамъ съ свидѣтельствуемыхъ ими актовъ по иностранной части опредѣляется наравнѣ съ тою платою, которая назначена Биржевымъ Маклерамъ по денежнымъ и вексельнымъ оборотамъ, предоставляя впрочемъ взаимному соглашенію назначеніе количества онаго за свидѣтельство подписи на какомъ либо готовомъ документѣ, за написаніе вѣрющаго письма на иностранномъ языкѣ, съ засвидѣтельствованіемъ, и за переводъ документовъ судебныхъ мѣстъ.

897. Плата Публичнымъ Нотаріусамъ въ Тифлисѣ опредѣляется: 1) съ переводныхъ векселей четверть процента съ продавца или векселедателя; 2) съ прочихъ денежныхъ оборотовъ одна восьмая процента съ заемщика денегъ и съ продавца кредитныхъ обязательствъ, монетъ, золота и серебра; 3) за свидѣтельство же подписи по какому либо готовому документу, за написаніе вѣрющаго письма съ засвидѣтельствованіемъ, за переводъ документовъ, предоставляется опредѣлять плату взаимнымъ соглашеніемъ. Чрезъ двѣнадцать мѣсяцевъ по совершеніи торговой сдѣлки, Нотаріусъ лишается права на плату, если онъ не требовалъ оной во-время и не представлялъ нигдѣ своей претензіи, въ случаѣ неполученія.

898. Если предъявитель акта не внесетъ, при самомъ представленіи онаго, опредѣляемыхъ въ предшедшихъ статьяхъ (887—897) процен-

temps du stage qui leur sera déjà acquis en vertu des certificats qu'ils représenteront, lesquels, pour cette première inscription, devront être visés par le syndic de la chambre.

De la bourse commune.

39. Il y aura une bourse commune pour les dépenses de la chambre.—Il n'y sera versé que les sommes nécessaires pour subvenir aux dépenses votées par l'assemblée générale.—La délibération par laquelle l'assemblée générale l'aura établie sera soumise à l'approbation de notre garde des sceaux, ministre de la justice, ainsi qu'il est dit en l'article 23 ci-dessus.—La répartition des sommes votées entre les notaires de l'arrondissement sera proposée par l'assemblée générale; le rôle en sera rendu exécutoire par le premier président, sur l'avis du procureur général.

Dispositions générales.

40. L'arrêté du 2 nivôse an XII est abrogé.—Néanmoins les chambres actuellement en exercice sont maintenues.—Elles seront organisées conformément à la présente ordonnance, lors du renouvellement triennal qui aura lieu dans la première quinzaine du mois de mai prochain.

товъ, то Нотаріусы и Маклеры или присутственныя мѣста не возвращаютъ актовъ до заплаты процентовъ, не останавливаясь однако же записку или засвидѣтельствованіемъ оныхъ. Когда предъявитель въ теченіи мѣсяца не явится и денегъ не внесетъ, то явленный актъ отсылается въ полицію для отдачи предъявителю, со взысканіемъ съ него слѣдующихъ въ городской доходъ денегъ, съ тѣмъ, чтобы оныя были отосланы въ Думу или Казначейство, куда будутъ слѣдовать, и о таковомъ распоряженіи присутственныя мѣста, должностные чиновники, Нотаріусы или Маклеры отмѣчаютъ у себя въ книгахъ, увѣдомляя и тѣ мѣста, куда къ отсылкѣ деньги назначены, а сіи послѣднія, зачисливъ слѣдующія имъ деньги въ недоимку, въ случаѣ медленности во взысканіи, ходатайствуютъ, гдѣ слѣдуетъ, о содѣйствіи.

899. Присутственныя мѣста и лица, коимъ предъявляются акты, записываютъ собранныя ими, на основаніи предшедшей 887 статьи, деньги въ особо заведенныя для того книги, съ объясненіемъ: когда и отъ кого, съ какого акта, сколько получено оныхъ, отмѣчая вмѣстѣ съ тѣмъ поступленіе сихъ денегъ на самыхъ актахъ и въ книгахъ, въ коихъ акты записены, съ показаніемъ нумера статьи, подъ которымъ деньги въ приходъ записаны.

900. Означенныя деньги, за отчисленіемъ слѣдующихъ Маклерамъ и Нотаріусамъ, по истеченіи каждаго мѣсяца, и не позже 5 числа, отсылаются при копіяхъ съ приходорасходныхъ книгъ за истекшій мѣсяцъ въ присутственныя мѣста, завѣдывающія городскими доходами, для причисленія къ ихъ суммамъ, а гдѣ нѣтъ таковыхъ мѣстъ, въ Уѣздныя Казначейства для храненія. Деньги выводятся въ расходъ по тѣмъ же книгамъ, и статьи расхода очищаются надлежащими росписками.

901. Въ случаѣ промедленія въ отсылкѣ денегъ, Нотаріусы и Маклеры подвергаются штрафу: въ первый разъ пятнадцати рублей серебромъ, во второй вдвое, въ третій, сверхъ взысканія тридцати рублей серебромъ, отрѣшаются отъ сихъ должностей и предаются суду. Упущеніе же въ томъ членовъ присутственныхъ мѣстъ и должностныхъ лицъ предается разсмотрѣнію и законному постановленію Губернскихъ Правленій.

902. Книги въ началѣ каждаго мѣсяца, не позже 5 числа, свидѣтельствуются на основаніи общихъ правилъ: въ присутственныхъ мѣстахъ тѣми лицами, на коихъ возложено вообще свидѣтельство суммъ оныхъ, а у Нотаріусовъ и Маклеровъ, однимъ изъ членовъ Думы, Магистрата или Ратуши, отряжаемымъ по журналамъ Общаго Присутствія; по окончаніи года онѣ отсылаются на ревизію въ Казенныя Палаты, отъ

присутственныхъ мѣстъ и должностныхъ лицъ непосредственно, а отъ Нотаріусовъ и Маклеровъ чрезъ Думы или Ратуши.

903. Какъ наблюденіе за сохраненіемъ въ нотаріальныхъ и маклерскихъ книгахъ надлежащаго порядка, по силѣ предшедшей 870 статьи, лежитъ въ уѣздныхъ городахъ на Уѣздныхъ Стряпчихъ, въ губернскихъ на Стряпчихъ Уголовныхъ Дѣлъ, а въ Тифлисѣ на Губернскомъ Прокурорѣ: то на нихъ возлагается неослабный надзоръ и за правильнымъ сборомъ денегъ, а равно и за вѣрнымъ отправленіемъ оныхъ по принадлежности.

904. Если при свидѣтельствѣ книгъ или въ послѣдствіи будетъ открыто, что въ Думу или Казначейство отосланы были не всѣ слѣдующія деньги сполна, то недоплаченная сумма немедленно взыскивается съ удержавшихъ оную; виновные въ умышленной утайкѣ денегъ предаются суду, а сдѣлавшіе сіе лишь по ошибкѣ или упущенію подвергаются штрафу вдвое противъ тѣхъ суммъ.

V. Записка акта въ книгу.

905. По удостовѣреніи въ подлинности и законности акта, и по взысканіи надлежащихъ сборовъ, актъ вписывается въ книгу, не оставляя между записанными актами пустыхъ мѣстъ, а тѣмъ менѣе бѣлыхъ страницъ и листовъ.

906. Всѣ вносимыя въ опредѣленную для сего книгу статьи должны быть вписываемы четкимъ письмомъ и безъ подчистокъ; но если бы случилась какая описка, то зачеркнуть тонкимъ перомъ, такъ, чтобы можно было прочесть, а чему должно быть, то написать надъ строкою; въ концѣ же записки всякую такую поправку оговаривать.

VI. Засвидѣтельствованіе актовъ.

907. По записке въ книгу, удостовѣряется подлинность акта посредствомъ надписи на оном, съ означеніемъ нумера по книгѣ, года, мѣсяца и числа; послѣ чего подписанный актъ возвращается тому лицу, отъ котораго онъ явленъ, или которое имъ обязывается. Въ полученіи акта лице сіе обязано росписаться подъ записью онаго въ книгѣ. Въ случаѣ неумѣнія его писать по-Русски, оно росписывается въ книгѣ на иностранномъ языкѣ съ переводомъ на Русскій, вѣрность котораго должны удостовѣрять Нотаріусы и Маклеры своими подписями; если же они, по незнанію языка, на которомъ можетъ быть писана росписка, встрѣтятъ затрудненія въ засвидѣтельствованіи подписи, то обязаны приглашать свидѣтеля изъ посторонних, лично извѣстныхъ имъ лицъ, знающаго тотъ языкъ, на которомъ получатель акта желаетъ росписаться, и затѣмъ

сдѣлать свое завѣреніе въ дѣйствительности подписи приглашеннаго постороннаго свидѣтеля; въ случаѣ же обнаруженія въ послѣдствіи подлога, какъ сіи свидѣтели, такъ и Нотаріусы и Маклеры, ихъ пригласившіе, подвергаются отвѣтственности на основаніи законовъ.

908. Акты, вышеизложеннымъ порядкомъ засвидѣтельствованные и выданные, признаются въ полной мѣрѣ дѣйствительными и имѣющими равную силу съ судебными протоколами.

Отдѣленіе третіе.

О несостоявшихся явочныхъ актахъ.

909. Если заемное письмо или передача онаго за чѣмъ либо не состоится, то заемщикъ или передатель обязаны явить актъ туда, гдѣ онъ былъ записанъ, для отмѣтки къ уничтоженію, въ семидневный срокъ, считая отъ дня полученія того заемнаго письма отъ присутственнаго мѣста, Маклера или Нотаріуса, коимъ оно было свидѣтельствовано.

Отдѣленіе четвертое.

О выпискахъ изъ записныхъ явочныхъ книгъ.

910. Въ случаѣ утраты подлинныхъ явочныхъ актовъ, дозволяется получать выписи изъ книгъ, въ которыхъ они были записаны, на надлежащей гербовой бумагѣ, сообразно правиламъ, изложеннымъ въ предшедшей главѣ о выпискахъ изъ крѣпостныхъ книгъ.

ГЛАВА ШЕСТАЯ.

О совершеніи актовъ крѣпостныхъ и свидѣтельствѣ актовъ явочныхъ во время пребыванія за границею.

911. Если военнослужащему, за границею находящемуся, встрѣтится надобность въ совершеніи или засвидѣтельствованіи акта во время нахожденія въ походѣ, то сіе производится за свидѣтельствомъ Полковаго Командира, или другаго начальника, равною съ нимъ властію облеченнаго, но не въ тѣхъ полкахъ, кто гдѣ служитъ, а въ другихъ Полковыхъ Канцеляріяхъ.

Примѣчаніе. Высочайшимъ указомъ 1855 года Августа 12 сіе правило было распространено, на время происходившей тогда войны, на всѣхъ военныхъ и гражданскихъ чиновъ, служившихъ въ войскахъ, приведенныхъ въ военное положеніе и находившихся въ предѣлахъ государства, въ тѣхъ мѣстахъ, гдѣ не было судебныхъ мѣстъ съ крѣпостною частію. На семъ же основаніи было тогда допущено свидѣтельствованіе актовъ для чиновъ, служившихъ въ дружинахъ Государственнаго Подвижнаго Ополченія и въ Малороссій-

свихъ конныхъ казачьихъ полкахъ: а) въ Полковыхъ Канцеляріяхъ, если дружины прикомандированы были къ полкамъ, или сами образовали полки; б) въ Канцеляріяхъ Начальниковъ Губернскихъ Ополченій въ тѣхъ случаяхъ, когда дружины находились въ отдѣльномъ отъ полковъ составѣ, или не сформированы были изъ дружинъ полки; и в) въ Канцеляріяхъ Малороссійскихъ конныхъ казачьихъ полковъ.

912. Акты морскихъ военныхъ чиновъ на корабляхъ во время кампаніи пишутся корабельнымъ Секретаремъ на гербовой бумагѣ, а за неимѣніемъ оной и на простой, закрѣпленной состоящими на кораблѣ офицерами, и вносятся въ корабельный протоколъ.

913. Акты, даваемые чиновниками, находящимися при иностранныхъ Дворахъ въ свитахъ Посольскихъ, должны быть засвидѣтельствованы Россійскими Министрами.

914. Акты прочихъ лицъ, за границею пребывающихъ, утверждаются скрѣпою и печатью Россійскихъ Консуловъ, со взысканіемъ въ пользу Консуловъ сбора, опредѣленнаго въ тарифѣ, приложенномъ къ 18 статьѣ приложенія къ статьѣ 2025 Устава Торговаго (по Прод. III, № 1). О всякомъ такомъ утвержденіи Консулъ, сверхъ записанія акта въ имѣющейся у него книгѣ, обязанъ доносить Министерству Иностранныхъ Дѣлъ, означая при семъ какъ содержаніе засвидѣтельствованныхъ бумагъ, такъ и то, когда, отъ кого и кому онѣ выданы и когда утверждены его подписью и печатью (ср. Уст. Торг. прил. къ ст. 2025: статьи 2, 12, 16 и 18, по Прод. II).

915. Всякій актъ, внѣ предѣловъ Россіи о недвижимомъ имѣніи, въ оной находящемся, на основаніи вышеизложенныхъ правилъ (ст. 911—914) совершенный, для полученія силы крѣпостнаго акта, долженъ быть явленъ, по возвращеніи давшаго оный или присылкѣ самаго акта въ Россію, въ полугодичный срокъ въ Гражданскую Палату, или Уѣздный Судъ, по принадлежности. Мѣста сіи, по удостовѣреніи, что на означенное имѣніе крѣпостной актъ можетъ быть совершенъ безпрепятственно, взыскиваютъ съ предъявителя надлежащую пошлину, вписываютъ актъ въ крѣпостную книгу, и выдаютъ предъявителю вмѣстѣ съ подлинникомъ засвидѣтельствованную копію на крѣпостной бумагѣ.

916. Если актъ составленъ и совершенъ въ иностранномъ государствѣ по тамошнему обычаю и несходно съ обрядомъ составленія и совершенія подобныхъ актовъ въ Россіи, то онъ, будучи представленъ къ доказательство по тяжебному дѣлу, разбираемому въ Коммерческомъ Судѣ, тѣмъ не менѣе признается законнымъ актомъ, когда къ опроверженію подлинности его не будетъ представлено доказательства.

Примѣчаніе. О составленіи и совершеніи за границею духовныхъ завѣщаній и ихъ силѣ постановлено ниже, въ статьяхъ 1077 и 1078.

ГЛАВА СЕДЬМАЯ.

О составленіи актовъ домашнихъ.

917. Домашній актъ долженъ быть написанъ самимъ дающимъ оный или, по просьбѣ его, кѣмъ либо другимъ.

918. Если домашній актъ пишется въ чьей либо деревнѣ отъ имени безграмотнаго въ пользу владѣльца оной, то актъ не долженъ быть написанъ крѣпостными людьми сего послѣдняго, или же причетниками церкви, въ сей вотчинѣ находящейся.

919. Домашній актъ долженъ быть подписанъ самимъ дающимъ оный; если онъ безграмотенъ, слѣпъ, или по тяжкой болѣзни самъ учинить подписи не можетъ, то отцомъ его духовнымъ или другимъ лицемъ, кому онъ въ томъ вѣритъ.

920. Домашніе акты, въ отношеніи къ способамъ удостовѣренія въ ихъ подлинности, раздѣляются на три слѣдующіе рода.

921. Акты перваго рода суть тѣ, для дѣйствительности коихъ достаточно одной подписи дающаго безъ всякаго посторонняго засвидѣтельствованія; къ оныхъ принадлежатъ обязательства, даваемыя отъ грамотныхъ, росписки и счеты, и т. п.

922. Акты втораго рода, къ коимъ принадлежатъ домовыя заемныя письма съ закладомъ движимаго имущества, и вѣрющія письма на бытіе при генеральномъ межеваніи, сверхъ подписи дающаго, должны быть удостовѣрены еще подписью свидѣтелей, число коихъ ни въ какомъ случаѣ не должно быть менѣе двухъ. Обязанность свидѣтелей сихъ есть та же, какъ и свидѣтелей, подписывающихъ акты крѣпостные.

923. Домашніе акты третьяго рода суть: духовныя завѣщанія, для дѣйствительности коихъ потребно, чтобы они были подписаны завѣщателями и свидѣтелями, и чтобы послѣ смерти завѣщателей они явлены были въ присутственное мѣсто для утвержденія ихъ подлинности по правиламъ, изложеннымъ ниже, въ книгѣ III сего Свода.

924. Въ случаѣ подлога въ домашнемъ актѣ, дѣло производится уголовнымъ судомъ.

1326. Le billet ou la promesse sous seing privé par lequel une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit; ou du moins il faut qu'outre sa signature il ait écrit de sa main un *bon* ou un *approuvé*, portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose; Excepté dans le cas où l'acte émane de marchands, artisans, laboureurs, vignerons, gens de journée et de service.

ГЛАВА ВОСЬМАЯ.

О вводѣ во владѣніе недвижимымъ имуществомъ по укрѣпленіямъ.

925. Для ввода во владѣніе недвижимымъ имуществомъ, пріобрѣтатель долженъ предъявить надлежащему присутственному мѣсту актъ укрѣпленія на оное, какъ то: купчую крѣпость, или данную, или дарственную или раздѣльную запись и тому подобныя укрѣпленія, для перехода недвижимыхъ имуществъ закономъ установленныя.

926. Присутственныя мѣста, коимъ предъявляются акты на недвижимое имущество для ввода во владѣніе, суть: 1) Уѣздный Судъ, если имущество состоитъ въ уѣздѣ; 2) Городовой Магистратъ или Ратуша, по принадлежности, если оно въ городѣ; 3) Заводская Контора, если оно состоитъ въ горномъ вѣдомствѣ и буде тамъ нѣтъ ни Магистрата, ни Ратуши; и 4) Гражданская Палата, если оно состоитъ въ разныхъ уѣздахъ одной и той же губерніи. Въ столицахъ актъ можетъ быть предъявленъ для ввода во владѣніе въ Надворномъ Судѣ, если недвижимое имѣніе куплено въ другой губерніи.

Примѣчаніе 1. Принятіе актовъ, предъявляемыхъ на недвижимое въ городахъ Житомірѣ, Ковно и Камышловѣ имущество, для ввода во владѣніе, возложено на тамошніе Уѣздные Суды по принадлежности.

Примѣчаніе 2. Принятіе актовъ, предъявляемыхъ на недвижимое въ городахъ Омскѣ (Тобольской губерніи) и Каинскѣ (Томской губерніи) имущество, для ввода во владѣніе, возложено, въ видѣ опыта на три года, на тамошніе Окружные Суды.

927. Если присутственное мѣсто признаетъ актъ дѣйствительнымъ, и какъ спора о самомъ актѣ, такъ и запрещенія на переходъ имущества къ другому владѣльцу въ виду нѣтъ: то предписываетъ мѣстной полиціи немедленно ввести пріобрѣтателя во владѣніе, между тѣмъ прибиваетъ у дверей своихъ объявленіе (листъ), что такое-то недвижимое имущество перешло во владѣніе къ такому-то лицу, по такому-то акту. Если имущество досталось пріобрѣтателю посредствомъ купли, то въ объявленіи означается и то, за сколько оно куплено.

928. Если актъ, по статьѣ 926, предъявленъ нижнему мѣсту, а не Гражданской Палатѣ: то объявленіе представляется и сей Палатѣ, дабы и она съ своей стороны учинила то же самое.

929. Вводъ во владѣніе въ уѣздѣ совершается Временнымъ Отдѣленіемъ Земскаго Суда, слѣдующимъ порядкомъ: члены Отдѣленія отправляются въ то мѣсто, гдѣ находится недвижимое имущество, собираютъ сторонніхъ людей, и людей, къ имуществу принадлежащихъ (если оно населенное), читаютъ имъ предписаніе присутственнаго мѣста о вводѣ новаго пріобрѣтателя во владѣніе, и если не будетъ тутъ же объявлено спора противъ акта, то, приказавъ крѣпостнымъ людямъ, къ имуществу

принадлежащимъ, быть новому владѣльцу послушными, составляютъ *вводный листъ*, въ коемъ, изъяснивъ существо дѣла, означаютъ самое имущество, и за подписомъ вышеозначенныхъ сторонихъ людей и своимъ, представляютъ оный тому мѣсту, отъ коего о вводѣ во владѣніе дано повелѣніе, а копію съ онаго за своею скрѣпою вручаютъ владѣльцу.

Примѣчаніе. Обрядъ сей основывается на употребленіи, издавна введенномъ, и относится болѣе къ населеннымъ недвижимымъ имуществамъ и землямъ, въ уѣздахъ находящимся.

930. Присутственнымъ мѣстамъ, коимъ, на основаніи предшедшей статьи, передаются вводные листы, вмѣняется въ обязанность сшивать оные и переплетать ежегодно, и независимо отъ сего вести алфавитные реестры о всѣхъ вводахъ по названію имѣній, со ссылкою на самые вводные листы.

931. Вводъ во владѣніе имѣніемъ, жалуемымъ на правѣ маіората въ Западныхъ губерніяхъ, производится вмѣстѣ съ сдачею того имѣнія въ управленіе владѣльцу, на основаніи 925—930 статей сего Свода, чрезъ земскую полицію, при чиновникѣ со стороны управленія государственныхъ имуществъ, которому поручена сдача.

932. Въ С.-Петербургѣ вводъ во владѣніе недвижимымъ имѣніемъ, по актамъ укрѣпленія вообще, по духовнымъ завѣщаніямъ, при наслѣдствѣ по закону и по просроченнымъ закладнымъ составляетъ предметъ, подлежащій вѣдомству Перваго Департамента Управы Благочинія.

933. Особенныя правила о вводѣ во владѣніе имуществомъ по нѣкоторымъ актамъ опредѣляются ниже, въ своихъ мѣстахъ (см. книгу III сего Свода).

Примѣчаніе. Сила и дѣйствіе правилъ, въ предшедшихъ статьяхъ 925—933 изложенныхъ, о вводѣ во владѣніе недвижимыми имуществами, распространяется въ той же степени и на Бессарабскую область.

КНИГА ТРЕТІЯ.

О ПОРЯДКѢ ПРІОБРѢТЕНІЯ И УКРѢПЛЕНІЯ ПРАВЪ НА ИМУЩЕСТВА ВЪ ОСОБЕННОСТИ.

РАЗДѢЛЪ ПЕРВЫЙ.

О ДАРСТВЕННОМЪ ИЛИ БЕЗМЕЗДНОМЪ ПРІОБРѢТЕНІИ ПРАВЪ НА ИМУЩЕСТВА.

ГЛАВА ПЕРВАЯ.

О пожалованіи.

Отдѣленіе первое.

Положенія общія.

934. Дарованіе кому либо отъ Императорскаго Величества Именнымъ Высочайшимъ указомъ недвижимаго имущества въ полную или ограниченную собственность, называется *пожалованіемъ*.

Примѣчаніе. На пожалованныя села и деревни, сверхъ Высочайшихъ указовъ, выдавались жалованныя грамоты, кои изготовлялись въ Правительствующемъ Сенатѣ и подносимы были на Высочайшее утвержденіе; буде же кто еще таковыхъ грамотъ не получилъ, то, по принесеніи просьбы, жалованные грамоты заготовляются въ Департаментѣ Герольдіи Правительствующаго Сената и подносятся установленнымъ порядкомъ къ Высочайшему подписанію за скрѣпою (контрасигнированіемъ) Министра Юстиціи.

935. Когда лица, коимъ пожалованы имущества, померли до вступленія въ дѣйствительное обладаніе оныхъ, то пожалованіе симъ не отмѣняется, но право на оное переходитъ къ наслѣдникамъ.

936. Деревни, ненаселенныя земли и угодья, пожалованныя въ вѣчное и потомственное владѣніе, составляютъ полную собственность перваго пріобрѣтателя и его наслѣдниковъ.

Примѣчаніе. Особенныя правила и ограниченія относительно права владѣнія имѣніями, жалуемыми на правѣ маіоратовъ въ Западныхъ губерніяхъ, опредѣлены выше, въ статьяхъ 494—512.

937. Если въ указѣ о пожалованіи не сказано, что земля отдается во владѣніе подъ какимъ либо условіемъ: то она почитается пожалованною безусловно, хотя бы находилась въ такихъ мѣстахъ, гдѣ земли раздаются подъ условіемъ заселенія, или подъ какія либо хозяйственныя заведенія.

938. Земли, розданныя правительствомъ на условіяхъ населенія,

или для хозяйственныхъ заведеній, не прежде, какъ по исполненіи сихъ условій, составляютъ полную собственность владѣльцевъ.

939. Если владѣльцы не исполнятъ условій (ст. 938), то розданныя земли отъ нихъ отбираются и обращаются въ казенное вѣдомство.

Примѣчаніе. Пожалованныя во временное владѣніе до состоянія Высочайшаго указа 9 Мая 1837 года казенныя имѣнія въ Западныхъ и Прибалтійскихъ губерніяхъ пріобрѣтались на основаніи правилъ, въ Уставѣ Хозяйственнаго Управленія Казенными Населенными Имѣніями, въ приложеніи къ примѣчанію 3 статьи 2 постановленныхъ.

Отдѣленіе второе.

О сдачѣ пожалованныхъ имуществъ, и объ отводѣ пожалованныхъ земель.

940. Никто не можетъ вступить во владѣніе пожалованнымъ имуществомъ до сдачи онаго узаконеннымъ порядкомъ.

Примѣчаніе. Особенныя правила о сдачѣ имѣній, жалуемыхъ на правѣ маіоратовъ въ Западныхъ губерніяхъ, и о вводѣ оными во владѣніе, изложены выше, въ статьяхъ 497, 498 и 931.

941. По воспослѣдованіи Высочайшаго указа о пожалованіи земли, Министръ Государственныхъ Имуществъ дѣлаетъ надлежащее распоряженіе о сдачѣ пожалованнаго имѣнія кому слѣдуетъ.

Примѣчаніе. Жалованныя деревни сдавались по ревизской сказкѣ со всею экономическою наличностію, какъ то: съ хлѣбомъ, скотомъ, продуктами, домашними вещами земледѣльческими орудіями.—Съ жалованныхъ деревень, при сдачѣ ихъ, взимаема была пошлина по пятидесяти копѣекъ за каждую душу.

942. Люди, по роду и званію своему не подлежащіе крѣпостному праву, хотя бы при пожалованіи деревни и включены были въ сдаточную опись, изъ частнаго владѣнія исключаются, и при такомъ исключеніи владѣльцы пожалованнаго имѣнія получаютъ законное вознагражденіе, на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Законахъ о Состояніяхъ, статьѣ 1195.

Примѣчаніе. Если въ пожалованныхъ деревняхъ окажутся такіе крестьяне, кои подали просьбы о запискѣ ихъ въ купечество прежде состоянія указа о пожалованіи тѣхъ деревень: то таковые въ отдачу помѣщикамъ не включаются, кромѣ тѣхъ, которымъ отъ записки въ купечество присутственными мѣстами будетъ отказано по законнымъ причинамъ.

943. Когда въ указѣ объ отводѣ казенныхъ земель по пожалованію именно не означены пожалованныя земли, но означено только число десятинъ, то надлежитъ отводить земли въ тѣхъ только губерніяхъ, гдѣ количество удобныхъ казенныхъ земель въ общей сложности превосходитъ пятнадцатидесятинную пропорцію на число душъ казенныхъ и удѣльныхъ поселянъ по послѣдней ревизіи, какъ то въ губерніяхъ: Новгородской, Вятской, Вологодской и Астраханской.

944. Въ губерніяхъ, въ коихъ, на основаніи предшедшей 943 статьи, дозволенъ отводъ по пожалованію казенныхъ земель, отводятся: 1) земли

порожнія и никѣмъ не владѣемыя; 2) отрѣзанныя въ казенную собственность какъ изъ владѣнія частныхъ лицъ, такъ и отъ казенныхъ селеній; 3) состоящіе въ вѣдомствѣ Палатъ Государственныхъ Имуществъ, отдаваемые въ оброчное содержаніе пашни и покосы; 4) поляны, которыя не внутри лѣсныхъ дачъ, но только прилегаютъ къ онымъ и которыя не нужны для разведенія лѣсовъ въ губерніяхъ безлѣсныхъ; 5) въ мѣстахъ, изобилующихъ лѣсами, земли съ маловажнымъ дровянымъ лѣсомъ и кустарникомъ и такіе лѣсные участки, которые вовсе не заключаютъ въ себѣ корабельныхъ деревъ, а строевыхъ на сто десятинъ не болѣе десяти деревъ толщиною, не менѣе четырехъ и не болѣе восьми вершковъ въ діаметрѣ.

945. Слѣдуетъ назначать въ пожалованное количество земли цѣлыми статьями, въ какомъ бы оныя пространствѣ ни заключались; недостающее же за тѣмъ количество дополнять изъ другихъ статей, наблюдая, чтобы какъ въ семъ случаѣ, такъ и при отдачѣ всего пожалованнаго количества изъ одного большаго участка, остающіяся за вымежеваніемъ въ казенномъ вѣдомствѣ земли имѣли приличныя выгоды по качеству угодій и по положенію участка.

946. Земли, лежащія внутри дачъ казенныхъ селеній, хотя бы оныя были замежеваны въ особую межу, равнымъ образомъ и прикосновенныя къ казеннымъ селеніямъ, не отдаются въ частное владѣніе безъ предварительнаго удостовѣренія, что оныя не нужны крестьянамъ тѣхъ селеній, если бы даже имѣли они узаконенную пропорцію въ своемъ владѣніи; и потому, о всѣхъ таковыхъ земляхъ, прежде назначенія ихъ къ отводу по пожалованію, надлежитъ отбирать отзывы смежныхъ казенныхъ крестьянъ, и буде они имѣютъ въ оныхъ нужду, то преимущественно удовлетворять ихъ сими землями въ положенную пропорцію. Если же они, имѣя уже таковую пропорцію, будутъ просить отвода новыхъ земель, то, отдавая имъ оныя, въ замѣнъ того отмежевывать отъ нихъ равное количество изъ отведенныхъ имъ прежде, и кои они сами отдать согласятся.

947. Не слѣдуетъ отводить въ частное владѣніе по пожалованію земли: 1) предназначенныя для какого либо употребленія или на государственныя надобности; 2) земли внутри лѣсныхъ дачъ, равно и такія, чрезъ которыя должно провозить корабельные лѣса къ судоходнымъ рѣкамъ; 3) лѣсныя дачи съ корабельными деревьями; 4) лѣсныя дачи, въ которыхъ произрастаютъ строевыя деревья на пространствѣ въ обѣ стороны отъ большихъ рѣкъ на сто, а отъ малыхъ, въ оныя впадающихъ, на двадцать пять верстъ; 5) казенныя лѣсныя дачи, съ какимъ бы лѣсомъ оныя ни были, въ тѣхъ губерніяхъ и уѣздахъ, которыя почитаются малолѣсными.

948. Буде въ большихъ оброчныхъ статьяхъ имѣются лѣса, то Палата Государственныхъ Имуществъ предписываетъ осматривать оные самому Губернскому Лѣсничему или довѣренному отъ него лѣсному чиновнику, которые, сдѣлавъ подробное описаніе качества деревъ, доносятъ Палатѣ, нѣтъ ли тамъ лѣса корабельнаго или нужнаго на какія другія государственныя и общественныя надобности.

949. Въ Саратовской губерніи отводъ земель по Всемилостивѣйшему пожалованію производится на общихъ основаніяхъ изъ тѣхъ участковъ, какіе, при производимой съемкѣ земель, для сего отдѣлены или будутъ отдѣляемы. Сверхъ того при семъ отводѣ соблюдаются правила, въ слѣдующихъ статьяхъ (950— 966) изложенныя.

Примѣчаніе. Въ 1850 году, при учрежденіи Самарской губерніи, къ оной отчислена заволжская часть Саратовской губерніи; почему постановленное въ сей статьѣ и въ нижеслѣдующихъ статьяхъ въ отношеніи къ сей послѣдней распространяется и на Самарскую губернію.

950. Для записки всѣхъ поступающихъ просьбъ объ отводѣ по Всемилостивѣйшему пожалованію земель въ помянутой губерніи (ст. 949) имѣются въ Министерствѣ Государственныхъ Имуществъ особыя шнуровыя книги, въ которыя записываются оныя согласно сдѣланному уже отъ Министерства объявленію въ газетахъ, по старшинству вступленія; просьбамъ же, вступившимъ одного и того же числа, старшинство отдается по первенству Всемилостивѣйшаго пожалованія.

951. По полученіи копій съ утвержденныхъ плановъ назначеннымъ къ раздачѣ по пожалованію участкамъ, Министерство препровождаетъ оныя вмѣстѣ съ списокомъ кандидатовъ въ надлежащую Палату Государственныхъ Имуществъ, и тогда же объявляя о помянутыхъ участкахъ въ С.-Петербургскихъ и Московскихъ Вѣдомостяхъ, вмѣстѣ съ тѣмъ, посредствомъ троекратнаго припечатанія, вызываетъ то число старшихъ кандидатовъ, для удовлетворенія коего достаточно снятыхъ и предназначенныхъ къ раздачѣ участковъ, явиться для избранія земель изъ оныхъ въ помянутую Палату, въ трехмѣсячный срокъ.

952. По явкѣ кандидатовъ, Палата въ назначенный срокъ предлагаетъ имъ, для избранія земель, доставленныя въ оную изъ Министерства копіи съ плановъ предназначенныхъ для того участкамъ, и, по полученіи отзывовъ ихъ, на представленіе коихъ дается имъ по окончаніи трехмѣсячнаго срока, назначеннаго для явки въ Палату, еще одинъ мѣсяцъ, дѣлаетъ распоряженіе о составленіи плановъ избраннымъ землямъ для представленія въ Министерство; при чемъ снятые участки соединяются, или дѣлятся для составленія пожалованнаго количества десятинъ каждому, наблюдая, что если дѣлается выдѣлъ изъ большаго участка, то остающіяся за симъ выдѣломъ части не лишились бы вовсе нужныхъ для хозяйства выгодъ и не сдѣлались бы къ отдачѣ другимъ неспособными.

953. Участки представляются преимущественно кандидатамъ, по старшинству записки ихъ, на основаніи статьи 950, въ шнуровую книгу; но если бы кто изъ нихъ въ назначенный срокъ не явился или не подалъ отзыва, то право преимущественнаго избранія изъ нарѣзанныхъ участковъ переходитъ къ старшему за нимъ кандидату.

954. Дабы находящіеся въ С.-Петербургѣ кандидаты не были лишены возможности видѣть планы, и еслибъ пожелали избрать участки безъ предварительной поѣздки въ мѣстную Палату Государственныхъ Имуществъ, дозволяется предъявлять имъ остающіеся въ Министерствѣ подлинные планы, но съ тѣмъ, чтобы отзывы свои доставляли они въ Палату въ опредѣленный публикаціею срокъ; само собою разумѣется, что избранные ими участки утверждаются за ними только тогда, если не будутъ избраны старшими кандидатами, и если они не пропустятъ срока на подачу отзыва.

955. Кандидатъ, отказавшійся отъ выбора земли изъ предложенныхъ ему участковъ, обязанъ ожидать обмежеванія и снятія новыхъ свободныхъ участковъ, сохраняя при избраніи изъ оныхъ старшинство предъ прочими кандидатами.

956. Кто не явится и не подастъ отзыва въ срокъ и намежеванные участки будутъ розданы другимъ явившимся, тотъ равномѣрно обязанъ ожидать намежеванія новыхъ участковъ на томъ же основаніи.

957. О земляхъ, въ слѣдствіе происходившей переписки предназначенныхъ уже Министерствомъ къ отводу пожалованнымъ лицамъ, подъ условіемъ, если оныя не понадобятся въ надѣлъ крестьянамъ, или для новыхъ переселенцевъ, Министерство, въ случаѣ опредѣленія сихъ земель къ отдачѣ по пожалованію увѣдомляетъ Палату Государственныхъ Имуществъ для предъявленія помянутымъ лицамъ плановъ оными землямъ къ избранію ихъ въ тѣхъ границахъ, какъ нарѣзаны участки.

958. Прошенія объ отводѣ земли по пожалованію въ Саратовской губерніи, въ которыхъ будутъ заключаться указанія на самые участки, принимать запрещается; лица, желающія тамъ получить земли, обязаны подать прошенія, съ указаніемъ только на губернію, и ожидать очереди для выбора обмежеванныхъ и назначенныхъ для отвода участковъ.

959. Лицамъ, избравшимъ уже до воспослѣдованія указа 19 Марта 1840 года земли изъ извѣстныхъ участковъ, когда онѣ, по совершеномъ обмежеваніи, будутъ признаны подлежащими къ раздачѣ, отдаются оныя преимущественно предъ прочими.

Примѣчаніе 1. Высочайшимъ указомъ, состоявшимся 19 Января 1842 года, повелѣно: отводъ впредь земель по пожалованію въ Оренбургской и Ставропольской губерніяхъ совершенно прекратить, не распространяя впрочемъ сего воспрещенія на лица, прежде из-

бравшія въ оныхъ пожалованныя земли, и числящіяся кандидатами, которымъ отвести участки на точномъ основаніи правилъ, Высочайше утвержденныхъ 19 Марта 1840 года и изложенныхъ выше, въ статьяхъ 949—959. Относительно же земель, пожалованныхъ до Высочайшаго повелѣнія, объявленнаго 18 Февраля (30 Марта) 1837 года (10078) и пріостановившаго разрѣшенную въ 1840 году раздачу оныхъ въ губерніяхъ Саратовской, Оренбургской и Ставропольской, постановлено слѣдующее: 1) Изъ числа избранныхъ частными лицами, по Всемилостивѣйшему пожалованію, земель въ губерніяхъ Саратовской, Оренбургской и Ставропольской, на основаніи Высочайшихъ указовъ, послѣдовавшихъ до помянутаго Высочайшаго повелѣнія, оставить за избравшими всѣ тѣ участки, которые утверждены уже за ними Правительствующимъ Сенатомъ. 2) Такимъ же образомъ поступать и съ тѣми участками, о которыхъ внесены уже въ Сенатъ представленія отъ Министра Финансовъ, или отъ бывшаго Временнаго Совѣта для управленія Департаментомъ Государственныхъ Имуществъ, буде только со стороны Министра Государственныхъ Имуществъ не встрѣтится къ утвержденію оныхъ никакого законнаго препятствія. 3) Не прерывать въ дальнѣйшемъ ходѣ дѣлъ, которыя заведены по указамъ, до состоянія Высочайшаго повелѣнія 18 Февраля (30 Марта) 1837 года послѣдовавшимъ, или дѣлъ объ утвержденіи избранныхъ въ тѣхъ же губерніяхъ и областяхъ участковъ, на отводъ коихъ изъявили согласіе Казенныя Палаты, или о самомъ избраніи тамъ земель вновь, съ тѣмъ однако, чтобы при семъ наблюдаемы были постановленныя въ законахъ правила относительно избранія и утвержденія земель, и чтобъ утвержденіе ни въ какомъ случаѣ не касалось участковъ, еще до избранія ихъ замежеванныхъ въ составъ дачъ, которыя, по раздѣленіи на участки, на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Уставѣ о Казенныхъ Селеніяхъ, предназначены для новыхъ водвореній казенныхъ крестьянъ.

Примѣчаніе 2. Относительно раздачи земель въ Вятской губерніи, постановлено слѣдующее: 1) Впредь до приведенія въ точную извѣстность дѣйствительнаго состоянія лѣсовъ въ Вятской губерніи, назначеніе къ раздачѣ тамъ вновь свободныхъ государственныхъ земель во Всемилостивѣйшее пожалованіе ограничить двумя токмо уѣздами: Глазовскимъ и Слободскимъ, съ тѣмъ однако, чтобъ и въ сихъ двухъ уѣздахъ не были отводимы пашенныя поляны, на оброчныя земли, какъ нужныя для обращенія въ надѣлъ государственнымъ крестьянамъ. 2) Касательно земель и угодій, Всемилостивѣйше пожалованныхъ частнымъ лицамъ по Высочайшимъ указамъ, послѣдовавшимъ до состоявшагося въ 1838 году распорядка, наблюдать слѣдующее: а) Оставить за избравшими въ Вятской губерніи всѣ тѣ участки, которые утверждены уже за ними Правительствующимъ Сенатомъ. б) Такимъ же образомъ поступать и съ участками, о которыхъ внесены представленія въ Сенатъ отъ бывшихъ управленій государственными имуществами, буде только со стороны Министра Государственныхъ Имуществъ не встрѣтится къ утвержденію оныхъ никакого законнаго препятствія. в) Дѣлъ, которыя по Высочайшимъ указамъ, до состоянія сего постановленія послѣдовавшимъ, заведены или объ утвержденіи избранныхъ въ той же губерніи участковъ, на отводъ коихъ изъявила согласіе Казенная Палата, или о самомъ избраніи тамъ земель вновь, въ дальнѣйшемъ ихъ ходѣ не прерывать, съ тѣмъ однако, чтобы при семъ соблюдаемы были постановленныя въ законахъ правила относительно избранія и утвержденія земель.

Примѣчаніе 3. Въ 1850 и 1851 годахъ Высочайше повелѣно было: раздачу земель по Всемилостивѣйшему пожалованію въ губерніяхъ Архангельской и Олонецкой прекратить и тѣмъ лицамъ, кои Высочайше пожалованныя имъ въ сихъ губерніяхъ земли еще не приняли, въ случаѣ поступленія отъ нихъ просьбъ о замѣнѣ сихъ земель другими, отводить оныя въ губерніяхъ Вологодской и Вятской, производя самый отводъ, изъ заготовленныхъ участковъ, не по выбору, а по порядку нумеровъ; для подачи же просьбъ о таковомъ замѣнѣ назначенъ былъ окончательный срокъ, а именно 9 Января 1852 года.

990. Въ Новороссійскихъ губерніяхъ отводъ казенныхъ земель какъ оброчныхъ, такъ и пустопорожнихъ въ частное владѣніе для населенія, скотоводства и по Всемилостивѣйшему пожалованію воспрещается рѣшительно навсегда, оставя оныя земли для надѣленія крайне нуждающихся казенныхъ, поселянъ и не распространяя токмо сего воспрещенія на

отводъ участковъ для разведенія садоводства и лѣсоводства, по правиламъ, постановленнымъ въ Уставѣ о Городскомъ и Сельскомъ Хозяйствѣ. Равномѣрно воспрещается навсегда въ губерніяхъ Астраханской, Саратовской и Ставропольской отводъ казенныхъ оброчныхъ и пустопорожнихъ земель въ частное владѣніе для заселенія и скотоводства.

961. Въ Сибирскихъ губерніяхъ разрѣшается отводъ земель по Всемилостивѣйшему пожалованію, для учрежденія фабричныхъ и промышленныхъ заведеній, съ тѣмъ, чтобы на земляхъ сихъ не были водворяемы люди крѣпостнаго состоянія. Но въ огражденіе казны отъ потерь при производствѣ золотаго промысла на отведенныхъ земляхъ, при семъ отводѣ наблюдается, чтобы избираемыя по Всемилостивѣйшему пожалованію земли подъ фабрики и заводы (кромѣ собственно горныхъ, о которыхъ постановлены въ статьѣ 2459 Устава Горнаго особыя правила), отводились не иначе, какъ примѣняясь къ правиламъ о золотопромышленности въ Сибири, т. е. чтобы отводимыя земли имѣли въ длину по рѣчкамъ и логамъ не болѣе пяти верстъ, какое бы пространство пожалованной земли ни назначалось, и въ ширину или въ стороны сколько будетъ нужно; въ случаѣ же открытія на отведенныхъ такимъ образомъ земляхъ золотосодержащихъ розсыпей, одни только владѣльцы могутъ разработывать ихъ съ платежемъ подати на слѣдующемъ основаніи: съ владѣльцевъ, коимъ земли были отведены еще до 21 Апрѣля 1851 года, взимается одна двадцатипроцентная подать съ добываемаго золота; тѣ же лица, коимъ могутъ впредь быть отводимы земли по Всемилостивѣйшему пожалованію, должны съ добываемаго на сихъ земляхъ золота платить подать, установленную статьями 2543 съ примѣчаніемъ 2544 и 2545 Устава Горнаго. Съ предоставленіемъ разработки золотосодержащихъ розсыпей, на отводимыхъ въ Сибири по пожалованію земляхъ, единственно владѣльцамъ оныхъ, не воспрещается однако же имъ, на точномъ основаніи Устава Горнаго (ст. 1665), уступать право свое другимъ лицамъ, по добровольнымъ между собою условіямъ.

962. При Всемилостивѣйшемъ пожалованіи казенныхъ земель, предоставляется пользоваться такими только оброчными, или вовсе въ оброкѣ не состоящими, рыбными ловлями, кои заключаются въ одѣхъ малыхъ рѣкахъ, рѣчкахъ, озерахъ и протокахъ въ дачахъ замежеванныхъ, или къ онымъ прилегающихъ, равно и тѣми, внутрь дачъ вошедшими, или прилегающими рыбными ловлями, которыя по распоряженію правительства исключены уже изъ казеннаго оброка и оклада. За симъ рыбныхъ ловель, какъ на большихъ или судоходныхъ рѣкахъ, внутри дачъ протекающихъ, или прилегающихъ къ онымъ, такъ и на заливахъ, лиманахъ и затонахъ, и при берегахъ морскихъ въ частное владѣніе, по Всемилостивѣйшему пожалованію земель, отводить не дозволяется.

963. При отводѣ земель по Всемилостивѣйшему пожалованію, Палата Государственныхъ Имуществъ предписываетъ Окружному Начальнику, при содѣйствіи командируемаго отъ Палаты Землемѣра и при бытности того лица, которое воспользовалось такою Монаршею милостію, или его повѣреннаго, составить предположеніе объ отводѣ, съ нарѣзкою онаго на планѣ; разсмотрѣвъ сіе предположеніе и отзывъ частныхъ лицъ, и составивъ за симъ окончательный проектъ, Палата вноситъ оный на разсмотрѣніе Начальника Губерніи, и съ его заключеніемъ представляетъ Министру Государственныхъ Имуществъ.

964. Если Министръ Государственныхъ Имуществъ найдетъ мнѣніе Палаты правильнымъ, то съ своимъ заключеніемъ вноситъ оное въ Правительствующій Сенатъ, по утвержденіи коего отводятся уже тѣ земли во владѣніе по положенію, съ исключеніемъ ихъ изъ казеннаго вѣдомства и оброка.

965. Избранные и утвержденные по Всемилостивѣйшему пожалованію участки земель въ губерніяхъ обмежеванныхъ и не межеванныхъ отводятся и отмежевываются на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Межевыхъ Законахъ.

966. На дѣла о Всемилостивѣйше пожалованныхъ земляхъ не распространяется дѣйствіе давности въ слѣдующихъ случаяхъ: а) когда пожалованныя въ извѣстномъ участкѣ земли остаются не отведенными за неокончаніемъ съемки оныхъ на планъ, или отмежеванія; б) когда лица, Всемилостивѣйше пожалованныя землями, ожидаютъ, на основаніи дѣйствующихъ правилъ, отвода имъ земель по мѣрѣ приготовленія участковъ; и в) когда получившіе право выбора записались кандидатами, и въ слѣдствіе того, для избранія снятыхъ земель, имѣютъ быть, по заведенному порядку, вызываемы чрезъ публичныя Вѣдомости. Но сила давности примѣняется (послѣ 20 Мая 1846 года) на общемъ основаніи къ слѣдующимъ случаямъ по дѣламъ о Всемилостивѣйше пожалованныхъ земляхъ: а) когда лица, которымъ земли пожалованы, для пріема отведенныхъ имъ участковъ, ни сами въ теченіи десяти лѣтъ по объявленіи имъ установленнымъ порядкомъ о таковомъ отводѣ не явятся, ни повѣренныхъ отъ себя не пришлютъ; б) когда лица, получившія земли съ правомъ выбора и записавшіяся кандидатами, не изберутъ предлагаемыхъ имъ участковъ въ теченіи десяти лѣтъ послѣ вызова ихъ чрезъ вѣдомости; и в) когда не записавшіеся кандидатами не заведутъ въ продолженіи десяти лѣтъ послѣ 20 Мая 1846 года дѣла объ избраніи пожалованныхъ имъ земель, или, заведя такія дѣла, не будутъ болѣе десяти лѣтъ имѣть по онымъ хожденія.

Примѣчаніе. Правила о наблюденіи за имѣніями, находящимися во владѣніи по Всемилостивѣйшему пожалованію, равно и объ отобраніи за недоимку населеннаго государственнаго имущества у лица, владѣющаго онымъ по Всемилостивѣйшему пожалованію въ

Западныхъ губерніяхъ, въ томъ числѣ и Гродненской (бывшей Бѣлостокской области), изложены въ Уставѣ Хозяйственнаго Управленія Казенными Населенными Имѣніями, статьяхъ 88—101 и 140—160.

ГЛАВА ВТОРАЯ.

О дареніи.

Отдѣленіе первое.

Положенія общія.

DES DONATIONS ENTRE-VIFS ET DES TESTAMENTS.

893. On ne pourra disposer de ses biens, à titre gratuit, que par donation entre-vifs ou par testament, dans les formes ci-après établies. C. 711, 894, 895, 931 s., 967 s.

894. La donation entre-vifs est un acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée, en faveur du donataire qui l'accepte. C. 711, 893, 901 s., 913 s., 920 s., 931, 932 à 939, 942, 948, 953 à 966, 1083, 1084, 1085, 1087, 1091 s.

896. Les substitutions sont prohibées.

Toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué, ou le légataire, sera chargé de conserver et de rendre à un tiers, sera nulle, même à l'égard du donataire, de l'héritier institué, ou du légataire.

Néanmoins les biens libres formant la dotation d'un titre héréditaire que l'Empereur aurait érigé en faveur d'un prince ou d'un chef de famille, pourront être transmis héréditairement, ainsi qu'il est réglé par l'acte du 30 mars 1806 et par celui du 14 août suivant (*).

898. La disposition par laquelle un tiers serait appelé à recueillir le don, l'hérédité ou le legs, dans le cas où le donataire, l'héritier institué ou le légataire, ne le recueillerait pas, ne sera pas regardée comme une substitution, et sera valable.

899. Il en sera de même de la disposition entre-vifs ou testamentaire par laquelle l'usufruit sera donné à l'un, et la nue propriété à l'autre.

900. Dans toute disposition entre-vifs ou testamentaire, les conditions impossibles, celles qui seront contraires aux lois ou aux moeurs, seront réputées non écrites.

901. Pour faire une donation entre-vifs ou un testament, il faut être sain d'esprit (**).

(*) Voy. art. 467. du Swod.

(**) Cette condition, imposée par la loi, d'être *sain d'esprit*, a une immense étendue, dont l'appréciation est laissée à la sagesse des tribunaux. On considère comme n'étant pas *sain d'esprit* non seulement l'individu dont la raison est altérée, ou qui se trouve dans un

902. Toutes personnes peuvent disposer et recevoir, soit par donation entre-vifs, soit par testament, excepté celles que la loi en déclare incapables.

903. Le mineur âgé de moins de seize ans ne pourra aucunement disposer, sauf ce qui est réglé au chapitre IX du présent titre.

904. Le mineur parvenu à l'âge de seize ans ne pourra disposer que par testament, et jusqu'à concurrence seulement de la moitié des biens dont la loi permet au majeur de disposer.

905. La femme mariée ne pourra donner entre-vifs sans l'assistance ou le consentement spécial de son mari, ou sans y être autorisée par la justice, conformément à ce qui est prescrit par les articles 217 et 219, au titre *du Mariage*.

Elle n'aura besoin ni du consentement du mari, ni d'autorisation de la justice pour disposer par testament.

906. Pour être capable de recevoir entre-vifs, il suffit d'être conçu au moment de la donation.

Pour être capable de recevoir par testament, il suffit d'être conçu à l'époque du décès du testateur.

Néanmoins la donation ou le testament n'auront leur effet qu'autant que l'enfant sera né viable.

907. Le mineur, quoique parvenu à l'âge de seize ans, ne pourra, même par testament, disposer au profit de son tuteur.

Le mineur, devenu majeur, ne pourra disposer, soit par donation entre-vifs, soit par testament, au profit de celui qui aura été son tuteur, si le compte définitif de la tutelle n'a été préalablement rendu et apuré.

Sont exceptés, dans les deux cas ci-dessus, les ascendants des mineurs, qui sont ou qui ont été leurs tuteurs.

908. Les enfants naturels ne pourront, par donation entre-vifs ou par testament, rien recevoir au-delà de ce qui leur est accordé au titre *des Successions*. (756 à 766).

909. Les docteurs en médecine ou en chirurgie, les officiers de santé et les pharmaciens qui auront traité une personne pendant la maladie dont elle meurt, ne pourront profiter des dispositions entre-vifs ou testamentaires qu'elle aurait faites en leur faveur pendant le cours de cette maladie.

état de démence, d'imbécillité ou de fureur, mais toute personne qui, au moment de l'acte, était animée par une passion violente, par un transport de colère ou de haine, ou qui était frappée d'une maladie ou infirmité tellement grave, que ses facultés intellectuelles devaient en être troublées. *L'ivresse* peut aussi, dans certains cas, devenir une cause de nullité de la disposition.

967. Благопріобрѣтенное, какъ недвижимое, такъ и движимое, имущество владѣлецъ можетъ дарить свободно по своему произволу; родовое же имѣніе дарить родственникамъ, или чужеродцамъ, мимо ближайшихъ наслѣдниковъ, запрещается.

Sont exceptées, 1) les dispositions rémunératoires faites à titre particulier, eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus;

2) Les dispositions universelles, dans le cas de parenté jusqu'au quatrième degré inclusivement, pourvu toutefois que le décédé n'ait pas d'héritiers en ligne directe; à moins que celui au profit de qui la disposition a été faite, ne soit lui-même du nombre de ces héritiers.

Les mêmes règles seront observées à l'égard du ministre du culte.

910. Les dispositions entre-vifs ou par testament, au profit des hospices, des pauvres d'une commune, ou d'établissements d'utilité publique, n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par une ordonnance royale (*).

911. Toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées.

Seront réputés personnes interposées les père et mère, les enfants et descendants, et l'époux de la personne incapable.

912. (*Abrogé par la loi du 14 juillet* 1819 **). On ne pourra diposer au profit d'un étranger, que dans le cas où cet étranger pourrait disposer au profit d'un Français.

913. Les libéralités, soit par acte entre-vifs, soit par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime; le tiers, s'il laisse deux enfants; le quart, s'il en laisse trois ou un plus grand nombre (***).

914. Sont compris dans l'article précédent, sous le nom d'*enfants*, les descendants en quelque degré que ce soit; néanmoins ils ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du disposant.

915. Les libéralités, par actes entre-vifs ou par testament, ne pourront, excéder la moitié des biens, si, à défaut d'enfant, le défunt laisse un ou plu-

---

(*) Voyez les lois du 2 janvier 1817, 21 mai 1825, des 18 janvier 1837, art. 10, 19, 21, 48; les ordonnances des 2 avril 1817, 14 janvier 1831; la circulaire du 18 juillet 1836; l'ordonnance du 23 mai 1844, art 64, qui s'occupent de régler les donations et legs faits aux établissements publics et aux communes.

(**) *Loi du 14 juillet* 1819, *relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction.*

1) Les articles 726 et 912 du Code civil sont abrogés: en conséquence, les étrangers auront droit de succéder, de disposer et de recevoir de la même manière que les Français, dans toute l'étendue du Royaume,

2) Dans le cas de partage d'une même succession entre des cohéritiers étrangers et Français, ceux-ci prélèveront sur les biens situés en France une portion égale à la valeur des biens situés en pays étranger dont ils seraient exclus, à quelque titre que ce soit, en vertu des lois et coutumes locales.

(***) Cette portion de biens, dont la loi défend la disposition à titre gratuit s'appelle *réserve* ou *légitime*.—Le décret du 17 nivôse an II, art. 16, et la loi du 4 germinal an VIII, art. 1-er, avaient fixé sur des bases différentes la portion disponible.

968. Состоящимъ подъ опекою за злоупотребленіе помѣщичьей власти вовсе воспрещено дарить при жизни имѣнія свои, хотя и благопріобрѣтенныя.

969. Владѣльцамъ имѣній заповѣдныхъ имѣній, пожалованныхъ на правѣ маіоратовъ въ Западныхъ губерніяхъ, запрещается всякое, въ томъ числѣ и безвозмездное, отчужденіе сихъ имуществъ. Но владѣльцамъ маіоратныхъ имѣній дозволяется передавать оныя и прежде своей смерти своимъ наслѣдникамъ, впрочемъ не иначе, какъ на точномъ основаніи правилъ для переходя сихъ имѣній въ статьяхъ 1214 и 1215 сего Свода постановленныхъ, подъ опасеніемъ въ противномъ случаѣ уничтоженія передачи.

sieurs ascendants dans chacune des lignes paternelle et maternelle; et les trois quarts, s'il ne laisse d'ascendants que dans une ligne.

Les biens ainsi réservés au profit des ascendants, seront par eux recueillis dans l'ordre où la loi les appelle à succéder; ils auront seuls droit à cette réserve, dans tous les cas où un partage en concurrence avec des collatéraux ne leur donnerait pas la quotité de biens à laquelle elle est fixée.

916. A défaut d'ascendants et de descendants, les libéralités par actes entre-vifs ou testamentaires pourront épuiser la totalité des biens.

917. Si la disposition par acte entre-vifs ou par testament est d'un usufruit ou d'une rente viagère dont la valeur excède la quotité disponible, les héritiers au profit desquels la loi fait une réserve, auront l'option, ou d'exécuter cette disposition, ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible.

918. La valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu, ou avec réserve d'usufruit, à l'un des successibles en ligne directe, sera imputée sur la portion disponible; et l'excédant, s'il y en a, sera rapporté à la masse. Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par ceux des autres successibles en ligne directe qui auraient consenti à ces aliénations, ni, dans aucun cas, par les successiblesen ligne collatérale.

919. La quotité disponible pourra être donnée en tout ou en partie, soit par acte entre-vifs, soit par testament, aux enfants ou autres successibles du donateur, sans être sujette au rapport par le donataire ou le légataire venant à la succession, pourvu que la disposition ait été faite expessément à titre de préciput ou hors part (*).

La déclaration que le don ou le legs est à titre de préciput ou hors part, pourra être faite, soit par l'acte qui contiendra la disposition, soit postérieurement dans la forme des dispositions entre-vifs ou testamentaires.

(*) Une disposition est faite à *titre de préciput*, lorsqu'elle permet au donataire de *prélever* ou de garder, avant tout partage, les objets qui lui ont été donnés.

970. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской дозволяется всякому дарить свободно свои имущества, всѣ въ совокупности, или же по частямъ, какого бы свойства и рода таковыя имущества ни были: родовыя или благопріобрѣтенныя, недвижимыя или движимыя. Дарить всякій можетъ мимо дѣтей и ближайшихъ своихъ наслѣдниковъ, дальнимъ родственникамъ или чужеродцамъ по своему произволу.

971. Запрещается уступка крѣпостныхъ людей по дарственнымъ записямъ въ постороннія руки отдѣльно отъ семействъ, какъ съ землею, такъ и безъ земли, считая семействомъ, не подлежащимъ раздробленію: отца, мать, а изъ дѣтей: сыновей неженатыхъ и дочерей незамужнихъ, согласно правиламъ, означеннымъ выше, въ статьѣ 404.

972. Дворянамъ, не имѣющимъ за собою недвижимаго населеннаго имѣнія, не дозволяется пріобрѣтать даромъ дворовыхъ людей и крестьянъ безъ земли.

Примѣчаніе. Указомъ 1843 года Января 26 (16486) постановлено: доставшихся послѣ состоянія манифеста о восьмой ревизіи 1833 года Іюня 16 (6265) по дарственнымъ записямъ дворовыхъ людей и крестьянъ безъ земли дворянамъ, не имѣющимъ населеннаго имѣнія, обратить въ казенное вѣдомство, съ выдачею изъ казны вознагражденія, на основаніи законовъ о наслѣдствахъ, переходящихъ къ неимѣющимъ права владѣть крѣпостными людьми (см. ст. 1304 сего Свода).

920. Les dispositions soit entre-vifs, soit à cause de mort, qui excéderont la quotité disponible, seront réductibles à cette quotité lors de l'ouverture de la succession.

921. La réduction des dispositions entre-vifs ne pourra être demandée que par ceux au profit desquels la loi fait la réserve, par leurs héritiers ou ayants cause (*): les donataires, les légataires, ni les créanciers du défunt, ne pourront demander cette réduction, ni en profiter.

922. La réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existants au décès du donateur ou testateur. On y réunit fictivement ceux dont il a été disposé par donations entre-vifs, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur. On calcule sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est, eu égard à la qualité des héritiers qu'il laisse, la quotité dont il a pu disposer.

923. Il n'y aura jamais lieu à réduire les donations entre-vifs, qu'après avoir épuisé la valeur de tous les biens compris dans les dispositions testamen-

(*) Les *ayants-cause* d'une personne sont, en thèse générale, ses successeurs soit à titre universel, soit à titre singulier. Un acheteur, par exemple, est l'ayant-cause de son vendeur, relativement à l'objet vendu.—Les héritiers sont nécessairement les ayants-cause du défunt. Dans les art. 921, l'expression *ayants-cause* désigne les créanciers des héritiers ou les personnes auxquelles ceux-ci auraient cédé leurs droits.

973. Даръ почитается недѣйствительнымъ, когда отъ него отречется тотъ, кому оный назначенъ.

taires; et lorsqu'il y aura lieu à cette réduction, elle se fera en commençant par la dernière donation, et ainsi de suite en remontant des dernières aux plus anciennes.

924. Si la donation entre-vifs réductible a été faite à l'un des successibles, il pourra retenir, sur les biens donnés, la valeur de la portion qui lui appartiendrait, comme héritier, dans les biens non disponibles, s'ils sont de la même nature.

925. Lorsque la valeur des donations entre-vifs excèdera ou égalera la quotité disponible, toutes les dispositions testamentaires seront caduques (*).

928. Le donataire restituera les fruits de ce qui excèdera la portion disponible, à compter du jour du décès du donateur, si la demande en réduction a été faite dans l'année; sinon, du jour de la demande.

929. Les immeubles à recouvrer par l'effet de la réduction, le seront sans charge de dettes ou hypothèques créées par le donataire.

930. L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles faisant partie des donations et aliénés par les donataires, de la même manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes, et discussion préalablement faite de leurs biens (**). Cette action devra être exercée suivant l'ordre des dates des aliénations, en commençant par la plus récente.

932. La donation entre-vifs n'engagera le donateur, et ne produira aucun effet, que du jour qu'elle aura été acceptée en termes exprès.

L'acceptation pourra être faite du vivant du donateur, par un acte postérieur et authentique, dont il restera minute; mais alors la donation n'aura d'effet, à l'égard du donateur, que du jour où l'acte qui constatera cette acceptation lui aura été notifié.

933. Si le donataire est majeur, l'acceptation doit être faite par lui, ou, en son nom, par la personne fondée de sa procuration, portant pouvoir d'accepter la donation faite, ou un pouvoir général d'accepter les donations qui auraient été ou qui pourraient être faites.

Cette procuration devra être passée devant notaires; et une expédition devra en être annexée à la minute de la donation, ou à la minute de l'acceptation qui sera faite par acte séparé.

934. La femme mariée ne pourra accepter une donation sans le consente-

---

(*) *Caduques* (du latin *cadere*, tomber), c'est-à-dire seront considérés comme non avenues.

(**) *Discuter les biens* est une expression consacrée, qui signifie les vendre (Voy C. civ. art. 2021).

ment de son mari, ou, en cas de refus du mari, sans autorisation de la justice, conformément à ce qui est prescrit par les articles 217 et 219, au titre *du Mariage.*

935. La donation faite à un mineur non émancipé ou à un interdit, devra être acceptée par son tuteur, conformément à l'article 463, au titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation.*

Le mineur émancipé pourra accepter avec l'assistance de son curateur.

Néanmoins les père et mère du mineur émancipé ou non émancipé, ou les autres ascendants, même du vivant des père et mère, quoiqu'ils ne soient ni tuteurs ni curateurs du mineur, pourront accepter pour lui.

936. Le sourd-muet qui saura écrire, pourra accepter lui-même ou par un fondé de pouvoir.

S'il ne sait pas écrire, l'acceptation doit être faite par un curateur nommé à cet effet, suivant les règles établies au titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation.*

938. La donation dûment acceptée sera parfaite par le seul consentement des parties; et la propriété des objets donnés sera transférée au donataire, sans qu'il soit besoin d'autre tradition (*).

939. Lorsqu'il y aura donation de biens susceptibles d'hypothèques, la transcription des actes contenant la donation et l'acceptation, ainsi que la notification de l'acceptation qui aurait eu lieu par acte séparé, devra être faite aux bureaux des hypothèques dans l'arrondissement desquels les biens sont situés.

940. Cette transcription sera faite à la diligence du mari, lorsque les biens auront été donnés à sa femme; et si le mari ne remplit pas cette formalité, la femme pourra y faire procéder sans autorisation.

Lorsque la donation sera faite à des mineurs, à des interdits, ou à des établissements publics, la transcription sera faite à la diligence des tuteurs, curateurs ou administrateurs.

941. Le défaut de transcription pourra être opposé par toutes personnes ayant intérêt, excepté toutefois celles qui sont chargées de faire la transcription, ou leurs ayants cause, et le donateur.

(*) Sous l'ancien droit, le consentement seul des parties ne suffisait pas pour consommer la donation ou la vente; il fallait de plus une *tradition réelle* des objets; c'est-à dire que le donateur devait s'en dessaisir et les remettre entre les mains du donataire. Lorsqu'il s'agissait d'objets mobiliers, l'accomplissement de cette condition était facile: lorsqu'il s'agissait d'immeubles, de maison, par exemple, c'était les titres et les clefs qui étaient remis au donataire; c'est ce qu'on appelait la *tradition feinte.*

974. Даръ, принятый тѣмъ, кому онъ назначенъ, къ дарителю не возвращается; но если принявшій даръ учинитъ покушеніе на жизнь дарителя, причинитъ ему побои или угрозы, оклевещетъ его въ какомъ либо преступленіи, или вообще окажетъ ему явное непочтеніе: то даритель имѣетъ право требовать возвращенія подареннаго. Изъятія изъ сихъ правилъ по торговому состоянію изложены въ статьяхъ 1932—1934 Устава Торговаго.

975. Дары между частными лицами дозволяется дѣлать на такихъ условіяхъ о образѣ пользованія и управленія даримымъ имуществомъ, какія даритель за благо признаетъ, лишь бы только условія сіи не были противны общимъ законамъ.

942. Les mineurs, les interdits, les femmes mariées, ne seront point restitués contre le défaut d'acceptation ou de transcription des donations; sauf leur recours contre leurs tuteurs ou maris, s'il y échet, et sans que la restitution puisse avoir lieu, dans le cas même où lesdits tuteurs et maris se trouveraient insolvables.

943. La donation entre-vifs ne pourra comprendre que les biens présents du donateur; si elle comprend des biens à venir, elle sera nulle à cet égard.

944. Toute donation entre-vifs, faite sous des conditions dont l'exécution dépend de la seule volonté du donateur, sera nulle.

945. Elle sera pareillement nulle, si elle a été faite sous la condition d'acquitter d'autres dettes ou charges que celles qui existaient à l'époque de la donation, ou qui seraient exprimées, soit dans l'acte de donation, soit dans l'état qui devrait y être annexé.

946. En cas que le donateur se soit réservé la liberté de disposer d'un effet compris dans la donation, ou d'une somme fixe sur les biens donnés, s'il meurt sans en avoir disposé, ledit effet ou ladite somme appartiendra aux héritiers du donateur, nonobstant toutes clauses et stipulations à ce contraires.

947. Les quatre articles précédents ne s'appliquent point aux donations dont est mention aux chapitres VIII et IX du présent titre (1081 à 1090 et 1091 à 1100).

951. Le donateur pourra stipuler le droit de retour des objets donnés, (*) soit pour le cas du prédécès du donataire seul, soit pour le cas du prédécès du donataire et de ses descendants.

Ce droit ne pourra être stipulé qu'au profit du donateur seul.

952. L'effet du droit de retour sera de résoudre toutes les aliénations des biens donnés, et de faire revenir ces biens au donateur, francs et quittes de toutes charges et hypothèques, sauf néanmoins l'hypothèque de la dot et des conventions matrimoniales, si les autres biens de l'époux donataire ne suffisent pas, et dans le cas seulement où la donation lui aura été faite par le même contrat de mariage duquel résultent ces droits et hypothéques.

949. Il est permis au donateur de faire la réserve à son profit, ou de disposer au profit d'un autre, de la jouissance ou de l'usufruit des biens meubles ou immeubles donnés.

(*) C'est *le retour conventionnel.* L'art 747 établit un *retour légal* au profit des ascendants donateurs, en cas de prédécès de leurs enfants donataires.

976. Если даръ учиненъ подъ условіемъ, и условіе, со стороны получившаго даръ, не исполнено: то даръ возвращается дарителю.

950. Lorsque la donation d'effets mobiliers aura été faite avec réserve d'usufruit, le donataire sera tenu, à l'expiration de l'usufruit, de prendre les effets donnés qui se trouveront en nature, dans l'état où ils seront; et il aura action contre le donateur ou ses héritiers, pour raison des objets non existants, jusqu'à concurrence de la valeur qui leur aura été donnée dans l'état estimatif.

953. La donation entre-vifs ne pourra être révoquée que pour cause d'inexécution des conditions sous lesquelles elle aura été faite, pour cause d'ingratitude, et pour cause de survenance d'enfants.

954. Dans le cas de la révocation pour cause d'inexécution des conditions, les biens rentreront dans les mains du donateur, libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire; et le donateur aura, contre les tiers détenteurs des immeubles donnés, tous les droits qu'il aurait contre le donataire lui-même.

955. La donation entre-vifs ne pourra être révoquée pour cause d'ingratitude que dans les cas suivants:

1) Si le donataire a attenté à la vie du donateur;
2) S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves;
3) S'il lui refuse des aliments.

956. La révocation pour cause d'inexécution des conditions, ou pour cause d'ingratitude, n'aura jamais lieu de plein droit.

957. La demande en révocation pour cause d'ingratitude devra être formée dans l'année, à compter du jour du délit imputé par le donateur au donataire, ou du jour que le délit aura pu être connu par le donateur.

Cette révocation ne pourra être demandée par le donateur contre les héritiers du donataire, ni par les héritiers du donateur contre le donataire, à moins que, dans ce dernier cas, l'action n'ait été intentée par le donateur, ou qu'il ne soit décédé dans l'année du délit.

958. La révocation pour cause d'ingratitude ne préjudiciera ni aux aliénations faites par le donataire, ni aux hypothèques et autres charges réelles qu'il aura pu imposer sur l'objet de la donation, pourvu que le tout soit antérieur à l'inscription qui aurait été faite de l'extrait de la demande en révocation, en marge de la transcription prescrite par l'article 939.

Dans le cas de révocation, le donataire sera condamné à restituer la valeur des objets aliénés, en égard au temps de la demande, et les fruits, à compter du jour de cette demande.

959. Les donations en faveur de mariage ne seront pas révocables pour cause d'ingratitude.

960. Toutes donations entre-vifs faites par personnes qui n'avaient point d'enfants ou de descendants actuellement vivants dans le temps de la donation, de quelque valeur que ces donations puissent être, et à quelque titre qu'elles aient été faites, et encore qu'elles fussent mutuelles ou rémunératoires, même celles qui auraient été faites en faveur du mariage par autres que par les ascendants aux conjoints, ou par les conjoints l'un à l'autre, demeureront révoquées de plein droit par la survenance d'un enfant légitime du donateur, même d'un posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par mariage subséquent, s'il est né depuis la donation.

961. Cette révocation aura lieu, encore que l'enfant du donateur ou de la donatrice fût conçu au temps de la donation.

962. La donation demeurera pareillement révoquée, lors même que le donataire serait entré en possession des biens donnés, et qu'il y aurait été laissé par le donateur depuis la survenance de l'enfant; sans néanmoins que le donataire soit tenu de restituer les fruits par lui perçus, de quelque nature qu'ils soient, si ce n'est du jour que la naissance de l'enfant ou sa légitimation par mariage subséquent lui aura été notifiée par exploit ou autre acte en bonne forme; et ce, quand même la demande pour rentrer dans les biens donnés n'aurait été formée que postérieurement à cette notification.

963. Les biens compris dans la donation révoquée de plein droit, rentreront dans le patrimoine du donateur, libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire, sans qu'ils puissent demeurer affectés, même subsidiairement, à la restitution de la dot de la femme de ce donataire, de ses reprises ou autres conventions matrimoniales, ce qui aura lieu quand même la donation aurait été faite en faveur du mariage du donataire et insérée dans le contrat, et que le donateur se serait obligé comme caution, par la donation, à l'exécution du contrat de mariage.

964. Les donations ainsi révoquées ne pourront revivre ou avoir de nouveau leur effet, ni par la mort de l'enfant du donateur, ni par aucun acte confirmatif; et si le donateur veut donner les mêmes biens au même donataire, soit-avant ou après la mort de l'enfant par la naissance duquel la donation avait été révoquée, il ne le pourra faire que par une nouvelle disposition.

965. Toute clause ou convention par laquelle le donateur aurait renoncé à la révocation de la donation pour survenance d'enfant, sera regardée comme nulle, et ne pourra produire aucun effet.

966. Le donataire, ces héritiers ou ayants-cause, ou autres détenteurs des choses données, ne pourront opposer la prescription pour faire valoir la donation révoquée par la survenance d'enfant, qu'après une possession de trente années, qui ne pourront commencer à courir que du jour de la naissan-

977. По смерти принявшаго даръ, оный переходитъ на законномъ основаніи къ его наслѣдникамъ, дарителъ не можетъ отъ нихъ требовать возвращенія подаренаго, если только о томъ между дарителемъ и принявшимъ даръ, на основаніи статьи 975, не было положено особаго условія.

978. Дары между супругами производятся на томъ же основаніи, какъ и между посторонними лицами.

ce du dernier enfant du donateur, même posthume; et ce, sans préjudice des interruptions, telles que de droit.

1091. Les époux pourront, par contrat de mariage, se faire réciproquement, ou l'un des deux à l'autre, telle donation qu'ils jugeront à propos, sous les modifications ci-après exprimées.

1092. Toute donation entre-vifs de biens présents, faite entre époux par contrat de mariage, ne sera point censée faite sous la condition de survie du donataire, si cette condition n'est formellement exprimée; et elle sera soumise à toutes les règles et formes ci-dessus prescrites pour ces sortes de donations.

1093. La donation de biens à venir, ou de biens présents et à venir, faite entre époux par contrat de mariage, soit simple, soit réciproque, sera soumise aux règles établies par le chapitre précédent, à l'égard des donations pareilles qui leur seront faites par un tiers; sauf qu'elle ne sera point transmissible aux enfants issus du mariage, en cas de décès de l'époux donataire avant l'époux donateur.

1094. L'époux pourra, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage, pour le cas où il ne laisserait point d'enfants ni descendants, disposer en faveur de l'autre époux, en propriété, de tout ce dont il pourrait disposer en faveur d'un étranger, et, en outre, de l'usufruit de la totalité de la portion dont la loi prohibe la disposition au préjudice des héritiers.

Et pour le cas où l'époux donateur laisserait des enfants ou descendants, il pourra donner à l'autre époux, ou un quart en propriété et un autre quart en usufruit, ou la moitié de tous ses biens en usufruit seulement.

1095. Le mineur ne pourra, par contrat de mariage, donner à l'autre époux, soit par donation simple, soit par donation réciproque, qu'avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement est requis pour la validité de son mariage; et, avec ce consentement, il pourra donner tout ce que la loi permet à l'époux majeur de donner à l'autre conjoint.

1096. Toutes donations faites entre époux pendant le mariage, quoique qualifié entre-vifs, seront toujours révocables.

La révocation pourra être faite par la femme, sans y être autorisée par le mari ni par justice.

Ces donations ne seront point révoquées par la survenance d'enfants.

979. Добровольное приношеніе имущества на пользу общую называется *пожертвованіемъ*.

980. Пожертвованія, завися отъ личнаго произвола каждаго, не подлежатъ никакимъ особеннымъ правиламъ: посему дозволяется дѣлать пожертвованія не только движимыми имуществами и капиталами, но и заселенными землями въ пользу богоугодныхъ, училищныхъ и другихъ заведеній и обществъ, равномѣрно въ пользу инвалидовъ, и назначать употребленіе жертвуемаго капитала, съ тѣмъ однако же, чтобы таковыя пожертвованія не были противны правиламъ, для тѣхъ заведеній постановленнымъ.

981. Принятіе въ пользу общественнаго призрѣнія пособій отъ обществъ и сословій и завѣщаемыхъ или даримыхъ въ пользу разныхъ духовныхъ и свѣтскихъ заведеній капиталовъ и вещей на всякую сумму разрѣшается Министромъ Внутреннихъ Дѣлъ, съ тѣмъ однако, что о пожертвованіяхъ свыше десяти тысячъ рублей серебромъ каждый разъ доводится отдѣльно до Высочайшаго свѣдѣнія, о прочихъ же чрезъ каждые полгода.

Примѣчаніе. Генералъ-Губернаторамъ Западной и Восточной Сибири разрѣшено также принимать по ввѣренному каждому изъ нихъ краю дѣлаемыя на общественныя надобности пожертвованія отъ лицъ, неопороченныхъ судомъ и неоглашенныхъ въ дурномъ поведеніи, по надлежащемъ въ томъ удостовѣреніи, съ тѣмъ, чтобы о пожертвованіяхъ, превышающихъ десять тысячъ рублей серебромъ, въ то же время было сообщаемо Министерству Внутреннихъ Дѣлъ для доведенія до Высочайшаго свѣдѣнія, чрезъ Сибирскій Комитетъ; о всѣхъ же прочихъ пожертвованіяхъ, т. е. на сумму менѣе десяти тысячъ рублей, сообщать также Министерству общія свѣдѣнія чрезъ каждые полгода. На основаніяхъ, въ семъ примѣчаніи опредѣленныхъ, разрѣшено Генералъ-Губернатору Западной Сибири принимать пожертвованія и въ пользу учреждаемыхъ тамъ дѣтскихъ пріютовъ.

1097. Les époux ne pourront, pendant le mariage, se faire, ni par acte entre-vifs, ni par testament, aucune donation mutuelle et réciproque par un seul et même acte.

1098. L'homme ou la femme qui, ayant des enfants d'un autre lit, contractera un second ou subséquent mariage, ne pourra donner à son nouvel époux qu'une part d'enfant légitime le moins prenant, et sans que, dans aucun cas, ces donations puissent excéder le quart des biens.

1099. Les époux ne pourront se donner indirectement au-delà de ce qui leur est permis par les dispositions ci-dessus.

Toute donation, ou déguisée, ou faite à personnes interposées, sera nulle.

1100. Seront réputées faites à personnes interposées, les donations de l'un des époux aux enfants ou à l'un des enfants de l'autre époux issus d'un autre mariage, et celles faites par le donateur aux parents dont l'autre époux sera héritier présomptif au jour de la donation, encore que ce dernier n'ait point survécu à son parent donataire.

910. Les dispositions entre-vifs ou par testament, au profit des hospices, des pauvres d'une commune, ou d'établissements d'utilité publique, n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par un décret de l'Empereur. (Voy. l'art. 983 du Swod 4=1., Loi du 2 janvier 1817; 2., Ordonnance du 2 avril 1817; 3., ordonnance du 14 janvier 1831.)

937. Les donations faites au profit d'hospices, des pauvres d'une commune, ou d'établissements d'utilité publique, seront acceptées par les administrateurs de ces communes ou établissements, après y avoir été dûment autorisés.

982. Равнымъ образомъ, въ случаѣ, когда какія либо зданія предоставляются частными лицами въ даръ казнѣ, или же на общественное употребленіе, Губернаторы предварительно испрашиваютъ на принятіе ихъ разрѣшенія Министерства Внутреннихъ Дѣлъ, входя съ тѣмъ вмѣстѣ въ надлежащія сношенія и съ другими Министерствами или Главными Управленіями, если предметъ, на который предназначаются сіи зданія, принадлежитъ къ ихъ вѣдомству.

983. Доброхотные датели могутъ дѣлать приношеніе въ церковь, или деньгами, или вообще движимыми имуществами, какъ то: образами, окладами и другими вещами, къ церковному употребленію служащими о всякомъ пожертвованіи въ пользу церкви и на постоянное содержаніе причта, составляющемъ не менѣе ста рублей серебромъ цѣнностію, или натурою, причетъ съ церковнымъ старостою доноситъ епархіальному начальству которое о всѣхъ подобныхъ на церкви пожертвованіяхъ доноситъ Синоду къ первымъ числамъ Января, Мая и Сентября.

984. Пожертвованія въ пользу Архіерейскихъ домовъ церквей и монастырей имуществъ недвижимыхъ, какъ то: домовъ, лавокъ и другихъ строеній, а также ненаселенныхъ земель, пріемлются не иначе, какъ въ слѣдствіе соображеній и сношенія Консисторіи съ кѣмъ слѣдуетъ о томъ: имѣютъ ли завѣщатели или жертвователи сами право на таковыя распоряженія сими имуществами, и соблюдены ли всѣ формы, на подобные случаи установленныя. О послѣдствіи своихъ соображеній Консисторія съ своимъ мнѣніемъ представляетъ Архіерею; и буде нѣтъ никакихъ препятствій къ принятію завѣщаннаго или жертвуемаго, то Архіерей доноситъ Синоду для испрошенія на то Высочайшаго соизволенія. При доношеніи Синоду о пожертвованныхъ Архіерейскимъ домамъ, монастырямъ и церквамъ земляхъ, домахъ и прочихъ угодьяхъ, для исходатайствованія Высочайшаго разрѣшенія объ укрѣпленіи оныхъ въ церковную собственность, надлежитъ доставлять планы тѣмъ недвижимостямъ.

1. Loi du 2 janvier 1817.

1. Tout établissement ecclésiastique reconnu par la loi pourra accepter, avec l'autorisation du Roi, tous les biens meubles, immeubles, ou rentes, qui lui seront donnés par actes entre-vifs ou par actes de dernière volonté.

2. Tout établissement ecclésiastique reconnu par la loi pourra également avec l'autorisation du Roi, acquérir des biens immeubles ou des rentes.

3. Les immeubles ou rentes appartenant à un établissement ecclésiastique seront possédés à perpétuité par ledit établissement, et seront inaliénables, à moins que l'aliénation n'en soit autorisée par le Roi.

2. Ordonnance du 2 avril 1817.

1. Conformément à l'article 910 du Code civil et à la loi du 2 janvier 1817, les dispositions entre-vifs, ou par testament, de biens meubles et immeubles au profit des églises, des archevêchés et évêchés, des chapitres, des grands et petits séminaires des cures et succursales, des fabriques, des pauvres, des hospices, des colléges, des communes, et en général de tout établissement d'utilité publique et de toute association religieuse reconnus par la loi, ne pourront être acceptées qu'après avoir été autorisées par nous, le conseil-d'état entendu, et sur l'avis préalable de nos préfets et de nos évêques, suivant les divers cas.— L'acceptation des dons ou legs en argent ou objets mobiliers n'excédant pas 300 fr., sera autorisée par les préfets.

2. L'autorisation ne sera accordée qu'après l'approbation provisoire de l'évêque diocésain, s'il y a charge de services religieux.

5. Tout notaire dépositaire d'un testament contenant un legs au profit de l'un des établissements ou titulaires mentionnés ci-dessus, sera tenu de leur en donner avis lors de l'ouverture ou publication du testament.—En attendant l'acceptation, le chef de l'établissement, ou le titulaire, fera tous les actes conservatoires qui seront jugés nécessaires.

7. L'autorisation pour l'acceptation ne fera aucun obstacle à ce que les tiers intéressés se pourvoient, par les voies de droit, contre les dispositions dont l'acceptation aura été autorisée.

3. Ordonnance du 14 janvier 1831.

1. L'article 6 de l'ordonnance royale du 2 avril 1817 est rapporté: en conséquence, aucun transfert ni inscription de rentes sur l'Etat, au profit d'un établissement ecclésiastique ou d'une communauté religieuse de femmes, ne sera effectué qu'autant qu'il aura été autorisé par une ordonnance royale dont l'établissement intéressé présentera, par l'inter-

985. Попечительства Евангелическо-Лютеранскихъ церквей, съ тою же отвѣтственностію, съ какою имъ вообще поручено управленіе церковнымъ имуществомъ, могутъ уступать безденежно другой Христіанской церкви движимыя вещи, ихъ церквамъ болѣе ненужныя, а другой полезныя, въ особенности вещи, служащія къ украшенію церкви, или годныя къ употребленію при богослуженіи и духовныхъ требахъ, или ко внутреннему церковному устройству. Сія уступка производится на основаніи статьи 612 Уставовъ Иностранныхъ Исповѣданій.

986. Отъ содержимыхъ въ учрежденныхъ въ С.-Петербургѣ: исправительномъ заведеніи и рабочемъ домѣ, ни деньги, ниже другія какія либо вещи не могутъ быть приняты въ пользу сихъ мѣстъ, въ видѣ приношенія, доколѣ содержимые не будутъ выпущены. Сіи деньги или вещи тѣмъ менѣе могутъ быть приняты отъ нихъ служащими въ сихъ заведеніяхъ.

Отдѣленіе второе.

О совершеніи дарственныхъ записей, и вводѣ во владѣніе по оныхъ.

987. Дарственныя записи на недвижимыя имѣнія совершаются на общемъ основаніи крѣпостнымъ порядкомъ (см. выше, кн. II, разд. III), съ наблюденіемъ нижеслѣдующихъ особенныхъ правилъ (ст. 988—992).

médiaire de son agent de change, expédition en due forme, au directeur du grand livre de la dette publique.

2. Aucun notaire ne pourra passer acte de vente, d'acquisition, d'échange, de cession ou transport, de constitution de rente, de transaction, au nom desdits établissements, s'il n'est justifié de l'ordonnance royale portant autorisation de l'acte, et qui devra y être entièrement insérée.

3. Nulle acceptation de legs au profit des mêmes établissements ne sera présentée à notre autorisation sans que les héritiers connus du testateur aient été appelés par acte extrajudiciaire pour prendre connaissance du testament, donner leur consentement à son exécution, ou produire leurs moyens d'opposition. S'il n'y a pas d'héritiers connus, extrait du testament sera affiché de huitaine en huitaine, et à trois reprises consécutives, au chef-lieu de la mairie du domicile du testateur, et inséré dans le journal judiciaire du département, avec invitation aux héritiers d'adresser au préfet, dans le même délai, les réclamations qu'ils auraient à présenter.

4. Ne pourront être présentées à notre autorisation les donations qui seraient faites à des établissements ecclésiastiques ou religieux avec réserve d'usufruit en faveur du donateur.

5. L'état de l'actif et du passif, ainsi que des revenus et charges des établissements légataires ou donataires, vérifié et certifié par le préfet, sera produit à l'appui de leur demande en autorisation d'accepter les dons ou legs qui leur seraient faits.

6. Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables aux autorisations à donner par le préfet, en vertu du dernier paragraphe de l'article 1-er de l'ordonnance du 2 avril 1817.

931. Tous actes portant donation entre-vifs seront passés devant notaires, dans la forme ordinaire des contrats; et il en restera minute, sous peine de nullité.

988. Въ дарственной записи должно означить цѣну даримаго имѣнія, по совѣсти, однакожъ не ниже опредѣленной закономъ (см. Уст. о Пошл.).

989. Дарственныя записи на недвижимыя имѣнія должны быть писаны на крѣпостной гербовой бумагѣ, соотвѣтственно цѣнѣ даримаго имѣнія; въ противномъ случаѣ, слѣдуетъ поступать на основаніи Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ (ст. 5, примѣч. 1, дополн., по Прод. II). Взиманіе крѣпостныхъ и канцелярскихъ пошлинъ при совершеніи дарственныхъ записей производится на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Уставѣ о Пошлинахъ (ст. 144, 369, 398 и слѣд.).

990. Если дарственная запись вмѣсто дарителя предписана другимъ лицемъ, и будетъ представлена для сознанія по смерти дарителя, умершаго безъ допроса: то оная не должна быть утверждаема.

991. Духовныя завѣщанія, коими имѣніе при жизни владѣльца укрѣпляется за другими лицами безповоротно, должны быть признаваемы дарственными записями, и на оборотъ, дарственныя записи, посредствомъ коихъ имущество должно поступить въ другое владѣніе, не при жизни, но по смерти дарителя, принадлежатъ, по существу своему, къ актамъ завѣщательнымъ. Вводъ во владѣніе недвижимымъ имуществомъ по дарственной записи долженъ слѣдовать немедленно по совершеніи акта, и ни въ какомъ случаѣ не можетъ быть отсроченъ до смерти дарителя.

Примѣчаніе. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской сія 991 статья не должна быть примѣняема къ дѣламъ такихъ дарственныхъ записяхъ, кои совершены до обнародованія изданія Свода Законовъ 1842 года.

992. При вводѣ во владѣніе недвижимымъ имуществомъ по дарственнымъ записямъ, наблюдается тотъ же самый порядокъ какой установленъ вообще для ввода во владѣніе по недвижимымъ имуществамъ.

993. Передача подаренаго движимаго имущества совершается вручеміъ даримой вещи тому, кому оная назначается, и поступленіемъ въ его распоряженіе.

948. Tout acte de donation d'effets mobiliers ne sera valable que pour les effets dont un état estimatif, signé du donateur, et du donataire, ou de ceux qui acceptent pour lui, aura été annexé à la minute de la donation.

Voy. infra: *Des dispositions permises en faveur des petits enfants du donateur ou testateur ou des enfants de ses frères ou soeurs* (C. Civ. art 1048. s.,)

ГЛАВА ТРЕТІЯ.

О выдѣлѣ.

994. Родители и восходящіе родственники властны выдѣлять дѣтей своихъ и потомковъ, назначая имъ часть изъ своего имущества.

995. Дѣти не могутъ, и по достиженіи совершеннолѣтія, требовать отъ родителей выдѣла частей, или назначенія приданаго изъ имущества, симъ послѣднимъ принадлежащаго.

996. Изъ благопріобрѣтеннаго имущества родители и восходящіе родственники могутъ назначать выдѣляемому потомку такую часть, какую заблагоразсудятъ; но изъ имущества родоваго каждому обязаны выдѣлять часть, закономъ опредѣленную.

997. Дѣти, получившія при жизни владѣльца посредствомъ выдѣла изъ родоваго имущества сполна ту часть, которая бы слѣдовала имъ по его смерти, почитаются отдѣленными, и въ поздпѣйшемъ раздѣлѣ того имущества не участвуютъ; когда же наслѣдственная доля не была имъ отдѣлена сполна, тогда дополняется оная при семъ раздѣлѣ имущества по мѣрѣ того, что имъ еще причтется.

998. Дѣти, отдѣленныя въ благопріобрѣтенномъ имуществѣ, не устраняются чрезъ то отъ наслѣдованія въ родовомъ, наравнѣ съ прочими наслѣдниками, буде токмо при выдѣлѣ они не отказались отъ участія въ наслѣдствѣ.

999. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской наблюдаются относительно выдѣловъ слѣдующія правила:

1) По выдѣлѣ родителями или иными восходящими родственниками, при жизни ихъ, дѣтямъ своимъ или потомкамъ, по собственной волѣ, части изъ своего имущества родоваго или благопріобрѣтеннаго, сынъ или потомокъ, получившій такимъ образомъ часть, отцомъ или восходящимъ родственникомъ ему опредѣленную, почитается отдѣленнымъ въ отношеніи къ наличному имѣнію отца или восходящаго родственника, и отъ участія въ остающемся послѣ него наслѣдствѣ устраняется; но симъ

1075. Les père et mère et autres ascendants pourront faire, entre leurs enfants et descendants, la distribution et le partage de leurs biens.

204. L'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement.

1078. Si le partage n'est pas fait entre tous les enfants qui existeront à l'époque du décès et les descendants de ceux prédécédés, le partage sera nul pour le tout. Il en pourra être provoqué un nouveau dans la forme légale, soit par les enfants ou descendants qui n'y auront reçu aucune part, soit même par ceux entre qui le partage aurait été fait.

1079. Le partage fait par l'ascendant pourra être attaqué pour cause de lésion de plus du quart: il pourra l'être aussi dans le cas où il résulterait du partage et des dispositions faites par préciput, que l'un des copartagés aurait un avantage plus grand que la loi ne le permet.

1080. L'enfant qui, pour une des causes exprimées en l'article précédent, attaquera le partage fait par l'ascendant, devra faire l'avance des frais de l'estimation; et il les supportera en définitive, ainsi que les dépens de la contestation, si la réclamation n'est pas fondée.

однако же не лишается права участвовать въ такомъ наслѣдствѣ, которое могло бы дойти къ нему по праву представленія. 2) Отдѣленные сыновья хотя бы и не получили сполна той части изъ имущества, которая слѣдовала бы имъ по смерти отца, не могутъ уже требовать пополненія оной при раздѣлѣ отцовскаго имущества, но за то и не лишаются ни малѣйшей части выдѣленнаго имъ, хотя бы наслѣдники не получили по соразмѣрности съ онымъ надлежащихъ частей изъ открывшагося наслѣдства. 3) Дѣти, получившія отъ отца имущество, съ передачею права собственности, не въ видѣ выдѣла, а посредствомъ дарственной записи, не устраняются отъ участія въ остальномъ отцовскомъ имѣніи, хотя бы сей даръ и превышалъ части, причитающіяся другимъ наслѣдникамъ. 4) Предоставленіе отцомъ, при его жизни, сыну своего имущества во временное пользованіе, выдѣла не составляетъ.

Примѣчаніе. Сіи правила распространяются и на выдѣлъ дѣтямъ изъ имущества матери, по ея усмотрѣнію.

1000. Выдѣлъ совершается отдѣльною записью у крѣпостныхъ дѣлъ на общемъ основаніи.

Примѣчаніе. Случай, въ коихъ имѣніе, выдѣленное наслѣднику, можетъ за несостоятельностію выдѣлившаго лица, быть возвращено въ массу его имѣнія, изложены въ статьяхъ 1932—1934 Устава Торговаго.

ГЛАВА ЧЕТВЕРТАЯ.

О приданомъ и рядной записи.

1001. Выдѣлъ дочерей и родственницъ, по случаю замужства, совершается назначеніемъ имъ приданаго.

1002. Изъ замужнихъ дочерей почитаются тѣ только отдѣленными, которыя въ подписанныхъ ими рядныхъ запискахъ за себя и за наслѣдниковъ своихъ добровольно отреклись отъ дальнѣйшаго участія въ наслѣдствѣ.

1003. Если нѣтъ письменнаго доказательства, что дочь при жизни родителей, получивъ приданое, отреклась отъ участія въ наслѣдствѣ: то она не лишается права на сіе участіе при раздѣлѣ оставшагося послѣ нихъ имущества, изъ коего ей въ такомъ случаѣ слѣдуетъ выдавать

1076. Ces partages pourront être faits par actes entre-vifs ou testamentaires, avec les formalités, conditions et règles prescrites pour les donations entre-vifs et testaments.

Les partages faits par actes entre-vifs ne pourront avoir pour objet que les biens présents.

1081. Toute donation entre-vifs de biens présents, quoique faite par contrat de mariage aux époux, ou à l'un d'eux sera soumise aux règles générales prescrites pour les donations faites à ce titre.

Elle ne pourra avoir lieu au profit des enfants à naître, si ce n'est dans les cas énoncés au chapitre VI du présent titre. *C.* 1048 s.

1088. Toute donation faite en faveur du mariage sera caduque, si le mariage ne s'ensuit pas.

указную часть съ зачетомъ приданаго, какъ денегъ, такъ и всякаго другаго имущества.

1004. Дочь отдѣленная, и отъ участія въ наслѣдствѣ отрекшаяся, не можетъ при братьяхъ и незамужнихъ сестрахъ ничего требовать изъ имущества, оставшагося послѣ родителей, но вмѣстѣ съ тѣмъ она не лишается ни малѣйшей части выдѣленнаго ей приданаго, хотя бы наслѣдники не получили, по соразмѣрности съ даннымъ ей приданымъ, надлежащихъ частей изъ наслѣдства.

1005. Относительно приданаго въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской наблюдаются слѣдующія правила.

1) Опредѣленіе количества приданаго за дочерью отцомъ ея, при его жизни, зависитъ отъ воли его, и посему отецъ властенъ назначать дочери приданое изъ своего имущества родоваго или благопріобрѣтеннаго, движимаго и недвижимаго, по своему усмотрѣнію.

2) Буде отецъ умретъ безъ завѣщанія, оставивъ по себѣ одну или нѣсколькихъ дочерей незамужнихъ, или же хотя и оставитъ завѣщаніе, но въ немъ не назначитъ никакого для дочерей своихъ приданаго: то сіи дочери при живыхъ братьяхъ должны получить приданое изъ четвертой части всего оставшагося послѣ отца имѣнія.

3) Четвертая часть имѣній отцовскихъ назначается въ приданое всѣмъ дочерямъ дѣвицамъ, сколько бы ихъ ни было, одна или нѣсколько; но когда отецъ при жизни своей выдалъ замужъ одну или нѣсколько дочерей, а остается еще въ дѣвицахъ одна, или нѣсколько, то симъ оставшимся назначается въ приданое не вся четвертая часть, но сколько имъ, по числу всѣхъ сестеръ, изъ таковой части слѣдовать будетъ.

4) Если бы братья были не въ состояніи за каждою изъ сестеръ своихъ по столько дать приданаго, сколько получила первая сестра при живомъ отцѣ: въ такомъ случаѣ, оцѣня четвертую часть всего оставшагося послѣ отца имѣнія, ничего изъ того не исключая и не теряя, они должны дать сестрамъ своимъ, сколько бъ ихъ ни было, равное приданое. Оцѣнка имѣнія, буде братья и сестры сами между собою въ томъ не согласятся, должна быть производима по распоряженію суда однимъ изъ членовъ онаго, при Землемѣрѣ и двухъ свидѣтеляхъ изъ того сословія, къ коему принадлежатъ владѣльцы оцѣняемаго имѣнія, смотря по достоинству онаго, и по получаемымъ съ него доходамъ.

5) Но если братья найдутъ, что изъ четвертой части отцовскаго имѣнія достанется въ приданое каждой изъ сестеръ болѣе, нежели получила первая, при жизни отца вышедшая замужъ, тогда они властны ту чет-

1090. Toutes donations faites aux époux par leur contrat de mariage, seront, lors de l'ouverture de la succession du donateur, réductibles à la portion dont la loi lui permettait de disposer.

вертую часть удержать за собою, а сестрамъ по стольку дать въ приданое, сколько отецъ далъ за первою.

6) Когда сестра, получившая приданое отъ братьевъ изъ четвертой части отцовскаго имѣнія, умретъ, не распорядившись онымъ при жизни и не оставивъ по себѣ дѣтей, даже когда она имѣла отъ брака дѣтей, но сіи дѣти умерли прежде или хотя послѣ нея, но не достигнувъ совершенныхъ лѣтъ: то приданое ея поступаетъ къ той изъ сестеръ ея, которая не выдана еще въ замужство и приданаго не получала. Когда же братья захотятъ взять себѣ приданое таковой умершей сестры своей, то они, вмѣсто того, должны незамужней сестрѣ дать приданое по цѣнѣ всей четвертой части отцовскаго имѣнія.

7) Когда дочь, выданная замужъ при жизни отца своего, будетъ, при открытіи послѣ него наслѣдства, требовать отъ своихъ братьевъ или другихъ его исходящихъ назначенія приданаго изъ четвертой части, показывая, будто бы отецъ ей вовсе таковаго не далъ: то братья ея, ни ей, ниже ея потомкамъ, приданаго давать не обязаны; ибо отецъ зналъ, что дѣлалъ по любви къ дѣтямъ своимъ и попеченію своему о ихъ благостояніи. Когдажъ дѣвица, по смерти отца ея, выдана будетъ замужъ ея братьями, которые не выдѣлятъ слѣдующаго ей приданаго сполна, то ей въ семъ случаѣ дозволяется отыскивать своего приданаго въ теченіи десяти лѣтъ со времени выхода замужъ; для дѣтей же и потомковъ ея сія давность считается со времени ихъ совершеннолѣтія.

8) Когда мать имѣла участіе въ назначеніи дочери приданаго изъ своего собственнаго имущества, то сія дочь почитается отдѣленною и въ материнскомъ имѣніи.

9) Отецъ, отдавая своихъ дочерей въ замужство, можетъ принять къ обезпеченію назначаемаго имъ приданаго всякія по своему благоусмотрѣнію мѣры; но если дѣвица выдается въ замужство братьями ея или опекунами, то слѣдующее ей приданое должно быть ими обезпечено посредствомъ особой о томъ записи.

10) Если женихъ владѣетъ по праву собственности недвижимымъ имуществомъ, которое будетъ достаточно для обезпеченія приданаго, за невѣстою имъ получаемаго, тогда онъ выдаетъ на сіе имущество вѣновую (приданообезпечительную) запись на такую часть имѣнія, которая бы соотвѣтствовала принятому имъ приданому.

11) Въ противномъ случаѣ родственники, выдающіе дѣвицу въ замужство, могутъ на сумму, назначенную ей въ приданое, пріобрѣсть покупкою на ея имя недвижимое имущество, или же, если признаютъ сіе невыгоднымъ, внести приданыя деньги на проценты въ кредитныя установленія, или отдавать частнымъ лицамъ на проценты подъ вѣрные залоги, но всегда не иначе, какъ на ея имя.

12) Запись вѣновая должна быть утверждена личнымъ сознаніемъ выдающаго оную въ судѣ.

13) Вступающій въ бракъ со вдовою, коей приданое было первымъ ея мужемъ обезпечено, освобождается отъ обязанности выдавать ей отъ себя вѣновую запись.

14) Когда мать имѣла участіе въ назначеніи дочери приданаго изъ своего собственнаго имущества, то о семъ именно упоминается какъ въ рядной, такъ и въ вѣновой записи.

1006. Рядныя записи, когда приданое состоитъ изъ одного недвижимаго, или же частію изъ движимаго и частію изъ недвижимаго имущества, должны быть составляемы крѣпостнымъ порядкомъ; когда же все приданое заключается въ имуществѣ движимомъ, то онѣ могутъ быть составляемы и порядкомъ домашнимъ, но должны быть явлены, не смотря на количество показываемой имуществу цѣны, у крѣпостныхъ дѣлъ въ Гражданскихъ Палатахъ или равныхъ имъ мѣстахъ, или же въ Уѣздныхъ или Окружныхъ Судахъ, на основаніи статьи 751 сего Свода. Всѣ входящіе въ составъ приданаго капиталы деньгами, векселями, банковыми и другими билетами, должны быть съ точностію означаемы въ рядной записи.

Примѣчаніе. Постановленныя въ сей статьѣ правила о порядкѣ составленія и совершенія рядныхъ записей имѣютъ полную силу и дѣйствіе съ 17 Іюня 1846 года.

1007. Рядныя записи могутъ быть совершаемы и являемы или лично дающимъ и принимающимъ приданое, или же посредствомъ ихъ уполномоченныхъ къ тому; но во всякомъ случаѣ, если не прежде брака, то по крайней мѣрѣ не позднѣе какъ чрезъ шесть мѣсяцевъ послѣ совершенія бракосочетанія.

1082. Les pères et mères, les autres ascendants, les parents collatéraux des époux, et même les étrangers, pourront, par contrat de mariage, disposer de tout ou partie des biens qu'ils laisseront au jour de leur decès, tant au profit desdits époux, qu'au profit des enfants à naître de leur mariage, dans le cas où le donateur survivrait à l'époux donataire (*).

Pareille donation, quoique faite au profit seulement des époux ou de l'un d'eux, sera tojours, dans ledit cas de survie du donateur, présumée faite au profit des enfants et descendants à naître du mariage.

1083. La donation, dans la forme portée au précédent article, sera irrévocable, en ce sens seulement que le donateur ne pourra plus disposer, à titre gratuit, des objets compris dans la donation, si ce n'est pour sommes modiques, à titre de récompense ou autrement.

1084. La donation par contrat de mariage pourra être faite cumulativement des biens présents et à venir, en tout ou en partie à la charge qu'il sera annexé à l'acte un état des dettes et charges du donateur existantes au jour de la donation; auquel cas, il sera libre, lors du décès du donateur, de s'en tenir aux biens présents, en renonçant au surplus de biens du donateur.

1085. Si l'état dont est mention au précédent article n'a point été annexé à l'acte contenant donation des biens présents et à venir, le donataire sera obligé d'accepter ou de répudier cette donation pour le tout. En cas d'acceptation, il ne pourra réclamer que les biens qui se trouveront existants au jour du décès du donateur, et il sera soumis au paiement de toutes les dettes et charges de la succession.

(*) Cette disposition se nomme *institution contractuelle,* parce qu'elle forme une espèce d'institution d'héritier par contrat de mariage. L'institution contractuelle tient tout à la fois de la donation à cause de mort, en usage dans le droit ancien, et de la donation entre-vifs. Aussi les anciens auteurs l'appelaient-ils le *don* irrévocable de la succession (Voy. l'art. 1083).

1008. Запрещается въ рядныхъ записяхъ помѣщать неустойку на случай несостоятельности брака.

1009. Дворянамъ, не имѣющимъ за собою недвижимаго населеннаго имѣнія, не дозволяется пріобрѣтать по рядной записи крестьянъ и дворовыхъ людей безъ земли.

Примѣчаніе. Случаи, въ коихъ имѣніе, по рядной записи отданное, можетъ, за несостоятельностію давшаго оное, быть возвращено въ массу его имѣнія, изложены въ статьямъ 1932—1934 Устава Торговаго.

ГЛАВА ПЯТАЯ.

О духовныхъ завѣщаніяхъ.

Отдѣленіе первое.

Положенія общія.

1010. Духовное завѣщаніе есть законное объявленіе воли владѣльца о его имуществѣ, на случай его смерти.

1011. Завѣщать имущество благопріобрѣтенное можно или въ полную собственность, или же во временное владѣніе и пользованіе.

Примѣчаніе. Въ Высочайшемъ указѣ, состоявшемся 18 Ноября 1839 года по дѣлу о завѣщаніи Бригадирши Лопухиной, между прочимъ объяснено, что «владѣлецъ благопріобрѣтеннаго имѣнія располагаетъ имъ *свободно* и *неограниченно*, можетъ дарить и завѣщать его по собственному произволу, и имѣетъ даже право силою завѣщанія обязать избраннаго имъ наслѣдника, на *время жизни его*, къ исполненію нѣкоторыхъ по имуществу распоряженій, каковы, напримѣръ, денежныя выдачи (ст. 1086) и т. п.; но по смерти сего лица, когда завѣщанное ему имѣніе обращается въ разрядъ имѣній *наслѣдственныхъ*, оное ни въ порядкѣ управленія, ни въ порядкѣ дальнѣйшаго его перехода, произволу перваго вотчинника подлежать уже не можетъ». На семъ основаніи повелѣно признать недѣйствительнымъ распоряженіе Лопухиной о порядкѣ наслѣдованія, по смерти дочерей ея, имѣніемъ, которое она имъ завѣщала и которое, поступивъ въ ихъ владѣніе и обратясь уже въ имѣніе родовое, не подлежало болѣе дѣйствію завѣщанія.

893. On ne pourra disposer de ses biens à titre gratuit que par donations entre-vifs ou par testament dans les formes ci-après établies.

895. Le testament est un acte par lequel le testateur dispose, pour le temps où il n'existera plus, de tout ou partie de ses biens, et qu'il peut révoquer.

896. Les substitutions sont prohibées.

Toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué, ou le légataire, sera chargé de conserver et de rendre à un tiers, sera nulle, même à l'égard du donataire, de l'héritier institué, ou du légataire.

Néanmoins les biens libres formant la dotation d'un titre héréditaire que l'Empereur aurait érigé en faveur d'un prince ou d'un chef de famille, pourront être transmis héréditairement, ainsi qu'il est réglé par l'acte du 30 mars 1806 et par celui du 14 août suivant (*)

897. Sont exceptées de deux premiers paragraphes de l'article précédent les dispositions permises aux pères et mères et aux frères et sœurs, au chapitre VI du présent titre (1048 à 1074).

898. La disposition par laquelle un tiers serait appelé à recueillir le don, l'hérédité ou le legs, dans le cas où le donataire, l'héritier institué ou le légataire, ne le recueillerait pas, ne sera pas regardée comme une substitution, et sera valable.

899. Il en sera de même de la disposition entre-vifs ou testamentaire par laquelle l'usufruit sera donné à l'un, et la nue propriété à l'autre.

(*) Voy. l'art 467 du Swod.

1012. Духовныя завѣщанія суть: или *крѣпостныя*, или *домашнія*.

1013. *Крѣпостныя духовныя завѣщанія* являются при жизни завѣщателя лично имъ самимъ, въ Уѣздномъ Судѣ, въ Магистратѣ, или Гражданской Палатѣ, или въ мѣстахъ имъ равныхъ, въ самомъ ихъ присутствіи, а не на дому завѣщателя, и по учиненіи допроса, точно ли они имъ подписаны, вносятся въ крѣпостную книгу.

1014. *Домашнія завѣщанія* пишутся въ мѣстѣ пребыванія завѣщателя и являются въ Гражданской Палатѣ, для удостовѣренія въ подлинности ихъ и законности не прежде, какъ по смерти завѣщателя.

Примѣчаніе 1. По вопросу, возникшему о дозволеніи урожепцамъ Западныхъ губерній писать домашнія духовныя завѣщанія на Польскомъ языкѣ, Высочайшимъ повелѣніемъ 29 Мая 1841 года постановлено: предписать мѣстнымъ начальствамъ Западныхъ губерній, чтобы они не воспрещая жителямъ оныхъ писать домашнія духовныя завѣщанія на томъ языкѣ, на какомъ признаютъ для себя удобнѣе, давали дѣламъ по подобнымъ завѣщаніямъ, хотя бы они писаны были и не на Русскомъ языкѣ, законный ходъ на основаніи общихъ постановленій.

Примѣчаніе 2. Завѣщанія, составленныя Евреями домашнимъ порядкомъ на Еврейскомъ языкѣ, принимаются къ явкѣ, какъ тогда, когда они представлены при переводахъ на Русскій языкъ, сдѣланныхъ въ какое бы то ни было время, но вѣрность которыхъ надлежащимъ образомъ засвидѣтельствована, такъ и тогда, когда они представляются частными лицами или присылаются, по статьѣ 1061, изъ Опекунскаго Совѣта и Попечительнаго Комитета Человѣколюбиваго Общества безъ приложенія переводовъ; но въ сихъ послѣднихъ случаяхъ Гражданскія Палаты должны сами до засвидѣтельствованія дѣлать распоряженія о надлежащемъ переводѣ оныхъ на Русскій языкъ.

1015. По управленію государственными имуществами, Волостныя Правленія снабжаются отъ Окружаго Начальника шнуровою книгою для записки духовныхъ завѣщаній токмо о движимомъ имуществѣ не свыше пятнадцати рублей серебромъ и о строеніяхъ на казенной землѣ, а дѣла по спорамъ о домашнихъ духовныхъ завѣщаніяхъ государственныхъ крестьянъ, явленныхъ въ Волостномъ Правленіи, присвоены прямому и непосредственному разбору Волостной Расправы.—См. выше, ст. 18, примѣч. ст. 836, примѣч.

967. Toute personne pourra disposer par testament, soit sous le titre d'institution d'héritier, soit sous le titre de legs, soit sous toute autre dénomination propre à manifester sa volonté (*).

968. Un testament ne pourra être fait dans le même acte par deux ou plusieurs personnes, soit au profit d'un tiers, soit à titre de disposition réciproque et mutuelle.

969. Un testament pourra être olographe, ou fait par acte public ou dans la forme mystique.

970. Le testament olographe ne sera point valable, s'il n'est écrit en entier, daté et signé de la main du testateur: il n'est assujetti à aucune autre forme.

971. Le testament par acte public est celui qui est reçu par deux notaires, en présence de deux témoins, ou par un notaire, en présence de quatre témoins.

972. Si le testament est reçu par deux notaires, il leur est dicté par le testateur, et il doit être écrit par l'un de ces notaires, tel qu'il est dicté.

S'il n'y a qu'un notaire, il doit également être dicté par le testateur, et écrit par ce notaire.

Dans l'un et l'autre cas, il doit en être donné lecture au testateur, en présence des témoins.

Il est fait du tout mention expresse.

973. Ce testament doit être signé par le testateur: s'il déclare qu'il ne sait ou ne peut signer, il sera fait dans l'acte mention expresse de sa déclaration, ainsi que de la cause qui l'empêche de signer.

974. Le testament devra être signé par les témoins; et néanmoins, dans les campagnes, il suffira qu'un des deux témoins signe, si le testament est reçu par deux notaires, et que deux des quatre témoins signent, s'il est reçu par un notaire.

(*) Dans le droit romain la loi n'admettait pas de testament *sans l'institution* d'un héritier, que le testateur devait choisir et nommer pour le représenter et continuer sa personne. L'art 967 C. civ. a eu pour objet, comme on le voit, de déroger à la rigueur de ce principe.

1016. Всѣ духовныя завѣщанія, какъ крѣпостныя, какъ и домашнія, должны быть составляемы въ здравомъ умѣ и твердой памяти.

1017. Посему недѣйствительны завѣщанія: 1) безумныхъ, сумасшедшихъ и умалишенныхъ, когда они составлены ими во время помѣшательства; 2) самоубійцъ.

1018. Всѣ духовныя завѣщанія тогда только могутъ быть дѣйствительны, когда они составляются лицами, имѣющими по законамъ право отчуждать свое имущество.

1019. Посему недѣйствительны завѣщанія: 1) несовершеннолѣтнихъ, не достигшихъ двадцати лѣтъ съ годомъ; 2) людей, лишенныхъ по суду всѣхъ правъ состоянія, когда приговоръ имъ объявленъ.

901. Pour faire une donation entre-vifs ou un testament il faut être sain d'esprit.

902. Toutes personnes peuvent disposer et recevoir, soit par donation entre-vifs, soit par testament, excepté celles que la loi en déclara incapables.

905. La femme mariée n'aura besoin ni de consentement du mari, ni d'autorisation de la justice pour disposer par testament.

903. Le mineur âgé de moins de seize ans ne pourra aucunement disposer, sauf ce qui est réglé au chapitre IX du présent titre (1095).

904. Le mineur parvenu à l'âge de seize ans ne pourra disposer que par testament, et jusqu'à concurrence seulement de la moitié des biens dont la loi permet au majeur de disposer.

907. Le mineur, quoique parvenu à l'âge de seize ans, ne pourra, même par testament, disposer au profit de son tuteur.

Le mineur, devenu majeur, ne pourra disposer,soit par donation entre-vifs, soit par testament, au profit de celui qui aura été son tuteur, si le compte définitif de la tutelle n'a été préalablement rendu et apuré.

Sont exceptés, dans les deux cas ci-dessus, les ascendans des mineurs, qui sont ou qui ont été leurs tuteurs.

1039. Toute disposition testamentaire sera caduque, si celui en faveur de qui elle est faite, n'a pas survécu au testateur.

1040. Toute disposition testamentaire faite sous une condition dépendante d'un évènement incertain, et telle, que, dans l'intention du testateur, cette disposition ne doive être exécutée qu'autant que l'évènement arrivera ou n'arrivera pas, sera caduque, si l'héritier institué ou le légataire décède avant l'accomplissement de la condition.

1042. Le legs sera caduc, si la chose léguée a totalement péri pendant la vie du testateur.

Il en sera de même, si elle a péri depuis sa mort, sans le fait et la faute de l'héritier, quoique celui-ci ait été mis en retard de la délivrer, lorsqu'elle eût également dû périr entre les mains du légataire.

1043. La disposition testamentaire sera caduque, lorsque l'héritier institué ou le légataire la répudiera, ou se trouvera incapable de la recueillir.

1020. Лица, состоящія подъ арестомъ, доколѣ приговоръ о лишеніи ихъ правъ состоянія имъ не объявленъ, не лишаются права составлять завѣщанія на основаніи общихъ правилъ, о домашнихъ завѣщаніяхъ постановленныхъ.

1021. Завѣщаніе лица, состоящаго подъ опекою по долгамъ, можетъ быть дѣйствительно только тогда за удовлетвореніемъ всѣхъ заимодавцевъ остается свободное имущество.

1022. Лицамъ, состоящимъ подъ опекою за злоупотребленіе помѣщичьей власти, не воспрещается въ составляемыхъ ими духовныхъ завѣщаніяхъ о благопріобрѣтенныхъ имѣніяхъ изъявлять свою волю о дареніи сихъ имѣній послѣ ихъ смерти.

1023. Словесныя завѣщанія, и такъ называемыя изустныя памяти, никакой силы не имѣютъ.

1024. Однако же дозволяется вдовамъ объявлять при жизни своей Опекунскимъ Совѣтамъ, кому оные должны, по смерти ихъ, выдать внесенный въ ихъ пользу во Вдовью Казну капиталъ и невзятые проценты, также дѣлать завѣщанія объ ономъ, или на самыхъ билетахъ подписывать; но въ такомъ случаѣ должно быть засвидѣтельствовано отцомъ духовнымъ, или тѣмъ, кто погребеніе совершилъ, и Городничимъ, или Частнымъ Приставомъ, въ уѣздахъ Земскимъ Исправникомъ и другими довѣрія достойными чиновниками, а въ иностранныхъ земляхъ Россійскимъ Министромъ, Консуломъ, или Магистратомъ того города, гдѣ вдова жительство имѣла, что помянутая на билетѣ надпись подлинно рукою участвующей въ немъ вдовы, и безъ всякаго чьего либо принужденія писана или подписана, и что въ живыхъ ея уже не находится; въ слѣдствіе чего и деньги выдаются тому, кому предписано, завѣщано, или по надписи назначено.

1025. Завѣщенія Архіереевъ, Архимандритовъ и прочихъ монашествующихъ властей тогда только считаются дѣйствительными, когда они относятся къ движимымъ ихъ частнымъ имуществамъ, а не къ вещамъ, къ ризницамъ ихъ принадлежащимъ и только въ церквахъ употребляемымъ, хотя бы въ числѣ ихъ находились вещи, ими на собственное ихъ иждивеніе устроенныя.

1026. Имущества завѣщаемыя, и лица, коимъ оныя завѣщаются, должны быть въ завѣщаніи точно означены. Посему недѣйствительны завѣщанія, учиненныя съ очевидною ошибкою въ лицѣ, или въ самомъ имуществѣ завѣщаемомъ.

1027. Неозначеніе въ завѣщаніи чина или званія завѣщателя препятствіемъ къ свидѣтельствованію не считать; а равно свидѣтельствовать без-

остановочно и тѣ духовныя, въ которыхъ воля завѣщателя изъявлена общими выраженіями: *все движимое и недвижимое имѣніе* или *такую-то часть онаго* или *за исключеніемъ такихъ-то частей*, наблюдая только, чтобы въ послѣднемъ случаѣ части, изъемлемыя изъ завѣщанія, были опредѣлены съ точностію.

1028. Запрещается завѣщать недвижимыя дворянскія имѣнія лицамъ, не имѣющимъ права владѣть оными. Дворянамъ, не имѣющимъ за собою населеннаго недвижимаго имѣнія, не дозволяется пріобрѣтать по духовнымъ завѣщаніямъ дворовыхъ людей и крестьянъ безъ земли.

Примѣчаніе. Запрещеніе завѣщать дворянскія имѣнія лицамъ, не имѣющимъ права владѣть оными, постановленное 4 Ноября 1836 года, не имѣетъ обратнаго дѣйствія на завѣщанія, уже воспріявшія дотолѣ законную ихъ силу по смерти завѣщателей. По завѣщаніямъ сего рода, вошедшимъ уже въ законную силу, имѣнія завѣщанныя должны поступать въ вѣдомство Дворянскихъ Опекъ, и отъ нихъ должны быть обращаемы въ продажу по вольнымъ цѣнамъ, но не прежде, какъ по истеченіи двухгодичнаго срока, для предъявленія споровъ вообще по завѣщаніямъ въ статьѣ 1098 положеннаго; вырученный же за оныя капиталъ, такъ какъ и собранные во время управленія доходы, Опеки имѣютъ отдавать наслѣдникамъ, въ завѣщаніи означеннымъ. Само собою впрочемъ разумѣется, что если въ теченіи двухгодичнаго срока возникнетъ споръ и по оному послѣдуетъ судебное разбирательство, то продажа останавливается до окончательнаго рѣшенія.

De la capacité de recevoir par testament.

906. Pour être capable de recevoir par testament, il suffit d'être conçu à l'époque du décès du testateur.

Néanmoins le testament n'aura son effet qu'autant que l'enfant sera né viable.

908. Les enfants naturels ne pourront, par donation entre-vifs ou par testament, rien recevoir au-delà de ce qui leur est accordé au titre *des Successions.*

909. Les docteurs en médecine ou en chirurgie, les officiers de santé et les pharmaciens qui auront traité une personne pendant la maladie dont elle meurt, ne pourront profiter des dispositions entre-vifs ou testamentaires qu'elle aurait faites en leur faveur pendant le cours de cette maladie.

Sont exceptées, 1) les dispositions rémunératoires faites à titre particulier, eu égard aux facultés du disposant et aux services rendus;

2) Les dispositions universelles, dans le cas de parenté jusqu'au quatrième degré inclusivement, pourvu toutefois que le décédé n'ait pas d'héritiers en ligne directe; à moins que celui au profit de qui la disposition a été faite, ne soit lui-même du nombre de ces héritiers.

Les mêmes règles seront observées à l'égard du ministre du culte.

910. Les dispositions entre-vifs ou par testament, au profit des hospices, des pauvres d'une commune, ou d'établissemens d'utilité publique, n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisés par un décret de l'Empereur.

911. Toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées.

Seront réputées personnes interposées les père et mère, les enfants et descendants, et l'époux de la personne incapable.

912. *(Abrogé par la loi du* 14 *juillet* 1819 (*). On ne pourra disposer au profit d'un étranger, que dans le cas où cet étranger pourrait disposer au profit d'un Français.

---

* (*Loi du 14 juillet 1819*).—1) Les articles 726 et 912 du Code Civil sont abrogés.

De la Portion de biens disponible.

913. Les libéralités, soit par actes entre-vifs, soit par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime; le tiers, s'il laisse deux enfants; le quart, s'il en laisse trois ou un plus grand nombre.

914. Sont compris dans l'article précédent, sous le nom d'*enfants*, les descendants en quelque degré que ce soit; néanmoins ils ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du disposant.

915. Les libéralités, par actes entre-vifs ou par testament, ne pourront excéder la moitié des biens, si, à défaut d'enfant, le défunt laisse un ou plusieurs ascendants dans chacune des lignes paternelle et maternelle; et les trois quarts, s'il ne laisse d'ascendants que dans une ligne

Les biens ainsi réservés au profit des ascendants, seront par eux recueillis dans l'ordre où la loi les appelle à succéder; ils auront seuls droit à cette réserve, dans tous les cas où un partage en concurrence avec des collatéraux ne leur donnerait pas la quotité de biens à laquelle elle est fixée.

916. A défaut d'ascendants et de descendants, les libéralités par acte entre-vifs ou testamentaires pourront épuiser la totalité des biens.

917. Si la disposition par acte entre-vifs ou par testament est d'un usufruit ou d'une rente viagère dont la valeur excède la quotité disponible, les héritiers au profit desquels la loi fait une réserve, auront l'option, ou d'exécuter cette disposition, ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible.

918. La valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu, ou avec réserve d'usufruit, à l'un des successibles en ligne directe, sera imputée sur la portion disponible; et l'excédant, s'il y en a, sera rapporté à la masse. Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par ceux des autres successibles en ligne directe qui auraient consenti à ces aliénations, ni, dans aucun cas, par les successibles en ligne collatérale.

919. La quotité disponible pourra être donnée en tout ou en partie, soit par acte entre-vifs, soit par testament, aux enfants ou autres successibles du donateur, sans être sujette au rapport par le donataire ou le légataire venant à la succession, pourvu que la disposition ait été faite expressément à titre de préciput ou hors part.

La déclaration que le don ou le legs est à titre de préciput ou hors part, pourra être faite, soit par l'acte qui contiendra la disposition, soit postérieurement dans la forme des dispositions entre-vifs ou testamentaires

1029. Если въ завѣщаніи допущены распоряженія, законамъ противныя: то сіи распоряженія суть недѣйствительны; но при семъ всѣ другія распоряженія, законамъ не противныя, остаются въ своей силѣ.

1030. Всѣ завѣщанія, какъ крѣпостныя, такъ и домашнія, какъ въ цѣломъ ихъ составѣ, такъ и въ частяхъ, могутъ быть перемѣняемы по усмотрѣнію завѣщателя. Домашнія завѣщанія могутъ быть измѣняемы какъ домашнимъ, такъ и крѣпостнымъ порядкомъ; но крѣпостныя не могутъ быть измѣняемы и отмѣняемы иначе, какъ крѣпостнымъ, т. е. или посредствомъ составленія другаго завѣщанія, равную силу съ онымъ имѣющаго, или посредствомъ прошенія объ уничтоженіи прежняго, отъ завѣщателя поданнаго въ то судебное мѣсто, гдѣ оное было совершено, или же, въ случаѣ нахожденія завѣщателя въ походѣ или въ откомандировкѣ, посредствомъ донесенія о семъ начальству. Если же крѣпостное завѣщаніе уничтожено самимъ завѣщателемъ при жизни его, то оставшееся по смерти его домашнее завѣщаніе, буде оно составлено правильно, остается въ своей силѣ.

De la réduction des (donations et) legs.

920. Les dispositions soit entre-vifs, soit à cause de mort, qui excèderont la quotité disponible, seront réductibles à cette quotité lors de l'ouverture de la succession.

922. La réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existants au décès du (donateur ou) testateur. On y réunit fictivement ceux dont il a été disposé par donations entre-vifs, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur. On calcule sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est, en égard à la qualité des héritiers qu'il laisse, la quotité dont il a pu disposer.

926. Lorsque les dispositions testamentaires excéderont, soit la quotité disponible, soit la portion de cette quotité qui resterait après avoir déduit la valeur des donations entre-vifs, la réduction sera faite au marc le franc, sans aucune distinction entre les legs universels et les legs particuliers. C. 824, 825, 844, 870, 913 à 925, 927, 1002, 9009, 1024.

927. Néanmoins, dans tous les cas où le testateur aura expressément déclaré qu'il entend que tel legs soit acquitté de preférence aux autres, cette préférence aura lieu; et le legs qui en sera l'objet, ne sera réduit qu'autant que la valeur des autres ne remplirait pas la réserve légale. C. 711, 825, 926, 1009, 1015, 1024, 1134.

900. Dans toute disposition entre-vifs ou testamentaire, les conditions impossibles, celles qui seront contraires aux lois ou aux moeurs, seront réputées non écrites.

De la révocation des testaments.

1035. Les testaments ne pourront être révoqués, en tout ou en partie, que par un testament postérieur, ou par un acte devant notaires, portant déclaration du changement de volonté.

1036. Les testaments postérieurs qui ne révoqueront pas d'une manière expresse les précédents, n'annulleront, dans ceux-ci, que celles des dispositions y contenues qui se trouveront incompatibles avec les nouvelles, ou qui y seront contraires.

1037. La révocation faite dans un testament postérieur aura tout son effet, quoique ce nouvel acte reste sans exécution par l'incapacité de l'héritier institué ou du légataire, ou par leur refus de recueillir.

1038. Toute aliénation, celle même par vente avec faculté de rachat ou par échange, que fera le testateur de tout ou de partie de la chose léguée, emportera la révocation du legs pour tout ce qui a été aliéné, encore que l'aliénation postérieure soit nulle, et que l'objet soit rentré dans la main du testateur.

1031. Всякая отмѣна, измѣненіе и перемѣна въ завѣщаніи подлежатъ въ составленіи ихъ тѣмъ же правиламъ, какъ и самое завѣщаніе.

1032. Какъ всякое завѣщаніе по усмотрѣнію завѣщателя при жизни его можетъ подлежать отмѣнѣ или измѣненію: то два лица совокупно въ одномъ и томъ же завѣщаніи не могутъ изъявлять свою волю.

1033. Завѣщаніе крѣпостное пишется на гербовой низшаго достоинства бумагѣ, а домашнее можетъ быть писано и на простой бумагѣ, всякаго формата и размѣра, не исключая и почтовой, лишь бы бумага сія, состоя изъ двухъ полныхъ половинокъ, составляла цѣлый листъ; но завѣщанія, писанныя на отрывкахъ листа, или клочкахъ бумаги, недѣйствительны.

Примѣчаніе. Мусульманамъ, жителямъ Закавказскаго края, дозволяется составлять духовныя завѣщанія и на одной половинѣ цѣлаго листа или полулиста. Завѣщанія сіи, писанныя на языкѣ, на которомъ введено употребленіе Арабскихъ письменъ, должны быть принимаемы къ засвидѣтельствованію на общемъ основаніи.

1034. Описки, подчистки и поправки должны быть оговорены въ подписи завѣщателя; впрочемъ завѣщанія съ описками, подчистками, поправками и приписками между строкъ, не оговоренными въ подписи завѣщателя или рукоприкладчика за него (по безграмотству и другимъ законнымъ причинамъ), свидѣтельствуются безостановочно, но въ самомъ свидѣтельствѣ означается съ точностію, какія именно описки, подчистки, поправки и приписки въ подписи не оговорены. За тѣмъ, когда сіи описки, подчистки, поправки и приписки сдѣланы рукою завѣщателя, то онѣ должны быть почитаемы дѣйствительными, хотя бы и не были оговорены; буде же учинены постороннимъ лицемъ, безъ всякой о томъ оговорки, то признаются ничтожными. Но самое завѣщаніе, въ другихъ его частяхъ, изложенныхъ согласно существующимъ узаконеніямъ, остается въ своей силѣ.

1035. Духовныя завѣщанія, писанныя на нѣсколькихъ листахъ не рукою завѣщателя, должны быть скрѣплены по листамъ (такъ, чтобы на каждомъ было не менѣе одного цѣлаго слова), или самимъ завѣщателемъ, или тѣмъ, кто вмѣсто него, по безграмотству или другимъ законнымъ причинамъ, рукоприкладствовалъ, или наконецъ всѣми свидѣтелями, на

968. Un testament ne pourra être fait dans le même acte par deux ou plusieurs personnes, soit au profit d'un tiers, soit à titre de disposition réciproque et mutuelle.

1046. Les mêmes causes qui, suivant l'article 954 et les deux premières dispositions de l'article 955, autoriseront la demande en révocation de la donation entre-vifs, seront admises pour la demande en révocation des dispositions testamentaires.

1047. Si cette demande est fondée sur une injure grave faite à la mémoire du testateur, elle doit être intentée dans l'année, à compter du jour du délit.

духовной подписавшимися; но сими послѣдними въ томъ только случаѣ, когда они именно къ тому завѣщателемъ въ самой духовной уполномочены, съ объясненіемъ и причины, по которой къ скрѣпѣ допускаются. Безъ скрѣпы же завѣщателя или подписавшагося за него на вышесказанномъ основаніи завѣщанія къ явкѣ не принимаются.

Отдѣленіе второе.

О порядкѣ составленія, явки и храненія крѣпостныхъ завѣщаній.

1036. Крѣпостное завѣщаніе должно быть или все написано рукою завѣщателя, или собственноручно имъ подписано, и лично имъ представлено въ Магистратъ, въ Уѣздный Судъ, или въ Гражданскую Палату, или въ мѣста имъ равныя, въ самое присутствіе ихъ, а не на дому завѣщателя, за исключеніемъ лишь означеннаго ниже въ статьѣ 1068 случая.

1037. Если завѣщатель суду лично неизвѣстенъ, то съ нимъ должны въ судъ явиться два свидѣтеля, изъ коихъ по крайней мѣрѣ одинъ долженъ быть суду извѣстенъ. Они должны удостовѣрить судъ въ тождествѣ лица завѣщателя подписью ихъ на завѣщаніи.

1038. Послѣ сего производится завѣщателю допросъ: точно ли завѣщаніе имъ подписано и содержитъ его волю.

1039. По учиненіи и подписаніи имъ допроса, завѣщаніе вносится отъ слова до слова въ крѣпостную книгу, установленнымъ для сего по-

971. Le testament par acte public est celui qui est reçu par deux notaires, en présence de deux témoins, ou par un notaire en présence de quatre témoins.

972. Si le testament est reçu par deux notaires, il leur est dicté par le testateur, et il doit être écrit par l'un de ces notaires, tel qu'il est dicté.

S'il n'y a qu'un notaire, il doit également être dicté par le testateur, et écrit par ce notaire.

Dans l'un et l'autre cas, il doit en être donné lecture au testateur, en présence des témoins.

Il est fait du tout mention expresse.

973. Ce testament doit être signé par le testateur: s'il déclare qu'il ne sait ou ne peut signer, il sera fait dans l'acte mention expresse de sa déclaration, ainsi que de la cause qui l'empêche de signer.

974. Le testament devra être signé par les témoins; et néanmoins, dans les campagnes, il suffira qu'un des deux témoins signe, si le testament est reçu par deux notaires, et que deux des quatre témoins signent, s'il est reçu par un notaire.

975. Ne pourront être pris pour témoins du testament par acte public, ni les légataires, à quelque titre qu'ils soient, ni leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, ni les clercs des notaires par lesquels les actes seront reçus.

Loi du 25 ventôse an XI., Organisation du Notariat *art. 11.*, Le nom, l'état et la demeure des parties, devrant être connus des notaires, ou leur être attestés par deux citoyens connus d'eux, ayant les mêmes qualités que celles requises pour être témoin instrumentaire.

рядкомъ, и со взятіемъ узаконенныхъ пошлинъ, на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Уставѣ о Пошлинахъ.

1040. По внесеніи въ книгу, полагается на завѣщаніи, за подписаніемъ присутствующихъ, о явкѣ и запискѣ его въ книгу надпись, и съ сею надписью, на самомъ завѣщаніи учиненною, возвращается оное завѣщателю съ росписью его въ книгѣ.

1041. Всѣ сіе вносится въ протоколъ засѣданія.

1042. Явкою завѣщанія въ судѣ и записью его въ книгѣ удостовѣряется токмо подлинность завѣщанія, но не утверждается тѣмъ законность содержащихся въ немъ распоряженій. Посему, при явкѣ къ свидѣтельству завѣщаній, не слѣдуетъ входить въ разсмотрѣніе самыхъ распоряженій завѣщателя, но наблюдать только за тѣмъ, сохранены ли въ составѣ завѣщанія установленныя закономъ формы. На подлинность завѣщаній, крѣпостнымъ порядкомъ совершенныхъ, не пріемлются въ послѣдствіи никакія возраженія; но симъ не пресѣкаются споры о законности распоряженій: споры сіи должны быть разбираемы установленнымъ для сего судебнымъ порядкомъ, если предъявлены будутъ въ надлежащіе сроки.

1043. Крѣпостное завѣщаніе, по возвращеніи его завѣщателю, хранится имъ по собственному его усмотрѣнію, или у себя, или ввѣряется на сбереженіе другому, или вносится въ Опекунскій Совѣтъ Воспитательнаго Дома, въ Попечительный Комитетъ Человѣколюбиваго Общества, или въ Закавказскій Приказъ Общественнаго Призрѣнія, какъ то ниже сего о домашнихъ завѣщаніяхъ постановлено.

Примѣчаніе. Съ 1-го Января 1859 года, въ видѣ опыта на три года, состоящій въ вѣдѣніи Совѣта Императорскаго Человѣколюбиваго Общества Попечительный о бѣдныхъ Комитетъ въ С.-Петербургѣ съ Канцеляріею его присоединенъ къ Канцеляріи Совѣта какъ особое оной Отдѣленіе и подчиненъ непосредственному управленію Помощника Главнаго Попечителя Императорскаго Человѣколюбиваго Общества.—Сіе примѣчаніе относится также къ статьямъ 1052, 1058, 1061 и 1089.

1044. Если завѣщатель не умѣетъ, или, за болѣзнію, не можетъ своеручно подписать завѣщанія, то вмѣсто него и по его просьбѣ оное подписывается другимъ; но, во первыхъ, при семъ въ подписи должно быть именно означено, за неумѣніемъ ли завѣщателя, или за болѣзнію, учинена таковая подпись; во вторыхъ, явка завѣщанія въ судѣ для внесенія въ крѣпостную книгу должна быть дѣляема не только завѣщателемъ лично, но и при лицѣ, вмѣсто него оное подписавшемъ; въ третьихъ, допросъ имѣетъ быть дѣлаемъ не только завѣщателю въ томъ, что все написанное въ завѣщаніи составляетъ послѣднюю его волю, но и подписавшемуся въ томъ, что подпись сія учинена дѣйствительно имъ и по причинамъ, въ ней означеннымъ.

1045. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, въ случаѣ бо-

977. Si le testateur ne sait signer, ou s'il n'a pu le faire lorsqu'il a fait écrire ses dispositions, il sera appelé à l'acte de suscription un témoin, outre le nombre porté par l'article précédent, lequel signera l'acte avec les autres témoins; et il y sera fait mention de la cause pour laquelle ce témoin aura été appelé.

лѣзни завѣщателя, дозволяется просить подвѣдомственный судъ принять сознаніе духовнаго завѣщанія на дому; и если невозможно всѣмъ членамъ суда быть при таковомъ сознаніи, то достаточно и одного, но тогда должны быть приглашены еще два свидѣтеля, имѣющіе право быть къ тому допущенными.

Отдѣленіе третіе.

О порядкѣ составленія, явки и храненія домашнихъ завѣщаній.

1046. Домашнее духовное завѣщаніе пишется или во всемъ его пространствѣ рукою завѣщателя, или, по просьбѣ и со словъ его, другимъ: то и другое должно быть имъ подписано. Подпись же должна заключать въ себѣ имя, отчество и фамилію или прозваніе.

1047. Духовныя завѣщанія иностранцевъ, въ подписи подъ коими не означено отчества завѣщателя, надлежитъ свидѣтельствовать на общемъ основаніи, прилагая сіе правило и ко всѣмъ прочимъ завѣщателямъ, коль скоро не будетъ сомнѣнія въ тождествѣ лица, котораго завѣщаніе къ явкѣ представлено. На томъ же точно основаніи должно принимать къ засвидѣтельствованію духовныя завѣщанія, въ коихъ имя завѣщателя, предъ фамиліею его, означено не вполнѣ или одною начальною буквою, или даже совсѣмъ не означено, если только соблюдены въ нихъ всѣ прочія закономъ требуемыя условія.

1048. Когда завѣщаніе написано другимъ, то сверхъ собственно-

970. Le testament olographe ne sera point valable, s'il n'est écrit en entier, daté et signé de la main du testateur: il n'est assujetti à aucune autre forme.

976. Lorsque le testateur voudra faire un testament mystique ou secret, il sera tenu de signer ses dispositions, soit qu'il les ait écrites lui-même, ou qu'il les ait fait écrire par un autre. Sera le papier qui contiendra ses dispositions, ou le papier qui servira d'enveloppe, s'il y en a une, clos et scellé. Le testateur le présentera ainsi clos et scellé au notaire, et à six témoins au moins, ou il le fera clore et sceller en leur présence; et il déclarera que le contenu en ce papier est son testament écrit et signé de lui, ou écrit par un autre et signé de lui: le notaire en dressera l'acte de suscription, qui sera écrit sur ce papier ou sur la feuille qui servira d'enveloppe; cet acte sera signé tant par le testateur que par le notaire, ensemble par les témoins. Tout ce que dessus sera fait de suite et sans divertir à autres actes; et en cas que le testateur, par un empêchement survenu depuis la signature du testament, ne puisse signer l'acte de suscription, il sera fait mention de la déclaration qu'il en aura faite,sans qu'il soit besoin, en ce cas, d'augmenter le nombre des témoins.

978. Ceux qui ne savent ou ne peuvent lire, ne pourront faire de dispositions dans la forme du testament mystique.

ручной подписи завѣщателя, должна быть на немъ подпись того, кто писалъ завѣщаніе, и сверхъ того подпись трехъ свидѣтелей, или по крайней мѣрѣ двухъ, если въ числѣ ихъ находится духовный отецъ завѣщателя. Въ подписи же сей должно быть подробно означаемо и званіе завѣщателя.

1049. Завѣщанія, безъ подписи переписчиковъ, къ явкѣ не принимаются, развѣ бы писецъ, въ продолженіи того срока, въ который завѣщаніе, по общимъ постановленіямъ, къ засвидѣтельствованію принято быть можетъ, явясь въ судебное мѣсто, письменнымъ показаніемъ утвердилъ, что духовная дѣйствительно писана имъ, и, по сличеніи почерка руки, таковое показаніе было бы достаточно доказано. Подпись писца должна быть въ самомъ окончаніи завѣщанія, предъ подписью завѣщателя; но не теряетъ своей дѣйствительности и въ такомъ случаѣ, если сдѣлана будетъ и въ другомъ мѣстѣ.

1050. Подпись свидѣтелей удостовѣряетъ токмо: 1) въ подлинности завѣщанія, то есть въ томъ, что лице, предъявившее имъ завѣщаніе, есть точно то самое, коимъ оно сдѣлано и подписано; 2) что при предъявленіи имъ завѣщанія, они всѣ лично его видѣли и нашли въ здравомъ умѣ и твердой памяти. Сіи только два обстоятельства они должны утвердить при допросѣ, который имъ производится безъ присяги, въ присутствіи Гражданскихъ Палатъ, при представленіи въ оныя завѣщаній къ засвидѣтельствованію; если явка въ Палату свидѣтелей будетъ по какимъ либо законнымъ уваженіямъ затруднительна, то допросы отъ свидѣтелей отбираются, по мѣсту ихъ пребыванія, въ Уѣздныхъ Судахъ; а если свидѣтель ни въ Палату, ни въ Судъ, по законной причинѣ, явиться не можетъ, то онъ допрашивается уже на дому при членѣ Гражданской Палаты или Уѣзднаго Суда.

Примѣчаніе. Въ Сибири лица, подписавшіяся свидѣтелями на домашнихъ духовныхъ завѣщаніяхъ, если имѣютъ пребываніе на золотыхъ пріискахъ, допрашиваются чрезъ Горныхъ Исправниковъ.

1051. Домашнее завѣщаніе, писанное все рукою завѣщателя, должно быть подписано двумя свидѣтелями, съ наблюденіемъ относительно формы подписи завѣщателя и свидѣтелей тѣхъ же правилъ, какія выше въ статьяхъ 1046—1049 о завѣщаніяхъ, не рукою завѣщателя писанныхъ, но имъ подписанныхъ, постановлены.

1052. Если число свидѣтелей, завѣщаніе подписавшихъ, болѣе, нежели сколько закономъ требуется, то въ случаѣ отсутствія нѣкоторыхъ изъ нихъ и достаточности (ст. 1048 и 1051) наличныхъ, спрашивать только сихъ послѣднихъ, и потомъ свидѣтельствовать завѣщаніе на общемъ основаніи. Если же наличныхъ свидѣтелей по закону недостаточно, то отбирать показанія и отъ отсутствующихъ, чрезъ подлежащія

судебныя мѣста. Смерть одного или даже и всѣхъ свидѣтелей не должна быть препятствіемъ къ явкѣ завѣщанія, если только на подлинность онаго ни отъ кого спора предъявлено не будетъ; въ случаѣ же спора, отсылать завѣщаніе къ судебному разсмотрѣнію, исключая однако тѣ изъ нихъ, которыя самимъ завѣщателемъ внесены въ Опекунскій Совѣтъ, или въ Попечительный Комитетъ Человѣколюбиваго Общества, или въ Закавказскій Приказъ Общественнаго Призрѣнія: извѣтъ о фальшивости таковыхъ завѣщаній не принимается.

1053. Если завѣщатель не умѣетъ, или, за болѣзнію, не можетъ подписать своеручно завѣщаніе: то, сверхъ свидѣтелей, вмѣсто его и по просьбѣ его должна быть подпись другаго лица; но сіе лице должно имѣть всѣ тѣ же качества, какія требуются для имовѣрнаго свидѣтеля при завѣщаніи. Притомъ въ подписи его должно быть именно означено, за неумѣніемъ ли завѣщателя, или за болѣзнію учинена имъ та подпись.

1054. Свидѣтелями при завѣщаніи не могутъ быть: 1) лица, въ пользу коихъ составлено завѣщаніе; 2) родственники сихъ лицъ до четвертой степени и свойственники до третьей степени, если завѣщаніе дѣлается не въ пользу прямыхъ наслѣдниковъ, вполнѣ или хотя частію; 3) душеприказчики и опекуны, назначенные по духовному завѣщанію; 4) тѣ, которые по закону не имѣютъ права сами завѣщать; 5) всѣ тѣ, кои по общимъ законамъ во свидѣтельство по дѣламъ гражданскимъ не пріемлются.

1055. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской женщины къ свидѣтельству при завѣщаніи не допускаются.

1056. Подпись свидѣтелей должна быть не на оболочкѣ бумаги, но на самомъ листѣ завѣщанія, или внутри листа, или на оборотѣ его.

1057. Раскольники и старообрядцы не могутъ быть устраняемы отъ свидѣтельства духовныхъ завѣщаній, составляемыхъ людьми однаковаго съ ними обряда, но не иначе, какъ въ видѣ частныхъ лицъ. Что же касается до присвояемаго нѣкоторыми изъ нихъ званія духовныхъ отцовъ и представляемыхъ за подписомъ сихъ послѣднихъ свидѣтельствъ о времени кончины завѣщателей: то какъ подобныя свидѣтельства никакого законнаго удостовѣренія въ себѣ не представляютъ, посему въ подтвержденіе оныхъ слѣдуетъ о времени кончины завѣщателей требовать справки отъ мѣстной полиціи и основываться на ея показаніяхъ.

1058. Домашнее завѣщаніе можетъ быть хранимо завещателемъ по собственному его усмотрѣнію, или у себя, или ввѣрено на сбереженіе

977. Si le testateur ne sait signer, ou s'il n'a pu le faire lorsqu'il a fait écrire ses dispositions, il sera appelé à l'acte de suscription un témoin, outre le nombre porté par l'article précédent, lequel signera l'acte avec les autres témoins; et il y sera fait mention de la cause pour laquelle ce témoin aura été appelé.

980. Les témoins appelés pour être présents aux testaments devront être mâles, majeurs, sujets de l'Empereur, jouissant des droits civils.

975. Ne pourront être pris pour témoins du testament par acte public, ni les légataires, à quelque titre qu'ils soient, ni leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, ni les clercs des notaires par lesquels les actes seront reçus.

другому, или внесено въ Опекунскій Совѣтъ Воспитательнаго Дома, или въ Попечительный Комитетъ Человѣколюбиваго Общества, или въ Закавказскій Приказъ Общественнаго Призрѣнія, съ наблюденіемъ правилъ и обрядовъ, особенно для сего въ сихъ мѣстахъ постановленныхъ; но ни одно изъ сихъ установленій не принимаетъ къ храненію завѣщаній безъ означенія лицъ завѣщателей, то есть, отъ неизвѣстныхъ.

1059. При храненіи духовныхъ завѣщаній въ Опекунскихъ Совѣтахъ и въ Закавказскомъ Приказѣ Общественнаго Призрѣнія наблюдаются слѣдующія правила: 1) Установленія сіи принимаютъ отъ всякаго духовныя завѣщанія на сохраненіе до востребованія обратно, или до смерти завѣщателя. Въ пріемѣ завѣщанія выдаютъ внесшему оное копію съ открытаго объявленія, при которомъ завѣщаніе внесено, за подписаніемъ, въ Опекунскомъ Совѣтѣ: Почетнаго Опекуна, Директора по вкладамъ, Директора письмоводства, и за скрѣпою Экспедитора, а въ Приказѣ за подписаніемъ: Управляющаго, двухъ Директоровъ, изъ коихъ одинъ Директоръ по вкладамъ, и за скрѣпою Секретаря. Въ концѣ копіи надписывается: *Дана въ принятіи выше означеннаго, такого-то года, мѣсяца и числа*, и сія копія служитъ росписку. 2) Возлѣ каждаго приносѣ завѣщанія на сохраненіе предоставляется прописывать въ открытомъ объявленіи, при томъ подаваемомъ, чтобы «*распечатать когда копія съ объявленія представлена будетъ*», или вмѣсто того «*приступить къ распечатанію когда представлено будетъ достовѣрное свидѣтельство о смерти завѣщателя*». 3) Въ первомъ случаѣ, если копія съ объявленія утратится, публикуется о ея потерѣ въ Вѣдомостяхъ, на счетъ того, кому потребно завѣщаніе, съ означеніемъ трехмѣсячнаго срока, по истеченіи котораго, буде копія не представится, завѣщаніе распечатано быть имѣетъ въ присутствіи того, кто представитъ достовѣрное свидѣтельство о кончинѣ завѣщателя. 4) Самому завѣщателю, или его повѣренному, снабженному законною довѣренностію, выдается завѣщаніе, когда потребуетъ, и безъ копіи съ объявленія.

1060. Домашнее завѣщаніе по смерти завѣщателя должно быть явлено въ Гражданской Палатѣ, или въ присутственномъ мѣстѣ, ей равномъ, въ положенный срокъ.

1061. Изъ сего общаго правила не изъемлются и тѣ завѣщанія, какъ домашнія, такъ и крѣпостныя, кои вносятся для храненія въ Опекунскій Совѣтъ, или въ Попечительный Комитетъ Человѣколюбиваго Общества, или въ Закавказскій Приказъ Общественнаго Призрѣнія. Мѣста сіи, по полученіи объявленія о смерти завѣщателя, не приступая ни къ какому исполненію, отсылаютъ завѣщанія, въ нихъ хранимыя, въ Гражданскую Палату, для надлежащей ихъ явки и удостовѣренія, и потомъ уже чинятъ исполненіе, если таковое въ завѣщаніи имъ предоставлено, или до нихъ касается.

1062. Завѣщанія представляются къ явкѣ отъ тѣхъ, въ рукахъ коихъ они находятся.

1063. Срокъ для явки завѣщанія полагается: для пребывающихъ въ Россіи годовой, а для находящихся за границею двухгодичный, считая отъ дня кончины завѣщателя. Завѣщательные акты, коими учреждается въ Крыму духовный вакуфъ, равно какъ и завѣщательные акты, по коимъ частные вакуфы переходятъ отъ одного наслѣдника къ другому, должны быть явлены въ теченіи мѣсяцевъ; въ случаѣ неявки, они признаются недѣйствительными.

1064. Наблюденіе срока явки духовныхъ завѣщаній, въ отношеніи къ лицамъ, находящимся подъ опекою, возлагается на ихъ опекуновъ, на общемъ основаніи.

1065. По истеченіи сего срока (ст. 1063) завѣщанія къ явкѣ не пріемлются, и остаются ничтожными.

1066. Но ежели наслѣдникъ по завѣщанію можетъ представить неопровержимыя доказательства, что срокъ для явки пропущенъ или по неизвѣстности о существованіи завѣщанія, или по другой законной причинѣ: въ такомъ случаѣ оставляется ему право иска до истеченія общей земской давности, считая оную также со дня смерти завѣщателя.

Отдѣленіе четвертое.

О свойствѣ имуществъ завѣщаваемыхъ.

1067. Всѣ имущества *благопріобрѣтенныя*, движимыя и недвижимыя, могутъ быть завѣщаемы неограниченно, съ слѣдующими только изъятіями: 1) аренды до истеченія срока могутъ быть завѣщаемы только женѣ и дѣтямъ тѣхъ лицъ, коимъ онѣ были пожалованы, или же одному изъ ихъ наслѣдниковъ по прямой линіи; передача же другимъ по завѣщанію воспрещается; 2) хотя завѣщать ненаселенныя недвижимыя имущества монастырямъ и церквамъ не воспрещается, но таковыя имущества утверждаются за ними въ собственность не иначе, какъ по испрошеніи на то чрезъ Святѣйшій Синодъ Высочайшаго соизволенія; 3) въ пользу монашествующихъ, со времени постриженія ихъ въ иноческій чинъ, какъ устраненныхъ отъ правъ наслѣдства, завѣщать лично какъ движимое, такъ и недвижимое имущество запрещается; 4) всѣ тѣ лица, кои по лишеніи правъ состоянія считаются неспособными къ законному наслѣдству, неспособны и къ принятію имуществъ по завѣщанію; 5) карантинные чиновники и служители ни въ какомъ случаѣ не могутъ быть ни наслѣдниками, ни душеприкащиками по завѣщанію тѣхъ, кои, выдерживая карантинъ, пишутъ духовныя завѣщанія; вообще они не мо-

Voy. les art. 980 et 983 du Swod=Code Civil art 910; 1., Loi du 2 janvier 1817; 2., Ordonnance du 2 avril 1817; 3., Ordonnance du 14 janvier 1831.

гутъ получить какую либо часть изъ имѣнія завѣщателя, но могутъ быть наслѣдниками его по закону; 6) духовныя завѣщанія въ пользу благотворительныхъ заведеній Московскаго Попечительнаго Комитета могутъ быть исполняемы не иначе, какъ по исходатайствованіи предварительно Высочайшаго на то разрѣшенія чрезъ Комитетъ Министровъ.

1068. *Родовыя* имѣнія не подлежатъ завѣщанію. Изъ сего общаго правила допускается лишь одно слѣдующее изъятіе: лице, не имѣющее ни дѣтей, ни иныхъ по прямой линіи отъ него исходящихъ, можетъ предоставить все свое родовое имущество, или же часть онаго, мимо ближайшихъ своихъ наслѣдниковъ и, не смотря ни на какую степень родства, одному лицу изъ дальнѣйшихъ или равно близкихъ родственниковъ или родственницъ своихъ, но лишь того рода, изъ котораго досталось завѣщаемое избранному имъ наслѣднику имущество, хотя бы сіе лице, по происхожденію отъ женскаго въ томъ родѣ колѣна, или по иной причинѣ, и не носило имени фамиліи завѣщателя или завѣщательницы. На семъ же основаніи владѣлецъ, не имѣющій ни дѣтей, ни иныхъ по прямой линіи отъ него исходящихъ, можетъ, если имѣніе дошло къ нему изъ разныхъ родовъ, избрать и назначить по одному отъ каждаго изъ сихъ родовъ наслѣднику. Духовныя завѣщанія сего рода должны быть совершаемы у крѣпостныхъ дѣлъ; когда же они совершены порядкомъ домашнимъ, то признаются дѣйствительными лишь въ случаѣ, если внесены самимъ завѣщателемъ для храненія въ Опекунскій Совѣтъ, или въ Комитетъ Человѣколюбиваго Общества, или въ Закавказскій Приказъ Общественнаго Призрѣнія. Ему однакожъ дозволяется при тяжкой болѣзни, препятствующей явиться въ присутственное мѣсто, просить надлежащій судъ о засвидѣтельствованіи сего духовнаго завѣщанія въ мѣстѣ его жительства, на томъ же основаніи, какъ сіе постановлено выше, въ статьѣ 1045. Лица, на основаніи правилъ, въ сей статьѣ постановленныхъ, отказывающія свое родовое имѣніе, мимо прямыхъ по закону наслѣдниковъ, одному изъ дальнѣйшихъ или равно близкихъ родственниковъ своихъ, обязаны предоставить остающимся послѣ нихъ супругу или супругѣ въ вѣчное и потомственное владѣніе седьмую часть всего родоваго имущества своего, какъ того, которое переходитъ къ избранному ими наслѣднику, такъ и того, которое оставляется прочимъ наслѣдникамъ по закону. Сіе послѣднее правило не распространяется однако на губерніи Черниговскую и Полтавскую, въ коихъ касательно порядка наслѣдства супруговъ дѣйствуютъ особыя, въ статьѣ 1157 означенныя постановленія.

1069. Имѣнія заповѣдныя наслѣдственныя, и имѣнія, пожалованныя на правѣ маіоратовъ въ губерніяхъ Западныхъ, не подлежатъ завѣщаніямъ вопреки правилъ, для перехода сихъ имѣній по наслѣдству постановленныхъ. Но владѣлецъ заповѣднаго имѣнія, для обезпеченія участи жены своей и тѣхъ изъ дѣтей, которыя не наслѣдуютъ ему въ семъ

имѣніи, можетъ постановить въ своемъ духовномъ завѣщаніи, чтобы часть, впрочемъ не больше одной пятой чистаго съ имѣній, заповѣдное составляющихъ, дохода была выдаваема ежегодно вдовѣ его по день ея смерти, а для дѣтей, посредствомъ займа подъ залогъ доходовъ съ тѣхъ же имѣній, былъ составленъ и внесенъ въ одно изъ государственныхъ кредитныхъ установленій, или обращенъ въ государственныя облигаціи, особый неприкосновенный денежный капиталъ, не свыше, однакожъ, количества трехлѣтняго чистаго дохода со всего заповѣднаго имѣнія. Сей капиталъ раздѣляется между всѣми не наслѣдующими въ заповѣдномъ имѣніи дѣтьми, какъ между братьями, такъ и сестрами по равной на каждаго и каждую изъ нихъ части. Владѣющее заповѣднымъ имѣніемъ лице женскаго пола имѣетъ право сдѣлать распоряженіе такого жъ рода въ пользу какъ дѣтей своихъ, такъ и мужа.

1070. Крѣпостные люди лично, по одиначкѣ и съ семействами, могутъ быть увольняемы крѣпостными и домашними духовными завѣщаніями. По утвержденіи помѣщенныхъ въ духовныхъ завѣщаніяхъ отпускныхъ, должны въ то же время быть увѣдомляемы подлежащія Казенныя Палаты для отмѣтки о томъ по ревизскимъ сказкамъ противъ каждаго семейства или лица, получившаго свободу. Но запрещается увольнять крестьянъ въ государственные, водворенные на собственныхъ земляхъ, по духовнымъ завѣщаніямъ помѣщиковъ, хотя бы крестьяне сіи принадлежали къ благопріобрѣтенному ихъ имѣнію.

Отдѣленіе пятое.

Объ особенныхъ завѣщаніяхъ.

1071. Когда войска находятся въ походѣ за границею, тогда завѣщанія военныхъ чиновниковъ и другихъ при арміи служащихъ могутъ быть совершаемы въ полковыхъ и другихъ военнопоходныхъ Канцеляріяхъ, гдѣ они и должны быть явлены и записаны. Таковыя завѣщанія получаютъ силу крѣпостныхъ, но могутъ быть писаны на простой бумагѣ.

981. Les testaments des militaires et des individus employés dans les armées pourront, en quelque pays que ce soit, être reçus par un chef de bataillon ou d'escadron, ou par tout autre officier d'un grade supérieur, en présence de deux témoins, ou par deux commissaires de guerres, ou par un de ces commissaires en présence de deux témoins.

982. Ils pourront encore, si le testateur est malade ou blessé, être reçus par l'officier de santé en chef, assisté du commandant militaire chargé de la police de l'hospice.

983. Les dispositions des articles ci-dessus n'auront lieu qu'en faveur de ceux qui seront en expédition militaire, ou en quartier, ou en garnison hors du territoire français, ou prisonniers chez l'ennemi; sans que ceux qui seront en quartier ou en garnison dans l'intérieur puissent en profiter, à moins qu'ils ne se trouvent dans une place assiégée ou dans une citadelle et autres lieux dont les portes soient fermées et les communications interrompues à cause de la guerre.

1072. Духовныя завѣщанія, сдѣланныя на военномъ кораблѣ или другомъ казенномъ суднѣ во время похода, могутъ быть отданы на сохраненіе начальнику сего корабля, или судна, или старшему по немъ вмѣстѣ съ другимъ офицеромъ или чиновникомъ; если же они и составлены съ вѣдома означеннаго начальства, то получаютъ силу крѣпостныхъ, хотя бы писаны были и на простой бумагѣ.

1073. Домашнія духовныя завѣщанія, составляемыя на купеческомъ суднѣ, могутъ быть отдаваемы на сохраненіе корабельному писцу (клерку) вмѣстѣ съ капитаномъ корабля, шкиперомъ, или заступающимъ его мѣсто.

1074. Во всѣхъ сихъ случаяхъ завѣщаніе должно быть отдано при двухъ свидѣтеляхъ.

1075. Духовныя завѣщанія, въ походѣ и на кораблѣ учиненныя, должны быть подписаны завѣщателемъ и тѣми, кому отданы на сохраненіе.

984. Le testament fait dans la forme ci-dessus établie sera nul six mois après que le testateur sera revenu dans un lieu où il aura la liberté d'employer les formes ordinaires.

988. Les testaments faits sur mer, dans le cours d'un voyage, pourront être reçus, savoir:

A bord des vaisseaux et autres bâtiments de l'Empire, par l'officier commandant le bâtiment, ou, à son défaut, par celui qui le supplée dans l'ordre du service, l'un ou l'autre conjointement avec l'officier d'administration ou avec celui qui en remplit les fonctions;

Et à bord des bâtiments de commerce, par l'écrivain du navire ou celui qui en fait les fonctions, l'un ou l'autre conjointement avec le capitaine, le maître ou le patron, ou, à leur défaut, par ceux qui les remplacent.

Dans tous les cas, ces testaments devront être reçus en présence de deux témoins.

989. Sur les bâtiments de l'Empire, le testament du capitaine ou celui de l'officier d'administration, et, sur les bâtiments de commerce, celui du capitaine, du maître ou patron, ou celui de l'écrivain, pourront être reçus par ceux qui viennent après eux dans l'ordre du service, en se conformant pour le surplus aux dispositions de l'article précédent.

990. Dans tous les cas, il sera fait un double original des testaments mentionnés aux deux articles précédents.

991. Si le bâtiment aborde dans un port étranger dans lequel se trouve un consul de France, ceux qui auront reçu le testament seront tenus de déposer l'un des originaux clos ou cacheté, entre les mains de ce consul, qui le fera parvenir au Ministre de la marine; et celui-ci en fera faire le dépôt au greffe de la justice de paix du lieu du domicile du testateur.

992. Au retour du bâtiment en France, soit dans le port de l'armement, soit dans un port autre que celui de l'armement, les deux originaux du testament, également clos et cachetés, ou l'original qui resterait, si, conformément à l'article précédent, l'autre avait été déposé pendant le cours du voyage, seront remis au bureau du préposé de l'inscription maritime; ce préposé les fera passer sans délai au Ministre de la marine, qui en ordonnera le dépôt, ainsi qu'il est dit au même article.

993. Il sera fait mention sur le rôle du bâtiment, à la marge, du nom du testateur, de la remise qui aura été faite des originaux du testament, soit entre les mains d'un consul, soit au bureau d'un préposé de l'inscription maritime.

994. Le testament ne sera point réputé fait en mer, quoiqu'il l'ait été dans le cours du voyage, si, au temps où il a été fait, le navire avait abordé

1076. Если завѣщатель не умѣетъ писать, или не можетъ подписать: то о семъ должно быть упомянуто въ рукоприкладствѣ на самомъ завѣщаніи.

1077. Россійскій подданный за границею можетъ совершать домашнее духовное завѣщаніе по обряду той страны, гдѣ оное будетъ писано, съ надлежащею явкою онаго при Россійской Миссіи или Консульствѣ.

Примѣчаніе. Подробныя правила о явкѣ духовныхъ завѣщаній въ Россійскихъ Консульствахъ за границею изложены въ Уставѣ Торговомъ [прил. къ ст. 2025: статьяхъ 12, 75, 80, по Прод. II].

1078. Явка въ Россійской Миссіи или Консульствѣ духовныхъ завѣщаній, совершаемыхъ за границею, замѣняетъ совершеніе духовныхъ завѣщаній у крѣпостныхъ дѣлъ, и сіи завѣщанія, если они установлен-

une terre, soit étrangère soit de la domination française, où il y aurait un officier public français; auquel cas, il ne sera valable qu'autant qu'il aura été dressé suivant les formes prescrites en France, ou suivant celles usitées dans les pays où il aura été fait.

995. Les dispositions ci-dessus seront communes aux testaments faits par les simples passagers qui ne feront point partie de l'équipage.

996. Le testament fait sur mer, en la forme prescrite par l'article 988, ne sera valable qu'autant que le testateur mourra en mer, ou dans les trois mois après qu'il sera descendu à terre, et dans un lieu où il aura pu le refaire dans les formes ordinaires.

997. Le testament fait sur mer ne pourra contenir aucune disposition au profit des officiers du vaisseau, s'ils ne sont parents du testateur.

985. Les testamens faits dans un lieu avec lequel toute communication sera interceptée à cause de la peste ou autre maladie contagieuse, pourront être faits devant le juge de paix, ou devant l'un des officiers municipaux de la commune, en présence de deux témoins.

986. Cette disposition aura lieu, tant à l'égard de ceux qui seraient attaqués de ces maladies, que de ceux qui seraient dans les lieux qui en sont infectés, encore qu'ils ne fussent pas actuellement malades.

987. Les testamens mentionnés aux deux précédens articles deviendront nuls six mois après que les communications auront été rétablies dans le lieu où le testateur se trouve, ou six mois après qu'il aura passé dans un lieu où elles ne seront point interrompues.

998. Les testaments compris dans les articles ci-dessus de la présente section, seront signés par les testateurs et par ceux qui les auront reçus.

Si le testateur déclare qu'il ne sait ou ne peut signer, il sera fait mention de sa déclaration, ainsi que de la cause qui l'empêche de signer.

Dans les cas où la présence de deux témoins est requise, le testament sera signé au moins par l'un d'eux, et il sera fait mention de la cause pour laquelle l'autre n'aura pas signé.

999. Un Français qui se trouvera en pays étranger, pourra faire ses dispositions testamentaires par acte sous signature privée, ainsi qu'il est prescrit en l'article 970, ou par acte authentique, avec les formes usitées dans le lieu où cet acte sera passé.

нымъ порядкомъ явлены въ Миссіи или Консульствѣ, признаются въ силѣ крѣпостныхъ актовъ.

1079. Духовное завѣщаніе, совершенное за границею объ имуществѣ, находящемся въ Россіи, приводится въ исполненіе не иначе, какъ по предъявленіи онаго въ томъ судебномъ мѣстѣ, въ вѣдомствѣ коего состоитъ или жительство завѣщателя, или завѣщанное имѣніе (ст. 915 и 1060).

1080. Если находящійся подъ арестомъ вкладчикъ капитала, положеннаго въ Сохранную Казну, намѣренъ сдѣлать объ ономъ завѣщаніе: то мѣста и лица, въ вѣдѣніи коихъ онъ находится, должны способствовать ему въ выборѣ и приглашеніи свидѣтелей, по его желанію, хотя бы выборъ его палъ на членовъ какого либо правительственнаго мѣста и даже на самихъ Попечителей Сохранной Казны.

1081. Въ госпиталяхъ военныхъ, домашнія духовныя завѣщанія, по желанію больныхъ офицеровъ или нижнихъ чиновъ составленныя, считаются дѣйствительными, если они будутъ подписаны госпитальнымъ Священникомъ, дежурнымъ врачемъ и дежурнымъ офицеромъ. Подобнымъ сему образомъ составляются духовныя завѣщанія и въ другихъ госпиталяхъ публичныхъ; а тамъ, гдѣ нѣтъ дежурныхъ офицеровъ, вмѣсто ихъ завѣщаніе должно быть подписано Смотрителемъ госпиталя или лицемъ, завѣдывающимъ госпиталемъ.

Примѣчаніе. Въ Уставѣ морскихъ военныхъ госпиталей, введенномъ въ дѣйствіе, въ слѣдствіе Высочайшаго повелѣнія 6 Октября 1858 г., въ видѣ опыта на два года, постановлено: если кто изъ больныхъ, находящихся въ сихъ госпиталяхъ пожелаетъ сдѣлать духовное завѣщаніе, то при семъ долженъ присутствовать дежурный офицеръ вмѣстѣ съ Священникомъ и дежурнымъ ординаторомъ и, утвердивъ такое завѣщаніе общею съ ними подписью, представить въ контору. При семъ же долженъ, если возможно, присутствовать офицеръ той команды, къ которой принадлежитъ больной, для того, чтобы такой депутатъ, имѣя настоящее свѣдѣніе объ имуществѣ больнаго, могъ тутъ же на мѣстѣ устранить невѣрное составленіе духовнаго завѣщанія.

1082. Домашнія духовныя завѣщанія вдовъ, живущихъ въ С.-Петербургскомъ и Московскомъ Вдовьихъ Домахъ, и завѣщанія дѣвицъ, призрѣваемыхъ въ С.-Петербургскомъ Домѣ Призрѣнія бѣдныхъ дѣвицъ благороднаго званія, признаются дѣйствительными, если они засвидѣтельствованы Священникомъ Дома, Смотрителемъ и врачемъ. По симъ не возбраняется бѣднымъ дѣвицамъ, находящимся въ С.-Петербургскомъ

1000. Les testaments faits en pays étranger ne pourront être exécutés sur les biens situés en France, qu'après avoir été enregistrés au bureau du domicile du testateur, s'il en a conservé un, sinon au bureau de son dernier domicile connu en France; et dans le cas où le testament contiendrait des dispositions d'immeubles qui y seraient situés, il devra être, en outre, enregistré au bureau de la situation de ces immeubles, sans qu'il puisse être exigé un double droit.

1001. Les formalités auxquelles les divers testaments sont assujettis par les dispositions de la présente section et de la précédente, doivent être observées à peine de nullité.

Домѣ Призрѣнія оныхъ, писать духовныя завѣщанія на основаніи общихъ узаконеній.

1083. Порядокъ совершенія завѣщаній лицами, въ карантинѣ находящимися, изложенъ въ Уставѣ Врачебномъ.

Отдѣленіе шестое.

О порядкѣ исполненія духовныхъ завѣщаній.

1084. Духовныя завѣщанія исполняются: 1) душеприказчиками, и 2) самими наслѣдниками, по волѣ завѣщателя.

1085. Карантинные чиновники и служители ни въ какомъ случаѣ не могутъ быть сами душеприказчиками тѣхъ, кои, выдерживая карантинъ, дѣлаютъ духовныя завѣщанія.

1025. Le testateur pourra nommer un ou plusieurs exécuteurs testamentaires.

1026. Il pourra leur donner la saisine du tout, ou seulement d'une partie de son mobilier; mais elle ne pourra durer au-delà de l'an et jour à compter de son décès.

S'il ne la leur a pas donnée, ils ne pourront l'exiger.

1027. L'héritier pourra faire cesser la saisine, en offrant de remettre aux exécuteurs testamentaires somme suffisante pour le paiement des legs mobiliers, ou en justifiant de ce paiement.

1028. Celui qui ne peut s'obliger, ne peut pas être exécuteur testamentaire.

1029. La femme mariée ne pourra accepter l'exécution testamentaire qu'avec le consentement de son mari.

Si elle est séparée de biens, soit par contrat de mariage, soit par jugement, elle le pourra avec le consentement de son mari, ou, à son refus, autorisée par la justice, conformément à ce qui est prescrit par les articles 217 et 219, au titre *du Mariage*.

1030. Le mineur ne pourra être exécuteur testamentaire, même avec l'autorisation de son tuteur ou curateur.

1031. Les exécuteurs testamentaires feront apposer les scellés, s'il y a des héritiers mineurs, interdits ou absents.

Ils feront faire, en présence de l'héritier présomptif, ou lui dûment appelé, l'inventaire des biens de la succession.

Ils provoqueront la vente du mobilier, à défaut de deniers suffisants pour acquitter les legs.

Ils veilleront à ce que le testament soit exécuté; et ils pourront, en cas de contestation sur son exécution, intervenir pour en soutenir la validité.

Ils devront, à l'expiration de l'année du décès du testateur, rendre compte de leur gestion.

1086. Завѣщатель можетъ обязывать своихъ наслѣдниковъ, впрочемъ лишь на время жизни ихъ, денежными выдачами, когда дѣлаетъ распоряженіе о своемъ благопріобрѣтенномъ имѣніи. Когда же онъ оставляетъ имѣніе родовое, то наслѣдники его въ правѣ отказаться отъ исполненія сдѣланныхъ имъ по тому имѣнію распоряженій, соединенныхъ съ утратою изъ онаго большей или меньшей части.

1032. Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ne passeront point à ses héritiers.

1033. S'il y a plusieurs exécuteurs testamentaires qui aient accepté, un seul pourra agir au défaut des autres; et ils seront solidairement responsables du compte du mobilier qui leur a été confié, à moins que le testateur n'ait divisé leurs fonctions, et que chacun d'eux ne se soit renfermé dans celle qui lui était attribuée.

1034. Les frais faits par l'exécuteur testamentaire pour l'apposition des scellés, l'inventaire, le compte et les autres frais relatifs à ses fonctions, seront à la charge de la succession.

Des institutions d'héritier, et des legs en général.

1002. Les dispositions testamentaires sont ou universelles, ou à titre universel, ou à titre particulier.

Chacune de ces dispositions, soit qu'elle ait été faite sous la dénomination d'institution d'héritier, soit qu'elle ait été faite sous la dénomination de legs, produira son effet suivant les règles ci-après établies pour les legs universels, pour les legs à titre universel, et pour les legs particuliers.

Du legs universel.

1003. Le legs universel est la disposition testamentaire par laquelle le testateur donne à une ou plusieurs personnes l'universalité des biens qu'il laissera à son décès.

1004. Lorsqu'au décès du testateur il y a des héritiers auxquels une quotité de ses biens est réservée par la loi, ces héritiers sont saisis de plein droit, par sa mort, de tous les biens de la succession; et le légataire universel est tenu de leur demander la délivrance des biens compris dans le testament.

1005. Néanmoins, dans les mêmes cas, le légataire universel aura la jouissance des biens compris dans le testament, à compter du jour du décès, si la demande en délivrance a été faite dans l'année, depuis cette époque; sinon, cette jouissance ne commencera que du jour de la demande formée en justice, ou du jour que la délivrance aurait été volontairement consentie.

1006. Lorsqu'au décès du testateur il n'y aura pas d'héritiers auxquels une quotité de ses biens soit réservée par la loi, le légataire universel sera saisi de plein droit par la mort du testateur, sans être tenu de demander la délivrance.

1007. Tout testament olographe sera, avant d'être mis à exécution, présenté au président du tribunal de première instance de l'arrondissement

dans lequel la succession est ouverte. Ce testament sera ouvert, s'il est cacheté. Le président dressera procès-verbal de la présentation, de l'ouverture et de l'état du testament, dont il ordonnera le dépôt entre les mains du notaire par lui commis.

Si le testament est dans la forme mystique, sa présentation, son ouverture, sa description et son dépôt, seront faits de la même manière; mais l'ouverture ne pourra se faire qu'en présence de ceux des notaires et des témoins, signataires de l'acte de suscription, qui se trouveront sur les lieux, où eux appelés.

1008. Dans le cas de l'article 1006, si le testament est olographe ou mystique, le légataire universel sera tenu de se faire envoyer en possession, par une ordonnance du président, mise au bas d'une requête à laquelle sera joint l'acte de dépôt.

1009. Le légataire universel qui sera en concours avec un héritier auquel la loi réserve une quotité des biens, sera tenu des dettes et charges de la succession du testateur, personnellement pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout, et il sera tenu d'acquitter tous les legs, sauf le cas de réduction, ainsi qu'il est expliqué aux articles 926 et 927.

Du legs à titre universel.

1010. Le legs à titre universel est celui par lequel le testateur lègue une quote-part des biens dont la loi lui permet de disposer, telle qu'une moitié, un tiers, ou tous ses immeubles, ou tout son mobilier, ou une quotité fixe de tous ses immeubles ou de tout son mobilier.

Tout autre legs ne forme qu'une disposition à titre particulier.

1011. Les légataires à titre universel seront tenus de demander la délivrance aux héritiers auxquels une quotité des biens est réservée par la loi; à leur défaut, aux légataires universels; et à défaut de ceux-ci, aux héritiers appelés dans l'ordre établi au titre *des Successions*.

1012. Le légataire à titre universel sera tenu, comme le légataire universel, des dettes et charges de la succession du testateur, personnellement pour sa port et portion, et hypothécairement pour le tout.

1013. Lorsque le testateur n'aura disposé que d'une quotité de la portion disponible, et qu'il l'aura fait à titre universel, ce légataire sera tenu d'acquitter les legs particuliers par contribution avec les héritiers naturels.

Des legs particuliers.

1014. Tout legs pur et simple donnera au légataire, du jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit transmissible à ces héritiers ou ayants cause.

Néanmoins le légataire particulier ne pourra se mettre en possession de la chose léguée, ni en prétendre les fruits ou intérêts, qu'à compter du jour de sa demande en délivrance, formée suivant l'ordre établi par l'article 1011, ou du jour auquel cette délivrance lui aurait été volontairement consentie.

1015. Les intérêts ou fruits de la chose léguée courront au profit du légataire, dès le jour du décès, et sans qu'il ait formé sa demande en justice.

1) Lorsque le testateur aura expressément déclaré sa volonté, à cet égard, dans le testament;

2) Lorsqu'une rente viagère ou une pension aura été léguée à titre d'aliments.

1016. Les frais de la demande en délivrance seront à la charge de la succession, sans néanmoins qu'il puisse en résulter de réduction de la réserve légale.

Les droits d'enregistrement seront dus par le légataire.

Le tout, s'il n'en a été autrement ordonné par le testament.

Chaque legs pourra être enregistré séparément, sans que cet enregistrement puisse profiter à aucun autre qu'au légataire ou à ses ayants cause.

1017. Les héritiers du testateur, ou autres débiteurs d'un legs, seront personnellement tenus de l'acquitter, chacun au prorata de la part et portion dont ils profiteront dans la succession.

Ils en seront tenus hypothécairement pour le tout, jusqu'à concurrence de la valeur des immeubles de la succession dont ils seront détenteurs.

1018. La chose léguée sera délivrée avec les accessoires nécessaires, et dans l'état où elle se trouvera au jour du décès du donateur.

1019. Lorsque celui qui a légué la propriété d'un immeuble, l'a ensuite augmentée par des acquisitions, ces acquisitions, fussent-elles contiguës, ne seront pas censées, sans une nouvelle disposition, faire partie du legs.

Il en sera autrement des embellissements, ou des constructions nouvelles faites sur le fonds légué, ou d'un enclos dont le testateur aurait augmenté l'enceinte.

1020. Si, avant le testament ou depuis, la chose léguée a été hypothéquée pour une dette de la succession, ou même pour la dette d'un tiers, ou si elle est grevée d'un usufruit, celui qui doit acquitter le legs n'est point tenu de la dégager, à moins qu'il n'ait été chargé de le faire par une disposition expresse du testateur.

1021. Lorsque le testateur aura légué la chose d'autrui, le legs sera nul, soit que le testateur ait connu ou non qu'elle ne lui appartenait pas.

1087. Завѣщанія, отдаваемыя для сохраненія въ Опекунскій Совѣтъ, или Закавказскій Приказъ Общественнаго Призрѣнія, исполняются оными: 1) Когда сіе распоряженіе имъ предоставлено волею самаго завѣщателя; 2) когда ввѣренное имъ завѣщаніе заключаетъ въ себѣ единственное распоряженіе о капиталахъ, либо при томъ приложенныхъ, или прежде внесенныхъ, и обращающихся въ Сохранной Казнѣ или Приказѣ.

1088. Московскій Попечительный о бѣдныхъ Комитетъ Императорскаго Человѣколюбиваго Общества исполняетъ завѣщанія, внесенныя въ оный для храненія и сопряженныя съ пользою призрѣваемыхъ имъ бѣдныхъ, донося о томъ Совѣту Общества.

1089. С.-Петербургскій Попечительный о бѣдныхъ Комитетъ Императорскаго Человѣколюбиваго Общества имѣетъ право принимать въ пользу бѣдныхъ недвижимыя имущества, жертвуемыя по духовнымъ завѣщаніямъ, если только завѣщанія сіи существующимъ законамъ не противны; но о всѣхъ сихъ пожертвованіяхъ, заключающихся въ недвижимомъ имѣніи, Комитетъ, предварительно принятія оныхъ, представляетъ Совѣту Общества для испрошенія на то Высочайшаго соизволенія.

1090. За исполненіемъ духовныхъ завѣщаній, въ коихъ содержатся пожертвованія въ пользу богоугодныхъ заведеній, наблюдаютъ Палаты Гражданскаго Суда и Приказы Общественнаго Призрѣнія. Если же въ духовныхъ завѣщаніяхъ сдѣлано пожертвованіе на богоугодныя дѣла безъ точнаго означенія рода оныхъ, то надзоръ за исполненіемъ таковыхъ завѣщаній поручается мѣстному, по состоянію имѣнія, Приказу Общественнаго Призрѣнія, а ближайшее опредѣленіе, на какіе предметы должны быть употребляемы таковыя пожертвованія, предоставляется Министерству Внутреннихъ Дѣлъ. Въ случаѣ же нахожденія завѣщаннаго имѣнія въ разныхъ губерніяхъ, и самый надзоръ за исполненіемъ завѣщанія возлагается на сіе же Министерство.

1091. Палаты Гражданскаго Суда, при утвержденіи духовныхъ завѣщаній, заключающихъ въ себѣ приношенія въ пользу богоугодныхъ

1022. Lorsque le legs sera d'une chose indéterminée, l'héritier ne sera pas obligé de la donner de la meilleure qualité, et il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

1023. Le legs fait au créancier ne sera pas censé en compensation de sa créance, ni le legs fait au domestique en compensation de ses gages.

1024. Le légataire à titre particulier ne sera point tenu des dettes de la succession, sauf la réduction du legs ainsi qu'il est dit ci-dessus, et sauf l'action hypothécaire des créanciers.

заведеній и вообще на предметы благотворительности, должны отбирать показанія о мѣстѣ жительства душеприказчиковъ или представляющихъ къ явкѣ завѣщанія и доставлять оныя немедленно, вмѣстѣ съ выписками изъ таковыхъ завѣщаній, въ Приказы Общественнаго Призрѣнія, кои доводятъ о томъ до свѣдѣнія Министра Внутреннихъ Дѣлъ.

1092. Приказы Общественнаго Призрѣнія, наблюдая за исполненіемъ завѣщаній и доставленіемъ тѣхъ пожертвованій, кои назначены въ пользу или въ распоряженіе ихъ, или же въ пользу заведеній, имъ подвѣдомственныхъ, сносятся съ кѣмъ слѣдуетъ, и, въ случаѣ нужды, испрашиваютъ чрезъ Хозяйственный Департаментъ содѣйствія Министра Внутреннихъ Дѣлъ.

1093. Министръ Внутреннихъ Дѣлъ сносится съ кѣмъ слѣдуетъ о исполненіи завѣщаній по предметамъ, къ богоугоднымъ заведеніямъ относящимся, и въ потребныхъ случаяхъ испрашиваетъ разрѣшенія высшаго правительства; о прочихъ же по завѣщаніямъ пожертвованіяхъ, по представленнымъ отъ Приказа Общественнаго Призрѣнія выпискамъ изъ духовныхъ завѣщаній, сообщаетъ тѣмъ Министерствамъ и вѣдомствамъ, по части коихъ назначены пожертвованія.

1094. О всѣхъ приношеніяхъ, дѣлаемыхъ по завѣщанію въ пользу тюремъ и содержащихся въ оныхъ арестантовъ, слѣдуетъ доносить чрезъ Начальниковъ Губерній также Министерству Внутреннихъ Дѣлъ, которое увѣдомляетъ о томъ отъ себя Президента Комитета Попечительнаго о Тюрьмахъ Общества, для зависящаго со стороны сего Комитета распоряженія о пріемѣ и употребленіи таковыхъ приношеній.

1095. Въ случаѣ смерти содержимаго въ С.-Петербургскомъ Исправительномъ заведеніи или Рабочемъ домѣ, оставленное имъ послѣ себя завѣщаніе приводится въ исполненіе на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Уставѣ о Содержащихся подъ Стражею.

1096. Получаемыя церковью по завѣщаніямъ или дарственнымъ записямъ суммы имѣютъ быть употребляемы не иначе, какъ на опредѣленное въ завѣщаніи или дарственной записи назначеніе. Гражданскія Палаты, по утвержденіи духовныхъ завѣщаній, дѣлаемыхъ въ пользу Архіерейскихъ домовъ, церквей и монастырей, обязаны, сообразно правиламъ, изложеннымъ выше, въ статьѣ 1091, доставлять надлежащія выписки изъ тѣхъ духовныхъ завѣщаній въ епархіальныя Консисторіи, которыя въ семъ случаѣ поступаютъ на основаніи правилъ, изложенныхъ въ предшедшихъ статьяхъ 983 и 984.

Отдѣленіе седьмое.

О вводѣ во владѣніе по духовнымъ завѣщаніямъ.

1097. Вводъ во владѣніе по духовнымъ завѣщаніямъ производится на основаніи общихъ правилъ, о вводѣ во владѣніе при наслѣдствѣ постановленныхъ.

1098. Когда возникнетъ отъ кого либо споръ при самомъ предъявленіи въ присутственное мѣсто завѣщанія, или по утвержденіи онаго, при вводѣ во владѣніе завѣщаннымъ имуществомъ: тогда спорное имѣніе поручается опекунскому управленію; но если при обоихъ сихъ дѣйствіяхъ спора ни отъ кого не будетъ, то имѣніе оставляется во владѣніи у того, кому оно завѣщано, и въ то же время объявляется чрезъ публичныя Вѣдомости о утвержденіи завѣщанія и о вводѣ во владѣніе, дабы почитающіе себя въ правѣ оспоривать духовное завѣщаніе, могли въ теченіи двухъ лѣтъ отъ дня публикаціи предъявить споръ; но тогда уже, хотя бы въ срокъ сей споръ и былъ начатъ, имѣніе, поступя во владѣніе по завѣщанію, въ опеку не берется, а подвергается единственно запрещенію въ письмѣ крѣпостей и всякаго рода сдѣлокъ. Но буде въ теченіи двухгодичнаго времени никто со споромъ не явится, то послѣ сего никакого уже спора не допускается и имѣніе оставляется въ собственности того, кому оно было завѣщано, и кто уже былъ введенъ во владѣніе онымъ. Для малолѣтныхъ же вышеозначенный срокъ считается со дня вступленія ихъ въ совершеннолѣтіе.

1099. Споры на духовныя завѣщанія въ благопріобрѣтенныхъ недвижимыхъ имѣніяхъ допускаются въ двухъ только случаяхъ: или по извѣту въ фальшивомъ составленіи оныхъ, или по яснымъ доказательствамъ, что имѣніе, названное благопріобрѣтеннымъ, есть родовое.

1100. При предъявленіи спора по завѣщанію, что имѣніе, названное въ оном благопріобрѣтеннымъ, есть родовое, должны быть представлены акты или сдѣлана быть ссылка на судебныя опредѣленія, доказывающія, что имѣніе, о которомъ происходитъ споръ, досталось завѣщателю по наслѣдству, или хотя по завѣщанію же, но отъ такого лица, по смерти котораго тотъ послѣдній завѣщатель былъ прямымъ и непосредственнымъ наслѣдникомъ; и если представленные акты окажутся неподверженными сомнѣнію, или ссылка подтвердится достовѣрною справкою: то спорное имѣніе, до рѣшенія дѣла, поручается опекунскому управленію. При всякомъ другомъ спорѣ, безъ помянутыхъ доказательствъ о свойствѣ завѣщаннаго имѣнія, оное оставляется во владѣніи по завѣщанію, съ наложеніемъ токмо запрещенія до окончанія дѣла.

1101. Дѣло о фальшивости духовныхъ завѣщаній, когда подлогъ

законнымъ образомъ будетъ обнаруженъ, производится уголовнымъ порядкомъ.

1102. Если при явкѣ завѣщанія ни отъ кого не будетъ предъявлено спора, то судебныя мѣста сами собою не могутъ входить въ разсмотрѣніе, родовое ли имѣніе завѣщателемъ отказывается, или благопріобрѣтенное.

1103. Споры на завѣщанія въ денежныхъ капиталахъ и вещахъ всякаго рода, что тѣ капиталы или вещи суть родовые, ни въ какомъ случаѣ не пріемлются, и оставляются безъ всякаго производства.

Примѣчаніе. Завѣщанія, составленныя до обнародованія положенія 1-го Октября 1831 года, должны быть утверждаемы и споры о нихъ разрѣшаемы согласно съ существовавшими тогда узаконеніями. Правила, постановленныя Высочайше утвержденнымъ 1839 Ноября 29 мнѣніемъ Государственнаго Совѣта и изложенныя въ статьяхъ: 1027, 1033, 1034, 1035, 1047, 1049 и 1052, хотя и не могутъ имѣть обратнаго дѣйствія на дѣла о духовныхъ завѣщаніяхъ, окончательно уже рѣшенныя, однако въ тѣхъ случаяхъ, гдѣ они способствуютъ къ разрѣшенію недоумѣній, встрѣченныхъ при засвидѣтельствованіи духовныхъ завѣщаній, и къ содѣйствію въ облегчительномъ исполненіи законныхъ распоряженій завѣщателя, должны быть принимаемы въ руководство при разрѣшеніи тѣхъ изъ сихъ дѣлъ, кои совершеннаго окончанія до обнародованія вышеозначеннаго мнѣнія Государственнаго Совѣта еще не получили; но тамъ, гдѣ они налагаютъ на завѣщателя новую и не существовавшую до того времени обязанность, именно въ скрѣпѣ листовъ и въ означеніи переписчиковъ, несоблюденіе означенныхъ правилъ въ завѣщаніяхъ, совершенныхъ до обнародованія оныхъ, не можетъ ни въ какомъ случаѣ ни ослаблять силы сихъ завѣщаній, ни служить препятствіемъ къ ихъ засвидѣтельствованію.

Des dispositions permises en faveur des petits-enfants du donateur ou testateur, ou des enfants de ses frères et soeurs.

1048. Les biens dont les pères et mères ont la faculté de disposer, pourront être par eux donnés, en tout ou en partie, à un ou plusieurs de leurs enfants, par actes entre-vifs ou testamentaires, avec la charge de rendre ces biens aux enfants nés et à naître, au premier degré seulement, desdits donataires.

1049. Sera valable, en cas de mort sans enfants, la disposition que le défunt aura faite par acte entre-vifs ou testamentaire, au profit d'un ou plusieurs de ses frères ou soeurs, de tout ou partie des biens qui ne sont point réservés par la loi dans sa succession, avec la charge de rendre ces biens aux enfants nés et à naître, au premier degré seulement, desdits frères ou soeurs donataires.

1050. (*) Les dispositions permises par les deux articles précédents ne seront valables qu'autant que la charge de restitution sera au profit de tous les enfants nés et à naître du grevé, sans exception ni préférence d'âge ou de sexe.

1051. Si, dans les cas ci-dessus, le grevé de restitution au profit de ses

(*) Voy. l'art 467 du Swod. (C. Civ. 896 et la note).

enfants, meurt, laissant des enfants au premier degré et des descendants d'un enfant prédécédé, ces derniers recueilleront, par représentation, la portion de l'enfant prédécédé.

1052. Si l'enfant, le frère ou la soeur auxquels des biens auraient été donnés par acte entre-vifs, sans charge de restitution, acceptent une nouvelle libéralité faite par acte entre-vifs ou testamentaire, sous la condition que les biens précédemment donnés demeureront grevés de cette charge, il ne leur est plus permis de diviser les deux dispositions faites à leur profit, et de renoncer à la seconde pour s'en tenir à la première, quand même ils offriraient de rendre les biens compris dans la seconde disposition (*).

1053. Les droits des appelés seront ouverts à l'époque où, par quelque cause que ce soit, la jouissance de l'enfant, du frère ou de la soeur, grevés de restitution, cessera: l'abandon anticipé de la jouissance au profit des appelés, ne pourra préjudicier aux créanciers du grevé antérieurs à l'abandon.

1054. Les femmes des grevés ne pourront avoir, sur les biens à rendre, de recours subsidiaire, en cas d'insuffisance des biens libres, que pour le capital des deniers dotaux, et dans le cas seulement où le testateur l'aurait expressément ordonné.

1055. Celui qui fera les dispositions autorisées par les articles précédents, pourra, par le même acte, ou par un acte postérieur, en forme authentique, nommer un tuteur chargé de l'exécution de ces disposition: ce tuteur ne pourra être dispensé que pour une des causes exprimées à la section VI du chapitre II du titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation.*

1056. A défaut de ce tuteur, il en sera nommé un à la diligence du grevé, ou de son tuteur s'il est mineur, dans le délai d'un mois, à compter du jour du décès du donateur ou testateur, ou du jour que, depuis cette mort, l'acte contenant la disposition aura été connu.

1057. Le grevé qui n'aura pas satisfait à l'article précédent, sera déchu du bénéfice de la disposition; et dans ce cas, le droit pourra être déclaré ouvert au profit des appelés, à la diligence, soit des appelés s'ils sont majeurs, soit de leur tuteur ou curateur s'ils sont mineurs ou interdits, soit de tout parent des appelés majeurs, mineurs ou interdits, ou même d'office, à la diligence du procureur impérial près le tribunal de première instance du lieu où la succession est ouverte.

1058. Après le décès de celui qui aura disposé à la charge de restitu-

---

(*) Les auteurs donnent à cette seconde disposition le nom de *substitution après coup.*

tion, il sera procédé, dans les formes ordinaires, à l'inventaire de tous les biens et effets qui composeront sa succession, excepté néanmoins le cas où il ne s'agirait que d'un legs particulier. Cet inventaire contiendra la prisée à juste prix des meubles et effets mobiliers.

1059. Il sera fait à la requête du grevé de restitution, et dans le délai fixé au titre *des Successions*, en présence du tuteur nommé pour l'exécution. Les frais seront pris sur les biens compris dans la disposition.

1060. Si l'inventaire n'a pas été fait à la requête du grevé dans le délai ci-dessus, il y sera procédé dans le mois suivant, à la diligence du tuteur nommé pour l'exécution, en présence du grevé ou de son tuteur.

1061. S'il n'a point été satisfait aux deux articles précédents, il sera procédé au même inventaire, à la diligence des personnes désignées en l'article 1057, en y appelant le grevé ou son tuteur, et le tuteur nommé pour l'exécution.

1062. Le grevé de restitution sera tenu de faire procéder à la vente, par affiches et enchères, de tous les meubles et effets compris dans la disposition, à l'exception néanmoins de ceux dont il est mention dans les deux articles suivants.

1063. Les meubles meublants et autres choses mobilières qui auraient été compris dans la disposition, à la condition expresse de les conserver en nature, seront rendus dans l'état où ils se trouveront lors de la restitution.

1064. Les bestiaux et ustensiles servant à faire valoir les terres, seront censés compris dans les donations entre-vifs ou testamentaires desdites terres; et le grevé sera seulement tenu de les faire priser et estimer, pour en rendre une égale valeur lors de la restitution.

1065. Il sera fait par le grevé, dans le délai de six mois, à compter du jour de la clôture de l'inventaire, un emploi des deniers comptants, de ceux provenant du prix des meubles et effets qui auront été vendus, et de ce qui aura été reçu des effets actifs (*).

Ce délai pourra être prolongé, s'il y a lieu.

1066. Le grevé sera pareillement tenu de faire emploi des deniers provenant des effets actifs qui seront recouvrés et des remboursements de rentes; et ce, dans trois mois au plus tard après qu'il aura reçu ces deniers.

(*) Par *effet actifs*, on entend toutes les créances, qui existaient au profit du défunt, telles que reconnaissances ou billets à ordre, par opposition aux *effets passifs*, qui sont ceux souscrits par le défunt au profit des tiers.

1067. Cet emploi sera fait conformément à ce qui aura été ordonné par l'auteur de la disposition, s'il a désigné la nature des effets dans lesquels l'emploi doit être fait; sinon, il ne pourra l'être qu'en immeubles, ou avec privilége sur des immeubles.

1068. L'emploi ordonné par les articles précédents sera fait en présence et à la diligence du tuteur nommé pour l'exécution.

1069. Les dispositions par actes entre-vifs ou testamentaires, à charge de restitution, seront, à la diligence, soit du grevé, soit du tuteur nommé pour l'exécution, rendues publiques; savoir, quant aux immeubles, par la transcription des actes sur les registres du bureau des hypothèques du lieu de la situation; et quant aux sommes colloquées avec privilége sur des immeubles, par l'inscription sur les biens affectés au privilége.

1070. Le défaut de transcription de l'acte contenant la disposition, pourra être opposé par les créanciers et tiers acquéreurs, même aux mineurs ou interdits, sauf le recours contre le grevé et contre le tuteur à l'exécution, et sans que les mineurs ou interdits puissent être restitués contre ce défaut de transcription, quand même le grevé et le tuteur se trouveraient insolvables.

1071. Le défaut de transcription ne pourra être suppléé ni regardé comme couvert par la connaissance que les créanciers ou les tiers acquéreurs pourraient avoir eue de la disposition par d'autres voies que celles de la transcription.

1072. Les donataires, les légataires, ni même les héritiers légitimes de celui qui aura fait la disposition, ni pareillement leurs donataires, légataires ou héritiers, ne pourront, en aucun cas, opposer aux appelés le défaut de transcription ou inscription.

1073. Le tuteur nommé pour l'exécution sera personnellement responsable, s'il ne s'est pas, en tout point, conformé aux règles ci-dessus établies pour constater les biens, pour la vente du mobilier, pour l'emploi des deniers, pour la transcription et l'inscription, et, en général, s'il n'a pas fait toutes les diligences nécessaires pour que la charge de restitution soit bien et fidèlement acquittée.

1074. Si le grevé est mineur, il ne pourra, dans le cas même de l'insolvabilité de son tuteur, être restitué contre l'inexécution des règles qui lui sont prescrites par les articles du présent chapitre.

РАЗДѢЛЪ ВТОРОЙ.

О ПРІОБРѢТЕНІИ ИМУЩЕСТВЪ НАСЛѢДСТВОМЪ ПО ЗАКОНУ.

ГЛАВА ПЕРВАЯ.

О наслѣдству по закону вообще.

1104. Наслѣдство по закону есть совокупность имуществъ, правъ и обязательствъ, оставшихся послѣ умершаго безъ завѣщанія.

1105. Лица, кровнымъ родствомъ съ умершимъ соединенныя, допускаются къ наслѣдованію безъ всякаго различія состояній; люди крѣпостнаго состоянія могутъ по закону наслѣдовать въ имуществѣ дворянскомъ, такъ, какъ и другихъ свободныхъ состояній, съ соблюденіемъ токмо правила о владѣніи, ниже сего въ статьѣ 1504 постановленнаго.

1106. Отъ права наслѣдованія не устраняются: 1) иностранцы; 2) дѣти, хотя бы оныя не были еще рождены, но токмо зачаты при жизни отца; и 3) лица, имѣющія физическіе и умственные недостатки (глухіе, нѣмые и безумные).

724. Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession: les enfants naturels, l'époux survivant et l'Etat, doivent se faire envoyer en possession par justice dans les formes qui seront déterminées.

723. La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes: à leur défaut, les biens passent aux enfants naturels, ensuite à l'époux survivant; et, s'il n'y en a pas, à l'Etat.

726. (*Abrogé par la loi du 14 juillet 1819.* *) Un étranger n'est admis à succéder aux biens que son parent, étranger ou Français, possède dans le territoire de l'empire, que dans les cas et de la manière dont un Français succède à son parent possédant des biens dans le pays de cet étranger, conformément aux dispositions de l'article 11, au titre *de la Jouissance et de la Privation des droits civils.*

725. Pour succéder, il faut nécessairement exister à l'instant de l'ouverture de la succession.

Ainsi, sont incapables de succéder:

1) Celui qui n'est pas encore conçu;

2) L'enfant qui n'est pas né viable;

3) Celui qui est mort civilement.

Loi du 14 juillet 1819, relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction.

1. Les articles 726 et 912 du Code civil sont abrogés: en conséquence, les étrangers auront droit de succéder, de disposer et de recevoir de la même manière que les Français, dans toute l'étendue du royaume.

2. Dans le cas de partage d'une même succession entre des cohéritiers étrangers et Français, ceux-ci prélèveront sur les biens situés en France une portion égale à la valeur des biens situés en pays étranger dont ils seraient exclus, à quelque titre que ce soit, en vertu des lois et coutumes locales.

*

1107. Лица, лишенныя всѣхъ правъ состоянія, наслѣдовать не могутъ.

1108. Лица, лишенныя дворянства и разжалованныя въ рядовые съ выслугою и безъ выслуги, могутъ быть наслѣдниками; но доколѣ выслугою не возвратятъ они себѣ прежняго ихъ состоянія, дотолѣ слѣдующее имъ по наслѣдству недвижимое дворянское имущество съ крестьянами и дворовыми людьми состоитъ въ опекунскомъ управленіи; движимое же имущество, а равно и недвижимое недворянское, какъ то: домы, земли и тому подобное, отдается въ полное ихъ распоряженіе.

1109. Монашествующіе, какъ отрекшіеся отъ міра, по постриженіи своемъ, отъ права наслѣдованія устраняются.

1110. Наслѣдство переходитъ къ наслѣднику по закону: 1) когда умершій оставилъ по себѣ родовое имѣніе; 2) когда умершій не учинилъ на случай смерти своей распоряженія въ благопріобрѣтенномъ имѣніи завѣщаніемъ; и 3) когда завѣщательныя распоряженія будутъ судомъ признаны недѣйствительными.

1111. Право наслѣдованія, въ порядкѣ законами опредѣленномъ, простирается на всѣхъ членовъ рода, одно кровное родство составляющихъ, до совершеннаго прекращенія онаго, не токмо въ мужескомъ, но и въ женскомъ поколѣніи.

727. Sont indignes de succéder, et, comme tels, exclus des successions,

1) Celui qui serait condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt;

2) Celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse;

3) L'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'aura pas dénoncé à la justice.

728. Le défaut de dénonciation ne peut être opposé aux ascendants et descendants du meurtrier, ni à ses alliés au même degré, ni à son époux ou à son épouse, ni à ses frères ou soeurs, ni à ses oncles et tantes, ni à ses neveux et nièces.

729. L'héritier exclu de la succession pour cause d'indignité, est tenu de rendre tous les fruits et les revenus dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession.

730. Les enfants de l'indigne, venant à la succession de leur chef, et sans le secours de la représentation, ne sont pas exclus pour la faute de leur père; mais celui-ci ne peut, en aucun cas, réclamer, sur les biens de cette succession, l'usufruit que la loi accorde aux pères et mères sur les biens de leurs enfants.

732. La loi ne considère ni la nature, ni l'origine des biens pour en régler la succession.

731. Les successions sont déférées aux enfants et descendants du défunt à ses ascendants et à ses parents collatéraux, dans l'ordre et suivant les règles ci-après déterminées.

Примѣчаніе. Особенныя постановленія о наслѣдствѣ въ нѣкоторыхъ имуществахъ, какъ изъятія изъ общихъ правилъ изложены въ VII отдѣленіи II главы сего раздѣла.

1112. Родъ или родство кровное есть связь всѣхъ членовъ мужескаго и женскаго пола, отъ одного общаго родоначальника происходящихъ, хотя оные и не носятъ его имени или прозванія.

1113. Къ роду причисляются тѣ токмо члены онаго, кои рождены въ законномъ бракѣ; бракъ же во всѣхъ вѣроисповѣданіяхъ, терпимыхъ въ Россійской Имперіи, не исключая Магометанъ, Евреевъ и язычниковъ, признается законнымъ, когда оный совершенъ по правиламъ и обрядамъ ихъ вѣры.

1114. Близость родства опредѣляется линіями и степенями.

1115. Связь одного лица съ другимъ посредствомъ рожденія составляетъ *степень*, а связь степеней непрерывно продолжающихся, составляетъ *линію*.

1116. Степень, отъ коей происходятъ двѣ или болѣе линіи, называется въ отношеніи къ нимъ *колѣномъ;* а сіи линіи въ отношеніи къ своему колѣну, *отраслями* или *поколѣніями*.

1117. Линіи суть: *нисходящія*, *восходящія* и *боковыя* или *побочныя*.

1118. Близость линій побочныхъ опредѣляется происхожденіемъ ихъ отъ общаго родоначальника. Ближайшія побочныя линіи суть тѣ,

733. Toute succession échue à des ascendants ou à des collatéraux se divise en deux parts égales; l'une pour les parents de la ligne paternelle, l'autre pour les parents de la ligne maternelle.

Les parents utérins ou consanguins ne sont pas exclus par les germains; mais ils ne prennent part que dans leur ligne, sauf ce qui sera dit à l'article 752. Les germains prennent part dans les deux lignes.

Il ne se fait aucune dévolution d'une ligne à l'autre, que lorsqu'il ne se trouve aucun ascendant ni collatéral de l'une des deux lignes.

734. Cette première division opérée entre les lignes paternelle et maternelle, il ne se fait plus de division entre les diverses branches; mais la moitié dévolue à chaque ligne appartient à l'héritier ou aux héritiers les plus proches en degrés, sauf le cas de la représentation, ainsi qu'il sera dit ci-après.

735. La proximité de parenté s'établit par le nombre de générations; chaque génération s'appelle un *degré*.

736. La suite des degrés forme la ligne: on appelle *ligne directe* la suite des degrés entre personnes qui descendent l'une de l'autre; *ligne collatérale*, la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres, mais qui descendent d'un auteur commun.

On distingue la ligne directe, en ligne directe descendante et ligne directe ascendante.

La première est celle qui lie le chef avec ceux qui descendent de lui: la deuxième est celle qui lie une personne avec ceux dont elle descend.

737. En ligne directe, on compte autant de degrés qu'il y a de générations entre les personnes: ainsi le fils est, à l'égard du père, au premier degré; le petit-fils, au second; et réciproquement du père et de l'aïeul à l'égard des fils et petits-fils.

738. En ligne collatérale, les degrés se comptent par les générations, depuis l'un des parents jusques et non compris l'auteur commun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre parent.

кои происходятъ отъ отца и матери; за ними слѣдуютъ тѣ, кои происходятъ отъ дѣда и бабки, и такъ далѣе.

1119. Изъ дѣтей, сопричтенныхъ къ законнымъ по особымъ Высочайшимъ указамъ, введенныя во всѣ права, по роду и наслѣдству законнымъ дѣтямъ принадлежащія, признаются во всѣхъ линіяхъ наслѣдственныхъ наравнѣ съ законными дѣтьми. Родственники же усыновленные пользуются токмо правомъ наслѣдованія, принадлежащимъ имъ по рожденію.

1120. Свойство не даетъ права наслѣдованія по закону.

ГЛАВА ВТОРАЯ.

О порядкѣ наслѣдованія по закону.

Отдѣленіе первое.

Положенія общія.

1121. Порядокъ наслѣдованія по закону между родственниками опредѣляется вообще по линіямъ. Ближайшее право наслѣдованія имѣетъ линія нисходящая; въ недостаткѣ оной, наслѣдство обращается или въ побочныя линіи, или, въ опредѣленныхъ случаяхъ, къ родителямъ и восходящимъ родственникамъ умершаго.

1122. Въ каждой линіи ближайшая степень исключаетъ дальнѣйшую; такъ напримѣръ: сынъ при отцѣ не можетъ наслѣдовать дѣду.

1123. Если при открытіи наслѣдства лице ближайшее или равное другимъ по степени родства не находится уже въ живыхъ, то мѣсто его занимаютъ и въ степень его вступаютъ его дѣти, а за смертію оныхъ, внуки и другіе ихъ нисходящіе, по порядку степеней. Сіе называется *правомъ представленія*.

Примѣчаніе. Въ актѣ 1797 Апрѣля 5 (17910) сей порядокъ названъ правомъ заступленія.

Ainsi, deux frères sont au deuxième degré; l'oncle et le neveu sont au troisième degré; les cousins-germains au quatrième; ainsi de suite.

751. Les successions sont déférées aux enfants et descendants du défunt, à ses ascendants et à ses parents collatéraux, dans l'ordre et suivant les règles ci-après détérminées.

753. Toute succession échue à des ascendants ou à des collatéraux, se divise en deux parts égales; l'une pour les parents de la ligne paternelle, l'autre pour les parents de la ligne maternelle.

745. Les enfants ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère, aïeuls, aïeules, ou autres ascendants, sans distinction de sexe ni de primogéniture, et encore qu'ils soient issus de diffirents mariages.

Ils succèdent par égales portions et par tête, quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef: ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

739. La représentation est une fiction de la loi, dont l'effet est de faire entrer les représentants dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté.

740. La représentation a lieu à l'infini dans la ligne directe descendante.

Elle est admise dans tous les cas, soit que les enfants du défunt concourent avec les descendants d'un enfant prédécédé, soit que tous les enfants du défunt étant morts avant lui, les descendants desdits enfants se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux.

1124. Восходящіе родственники не имѣютъ права представленія.

1125. По праву представленія, наслѣдство дѣлится не по числу лицъ, но по числу коленъ, т. е. всѣ отъ умершаго наслѣдника исходящіе получаютъ вмѣстѣ ту самую часть, которую получилъ бы онъ самъ, если бы въ живыхъ находился при открытіи наслѣдства.

1126. Лица женскаго пола, въ томъ случаѣ, когда они, за недостаткомъ мужескаго, призываются къ наслѣдству, пользуются правомъ представленія также, какъ и лица пола мужескаго.

Отдѣленіе второе.

О порядкѣ наслѣдованія въ линіи исходящей.

1127. Ближайшее право наслѣдованія послѣ отца или матери принадлежитъ законнымъ ихъ дѣтямъ мужескаго пола; за смертію же ихъ, заступаютъ ихъ мѣсто, по праву представленія, внуки; а когда и сихъ въ живыхъ не находится, то правнуки, и такъ далѣе.

1128. Дѣти мужескаго пола, за выдѣломъ указныхъ частей оставшемуся въ живыхъ супругу и дочерямъ, дѣлятъ наслѣдство между собою по равнымъ частямъ поголовно; внуки и правнуки дѣлятъ по праву представленія поколѣнно.

1129. Дѣти, принадлежащія одному изъ супруговъ (сводныя), равно какъ и ихъ исходящія наслѣдуютъ токмо въ имѣніи своихъ родителей; на наслѣдство же послѣ вотчима или мачихи не имѣютъ никакого права.

741. La représentation n'a pas lieu en faveur des ascendants; le plus proche, dans chacune des deux lignes, exclut toujours le plus éloigné.

742. En ligne collatérale, la représentation est admise en faveur des enfants et descendants de frères ou soeurs du défunt, soit qu'ils viennent à sa succession concurremment avec des oncles ou tantes, soit que tous les frères et soeurs du défunt étant prédécédés, la succession se trouve dévolue à leurs descendants en degrés égaux ou inégaux.

743. Dans tous les cas où la représentation est admise, le partage s'opère par souche: si une même souche a produit plusieurs branches, la subdivision se fait aussi par souche dans chaque branche, et les membres de la même branche partagent entre eux par tête.

744. On ne représente pas les personnes vivantes, mais seulement celles qui sont mortes naturellement ou civilement.

Ou peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé.

732. La loi ne considère ni la nature ni l'origine des biens pour en régler la succession (*).

745. Les enfants on leurs descendants succèdent à leurs père et mère, aïeuls, aïeules, ou autres ascendants, sans distinction de sexe ni de primogéniture, et encore qu'ils soient issus de différents mariages.

Ils succèdent par égales portions et par tête, quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef: ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

(*) Dans le droit ancien, suivant la maxime *paterna paternis, materna maternis,* on s'attachait à reconnaître l'origine des biens, pour attribuer à la ligne paternelle ceux qui venaient du père, et à la ligne maternelle ceux qui venaient de la mère.—Le Code civil adopte un principe contraire, qui se trouvait déjà consacré, du reste, dans le décret du 17 nivôse an II, art. 62.

1130. Каждая дочь при живыхъ сыновьяхъ, т. е. сестра при братѣ, получаетъ изъ всего наслѣдственнаго недвижимаго имѣнія четырнадцатую часть, а изъ движимаго восьмую часть.

1131. Если послѣ умершаго владѣльца останется столько дочерей, что по назначеніи каждой изъ нихъ указной части, какъ изъ недвижимаго, такъ и изъ движимаго имѣнія, сыновнія части будутъ менѣе дочернихъ: то по выдѣлѣ одному изъ супруговъ, оставшемуся во вдовствѣ, указной части, остальное раздѣляется между сыновьями и дочерьми поровну.

1132. Когда сыновей и нисходящихъ отъ нихъ не останется, то въ наслѣдство вступаютъ дочери и ихъ нисходящіе, и дѣлятъ оное между собою по тѣмъ же правиламъ, какъ и сыновья.

1133. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской порядокъ наслѣдованія въ линіи нисходящей опредѣленъ слѣдующимъ образомъ: 1) Имущество, оставшееся послѣ отца, обращается въ наслѣдство къ его законнымъ дѣтямъ мужескаго пола; за смертію же ихъ, заступаютъ ихъ мѣсто, по праву представленія, внуки, а когда и сихъ въ живыхъ не находится, то правнуки и такъ далѣе. 2) Дѣти мужескаго пола дѣлятъ наслѣдство между собою по равнымъ частямъ поголовно, внуки и правнуки дѣлятъ по праву представленія поколѣнно. 3) Наслѣдство дочерей въ имѣніи отца при сыновьяхъ и ихъ нисходящихъ замѣняется назначеніемъ имъ приданаго, на основаніи пункта 2 статьи 1005 сего Свода. 4) Когда сыновей и нисходящихъ отъ нихъ обоего пола не останется, то въ наслѣдство отцовскаго имущества вступаютъ дочери и ихъ нисходящіе, и дѣлятъ оное между собою поголовно, а ихъ нисходящіе поколѣнно. 5) Всякое имущество, оставшееся послѣ матери, родовое и благопріобрѣтенное, недвижимое и движимое, дѣти ея, какъ сыновья, такъ и дочери незамужнія и замужнія, дѣлятъ между собою по равнымъ частямъ поголовно; внуки же и правнуки, по праву представленія, поколѣнно. 6) Когда сынъ или дочь получили отъ матери при ея жизни часть собственнаго ея имущества, первый посредствомъ выдѣла, а послѣдняя въ приданое, то при открытіи послѣ нея наслѣдства, они отъ участія въ ономъ устраняются, но чрезъ сіе однакоже не лишаются права въ такомъ наслѣдствѣ, которое могло бы дойти къ нимъ послѣ смерти матери по праву представленія.

Отдѣленіе третіе.

О порядкѣ наслѣдованія въ боковыхъ линіяхъ.

1134. Если послѣ умершаго владѣльца не осталось нисходящихъ, то право наслѣдованія переходитъ въ боковыя линіи.

1135. Въ боковыхъ линіяхъ сестры при братьяхъ родныхъ и ихъ потомкахъ обоего пола не имѣютъ права на наслѣдство.

1136. Линія боковая ближайшая исключаетъ дальнѣйшую. Если будетъ не одна, но многія, равныя между собою, т. е. отъ одного родоначальника исходящія, боковыя линіи: то наслѣдство поступаетъ въ оныя и дѣлится такъ же, какъ и въ линіяхъ нисходящихъ, т. е. ближайшая степень линіи исключаетъ дальнѣйшую; равныя степени дѣлятъ наслѣдство поголовно, а въ степень умершихъ вступаетъ ихъ потомство и наслѣдуетъ по праву представленія поколѣнно, хотя бы при томъ въ обоихъ случаяхъ наслѣдники и не носили имени или прозванія умершаго.

1137. Посему ближайшее право къ наслѣдству въ боковыхъ линіяхъ имѣютъ: братья и ихъ нисходящіе; въ недостаткѣ же оныхъ, наслѣдуютъ сестры какъ незамужнія, такъ и замужнія съ ихъ нисходящими; когда же и сихъ нѣтъ, то наслѣдуютъ родные дяди или тетки, съ ихъ нисходящими и такъ далѣе.

1138. Въ боковыхъ линіяхъ имѣнія родовыя переходятъ: отцовское всегда въ родъ отца, материнское въ родъ матери. Имѣніе, самимъ бездѣтнымъ владѣльцемъ пріобрѣтенное, когда объ ономъ не сдѣлано особыхъ распоряженій, поступаетъ также въ родъ отца, за исключеніемъ случая, въ статьѣ 1140 означеннаго.

1139. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, когда умершій оставилъ послѣ себя имѣніе, доставшееся ему отъ матери, то таковое на-

750. En cas de prédécès des père et mère d'une personne morte sans postérité, ses frères, soeurs ou leurs descendants sont appelés à la succession, à l'exclusion des ascendants et des autres collatéraux.

Ils succèdent, ou de leur chef, ou par représentation, ainsi qu'il a été réglé dans la section II du présent chapitre.

751. Si les père et mère de la personne morte sans postérité lui ont survécu, ses frères, soeurs ou leurs représentants ne sont appelés qu'à la moitié de la succession. Si le père on la mère seulement a survécu, ils sont appelés à recueillir les trois quarts.

752. Le partage de la moitié ou des trois quarts dévolus aux frères ou soeurs, aux termes de l'article précédent, s'opère entre eux par égales portions, s'ils sont tous du même lit; s'ils sont de lits différents, la division se fait par moitié entre les deux lignes paternelle et maternelle du défunt; les germains prennent part dans les deux lignes, et les utérins ou consanguins chacun dans leur ligne seulement: s'il n'y a de frères ou soeurs que d'un côté, ils succèdent à la totalité, à l'exclusion de tous autres parents de l'autre ligne.

753. A défaut de frères, ou soeurs ou de descendants d'eux, et à défaut d'ascendants dans l'une ou l'autre ligne, la succession est déférée pour moitié aux ascendants survivants; et pour l'autre moitié, aux parents les plus proches de l'autre ligne.

S'il y a concours de parents collatéraux au même degré, ils partagent par tête.

754. Dans le cas de l'article précédent, le père ou la mère survivant a l'usufruit du tiers des biens auxquels il ne succède pas en propriété.

слѣдство дѣлять между собою по равнымъ частямъ всѣ родные братья и сестры; когда же не будетъ ни родныхъ братьевъ, ни сестеръ, ниже ихъ исходящихъ, то наслѣдуютъ, сообразно съ правилами, въ статьѣ 1137 установленными, родные по матери дяди или тетки съ ихъ исходящими и такъ далѣе.

1140. Братья единоутробные и единокровные, въ наслѣдствѣ благопріобрѣтеннаго имущества послѣ владѣльца, умершаго бездѣтнымъ и безъ завѣщанія и не имѣвшаго родныхъ братьевъ и сестеръ, ни ихъ потомства, предпочитаются прочимъ его родственникамъ. Таковое наслѣдство поступаетъ къ нимъ въ одинаковомъ порядкѣ, какъ отъ пріобрѣтателей мужескаго пола, такъ и женскаго; и поелику единоутробные и единокровные признаются въ семъ случаѣ въ равныхъ правахъ на наслѣдство: то тамъ, гдѣ есть наслѣдники тѣ и другіе, имѣніе дѣлится между ними на законномъ основаніи, какъ бы между родными братьями. Когда братьевъ единоутробныхъ и единокровныхъ не осталось, то право, въ сей статьѣ опредѣленное, переходитъ въ той же силѣ къ сестрамъ единоутробнымъ и единокровнымъ съ ихъ потомствомъ.

Отдѣленіе четвертое.

О порядкѣ наслѣдованія въ линіи восходящей.

1141. Родители не наслѣдуютъ послѣ дѣтей ихъ въ пріобрѣтенномъ сими послѣдними имуществѣ; но если дѣти умрутъ бездѣтны, то таковыя имѣнія ихъ отдаются въ пожизненное владѣніе отцу и матери совокупно, буде оба въ живыхъ останутся, но съ тѣмъ однакожъ, чтобъ они во время пожизненнаго таковаго владѣнія продать, заложить и инымъ образомъ перевесть имѣнія никуда не могли.

1142. Но когда имущество не самими дѣтьми пріобрѣтено, но уступлено сыну или дочери родителями при жизни сихъ послѣднихъ въ видѣ дара, и когда притомъ послѣ умершаго сына или дочери не осталось дѣтей, но токмо наслѣдники въ побочныхъ линіяхъ: то имущество такое, не въ видѣ наслѣдства, а яко даръ, возвращается къ родителямъ, каждому то, что отъ кого было получено.

1143. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской постановлено: 1) Что имущество, полученное сыномъ отъ родителей посредствомъ выдѣла, въ томъ случаѣ, когда онъ, не распорядившись симъ имуществомъ при жизни, умретъ бездѣтно, или хотя бы и имѣлъ отъ брака дѣтей, но они умерли прежде, или хотя и послѣ него, но не достигнувъ совер-

755. Les parents au-delà du douzième degré ne succèdent pas.

A défaut de parents au degré successible dans une ligne, les parents de l'autre ligne succèdent pour le tout.

746. Si le défunt n'a laissé ni postérité, ni frère, ni soeur, ni descendants d'eux, la succession se divise par moitié entre les ascendants de la ligne paternelle et les ascendants de la ligne maternelle.

L'ascendant qui se trouve au degré le plus proche, recueille la moitié affectée à sa ligne, à l'exclusion de tous autres.

Les ascendants au même degré succèdent par tête.

747. Les ascendants succèdent, à l'exclusion de tous autres, aux choses par eux données à leurs enfants ou descendants décédés sans postérité, lorsque les objets donnés se retrouvent en nature dans la succession.

Si les objets ont été aliénés, les ascendants recueillent le prix qui peut en être dû. Ils succèdent aussi à l'action en reprise que pouvait avoir le donataire.

748. Lorsque les père et mère d'une personne morte sans postérité lui ont survécu, si elle a laissé des frères, soeurs, ou des descendants d'eux, la succession se divise en deux portions égales, dont moitié seulement est déférée au père et à la mère, qui la partagent entre eux également.

шенныхъ лѣтъ, возвращается къ отцу или къ матери, смотря по тому, отъ кого изъ нихъ таковое имущество было ему выдѣлено. На семъ же основаніи и въ тѣхъ же случаяхъ возвращается къ родителямъ и приданое дочери по ея смерти.2) Что родители наслѣдуютъ въ благопріобрѣтенномъ имуществѣ дѣтей своихъ, но въ томъ только случаѣ, когда сынъ или дочь умрутъ бездѣтно и не оставятъ по себѣ родныхъ, или же единокровныхъ или единоутробныхъ братьевъ и сестеръ, или ихъ исходящихъ.

1144. Денежные капиталы, въ кредитныя установленія внесенные, и въ оныхъ по смерти вкладчиковъ, бездѣтно умершихъ, безъ всякаго особеннаго съ ихъ стороны законнаго распоряженія оставшіеся, по требованію родителей и по предъявленію отъ нихъ надлежащихъ судебныхъ свидѣтельствъ, обращаются въ полную ихъ собственность, если въ представленныхъ ими судебныхъ свидѣтельствахъ будетъ означено, что тѣ денежные капиталы признаны имъ принадлежащими и отъ нихъ къ дѣтямъ ихъ дошедшими.

1145. Если же въ выданномъ имъ (ст. 1144) отъ судебнаго мѣста свидѣтельствѣ будетъ означено, что тѣ капиталы не отъ нихъ къ дѣтямъ ихъ дошли, но самими дѣтьми ихъ были пріобрѣтены: то выдаются родителямъ съ капиталовъ сихъ одни только проценты по жизнь.

1146. Если бы на сіи капиталы (ст. 1144) вступили требованія отъ казны или частныхъ людей, законнымъ порядкомъ утвержденыя: тогда обращать сіи капиталы прежде всего на удовлетвореніе таковыхъ требованій безъ всякаго различія въ ихъ происхожденіи, а затѣмъ обращать въ пользу родителей, въ собственность или по жизнь, сообразно выданнымъ имъ свидѣтельствамъ, токмо то, что за симъ удовлетвореніемъ останется.

1147. Какъ кредитныя установленія не входятъ ни въ какое судебное разбирательство о правахъ наслѣдства: то опредѣленіе случаевъ, въ коихъ капиталы, послѣ бездѣтно умершихъ безъ распоряженія ихъ оставшіеся, (ст. 1144) должны принадлежать родителямъ ихъ въ собственность, или же въ пожизненное пользованіе, такъ какъ и удостовѣреніе въ томъ, что капиталы сіи свободны отъ долговъ и взысканій, принадлежатъ судебнымъ мѣстамъ, къ коимъ родители и должны прежде всего обращаться, для полученія отъ нихъ положенныхъ законами свидѣтельствъ.

Отдѣленіе пятое.

О порядкѣ наслѣдованія супруговъ.

1148. Законная жена послѣ мужа, какъ при живыхъ дѣтяхъ, такъ

L'autre moitié appartient aux frères, soeurs ou descendants d'eux, ainsi qu'il sera expliqué dans la section V du présent chapitre (751, 752).

749. Dans le cas où la personne morte sans postérité laisse des frères, soeurs, ou des descendants d'eux, si le père ou la mère est prédécédé, la portion qui lui aurait été dévolue conformément au précédent article, se réunit à la moitié déférée aux frères, soeurs ou à leurs représentants, ainsi qu'il sera expliqué à la section V du présent chapitre (751, 752).

767. Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants

и безъ оныхъ, получаетъ изъ недвижимаго имѣнія седьмую часть, а изъ движимаго четвертую. Право сіе не ограничиваетъ однако владѣльцевъ въ свободномъ распоряженіи благопріобрѣтенными имѣніями и въ завѣщаніи оныхъ. Когда осталось послѣ умершаго завѣщаніе, то оставшемуся въ живыхъ супругу опредѣляются одному послѣ другаго указныя доли изъ той только части сего рода имѣнія, о которомъ не сдѣлано распоряженія въ завѣщаніи.

1149. Вдова не лишается указанной части и изъ того имущества, которое слѣдовало бы мужу ея, если бы, при открытіи наслѣдства послѣ отца его, онъ въ живыхъ находился.

1150. Приданое и собственное имѣніе жены, какъ принадлежавшее ей до брака, такъ и пріобрѣтенное ею по вступленіи въ оный, въ указную ея часть не зачитается.

1151. Когда за умершимъ собственнаго недвижимаго имѣнія не было, а осталось одно только движимое: то вдова его получаетъ при жизни свекра ея указную часть изъ той доли недвижимаго имѣнія сего послѣдняго, которая слѣдовала бы умершему ея мужу, и четвертую часть изъ движимаго собственнаго мужнина имѣнія; но на движимое свекра, при жизни его, она права не имѣетъ.

1152. Если бездѣтная жена умретъ, не спросивъ при жизни своей о выдѣлѣ ей указной части: то наслѣдники ея не имѣютъ права требовать сей части, и опая поступаетъ къ наслѣдникамъ мужа; вступленіемъ же въ новый бракъ и пропущеніемъ дѣсятилѣтней давности, не лишается какъ сама жена, такъ и ея наслѣдники сей части, если только просьба о выдѣлѣ оной подана при ея жизни.

1153. Мужъ послѣ жены наслѣдуетъ по тѣмъ же правиламъ, какъ и жена послѣ мужа, и сообразно 1151 статьею получаетъ при жизни тестя

naturels, les biens de sa succession appartiennent au conjoint non divorcé qui lui survit.

768. A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat.

769. Le conjoint survivant et l'administration des domaines, qui prétendent droit à la succession, sont tenus de faire apposer les scellés, et de faire faire inventaire dans les formes prescrites pour l'acceptation des successions sous bénéfice d'inventaire.

770. Ils doivent demander l'envoi en possession au tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le procureur impérial.

771. L'époux survivant est encore tenu de faire emploi du mobilier (*), ou de donner caution suffisante pour en assurer la restitution, au cas où il se présenterait des héritiers du défunt, dans l'intervalle de trois ans: après ce délai, la caution est déchargée.

772. L'époux survivant ou l'administration des domaines, qui n'auraient pas rempli les formalités qui leur sont respectivement prescrites, pourront être condamnés aux dommages et intérêts envers les héritiers, s'il s'en représente.

(*) *Faire emploi* du mobilier, c'est le vendre, afin d'éviter les détériorations ou la dépréciation qu'il pourrait éprouver au préjudice des héritiers s'il venait à s'en présenter plus tard.

указную часть изъ той доли недвижимаго его имѣнія, которая слѣдовала бы умершей женѣ, если только за его женою собственнаго недвижимаго имѣнія не было и онаго нисколько не доходило ни по рядной, ни по другому какому либо акту, до оставшагося въ живыхъ мужа.

1154. Выдѣлъ законной части овдовѣвшему мужу изъ недвижимаго имѣнія тестя, и овдовѣвшей женѣ изъ недвижимаго имѣнія свекра, въ опредѣленныхъ статьями 1151 и 1153 случаяхъ, дѣлается изъ того только недвижимаго имѣнія тестя или свекра, которое дѣйствительно было въ его владѣніи въ день смерти его сына или дочери. Выдѣлъ же четвертой части овдовѣвшему мужу или овдовѣвшей женѣ изъ движимаго имѣнія тестя или свекра производится только послѣ кончины послѣдняго, изъ того имущества, какое въ день его смерти въ наличности окажется.

1155. Право на выдѣлъ изъ имѣнія умершаго супруга указной части другому въ живыхъ оставшемуся супругу, въ случаѣ признанія и оглашенія сего послѣдняго несостоятельнымъ должникомъ, переходитъ, или къ конкурсу, буде оный существуетъ, или непосредственно къ кредиторамъ, если на удовлетвореніе ихъ наличнаго у должника имущества окажется недостаточно. Но право сіе предоставляется конкурсу и кредиторамъ лишь при жизни должника; по смерти же его, никакихъ требованій на выдѣлъ упомянутой выше части предъявлять уже не могутъ.

Примѣчаніе. Сила сей статьи распространяется на лица всѣхъ вообще свободныхъ состояній, коимъ не воспрещено по закону входить въ договоры и обязательства.

1156. Вышедшія изъ крѣпостнаго состоянія лица не могутъ на свою указную послѣ смерти супруговъ часть получать такихъ населенныхъ имѣній, въ коихъ они сами, или отцы ихъ, или дѣды по отцамъ, были записаны по ревизіи, ни такихъ крѣпостныхъ людей безъ земли, которые приписаны или были приписаны къ симъ имѣніямъ: въ семъ случаѣ слѣдующія на указную ихъ часть населенныя имѣнія или безземельные люди поступаютъ къ другимъ наслѣдникамъ по закону, съ удовлетвореніемъ означенныхъ лицъ со стороны сихъ послѣднихъ по оцѣнкѣ, постановленной въ Законахъ о Состояніяхъ, статьѣ 232.

1157. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской права наслѣдованія послѣ супруговъ опредѣлены слѣдующимъ образомъ:

1) Вообще ни мужъ послѣ жены, ни жена послѣ мужа, не имѣютъ права на наслѣдованіе принадлежащихъ въ собственность одному изъ нихъ и остающихся послѣ ихъ смерти имуществъ.

2) Когда супруги при вступленіи въ бракъ не имѣли ни тотъ, ни другой никакого имущества, а въ послѣдствіи общими трудами пріобрѣли оное, и при жизни своей не распорядились симъ имуществомъ: въ семъ случаѣ мужъ послѣ жены, и жена послѣ мужа получаютъ при дѣтяхъ третью часть всего оставшагося имущества; когда же дѣтей въ бракѣ прижито не было, то наслѣдуютъ во всемъ томъ имуществѣ.

3) Приданое, которое съ собою принесла жена, составляетъ всегда неотъемлемую собственность ея и ея наслѣдниковъ. А посему, когда жена, не распорядившись при жизни приданымъ, умретъ бездѣтно, то мужнино имѣніе, коимъ приданое ея было обезпечено, не прежде освобождается отъ такого обезпеченія, какъ по возвращеніи мужемъ приданой суммы сполна наслѣдникамъ жены. Въ случаѣ же смерти мужа, сія обязанность переходитъ въ равной силѣ къ его наслѣдникамъ.

4) Жена, въ томъ случаѣ, когда приданое ея не было обезпечено однимъ изъ способовъ, установленныхъ въ пунктахъ 9—14 предшедшей 1005 статьи, считается какъ бы не принесшею за собою вовсе никакого приданаго; но по смерти своего мужа получаетъ въ награжденіе опредѣленную часть изъ его имущества, на основаніи правилъ, изложенныхъ въ нижеслѣдующихъ пунктахъ сей 1157 статьи.

5) Вдова послѣ перваго брака получаетъ во владѣніе по смерть свою, буде не вступитъ въ другой бракъ, изъ имѣнія мужа, при дѣтяхъ, равную съ ними часть; еслижъ дѣтей она отъ него не имѣла, то третью часть всего оставшагося послѣ мужа имѣнія; при вступленіи же въ другой бракъ, ей вмѣсто таковыхъ опредѣляемыхъ частей выдается изъ имѣнія мужа въ пожизненное владѣніе четвертая часть. Буде наслѣдники мужа пожелаютъ сію четвертую часть выкупить, то судъ, оцѣнивъ оную, выдѣлятъ вдовѣ въ собственность половину оцѣночной суммы; но когда жена умерла прежде мужа, то наслѣдники ея не могутъ требовать сей четвертой части изъ имѣнія мужа.

6) Вдова, вступившая въ другой бракъ, получаетъ по смерти втораго мужа въ пожизненное владѣніе равную часть съ дѣтьми, отъ того брака рожденными, буде ихъ прижито нѣсколько; когда же останется только одинъ сынъ, и одна дочь, то пользуется пожизненно третьею частію.

7) Равнымъ образомъ вдова, вышедшая въ замужство за имѣющаго дѣтей вдовца и прижившая съ нимъ дѣтей, получаетъ по его смерти въ пожизненное владѣніе изъ его недвижимаго имущества часть равную съ дѣтьми; когда же дѣтей отъ него не имѣла, то владѣетъ частію равною съ дѣтьми мужа отъ перваго его брака, пока не выйдетъ замужъ; а если она снова вступитъ въ бракъ, то и сей части лишается въ пользу дѣтей, которыя никакого вознагражденія давать ей за то не обязаны.

8) Дѣти и родственники умершаго въ такомъ только случаѣ выдаютъ вдовѣ его во владѣніе опредѣленныя, на основаніи предшедшихъ пунктовъ сей статьи, части изъ оставшагося послѣ него имѣнія, когда онъ самъ при своей жизни, по доброй волѣ, ничего изъ своего имущества, какъ движимаго такъ и недвижимаго, ей закоснымъ образомъ не укрѣпилъ, или не отдалъ въ ея пожизненное владѣніе.

9) На пріобрѣтенное мужемъ и женою по актамъ дарственнымъ или продажнымъ имѣніе, жена только тогда имѣетъ право, ежели въ актахъ

именно сказано, что имѣніе подарено мужу вмѣстѣ съ женою, или куплено за ихъ общія или ея собственныя деньги.

10) Оставшаяся послѣ смерти мужа вдова дворянка, вступившая въ новый бракъ до истеченія шести мѣсяцевъ со времени смерти его, лишается назначеннаго ей мужемъ, по вѣновой записи, имѣнія; буде имѣнія не было, то, по жалобѣ дѣтей или ближайшихъ родственниковъ перваго ея мужа, должна имъ заплатить двѣнадцать рублей серебромъ.

Примѣчаніе. Въ Высочайше утвержденномъ докладѣ 18 Іюля 1806 года Правительствующій Сенатъ, опредѣливъ выдѣлить Графинѣ Потоцкой, оставшейся послѣ мужа своего съ дѣтьми, отъ него рожденными, часть имѣнія съ правомъ вѣчнаго и потомственнаго владѣнія, положилъ съ симъ вмѣстѣ, чтобы допущенное имъ въ семъ случаѣ толкованіе Литовскаго Статута, принималось во всѣхъ рѣшеніяхъ по подобнымъ дѣламъ. Сіе толкованіе отмѣнено Высочайше утвержденнымъ мнѣніемъ Государственнаго Совѣта 15 Апрѣля 1842, коимъ право вдовы на владѣніе частію имѣнія мужа признано лишь пожизненнымъ; но для огражденія права тѣхъ лицъ, къ коимъ дошли какія либо имѣнія на основаніи Сенатскаго доклада 18 Іюля 1806 года, постановлено, что дѣла о таковыхъ имѣніяхъ, возникшія въ теченіи сего періода времени отъ 18 Іюля 1806 года до обнародованія втораго изданія Общаго Свода Законовъ Имперіи (1842 года), должны быть разрѣшаемы и впредь сообразно съ докладомъ 1806 года.

1158. При выдѣлѣ супругамъ семействъ, произшедшихъ отъ брака между ихъ крѣпостными людьми, полагается общимъ правиломъ, что все семейство тому принадлежать должно, кому отецъ онаго принадлежитъ.

1159. Ни мужъ при живой женѣ, ни жена при живомъ мужѣ, не могутъ требовать выдѣла указной части; но если одинъ изъ супруговъ, бывъ изобличенъ въ преступленіи, лишенъ будетъ всѣхъ правъ состоянія: то другому, не участвовавшему въ таковомъ преступленіи, выдѣляется изъ имѣнія указная часть такъ же, какъ и по смерти.

1160. Когда мужъ дворянскаго состоянія приметъ съ Высочайшаго утвержденія фамилію жены своей, по причинѣ пресѣченія мужескаго поколѣнія ея рода, тогда, въ случаѣ смерти бездѣтной жены, все ея недвижимое имѣніе, которое дошло къ ней отъ отца, переходитъ къ мужу.

1161. Въ наслѣдствѣ Магометанъ всѣ жены умершаго, сколько бы ихъ ни было, получаютъ совокупно изъ движимаго и недвижимаго имѣнія, если послѣ мужа останутся дѣти, одну восьмую часть; если же дѣтей не останется, то всѣ жены вмѣстѣ получаютъ четвертую часть, а прочее отдается въ родъ умершаго. Каждая жена порознь получаетъ изъ совокупной ихъ части равную долю.

Des droits des enfants naturels sur les biens de leurs père ou mères, et de la succession aux enfants naturels décédés sans postérité.

756. Les enfants naturels ne sont point héritiers; la loi ne leur accorde de droits surles biens de leur père ou mère décédés, que lorsqu'ils ont été légalement reconnus. Elle ne leur accorde aucun droit sur les biens des parents de leur père ou mère.

757. Le droit de l'enfant naturel sur les biens de ses père ou mère décédés, est réglé ainsi qu'il suit:

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est d'un tiers de la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait eue s'il eût été légitime; il est de la moitié lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou soeurs; il est des trois quarts lorsque les père ou mère ne laissent ni descendants ni ascendants, ni frères ni soeurs.

758. L'enfant naturel a droit à la totalité des biens, lorsque ses père ou mère ne laissent pas de parents au degré successible.

773. Les dispositions des articles 769, 770, 771 et 772 sont communes aux enfants naturels appelés à défaut de parents.

759. En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfants ou descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédents.

760. L'enfant naturel ou ses descendants sont tenus d'imputer sur ce qu'ils ont droit de prétendre, tout ce qu'ils ont reçu du père ou de la mère dont la succession est ouverte, et qui serait sujet à rapport, d'après les règles établies à la section II du chapitre VI du présent titre (843 à 869).

761. Toute réclamation leur est interdite, lorsqu'ils ont reçu, du vivant de leur père, ou de leur mère, la moitié de ce qui leur est attribué par les articles précédents, avec déclaration expresse, de la part de leurs père ou mère, que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assignée.

Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié.

762. Les dispositions des articles 757 et 758 ne sont pas applicables aux enfants adultérins ou incestueux.

La loi ne leur accorde que des aliments.

763. Ces aliments sont réglés, en égard aux facultés du père ou de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes.

764. Lorsque le père ou la mère de l'enfant adultérin ou incestueux lui auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux lui aura assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leur succession.

765. La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu; ou par moitié à tous les deux, s'il a été reconnu par l'un et par l'autre.

Отдѣленіе шестое.

О порядкѣ наслѣдованія въ имуществахъ выморочныхъ.

1162. Когда послѣ умершаго владѣльца не останется вовсе наслѣдниковъ, или хотя и останутся, но никто изъ нихъ не явится въ теченіи десяти лѣтъ со времени послѣдняго припечатанія въ Вѣдомостяхъ вызова о явкѣ для полученія наслѣдства, или же изъ явившихся въ сей срокъ никто не докажетъ своего права, тогда имущество признается *выморочнымъ*.

1163. Если имущество было благопріобрѣтенное, то оно считается выморочнымъ, когда изъ того рода, къ которому ушершій владѣлецъ принадлежалъ по отцу, не осталось болѣе ни одного лица какъ въ нисходящей, такъ и въ побочныхъ линіяхъ, а равно не осталось ни единоутробныхъ братьевъ и сестеръ владѣльца, ни потомства отъ нихъ.

1164. Въ случаѣ неявки наслѣдниковъ въ полугодовой срокъ, на основаніи статьи 1241, имѣніе поступаетъ въ опекунское управленіе. Предварительная сія мѣра для сохраненія имущества, которое хотя не есть еще выморочное, но можетъ быть въ послѣдствіи признано таковымъ, не препятствуетъ однако же возвращенію имѣнія наслѣдникамъ, буде они предъявятъ права свои до истеченія установленнаго срока.

1165. О всѣхъ поступающихъ, на основаніи предшедшей 1164 статьи, въ опекунское управленіе имѣніяхъ Уѣздные Суды обязаны немедленно, по пріемѣ оныхъ въ управленіе, доставлять свѣдѣнія въ мѣстныя Палаты Государственныхъ Имуществъ.

1166. Если домы и другія отдѣльныя строенія, поступившіе въ опекунское управленіе и присмотръ казны или другаго, по принадлежности, вѣдомства, окажутся ветхими и не могущими приносить дохода, достаточнаго для покрытія необходимыхъ издержекъ на исправленіе и поддержаніе оныхъ: то по предварительномъ разрѣшеніи начальства того вѣдомства, въ присмотрѣ коего они состоятъ, и съ утвержденія губернскаго начальства, они безъ замедленія подвергаются продажѣ съ публичныхъ торговъ, и вырученныя чрезъ продажу деньги до окончанія десятилѣтняго срока, на явку наслѣдниковъ предоставленнаго, отсылаются для приращенія процентами въ Приказъ Общественнаго Призрѣнія; по

766. En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel, les biens qu'il en avait reçus, passent aux frères ou soeurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans la succession: les actions en reprise, s'il en existe, ou le prix de ces biens aliénés, s'il est encore dû, retournent également aux frères et soeurs légitimes. Tous les autres biens passent aux frères et soeurs naturels, ou à leurs descendants.

Des droits du conjoint survivant et de l'Etat.

767. Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent au conjoint non divorcé qui lui survit.

768. A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat.

769. Le conjoint survivant et l'administration des domaines, qui prétendent droit à la succession, sont tenus de faire apposer les scellés, et de faire faire inventaire dans les formes prescrites pour l'acceptation des successions sous bénéfice d'inventaire.

770. Ils doivent demander l'envoi en possession au tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le procureur impérial.

771. L'epoux survivant est encore tenu de faire emploi du mobilier, ou de donner caution suffisante pour en assurer la restitution, au cas où il se présenterait des héritiers du défunt, dans l'intervalle de trois ans: après ce délai, la caution est déchargée.

772. L'époux survivant ou l'administration des domaines qui n'auraient pas rempli les formalités qui leur sont respectivement prescrites, pourront être condamnés aux dommages et intérêts envers les héritiers, s'il s'en représente.

истеченіи же означеннаго срока, если наслѣдники не явятся, или же явясь, правъ своихъ не докажутъ, обращать сіи капиталы съ процентами, по правиламъ Приказовъ, въ казну или въ то вѣдомство, коему оные должны принадлежать по выморочному праву; въ случаѣ же явки наслѣдниковъ, выдавать имъ, когда право ихъ на наслѣдство признано будетъ судебными мѣстами.

Примѣчаніе. При продажѣ домовъ и строеній, состоящихъ въ земляхъ казачьихъ войскъ: Черноморскаго, Азовскаго, Оренбургскаго и Сибирскаго Линейнаго, гдѣ посторонними не дозволяется имѣть осѣдлость, наблюдается, что право покупки тѣхъ домовъ и строеній предоставляется только лицамъ, принадлежащимъ къ сословію означенныхъ войскъ. Если однако же войсковое начальство найдетъ полезнымъ таковыя строенія поддерживать починкою и употреблять для какихъ либо общественныхъ войсковыхъ надобностей, то въ семъ случаѣ предоставляется собственному его усмотрѣнію употреблять оныя по предназначенію; потребныя на сіе издержки обращаются на счетъ войска, и если явятся въ опредѣленный срокъ наслѣдники, то не требуется отъ нихъ возмѣщенія тѣхъ издержекъ, но и они не въ правѣ требовать никакихъ доходовъ съ тѣхъ строеній.

1167. Выморочныя имущества, исключая случаевъ, опредѣленныхъ ниже, обращаются въ государственную казну.

Примѣчаніе 1. Вещи и деньги, остающіяся послѣ лица умершаго въ Пензинской Киселевской богадѣльнѣ, обращаются въ пользу богадѣленной церкви.

Примѣчаніе 2. Вещи или деньги, остающіяся послѣ умершихъ, призрѣваемыхъ въ домѣ Одесскаго Женскаго Благотворительнаго Общества, составляютъ собственность сего заведенія.

1168. Выморочныя имущества, оставшіяся послѣ членовъ Университетовъ и чиновниковъ учебнаго вѣдомства, обращаются въ пользу тѣхъ учебныхъ заведеній, при коихъ умершіе находились.

1169. Выморочныя имущества, оставшіяся послѣ служившихъ въ женскихъ учебныхъ заведеніяхъ Императрицы Маріи, поступаютъ въ собственность тѣхъ заведеній, гдѣ кто служилъ.

1170. Выморочныя движимыя имущества, остающіяся по смерти духовныхъ властей, обращаются въ духовное вѣдомство.

1171. По смерти монахинь, вступающихъ въ монастыри Римско-Католическаго исповѣданія, приданыя ихъ деньги, вносимыя въ Приказы Общественнаго Призрѣнія, за неявкою въ указанный срокъ наслѣдниковъ, оставляются навсегда въ собственность тѣхъ монастырей.

1172. Выморочныя имущества городскихъ обывателей, во всѣхъ случаяхъ, кромѣ изъятыхъ изъ общаго правила обращаются: 1) находящіяся въ городахъ недвижимыя имущества въ пользу тѣхъ городовъ, въ вѣдомствѣ коихъ состоитъ самое недвижимое имѣніе, и 2) находящіяся внѣ городскихъ предѣловъ недвижимыя имущества, равно имущества движимыя и капиталы, въ вѣдомство казны.

Примѣчаніе. Городскимъ обществамъ городовъ Устюга, Казани, Ростова (Ярославской губерніи), Коломны, Архангельска и Ирбити предоставлено присоединять, по усмотрѣнію своему, выморочныя имѣнія къ капиталамъ учрежденныхъ въ сихъ городахъ Обще-

ственныхъ Банковъ. Такое же право предоставлено городскимъ обществамъ: города Верхотурья относительно къ Банку Попова, города Порхова относительно къ Общественному Банку Жукова, города Осташкова относительно къ Банку Савина, и городовъ Сибирскихъ губерній относительно учрежденнаго въ городѣ Томскѣ Общественнаго Сибирскаго Банка.

1173. Имущество члена Кронштадтскаго общества вольныхъ матросовъ, умершаго безъ завѣщанія и не имѣющаго наслѣдниковъ, обращается въ капиталъ сего общества на вспомоществованіе круглымъ сиротамъ женскаго пола во время ихъ малолѣтства.

1174. Выморочныя имѣнія чиновниковъ и казаковъ Черноморскаго, Азовскаго, Оренбургскаго и Сибирскаго Линейнаго войскъ предоставляются въ пользу сихъ войскъ, кромѣ имуществъ и капиталовъ ихъ, внѣ войсковыхъ предѣловъ состоящихъ, которые должны быть обращаемы на общемъ основаніи въ казну. Правило сіе распространяется на конные полки Иркутскаго и Енисейскаго казачьяго войска, на Забайкальское казачье войско и на пѣшіе его баталіоны, и на выморочныя имѣнія лицъ казачьяго сословія Тобольскихъ казачьихъ пѣшаго баталіона и конпаго полка. Изъ выморочныхъ земель Малороссійскихъ казаковъ тѣ, кои суть потомственныя казачьи земли, обращаются въ общественную принадлежность того казачьяго общества, въ которомъ состояли умершіе; съ тѣмъ вмѣстѣ на общество сіе переходитъ обязанность платить числящіяся на умершихъ недоимки, а равно подати и повинности, впредь до исключенія ихъ по ревизіи. Земли, лежащія внутри дачъ того общества, къ которому приписанъ былъ умершій, но пріобрѣтенныя отъ лицъ другаго званія, а равно движимое имущество и капиталы умершихъ поступаютъ въ пользу казачьяго общества въ томъ лишь случаѣ, если оно само пожелаетъ оставить ихъ за собою; въ противномъ случаѣ съ землями сими и съ движимымъ имуществомъ и капиталами должно быть поступаемо на основаніи общихъ законовъ о выморочныхъ имуществахъ. Земли, пріобрѣтенныя въ частную собственность отъ лицъ неказачьяго сословія и внѣ дачъ того общества, къ которому приписанъ былъ умершій, обращаются въ казну на общихъ правилахъ о выморочныхъ имуществахъ.

1175. Когда наслѣдники вкладчика капитала въ Сохранную Казну Воспитательнаго Дома, не токмо по прошествіи срока для принятія того капитала не явились долгое время, но и по учиненной послѣ того публикаціи въ опредѣленный срокъ (ст. 1252) не явятся: тогда капиталъ сей обращается въ пользу Сохранной Казны.

1176. Доли изъ призовъ, слѣдующія убитымъ въ сраженіи, за неимѣніемъ наслѣдниковъ ихъ, обращаются въ инвалидную сумму.

1177. Всѣ суммы, накопившіяся по частнымъ взысканіямъ въ Магистратахъ и въ другихъ присутственныхъ мѣстахъ, для полученія коихъ

въ теченіи десяти лѣтъ никто не явится, поступаютъ въ Комитетъ Призрѣнія Заслуженыхъ Гражданскихъ Чиновниковъ.

1178. Когда нѣтъ наслѣдниковъ послѣ морскихъ чиновниковъ или рядовыхъ морской службы, умершихъ на военномъ кораблѣ, или другомъ казенномъ суднѣ во время похода, тогда имѣніе ихъ отдается въ госпитали.

1179. Когда не отыщутся наслѣдники послѣ умершаго рекрута, то собственныя его деньги обращаются, за употребленіемъ необходимаго на погребеніе, въ пользу образной суммы баталіона Внутренней Стражи той губерніи, откуда рекрутская партія была первоначально отправлена.

1180. Имѣнія, остающіяся послѣ жителей Закавказскаго края, бѣжавшихъ за границу, отдаются родственникамъ или наслѣдникамъ, когда въ ихъ преданности и благонадежности не будетъ явнаго сомнѣнія; въ противномъ случаѣ, а также въ тѣхъ случаяхъ, когда послѣ бѣжавшаго не останется ни родственниковъ, ни наслѣдниковъ, означенныя имѣнія должны быть обращаемы не въ казну,а въ пользу тѣхъ обществъ городскихъ или сельскихъ, къ коимъ бѣжавшій принадлежалъ.

1181. Имѣнія, пожалованныя на правѣ маіоратовъ въ губерніяхъ Западныхъ, по прекращеніи наслѣдниковъ мужескаго колѣна, имѣющихъ, въ силу постановленныхъ для сего въ статьѣ 1214 сего Свода основаній, право наслѣдія, отбираются въ казенное вѣдомство.

1182. Имѣніе, обращаемое, по предшедшей 1181 статьѣ, въ казну, поступаетъ въ оную со всѣми хозяйственными строеніями и принадлежностями, необходимыми для поддержанія заведеннаго умершимъ владѣльцемъ хозяйства, какъ то: домашнимъ скотомъ, земледѣльческими и другими хозяйственными орудіями, а также потребными для обсѣменепія полей сѣменами. За все сіе казна не обязана дѣлать никакого вознагражденія оставшимся послѣ умершаго владѣльца наслѣдникамъ другаго его имѣнія. Но если бы на устроенныхъ владѣльцемъ маіоратнаго имѣнія заводахъ и фабрикахъ оказались какія либо многостоющія машины и аппараты, и казна признала нужнымъ оставить ихъ въ имѣніи, то она уплачиваетъ за нихъ наслѣдникамъ, не имѣющимъ право на владѣніе маіоратомъ, оцѣпочную сумму; въ противномъ случаѣ предоставляется имъ взять оные въ свое распоряженіе.

1183. Сумма, уплаченная по статьѣ 1182 наслѣдникамъ за машины и аппараты, поступаетъ въ число долга, на имѣніи лежащаго, и пополняется доходами съ онаго въ сроки, опредѣленные Министерствомъ Государственныхъ Имуществъ при пожалованіи имѣнія новому владѣльцу.

Отдѣленіе седьмое.

Объ особенномъ порядкѣ наслѣдованія въ случаяхъ, изъ общихъ правилъ изъятыхъ.

1184. Особенный порядокъ наслѣдованія, различный отъ общаго, установляется въ слѣдующихъ случаяхъ: 1) въ наслѣдованіи по изданію книгъ и музыкальныхъ произведеній по смерти сочинителей и переводчиковъ и въ наслѣдованіи права собственности художественной; 2) въ наслѣдованіи послѣ духовныхъ властей и монашествующихъ низшихъ степеней; 3) въ наслѣдованіи не-Христіанъ, коимъ достаются св. иконы; 4) въ наслѣдованіи имуществъ, состоящихъ въ арендномъ содержаніи; 5) въ наслѣдованіи колонистовъ; 6) въ наслѣдованіи участковъ, отводимыхъ по Высочайшимъ повелѣніямъ малоимущимъ дворянамъ для поселенія; 7) въ наслѣдованіи заповѣдныхъ имѣній; 8) въ наслѣдованіи въ имѣніяхъ на правѣ маіоратовъ въ Западныхъ губерніяхъ; 9) въ наслѣдованіи послѣ иностранцевъ въ безсрочныхъ долгахъ ихъ, въ государственную долговую книгу внесенныхъ; 10) въ наслѣдованіи послѣ военныхъ чиновъ; 11) въ наслѣдованіи послѣ Малороссійскихъ казаковъ, живущихъ въ Черниговской и Полтавской губерніяхъ; 12) въ наслѣдованіи ссыльныхъ.

Примѣчаніе. Порядокъ наслѣдованія въ имуществахъ, состоящихъ въ арендномъ содержаніи у частныхъ лицъ, опредѣляется въ Уставѣ о Хозяйственномъ Управленіи Казенныхъ Населенныхъ Имѣній; особый же порядокъ наслѣдованія колонистовъ опредѣляется въ Уставѣ о Колоніяхъ.

I. О наслѣдованіи въ собственности литературной и художественной.

1185. Въ случаѣ смерти сочинителя или переводчика книги, сочинителя музыкальнаго произведенія, или художника-автора, исключительное право пользоваться изданіемъ и продажею той книги, или того музыкальнаго сочиненія, или право художественной собственности переходитъ къ его наслѣдникамъ по закону, или по завѣщанію, если онъ при жизни не передалъ онаго кому либо другому; но право сіе не можетъ продолжаться долѣе пятидесяти лѣтъ со дня смерти сочинителя, переводчика, или художника-автора, или со времени появленія въ свѣтъ сочиненія, перевода или произведенія, не изданнаго до смерти его.

Примѣчаніе. Дѣйствіе изложеннаго въ сей статьѣ постановленія распространяется на всѣ лица, для коихъ не истекъ еще до 13 Апрѣля 1857 года установленный существовавшими дотолѣ законами срокъ исключительнаго пользованія правомъ изданія и продажи дошедшихъ къ нимъ по наслѣдству или завѣщанію сочиненій и переводовъ.

II. О наслѣдованіи послѣ лицъ духовнаго званія.

1186. Жалуемые духовнымъ лицамъ панагіи и кресты, драгоцѣнными камнями украшенные, по смерти ихъ отдаются наслѣдникамъ, съ тѣмъ однако же, чтобы священныя изображенія, въ оныхъ находящіяся,

были вынимаемы и оставляемы для храненія въ ризницѣ того мѣста, къ коему умершій по служенію принадлежалъ.

1187. Остающіяся послѣ монашествующихъ властей ризницы, хотя бы въ оныхъ находились вещи, ими на собственное пяждивеніе устроенныя, и всякое движимое имущество монашествующихъ низшихъ степеней, обращаются въ монастырскую казну.

III. О наслѣдованіи не-Христіанами св. иконъ.

1188. Идолопоклонники и другіе иновѣрцы, не-Христіане, хотя и не устраняются отъ полученія въ наслѣдство по закону или по завѣщанію св. иконъ, но не иначе, какъ съ непремѣнною обязанностію передать оныя, со всѣми наложенными на нихъ украшеніями, въ шестимѣсячный со дня вступленія въ наслѣдство срокъ, въ руки Православныхъ, или же въ Православную церковь, съ тѣмъ, чтобы при неисполненіи сего, упомянутыя иконы были немедленно отъ означенныхъ иновѣрцевъ отбираемы и обращаемы въ Духовныя Консисторіи, для надлежащаго по усмотрѣнію духовнаго начальства распоряженія.

1189. Сила постановленія, въ предшедшей 1188 статьѣ изложеннаго, распространяется и на тѣ случаи, когда въ наслѣдуемомъ иновѣрцемъ не-Христіанномъ имѣніи будутъ находиться частицы св. мощей, части одеждъ и гробовъ Святыхъ, и иные освященные предметы благоговѣнія Православной Церкви.

1190. Мѣстное начальство обязано имѣть строгое и неослабное наблюденіе, чтобы въ теченіи предоставляемаго иновѣрцамъ наслѣдникамъ шестимѣсячнаго срока святыя иконы и другіе освященные предметы были хранимы въ приличныхъ мѣстахъ, безъ нарушенія подобающаго къ святынѣ уваженія.

Примѣчаніе. По всѣмъ дѣламъ, возникшимъ до 2 Іюня 1841 года по обстоятельствамъ, изложеннымъ въ статьяхъ 1188, 1189 и 1190, шестимѣсячные сроки должны быть считаемы, для устраненія обратнаго дѣйствія закона, не со времени вступленія наслѣдниковъ въ права ихъ, но со дня обнародованія постановляемыхъ въ сихъ статьяхъ правилъ.

IV. О наслѣдованіи въ участкахъ, отведенныхъ малоимущимъ дворянамъ.

1191. Участки, отводимые по Высочайшимъ повелѣніямъ малоимущимъ дворянамъ для поселенія, при раздѣлахъ по наслѣдству, передаются безъ всякаго раздробленія, т. е. владѣніе участкомъ переходитъ въ полномъ его составѣ къ старшему въ родѣ наслѣднику, имѣющему по закону право пользоваться таковымъ участкомъ.

V. О наслѣдованіи въ имѣніяхъ заповѣдныхъ.

1192. Въ имѣніяхъ заповѣдныхъ наслѣдственныхъ ближайшіе наслѣдники учредителей сихъ имѣній должны быть опредѣляемы ими са-

Voy. art. 467 et suiv. du Swod,=C. civ. 896, Loi du 12 mai 1835., Loi des 7—11 mai 1849.,

ними въ актахъ учрежденія оныхъ. На семъ основаніи учредитель какъ одного, такъ и нѣсколькихъ заповѣдныхъ имѣній обязанъ съ точностію обозначить, кому изъ своихъ дѣтей, внуковъ, правнуковъ или иныхъ лицъ своего рода онъ предназначаетъ въ наслѣдство каждое изъ учреждаемыхъ имъ заповѣдныхъ имѣній и покакому, впрочемъ сообразному съ установленными для сего правилами, порядку наслѣдованія. Равнымъ образомъ при учрежденіи одного заповѣднаго имѣнія нѣсколькими лицами, они должны назначить наслѣдникомъ онаго лице, къ ихъ роду при надлежащее.

1193. Во всякомъ случаѣ лица, имѣющія законныхъ дѣтей или другихъ нисходящихъ отъ нихъ по прямой линіи потомковъ, могутъ наслѣдниками учреждаемыхъ ими заповѣдныхъ имѣній назначать лишь своихъ законныхъ дѣтей и нисходящее отъ нихъ по прямой линіи потомство, съ соблюденіемъ между ними старшинства по праву первородства и представленія и съ предпочтеніемъ въ одинакихъ степеняхъ мужескаго колѣна женскому, по установленному ниже сего въ статьяхъ 1198—1210 для наслѣдованія заповѣдными имѣніями порядку.

1194. Не имѣющіе ни законныхъ дѣтей, ни потомства отъ нихъ по прямой линіи нисходящаго, какъ мужескаго, такъ и женскаго пола, могутъ наслѣдниками учреждаемыхъ ими заповѣдныхъ имѣній назначать своихъ болѣе или менѣе близкихъ родственниковъ боковой линіи, если токмо сіи родственники принадлежатъ къ Россійскому потомственному дворянству.

1195. Учредитель заповѣднаго имѣнія, имѣющій законныхъ дѣтей, или нисходящее отъ нихъ по прямой линіи потомство, можетъ, на случай ихъ смерти и совершеннаго пресѣченія потомства ихъ, какъ по мужескому, такъ и по женскому колѣну, постановить, къ которому изъ его родственниковъ, съ нисходящимъ отъ сего послѣдняго по праву первородства потомствомъ, долженствуетъ поступить учреждаемое имъ заповѣдное имѣніе, если токмо сей родственникъ самъ и нисходящіе отъ него могутъ владѣть онымъ по правамъ своего состоянія.

1196. Равнымъ образомъ и учредитель заповѣднаго имѣнія, не имѣющій ни дѣтей законныхъ, ни другихъ по прямой линіи отъ него нисходящихъ, можетъ на случай смерти и пресѣченія потомства того родственника, коего онъ назначаетъ наслѣдникомъ заповѣднаго имѣнія, постановить, къ которому изъ другихъ родственниковъ его, съ нисходящимъ отъ сего послѣдняго по праву первородства потомствомъ, оно долженствуетъ поступить, если токмо и сей предназначаемый имъ родственникъ и нисходящіе отъ него будутъ также принадлежать къ Россійскому потомственному дворянству.

1197. Если въ случаяхъ, означенныхъ выше, въ статьяхъ 1194, 1195 и 1196, заповѣдное имѣніе учреждается изъ имѣнія родоваго, то предназначаемый къ наслѣдованію онымъ родственникъ долженъ принадлежать къ тому роду, изъ коего поступило къ учредителю имѣніе, обращаемое въ заповѣдное.

1198. Отъ владѣльцевъ заповѣдныхъ имѣній наслѣдованіе оными переходитъ на основаніи постановленныхъ для сего въ нижеслѣдующихъ статьяхъ правилъ; но при семъ переходѣ сіи имѣнія остаются всегда въ полномъ составѣ своемъ и до совершеннаго прекращенія рода учредителя, или перваго владѣльца, не могутъ ни въ какомъ случаѣ подлежать раздѣлу.

1199. Послѣ смерти владѣльца заповѣднаго имѣнія наслѣдуетъ въ ономъ старшій законнорожденный сынъ его, или за смертію его сына, по праву представленія, старшій онаго сынъ, и такъ далѣе.

1200. Если старшій сынъ того лица, послѣ коего открывается наслѣдство заповѣднаго имѣнія, умеръ, не оставивъ наслѣдниковъ въ прямой нисходящей линіи ни по мужескому колѣну, ни по женскому, то заповѣдное имѣніе переходитъ ко второму сыну послѣдняго владѣльца, или, также по праву представленія и согласно съ правиломъ, въ предшедшей 1199 статьѣ означеннымъ, къ старшему онаго сыну; когда же и второй сынъ послѣдняго владѣльца умеръ безъ потомства, то заповѣдное имѣніе, на основаніи того же правила, переходитъ къ третьему его сыну или потомству его сына, и т. д.

1201. Когда послѣ умершаго владѣльца заповѣднаго имѣнія не осталось ни сыновей, ни потомства, отъ нихъ нисходящаго, то сіе имѣніе переходитъ къ старшей его дочери, или къ нисходящимъ отъ нея также по праву представленія и первородства, и съ предпочтеніемъ въ одинакихъ степеняхъ мужескаго колѣна женскому. Если старшая дочь владѣльца заповѣднаго имѣнія умерла безъ потомства, или же нисходящіе отъ нея не имѣютъ правъ Россійскаго потомственнаго дворянства, то заповѣдное имѣніе переходитъ, на томъ же основаніи, ко второй по старшинству дочери послѣдняго владѣльца имѣнія или къ нисходящимъ отъ нея, буде они имѣютъ права Россійскаго потомственнаго дворянства, или же къ третьей его дочери, и т. д.

1202. Если послѣ умершаго владѣльца заповѣднаго имѣнія не осталось нисходящихъ и онъ не былъ ни учредителемъ, ни первымъ по назначенію учредителя владѣльцемъ сего заповѣднаго имѣнія, то оное переходитъ къ старшему изъ его братьевъ, или къ нисходящимъ отъ сего брата; или же, когда нѣтъ ни братьевъ, ни потомства отъ нихъ, къ старшей изъ его сестеръ и къ нисходящимъ отъ нея по праву представленія и

первородства и съ предпочтеніемъ въ одинакихъ степеняхъ мужескаго колѣна женскому, сообразно съ правилами, означенными выше, въ статьяхъ 1199, 1200 и 1201.

1203. Когда послѣ владѣльца заповѣднаго имѣнія не осталось ни братьевъ, ни сестеръ, ни происходящихъ отъ нихъ, тогда оное, на томъ же основаніи и тѣмъ же порядкомъ, переходитъ къ старшему изъ братьевъ, или къ старшей изъ сестеръ отца его, или къ происходящему отъ нихъ потомству, если токмо сіи дядя или тетка его происходятъ, въ какой бы то ни было степени, отъ учредителя, или перваго владѣльца, или же отъ назначеннаго учредителемъ перваго наслѣдника того заповѣднаго имѣнія.

1204. На семъ же основаніи и тѣмъ же порядкомъ, т. е. съ соблюденіемъ во всѣхъ случаяхъ права первородства, представленія и предпочтенія въ одинакихъ степеняхъ мужескаго колѣна женскому, наслѣдуютъ въ заповѣдномъ имѣніи и всѣ прочія родственники боковыхъ линій, происходящіе отъ учредителя, или отъ перваго владѣльца, или отъ назначеннаго учредителемъ перваго наслѣдника того заповѣднаго имѣнія.

1205. Лице, наслѣдующее въ заповѣдныхъ имѣніяхъ, не теряетъ чрезъ то правъ, которыя оно, по общимъ законамъ о наслѣдствѣ, можетъ имѣть на какое либо иное оставленное послѣднимъ владѣльцемъ заповѣднаго имѣнія движимое или недвижимое имущество.

1206. Когда по установленному въ семъ положеніи (ст. 1192—1213) порядку наслѣдства, или по самому акту учрежденія, къ одному лицу дойдутъ два состоящія въ отдѣльномъ одно отъ другаго составѣ заповѣдныя имѣнія, или и болѣе двухъ: то, владѣя и пользуясь всѣми оными на основаніи подробныхъ, въ статьяхъ 485—493 сего Свода установленныхъ, о томъ правилъ, сіе лице не можетъ однакожъ совокупить ихъ въ одинъ составъ, и послѣ смерти его тѣ заповѣдныя имѣнія раздѣляются между его наслѣдниками слѣдующимъ образомъ: главное, состоящее въ одномъ составѣ, заповѣдное имѣніе отдается старшему, т. е. ближайшему изъ сихъ наслѣдниковъ по праву первородства и представленія, съ предпочтеніемъ въ одинакихъ степеняхъ мужескаго колѣна женскому; второе, по важности и количеству доходовъ, второму въ семъ порядкѣ наслѣднику; третіе третьему, и такъ далѣе. Если, однакожъ, случится, что число наслѣдниковъ, принадлежащихъ къ роду учредителя или учредителей сихъ заповѣдныхъ имѣній, будетъ менѣе числа сихъ самыхъ имѣній, слѣдующихъ въ раздѣлъ между ими: то старшій изъ нихъ, сверхъ главнаго, получаетъ и всѣ другія оставшіяся за надѣленіемъ прочихъ наслѣдниковъ и пользуется оными на томъ же правѣ, какъ прежній владѣлецъ, не совокупляя ихъ въ одинъ составъ; а по смерти

его они раздѣляются между его ближайшими наслѣдниками по означенному выше въ сей статьѣ правилу. Если послѣ владѣльца нѣсколькихъ заповѣдныхъ имѣній останутся сыновья и дочери, или нисходящее отъ нихъ потомство, то всѣ заповѣдныя имѣнія раздѣляются по установленному въ сей статьѣ порядку, между сыновьями и потомствомъ ихъ, съ устраненіемъ дочерей и потомства ихъ отъ всякаго участія въ семъ родѣ наслѣдства. То же правило наблюдается и при раздѣлѣ заповѣдныхъ имѣній между племянниками и племянницами и другими, въ одинакой степени по мужескому или женскому колѣну, наслѣдниками.

1207. Когда слѣдующія, на основаніи предшедшей 1206 статьи, въ раздѣлъ заповѣдныя имѣнія суть равнаго по доходамъ и прочимъ выгодамъ достоинства, то выборъ одного изъ нихъ предоставляется старшему изъ наслѣдниковъ, потомъ второму за нимъ и такъ далѣе, по порядку старшинства, въ вышеприведенной статьѣ 1206 означенному.

1208. Если мужъ и жена владѣютъ разными, каждый по своему праву, заповѣдными имѣніями: то заповѣдное имѣніе мужа, по смерти его, переходитъ къ старшему изъ сыновей, или, за неимѣніемъ сыновей и потомства отъ нихъ, къ старшей изъ дочерей ихъ, а заповѣдное имѣніе матери—ко второму изъ сыновей ихъ, или, буде у нихъ одинъ только сынъ, къ старшей изъ дочерей, или же ко второй дочери, когда старшая получаетъ заповѣдное имѣніе отца или къ нисходящимъ отъ нихъ по праву первородства и представленія, съ предпочтеніемъ въ одинакой степени мужескаго колѣна женскому, на основаніи правилъ, въ статьяхъ 1200 и 1201 постановленныхъ.

1209. Когда родъ перваго владѣльца заповѣднаго имѣнія, частнымъ лицемъ учрежденнаго, совершенно въ прямой нисходящей отъ него линіи и въ мужескомъ и женскомъ колѣнѣ пресѣчется, или изъ остающихся въ сей линіи наслѣдниковъ ни одинъ не будетъ принадлежать къ Россійскому потомственному дворянству, и въ актѣ учрежденія не постановлено, къ кому въ семъ случаѣ заповѣдное имѣніе должно перейти: то оное почитается уничтоженнымъ, и всѣ имѣнія, изъ коихъ оно было составлено, поступаютъ къ наслѣдникамъ лица, въ послѣднее время владѣвшаго, на основаніи общихъ законовъ о наслѣдствѣ недвижимыхъ дворянскихъ имуществъ.

1210. Если владѣющая заповѣднымъ имѣніемъ или ближайшая къ оному наслѣдница, дѣвица или вдова, вступитъ въ супружество съ иностранцемъ, не состоящемъ ни въ подданствѣ, ни въ службѣ Россіи, и на основаніи Законовъ о Состояніяхъ, статьи 1514, не будетъ уже имѣть права владѣть недвижимымъ въ Россіи имуществомъ: то заповѣдное имѣніе переходитъ къ другому ближайшему по ней наслѣднику, безъ всякаго ей за то вознагражденія.

1211. Если владѣлецъ заповѣднаго имѣнія умеръ, не сдѣлавъ никакого постановленія для обезпеченія участи жены своей и тѣхъ изъ дѣтей, которыя не наслѣдуютъ ему въ семъ имѣніи, и не объявивъ въ своемъ духовномъ завѣщаніи, или же въ иномъ актѣ или иной бумагѣ, что участь жены его и не наслѣдующихъ въ заповѣдномъ имѣніи дѣтей достаточно обезпечены другими какими либо съ его стороны распоряженіями, или же собственнымъ ихъ имуществомъ, то они въ правѣ требовать: вдова, чтобы ей, ежегодно по смерть ея, была выдаваема шестая часть чистаго съ имѣній, заповѣдное составляющихъ, дохода, а дѣти, чтобы для раздѣла между ними былъ составленъ, посредствомъ займа, особый неприкосновенный денежный капиталъ, равняющійся двухлѣтнему съ тѣхъ имѣній чистому доходу. Въ семъ случаѣ, когда заповѣднымъ имѣніемъ владѣло лице женскаго пола, то равномѣрно какъ дѣти онаго, въ заповѣдномъ имѣніи не наслѣдующія, могутъ требовать составленія неприкосновеннаго, для раздѣла между ними, денежнаго капитала, такъ и мужъ имѣетъ право на шестую же часть доходовъ заповѣднаго имѣнія.

1212. Заемъ, для надѣленія младшихъ братьевъ и сестеръ, согласно предшедшей 1211 статьи, можетъ быть сдѣланъ независимо отъ займа, допускаемаго для поддержанія заповѣднаго имѣнія на основаніи статьи 489.

1213. Остающіеся послѣ смерти владѣльца заповѣднаго имѣнія доходы, собранные съ онаго въ теченіи послѣдняго года владѣнія его, считая съ 1 Января, а равно и доходы за послѣднее время, также считая съ 1 Января того года по день смерти владѣльца слѣдовавшіе, но имъ не полученные, если онъ не сдѣлалъ никакого особеннаго на сей счетъ распоряженія, раздѣляются поровну между вступающимъ во владѣніе наслѣдникомъ заповѣднаго имѣнія, вдовою прежняго владѣльца, если она еще въ живыхъ, и другими не наслѣдующими въ заповѣдномъ имѣніи дѣтьми его; но сей раздѣлъ производится не иначе, какъ за вычетомъ лежащихъ на владѣльцѣ личныхъ долговъ его.

VI. О наслѣдованіи въ имѣніяхъ, пожалованныхъ на правѣ маіоратовъ въ Западныхъ губерніяхъ.

1214. Имѣнія, пожалованныя на правѣ маіоратовъ въ Западныхъ губерніяхъ, переходятъ въ наслѣдство въ мужескомъ колѣнѣ, поступая по смерти владѣльца всегда къ старшему сыну. Если отъ старшаго сына перваго пріобрѣтателя потомство пресѣчется, то имѣніе переходитъ къ линіи втораго сына и такъ далѣе. Изъ сего правила допускается изъятіе въ пользу перваго пріобрѣтателя, не имѣющаго сыновей; по смерти его имѣніе переходитъ къ старшей его дочери, и по ней къ старшему внуку, а буде у ней нѣтъ мужескаго потомства, къ старшему въ родѣ другой дочери. Если же первый пріобрѣтатель не имѣетъ вовсе потомства, или

у его дочери не будетъ дѣтей мужескаго пола, то наслѣдуетъ старшій братъ или его наслѣдники мужескаго пола, а въ случаѣ и его бездѣтной смерти, старшій изъ прочихъ братьевъ и его наслѣдники, всегда въ порядкѣ первородства безъ раздробленія имѣнія.

1215. Имѣніе поступаетъ всегда къ одному наслѣднику въ цѣломъ составѣ безъ раздробленія, со всѣми хозяйственными заведеніями; прочіе наслѣдники не только не получаютъ никакой части изъ онаго, но даже не имѣютъ права требовать за сіе какого либо вознагражденія.

1216. При раздѣлѣ наслѣдства, маіоратное имѣніе не принимается въ разсчетъ. Посему старшій наслѣдникъ, получившій маіоратъ, не лишается вмѣстѣ съ тѣмъ права на могущую достаться ему часть изъ прочаго имѣнія умершаго владѣльца. Симъ не стѣсняется однако право владѣльца располагать прочимъ принадлежащимъ ему имѣніемъ на основаніи существующихъ узаконеній.

1217. При отобраніи маіоратнаго имѣнія въ казну за прекращеніемъ наслѣдниковъ мужескаго пола, имѣющихъ, по статьѣ 1214, право наслѣдія, движимое имущество, оставленное умершимъ владѣльцемъ въ имѣніи, исключая предметовъ, означенныхъ въ статьяхъ 1182 и 1183, отдается наслѣдникамъ другаго его имѣнія, но не прежде, какъ по удовлетвореніи на счетъ сего имущества взысканій, основанныхъ на контрактахъ, заключенныхъ умершимъ владѣльцемъ, по предметамъ, относящимся вообще до маіоратнаго имѣнія, и по исполненіи другихъ обязанностей умершаго владѣльца въ отношеніи казны и частныхъ лицъ по маіоратному же имѣнію. Впрочемъ не воспрещается наслѣдникамъ владѣльца обезпечить числящіяся на немъ взысканія и прочія его обязанности по имѣнію достаточнымъ залогомъ: въ такомъ случаѣ движимое его имущество можетъ быть отдано имъ безпрепятственно.

VII. О наслѣдованіи безсрочныхъ долговъ иностранца, внесенныхъ въ государственную долговую книгу.

1218. Въ случаѣ смерти иностранца безъ завѣщанія, безсрочный долгъ его, въ государственную долговую книгу внесенный, поступаетъ къ его наслѣдникамъ, по порядку и правамъ наслѣдія того государства, къ которому онъ принадлежалъ. Порядокъ же наслѣдства иностранцевъ въ имѣніи, остающемся въ Россіи, опредѣляется общими правилами, для коренныхъ подданныхъ существующими, съ изъятіями, въ Законахъ о Состояніяхъ изложенными. Въ случаѣ смерти иностранца, владѣющаго государственнымъ непрерывно-доходнымъ билетомъ, капиталъ по сему билету и доходъ съ онаго поступаютъ къ его наслѣдникамъ, по порядку и правамъ наслѣдія того государства, къ которому владѣлецъ принадлежалъ.

Примѣчаніе. По заключеннымъ съ Королемъ Нидерландскимъ конвенціи и Королемъ Греціи трактату, всѣ споры о наслѣдствѣ должны рѣшаться окончательно по законамъ и въ судахъ той стороны, гдѣ открылось наслѣдство.

VIII. О наслѣдованіи послѣ военныхъ чиновъ.

1219. Порядокъ наслѣдованія въ движимомъ имуществѣ послѣ умершихъ военныхъ чиновъ опредѣляется въ Сводѣ Военныхъ Постановленій. Нѣкоторыя особенныя правила, соблюдаемыя при переходѣ по наслѣдству домовъ, выстроиваемыхъ или покупаемыхъ инвалидами съ пособіемъ отъ казны, постановлены въ статьѣ 1633, I книги, II части Свода Военныхъ Постановленій. Особый же порядокъ наслѣдованія въ пожизненныхъ участкахъ земель, назначаемыхъ въ надѣлъ чиновникамъ войска Донскаго, опредѣляется въ Уставѣ о Казачьихъ Селеніяхъ; но поселенные на сихъ земляхъ крестьяне и дворовые люди, принадлежащіе тѣмъ Донскимъ чиновникамъ, за коими они записаны по ревизіямъ или укрѣплены законными актами до 28 Февраля 1816 года, или къ коимъ перешли какимъ либо законнымъ образомъ, остаются во владѣніи ихъ на основаніи общихъ государственныхъ постановленій. Послѣ смерти сихъ чиновниковъ, при раздѣлѣ принадлежащихъ имъ крѣпостныхъ людей, занимающихся хлѣбопашествомъ, вдовы ихъ получаютъ седьмую, а дочери четырнадцатую часть.

IX. О наслѣдованіи въ имѣніяхъ Малороссійскихъ казаковъ.

1220. Лежащія на умершемъ владѣльцѣ казачьей земли подати и всякаго рода повинности переходятъ на получающихъ сію землю въ свое владѣніе наслѣдниковъ умершаго, какъ остающихся въ казачьемъ званіи, такъ и на пріобрѣтшихъ, по силѣ Законовъ о Состояніяхъ, статьи 861, права дворянскаго состоянія. Но если лице, принадлежавшее къ казачьему сословію и пріобрѣтшее службою или инымъ случаемъ права другаго, не имѣетъ въ своемъ владѣніи земель, признаваемыхъ, на основаніи Законовъ о Состояніяхъ, статей 861—865, казачьими, хотя бы и имѣло другія земли, пріобрѣтенныя имъ на основаніи статьи 864 тѣхъ же Законовъ, а между тѣмъ получитъ въ наслѣдство отъ лица, въ казачьемъ сословіи состоящаго, какое бы то ни было движимое имущество: то надъ нимъ или надъ наслѣдниками его и имѣніемъ учреждается опека.

Примѣчаніе 1. Учрежденіе опеки, въ случаѣ, означенномъ въ сей статьѣ, принадлежитъ исключительно тому сословію, въ которое владѣлецъ вступилъ по вновь пріобрѣтеннымъ имъ правамъ, безъ всякаго участія въ томъ со стороны казаковъ.

Примѣчаніе 2. Если лице казачьяго сословія, владѣющее крѣпостною казачьею землею по наслѣдству или по покупкѣ, въ платежѣ податей и повинностей окажется неисправнымъ: то, для уплаты недоимки, сія земля отдается во временное хозяйственное управленіе казачьяго общества.

X. О наслѣдованіи въ имѣніяхъ ссыльныхъ.

1221. Наслѣдованіе въ имѣніи ссыльныхъ, пріобрѣтенномъ ими во

время пребыванія ихъ на поселеніи, опредѣляется особенными правилами въ Уставѣ о Ссыльныхъ.

ГЛАВА ТРЕТІЯ.

Объ открытіи и принятіи наслѣдства, и отреченіи отъ онаго.

Отдѣленіе первое.

Объ открытіи наслѣдства.

1222. Наслѣдство открывается: 1) естественною смертію владѣльца, и 2) лишеніемъ всѣхъ правъ состоянія.

Примѣчаніе. Особенныя правила объ открытіи и принятіи наслѣдства послѣ лицъ, производившихъ торговлю, излагаются въ Уставѣ Торговомъ, статьѣ 154—177.

718. Les successions s'ouvrent par la mort naturelle et par la mort civile (*) (**).

719. La succession est ouverte par la mort civile, du moment où cette mort est encourue, conformément aux dispositions de la section II du chapitre II du titre *de la Jouissance et de la Privation des droits civils. C. 26 s.*

720. Si plusieurs personnes respectivement appelées à la succession l'une de l'autre, périssent dans un même évènement, sans qu'on puisse reconnaître laquelle est décédée la première, la présomption de survie est déterminée par les circonstances du fait, et, à leur défaut, par la force de l'âge ou du sexe (***).

721. Si ceux qui ont péri ensemble, avaient moins de quinze ans, le plus âgé sera présumé avoir survécu.

S'ils étaient tous au-dessus de soixante ans, le moins âgé sera présumé avoir survécu.

Si les uns avaient moins de quinze ans, et les autres plus de soixante, les premiers seront présumés avoir survécu.

(*) Les successions s'ouvrent aussi par l'absence, mais conditionellement; et le moment de l'ouverture disparaît ou change, suivant que l'absent reparaît ou est mort à une autre époque que celle qui avait été fixée par le jugement d'envoi en possession des héritiers présomptifs (C. 130, s.).

(**) La mort civile est abolie. L. 31 mai 1854.

(***) 20 Prairial an IV (8 juin 1796).—*Loi qui établit un mode pour statuer sur les prédécès de plusieurs individus se succédant de droit, et morts dans la même exécution.*

«Le conseil.....considérant qu'il est instant de tracer aux tribunaux une marche certaine et régulière, lorsqu'il sera impossible de constater le prédécès de deux personnes se succédant de droit, et mises à mort dans la même exécution.....Prend la résolution suivante:

«Lorsque des ascendants, des descendants et autres personnes qui se succèdent de droit, auront été condamnés au dernier supplice, et que, mis à mort dans la même exécution, il devient impossible de constater leur prédécès, le plus jeune des condamnés sera présumé avoir survécu».

1223. Монашествующимъ запрещается удерживать за собою ихъ имущество, хотя бы оно пріобрѣтено ими было и до вступленія въ сіе званіе; посему вступающій въ монашество, изъ какого бы то ни было званія, обязанъ до постриженія отдать родовое свое имущество законнымъ наслѣдникамъ, благопріобрѣтеннымъ же имѣніемъ долженъ распорядить въ чью либо пользу по своему усмотрѣнію; въ недостаткѣ такого распоряженія, имущество въ обоихъ случаяхъ обращается къ законнымъ наслѣдникамъ безвозмездно, по распоряженію правительства.

1224. Въ обезпеченіе правъ наслѣдниковъ пріемлются по открытіи наслѣдства мѣры къ охраненію оставшагося имущества.

1225. Средства охраненія правъ наслѣдниковъ суть: 1) опись оставшагося послѣ умершаго имѣнія, опечатаніе и сбереженіе онаго до явки наслѣдниковъ, и 2) вызовъ наслѣдниковъ.

722. Si ceux qui ont péri ensemble, avaient quinze ans accomplis, et moins de soixante, le mâle est toujours présumé avoir survécu, lorsqu'il y a égalité d'âge, ou si la différence qui existe n'excède pas une année.

S'ils étaient du même sexe, la présomption de survie, qui donne ouverture à la succession dans l'ordre de la nature, doit être admise: ainsi le plus jeune est présumé avoir survécu au plus âgé.

724. Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession: les enfants naturels, l'époux survivant et l'État, doivent se faire envoyer en possession par justice dans les formes qui seront déterminées.

811. Lorsqu'après l'expiration des délais pour faire inventaire et pour délibérer, il ne se présente personne qui réclame une succession, qu'il n'y a pas d'héritier connu, ou que les héritiers connus y ont renoncé, cette succession est réputée vacante.

812. Le tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel elle est ouverte, nomme un curateur sur la demande des personnes intéressées, ou sur la réquisition du procureur impérial.

813. Le curateur à une succession vacante est tenu, avant tout, d'en faire constater l'état par un inventaire: il en exerce et poursuit les droits: il répond aux demandes formées contre elle; il administre, sous la charge de faire verser le numéraire qui se trouve dans la succession, ainsi que les deniers provenant du prix des meubles ou immeubles vendus, dans la caisse du receveur de la régie royale, pour la conservation des droits; et à la charge de rendre compte à qui il appartiendra.

814. Les dispositions de la section III du présent chapitre, sur les formes de l'inventaire, sur le mode d'administration et sur les comptes à rendre de la part de l'héritier bénéficiaire, sont, au surplus, communes aux curateurs à successions vacantes.

I. О описи, опечатаніи и храненіи имуществъ, оставшихся послѣ умершихъ.

1226. Опись оставшемуся послѣ умершаго имуществу и опечатаніе онаго производится: 1) когда при открытіи наслѣдства наслѣдниковъ налицо не будетъ, и 2) когда имущество послѣ умершаго должно по закону поступить въ опекунское управленіе.

Примѣчаніе. Опись движимому имуществу, остающемуся послѣ умершаго, должна быть производима во всѣхъ случаяхъ когда нѣкоторые изъ наслѣдниковъ будутъ въ отсутствіи, или когда будетъ сомнѣніе въ томъ, всѣ ли они налицо находятся.

1227. Для составленія описи имѣнію въ томъ случаѣ, когда наслѣдниковъ налицо не будетъ, или вовсе ихъ нѣтъ, назначаются по распоряженію губернскаго начальства: 1) чиновникъ городской полиціи, если имѣніе состоитъ въ городѣ; 2) два или три свидѣтеля изъ того сословія, къ коему принадлежитъ владѣлецъ описываемаго имѣнія. Свидѣтели назначаются изъ сосѣдей; но если бы по болѣзни и другимъ законнымъ причинамъ исполнить сего было нельзя, то предоставляется при описи дворянскихъ имѣній наряжать дворянъ по назначенію Губернскаго Предводителя, а при описи имѣній купцовъ, мѣщанъ и разночинцевъ, отряжать Думѣ или Ратушѣ людей изъ купечества и мѣщанства. Описи имуществъ въ уѣздѣ послѣ умершихъ, когда нѣтъ въ виду законныхъ наслѣдниковъ или попечителей сихъ имѣній, производятся при вышеозначенныхъ свидѣтеляхъ Временнымъ Отдѣленіемъ Земскаго Суда.

Примѣчаніе. Распоряженія о описи и сохраненіи имѣнія лицъ, умершихъ въ С.-Петербургѣ, когда нѣтъ наслѣдниковъ налицо, или когда оставшееся имѣніе должно по закону поступить въ опекунское управленіе, составляютъ предметъ вѣдомства Управы Благочинія.

1228. При описи имѣнія, подлежащаго опекѣ, сверхъ лицъ, поименованныхъ въ предшедшей 1227 статьѣ, отряжаются члены Дворянской Опеки или Сиротскаго Суда, смотря по званію умершаго владѣльца, и опекуны, если они уже назначены.

819. Si tous les héritiers sont présents et majeurs, l'apposition des scellés sur les effets de la succession n'est pas nécessaire, et le partage peut être fait dans la forme et par tel acte que les parties intéressées jugent convenables. (*)

Si tous les héritiers ne sont pas présents, s'il y a parmi eux des mineurs ou des interdits, le scellé doit être apposé dans le plus bref délai, soit à la requête des héritiers, soit à la diligence du procureur impér. près le tribunal de première instance, soit d'office par le juge de paix dans l'arrondissement duquel la succession est ouverte.

820. Les créanciers peuvent aussi requérir l'apposition des scellés, en vertu d'un titre exécutoire on d'une permission du juge.

821. Lorsque le scellé a été apposé, tous créanciers peuvent y former opposition, encore qu'ils n'aient ni titre exécutoire ni permission du juge.

Les formalités pour la levée des scellés et la confection de l'inventaire sont réglées par les lois sur la procédure.

(*) C'est *le partage conventionnel.*

1229. Когда имѣніе поступаетъ въ вѣдомство Университета или учебнаго заведенія, тогда опись и опечатываніе онаго составляется Университетскимъ Судомъ, или начальствомъ того заведенія, къ коему умершій принадлежалъ.

1230. Въ случаѣ смерти кого либо изъ членовъ бывшихъ Царскихъ Домовъ Грузинскаго и Имеретинскаго, Главный Грузинскій Приставъ доноситъ о томъ немедленно Министру Внутреннихъ Дѣлъ, съ присовокупленіемъ свѣдѣній: не оставилъ ли покойный послѣ себя малолѣтныхъ дѣтей, или умеръ въ разлукѣ съ ними, или же былъ бездѣтенъ, и буде по смерти его осталось принадлежащее ему имѣніе, то какія мѣры приняты къ обезпеченію сего имѣнія, къ охраненію коего Главный Приставъ обязанъ съ своей стороны оказывать всякое содѣйствіе.

1231. При описи движимаго имущества, принадлежащаго умершему въ пути, должны находиться: 1) Хозяинъ дома или тотъ, кто занимаетъ его мѣсто. 2) Лица, бывшіе въ пути съ умершимъ, то есть: его родственники, приказчики или работники. 3) Два или три свидѣтеля. 4) Если смерть приключится на водяномъ пути, то при описи должествуютъ находиться: а) управляющій судномъ, какъ то: хозяинъ онаго, шкиперъ, штурманъ, приказчикъ, суперкаргъ и т. п., и б) двое или трое изъ старшихъ по управляющемъ людей.

Примѣчаніе. На всѣхъ вообще пароходахъ, плавающихъ по водамъ Имперіи, въ случаѣ смерти пассажира, капитанъ парохода немедленно составляетъ актъ о смерти и опись имуществу умершаго; актъ сей и опись подписываются капитаномъ, служащими на пароходѣ и нѣсколькими пассажирами, находившимися при описи, и за тѣмъ документы сіи передаются мѣстной полиціи, вмѣстѣ съ тѣломъ умершаго.

1232. Правило, въ предшедшей 1231 статьѣ означенное, прилагается и къ тому случаю, когда кто либо, квартируя въ городѣ или въ загородномъ домѣ, умретъ, а хозяину дома или тому, кто будетъ главнымъ по хозяйству лицемъ въ домѣ, не будетъ извѣстно, находятся ли вблизи родственники умершаго. Здѣсь, сверхъ лицъ, въ прешедшей 1231 статьѣ означенныхъ приглашается и чиновникъ городской или земской полиціи.

1233. Если при описи и опечатаніи имѣнія умершаго найдено будетъ духовное завѣщаніе, то надлежитъ немедленно отдать оное тому, въ чью пользу сдѣлано; въ случаѣ же отсутствія сего лица, отправить въ присутственное мѣсто, которое, записавъ оное у крѣпостныхъ дѣлъ, вызываетъ наслѣдника по завѣщанію чрезъ публичныя Вѣдомости.

1234. Въ случаѣ кончины Архіерея, Настоятеля или Настоятельницы монастыря, приводится въ извѣстность описью, при полицейскомъ чиновникѣ и родственникахъ, буде таковые находятся налицо, все имѣніе, лично принадлежавшее умершимъ. При семъ принимаются слѣдую-

щія распоряженія объ остающейся собственности: а) вещи ризничныя передаются въ собственность каоедральнаго собора или каоедральнаго монастыря, если впрочемъ преставившійся не назначилъ ихъ въ другую какую либо церковъ; б) о прочемъ имѣніи сообщается гражданскому начальству, для вызова наслѣдниковъ и удостовѣренія о личности и правахъ сихъ наслѣдниковъ; если окажется, что скончавшійся сдѣлалъ завѣщаніе, то оно передается въ мѣстную Гражданскую Палату для засвидѣтельствованія. Если завѣщаніе засвидѣтельствуется и исполненіе онаго должно касаться мѣстъ и лицъ духовнаго вѣдомства, то Консисторія приступаетъ сама къ исполненію; буде же лица, коимъ слѣдуетъ что либо изъ имѣнія умершаго, принадлежатъ къ вѣдомству гражданскому, то исполненіе предоставляется мѣстному гражданскому начальству, съ передачею оному и самаго имущества; в) если родственники Архіерея, Настоятелей или Настоятельницъ по вызовамъ не явятся въ положенный срокъ, то имущество перваго обращается въ пользу Архіерейскаго дома, а имѣніе послѣднихъ въ пользу ихъ монастыря; г) между тѣмъ оно сохраняется за ключами одного изъ членовъ Консисторіи и эконома Архіерейскаго дома или монастыря за печатью Консисторіи; а если останутся денежные капиталы, то препровождаются въ одно изъ кредитныхъ установленій, и билетъ на нихъ хранится въ Консисторіи; д) объ оказавшемся имѣніи и завѣщаніи и о сдѣланныхъ распоряженіяхъ доносится Святѣйшему Синоду.

Примѣчаніе. Порядокъ производства описи оставшагося послѣ умершаго имущества, а равномѣрно обязанности и отвѣтственность лицъ, производящихъ опись, опредѣлены ниже, въ книгѣ III Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

1235. Сохраненіе имущества, подлежащаго по смерти владѣльца опекунскому управленію, возлагается на опекуновъ, подъ наблюденіемъ Дворянской Опеки или Сиротскаго Суда, смотря по званію владѣльца.

1236. Движимыя имущества лицъ духовнаго званія, а также лицъ, находящихся на службѣ, подлежащія описи по случаю ихъ смерти, когда нѣтъ въ виду законныхъ наслѣдниковъ, сохраняются подъ надзоромъ мѣстныхъ полицій, или же подъ наблюденіемъ того мѣстнаго управленія, вѣдомству коего умершій принадлежалъ, смотря по тому, которымъ вѣдомствомъ опись назначена.

1237. Хозяину дома, который, сдѣлавъ опись, сохранилъ имущество лица, умершаго въ пути, назначается за сіе въ награду пять процентовъ съ цѣны сохраненнаго имущества.

1238. Въ отношеніи открытія и принятія наслѣдства послѣ содержателей фабрикъ и разныхъ мануфактурныхъ заведеній наблюдаются слѣдующія изъ общаго порядка изъятія: 1) когда послѣ смерти содержателя оныхъ оставшіеся наслѣдники суть всѣ совершеннолѣтіе, и спора

на право наслѣдства ни отъ кого не представлено, то всѣ его заведенія, равно какъ и прочее движимое и недвижимое имѣніе, поступаютъ въ полное сихъ наслѣдниковъ распоряженіе, безъ всякаго въ томъ участія полиціи; 2) когда всѣ наслѣдники, или хотя нѣкоторые изъ нихъ будутъ малолѣтные, также когда произойдетъ споръ по наслѣдству,—въ каковыхъ обстоятельствахъ, по силѣ статей 1098, 1100 и 1299 сего Свода, оставшееся послѣ умершаго владѣльца имѣніе долженствуетъ поступить въ опекунское управленіе, въ первомъ случаѣ до совершеннолѣтія всѣхъ наслѣдниковъ, а въ послѣднемъ до судебнаго разрѣшенія,—то заведенія оставляются въ полномъ ихъ дѣйствіи подъ управленіемъ лица, завѣдывавшаго оными до смерти владѣльца; если же управлялъ самъ владѣлецъ, то у ближайшаго лица по прежнему управленію оными, и какъ въ случаѣ малолѣтства наслѣдниковъ, такъ и спора на наслѣдство, обязанность полиціи состоитъ единственно въ томъ, чтобы, не останавливая дѣйствія заведенія, сдѣлать установленнымъ порядкомъ опись всему заведенію и прочему имѣнію, равно какъ документамъ, для передачи оной опекунамъ по ихъ назначенію, до того же времени имѣть только надзоръ за дѣйствіями управляющаго; 3) сверхъ сихъ мѣръ распространяются на содержателей фабрикъ и разныхъ мануфактурныхъ заведеній правила, постановленныя въ Уставѣ Торговомъ, статьяхъ 170—177 и 758—761, для охраненія отъ разстройства торговыхъ заведеній вообще въ случаѣ смерти владѣльца; 4) когда на владѣльца при жизни его предъявлены были ко взысканію долговыя претензіи, превышающія его капиталъ, то въ семъ случаѣ надлежитъ поступать на основаніи правилъ изложенныхъ въ Уставѣ Торговомъ, книги IV раздѣлъ V.

Примѣчаніе 1. Порядокъ охраненія пожитковъ, остающихся послѣ Россійскаго подданнаго въ иностранныхъ земляхъ, опредѣляется въ Уставѣ Торговомъ [прил. къ ст. 2025: статьяхъ 73—77, 80, по Прод. II].

Примѣчаніе 2. На основаніи декларація 29 Мая 1843 года, Французскимъ Консуламъ, Вице-Консуламъ и Консульскимъ Агентамъ, а за неимѣніемъ таковыхъ Французскимъ дипломатическимъ Агентамъ въ Россіи предоставлены относительно опечатанія и охраненія имущества, остающагося по смерти Французскихъ подданныхъ въ Россіи, тѣ же права, которыя предоставлены Россійскимъ Консуламъ и Агентамъ относительно имущества, остающагося по смерти Россійскихъ подданныхъ во Франціи. Указомъ Правительствующаго Сената 15 Сентября 1847 года повелѣно: 1) что Декларація 29 Мая 1843 года не имѣетъ предметомъ вовсе изъять Французскихъ подданныхъ, проживающихъ въ Россіи, или ихъ имущества, отъ дѣйствія Россійскихъ законовъ; но цѣль ея есть та, чтобъ охранить выгоды отсутствующихъ наслѣдниковъ тѣхъ Французовъ, которые умираютъ въ Россіи, предоставляя и Русскимъ, въ подобныхъ случаяхъ, совершенное взаимство въ отношеніи къ наслѣдникамъ Русскихъ подданныхъ, умирающихъ во Франціи; 2) что по точному смыслу сей Декларація, посольство и Консулы, по сдѣланіи вмѣстѣ съ мѣстнымъ начальствомъ описи наслѣдству, оставшемуся послѣ Французскаго подданнаго, имѣютъ полное право не только принимать всѣ мѣры, нужныя для сохраненія наслѣдства, предваряя о томъ мѣстное начальство, но и вступать отъ своего имени во владѣніе составляющимъ движимость наслѣдствомъ, приводить его въ извѣстность и управлять онымъ лично или чрезъ назначенныхъ подъ ихъ отвѣтственностію повѣренныхъ, если умершій не оставилъ послѣ себя духовнаго завѣщанія и не назначилъ душеприказчика; 3) что единственно въ случаѣ споровъ, возникающихъ между участвующими въ наслѣдствѣ лицами, раз-

смотрѣніе и рѣшеніе тяжбъ, относящихся къ сему предмету, должны быть предоставлены россійскимъ судебнымъ мѣстамъ; 4) что дѣла о недвижимыхъ имѣніяхъ, остающихся въ Россіи послѣ Французскихъ подданныхъ, принадлежатъ разсмотрѣнію и рѣшенію Россійскихъ же судебныхъ мѣстъ. Права и обязанности Генеральныхъ Консуловъ, Консуловъ, Вице-Консуловъ и Консульскихъ Агентовъ Французскихъ въ Россіи и Россійскихъ во Франціи относительно описи вещей, остающихся послѣ смерти кого либо изъ нихъ соотечественниковъ, опечатанія оныхъ, принятія мѣръ къ сохраненію наслѣдства умершихъ, также ликвидаціи и управленія такимъ наслѣдствомъ, опредѣляются трактатомъ $^{2}/_{14}$ Іюня 1857 года.

Примѣчаніе 3. Права и обязанности Россійскихъ, Австрійскихъ и Нидерландскихъ Консуловъ, Вице-Консуловъ и Консульскихъ Агентовъ, а въ случаѣ небытности ихъ, дипломатическихъ Агентовъ или мѣстныхъ начальствъ относительно опечатанія и охраненія наслѣдства, остающагося по смерти подданныхъ Россійскихъ въ Австріи и Нидерландскомъ Королевствѣ и подданныхъ Австрійскихъ и Нидерландскихъ въ Россіи, опредѣляются конвенціею и трактатомъ 1847 года.—Права и обязанности Консуловъ, Вице-Консуловъ и Консульскихъ Агентовъ Россійскихъ въ Греціи и Греческихъ въ Россіи, а за неимѣніемъ таковыхъ, обоюдныхъ дипломатическихъ Миссій, относительно опечатанія и охраненія наслѣдства, остающагося по смерти подданныхъ Россійскихъ въ Греціи и подданныхъ Греческихъ въ Россіи, опредѣляются трактатомъ 12 Іюня 1850 года.—Права и обязанности Консуловъ, Вице-Консуловъ и торговыхъ Агентовъ Россійскихъ въ Пруссіи и Прусскихъ въ Россіи относительно опечатанія пожитковъ, движимости и бумагъ, принадлежащихъ къ наслѣдству, остающемуся въ случаѣ смерти подданныхъ одного государства во владѣніяхъ другаго, описи и принятія онаго, также ликвидаціи и управленія такимъ наслѣдствомъ, опредѣляются трактатомъ $\frac{25\text{ Декабря }1850}{6\text{ Января }1857}$. Права и обязанности начальниковъ миссій и дипломатическихъ агентовъ, Консуловъ, Вице-Консуловъ и коммерческихъ агентовъ Россійскихъ въ Баваріи и Баварскихъ въ Россіи относительно опечатанія пожитковъ, движимости и бумагъ, принадлежащихъ къ наслѣдству, остающемуся въ случаѣ смерти подданныхъ одного государства во владѣніяхъ другаго, описи и принятія, также ликвидаціи и управленія такимъ наслѣдствомъ опредѣляются декларацією $^{17}/_{29}$ Января 1858 года. На основаніи трактата, заключеннаго $\frac{31\text{ Декабря }1858}{12\text{ Января }1859}$ съ Великобританіею, изложенныя въ семъ примѣчаніи права и обязанности примѣняются также къ Генеральнымъ Консуламъ, Консуламъ, Вице-Консуламъ и Консульскимъ Агентамъ Великобританскихъ въ Россіи и Россійскихъ въ Великобританіи. Сила трактата, заключеннаго $\frac{31\text{ Декабря }1858}{12\text{ Января }1859}$ съ Великобританіею, распространяется и на Іоническіе острова.

Примѣчаніе 4. Нѣкоторыя особыя правила къ отвращенію разстройства питейныхъ и акцизныхъ сборовъ и захвата суммъ въ случаѣ смерти распорядителя или содержателя такого сбора опредѣляются въ Уставѣ Питейномъ.

II. О вызовѣ наслѣдниковъ.

1239. Наслѣдникамъ дѣлается по распоряженію тѣхъ судебныхъ мѣстъ, въ вѣдѣніи коихъ находится оставшееся послѣ умершаго имущество, вызовъ чрезъ публичныя (Учр. Сенат. ст. 472, въ прил. ст. 10, 20, 22) Вѣдомости: 1) когда они всѣ или нѣкоторые изъ нихъ находятся въ отсутствіи; 2) когда умершій оставилъ по себѣ капиталъ, внесенный имъ въ Сохранную Казну, или въ Государственные Банки, Заемный или Коммерческій; или же 3) не выкупилъ до смерти своей заложенныхъ и просроченныхъ вещей въ Ссудной Казнѣ Воспитательнаго Дома.

Примѣчаніе. Объявленія о вызовѣ наслѣдниковъ послѣ лицъ, умершихъ въ военной службѣ, печатаются въ военныхъ вѣдомостяхъ по правиламъ, въ Сводѣ Военныхъ Постановленій изложеннымъ. Но о смерти нижнихъ военныхъ чиновъ не дѣлается публикаціи въ вѣдомостяхъ, и родственники сихъ чиновъ вызываются лишь посредствомъ сношенія

военныхъ начальниковъ съ мѣстными полиціями по принадлежности, причемъ опредѣленный, для полученія имущества и денегъ, оставшихся послѣ такихъ лицъ военнаго вѣдомства и вѣдомства путей сообщенія и публичныхъ зданій, годичный срокъ считается со дня извѣщенія о смерти сихъ послѣднихъ означенныхъ родственниковъ оныхъ чрезъ мѣстную полицію. Гражданскому Начальству вмѣняется въ обязанность, чтобъ оно сообщало военнымъ начальникамъ, въ вѣдѣніи коихъ состояли умершіе нижніе чины, когда именно о смерти тѣхъ людей и оставшемся послѣ нихъ имуществѣ объявлено наслѣдникамъ. (Свод. Воен. Постан. ч. II, кн. 2, ст. 1703 и 1704 и ч. IV, кн. 4, ст. 110 по Продолженіямъ).

1240. Если отсутствующіе наслѣдники находятся въ виду, и мѣстопребываніе ихъ извѣстно, то сверхъ объявленія въ публичныхъ Вѣдомостяхъ, надлежитъ относиться въ тѣ губерніи, въ коихъ они вѣдомы, или гдѣ имѣютъ свое пребываніе, чрезъ городскую или земскую полицію.

1241. Буде отсутствующіе наслѣдники не явятся въ теченіи полугода со дня послѣдняго напечатанія въ публичныхъ Вѣдомостяхъ (Учр. Сенат. ст. 472, въ прил. ст. 20), то налицо находящіеся наслѣдники вступаютъ по истеченіи сего срока во владѣніе оставшимся наслѣдствомъ; но симъ отсутствующіе наслѣдники не теряютъ своего права на открытіе спора установленнымъ порядкомъ и въ опредѣленные сроки.

1242. Относительно правъ соучастниковъ въ наслѣдствѣ общаго имѣнія наблюдаются слѣдующія правила: 1) Соучастники въ наслѣдствѣ общаго имѣнія теряютъ права свои тогда только, когда не предъявятъ ихъ въ теченіи десяти лѣтъ со дня учиненнаго публичнаго вызова, буде таковой былъ сдѣланъ, считая началомъ срока послѣднее напечатаніе въ Вѣдомостяхъ. 2) Владѣніе одного изъ соучастниковъ общимъ ихъ имѣніемъ по заключенной между ними добровольной записи, или иной сдѣлкѣ, или по узаконенной довѣренности, какъ зависящее отъ актовъ условныхъ, не можетъ быть превращаемо чрезъ давность, въ право единственной или исключительной сего владѣльца собственности. 3) Если соучастникъ, владѣвшій имѣніемъ, хотя бы то было и безъ надлежащаго уполномочія, показывалъ оное предъ присутственными мѣстами собственностію, обще съ другими ему принадлежащею, или выплачивалъ соучастникамъ ежегодно доходы, а въ послѣдствіи тожъ самое имѣніе началъ показывать исключительною своею собственностію, то въ семъ случаѣ давность считается для отсутствующихъ соучастниковъ не со дня публикаціи, а со дня, въ который общее имѣніе показано единственною собственностію владѣющаго, или въ который сдѣлана послѣдняя уплата доходовъ, смотря по тому, что было позднѣе. 4) Что же касается до споровъ, возникающихъ изъ управленія общимъ имѣніемъ, независимо отъ права собственности на оное, то споры сіи, какъ и всѣ вообще гражданскіе иски, подлежатъ дѣйствію общей давности.

1243. Имѣніе лица, въ безвѣстномъ отсутствіи находящагося, по надлежащемъ въ томъ удостовѣреніи, берется въ казенный присмотръ.

112. S'il y a nécessité de pourvoir à l'administration de tout ou partie des biens laissés par une personne présumée absente, et qui n'a point de procureur fondé, il y sera statué par le tribunal de première instance, sur la demande des parties intéressées.

113. Le tribunal, à la requête de la partie la plus diligente, commettra un notaire pour représenter les présumés absents, dans les inventaires, comptes, partages et liquidations dans lesquels ils seront intéressés.

114. Le ministère public est spécialement chargé de veiller aux intérêts des personnes présumées absentes; et il sera entendu sur toutes les demandes qui les concernent.

De la déclaration d'absence.

115. Lorsqu'une personne aura cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence, et que depuis quatre ans on n'en aura point eu de nouvelles, les parties intéressées pourront se pourvoir devant le tribunal de première instance, afin que l'absence soit déclarée (*).

116. Pour constater l'absence, le tribunal, d'après les pièces et documents produits, ordonnera qu'une enquête soit faite contradictoirement avec le procureur du Roi, dans l'arrondissement du domicile, et dans celui de la résidence, s'ils sont distincts l'un de l'autre.

(*) La loi du 13 janvier 1817 contient, à l'égard des militaires absents, les dispositions suivantes:

1) Lorsqu'un militaire ou marin en activité pendant les guerres qui ont eu lieu depuis le 21 avril 1792 jusqu'au traité de paix du 20 nov. 1813, aura cessé de paraître, avant cette dernière époque, à son corps et au lieu de son domicile ou de sa résidence, ses héritiers présomptifs ou son épouse pourront dès à présent se pourvoir au tribunal de son dernier domicile, soit pour faire déclarer son absence, soit pour faire constater son décès, soit pour l'une de ces fins, au défaut de l'autre.

2) Leur requête et les pièces justificatives seront communiquées au procureur du roi, et par lui adressées au Ministre de la marine, selon que l'individu appartiendra au service de terre ou à celui de mer, et rendra publique la demande, ainsi qu'il est prescrit à l'égard des jugements d'absence par l'article 118 du Code civil.

3) La requête, les extraits d'actes, pièces et renseignements recueillis au ministère de la guerre ou de la marine, sur l'individu dénommé dans ladite requête, seront renvoyés, par l'intermédiaire du Ministre de la justice, au procureur du Roi. — Si l'acte de décès a été transmis au procureur du Roi, il en fera immédiatement le renvoi à l'officier de l'état civil, qui sera tenu de se conformer à l'article 98 du Code civil. — Le procureur du Roi remettra le surplus des pièces au greffe, après en avoir prévenu l'avoué des parties requérantes, et, à défaut d'actes de décès, il donnera ses conclusions.

4) Sur le vu du tout, le tribunal prononcera. — S'il résulte des pièces et renseignements

117. Le tribunal, en statuant sur la demande, aura d'ailleurs égard aux motifs de l'absence, et aux causes qui ont pu empêcher d'avoir des nouvelles de l'individu présumé absent.

118. Le procureur impérial enverra, aussitôt qu'ils seront rendus, les jugements tant préparatoires que définitifs, au ministre de la justice, qui les rendra publics.

119. Le jugement de déclaration d'absence ne sera rendu qu'un an après le jugement qui aura ordonné l'enquête.

Des effets de l'absence, relativement aux biens que l'absent possédait au jour de sa disparition.

120. Dans les cas où l'absent n'aurait point laissé de procuration pour l'administration de ses biens, ses héritiers présomptifs, au jour de sa disparition ou de ses dernières nouvelles, pourront, en vertu du jugement définitif qui aura déclaré l'absence, se faire envoyer en possession provisoire des biens qui appartenaient à l'absent au jour de son départ ou de ses dernières nouvelles, à la charge de donner caution pour la sûreté de leur administration.

121. Si l'absent a laissé une procuration, ses héritiers présomptifs ne pourront poursuivre la déclaration d'absence et l'envoi en possession provisoire, qu'après dix années révolues depuis sa disparition ou depuis ses dernières nouvelles.

122. Il en sera de même si la procuration vient à cesser; et dans ce cas, il sera pourvu à l'administration des biens de l'absent, comme il est dit au chapitre I-er du présent titre.

123. Lorsque les héritiers présomptifs auront obtenu l'envoi en possession provisoire, le testament, s'il en existe un, sera ouvert à la réquisition des parties intéressées, ou du procureur impérial près le tribunal; et les légataires, les donataires, ainsi que tous ceux qui avaient, sur les biens de l'absent, des

---

fournis par le ministre que l'individu existe, la demande sera rejetée. — S'il y a lieu seulement de présumer son existence, l'instruction pourra être ajournée pendant un délai qui n'excèdera pas une année. — Le tribunal pourra aussi ordonner les enquêtes prescrites par l'article 116 du Code civil, pour confirmer les présomptions d'absence résultant des dites pièces et renseignements. — Enfin l'absence pourra être declarée, ou sans autre instruction, ou après ajournement et enquêtes, s'il est prouvé que l'individu a disparu sans qu'on ait eu de ses nouvelles, savoir depuis deux ans, quand le corps, le détachement ou l'équipage dont il faisait partie, servait en Europe; et depuis quatre ans, quand le corps, le détachement ou l'équipage se trouvait hors de l'Europe.

droits subordonnés à la condition de son décès, pourront les exercer provisoirement, à la charge de donner caution.

124. L'époux commun en biens, s'il opte pour la continuation de la communauté, pourra empêcher l'envoi provisoire, et l'exercice provisoire de tous les droits subordonnés à la condition du décès de l'absent, et prendre ou conserver par préférence l'administration des biens de l'absent. Si l'époux demande la dissolution provisoire de la communauté, il exercera ses reprises et tous ses droits légaux et conventionnels, à la charge de donner caution pour les choses susceptibles de restitution.

La femme, en optant pour la continuation de la communauté, conservera le droit d'y renoncer ensuite.

125. La possession provisoire ne sera qu'un dépôt, qui donnera à ceux qui l'obtiendront, l'administration des biens de l'absent, et qui les rendra comptables envers lui, en cas qu'il reparaisse ou qu'on ait de ses nouvelles.

126. Ceux qui auront obtenu l'envoi provisoire, ou l'époux qui aura opté pour la continuation de la communauté, devront faire procéder à l'inventaire du mobilier et des titres de l'absent, en présence du procureur impérial près le tribunal de première instance, ou d'un juge-de-paix requis par ledit procureur impérial.

Le tribunal ordonnera, s'il y a lieu, de vendre tout ou partie du mobilier. Dans le cas de vente, il sera fait emploi du prix, ainsi que des fruits échus.

Ceux qui auront obtenu l'envoi provisoire, pourront requérir, pour leur sûreté, qu'il soit procédé, par un expert nommé par le tribunal, à la visite des immeubles, à l'effet d'en constater l'état. Son rapport sera homologué en présence du procureur impér.; les frais en seront pris sur les biens de l'absent.

127. Ceux qui, par suite de l'envoi provisoire, ou de l'administration légale, auront joui des biens de l'absent, ne seront tenus de lui rendre que le cinquième des revenus, s'il reparaît avant quinze ans révolus depuis le jour de sa disparition; et le dixième, s'il ne reparait qu'apres les quinze ans.

Après trente ans d'absence, la totalité des revenus leur appartiendra.

128. Tous ceux qui ne jouiront qu'en vertu de l'envoi provisoire, ne pourront aliéner ni hypothéquer les immeubles de l'absent.

129. Si l'absence a continué pendant trente ans depuis l'envoi provisoire, ou depuis l'époque à laquelle l'époux commun aura pris l'administration des biens de l'absent, ou s'il s'est écoulé cent ans révolus depuis la naissance de l'absent, les cautions seront déchargées; tous les ayants droit pourront demander le partage des biens de l'absent, et faire prononcer l'envoi en possession définitif par le tribunal de première instance.

130. La succession de l'absent sera ouverte du jour de son décès prouvé,

au profit des héritiers les plus proches à cette époque; et ceux qui auraient joui des biens de l'absent, seront tenus de les restituer, sous la réserve des fruits par eux acquis en vertu de l'article 127.

131. Si l'absent reparaît, ou si son existence est prouvée pendant l'envoi provisoire, les effets du jugement qui aura déclaré l'absence cesseront; sans préjudice, s'il y a lieu, des mesures conservatoires prescrites au chapitre I-er du présent titre, pour l'administration de ses biens.

132. Si l'absent reparaît, ou si son existence est prouvée, même après l'envoi définitif, il recouvrera ses biens dans l'état où ils se trouveront, le prix de ceux qui auraient été aliénés, ou les biens provenant de l'emploi qui aurait été fait du prix de ses biens vendus.

133. Les enfants et descendants directs de l'absent pourront également, dans les trente ans, à compter de l'envoi définitif, demander la restitution de ses biens, comme il est dit en l'article précédent.

134. Après le jugement de déclaration d'absence, toute personne qui aurait des droits à exercer contre l'absent, ne pourra les poursuivre que contre ceux qui auront été envoyés en possession des biens, ou qui en auront l'administration légale.

Des effets de l'absence, relativement aux droits éventuels qui peuvent compter à l'absent.

135. Quiconque réclamera un droit échu à un individu dont l'existence ne sera pas reconnue, devra pouver que ledit individu existait quand le droit a été ouvert: jusqu'à cette preuve, il sera déclaré non recevable dans se demande.

136. S'il s'ouvre une succession à laquelle soit appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue, elle sera dévolue exclusivement à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir, ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut.

137. Les dispositions des deux articles précédents auront lieu sans préjudice des actions en pétition d'hérédité et d'autres droits, lesquels compèteront à l'absent ou à ses représentants ou ayants cause, et ne s'éteindront que par le laps de temps établi pour la prescription.

138. Tant que l'absent ne se représentera pas, ou que les actions ne seront point exercées de son chef, ceux qui auront recueilli la succession, gagneront les fruits par eux perçus de bonne foi.

1244. Если безвѣстно отсутствующій явится прежде истеченія десятилѣтняго срока со дня объявленія въ Вѣдомостяхъ, и надлежащимъ образомъ докажетъ, что имѣніе по наслѣдству принадлежитъ ему: тогда оно возвращается ему со всѣми доходами со времени взятія въ казенный присмотръ, за вычетомъ только издержекъ, употребленныхъ на сохраненіе его; издержки сіи однако же ни въ какомъ случаѣ не должны превышать одного процента со ста.

1245. Если по смерти дворянина, имѣвшаго во владѣніи своемъ крѣпостныхъ дворовыхъ, не причисленныхъ ни къ какому населенному имѣнію людей, наслѣдники его не явятся въ опредѣленный публикаціею о вызовѣ ихъ срокъ (ст. 1241), то сіи дворовые люди, на основаніи общихъ правилъ о выморочныхъ крѣпостныхъ людяхъ (Зак. о Сост. ст. 462, п. 7 и ст. 1205, п. 4 и Уст. о Подат.), приписываются немедленно къ городскимъ или сельскимъ, по ихъ избранію, обществамъ, или же въ цехи наемныхъ служителей и рабочихъ тамъ, гдѣ сіи цехи существуютъ или будутъ въ то время учреждены. Тѣмъ наслѣдникамъ, которые явятся въ послѣдствіи до истеченія общей постановленной законами десятилѣтней давности (ст. 1244), уплачивается за сихъ людей изъ казны по сту четырнадцати рублей двадцати восьми четыре седьмыхъ копѣекъ серебромъ за каждую ревизскую мужескаго пола душу, а за женскую въ томъ лишь случаѣ, когда сіи женщины значатся по ревизіи отдѣльно и не приписаны къ семействамъ, въ коихъ есть лица мужескаго пола, по пятидесяти семи рублей четырнадцати копѣекъ серебромъ. Буде явившійся наслѣдникъ докажетъ, что онъ не могъ явиться въ опредѣленный публикаціею о вызовѣ его срокъ по законнымъ причинамъ, то ему, сверхъ того, выдается и весь излишекъ доходовъ, какой казна съ перечисленныхъ въ ея вѣдомство дворовыхъ людей получила отъ платежа ими, съ поступленіемъ въ одно изъ свободныхъ податныхъ состояній, подушной подати въ большомъ количествѣ противъ той, которой они подлежали бы, оставаясь въ крѣпостномъ состояніи.

1246. Кто въ теченіи десятилѣтняго срока не явится для полученія наслѣдства, тотъ лишается онаго навсегда.

1247. Наслѣдники умершихъ въ Россіи иностранцевъ, находящіеся за границею, вызываются для принятія наслѣдства чрезъ публичныя Вѣдомости, издаваемыя на Нѣмецкомъ языкѣ. Срокъ же къ предъявленію требованій на наслѣдство пребывающимъ какъ въ Европѣ, такъ и въ другихъ частяхъ свѣта, полагается двухлѣтній.

Des effets de l'absence, relativement au mariage Voy. Swod art. 54 et suiv.

789. La faculté d'accepter ou de répudier une succession se prescrit par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers.

1248. Наслѣдники умершихъ въ Россіи иностранцевъ изъ Турецкихъ и Персидскихъ подданныхъ и вообще Азіятцевъ, находящіеся за границею, вызываются для принятія наслѣдства, чрезъ публичныя Вѣдомости на Русскомъ языкѣ, и сверхъ того чрезъ Губернскія Вѣдомости пограничныхъ съ отечествомъ умершаго иностранца губерній. Независимо отъ публикацій, мѣстныя губернскія начальства должны доставлять въ Министерство Иностранныхъ Дѣлъ свѣдѣнія о всѣхъ вообще умершихъ въ Россіи иностранцахъ и оставшемся послѣ нихъ имуществѣ: объ Азіятцахъ, Турецкихъ и Греческихъ подданныхъ въ Азіятскій Департаментъ, а о прочихъ въ Департаментъ Внутреннихъ Сношеній; въ тѣхъ же мѣстахъ, гдѣ есть иностранные Консулы, сообщать сіи свѣдѣнія непосредственно тѣмъ изъ нихъ, которымъ умершіе иностранцы были подвѣдомственны. Объ умершихъ въ Россіи Хивинцахъ, Бухарцахъ и Кокандцахъ мѣстныя губернскія начальства должны сообщать таковыя же свѣдѣнія въ Оренбургскую Пограничную Коммисію, для извѣщенія ихъ наслѣдниковъ чрезъ начальниковъ караванновъ, приходящихъ на Оренбургскую линію, или инымъ способомъ.

Примѣчаніе. Оренбургская Пограничная Коммисія переименована въ Областное Правленіе области Киргизовъ Оренбургскаго вѣдомства (ср. Т. II, Учр. Инор. ст. 732, примѣч. 2, по Прод. III, № 1.)

1249. Относительно имущества, остающагося послѣ умершихъ Индѣйцевъ, принадлежащихъ къ Астраханскому Индѣйскому обществу, если умершій Индѣецъ былъ подданнымъ одного изъ владѣній Англійской Остъ-Индской Компаніи, надлежитъ, о вызовѣ наслѣдниковъ чрезъ сношеніе съ Англійскою Миссіею, представлять отъ мѣстнаго начальства въ Министерство Иностранныхъ Дѣлъ; если же онъ не принадлежалъ къ вѣдомству той Компаніи, то предоставлять самому обществу, по ближайшей ему извѣстности, вызывать наслѣдниковъ; по явкѣ же ихъ и по надлежащемъ доказательствѣ права на наслѣдство, общество должно представлять свое заключеніе чрезъ Астраханскаго Губернатора; впрочемъ правило сіе, относясь собственно къ Индѣйцамъ, въ Астрахани находящимся, не распространяется на Индѣйцевъ, не принадлежащихъ къ тамошнему обществу и жительствующихъ въ другихъ городахъ: имѣнія сихъ послѣднихъ должны подвергаться дѣйствію общихъ законовъ, существующихъ для подобныхъ дѣлъ о жительствующихъ въ Россіи иностранцахъ.

1250. Деньги, оставшіяся отъ продажи заложенныхъ въ Ссудную Казну вещей, причисляются къ капиталу Воспитательнаго Дома не прежде, какъ по истеченіи десяти лѣтъ, буде въ теченіи сего времени за полученіемъ оныхъ денегъ не явится закладчикъ или законный по немъ наслѣдникъ.

1251. Для принятія наслѣдства, наслѣдникамъ членовъ Университета и чиновниковъ учебнаго вѣдомства опредѣляется годовой срокъ.

1252. Когда капиталы отданы въ Сохранную Казну на срочное время, и наслѣдники умершихъ вкладчиковъ не явятся по прошествіи онаго: то Опекунскій Совѣтъ ожидаетъ ихъ еще пять лѣтъ, а въ шестой годъ вызываетъ ихъ чрезъ Вѣдомости не только въ Россіи, но и въ чужихъ государствахъ, дабы явились въ теченіи шестаго года для принятія капиталовъ.

1253. Правила о вызовѣ и явкѣ наслѣдниковъ для принятія имущества, оставшагося послѣ смерти лица, содержимаго въ Исправительномъ заведеніи, или въ рабочемъ домѣ, въ С.-Петербургѣ учрежденномъ, изложены въ Уставѣ о Содержащихся подъ Стражею. Правила относительно денегъ и имущества, остающихся послѣ умершихъ въ больницахъ и богадѣльняхъ Приказовъ Общественнаго Призрѣнія и другихъ сего рода заведеніяхъ, изложены по принадлежности въ уставахъ и положеніяхъ, для сихъ заведеній изданныхъ (см. Уст. Общ. Призр.),

Отдѣленіе второе.

О принятіи наслѣдства и отреченіи отъ онаго.

1254. Право на открывшееся наслѣдство принадлежитъ наслѣдникамъ съ самой кончины владѣльца.

1255. Наслѣдники властны принять наслѣдство или отречься отъ онаго.

1256. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, если наслѣдники, по бѣдности своей, или другимъ какимъ либо причинамъ, не будутъ въ состояніи, или не захотятъ отыскивать открывшагося наслѣдства, то имъ дозволяется право на такое наслѣдство передать, или уступить кому либо другому, по ихъ произволу.

I. Принятіе наслѣдства и послѣдствія онаго.

1257. За малолѣтныхъ, безумныхъ и умалишенныхъ, согласіе или несогласіе на принятіе наслѣдства обязаны изъявлять назначенные надъ ними опекуны.

724. Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession (*): les enfants naturels, l'époux survivant et l'Etat doivent se faire envoyer en possession par justice dans les formes qui seront déterminées.

774. Une succession peut être acceptée purement et simplement, ou sous bénéfice d'inventaire.

775. Nul n'est tenu d'accepter une succession qui lui est échue.

776. Les femmes mariées ne peuvent pas valablement accepter une succession sans l'autorisation de leur mari ou de justice, conformément aux dispositions du chapitre VI du titre *du Mariage* (217, 219).

(*) C'est ce qu'on appelle la *saisine*. Ce principe est fondé sur la maxime énergique de l'ancien droit: *le mort saisit le vif.*

1258. Принявшему наслѣдство принадлежатъ не только наличное имущество и капиталы, но и слѣдующіе къ полученію долги, заслуженное жалованье, и тому подобное, по службѣ умершему законно принадлежавшее.

1259. Но вмѣстѣ съ имуществомъ и правами къ принявшему наслѣдство переходятъ и обязанности: 1) платить долги умершаго соразмѣрно наслѣдственной его долѣ, и отвѣтствовать, въ случаѣ недостатка имѣнія, даже собственнымъ капиталомъ и имуществомъ; 2) выполнять обязательства по договорамъ съ казною и частными лицами и удовлетворять открывшіеся на умершемъ казенные начеты и взысканія; 3) вносить судебныя пошлины и штрафы, которые при жизни внесены имъ не были; и 4) вообще отвѣтствовать въ искахъ по имуществу.

1260. Ежели одинъ изъ сыновей отдалъ отцу на сохраненіе свои деньги, или другое движимое имущество, а отецъ умеръ не отдавъ ихъ, то другіе сыновья должны, до раздѣла въ отцовскомъ имѣніи, тотъ долгъ отцовскій уплатить брату, раздѣливъ оный между собою, въ томъ числѣ и съ нимъ, на равныя части. То же правило относится и къ имуществу, ввѣренному сыновьями матери.

1261. Принятіемъ наслѣдства почитается, когда наслѣдники ни отзыва о неплатежѣ долговъ не учинили, ни доходовъ съ имѣнія умершаго не сохранили, а владѣли и пользовались имуществомъ въ личную себѣ прибыль.

Les successions échues aux mineurs et aux interdits ne pourront être valablement acceptées que conformément aux dispositions du titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation* (461, 462).

724. Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession.

777. L'effet de l'acceptation remonte au jour de l'ouverture de la succession.

778. L'acceptation peut être expresse ou tacite: elle est expresse, quand on prend le titre ou la qualité d'héritier dans un acte authentique ou privé; elle est tacite, quand l'héritier fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter, et qu'il n'aurait droit de faire qu'en sa qualité d'héritier.

779. Les actes purement conservatoires, de surveillance et d'administration provisoire, ne sont pas des actes d'addition d'hérédité, si l'on n'y a pas pris le titre ou la qualité d'héritier.

780. La donation, vente ou transport que fait de ses droits successifs un des cohéritiers, soit à un étranger, soit à tous ses cohéritiers, soit à quelques-uns d'eux, emporte de sa part acceptation de la succession.

Il en est de même, 1) de la renonciation, même gratuite, que fait un des héritiers au profit d'un ou de plusieurs de ses cohéritiers:

2) De la renonciation qu'il fait même au profit de tous ses cohéritiers indistinctement, lorsqu'il reçoit le prix de se renonciation.

1262. Дѣти не обязаны платить долговъ за родителей, если по смерти ихъ никакого имѣнія въ наслѣдство не получили, хотя бы по праву представленія и досталось имъ потомъ наслѣдство отъ дѣдовъ и другихъ родственниковъ.

1263. Казна и прочія мѣста и вѣдомства, принявшія наслѣдство въ выморочныхъ имуществахъ, не изъемлются отъ обязанности удовлетворять долги, на тѣхъ имѣніяхъ лежащіе, и вообще отвѣтствовать въ искахъ порядкомъ, закопами установленнымъ.

Примѣчаніе. Съ поступленіемъ имѣнія, состоящаго на правѣ маіоратовъ въ Западныхъ губерніяхъ, въ казенное вѣдомство на основаніи предшедшей 1181 статьи, исполненіе контрактовъ, заключенныхъ умершимъ владѣльцемъ, по предметамъ, относящимся вообще до имѣнія, принадлежитъ казнѣ, прочіе же контракты исполняются наслѣдниками.

1264. Особенныя правила о принятіи въ наслѣдство золотосодержащихъ пріисковъ и о подаваемыхъ при семъ наслѣдниками объявленіяхъ, изложены въ Уставѣ Горномъ, статьѣ 2459.

II. Отреченіе отъ наслѣдства и послѣдствія онаго.

1265. Отреченіемъ отъ наслѣдства признается: 1) когда наслѣдники не вступятъ въ наслѣдство по несоразмѣрности онаго съ долгами, и 2) когда отсутствующіе наслѣдники по учиненнымъ вызовамъ не явятся для принятія наслѣдства въ установленные сроки.

1266. Отреченіе отъ наслѣдства производится посредствомъ объявленія о томъ наслѣдниковъ въ надлежащемъ присутственномъ мѣстѣ.

1267. Молчаніе законнаго наслѣдника при спорѣ сонаслѣдниковъ его противъ духовнаго завѣщанія не почитается отреченіемъ отъ наслѣдства, когда оное присуждено будетъ въ слѣдствіе сего спора наслѣдникамъ по закону.

781. Lorsque celui à qui une succession est échue, est décédé sans l'avoir répudiée ou sans l'avoir acceptée expressément ou tacitement, ses héritiers peuvent l'accepter ou la répudier de son chef.

782. Si ces héritiers ne sont pas d'accord pour accepter ou pour répudier la succession, elle doit être acceptée sous bénéfice d'inventaire.

783. Le majeur ne peut attaquer l'acceptation expresse ou tacite qu'il a faite d'une succession, que dans le cas où cette acceptation aurait été la suite d'un dol pratiqué envers lui: il ne peut jamais réclamer sous prétexte de lésion, excepté seulement dans le cas où la succession se trouverait absorbée ou diminuée de plus de moitié, par la découverte d'un testament inconnu au moment de l'acceptation.

784. La renonciation à une succession ne se présume pas: elle ne peut plus être faite qu'au greffe du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel la succession s'est ouverte, sur un registre particulier tenu à cet effet.

1268. Кто отрекся отъ наслѣдства, тотъ не обязанъ платить долговъ, лежащихъ на наслѣдствѣ.

785. L'héritier qui renonce, est censé n'avoir jamais été héritier.

786. La part du renonçant accroît à ses cohéritiers; s'il est seul, elle est dévolue au degré subséquent.

787. On ne vient jamais par représentation d'un héritier qui a renoncé: si le renonçant est seul héritier de son degré, ou si tous ses cohéritiers renoncent, les enfants viennent de leur chef et succèdent par tête.

788. Les créanciers de celui qui renonce au préjudice de leurs droits, peuvent se faire autoriser en justice à accepter la succession du chef de leur débiteur, en son lieu et place.

Dans ce cas, la renonciation n'est annullée qu'en faveur des créanciers, et jusqu'à concurrence seulement de leurs créances: elle ne l'est pas au profit de l'héritier qui a renoncé.

789. La faculté d'accepter ou de répudier une succession se prescrit par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers.

790. Tant que la prescription du droit d'accepter n'est pas acquise contre les héritiers qui ont renoncé, ils ont la faculté d'accepter encore la succession, si elle n'a pas été déjà acceptée par d'autres héritiers; sans préjudice néanmoins des droits qui peuvent être acquis à des tiers sur les biens de la succession, soit par prescription, soit par actes valablement faits avec le curateur à la succession vacante.

791. On ne peut, même par contrat de mariage, renoncer à la succession d'un homme vivant, ni aliéner les droits éventuels qu'on peut avoir à cette succession.

792. Les héritiers qui auraient diverti ou recélé des effets d'une succession, sont déchus de la faculté d'y renoncer: ils demeurent héritiers purs et simples, nonobstant leur renonciation, sans pouvoir prétendre aucune part dans les objets divertis ou recélés.

Du bénéfice d'inventaire, de ses effets, et des obligations de l'héritier bénéficiaire.

793. La déclaration d'un héritier, qu'il entend ne prendre cette qualité que sous bénéfice d'inventaire, doit être faite au greffe du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel la succession s'est ouverte: elle doit être inscrite sur le registre destiné à recevoir les actes de renonciation.

794. Cette déclaration n'a d'effet qu'autant qu'elle est précédée ou suivie d'un inventaire fidèle et exact des biens de la succession, dans les formes réglées par les lois sur la procédure, et dans les délais qui seront ci-après déterminés.

795. L'héritier a trois mois pour faire inventaire, à compter du jour de l'ouverture de la succession.

Il a de plus, pour délibérer sur son acceptation ou sur sa renonciation, un délai de quarante jours, qui commencent à courir du jour de l'expiration des trois mois donnés pour l'inventaire, ou du jour de la clôture de l'inventaire s'il a été terminé avant les trois mois.

796. Si cependant il existe dans la succession des objets susceptibles de dépérir ou dispendieux à conserver, l'héritier peut, en sa qualité d'habile à succéder, et sans qu'on puisse en induire de sa part une acceptation, se faire autoriser par justice à procéder à la vente de ces effets.

Cette vente doit être faite par officier public, après les affiches et publications réglées par les lois sur la procédure.

797. Pendant la durée des délais pour faire inventaire et pour délibérer, l'héritier ne peut être contraint à prendre qualité, et il ne peut être obtenu contre lui de condamnation: s'il renonce lorsque les délais sont expirés ou avant, les frais par lui faits légitimement jusqu'à cette époque sont à la charge de la succession.

798. Après l'expiration des délais ci-dessus, l'héritier, en cas de poursuite dirigée contre lui, peut demander un nouveau délai, que le tribunal saisi de la contestation accorde ou refuse suivant les circonstances.

799. Les frais de poursuite, dans le cas de l'article précédent, sont à la charge de la succession, si l'héritier justifie, ou qu'il n'avait pas eu connaissance du décès, ou que les délais ont été insuffisants, soit à raison de la situation des biens, soit à raison des contestations survenues: s'il n'en justifie pas, les frais restent à sa charge personnelle.

800. L'héritier conserve néanmoins, après l'expiration des délais accordés par l'article 795, même de ceux donnés par le juge, conformément à l'article 798, la faculté de faire encore inventaire et de se porter héritier bénéficiaire, s'il n'a pas fait d'ailleurs acte d'héritier, ou s'il n'existe pas contre lui de jugement passé en force de chose jugée, qui le condamne en qualité d'héritier pur et simple.

801. L'héritier qui s'est rendu coupable de recélé, ou qui a omis, sciemment et de mauvaise foi, de comprendre dans l'inventaire des effets de la succession, est déchu du bénéfice d'inventaire.

802. L'effet du bénéfice d'inventaire est de donner à l'héritier l'avantage,

1) De n'être tenu du paiement des dettes de la succession que jusqu'à concurrence de la valeur des biens qu'il a recueillis, même de pouvoir se décharger du paiement des dettes en abandonnant tous les biens de la succession

aux créanciers et aux légataires;

2) De ne pas confondre ses biens personnels avec ceux de la succession, et de conserver contre elle le droit de réclamer le paiement de ses créances.

803. L'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer les biens de la succession, et doit rendre compte de son administration aux créanciers et aux légataires.

Il ne peut être contraint sur ses biens personnels qu'après avoir été mis en demeure de présenter son compte, et faute d'avoir satisfait à cette obligation.

Après l'apurement du compte, il ne peut être contraint sur ses biens personnels que jusqu'à concurrence seulement des sommes dont il se trouve reliquataire.

804. Il n'est tenu que des fautes graves dans l'administration dont il est chargé.

805. Il ne peut vendre les meubles de la succession que par le ministère d'un officier public, aux enchères, et après les affiches et publications accoutumées.

S'il les représente en nature, il n'est tenu que de la dépréciation ou de la détérioration causée par sa négligence.

806. Il ne peut vendre les immeubles que dans les formes prescrites par les lois sur la procédure; il est tenu d'en déléguer le prix aux créanciers hypothécaires qui se sont fait connaître.

807. Il est tenu, si les créanciers ou autres personnes intéressées l'exigent, de donner caution bonne et solvable de la valeur du mobilier compris dans l'inventaire, et de la portion du prix des immeubles non déléguée aux créanciers hypothécaires.

Faute par lui de fournir cette caution, les meubles sont vendus, et leur prix est déposé, ainsi que la portion non déléguée du prix des immeubles, pour être employés à l'acquit des charges de la succession.

808. S'il y a des créanciers opposants, l'héritier bénéficiaire ne peut payer que dans l'ordre et de la manière réglés par le juge.

S'il n'y a pas de créanciers opposants, il paie les créanciers et les légataires à mesure qu'ils se présentent.

809. Les créanciers non opposants qui ne se présentent qu'après l'apurement du compte et le paiement du reliquat, n'ont de recours à exercer que contre les légataires.

Dans l'un et l'autre cas, le recours se prescrit par le laps de trois ans, à compter du jour de l'apurement du compte et du paiement du reliquat.

Отдѣленіе третіе.

Особенныя правила о порядкѣ наслѣдованія послѣ умершихъ чиновъ въ полкахъ войска Донскаго.

1269. Имѣніе, остающееся послѣ убитыхъ и умершихъ чиновъ какого либо полка войска Донскаго, продается съ разрѣшенія Полковаго Командира, въ штабъ-квартирѣ, съ публичнаго торга, при собраніи цѣлаго полка, или, когда оный расположенъ по кордонамъ, то ближайшихъ сотень, къ чему допускаются и обыватели.

1270. Имѣніе убитыхъ и умершихъ чиновъ продается безъ всякаго отлагательства, потому что храненіе онаго могло бы обратиться въ отягощеніе полка.

1271. Къ торгу сему не только приглашаются, но и имѣютъ непремѣнную обязанность на ономъ присутствовать всѣ полковые чины, не занятые службою.

1272. Имѣніе, означенное въ статьѣ 1269, какъ въ мирное, такъ и въ военное время, продается только на наличныя деньги, въ избѣжаніе всякихъ разсчетовъ, навлекающихъ наслѣдникамъ неудовольствіе и ущербъ.

1273. Не подвергаются общей публичной продажѣ однѣ остающіяся по смерти офицера ручныя вещи, о конхъ будутъ письменныя завѣщанія хозяевъ, или которыя возможно доставить на Донъ, для выдачи наслѣдникамъ, либо тому, кому назначены завѣщателемъ.

1274. Деньги, вырученныя за имѣніе и причитающіяся умершимъ или убитымъ въ жалованье и ремонтную дачу, Полковой Командиръ представляетъ въ Войсковое Дежурство чрезъ почту, а изъ-за границы съ первою идущею на Донъ командою. Въ послѣднемъ случаѣ, за вѣрность доставленія оной суммы отвѣтствуетъ начальникъ команды.

Примѣчаніе. Ручныя вещи пересылаются на Донъ только съ командами, или доставляются самимъ полкомъ, по его туда возвращеніи.

1275. Денежныя суммы сего рода и ручныя вещи, до отправленія на Донъ, хранятся въ полковомъ ящикѣ, подъ вѣдѣніемъ и отвѣтственностію Полковаго Командира и Казначея, кромѣ законныхъ случаевъ, освобождающихъ отъ отвѣтственности за утрату оныхъ; но если сіе произойдетъ послѣ того, какъ сумма могла уже быть отосланною, то Полковой Командиръ, безъ всякаго оправданія, пополняетъ ее изъ своей собственности.

1276. Вообще деньги, принадлежащія убитымъ или умершимъ

810. Les frais de scellés, s'il en a été apposé, d'inventaire et de compte, sont à la charge de la succession.

въ полку чинамъ, обращаются въ пользу законныхъ наслѣдниковъ; но буде у кого таковыхъ, по строгому изысканію, не окажется, то отдаются въ казну приходскихъ церквей тѣхъ станицъ, въ коихъ убитые или умершіе имѣли жительство.

1277. Для объявленія наслѣдникамъ, Полковой Командиръ представляетъ въ Войсковое Дежурство опись имѣнію умершихъ офицеровъ и казаковъ, при донесеніи о смерти ихъ. Описи, составляемыя при самомъ осмотрѣ имѣнія умершаго, подписываются Полковымъ Командиромъ и сотенными начальниками; а ежели умершій находился въ откомандировкѣ, то опыя свидѣтельствуются бывшими при томъ наличными чинами. Сіи же самыя описи съ означеніемъ цѣны, за которую вещи кому именно проданы, вносятся въ шнуровую книгу, данную Полковому Командиру отъ Войсковаго Дежурства, которую представляетъ онъ Окружному Генералу, при спеціальномъ смотрѣ.

1278. Если Полковой Командиръ допуститъ употребленіе вышеозначенной суммы на собственныя или полковыя надобности, или же продажу какой вещи не за наличныя деньги, то отвѣтствуетъ за сіе своею собственностію.

Отдѣленіе четвертое.

Объ открытіи наслѣдства и о порядкѣ наслѣдованія въ имуществѣ, остающемся въ губерніяхъ и областяхъ, на особыхъ правахъ состоящихъ, послѣ смерти уроженцевъ губерній, состоящихъ на общихъ, безъ мѣстныхъ изъятій, правахъ, и въ обратномъ случаѣ.

1279. Гражданскія права и обязанности уроженцевъ губерній, состоящихъ на общихъ, безъ мѣстныхъ изъятій, правахъ, когда сіи уроженцы временно пребываютъ въ губерніяхъ и областяхъ, на особыхъ правахъ состоящихъ, опредѣляются общими законами Имперіи. Нахожденіе чиновниковъ въ одной изъ таковыхъ губерній или областей на службѣ не измѣняетъ ихъ правъ и обязанностей, буде они именно не изъявили намѣренія постоянно въ которой либо изъ сихъ губерній или областей водвориться, или буде, по мѣстнымъ законамъ, служба ихъ не считается уже и водвореніемъ въ томъ краѣ. На основаніи сего во всѣхъ распоряженіяхъ не только о недвижимомъ и движимомъ имуществѣ и капиталахъ, находящихся въ губерніяхъ, состоящихъ на общихъ правахъ, но и о движимомъ, при нихъ находящемся, какъ при жизни, такъ и на случай смерти, означенныя лица обязаны руководствоваться общими законами Имперіи.

1280. Въ случаѣ смерти уроженца одной изъ состоящихъ на общихъ правахъ губерній, временно пребывающаго въ губерніяхъ и обла-

стяхъ, состоящихъ на особыхъ правахъ, приведеніе въ извѣстность всего оставшагося послѣ него движимаго имущества, а равно и принятіе законныхъ мѣръ къ охраненію правъ наслѣдниковъ, относится къ обязанности подлежащаго судебнаго мѣста той губерніи, гдѣ умершій имѣлъ пребываніе.

1281. Судебныя мѣста губерній, состоящихъ на особыхъ правахъ, въ случаѣ предъявленія наслѣдниками спора на оставшееся послѣ такихъ лицъ завѣщаніе, рѣшатъ оный на основаніи общихъ законовъ Имперіи.

1282. Равнымъ образомъ, на основаніи общихъ законовъ Имперіи, производится между наслѣдниками и раздѣлъ оставшагося послѣ умершаго движимаго имущества, если лице сіе особаго духовнаго завѣщанія о томъ не учинило.

1283. Буде уроженецъ одной изъ губерній или областей, состоящихъ на особыхъ правахъ, временно пребывая въ которой либо изъ губерній, на общихъ правахъ состоящихъ, оставитъ, по смерти своей, движимое имущество, о коемъ между наслѣдниками возникнетъ споръ: то оный передается на разрѣшеніе того судебнаго мѣста помянутыхъ губерній и областей, которому умершій, по постоянному жительству и по званію своему, былъ подвѣдомъ. Причемъ все означенное движимое имущество, по приведеніи онаго въ извѣстность, препровождается въ распоряженіе того же судебнаго мѣста, а вещи, тлѣнію и порчѣ подверженныя, или по свойству ихъ къ пересылкѣ неспособныя, равно какъ и требующія на содержаніе свое особыхъ издержекъ, продаются на законномъ основаніи съ аукціоннаго торга; вырученная же за нихъ сумма, впредь до рѣшенія дѣла, пріобщается къ капиталу умершаго. Но для сохраненія въ пользу наслѣдниковъ, въ случаѣ ихъ желанія, могущихъ оставаться послѣ такихъ лицъ примѣчательныхъ произведеній изящныхъ искуствъ, постановляется правиломъ, чтобъ оныя включаемы были въ аукціонную продажу тогда лишь, когда никто изъ наслѣдниковъ не изъявитъ желанія принять ихъ на свою часть.

1284. Гражданскія права и обязанности по распоряженію движимымъ имуществомъ лицъ, не имѣющихъ постояннаго жительства, и иностранцевъ, опредѣляются общими законами Имперіи.

1285. Если умершій имѣлъ двойное мѣсто жительства, то раздѣлъ оставшагося послѣ сего движимаго имущества, когда особаго объ ономъ завѣщанія не учинено, производится по законамъ того изъ сихъ двухъ мѣстъ, гдѣ умершій въ послѣднее время жизни пребывалъ.

1286. Дѣла о движимости, послѣ умершаго оставшейся, должны быть разрѣшаемы, установленнымъ въ семъ отдѣленіи порядкомъ, неза-

висимо отъ дѣлъ по недвижимому того же лица имѣнію, если оное находится не въ томъ мѣстѣ, гдѣ умершій имѣлъ пребываніе.

Отдѣленіе пятое.

Объ открытіи наслѣдства и о порядкѣ наслѣдованія въ имуществѣ, остающемся послѣ лицъ, водворенныхъ въ Имперіи, временно пребывающихъ въ Царствѣ Польскомъ или въ Финляндіи, и послѣ лицъ, водворенныхъ въ Царствѣ Польскомъ, или Финляндцевъ, временно пребывающихъ въ Имперіи.

1287. Права и обязанности въ отношеніи къ наслѣдству движимаго имущества послѣ лицъ, водворенныхъ постоянно и числящихся въ Имперіи, но временно пребывающихъ въ Царствѣ Польскомъ или въ Финляндіи, и на оборотъ, послѣ водворенныхъ постоянно и числящихся въ Царствѣ Польскомъ или въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ, но временно пребывающихъ въ губерніяхъ Великороссійскихъ, или въ губерніяхъ и областяхъ, состоящихъ на особыхъ правахъ, опредѣляются: въ первомъ случаѣ, общими законами Имперіи, или мѣстными законами того края, къ коему, по званію и состоянію своему, принадлежалъ умершій, а въ послѣднемъ законами, дѣйствующими въ Царствѣ Польскомъ и въ Финляндіи.

1288. Нахожденіе чиновниковъ одного края на службѣ въ другомъ, не измѣняетъ ихъ правъ и обязанностей, буде они не водворились постоянно въ мѣстѣ своего служенія, со всѣми правами, ихъ состоянію въ томъ мѣстѣ присвоенными, или буде, по мѣстнымъ законамъ, ихъ служба не считается совершеннымъ водвореніемъ въ томъ краѣ.

1289. На основаніи сего (ст. 1287 и 1288), водворенные постоянно и числящіеся въ губерніяхъ и областяхъ Великороссійскихъ, или состоящихъ на особыхъ правахъ, но временно пребывающіе въ Царствѣ Польскомъ или въ Финляндіи, и на оборотъ, водворенные постоянно и числящіеся въ Царствѣ Польскомъ или въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ, но временно пребывающіе въ Имперіи, обязаны во всѣхъ распоряженіяхъ, какъ при жизни, такъ и на случай смерти, о движимомъ имуществѣ и капиталахъ, находящихся въ мѣстѣ постояннаго ихъ жительства, или же при нихъ, руководствоваться законами того края, или той губерніи, къ коимъ они, по званію и состоянію своему, принадлежатъ.

1290. Приведеніе въ точную извѣстность и принятіе мѣръ для сохраненія въ цѣлости движимаго имущества, оставшагося послѣ водворенныхъ постоянно и числящихся въ Царствѣ Польскомъ или въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ, умершихъ въ которой либо изъ губерній и областей Имперіи, и послѣ водворенныхъ постоянно и числящихся

въ Имперіи, умершихъ въ Царствѣ Польскомъ или въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ, относятся къ обязанности надлежащаго присутственнаго мѣста той губерніи, или области, гдѣ умершій находился передъ смертію. Въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ, если умершій не былъ причисленъ къ тому приходу, въ коемъ онъ умеръ, судебныя мѣста обязаны дѣлать нужныя въ семъ случаѣ распоряженія, съ помощію мѣстнаго полицейскаго начальства и коронныхъ служителей. Сіи послѣдніе извѣщаютъ надлежащій судъ о смерти такого лица и объ оставшемся послѣ него движимомъ имуществѣ, до истеченія трехъ мѣсяцевъ со дня его кончины. Въ городахъ Магистраты, а въ уѣздахъ коронные служители, принимаютъ законныя мѣры для сохраненія имущества умершаго за печатью, если наслѣдниковъ его нѣтъ на мѣстѣ; буде же нѣтъ и свѣдѣнія о нихъ и о мѣстѣ ихъ пребыванія, то Магистратъ, или коронные служители о случившейся кончинѣ допосятъ немедленно Губернскому Правленію, для отысканія наслѣдниковъ.

1291. Въ случаѣ предъявленія наслѣдниками спора объ оставшемся послѣ умершаго имуществѣ, все дѣло передается на разрѣшеніе надлежащаго судебнаго мѣста того края, къ коему, по званію и состоянію своему, принадлежалъ умершій.

1292. Равнымъ образомъ, на основаніи законовъ того же края, производится между наслѣдниками и раздѣлъ движимаго имущества, оставшагося послѣ умершаго, если имъ не было сдѣлано особаго духовнаго завѣщанія. Въ противномъ случаѣ, раздѣлъ не допускается дотолѣ, пока духовное завѣщаніе не будетъ признано дѣйствительнымъ и имѣющимъ законную силу, или же уничтожено судебными мѣстами того края, къ коему умершій, по состоянію или званію, или постоянному водворенію, принадлежалъ.

1293. Движимое имущество умершаго, по приведеніи онаго въ точную извѣстность, препровождается въ распоряженіе того судебнаго мѣста, отъ коего зависитъ разрѣшеніе споровъ, возникшихъ со стороны наслѣдниковъ. Присемъ вещи, по свойству ихъ къ пересылкѣ неспособныя, или тлѣнію и порчѣ подверженныя, равно и такія, коихъ храненіе сопряжено съ особенными издержками, продаются, на законномъ основаніи, съ публичнаго торга, и вырученныя за нихъ деньги препровождаются, по принадлежности, въ вышеозначенное судебное мѣсто. Но дабы сохранить для наслѣдниковъ остающіяся послѣ умершимъ произведенія изящныхъ искусствъ, постановляется правиломъ, чтобы оныя включаемы были въ публичную продажу тогда только, когда никто изъ наслѣдниковъ не изъявитъ желанія принять ихъ на свою часть.

1294. Если уроженецъ одной изъ губерній или областей Имперіи, или уроженецъ Царства Польскаго или Финляндіи, по роду своей служ-

бы, или по другимъ какимъ либо причинамъ, не можетъ быть признанъ исключительно водвореннымъ ни въ томъ, ни въ другомъ краѣ: то право его по распоряженію движимымъ имуществомъ опредѣляются законами мѣста его происхожденія; по тѣмъ же законамъ рѣшатся и дѣла по раздѣламъ оставшагося послѣ него имущества. Что же касается до иностранцевъ, умершихъ во время пребыванія своего въ Имперіи, или въ Царствѣ Польскомъ, или въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ, то буде умершій принялъ подданство Россіи, дѣла по оставшемуся послѣ него движимому имуществу рѣшатся на основаніи законовъ того края, гдѣ умершій былъ принятъ въ подданство; а если онъ не былъ подданнымъ Россіи, то по общимъ о иностранцахъ законамъ того мѣста, гдѣ онъ имѣлъ пребываніе.

1295. Означенныя въ предшедшихъ статьяхъ 1287—1294 правила, распространяясь лишь на движимое имущество, остающееся послѣ лицъ, умершихъ въ мѣстѣ временнаго ихъ пребыванія, нисколько не касаются постановленій, опредѣляющихъ порядокъ наслѣдованія въ имѣніяхъ недвижимыхъ.

ГЛАВА ЧЕТВЕРТАЯ.

О вводѣ во владѣніе по наслѣдству.

1296. Вводъ наслѣдниковъ во владѣніе оставшимся послѣ умершаго недвижимымъ имуществомъ производится на основаніи общаго порядка о вводѣ во владѣніе по недвижимымъ имуществамъ.

1297. Передача движимыхъ имуществъ совершается врученіемъ оныхъ наслѣдникамъ по описямъ.

1298. Опекунскіе Совѣты, Заемный и Коммерческій Банки, ввѣренные имъ капиталы, по смерти вкладчика безъ распоряженія его оставшіеся, выдаютъ наслѣдникамъ по предъявленіи свидѣтельства, даннаго отъ Гражданской Палаты, Уѣзднаго или Надворнаго Суда, Магистрата или другаго судебнаго мѣста, о правѣ на наслѣдство, съ означеніемъ, что при утвержденіи наслѣдниковъ выполнены правила, предписанныя въ статьяхъ 1239 и 1240, о вызовѣ наслѣдниковъ. Равномѣрно выдаются изъ Сохрашной Казны и Банковъ, Заемнаго и Коммерческаго, капиталы умершихъ вкладчиковъ по свидѣтельствамъ Дворянскихъ Опекъ, Спротскихъ Судовъ и другихъ мѣстъ, о имуществѣ спротъ пекущихся, въ тѣхъ случаяхъ, когда получающіе капиталы наслѣдники находились во время малолѣтства своего подъ надзоромъ сихъ мѣстъ и, по достиженіи совершеннолѣтія, вступаютъ въ управленіе принадлежащимъ имъ имѣніемъ. Но тѣ и другія правила не распространяются на наслѣдниковъ изъ

724. Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession: les enfants naturels, l'époux survivant et l'Etat doivent se faire envoyer en possession par justice dans les formes qui seront déterminées.

крестьянъ государственныхъ и другихъ сельскихъ свободнаго состоянія обывателей, также изъ крестьянъ удѣльныхъ, изъ приписанныхъ къ заводамъ и другимъ казеннымъ заведеніямъ, изъ крестьянъ помѣщичьихъ, изъ отпущенныхъ на волю и приписанныхъ къ городскимъ обществамъ, и на состоящихъ въ военной службѣ наслѣдниковъ лицъ вышеозначенныхъ званій, если они получаютъ въ наслѣдство капиталы, положенные въ кредитныя установленія и оставшіеся тамъ по смерти вкладчиковъ безъ распоряженія ихъ: относительно выдачи сихъ капиталовъ постановленъ особый порядокъ въ Уставѣ Кредитномъ, статьяхъ 287—291.

Примѣчаніе 1. Капиталы, остающіеся послѣ умершихъ лицъ казачьяго званія, обращающіеся въ кредитныхъ установленіяхъ, выдаются изъ оныхъ наслѣдникамъ казачьяго же званія по свидѣтельствамъ о правѣ наслѣдства, подписаннымъ приходскимъ Священникомъ и двумя членами станичнаго управленія и скрѣпленнымъ Станичнымъ Писаремъ. Подписи рукъ на таковыхъ свидѣтельствахъ удостовѣряются полковымъ управленіемъ, съ приложеніемъ казенной печати.

Примѣчаніе 2. Капиталы, остающіеся въ кредитныхъ установленіяхъ Имперіи послѣ лицъ, умершихъ въ Царствѣ Польскомъ или Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ, выдаются наслѣдникамъ или учрежденной надъ ними опекѣ на основаніи особыхъ при семъ приложенныхъ правилъ.

1299. Если наслѣдственное имущество отдано въ опекунское управленіе, то наслѣдникъ не прежде вступаетъ во владѣніе онымъ, какъ по прекращеніи опеки.

1300. Наслѣдники по закону, бывъ введены во владѣніе имѣніемъ, не отвѣтствуютъ наслѣдникамъ по домашнему завѣщанію ни въ доходахъ, ни въ управленіи до того времени, доколѣ завѣщаніе не будетъ въ надлежащемъ мѣстѣ явлено и по сей явкѣ не будетъ открытъ споръ, установленнымъ порядкомъ. По открытіи же спора, поступать со спорнымъ имѣніемъ на основаніи правилъ, изложенныхъ въ статьяхъ 1098—1103.

1301. Если имущество будетъ продано или заложено наслѣдниками по закону до открытія спора, то продажа сія и залогъ, яко учиненные на имѣніе свободное и безспорное, суть дѣйствительны даже и въ томъ случаѣ, когда домашнее завѣщаніе будетъ признано и утверждено законнымъ порядкомъ. Продажа и залогъ, до явки того завѣщанія совершившіеся, не уничтожаются, но полученныя по купчей или закладной деньги взыскиваются безъ процентовъ въ пользу того, кому по завѣщанію имѣніе будетъ присуждено.

1302. Если въ завѣщанномъ имѣніи до открытія спора устроены будутъ наслѣдниками по закону какія либо заведенія, или употреблены будутъ издержки на его усовершеніе: то, при переходѣ самаго имѣнія къ наслѣднику по завѣщанію, всѣ означенныя издержки по законному доказательству должны быть возвращены бывшему временному владѣльцу отъ получающаго имѣніе сіе по завѣщанію, безъ вычета доходовъ, съ имѣнія собранныхъ. Если же имѣніе наслѣдникомъ по закону продано

или заложено будетъ, то упомянутыя издержки должны быть вычитаемы изъ той суммы, которая слѣдовать будетъ въ возвратъ наслѣднику вмѣсто проданнаго или заложеннаго имѣнія.

1303. Въ случаѣ утайки наслѣдникомъ по закону завѣщанія, учиненнаго въ пользу другаго лица, поступать на томъ основаніи, какъ законами постановлено о самовольномъ завладѣніи.

1304. Если деревни или крѣпостные люди, съ землею или безъ земли, достанутся по наслѣдству личному дворянину или другому лицу, не имѣющему права владѣть таковыми, или дворовые люди и крестьяне безъ земли достанутся дворянамъ, не имѣющимъ населеннаго имѣнія, то они немедленно поступаютъ въ казенное вѣдомство, а наслѣднику уплачивается изъ казны, за каждую ревизскую мужескаго пола душу, сумма, какая причтется по цѣнѣ, установленной для писанія купчихъ крѣпостей на заселенныя имѣнія въ той губерніи, гдѣ отбираемыя деревни и крѣпостые люди съ землею находятся, или гдѣ крѣпостные люди безъ земли имѣли пребываніе при своемъ владѣльцѣ. Если въ поступающемъ въ казну недвижимомъ съ крестьянами имѣніи окажутся заводы, фабрики, рыболовли и другія какія либо значительныя хозяйственныя заведенія, а также капитальныя строенія: то платежъ за оныя долженъ быть производимъ изъ казны независимо отъ положенной за крестьянъ съ землею суммы, по особой въ каждомъ такомъ имѣніи оцѣнкѣ, узаконеннымъ порядкомъ производимой.

Примѣчаніе 1. Означенные въ сей статьѣ населенныя имѣнія и крѣпостные люди безъ земли, достающіеся наслѣдникамъ, не имѣющимъ права владѣть оными, поступаютъ въ казенное вѣдомство, хотя бы они, на основаніи прежнихъ узаконеній, запроданы были частнымъ лицамъ еще до состоянія Высочайше утвержденнаго 21 Мая 1836 года мнѣнія Государственнаго Совѣта, если только продажа сія не была вполнѣ и окончательно совершена до изданія упомянутаго закона, по купчимъ крѣпостямъ; но на вознагражденіе изъ казны въ изложенныхъ случаяхъ имѣютъ право тѣ только изъ означенныхъ наслѣдниковъ, со стороны коихъ не былъ пропущенъ опредѣленный прежними узаконеніями шестимѣсячный срокъ, хотя бы дѣйствительная продажа оныхъ, по обстоятельствамъ, отъ наслѣдниковъ не зависѣвшимъ, и не состоялась.

Примѣчаніе 2. Постановленіе, что дворовые люди и крестьяне безъ земли, доставшіеся дворянамъ, неимѣющимъ населеннаго имѣнія, по наслѣдству, должны быть обращаемы въ казенное вѣдомство, имѣетъ силу съ 26 Января 1843 года для дворовыхъ людей и крестьянъ, доставшихся въ такое наслѣдство послѣ состоянія манифеста о восьмой ревизіи 1833 года Іюня 16 (6265).

1305. Если при доставшемся по наслѣдству населенномъ имѣніи такимъ лицамъ, кои владѣть онымъ права не имѣютъ, и потому обращаемомъ въ казенное вѣдомство, окажется земли болѣе узаконенной по классамъ губерній восьми и пятнадцатидесятинной пропорціи на каждую ревизскую мужескаго пола душу, и въ томъ числѣ болѣе восьмой части лѣсныхъ угодьевъ: то все остальное засимъ количество предоставляется въ собственность и распоряженіе наслѣдниковъ, если только отдѣленіе отъ имѣнія можетъ быть произведено безъ неудобства. Буде же Правительство встрѣтитъ какія либо къ тому препятствія, или признаетъ, что черезъ та-

кое отдѣленіе имѣніе потеряетъ свою цѣнность, то въ такомъ случаѣ и упомянутое излишнее количество земли и угодій оставляется во владѣніи казны, съ удовлетвореніемъ за сіе наслѣдниковъ по правиламъ, установленнымъ для вознагражденія владѣльцевъ за отходящія отъ нихъ на общественное употребленіе имущества. За симъ отмежеванныя и совершенно отдѣльныя дачи и угодья, въ коихъ ни крестьяне, ни экономія обращаемаго въ казну имѣнія участія не имѣютъ, оставляются всегда за наслѣдниками.

Примѣчаніе. При исполненіи въ Закавказскомъ краѣ постановленія, изложеннаго въ сей статьѣ, не принимается въ разсчетъ ни восьми ни пятнадцатидесятинная пропорція, и распоряженія по сему предмету дѣлаются по соображеніи дѣйствительныхъ удобствъ и выгодъ, имѣніемъ представляемыхъ.

1306. Если лицу, не имѣющему права владѣть крѣпостными людьми, достается по наслѣдству часть семейства крѣпостныхъ людей, по силѣ статей 1327 и 1379, п. 1 и 2, раздѣлу не подлежащаго, то семейство таковое, не раздробляя, предоставлять другимъ сонаслѣдникамъ, имѣющимъ право на владѣніе крѣпостными людьми, съ тѣмъ, чтобы то лице, котораго часть къ нимъ переходитъ, они удовлетворили по взаимному между собою соглашенію; а если такого соглашенія не будетъ, или никто изъ сонаслѣдниковъ принять такой части семейства съ обязанностію удовлетворенія за оное не согласится, то все семейство обращать въ казенное вѣдомство на основаніяхъ, въ 1304 статьѣ изображенныхъ.

1307. Если имѣнія, заложенныя въ кредитныхъ установленіяхъ, окажутся принадлежащими наслѣдникамъ, неимѣющимъ права владѣть крѣпостными людьми, то оныя слѣдуетъ отбирать въ казну, и буде, за удовлетвореніемъ долга кредитному мѣсту, останется излишняя сумма, то оную обращать какъ въ пользу наслѣдниковъ, такъ и въ удовлетвореніе частныхъ долговъ, на законномъ основаніи.

1308. Судебныя мѣста обязаны, при постановленіи приговоровъ о признаніи наслѣдниками населенныхъ имѣній или безземельныхъ крестьянъ такихъ лицъ, которыя владѣть ими права не имѣютъ, дѣлать съ тѣмъ вмѣстѣ опредѣленія какъ о взятіи оныхъ въ казенное вѣдомство, такъ и о количествѣ слѣдующей наслѣдникамъ, на основаніи предшедшихъ статей 1304, 1305, 1036 и слѣдующей 1039 статьи, въ вознагражденіе суммы, и за тѣмъ рѣшеніямъ своимъ давать дальнѣйшій ходъ въ порядкѣ, установленномъ для дѣлъ, сопряженныхъ съ казеннымъ интересомъ. Упомянутыя же имѣнія и безземельныхъ крестьянъ брать, до окончанія дѣла, въ вѣдомство Дворянскихъ Опекъ и получаемые съ нихъ доходы вносить, для приращенія процентами, въ Приказы Общественнаго Призрѣнія, и для выдачи, по рѣшеніи дѣла, наслѣдникамъ. Присуждаемыя Правительствующимъ Сенатомъ вознагражденія выдаются Казенными Палатами, по полученіи указовъ о семъ Правительствующаго Сената, по

однимъ требованіямъ Гражданскихъ Палатъ, не испрашивая отъ Министра Финансовъ разрѣшенія.

Примѣчаніе. По Закавказскому краю, впредь до изданія общихъ постановленій о правахъ тамошнихъ жителей, Намѣстникъ Кавказскій, въ тѣхъ случаяхъ, въ коихъ по какимъ либо особымъ уваженіямъ будетъ признано необходимымъ сдѣлать вознагражденіе владѣльцамъ за отходящихъ въ казну крестьянъ, входитъ каждый разъ съ особымъ представленіемъ.

1309. Вознагражденіе за крѣпостныхъ женщинъ, достающихся безъ земли по наслѣдству лицамъ, не имѣющимъ права владѣть крѣпостными людьми, и потому обращаемыхъ въ казенное вѣдомство, опредѣляется наслѣдникамъ только тогда, когда означенныя женщины, не принадлежа къ населеннымъ имѣніямъ, составляютъ по ревизскимъ сказкамъ отдѣльное семейство, въ коемъ не находится мужчинъ. Въ сихъ случаяхъ наслѣдникамъ выдается изъ казны за каждую ревизскую душу по пятидесяти рублей серебромъ.

Примѣчаніе. Сила сей статьи распространяется и на тѣ о вознагражденіи за крѣпостныхъ женщинъ дѣла, кои возникли въ періодъ времени отъ изданія закона 21 Мая 1836 года (9203) до состоянія Высочайше утвержденнаго 23 Марта 1842 года (15414) мнѣнія Государственнаго Совѣта.

1310. Если уволенному изъ крѣпостнаго состоянія и послѣ возведенному въ дворянское достоинство лицу, или же одному изъ потомковъ такого лица до третьяго поколѣнія по мужескому колѣну, дойдетъ въ наслѣдство по завѣщанію, или безъ завѣщанія, то самое имѣніе, въ которомъ онъ самъ, или отецъ, или дѣдъ его былъ записанъ по ревизіи, то онъ обязанъ, не вступая во владѣніе и распоряженіе симъ имѣніемъ, просить объ учрежденіи надъ нимъ опеки, сохраняя впрочемъ право продать то имѣніе въ шестимѣсячный срокъ со дня полученія онаго въ наслѣдство.

1311. Если кому либо изъ дворянъ или чиновниковъ, или же изъ крестьянъ, достанутся по наслѣдству лавки въ гостиныхъ дворахъ, рядахъ, на торговыхъ мѣстахъ, и частныхъ рынкахъ, и въ домахъ, гдѣ лавки устроены цѣлыми линіями, то сіи лица, для оставленія тѣхъ лавокъ за собою, обязаны или записаться въ третью купеческую гильдію, или въ одинъ изъ торговыхъ разрядовъ, или въ мѣщанство (Уст. Торг. ст. 99 и 234), или же, буде сіи лица не желаютъ или по закону не могутъ вступать въ гильдіи, торговые разряды или мѣщане, платить опредѣленный въ Уставѣ Торговомъ за право владѣнія такими лавками сборъ. Но правило, въ сей статьѣ заключающееся, не распространяется на домы съ лавками, когда въ сихъ домахъ, кромѣ помѣщеній для производства торговли, есть и помѣщенія для жительства (Уст. Торг. ст. 341).

Примѣчаніе. Тѣмъ изъ дворянъ, владѣющихъ лавками въ гостиномъ дворѣ города Ромны (Полтавской губерніи), коимъ тѣ лавочныя мѣста достались отъ предковъ ихъ, получившихъ оныя отъ самаго правительства за отшедшую на городскія надобности собственность ихъ, дозволено владѣть сими лавками съ соблюденіемъ правилъ, положенныхъ въ Уставѣ Торговомъ (примѣч. къ ст. 343).

1312. Если кому либо изъ лицъ, владѣющихъ пивоваренным или водочнымъ заводомъ, трактиромъ, или тому подобнымъ заведеніемъ, достанется по наслѣдству такое другое заведеніе, или заводъ, которымъ онъ, на основаніи правилъ, постановленныхъ для продажи казеннаго вина и другихъ питей, въ совокупности съ первымъ владѣть не имѣетъ права, то онъ обязанъ, по собственному усмотрѣнію, продать то или другое заведеніе и оставить за собою одно. Срокъ на продажу подобныхъ заведеній и заводовъ полагается годовой, со дня признанія наслѣдства и вступленія онымъ во владѣніе. Изъ сего правила допускается, въ отношеніи срока, изъятіе для тѣхъ заводовъ и заведеній, кои прежнимъ владѣльцемъ отданы въ содержаніе, по контрактамъ или договорамъ, частнымъ лицамъ. Договоры сіи сохраняютъ свое дѣйствіе до дня истеченія онымъ срока, и заводъ или заведеніе должны быть проданы въ годовой срокъ со дня прекращенія контракта или договора.

1313. Наслѣдники, когда ихъ осталось два или болѣе, могутъ, буде того пожелаютъ: 1) остаться въ общемъ владѣніи наслѣдственнымъ имуществомъ, и въ семъ случаѣ примѣняются къ нимъ всѣ правила о правѣ собственности общемъ, изложенныя выше, въ статьяхъ 543—555 и 2) требовать раздѣла наслѣдственнаго имущества.

1314. Каждому изъ наслѣдниковъ, состоящихъ въ общемъ владѣніи дозволяется отчуждать до раздѣла доставшуюся ему часть, но не прежде однако же, какъ когда прочіе сонаслѣдники отрекутся пріобрѣсти оную для себя съ заплатою ему за нее по оцѣнкѣ.

ГЛАВА ПЯТАЯ.

О раздѣлѣ наслѣдства.

Отдѣленіе первое

О порядкѣ производства раздѣловъ.

1315. Раздѣлъ наслѣдства производится или полюбовно самими наслѣдниками, или судомъ.

815. Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision; et le partage peut être toujours provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires.

On peut cependant convenir de suspendre le partage pendant un temps limité: cette convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans; mais elle peut être renouvelée.

841. Toute personne, même parente du défunt, qui n'est pas son successible, et à laquelle un cohéritier aurait cédé son droit à la succession, peut être écartée du partage, soit par tous les cohéritiers, soit par un seul, en lui remboursant le prix de la cession.

815. Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision; et le partage peut être toujours, provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires.

On peut cependant convenir de suspendre le partage pendant un temps limité: cette convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans: mais elle peut être renouvelée.

816. Le partage peut être demandé, même quand l'un des cohéritiers

aurait joui séparément de partie des biens de la succession, s'il n'y a eu un acte de partage, ou possession suffisante pour acquérir la prescription.

817. L'action en partage, à l'égard des cohéritiers mineurs ou interdits, peut être exercée par leurs tuteurs, spécialement autorisés par un conseil de famille.

A l'égard des cohéritiers absents, l'action appartient aux parents envoyés en possession.

818. Le mari peut, sans le concours de sa femme, provoquer le partage des objets meubles ou immeubles à elle échus qui tombent dans la communauté: à l'égard des objets qui ne tombent pas en communauté, le mari ne peut en provoquer le partage sans le concours de sa femme; il peut seulement, s'il a le droit de jouir de ses biens, demander un partage provisionnel.

Les cohéritiers de la femme ne peuvent provoquer le partage définitif qu'en mettant en cause le mari et la femme.

822. L'action en partage, et les contestations qui s'élèvent dans le cours des opérations, sont soumises au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession.

C'est devant ce tribunal qu'il est procédé aux licitations, et que doivent être portées les demandes relatives à la garantie des lots entre copartageants, et celles en rescision du partage.

Le procès-verbal des experts doit présenter les bases de l'estimation; il doit indiquer si l'objet estimé peut être commodément partagé; de quelle manière; fixer enfin, en cas de division, chacune des parts qu'on peut en former, et leur valeur.

825. L'estimation des meubles, s'il n'y a pas eu de prisée faite dans un inventaire régulier, doit être faite par gens à ce connaissant, à juste prix et sans crue.

826. Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession: néanmoins, s'il y a des créanciers saisissants ou opposants, ou si la majorité des cohéritiers juge la vente nécessaire pour l'acquit des dettes et charges de la succession, les meubles sont vendus publiquement en la forme ordinaire. C. 824.—Pr. 617 à 625, 945 s.

827. Si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, il doit être procédé à la vente par licitation devant le tribunal. C. 822, 1686 s.

Cependant les parties, si elles sont toutes majeures, peuvent consentir que la licitation soit faite devant un notaire, sur le choix duquel elles s'accordent.

Des rapports (*).

843. Tout héritier, même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à ses cohéritiers tout ce qu'il a reçu du défunt, par donation entre-vifs, directement ou indirectement: il ne peut retenir les dons ni réclamer les legs à lui faits par le défunt, à moins que les dons et legs ne lui aient été faits expressément par préciput et hors part, ou avec dispense du rapport.

844. Dans le cas même où les dons et legs auraient été faits par préciput ou avec dispense du rapport, l'héritier venant à partage ne peut les retenir que jusqu'à concurrence de la quotité disponible: l'excédant est sujet à rapport (**).

845. L'héritier qui renonce à la succession, peut cependant retenir le don entre-vifs, ou réclamer le legs, à lui fait, jusqu'à concurrence de la portion disponible.

846. Le donataire qui n'était pas héritier présomptif lors de la donation mais qui se trouve successible au jour de l'ouverture de la succession, doit également le rapport, à moins que le donateur ne l'en ait dispensé.

847. Les dons et legs faits au fils de celui qui se trouve successible à l'époque de l'ouverture de la succession, sont toujours réputés faits avec dispense du rapport.

Le père venant à la succession du donateur, n'est pas tenu de les rapporter.

848. Pareillement, le fils venant de son chef à la succession du donateur, n'est pas tenu de rapporter le don fait à son père, même quand il aurait accepté la succession de celui-ci: mais si le fils ne vient que par représentation, il doit rapporter ce qui avait été donné à son père, même dans le cas où il aurait répudié sa succession.

849. Les dons et legs faits au conjoint d'un époux successible, sont réputés faits avec dispense du rapport.

Si les dons et legs sont faits conjointement à deux époux, dont l'un seulement est successible, celui-ci en rapporte la moitié; si les dons sont faits à l'époux successible, il les rapporte en entier.

(*) Le *rapport* est la réunion, soit réelle, soit fictive, à la masse de la succession, de tout ce qui a été donné par le défunt à ses héritiers. L'obligation du rapport est fondé 1) sur la présomption que le défunt n'a entendu donner que par avancement d'hoirie; 2) sur la nécessité de rétablir l'égalité de partage entre tous les héritiers.

(**) On appelle *quotité disponible* la portion de ses biens dont une personne peut disposer à titre gratuit, au préjudice de ses héritiers, soit en faveur de l'un de ces derniers, soit en faveur d'un étranger. Cette quotité varie suivant la qualité et le nombre des héritiers (Voy. les art. 913 à 915)

850. Le rapport ne se fait qu'à la succession du donateur (*).

851. Le rapport est dû de ce qui a été employé pour l'établissement d'un des cohéritiers, ou pour le paiement de ses dettes.

852. Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et présents d'usage, ne doivent par être rapportés.

853. Il en est de même des profits que l'héritier a pu retirer de conventions passées avec le défunt, si ces conventions ne présentaient aucun avantage indirect, lorsqu'elles ont été faites.

854. Pareillement, il n'est pas dû de rapport pour les associations faites sans fraude entre le défunt et l'un de ses héritiers, lorsque les conditions en ont été réglées par un acte authentique.

855. L'immeuble qui a péri par cas fortuit et sans la faute du donataire, n'est pas sujet à rapport.

856. Les fruits et les intérêt des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession.

857. Le rapport n'est dû que par le cohéritier à son cohéritier; il n'est pas dû aux légataires ni aux créanciers de la succession.

858. Le rapport se fait en nature ou en moins prenant (**).

859. Il peut être exigé en nature, à l'égard des immeubles, toutes les fois que l'immeuble donné n'a pas été aliéné par le donataire, et qu'il n'y a pas, dans la succession, d'immeubles de même nature, valeur et bonté, dont on puisse former des lots à peu près égaux pour les autres cohéritiers.

860. Le rapport n'a lieu qu'en moins prenant, quand le donataire a aliéné l'immeuble avant l'ouverture de la succession; il est dû de la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture.

861. Dans tous les cas, il doit être tenu compte au donataire, des impenses qui ont amélioré la chose, en égard à ce dont sa valeur se trouve augmentée au temps du partage.

(*) On doit entendre par *établissement*, comme nous avons eu déjà occasion de le dire (C. 203), une dot, l'achat d'une charge ou office quelconque, un fonds de commerce, les instruments nécessaires pour l'exercice d'une profession.

(**) Comme l'indiquent suffisamment les expressions, le rapport se fait en *nature* lorsque c'est l'objet même qui est rapporté (ce rapport n'a pas lieu pour les meubles) (C. 868); il se fait en *moins prenant*, lorsque, l'immeuble donné ayant été aliéné par l'héritier, celui-ci se trouve par conséquent dans l'impossibilité de le rapporter. Dans ce cas, on diminue sur la portion de cet héritier la valeur de l'immeuble qui lui a été donné. Par suite, il *prend en moins* la somme représentative de cet immeuble.

862. Il doit être pareillement tenu compte au donataire, des impenses nécessaires qu'il a faites pour la conservation de la chose, encore qu'elles n'aient point amélioré le fonds.

863. Le donataire, de son côté, doit tenir compte des dégradations et détériorations qui ont diminué la valeur de l'immeuble, par son fait ou par sa faute et négligence.

864. Dans le cas où l'immeuble a été aliéné par le donataire, les améliorations ou dégradations faites par l'acquéreur doivent être imputées conformément aux trois articles précédents.

865. Lorsque le rapport se fait en nature, les biens se réunissent à la masse de la succession, francs et quittes de toutes charges crées par le donataire; mais les créanciers ayant hypothéque peuvent intervenir au partage, pour s'opposer à ce que le rapport se fasse en fraude de leurs droits.

866. Lorsque le don d'un immeuble fait à un successible avec dispense du rapport excède la portion disponible, le rapport de l'excédant se fait en nature, si le retranchement de cet excédant peut s'opérer commodément.

Dans le cas contraire, si l'excédant est de plus de moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire doit rapporter l'immeuble en totalité, sauf à prélever sur la masse la valeur de la portion disponible: si cette portion excède la moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire peut retenir l'immeuble en totalité, sauf à moins prendre, et à récompenser ses cohéritiers en argent ou autrement.

867. Le cohéritier qui fait le rapport en nature d'un immeuble, peut en retenir la possession jusqu'au remboursement effectif des sommes qui lui sont dues pour impenses ou améliorations.

868. Le rapport du mobilier ne se fait qu'en moins prenant. Il se fait sur le pied de la valeur du mobilier lors de la donation, d'après l'état estimatif annexé à l'acte; et, à défaut de cet état, d'après une estimation par experts, à juste prix et sans crue.

869. Le rapport de l'argent donné se fait en moins prenant dans le numéraire de la succession.

En cas d'insuffisance, le donataire peut se dispenser de rapporter du numéraire, en abandonnant, jusqu'à due concurrence, du mobilier, et à défaut de mobilier, des immeubles de la succession.

Du paiement des dettes.

870. Les cohéritiers contribuent entre eux au paiement des dettes et charges de la succession, chacun dans la proportion de ce qu'il y prend.

871. Le légataire à titre universel contribue avec les héritiers, au prorata de son émolument; mais le légataire particulier n'est pas tenu des dettes et charges, sauf toutefois l'action hypothécaire sur l'immeuble légué.

872. Lorsque des immeubles d'une succession sont grevés de rentes par hypothèque spéciale, chacun des cohéritiers peut exiger que les rentes soient remboursées et les immeubles rendus libres avant qu'il soit procédé à la formation des lots. Si les cohéritiers partagent la succession dans l'état où elle se trouve, l'immeuble grevé doit être estimé au même taux que les autres immeubles; il est fait déduction du capital de la rente sur le prix total; l'héritier dans le lot duquel tombe cet immeuble, demeure seul chargé du service de la rente, et il doit en garantir ses cohéritiers.

873. Les héritiers sont tenus des dettes et charges de la succession, personnellement pour leur part et portion virile, (*) et hypothécairement pour le tout; sauf leur recours, soit contre leurs cohéritiers, soit contre les légataires universels, à raison de la part pour laquelle ils doivent y contribuer.

874. Le légataire particulier qui a acquitté la dette dont l'immeuble légué était grevé, demeure subrogé aux droits du créancier contre les héritiers et successeur à titre universel.

875. Le cohéritier ou successeur à titre universel, qui, par l'effet de l'hypothèque, a payé au-delà de sa part de la dette commune, n'a de recours contre les autres cohéritiers ou successeurs à titre universel, que pour la part que chacun d'eux doit personnellement en supporter, même dans le cas où cohéritier qui a payé la dette se serait fait subroger aux droits des créanciers; sans préjudice néanmoins des droits d'un cohéritier qui, par l'effet du bénéfice d'inventaire, aurait conservé la faculté de réclamer le paiement de sa créance personnelle, comme tout autre créancier.

876. En cas d'insolvabilité d'un des cohéritiers ou successeurs à titre universel, sa part dans la dette hypothécaire est répartie sur tous les autres, au marc le franc. (**)

(*) La *portion virile*, qu'on a confondue avec la part héréditaire, s'évaluait, sous l'empire des coutumes, en raison de la qualité et du nombre des héritiers: *pro numero virorum*. Ainsi le père et le frère du défunt, en les supposant seuls héritiers, étaient tenus chacun pour la moitié des dettes, bien que leur part héréditaire ne fût pas égale. Maintenant, la contribution aux dettes se règle sur la *part héréditaire;* c'est-à-dire que si l'on prend le quart ou les trois quarts de la succession, on paiera le quart ou les trois quarts des dettes.

(**) C'est-à dire proportionellement à la part héréditaire de chacun des autres cohéritiers. (Voy. la note précédente.)

1316. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской допускается раздѣлъ наслѣдства двоякій: *окончательный* или *вѣчный*, или же *временной* впредь до окончательнаго. Раздѣлы окончательные производятся или полюбовно самими наслѣдниками, или судомъ.

Примѣчаніе. Указомъ 1840 года Іюня 25, коимъ повелѣно въ губерніяхъ: Кіевской, Волынской, Минской, Виленской и Гродненской и въ бывшей области Бѣлостокской всякое дѣйствіе Статута Литовскаго, и всѣхъ, на основаніи сего Статута, или въ дополненіе къ оному изданныхъ, Сеймовыхъ Конституцій прекратить, замѣнивъ ихъ общими Россійскими узаконеніями, вмѣстѣ въ семъ предписано: дѣла о наслѣдствѣ и раздѣлѣ имѣній и о выдѣлѣ приданаго рѣшать на основаніи вышесказанныхъ мѣстныхъ узаконеній, въ тѣхъ случаяхъ, когда право на наслѣдство или выдѣлъ открылось смертію лица, коего имѣніе слѣдуетъ въ раздѣлъ или къ выдѣлу прежде полученія указа 1840 года Іюня 25 въ присутственныхъ мѣстахъ того уѣзда, гдѣ находится имѣніе, хотя бы споры о наслѣдствѣ или выдѣлѣ и дѣла по онымъ возникли и позднѣе; сіе же правило наблюдать и при полюбовныхъ безспорныхъ между сонаслѣдниками раздѣлахъ.

877. Les titres exécutoires contre le défunt sont pareillement exécutoires contre l'héritier personnellement; et néanmoins les créanciers ne pourront en poursuivre l'exécution que huit jours après la signification de ces titres à la personne ou au domicile de l'héritier. C. 724, 820, 821.

878. Ils peuvent demander, dans tous les cas, et contre tout créancier, la séparation du patrimoine du défunt d'avec le patrimoine de l'héritier (*).

879. Ce droit ne peut cependant plus être exercé, lorsqu'il y a novation dans la créance contre le défunt, (**) par l'acceptation de l'héritier pour débiteur.

880. Il se prescrit, relativement aux meubles, par le laps de trois ans.

A l'égard des immeubles, l'action peut être exercée tant qu'ils existent dans la main de l'héritier.

881. Les créanciers de l'héritier ne sont point admis à demander la séparation des patrimoines contre les créanciers de la succession. C. 878.

882. Les créanciers d'un copartageant, pour éviter que le partage ne soit fait en fraude de leurs droits, peuvent s'opposer à ce qu'il y soit procédé hors de leur présence: ils ont le droit d'y intervenir à leurs frais; mais ils ne peuvent attaquer un partage consommé, à moins toutefois qu'il n'y ait été procédé sans eux et au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée.

(*) La séparation des patrimoines, fondée sur ce principe, que tous les biens du défunt sont le gage commun de ses créanciers, et que l'héritier n'y a droit qu'après les dettes payées, a pour objet, en empêchant la confusion des biens, d'écarter les créanciers personnels de l'héritier, qui auraient pu absorber les biens de la succession, au préjudice des créanciers du défunt.

(**) Il y a *novation* dans une créance lorsqu'une nouvelle dette est substituée à l'ancienne qui se trouve éteinte, au moyen d'un nouvel engagement (Voy. C. 1271, s.).

1317. Если раздѣлъ, по причинѣ семейственной вражды и споровъ между сонаслѣдниками, не будетъ ими конченъ полюбовно въ два года, тогда оный производится по законамъ надлежащимъ судебнымъ мѣстомъ; до окончанія же судебнаго раздѣла, налагается на все наслѣдственное имущество запрещеніе и берется оное, смотря по званію умершаго, въ управленіе Дворянской Опеки, или Сиротскаго Суда, отъ коихъ опредѣляются опекуны; а сверхъ того, со всего имущества взимается шесть процентовъ въ пользу Приказа Общественнаго Призрѣнія той губерніи, въ которой находится имущество, на счетъ тѣхъ, кои такому замедленію были причиною.

Примѣчаніе 1. Сроки для раздѣла тѣмъ лицамъ, которыя не могутъ числиться въ одномъ купеческомъ семействѣ, опредѣлены въ статьяхъ 155 и 156 Устава Торговаго.

Примѣчаніе 2. Взыскиваемая по силѣ статьи 1317 пеня по имуществамъ, находящимся въ предѣлахъ Оренбургскаго казачьяго войска, поступаетъ въ общій войсковой капиталъ.

1318. Двухгодичный срокъ, назначенный для полюбовнаго раздѣла между наслѣдниками, считается съ того времени, когда отъ всѣхъ или отъ кого либо изъ нихъ подано будетъ о раздѣлѣ въ присутственное мѣсто прошеніе.

1319. Если раздѣлъ дворянскаго въ губерніяхъ Тифлисской, Кутаисской и Эриванской (бывшей Грузино-Имеретинской губерніи) имѣнія конченъ будетъ наслѣдниками полюбовно, съ представленіемъ надлежащаго о томъ акта, хотя и по минованіи двухгодичнаго срока и по воспослѣдованіи уже судебнаго о семъ раздѣлѣ проговора; но до приведенія еще онаго въ дѣйствительное исполненіе: то всякое дальнѣйшее производство дѣла прекращается, и опредѣленный выше 1317 статьею штрафъ съ наслѣдниковъ не взыскивается.

1320. Въ общій составъ наслѣдства при раздѣлѣ полагаются тѣ только имущества, которыя принадлежали умершему владѣльцу; собственныя же имущества наслѣдниковъ въ составъ раздѣла не входятъ.

1321. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской при раздѣлѣ отцовскихъ имѣній между потомствомъ, отъ разныхъ браковъ рожденнымъ, ежели сумма приданаго которой либо изъ женъ превосходила приданыя другихъ женъ, то излишекъ при раздѣлѣ долженъ быть, по сдѣланному разсчету, уплаченъ дѣтямъ отъ той жены, которая внесла болѣе приданаго.

1322. При каждомъ раздѣлѣ составляются жеребьи по соразмѣрности слѣдующихъ наслѣдникамъ частей, равные въ качествѣ, удобности и прочихъ выгодахъ.

1323. Наслѣдникамъ, буде они того пожелаютъ, дозволяется для удобства дѣлить наслѣдственное недвижимое имущество къ однимъ мѣстамъ; но если они сами не согласятся, то закономъ къ тому не принуж-

829. Chaque cohéritier fait rapport à la masse, suivant les règles qui seront ci-après établies (843 à 869), des dons qui lui ont été faits, et des sommes dont il est débiteur.

830. Si le rapport n'est pas fait en nature (*), les cohéritiers à qui il est dû, prélèvent une portion égale sur la masse de la succession.

(*) Le rapport n'est pas fait en *nature*, lorsque les cohéritiers qui ont reçu quelques ob-

даются. Относительно земляныхъ дачъ наблюдается, что при всякомъ, по какому бы то случаю ни было, раздроблепіи дачи, состоящей въ единственномъ владѣніи, посредствомъ раздѣла, наслѣдства, продажи или иначе, надлежитъ послѣ выдачи крѣпостнаго акта въ теченіи трехъ лѣтъ дѣлать полюбовныя о томъ сказки, съ подробнымъ объясненіемъ качества и количества отдѣляемой земли и съ означеніемъ ея нарѣзками на прежнемъ планѣ, и за тѣмъ сказки и нарѣзки представлять въ Уѣздный Судъ для окончанія сего дѣла порядкомъ, установленнымъ въ Межевыхъ Закопахъ, статьяхъ 754—771.

1324. Когда послѣ умершаго остались имущества нераздробляемыя, какъ то: дворы, заводы, фабрики и лавки, то раздѣлъ оныхъ производится по слѣдующимъ правиламъ: 1) наслѣдникъ, получившій изъ таковыхъ имуществъ одно или нѣсколько, обязанъ удовлетворить сонаслѣдниковъ своихъ деньгами, по соразмѣрности частей, имъ слѣдующихъ, буде доставшееся ему нераздѣльное имущество превосходитъ по справедливой оцѣнкѣ слѣдующій ему жеребій; 2) если таковыхъ имуществъ въ составѣ наслѣдства много, то каждый изъ наслѣдниковъ, по общему ихъ согласію, можетъ взять на слѣдующую ему долю одно цѣлое имѣніе, или нѣсколько; 3) когда осталось послѣ владѣльца одно токмо нераздробляемое имѣніе, тогда преимущественное право ко владѣнію онымъ принадлежитъ старшему наслѣднику; 4) буде онъ не въ состояніи заплатить другимъ ихъ части, или не намѣренъ брать нераздробляемаго имѣнія, то позволяется другому младшему принять оное и учинить прочимъ наслѣдникамъ денежныя выдачи за причитающіяся имъ части.

Les prélèvements se font, autant que possible, en objets de même nature, qualité et bonté que les objets non rapportés en nature.

831. Après ces prélèvements, il est procédé, sur ce qui reste dans la masse, à la composition d'autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers copartageants, ou de souches copartageantes.

832. Dans la formation et composition des lots, on doit éviter, autant que possible, de morceler les héritages et de diviser les exploitations; et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur.

833. L'inégalité des lots en nature se compense par un retour (*) soit en rente, soit en argent.

834. Les lots sont faits par l'un des cohéritiers, s'ils peuvent convenir entre eux sur le choix, et si celui qu'ils avaient choisi accepte la commission; dans le cas contraire, les lots sont faits par un expert que le juge commissaire désigne.

Ils sont ensuite tirés au sort.

835. Avant de procéder au tirage des lots, chaque copartageant est admis à proposer ses réclamations contre leur formation.

836. Les règles établies pour la division des masses à partager, sont également observées dans la subdivision à faire entre les souches copartageantes.

827. Si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, il doit être procédé à la vente par licitation devant le tribunal.

Cependant les parties, si elles sont toutes majeures, peuvent consentir que la licitation soit faite devant un notaire, sur le choix duquel elles s'acordent.

---

jets du vivant du défunt ne peuvent rapporter ces objets, mais seulement leur valeur. Voy. C. 858).

(*) Ce retour se nomme *soulte de partage*.

1325. При раздѣлахъ какъ поссессіонныхъ, такъ и на владѣльческомъ правѣ состоящихъ горныхъ заводовъ, не воспрещается изъ общей оныхъ массы выдѣлять одинъ и болѣе заводовъ, но токмо такихъ, кои, по засвидѣтельствованію Горнаго Правленія, продолжать могутъ дѣйствіе свое независимо отъ прочихъ, и безъ которыхъ остальные изъ раздѣляемыхъ заводовъ совершенно обойтись въ состояніи.

1326. Дворянамъ, не имѣющимъ за собою населеннаго недвижимаго имущества, не дозволяется пріобрѣтать раздѣломъ дворовыхъ людей и крестьянъ безъ земли, а надлежитъ поступать съ достающимися такимъ дворянамъ по семейному раздѣлу дворовыми людьми и крестьянами на основаніи законовъ о наслѣдствахъ, приходящихъ къ неимѣющимъ права владѣть крѣпостными людьми.

1327. При раздѣлѣ крѣпостныхъ людей, семейства ихъ раздроблять воспрещается (ст. 404).

1328. Если при раздѣлѣ одна сторона обязалась учинить денежную выдачу другимъ или производить непремѣнный доходъ: то о семъ должно быть постановлено условіе въ самомъ крѣпостномъ актѣ.

1329. Раздѣлъ заложенныхъ въ Сохранной Казнѣ имѣній допускается и по неисправнымъ займамъ; по совершеніи законнымъ порядкомъ раздѣльнаго акта и по полученіи на каждаго изъ раздѣлившихъ имѣніе свидѣтельства Гражданской Палаты, долгъ переводится на наслѣдниковъ по числу доставшихся имъ душъ, не ожидая уплаты всей просроченной суммы, по первоначальной ссудѣ, лишь бы только тотъ изъ наслѣдниковъ, который желаетъ перевести на себя часть долга, внесъ причитающуюся изъ общей недоимки на его долю сумму. Такимъ же образомъ дѣлается переводъ долга въ случаѣ просьбы заемщиковъ о раздѣлѣ имѣнія, заложеннаго двумя или болѣе лицами вмѣстѣ, когда участокъ каждаго въ свидѣтельствѣ Гражданской Палаты ясно означенъ, и въ такомъ случаѣ новаго свидѣтельства уже не требуется. По переводѣ на вышеизъясненномъ основаніи на себя долга, каждый изъ участвующихъ въ заложенномъ имѣніи имѣетъ право просить Опекунскій Совѣтъ о позволеніи продать свой участокъ съ уплатою всего долга, или съ переводомъ онаго на покупщика. Платежи, произведенные до раздѣла займа, до перевода долга на наслѣдниковъ или лицъ, совершившихъ совокупный заемъ, остаются на общемъ счетѣ; но буде, при платежѣ, вносившій деньги означилъ именно, кому вносимая сумма принадлежитъ, и такимъ образомъ получилъ на имя того лица квитанцію, то при раздѣлѣ долга, произведенная каждымъ изъ участвующихъ въ раздѣляемомъ имѣніи уплата причисляется въ платежъ переводимой на него части цѣлаго займа. Въ слѣдствіе сего принимается въ разсчетъ на участокъ каждаго то, что онъ до перевода на него долга уплатилъ на свою долю, и за тѣмъ уже тре-

бустся отъ него дополненіе, буде не вся причитающаяся на его часть недоимка тѣмъ очищена.

Примѣчаніе. Раздѣлъ имѣній, заложенныхъ въ Государственномъ Заемномъ Банкѣ, производится на основаніи особыхъ правилъ, изложенныхъ въ статьяхъ 357 и 358 Устава Кредитнаго.

1350. Раздѣлъ имѣній, заложенныхъ въ Приказахъ Общественнаго Призрѣнія, допускается безпрепятственно; но въ случаѣ неисправности одного изъ участвовавшихъ въ раздѣлѣ лицъ и невыручки продажею доставшейся ему части всего лежащаго на ней долга Приказу, подвергаются предъ нимъ отвѣтственности и остальныя части того раздѣленнаго имѣнія.

1351. Въ случаѣ раздѣла заложеннаго въ Закавказскомъ Приказѣ Общественнаго Призрѣнія имѣнія между соучастниками или наслѣдниками по владѣнію, уплата долга, съ согласія Приказа, раздѣляется такъ же, какъ и самое имѣніе, за неисправность же одного изъ сихъ раздѣлившихся владѣльцевъ другіе отвѣтствуютъ только тогда, если, въ случаѣ продажи его части, не выручится весь долгъ Приказа. Если же заложенное въ Приказѣ имѣніе состоитъ изъ разныхъ отдѣльныхъ частей и раздѣлъ онаго учиненъ такъ, что части сіи не подвержены раздробленію и долгъ Приказа раздѣленъ также соотвѣтственно оцѣночной стоимости сихъ частей, то отвѣтственность за одного не переходитъ къ другимъ, и каждый отвѣчаетъ только за свою часть.

1352. Раздѣлъ, полюбовно наслѣдниками учиненный, остается и въ своей силѣ; но если кто либо изъ сонаслѣдниковъ при раздѣлѣ, произведенномъ судомъ, получитъ на свою часть удѣлъ менѣе прочихъ и будетъ тѣмъ считать себя обиженнымъ: то таковой имѣетъ право въ установленный срокъ (ст. 1355) просить надлежащее присутственное мѣсто о передѣлѣ.

1353. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской *окончательный* раздѣлъ, полюбовно наслѣдниками учиненный, также остается навсегда въ своей силѣ; но раздѣлы *временные* тогда только сами собою обращаются въ окончательные, когда оные не будутъ опровергнуты въ теченіи десяти лѣтъ со времени вступленія малолѣтныхъ наслѣдниковъ въ совершенныя лѣта.

1354. Въ просьбѣ, поданной о передѣлѣ, истецъ долженъ доказать, что раздѣлъ учиненъ противно правиламъ, законами постановленнымъ.

1355. Срокомъ для передѣла полагается одинъ годъ, со дня утвержденія перваго раздѣла; по прошествіи же онаго просить о передѣлѣ запрещается.

887. Les partages peuvent être rescindés pour cause de violence ou de dol.

Il peut aussi y avoir lieu à rescision, lorsqu'un des cohéritiers établit, à son préjudice, une lésion de plus du quart. La simple omission d'un objet de la succession ne donne pas ouverture à l'action en rescision, mais seulement à un supplément à l'acte de partage.

888. L'action en rescision est admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, encore qu'il fût qualifié de vente, d'échange et de transaction, ou de toute autre manière.

Mais après le partage, ou l'acte qui en tient lieu, l'action en rescision n'est plus admissible contre la transaction faite sur les difficultés réelles que présentait le premier acte, même quand il n'y aurait pas eu à ce sujet de procès commencé.

889. L'action n'est pas admise contre une vente de droit successif faite sans fraude à l'un des cohéritiers, à ses risques et périls, par ses autres cohéritiers ou par l'un d'eux.

890. Pour juger s'il y a eu lésion, on estime les objets suivant leur valeur à l'époque du partage.

1336. Раздѣлъ можетъ быть учиненъ и тогда, когда въ числѣ наслѣдниковъ находятся малолѣтные; но въ семъ случаѣ производится оный со стороны малолѣтныхъ чрезъ ихъ опекуновъ, подъ надзоромъ Дворянской Опеки или Сиротскаго Суда, смотря по званію наслѣдниковъ, и представляется на утвержденіе Гражданской Палаты; за упущеніе при раздѣлѣ пользы малолѣтныхъ отвѣтствуютъ ихъ опекуны.

1337. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, въ случаяхъ, когда имущество, по правиламъ законнаго наслѣдованія, должно дѣлиться между наслѣдниками не поголовно, а поколѣнно окончательный раздѣлъ имущества допускается, когда между сими наслѣдниками въ каждомъ колѣнѣ будетъ находиться хотя одно лице совершеннолѣтнее. Но когда имущество должно дѣлиться между наслѣдниками не поколѣнно, а поголовно, то раздѣлъ *окончательный* допускается лишь въ томъ случаѣ, если всѣ наслѣдники совершеннолѣтніе; а буде въ числѣ ихъ есть малолѣтные, то окончательный раздѣлъ имущества отлагается до совершеннолѣтія меньшихъ братьевъ, а впредь до того дозволяется старшимъ учинить раздѣлъ *временной*. Старшіе братья не въ правѣ ни продать, ни заложить, ниже другимъ образомъ уступить кому либо частей имѣнія, состоящаго въ ихъ владѣніи по временному раздѣлу, и за всѣ причиненные ими въ томъ имуществѣ убытки и ущербы они при окончательномъ раздѣлѣ обязаны вознаградить. Однакожъ въ случаяхъ чрезвычайныхъ какъ то: разоренія имѣнія отъ непріятеля, и другихъ, могущихъ встрѣтиться и не менѣе того уважительныхъ, сколько для пользы самыхъ имуществъ, столько же и всѣхъ наслѣдниковъ, позволяется, хотя бы въ числѣ оныхъ были и малолѣтные, дѣлать раздѣлы окончательные, съ тѣмъ однакожъ,

891. Le défendeur à la demande en rescision peut en arrêter le cours et empêcher un nouveau partage, en offrant et en fournissant au demandeur le supplément de sa portion héréditaire, soit en numéraire, soit en nature.

892. Le cohéritier qui a aliéné son lot en tout ou partie, n'est plus recevable à intenter l'action en rescision pour dol ou violence, si l'aliénation qu'il a faite est postérieure à la découverte du dol, ou à la cessation de la violence.

838. Si tous les cohéritiers ne sont pas présents, ou s'il y a parmi eux des interdits, ou des mineurs, même émancipés, le partage doit être fait en justice, conformément aux règles prescrites par les articles 819 et suivants, jusques et compris l'article précédent. S'il y a plusieurs mineurs qui aient des intérêts opposés dans le partage, il doit leur être donné à chacun un tuteur spécial et particulier.

839. S'il y a lieu à licitation, dans le cas du précédent article, elle ne peut être faite qu'en justice avec les formalités prescrites pour l'aliénation des biens des mineurs. Les étrangers y sont toujours admis.

840. Les partages faits conformément aux règles ci-dessus prescrites, soit par les tuteurs, avec l'autorisation d'un conseil de famille, soit par les mineurs émancipés, assistés de leurs curateurs, soit au nom des absents ou non présents, sont définitifs: ils ne sont que provisionnels, si les règles prescrites n'ont pas été observées.

чтобъ удѣлы составляемы были Гражданскою Палатою въ присутствіи наслѣдниковъ совершеннолѣтнихъ и опекуновъ надъ малолѣтными, и чтобы по распредѣленіи между наслѣдниками частей, не вводя во владѣніе оными, представляемо было Правительствующему Сенату, который, разсмотрѣвъ раздѣлъ, буде найдетъ оный правильнымъ, вноситъ на Высочайшее утвержденіе.

1338. Раздѣлъ имуществъ, оставшихся послѣ Магометанъ, производится по ихъ закону. Но Магометанское духовенство, подвѣдомственное Оренбургскому Духовному Собранію, имѣетъ право разсматривать и рѣшить по своему закону дѣла о частной собственности, возникающія по завѣщаніямъ или при раздѣлахъ имѣній между наслѣдниками, тогда только, когда участвующіе въ сихъ дѣлахъ Магометане будутъ просить о томъ и примутъ безпрекословно объявленныя имъ рѣшенія: раздѣлы, въ семъ случаѣ совершаемые, утверждаются въ надлежащемъ присутственномъ мѣстѣ. Но если участвующіе въ дѣлахъ объявятъ на рѣшеніе духовенства, касающееся до ихъ собственности, неудовольствіе и обратятся съ просьбою къ гражданскому начальству, то разсмотрѣніе сихъ дѣлъ предоставляется обыкновеннымъ судебнымъ мѣстамъ по установленному общими узаконеніями порядку.

1339. Раздѣлы наслѣдствъ, открывающихся по смерти Магометанъ Таврической губерніи, производятся на слѣдующемъ основаніи: а) производство оныхъ, съ замѣномъ издержекъ погребенія и отчисленіемъ части имѣній на платежъ безспорныхъ долговъ, предоставляется разсмотрѣнію Магометанскаго духовенства по его закону; б) если при такомъ раздѣлѣ не будетъ спора отъ участвующихъ сторонъ, то на доли каждаго изъ наслѣдниковъ выдается на узаконенной гербовой бумагѣ документъ, *яфтою* называемый, и документы сіи съ переводомъ на Русскій языкъ представляются для сознанія въ надлежащее присутственное мѣсто; послѣ чего и почитаются они законными доказательствами на принадлежность частей наслѣдства; в) если бы при означенномъ раздѣлѣ предъявлено было отъ кого либо изъ участвующихъ неудовольствіе или споръ, то оные разбираются судебными мѣстами установленнымъ для сего порядкомъ.

1340. Когда въ числѣ наслѣдниковъ Таврическихъ Магометанъ будутъ и принявшіе Христіанскую вѣру, то оные, удерживая вполнѣ право наслѣдства по Магометанскому закону, получаютъ соотвѣтственно сему и слѣдующія имъ изъ имѣнія части.

Отдѣленіе второе.

О порядкѣ совершенія раздѣльныхъ актовъ.

1341. Раздѣльные акты суть *раздѣльныя записи*. Они являются или у крѣпостныхъ дѣлъ, или совершаются на дому.

1342. У крѣпостныхъ дѣлъ являются раздѣльныя записи на недвижимыя имущества порядкомъ, опредѣленнымъ выше, въ книгѣ II, раздѣлѣ III, главахъ III, IV и V.

1343. По раздѣльнымъ записямъ, при предъявленіи ихъ у крѣпостныхъ дѣлъ, производится участвующимъ допросъ, и по сознаніи ихъ, утверждается актъ раздѣла.

1344. Раздѣльныя записи пишутся на крѣпостной гербовой бумагѣ по цѣнѣ имѣнія, предметъ раздѣла составляющаго.

1345. Никто не обязывается брать копіи съ раздѣльныхъ записей; желающимъ же выдаются оныя изъ того судебнаго мѣста, въ которомъ раздѣльный актъ совершенъ, на простой гербовой бумагѣ тридцатикопѣечнаго достоинства.

842. Après le partage, remise doit être faite à chacun des copartageants, des titres particuliers aux objets qui lui seront échus.

Les titres d'une propriété divisée restent à celui qui a la plus grande part, à la charge d'en aider ceux de ses copartageants qui y auront intérêt, quand il en sera requis.

Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageants, à toute réquisition.

S'il y a difficulté sur ce choix, il est réglé par le juge.

Des effets du partage, et de la garantie des lots.

883. Chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot, ou à lui échus sur licitation, et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la succession (*).

884. Les cohéritiers demeurent respectivement garants, les uns envers les autres, des troubles et évictions seulement qui procèdent d'une cause antérieure au partage.

La garantie n'a pas lieu, si l'espèce d'éviction soufferte a été exceptée par une clause particulière et expresse de l'acte de partage; elle cesse, si c'est par sa faute que le cohéritier souffre l'éviction.

885. Chacun des cohéritiers est personnellement obligé, en proportion de sa part héréditaire, d'indemniser son cohéritier de la perte que lui a causée l'éviction.

(*) La disposition de cet article est fondée sur le principe, que le partage n'est pas *translatif*, mais seulement *déclaratif* de propriété.

ГЛАВА ШЕСТАЯ.

О выкупѣ родовыхъ имуществъ.

Отдѣленіе первое.

О правѣ выкупа.

1346. Выкупъ есть право родственниковъ на обращеніе къ себѣ родовыхъ имуществъ, отчужденныхъ по продажамъ во владѣніе чужеродцамъ.

1347. Родовыя имущества не подлежатъ выкупу: 1) когда оныя продажею перешли въ тотъ же родъ, хотя бы пріобрѣтатели оныхъ происходили отъ общаго родоначальника по женскому колѣну и носили другую фамилію; 2) когда родовое имущество покупщикомъ, или его наслѣдниками, возвращено будетъ добровольно продавцу, или наслѣдникамъ его; когда родовое имущество за долги или по залогамъ и обязательствамъ владѣльца продано будетъ съ публичнаго торга; и 4) когда за неуспѣшностію публичной продажи частные кредиторы или казна взяли имущество въ свою собственность.

1348. Какъ родовое имущество, перешедшее въ чужой родъ, а потомъ снова возвратившееся въ свой родъ, покупкою (а не выкупомъ), дѣлается благопріобрѣтеннымъ, то оно выкупу при вторичной продажѣ подлежать не можетъ.

1349. Деревни, приписанныя къ заводамъ, составляя съ оными одно нераздѣльное имущество, не иначе могутъ быть выкупаемы, какъ вмѣстѣ съ тѣми заводами, а не отдѣльно отъ оныхъ; если же дѣйствіе завода прекратилось, то приписанныхъ къ оному крестьянъ съ землею дозволяется отдавать на выкупъ отдѣльно.

1350. Ненаселенныя земли, проданныя отъ лица одного состоянія лицамъ другаго, выкупу не подлежатъ.

1351. Ни въ какомъ случаѣ не подлежатъ выкупу: 1) имущества благопріобрѣтенныя, и 2) имущества движимыя.

1352. Хотя доставшееся отъ умершаго супруга на указную часть не-

Si l'un des cohéritiers se trouve insolvable, la portion dont il est tenu doit être également répartie entre le garanti et tous les cohéritiers solvables.

886. La garantie de la solvabilité du débiteur d'une rente ne peut être exercée que dans les cinq ans qui suivent le partage. Il n'y a pas lieu à garantie à raison de l'insolvabilité du débiteur, quand elle n'est survenue que depuis le partage consommé.

Voy. о Продажѣ и куплѣ Свод. 1581 ст. и слѣд.: De la faculté de rachat C. 1659, suiv.

режившему супругу имѣніе и почитается благопріобрѣтеннымъ сего послѣдняго имуществомъ (ст. 397) и, какъ таковое, подлежитъ свободному его распоряженію; но если овдовѣвшій супругъ, не требовавъ выдѣла себѣ указной части изъ родоваго имѣнія умершаго супруга и оставаясь въ нераздѣльномъ съ дѣтьми, или другими наслѣдниками его владѣній, вмѣстѣ съ сими послѣдними продалъ и свою указную часть, въ совокупности съ прочимъ родовымъ умершаго супруга имѣніемъ: то въ случаѣ выкупа родственниками умершаго супруга отчужденнаго такимъ образомъ родоваго имѣнія, право выкупа распространяется и на указную часть, и имѣніе должно быть выкупаемо въ цѣломъ составѣ, въ коемъ оно было продано.

Примѣчаніе. Всѣ выкупы родовыхъ имуществъ, какъ въ совокупности съ невыдѣленною изъ оныхъ указною частію, такъ и за исключеніемъ оной, совершенные прежде 19 Декабря 1849 года и по коимъ дотолѣ не было споровъ или же споры окончены рѣшеніемъ судебныхъ мѣстъ, вошедшимъ въ законную силу, остаются ненарушимыми и никакому опроверженію или пересмотру подлежать не могутъ.

1353. Дворовые люди и крестьяне, проданные безъ земли, праву выкупа не подлежатъ.

1354. Право выкупа на губерніи Черноморскую и Полтавскую не распространяется.

Отдѣленіе второе.

О лицахъ, имѣющихъ право выкупа.

1355. Право выкупа принаддежитъ кровнымъ родственникамъ, которые продавцу имѣнія суть ближайшіе наслѣдники. Оно переходитъ отъ ближнихъ родственниковъ къ дальнимъ, согласно съ правилами законнаго наслѣдованія по линіямъ и степенямъ.

1356. Но изъ ближнихъ родственниковъ не допускаются къ выкупу: 1) дѣти и 2) по смерти неотдѣленныхъ дѣтей внуки продавца при жизни его. Послѣ же смерти его, тѣ и другіе допускаются къ выкупу до истеченія законнаго срока (ст. 1363 и слѣд.), если имѣніе не выкуплено между тѣмъ ближайшими по нихъ родственниками.

1357. Когда ближайшіе родственники, имѣющіе право выкупа, не хотятъ оныхъ воспользоваться, то право сіе они могутъ передать дальнимъ родственникамъ чрезъ письменное дозволеніе на выкупъ.

1358. Ближайшіе родственники, не имѣющіе права выкупа при живыхъ продавцахъ, какъ то: дѣти и внуки (ст. 1356), не могутъ давать дозволенія на выкупъ; право сего дозволенія принадлежитъ ближайшимъ по нихъ родственникамъ.

1359. Изъ родственниковъ, равно близкихъ къ продавцу, каждый имѣетъ право на выкупъ всего имѣнія безъ позволительныхъ писемъ отъ прочихъ; но сіи послѣдніе могутъ выкупать отъ него слѣдующія имъ части.

1360. Лица женскаго пола чрезъ замужство и перемѣну фамиліи не теряютъ право на выкупъ имуществъ, вышедшихъ изъ ихъ рода, и родственники по женскому колѣну, на томъ же самомъ основаніи, допускаются къ выкупу, какъ и родственники по мужескому колѣну.

1361. Родственники допускаются къ выкупу безъ различія лѣтъ и возраста.

1362. Къ выкупу не могутъ быть допущены: 1) лица, не имѣющія правъ наслѣдованія (ст. 1107—1109); 2) родственники, которые вмѣсто продавцовъ, къ купчимъ или при запискѣ въ крѣпостныхъ книгахъ руки приложили, или же во свидѣтельствѣ подписались.

Отдѣленіе третіе.

О срокѣ и цѣнѣ выкупа.

I. О срокѣ выкупа.

1365. Родственники пользуются правомъ выкупа проданнаго имущества въ теченіи трехъ лѣтъ со времени совершенія купчей крѣпости, то есть, съ того времени, когда со стороны надлежащаго судебнаго мѣста конченъ будетъ весь узаконенный на совершеніе оной обрядъ, и когда она будетъ выдана покупщику.

Примѣчаніе 1. Срокъ выкупа недвижимыхъ имѣній, въ сей статьѣ опредѣленный, распространяется и на Бессарабскую область.

Примѣчаніе 2. 1853 года Января 7 было постановлено, по случаю войны, опредѣленный въ сей статьѣ срокъ для выкупа родовыхъ имѣній, для чиновъ всѣхъ войскъ, приведенныхъ въ военное положеніе, отсрочить, сверхъ узаконенныхъ трехъ лѣтъ, еще на одинъ годъ.

1364. Въ Западныхъ и Бѣлорусскихъ губерніяхъ, для имѣній должника, отданныхъ (по постановленіямъ въ губерніяхъ Западныхъ до 25 Іюня 1840 года, и въ губерніяхъ Бѣлорусскихъ до 1 Марта 1851 года) на экседнизію, когда онъ выговорилъ себѣ право выкупа въ теченіи десяти лѣтъ, сей срокъ считается со дня объявленія рѣшенія Экседнизорскаго Суда о раздѣлѣ имѣнія, если на сіе рѣшеніе вотчинникомъ не было объявлено неудовольствія и раздѣлъ признанъ окончательно совершеннымъ. Но если на опредѣленіе Экседнизорскаго Суда должникомъ принесена была жалоба, то десятилѣтнимъ правомъ выкупа онъ пользуется со времени объявленія ему окончательнаго рѣшенія, утверждающаго означенное опредѣленіе.

1365. Когда по случаю войны и заграничнаго похода, срокъ для выкупа военнослужащими родовыхъ имѣній отлагается, тогда срокъ сей считается на основаніи особаго указа, о томъ послѣдовавшаго.

1366. Кто оспоривая самый актъ, по которому имѣніе перешло въ чужой родъ, пропуститъ срокъ выкупа, тотъ лишается сего права.

I. О цѣнѣ выкупа.

1367. Желающій выкупить родовое имущество, обязанъ уплатить: 1) цѣну проданнаго имѣнія; 2) издержки, употребленныя покупщикомъ на поддержаніе и улучшеніе имѣнія по оцѣнкѣ; и наконецъ 3) крѣпостныя пошлины.

1368. За выкупаемое имущество должно платить цѣну, означенную въ крѣпостяхъ, по коимъ оно перешло въ чужой родъ.

1369. Если проданное имущество укрѣплено потомъ въ другія руки продажею или закладомъ, и до совершенія о томъ крѣпостнаго акта не подано прошенія о выкупѣ: то желающій выкупить долженъ заплатить цѣну, означенную въ послѣднемъ крѣпостномъ актѣ.

1370. Вносимыя на выкупъ деньги отсылаются, до окончанія дѣла о выкупѣ, въ Приказъ Общественнаго Призрѣнія для храненія и обращенія изъ процентовъ, на правилахъ о судебныхъ вкладахъ.

1371. Пошлины при выкупѣ имуществъ взимаются тѣ же, какія опредѣлены съ купчихъ крѣпостей; но выкупщикъ въ то же время долженъ возвратить пошлины покупщику, уплаченныя имъ за совершеніе акта, по которому онъ вступилъ во владѣніе имѣніемъ.

Примѣчаніе. Относительно возвращенія пошлинъ покупщикамъ участковъ имѣнія должника, доставшихся оными по экседиціонскимъ рѣшеніямъ въ Западныхъ или Бѣлорусскихъ губерніяхъ, въ случаѣ выкупа сихъ участковъ самими вотчинниками, постановлены особыя правила ниже, въ статьѣ 1391.

1372. Выкупившій имущество можетъ требовать, чтобъ оное было отдано ему въ цѣлости.

1373. Вводъ во владѣніе выкупленными имуществами производится на основаніи общихъ правилъ о вводѣ во владѣніе недвижимыхъ имуществъ.

РАЗДѢЛЪ ТРЕТІЙ

О ПОРЯДКѢ ОБОЮДНАГО ПРІОБРѢТЕНІЯ ПРАВЪ НА ИМУЩЕСТВО МѢНОЮ И КУПЛЕЮ.

ГЛАВА ПЕРВАЯ.

О мѣнѣ имуществъ на имущества.

Отдѣленіе первое.

О мѣнѣ недвижимыхъ имуществъ.

1574. Мѣняться недвижимыми имуществами запрещается, исключая двухъ слѣдующихъ случаевъ: 1) для доставленія удобнаго выгона посадамъ и городамъ, дозволяется мѣнять казенныя земли на земли помѣщичьи и на земли казенныхъ селеній; и 2) для миролюбнаго развода общихъ и чрезполосныхъ дачъ по правиламъ, изложенныхъ въ Межевыхъ Законахъ.

1575. Промѣнъ имѣній, состоящихъ подъ опекою за злоупотребленіе помѣщичьей власти, разрѣшается не иначе, какъ по представленіямъ учрежденной надъ ними опеки и по разсмотрѣнія надлежащими опекунскими мѣстами, на основаніи тѣхъ же правилъ, кои постановлены для лицъ, состоящихъ въ опекѣ за расточительность или по несовершенолѣтію.

1576. Промѣнъ казенной земли на земли помѣщичьи и земли казенныхъ селеній, для доставленія посадамъ и городамъ удобнаго выгона, дѣлается съ утвержденія Межеваго Департамента Правительствующаго Сената.

Примѣчаніе. Министру Внутреннихъ Дѣлъ предоставлено разрѣшать собственною властію дѣла о промѣнѣ городскихъ земель на земли, принадлежащія иновѣрческимъ церквамъ.

1577. Размѣнъ въ земляхъ между казенными селеніями и частными лицами, или разными вѣдомствами, состоящими въ чрезполосномъ владѣніи, производится по обоюдному ихъ согласію на основаніи нижеслѣдующихъ правилъ: 1) Волостное Правленіе обязано представить Окружному Начальству прошеніе или приговоръ сельскаго общества о дозволеніи ему размѣна земель; 2) Окружный Начальникъ, снявъ на планъ земли размѣниваемыя и промѣниваемыя (чрезъ Землемѣра Палаты Государственныхъ Имуществъ), и составивъ имъ статистическое описаніе, представляетъ сіе на усмотрѣніе Палаты Государственныхъ Имуществъ; 3) По симъ свѣдѣніямъ (п. 1 и 2) Палата Государственныхъ Имуществъ всѣ

1702. L'échange est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre.

1703. L'échange s'opère par le seul consentement de la même manière que la vente.

1704. Si l'un des copermutants a déjà reçu la chose à lui donnée en échange, et qu'il prouve ensuite que l'autre contractant n'est pas propriétaire de cette chose, il ne peut pas être forcé à livrer celle qu'il a promise en contre-échange, mais seulement à rendre celle qu'il a reçue.

1705. Le copermutant qui est évincé de la chose qu'il a reçue en échange, a le choix de conclure à des dommages et intérêts, ou de répéter sa chose.

1706. La rescision pour cause de lésion n'a pas lieu dans le contrat d'échange

1707. Toutes les autres règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent d'ailleurs à l'échange.

свои предположенія по сему предмету вноситъ къ Начальнику Губерніи, и по полученіи его согласія, представляетъ на разрѣшеніе Министру Государственныхъ Имуществъ.

1378. Вводъ во владѣніе вымѣниваемыми на основаніи вышеизъясненныхъ правилъ, имуществами производится на основаніи общихъ правилъ о вводѣ во владѣніе по недвижимымъ имуществамъ.

Отдѣленіе второе.

О мѣнѣ движимыхъ имуществъ.

1379. Мѣна движимыхъ имуществъ оставляется на волю и взаимное согласіе ихъ хозяевъ.

1380. Мѣна движимыхъ имуществъ можетъ быть производима и безъ письменнаго укрѣпленія одною взаимною передачею, но съ поручительствомъ въ томъ случаѣ, когда настоитъ сомнѣніе въ дѣйствительной принадлежности хозяину мѣняемой вещи.

ГЛАВА ВТОРАЯ.

О продажѣ и куплѣ.

De la nature et de la forme de la vente.

1582. La vente est une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose, et l'autre à la payer.

Elle peut être faite par acte authentique ou sous seing privé.

1583. Elle est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoque la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.

1584. La vente peut être faite purement et simplement, ou sous une condition soit suspensive, soit résolutoire.

Elle peut aussi avoir pour objet deux ou plusieurs choses alternatives.

Dans tous ces cas, son effet est réglé par les principes généraux des conventions.

1585. Lorsque des marchandises ne sont pas vendues en bloc, mais au poids, au compte ou à la mesure, la vente n'est point parfaite, en ce sens que les choses vendues sont aux risques du vendeur jusqu'à ce qu'elles soient pesées, comptées ou mesurées; mais l'acheteur peut en demander ou la délivrance ou des dommages-intérêts, s'il y a lieu, en cas d'inexécution de l'engagement.

Отдѣленіе первое.

Положенія общія.

I. О продажѣ.

1381. Продавать имущество могутъ всѣ тѣ, коимъ распоряженіе и отчужденіе онаго не воспрещено закономъ.

1586. Si, au contraire, les marchandises ont été vendues en bloc, la vente est parfaite, quoique les marchandises n'aient pas encore été pesées, comptées ou mesurées.

1587. A l'égard du vin, de l'huile, et des autres choses que l'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat, il n'y a point de vente tant que l'acheteur ne les a pas goûtées et agréées.

1588. La vente faite à l'essai est toujours présumée faite sous une condition suspensive.

1589. La promesse de vente vaut vente, lorsqu'il y a consentement réciproque des deux parties sur la chose et sur le prix.

1590. Si la promesse de vendre a été faite avec des arrhes, chacun des contractants est maître de s'en départir,

Celui qui les a données, en les perdant,

Et celui qui les a reçues, en restituant le double.

1591. Le prix de la vente doit être déterminé et désigné par les parties.

1592. Il peut cependant être laissé à l'arbitrage d'un tiers: si le tiers ne veut ou ne peut faire l'estimation, il n'y a point de vente.

1593. Les frais d'actes et autres accessoires à la vente sont à la charge de l'acheteur.

1594. Tous ceux auxquels la loi ne l'interdit pas, peuvent achet r ou vendre.

1595. Le contrat de vente ne peut avoir lieu entre époux que dans les trois cas suivants:

1) Celui où l'un des deux époux cède des biens à l'autre, séparé judiciairement d'avec lui, en paiement de ses droits;

2) Celui où la cession que le mari fait à sa femme, même non séparée, a une cause légitime, telle que le remploi de ses immeubles aliénés, ou de deniers à elle appartenant, si ces immeubles ou deniers ne tombent pas en communauté;

3) Celui où la femme cède des biens à son mari en paiement d'une somme qu'elle lui aurait promise en dot, et lorsqu'il y a exclusion de communauté;

1382. Недѣйствительна продажа, учиненная малолѣтными и несовершеннолѣтними безъ согласія ихъ опекуновъ и попечителей.

1383. Недѣйствительна продажа, учиненная лицами, состоящими подъ законнымъ прещеніемъ, какъ то: безумными, сумасшедшими и расточителями, когда имѣнія сихъ послѣднихъ состоятъ въ опекѣ.

1384. Продавать можно токмо то имущество, коимъ владѣлецъ можетъ распоряжать по праву собственности.

1385. Продажа можетъ быть совершена какъ самимъ владѣльцемъ, такъ и другимъ по довѣренности, отъ него законно данной.

Примѣчаніе. Продажа имущества малолѣтнаго, для уплаты его долговъ, совершается опекою, но не иначе, какъ съ надлежащаго на то разрѣшенія.

1386. Не дѣйствительна продажа имущества, состоящаго въ пользованіи, содержаніи, или временномъ и пожизненномъ владѣніи, на которое право собственности принадлежитъ другому.

1387. Не дѣйствительна продажа имущества общественнаго, принадлежащаго городу или селенію на правѣ пользованія.

1388. Продавать можно имущество токмо свободное, т. е. не состоящее подъ запрещеніемъ въ письмѣ купчихъ и закладныхъ крѣпостей. Изъ сего правила изъемлются слѣдующіе случаи: 1) Если имущество состоитъ подъ запрещеніемъ по иску или взысканію въ извѣстной и опредѣленной суммѣ, то продажа онаго разрѣшается, какъ скоро предъ совершеніемъ купчей крѣпости внесена будетъ въ то самое мѣсто вся сумма иска или взысканія, и тѣмъ самымъ причина запрещенія уничтожится, или же представлено будетъ въ обезпеченіе другое, во всемъ равное прежнему, имущество, и когда при томъ другаго никакого запрещенія въ виду не будетъ. 2) Если имущество состоитъ подъ запрещеніемъ по залогу въ Банкѣ, въ Опекунскомъ Совѣтѣ, или въ Приказѣ Общественнаго Призрѣнія: то продажа онаго разрѣшается, какъ скоро получено будетъ согласіе сихъ установленій на таковую продажу съ переводомъ долга. 3) Если запрещеніе наложено въ обезпеченіе какого либо дохода, который владѣлецъ имущества обязался вносить въ пользу государственныхъ или общественныхъ заведеній: то продажа разрѣшается, когда обезпеченіе, утверждаемое на имуществѣ, замѣнено будетъ постояннымъ и равнымъ доходомъ съ наличнаго капитала.

Sauf, dans ces trois cas, les droits des héritiers des parties contractantes, s'il y a avantage indirect.

1389. Продавать дозволяется только то имѣніе, которое состоитъ въ дѣйствительномъ владѣніи, или на которое продавецъ имѣетъ право собственности; посему продажа имущества, которое впредь можетъ принадлежать продавцу по наслѣдству, недѣйствительна.

1390. Въ Западныхъ губерніяхъ отчужденія участковъ, доставшихся по экспивизорскимъ рѣшеніямъ (по постановленіямъ прежняго времени, означеннымъ въ статьѣ 1364) въ удовлетвореніе долговыхъ претензій, дозволяются владѣльцамъ таковыхъ участковъ лишь въ томъ случаѣ, если за оные уплачены ими крѣпостныя пошлины, хотя бы на рѣшенія Экспивизорскихъ Судовъ принесены были апелляціонныя жалобы; но при семъ въ купчихъ крѣпостяхъ надлежитъ означить: а) десятилѣтнее, на основаніи статьи 1364 сего Свода, право должника на выкупъ имѣнія, буде онъ, при отдачѣ имѣнія на экспивизію, право сіе выговорилъ; б) состояніе дѣла подъ апелляціею; в) обязанность сохранять участокъ въ томъ же видѣ, какъ оный пріобрѣтенъ, и г) запрещеніе закладывать покупаемый участокъ въ кредитныя установленія и въ частныя руки впредь до окончательнаго рѣшенія экспивизорскаго дѣла. Участки въ раздробительно-владѣемыхъ по экспивизіямъ домахъ могутъ быть продаваемы только владѣльцамъ другихъ частей означенныхъ домовъ и не иначе какъ въ полномъ каждаго участка составѣ, безъ всякаго дальнѣйшаго оныхъ раздробленія.

Des choses qui peuvent être vendues.

1598. Tout ce qui est dans le commerce, peut être vendu, lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation (*).

1599. La vente de la chose d'autrui est nulle: elle peut donner lieu à des dommages-intérêts lorsque l'acheteur a ignoré que la chose fût à autrui.

1600. On ne peut vendre la succession d'une personne vivante, même de son consentement.

1601. Si, au moment de la vente, la chose vendue était périe en totalité, la vente serait nulle.

Si une partie seulement de la chose est périe, il est au choix de l'acquéreur d'abandonner la vente, ou de demander la partie conservée, en faisant déterminer le prix par la ventilation (**).

(*) Aux termes du décret du 6 messidor an III, la vente des *grains en vert* et pendants par les racines est prohibée sous peine de confiscation des grains et fruits vendus. Une exception est faite à cette prohibition par un autre décret du 23 messidor de la même année, lorsque ces ventes ont lieu par suite de tutelle, curatelle, changement de fermier, saisie de fruits, baux judiciaires, etc.

Les rentes *viagères*, les pensions de l'Etat sont incessibles.

(**) La *ventilation* est une opération qui consiste à déterminer, eu égard au prix total d'une chose, quelle est la valeur des diverses parties dont cette chose est composée.

1391. При продажѣ эксдивизорскихъ участковъ (ст. 1390), не смотря на принесенныя на рѣшенія Эксдивизорскихъ Судовъ апелляціи, равно какъ и при выкупѣ тѣхъ участковъ вотчинникомъ, относительно взысканія крѣпостныхъ пошлинъ наблюдаются слѣдующія правила: 1) Означенныя пошлины, взысканныя съ кредиторовъ, сообразно съ существующими узаконеніями, по количеству присужденныхъ каждому участковъ, хранятся въ Приказѣ Общественнаго Призрѣнія для приращенія процентами: а) если вотчинникъ предоставилъ себѣ право выкупа, то до истеченія десятилѣтняго срока, или до выкупа имѣнія; б) буде рѣшеніе Эксдивизорскаго Суда обжаловано апелляціею, то до окончательнаго рѣшенія дѣла, съ тѣмъ, чтобъ по мѣрѣ выкупа имѣнія или въ случаѣ назначенія онаго въ публичную продажу, деньги сіи были возвращаемы тому, съ кого взысканы, за исключеніемъ только слѣдующаго Приказу Общественнаго Призрѣнія дохода. Если же эксдивизорскій раздѣлъ будетъ утвержденъ и прежній вотчинникъ не воспользуется правомъ выкупа, то хранящіяся въ Приказѣ пошлины, съ накопившимися процентами, обращаются въ казну. 2) Когда рѣшеніе Эксдивизорскаго Суда обжаловано апелляціею, или когда кредиторъ, получивъ за долги часть недвижимаго имѣнія должника, съ правомъ выкупа вотчинника, по заплатѣ въ казну узаконенныхъ пошлинъ, передастъ свой участокъ съ таковымъ же правомъ другому, а сей третьему и т. д., то при каждой таковой передачѣ взыскиваются вновь узаконенныя пошлины съ того лица, кому передается право на владѣніе имѣніемъ, и хранятся въ Приказѣ Общественнаго Призрѣнія. Буде по утвержденіи рѣшенія Эксдивизорскаго Суда прежній вотчинникъ въ теченіи десяти лѣтъ не воспользуется правомъ выкупа, то пошлины отсылаются съ накопившимися процентами въ Уѣздное Казначейство для причисленія къ государственнымъ доходамъ. Но въ случаѣ выкупа должникомъ имѣнія или продажи онаго съ публичнаго торга, по неутвержденію эксдивизорскаго рѣшенія, пошлины, съ накопившимися процентами, возвращаются тѣмъ лицамъ, съ коихъ были взысканы, на основаніи предшедшей 1388 статьи.

1392. Продажа имѣнія спорнаго, если не состоитъ оно подъ запрещеніемъ, хотя и дозволяется, но при семъ: 1) мѣсто, гдѣ совершается купчая крѣпость, обязано напомнить покупщику и продавцу, дабы они къ очисткамъ и оговоркамъ, кои обыкновенно въ купчихъ прописываются, присовокупляли таковыя же касательно спора; 2) если спорное имѣніе отчуждено будетъ въ послѣдствіи отъ продавца: то, не взирая на учиненную продажу, оное отбирается и отдается тому, кому присуждено будетъ опредѣленіемъ суда; деньги же, заплаченныя за имѣніе, предоставляется покупщику взыскивать съ продавца. А буде по суду найдется, что имѣніе должно принадлежать продавцу, то произведенная продажа остается въ своей силѣ.

1393. Когда какое либо имущество запрещено продавать безъ разрѣшенія начальства: то продажа, безъ сего разрѣшенія учиненная, есть недѣйствительная. Посему: 1) не дѣйствительна продажа поссессіонныхъ и другихъ фабрикъ безъ разрѣшенія Министерства Финансовъ; 2) не дѣйствительна продажа, учиненная безъ разрѣшенія начальства, такихъ земель, кои отданы были съ условіемъ заселенія или хозяйственныхъ заведеній прежде, нежели условія сіи исполнены; разрѣшеніе же дается не иначе, какъ съ обязательствомъ покупщика исполнить условія; при чемъ срокъ исполненія считается со времени, когда первопачально отведена была земля, а не со времени продажи; 3) не дѣйствительна продажа, учиненная Казначеями безъ разрѣшенія ихъ начальства (ст. 784) и съ нарушеніемъ правилъ, особенно для сего постановленныхъ (см. ст. 1434—1441).

Примѣчаніе. Правила о продажѣ податныхъ земель сельскихъ обществъ вѣдомства государственныхъ имуществъ для покупки угодій въ другомъ мѣстѣ, съ тѣмъ, чтобы уничтожить чрезполосность или соединить владѣнія, изложены въ статьяхъ 1937 и 1938 Общаго Губернскаго Учрежденія.

1394. Запрещается частному владѣльцу продавать имущество, состоящее въ опекѣ, описи или секвестрѣ. Лицамъ, состоящимъ въ опекѣ за злоупотребленіе помѣщичьей власти, рѣшительно воспрещается продажа крестьянъ ихъ на свозъ, или хотя и съ землею, но по частямъ, а равно и отдѣльная продажа какого либо количества принадлежащей къ имѣнію земли. За тѣмъ продажа имѣнія таковыхъ лицъ допускается не иначе, какъ по представленіямъ учрежденной надъ ними опеки и по разсмотрѣніи надлежащими опекунскими мѣстами, на основаніи тѣхъ же правилъ, кои постановлены для лицъ, состоящихъ въ опекѣ за расточительность или по несовершеннолѣтію. Порядокъ продажи опекунами имущества, состоящаго въ опекѣ по малолѣтству владѣльцевъ, изложенъ выше въ статьѣ 277.

1395. Если продавецъ, измѣнивъ государству, убѣжитъ за границу: то учиненная имъ продажа недвижимаго имѣнія тогда токмо считается дѣйствительною, когда на оную вполнѣ совершенъ надлежащимъ порядкомъ купчій актъ.

1396. Запрещается продажею раздроблять имѣнія, кои по закону должны быть нераздѣльными; посему: 1) Не дѣйствительна раздробительная продажа двора (ст. 394, примѣч. 1), завода, фабрики и лавки. 2) Не дѣйствительна продажа деревень и людей, состоящихъ при заводахъ и фабрикахъ поссессіонныхъ, также принадлежащихъ къ нимъ лѣсовъ и земель, отдѣльно отъ оныхъ; но если при поссессіонномъ горномъ заводѣ окажутся, по какимъ либо обстоятельствамъ, излишніе или вовсе ненужные крѣпостные заводскіе люди, и заводовладѣлецъ не имѣетъ другаго своего поссессіоннаго завода, гдѣ они могли бы употреблены быть

съ пользою для него: то дозволяется переуступать означенныхъ людей другимъ поссессіоннымъ горнымъ заводчикамъ по добровольному съ ними условію, съ испрошеніемъ предварительно разрѣшенія на то мѣстнаго Горнаго Правленія. 3) Земля, принадлежащая государственнымъ крестьянамъ, на собственныхъ земляхъ водворенныхъ, при продажѣ не можетъ быть раздроблена на участки менѣе восьми десятинъ. 4) Если помѣщикъ продаетъ изъ земли, населенной крестьянами, такое количество, что за тѣмъ будетъ оставаться у тѣхъ крестьянъ менѣе четырехъ десятинъ съ половиною на душу, то онъ долженъ въ то самое время, или по крайней мѣрѣ не далѣе годоваго срока, обитающихъ на той землѣ крестьянъ или надѣлить землею соразмѣрно числу ихъ душъ, или перевесть на другія свои земли, или продать ихъ на законномъ основаніи другому, съ таковою же обязанностію переселить сихъ крестьянъ на собственныя покупщика земли; въ чемъ, по совершеніи купчей, берутся отъ продавца и покупщика подписки, за исполненіемъ коихъ земское начальство имѣетъ строгое наблюденіе. Если же въ теченіи годоваго срока надѣленіе землею или переселеніе крестьянъ на другія земли не совершится, тогда симъ людямъ дозволяется, по желанію ихъ, или вступать въ государственные крестьяне съ водвореніемъ на казенныхъ земляхъ по распоряженію правительства, или причисляться въ городское сословіе на правилахъ, постановленныхъ въ статьямъ 464, 465, 469 и другихъ Законовъ о Состояніяхъ.

Примѣчаніе 1. Въ Западныхъ губерніяхъ дозволена продажа участковъ въ раздробительно-владѣемыхъ по экспропріаціямъ домахъ по правиламъ выше, въ статьѣ 1390, изложеннымъ.

Примѣчаніе 2. При раздробленіи продажею земляныхъ дачъ, состоящихъ въ единственномъ владѣніи, наблюдаются правила, постановленныя выше въ дополненіи къ статьѣ 1323 (по Прод. III, № 1) и въ статьѣ 773 Законовъ Межевыхъ.

1397. Запрещается продавать крѣпостныхъ людей: 1) мужа отдѣльно отъ жены, или жену отдѣльно отъ мужа; 2) продавать отдѣльно отъ семействъ, какъ съ землею, такъ и безъ земли, считая семействомъ, не подлежащимъ раздробленію: отца, мать и, изъ дѣтей, сыновей неженатыхъ и дочерей незамужнихъ; 3) продавать безъ земли, съ публичнаго торга; 4) продавать безъ земли лично и поименно на торгахъ и ярмаркахъ; 5) продавать безъ земли по довѣренностямъ, людямъ недворянскаго происхожденія данныхъ, въ противность правилъ, постановленныхъ по сему предмету въ статьяхъ 2298 и 2305; и 6) продавать Финляндскимъ гражданамъ. Всѣ таковыя продажи суть недѣйствительны. Но покупка людей безъ земли цѣлыми семействами дозволяется и лицамъ, имѣющимъ право дворянское, не иначе, какъ съ приписною ихъ къ собственнымъ населеннымъ крѣпостными людьми имѣніямъ; посему воспрещается совершать купчія крѣпости на дворовыхъ людей и крестьянъ, безземельныхъ обоего пола, такимъ покупщикамъ, которые не имѣютъ населенныхъ имѣній, или владѣютъ такимъ недвижимымъ имѣніемъ,

которое населено лицами некрѣпостнаго состоянія, не исключая изъ сего ни чиновниковъ Уральскаго войска, ни дворянъ Сибирскихъ губерній и Закавказскаго края.

Примѣчаніе 1. Запрещеніе покупки людей, безъ приписки къ собственнымъ деревнямъ, имѣетъ силу токмо съ 1833 Іюня 16; запрещеніе же продажи крѣпостныхъ людей отдѣльно отъ семействъ, съ 1833 Мая 2; посему и можно совершать на сихъ людей акты отъ ихъ владѣльцевъ на имена другихъ, если только означенные люди, проданные отъ семействъ до указа 1833 года, остались безсемейными у своихъ пріобрѣтателей.

Примѣчаніе 2. Указомъ 26 Января 1843 года (16486) постановлено: купчія крѣпости, совершенныя послѣ состоянія манифеста о восьмой ревизіи 1833 года Іюня 16 (6265) и до распубликованія мнѣнія Государственнаго Совѣта 1841 года Января 2 (14152) на дворовыхъ людей и крѣстьянъ безъ земли, купленныхъ дворянами, не имѣющими во владѣніи своемъ населенныхъ имѣній, уничтожить, и не предоставляя людямъ, въ купчихъ значущимся, свободы, обратить ихъ къ прежнимъ владѣльцамъ, а покупщикамъ, не подвергая ихъ суду, предоставить заплаченныя за нихъ деньги взыскивать съ продавшихъ имъ лицъ установленнымъ порядкомъ. Но что касается тѣхъ купчихъ крѣпостей, въ коихъ именно обозначено, что крестьяне куплены для поселенія на принадлежащей покупщикамъ землѣ и на оной крестьяне тѣ уже поселены, то, не уничтожая купчихъ, крестьянъ по онымъ значущихся оставить на настоящемъ мѣстѣ ихъ поселенія и причислить за покупщиковъ платежемъ податей по мѣсту ихъ водворенія, въ томъ уваженіи, что обращеніемъ сихъ крестьянъ къ прежнимъ ихъ владѣльцамъ, могутъ подвергнуться они отягощенію, а пріобрѣвшіе ихъ владѣльцы лишиться того капитала, который ими для поселенія ихъ употребленъ. Тѣ же крѣпостные люди, которые послѣ состоянія манифеста о восьмой народной переписи проданы или иначе до распубликованія Высочайше утвержденнаго 2 Января 1841 года мнѣнія Государственнаго Совѣта уступлены безъ земли такимъ лицамъ, кои не имѣютъ за собою недвижимыхъ населенныхъ имѣній, получаютъ, на основаніи Высочайше утвержденнаго мнѣнія Государственнаго Совѣта 1846 года Декабря 16, свободу, съ предоставленіемъ имъ права избрать родъ жизни на общихъ правилахъ. За такихъ пріобрѣтенныхъ въ теченіи означеннаго промежутка времени, т. е. отъ 1833 до 1841 года, крѣпостныхъ людей, покупщикамъ, если они при покупкѣ сихъ людей, относительно владѣнія населеннымъ имѣніемъ никакого неправильнаго или ложнаго показанія не сдѣлали, постановлено выдавать изъ казны опредѣленное въ статьѣ 1126 Законовъ о Состояніяхъ вознагражденіе за отходящихъ изъ частнаго владѣнія крѣпостныхъ людей, съ тѣмъ чтобы деньги сіи, для возвращенія оныхъ въ казну, взыскивать, буде не подлежатъ сложенію по Всемилостивѣйшему манифесту 16 Апрѣля 1841 года (14460), съ присутственныхъ мѣстъ, виновныхъ въ совершеніи актовъ на продажу или иное переукрѣпленіе крѣпостныхъ людей безъ земли. Дѣла объ обращеніи въ казну пріобрѣтенныхъ такимъ образомъ безземельныхъ крестьянъ и людей, равно и тѣхъ, кои, послѣ состоянія манифеста о восьмой народной переписи, бывъ проданы, съ нарушеніемъ постановленныхъ для сего правилъ, подлежать отчужденію изъ части го владѣнія, должны быть подвергаемы судебному разсмотрѣнію въ порядкѣ, установленномъ для дѣлъ, сопряженныхъ съ казеннымъ интересомъ; самые же люди, до рѣшенія дѣлъ, отбираются въ вѣдомство Дворянскихъ Опекъ.

Примѣчаніе 3. Указомъ 10 Января 1839 года (11926) воспрещено всѣмъ безъ изъятія владѣльцамъ Закавказскаго края перечисленіе и переводъ въ этотъ край Русскихъ крестьянъ, и продажа находящихся тамъ крѣпостныхъ людей и крестьянъ, впредь до окончательнаго онаго устройства. По затрудненіямъ же, встрѣченнымъ въ семъ краѣ при исполненіи циркулярныхъ предписаній Министра Юстиціи отъ 31 Августа 1846 года, о соблюденіи постановленнаго 16 Іюня 1833 года правила о пріобрѣтаемыхъ безъ земли покупкою крестьянахъ (ср. ст. 1397 и 1444 сего Свода), 1848 года Апрѣля 5 (22165) Высочайше повелѣно: принять означенные циркуляры къ руководству въ Закавказскомъ краѣ на будущее время, съ тѣмъ, чтобы люди, пріобрѣтенные въ противность закона 1833 года, на основаніи статьи 1083 Законовъ о Состояніяхъ, были освобождаемы отъ крѣпостнаго состоянія, съ предоставленіемъ имъ права избрать себѣ, въ установленный срокъ, родъ жизни. Относительно силы сихъ циркуляровъ за прошедшее время, постановлено: а) Всѣ тѣ лица, кои въ Закавказскомъ краѣ пріобрѣли покупкою крѣпостныхъ людей въ противъ-

ность указа 16 Іюня 1833 года, освободить отъ всякой за то отвѣтственности. б) Крѣпостныхъ людей, кои пріобрѣтены сими лицами въ противность означеннаго выше указа, со времени обнародованія онаго въ Закавказскомъ краѣ, до принятія къ руководству помянутыхъ циркуляровъ, освободить отъ крѣпостной зависимости, предоставивъ имъ право избрать родъ жизни на общихъ правилахъ. При освобожденіи сихъ крѣпостныхъ людей, тѣмъ лицамъ, коими они были куплены или коимъ принадлежатъ теперь, выдать изъ казны, въ вознагражденіе, ту сумму, какая за сихъ крѣпостныхъ людей ими была заплачена и означена въ купчей. Деньги сіи за время съ 1833 по 1841 годъ принять безвозвратнымъ на счетъ казны расходомъ, а съ 1841 года, т. е. со времени введенія въ Закавказскомъ краѣ новаго гражданскаго управленія, выданныя изъ казны за отходящихъ изъ частнаго владѣнія крѣпостныхъ людей деньги взыскивать съ присутственныхъ мѣстъ, виновныхъ въ совершеніи актовъ на продажу или иное переукрѣпленіе крѣпостныхъ людей безъ земли.

1398. Тѣмъ Бессарабскимъ дворянамъ, которые владѣютъ въ прочихъ губерніяхъ или областяхъ Россіи недвижимыми населенными имѣніями, дозволяется имѣть и въ Бессарабіи, для личной и дворовой услуги, но не для поселенія на землѣ, дворовыхъ Русскаго происхожденія людей; тѣмъ же изъ сихъ дворянъ, кои означенныхъ имѣній въ Россіи не имѣютъ, покупка дворовыхъ людей и крестьянъ безъ земли и владѣніе ими воспрещается.

1399. Движимое имѣніе, на которое наложенъ арестъ или секвестръ, владѣльцемъ продано быть не можетъ.

1400. Продажа рекрутскихъ квитанцій воспрещается. Исключенія изъ сего правила изложены въ Уставѣ Рекрутскомъ, статьяхъ 472, 473, 518, 519, 523 и другихъ.

1401. Продажа частныхъ промессовъ на облигаціи Польскихъ займовъ, а равно и вообще всякаго рода промессовъ на какія либо лоттереи воспрещается, съ тѣмъ, что за нарушеніе сего будетъ взыскано съ виновныхъ по силѣ статьи 1554 Уложенія о Наказаніяхъ.

II. О куплѣ.

1402. Покупать имущества могутъ всѣ тѣ, кои по праву ихъ состоянія могутъ владѣть купленнымъ имуществомъ.

Примѣчаніе 1. Изъятія изъ сего общаго правила означены выше въ статьѣ 1397.

Примѣчаніе 2. Высочайше утвержденнымъ положеніемъ Комитета Министровъ 1856 года Января 24 (30094) разрѣшено крестьянамъ, поступившимъ изъ помѣщичьихъ въ казенное вѣдомство, на земли, пріобрѣтенныя ими въ собственность до того времени, выдать купчія крѣпости на томъ же основаніи, какъ Высочайшимъ указомъ 3 Марта 1848 года (22042) дозволено помѣщикамъ выдавать крестьянамъ своимъ купчія крѣпости на пріобрѣтенные послѣдними домы, лавки и земли. Выдача помянутыхъ актовъ должна быть производима мѣстными Палатами Государственныхъ Имуществъ, если несомнѣнность принадлежности земель крестьянамъ, кромѣ приговора односельцевъ, будетъ доказана какъ формальнымъ слѣдствіемъ, такъ и непрерывнымъ, со времени покупки, владѣніемъ землями.

Примѣчаніе 3. Высочайше утвержденнымъ мнѣніемъ Государственнаго Совѣта 1857 года Января 4 Евреямъ предоставлено пріобрѣтать недвижимую собственность на точномъ

1594. Tous ceux auxquels la loi ne l'interdit pas peuvent acheter ou vendre.

1596. Ne peuvent se rendre adjudicataires, sous peine de nullité, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées,

Les tuteurs, des biens de ceux dont ils ont la tutelle;

Les mandataires, des biens qu'ils sont chargés de vendre;

Les administrateurs, de ceux des communes ou des établissements publics confiés à leurs soins;

Les officiers publics, des biens nationaux dont les ventes se font par leur ministère.

основаніи узаконеній, дѣйствовавшихъ до изданія Высочайше утвержденнаго 4 Мая 1853 года (27210) мнѣнія Государственнаго Совѣта. Права Евреевъ купцовъ первой гильдіи, по пріобрѣтенію недвижимой собственности, опредѣляются въ Уставѣ Торговомъ (ст. 128, прим. 2, по Прод. III. № 1).

1403. Чиновникамъ войска Донскаго запрещается покупать во всѣхъ губерніяхъ крестьянъ для переселенія на войсковыя земли, подъ опасеніемъ за противное предоставленія купленнымъ крестьянамъ свободы; но тѣмъ изъ сихъ чиновниковъ, которые имѣютъ право владѣть крестьянами, не возбраняется пріобрѣтать и селить ихъ на собственной ихъ землѣ въ другихъ губерніяхъ, въ коихъ такое поселеніе законами дозволяется. Равнымъ образомъ воспрещается лицамъ, какъ гражданскаго, такъ и духовнаго вѣдомства, къ сословію войска Донскаго не принадлежащимъ, у чиновниковъ сего войска покупать, а самимъ чиновникамъ продавать онымъ, принадлежащія имъ населенныя имѣнія, земли и дома. Но постройка домовъ и торговыхъ заведеній въ Новочеркасскѣ, по утвержденнымъ планамъ, и пріобрѣтеніе существующихъ уже тамъ подобныхъ строеній дозволяется иногороднымъ лицамъ купеческаго, промышленнаго и ремесленнаго сословій, а также лицамъ духовнымъ и чиновнымъ, имѣющимъ постоянное пребываніе на Дону по обязанностямъ службы или по родственнымъ связямъ съ казаками, съ тѣмъ впрочемъ: а) чтобы иногороднымъ принадлежали одни только строенія безъ земли, подъ сими строеніями находящейся, которая остается всегдашнею собственностью города; б) чтобы, за занятую подъ строеніями и дворами землю, владѣльцы строеній платили въ доходъ города по десяти копѣекъ серебромъ въ годъ за каждую квадратную сажень; и в) чтобы, при такомъ дозволеніи иногороднымъ имѣть недвижимую собственность, въ Новочеркасскѣ, не предоставлялось имъ никакого права на поземельныя довольствія города и на пользованіе вообще гражданскими правами и преимуществами, казачьему сословію войска Донскаго принадлежащими, кромѣ только судебной и полицейской расправы въ войсковыхъ присутственныхъ мѣстахъ, чѣмъ они могутъ пользоваться на общихъ правилахъ. Иногородныя лица, пріобрѣвшія на семъ основаніи строенія въ Новочеркасскѣ, могутъ переуступать ихъ, по праву собственности, какъ уроженцамъ войсковымъ, такъ и тѣмъ изъ посторонннихъ лицъ, коимъ, по сей статьѣ, дозволяется пріобрѣтать строенія въ Новочеркасскѣ.

Примѣчаніе. Лицамъ, не принадлежащимъ къ составу Забайкальскаго казачьяго войска, воспрещается въ предѣлахъ войсковыхъ земель пріобрѣтать прочную собственность на вѣчныя времена.

1404. Запрещается торговать невольниками, вывозимыми изъ за границы. За производство торга Африканскими неграми или какое-либо непосредственное или иное участіе въ семъ торгѣ всякой, кто будетъ

1597. Les juges, leurs suppléants, les magistrats remplissant le ministère public, les greffiers, huissiers, avoués, défenseurs officieux et notaires, ne peuvent devenir cessionnaires des procès, droits et actions litigieux qui sont de la compétence du tribunal dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, à peine de nullité, et des dépens, dommages et intérêts.

надлежащимъ установленнымъ для сего порядкомъ въ оныхъ изобличенъ, предается суду и подвергается наказаніямъ, въ законахъ опредѣленнымъ за разбой и грабительство на моряхъ.

Примѣчаніе. Высочайше утвержденнымъ положеніемъ Главнаго Управленія Закавказскаго края постановлено Арабовъ или Негровъ, вывезенныхъ изъ-за границы въ Закавказскій край до 26 Марта 1842 года (15429), оставить до двадцатипятилѣтняго возраста во владѣніи тѣхъ только лицъ, кои имѣютъ право владѣть крѣпостными людьми; неимѣющимъ же изъ нихъ этого права, воспретивъ владѣніе сими людьми, выдать за нихъ изъ казны за каждаго невольника по сорока пяти рублей. Арабовъ же, вывезенныхъ сюда послѣ воспрещенія торговли невольниками, отобрать отъ всѣхъ вообще владѣльцевъ, оставивъ сихъ послѣднихъ свободными отъ преслѣдованія.

1405. Запрещается частнымъ людямъ покупать по Сибирской и Оренбургской линіямъ Калмыцкихъ и Киргизскихъ дѣтей и прочихъ Азіятцевъ отъ сопредѣльныхъ кочующихъ народовъ.

Примѣчаніе. Относительно продажи Калмыцкихъ и Киргизскихъ дѣтей и прочихъ Азіятцевъ, вымѣненныхъ и купленныхъ частными людьми отъ сопредѣльныхъ кочевыхъ народовъ до воспрещенія сей торговли, въ 1825 году, постановлены нижеслѣдующія правила: 1) Киргизы, Калмыки и прочіе Азіятцы, пріобрѣтенные до указа 1808 Мая 23 (23038), и никому отъ первыхъ пріобрѣтателей непроданные, должны быть крѣпки единственно пожизнь сихъ первыхъ ихъ пріобрѣтателей, но отъ нихъ никому проданы быть не могутъ. 2) Киргизы, Калмыки и прочіе Азіятцы, пріобрѣтенные до указа 1808 Мая 23, но проданные отъ первыхъ ихъ пріобрѣтателей владѣльцамъ, имѣющимъ право помѣщичье, и по ревизіи за ними, или въ собственномъ ихъ лицѣ, или въ лицѣ ихъ дѣтей положенные, должны оставаться имъ и потомству ихъ навсегда крѣпкими, слѣдовательно и могутъ быть отъ нихъ продаваемы на тѣхъ же правилахъ, какъ крѣпостные люди вообще. 3) Киргизы, Калмыки и прочіе Азіятцы, пріобрѣтенные послѣ изданія указа 1808 Мая 23, могутъ быть продаваемы какъ помѣщикамъ, такъ и лицамъ всѣхъ свободныхъ состояній, кромѣ казенныхъ крестьянъ, но токмо до двадцатипятилѣтняго возраста, по достиженіи коего они получаютъ свободу.

III. О послѣдствіяхъ запрещенной продажи и купли.

1406. Продажа и купля, учиненная вопреки законныхъ запрещеній, сверхъ недѣйствительности ея, подвергаетъ виновныхъ слѣдующимъ взысканіямъ (ст. 1407 и слѣд.).

1407. Кто продастъ имѣніе завѣдомо чужое, тотъ подвергается взысканію, во первыхъ, всей полученной имъ цѣны, и во вторыхъ, всѣхъ убытковъ, нанесенныхъ какъ владѣльцу имѣнія, такъ и покупщику, и сверхъ того отвѣтственности по статьѣ 2290 Уложенія о Наказаніяхъ.

1408. Кто продастъ имущество завѣдомо краденое, или чрезъ насиліе или обманъ полученное, тотъ подвергается взысканію всего недостающаго въ похищенномъ имуществѣ при возвращеніи его хозяину, и сверхъ того, какъ пособникъ въ похищеніи или обманѣ, подвергается наказанію по статьѣ 2292 Уложенія о Наказаніяхъ и вознаграждаетъ купившаго то похищенное имущество за всѣ понесенные имъ отъ того убытки.

1409. Кто завѣдомо купитъ имущество краденое или полученное

чрезъ насиліе или обманъ, тотъ, сверхъ возвращенія купленнаго хозяину, безъ всякаго за то вознагражденія, предается суду, и наказывается на основаніи статьи 2295 Уложенія о Наказаніяхъ.

1410. Купившій завѣдомо имущество у малолѣтнаго, или несовершеннолѣтняго, безъ надлежащаго на то разрѣшенія или же требуемаго существующими о семъ законами согласія попечителей, сверхъ возвращенія купленнаго имѣнія безъ всякаго вознагражденія, подвергается отвѣтственности на основаніи статьи 2294 Уложенія о Наказаніяхъ.

1411. Проданные, по незаконному или подложному акту, люди крѣпостные независимо отъ преданія продавца уголовному суду за подлогъ, обращаются въ казенное вѣдомство съ предоставленіемъ имъ права избрать родъ жизни на общихъ правилахъ; при семъ всыскиваются съ продавца въ пользу покупщика полученныя имъ за таковую продажу деньги и сверхъ того продавецъ обязанъ удовлетворить покупщика въ убыткахъ, если проданный ему человѣкъ подъ названіемъ однакаго окажется принадлежащимъ къ семейству, ибо покупщикъ не могъ о томъ знать; если же покупщикъ, невладѣющій населеннымъ имѣніемъ, пріобрѣтетъ человѣка крѣпостнаго безъ земли, показавъ неправильно владѣніе населеннымъ имѣніемъ, то онъ лишается купленнаго человѣка безъ вознагражденія; въ обоихъ случаяхъ крѣпостной человѣкъ пріобрѣтаетъ свободу; въ первомъ случаѣ подлежитъ суду продавецъ, во второмъ покупщикъ.

1412. Крѣпостные люди въ Закавказскомъ краѣ, проданные или уступленные, по какой бы то ни было сдѣлкѣ, безъ надлежащаго акта, формальнымъ порядкомъ совершеннаго или явленнаго у крѣпостныхъ дѣлъ, если сіе будетъ доказано судомъ, обращаются въ казенное вѣдомство безъ всякаго вознагражденія ихъ владѣльцевъ; сверхъ того, виновные въ отчужденіи и пріобрѣтеніи крѣпостныхъ людей въ сихъ случаяхъ подвергаются взысканію, опредѣленному въ статьѣ 1946 Уложенія о Наказаніяхъ.—Дѣла людей, отыскивающихъ на семъ основаніи свободы, подлежатъ разсмотрѣнію Закавказскихъ Судебныхъ Палатъ и Губернскихъ Судовъ, которые въ производствѣ оныхъ руководствуются правилами, изложенными въ Законахъ Уголовныхъ.

1413. Кто воровски продастъ чужаго бѣглаго человѣка, назвавъ его своимъ крѣпостнымъ, тотъ подвергается наказанію, въ уголовныхъ законахъ за сіе опредѣленному; бѣглый отдается тому, кому онъ по крѣпости принадлежалъ, а деньги по купчей крѣпости съ пошлинами взыскиваются безъ суда съ продавца и возвращаются тому, кому тотъ бѣглый былъ воровски проданъ.

1414. Кто продастъ свободнаго человѣка за крѣпостнаго: тотъ,

сверхъ уничтоженія продажи, подвергается наказанію, опредѣленному за сіе въ статьяхъ 1930 и 1931 Уложенія о Наказаніяхъ.

1415. Кто продастъ имѣніе, подвергнутое по какому либо случаю (кромѣ именно опредѣленнаго въ Уставѣ о Предупрежденіи и Пресѣченіи Преступленій) опекѣ, описи или секвестру: тотъ подвергается уголовному суду на основаніи статьи 2291 Уложенія о Наказаніяхъ; между тѣмъ проданное имѣніе возвращается въ прежнее положеніе; покупщику предоставляется искать заплаченныхъ имъ денегъ и убытковъ съ продавца; чего же недостанетъ, то взыскивается, въ случаѣ, если проданное имѣніе состояло подъ запрещеніемъ, съ членовъ и Секретаря того присутственнаго мѣста, которое допустило противозаконную продажу. Сверхъ того члены, Секретарь, Надсмотрщикъ и Писецъ, по мѣрѣ ихъ участія въ семъ упущеніи, предаются уголовному суду по законамъ. Но если запрещенія наложено не было, то взысканіе заплаченной за имѣніе суммы и убытокъ покупщика обращаются послѣ продавца на виновныхъ въ семъ упущеніи.

1416. Если одно и тоже недвижимое имѣніе будетъ продано двумъ разнымъ лицамъ, то имѣніе утверждается за тѣмъ изъ двухъ покупщиковъ, котораго купчая крѣпость совершена прежде. Въ пользу же другаго покупщика взыскивается съ подложнаго продавца цѣна, ему заплаченная, со всѣми убытками покупщика, и сверхъ того продавецъ подвергается отвѣтственности на основаніи статьи 2290 Уложенія о Наказаніяхъ.

Отдѣленіе второе.

Обрядъ совершенія купчихъ крѣпостей.

I. Положенія общія.

1417. Продажа всѣхъ недвижимыхъ имуществъ совершается посредствомъ купчихъ крѣпостей.

Примѣчаніе. Въ Грузіи, до совершенія купчихъ крѣпостей на крестьянъ, при продажѣ оныхъ однимъ помѣщикомъ другому, крестьянамъ продаваемаго имѣнія предоставляется право выкупать себя на основаніи постановленныхъ для сего правилъ въ Законахъ о Состояніяхъ.

1418. Крѣпостные люди безъ земли и рекрутскія квитанціи (въ дозволенныхъ случаяхъ) не могутъ быть продаваемы иначе, какъ крѣпостнымъ порядкомъ.

1419. Продажа построенныхъ въ Россіи мореходныхъ судовъ производится передачею корабельной крѣпости, безъ заплаты вновь крѣпостныхъ пошлинъ, съ тѣмъ только, чтобы гербовый листъ, на коемъ пишется купчая крѣпость, былъ по суммѣ, за которую состоялась продажа, и заплачено было за актъ три рубля серебромъ. — Подробныя правила

о продажѣ мореходныхъ торговыхъ судовъ изложены въ статьяхъ 801—817 Устава Торговаго.

Примѣчаніе. Правила о покупкѣ, въ иностранныхъ портахъ и гаваняхъ, Россійскими подданными иностранныхъ судовъ изложены въ Уставѣ Торговомъ [прил. къ ст. 2025: статьѣ 58, по Прод. II]

1420. Купчая крѣпость совершается крѣпостнымъ порядкомъ по правиламъ, въ раздѣлѣ III книги II для сего установленнымъ, пишется на крѣпостной гербовой бумагѣ по цѣнѣ продаваемаго имѣнія, согласно установленнымъ формамъ, при семъ приложеннымъ (№ 1, 2 и 3), и подписывается продавцомъ, свидѣтелями и писцомъ крѣпостныхъ дѣлъ, съ изъясненіемъ, что на продаваемомъ имѣніи нѣтъ запрещенія. Сверхъ сего на купчей крѣпости должна быть сдѣлана надпись Надсмотрщикомъ въ полученіи канцелярскихъ и крѣпостныхъ пошлинъ, также и о томъ, что она записана въ книгу крѣпостныхъ дѣлъ и подъ какимъ нумеромъ.

Примѣчаніе. Изъятія отъ употребленія крѣпостной бумаги и платежа крѣпостныхъ пошлинъ изложены въ Уставѣ о Пошлинахъ.

1421. Если продавецъ безграмотенъ или слѣпъ, то вмѣсто его прикладываетъ къ купчей крѣпости руку, при немъ и по его приказу, тотъ, кому онъ въ семъ вѣритъ. Въ семъ случаѣ дѣлается въ присутствіи продавцу допросъ: дѣйствительно ли онъ сдѣлалъ такое довѣріе на приложеніе руки къ купчей крѣпости.

1422. Кто приложитъ руку къ купчей крѣпости вмѣсто слѣпаго или безграмотнаго продавца не въ его присутствіи и безъ его о томъ приказа: тотъ подвергается за сіе отвѣтственности на основаніи статьи 2282 Уложенія о Наказаніяхъ; купчая же крѣпость считается недѣйствительною.

1423. Если слѣпой или безграмотный продавецъ принесетъ суду жалобу, что онъ не приказывалъ вмѣсто себя подписывать купчую крѣпость и что сіе учинено подлогомъ безъ его вѣдома и согласія, а по судебному розысканію откроется тому противное: то такой несправедливый жалобщикъ подвергается наказанію, въ уголовныхъ законахъ за ложный допосъ опредѣленному; купчая же крѣпость остается въ своей силѣ.

1424. Если продавецъ не получитъ отъ покупщика цѣны недвижимаго имущества, на продажу коего совершенъ крѣпостный актъ: то онъ долженъ просить объ уничтоженіи дѣйствительности онаго тоже присутственное мѣсто, которое сей актъ совершило, и притомъ въ семидневный срокъ, считая оный отъ дня полученія акта отъ крѣпостныхъ дѣлъ. Если же семидневный срокъ пропущенъ, то уничтоженіе крѣпостнаго акта не иначе можетъ быть произведено, какъ по суду.

Примѣчаніе. Совершеніе купчихъ крѣпостей за границею производится на основаніи правилъ, постановленныхъ о томъ въ отношеніи ко всѣмъ вообще актамъ (ст. 911—916).

II. Содержаніе купчей крѣпости.

1425. Купчая крѣпость содержитъ въ себѣ два рода условій: *необходимыя и произвольныя.*

1) Содержаніе условій необходимыхъ.

1426. Необходимыя купчей крѣпости условія суть: 1) объявленіе продавца, что онъ продалъ имѣніе покупщику, и означеніе званія, имени, отчества и прозванія того и другаго; 2) изъясненіе, по какому укрѣпленію имѣніе дошло къ продавцу; 3) подробное описаніе имѣнія; 4) изъясненіе, что оно отъ запрещенія свободно; 5) цѣна, за которую имѣніе продано; и наконецъ 6) при продажѣ помѣщичьихъ крѣпостныхъ людей, означеніе въ крѣпости, что покупщикъ пріобрѣтаемыя имъ покупкою семейства, для платежа за нихъ повинностей, припишетъ исключительно къ собственнымъ населеннымъ имѣніямъ.

Примѣчаніе. Подробныя правила о сихъ необходимыхъ условіяхъ содержатся въ *особенномъ наставленіи о совершеніи купчихъ крѣпостей,* ниже изложенномъ (ст. 1429 и слѣд.).

2) Содержаніе условій произвольныхъ.

1427. Въ числѣ произвольныхъ условій первое есть объ *очисткахъ.* Продавецъ можетъ, по обоюдному согласію съ покупщикомъ, принять на свою отвѣтственность очистки въ продаваемомъ имуществѣ. Подъ именемъ очистокъ разумѣется объявленіе, дѣлаемое въ купчей крѣпости продавцемъ о томъ, что имущество прежде никому отъ него не было продано и заложено, никому ни въ чемъ не укрѣплено и ни за что не отписано, и обязанность, принимаемая продавцемъ очищать покупщика отъ всѣхъ въ то имущество вступщиковъ и не доводить до убытковъ, съ удостовѣреніемъ заплатить оные покупщику, буде таковые для него произойдутъ.

Примѣчаніе. Въ Уложеніи 1649 года такая очистка называется *вотчиннымъ очищеніемъ.*

1428. Прочія произвольныя условія суть: 1) О платежѣ пошлинъ и объ издержкахъ на гербовую бумагу. При пріобрѣтеніи имущества отъ частныхъ лицъ казною, по сему предмету должно быть сдѣлано условіе предварительно. 2) О платежѣ податей за покупаемыхъ людей и крестьянъ. 3) О переводѣ долговъ и платежей съ продавца на покупщика. 4) Всякія другія условія, законамъ непротивныя.

Отдѣленіе третіе.

Особенное наставленіе о совершеніи купчихъ крѣпостей.

I. О званіи совершающихъ купчую крѣпость.

1) О совершеніи купчихъ крѣпостей монастырями и церквами.

1429. Монастыри и церкви не могутъ пріобрѣтать недвижимыхъ имѣній иначе, какъ по Высочайшему разрѣшенію. Для сего они о пред-

полагаемой покупкѣ прежде всего представляютъ установленнымъ порядкомъ Святѣйшему Синоду, для испрошенія Высочайшаго соизволенія.

1430. Если имѣніе покупается для монастыря, то настоятель его съ братіею должны уполномочить кого-либо отъ своего лица узаконенною довѣренностью на бытіе при совершеніи купчей въ качествѣ покупщика.—Довѣренность сія дается отъ приходскихъ священно и церковнослужителей и старосты церковнаго, если имѣніе пріобрѣтается въ пользу церкви, при которой они состоятъ.

2) О совершеніи купчихъ крѣпостей удѣльнымъ вѣдомствомъ.

1431. Купчія крѣпости на недвижимыя имѣнія, покупаемыя Департаментомъ Удѣловъ съ Высочайшаго разрѣшенія, совершаются на его имя, по особенной при семъ приложенной формѣ, въ Палатѣ Гражданскаго Суда. Въ крѣпостной книгѣ, въ которую записана купчая, вмѣсто покупщика, росписывается Управляющій мѣстною Удѣльною Конторою, или другой чиновникъ по назначенію Департамента Удѣловъ.

1432. Удѣльнымъ крестьянамъ предоставляется на пріобрѣтаемыя ими, отъ лицъ своего и другихъ состояній, непаселенныя земли, равно какъ и въ случаѣ отчужденія ими, кому пожелаютъ, собственныхъ земель своихъ, совершать своимъ именемъ установленные для того акты; но при семъ имъ вмѣняется въ обязанность о пріобрѣтеніи и отчужденіи земли предварительно объявлять каждый разъ мѣстному Удѣльному Приказу, гдѣ таковой есть.

Примѣчаніе. Въ 1858 году повелѣно, по всѣмъ актамъ, на собственныя земли удѣльныхъ крестьянъ совершеннымъ, на основаніи дѣйствовавшихъ до сего времени правилъ, именемъ Департамента Удѣловъ, сдѣлать надлежащія, на имена владѣльцевъ, передачи.

1433. Купчія крѣпости на домы, пріобрѣтаемые удѣльными крестьянами въ городахъ, пишутся на имена самихъ покупщиковъ.

3) О совершеніи купчихъ крѣпостей казначеями.

1434. Уѣздный Казначей, желающій продать недвижимое имѣніе, обязанъ войти предварительно въ Казенную Палату съ прошеніемъ на простой бумагѣ, о выдачѣ ему на то дозволенія, означивъ и то, гдѣ желаетъ совершить актъ.

Примѣчаніе. Правила, постановленныя въ статьяхъ 1431—1442, не распространяются на приходорасходчиковъ присутственныхъ мѣстъ.

1435. Отдѣленіе Казначействъ, въ которое по принадлежности поступаетъ такое прошеніе, немедленно представляетъ о томъ на усмотрѣніе Общаго Присутствія Казенной Палаты, свидѣтельствуя, въ какомъ положеніи находится счетоводство и отчетность Казначея, какое по послужному списку значится имѣніе за нимъ, или женою его, какіе при

опредѣленіи въ сію должность представлены имъ залоги или поручители, и наконецъ, имѣетъ ли Отдѣленіе въ виду какое либо препятствіе къ испрашиваемому Казначеемъ дозволенію.

1436. Если Общее Присутствіе Казенной Палаты не найдетъ затрудненія согласиться на просьбу Казначея, то составляется о семъ законное опредѣленіе, по коему и дается Казначею дозволительное свидѣтельство за подписаніемъ постановившихъ опредѣленіе членовъ, на листѣ простой бумаги, и въ то же время извѣщается о семъ то мѣсто, гдѣ полагается совершить актъ, и Уѣздный Судъ того города, гдѣ состоитъ Казначей. Въ свидѣтельствѣ должно быть сказано, чтобы при совершеніи акта, свидѣтельство было отобрано и возвращено въ Казенную Палату.

1437. Въ случаѣ разногласія членовъ Палаты (ст. 1436), дѣло исполняется по большинству голосовъ. Если сіе послѣднее будетъ въ пользу Казначея, то Палата представляетъ о томъ Губернатору, и по полученіи его согласія, выдаетъ Казначею дозволительное свидѣтельство; въ противномъ же случаѣ отказываетъ въ его просьбѣ.

1438. Дабы не затруднять безъ надобности Казначеевъ въ распоряженіи ихъ имѣніемъ, члены Палаты при отказахъ должны руководствоваться дѣйствительно уважительными причинами, а не одними догадками и сомнѣніями, ничѣмъ неподкрѣпленными.

1439. Какъ присутственныя мѣста по всей Имперіи не могутъ быть увѣдомляемы о всѣхъ чиновникахъ, состоящихъ въ казначейскихъ должностяхъ: то за совершеніе акта отъ имени Казначея, безъ дозволенія Казенной Палаты, могутъ они отвѣтствовать только тогда, когда доказано будетъ, что они учинили сіе завѣдомо.

1440. Сказанное выше (ст. 1434—1439) о обязанностяхъ Казенныхъ Палатъ въ отношеніи къ Уѣзднымъ Казначеямъ, должны по другимъ вѣдомствамъ соблюдать мѣста и лица, въ непосредственной зависимости коихъ Казначеи состоятъ и кои обязаны снабдить ихъ сообразными наставленіями.

1441. Прошенія Казначеевъ вѣдомства Министерства Внутреннихъ Дѣлъ о разрѣшеніи продажи недвижимаго имѣнія, должны поступать въ то Отдѣленіе или Экспедицію, гдѣ производятся дѣла о опредѣленіи и увольненіи чиновниковъ; оттуда представляется потомъ на усмотрѣніе непосредственнаго начальства, т. е. о Казначеяхъ по Министерству Внутреннихъ Дѣлъ, Директору Департамента или Канцеляріи, а въ другихъ подвѣдомственныхъ мѣстахъ ближайшему начальству.

4) О совершеніи купчихъ крѣпостей частными лицами.

1442. При совершеніи купчихъ крѣпостей на имена гражданскихъ чиновниковъ при покупкѣ ими людей и крестьянъ, не требуется отъ

нихъ доказательствъ о дѣйствительномъ ихъ дворянствѣ, кромѣ собственнаго ихъ о томъ удостовѣренія въ купчихъ.

1443. Если откроется, что покупщикъ, при покупкѣ крѣпостныхъ людей и крестьянъ, ложно показалъ себя въ купчей крѣпости имѣющимъ потомственное дворянство: то онъ подвергается за сіе наказанію, положенному въ законахъ за ложное безъ присяги показаніе предъ судомъ; купленные же люди отъ него отбираются въ казенное вѣдомство.

1444. Присутственнымъ мѣстамъ, совершающимъ крѣпостные акты, поставляется въ обязанность предварительно требовать отъ дворянъ, покупающихъ дворовыхъ людей и крестьянъ безъ земли, точнаго показанія, къ какому недвижимому населенному имѣнію намѣрены они тѣхъ людей приписать, и въ тоже время сообщать по принадлежности Казеннымъ Палатамъ объ учиненіи по сему предмету неукоснительнаго распоряженія; кромѣ сего никакихъ другихъ удостовѣреній ни отъ продавцевъ, ни отъ покупщиковъ не требовать.—Палаты Уголовнаго и Гражданскаго Суда и Губернскіе Суды въ Закавказскомъ краѣ обязаны внушать покупщикамъ какъ точный смыслъ закона, такъ и ожидающую ихъ отвѣтственность за неправильное показаніе за собою населеннаго имѣнія.

1445. Присутственныя мѣста, совершающія крѣпостные акты, въ случаѣ, когда предъявлена имъ будетъ продажа недвижимаго имѣнія съ выключкою въ пользу продавца нѣкотораго числа дворовыхъ людей или крестьянъ безъ земли, не должны дозволять владѣльцамъ выговаривать или оставлять за собою людей, отдѣляемыхъ отъ семействъ, и, сверхъ того, обязаны поступать на основаніи предшедшей **1444** статьи.

1446. Если продавецъ (ст. **1445**) не предъявитъ недвижимаго населеннаго имѣнія для приписки людей, то присутственныя мѣста обязаны взыскивать въ счетъ договорной за проданное имѣніе суммы такое количество денегъ, какое по числу выговариваемыхъ людей можетъ быть достаточно для обезпеченія исправнаго платежа за нихъ податей и повинностей, на точномъ основаніи Устава о Податяхъ (семьдесятъ два рубля серебромъ за каждую ревизскую душу), и отсылать деньги сіи въ Казенныя Палаты для поступленія съ оными по законамъ. Буде продавецъ въ послѣдствіи времени найдетъ возможность приписать выговоренныхъ людей къ собственному недвижимому населенному имѣнію, то удержанныя у него деньги возвращаются ему немедленно и съ накопившимися процентами, если не будутъ обращены въ платежъ податей и повинностей.

3) О совершеніи купчихъ крѣпостей повѣреннымъ.

1447. Если совершаетъ купчую крѣпость не самъ продавецъ, а его повѣренный, то сей послѣдній долженъ представить къ крѣпостнымъ дѣламъ вѣрющее на то отъ продавца письмо, совершенное во всемъ на законномъ основаніи.

1448. Вѣрющее письмо должно быть записано въ книгу и оставлено подлинникомъ при крѣпостныхъ дѣлахъ, съ выдачею повѣренному, буде желаетъ, копіи съ онаго за надлежащею скрѣпою.

Примѣчаніе. Если довѣренность дана на залогъ или продажу не одного, а нѣсколькихъ имѣній, или на исполненіе, вмѣстѣ съ тѣмъ, другихъ порученій, то по совершеніи по сей довѣренности акта на какое либо имѣніе, съ оной оставляется при дѣлахъ засвидѣтельствованная копія, а подлинная возвращается повѣренному, для дальнѣйшихъ дѣйствій по довѣренности, съ надписью, какой именно актъ по оной совершенъ въ томъ мѣстѣ, куда она была представлена. Примѣчаніе сіе относится также къ статьямъ 1618, 1644.

1449. Если Надсмотрщикъ совершитъ купчую крѣпость отъ имени отсутствующаго продавца безъ таковаго вѣрющаго письма, то подвергается за сіе самъ и участвующіе съ нимъ суду уголовному.

II. Изъясненіе, по какому укрѣпленію имѣніе дошло къ продавцу.

1450. Въ изъясненіи образа укрѣпленія надлежитъ показать, какимъ образомъ имѣніе дошло къ продавцу: по наслѣдству ли, или по выдѣлу, или по рядной, или по раздѣлу, или по купчей крѣпости, или же по другимъ какимъ либо актамъ.

III. Подробное описаніе имѣнія.

1451. Въ случаѣ продажи населеннаго имѣнія, надлежитъ показать: губернію и уѣздъ, въ которыхъ оно состоитъ, названіе продаваемыхъ деревень, количество при нихъ пашенныхъ и сѣнокосныхъ земель, лѣсовъ и всѣхъ угодьевъ десятинами или четвертями, съ поименованіемъ пустошей, въ которыхъ оныя заключаются, и число въ тѣхъ деревняхъ дворовыхъ людей и крестьянъ мужескаго пола по послѣдней ревизіи безъ исключенія въ теченіе оной убылыхъ, какъ то: умершихъ, бѣглыхъ и отданныхъ за тѣ имѣнія въ рекруты. Души женскаго пола, записанныя въ ревизію и родившіяся послѣ оной, равно рожденные послѣ ревизіи люди мужескаго пола, показываются въ купчей крѣпости тогда токмо, когда они продаются отдѣльно отъ ревизскихъ душъ.

1452. При продажѣ незаселенныхъ земель равномѣрно показывается губернія и уѣздъ, въ которыхъ онѣ находятся, а также родъ сихъ земель и мѣра ихъ десятинами и саженями.

1453. Въ случаѣ продажи двора или дома надлежитъ показать:

уѣздъ, селеніе или городъ и часть его, гдѣ дворъ или домъ стоитъ, нумеръ, подъ какимъ значится, строеніе, мѣру земли въ длину и поперегъ саженями, и межи.

Примѣчаніе. При продажѣ дома, къ коему приписаны были дворовые люди до 1833 года Іюня 16, сіи люди могутъ оставаться приписанными къ тому дому, если новый владѣлецъ онаго приметъ на себя обязательство въ исправномъ за нихъ платежѣ податей и повинностей; при несогласіи же его на такое условіе, вычитается для обезпеченія сего платежа, при продажѣ дома, за каждую мужескаго пола душу семьдесятъ два рубля серебромъ.

1454. Правило, въ предшедшей 1455 статьѣ постановленное, наблюдается при продажѣ лавокъ, мѣстъ, фабрикъ, заводовъ, мельницъ, рыбныхъ и соляныхъ промысловъ, при коихъ не состоитъ заселенія.

1455. Если продаются крѣпостные люди и крестьяне безъ земли, то они сами, жены ихъ и дѣти обоего пола прописываются въ купчей крѣпости поименно, съ объясненіемъ: дворовые ли они, или крестьяне, состоятъ или не состоятъ въ бракѣ.

IV. Изъясненіе о свободности имѣнія.

1456. До совершенія купчей крѣпости надлежитъ выправиться съ Запретительными Книгами и Сенатскими Объявленіями о Запрещеніяхъ и Разрѣшеніяхъ имуществъ въ Имперіи (см. Зак. о Суд. Гражд.): не состоитъ ли на имѣніи или на лицѣ того, кто даетъ актъ, запрещеній, или не поступили ли прямо въ судебное мѣсто, совершающее актъ, откуда либо требованія о запрещеніи.

1457. Состоящіе на продаваемомъ имѣніи частные и казенные иски, которые, на основаніи предшедшей 1456 статьи, по Запретительнымъ Книгамъ и Сенатскимъ Объявленіямъ могутъ быть извѣстны присутственному мѣсту прежде совершенія въ ономъ купчей крѣпости, должны быть обезпечены вычетомъ соразмѣрной суммы изъ денегъ, покупщикомъ продавцу платимыхъ.

1458. Безъ сего вычета (ст. 1457), присутственное мѣсто не должно совершать купчей крѣпости на имѣніе, состоящее подъ запрещеніемъ; если же совершитъ, упустя изъ виду извѣстные по его дѣламъ долги или запрещенія: то взыскиваются оные сперва съ того, кто самъ взысканію подлежалъ, а потомъ, чего не достанетъ, съ присутственнаго мѣста.

1459. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, если на купленномъ имѣніи до продажи еще его былъ обезпеченъ законнымъ образомъ чей либо долгъ, но заимодавецъ не отыскивалъ его послѣ продажи въ теченіи трехъ лѣтъ, то онъ лишается права отыскивать его съ того имѣнія, а долженъ обратиться съ искомъ къ самому должнику.

1460. На имѣнія, заложенныя въ Государственномъ Заемномъ Банкѣ, и въ учрежденныхъ съ Высочайшаго разрѣшенія частныхъ Банкахъ, купчія крѣпости могутъ быть совершены не иначе, какъ съ соблюденіемъ правилъ, особо для того постановленныхъ въ статьѣ 790 сего Свода, въ статьяхъ 301—312 Устава Кредитнаго, и въ Уставахъ частныхъ Банковъ.

1461. При совершеніи купчихъ крѣпостей на заложенныя въ Опекунскомъ Совѣтѣ имѣнія: 1) продавецъ и покупщикъ должны за общимъ подписаніемъ подать въ Опекунскій Совѣтъ прошеніе о позволеніи совершить купчую крѣпость въ какой пожелаютъ Гражданской Палатѣ, означая срокъ займа, количество занятой суммы, и селенія, въ продажу назначенныя; 2) если Совѣтъ, по разсмотрѣніи прошенія, найдетъ, что продаваемое имѣніе состоитъ изъ цѣлыхъ селеній и что покупщикъ принимаетъ на себя уплату того долга, который по числу покупаемыхъ имъ душъ причтется, то сообщаетъ о согласіи своемъ на совершеніе купчей крѣпости въ ту Гражданскую Палату, которую продавецъ и покупщикъ сами избрали; 3) если по займу, обезпеченному продаваемымъ имѣніемъ, или частію онаго, числится просрочка, то Совѣтъ требуетъ, чтобы слѣдующая къ уплатѣ недоимка была внесена, либо прямо въ Сохранную Казну, или до совершенія купчей крѣпости въ Гражданскую Палату, для доставленія въ Опекунскій Совѣтъ; 4) буде по таковому неисправному займу заложенное имѣніе назначается, или уже назначено въ продажу съ публичнаго торга: то Совѣтъ, не отказывая въ согласіи на продажу всего или части имѣнія, съ переводомъ долга на покупщика, требуетъ, чтобы слѣдующая для приведенія займа въ исправность сумма была непремѣнно доставлена не позже полудня назначеннаго, или имѣющаго быть назначеннымъ дня для торга, ибо въ противномъ случаѣ имѣніе продается самимъ Совѣтомъ; 5) въ случаѣ выдачи копіи съ свидѣтельства Гражданской Палаты на продаваемое имѣніе, для представленія въ залогъ по дозволеннымъ подрядамъ, продавецъ обязанъ представить копію къ уничтоженію, или внести въ обезпеченіе оной по пятнадцати рублей серебромъ на душу, или же покупщикъ долженъ принять на себя тѣ обязанности, кои лежатъ на продавцѣ въ отношеніи къ копіи, и въ такомъ случаѣ изъяснить сіе въ прошеніи; 6) Гражданская Палата, немедленно по совершеніи продажи, должна доставить въ Совѣтъ копію съ купчей крѣпости, съ письменнымъ на оной, законнымъ порядкомъ засвидѣтельствованнымъ, обязательствомъ покупщика въ исправной уплатѣ въ положенные сроки принятаго имъ на себя долга, который въ то время по Сохранной Казнѣ и переводится на имя новаго владѣльца; а если проданное имѣніе состоитъ въ другой губерніи, то вмѣстѣ съ тѣмъ о совершенной продажѣ извѣщается Гражданская Палата той губерніи, гдѣ имѣніе находится, и наконецъ сообщается куда слѣдуетъ о припечатаніи разрѣ-

шенія по займу прежняго владѣльца и наложенія запрещенія на имѣніе по займу, переведенному на имя покупщика, истребовавъ отъ кого слѣдуетъ потребныя для сего деньги; 7) Гражданская Палата той губерніи, въ которой проданное имѣніе состоитъ, обязана, по вводѣ покупщика во владѣніе купленнымъ имѣніемъ, доставить въ Опекунскій Совѣтъ на имя новаго владѣльца заложеннаго въ Сохранной Казнѣ имѣнія установленной формы свидѣтельство. Для отклоненія медленности въ доставленіи сихъ свидѣтельствъ вмѣняется въ обязанность всѣмъ Гражданскимъ Палатамъ, чтобы онѣ, по вводѣ покупщиковъ во владѣніе купленнымъ имѣніемъ, не стѣснялись высылкою въ Опекунскій Совѣтъ требуемыхъ имъ свидѣтельствъ по непредставленію, особенно отсутствующими владѣльцами, для написанія оныхъ и для прочей переписки гербовой бумаги, или слѣдующихъ на нее денегъ, но чтобы объ удержаніи таковыхъ денегъ упоминали въ самыхъ свидѣтельствахъ.

1462. Приказамъ Общественнаго Призрѣнія дозволяется безпрепятственно, по просьбамъ заемщиковъ, изъявлять согласіе Гражданскимъ Палатамъ на продажу изъ заложенныхъ имѣній крестьянъ неполными селеніями, и притомъ не иначе, какъ цѣлыми семействами, съ тѣмъ: 1) чтобы продаваемое число душъ было выкуплено; 2) чтобы, по совершеніи продажи, крестьяне были непремѣнно переселены изъ заложеннаго имѣнія; о чемъ для исполненія Приказъ долженъ сообщить мѣстной полиціи и имѣть съ своей стороны надлежащее за тѣмъ наблюденіе, приводя въ дѣйство установленныя мѣры понужденія отъ Начальника Губерніи. Если же при исполненіи сихъ распоряженій произойдетъ упущеніе или бездѣйствіе, то, для наложенія на виновныхъ законнаго взысканія, Приказъ безъ промедленія времени относится въ Губернское Правленіе; 3) чтобы земля, остающаяся отъ переселяемыхъ крестьянъ, оставалась въ залогѣ при остальныхъ душахъ, и 4) чтобы, при продажѣ заемщиками Приказовъ Общественнаго Призрѣнія заложенныхъ крестьянъ на выводъ безъ земли, соблюдаемы были въ точности всѣ правила, въ статьѣ 1397 постановленныя.

1463. Купчія крѣпости на заложенныя въ кредитныхъ установленіяхъ недвижимыя имѣнія, съ переводомъ числящагося на продаваемомъ имѣніи долга, должны быть совершаемы Гражданскими Палатами, по изъявленіи на то согласія со стороны кредитныхъ установленій, въ теченіи шести мѣсяцевъ со дня полученія въ Палатѣ отношенія кредитнаго установленія объ упомянутомъ согласіи, если при семъ установленіе то само, по своимъ соображеніямъ, не назначитъ другаго на совершеніе купчей крѣпости срока; но Гражданскія Палаты не могутъ останавливаться совершеніемъ такихъ крѣпостей и до истеченія выше означенныхъ сроковъ, буде не имѣютъ въ виду какихъ либо особыхъ законныхъ къ

тому препятствій. Въ случаѣ несовершенія купчихъ крѣпостей на помянутыя имѣнія въ шестимѣсячный, или же самимъ кредитнымъ установленіемъ назначенный срокъ, изъявленное имъ на продажу имѣнія согласіе считается недѣйствительнымъ и испрашивается вновь отъ установленія того, съ объясненіемъ причинъ или препятствій, по которымъ продажа имѣнія въ тѣ сроки не состоялась.

V. О цѣнѣ продажи.

1464. Цѣна имѣнію должна быть назначена Россійскою серебряною монетою.

1465. Хотя назначеніе количества цѣны предоставляется обоюдному согласію покупщика и продавца, но при продажѣ недвижимаго имѣнія, крѣпостныхъ дворовыхъ людей и крестьянъ, цѣны оными въ купчей крѣпости не должны быть писаны ниже цѣнъ, означенныхъ въ особомъ росписаніи, къ Уставу о Пошлинахъ приложеннымъ.

1466. Во всякихъ актахъ, заключаемыхъ на продажу состоящихъ въ какой либо губерніи недвижимыхъ имѣній вмѣстѣ съ имѣніями, въ другихъ губерніяхъ находящимися, цѣны таковымъ имѣніямъ должны быть показываемы отдѣльно.

1467. Запрещается присутственнымъ мѣстамъ совершать купчія крѣпости, въ коихъ вмѣстѣ съ покупкою имѣнія переведены будутъ на покупщика долги и другіе платежи за продавца, безъ точнаго показанія въ нихъ, за какую именно цѣну имѣніе продано, и сверхъ ли оной цѣны покупщикъ принялъ на себя удовлетворить за продавца долгамъ и платежамъ (количество коихъ непремѣнно со всею опредѣлительностію должно показывать), или оные исключены изъ этой цѣны.

1468. Если купчая крѣпость совершается въ губернскихъ городахъ на недвижимое имѣніе, состоящее въ С.-Петербургѣ или Москвѣ: то совершающіе должны предъявить свидѣтельство Городской Думы той столицы, гдѣ имѣніе состоитъ, объ оцѣнкѣ онаго.

Отдѣленіе четвертое.

Правила о продажѣ Башкирцами и Тептярями вотчинныхъ земель ихъ.

1469. Башкирцы и Тептяри признаются владѣльцами тѣхъ земель, кои безспорно имъ принадлежатъ.

Примѣчаніе 1. На основаніи указа 1833 года Іюля 14 все опредѣленное и впредь постановляемое о Тептяряхъ надлежитъ разумѣть постановленнымъ и для Бобылей, составляющихъ одинъ народъ съ Тептярями, точно такъ, какъ все постановленное о Башкирахъ относится къ принадлежащимъ къ нимъ Мещерякамъ.

Примѣчаніе 2. Въ малоземельныхъ Башкирскихъ дачахъ, гдѣ окажется недостатокъ земли для надѣла опредѣленною пропорціею самихъ вотчинниковъ, или же, когда за надѣленіемъ ихъ сею пропорціею не останется земли для припущенниковъ, земли дѣлятся между ними и вотчинниками пропорціонально количеству, слѣдующему тѣмъ и другимъ по указу 10-го Апрѣля 1832 года, съ вознагражденіемъ вотчинниковъ за отходящую изъ ихъ владѣнія землю на слѣдующихъ основаніяхъ: 1) пропорціональный раздѣлъ земли между вотчинниками и припущенниками допускается только въ тѣхъ случаяхъ, когда для самихъ вотчинниковъ будетъ причитаться въ надѣлъ не менѣе пятнадцати десятинъ на душу девятой ревизіи; 2) вознагражденіе дѣлается или отводомъ Башкирскимъ вотчинникамъ изъ смежныхъ свободныхъ казенныхъ земель соразмѣрнаго количества угодій, или же назначеніемъ денежной платы по сложной цѣнѣ, существующей на земли въ губерніяхъ Оренбургской, Пермской и Вятской, именно: по три рубля серебромъ за десятину; 3) потребный на сіе расходъ, если земли пріобрѣтаются для припущенниковъ гражданскаго вѣдомства, производится изъ хозяйственныхъ капиталовъ тѣхъ отдѣльныхъ вѣдомствъ, къ коимъ принадлежатъ сіи припущенники; 4) сумма, какая на вознагражденіе вотчинниковъ будетъ отпущена изъ хозяйственнаго капитала Министерства Государственныхъ Имуществъ, если Министерство Финансовъ не приметъ этого расхода на счетъ Государственнаго Казначейства, возвращается въ тотъ капиталъ изъ оброчной подати съ припущенниковъ вѣдомства Государственныхъ Имуществъ, съ причитающимися на позаимствованную сумму процентами, и 5) объ источникахъ для вознагражденія вотчинниковъ за земли, отдѣляемыя для припущенниковъ военнаго вѣдомства, предоставляется Оренбургскому и Самарскому Генералъ-Губернатору испрашивать каждый разъ отъ Военнаго Министерства особое разрѣшеніе.

Примѣчаніе 3. Въ 1841 году постановлено, что Тептяри всѣми вообще землями, во владѣніи ихъ состоящими, пользоваться на правѣ вотчинномъ не могутъ; но тѣ изъ нихъ, которые дѣйствительно пріобрѣли такое право по купчимъ крѣпостямъ или другимъ законнымъ актамъ отъ владѣльцевъ, имѣвшихъ личную крѣпостную собственность, могутъ доказывать оное право въ надлежащемъ судебномъ мѣстѣ, а до того должны пользоваться землями не иначе, какъ на правѣ общественномъ, наравнѣ съ казенными поселянами, получившими земли отъ правительства въ надѣлъ, а не въ собственность, согласно чему сдѣлать распоряженіе и относительно заключенныхъ ими съ разными лицами на земли договоровъ.

1470. Желающіе пріобрѣсти отъ Башкирцевъ или Тептярей земли покупкою, по предъявленіи о томъ вотчинникамъ, должны войти съ ними въ условія.

1471. Вотчинниками считаются всѣ Башкирцы и Тептяри къ одной волости или юрту принадлежащіе, хотя бы они раздѣлялись на разныя команды и даже состояли въ разныхъ уѣздахъ.

1472. Предъявлять согласіе или несогласіе имѣютъ право всѣ Башкирцы или Тептяри вотчинники, безъ всякаго преимущества въ пользу чиновныхъ изъ нихъ; кантонные начальники и старшины участвуютъ наравнѣ со всѣми прочими вотчинниками, и то только въ такомъ случаѣ, когда они принадлежатъ къ той волости, которая продаетъ землю, но чинопочаліе въ семъ случаѣ не имѣетъ никакого перевѣса или вліянія.

1473. Посему должны быть спрошены всѣ вотчинники, и при заключеніи условій какъ о продажѣ, такъ и о всѣхъ другихъ родахъ отчужденія, принимать въ основаніе согласіе двухъ третей общества, не

смотря на нежеланіе третьей, по точному смыслу изложенныхъ по сему предмету правилъ въ уставѣ о Казенныхъ Селеніяхъ.

1474. Но дабы разрѣшеніе сей продажи не могло обратиться во вредъ Башкирцамъ или Тептярямъ, постановляется, чтобы въ каждой волости оставалось на душу отъ сорока до шестидесяти десятинъ, по усмотрѣнію главнаго мѣстнаго начальства, такой земли, которую общество не имѣло бы права продавать; если же откроется, что въ нѣкоторыхъ волостяхъ вышеозначеннаго количества десятинъ на душу не окажется, то всякая продажа или иное отчужденіе земли въ сихъ волостяхъ воспрещается.

1475. Если двѣ трети вотчинниковъ согласны на продажу какого либо участка земли, тогда избирается ими повѣренный для заключенія между продавцами и покупателемъ условій; для чего, при посредствѣ кантоннаго начальника и юртовыхъ старшинъ, постановляются предварительныя условія, составляющія лишь акты, тоже предварительные, на коихъ могутъ быть съ повѣреннымъ вотчинникомъ основаны купчія крѣпости и другіе виды отчужденія. Посему таковыя условія должны быть писаны на крѣпостной бумагѣ въ девяносто копѣекъ серебромъ.

1476. Въ условіяхъ сихъ, между прочимъ, должно быть объясняемо: а) изъ какого числа ревизскихъ душъ состоитъ волость, которой принадлежитъ отчуждаемая земля, б) имѣются ли на отчуждаемую землю планъ и межевая книга, или другіе законные акты; в) что сверхъ продаваемой земли остается у вотчинниковъ безспорной не менѣе пропорціи, опредѣленной выше въ статьѣ 1474; г) изъ какого количества всей вотчинной земли, сколько десятинъ отдѣляется въ продажу; д) урочища продаваемаго участка; е) цѣна за каждую продаваемую десятину, зависящая отъ взаимнаго согласія; ж) сроки уплаты денегъ, и кто обязывается взнести подлежащія крѣпостныя пошлины; з) за тѣмъ прочія статьи, служащія къ огражденію обѣихъ сторонъ на будущее время.

1477. Актъ сей, замѣняющій мірской приговоръ, равно и довѣренность избранному повѣренному, должны быть подписаны или утверждены своеручно тамгами всѣхъ вотчинниковъ, согласныхъ на продажу земли, на тѣхъ условіяхъ, какія въ оном изъяснены.

1478. Что дѣйствительно вотчинники изъявили согласіе на постановленныя условія, равно и за дѣйствительное приложеніе тамговъ отвѣтствуютъ кантонные начальники или ихъ помощники, коихъ они могутъ командировать по сему предмету, особенно когда заняты сами какими либо важными дѣлами, и юртовые старшины, которые должны засвидѣтельствовать сіе своимъ подписомъ и приложеніемъ печатей.

1479. Довѣренность, выдаваемая вотчинниками повѣренному на совершеніе въ надлежащемъ присутственномъ мѣстѣ законнаго акта, свидѣтельствуется узаконеннымъ порядкомъ.

1480. По исполненіи сихъ обрядовъ, повѣренный представляетъ условія на разсмотрѣніе Оренбургскаго и Самарскаго Генералъ-Губернатора.

Примѣчаніе. Башкирцамъ и Тептярямъ вотчинникамъ предоставляется, при представленіи Оренбургскому и Самарскому Генералъ-Губернатору на предварительное разсмотрѣніе условій на отдачу земель ихъ въ оброчное содержаніе, уполномочивать своихъ повѣренныхъ приговорами, по свидѣтельствамъ только кантонныхъ начальниковъ, съ тѣмъ, чтобы по разсмотрѣніи и одобреніи предложенной сдѣлки Генералъ-Губернаторомъ, были совершаемы, въ установленномъ порядкѣ, формальныя довѣренности по тѣмъ приговорамъ для заключенія самыхъ контрактовъ.

1481. Въ то же время кантонный начальникъ долженъ допести, если находятся на землѣ означенной волости припущенники, какое число ихъ по послѣдней ревизіи, и надѣлены ли они узаконенною пропорціею земли, если же не надѣлены еще, то продаваемая земля не будетъ ли подлежать въ нарѣзку тѣмъ припущенникамъ на основаніи правилъ, изложенныхъ въ особомъ къ сей статьѣ приложеніи.

1482. Генералъ-Губернаторъ, по разсмотрѣніи условій, если найдетъ оныя безобидными для вотчинниковъ и основанными на точномъ смыслѣ вышеизложенныхъ правилъ (ст. 1469—1481), даетъ удостовѣреніе, что къ совершенію купчей крѣпости или другаго рода отчужденій на законномъ основаніи въ Гражданской Палатѣ, съ его стороны препятствій не усматривается; потомъ условія возвращаются тому же лицу, отъ коего были представлены для засвидѣтельствованія.

1483. Гражданская Палата, получивъ условія отъ договаривающихся сторонъ, совершаетъ купчую крѣпость на законномъ основаніи.

Примѣчаніе. Заключаемые Башкирцами или Тептярями на продажу вотчинныхъ земель и другихъ угодій акты на сумму до трехъ сотъ рублей серебромъ, должны быть совершаемы не въ Гражданскихъ Палатахъ, а въ Уѣздныхъ Судахъ, съ тѣмъ, чтобы сіи послѣдніе приступали къ совершенію оныхъ по предварительномъ разсмотрѣніи и одобреніи условій Генералъ-Губернаторомъ.

1484. Палаты Государственныхъ Имуществъ, а гдѣ оныхъ нѣтъ, Казенныя Палаты, дозволяютъ казеннымъ поселянамъ переселяться на Башкирскія или Тептярскія земли не прежде, какъ по воспослѣдованіи утвержденія Оренбургскимъ и Самарскимъ Генералъ-Губернаторомъ заключаемыхъ ими съ Башкирцами или Тептярями на пріобрѣтаемыя у сихъ послѣднихъ земли, условій.

1485. Вводъ земли во владѣніе и утвержденіе межи производятся по установленному порядку.

1486. Если до совершенія купчей крѣпости, большая часть Башкирцевъ или Тептярей вотчинниковъ, или всѣ отмѣнятъ свое желаніе продать землю, и предъявятъ о томъ Гражданской Палатѣ въ семидневный срокъ, то на таковую продажу купчей не совершать; но сторона отказавшаяся удовлетворяетъ другую за понесенные оною убытки; по совершеніи же купчей крѣпости никакихъ уже споровъ отъ вотчинниковъ, согласившихся и несогласившихся, ни отъ потомковъ ихъ, не принимать и никакихъ розысканій не производить.

Примѣчаніе. Правила о употребленіи суммъ, вырученныхъ за проданныя земли приложены при семъ особо.

Отдѣленіе пятое.

О пріобрѣтеніи имуществъ куплею съ публичныхъ торговъ.

I. О пріобрѣтеніи движимыхъ имуществъ.

1487. Движимыя казенныя имущества пріобрѣтаются куплею отъ казны при продажѣ съ публичныхъ торговъ.

1488. Продажа казенныхъ движимыхъ имуществъ производится на основаніи правилъ, постановленныхъ относительно казенныхъ подрядовъ (кн. IV, разд. III, гл. IV), съ измѣненіями, значущимися въ нижеслѣдующихъ статьяхъ.

1489. Продажа ненужныхъ движимыхъ имуществъ разрѣшается: казенныхъ—Палатами Казенными и Государственныхъ Имуществъ, городскихъ Губернскими Правленіями, вѣдомства Приказовъ Общественнаго Призрѣнія Приказами, принадлежащихъ Римско-Католическимъ церквамъ и ветхихъ фундушевыхъ строеній Римско-Католическою Духовною Коллегію, Армяно-Грегоріанскимъ церквамъ Армянскими Консисторіями, Евангелическо-Лютеранскимъ церквамъ Генеральною Консисторіею, Магометанскихъ духовныхъ вакуфовъ главнымъ Магометанскимъ духовнымъ начальствомъ, и вообще всѣми губернскими мѣстами по имуществамъ,въ вѣдѣніи ихъ состоящимъ, до шести сотъ рублей; Департаментами Министерствъ и Главныхъ Управленій до двухъ тысячъ рублей; Министрами и Главноуправляющими до десяти тысячъ рублей, а свыше сего, на всякую сумму, Правительствующимъ Сенатомъ. Самое утвержденіе продажи предоставляется подлежащимъ властямъ въ размѣрѣ, для утвержденія публичныхъ торговъ назначеннымъ (ср. ст. 1872); при семъ поименованныя выше духовныя учрежденія пользуются правами губернскихъ мѣстъ.

Примѣчаніе 1. Правила, въ сей статьѣ постановленныя, не относятся до городскихъ имуществъ въ С.-Петербургѣ, состоящихъ въ вѣдѣніи Городской Распорядительной Думы, на основаніи особаго о ней положенія.

Примѣчаніе 2. Продажа городскихъ имуществъ, пріобрѣтенныхъ на счетъ добровольв-

1688. Le mode et les formalités à observer pour la licitation sont expliqués au titre *des Successions* et au Code de procédure.

ныхъ складокъ городскихъ обществъ, предоставляется, на основаніи Законовъ о Состояніяхъ и Устава о Городскомъ Хозяйствѣ, распоряженію самихъ тѣхъ обществъ, по собственному ихъ усмотрѣнію.

1490. Приступая къ заключенію договора о продажѣ казенныхъ движимыхъ имуществъ, казенныя мѣста и лица обязаны дѣлать онымъ предварительныя описи и оцѣнки.

1491. Со времени вызова желающихъ, предоставляется имъ видѣть продаваемыя вещи.

1492. Отъ торгующихся на покупку казеннаго движимаго имущества залоговъ не требуется.

1493. При производствѣ торговъ, на томъ листѣ, на коемъ записаны имена торгующихся, записывается объявляемая каждымъ изъ нихъ цѣна до тѣхъ поръ, пока никто выше цѣны объявлять не будетъ.

1494. Послѣ окончательнаго торга и переторжки продаваемыя казенныя движимыя имущества оставляются за тѣмъ, кто далъ выгоднѣйшую цѣну; при чемъ покупатель вноситъ десять процентовъ въ задатокъ условленной суммы.

1495. Когда бы давшій подписку на покупку казеннаго имущества, въ послѣдствіи отказался, то производятся вновь торги; задатокъ же удерживается и остается въ пользу казны, хотя бы отъ новыхъ торговъ и не понесла она убытка.

1496. Если случится продажа казенныхъ движимыхъ имуществъ не на наличныя деньги, но съ условіемъ въ пріемѣ и платежѣ, то должно быть означено въ договорѣ: 1) количество товара или вещей по сортамъ и добротѣ; 2) цѣна онымъ; 3) образъ и время сдачи и время уплаты.

1497. Если при продажѣ казеннаго имущества будутъ давать цѣну ниже оцѣнки, то договоръ не можетъ быть заключенъ безъ разрѣшенія начальства.

1498. Квитанціи въ пріемѣ отъ покупщика денегъ за проданныя казною движимыя имущества выдаются такимъ же образомъ, какъ квитанціи въ пріемѣ по подрядамъ вещей, припасовъ и матеріаловъ.

1499. Строго запрещается казеннымъ чиновникамъ дѣлать притѣсненіе частному лицу въ пріемѣ отъ него денегъ за проданныя вещи.

1500. Евреи не могутъ быть допускаемы къ торгамъ, производимымъ на продажу казеннаго имущества въ тѣхъ мѣстахъ, въ коихъ имъ воспрещено постоянное жительство.

Примѣчаніе 1. Продажа вещей, негодныхъ къ употребленію по Артиллерійскому и Ком-

мисаріатскому Департаментамъ, равно какъ и вообще по военному вѣдомству, производится на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Сводѣ Военныхъ Постановленій.

Примѣчаніе 2. Публичная продажа частныхъ движимыхъ имуществъ для обезпеченія казенныхъ взысканій, а также частныхъ долговъ и исковъ, производится по особеннымъ правиламъ, въ раздѣлѣ II книги III Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ постановленнымъ.

Примѣчаніе 3. Евреи купцы первой гильдіи приписавшіеся на основаніи Устава Торговаго (ст. 128, примѣч. 2, по Прод. III, № 1) къ городамъ, внѣ черты постоянной осѣдлости Евреевъ находящимся, пользуются всѣми правами коренному Русскому купечеству по сей гильдіи присвоенными: по торговлѣ, подрядамъ, откупамъ и пріобрѣтенію недвижимой собственности въ Имперіи.—Сіе примѣчаніе относится также къ статьѣ 1787 (п. 1).

II. О пріобрѣтеніи недвижимыхъ имуществъ.

1501. Недвижимыя имущества, поступающія въ продажу съ публичныхъ торговъ, суть: или казенныя, или частныя.

1502. Казенныя непаселенныя имущества поступаютъ въ продажу по особому усмотрѣнію правительства и не иначе, какъ по Высочайшему разрѣшенію.

1503. Продажа ненужныхъ недвижимыхъ имуществъ разрѣшается: казенныхъ — Палатами Казенными и Государственныхъ Имуществъ, городскихъ Губернскими Правленіями, вѣдомства Приказовъ Общественнаго Призрѣнія Приказами, принадлежащихъ Римско-Католическимъ церквамъ и ветхихъ фундушевыхъ строеній Римско-Католическою Духовною Коллегіею, Армяно-Грегоріанскимъ церквамъ Армянскими Консисторіями, Евангелическо-Лютеранскимъ церквамъ Генеральною Консисторіею, Магометанскихъ духовныхъ вакуфовъ главнымъ Магометанскимъ духовнымъ начальствомъ, и вообще всѣми губернскими мѣстами по имуществамъ, въ вѣдѣніи ихъ состоящимъ, до трехъ сотъ рублей; Департаментами Министерствъ и Главныхъ Управленій до тысячи рублей; Министрами и Главноуправляющими до пяти тысячъ рублей, а свыше сего, на всякую сумму, Правительствующимъ Сенатомъ. Самое утвержденіе продажи недвижимыхъ имуществъ предоставляется подлежащимъ властямъ въ размѣрѣ, для утвержденія публичныхъ торговъ назначенномъ (ср. ст. 1872); при семъ поименованныя выше духовныя учрежденія пользуются правами губернскихъ мѣстъ.

Примѣчаніе 1. Правила, въ сей статьѣ постановленныя, не относятся до городскихъ имуществъ въ С.-Петербургѣ, состоящихъ въ вѣдѣніи Городскихъ Распорядительныхъ Думъ, на основаніи особаго о ней положенія.

Примѣчаніе 2. Порядокъ разрѣшенія продажи состоящихъ въ вѣдѣніи почтоваго управленія почтовыхъ домовъ и строеній остается на существовавшемъ прежде основаніи, безъ распространенія на оный заключающихся въ семъ примѣчаніи правилъ.

Примѣчаніе 3. Въ 1857 году были постановлены особыя правила для продажи съ публичныхъ торговъ и по оцѣночнымъ описямъ казенныхъ зданій, состоявшихъ въ бывшемъ военномъ поселеніи кавалеріи и назначенныхъ въ продажу по случаю преобразованія сего поселенія.

1504. При продажѣ недвижимыхъ казенныхъ имуществъ руководствуются относительно производства торговъ и утвержденія состоявъ-

шихся на оныхъ цѣнъ тѣми же правилами, какія постановлены выше въ статьяхъ 1488—1500 для продажи движимаго казеннаго имущества.

1505. Частныя недвижимыя имущества, заложенныя въ Государственномъ Заемномъ Банкѣ, въ Опекунскихъ Совѣтахъ, въ Приказахъ Общественнаго Призрѣнія и капиталу сельской промышленности Новороссійскихъ губерній, продаются, въ случаѣ просрочки платежей, съ публичнаго торга по правиламъ, особенно для того постановленнымъ въ ихъ Уставахъ. Покупщикамъ проданныхъ съ публичнаго торга въ Опекунскихъ Совѣтахъ недвижимыхъ населенныхъ имѣній выдаются купчія крѣпости по приложенной у сего формѣ. На недвижимыя имѣнія, проданныя съ публичнаго торга въ Государственномъ Заемномъ Банкѣ, выдаются купчія крѣпости по формѣ, приложенной къ Уставу Кредитному.

1506. Имущество, проданное съ публичнаго торга, хотя бы оно, не бывъ прежде казеннымъ, поступило въ продажу по частнымъ долгамъ и взысканіямъ, укрѣпляется покупателю безвозвратно и выкупу не подлежитъ.

1507. Мѣста и лица, производящія публичную продажу имуществъ, обязаны въ три дня, по внесеніи покупателемъ всей покупной суммы, сдѣлать постановленіе объ утвержденіи за покупателемъ проданнаго недвижимаго имущества, и по сему постановленію входить немедленно въ сношеніе, съ кѣмъ слѣдуетъ, о написаніи крѣпостнаго акта.

1508. Гражданскія Палаты и другія присутственныя мѣста, совершающія крѣпостные акты на проданныя недвижимыя имѣнія, обязаны по полученіи сообщеній и указныхъ пошлинъ не позже, какъ въ три дня, выдать назначенные акты новымъ владѣльцамъ. При семъ Гражданскимъ Палатамъ и другимъ присутственнымъ мѣстамъ, совершающимъ крѣпостные акты, предоставляется предварительныя распоряженія свои по предмету выдачи данныхъ на купленныя съ публичныхъ торговъ имѣнія, коль скоро распоряженія сіи состоятъ въ требованіи свѣдѣній или справокъ, приводить въ исполненіе по однимъ журнальнымъ резолюціямъ; но самая выдача помянутыхъ актовъ владѣльцамъ должна быть производима не иначе, какъ на основаніи особыхъ протоколовъ или опредѣленій составленныхъ въ порядкѣ, указанномъ 175 статьею Общаго Губернскаго Учрежденія. Соблюденіе сего порядка не должно однако служить поводомъ къ отступленію отъ правила, установленнаго въ сей статьѣ относительно срока для выдачи владѣльцамъ данныхъ.

1509. По полученіи на пріобрѣтенное съ публичнаго торга имѣніе данной или купчей, пріобрѣтатель таковаго имѣнія вступаетъ въ полное право собственности и можетъ свободно отчуждать оное; прежде же по-

лученія сего акта уступка пріобрѣтеннаго имъ на торгѣ права не дозволяется.

Примѣчаніе. Правило, въ сей статьѣ постановленное, не распространяется на подобныя уступки, допущенныя до изданія онаго.

Отдѣленіе шестое.

О передачѣ проданныхъ имуществъ и вводѣ во владѣніе имуществами, пріобрѣтенными по купчимъ крѣпостямъ.

I. О передачѣ проданныхъ имуществъ движимыхъ.

1510. Передача отъ продавца покупщику проданнаго движимаго имущества совершается дѣйствительнымъ покупщику врученіемъ самаго сего имущества, или поступленіемъ онаго въ его распоряженіе.

1511. Покупщикъ, въ случаѣ неизвѣстности или неблагонадежности продавца, можетъ при передачѣ потребовать отъ него поручительства въ томъ, что продаваемое имущество ему дѣйствительно принадлежитъ.

1512. Если движимое имущество куплено безъ поручительства, хотя впрочемъ не завѣдомо краденое, но въ послѣдствіи оно окажется краденымъ: то покупщикъ подвергается лишенію онаго и отобранію въ пользу настоящаго хозяина, а ему предоставляется заплаченныя деньги искать на продавцѣ.

1513. Если продавецъ взялъ съ покупщика задатокъ или всѣ деньги, а потомъ проданныхъ вещей отдавать не будетъ, видя въ цѣнѣ возвышеніе: то къ таковой отдачѣ принуждается судомъ и притомъ по условленной цѣнѣ, а не по возвысившейся.

1514. Если покупщикъ не будетъ принимать купленныхъ имъ вещей, имѣющихъ условленное по договору достоинство, то принуждается къ сему судомъ.

1515. При продажѣ движимаго имущества, пріемъ вещей, подлежащихъ измѣренію и взвѣшиванію, долженъ быть производимъ на узаконенныя отъ правительства мѣры и вѣсы.

1516. Продавецъ долженъ передать покупщику проданное движимое имущество той самой доброты, какой оно должно быть на основаніи условія или предварительно по обоюдному согласію утвержденныхъ образцовъ.

DES OBLIGATIONS DU VENDEUR.

SECTION PREMIÈRE.

Dispositions générales.

1602. Le vendeur est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige.
Tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur.

1603. Il a deux obligations principales, celle de délivrer et celle de garantir la chose qu'il vend.

SECTION II.

De la délivrance.

1604. La délivrance est le transport de la chose vendue en la puissance et possession de l'acheteur.

1605. L'obligation de délivrer les immeubles est remplie de la part du vendeur lorsqu'il a remis les clefs, s'il s'agit d'un bâtiment, ou lorsqu'il a remis les titres de propriété.

1606. La délivrance des effets mobiliers s'opère,
Ou par la tradition réelle,
Ou par la remise des clefs des bâtiments qui les contiennent,
Ou même par le seul consentement des parties, si le transport ne peut pas s'en faire au moment de la vente, ou si l'acheteur les avait déjà en son pouvoir à un autre titre.

1607. La tradition des droits incorporels (*) se fait, ou par la remise des titres, ou par l'usage que l'acquéreur en fait du consentement du vendeur.

1608. Les frais de la délivrance sont à la charge du vendeur, et ceux de l'enlèvement à la charge de l'acheteur, s'il n'y a eu stipulation contraire.

1609. La délivrance doit se faire au lieu où était, au temps de la vente, la chose qui en a fait l'objet, s'il n'en a été autrement convenu.

(*) Les *droits incorporels*, ainsi appelés parce qu'ils n'ont pas de corps proprement dit, *quia tangi non possunt*, sont les créances en général, qui donnent des droits à exercer, soit contre des personnes, soit sur des choses. (Voy. les art. 1689 et suiv.)

1517. Если при семъ произойдетъ споръ, то оный рѣшится надлежащимъ судомъ.

1518. Если въ судѣ признано будетъ проданное движимое имущество по добротѣ своей несоотвѣтствующимъ условію или образцамъ: то оное отдается обратно продавцу, который обязанъ возвратить покупщику полученный отъ него задатокъ.

1519. Если же проданное движимое имущество окажется сходнымъ съ условіемъ или образцомъ, то покупщикъ обязанъ принять оное безотговорочно и удовлетворить продавца платежемъ цѣны.

1520. Если ремесленникъ продастъ старое за новое, или одно за другое, то онъ, сверхъ вознагражденія за ущербъ или убытокъ, подвергается отвѣтственности на основаніи статьи 1879 Уложенія о Наказаніяхъ.

1610. Si le vendeur manque à faire la délivrance dans le temps convenu entre les parties, l'acquéreur pourra, à son choix, demander la résolution de la vente, ou sa mise en possession, si le retard ne vient que du fait du vendeur.

1611. Dans tous les cas, le vendeur doit être condamné aux dommages et intérêts, s'il résulte un préjudice pour l'acquéreur, du défaut de délivrance au terme convenu.

1612. Le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose, si l'acheteur n'en paie pas le prix, et que le vendeur ne lui ait pas accordé un délai pour le paiement.

1613. Il ne sera pas non plus obligé à la délivrance, quand même il aurait accordé un délai pour le paiement, si, depuis la vente, l'acheteur est tombé en faillite ou en état de déconfiture, en sorte que le vendeur se trouve en danger imminent de perdre le prix; à moins que l'acheteur ne lui donne caution de payer au terme.

1614. La chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente.

Depuis ce jour, tous les fruits appartiennent à l'acquéreur.

1615. L'obligation de délivrer la chose comprend ses accessoires et tous ce qui a été destiné à son usage perpétuel.

1616. Le vendeur est tenu de délivrer la contenance telle qu'elle est portée au contrat, sous les modifications ci-après exprimées.

1617. Si la vente d'un immeuble a été faite avec indication de la contenance, à raison de tant la mesure, le vendeur est obligé de délivrer à l'acquéreur, s'il l'exige, la quantité indiquée au contrat;

Et si la chose ne lui est pas possible, ou si l'acquéreur ne l'exige pas, le vendeur est obligé de souffrir une diminution proportionnelle du prix.

1618. Si, au contraire, dans le cas de l'article précédent, il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, l'acquéreur a le choix de fournir le supplément du prix, ou de se désister du contrat, si l'excédant est d'un vingtième au-dessus de la contenance déclarée.

1619. Dans tous les autres cas,

Soit que la vente soit d'un corps certain et limité,

Soit qu'elle ait pour objet des fonds distincts et séparés,

Soit qu'elle commence par la mesure, ou par la désignation de l'objet vendu suivie de la mesure,

L'expression de cette mesure ne donne lieu a aucun supplément de prix, en faveur du vendeur, pour l'excédant de mesure, ni en faveur de l'acquéreur, à aucune diminution du prix pour moindre mesure, qu'autant que la différence de la mesure réelle à celle exprimée au contrat est d'un vingtième en plus ou en moins, en égard à la valeur de la totalité des objets vendus, s'il n'y a stipulation contraire.

1620. Dans le cas où, suivant l'article précédent, il y a lieu à augmentation de prix pour excédant de mesure, l'acquéreur a le choix ou de se desister du contrat ou de fournir le supplément du prix, et ce, avec les intérêts s'il a gardé l'immeuble.

1621. Dans tous les cas où l'acquéreur a le droit de se désister du contrat, le vendeur est tenu de lui restituer, outre le prix, s'il l'a reçu, les frais de ce contrat.

1622. L'action en supplément de prix de la part du vendeur, et; celle en diminution de prix ou en résiliation du contrat de la part de l'acquéreur, doivent être intentées dans l'année, à compter du jour du contrat, à peine de déchéance.

1623. S'il a été vendu deux fonds par le même contrat, et pour un seul et même prix, avec désignation de la mesure de chacun, et qu'il se trouve moins de contenance en l'un et plus en l'autre, on fait compensation jusqu'à due concurrence; et l'action, soit en supplément, soit en diminution du prix, n'a lieu que suivant les règles ci-dessus établies.

1624. La question de savoir sur lequel, du vendeur ou de l'acquéreur, doit tomber la perte ou la détérioration de la chose vendue avant la livraison, est jugée d'après les règles prescrites au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général.*

SECTION III.

De la garantie.

1625. La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur, a deux objets: le premier est la possession paisible de la chose vendue; le second, les défauts cachés de cette chose ou les vices rédhibitoires.

§ I. *De la garantie en cas d'éviction* (*).

1626. Quoique lors de la vente il n'ait été fait aucune stipulation sur la

(*) *L'éviction* est le délaissement qu'on oblige quelqu'un à faire d'une chose, en vertu d'une sentence que la justice qui l'y condamne. Mais, comme le reconnait Pothier, le sens de ce mot est plus large, et il n'est pas toujours nécessaire qu'une sentence intervienne; il suffit que l'acheteur, reconnaissant la justice et la légitimité de la réclamation d'un tiers, abandonne de lui-même tout ou partie de la chose acquise.

garantie, le vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des charges prétendues sur cet objet, et non déclarées lors de la vente.

1627. Les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à cette obligation de droit ou en diminuer l'effet; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie.

1628. Quoiqu'il soit dit que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie, il demeure cependant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel: toute convention contraire est nulle.

1629. Dans le même cas de stipulation de non-garantie, le vendeur, en cas d'éviction, est tenu à la restitution du prix, à moins que l'acquéreur n'ait connu, lors de la vente, le danger de l'éviction, ou qu'il n'ait acheté à ses périls et risques.

1630. Lorsque la garantie a été promise, ou qu'il n'a rien été stipulé à ce sujet, si l'acquéreur est évincé, il a droit de demander contre le vendeur,

1) La restitution du prix;

2) Celle des fruits, lorsqu'il est obligé de les rendre au propriétaire qui l'évince;

3) Les frais faits sur la demande en garantie de l'acheteur, et ceux faits par le demandeur originaire;

4) Enfin les dommages et intérêts, ainsi que les frais et loyaux coûts du contrat.

1631. Lorsqu'à l'époque de l'éviction, la chose vendue se trouve diminuée de valeur ou considérablement détériorée, soit par la négligence de l'acheteur, soit par des accidents de force majeure, le vendeur n'en est pas moins tenu de restituer la totalité du prix.

1632. Mais si l'acquéreur a tiré profit des dégradations par lui faites, le vendeur a droit de retenir sur le prix une somme égale à ce profit.

1633. Si la chose vendue se trouve avoir augmenté de prix à l'époque de l'éviction, indépendamment même du fait de l'acquéreur, le vendeur est tenu de lui payer ce qu'elle vaut au-dessus du prix de la vente.

1634. Le vendeur est tenu de rembourser ou de faire rembourser à l'acquéreur, par celui qui l'évince, toutes les réparations et améliorations utiles qu'il aura faites au fonds.

1635. Si le vendeur avait vendu de mauvaise foi le fonds d'autrui, il sera

obligé de rembourser à l'acquéreur toutes les dépenses, même voluptuaires ou d'agrément, que celui-ce aura faites au fonds.

1636. Si l'acquéreur n'est évincé que d'une partie de la chose, et qu'elle soit de telle conséquence, relativement au tout, que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, il peut faire résilier la vente.

1637. Si, dans le cas de l'éviction d'une partie du fonds vendu, la vente n'est pas résiliée, la valeur de la partie dont l'acquéreur se trouve évincé, lui est remboursée suivant l'estimation à l'époque de l'éviction, et non proportionnellement au prix total de la vente, soit que la chose vendue ait augmenté ou diminué de valeur.

1638. Si l'héritage vendu se trouve grevé, sans qu'il en ait été fait de déclaration, de servitudes non apparentes, et qu'elles soient de telle importance qu'il y ait lieu de présumer que l'acquéreur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat, si mieux il n'aime se contenter d'une indemnité.

1639. Les autres questions auxquelles peuvent donner lieu les dommages et intérêts résultant pour l'acquéreur de l'inexécution de la vente, doivent être décidées suivant les règles générales établies au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général.*

1640. La garantie pour cause d'éviction cesse lorsque l'acquéreur s'est laissé condamner par un jugement en dernier ressort, ou dont l'appel n'est plus recevable, sans appeler son vendeur, si celui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande.

§ II. *De la garantie des défauts de la chose vendue.*

1641. Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus (*).

---

* *Loi du 20 mai 1838, concernant les vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques.*

1. Sont réputés vices rédhibitoires et donneront seuls ouverture à l'action résultant de l'article 1641 du Code Civil, dans les ventes ou échanges des animaux domestiques ci-dessous dénommés, sans distinction des localités où les ventes et échanges auront eu lieu, les maladies ou défauts ci-après, savoir:

Pour le cheval, l'âne ou le mulet,

La fluxion périodique des yeux, l'épilepsie ou le mal caduc, la morve, le farcin, les maladies anciennes de poitrine ou vielles courbatures, l'immobilité, la pousse, le cornage

1642. Le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même.

1643. Il est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que, dans ce cas, il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie.

---

chronique, le tic sans usure des dents, les hernies inguinales intermittentes, la boiterie intermittente pour cause de vieux mal.

Pour l'espèce bovine,

La phthisie pulmonaire ou pommelière, l'épilepsie ou mal caduc,
Les suites de la non-délivrance,
Le renversement du vagin ou de l'utérus, } après le part chez le vendeur.

Pour l'espèce ovine,

La clavelée: cette maladie reconnue chez un seul animal entraînera la rédhibition de tout le troupeau.—La rédhibition n'aura lieu que si le troupeau porte la marque du vendeur.—Le sang-de-rate: cette maladie n'entraînera la rédhibition du troupeau qu'autant que, dans le délai de la garantie, sa perte constatée s'élèvera au quinzième au mois des animaux achetés. — Dans ce dernier cas, la rédhibition n'aura lieu également que si le troupeau porte la marque du vendeur.

2. L'action en réduction du prix, autorisée par l'article 1644 du Code Civil, ne pourra être exercée dans les ventes et échanges d'animaux énoncés dans l'art. 1-er ci-dessus.

3. Le délai pour intenter l'action rédhibitoire sera, non compris le jour fixé pour la livraison, — de trente jours pour le cas de fluxion périodique des yeux et d'épilepsie ou mal caduc;—de neuf jours pour tous les autres cas.

4. Si la livraison de l'animal a été effectuée, ou s'il a été conduit, dans les délais ci-dessus, hors du lieu du domicile du vendeur, les délais seront augmentés d'un jour par cinq myriamètres de distance du domicile du vendeur au lieu où l'animal se trouve.

5. Dans tous les cas, l'acheteur, à peine d'être non-recevable, sera tenu de provoquer, dans les délais de l'article 3, la nomination d'experts chargés de dresser procès-verbal; la requête sera présentée au juge de paix du lieu où se trouve l'animal.—Ce juge nommera immédiatement, suivant l'exigence des cas, un ou trois experts, qui devront opérer dans le plus bref délai.

6. La demande sera dispensée du préliminaire de conciliation, et l'affaire instruite et jugée comme matière sommaire.

7. Si pendant la durée des délais fixés par l'article 3, l'animal vient à périr, le vendeur ne sera pas tenu de la garantie, à moins que l'acheteur ne prouve que la perte de l'animal provient de l'une des maladies spécifiées dans l'article 1-er.

8. Le vendeur sera dispensé de la garantie résultant de la morve et du tarcin pour le cheval, l'âne et le mulet, et de la clavelée pour l'espèce ovine, s'il prouve que l'animal, depuis la livraison, a été mis en contact avec des animaux atteints de ces maladies.

1521. Покупщикъ обязанъ заплатить продавцу цѣну проданнаго имущества въ надлежащее время и въ надлежащемъ мѣстѣ наличными деньгами или обязательствами по условію.

1522. Если покупщикъ, принявъ движимое имущество отъ продавца, не заплатитъ слѣдующей за оное цѣны: то имущество продается съ публичнаго торга и вырученными деньгами удовлетворяется продавецъ. Если же публичною продажею не выручится сполна цѣна по условію, то недостатокъ взыскивается съ покупщика въ пользу продавца узаконеннымъ порядкомъ.

1644. Dans le cas des articles 1641 et 1643, l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix, telle qu'elle sera arbitrée par experts.

1645. Si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu, outre la restitution du prix qu'il en a reçu, de tous les dommages et intérêts envers l'acheteur.

1646. Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix, et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente.

1647. Si la chose qui avait des vices, a péri par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur, qui sera tenu envers l'acheteur à la restitution du prix, et aux autres dédommagements expliqués dans les deux articles précédents.

Mais la perte arrivée par cas fortuit sera pour le compte de l'acheteur.

1648. L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur, dans un bref délai, suivant la nature des vices rédhibitoires, et l'usage du lieu où la vente a été faite (*).

1649. Elle n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice.

DES OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.

1650. La principale obligation de l'acheteur est de payer le prix au jour et au lieu réglés par la vente.

1651. Sil n'a rien été réglé à cet égard lors de la vente, l'acheteur doit payer au lieu et dans le temps où doit se faire la délivrance.

1652. L'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente jusqu'au paiement du capital, dans les trois cas suivants:

S'il a été ainsi convenu lors de la vente;

Si la chose vendue et livrée produit des fruits ou autres revenus;

Si l'acheteur a été sommé de payer.

Dans ce dernier cas, l'intérêt ne court que depuis la sommation.

1653. Si l'acheteur est troublé ou a juste sujet de craindre d'être troublé par une action, soit hypothécaire, soit en revendication, il peut suspendre le paiement du prix jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser le trouble, si mieux n'aime celui-ci donner caution, ou à moins qu'il n'ait été stipulé que, nonobstant le trouble, l'acheteur paiera.

(*) Cette disposition se trouve abrogée par celle de l'art. 3 de la loi du 20 mai 1838 citée sous l'art. 1641.

II. О вводѣ во владѣніе по купчимъ крѣпостямъ.

1523. Кто въ уѣздѣ купитъ деревню или землю, а въ городѣ домъ или иное строеніе, или землю, тотъ обязанъ объявить купчую крѣпость установленнымъ выше, въ книгѣ II (ст. 926), порядкомъ въ надлежащемъ судебномъ мѣстѣ.

1524. Буде въ теченіи двухъ лѣтъ со дня прибитія къ судейскимъ дверямъ листа и опубликованія въ вѣдомствахъ, по приложенной при семъ формѣ, о купчей крѣпости, никто не явится для спора: то впредь всякій споръ объ оной не долженъ имѣть мѣста.

1525. Объявившій на купчую крѣпость споръ долженъ непремѣнно, не пропуская вышеозначеннаго срока, войти и въ самый искъ, и представить надлежащему суду свои доказательства; если же кто, объявя одинъ только споръ, но въ тѣ же два года къ разрѣшенію онаго судомъ доказательствъ своихъ не представитъ: то по прошествіи уже того срока, никакой споръ и доказательство на оный приняты быть не должны.

1526. Вводъ во владѣніе по имуществамъ, купленнымъ съ публичнаго торга, не прежде производится, какъ по внесеніи полной покупной суммы (о чемъ мѣста и лица, производящія публичную продажу, сообщаютъ куда слѣдуетъ), а равно и по взносѣ узаконенныхъ пошлинъ и написаніи крѣпостнаго акта.

1527. Губернскія Правленія по требованіямъ кредитныхъ установленій о вводѣ во владѣніе покупщиковъ имѣній, проданныхъ съ публич-

1654. Si l'acheteur ne paie pas le prix, le vendeur peut demander la résolution de la vente.

1655. La résolution de la vente d'immeubles est prononcée de suite, si le vendeur est en danger de perdre la chose et le prix.

Si ce danger n'existe pas, le juge peut accorder à l'acquéreur un délai plus ou moins long, suivant les circonstances.

Ce délai passé sans que l'acquéreur ait payé, la résolution de la vente sera prononcée.

1656. S'il a été stipulé lors de la vente d'immeubles que, faute de paiement du prix dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, l'acquéreur peut néanmoins payer après l'expiration du délai, tant qu'il n'a pas été mis en demeure par une sommation: mais, après cette sommation, le juge ne peut pas lui accorder de délai.

1657. En matière de vente de denrées et effets mobiliers, la résolution de la vente aura lieu de plein droit et sans sommation, au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retirement.

наго торга, немедленно должны предписывать о томъ Земскимъ Судамъ и наблюдать за точнымъ исполненіемъ своихъ предписаній.

DE LA NULLITÉ ET DE LA RÉSOLUTION DE LA VENTE.

1658. Indépendamment des causes de nullité ou de résolution déjà expliquées dans ce titre, et de celles qui sont communes à toutes les conventions, le contrat de vente peut etre résolu par l'exercice de la faculté de rachat et par la vilité du prix.

SECTION PREMIÈRE.

De la faculté de rachat.

1659. La faculté de rachat ou de réméré est un pacte par lequel le vendeur se réserve de reprendre la chose vendue, moyennant la restitution du prix principal, et le remboursement dont il est parlé à l'article 1673.

1660. La faculté de rachat ne peut être stipulée pour un terme excédant cinq années.

Si elle a été stipulée pour un terme plus long, elle est réduite à ce terme.

1661. Le terme fixé est de rigueur, et ne peut être prolongé par le juge.

1662. Faute par le vendeur d'avoir exercé son action de réméré dans le terme prescrit, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable.

1663. Le délai court contre toutes personnes, même contre le mineur, sauf, s'il y a lieu, le recours contre qui de droit.

1664. Le vendeur à pacte de rachat peut exercer son action contre un second acquéreur, quand même la faculté de réméré n'aurait pas été déclarée dans le second contrat.

1665. L'acquéreur à pacte de rachat exerce tous les droits de son vendeur; il peut prescrire tant contre le véritable maître que contre ceux qui prétendraient des droits ou hypothèques sur la chose vendue.

1666. Il peut opposer le bénéfice de la discussion (*) aux créanciers de son vendeur.

(*) *Le bénéfice de discussion*, en général, donne le droit, soit à celui qui n'est tenu qu'en second lieu, comme la caution (C. 2021), soit au possesseur d'un immeuble grevé d'un droit au profit d'un tiers, de renvoyer les créanciers à se pourvoir d'abord contre le débiteur principal, pour le *discuter* dans ses autres biens, avant d'attaquer soit la caution, soit le détenteur de l'immeuble.

1667. Si l' acquéreur à pacte de réméré d'une partie indivise d'un héritage s'est rendu adjudicataire de la totalité, sur une licitation provoquée contre lui, il peut obliger le vendeur à retirer le tout lorsque celui-ci veut user du pacte.

1668. Si plusieurs ont vendu conjointement, et par un seul contrat, un héritage commun entre eux, chacun ne peut exercer l'action en réméré que pour la part qu'il y avait.

1669. Il en est de même, si celui qui a vendu seul un héritage a laissé plusieurs héritiers.

Chacun de ces cohéritiers ne peut user de la faculté de rachat que pour la part qu'il prend dans la succession.

1670. Mais, dans le cas des deux articles précédents, l'acquéreur peut exiger que tous les covendeurs ou tous les cohéritiers soient mis en cause afin de se concilier entre eux pour la reprise de l'héritage entier; et, s'ils ne se concilient pas, il sera renvoyé de la demande.

1671. Si la vente d'un héritage appartenant à plusieurs n'a pas été faite conjointement et de tout l'héritage ensemble, et que chacun n'ait vendu que la part qu'il y avait, ils peuvent exercer séparément l'action en réméré sur la portion qui leur appartenait;

Et l'acquéreur ne peut forcer celui qui l'exercera de cette manière à retirer le tout.

1672. Si l'acquéreur a laissé plusieurs héritiers, l'action en réméré ne peut être exercée contre chacun d'eux que pour sa part, dans le cas où elle est encore indivise, et dans celui où la chose vendue a été partagée entre eux.

Mais s'il y a eu partage de l'hérédité, et que la chose vendue soit échue au lot de l'un des héritiers, l'action en réméré peut être intentée contre lui pour le tout.

1673. Le vendeur qui use du pacte de rachat doit rembourser non seulement le prix principal, mais encore les frais et loyaux coûts de la vente, les réparations nécessaires, et celles qui ont augmenté la valeur du fonds, jusqu'à concurrence de cette augmentation. Il ne peut entrer en possession qu'après avoir satisfait à toutes ces obligations.

Lorsque le vendeur rentre dans son héritage par l'effet du pacte de rachat, il le reprend exempt de toutes les charges et hypothèques dont l'acquéreur l'aurait grevé: il est tenu d'exécuter les baux faits sans fraude par l'acquéreur.

SECTION II.

De la rescision de la vente pour cause de lésion.

1674. Si le vendeur a été lésé de plus de sept douzièmes dans le prix d'un immeuble, il a le droit de demander la rescision de la vente, quand

même il aurait expessément renoncé dans le contrat à la faculté de demander cette rescision, et qu'il aurait déclaré donner la plus-value (*).

1675. Pour savoir s'il y a lésion de plus de sept douzièmes, il faut estimer l'immeuble suivant son état et sa valeur au moment de la vente.

1676. La demande n'est plus recevable après l'expiration de deux années, à compter du jour de la vente.

Ce délai court contre les femmes mariées, et contre les absents, les interdits, et les mineurs venant du chef d'un majeur qui a vendu.

Ce délai court aussi et n'est pas suspendu pendant la durée du temps stipulé pour le pacte de rachat.

1677. La preuve de la lésion ne pourra être admise que par jugement, et dans le cas seulement où les faits articulés seraient assez vraisemblables et assez graves pour faire présumer la lésion.

1678. Cette preuve ne pourra se faire que par un rapport de trois experts, qui seront tenus de dresser un seul procès-verbal commun, et de ne former qu'un seul avis à la pluralité des voix.

1679. S'il y a des avis différents, le procès-verbal en contiendra les motifs, sans qu'il soit permis de faire connaître de quel avis chaque expert a été.

1680. Les trois experts seront nommés d'office, à moins que les parties ne se soient accordées pour les nommer tous les trois conjointement.

1681. Dans le cas où l'action en rescision est admise, l'acquéreur a le choix ou de rendre la chose en retirant le prix qu'il en a payé, ou de garder le fonds en payant le supplément du juste prix sous la déduction du dixième du prix total.

Le tiers possesseur a le même droit, sauf sa garantie contre son vendeur.

1682. Si l'acquéreur préfère garder la chose en fournissant le supplément réglé par l'article précédent, il doit l'intérêt du supplément, du jour de la demande en rescision.

S'il préfère la rendre et recevoir le prix, il rend les fruits du jour de la demande.

L'intérêt du prix qu'il a payé, lui est aussi compté du jour de la même demande, ou du jour du paiement, s'il n'a touché aucuns fruits.

1683. La rescision pour lésion n'a pas lieu en faveur de l'acheteur.

(*) L'action en rescision n'a pas lieu dans les ventes de choses *mobilières*, quelle que soit la lésion. Le Code civil n'a pas même admis l'exception, en usage dans l'ancien droit, d'après laquelle l'action en rescision était recevable dans les ventes d'objets mobiliers précieux, tels que diamants, bijoux, etc.

КНИГА ЧЕТВЕРТАЯ.

О ОБЯЗАТЕЛЬСТВАХЪ ПО ДОГОВОРАМЪ.

РАЗДѢЛЪ ПЕРВЫЙ.

О СОСТАВЛЕНІИ, СОВЕРШЕНІИ, ИСПОЛНЕНІИ И ПРЕКРАЩЕНІИ ДОГОВОРОВЪ ВООБЩЕ.

1684. Elle n'a pas lieu en toutes ventes qui, d'après la loi, ne peuvent être faites qne d'autorité de justice.

1685. Les règles expliquées dans la section précédente pour les cas où plusieurs ont vendu conjointement ou séparément, et pour celui où le vendeur ou l'acheteur a laissé plusieurs héritiers, sont pareillement observées pour l'exercice de l'action en rescision.

DES CONTRATS OU DES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES EN GÉNÉRAL.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

1101. Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose.

1102. Le contrat est *synallagmatique* ou *bilatéral* lorsque les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres.

1103. Il est *unilatéral*, lorsqu'une ou plusieurs personnes sont obligées envers une ou plusieurs autres, sans que de la part de ces dernières il y ait d'engagement.

1104. Il est *commutatif*, lorsque chacune des parties s'engage à donner ou à faire une chose qui est regardée comme l'équivalent de ce qu'on lui donne, ou de ce qu'on fait pour elle.

Lorsque l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte pour chacune des parties, d'après un évènement incertain, le contrat est *aléatoire* (*).

1105. Le contrat *de bienfaisance* est celui dans lequel l'une des parties procure à l'autre un avantage purement gratuit.

1106. Le contrat *à titre onéreux* est celui qui assujettit chacune des parties à donner ou à faire quelque chose.

(*) Du latin *alea* (coup de dé). Les contrats *aléatoires* sont le pari, la rente viagère, le contrat d'assurance, le prêt à la grosse aventure. (Voy. C. 1964).

1107. Les contrats, soit qu'ils aient une dénomination propre, soit qu'ils n'en aient pas, sont soumis à des règles générales, qui sont l'objet du présent titre.

Les règles particulières à certains contrats sont établies sous les titres relatifs à chacun d'eux; et les règles particulières aux transactions commerciales sont établies par les lois relatives au commerce.

CHAPITRE II.

DES CONDITIONS ESSENTIELLES POUR LA VALIDITÉ DES CONVENTIONS.

1108. Quatre conditions sont essentielles pour la validité d'une convention:

Le consentement de la partie qui s'oblige (*),

Sa capacité de contracter;

Un objet certain qui forme la matière de l'engagement;

Une cause licite dans l'obligation.

SECTION PREMIÈRE.

Du consentement.

1109. Il n'y a point de consentement valable, si le consentement n'a été donné que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol.

1110. L'erreur n'est une cause de nullité de la convention que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet.

Elle n'est point une cause de nullité, lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention.

1111. La violence exercée contre celui qui a contracté l'obligation, est une cause de nullité, encore qu'elle ait été exercée par un tiers autre que celui au profit auquel la convention a été faite.

1112. Il y a violence, lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle peut lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent.

On a égard, en cette matière, à l'âge, au sexe et à la condition des personnes.

1113. La violence est une cause de nullité du contrat, non-seulement lorsqu'elle a été exercée sur la partie contractante, mais encore lorsqu'elle l'a été sur son époux ou sur son épouse, sur ses descendants ou ses ascendants.

(*) Cette rédaction est évidemment incomplète. En effet, il faut en outre, pour qu'il y ait obligation, le consentement de la partie à qui la proposition est faite. Autrement, et tant qu'il n'y a pas concours de deux volontés, le lien de droit ne se forme pas.

1114. La seule crainte révérentielle envers le père, la mère, ou autre ascendant, sans qu'il y ait eu de violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat.

1115. Un contrat ne peut plus être attaqué pour cause de violence, si, depuis que la violence a cessé, ce contrat a été approuvé, soit expressément, soit tacitement, soit en laissant passer le temps de la restitution fixé par la loi.

1116. Le dol (*) est une cause de nullité de la convention, lorsque les manoeuvres pratiquées par l'une des parties sont telles, qu'il est évident que, sans ces manoeuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté.

Il ne se présume pas, et doit être prouvé.

1117. La convention contractée par erreur, violence ou dol, n'est point nulle de plein droit; elle donne seulement lieu à une action en nullité ou en rescision, dans les cas et de la manière expliqués à la section VII du chapitre V du présent titre (1304 à 1314).

1118. La lésion ne vicie les conventions que dans certains contrats ou à l'égard de certaines personnes, ainsi qu'il sera expliqué en la même section.

1119. On ne peut, en général, s'engager, ni stipuler en son propre nom, que pour soi-même.

1120. Néanmoins on peut se porter fort pour un tiers, en promettant le fait de celui-ci; sauf l'indemnité contre celui qui s'est porté fort ou qui a promis de faire ratifier, si le tiers refuse de tenir l'engagement.

1121. On peut pareillement stipuler au profit d'un tiers, lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ou d'une donation que l'on fait à un autre. Celui qui a fait cette stipulation, ne peut plus la révoquer, si le tiers a déclaré vouloir en profiter.

1122. On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention.

SECTION II.

De la capacité des parties contractantes.

1123. Toute personne peut contracter, si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi.

(*) Il ne faut pas confondre le *dol* avec la *fraude*. Le dol est l'art de tromper la personne qu'on dépouille; la fraude est l'art de violer les lois pour tromper la justice ou les tiers.

ГЛАВА ПЕРВАЯ.

О составленіи и совершеніи договоровъ вообще.

1528. Договоръ составляется по взаимному согласію договаривающихся лицъ. Предметомъ его могутъ быть или имущества, или дѣйствія лицъ; цѣль его должна быть непротивна законамъ, благочинію и общественному порядку.

1124. Les incapables de contracter sont,
Les mineurs,
Les interdits,
Les femmes mariées, dans les cas exprimés par la loi, (*)
Et généralement tous ceux à qui la loi a interdit certains contrats.

1125. Le mineur, l'interdit et la femme mariée ne peuvent attaquer, pour cause d'incapacité, leurs engagements, que dans les cas prévus par la loi.

Les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité du mineur, de l'interdit ou de la femme mariée, avec qui elles ont contracté.

SECTION III.

De l'objet et de la matière des contrats.

1126. Tout contrat a pour objet une chose qu'une partie s'oblige à donner, ou qu'une partie s'oblige à faire ou à ne pas faire.

1127. Le simple usage ou la simple possession d'une chose peut être, comme la chose même, l'objet du contrat.

1128. Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des conventions (**).

1129. Il faut que l'obligation ait pour objet une chose au moins déterminée quant à son espèce.

La quotité de la chose peut être incertaine, pourvu qu'elle puisse être déterminée.

1130. Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

On ne peut cependant renoncer à une succession non ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession, même avec le consentement de celui de la succession duquel il s'agit.

SECTION IV.

De la cause (***).

1131. L'obligation sans cause, ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet.

(*) Les aliénés, aux termes de l'art. 39 de la loi du 30 juin 1838, forment une quatrième classe d'incapables.

(**) Un décret du 6 messidor an III prohibe la vente de *grains en vert* et pendants par racines, sauf celles qui ont lieu par suite de tutelle et curatelle. Un autre décret du 7 vendémiaire an IV, sur la police des grains, contient également quelques mesures prohibitives relativement à certaines ventes.

(***) La *cause* de l'obligation de chaque partie, qu'il ne faut pas confondre avec le *motif* déterminant, réside dans ce que l'autre partie doit donner ou faire, s'il s'agit d'un contrat synallagmatique. Ainsi, en cas de vente, par exemple, la cause de l'obligation de l'acheteur est dans la livraison de la chose vendue; celle du vendeur, dans le prix payé ou promis.

1529. Договоръ недѣйствителенъ и обязательство ничтожно, если побудительная причина къ заключенію онаго есть достиженіе цѣли, законами запрещенной, какъ то, когда договоръ клонится: 1) къ расторженію законнаго супружества; 2) къ подложному переукрѣпленію имѣнія въ избѣжаніе платежа долговъ; 3) къ лихоимственнымъ изворотамъ; 4) къ присвоенію частному лицу такого права, котораго оно по состоянію своему имѣть не можетъ; 5) ко вреду государственной казны.

Примѣчаніе 1. Служащимъ въ карантинѣ запрещается заключать контракты съ пассажирами и другими людьми, въ карантинѣ пребывающими, на основаніи Устава Врачебнаго.

Примѣчаніе 2. Для вступленія нижнихъ воинскихъ чиновъ въ обязательства постановлены особенныя правила, означенныя въ Сводѣ Законовъ о Состояніяхъ и въ Сводѣ Военныхъ Постановленій.

1530. Договаривающимся сторонамъ оставляется на волю включать въ договоръ по обоюдному согласію и по ихъ усмотрѣнію всякія условія, законамъ непротивныя, какъ то: условія о срокѣ, о платежѣ, о неустойкѣ, о обезпеченіяхъ, и тому подобныя.

1531. Договоры и обязательства или 1) совершаются порядкомъ крѣпостнымъ, или 2) являются для засвидѣтельствованія ихъ у крѣпостныхъ дѣлъ, или 3) являются, также для засвидѣтельствованія ихъ, у дѣлъ маклерскихъ и въ мѣстахъ присутственныхъ, или наконецъ 4) составляются порядкомъ домашнимъ.

Примѣчаніе. При заключеніи долговыхъ обязательствъ и при выдачѣ ссудъ Общество «Церера» освобождается отъ гербовыхъ пошлинъ и всякихъ другихъ сборовъ; по всѣмъ же другимъ сдѣлкамъ оно подчиняется въ семъ отношеніи общимъ постановленіямъ. Форма долговыхъ обязательствъ опредѣляется Правленіемъ Общества.

1532. Крѣпостнымъ порядкомъ совершаются изъ договоровъ одни займы, съ залогомъ недвижимаго имущества.

1533. У крѣпостныхъ дѣлъ должны быть являемы для засвидѣтельствованія: 1) договоры о запродажѣ недвижимыхъ имуществъ; 2) займы съ залогомъ движимаго имущества; 3) крѣпостныя заемныя письма; 4) вѣрющія письма, за исключеніемъ тѣхъ, кои, на основаніи примѣчанія къ статьѣ 731 сего Свода, свидѣтельствуются Магистратами, или Ратушами. Сверхъ сего у крѣпостныхъ дѣлъ могутъ быть являемы и всѣ договоры и обязательства, представляемыя, на основаніи слѣдующей статьи, къ засвидѣтельствованію у маклерскихъ дѣлъ.

1534. У маклерскихъ дѣлъ являются: 1) договоры о наймѣ недвижи-

1132. La convention n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée.

1133. La cause est illicite, quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes moeurs ou à l'ordre public.

мыхъ имуществъ; 2) договоры о подрядахъ; 3) домовыя заемныя письма; 4) договоры о личномъ наймѣ.

Примѣчаніе. Порядокъ явки договоровъ, общихъ всѣмъ состояніямъ, излагается въ сей книгѣ Законовъ Гражданскихъ, а договоровъ торговыхъ въ Уставѣ Торговомъ. Порядокъ совершенія и явки контрактовъ содержателей питейныхъ сборовъ съ сидѣльцами и винопродавцами опредѣленъ въ Уставѣ Питейномъ. Правила о порядкѣ составленія договоровъ объ увольненіи помѣщичьихъ крестьянъ въ званіе государственныхъ, на собственныхъ земляхъ водворенныхъ, и въ званіе обязанныхъ крестьянъ изложены въ Законахъ о Состояніяхъ.

1555. Домашнимъ порядкомъ составляются на письмѣ или словесно; 1) Росписки о задаткахъ, выдаваемыя при предварительныхъ условіяхъ о продажѣ недвижимыхъ имѣній. 2) Договоры о продажѣ движимыхъ имуществъ. 3) Счеты, подписанные должникомъ. 4) Договоры объ отдачѣ на сохраненіе, или о поклажѣ. 5) Довѣренности, на которыя по закону не требуется вѣрющихъ писемъ, составляемыхъ явочнымъ порядкомъ, каковы суть: довѣренности на бытіе при межеваніи, для дѣйствительности которыхъ достаточно подписи на вѣрющемъ письмѣ двухъ или трехъ свидѣтелей изъ частныхъ лицъ; довѣренности на одну токмо подачу въ присутственныя мѣста прошеній апелляціонныхъ и частныхъ, съ изъясненіемъ въ рукоприкладствѣ: *прошеніе сіе вѣрю подать тому-то*, и другія симъ подобныя, по правиламъ раздѣла IV въ главѣ II о довѣренностяхъ подробно означенныхъ.

ГЛАВА ВТОРАЯ.

О исполненіи, прекращеніи и отмѣнѣ договоровъ вообще.

Отдѣленіе первое.

О исполненіи договоровъ.

1556. Договоры должны быть исполняемы по точному оныхъ разуму, не уважая побочныхъ обстоятельствъ и не взирая ни на какихъ особъ.

DE L'EFFET DES OBLIGATIONS.

SECTION PREMIÈRE.

Dispositions générales.

1134. Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi.

1135. Les conventions obligent non-seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

SECTION II.

De l'obligation de donner.

1136. L'obligation de donner emporte celle de livrer la chose et de la

conserver jusqu'à la livraison, à peine de dommages et intérêts envers le créancier.

1137. L'obligation de veiller à la conservation de la chose, soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité de l'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille.

Cette obligation est plus ou moins étendue relativement à certains contrats, dont les effets, à cet égard, sont expliqués sous les titres qui les concernent.

1138. L'obligation de livrer la chose est parfaite par le seul consentement des parties contractantes.

Elle rend le créancier propriétaire et met la chose à ses risques dès l'instant où elle a dû être livrée, encore que la tradition n'en ait point été faite, à moins que le débiteur ne soit en demeure de la livrer; auquel cas la chose reste aux risques de ce dernier.

1139. Le débiteur est constitué en demeure, soit par une sommation ou par autre acte équivalent, soit par l'effet de la convention, lorsqu'elle porte que, sans qu'il soit besoin d'acte et par la seule échéance du terme, le débiteur sera en demeure.

1140. Les effets de l'obligation de donner ou de livrer un immeuble sont réglés au titre *de la Vente* et au titre *des Priviléges et Hypothèques*.

1141. Si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à deux personnes successivement, est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi.

SECTION III.

De l'obligation de faire ou de ne pas faire.

1142. Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur.

1143. Néanmoins le créancier a le droit de demander que ce qui aurait été fait par contravention à l'engagement, soit détruit; et il peut se faire autoriser à le détruire aux dépens du débiteur, sans préjudice des dommages et intérêts, s'il y a lieu.

1144. Le créancier peut aussi, en cas d'inexécution, être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens du débiteur.

1145. Si l'obligation est de ne pas faire, celui qui y contrevient doit les dommages et intérêts par le seul fait de la contravention.

SECTION IV.

Des dommages et intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation.

1146. Les dommages et intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur est en demeure de remplir son obligation, excepté néanmoins lorsque la chose que le débiteur s'était obligé de donner ou de faire ne pouvait être donnée ou faite que dans un certain temps qu'il a laissé passer.

1147. Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

1148. Il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit.

1149. Les dommages et intérêts dus au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé, sauf les exceptions et modifications ci-après.

1150. Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée.

1151. Dans le cas même où l'inexécution de la convention résulte du dol du débiteur, les dommages et intérêts ne doivent comprendre, à l'égard de la perte éprouvée par le créancier et du gain dont il a été privé, que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention.

1152. Lorsque la convention porte que celui qui manquera de l'exécuter paiera une certaine somme à titre de dommages et intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte ni moindre.

1153. Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi; sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement.

Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

Ils ne sont dus que du jour de la demande, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit.

1154. Les intérêts échus des capitaux peuvent produire des intérêts, ou par une demande judiciaire, ou par une convention spéciale, pourvu que, soit

1537. Присутственныя мѣста и должностныя лица, заключившія съ частными людьми договоры, не должны оныхъ нарушать, какимъ бы то образомъ ни было, но содержать въ такой силѣ и твердости, какъ бы сіи контракты были за собственноручнымъ подписаніемъ Императорскаго Величества. Если же правительственное мѣсто или лице заключитъ контрактъ съ ущербомъ казеннымъ, то хотя такой договоръ для сохраненія народнаго довѣрія не нарушается, но за казенный убытокъ отвѣчаетъ то мѣсто или лице, которое сіе допустило.

1538. При исполненіи, договоры должны быть изъясняемы по словесному ихъ смыслу.

1539. Если словесный смыслъ представляетъ важныя сомнѣнія, тогда договоры должны быть изъясняемы по намѣренію ихъ и доброй совѣсти, наблюдая притомъ слѣдующее: а) слова двусмысленныя должны быть изъясняемы въ разумѣ наиболѣе сообразномъ существу главнаго предмета въ договорахъ; б) не ставить въ вину, когда въ договорѣ упущено такое слово или выраженіе, которое вообще и обыкновенно въ договорахъ употребляется, и которое потому само собою разумѣется; в) когда договоръ, по неясности словеснаго смысла, изъясняется по намѣренію его и по доброй совѣсти, тогда неясныя статьи объясняются по тѣмъ, кои не сомнительны и вообще по разуму всего договора; г) когда выраженія, въ договорѣ помѣщенныя, не опредѣляютъ предмета во всѣхъ его частяхъ съ точностію, тогда принадлежности онаго изъясняются обычаемъ, если впрочемъ не опредѣлены онѣ закономъ; д) если всѣ правила вышепостановленныя недостаточны будутъ къ ясному истолкованію договора, тогда, въ случаѣ равнаго съ обѣихъ сторонъ недоумѣнія, сила его изъясняется болѣе въ пользу того, кто обязался что либо отдать или исполнить, по тому уваженію, что отъ противной ему стороны зависѣло опредѣлить предметъ обязательства съ большею точностію.

dans la demande, soit dans la convention, il s'agisse d'intérêts dus au moins pour une année entière (*).

1155. Néanmoins les revenus échus, tels que fermages, loyers, arrérages de rentes perpétuelles ou viagères, produisent intérêt du jour de la demande ou de la convention,

La même règle s'applique aux restitutions de fruits, et aux intérêts payés par un tiers au créancier en acquit du débiteur.

SECTION V.

De l'interprétation des conventions.

1156. On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

1157. Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun.

1158. Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris dans le sens qui convient le plus à la matière du contrat.

1159. Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.

1160. On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées.

1161. Toutes les clauses des conventions s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier.

1162. Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé, et en faveur de celui qui a contracté l'obligation.

(*) Cette production d'intérêts nouveaux par un capital formé d'interêts anciens se nomme *anatocisme* —L'anatocisme était prohibé par les anciennes lois canoniques et civiles (Voy. l'ordonnance de 1673). Le Code civil l'autorise, mais avec la restriction portée en l'art. 1154.

1540. Всѣ счеты, условія и вообще всякаго рода сдѣлки, какъ въ дѣлахъ казны съ частными лицами, и обратно частныхъ лицъ съ казною, такъ и во всѣхъ вообще дѣлахъ частныхъ людей между собою производятся и совершаются единственно на серебряную монету. Равнымъ образомъ во всѣхъ дѣлахъ казенныхъ и частныхъ сдѣлкахъ должны быть употребляемы одни Россійскія мѣры и вѣсъ, на основаніи подробныхъ правилъ, въ приложеніи къ статьѣ 2747 Устава Торговаго означенныхъ.

1541. Ни присутственныя мѣста, ни Маклеры и Нотаріусы не должны принимать къ совершенію и засвидѣтельствованію никакихъ сдѣлокъ на ассигнаціи, подъ собственною ихъ въ томъ отвѣтственностію.

1542. Счетъ на иностранную монету во всѣхъ внутреннихъ сдѣлкахъ, какъ то: на ефимки, талеры и т. п., вовсе запрещается. Впрочемъ иностранная золотая и серебряная монета высокой пробы можетъ быть употребляема при внутреннихъ платежахъ, если на сіе будутъ согласіе плательщика и того, кто платежъ принимаетъ, но не иначе, какъ по курсу и цѣнности, означеннымъ въ табели, приложенной къ статьѣ 182 Устава Монетнаго.

Примѣчаніе. Золотая монета въ казну и въ кредитныя установленія принимается и изъ нихъ выдается на три процента выше нарицательной ея цѣнности, именно: имперіалъ въ десять рублей тридцать копѣекъ, а полуимперіалъ въ пять рублей пятнадцать копѣекъ серебромъ. Мѣдная монета на серебро имѣетъ хожденіе по нарицательной ея цѣнности; до распространенія же ея по государству въ мѣрѣ достаточной на удовлетвореніе всѣхъ потребностей, имѣетъ совокупно съ нею хожденіе и мѣдная монета прежнихъ чекановъ на основаніи правилъ, по сему предмету постановленныхъ въ статьѣ 171 Устава Монетнаго.

1543. Договоры о имуществѣ имѣютъ равное дѣйствіе какъ на обязавшееся лицо, такъ и на его наслѣдниковъ, соразмѣрно полученному наслѣдству, когда они отъ онаго не отказались.

1544. Договоры о дѣйствіяхъ личныхъ, какъ то: о наймѣ въ услуги и тому подобные, почитаются обязательными единственно для лицъ, заключившихъ оные, не распространяясь на ихъ потомство.

1163. Quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention est conçue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter.

1164. Lorsque dans un contrat on a exprimé un cas pour l'explication de l'obligation, on n'est pas censé avoir voulu par là restreindre l'étendue que l'engagement reçoit de droit aux cas non exprimés.

SECTION VI.

De l'effet des conventions à l'égard des tiers.

1165. Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes;

elles ne nuisent point au tiers, et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121.

1166. Néanmoins les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne (*).

1167. Ils peuvent aussi, en leur nom personnel, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits.

Ils doivent néanmoins, quant à leurs droits énoncés au titre *des Successions* et au titre *du Contrat de mariage et des Droits respectifs des époux*, se conformer aux regles qui y sont prescrites.

DES DIVERSES ESPÈCES D'OBLIGATIONS.

SECTION PREMIÈRE.

Des obligations conditionnelles.

§ 1-er. *De la condition en général, et de ses diverses espèces.*

1168. L'obligation est conditionnelle lorsqu'on la fait dépendre d'un évènement futur et incertain, soit en la suspendant jusqu'à ce que l'évènement arrive, soit en la résiliant, selon que l'évènement arrivera ou n'arrivera pas.

1169. La condition *casuelle* est celle qui dépend du hasard, et qui n'est nullement au pouvoir du créancier ni du débiteur.

1170. La condition *potestative* est celle qui fait dépendre l'exécution de la convention, d'un évènement qu'il est au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties contractantes de faire arriver ou d'empêcher.

1171. La condition *mixte* est celle qui dépend tout à la fois de la volonté d'une des parties contractantes et de la volonté d'un tiers.

1172. Toute condition d'une chose impossible, ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle, et rend nulle la convention qui en dépend.

1173. La condition de ne pas faire une chose impossible ne rend pas nulle l'obligation contractée sous cette condition.

(*) Parmi les droits *attachés à la personne*, on peut citer les droits d'usage, d'habitation (art. 631); les demandes en nullité de mariage, dans le cas des art. 139, 180 et 182 C. civ. la stipulation d'un usufruit, d'une rente viagère, d'un droit de retour. Les droits résultant d'un commodat d'une société, d'un mandat, peuvent aussi être personnels, suivant la convention.

1174. Toute obligation est nulle lorsqu'elle a été contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige.

1175. Toute condition doit être accomplie de la manière que les parties ont vraisemblablement voulu et entendu qu'elle le fût.

1176. Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un évènement arrivera dans un temps fixe, cette condition est censée défaillie lorsque le temps est expiré sans que l'évènement soit arrivé. S'il n'y a point de temps fixe, la condition peut toujours être accomplie; et elle n'est censée défaillie que lorsqu'il est devenu certain que l'évènement n'arrivera pas.

1177. Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un évènement n'arrivera pas dans un temps fixe, cette condition est accomplie lorsque ce temps est expiré sans que l'évènement soit arrivé: elle l'est également, si avant le terme il est certain que l'évènement n'arrivera pas; et, s'il n'y a pas de temps déterminé, elle n'est accomplie que lorsqu'il est certain que l'évènement n'arrivera pas.

1178. La condition est réputée accomplie lorsque c'est le débiteur, obligé sous cette condition, qui en a empêché l'accomplissement.

1179. La condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a été contracté. Si le créancier est mort avant l'accomplissement de la condition, ses droits passent à son héritier.

1180. Le créancier peut, avant que la condition soit accomplie, exercer tous les actes conservatoires de son droit.

§ II. *De la condition suspensive.*

1181. L'obligation contractée sous une condition suspensive est celle qui dépend ou d'un évènement futur et incertain, ou d'un évènement actuellement arrivé, mais encore inconnu des parties.

Dans le premier cas, l'obligation ne peut être exécutée qu'après l'évènement.

Dans le second cas, l'obligation a son effet du jour où elle a été contractée.

1182. Lorsque l'obligation a été contractée sous une condition suspensive, la chose qui fait la matière de la convention demeure aux risques du débiteur qui ne s'est obligé de la livrer que dans le cas de l'évènement de la condition.

Si la chose est entièrement périe sans la faute du débiteur, l'obligation est éteinte.

Si la chose s'est détériorée sans la faute du débiteur, le créancier a le choix ou de résoudre l'obligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, sans diminution du prix.

Si la chose s'est détériorée par la faute du débiteur, le créancier a le droit ou de résoudre l'obligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, avec des dommages et intérêts.

§ III. *De la condition résolutoire.*

1183. La condition résolutoire est celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de l'obligation, et qui remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé.

Elle ne suspend point l'exécution de obligation; elle oblige seulement le créancier à restituer ce qu'il a reçu, dans le cas où l'évènement prévu par la condition arrive.

1184. La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera point à son engagement.

Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts.

La résolution doit être demandée en justice, et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances.

SECTION II.

Des obligations à terme.

1185. Le terme diffère de la condition, en ce qu'il ne suspend point l'engagement, dont il retarde seulement l'exécution.

1186. Ce qui n'est dû qu'à terme, ne peut être exigé avant l'échéance du terme; mais ce qui a été payé d'avance, ne peut être répété.

1187. Le terme est toujours présumé stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la stipulation ou des circonstances, qu'il a été aussi convenu en faveur du créancier.

1188. Le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme lorsqu'il a fait faillite, ou lorsque par son fait il a diminué les sûretés qu'il avait données par le contrat à son créancier.

SECTION III.

Des obligations alternatives (*).

1189. Le débiteur d'une obligation alternative est libéré par la délivrance de l'une des deux choses qui étaient comprises dans l'obligation.

(*) Lorsque deux ou plusieurs choses, comprises, dans une même convention, sont séparées par une disjonctive, l'obligation est *alternative*. Tel serait, par exemple, le cas où je

1190. Le choix appartient au débiteur, s'il n'a pas été expressément accordé au créancier.

1191. Le débiteur peut se libérer en délivrant l'une des deux choses promises; mais il ne peut pas forcer le créancier à recevoir une partie de l'une et une partie de l'autre.

1192. L'obligation est pure et simple, quoique contractée d'une manière alternative, si l'une des deux choses promises ne pouvait être le sujet de l'obligation.

1193. L'obligation alternative devient pure et simple, si l'une des choses promises périt et ne peut plus être livrée, même par la faute du débiteur. Le prix de cette chose ne peut pas être offert à sa place.

Si toutes deux sont péries, et que le débiteur soit en faute à l'égard de l'une d'elles, il doit payer le prix de celle qui a péri la dernière.

1194. Lorsque, dans les cas prévus par l'article précédent, le choix avait été déféré par la convention au créancier,

Ou l'une des choses seulement est périe; et alors, si c'est sans la faute du débiteur, le créancier doit avoir celle qui reste; si le débiteur est en faute, le créancier peut demander la chose qui reste, ou le prix de celle qui est périe;

Ou les deux choses sont péries; et alors, si le débiteur est en faute à l'égard des deux, ou même à l'égard de l'une d'elles seulement, le créancier peut demander le prix de l'une ou de l'autre à son choix.

1195. Si les deux choses sont péries sans la faute du débiteur, et avant qu'il soit en demeure, l'obligation est éteinte, conformément à l'article 1302.

1196. Les mêmes principes s'appliquent au cas où il y a plus de deux choses comprises dans l'obligation alternative.

SECTION IV.

Des obligations solidaires.

§ I-er. *De la solidarité entre les créanciers.*

1197. L'obligation est solidaire entre plusieurs créanciers lorsque le titre donne expressément à chacun d'eux le droit de demander le paiement du total de la créance, et que le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur, encore

---

m'engagerais à livrer ma maison, *ou* 100,000 fr. L'obligation alternative ne doit pas être confondue avec l'obligation *facultative*. Celle-ci ne comprend qu'*un* objet déterminé, avec faculté, pour le débiteur, de payer une autre chose à la place; dans ce dernier cas, si l'objet vient à périr, l'obligation est éteinte: ce qui n'arrive pas pour l'obligation alternative qui, en cas de perte de l'une des choses, continue de subsister sur l'autre.

que le bénéfice de l'obligation soit partageable et divisible entre les divers créanciers.

1198. Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des créanciers solidaires, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

Néanmoins la remise qui n'est faite que par l'un des créanciers solidaires, ne libère le débiteur que pour la part de ce créancier.

1199. Tout acte qui interrompt la prescription à l'égard de l'un des créanciers solidaires, profite aux autres créanciers.

§ II. *De la solidarité de la part des débiteurs.*

1200. Il y a solidarité de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité, et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier

1201. L'obligation peut être solidaire quoique l'un des débiteurs soit obligé différemment de l'autre au paiement de la même chose; par exemple, si l'un n'est obligé que conditionnellement, tandis que l'engagement de l'autre est pur et simple, ou si l'un a pris un terme qui n'est point accordé à l'autre.

1202. La solidarité ne se présume point; il faut qu'elle soit expressément stipulée.

Cette règle ne cesse que dans les cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi.

1203. Le créancier d'une obligation contractée solidairement peut s'adresser à celui des débiteurs qu'il veut choisir, sans que celui-ci puisse lui opposer le bénéfice de division (*).

1204. Les poursuites faites contre l'un des débiteurs n'empêchent pas le créancier d'en exercer de pareilles contre les autres.

1205. Si la chose due a péri par la faute ou pendant la demeure de l'un ou de plusieurs des débiteurs solidaires, les autres codébiteurs ne sont point déchargés de l'obligation de payer le prix de la chose; mais ceux-ci ne sont point tenus des dommages et intérêts.

Le créancier peut seulement répéter les dommages et intérêts tant contre les débiteurs par la faute desquels la chose a péri, que contre ceux qui étaient en demeure.

1206. Les poursuites faites contre l'un des débiteurs solidaires interrompent la prescription à l'égard de tous.

(*) Le *bénéfice de division* est le droit qui appartient à chacun des débiteurs non solidaires d'une même dette, de demander, lorsqu'il est poursuivi en paiement de la totalité, que sa part soit déterminée et qu'il ne soit assujetti qu'au paiement de cette part.

1207. La demande d'intérêts formée contre l'un des débiteurs solidaires fait courir les intérêts à l'égard de tous.

1208. Le codébiteur solidaire poursuivi par le créancier peut opposer toutes les exceptions (*) qui résultent de la nature de l'obligation, et toutes celles qui lui sont personnelles, ainsi que celles qui sont communes à tous les codébiteurs.

Il ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles à quelques-uns des autres codébiteurs.

1209. Lorsque l'un des débiteurs devient héritier unique du créancier, ou lorsque le créancier devient l'unique héritier de l'un des débiteurs, la confusion n'éteint la créance solidaire que pour la part et portion du débiteur ou du créancier.

1210. Le créancier qui consent à la division de la dette à l'égard de l'un des codébiteurs, conserve son action solidaire contre les autres, mais sous la déduction de la part du débiteur qu'il a déchargé de la solidarité.

1211. Le créancier qui reçoit divisément la part de l'un des débiteurs, sans réserver dans la quittance la solidarité ou ses droits en général, ne renonce à la solidarité qu'à l'égard de ce débiteur.

Le créancier n'est pas censé remettre la solidarité, au débiteur lorsqu'il reçoit de lui une somme égale à la portion dont il est tenu, si la quittance ne porte pas que c'est *pour sa part.*

Il en est de même de la simple demande formée contre l'un des codébiteurs *pour sa part*, si celui-ci n'a pas acquiescé à la demande, ou s'il n'est pas intervenu un jugement de condamnation.

1212. Le créancier qui reçoit divisément et sans réserve la portion de l'un des codébiteurs dans les arrérages ou intérêts de la dette, ne perd la solidarité que pour les arrérages ou intérêts échus, et non pour ceux à échoir, ni pour le capital, à moins que le paiement divisé n'ait été continué pendant dix ans consécutifs.

1213. L'obligation contractée solidairement envers le créancier se divise de plein droit entre les débiteurs, qui n'en sont tenus entre eux que chacun pour sa part et portion.

(*) En général, on entend par *exception* tous les moyens qu'une partie peut opposer pour repousser la demande formée contre elle. Il y a deux sortes d'exceptions: les unes qui n'ont trait qu'à la procédure et se nomment *fins de non procéder;* les autres qui sont relatives au fond même du droit, et prennent le nom de *défenses* ou *fins de non recevoir* (Voy. C. pr. 166 à 192).

1214. Le codébiteur d'une dette solidaire, qui l'a payée en entier, ne peut répéter contre les autres que les part et portion de chacun d'eux.

Si l'un d'eux se trouve insolvable, la perte qu'occasionne son insolvabilité, se répartit, par contribution, entre tous les autres codébiteurs solvables et celui qui a fait le paiement.

1215. Dans le cas où le créancier a renoncé à l'action solidaire envers l'un des débiteurs, si l'un ou plusieurs des autres codébiteurs deviennent insolvables. la portion des insolvables sera contributoirement répartie entre tous les débiteurs, même entre ceux précédemment déchargés de la solidarité par le créancier.

1216. Si l'affaire pour laquelle la dette a été contractée solidairement ne concernait que l'un des coobligés solidaires, celui-ci serait tenu de toute la dette vis-à-vis des autres codébiteurs, qni ne seraient considérés par rapport à lui que comme ses cautions.

SECTION V.

Des obligations divisibles et indivisibles.

1217. L'obligation est divisible ou indivisible selon qu'elle a pour objet ou une chose qui dans sa livraison, ou un fait qui dans l'exécution, est ou n'est pas susceptible de division, soit matérielle, soit intellectuelle (*).

1218. L'obligation est indivisible, quoique la chose ou le fait qui en est l'objet soit divisible par sa nature, si le rapport sous lequel elle est considérée dans l'obligation ne la rend pas susceptible d'exécution partielle.

1219. La solidarité stipulée ne donne point à l'obligation le caractère d'indivisibilité.

§ I. *Des effets de l'obligation divisible.*

1220. L'obligation qui est susceptible de division, doit être exécutée entre le créancier et le débiteur comme si elle était indivisible. La divisibilité n'a d'application qu'à l'égard de leurs héritiers, qui ne peuvent demander la dette ou qui ne sont tenus de la payer que pour les parts dont ils sont saisis ou dont ils sont tenus comme représentant le créancier ou le débiteur.

1221. Le principe établi dans l'article précédent reçoit exception à l'égard des héritiers du débiteur,

---

(*) La division d'une chose est *matérielle*, lorsqu'elle peut s'effectuer réellement en plusieurs parties. Elle est *intellectuelle* lorsqu'il y a impossibilité de faire cette division matériellement, sans destruction de la substance de la chose. Ainsi, par exemple, un cheval ne saurait être l'objet d'une division matérielle. On peut seulement évaluer l'utilité qu'il procure et en faire la répartition entre les ayants-droit.

1) Dans le cas où la dette est hypothécaire;

2) Lorsqu'elle est d'un corps certain;

3) Lorsqu'il s'agit de la dette alternative de choses au choix du créancier, dont l'une est indivisible;

4) Lorsque l'un des héritiers est chargé seul, par le titre, de l'exécution de l'obligation,

5) Lorsqu'il résulte, soit de la nature de l'engagement, soit de la chose qui en fait l'objet, soit de la fin qu'on s'est proposée dans le contrat, que l'intention des contractants a été que la dette ne pût s'acquitter partiellement.

Dans les trois premiers cas, l'héritier qui possède la chose due ou le fonds hypothéqué à la dette, peut être poursuivi pour le tout sur la chose due ou sur le fonds hypothéqué, sauf le recours contre ses cohéritiers. Dans le quatrième cas, l'héritier seul chargé de la dette, et dans le cinquième cas, chaque héritier peut aussi être poursuivi ponr le tout; sauf son recours contre ses cohéritiers.

§ II. *Des effets de l'obligation indivisible.*

1222. Chacun de ceux qui ont contracté conjointement une dette indivisible, en est tenu pour le total, encore que l'obligation n'ait pas été contractée solidairement.

1223. Il en est de même à l'égard des héritiers de celui qui a contracté une pareille obligation.

1224. Chaque héritier du créancier peut exiger en totalité l'exécution de l'obligation indivisible.

Il ne peut seul faire la remise de la totalité de la dette; il ne peut recevoir seul le prix au lieu de la chose. Si l'un des héritiers a seul remis la dette ou reçu le prix de la chose, son cohéritier ne peut demander la chose indivisible qu'en tenant compte de la portion du cohéritier qui a fait la remise ou qui a reçu le prix.

1225. L'héritier du débiteur, assigné pour la totalité de l'obligation, peut demander un délai pour mettre en cause ses cohéritiers, à moins que la dette ne soit de nature à ne pouvoir être acquittée que par l'héritier assigné, qui peut alors être condamné seul, sauf son recours en indemnité contre ses cohéritiers.

Отдѣленіе второе.

О прекращеніи и отмѣнѣ договоровъ.

SECTION VI.

Des obligations avec clauses pénales Voy. Св. Кн. IV Разд. II Гл. II: *о неустойкѣ.*

DE L'EXTINCTION DES OBLIGATIONS.

1234. Les obligations s'éteignent.

Par le paiement,

Par la novation,

Par la remise volontaire,

Par la compensation,

Par la confusion,

Par la perte de la chose,

Par la nullité ou la rescision,

Par l'effet de la condition résolutoire, qui a été expliquée au chapitre précédent,

Et par la prescription, qui fera l'objet d'un titre particulier.

SECTION PREMIÈRE.

Du paiement.

§ 1. *Du paiement en général.*

1235. Tout paiement suppose une dette: ce qui a été payé sans être dû, est sujet à répétition.

La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles (*) qui ont été volontairement acquittées.

1236. Une obligation peut être acquittée par toute personne qui y est intéressée, telle qu'un coobligé ou une caution.

L'obligation peut même être acquittée par un tiers qui n'y est point intéressé, pourvu que ce tiers agisse au nom et en l'acquit du débiteur, ou que, s'il agit en son nom propre, il ne soit pas subrogé aux droits du créancier.

1237. L'obligation de faire ne peut être acquittée par un tiers contre le gré du créancier, lorsque ce dernier a intérêt qu'elle soit remplie par le débiteur lui-même.

(*) Les *obligations naturelles* sont celles dont l'exécution ne peut être forcée par les lois, soit à cause du motif qui les a dictées, soit à cause de l'incapacité des personnes qui les ont contractées. Telles sont les obligations résultant d'une dette de *jeu*, celles qui auraient été contractées sans autorisation par un mineur.

1238. Pour payer valablement, il faut être propriétaire de la chose donnée en paiement, et capable de l'aliéner.

Néanmoins le paiement d'une somme en argent ou autre chose qui se consomme par l'usage, ne peut être répété contre le créancier qui l'a consommée de bonne foi, quoique le paiement en ait été fait par celui qui n'en était pas propriétaire ou qui n'était pas capable de l'aliéner.

1239. Le paiement doit être fait au créancier, ou à quelqu'un ayant pouvoir de lui, ou qui soit autorisé par justice ou par la loi à recevoir pour lui.

Le paiement fait à celui qui n'aurait pas pouvoir de recevoir pour le créancier, est valable, si celui-ci le ratifie, ou s'il en a profité.

1240. Le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, est valable, encore que le possesseur en soit par la suite évincé.

1241. Le paiement fait au créancier n'est point valable s'il était incapable de le recevoir, à moins que le débiteur ne prouve que la chose payée a tourné au profit du créancier.

1242. Le paiement fait par le débiteur à son créancier, au préjudice d'une saisie ou d'une opposition, n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants ou opposants: ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau, sauf, en ce cas seulement, son recours contre le créancier.

1243. Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande (*).

1244. Le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible.

Les juges peuvent néanmoins, en considération de la position du débiteur, et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, accorder des délais modérés pour le paiement, et surseoir à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état (**).

(*) Aux termes d'un décret du 1-er juillet 1809, le débiteur est autorisé à faire une retenue, sous le nom de *passe de sacs*, de 15 cent. pour les paiements en pièces d'argent de cinq cents francs et au dessus. Par un décret du 17 novembre 1852, ce droit a été réduit à 10 cent. Le décret du 18 août 1810 porte, art 2: La monnaie de cuivre et de billon de fabrication française ne pourra être employée dans les paiements, si ce n'est de gré à gré, que pour l'*appoint* de la pièce de cinq francs.

(**) C'est ce qu'on appelle, le *délai de grâce*, par opposition au délai de droit, fixé par la convention des parties ou par la loi.

1245. Le débiteur d'un corps certain et déterminé est libéré par la remise de la chose en l'état où elle se trouve lors de la livraison, pourvu que les détériorations qui y sont survenues ne viennent point de son fait ou de sa faute, ni de celle des personnes dont il est responsable, ou qu'avant ces détériorations il ne fût pas en demeure.

1246. Si la dette est d'une chose qui ne soit déterminée que par son espèce, le débiteur ne sera pas tenu, pour être libéré, de la donner de la meilleure espèce; mais il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

1247. Le paiement doit être exécuté dans le lieu désigné par la convention. Si le lieu n'y est pas désigné, le paiement, lorsqu'il s'agit d'un corps certain et déterminé, doit être fait dans le lieu où était, au temps de l'obligation, la chose qui en fait l'objet.

Hors ces deux cas, le paiement doit être fait au domicile du débiteur.

1248. Les frais du paiement sont à la charge du débiteur.

§ II. *Du paiement avec subrogation.*

1249. La subrogation dans les droits du créancier au profit d'une tierce personne qui le paie,est ou conventionnelle ou légale.

1250. Cette subrogation est conventionnelle,

1) Lorsque le créancier recevant son paiement d'une tierce personne la subroge dans ses droit, actions, priviléges ou hypothèques contre le débiteur: cette subrogation doit être expresse et faite en même temps que le paiement;

2) Lorsque le débiteur emprunte une somme à l'effet de payer sa dette, et de subroger le prêteur dans les droits du créancier. Il faut, pour que cette subrogation soit valable, que l'acte d'emprunt et la quittance soient passés devant notaires; que dans l'acte d'emprunt il soit déclaré que la somme a été empruntée pour faire le paiement, et que dans la quittance il soit déclaré que le paiement a été fait des deniers fournis à cet effet par le nouveau créancier. Cette subrogation s'opère sans le concours de la volonté du créancier.

1251. La subrogation a lieu de plein-droit,

1) Au profit de celui qui, étant lui-même créancier, paie un autre créancier qui lui est préférable à raison de ses priviléges ou hypothèques;

2) Au profit de l'acquéreur d'un immeuble, qui emploie le prix de son acquisition au paiement des créanciers auxquels cet héritage était hypothéqué;

3) Au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt de l'acquitter;

4) Au profit de l'héritier bénéficiaire qui a payé de ses deniers les dettes de la succession.

1252. La subrogation établie par les articles précédents a lieu tant contre les cautions que contre les débiteurs: elle ne peut nuire au créancier lorsqu'il n'a été payé qu'en partie; en ce cas, il peut exercer ses droits, pour ce qui lui reste dû, par préférence à celui dont il n'a reçu qu'un paiement partiel.

§ III. *De l'imputation des paiements.*

1253. Le débiteur de plusieurs dettes a le droit de déclarer, lorsqu'il paie, quelle dette il entend acquitter.

1254. Le débiteur d'une dette qui porte intérêt ou produit des arrérages, ne peut point, sans le consentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait sur le capital par préférence aux arrérages ou intérêts: le paiement fait sur le capital et intérêts, mais qui n'est point intégral, s'impute d'abord sur les intérêts.

1255. Lorsque le débiteur de diverses dettes a accepté une quittance par laquelle le créancier a imputé ce qu'il a reçu sur l'une de ces dettes spécialement, le débiteur ne peut plus demander l'imputation sur une dette différente, à moins qu'il n'y ait eu dol ou surprise de la part du créancier.

1256. Lorsque la quittance ne porte aucune imputation, le paiement doit être imputé sur la dette que le débiteur avait pour lors le plus d'intérêt d'acquitter entre celles qui sont pareillement échues; sinon, sur la dette échue, quoique moins onéreuse que celles qui ne le sont point.

Si les dettes sont d'égale nature, l'imputation se fait sur la plus ancienne(*) toutes choses égales, elle se fait proportionnellement.

§ IV. *Des offres de paiement, et de la consignation.*

1257. Lorsque le créancier refuse de recevoir son paiement, le débiteur peut lui faire des offres réelles (**) et, au refus du créancier de les accepter, consigner la somme ou la chose offerte.

Les offres réelles suivies d'une consignation libèrent le débiteur; elles tiennent lieu à son égard de paiement, lorsqu'elles sont valablement faites, et la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier.

1258. Pour que les offres réelles soient valables, il faut:

1) Qu'elles soient faites ou au créancier ayant la capacité de recevoir, ou à celui qui a pouvoir de recevoir pour lui;

(*) La *dette la plus ancienne* est celle qui est échue depuis plus longtemps, et non celle qui a été contractée la première.

(**) On entend par *offres réelles* l'exhibition effective, matérielle de la chose due, avec sommation au créancier de l'accepter; puis, et en cas de refus, dépôt dans le lieu indiqué par la loi: c'est-à-dire dans la caisse des dépôts et consignations.

2) Qu'elles soient faites par une personne capable de payer;

3) Qu'elles soient de la totalité de la somme exigible, des arrérages ou intérêts dus, des frais liquidés, et d'une somme pour les frais non liquidés, sauf à la parfaire;

4) Que le terme soit échu, s'il a été stipulé en faveur du créancier;

5) Que la condition sous laquelle la dette a été contractée soit arrivée;

6) Que les offres soient faites au lieu dont on est convenu pour le paiement, et que, s'il n'y a pas de convention spéciale sur le lieu du paiement, elles soient faites ou à la personne du créancier, ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention;

7) Que les offres soient faites par un officier ministériel ayant caractère pour ces sortes d'actes (*).

1259. Il n'est pas nécessaire, pour la validité de la consignation, qu'elle ait été autorisée par le juge: il suffit,

1) Qu'elle ait été précédée d'une sommation signifiée au créancier, et contenant l'indication du jour, de l'heure et du lieu où la chose offerte sera déposée;

2) Que le débiteur se soit dessaisi de la chose offerte, en la remettant dans le dépôt indiqué par la loi pour recevoir les consignations, avec les intérêts jusqu'au jour du dépôt;

3) Qu'il y ait eu procès-verbal dressé par l'officier ministériel, de la nature des espèces offertes, du refus qu'a fait le créancier de les recevoir, ou de sa non-comparution, et enfin du dépôt;

4) Qu'en cas de non-comparution de la part du créancier, le procès-verbal du dépôt lui ait été signifié avec sommation de retirer la chose déposée.

1260. Les frais des offres réelles et de la consignation sont à la charge du créancier, si elles sont valables.

1261. Tant que la consignation n'a point été acceptée par le créancier, le débiteur peut la retirer; et s'il la retire, ses codébiteurs ou ses cautions ne sont point libérés.

1262. Lorsque le débiteur a lui-même obtenu un jugement passé en force de chose jugée (**), qui a déclaré ses offres et sa consignation bonnes et valables, il ne peut plus, même du consentement du créancier, retirer sa consignation au préjudice de ses codébiteurs ou de ses cautions.

(*) Les avoués et huissiers sont des *officiers ministériels*.

(**) Un jugement est passé en *force de chose jugée* lorsqu'on a épuisé toutes les voies ordinaires autorisées par la loi pour l'attaquer, ou lorsque ce jugement (ou arrêt) est devenu inattaquable par suite de l'expiration des délais accordés pour le faire réformer (C. p. 443, s).

1263. Le créancier qui a consenti que le débiteur retirât sa consignation après qu'elle a été déclarée valable par un jugement qui a acquis force de chose jugée, ne peut plus pour le paiement de sa créance exercer les privilèges ou hypothèques qui y étaient attachés: il n'a plus d'hypothèque que du jour où l'acte par lequel il a consenti qne la consignaton fût retirée aura été revêtu des formes requises pour emporter l'hypothèque.

1264. Si la chose due est un corps certain qui doit être livré au lieu où il se trouve, le débiteur doit faire sommation au créancier de l'enlever, par acte notifié à sa personne ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention. Cette sommation faite, si le créancier n'enlève pas la chose, et que le débiteur ait besoin du lieu dans lequel elle est placée, celui-ci pourra obtenir de la justice la permission de la mettre en dépôt dans quelque autre lieu.

§ V. *De la cession de biens.*

1265. La cession de biens est l'abandon qu'un débiteur fait de tous ses biens à ses créanciers, lorsqu'il se trouve hors d'état de payer ses dettes.

1266. La cession de biens est volontaire ou judiciaire.

1267. La cession de biens volontaire est celle que les créanciers acceptent volontairement, et qui n'a d'effet que celui résultant des stipulations mêmes du contrat passé entre eux et le débiteur.

1268. La cession judiciaire est un bénéfice que la loi accorde au débiteur malheureux et de bonne foi, auquel il est permis, pour avoir la liberté de sa personne, de faire en justice l'abandon de tous ses biens à ses créanciers, nonobstant toute stipulation contraire.

1269. La cession judiciaire ne confère point la propriété aux créanciers; elle leur donne seulement le droit de faire vendre les biens à leur profit, et d'en percevoir les revenus jusqu'à la vente.

1270. Les créanciers ne peuvent refuser la cession judiciaire, si ce n'est dans les cas exceptés par la loi.

Elle opère la décharge de la contrainte par corps.

Au surplus, elle ne libère le débiteur que jusqu'à concurrence de la valeur des biens abandonnés; et dans le cas où ils auraient été insuffisants, s'il lui en survient d'autres, il est obligé de les abandonner jusqu'au parfait paiement.

SECTION II.

De la novation.

1271. La novation s'opère de trois manières:

1) Lorsque le débiteur contracte envers son créancier une nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte;

2) Lorsqu'un nouveau débiteur est substituée à l'ancien qui est déchargé par le créancier;

3) Lorsque, par l'effet d'un nouvel engagement, un nouveau créancier est substitué à l'ancien, envers lequel le débiteur se trouve déchargé.

1272. La novation ne peut s'opérer qu'entre personnes capables de contracter.

1273. La novation ne se présume point; il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte.

1274. La novation par la substitution d'un nouveau débiteur, peut s'opérer sans le concours du premier débiteur.

1275. La délégation par laquelle un débiteur donne au créancier un autre débiteur qui s'oblige envers le créancier, n'opère point de novation, si le créancier n'a expressément déclaré qu'il entendait décharger son débiteur qui a fait la délégation.

1276. Le créancier qui a déchargé le débiteur par qui a été faite la délégation, n'a point de recours contre ce débiteur, si le délégué devient insolvable, à moins que l'acte n'en contienne une réserve expresse, ou que le délégué ne fût déjà en faillite ouverte, ou tombé en déconfiture au moment de la délégation (*).

1277. La simple indication faite par le débiteur, d'une personne qui doit payer à sa place, n'opère point novation.

Il en est de même de la simple indication faite par le créancier, d'une personne qui doit recevoir pour lui.

1278. Les priviléges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est substituée, à moins que le créancier ne les ait expressement réservés.

1279. Lorsque la novation s'opère par la substitution d'un nouveau débiteur, les priviléges et hypothèques primitifs de la créance ne peuvent point passer sur les biens du nouveau débiteur.

1280. Lorsque la novation s'opère entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les priviléges et hypothèques de l'ancienne créance ne peuvent être réservés que sur les biens de celui qui contracte la nouvelle dette.

(*) La *déconfiture* est l'état d'insolvabilité d'un individu non commerçant, quelle que soit la cause qui l'ait produite. La déconfiture diffère de la faillite sous des rapports essentiels: 1) la faillite ne peut s'appliquer qu'aux commerçants de profession; 2) elle ne suppose pas toujours l'insolvabilité; tandis qu'à l'inverse, c'est l'insolvabilité même qui constitue la déconfiture.

1545. Договаривающіяся стороны могутъ уничтожить договоръ по обоюдному согласію во всякое время; но въ договорѣ, заключенномъ съ казною, если бы польза обѣихъ сторонъ требовала остановить дѣйствіе договора и обѣ стороны были бы на то согласны, исполненіе сего не можетъ имѣть мѣста безъ разрѣшенія высшаго начальства.

1546. Изъ сего (ст. 1545) изъемлются условія, подписки и тому подобныя обязательства, дѣлаемыя съ казною безъ торговъ на различныя мелочныя надобности: въ случаѣ взаимнаго согласія, дѣйствіе ихъ можетъ быть прекращаемо и безъ представленія высшему начальству.

1547. Если сторона, имѣющая по договору право требовать исполненія отступится добровольно отъ своего права въ цѣломъ договорѣ или въ части, тогда дѣйствіе договора въ цѣломъ его составѣ или части прекращается. Но уступка сія недѣйствительна, если она учинена во вредъ третьему лицу.

1281. Par la novation faite entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les codébiteurs sont libérés.

La novation opérée à l'égard du débiteur principal libère les cautions.

Néanmoins, si le créancier a exigé, dans le premier cas, l'accession des codébiteurs, ou, dans le second, celle des cautions, l'ancienne créance subsiste, si les codébiteurs ou les cautions refusent d'accéder au nouvel arrangement.

SECTION III.

De la remise de la dette.

1282. La remise volontaire du titre original sous signature privée, par le créancier au débiteur, fait preuve de la libération.

1283. La remise volontaire de la grosse du titre (*) fait présumer la remise de la dette ou le paiement, sans préjudice de la preuve contraire.

1284. La remise du titre original sous signature privée. ou de la grosse du titre, à l'un des débiteurs solidaires, a le même effet au profit de ses codébiteurs.

1285. La remise ou décharge conventionnelle au profit de l'un des codébiteurs solidaires, libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers.

Dans ce dernier cas, il ne peut plus répéter la dette que déduction faite de la part de celui auquel il fait la remise.

1286. La remise de la chose donnée en nantissement ne suffit point pour faire présumer la remise de la dette.

1287. La remise ou décharge conventionnelle accordée au débiteur principal libère les cautions.

Celle accordée à la caution ne libère pas le débiteur principal;

Celle accordée à l'une des cautions ne libère pas les autres.

1288. Ce que le créancier a reçu d'une caution pour la décharge de son cautionnement, doit être imputé sur la dette, et tourner à la décharge du débiteur principal et des autres cautions.

SECTION IV.

De la compensation.

1289. Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il s'opère entre elles une compensation qui éteint les deux dettes, de la manière et dans les cas ci-après exprimés.

(*) La *grosse* est la copie textuelle du titre, délivrée par le notaire, en forme exécutoire, sur la minute, laquelle doit rester dans son étude.

1290. La compensation s'opère de plein droit par la seule force de la loi, même à l'insu des débiteurs; les deux dettes s'éteignent réciproquement, à l'instant où elles se trouvent exister à la fois, jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives.

1291. La compensation n'a lieu qu'entre deux dettes qui ont également pour objet une somme d'argent, ou une certaine quantité de choses fongibles (*) de la même espèce et qui sont également liquides et exigibles.

Les prestations en grains ou denrées, non contestées, et dont le prix est réglé par les mercuriales (**), peuvent se compenser avec des sommes liquides et exigibles.

1292. Le terme de grâce n'est point un obstacle à la compensation.

1293. La compensation a lieu, quelles que soient les causes de l'une ou l'autre des dettes, excepté dans le cas,

1) De la demande en restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé;

2) De la demande en restitution d'un dépôt et du prêt à usage;

3) D'une dette qui a pour cause des aliments déclarés insaisissables.

1294. La caution peut opposer la compensation de ce que le créancier doit au débiteur principal;

Mais le débiteur principal ne peut opposer la compensation de ce que le créancier doit à la caution.

Le débiteur solidaire ne peut pareillement opposer la compensation de ce que le créancier doit à son codébiteur.

1295. Le débiteur qui a accepté purement et simplement la cession qu'un créancier a faite de ses droits à un tiers, ne peut plus opposer au cessionnaire la compensation qu'il eût pu, avant l'acceptation, opposer au cédant.

A l'égard de la cession qui n'a point été acceptée par le débiteur, mais qui lui a été signifiée, elle n'empêche que la compensation des créances postérieures à cette notification.

1296. Lorsque les deux dettes ne sont pas payables au même lieu, on n'en peut opposer la compensation qu'en faisant raison des frais de la remise. C. 1247.

(*) Les choses sont *fongibles* quand elles peuvent être parfaitement remplacées par d'autres choses de même nature, qualité quantité et valeur: *una fungitur vice alterius*. En général, les choses fongibles sont meubles,et se consomment par le premier usage qu'on en fait, comme l'argent, les grains, les liqueurs, etc. (Voy. C. Civ. 587).

(**) On donne la dénomination de *mercuriales* aux prix courants des denrées comestibles, tels qu'ils ont été dressés sur des registres à ce destinés, par l'autorité municipale à la fin de chaque marché et d'après la libre concurrence de la vente.

1297. Lorsqu'il y a plusieurs dettes compensables dues par la même personne, on suit, pour la compensation, les règles établies pour l'imputation par l'article 1256.

1298. La compensation n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à un tiers. Ainsi celui qui, étant débiteur, est devenu créancier depuis la saisie-arrêt faite par un tiers entre ses mains, ne peut, au préjudice du saisissant, opposer la compensation.

1299. Celui qui a payé une dette qui était, de droit, éteinte par la compensation, ne peut plus, en exerçant la créance dont il n'a point opposé la compensation, se prévaloir, au préjudice des tiers, des priviléges ou hypothèques qui y étaient attachés, à moins qu'il n'ait eu une juste cause d'ignorer la créance qui devait compenser sa dette.

SECTION V.

De la confusion.

1300. Lorsque les qualités de créancier et de débiteur se réunissent dans la même personne, il se fait une confusion de droit qui éteint les deux créances.

1301. La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal, profite à ses cautions;

Celle qui s'opère dans la personne de la caution, n'entraîne point l'extinction de l'obligation principale;

Celle qui s'opère dans la personne du créancier, ne profite à ses codébiteurs solidaires que pour la portion dont il était débiteur.

SECTION VI.

De la perte de la chose due.

1302. Lorsque le corps certain et déterminé qui était l'objet de l'obligation, vient à périr, est mis hors du commerce, ou se perd de manière qu'on en ignore absolument l'existence, l'obligation est éteinte si la chose a péri ou a été perdue sans la faute du débiteur et avant qu'il fût en demeure.

Lors même que le débiteur est en demeure, et s'il ne s'est pas chargé des cas fortuits, l'obligation est éteinte dans le cas où la chose fût également périe chez le créancier si elle lui eût été livrée.

Le débiteur est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue.

De quelque manière que la chose volée ait péri ou ait été perdue, sa perte ne dispense pas celui qui l'a soustraite de la restitution du prix.

1303. Lorsque la chose est périe, mise hors du commerce ou perdue, sans la faute du débiteur, il est tenu, s'il y a quelques droits ou actions en indemnité par rapport à cette chose, de les céder à son créancier.

SECTION VII.

De l'action en nullité ou en rescision des conventions.

1304. Dans tous les cas où l'action en nullité ou en rescision d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure dix ans. C. 1101, 1134, 1234, 1305 s., 2219.

Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts; et pour les actes passés par les femmes mariées non autorisées, du jour de la dissolution du mariage.

Le temps ne court, à l'égard des actes faits par les interdits, que du jour où l'interdiction est levée; et à l'égard de ceux faits par les mineurs, que du jour de la majorité.

1305. La simple lésion donne lieu à la rescision en faveur du mineur non émancipé, contre toutes sortes de conventions; et en faveur du mineur émancipé, contre toutes conventions qui excèdent les bornes de sa capacité, ainsi qu'elle est déterminée au titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation.

1306. Le mineur n'est pas restituable pour cause de lésion, lorsqu'elle ne résulte que d'un évènement casuel et imprévu. C. 1148, 1169, 1305.

1307. La simple déclaration de majorité, faite par le mineur, ne fait point obstacle à sa restitution.

1308. Le mineur commerçant, banquier ou artisan, n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris à raison de son commerce ou de son art.

1309. Le mineur n'est point restituable contre les conventions portées en son contrat de mariage, lorsqu'elles ont été faites avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement est requis pour la validité de son mariage.

1310. Il n'est point restituable contre les obligations résultant de son délit ou quasi-délit (*).

1311. Il n'est plus recevable à revenir contre l'engagement qu'il avait souscrit en minorité; lorsqu'il l'a ratifié en majorité, soit que cet engagement fût nul en sa forme, soit qu'il fût seulement sujet à restitution.

(*) Le *délit* est toute action que la loi défend et frappe d'une peine. Les *quasi-délits* sont les faits qui causent du dommage à autrui, mais qui, n'ayant pas été prévus par la loi pénale, ne soumettent leurs auteurs qu'à la responsabilité civile consacrée par l'art. 1382 du Code.

1548. Если нѣсколько лицъ приняли на себя обязательство по одному и тому же договору; но не постановивъ, что, при неисполненіи договора, отвѣтствуетъ каждый за всѣхъ и всѣ за каждаго, и если одни изъ нихъ исполнили, а другіе не исполнили своего обязательства: то имѣющій право требовать исполненія по договору, долженъ съ симъ обратиться не ко всѣмъ вступившимъ въ обязательство, а къ тѣмъ токмо, которые не исполнили его.

1549. Договоръ прекращается, если отъ срока, назначеннаго для окончательнаго его дѣйствія, протекла десятилѣтняя давность и договоръ не былъ представленъ ко взысканію, или когда не было по оному хожденія въ присутственныхъ мѣстахъ въ теченіи десяти лѣтъ со времени предъявленія ко взысканію.

1550. Въ тѣхъ случаяхъ, когда должникъ уплачиваетъ часть долга, а контрагентъ выполняетъ часть принятой на себя обязанности и послѣ назначенныхъ сроковъ, подтверждая тѣмъ дѣйствительность выданныхъ обязательствъ, началомъ давности считается первый день послѣ того, въ который сдѣлана позднѣйшая уплата, или выполненіе обязанности, если притомъ будутъ доказательства, что уплата или выполненіе обязанности произведены дѣйствительно до истеченія давности.

1551. Договоры, явочнымъ порядкомъ совершенные, когда будутъ продержаны въ безгласности безъ представленія ихъ ко взысканію по истеченіи срока долѣе одного года, а счеты, подписанные должникомъ, долѣе шести мѣсяцевъ отъ ихъ подписанія, хотя и не теряютъ чрезъ то своей силы, но въ случаѣ несостоятельности обязавшагося лица, истецъ лишается равнаго съ другими, соблюдшими тѣ сроки, удовлетворенія, а получаетъ таковое на основаніе правилъ, изъясненныхъ ниже въ главѣ V раздѣла III сей книги.

1312. Lorsque les mineurs, les interdits ou les femmes mariées sont admis, en ces qualités, à se faire restituer contre leurs engagements, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces engagements, payé pendant la minorité, l'interdiction ou le mariage, ne peut en être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourné à leur profit.

1313. Les majeurs ne sont restitués pour cause de lésion que dans les cas et sous les conditions spécialement exprimés dans le présent Code.

1314. Lorsque les formalités requises à l'égard des mineurs ou des interdits, soit pour aliénation d'immeubles, soit dans un partage de succession, ont été remplies, ils sont, relativement à ces actes, considérés comme s'ils les avaient faits en majorité ou avant l'interdiction.

1134. Les obligations s'éteignent par la prescription. Voy. **Кн. II, Разд. II, Гл. IV** *о правѣ земской давности.*

1552. Если на мѣщанина или цеховаго, которому настаетъ очередь къ исправленію рекрутской повинности, войдутъ или прежде вошли долговыя требованія по договорамъ или обязательствамъ: то, не принимая ихъ въ уваженіе, такой мѣщанинъ или цеховой отдается въ военную службу, о долгахъ же производится законное разсмотрѣніе, и буде оные признаются справедливыми, а не удовлетвореніе ихъ имущества поступившаго въ рекруты недостаточно, то дается отъ общества за него на платежъ сихъ долговъ тридцать рублей серебромъ, чѣмъ всѣ требованія считаются прекращенными.

1553. Съ лишеніемъ по суду всѣхъ правъ состоянія, всѣ личныя обязательства осужденнаго прекращаются; но обязательства его по имуществамъ переходятъ на его наслѣдниковъ соразмѣрно полученному наслѣдству, если они отъ онаго вовсе не отказались.

РАЗДѢЛЪ ВТОРОЙ.

О ОБЕЗПЕЧЕНІИ ДОГОВОРОВЪ И ОБЯЗАТЕЛЬСТВЪ ВООБЩЕ.

1554. Договоры и обязательства по обоюдному согласію могутъ быть укрѣпляемы и обезпечиваемы: 1) поручительствомъ; 2) условіемъ неустойки; 3) залогомъ имуществъ недвижимыхъ; 4) закладомъ имуществъ движимыхъ.

Примѣчаніе 1. Въ губерніяхъ Витебской и Могилевской, обезпеченіе обязательствъ, до 1 Марта 1831 года законнымъ порядкомъ посредствомъ внесенія въ актовыя книги совершенныхъ, остается безъ всякаго измѣненія, на прежнемъ основаніи; обезпеченіе же обязательствъ, заключенныхъ съ 1 Марта 1831 года, подчиняется правиламъ въ Законахъ Гражданскихъ постановленнымъ. Сообразно сему денежные капиталы духовныхъ установленій и малолѣтныхъ, равно какъ и назначаемые въ приданое, требующіе особаго по закону обезпеченія, хотя и могутъ быть отдаваемы заимообразно частнымъ лицамъ подъ вѣрные залоги, однако не иначе, какъ съ тѣмъ, чтобы вмѣсто обезпечительныхъ (ипотечныхъ) записей совершаемы были закладныя на основаніи сего Свода. Дѣйствіе сихъ правилъ распространяется въ полной мѣрѣ и на губерніи: Кіевскую, Подольскую, Волынскую, Минскую, Виленскую, Гродненскую и Ковенскую; по срокомъ для вступленія въ силу общихъ законовъ Имперіи касательно обезпеченія обязательствъ долженъ считаться въ сихъ губерніяхъ день обнародованія на мѣстѣ указа 25 Іюня 1840 года.

Примѣчаніе 2. Въ слѣдствіе отмѣнены въ губерніяхъ Западныхъ дѣйствія особенныхъ мѣстныхъ узаконеній, постановлены 29 Апрѣля 1842 года нѣкоторыя правила относительно дѣйствія и прекращенія тѣхъ *заставныхъ* договоровъ, которые были совершены до воспослѣдованія той отмѣны и которые, слѣдовательно, и послѣ изданія Высочайшаго указа 25 Іюня 1840 года (13591, о введеніи въ Западныхъ губерніяхъ общихъ законовъ Имперіи, могутъ еще, до извѣстнаго времени, законно продолжаться. Правила сіи изложены въ приложеніи къ сему примѣчанію.

Примѣчаніе 3. О прекращеніи *традицій* существовавшихъ въ губерніяхъ Бѣлорусскихъ и Западныхъ, если оныя продолжались еще въ 1840 году, постановлены были въ 1845 году Мая 30 особыя правила, въ поясненіе и пополненіе приложенія къ статьѣ 70 Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

ГЛАВА ПЕРВАЯ

О поручительствѣ.

Отдѣленіе первое.

О поручительствѣ по договорамъ и обязательствамъ между частными лицами.

1555. Въ поручительство могутъ вступать всѣ тѣ лица, кои въ правѣ обязываться договорами вообще.

1556. Поручительство можетъ быть принято: 1) въ части долга, или 2) во всей онаго суммѣ. Если въ подписи о поручительствѣ не изъяснено именно, что оно принимается въ части долга и въ какой именно, то поручитель отвѣтствуетъ во всей суммѣ.

1557. Поручительство можетъ быть сдѣлано или токмо *въ платежѣ суммы*, или вмѣстѣ съ тѣмъ и въ платежѣ ея *на срокъ;* тотъ или другой видъ поручительства долженъ быть съ точностію означенъ въ самой подписи поручителя (ст. 1562).

DU CAUTIONNEMENT.

CHAPITRE PREMIER.

De la nature et de l'étendue du cautionnement.

2011. Celui qui si rend caution d'une obligation, se soumet envers le créancier à satisfaire à cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.

2012. Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable. C. 1108.

On peut néanmois cautionner une obligation, encore qu'elle pût être annulée par une exception purement personnelle à l'obligé; par exemple, dans le cas de minorité.

2013. Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur, ni être contracté sous des conditions plus onéreuses.

Il peut être contracté pour une partie de la dette seulement, et sous des conditions moins onéreuses.

Le cautionnement qui excède la dette, ou qui est contracté sous des conditions plus onéreuses, n'est point nul: il est seulement réductible à la mesure de l'obligation principale.

2014. On peut se rendre caution sans ordre de celui pour lequel on s'oblige, et même à son insu.

On peut aussi se rendre caution, non-seulement du débiteur principal, mais encore de celui qui l'a cautionné (*).

2015. Le cautionnement ne se présume point; il doit être exprès, et on ne peut pas l'étendre au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté.

(*) Celui qui répond ainsi de la solvabilité d'une caution se nomme *certificateur de caution.*

1558. Если поручительство въ платежѣ суммы дано простое, т. е. *не на срокъ* (ст. 1557), то поручитель отвѣтствуетъ за долгъ только тогда, когда все имущество признаннаго несостоятельнымъ должника будетъ подвергнуто продажѣ, вырученныя за оное деньги распредѣлены между заимодавцами по установленному въ законѣ порядку, и за тѣмъ окажется, что суммы сихъ денегъ не довольно для удовлетворенія того долга, по коему дано поручительство. При семъ имѣютъ быть соблюдаемы слѣдующія правила:

1) Когда наступитъ срокъ платежу долговаго обязательства въ коемъ дано поручительство не на срокъ, заимодавецъ, буде онъ не получитъ тогда же удовлетворенія отъ должника своего, сообщаетъ о томъ поручителю, спрашивая: не согласенъ ли онъ учинить немедленно сей платежъ вмѣсто должника; если поручитель не изъявитъ на сіе готовности,

2016. Le cautionnement indéfini d'une obligation principale s'étend à tous les accessoires de la dette, même aux frais de la première demande, et à tous ceux postérieurs à la dénonciation qui en est faite à la caution.

2017. Les engagements des cautions passent, à leurs héritiers, à l'exception de la contrainte par corps, si l'engagement était tel que la caution y fût obligée.

2018. Le débiteur obligé à fournir une caution doit en présenter une qui ait la capacité de contracter, qui ait un bien suffisant pour répondre de l'objet de l'obligation, et dont le domicile soit dans le ressort de la cour impériale où elle doit être donnée.

2019. La solvabilité d'une caution ne s'estime qu'en égard à ses propriétés foncières, excepté en matière de commerce, ou lorsque la dette est modique.

On n'a point égard aux immeubles litigieux, ou dont la discussion deviendrait trop difficile par l'éloignement de leur situation.

2020. Lorsque la caution reçue par le créancier, volontairement ou en justice, est ensuite devenue insolvable, il doit en être donné une autre.

Cette règle reçoit exception dans le cas seulement où la caution n'a été donnée qu'en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne pour caution.

CHAPITRE II.

DE L'EFFET DU CAUTIONNEMENT.

SECTION PREMIÈRE.

De l'effet du cautionnement entre le créancier et la caution.

то заимодавецъ имѣетъ право просить о наложеніи запрещенія на имѣніе поручителя для обезпеченія своего иска на случай несостоятельности должника. Заимодавцу предоставляется также право требовать отъ поручителя вознагражденія за всѣ убытки и расходы, которые будутъ понесены имъ при взысканіи съ должника по обязательству, въ коемъ онъ былъ порукою.

2) Поручитель не на срокъ можетъ, если признаетъ за благо, по наступленіи срока исполненія обязательства, заплатить заимодавцу сумму долга, въ коемъ онъ поручился, и за тѣмъ, на общемъ основаніи, взыскивать оную съ должника и участвовать въ могущемъ быть по долгамъ его конкурсѣ, наравнѣ съ другими кредиторами.

3) Поручитель удовлетворившій кредитора, имѣетъ право требовать отъ должника вознагражденія за понесенные имъ отъ того убытки, а равно и слѣдующіе ему съ заплаченной за него суммы денегъ проценты.

4) Если заимодавецъ отсрочитъ, по желанію должника, исполненіе обязательства, по коему было поручительство, безъ согласія на то поручителя, или же въ продолженіи шести мѣсяцевъ со дня наступленія срока платежу, не начнетъ взысканія по сему обязательству, то поручитель освобождается отъ всякой по оному отвѣтственности.

5) Когда въ исполненіи одного и того же обязательства поручились не одно, а нѣсколько лицъ въ совокупности и должникъ окажется несостоятельнымъ, то взыскивается съ каждаго поручителя только та часть долга, которая по числу поручившихся лицъ причтется на долю его; въ случаѣ же несостоятельности одного или нѣсколькихъ изъ поручителей, часть долга, по разсчету на несостоятельнаго поручителя упадающая, распредѣляется между прочими.

1559. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, поручитель, даже и въ случаѣ, когда самъ должникъ не признанъ несостоятельнымъ, не имѣетъ права отказываться отъ платежа, ссылаясь на должника, ежели онъ въ поручительствѣ обязался, въ случаѣ неисполненія на срокъ обязательства должникомъ, принять на себя удовлетвореніе. Поручитель, удовлетворившій по обязательству, а равно и наслѣдники его, вступаютъ во всѣ права заимодавца, и могутъ въ семъ качествѣ отыскивать прямо удовлетворенія съ должника.

1560. Если поручительство дано на срокъ (ст. 1557), то поручитель отвѣтствуетъ во всемъ капиталѣ и слѣдующихъ на оный процентахъ точно такъ же, какъ и самый должникъ, коль скоро сей послѣдній въ срокъ не заплатилъ; но онъ отвѣтствуетъ токмо тогда, когда обязательство не далѣе, какъ въ мѣсяцъ, представлено будетъ куда надлежитъ, ко взысканію; въ противномъ случаѣ поручитель освобождается отъ платежа по обязательству какъ процентовъ, такъ и самаго капитала.

1561. Поручитель, заплатя долгъ по обязательству, участвуетъ въ конкурсной массѣ, какъ обыкновенный кредиторъ, и удовлетворяется по соразмѣрности съ прочими.

2021. La caution n'est obligée envers le créancier à le payer qu'à défaut du débiteur, qui doit être préalablement discuté dans ses biens, à moins que la caution n'ait renoncé au bénéfice de discussion, ou à moins qu'elle ne se soit obligée solidairement avec le débiteur; auquel cas l'effet de son engagement se règle par les principes qui ont été établis pour les dettes solidaires.

2022. Le créancier n'est obligé de discuter le débiteur principal que lorsque la caution le requiert, sur les premières poursuites dirigées contre elle.

2023. La caution qui requiert la discussion, doit indiquer au créancier les biens du débiteur principal, et avancer les deniers suffisants pour faire la discussion.

Elle ne doit indiquer ni des biens du débiteur principal situés hors de l'arrondissement de la cour impériale du lieu où le paiement doit être fait, ni des biens litigieux, ni ceux hypothéqués à la dette qui ne sont plus en la possession du débiteur.

2024. Toutes les fois que la caution a fait l'indication de biens autorisée par l'article précédent, et qu'elle a fourni les deniers suffisants pour la discussion, le créancier est, jusqu'à concurrence des biens indiqués, responsable, à l'égard de la caution, de l'insolvabilité du débiteur principal survenue par le défaut de poursuites.

2025. Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions d'un même débiteur pour une même dette, elles sont obligées chacune à toute la dette.

2026. Néanmoins chacune d'elles peut, à moins qu'elle n'ait renoncé au bénéfice de division, exiger que le créancier divise préalablement son action, et la réduise à la part et portion de chaque caution.

Lorsque, dans le temps où une des cautions a fait prononcer la division, il y en avait d'insolvables, cette caution est tenue proportionnellement de ces insolvabilités; mais elle ne peut plus être recherchée à raison des insolvabilités survenues depuis la division.

2027. Si le créancier a divisé lui-même et volontairement son action, il ne peut revenir contre cette division, quoiqu'il y eût, même antérieurement au temps où il l'a ainsi consentie, des cautions insolvables.

SECTION II.

De l'effet du cautionnement entre le débiteur et la caution.

2028. La caution qui a payé, a son recours contre le débiteur principal, soit que le cautionnement ait été donné au su ou à l'insu du débiteur.

1562. Поручительство совершается собственноручною подписью поручителя на обязательствѣ послѣ рукоприкладства должника. Въ сей подписи должны быть изъяснены всѣ условія поручительства, то есть принимается ли оно въ части, во всей суммѣ (ст. 1556), на срокъ, или въ платежѣ безъ срока (ст. 1557). При представленіи къ явкѣ актовъ съ такимъ поручительствомъ требуется сознаніе дѣйствительности оныхъ отъ самихъ поручителей. За поручителя, неумѣющаго грамотѣ, подписывается тотъ, кому онъ въ томъ вѣритъ; но при представленіи къ явкѣ акта, подписаннаго, за поручителя, другимъ лицомъ, подпись должна быть предварительно засвидѣтельствована въ ея подлинности мѣстною полиціею.

Ce recours a lieu tant pour le principal que pour les intérêts et les frais; néanmoins la caution n'a de recours que pour les frais par elle faits depuis qu'elle a dénoncé au débiteur principal les poursuites dirigées contre elle.

Elle a aussi recours pour les dommages et intérêts, s'il y a lieu.

2029. La caution qui a payé la dette, est subrogée à tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur.

2030. Lorsqu'il y avait plusieurs débiteurs principaux solidaires d'une même dette, la caution qui les a tous cautionnés, a, contre chacun d'eux, le recours pour la répétition du total de ce qu'elle a payé.

2031. La caution qui a payé une première fois, n'a point de recours contre le débiteur principal qui a payé une seconde fois, lorsqu'elle ne l'a point averti du paiement par elle fait; sauf son action en répétition contre le créancier.

Lorsque la caution aura payé sans être poursuivie et sans avoir averti le débiteur principal, elle n'aura point de recours contre lui dans le cas où, au moment du paiement, ce débiteur aurait eu des moyens pour faire déclarer la dette éteinte; sauf son action en répétition contre le créancier.

2032. La caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur, pour être par lui indemnisée,

1) Lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement;

2) Lorsque le débiteur a fait faillite, ou est en déconfiture;

3) Lorsque le débiteur s'est obligé de lui rapporter sa décharge dans un certain temps;

4) Lorsque la dette est devenue exigible par l'échéance du terme sous lequel elle avait été contractée;

5) Au bout de dix années, lorsque l'obligation principale n'a point de terme fixe d'échéance, à moins que l'obligation principale, telle qu'une tutelle, ne soit pas de nature à pouvoir être éteinte avant un temps déterminé.

Отдѣленіе второе.

Особенныя правила о поручительствѣ по договорамъ съ казною.

1563. По обязательствамъ съ казною поручительство допускается при подрядахъ и поставкахъ вмѣсто залоговъ въ слѣдующихъ случаяхъ:

1) Когда дворянство принимаетъ на себя продовольствіе войскъ цѣлымъ сословіемъ губерніи, или одного или нѣсколькихъ уѣздовъ, и уполномочіе въ данныхъ на сіе довѣренностяхъ подписано будетъ двумя третями помѣщиковъ той губерніи или того уѣзда, съ точнымъ опредѣле-

SECTION III.

De l'effet du cautionnement entre les cofidéjusseurs.

2033. Lorsque plusieurs personnes ont cautionné un même débiteur pour une même dette, la caution qui a acquitté la dette, a recours contre les autres cautions, chacune pour sa part et portion;

Mais ce recours n'a lieu que lorsque la caution a payé dans l'un des cas énoncés en l'article précédent.

CHAPITRE III.

De l'extinction du cautionnement.

2034. L'obligation qui résulte du cautionnement, s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations.

2035. La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal et de sa caution, lorsqu'ils deviennent héritiers l'un de l'autre, n'éteint point l'action du créancier contre celui qui s'est rendu caution de la caution.

2036. La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal, et qui sont inhérentes à la dette;

Mais elle ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur.

2037. La caution est déchargée, lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier, ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution.

2038. L'acceptation volontaire que le créancier a faite d'un immeuble ou d'un effet quelconque en paiement de la dette principale, décharge la caution, encore que le créancier vienne à en être évincé.

2039. La simple prorogation de terme, accordée par le créancier au débiteur principal, ne décharge point la caution, qui peut, en ce cas, poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement.

ніемъ, до какой суммы дѣлается отъ нихъ уполномоченному довѣріе. Отвѣтственность при неисполненіи обязательствъ сего рода упадаетъ токмо на подписавшихъ довѣренности помѣщиковъ.

2) Когда купцы, принимая на себя подряды вообще военнаго вѣдомства, представятъ поручительство трехъ лицъ, состоящихъ въ высшей или въ одинакой съ ними гильдіи, на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Сводѣ Военныхъ Постановленій.

3) Когда крестьяне казенныхъ вѣдомствъ вступаютъ въ подряды на содержаніе почтовыхъ станцій за общественнымъ поручительствомъ, но при семъ требуется, чтобы сумма подряда была всегда соразмѣрна числу лицъ, такое поручительство подписавшихъ, т. е. чтобы на каждое ручающееся лице причиталось, сообразно размѣру въ слѣдующей 1564 статьѣ постановленному, для вступленія въ подрядъ артелями, не болѣе сорока пяти рублей.

4) Когда мѣщанскія и крестьянскія общества казеннаго вѣдомства принимаютъ на себя какія либо мѣстныя работы или поставки, крестьянскій промыселъ составляющія: то обезпеченіе исправности оныхъ утверждается на круговомъ ручательствѣ, подобно тому, какъ и содержаніе почтовыхъ станцій.

5) Когда помѣщичьи крестьяне, приступая къ торгамъ на содержаніе почтовыхъ станцій и къ мѣстнымъ подрядамъ или поставкамъ, представятъ свидѣтельства о согласіи на то ихъ помѣщиковъ, подписанныя самими помѣщиками или уполномоченными управителями деревень ихъ, съ означеніемъ числа артели, принимающей на себя поставку, и вѣрность упомянутой подписи будетъ засвидѣтельствована тѣмъ ближайшимъ земскимъ начальствомъ, въ вѣдомствѣ коего состоятъ крестьяне по мѣсту своего жительства, и когда чрезъ таковыя свидѣтельства помѣщики дадутъ за нихъ ручательство. Къ мѣстнымъ работамъ и поставкамъ допускаются помѣщичьи крестьяне, за ручательствомъ помѣщиковъ ихъ, и изъ тѣхъ имѣній, кои состоятъ въ залогѣ кредитныхъ установленій. Но при семъ должно быть соблюдаемо правило о порядкѣ составленія узаконеннаго денежнаго залога, изложенное ниже въ статьѣ 1784 сего Свода.

Примѣчаніе. Подпись помѣщика на ихъ дозволительныхъ видахъ свидѣтельствуется полиціею того мѣста, гдѣ онъ пребываніе свое или жительство имѣетъ; но подпись управляющихъ имѣніемъ свидѣтельствуется всегда тою полиціею, въ вѣдомствѣ коей состоитъ самое имѣніе.

1561. Круговыя ручательства мѣщанъ и крестьянъ для вступленія въ подряды должны быть выдаваемы, свидѣтельствуемы и принимаемы только въ такихъ случаяхъ, когда мѣщане и крестьяне, принимающіе на себя самое исполненіе дозволеннаго имъ (въ п. 3 и 4 ст. 1563) подряда принадлежатъ въ тѣмъ самымъ обществамъ, кои выдали имъ означенныя ручательства; но и тогда сіи послѣднія могутъ быть принимаемы не какъ обезпеченія на поименованныя въ нихъ суммы, а только полагая на каж-

лое лицо артели задатковъ не болѣе пятнадцати рублей серебромъ, а поставки не болѣе сорока пяти рублей серебромъ. На семъ основаніи не возбраняется мѣщанамъ и крестьянамъ принятіе на себя по круговымъ ручательствамъ перевоза тяжестей изъ одной губерніи въ другую.

Примѣчаніе 1. Въ отвращеніе затрудненій, встрѣчаемыхъ при производствѣ торговъ въ Финляндіи по недостатку у тамошнихъ промышленниковъ залоговъ, требуемыхъ Россійскими узаконеніями, постановлено, въ видѣ временной мѣры, относительно допущенія при торгахъ и подрядахъ вмѣсто залоговъ поручительства надежныхъ лицъ: 1) Чтобы поручительства сіи служили для обывателей Финляндскихъ, какъ коренныхъ, такъ и приписавшихся въ оные Россійскихъ подданныхъ, но не для лицъ, временно по торговлѣ или промысламъ въ Финляндіи проживающихъ. 2) Поручительства допускать только для обезпеченія и исправности обязательства, а не для задаточныхъ денегъ, которыя должны быть обезпечиваемы вѣрнымъ залогомъ, т. е. имѣніемъ, или билетами тамошнихъ общественныхъ заведеній. 3) Въ поручительствѣ должна быть опредѣлительно означаема сумма, на которую поручители принимаютъ на себя отвѣтственность. 4) Поручительства должны быть опредѣлительно завѣрены Магистратами, коимъ подвѣдомственны самые поручители, въ томъ, что поручители состоятельны, что имѣніе ихъ для обезпеченія казны записано въ судѣ на такую сумму, за какую они поручились, и что цѣна имѣнія совершенно сей суммѣ соотвѣтствуетъ. Департаменты Военнаго Министерства, мѣста и лица, имъ подвѣдомственныя, и воинскіе начальники обязаны принимать тѣ только завѣренныя Магистратами поручительства, въ которыхъ поручители представляютъ имѣнія, не могущія измѣниться или потерять свою цѣнность отъ непредвидимыхъ обстоятельствъ, какъ то: каменные застрахованные домы и поземельныя собственности. 5) Если бы принявшій на себя обязательство съ казною оказался неисправнымъ, а отъ того казна понесла какіе либо убытки, то убытокъ сей взыскивается сперва съ самаго контрагента, потомъ, при несостоятельности его, съ поручителей по немъ. Отвѣтственность поручителей не раздѣляется между ними на части, но одинъ за всѣхъ и всѣ за одного обязаны отвѣчать. Впрочемъ само собою разумѣется, что поручители отвѣчаютъ въ такой только суммѣ, на какую дано было поручительство. 6) Должностныя мѣста и чиновники Россійской Императорской службы, производившіе торги на подряды и поставки въ Финляндіи, не обязываются отвѣтственностію за могущихъ оказаться въ послѣдствіи неблагонадежными казенныхъ контрагентовъ, допущенныхъ къ обязательству съ казною по поручительствамъ, равно какъ и за самихъ поручителей, ибо имъ не всегда можетъ быть извѣстно состояніе тѣхъ и другихъ.

Примѣчаніе 2. Въ Кизлярѣ, впредь до введенія тамъ общаго закона о залогахъ, допускается собственно при отдачѣ городскихъ оброчныхъ статей обезпеченіе посредствомъ благонадежныхъ поручительствъ, по ближайшему усмотрѣнію тамошняго мѣстнаго начальства.

Примѣчаніе 3. Въ уѣздныхъ городахъ и посадахъ Архангельской и Олонецкой губерній разрѣшено, въ видѣ опыта на двѣнадцать лѣтъ, производить торги и отдавать съ нихъ мѣстнымъ обывателямъ общественныя земли въ оброчное содержаніе безъ залоговъ, но съ круговымъ другъ по другѣ ручательствомъ, когда послѣдняя сумма, состоявшаяся на переторжкѣ, не будетъ превышать трехъ сотъ рублей серебромъ.

1565. Поручительство благонадежныхъ Кавказскихъ военныхъ поселянъ, утвержденное мѣстнымъ ихъ начальствомъ, принимается при подрядахъ и поставкахъ какъ капитальный залогъ въ обезпеченіе исправнаго выполненія условій.

1566. При заключеніи съ казенными заводами условій на приготовленіе и срочную или другаго рода поставку заводскихъ произведеній, установленные законами для обезпеченія подрядовъ залоги имѣютъ быть замѣнены ручательствомъ заводскаго начальства.

1567. Вышепостановленныя правила (ст. 1563—1566) о ручатель-

ствѣ не относятся до найма рабочихъ разнаго рода людей по хозяйственнымъ распоряженіямъ казенныхъ мѣстъ и лицъ.

1568. На выдаваемые впередъ отъ казны задатки дозволяется принимать круговое ручательство вмѣсто залоговъ: 1) отъ мѣстныхъ крестьянъ, при допущеніи ихъ къ подрядамъ; 2) отъ казаковъ Оренбургскаго войска по подрядамъ и поставкамъ хлѣба въ магазины (ср. ст. 1773); 3) при взятіи извозчиками перевозки казенныхъ тяжестей. Независимо отъ поручительства принимаются отъ извозчиковъ въ закладъ ихъ лошади и повозки, и отбираются отъ нихъ паспорты ихъ.

1569. Поручители не могутъ ни подъ какимъ предлогомъ уничтожать принятаго на себя ручательства, коль скоро оное уже предъявлено къ торгамъ на подряды или поставки; и посему предъявленныя ручательства сохраняютъ дѣйствіе свое до истеченія ихъ срока; равнымъ образомъ, въ случаѣ смерти поручителя, наслѣдники его не имѣютъ права уничтожать предъявленныхъ уже обязательствъ, въ теченіи срока, въ нихъ постановленнаго.

Отдѣленіе третіе.

Особенныя правила о ручательствѣ по личнымъ наймамъ между частными лицами.

1570. Нанявшійся стеречь дворъ, или лавку, или что либо другое, и давшій въ томъ по себѣ поручительство, обязанъ удовлетворить хозяина за покражу, учиненную у него во время стражи. Если же онъ не въ состояніи вознаградить нанимателя за причиненный покражею убытокъ, то взысканіе обращается на поручителей.

1571. Если нанявшійся въ какую либо работу, учинивъ покражу, бѣжитъ, то поручившійся за доброе его поведеніе обязанъ бѣглеца сыскать и представить въ судъ; если же въ назначенный срокъ не представитъ, то назначаются ему другой и третій сроки; а буде и въ третій не представитъ, то платитъ нанимателю пятнадцать рублей серебромъ и сверхъ того обязанъ удовлетворить его за похищенное бѣглымъ и за причиненные имъ убытки.

1572. Если наниматель сыщетъ бѣглеца самъ, то въ правѣ требовать удовлетворенія отъ поручителей за похищенныя вещи или деньги токмо въ томъ случаѣ, когда на сію покражу представитъ доказательство; но при семъ поручители не обязаны уже къ платѣ означенной въ предшедшей 1571 статьѣ суммы.

ГЛАВА ВТОРАЯ.

О неустойкѣ.

1573. Неустойка опредѣляется; 1) закономъ; 2) особымъ условіемъ въ договорѣ по обоюдному согласію обязывающихся сторонъ.

I. О неустойкѣ, опредѣляемой закономъ.

1574. Неустойка опредѣляется закономъ за неисправность: 1) въ платежѣ по заемнымъ обязательствамъ между частными людьми; 2) въ исполненіи по обязательствамъ съ казною.

1) О законной неустойкѣ по обязательствамъ между частными людьми.

1575. По заемнымъ обязательствамъ между частными лицами, незаплатившій по онымъ на срокъ подвергается взысканію неустойки единожды по три процента со всего незаплаченнаго капитала. Отъ взысканія сей неустойки изъемлются одни обязательства, обезпеченныя залогомъ недвижимаго имѣнія.

2) О законной неустойкѣ по обязательствамъ съ казною.

1576. Съ неисправнаго казеннаго подрядчика или поставщика взыскивается за неустойку въ штрафъ по полупроценту на мѣсяцъ съ той суммы, коей стоили по договорной цѣнѣ просроченныя поставкою вещи, припасы, работы и т. п., а по перевозкамъ взыскивается полупроцента съ провозной платы по мѣрѣ ея суммы.

CHAPITRE IV.

DE LA CAUTION LÉGALE ET DE LA CAUTION JUDICIAIRE.

2040. Toutes les fois qu'une personne est obligée, par la loi ou par une condamnation, à fournir une caution, la caution offerte doit remplir les conditions prescrites par les articles 2018 et 2019.

Lorsqu'il s'agit d'un cautionnement judiciaire, la caution doit, en outre, être susceptible de contrainte par corps.

2041. Ceui qui ne peut pas trouver une caution, est reçu à donner à sa place un gage en nantissement suffisant.

2042. La caution judiciaire ne peut point demander la discussion du débiteur principal.

2043. Celui qui a simplement cautionné la caution judiciaire, ne peut demander la discussion du débiteur principal et de la caution.

1577. Взысканіе штрафа съ неисправныхъ подрядчиковъ по обтовымъ работамъ за неустойку производится: *по гражданскому вѣдомству* по полупроценту съ суммы, на которую подрядчикъ оказался неисправнымъ, исчисляя цѣнность просроченныхъ работъ по смѣтному назначенію, съ убавкою столькихъ процентовъ, на сколько вся договорная цѣна ниже обтовой смѣтной: *по военному вѣдомству* на основаніи правилъ, означенныхъ въ Сводѣ Военныхъ Постановленій.

1578. Штрафъ взыскивается со дня окончанія сроковъ поставки, опредѣленныхъ по договору, и продолжается по мѣрѣ исполненія обязательства до тѣхъ поръ, пока обязательство будетъ выполнено, или когда штрафъ съ просроченнаго составитъ шесть процентовъ. Штрафъ сей взыскивается по разсчету съ окончанія сроковъ договора и въ случаяхъ данной подрядчику или поставщику отсрочки.

1579. Штрафъ по полупроценту (ст. 1577) считается за время просрочки по числу просроченныхъ дней, полагая мѣсяцъ въ тридцать дней.

1580. Съ содержателя оброчныхъ статей, невыполнившаго обязательства, взыскивается, на основаніи вышеизъясненныхъ правилъ (ст. 1576—1579), въ неустойку по полупроценту въ мѣсяцъ съ просроченной суммы.

1581. Если временной владѣлецъ казеннаго населеннаго имѣнія не внесетъ въ казну въ назначенный срокъ всей слѣдующей съ него суммы: то взысканіе съ него производится съ соблюденіемъ правилъ, постановленныхъ по сему предмету въ Уставѣ о Хозяйственномъ Управленіи Казенныхъ населенныхъ имѣній въ губерніяхъ Западныхъ и Прибалтійскихъ, статьяхъ 153—160.

1582. Съ оказавшагося неисправнымъ откупщика питейныхъ сборовъ взыскиваются происшедшіе отъ сего казенные убытки на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Уставѣ Питейномъ.

II. О неустойкѣ по добровольному условію.

1583. Включеніе въ договоръ условія о неустойкѣ, въ такихъ случаяхъ, когда оная не опредѣлена закономъ, а равно и другихъ какихъ либо добровольныхъ условій въ подкрѣпленіе силы долговыхъ обязательствъ, предоставляются обоюдному согласію договаривающихся лицъ; такія условія къ разряду лихвенныхъ процентовъ не причисляются.

1584. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской количество неустойки ни въ какомъ случаѣ не можетъ превышать суммы самаго обязательства, неустойкою обезпечиваемаго.

1226. La clause pénale est celle par laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'une convention, s'engage à quelque chose en cas d'inexécution.

1585. Неустойка, опредѣленная въ самомъ договорѣ, взыскивается въ томъ количествѣ, какое назначено, но независимо отъ взысканія по неисполненію самаго договора, который и при взысканіи неустойки остается въ своей силѣ, развѣ бы въ содержаніи договора было изъяснено, что платежемъ неустойки онъ прекращается.

1586. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской отвѣтственность въ платежѣ неустойки по обязательствамъ между частными лицами переходитъ на наслѣдниковъ обязавшагося лица въ томъ только случаѣ, когда искъ по оной начатъ установленнымъ порядкомъ еще при жизни сего лица, или когда въ самомъ обязательствѣ платежъ неустойки распространенъ на наслѣдниковъ.

1227. La nullité de l'obligation principale entraîne celle de la clause pénale.

La nullité de celle-ci n'entraîne point celle de l'obligation principale.

1228. Le créancier, au lieu de demander la peine stipulée contre le débiteur qui est en demeure, peut poursuivre l'exécution de l'obligation principale.

1229. La clause pénale est la compensation des dommages et intérêts que le créancier souffre de l'inexécution de l'obligation principale.

Il ne peut demander en même temps le principal et la peine, à moins qu'elle n'ait été stipulée pour le simple retard.

1230. Soit que l'obligation primitive contienne, soit qu'elle ne contienne pas un terme dans lequel elle doive être accomplie, la peine n'est encourue que lorsque celui qui s'est obligé soit à livrer, soit à prendre, soit à faire, est en demeure.

1231. La peine peut être modifiée par le juge lorsque l'obligation principale a été exécutée en partie.

1232. Lorsque l'obligation primitive contractée avec une clause pénale est d'une chose indivisible, la peine est encourue par la contravention d'un seul des héritiers du débiteur, et elle peut être demandée, soit en totalité contre celui qui a fait la contravention, soit contre chacun des cohéritiers pour leur part et portion, et hypothécairement pour le tout, sauf leur recours contre celui qui a fait encourir la peine.

1233. Lorsque l'obligation primitive contractée sous une peine est divisible, la peine n'est encourue que par celui des héritiers du débiteur qui contrevient à cette obligation, et pour la part seulement dont il était tenu dans l'obligation principale, sans qu'il y ait d'action contre ceux qui l'ont exécuté.

Cette règle reçoit exception lorsque la clause pénale ayant été ajoutée dans l'intention que le paiement ne pût se faire partiellement, un cohéritier a empêché l'exécution de l'obligation pour la totalité. En ce cas, la peine entière peut être exigée contre lui, et contre les autres cohéritiers pour leur portion seulement, sauf leur recours.

ГЛАВА ТРЕТІЯ.

О залогѣ недвижимыхъ имуществъ.

1587. Залогомъ недвижимаго имущества обезпечиваются договоры: 1) съ казною; 2) между частными лицами.

Примѣчаніе. Правила о залогахъ по займамъ изъ кредитныхъ установленій изложены въ Уставахъ Кредитномъ и Общественнаго Призрѣнія.

Отдѣленіе первое.

О залогахъ по договорамъ съ казною.

1588. Залогомъ недвижимаго имущества обезпечиваются договоры съ казною: 1) по подрядамъ и поставкамъ; 2) по содержанію казенныхъ оброчныхъ статей; 3) по содержанію казенныхъ населенныхъ имѣній; 4) по питейнымъ откупамъ.

1589. По казеннымъ подрядамъ и поставкамъ принимаются въ залогъ:

1) По свидѣтельствамъ Гражданскихъ Палатъ и Гражданскаго Суда войска Донскаго, недвижимыя населенныя имѣнія, свободныя отъ залога Заемнаго Банка, Опекунскихъ Совѣтовъ, Приказовъ Общественнаго Призрѣнія и Войсковаго Правленія войска Донскаго, по оцѣнкѣ, опредѣленной въ Уставѣ Кредитномъ для Заемнаго Банка, съ добавленіемъ по пятнадцати рублей серебромъ на ревизскую душу. Но на имѣнія, населенныя Магометанами, выдавать такія свидѣтельства воспрещается.

2) Незаселенныя удобныя земли принимаются по казеннымъ подрядамъ и поставкамъ въ залогъ въ половину той цѣны, противъ коей должно платить крѣпостныя пошлины, исключая губерній Сибирскихъ, Вятской, Пермской, Архангельской, Вологодской (въ уѣздахъ Яренскомъ, Устьсысольскомъ, Устюжскомъ и Тотемскомъ), Олонецкой, Ставропольской, Астраханской, Самарской (на луговой сторонѣ бывшей Саратовской), Эриванской, Тифлисской и Кутаисской (составлявшихъ до 14 Декабря 1846 года губернію Грузино-Имеретинскую). Въ двухъ послѣднихъ губерніяхъ, равно какъ въ губерніяхъ Шемахинской и Дербентской

DU NANTISSEMENT.

2071. Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette.

2072. Le nantissement d'une chose mobilière s'appelle gage.
Celui d'une chose immobilière s'appelle antichrèse.

(бывшей Каспійской области), принимаются въ залогъ виноградные сады по оцѣнкѣ, надлежащимъ порядкомъ произведенной. Свидѣтельства на незаселенныя земли въ Ветлужскомъ и Макарьевскомъ уѣздахъ Костромской губерніи выдаются не иначе, какъ по особой оцѣнкѣ, составленной на точномъ основаніи положенія объ акцизно-откупномъ коммисіонерствѣ, съ тѣмъ, чтобы она ни въ какомъ случаѣ не превышала одного рубля семидесяти пяти копѣекъ серебромъ за десятину; свидѣтельствъ же, для представленія оныхъ въ залогъ въ половинѣ нормальной цѣны, вовсе не должно быть выдаваемо.

Примѣчаніе. Дозволеніе принимать въ губерніяхъ Тифлисской, Кутаисской, Шемахинской и Дербентской (въ бывшей Грузіи и провинціяхъ) въ залогъ виноградные сады относится къ мѣстнымъ подрядамъ.

3) Каменные, крытые желѣзомъ, цинкомъ или черепицею, въ исправномъ положеніи находящіеся жилые домы и лавки въ столицахъ, въ городахъ губернскихъ и нѣкоторыхъ портовыхъ и уѣздныхъ, коимъ сіе именно дозволено или для коихъ послѣдуетъ впредь особое разрѣшеніе, по узаконенной въ книгѣ III Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ оцѣнкѣ, на основаніи правилъ, постановленныхъ ниже сего въ статьѣ 1594. Но домы Евреевъ въ Каменецъ-Подольскѣ и въ прочихъ городахъ и мѣстечкахъ, расположенныхъ въ пятидесятиверстной чертѣ отъ границъ съ Австріею и Пруссіею, въ залогъ по всѣмъ вообще обязательствамъ съ казною не принимаются.

4) Заводы и фабрики, въ полномъ дѣйствіи находящіеся, по удостовѣренію мѣстнаго начальства въ ихъ благонадежности; но въ томъ токмо случаѣ, когда подрядъ или поставка составляютъ предметъ издѣлій того завода или фабрики.

Примѣчаніе 1. Въ обезпеченіе казенныхъ подрядовъ и поставокъ, собственно на мѣстныя надобности Закавказскаго края, принимаются во всѣхъ городахъ и уѣздахъ губерній Шемахинской и Дербентской фруктовые и шелковичные сады, наравнѣ съ садами виноградными и всѣми другими незаселенными удобными землями; причемъ оцѣнка сихъ залоговъ производится порядкомъ постановленнымъ для оцѣнки имѣній на выдачу ссудъ изъ Закавказскаго Приказа Общественнаго Призрѣнія.

Примѣчаніе 2. Въ Кизлярѣ допускается пріемъ въ залогъ, собственно по городскимъ оброчнымъ статьямъ, виноградныхъ садовъ, деревянныхъ домовъ и благонадежныхъ поручительствъ по ближайшему усмотрѣнію тамошняго мѣстнаго начальства, впредь, доколѣ представится возможность ввести тамъ по откупнымъ городскимъ статьямъ общій законъ на счетъ залоговъ.

Примѣчаніе 3. Въ 1849 году разрѣшено принимать въ залоги по подрядамъ, поставкамъ, откупамъ и другимъ съ казною обязательствамъ, собственно въ Закавказскомъ краѣ, имѣнія, находящіяся въ Мингреліи, по свидѣтельствамъ, выдаваемымъ владѣтелемъ Мингреліи въ томъ, что представляемое въ залогъ имѣніе свободно отъ взысканій и запрещеній и можетъ быть принято залогомъ въ той суммѣ, въ какой опредѣлена цѣнность онаго, съ тѣмъ, чтобы принятое въ залогъ Мингрельское имѣніе, въ случаѣ неисправности подрядчика, не было подвергаемо публичной продажѣ на общемъ основаніи, а предварительно былъ извѣщаемъ владѣтель Мингреліи, для принятія мѣръ къ погашенію казеннаго долга.

Примѣчаніе 4. Частнымъ лицамъ, построившимъ на свой счетъ зданія для тюремъ или присутственныхъ мѣстъ, согласно съ нормальными чертежами, каменныя, крытыя на основаніи 3 пункта сей 1589 статьи, и съ обязательствомъ, чтобъ сіи зданія во все время найма ихъ правительствомъ владѣльцами оныхъ были застрахованы и содержимы въ по-

стоянной исправности, дозволяется получать свидѣтельства для представленія таковыхъ зданій въ залогъ по подрядамъ и поставкамъ въ тѣхъ уѣздныхъ городахъ, въ коихъ до 7 Мая 1837 года пріемъ домовъ въ залоги не былъ разрѣшенъ закономъ, на слѣдующихъ условіяхъ: 1) чтобы означенныя свидѣтельства были выдаваемы не болѣе какъ на одну четвертую часть стоимости зданій по смѣтамъ (ибо остальныя три четвертыхъ необходимы для обезпеченія ссуды, которая обыкновенно выдается при началѣ самой постройки, и исправнаго ремонтированія зданія въ продолженіи контрактнаго времени); и 2) чтобы, въ случаѣ неисправности лица, принявшаго подъ залогъ подобнаго зданія извѣстную операцію, земство уплатило сумму залогодательнаго свидѣтельства тому вѣдомству, въ распоряженіе коего долженъ поступить залогъ, и за тѣмъ уже, уничтоживъ контрактъ, приняло зданіе въ свою собственность.

Въ 1859 году Высочайше повелѣно: чтобы владѣльцу зданія, построеннаго частнымъ лицомъ на свой счетъ для присутственныхъ мѣстъ, тюремъ и другихъ казенныхъ помѣщеній, дозволено было брать свидѣтельство для представленія въ залоги по подрядамъ и поставкамъ на одну четвертую часть стоимости зданія по смѣтамъ, съ тѣмъ, постройки, что остальныя три четверти должны обезпечивать ссуду, выдаваемую при началѣ самой и исправное ремонтированіе зданія въ продолженіи контрактнаго времени (ср. Уст. Строит. ст. 123, прим., дополн. по Прод. III, № 2).

1590. Торговыя бани принимаются въ залогъ по подрядамъ и поставкамъ на изъясненномъ въ Уставахъ Россійскихъ страховыхъ отъ огня обществъ основаніи.

1591. Имѣнія, въ Западныхъ губерніяхъ на правѣ маіоратовъ состоящія, не могутъ быть представляемы и принимаемы въ залогъ при подрядахъ.

1592. Правила о пріемѣ въ залогъ, по подрядамъ и поставкамъ Военнаго Министерства, деревянныхъ домовъ въ столицахъ и въ городахъ: Гатчинѣ, Ораніенбаумѣ, Петергофѣ, Царскомъ Селѣ и Павловскѣ, и на дачахъ, къ населеннымъ имѣніямъ непринадлежащихъ, въ двадцативерстномъ разстояніи отъ Санктпетербурга и пятиверстномъ отъ Царскаго Села, Ораніенбаума и Петергофа, изложены въ Сводѣ Военныхъ Постановленій.

1593. Незаселенныя земли принимаются въ залогъ и на весь подрядъ, по цѣльными дачами, безспорно отмежеванными, не въ чрезполосномъ владѣніи состоящими и непринадлежащими къ населенному имѣнію. Въ Таврической губерніи земли обмежеванныя, но на которыя не выдано еще плановъ, по истеченіи года послѣ межеванія, принимаются Казенною Палатою въ залогъ по поставкѣ топлива для войскъ, расположенныхъ въ Таврической губерніи, по свидѣтельству Таврической Гражданской Палаты о количествѣ десятинъ и по оцѣнкѣ сосѣдей, съ удостовѣреніемъ въ благонадежности отъ оцѣнщиковъ и Уѣзднаго Предводителя Дворянства, пустопорожнія по одному рублю пятидесяти копѣекъ серебромъ за десятину, а садовыя, на общихъ правилахъ о залогахъ.

1594. Застрахованныя надлежащимъ образомъ страховыми обществами строенія принимаются въ залогъ по узаконенной оцѣнкѣ, безъ

всякаго изъ оной вычета, если только оцѣнка сія сдѣлана на основаніи правилъ, въ книгѣ III Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ изложенныхъ; но сіе не относится къ залогамъ по питейнымъ откупамъ, для коихъ существуютъ особыя правила. Казенныя мѣста, въ коихъ приняты залогомъ застрахованныя строенія, должны немедленно, по утвержденіи подряда, увѣдомлять о такихъ строеніяхъ страховыя общества, которыя обязаны имѣть особенное за тѣми имуществами наблюденіе.

1595. Въ залогъ по обязательствамъ частныхъ лицъ съ казною принимаются тѣ лишь строенія, кои надлежащимъ образомъ застрахованы страховыми отъ огня обществами. Страхованіе сихъ залоговъ продолжается до совершеннаго оныхъ, по исполненіи обязательствъ съ казною, освобожденія. Своевременное возобновленіе застрахованія возлагается на залогодателей или контрагентовъ, но если они сего не выполнятъ, то означенное возобновленіе производится по правиламъ, установленнымъ относительно застрахованія заложенныхъ въ Заемномъ Банкѣ домовъ (Уст. Кред. ст. 435 и 442), мѣстами, принявшими залоги или обязанными имѣть наблюденіе за выполненіемъ условій, сими залогами обезпеченныхъ.

1596. Потребныя на возобновленіе страхованія деньги, если оно не будетъ сдѣлано самими контрагентами, употребляются изъ суммъ, какія для сего указаны будутъ Министерствами, или Главными Управленіями, каждымъ по своей части. Возмѣщеніе же сей уплаченной страховому обществу суммы обращается на счетъ контрагента, у котораго оная удерживается при первой выдачѣ ему отъ казны по контракту денегъ, если таковыя слѣдуютъ, а въ противномъ случаѣ пополняется изъ самыхъ залоговъ. За все же время, въ которое деньги сіи не будутъ возвращены въ казну, взыскивается по шести процентовъ на сто.

1597. Деньги, уплачиваемыя страховыми обществами за поврежденія отъ пожара принятыхъ въ залогъ зданій, отсылаются для приращенія процентами въ кредитныя установленія, гдѣ и остаются до освобожденія зданій сихъ изъ залога, и при совершенномъ выполненіи обязательства, выдаются залогодателю; въ противномъ же случаѣ обращаются въ уплату падающаго на неисправнаго контрагента взысканія.

Примѣчаніе. Постановленныя въ сей статьѣ правила получили дѣйствіе съ 1 Іюля 1845 года. Сила оныхъ не распространена на принятыя въ залогъ до наступленія сего срока строенія, какъ вообще по договорамъ съ казною, такъ и по питейнымъ откупамъ.

1598. Каменныя зданія (разумѣя подъ оными лишь жилые домы и лавки), находящіяся въ исправномъ положеніи, крытыя желѣзомъ, цинкомъ, или черепицею, и застрахованныя, дозволяется принимать въ залогъ по всѣмъ вообще откупамъ и подрядамъ съ казною въ нижеслѣдующихъ портовыхъ и уѣздныхъ городахъ: Арзамасѣ, Бахмутѣ, Болховѣ,

Боровичахъ, Боровскѣ, Брянскѣ, Бѣлгородѣ, Бѣлевѣ, Бѣлостокѣ, Валдаѣ, Верeѣ, Виндавѣ, Вольскѣ, Вышнемъ-Волочкѣ, Вязникахъ, Вязьмѣ, Гатчинѣ, Гжатскѣ, Гольдингенѣ, Дерптѣ, Динабургѣ, Екатеринбургѣ, Елисаветградѣ, Ельцѣ, Ефремовѣ, Зарайскѣ, Ирбитѣ, Калязинѣ, Камышинѣ, Карачевѣ, Касимовѣ, Кашинѣ, Керчь-Еникалѣ, Козельскѣ, Козловѣ, Колошинѣ, Кременчугѣ съ посадомъ Крюковымъ, Кронштадтѣ, Лебедяни, Либавѣ, Ливнахъ, Липецкѣ, Мещовскѣ, Моршанскѣ, Муромѣ, Мценскѣ, Нахичевани, Николаевѣ, Новой Рѣжицѣ, Нѣжинѣ, Обояни, Одессѣ, Оренбургѣ, Орловѣ, Оршѣ, Осташковѣ, Островѣ, Переславлѣ-Залѣсскомъ, Перновѣ, Петергофѣ, Полоцкѣ, Порховѣ, Пятигорскѣ, Ржевѣ, Романовѣ-Борисоглѣбскомъ, Ростовѣ (Екатеринославской губерніи), Ростовѣ (Ярославской губерніи), Рыбинскѣ, Рыльскѣ, Саранскѣ, Севастополѣ, Серпуховѣ, Скопинѣ, Старомъ-Осколѣ, Старой-Русѣ, Стародубѣ, Сумахъ, Таганрогѣ, Торжкѣ, Торопцѣ, Угличѣ, Умани, Уральскѣ, Устюгѣ, Феодосіи, Царскомъ Селѣ, Чистополѣ, Шадринскѣ и Шуѣ; впрочемъ Таганрогскія, Нахичеванскія и Керчь-Еникольскія строенія могутъ быть принимаемы на будущее время въ обезпеченіе по подрядамъ и обязательствамъ не иначе, какъ по сдѣланной относительно строеній Таганрогскихъ и Нахичеванскихъ, по состояніи положенія Комитета Министровъ отъ 21 Марта 1838, а относительно Керчь-Еникольскихъ, по состояніи таковаго же положенія отъ 30 Мая 1839 года, оцѣнкѣ, съ удостовѣреніемъ въ умѣренности исчисленной суммы со стороны Градоначальника; такимъ же образомъ дозволяется каменныя зданія въ Бердянскѣ изъ жженаго кирпича, пиленаго или плитоваго камня, принимать въ залогъ по всѣмъ вообще откупамъ и подрядамъ, съ тѣмъ однако же, чтобы пріемъ помянутыхъ зданій въ Бердянскѣ въ обезпеченіе по винным откупамъ производить на основаніи правилъ, изложенныхъ въ Уставѣ Питейномъ; въ случаѣ же обращенія взысканія на оцѣнщиковъ и городское общество, поступать на основаніи постановленій, содержащихся въ книгѣ III Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ. Пріемъ въ залогъ каменныхъ зданій въ Елисаветградѣ и Умани допускается съ тѣмъ, чтобы, независимо отъ соблюденія установленныхъ на то правилъ и производства оцѣнки съ крайнею разборчивостію чрезъ оцѣнщиковъ изъ людей способныхъ и добросовѣстныхъ, оцѣнка повѣрялась мѣстнымъ военнымъ начальствомъ, съ отвѣтственностію за дѣйствительную стоимость зданія не менѣе того, во что оное оцѣнено. Находящіеся въ городѣ Ейскѣ каменные жилые домы и лавки, крытые желѣзомъ, цинкомъ или черепицею, и застрахованные, принимаются въ залогъ по всѣмъ вообще откупамъ и подрядамъ съ казною. Справедливость показанной въ свидѣтельствѣ Ейской Ратуши оцѣнки зданій, а равно принадлежность и свободность оныхъ отъ запрещеній удостовѣряются на самомъ свидѣтельствѣ Начальникомъ г. Ейска.

Примѣчаніе 1. Въ 1844 году повелѣно выданныя изъ бывшей Бѣлостокской Гражданской Палаты свидѣтельства на домы и лавки въ Бѣлостокѣ, которые не поступили еще по поставкамъ и подрядамъ въ залогъ, считать ничтожными, въ залогъ не принимать, а тѣ, кото

рыя уже поступили, до истеченія сроковъ операцій, по коимъ они въ залогъ приняты, оставить въ своей силѣ; по окончаніи же сихъ операцій, не возвращая залогодателямъ, отсылать въ Гродненскую Гражданскую Палату для уничтоженія и для выдачи владѣльцамъ домовъ и лавокъ, буде пожелаютъ, другихъ свидѣтельствъ, по учиненіи новыхъ оцѣнокъ.

Примѣчаніе 2. Въ 1855 году по подрядамъ Главнаго Управленія Черноморскимъ флотомъ и портами было постановлено принимать въ залогъ строенія въ городахъ Одессѣ, Николаевѣ, Херсонѣ, Симферополѣ и во всѣхъ городахъ Имперіи, гдѣ допускается сіе существующимъ постановленіями; но для обезпеченія задаточныхъ по подрядамъ денегъ дозволено было принимать строенія въ тѣхъ только городахъ, гдѣ не представляется опасности отъ непріятельскаго вторженія, или же банковые билеты.

Примѣчаніе 3. Наименованіе Елисаветградской и Уманской Полиціи Военно-Городскими, и тамошнихъ Полицеймейстеровъ Военными, отмѣнено.

1599. Каменные магазины въ городахъ Одессѣ и Керчи принимаются въ залоги по всѣмъ казеннымъ подрядамъ и поставкамъ, наравнѣ съ каменными домами и лавками сихъ городовъ, и на точномъ основаніи существующихъ для сихъ послѣднихъ правилъ.

1600. Каменныя зданія, на томъ же основаніи, какъ изложено въ предшедшей 1598 статьѣ, принимаются по подрядамъ собственно на мѣстныя надобности той губерніи, къ коей принадлежитъ городъ, въ нижеозначенныхъ уѣздныхъ городахъ: Аккерманѣ, Аренсбургѣ, Аксайской станицѣ, Барнаулѣ, Богородскѣ, Бронницахъ, Бѣлозерскѣ, Великихъ Лукахъ, Веневѣ, Верхнеудинскѣ, Вилькомирѣ, Владикавказѣ, Вытегрѣ, Галичѣ, Евпаторіи, Екатеринодарѣ, Елабугѣ, Елатьмѣ, Енисейскѣ, Епифани, Задонскѣ, Звенигородѣ, Изюмѣ, Каширѣ, Кинешмѣ, Кириловѣ, Кирсановѣ, Клинѣ, Краснослободскѣ, Кунгурѣ, Лаишевѣ, Маріуполѣ, Можайскѣ, Мстиславлѣ (Могилевской губерніи), Нерчинскѣ, Новоалександровскѣ, Новой-Ладогѣ, Новомосковскѣ, Новохоперскѣ, Новочеркасскѣ, предмѣстьи города Одессы близъ Куяльницкаго Лимана, Ораніенбаумѣ, Острогожскѣ, Павловскѣ (Воронежской губерніи), Подольскѣ, Раненбургѣ, Россіяхъ, Ряжскѣ, Сарапулѣ, Сергіевскомъ посадѣ, Свободскомъ, Слуцкѣ, Суздалѣ, Сызрани, Торжкѣ, Тихвинѣ, Троицко-Савскѣ, Умани, Усмани, Фатежѣ, Хотинѣ, Чебоксарахъ, Череповцѣ, Чериковѣ (Могилевской губерніи) и Шавляхъ. Въ городахъ Семипалатинскѣ, Омскѣ, Тюмени и Петропавловскѣ принимаются частныя каменныя зданія, крытыя желѣзомъ, или черепицею, или цинкомъ, въ залогъ по казеннымъ подрядамъ и поставкамъ на мѣстныя надобности, по Семипалатинску въ губерніи Томской, а по тремъ послѣднимъ городамъ въ губерніи Тобольской. Находящіяся въ городѣ Моздокѣ каменныя зданія принимаются въ залогъ по казеннымъ подрядамъ и поставкамъ на мѣстныя надобности Ставропольской губерніи и Кавказской линіи.

Примѣчаніе 1. Въ случаѣ надобности, по уважительнымъ причинамъ и по представленію мѣстнаго начальства, предоставляется Министерству Внутреннихъ Дѣлъ, о каждомъ городѣ, невошедшемъ ни въ одинъ изъ упомянутыхъ выше разрядовъ (ст. 1598 и 1600), по предварительномъ сношеніи съ Министромъ Финансовъ, входить съ представленіемъ, куда по порядку слѣдовать будетъ, о распространеніи права представлять частныя каменныя

зданія въ залогъ по подрядамъ съ казною вообще, или только по надобностямъ той губерніи, въ которой городъ находится.

Примѣчаніе 2. Городъ Ораніенбаумъ за переселеніемъ уѣзднаго управленія въ Петергофъ обращенъ въ заштатный.

1601. Въ городахъ Ананѣ и Сухумъ-Кале принимаются каменныя зданія въ залогъ по обязательствамъ частныхъ лицъ съ казною въ Кавказскомъ и Закавказскомъ краѣ. Выдача оцѣночныхъ свидѣтельствъ, на основаніи произведенныхъ по общеустановленному порядку описей и оцѣнокъ, возлагается на мѣстныя Городовыя Ратуши, съ тѣмъ, чтобъ сіи свидѣтельства утверждались Сухумъ-Кальскимъ и Ананскимъ Начальниками, по праву Градоначальниковъ, съ удостовѣреніемъ въ умѣренности исчисленной суммы.

1602. Въ обезпеченіе казенныхъ подрядовъ и поставокъ, собственно на мѣстныя надобности Закавказскаго края, принимаются въ городахъ: Старой Шемахѣ, Баку, Ленкорани, Дербентѣ, Нухѣ, Шушѣ и Кубѣ каменныя зданія, разумѣя подъ оными лишь жилые домы и лавки, построенные изъ дикаго камня или жженаго кирпича на извести и на глинѣ, съ земляными плоскими или тесовыми на стропилахъ крышами. Оцѣнка сихъ залоговъ производится тѣмъ порядкомъ, какой постановленъ для оцѣнки имѣній, представляемыхъ на выдачу ссудъ изъ Закавказскаго Приказа Общественнаго Призрѣнія (см. Уст. Общ. Призр.). Каменныя зданія въ городѣ Поти дозволяется принимать залогомъ по обязательствамъ частныхъ лицъ съ казною въ Закавказскомъ краѣ. Выдача оцѣночныхъ свидѣтельствъ, на основаніи произведенныхъ, по общеустановленному порядку, описей и оцѣнокъ, возлагается на мѣстную Городовую Ратушу, съ тѣмъ, чтобы сіи свидѣтельства были утверждаемы Кутаисскимъ Гражданскимъ Губернаторомъ, съ удостовѣреніемъ въ умѣренности исчисленной суммы.

1603. Частныя застрахованныя отъ огня зданія въ городахъ: Эриванѣ, Александраполѣ, Душетѣ, Сигнахѣ и Елисаветполѣ, какъ то: караванъ-сараи, бани, лавки и другія строенія, приносящія доходъ и возведенныя изъ жженаго или сырцоваго кирпича на извести, гаджѣ или глинѣ, съ желѣзными, черепичными или земляными крышами дозволяется принимать въ залогъ съ тѣмъ, чтобы, впредь до особаго распоряженія, таковыя зданія въ Эриванѣ и Александраполѣ были принимаемы по оброчнымъ и откупнымъ статьямъ Эриванской, въ Душетѣ и Сигнахѣ Тифлисской губерніи, а въ Елисаветполѣ по подрядамъ на мѣстныя надобности Закавказскаго края.

1604. Въ Аксайской станицѣ войска Донскаго принимаются въ залогъ по подрядамъ, поставкамъ и акцизно-откупному коммиссіонерству

по войску Донскому одни тѣ каменные домы и лавки, которые состоятъ на плановыхъ линіяхъ и не подлежатъ къ сносу на другое мѣсто.

1605. Въ городахъ, изчисленныхъ въ предшедшихъ 1598 и 1600 статьяхъ, дозволено принимать, по изложеннымъ въ статьѣ 1598 правиламъ, въ залогъ по подрядамъ и поставкамъ собственно на мѣстныя надобности губерніи и такія каменныя зданія, которыя возведены на городской землѣ съ обязанностію постояннаго платежа чинша, безъ исключенія поземельнаго чинша изъ оцѣночной суммы, такъ какъ оный исключается уже при составляемой зданію оцѣнкѣ.

1606. Каменные домы, состоящіе въ Бобруйскѣ и Брестъ-Литовскѣ, слѣдуетъ принимать въ залогъ лишь по подрядамъ Инженернаго вѣдомства, не распространяя сего ни на какіе другіе подряды и поставки: дома первой крѣпости, Бобруйской, принимаются какъ въ сей крѣпости, такъ и въ другихъ, гдѣ производятся обширныя крѣпостныя работы, именно: въ Кронштадтѣ, Ревелѣ, Брестъ-Литовскѣ и Кіевѣ безъ различія; а дома Брестъ-Литовска принимаются въ залогъ только по подрядамъ въ сей крѣпости, съ соблюденіемъ слѣдующихъ правилъ: 1) Домы Евреевъ въ Брестской крѣпости въ залогъ по производимымъ тамъ инженернымъ постройкамъ не должны быть принимаемы. 2) Каменные домы Христіанъ въ Брестской крѣпости и на форштатахъ и каменные домы Евреевъ на форштатахъ слѣдуетъ принимать въ залогъ, на основаніи Высочайше утвержденнаго 7 Августа 1833 года положенія Военнаго Совѣта, по сдѣланной имъ послѣ сего оцѣнкѣ.

1607. Для большаго облегченія желающихъ взять въ откупное содержаніе коробочные сборы, и для доставленія возможности участвовать въ томъ мѣстнымъ жителямъ, дозволяется сверхъ залоговъ, установленныхъ общими правилами при обязательствахъ частныхъ лицъ съ казною, принимать въ обезпеченіе застрахованные каменные домы и лавки, не только въ уѣздныхъ городахъ, но и въ мѣстечкахъ; для обезпеченія же содержанія сборовъ въ обществахъ, къ третьему и четвертому классамъ отнесенныхъ, т. е. имѣющихъ (примѣрно) отъ ста до двухъ сотъ и менѣе ста душъ дѣйствительнаго населенія, разрѣшается пріемъ и деревянныхъ въ губернскихъ и уѣздныхъ городахъ домомъ и лавокъ, застрахованныхъ въ страховыхъ обществахъ. Оцѣнка таковыхъ строеній, какъ каменныхъ, такъ и деревянныхъ, производится и утверждается выбранными отъ городскаго общества лицами, подъ собственною отвѣтственностію всего общества, не изъемля изъ того и Христіанъ, съ выдачею изъ Думы или Ратуши оцѣночнаго свидѣтельства, которое, вмѣстѣ съ страховымъ полисомъ, и предъявляется при торгахъ къ залогу. Такое обезпеченіе должно равняться третьей долѣ годовой откупной суммы.

Примѣчаніе. Прочія правила объ отдачѣ въ откупное содержаніе коробочныхъ сборовъ изложены въ Уставѣ о Податяхъ.

1608. Поставляется въ обязанность Казеннымъ Палатамъ и другимъ мѣстамъ, чтобы они, при принятіи въ залогъ по подрядамъ домовъ и лавокъ, обращали особенное вниманіе на правильность сдѣланныхъ имъ оцѣнокъ; всякое упущеніе по сему предмету остается на ихъ отвѣтственности.

Вмѣняется въ обязанность мѣстамъ и лицамъ, наблюдающимъ за оцѣнкою имуществъ для представленія ихъ залогомъ въ казну, чтобы при такой оцѣнкѣ былъ всегда принимаемъ въ соображеніе изчисленный для городскаго или квартирнаго сбора доходъ и чтобы отнюдь не были утверждаемы тѣ оцѣнки для залога, въ основаніе коихъ принятъ доходъ, изчисленный въ большемъ размѣрѣ противъ дохода, опредѣленнаго для городскаго или квартирнаго сбора. Въ случаѣ же, если оцѣнка имущества для залога производится послѣ оцѣнки для городскаго или квартирнаго сбора спустя нѣсколько лѣтъ, въ теченіи которыхъ доходъ съ имущества могъ возвыситься, то допускается изчисленіе дохода съ оцѣняемаго для залога имущества и въ большемъ размѣрѣ противъ показаннаго при городской оцѣнкѣ, но съ тѣмъ, чтобы сообразно сему доходу была дополнена въ тоже время, установленнымъ порядкомъ, и городская оцѣнка.

Примѣчаніе. Представляемыя въ залогъ по подрядамъ, поставкамъ и откупамъ оцѣночныя описи дворянскимъ имѣніямъ въ тѣхъ уѣздахъ Закавказскаго края, гдѣ нѣтъ Предводителей Дворянства, вмѣсто ихъ, удостовѣряются по крайней мѣрѣ шестью состоятельными и неопороченными въ обществѣ и дѣлахъ помѣщиками того же уѣзда, въ коемъ заключается описанное имѣніе.

1609. Для представленія имуществъ въ залогъ, потребно установленное мѣстное свидѣтельство о принадлежности онаго лицу, отдающему въ залогъ или его довѣрителю, и о состояніи имущества въ отношеніи ко взысканіямъ и запрещеніямъ.

1610. Свидѣтельства на части домовъ и другихъ строеній, для представленія оныхъ въ обезпеченіе по откупамъ, подрядамъ и поставкамъ, отнюдь не должны быть выдаваемы.

Примѣчаніе. Правило, въ сей статьѣ постановленное, распространяется и на Закавказскій край.

1611. Суммы, остающіяся свободными отъ залога по обязательствамъ съ казною изъ сдѣланной на законномъ основаніи оцѣнки цѣлаго строенія, могутъ быть приняты залогами по другимъ подрядамъ и поставкамъ, съ соблюденіемъ при семъ слѣдующихъ правилъ:

1) Мѣстамъ, принявшимъ въ залогъ строенія не въ полной оцѣночной ихъ суммѣ, дозволяется, по просьбамъ подрядчиковъ и поставщиковъ, выдавать копіи со свидѣтельствъ на сіи строенія для представленія свободной части оцѣночной ихъ суммы въ обезпеченіе по другимъ казеннымъ подрядамъ и поставкамъ; по такія части по копіямъ со свидѣ-

тельствъ могутъ быть принимаемы въ залогъ только по вѣдомству того же самаго Министерства или Главнаго Управленія, въ которомъ строеніе состоитъ уже въ залогѣ; за правильность же и законность залога должны отвѣтствовать тѣ только мѣста, которыя приняли первопачально строеніе въ неполной суммѣ и выдали первую копію со свидѣтельства.

2) Копіи со свидѣтельствъ должны быть выдаваемы лишь тому лицу, отъ кого строеніе въ залогъ представлено; права передовѣрять сіи копіи другимъ лицамъ ему не предоставляется.

3) Мѣсто, выдавшее копію со свидѣтельства, обязано сдѣлать на ней надпись, съ объясненіемъ въ оной, кому копія выдана, въ какой части оцѣночной суммы по подлинному свидѣтельству принято строеніе въ залогъ, въ обезпеченіе какого подряда, и по вѣдомству какого именно Министерства или Главнаго Управленія, и какая за тѣмъ часть оцѣночной суммы остается свободною; равно какъ и о томъ, что сію свободную часть дозволяется принять въ обезпеченіе другаго казеннаго подряда или поставки единственно по вѣдомству того же Министерства или Главнаго Управленія и только отъ того лица, которому копія выдана.

4) Если по копіи со свидѣтельства принята будетъ въ обезпеченіе не вся свободная оцѣночная сумма, то мѣсто принявшее сію копію по просьбѣ контрагента, выдаетъ ему новую копію съ такою же надписью какъ изложено въ 3 пунктѣ, и съ означеніемъ принятой вновь въ обезпеченіе части оцѣночной суммы. Такимъ образомъ поступать и далѣе, доколѣ оцѣночная сумма строенія не будетъ вполнѣ принята въ залогъ.

5) Каждое мѣсто, какъ о пріемѣ части оцѣночной суммы въ обезпеченіе по копіи со свидѣтельства, такъ и о выдачѣ отъ себя новой копіи, равно объ освобожденіи сей части отъ залога, обязано немедленно извѣщать тѣ мѣста, которыми залогъ уже прежде былъ принятъ.

6) Въ случаѣ неисправности контрагента по какому либо изъ подрядовъ, обезпеченныхъ оцѣночною суммою одного и того же строенія, продажа онаго должна быть производима по распоряженію того мѣста, по вѣдомству коего открылась неисправность, съ тѣмъ, чтобы о семъ были извѣщаемы всѣ прочія мѣста, которыми залогъ сей принятъ въ обезпеченіе, и предварительно исполнены всѣ установленные въ законахъ обряды публикацій и вызовъ залогодателей или вѣрителей залога. Контрагентъ, оказавшійся неисправнымъ по какому либо изъ подрядовъ, однимъ и тѣмъ же строеніемъ обезпеченныхъ, не устраняется отъ выполненія прочихъ такихъ подрядовъ, если дѣйствуетъ по онымъ исправно.

7) По продажѣ строенія, изъ вырученныхъ за оное денегъ обращается, въ замѣнъ залога, сумма, равная той, въ какой строеніе принятаго обезпеченіемъ по всѣмъ вообще подрядамъ, а излишекъ отсылается въ надлежащее присутственное мѣсто, для выдачи по принадлежности.

8) Если продажею строенія не будетъ выручена оцѣночная сумма онаго, и въ слѣдствіе того окажется невозможнымъ замѣнить вполнѣ обез-

печеніе по всѣмъ подрядамъ, по которымъ строеніе въ залогъ было принято, то вырученныя деньги обращаются исключительно на обезпеченіе тѣхъ подрядовъ, хотя бы отъ оцѣночной суммы строенія, за принятыми въ залогъ частями оной, и оставалась какая либо часть свободною. Въ случаѣ такой недовыручки, полученныя за проданное строеніе деньги распредѣляются на всѣ обезпеченныя онымъ обязательства пропорціонально, т. е. соразмѣрно количеству принятой по каждому изъ нихъ въ залогъ суммы. Деньги, причитающіяся изъ вырученной за строеніе суммы на часть исправно выполняемыхъ обязательствъ, отсылаются для храненія въ кредитныя установленія, и, по окончательномъ выполненіи сихъ обязательствъ, если не возникнетъ по онымъ какого либо взысканія, обращаются, съ нарошими процентами, на пополненіе числящейся на контрагентѣ недоимки по тому обязательству, по которому оказалась неисправность, бывшая поводомъ къ продажѣ залога.

9) Если и за симъ, по окончательномъ выполненіи контрагентомъ всѣхъ обязательствъ, оцѣночною суммою одного и того же строенія обезпеченныхъ, недоимка по неисправному подряду, соразмѣрно принятой по оному въ залогъ суммѣ, останется непополненною: то недостающее количество взыскивается, на общемъ основаніи, съ цѣновщиковъ строенія.

10) Вышеизложенныя правила имѣютъ силу по питейнымъ откупамъ въ такомъ только случаѣ, если о семъ будетъ упомянуто въ издаваемыхъ на каждое четырехлѣтіе особыхъ для питейныхъ откуповъ условіяхъ, которыя, составляя для дѣлъ по симъ откупамъ основное законоположеніе, никакими другими постановленіями не измѣняются.

11) Правила сіи не распространяются на Министерство Военное, которое въ производствѣ казенныхъ заготовленій руководствуется особыми узаконеніями, изложенными въ Сводѣ Военныхъ Постановленій, ч. IV, кн. I, раздѣлѣ III.

1612. Въ свидѣтельствѣ должны быть показаны всѣ иски, недоимки и запрещенія, на имѣніи лежащіе, равно какъ качество, такъ и количество земли. Сіи показанія должны быть основаны на самыхъ вѣрныхъ и точныхъ свѣдѣніяхъ.

Примѣчаніе. Въ свидѣтельствахъ, выдаваемыхъ на представленіе въ залогъ Еврейскихъ зданій, находящихся въ пограничныхъ губерніяхъ, должно быть, согласно п. 3 предшедшей 1589 статьи, означаемо, что пункты, гдѣ находятся тѣ зданія, состоятъ далѣе пятидесятиверстной черты отъ Прусской или Австрійской границъ.

1613. Свидѣтельства выдаются изъ Гражданской Палаты той губерніи, гдѣ состоитъ представляемое въ залогъ имущество. Свидѣтельство пишется на гербовой бумагѣ въ девяносто копѣекъ серебромъ, по установленной формѣ, содержащейся въ приложеніи къ 324 статьѣ Устава Кредитнаго. Выдача сихъ свидѣтельствъ опредѣляется журналами Присутствія; особыхъ же протоколовъ о томъ не составляется.

Примѣчаніе. Форма свидѣтельствъ на залоги установлена собственно для имуществъ, представляемыхъ въ залогъ по займамъ изъ Государственнаго Заемнаго Банка. Но какъ форма сія, такъ и самый порядокъ выдачи свидѣтельствъ на имущества, представляемыя въ залогъ по займамъ изъ Банка, распространяются и на прочіе случаи выдачи сихъ свидѣтельствъ. Выдача копій съ представленныхъ свидѣтельствъ на заложенныя въ кредитныхъ установленіяхъ имѣнія производится для предъявленія тѣхъ же имѣній въ залогъ, въ надбавочной цѣнѣ, по суконнымъ, винным и соляным подрядамъ.

1614. Свидѣтельства на недвижимыя заселенныя имѣнія войска Донскаго и на каменные домы и лавки города Новочеркасска и Аксайской станицы войска Донскаго, представляемыя въ залогъ по подрядамъ и поставкамъ и акцизно-откупному коммисіонерству сего войска, выдаются Войсковымъ Гражданскимъ Судомъ на томъ же основаніи, какъ выдаются таковыя свидѣтельства въ губерніяхъ отъ Гражданскихъ Палатъ. Подобно тому свидѣтельства на залогъ каменныхъ домовъ и лавокъ въ Екатеринодарѣ (ст. 1600), выдаются Черноморскимъ Войсковымъ Правленіемъ, оцѣнка же сихъ имуществъ производится на законномъ основаніи Войсковымъ Архитекторомъ съ городскою полиціею и цѣновщиками, избираемыми Войсковымъ Правленіемъ изъ казаковъ Торговаго Общества, извѣстныхъ по ихъ добросовѣстности и благонадежности. Въ губерніяхъ Кутаисской и Эриванской свидѣтельства для представленія въ залогъ недвижимыхъ имѣній, въ сихъ губерніяхъ состоящихъ, выдаются для каждой изъ нихъ мѣстнымъ Губернскимъ Судомъ.

1615. Оцѣночныя свидѣтельства на домы и другія имѣнія Одесскихъ жителей, для представленія ихъ въ залогъ, выдаются на основаніи существующихъ правилъ Одесскимъ Коммерческимъ Судомъ. На домы и имущества жителей городовъ Крымскаго полуострова и Бердянска таковыя же свидѣтельства выдаетъ Керченскій Коммерческій Судъ.

1616. Гражданскія Палаты и другія равныя имъ мѣста, коимъ предоставлена выдача свидѣтельствъ на недвижимыя имѣнія для залога по обязательствамъ съ казною, не должны выдавать, безъ согласія кредитныхъ установленій, особыхъ свидѣтельствъ на земли, принадлежащія къ имѣніямъ, заложеннымъ въ сихъ установленіяхъ со всею землею, и вообще на такія земли, которыя не составляютъ цѣльныхъ дачъ, безспорно обмежеванныхъ, не въ чрезполосномъ владѣніи находящихся и не принадлежащихъ къ населенному имѣнію.

Примѣчаніе. Въ 1846 году строго подтверждено Гражданскимъ Палатамъ означать въ выдаваемыхъ ими свидѣтельствахъ на залогъ въ Сохранной Казнѣ недвижимыхъ имѣній всю землю, какая къ тѣмъ имѣніямъ по планамъ и межевымъ книгамъ принадлежитъ.

1617. Въ случаѣ подложности представленнаго въ казну залога, вмѣстѣ съ присутственными мѣстами и должностными лицами, участвовавшими въ выдачѣ фальшивыхъ свидѣтельствъ владѣльцамъ, подвергаются равномѣрно отвѣтственности какъ хозяинъ залога, такъ и представившій оный въ казну, когда они обличены будутъ въ участіи въ подлогѣ.

1618. Если имущество, въ залогъ представленное, не есть собственное, но ввѣренное отъ другихъ лицъ, то, сверхъ вышеозначеннаго свидѣтельства (ст. 1609), надлежитъ представить подлинную отъ залогодателя довѣренность.

1619. Довѣренности отъ залогодателей должны быть принимаемы въ буквальномъ ихъ смыслѣ, безъ всякихъ толкованій, то есть, буде въ которой довѣренности не сказано именно, что вѣритель залога уполномочиваетъ представителя онаго передать другому свое право предъявленія: то онаго никакимъ образомъ не допускать, въ чемъ отвѣтствуютъ своимъ имуществомъ тѣ лица, кои оное допустятъ.

1620. Во избѣжаніе споровъ по довѣренностямъ на представленіе залоговъ и въ осторожность залогодателей, поставляется общими правилами: 1) Что никакой залогъ не можетъ служить казнѣ обезпеченіемъ долѣе того срока, который въ довѣренности означенъ, считая со дня написанія оной. 2) Что мѣсто, коему представляется сей залогъ, обязано соображать, достаточно ли оный обезпечитъ подрядъ или поставку на остальное, со дня предъявленія довѣренности, время, и въ противномъ случаѣ сіе мѣсто въ правѣ не принять залога. 3) Что никакой залогъ не можетъ быть употребленъ иначе, какъ токмо на тѣ предметы, кои именно въ довѣренности означены. 4) Что безсрочныя довѣренности не допускаются.

1621. Залогодатели не могутъ ни подъ какимъ предлогомъ уничтожать данныхъ ими довѣренностей на ихъ залоги, коль скоро оные уже предъявлены къ торгамъ на подряды; и посему предъявленныя довѣренности имѣютъ сохранять дѣйствіе свое до истеченія ихъ срока; равнымъ образомъ, въ случаѣ смерти вѣрителя, наслѣдники его не имѣютъ права уничтожать предъявленныхъ уже обязательствъ въ теченіи срока, въ нихъ постановленнаго.

1622. Залоги по предъявленнымъ свидѣтельствамъ остаются подъ запрещеніемъ, или до окончанія исполненія въ исправности договора, или до перемѣны ихъ другими надежными залогами, или наконецъ до продажи, въ случаѣ несостоятельности лица, заключившаго договоръ.

1623. Изъ имѣній, представленныхъ въ залогъ по питейнымъ откупамъ и вообще по казеннымъ подрядамъ и поставкамъ, дозволяется отпускать на волю дворовыхъ людей на тѣхъ же основаніяхъ, какъ о томъ постановлено относительно имѣній, заложенныхъ въ кредитныхъ установленіяхъ (Уст. Кред. ст. 518), съ тѣмъ, чтобы подлежащія Казенныя Палаты или другія вѣдомства, гдѣ имѣніе принято въ залогъ, немедленно по выдачѣ отпускной извѣщаемы были отъ подлежащихъ мѣстъ для исключенія уволенныхъ людей изъ числа принятыхъ въ залогъ.

1624. Въ теченіи договорнаго срока дозволяется залоги, обезпечивающіе дѣйствіе договора, перемѣнять другими благонадежными, что распространяется и на заклады.

1625. Въ отношеніи представленія въ залогъ ненаселенныхъ земель въ Губерніяхъ Херсонской и Екатеринославской, сверхъ вышеизъясненныхъ, наблюдаются еще слѣдующія правила:

1) Земли сіи принимаются въ залогъ по одному рублю пятидесяти копѣекъ серебромъ за десятину, безъ всякаго раздробленія, цѣлыми дачами, формально обмежеванными и состоящими въ безспорномъ владѣніи, по свидѣтельствамъ Гражданскихъ Палатъ о принадлежности и свободности оныхъ.

2) При представленіи свидѣтельствъ Гражданскихъ Палатъ, должны быть сверхъ того представлены межевые планы и книги на отдаваемыя въ залогъ земли.

3) Земель, на кои не будетъ представлено межевыхъ плановъ и книгъ, или которыя состоятъ въ какомъ либо спорѣ, отнюдь въ залогъ не принимать.

4) Если представленная къ залогу по одному подряду или поставкѣ земля, считая по одному рублю пятидесяти копѣекъ серебромъ за десятину, стоила болѣе, нежели сколько по суммѣ подряда къ обезпеченію онаго нужно: то излишнее число десятинъ принимать въ залогъ по другому подряду.

5) Въ случаѣ неисправнаго исполненія контракта, обезпеченнаго одною частію, подвергать продажѣ всю дачу безъ раздробленія, хотя бы контрактъ, обезпеченный другою частію, выполняемъ былъ исправно.

6) Изъ суммы, вырученной продажею заложенной земли, уплачивать то, что слѣдовать будетъ на выполненіе неисправнаго подряда или поставки, а остальныя деньги удерживать въ замѣнъ проданной земли до совершеннаго окончанія прочихъ обязательствъ, тою землею обезпеченныхъ.

7) Принятые въ залогъ участки земель, ни въ какомъ случаѣ при продажѣ не должны быть раздробляемы.

1626. По содержанію казенныхъ оброчныхъ статей принимаются въ залогъ недвижимыя имущества на томъ же основаніи, какъ и по казеннымъ подрядамъ, съ соблюденіемъ притомъ особыхъ въ статьяхъ 45, 46 и 47 Устава о Казенныхъ Оброчныхъ Статьяхъ постановленныхъ правилъ.

Примѣчаніе. Правила о пріемѣ въ залогъ недвижимыхъ имуществъ по содержанію казенныхъ населенныхъ имѣній и по питейнымъ сборамъ опредѣляются въ особыхъ Уставахъ.

Отдѣленіе второе.

О залогахъ недвижимыхъ имуществъ между частными лицами.

I. О отдачѣ въ залогъ недвижимаго имущества.

1627. Отдавать въ залогъ недвижимое имущество могутъ токмо тѣ, кои имѣютъ право отчуждать оное продажею.

1628. Принимать въ залогъ недвижимое имущество могутъ токмо тѣ, коимъ дозволено по праву ихъ состоянія владѣть онымъ.

1629. Отдавать въ залогъ можно токмо то имущество, которое принадлежитъ отдающему по праву собственности. Посему:

1) Недѣйствительны залоги чужаго имущества безъ надлежащаго къ тому законнаго уполномочія. Если залогъ учиненъ подлогомъ: то залогодатель не токмо обязанъ вознаградить настоящаго владѣльца за всѣ убытки, а заимодавцу заплатить полученныя отъ него подъ залогъ деньги, но и подвергается уголовному суду по законамъ.

2) Недѣйствителенъ залогъ имущества въ пожизненномъ владѣніи состоящаго, если владѣльцу не предоставлено такого права въ отношеніи благопріобрѣтеннаго имѣнія духовнымъ завѣщаніемъ, а въ отношеніи родоваго, особымъ актомъ съ Высочайшаго утвержденія; но и въ сихъ случаяхъ пожизненный владѣлецъ долженъ дѣлать такой залогъ съ дозволенія Правительствующаго Сената.

Примѣчаніе. Случаи, въ коихъ залогъ имѣнія, сдѣланный лицомъ торговаго состоянія, впадшимъ въ несостоятельность, признается недѣйствительнымъ, изложены въ статьяхъ 1932—1934 Устава Торговаго.

1630. Отдавать и принимать въ залогъ можно имущество токмо свободное; посему:

1) Недѣйствителенъ залогъ имущества, состоящаго подъ запрещеніемъ. Имущество, такимъ образомъ заложенное, остается въ прежней его обязанности по предъидущему запрещенію; заимодавцу же, принявшему въ залогъ запрещенное имущество, предоставляется требовать удовлетворенія отъ залогодателя; если же сей послѣдній окажется несостоятельнымъ: то взысканіе обращается на членовъ того присутственнаго мѣста, гдѣ совершена закладная крѣпость въ противность запрещенія. Секретарь, Надсмотрщикъ и Писецъ сего мѣста подвергаются за сіе таковому же наказанію, каковому они за неправильное совершеніе купчихъ крѣпостей подлежатъ.

2) Когда одно и тоже имущество будетъ заложено въ разныя руки: то тотъ токмо залогъ остается дѣйствительнымъ, на который закладная крѣпость совершена прежде другихъ; прочимъ же заимодавцамъ предоставляется право требовать удовлетворенія отъ должника, который сверхъ того подвергается отвѣтственности на основаніи статьи 2297 Уложенія о Наказаніяхъ.

1631. Не запрещается отдавать и принимать въ залогъ имущество, состоящее въ спорѣ, если оно не находится подъ запрещеніемъ; но при семъ присутственное мѣсто, совершающее закладную, обязано дѣлать такія же напоминанія въ отношеніи къ очисткамъ, какъ и при купчихъ. Посему, если по спору имѣніе будетъ отсуждено: то, въ слѣдствіе таковыхъ очистокъ, залогъ на оное уничтожается, а заимодавцу предоставляется требовать отъ должника или другаго залога, или возвращенія займа съ понесенными убытками.

1632. Недвижимое имущество, состоящее въ общемъ владѣніи, не можетъ быть отдано въ залогъ иначе, какъ по согласію всѣхъ участвующихъ въ немъ владѣльцевъ.

1633. Дворы (ст. 394 примѣч. 1), заводы, фабрики, мануфактуры и лавки, какъ имѣніе нераздробляемое, не могутъ быть отдаваемы въ залогъ по частямъ.

1634. Деревни, мастеровые и рабочіе люди, лѣса и земли, состоящіе при заводахъ и фабрикахъ поссессіонныхъ, не могутъ быть отданы въ залогъ особо отъ оныхъ.

1635. Земля, принадлежащая государственнымъ крестьянамъ, на собственныхъ земляхъ водворенныхъ, при залогѣ не можетъ быть раздроблена на участки менѣе восьми десятинъ.

1636. Если помѣщикъ заложитъ изъ земли, населенной крестьянами, такое количество, что за оными будетъ оставаться у нихъ менѣе четырехъ десятинъ съ половиною на душу, и если актъ залога на сію землю по просрочкѣ будетъ представленъ ко взысканію, то онъ долженъ въ теченіи года со времени предъявленія акта залога, или пріобрѣсти для тѣхъ своихъ крестьянъ и дать имъ другую землю, соразмѣрно числу ихъ душъ, или перевести ихъ на другія свои земли, или продать ихъ другому, съ таковою же обязанностію надѣлить землею, или переселить сихъ крестьянъ на собственныя покупщика земли, въ чемъ по совершеніи купчей берутся отъ продавца и покупщика подписки. Если же въ теченіи годоваго срока надѣленіе землею, или переселеніе крестьянъ на другія земли не совершится, то они берутся въ казенное вѣдомство, и симъ людямъ дозволяется, по желанію ихъ, или вступать въ государственные крестьяне съ водвореніемъ на казенныхъ земляхъ по распоряженію правительства, или причисляться въ городское сословіе на правилахъ, постановленныхъ въ статьяхъ 462, 463, 468 и 469 Законовъ о Состояніяхъ.

1637. Крѣпостные люди безъ земли, какъ крестьяне, такъ и дворовые не могутъ быть представляемы или принимаемы въ обезпеченіе ни-

какихъ частныхъ долговъ: посему и совершеніе закладныхъ на крѣпостныхъ людей безъ земли не можетъ имѣть мѣста. При залогѣ имѣній не дозволяется владѣльцамъ выговаривать или оставлять за собою людей, отдѣляемыхъ отъ семействъ.

Примѣчаніе 1. Запрещеніе закладывать крѣпостныхъ людей безъ земли въ обезпеченіе частныхъ долговъ имѣетъ силу со 2 Мая 1833 года.

Примѣчаніе 2. 9 Января 1850 года Высочайше повелѣно: 1) Въ Закавказскомъ краѣ заложенныхъ за частные долги безземельныхъ крестьянъ, на коихъ совершены закладныя до 1841 года (ср. ст. 1397 примѣч. 2 сего Свода) и кромѣ коихъ владѣлецъ ихъ не имѣетъ никакого другаго имущества, обращать въ казну, съ выдачею за нихъ кредиторамъ той суммы, какая значится въ закладной; и 2) по закладнымъ и другимъ частнымъ долговымъ обязательствамъ, до 1841 года совершеннымъ, и, по просрочкѣ ихъ ко взысканію представленнымъ, равно какъ и по взысканіямъ, въ слѣдствіе исковъ всякаго рода до наступленія вышеозначеннаго срока окончательно присужденнымъ, когда бы у должника не было другаго имущества, кромѣ крѣпостныхъ людей безъ земли, или когда бы сего имущества на полное удовлетвореніе взысканія оказалось недостаточно, причислять сихъ людей въ казну, съ выдачею, кому слѣдуетъ, за каждую наличную душу мужескаго пола, пріобрѣтенную по купчимъ крѣпостямъ, сумму, значущуюся въ купчихъ, а за доставшуюся безъ купли по наслѣдству, или другимъ законнымъ образомъ, цѣну, опредѣленную въ статьѣ 1126 Законовъ о Состояніяхъ.

1638. Особенныя запрещенія, выше сего книги III въ главѣ о куплѣ и продажѣ постановленныя, о поссессіонныхъ заводахъ и фабрикахъ, и прочихъ имуществахъ, кои не могутъ быть отчуждаемы безъ особаго разрѣшенія, распространяются въ равной мѣрѣ и на залоги.

1639. Составляемыя Дворянскими Обществами, по предоставленному имъ праву, общественныя суммы, могутъ быть отдаваемы ими въ займы подъ залогъ недвижимыхъ имѣній на общемъ основаніи, съ соблюденіемъ слѣдующихъ правилъ: 1) удостовѣреніе о свободности принимаемаго въ залогъ недвижимаго имущества производится по правиламъ, для Государственнаго Заемнаго Банка постановленнымъ; 2) закладная на такое имущество должна быть писана на имя всего Дворянскаго Общества.

1640. Объ отдачѣ церковными крестьянами въ губерніяхъ Тифлисской, Эриванской и Кутаисской недвижимыхъ имѣній въ залогъ постановлены слѣдующія правила: 1) Церковные крестьяне допускаются къ совершенію займа подъ залоги такихъ имѣній, которыя собственно имъ принадлежатъ, т. е. которыя покупкою ими, или предками ихъ пріобрѣтены и не состоятъ въ числѣ имѣній церковныхъ; но займы сіи не иначе дѣлаются, какъ съ тѣмъ, чтобы закладныя, отъ имени Грузинскихъ церковныхъ крестьянъ быть могущія, совершаемы были по свидѣтельству Грузино-Имеретинской Синодальной Конторы, испрошенному, для отклоненія отлучки крестьянъ отъ сельскихъ ихъ упражненій, чрезъ мѣстныхъ церковныхъ управителей, и въ коемъ означено быть должно со всею точностію недвижимое имущество, къ залогу дозволяемое, съ удо-

стовѣреніемъ, что оно принадлежитъ крестьянину именно по благопріобрѣтенію его, или предковъ его, на собственный ихъ капиталъ, и не состоитъ въ числѣ имѣній церковныхъ. Удостовѣреніе сіе нужно особенно потому, чтобъ крестьяне, которые иногда, покупая другъ у друга право на владѣніе тѣмъ или другимъ участкомъ церковной земли, не могли смѣшать сей участокъ съ своею собственностію, и тѣмъ или причинить потерю достоянія не имъ, а церкви принадлежащаго, или по крайней мѣрѣ подвергнуть ее спорамъ къ разоренію кредиторовъ. 2) Закладныя должны быть составляемы на общемъ, въ Россіи существующемъ, основаніи. 3) Взысканія по закладнымъ производить продажею заложеннаго имѣнія; буде же продажею не выручится подлежащая въ платежъ заимодавцу сумма, то имѣніе обращать въ платежъ заимодавцу и дальнѣйшаго взысканія съ закладчика уже не производить. 4) Закладная, совершенная безъ свидѣтельства Грузино-Имеретинской Синодальной Конторы о благонадежности залога, почитается недѣйствительною, и присутственное мѣсто, оную совершившее, подвергается строгой отвѣтственности по законамъ.

1641. Имѣнія заповѣдныя и состоящія на правѣ маіоратовъ въ Западныхъ губерніяхъ не могутъ быть отдаваемы въ залогъ; но владѣлецъ заповѣднаго имѣнія, въ нѣкоторыхъ, опредѣленныхъ выше сего въ статьяхъ 489, 1069, 1211 и 1212 случаяхъ, и на основаніи изложенныхъ въ сихъ же статьяхъ правилъ, можетъ занимать денежныя суммы подъ залогъ доходовъ съ заповѣднаго имѣнія.

II. О совершеніи закладной крѣпости.

1642. Актъ на залогъ недвижимаго имущества между частными лицами совершается крѣпостнымъ порядкомъ, и называется *закладною крѣпостью на недвижимое имѣніе*.

1643. Закладная крѣпость на недвижимое имѣніе пишется соразмѣрно ея суммѣ у крѣпостныхъ дѣлъ на бумагѣ, для крѣпостныхъ актовъ установленной, по прилагаемой при семъ формѣ.

1644. Если въ обезпеченіе какого либо долга отдаются въ залогъ нѣсколько отдѣльныхъ имѣній, состоящихъ въ разныхъ губерніяхъ, или же хотя и въ одной губерніи, но въ разныхъ мѣстахъ, то на каждое изъ сихъ имѣній совершается особый закладной актъ, съ означеніемъ, какая именно сумма обезпечивается тѣмъ имѣніемъ. Впрочемъ, по обоюдному желанію заимодавца и закладчика, можетъ быть совершаемъ и одинъ общій о залогѣ нѣсколькихъ имѣній актъ, но съ тѣмъ однако же, чтобы въ закладной было съ точностію означено: въ обезпеченіе какой части долга принимается каждое изъ сихъ отдѣльныхъ имѣній. Мѣстамъ, гдѣ совершаются на недвижимыя имѣнія закладныя, вмѣняется въ обязанность не

свидѣтельствовать сихъ актовъ, если они составлены не на точномъ основаніи изложенныхъ здѣсь правилъ.

1645. Закладная крѣпость на недвижимое имѣніе должна быть утверждена подписью не менѣе, какъ двухъ свидѣтелей.

1646. При совершеніи закладной крѣпости взыскиваются съ оной однѣ только канцелярскія пошлины; крѣпостныя же взимаются тогда, когда заложенное имѣніе не бывъ выкуплено въ срокъ, продано будетъ съ публичнаго торга.

1647. По совершеніи закладной крѣпости, присутственное мѣсто налагаетъ у себя запрещеніе на заложенное имѣніе и дѣлаетъ надлежащее распоряженіе объ извѣщеніи о томъ установленнымъ порядкомъ въ Объявленіяхъ, издаваемыхъ отъ Сенатской Типографіи.

Примѣчаніе. Въ Уставѣ Втораго Россійскаго Страховаго отъ огня Общества 11 Іюня 1851 года постановлено: Заимодатель, взявши недвижимое имѣніе въ залогъ, можетъ, если того не сдѣлаетъ хозяинъ, отдать оное на страхъ. Въ томъ же Уставѣ и въ Уставѣ Страховаго отъ огня Товарищества Саламандра постановлено: о всякомъ застрахованномъ имуществѣ, когда оное принято будетъ въ залогъ или подъ закладъ, гдѣ бы ни было, заимодатели должны объявить о томъ Правленію Общества, немедленно послѣ залога или заклада, подъ опасеніемъ лишиться права на преимущественное вознагражденіе отъ Общества, въ случаѣ пожара, если бы оный произошелъ до полученія Правленіемъ вышеупомянутаго объявленія.

Въ Высочайше утвержденныхъ 5 и 12 Мая 1838 года Уставахъ Московскаго и С.-Петербургскаго Страховыхъ отъ огня Обществъ изложены равнымъ образомъ постановленія, приведенныя въ семъ примѣчаніи.

1648. Если бы по совершеніи закладной крѣпости, она за чѣмъ либо не состоялась: то являть оную въ то мѣсто, гдѣ она была написана, для отмѣтки въ книгѣ къ уничтоженію, въ семидневный срокъ.

III. Объ исполненіи по закладной крѣпости.

1649. Исполненіе по закладной крѣпости производится платежемъ отъ должника заимодавцу всѣхъ должныхъ по закладной денегъ, въ срокъ, оною постановленный.

1650. По совершеніи платежа, заимодавецъ или его повѣренный обязанъ надписать на закладной, что деньги принялъ сполна; послѣ сего она представляется въ надлежащее присутственное мѣсто, которое приказываетъ тотчасъ записать ее въ особенную шнуровую для сего учрежденную при крѣпостныхъ дѣлахъ книгу, съ изъясненіемъ, что по той закладной деньги заплачены. Подъ симъ должны подписаться своеручно заимодавецъ, что деньги сполна принялъ, а должникъ, что деньги сполна отдалъ и закладную получилъ. Если же они грамотѣ не умѣютъ, то вмѣсто ихъ подписываются тѣ, кому они вѣрятъ. За симъ Надсмотрщикъ подписываетъ на закладной, что деньги заплачены въ такомъ-то мѣстѣ и такого-то числа, что закладная въ книгу записана, и что заимодавецъ и

закладчикъ оба въ той книгѣ росписались. Послѣ сего закладная отдается залогодателю. Исполнивъ сіе, присутственное мѣсто, ни мало не медля, должно сдѣлать у себя разрѣшеніе на заложенное имѣніе и учинить надлежащее распоряженіе объ извѣщеніи о томъ установленнымъ порядкомъ въ Объявленіяхъ, издаваемыхъ отъ Сенатской Типографіи о запрещеніяхъ и разрѣшеніяхъ имѣній.

1651. Если заимодавецъ не будетъ принимать запятыхъ у него денегъ въ платежъ на опредѣленный срокъ, то залогодатель обязанъ представить ихъ въ надлежащее присутственное мѣсто, которое, принявъ оныя, призываетъ заимодавца, отдаетъ ему деньги, отбираетъ у него закладную, и по надписаніи, возвращаетъ залогодателю. Если же заимодавецъ за какою либо отговоркою денегъ брать не захочетъ: то оныя оставляются въ храненіи сего присутственнаго мѣста, а залогодателю выдается въ платежѣ, за подписью присутствующихъ, квитанція, которая записывается подобно уплаченной закладной.

1652. Если заимодавца не будетъ въ томъ мѣстѣ, куда представлены къ платежу деньги: то, не смотря на сіе, присутственное мѣсто принимаетъ ихъ, выдаетъ квитанцію и потомъ извѣщаетъ заимодавца письменно, дабы онъ принялъ деньги и возвратилъ закладную.

1653. Закладныя на недвижимыя имущества не могутъ быть передаваемы по надписямъ.

Примѣчаніе. По просроченнымъ закладнымъ взысканіе производится на основаніи правилъ, изложенныхъ ниже въ книгѣ I Свода Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ; а въ случаѣ спора надлежитъ поступать на основаніи правилъ, помѣщенныхъ въ книгѣ II того же Свода.

DE L'ANTICHRÈSE.

2085. L'antichrèse ne s'établit que par écrit.

Le créancier n'acquiert par ce contrat que la faculté de percevoir les fruits de l'immeuble, à la charge de les imputer annuellement sur les intérêts, s'il lui en est dû, et ensuite sur le capital de sa créance.

2086. Le créancier est tenu, s'il n'en est autrement convenu, de payer les contributions et les charges annuelles de l'immeuble qu'il tient en antichrèse.

Il doit également, sous peine de dommages et intérêts, pourvoir à l'entretien et aux réparations utiles et nécessaires de l'immeuble, sauf à prélever sur les fruits toutes les dépenses relatives à ces divers objets.

2087. Le débiteur ne peut, avant l'entier acquittement de la dette, réclamer la jouissance de l'immeuble qu'il a remis en antichrèse.

Mais le créancier qui veut se décharger des obligations exprimées en l'article précédent, peut toujours, à moins qu'il n'ait renoncé à ce droit, contraindre le débiteur à reprendre la jouissance de son immeuble.

2088. Le créancier ne devient point propriétaire de l'immeuble par le seul défaut de paiement au terme convenu; toute clause contraire est nulle: en ce cas, il peut poursuivre l'expropriation de son débiteur par les voies légales.

2089. Lorsque les parties ont stipulé que les fruits se compenseront avec les intérêts, ou totalement, ou jusqu'à une certaine concurrence, cette convention s'exécute comme toute autre qui n'est point prohibée par les lois.

2090. Les dispositions des articles 2077 et 2083 s'appliquent à l'antichrèse comme au gage.

2091. Tout ce qui est statué au présent chapitre, ne préjudicie point aux droits que des tiers pourraient avoir sur le fonds de l'immeuble remis à titre d'antichrèse.

Si le créancier, muni à ce titre, a d'ailleurs sur le fonds, des privilèges ou hypothèques légalement établis et conservés, il les exerce à son ordre et comme tout autre créancier.

DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2092. Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir.

2093. Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers; et le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

2094. Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et hypothèques.

CHAPITRE II.

DES PRIVILÈGES.

2095. Le privilège est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires.

2096. Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des privilèges.

2097. Les créanciers privilégiés, qui sont dans le même rang, sont payés par concurrence.

2098. Le privilège, à raison des droits du trésor impérial, et l'ordre dans lequel il s'exerce, sont réglés par les lois qui les concernent (*).

Le trésor impérial ne peut cependant obtenir de privilège au préjudice des droits antérieurement acquis à des tiers.

2099. Les privilèges peuvent être sur les meubles ou sur les immeubles.

SECTION PREMIÈRE.

Des privilèges sur les meubles.

2100. Les privilèges sont ou généraux, ou particuliers sur certains meubles.

§ I. *Des privilèges généraux sur les meubles.*

2101. Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant:

1) Les frais de justice;

2) Les frais funéraires;

3) Les frais quelconques de la dernière maladie, concurrement entre ceux à qui ils sont dus;

4) Les salaires des gens de service, pour l'année échue, et ce qui est dû sur l'année courante;

(*) Ces lois sont: 1) le décret des 6—22 août 1791, art 22, qui donne préférence au Trésor sur les biens des comptables publics et sur ceux des redevables, relativement aux droits d'entrée et de sortie des marchandises dans les relations du royaume avec l'étranger; 2) le décret du 4 germinal an II, art. 4, qui donne préférence à la République pour les droits relatifs au commerce maritime et aux douanes; 3) celle du 5 septembre 1807, art. 1 à 10, qui donne un privilège au trésor sur les meubles des comptables, et sur les immeubles acquis par eux et leurs femmes, à titre onéreux, postérieurement à leur nomination. Le premier de ces privilèges s'exerce après les privilèges énoncés aux art. 2101 et 2102; le second ne peut préjudicier à ceux des art. 2101, 2103, 2104 et 2105, etc.; quant aux immeubles acquis par les comptables avant leur nomination, ou depuis, mais à titre gratuit, cette même loi ne donne au Trésor qu'une hypothèque légale; 4) une seconde loi du 5 sept. 1807, qui donne au Trésor un privilège sur les biens du condamné, pour le remboursement des frais en matière criminelle, correctionnelle et de police. Ce privilége ne s'exerce qu'après ceux désignés aux art. 2101, 2102, et les sommes dues pour la défense personnelle des condamnés; 5) une loi du 12 novembre 1808. Elle donne au Trésor, pour la contribution foncière de l'année échue et de l'année courante, un privilège qui prime tous les autres sur les récoltes, fruits, etc., et pour les contributions mobilières des portes et fenêtres, patentes, etc., un privilège également pour l'année échue et l'année courante sur tous les meubles, etc., 6) la loi des finances du 28 avril 1816, art 76, accorde le même privilège pour le recouvrement des droits de timbre et des amendes de contraventions y relatives.

5) Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille: savoir, pendant les six derniers mois, par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres, et pendant la dernière année, par les maîtres de pension et marchands en gros.

§ II. *Des privilèges sur certains meubles.*

2102. Les créances privilégiées sur certains meubles sont,

1) Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année, et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme, et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme; savoir, pour tout ce qui est échu, et pour tout ce qui est à échoir, si les baux sont authentiques, ou si, étant sous signature privée, ils ont une date certaine; et, dans ces deux cas, les autres créanciers ont le droit de relouer la maison ou la ferme pour le restant du bail, et de faire leur profit des baux ou fermages, à la charge toutefois de payer au propriétaire tout ce qui lui serait encore dû;

Et, à défaut de baux authentiques, ou lorsqu'étant sous signature privée, ils n'ont pas une date certaine, pour une année à partir de l'expiration de l'année courante;

Le même privilège a lieu pour les réparations locatives, et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail;

Néanmoins les sommes dues pour les semences ou pour les frais de la récolte de l'année, sont payées sur le prix de la récolte, et celles dues pour ustensiles, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au propriétaire, dans l'un et l'autre cas;

Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il ait fait la revendication; savoir, lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours; et dans celui de quinzaine, s'il s'agit des meubles garnissant une maison;

2) La créance sur le gage dont le créancier est saisi;

3) Les frais faits pour la conservation de la chose;

4) Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme;

Si la vente a été faite sans terme, le vendeur peut même revendiquer ces effets tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, en empêcher la revente, pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison, et que les effets se trouvent dans le même état dans lequel cette livraison a été faite;

Le privilège du vendeur ne s'exerce toutefois qu'après celui du propriétaire de la maison ou de la ferme, à moins qu'il ne soit prouvé que le propriétaire avait connaissance que les meubles et autres objets garnissant sa maison ou sa ferme n'appartenaient pas au locataire;

Il n'est rien innové aux lois et usages du commerce sur la revendication;

5) Les fournitures d'un aubergiste, sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge;

6) Les frais de voiture et les dépenses accessoires. sur la chose voiturée;

7) Les créances résultant d'abus et prévarications commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, sur les fonds de leur cautionnement, et sur les intérêts qui en peuvent être dus.

SECTION II.

Des privilèges sur les immeubles.

2103. Les créanciers privilégiés sur les immeubles sont,

1) Le vendeur, sur l'immeuble vendu, pour le paiement du prix;

S'il ya plusieurs ventes successives dont le prix soit dû en tout ou en partie, le premier vendeur est préféré au second, le deuxième au troisième, et ainsi de suite;

2) Ceux qui ont fourni les deniers pour l' acquisition d'un immeuble, pourvu qu'il soit authentiquement constaté, par l'acte d'emprunt, que la somme était destinée à cet emploi, et par la quittance de ce vendeur, que ce paiement a été fait des deniers empruntés;

3) Les cohéritiers, sur les immeubles de la succession, pour la garantie des partages faits entre eux, et des soultes ou retour de lots;

4) Les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux, ou autres ouvrages quelconques, pourvu néanmoins que, par un expert nommé d'office par le tribunal de première instance dans le ressort duquel les bâtiments sont situés, il ait été dressé préalablement un procès-verbal, à l'effet de constater l'état des lieux relativement aux ouvrages que le propriétaire déclarera avoir dessein de faire, et que les ouvrages aient été, dans les six mois au plus de leur perfection, reçus par un expert également nommé d'office;

Mais le montant du privilège ne peut excéder les valeurs constatées par le second procès-verbal, et il se réduit à la plus-value existante à l'époque de l'aliénation de l'immeuble et résultant des travaux qui y ont été faits;

5) Ceux qui ont prêté les deniers pour payer ou rembourser les ouvriers, jouissent du même privilège, pourvu que cet emploi soit authentiquement constaté par l'acte d'emprunt, et par la quittance des ouvriers, ainsi qu'il a été dit ci-dessus pour ceux qui ont prêté les deniers pour l'acquisition d'un immeuble.

SECTION III.

Des privilèges qui s'étendent sur les meubles et les immeubles.

2104. Les privilèges qui s'étendent sur les meubles et les immeubles sont ceux énoncés en l'article 2101.

2105. Lorsqu'à défaut de mobilier les privilégiés énoncés en l'article précédent se présentent pour être payés sur le prix d'un immeuble en concurrence avec les créanciers privilégiés sur l'immeuble, les paiements se font dans l'ordre qui suit:

1) Les frais de justice et autres énoncés en l'article 2101;

2) Les créances désignées en l'article 2103.

SECTION IV.

Comment se conservent les privilèges.

2106. Entre les créanciers, les privilèges ne produisent d'effet à l'égard des immeubles qu'autant qu'ils sont rendus publics par inscription sur les registres du conservateur des hypothèques, de la manière déterminée par la loi, et à compter de la date de cette inscription, sous les seules exceptions qui suivent.

2107. Sont exceptées de la formalité de l'inscription les créances énoncées en l'article 2101.

2108. Le vendeur privilégié conserve son privilège par la transcription du titre qui a transféré la propriété à l'acquéreur, et qui constate que la totalité ou partie du prix lui est due; à l'effet de quoi la transcription du contrat faite par l'acquéreur vaudra inscription pour le vendeur et pour le prêteur qui lui aura fourni les deniers payés, et qui sera subrogé aux droits du vendeur par le même contrat: sera néanmoins le conservateur des hypothèques tenu, sous peine de tous dommages et intérêts envers les tiers, de faire d'office l'inscription sur son registre, des créances résultant de l'acte translatif de propriété, tant en faveur du vendeur qu'en faveur des prêteurs, qui pourront aussi faire faire, si elle ne l'a été, la transcription du contrat de vente, à l'effet d'acquérir l'inscription de ce qui leur est dû sur le prix.

2109. Le cohéritier ou copartageant conserve son privilège sur les biens de chaque lot ou sur le bien licité, pour les soulte et retour de lots, ou pour le prix de la licitation, par l'inscription faite à sa diligence, dans soixante jours, à dater de l'acte de partage ou de l'adjudication par licitation; durant lequel temps aucune hypothèque ne peut avoir lieu sur le bien chargé de soulte ou adjugé par licitation, au préjudice du créancier de la soulte ou du prix.

2110. Les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux ou autres ouvrages, et ceux qui ont, pour les payer et rembourser, prêté les deniers dont l'emploi a été constaté, conservent, par la double inscription faite,—1° du procès-verbal qui constate l'état des lieux,—2° du procès-verbal de réception, leur privilège à la date de l'inscription du premier procès-verbal.

2111. Les créanciers et légataires qui demandent la séparation du pa-

trimoine du défunt, conformément à l'article 878, au titre *des Successions*, conservent, à l'égard des créanciers des héritiers ou représentants du défunt, leur privilège sur les immeubles de la succession, par les inscriptions faites sur chacun de ces biens, dans les six mois à compter de l'ouverture de la succession.

Avant l'expiration de ce délai, aucune hypothèque ne peut être établie avec effet sur ces biens par les héritiers ou représentants au préjudice de ces créanciers ou légataires.

2112. Les cessionnaires de ces diverses créances privilégiées exercent tous, les mêmes droits que les cédants, en leur lieu et place.

2113. Toutes créances privilégiées soumises à la formalité de l'inscription, à l'égard desquelles les conditions ci-dessus prescrites pour conserver le privilège n'ont pas été accomplies, ne cessent pas néanmoins d'être hypothécaires; mais l'hypothèque ne date, à l'égard des tiers, que de l'époque des inscriptions qui auront dû être faites ainsi qu'il sera ci-après expliqué.

CHAPITRE III.

DES HYPOTHÈQUES.

2114. L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation.

Elle est de sa nature, indivisible, et subsiste en entier sur tous les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces immeubles.

Elle les suit dans quelques mains qu'ils passent.

2115. L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisés par la loi.

2116. Elle est ou légale, ou judiciaire, ou conventionnelle.

2117. L'hypothèque légale est celle qui résulte de la loi.

L'hypothèque judiciaire est celle qui résulte des jugements ou actes judiciaires (*).

L'hypothèque conventionnelle est celle qui dépend des conventions et de la forme extérieure des actes et des contrats.

2118. Sont seuls susceptibles d'hypothèques,

1) Les biens immobiliers qui sont dans le commerce, et leurs accessoires réputés immeubles;

2) L'usufruit des mêmes biens et accessoires pendant le temps de sa durée.

(*) Ces *actes judiciaires* sont, aux termes de l'art. 2123, des reconnaissances ou vérifications, faites en jugement, de signatures apposées à un acte sous seing privé.

2119. Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque (*).

2120. Il n'est rien innové par le présent Code aux dispositions des lois maritimes concernant les navires et bâtiments de mer.

SECTION PREMIÈRE.

Des hypothèques légales.

2121. Les droits et créances auxquels l'hypothèque légale est attribuée, sont,

Ceux des femmes mariées, sur les biens de leur mari;

Ceux de mineurs et interdits, sur les biens de leur tuteur;

Ceux de l'État, des communes et des établissements publics, sur les biens des receveurs et administrateurs comptables.

2122. Le créancier qui a une hypothèque légale peut exercer son droit sur tous les immeubles appartenant à son débiteur, et sur ceux qui pourront lui appartenir dans la suite, sous les modifications qui seront ci-après exprimées.

SECTION II.

Des hypothèques judiciaires.

2123. L'hypothèque judiciaire résulte des jugements, soit contradictoires, soit par défaut, définitifs ou provisoires, en faveur de celui qui les a obtenus. Elle résulte aussi des reconnaissances ou vérifications, faites en jugement, des signatures apposées à un acte obligatoire sous seing privé (**).

Elle peut s'exercer sur les immeubles actuels du débiteur et sur ceux qu'il pourra acquérir, sauf aussi les modifications qui seront ci-après exprimées.

(*) En d'autres termes, les meubles ne peuvent être hypothéqués, et ne procurent pas au créancier l'avantage de les *suivre*, en quelques mains qu'ils passent, pour les faire vendre et se payer sur le prix. Par le droit romain, au contraire, les meubles étaient susceptibles d'hypothèque. (C. loi 13, *de pign. et hyp.*).

(**) *Loi du 5 septembre 1807 relative aux inscriptions hypothécaires en vertu de jugements rendus sur des demandes en reconnaissance d'obligations sous seing privé.*

1) Lorsqu'il aura été rendu un jugement sur une demande en reconnaissance d'obligation sous seing privé, formée avant l'échéance ou l'exigibilité de ladite obligation, il ne pourra être pris aucune inscription hypothécaire en vertu de ce jugement, qu'à défaut de paiement de l'obligation après son échéance ou son exigibilité, à moins qu'il n'y ait eu stipulation contraire.

2) Les frais relatifs à ce jugement ne pourront être répétés contre le débiteur, que dans le cas où il aura dénié sa signature.

Les frais d'enregistrement seront à la charge du débiteur, tant dans le cas dont il vient d'être parlé, que lorsqu'il aura refusé de se libérer après l'échéance ou l'exigibilité de la dette.

Les décisions arbitrales n'emportent hypothèque qu'autant qu'elles sont revêtues de l'ordonnance judiciaire d'exécution.

L'hypothèque ne peut pareillement résulter des jugements rendus en pays étranger, qu'autant qu'ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal français; sans préjudice des dispositions contraires qui peuvent être dans les lois politiques ou dans les traités.

SECTION III.

Des hypothèques conventionnelles.

2124. Les hypothèques conventionnelles ne peuvent être consenties que par ceux qui ont la capacité d'aliéner les immeubles qu'ils y soumettent.

2125. Ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition, ou résoluble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise aux mêmes conditions ou à la même rescision.

2126. Les biens des mineurs, des interdits, et ceux des absents, tant que la possession n'en est déférée que provisoirement, ne peuvent être hypothéqués que pour les causes et dans les formes établies par la loi, ou en vertu de jugements.

2127. L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par acte passé en forme authentique devant deux notaires ou devant un notaire et deux témoins.

2128. Les contrats passés en pays étranger ne peuvent donner d'hypothèque sur les biens de France, s'il n'y a des dispositions contraires à ce principe dans les lois politiques ou dans les traités.

2129. Il n'y a d'hypothèque conventionnelle valable que celle qui, soit dans le titre authentique constitutif de la créance, soit dans un acte authentique postérieur, déclare spécialement la nature et la situation de chacun des immeubles actuellement appartenant au débiteur, sur lesquels il consent l'hypothèque de la créance. Chacun de tous ses biens présents peut être nominativement soumis à l'hypothèque.

Les biens à venir ne peuvent pas être hypothéqués.

2130. Néanmoins, si les biens présents et libres du débiteur sont insuffisants pour la sûreté de la créance, il peut, en exprimant cette insuffisance, consentir que chacun des biens qu'il acquerra par la suite, y demeure affecté à mesure des acquisitions.

2131. Pareillement, en cas que l'immeuble ou les immeubles présents, assujettis à l'hypothèque, eussent péri, ou éprouvé des dégradations, de ma-

nière qu'ils fussent devenus insuffisants pour la sûreté du créancier, celui-ci pourra ou poursuivre dès-à-présent son remboursement, ou obtenir un supplément d'hypothèque.

2132. L'hypothèque conventionnelle n'est valable qu'autant que la somme pour laquelle elle est consentie, est certaine et déterminée par l'acte: si la créance résultant de l'obligation est conditionnelle pour son existence, ou indéterminée dans sa valeur, le créancier ne pourra requérir l'inscription dont il sera parlé ci-après, que jusqu'à concurrence d'une valeur estimative par lui déclarée expressément, et que le débiteur aura droit de faire réduire, s'il y a lieu.

2133. L'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué.

SECTION IV.

Du rang que les hypothèques ont entre elles.

2134. Entre les créanciers, l'hypothèque, soit légale, soit judiciaire, soit conventionnelle, n'a de rang que du jour de l'inscription prise par le créancier sur les registres du conservateur, dans la forme et de la manière prescrites par la loi, sauf les exceptions portées en l'article suivant.

2135. L'hypothèque existe, indépendamment de toute inscription,

1) Au profit des mineurs et interdits, sur les immeubles appartenant à leur tuteur, à raison de sa gestion, du jour de l'acceptatiou de la tutelle;

2) Au profit des femmes, pour raison de leurs dot et conventions matrimoniales, sur les immeubles de leur mari, et à compter du jour du mariage.

La femme n'a hypothèque pour les sommes dotales qui proviennent de successions à elle échues, ou de donations à elle faites pendant le mariage qu'à compter de l'ouverture des successions ou du jour que les donations ont eu leur effet.

Elle n'a hypothèque pour l'indemnité des dettes qu'elle a contractées avec son mari, et pour le remploi de ses propres aliénés, qu'à compter du jour de l'obligation ou de la vente.

Dans aucun cas, la disposition du présent article ne pourra préjudicier aux droits acquis à des tiers avant la publication du présent titre.

2136. Sont toutefois les maris et les tuteurs tenus de rendre publiques les hypothèques dont leurs biens sont grevés, et, à cet effet, de requérir eux-mêmes, sans aucun délai, inscription aux bureaux à ce établis, sur les immeubles à eux appartenant, et sur ceux qni pourront leur appartenir par la suite.

Les maris et les tuteurs qui, ayant manqué de requérir et de faire faire les inscriptions ordonnées par le présent article, auraient consenti ou laissé prendre des privilèges ou des hypothèques sur leurs immeubles, sans déclarer expressément que lesdits immeubles étaient affectés à l'hypothèque légale des femmes et des mineurs, seront réputés stellionataires, et, comme tels, contraignables par corps.

2137. Les subrogés tuteurs seront tenus, sous leur responsabilité personnelle, et sous peine de tous dommages-intérêts, de veiller à ce que les inscriptions soient prises sans délai sur les biens du tuteur, pour raison de sa gestion, même de faire faire lesdites inscriptions.

2138. A défaut par les maris, tuteurs, subrogés tuteurs, de faire faire les inscriptions ordonnées par les articles précédents, elles seront requises par le procureur impérial près le tribunal de première instance du domicile des maris et tuteurs, ou du lieu de la situation des biens.

2139. Pourront les parents, soit du mari, soit de la femme, et les parents du mineur, ou, à défaut de parents, ses amis, requérir lesdites inscriptions; elles pourront aussi être requises par la femme et par les mineurs.

2140. Lorsque, dans le contrat de mariage, les parties majeures seront convenues qu'il ne sera pris d'inscription que sur un ou certains immeubles du mari, les immeubles qui ne seraient pas indiqués pour l'inscription resteront libres et affranchis de l'hypothèque pour la dot de la femme et pour ses reprises et conventions matrimoniales (*). Il ne pourra pas être convenu qu'il ne sera pris aucune inscription.

2141. Il en sera de même pour les immeubles du tuteur, lorsque les parents, en conseil de famille, auront été d'avis qu'il ne soit pris d'inscription que sur certains immeubles.

2142. Dans le cas des deux articles précédents, le mari, le tuteur et le subrogé tuteur, ne seront tenus de requérir inscription que sur les immeubles indiqués.

2143. Lorsque l'hypothèque n'aura pas été restreinte par l'acte de nomination du tuteur, celui-ci pourra, dans le cas où l'hypothèque générale sur ses immeubles excèderait notoirement les sûretés suffisantes pour sa gestion, demander que cette hypothèque soit restreinte aux immeubles suffisants pour opérer une pleine garantie en faveur du mineur.

La demande sera formée contre le subrogé tuteur, et elle devra être précédée d'un avis de famille.

(*) C'est ce qu'on appelle la *restriction* ou *réduction* de l'hypothèque légale.

2144. Pourra pareillement le mari, du consentement de sa femme, et après avoir pris l'avis des quatre plus proches parents d'icelle, réunis en assemblée de famille, demander que l'hypothèque générale sur tous ses immeubles, pour raison de la dot, des reprises et conventions matrimoniales, soit restreinte aux immeubles suffisants pour la conservation entière des droits de la femme.

2145. Les jugements sur les demandes des maris et des tuteurs ne seront rendus qu'après avoir entendu le procureur impérial, et contradictoirement avec lui.

Dans le cas où le tribunal prononcera la réduction de l'hypothèque à certains immeubles, les inscriptions prises sur tous les autres seront rayées.

CHAPITRE IV.

DU MODE DE L'INSCRIPTION DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

2146. Les inscriptions se font au bureau de conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel sont situés les biens soumis au privilège ou à l hypothèque. Elles ne produisent aucun effet, si elles sont prises dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls.

Il en est de même entre les créanciers d'une succession, si l'inscription n'a été faite par l'un d'eux que depuis l'ouverture, et dans le cas où la succession n'est acceptée que par bénéfice d'inventaire.

2147. Tous les créanciers inscrits le même jour exercent en concurrence une hypothèque de la même date, sans distinction entre l'inscription du matin et celle du soir, quand cette différence serait marquée par le conservateur.

2148. Pour opérer l'inscription, le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur des hypothèques, l'original en brevet (*) ou une expédition authentique du jugement ou de l'acte qui donne naissance au privilège ou à l'hypothèque.

Il y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré, dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre: ils contiennent,

1) Les nom, prénom, domicile du créancier, sa profession s'il en a une, et l'élection d'un domicile pour lui dans un lieu quelconque de l'arrondissement du bureau;

2) Les nom, prénom, domicile du débiteur, sa profession s'il en a une connue, ou une désignation individuelle et spéciale, telle, que le conserva-

(*) Lorsque le notaire rédacteur ne garde pas la minute d'un acte, mais qu'il le délivre aux parties, on dit que cet acte a été passé *en brevet*.

teur puisse reconnaître et distinguer dans tous les cas l'individu grevé d'hypothèque;

3) La date et la nature du titre;

4) Le montant du capital des créances exprimées dans le titre, ou évaluées par l'inscrivant, pour les rentes et prestations, ou pour les droits éventuels, conditionnels ou indéterminés, daus les cas où cette évaluation est ordonnée; comme aussi le montant des accessoires de ces capitaux, et l'époque de l'exigibilité;

5) L'indication de l'espèce et de la situation des biens sur lesquels il entend conserver son privilège ou son hypothèque.

Cette dernière disposition n'est pas nécessaire dans le cas des hypothèques légales ou judiciaires: à défaut de convention, une seule inscription, pour ces hypothèques, frappe tous les immeubles compris dans l'arrondissement du bureau.

2149. Les inscriptions à faire sur les biens d'une personne décédée, pourront être faites sous la simple désignation du défunt, ainsi qu'il est dit au n° 2 de l'article précédent.

2150. Le conservateur fait mention, sur son registre, du contenu aux bordereaux, et remet au requérant, tant le titre ou l'expédition du titre, que l'un des bordereaux, au pied duquel il certifie avoir fait l'inscription.

2151. Le créancier inscrit pour un capital produisant intérêt ou arrérage, a droit d'être colloqué pour deux années seulement, et pour l'année courante, au même rang d'hypothèque que pour son capital; sans préjudice des inscriptions particulières à prendre, portant hypothèque à compter de leur date, pour les arrérages autres que ceux conservés par la première inscription.

2152. Il est loisible à celui qui a requis une inscription, ainsi qu'à ses représentants, ou cessionnaires par acte authentique, de changer sur le registre des hypothèques le domicile par lui élu, à la charge d'en choisir et indiquer un autre dans le même arrondissement.

2153. Les droits d'hypothèque purement légale de l'État, des communes et des établissements publics sur les biens des comptables, ceux des mineurs ou interdits sur les tuteurs, des femmes mariées sur leurs époux, seront inscrits sur la représentation de deux bordereaux, contenant seulement,

1) Les nom, prénom, profession et domicile réel du créancier, et le domicile qui sera par lui, ou pour lui, élu dans l'arrondissement;

2) Les nom, prénom, profession, domicile, ou désignation précise du débiteur;

3) La nature des droits à conserver, et le montant de leur valeur quant aux

objets déterminés, saus être tenu de le fixer quant à ceux qui sont conditionnels, éventuels ou indéterminés.

2154. Les inscriptions conservent l'hypothèque et le privilège pendant dix années, à compter du jour de leur date; leur effet cesse, si ces inscriptions n'ont été renouvelées avant l'expiration de ce délai (*).

2155. Les frais des inscriptions sont à la charge du débiteur, s'il n'y a stipulation contraire; l'avance en est faite par l'inscrivant, si ce n'est quant aux hypothèques légales, pour l'inscription desquelles le conservateur a son recours contre le débiteur. Les frais de la transcription, qui peut être requise par le vendeur, sont à la charge de l'acquéreur.

2156. Les actions auxquelles les incriptions peuvent donner lieu contre les créanciers, seront intentées devant le tribunal compétent, par exploits faits à leur personne, on au dernier des domiciles élus sur leur registre; et ce, nonobstant le décès soit des créanciers, soit de ceux chez lesquels ils auront fait élection de domicile.

CHAPITRE V.

DE LA RADIATION ET RÉDUCTION DES INSCRIPTIONS.

2157. Les inscriptions sont rayées du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée.

2158. Dans l'un et l'autre cas, ceux qui requièrent la radiation déposent au bureau du conservateur l'expédition de l'acte authentique portant consentement, ou celle du jugement.

2159. La radiation non consentie est demandée au tribunal dans le res-

---

(*) *Avis du conseil-d'état du 15 décembre 1807, approuvé le 22 janvier 1808, sur la durée des inscriptions relatives aux hypothèques légales.*

Le conseil-d'état, consulté sur la question de savoir si les inscriptions hypothécaires prises d'office, et celles prises par les femmes, les mineurs et le trésor public, sur les biens des maris, des tuteurs et des comptables, doivent être renouvelées avant l'expiration du délai de dix années,

Est d'avis que.... 1) toute inscription doit être renouvelée avant l'expiration du laps de dix années;

2) Lorsque l'inscription a été nécessaire pour opérer l'hypothèque, le renouvellement est nécessaire pour sa conservation;

3) Lorsque l'hypothèque existe indépendamment de l'inscription, et que celle-ci n'est ordonnée que sous des peines particulières, ceux qui ont dû la faire, doivent la renouveler sous les mêmes peines;

4) Enfin, lorsque l'inscription a dû être faite d'office par le conservateur, elle doit être renouvelée par le créancier qui a intérêt.

sort duquel l'inscription a été faite, si ce n'est lorsque cette inscription a eu lieu pour sûreté d'une condamnation éventuelle ou indéterminée, sur l'exécution ou liquidation de laquelle le débiteur et ce créancier prétendu sont en instance ou doivent être jugés dans un autre tribunal; auquel cas la demande en radiation doit y être portee ou renvoyée.

Cependant la convention faite par le créancier et le débiteur, de porter, en cas de contestation, la demande à un tribunal qu'ils auraient désigné, recevra son exécution entre eux.

2160. La radiation doit être ordonnée par les tribunaux, lorsque l'inscription a été faite sans être fondée ni sur la loi, ni sur un titre, ou lorsqu'elle l'a été en vertu d'un titre soit irrégulier, soit éteint ou soldé, ou lorsque les droits de privilège ou d'hypothèque sont effacés par les voies légales.

2161. Toutes les fois que les inscriptions prises par un créancier qui d'après la loi, aurait droit d'en prendre sur les biens présents ou sur les biens à venir d'un débiteur, sans limitation convenue, seront portées sur plus de domaines différents qu'il n'est nécessaire à la sûreté des créances, l'action en réduction des inscriptions, ou en radiation d'une partie en ce qui excède la proportion convenable, est ouverte au débiteur. On y suit les règles de compétence établies dans l'article 2159.

La disposition du présent article ne s'applique pas aux hypothèques conventionnelles.

2162. Sont réputées excessives les inscriptions qui frappent sur plusieurs domaines, lorsque la valeur d'un seul ou de quelques-uns d'entre eux excède de plus d'un tiers en fonds libres le montant des créances en capital et accessoires légaux.

2163. Peuvent aussi être réduites comme excessives, les inscriptions prises d'après l'évaluation faite par le créancier, des créances qui, en ce qui concerne l'hypothèque à établir pour leur sûreté, n'ont pas été réglées par la convention, et qui, par leur nature, sont conditionnelles, éventuelles ou indéterminées.

2164. L'excès, dans ce cas, est arbitré par le juges, d'après les circonstances, les probabilités des chances et les présomptions de fait, de manière à concilier les droits vraisemblables du créancier avec l'intérêt du crédit raisonnable à conserver au débiteur; sans préjudice des nouvelles inscriptions à prendre avec hypothèque du jour de leur date, lorsque l'évènement aura porté les créances indéterminées à une somme plus forte.

2165. La valeur des immeubles dont la comparaison est à faire avec celle des créances et le tiers en sus, est déterminée par quinze fois la valeur

du revenu déclaré par la matrice du rôle de la contribution foncière, ou indiqué par la cote de contribution sur le rôle, selon la proportion qui existe dans les communes de la situation entre cette matrice ou cette cote et le revenu, pour les immeubles non sujets à dépérissement, et dix fois cette valeur pour ceux qui y sont sujets. Pourront néanmoins les juges s'aider, en outre, des éclaircissements qui peuvent résulter des baux non suspects, des procès-verbaux d'estimation qui ont pu être dressés précédemment à des époques rapprochées, et autres actes semblables, et évaluer le revenu au taux moyen entre les résultats de ces divers renseignements.

CHAPITRE VI.

DE L'EFFET DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES CONTRE LES TIERS DÉTENTEURS.

2166. Les créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite sur un immeuble, le suivent en quelques mains qu'il passe, pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions (*).

2167. Si le tiers détenteur ne remplit pas les formalités qui seront ci-après établies (2181 à 2195), pour purger sa propriété, il demeure, par l'effet seul des inscriptions, obligé comme détenteur à toutes les dettes hypothécaires, et jouit des termes et délais accordés au débiteur originaire.

2168. Le tiers détenteur est tenu, dans le même cas, ou de payer tous les intérêts et capitaux exigibles, à quelque somme qu'ils puissent monter, ou de délaisser l'immeuble hypothéqué, sans aucune réserve.

2169. Faute par le tiers détenteur de satisfaire pleinement à l'une de ces obligations, chaque créancier hypothécaire a droit de faire vendre sur lui l'immeuble hypothéqué, trente jours après commandement fait au débiteur originaire, et sommation faite au tiers détenteur de payer la dette exigible ou de délaisser l'héritage.

2170. Néanmoins le tiers détenteur qui n'est pas personnellement obligé à la dette, peut s'opposer à la vente de l'héritage hypothéqué qui lui a été transmis, s'il est demeuré d'autres immeubles hypothéqués à la même dette dans la possession du principal ou des principaux obligés, et en requérir la discussion préalable selon la forme réglée au titre *du Cautionnement:* pendant cette discussion, il est sursis à la vente de l'héritage hypothéqué.

2171. L'exception de discussion ne peut être opposée au créancier privilégié ou ayant hypothèque spéciale sur l'immeuble.

2172. Quant au délaissement par hypothèque, il peut être fait par tous

---

(*) **Le privilége ou l'hypothèque produit donc un double effet: droit de suite contre le tiers détenteur de l'immeuble affecté; droit de préférence entre les créanciers sur le prix de vente.**

les tiers détenteurs qui ne sont pas persounellement obligés à la dette, et qui ont la capacité d'aliéner.

2173. Il peut l'être même après que le tiers détenteur a reconnu l'obligation ou subi condamnation en cette qualité seulement: le délaissement n'empêche pas que, jusqu'à l'adjudication, le tiers détenteur ne puisse reprendre l'immeuble en payant toute la dette et les frais.

2174. Le délaissement par hypothèque se fait au greffe du tribunal de la situation des biens; et il en est donné acte par ce tribunal.

Sur la pétition du plus diligent des intéressés, il est créé à l'immeuble délaissé un curateur sur lequel la vente de l'immeuble est poursuivie dans les formes prescrites pour les expropriations.

2175. Les détériorations qui procèdent du fait ou de la négligence du tiers détenteur, au préjudice des créanciers hypothécaires ou privilégiés, donnent lieu contre lui à une action en indemnité; mais il ne peut répéter ses impenses et améliorations que jusqu'à concurrence de la plus-value résultant de l'amélioration.

2176. Les fruits de l'immeuble hypothéqué ne sont dus par le tiers détenteur qu'à compter du jour de la sommation de payer ou de délaisser, et, si les poursuites commencées ont été abandonnées pendant trois ans, à compter de la nouvelle sommation qui sera faite.

2177. Les servitudes et droits réels que le tiers détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, renaissent après le délaissement ou après l'adjudication faite sur lui.

Ses créanciers personnels, après tous ceux qui sont inscrits sur les précédents propriétaires, exercent leur hypothèque à leur rang, sur le bien délaissé ou adjugé.

2178. Le tiers détenteur qui a payé la dette hypothécaire, ou délaissé l'immeuble hypothéqué, ou subi l'expropriation de cet immeuble, a le recours en garantie, tel que de droit, contre le débiteur principal.

2179. Le tiers détenteur qui veut purger sa propriété en payant le prix, observe les formalités qui sont établies dans le chapitre VIII du présent titre (2181 à 2192).

CHAPITRE VII.

DE L'EXTINCTION DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

2180. Les privilèges et hypothèques s'éteignent,

1) Par l'extinction de l'obligation principale,

2) Par la renonciation du créancier à l'hypothèque,

3) Par l'accomplissempnt des formalités et conditions prescrites aux tiers détenteurs pour purger les biens par eux acquis,

4) Par la prescription.

La prescription est acquise au débiteur, quant aux biens qui sont dans ses mains, par le temps fixé pour la prescription des actions qui donnent l'hypothèque ou le privilège.

Quant aux biens qui sont dans la main d'un tiers détenteur, elle lui est acquise par le temps réglé pour la prescription de la propriété à son profit: dans le cas où la prescription suppose un titre, elle ne commence à courir que du jour où il a été transcrit sur les registres du conservateur.

Les inscriptions prises par le créancier n'interrompent pas le cours de la prescription établie par la loi en faveur du débiteur ou du tiers détenteur.

CHAPITRE VIII.

DU MODE DE PURGER LES PROPRIÉTÉS DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

2181. Les contrats translatifs de la propriété d'immeubles ou droits réels immobiliers, que les tiers détenteurs voudront purger de privilèges et hypothèques, seront transcrits en entier par le conservateur des hypothèques dans l'arrondissement duquel les biens sont situés.

Cette transcription se fera sur un registre à ce destiné, et le conservateur sera tenu d'en donner reconnaissance au requérant.

2182. La simple transcription des titres translatifs de propriété sur le registre du conservateur, ne purge pas les hypothèques établis sur l'immeuble.

Le vendeur ne transmet à l'acquéreur que la propriété et les droits qu'il avait lui-même sur la chose vendue: il les transmet sous l'affectation des mêmes privilèges et hypothèques dont il était chargé.

2183. Si le nouveau propriétaire veut se garantir de l'effet des poursuites autorisées dans le chapitre VI du présent titre (2166 à 2179), il est tenu, soit avant les poursuites soit dans le mois, au plus tard, à compter de la première sommation qui lui est faite, de notifier aux créanciers aux domiciles par eux élus dans leurs inscriptions,

1) Extrait de son titre, contenant seulement la date et la qualité de l'acte, le nom et la désignation précise du vendeur ou du donateur, la nature et la situation de la chose vendue ou donnée; et, s'il s'agit d'un corps de biens, la dénomination générale seulement du domaine et des arrondissements dans lesquels il est situé, le prix et les charges faisant partie du prix de la vente, ou l'évaluation de la chose, si elle a été donnée;

2) Extrait de la transcription de l'acte de vente;

3) Un tableau sur trois colonnes, dont la première contiendra la date des hypothèques et celle des inscriptions; la seconde, le nom des créanciers; la troisième, le montant des créances inscrites.

2184. L'acquéreur ou le donataire déclarera, par le même acte, qu'il est prêt à acquitter, sur-le-champ, les dettes et charges hypothécaires, jusqu'à concurrence seulement du prix, sans distinction des dettes exigibles ou non exigibles.

2185. Lorsque le nouveau propriétaire a fait cette notification dans le délai fixé, tout créancier dont le titre est inscrit, peut requérir la mise de l'immeuble aux enchères et adjudications publiques; à la charge,

1) Que cette réquisition sera signifiée au nouveau propriétaire dans quarante jours, au plus tard, de la notification faite à la requête de ce dernier, en y ajoutant deux jours par cinq myriamètres de distance entre le domicile élu et le domicile réel de chaque créancier requérant,

3) Qu'elle contiendra soumission du requérant, de porter ou faire porter le prix à un dixième en sus de celui qui aura été stipulé dans le contrat, ou déclaré par le nouveau propriétaire;

3) Que la même signification sera faite dans le même délai au précédent propriétaire, débiteur principal;

4) Que l'original et les copies de ces exploits seront signés par le créancier requérant, ou par son fondé de procuration expresse, lequel, en ce cas, est tenu de donner copie de sa procuration;

5) Qu'il offrira de donner caution (*) jusqu'à concurrence du prix et des charges.

Le tout à peine de nullité.

2186. A défaut, par les créanciers, d'avoir requis la mise aux enchères dans le délai et les formes prescrits, la valeur de l'immeuble demeure définitivement fixée au prix stipulé dans le contrat, ou déclaré par le nouveau propriétaire, lequel est, en conséquence, libéré de tout privilège et hypothèque, en payant ledit prix aux créanciers qui seront en ordre de recevoir, ou en le consignant.

2187. En cas de revente sur enchères, elle aura lieu suivant les formes établies pour les expropriations forcées, à la diligence soit du créancier qui l'aura requise, soit du nouveau propriétaire.

Le poursuivant énoncera dans les affiches le prix stipulé dans le contrat ou déclaré, et la somme en sus à laquelle le créancier s'est obligé de la porter ou faire porter.

2188. L'adjudicataire est tenu, au-delà du prix de son adjudication, de

---

(*) *Loi du 21 février 1827 qui dispense le Trésor de donner caution.*

Article unique. Dans le cas prévu par les articles 2185 du Code Civil et 832 du Code de Procédure civile, si la mise aux enchères est requise au nom de l'Etat, le trésor royal sera dispensé d'offrir et de donner caution.

restituer à l'acquéreur ou au donataire dépossédé les frais et loyaux coûts de son contrat, ceux de la transcription sur les registres du conservateur, ceux de notification, et ceux faits par lui pour parvenir à la revente.

2189. L'acquéreur ou le donataire qui conserve l'immeuble mis aux enchères, en se rendant dernier enchérisseur, n'est pas tenu de faire transcrire le jugement d'adjudication.

2190. Le désistement du créancier requérant la mise aux enchères, ne peut, même quand le créancier paierait le montant de la soumission, empêcher l'adjudication publique, si ce n'est du consentement exprès de tous les autres créanciers hypothécaires.

2191. L'acquéreur qui se sera rendu adjudicataire aura son recours tel que de droit contre le vendeur, pour le remboursement de ce qui excède le prix stipulé par son titre, et pour l'intérêt de cet excédant, à compter du jour de chaque paiement.

2192. Dans le cas où le titre du nouveau propriétaire comprendrait des immeubles et des meubles, ou plusieurs immeubles, les uns hypothéqués, les autres non hypothéqués, situés dans le même ou dans divers arrondissements de bureaux, aliénés pour un seul et même prix, ou pour des prix distincts et séparés, soumis ou non à la même exploitation, le prix de chaque immeuble frappé d'inscriptions particulières et séparées, sera déclaré dans la notification du nouveau propriétaire, par ventilation, s'il y a lieu, du prix total exprimé dans le titre.

Le créancier surenchérisseur ne pourra, en aucun cas, être contraint d'étendre sa soumission ni sur le mobilier, ni sur d'autres immeubles que ceux qui sont hypothéqués à sa créance et situés dans le même arrondissement; sauf le recours du nouveau propriétaire contre ses auteurs, pour l'indemnité du dommage qu'il éprouverait, soit de la division des objets de son acquisition, soit de celle des exploitations.

CHARITRE IX.

DU MODE DE PURGER LES HYPOTHÈQUES, QUAND IL N'EXISTE PAS D'INSCRIPTION SUR LES BIENS DES MARIS ET DES TUTEURS.

2193. Pourront les acquéreurs d'immeubles appartenant à des maris ou à des tuteurs, lorsqu'il n'existera pas d'inscription sur lesdits immeubles à raison de la gestion du tuteur, ou des dot, reprises et conventions matrimoniales de la femme, purger les hypothèques qui existeraient sur les biens par eux acquis.

2194. A cet effet, ils déposeront copie dûment collationnée du contrat translatif de propriété au greffe du tribunal civil du lieu de la situation des

biens, et ils certifieront par acte signifié, tant à la femme ou au subrogé tuteur, qu'au procureur impérial près le tribunal, le dépôt qu'ils auront fait. Extrait de ce contrat, contenant sa date, les noms, prénoms, professions et domiciles des contractants, la désignation de la nature et de la situation des biens, le prix et les autres charges de la vente, sera et restera affiché pendant deux mois dans l'auditoire du tribunal; pendant lequel temps, les femmes, les maris, tuteurs, subrogés tuteurs, mineurs, interdits, parents ou amis, et le procureur impérial, seront reçus à requérir, s'il y a lieu, et à faire faire au bureau du conservateur des hypothèques, des inscriptions sur l'immeuble aliéné, qui auront le même effet que si elles avaient été prises le jour du contrat de mariage, ou le jour de l'entrée en gestion du tuteur; sans préjudice des poursuites qui pourraient avoir lieu contre les maris et les tuteurs, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, pour hypothèques par eux consenties au profit de tierces personnes sans leur avoir déclaré que les immeubles étaient déjà grevés d'hypothèques, en raison du mariage ou de la tutelle *.

2195. Si, dans le cours des deux mois de l'exposition du contrat, il n'a pas été fait d'inscription du chef des femmes, mineurs ou interdits, sur les

---

* *1) Avis du conseil-d'état du 9 mai 1807, approuvé le 1-er juin, sur les formalités relatives à la purge des hypothèques légales.*

Le conseil-d'état est d'avis 1) que lorsque, soit la femme ou ceux qui la représentent, soit le subrogé tuteur, ne seront pas connus de l'acquéreur, il sera nécessaire et il suffira, pour remplacer la signification qui doit leur être faite aux termes de l'art. 2194 du Code Civil, en premier lieu, que dans la signification à faire au procureur impérial, l'acquéreur déclare que ceux du chef desquels il pourrait être formé des inscriptions pour raison d'hypothèques légales, existantes indépendammeut de l'inscription, n'étant pas connus, il fera publier la susdite signification dans les formes prescrites par l'art. 683 du Code de Procédure civile; en second lieu, que le susdit acquéreur fasse cette publication dans lesdites formes de l'art. 683 du Code de Procédure civile, ou que, s'il n'y avait pas de journal dans le département, l'acquéreur se fasse délivrer par le procureur impérial un certificat portant qu'il n'en existe pas;

2) Que le délai de deux mois fixé par l'art. 2194 du Code Civil, pour prendre inscription du chef des femmes et des mineurs et interdits, ne devra courir que du jour de la publication faite aux termes du susdit art. 683 du Code de Procédure civile, ou du jour de la délivrance du certificat du procureur impérial, portant qu'il n'existe pas de journal dans le département.

2) Avis du conseil-d'état du 5 mai 1812, approuvé le 8 du même mois.

Le conseil-d'état est d'avis que le mode de purger les hypothèques légales des femmes et des mineurs, établi par le Code Napoléon et par l'avis du conseil-d'état du 9 mai 1807, est applicable aux femmes veuves et aux mineurs devenus majeurs, ainsi qu'à leurs héritiers ou autres représentants;

Qu'il n'y a pas nécessité de fixer un délai particulier aux femmes après la mort de leurs maris, et aux mineurs devenus majeurs ou à leurs représentants, pour prendre inscription.

immeubles vendus ils passent à l'acquéreur sans aucune charge, à raison des dot, reprises et conventions matrimoniales de la femme, ou de la gestion du tuteur, et sauf le recours, s'il y a lieu, contre le mari et le tuteur

S'il a été pris des inscriptions du chef desdites femmes, mineurs ou interdits, et s'il existe des créanciers antérieurs qui absorbent le prix en totalité ou en partie, l'acquéreur est libéré du prix ou de la portion du prix par lui payée aux créanciers placés en ordre utile: et les inscriptions du chef des femmes, mineurs, ou interdits, seront rayées, ou en totalité, ou jusqu'à due concurrence.

Si les inscriptions du chef des femmes, mineurs ou interdits, sont les plus anciennes, l'acquéreur ne pourra faire aucun paiement du prix au préjudice desdites inscriptions, qui auront toujours, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, la date du contrat de mariage, ou de l'entrée en gestion du tuteur; et, dans ce cas, les inscriptions des autres créanciers qui ne viennent pas en ordre utile, seront rayées.

CHAPITRE X

DE LA PUBLICITÉ DES REGISTRES, ET DE LA RESPONSABILITÉ DES CONSERVATEURS (*).

2196. Les conservateurs des hypothèques sont tenus de délivrer à tous ceux qui le requièrent, copie des actes transcrits sur leurs registres et celle des inscriptions subsistantes, ou certificat qu'il n'en existe aucune.

2197. Ils sont responsables du préjudice résultant,

1) De l'omission sur leurs registres, des transcriptions d'actes de mutation, et des inscriptions requises en leurs bureaux;

2) Du défaut de mention dans leurs certificats, d'une ou de plusieurs des inscriptions existantes, à moins, dans ce dernier cas, que l'erreur ne provînt de désignations insuffisantes qui ne pourraient leur être imputées (**).

(*) Loi du 21 ventose an VII, relative à l'organisation de la conservation des hypothèques.

5) Le préposé de la régie à la conservation des hypothèques fournira un cautionnement en immeubles.

8) Le cautionnement ci-dessus demeure spécialement et exclusivement affecté à la responsabilité du préposé à la conservation des hypothèques, pour les erreurs et omissions dont la loi le rend garant envers les citoyens.—Cette affectation subsistera pendant toute la durée des fonctions, et dix années après: passé lequel délai, les biens servant de cautionnement seront affranchis de plein droit de toutes actions de recours qui n'auraient point été intentées dans cet intervalle.

(**) Avis du conseil-d'état du 11 décembre 1810, approuvé le 26 décembre, sur le mode de rectification des erreurs ou irrégularités commises sur les registres hypothécaires.

Considérant qu'une transcription inexacte des bordereaux remis au conservateur des hypothèques par un créancier requérant l'inscription, donne à celui-ci, s'il en a souffert quelque préjudice, une action en garantie contre le conservateur; mais qu'à l'égard des

2198. L'immeuble à l'égard duquel le conservateur aurait omis dans ses certificats une ou plusieurs des charges inscrites en demeure, sauf la responsabilité du conservateur, affranchi dans les mains du nouveau possesseur, pourvu qu'il ait requis le certificat depuis la transcription de son titre; sans préjudice néanmoins du droit des créanciers de se faire colloquer suivant l'ordre qui leur appartient, tant que le prix n'a pas été payé par l'acquéreur, ou tant que l'ordre fait entre les créanciers n'a pas été homologué.

2199. Dans aucun cas, les conservateurs ne peuvent refuser ni retarder la transcription des actes de mutation, l'inscription des droits hypothécaires, ni la délivrance des certificats requis, sous peine des dommages et intérêts des parties; à l'effet de quoi, procès-verbaux des refus ou retardements seront, à la diligence des requérants, dressés sur-le-champ, soit par un juge de paix, soit par un huissier audiencier du tribunal, soit par un autre huissier ou un notaire assisté de deux témoins.

2200. Néanmoins les conservateurs seront tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscriront, jour par jour et par ordre numérique, les remises qui leur seront faites d'actes de mutation pour être transcrits, ou de bordereaux pour être inscrits; ils donneront au requérant une reconnaissance sur papier timbré, qui rappellera le numéro du registre sur lequel la remise aura été inscrite, et ils ne pourront transcrire les actes de mutation ni inscrire les bordereaux sur les registres à ce destinés qu'à la date et dans l'ordre des remises qui leur en auront été faites.

2201. Tous les registres des conservateurs sont en papier timbré, co-

---

tiers, la valeur de l'inscription se réduit à ce qui a été transcrit sur le registre, parce que ce registre est la seule pièce que les intéressés soient appelés à consulter, et que le créancier qui a requis l'inscription a plus spécialement à s'imputer de n'avoir pas veillé à ce que la transcription fût exacte;

Que du reste, au moment même où l'on découvre, soit des erreurs, soit des irrégularités dans la transcription faite au registre du conservateur, il doit, sans doute, y avoir des moyens pour empêcher que les effets de l'erreur ne se prolongent; mais que, sans recourir à l'autorité des tribunaux, lesquels ne pourraient autoriser à faire, sur les registres publics des corrections qui léseraient des droits antérieurement acquis à des tiers, le conservateur n'a qu'une voie légitime d'opérer la rectification, en portant sur ses registres, et seulement à la date courante, une nouvelle inscription ou une seconde transcription plus conformes aux bordereaux remis par les créanciers;

Qu'en cet état néanmoins, et pour obvier à tout double emploi, la seconde transcription constituant la nouvelle inscription, doit être accompagnée d'une note relatant la première inscription qu'elle a pour but de rectifier, et que le conservateur doit donner aux parties requérantes des extraits tant de la première que de la deuxième inscription;

Le conseil-d'état est d'avis qu'au moyen de ces explications, il n'y a pas lieu de recourir à une autorisation solennelle, ni de faire intervenir l'autorité judiciaire en chaque affaire où il écherra de rectifier une inscription fautive.

ГЛАВА ЧЕТВЕРТАЯ.

О закладѣ движимыхъ имуществъ.

Отдѣленіе первое.

О закладѣ движимаго имущества по договорамъ съ казною.

1654. Закладомъ движимаго имущества обезпечиваются договоры съ казною: 1) По подрядамъ и поставкамъ. 2) По содержанію казенныхъ оброчныхъ статей. 3) По содержанію казенныхъ населенныхъ имѣній. 4) По питейнымъ откупамъ.

1655. Изъ движимаго имущества принимаются въ закладъ по казеннымъ подрядамъ и поставкамъ:

1) Наличныя деньги и государственные кредитные билеты, которые при поступленіи въ закладъ могутъ быть отосланы, по желанію закладчика, въ надлежащее мѣсто для храненія и приращенія процентами.

2) Билеты государственнаго Казначейства, до прекращенія срока ихъ обращенія, наравнѣ съ наличными деньгами и съ зачетомъ нарастающихъ процентовъ.

3) Билеты Государственныхъ Банковъ, Заемнаго и Коммерческаго, Опекунскихъ Совѣтовъ и Приказовъ Общественнаго Призрѣнія, рубль за рубль по капиталу и процентамъ, заключающимся въ нихъ въ день предъявленія.

Примѣчаніе. Государственные пятипроцентные банковые билеты принимаются въ залогъ по откупамъ и казеннымъ подрядамъ наравнѣ съ прочими билетами государственныхъ банковыхъ установленій.

4) Билеты Коммисіи Погашенія долговъ, по нарицательной ихъ цѣнѣ, съ соблюденіемъ при семъ во всей точности правилъ, въ Кредитномъ Уставѣ изложенныхъ.

tés et paraphés à chaque page par première et dernière, par l'un des juges du tribunal dans le ressort duquel le bureau est établi. Les registres seront arrêtés chaque jour comme ceux d'enregistrement des actes.

2202. Les conservateurs sont tenus de se conformer, dans l'exercice de leurs fonctions, à toutes les dispositions du présent chapitre, à peine d'une amende de deux cents à mille francs pour la première contravention, et de destitution pour la seconde; sans préjudice des dommages et intérêts des parties, lesquels seront payés avant l'amende.

2203. Les mentions de dépôts, les inscriptions et transcriptions, sont faites sur les registres, de suite, sans aucun blanc ni interligne, à peine, contre le conservateur, de mille à deux mille francs d'amende, et des dommages et intérêts des parties, payables aussi par préférence à l'amende.

Примѣчаніе 1. Въ 1858 году постановлены особенныя правила о пріемѣ присутственными мѣстами въ залогъ билетовъ Государственной Коммиссіи Погашенія Долговъ, изложенныя въ Уставѣ Кредитномъ (ст. 141 по Прод. I).

Примѣчаніе 2. Въ 1859 году постановлены особенныя правила о пріемѣ присутственными мѣстами въ залогъ государственныхъ непрерывно-доходныхъ билетовъ, изложенныя въ Уставѣ Кредитномъ [прил. къ ст. 85, по прод. III, № 1]. Выданныя на полученіе непрерывно-доходныхъ билетовъ свидѣтельства принимаются въ залогъ казенными мѣстами на правилахъ, постановленныхъ для непрерывно-доходныхъ билетовъ.

Примѣчаніе 3. Облигаціи Финляндскаго четырехпроцентнаго займа принимаются въ залогъ казенными мѣстами Имперіи, по нарицательной цѣнѣ, наравнѣ съ четырехпроцентными билетами Коммиссіи Погашенія Долговъ.

5) Пятипроцентныя облигаціи Казначейства Царства Польскаго, какъ первой, такъ второй и третьей серіи, по нарицательной ихъ цѣнѣ, а четырехпроцентныя облигаціи того же Казначейства по девяносту за сто, кромѣ тѣхъ казенныхъ подрядовъ и поставокъ, о которыхъ существуютъ особыя правила.

6) Билеты Лифляндской и Эстляндской Кредитъ-Кассы или Дворянскихъ Банковъ и облигаціи Высочайше разрѣшеннаго 29 Апрѣля 1852 года пятипроцентнаго займа на покрытіе расходовъ по устройству Рижскаго порта, повсемѣстно; билеты же Курляндскаго Дворянскаго Банка, токмо при торгахъ на казенные подряды и поставки въ губерніяхъ Прибалтійскихъ и семи Западныхъ. Всѣ сіи билеты принимаются залогами въ полныхъ суммахъ, по опымъ значущихся, рубль за рубль, съ надлежащими бланковыми или передаточными надписями. Непрерывно-доходные билеты Лифляндскаго Крестьянскаго Банка допускаются казною въ видѣ залоговъ по контрактамъ, соразмѣрно нарицательной капитальной цѣнности билетовъ. При пріемѣ билетовъ, равно какъ и при возвращеніи оныхъ залогодателямъ, увѣдомляются объ оныхъ тѣ мѣста, отъ коихъ билеты сіи выданы, по принадлежности.

Примѣчаніе. Въ 1858 году разрѣшенъ новый частный пятипроцентный заемъ на покрытіе расходовъ по устройству Рижскаго порта, на тѣхъ же правилахъ и съ тѣми же правами и обязанностями какъ было предоставлено заключить подобный заемъ 29 Апрѣля 1852 года.

7) Акціи россійскихъ торговыхъ компаній, на основаніи ихъ привилегій.

8) По морскимъ перевозкамъ застрахованные корабли и суда, а по рѣчнымъ перевозкамъ, и рѣчныя суда тамъ, гдѣ сіе существуетъ.

9) Билеты учрежденныхъ съ Высочайшаго разрѣшенія Общественныхъ Банковъ, на основаніи Уставовъ сихъ Банковъ.

Примѣчаніе. Билеты городскихъ Общественныхъ Банковъ принимаются во всѣхъ присутственныхъ мѣстахъ въ залогъ наравнѣ съ наличными деньгами.

10) Акціи Общества застрахованія пожизненныхъ и другихъ срочныхъ доходовъ и денежныхъ капиталовъ, по сорока рублей, и подъ выдачи задатковъ по тридцати рублей за каждую.

11) Паи страховаго отъ огня Товарищества Саламандра въ двѣсти рублей каждый пай.

12) Акціи Обществомъ освѣщенія газомъ Санктпетербуга въ тридцать рублей каждая.

13) Паи Компаніи морскаго, рѣчнаго и сухопутнаго страхованія, подъ фирмою: «Надежда», въ шестьдесятъ рублей каждый (п. 13—*Отмѣненъ*. 1859 Іюн. 8, мн. Гос. Сов.).

14) Акціи Общества Царскосельской желѣзной дороги въ двѣ трети нарицательной ихъ цѣны, т. е. въ сорокъ рублей каждая.

15) Акціи пароходнаго Общества «Меркурій» въ сто пятьдесятъ рублей каждая.

16) Акціи Камско-Волжскаго пароходнаго Общества въ сто пятьдесятъ рублей каждая.

17) Акціи Главнаго Общества Россійскихъ желѣзныхъ дорогъ принимаются въ закладъ, по казеннымъ подрядамъ и поставкамъ, въ той суммѣ, какая по онымъ будетъ дѣйствительно внесена.

18) Паи Пароходнаго Общества по Волгѣ принимаются въ залоги по казеннымъ подрядамъ, поставкамъ и откупамъ въ сто пятьдесятъ рублей серебромъ каждый.

19) Въ 1858 г. Высочайше повелѣно: по внесѣ полной суммы (пяти сотъ рублей) по предназначеннымъ къ выпуску четырехъ съ половиною процентнымъ облигаціямъ Главнаго Общества Россійскихъ желѣзныхъ дорогъ, принимать оныя въ залогъ по казеннымъ подрядамъ и поставкамъ по нарицательной цѣнѣ.

20) Въ 1859 г. Высочайше повелѣно, принимать какъ оплаченныя акціи Русскаго Общества Пароходства и Торговли, такъ и свидѣтельства на невполнѣ оплаченныя акціи онаго въ залогъ по всѣмъ вообще казеннымъ подрядамъ и поставкамъ, а также питейнымъ откупамъ: вполнѣ оплаченныя акціи въ двѣ трети нарицательной ихъ цѣны, т. е. въ двѣсти рублей сер. каждую, а свидѣтельства на невполнѣ оплаченныя акціи—въ двѣ трети дѣйствительно внесенной суммы.

21) Свидѣтельства Общества-Волжско-Донской желѣзной дороги и пароходства, на внесенныя акціонерами деньги, принимаются въ залоги по казеннымъ подрядамъ, поставкамъ и откупамъ, въ двѣ трети той суммы, какая по онымъ будетъ внесена.

22) Вполнѣ оплаченныя акціи Рижско-Динабургской желѣзной дороги принимаются въ залогъ по казеннымъ подрядамъ и поставкамъ въ три четверти нарицательной цѣны акцій, т. е. въ девяносто три рубли семьдесятъ пять копѣекъ.

Примѣчаніе 1. По вѣдомству Министерствъ: Военнаго, Финансовъ, Государственныхъ Имуществъ, Иностранныхъ Дѣлъ, Внутреннихъ Дѣлъ и по вѣдомству Главнаго Управленія Путей Сообщенія и Публичныхъ Зданій, акціи Россійскихъ торговыхъ обществъ, представляемыя въ обезпеченіе исправнаго выполненія подряда или поставки, принимаются на основаніи сей статьи, за исключеніемъ лишь тѣхъ случаевъ по Министерству Финансовъ, для коихъ изданы особыя правила; но заклады сіи въ обезпеченіе задатковъ, выдаваемыхъ подрядчикамъ и поставщикамъ, принимаются, въ той цѣнѣ, въ какой они полагаются 7-мъ пунктомъ сей статьи, и не иначе, какъ рубль за рубль.

Примѣчаніе 2. На основаніи правилъ о залогахъ на питейные сборы съ 1855 по 1859 и съ 1859 по 1863 годъ, сверхъ исчисленныхъ въ сей статьѣ акцій, съ означеніемъ цѣны онымъ, для обезпеченія питейныхъ сборовъ принимаются; акціи Харьковской Компаніи для торговли шерстью, въ половину нарицательной цѣны ихъ; акціи Главнаго Общества Россійскихъ желѣзныхъ дорогъ, въ той суммѣ, какая по онымъ будетъ дѣйствительно внесена; акціи Россійско-Американской Компаніи по сту сорока рублей каждая; акціи перваго и втораго Россійскихъ страховыхъ отъ огня Обществъ: 1-го въ четыреста, а 2-го (по правиламъ по 1859 годъ) въ пятьдесятъ, и (по правиламъ по 1863 годъ) въ сто двадцать рублей каждая; паи Товарищества Саламандра въ сто двадцать пять рублей каждый. Сими же правилами поясняется, что билеты Финляндскихъ Общественныхъ заведеній и Лифляндскихъ, Эстляндскихъ и Курляндской Кредитныхъ Кассъ будутъ принимаемы въ полныхъ суммахъ. На основаніи параграфа 38 Правилъ о залогахъ на питейные сборы съ 1855 по 1859 годъ, вмѣсто залоговъ, допускается также, примѣняясь къ порядку, допущенному въ IV части I книгѣ Свода Военныхъ Постановленій, въ обезпеченіе питейныхъ сборовъ поручительство трехъ купцовъ хозяевъ, состоящихъ въ первой или второй гильдіи. Правила сего поручительства подробно изложены въ томъ же параграфѣ.

1656. Въ обезпеченіе задатка, выдаваемаго извозчикамъ при перевозкѣ ими казенныхъ тяжестей, принимаются въ закладъ лошади ихъ и повозки.

1657. Билеты Заемнаго и Коммерческаго Банковъ должны быть принимаемы въ закладъ непремѣнно съ банковыми или съ полными передаточными надписями, въ коихъ должно быть изъяснено, что вступившій въ обязательство съ казною, представилъ билетъ въ закладъ такому-то мѣсту съ тѣмъ, что оное, въ случаѣ его неисправности, имѣетъ право получить удовлетвореніе изъ капитала или процентовъ по закладываемому билету. По принятіи такимъ образомъ билетовъ въ закладъ, присутственныя мѣста или должностныя лица, по принадлежности, въ то же время дѣлаютъ на нихъ надписи о принятой въ закладъ суммѣ; равнымъ образомъ, по окончаніи подряда, при возвращеніи билетовъ, надписываютъ на нихъ, что сіи билеты отъ заклада свободны и выданы обратно представившему ихъ въ закладъ; а за симъ уже не производится никакихъ сношеній съ Банками о наложеніи на таковые билеты запрещенія.

1658. Билеты Сохранной Казны Воспитательнаго Дома, данные на имя вкладчика, могутъ быть принимаемы казенными мѣстами въ закладъ по откупамъ, подрядамъ, поставкамъ и другимъ съ казною объязательствамъ, не иначе, какъ съ бланковою или полною передаточною надписью, или съ законною довѣренностію предъявителю билета (съ которой получена и засвидѣтельствованная копія установленнымъ порядкомъ) въ томъ, что, принимая на себя откупъ, поставку, или производство какихъ либо работъ и т. п., представилъ или уполномоченъ представить въ залогъ сей билетъ такому-то мѣсту, съ тѣмъ, что оно, въ случаѣ невыполненія принятой вкладчикомъ или предъявителемъ обязанности, имѣетъ право получить по сему билету удовлетвореніе изъ капитала и процентовъ; а за таковыми надписями или довѣренностями не нужно ни-

какого сношенія о наложеніи запрещенія на билеты. Билеты, данные неизвѣстному вкладчику, принимаются въ залогъ безъ всякой надписи (поелику платежъ по таковымъ билетамъ производится предъявителю.

1659. Пріемъ въ закладъ билетовъ Сохранныхъ Казенъ по однѣмъ довѣренностямъ вкладчиковъ, безъ бланковыхъ или передаточныхъ надписей (ст. 1658) допускается однако же, съ тѣмъ, если въ сихъ довѣренностяхъ, сверхъ полномочія на представленіе въ залогъ билетовъ (означаемыхъ по нумеру, сроку и суммѣ), будетъ заключаться положительное согласіе на выдачу по симъ билетамъ капитала и процентовъ въ случаѣ неисправности поставщиковъ, или откупщиковъ въ принятой ими обязанности, и чтобы въ такомъ случаѣ, при требованіи по билету денегъ, была присылаема въ Опекунскій Совѣтъ подлинная, на вышеизъясненномъ основаніи (ст. 1658) составленная, довѣренность вкладчика.

1660. Закладъ морскихъ и рѣчныхъ судовъ для обезпеченія обязательствъ частныхъ лицъ съ казною, совершается представленіемъ въ то присутственное мѣсто, съ коимъ они заключили договоръ, надлежащаго свидѣтельства о принадлежности и достоинствѣ ихъ, равно какъ и о свободности отъ запрещенія.

1661. По содержанію казенныхъ оброчныхъ статей, принимаются въ закладъ движимыя имущества на томъ же основаніи, какъ и по казеннымъ подрядамъ.

1662. Правила о пріемѣ въ закладъ движимыхъ имуществъ по содержанію казенныхъ населенныхъ имѣній и по питейнымъ сборамъ содержатся въ особыхъ по симъ предметамъ Уставахъ.

Отдѣленіе второе.

О закладѣ движимаго имущества между частными лицами.

I. Объ отдачѣ въ закладъ.

1663. Закладывать движимое имущество можетъ токмо то лицо, которому оно принадлежитъ въ собственность съ правомъ очужденія.

1664. Недѣйствителенъ закладъ:

1) Чужаго движимаго имущества, заложеннаго безъ позволенія его хозяина; въ семъ слѣчаѣ оно возвращается сему послѣднему, а заимодавцу предоставляется взыскивать деньги по акту заклада, съ закладчика.

2) Собственнаго движимаго имущества, когда оно состоитъ въ описи или секвестрѣ по взысканіямъ.

3) Казеннаго оружія, мундира или аммуничныхъ вещей (кромѣ выслуженныхъ), заложенныхъ кѣмъ либо изъ нижнихъ воинскихъ чи-

новъ, въ каковомъ случаѣ заимодавецъ не токмо обязанъ все сіе возвратить безденежно, но сверхъ того подвергается взысканію втрое противъ цѣны сихъ вещей.

1665. Принимать въ закладъ движимое имущество можетъ всякій, кто въ правѣ отдавать въ займы деньги. Церкви не могутъ раздавать капиталовъ своихъ подъ заклады.

Примѣчаніе. Запрещается продавать въ питейныхъ домахъ питья подъ закладъ платья, посуды, вещей и сельскихъ произведеній.

1666. Если заемъ подъ закладъ сдѣланъ по игрѣ или для игры, съ вѣдома о томъ въ семъ послѣднемъ случаѣ заимодавца: то такой заемъ не токмо считается недѣйствительнымъ, но и самый закладъ берется въ казну, и изъ цѣны онаго одна часть употребляется на госпиталь, другая на содержаніе полиціи, а двѣ части отдаются доносителямъ.

Примѣчаніе. Правила о бодмереѣ, или денежномъ займѣ подъ залогъ корабля, опредѣляются въ статьяхъ 1057—1062 Устава Торговаго.

II. Совершеніе акта о закладѣ движимаго имущества.

1667. Актъ о закладѣ движимаго имущества составляется или у крѣпостныхъ дѣлъ, или на дому.

1668. Актъ о закладѣ движимаго имущества, записанный у крѣпостныхъ дѣлъ, именуется *закладною на движимое имущество.*

1669. Закладная на недвижимое имущество пишется у крѣпостныхъ дѣлъ Палаты Гражданскаго Суда или Уѣзднаго Суда, безъ различія въ суммѣ и безъ взятія крѣпостныхъ пошлинъ, на установленной для крѣпостныхъ актовъ бумагѣ, по приложенной къ сей статьѣ формѣ, и должна быть удостовѣрена не менѣе, какъ двумя свидѣтелями.

Примѣчаніе. Особыя правила о производствѣ на С.-Петербургской биржѣ ссудъ подъ акціи изложены ниже въ статьѣ 2168.

1670. Закладываемыя вещи при написаніи закладныхъ объявляются призваннымъ свидѣтелямъ съ обстоятельною, званію, свойству и величинѣ тѣхъ вещей описью и цѣною каждой вещи, въ какую заемщикъ по согласію съ заимодавцевъ постановитъ.

1671. Вещи сіи отдаются потомъ заимодавцу за печатьми свидѣтелей и заемщика, которые прилагаютъ таковыя и къ описи, коей одинъ экземпляръ вручается заимодавцу, а другой, за печатью сего послѣдняго, заемщику; оба же экземпляра подписываются заемщикомъ, заимодавцемъ и свидѣтелями.

1672. Актъ о закладѣ движимаго имущества, писанный на дому, называется *домовымъ заемнымъ письмомъ, съ закладомъ движимаго имущества.*

1673. Домовыя заемныя письма съ закладомъ движимаго имущества составляются и являются такъ же, какъ и простыя заемныя письма (ср. ниже, разд. III, гл. V, отд. I), наблюдая токмо, чтобъ они были удостовѣрены не менѣе, какъ двумя свидѣтелями, и чтобъ были написаны по установленной формѣ при семъ приложенной. Къ нимъ должна быть присоединена опись заклада на томъ же основаніи, какъ и при закладныхъ на движимое имущество.

1674. Если домовое заемное письмо съ закладомъ движимаго имущества не явлено, гдѣ и какъ слѣдуетъ: то не токмо при взысканіи удовлетворяется послѣ всѣхъ явленныхъ обязательствъ, но и самый закладъ, при несостоятельности должника, идетъ въ конкурсъ въ общее удовлетвореніе заимодавцевъ.

1675. Кто сверхъ того, что домовое заемное письмо не явитъ, утаитъ еще и закладъ, по немъ взятый, а въ то время неудовлетворенными останутся другія на должникѣ правильныя взысканія: тотъ за утайку заклада подвергается сужденію и наказанію на основаніи статей 1656 и 2299 Уложенія о Наказаніяхъ.

III. О исполненіи обязательствъ съ закладомъ движимаго имущества.

1676. Обязательства, обезпеченныя закладомъ движимаго имущества, исполняются платежемъ заемной суммы отъ должника заимодавцу, въ условленный срокъ, сполна и съ причитающимися процентами, буде таковые постановлены договоромъ. По полученіи платежа, закладъ долженъ быть возвращенъ заемщику къ цѣлости. Если же у кого оный утратится какимъ бы то образомъ ни было: то, сверхъ уничтоженія той суммы, въ которой движимое имущество было заложено, заимодавецъ обязанъ отвѣтствовать за него платежемъ остальной цѣны, безъ всякаго оправданія.

2073. Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers.

2074. Ce privilège n'a lieu qu'autant qu'il y a un acte public ou sous seing privé, dûment enregistré, contenant la déclaration de la somme due, ainsi que l'espèce et la nature des choses remises en gage, ou un état annexé de leurs qualité, poids et mesure.

La rédaction de l'acte par écrit et son enregistrement ne sont néanmoins prescrits qu'en matière excédant la valeur de cent cinquante francs.

2075. Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières, que par acte public ou sous

1677. Если закладныя на движимое имущество или домовыя заемныя письми съ таковымъ же закладомъ не будутъ въ срокъ заплачены: то заимодавецъ долженъ, не долѣе трехъ мѣсяцевъ по минованіи срока, или представить ихъ ко взысканію, или для вѣдома только предъявить у Нотаріуса. Въ случаѣ несостоятельности заемщика, неисполнившіе сего обряда теряютъ право на равное удовлетвореніе съ исполнившими оный.

1678. Закладныя на движимое имущество и домовыя заемныя письма съ закладомъ движимаго имущества не могутъ быть передаваемы по надписямъ.

Примѣчаніе. По просроченнымъ закладнымъ на движимое имущество взысканіе производится на основаніи правилъ, изложенныхъ въ книгѣ I Свода Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ, а въ случаѣ спора надлежитъ поступать на основаніи правилъ, помѣщенныхъ въ книгѣ II того же Свода.

seing privé, aussi enregistré, et signifié au débiteur de la créance donnée en gage.

2076. Dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier, ou d'un tiers convenu entre les parties.

2077. Le gage peut être donné par un tiers pour le débiteur.

2078. Le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage; sauf à lui à faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus, est nulle.

2079. Jusqu'à l'expropriation du débiteur, s'il y a lieu, il reste propriétaire du gage, qui n'est, dans la main du créancier, qu'un dépôt assurant le privilège de celui-ci.

2080. Le créancier répond, selon les règles établies au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général*, de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence.

De son côté, le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses utiles et nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

2081. S'il s'agit d'une créance donnée en gage, et que cette créance porte intérêts, le créancier impute ces intérêts sur ceux qui peuvent lui être dus.

Постановленія о доказательствахъ въ Сводѣ помѣщены въ законахъ о судопроизводствѣ.

Si la dette pour sûreté de laquelle la créance a été donnée en gage, ne porte point elle-même intérêts, l'imputation se fait sur le capital de la dette.

2082. Le débiteur ne peut, à moins que le détenteur du gage n'en abuse, en réclamer la restitution qu'après avoir entièrement payé, tant en principal qu'intérêts et frais, la dette pour sûreté de laquelle le gage a été donné.

S'il existait de la part du même débiteur, envers le même créancier, une autre dette contractée postérieurement à la mise en gage, et devenue exigible avant le paiement de la première dette, le créancier ne pourra être tenu de se dessaisir du gage avant d'être entièrement payé de l'une et de l'autre dette, lors même qu'il n'y aurait eu aucune stipulation pour affecter le gage au paiement de la seconde.

2083. Le gage est indivisible nonobstant la divisibilité de la dette entre les héritiers du débiteur ou ceux du créancier.

L'héritier du débiteur, qui a payé sa portion de la dette, ne peut demander la restitution de sa portion dans le gage, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée.

Réciproquement, l'héritier du créancier, qui a reçu sa portion de la dette, ne peut remetre le gage au préjudice de ceux de ses cohéritiers qui ne sont pas payés.

2084. Les dispositions ci-dessus ne sont applicables ni aux matières de commerce, ni aux maisons de prêt sur gage autorisées, et à l'égard desquelles on suit les lois et règlements qui les concernent.

DE LA PREUVE DES OBLIGATIONS ET DE CELLE DU PAIEMENT.

1315. Celui qui réclame l'exécution d'une obligation, doit la prouver.

Réciproquement, celui qui se prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

1316. Les règles qui concernent la preuve littérale, la preuve testimoniale, les présomptions, l'aveu de la partie et le serment, sont expliquées dans les sections suivantes.

SECTION PREMIÈRE.

De la preuve littérale.

§ I. *Du titre authentique.*

1317. L'acte authentique est celui qui a été reçu par officiers publics (*) ayant le droit d'instrumenter dans le lieu où l'acte a été redigé, et avec les solennités requises.

(*) Ces officiers publics sont: les juges de paix, les officiers de l'état civil, les notaires, les

1813. L'acte qui n'est point authentique par l'incompétence ou l'incapacité de l'officier, ou par un défaut de forme, vaut comme écriture privée, s'il a été signé des parties.

1319. L'acte authentique fait pleine foi de la convention qu'il renferme entre les parties contractantes et leurs héritiers ou ayants cause.

Néanmoins, en cas de plaintes en faux principal, l'exécution de l'acte argué de faux sera suspendue par la mise en accusation; et, en cas d'inscription de faux faite incidemment (*), les tribunaux pourront, suivant les circonstances, suspendre provisoirement l'exécution de l'acte.

1320. L'acte, soit authentique, soit sous seing privé, fait foi entre les parties, même de ce qui n'y est exprimé qu'en termes énonciatifs, pourvu que l'énonciation ait un rapport direct à la disposition. Les énonciations étrangères à la disposition ne peuvent servir que d'un commencement de preuve.

1321. Les contre-lettres (**) ne peuvent avoir leur effet qu'entre les parties contractantes: elles n'ont point d'effet contre les tiers.

§ II. *De l'acte sous seing privé.*

1322. L'acte sous seing privé, reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu, a, entre ceux qui l'ont souscrit et entre leurs héritiers et ayant cause, la même foi que l'acte authentique.

1323. Celui auquel on oppose un acte sous seing privé, est obligé d'avouer ou de désavouer formellement son écriture ou sa signature.

Ses héritiers ou ayants-cause peuvent se contenter de déclarer qu'ils ne connaissent point l'écriture ou la signature de leur auteur.

1324. Dans le cas où la partie désavoue son écriture ou sa signature, et dans le cas où ses héritiers ou ayants cause déclarent ne les point connaître, la vérification en est ordonnée en justice.

1325. Les actes sous seing privé qui contiennent des conventions synallagmatiques, ne sont valables qu'autant qu'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct.

---

huissiers, les commissaires-priseurs, etc. Les actes dont l'art. 1317 entend principalement parler sont ceux reçus par les notaires.

(*) Le *faux principal*, ainsi appelé parce qu'il est le *principe* du procès en faux, a pour but unique de faire punir le faussaire par la voie criminelle. Le *faux incident*, au contraire, qui ne peut naître qu'accessoirement à une action déjà formée, n'est dirigé que contre un acte ou un titre faux ou falsifié, produit dans le cours d'un procès et pour le faire rejeter de l'instance, sans s'occuper de la personne qui a pu avoir falsifié cet acte.

(**) Les *contre-lettres* sont des actes qui dérogent aux conventions portées dans un acte authentique: elles sont en conséquence destinées à rester secrètes.

Il suffit d'un original pour toutes les personnes ayant le même intérêt.

Chaque original doit contenir la mention du nombre des originaux qui en ont été faits.

Néanmoins le défaut de mention que les originaux ont été faits doubles, triples, etc., ne peut être opposé par celui qui a exécuté de sa part la convention portée dans l'acte.

1326. Le billet ou la promesse sous seing privé, par lequel une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit; ou du moins il faut qu'outre sa signature, il ait écrit de sa main un *bon* ou un *approuvé*, portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose;

Excepté dans le cas où l'acte émane de marchands, artisans, laboureurs, vignerons, gens de journée et de service.

1327. Lorsque la somme exprimée au corps de l'acte est différente de celle exprimée au *bon*, l'obligation est présumée n'être que de la somme moindre, lors même que l'acte ainsi que le *bon* sont écrits en entier de la main de celui qui s'est obligé, à moins qu'il ne soit prouvé de quel côté est l'erreur.

1328. Les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés, du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur substance est constatée dans des actes dressés par des officiers publics, tels que procès-verbaux de scellé ou d'inventaire.

1329. Les registres des marchands ne font point, contre les personnes non marchandes, preuve des fournitures qui y sont portées, sauf ce qui sera dit à l'égard du serment.

1330. Les livres des marchands font preuve contre eux; mais celui qui en veut tirer avantage, ne peut les diviser en ce qu'ils contiennent de contraire à sa prétention.

1331. Les registres et papiers domestiques ne font point un titre pour celui qui les a écrits. Ils font foi contre lui,—1) dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu;—2) lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut du titre en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation.

1332. L'écriture mise par le créancier à la suite, en marge ou au dos d'un titre qui est toujours resté en sa possession, fait foi, quoique non signée ni datée par lui, lorsqu'elle tend à établir la libération du débiteur.

Il en est de même de l'écriture mise par le créancier au dos, ou en marge

ou à la suite du double d'un titre ou d'une quittance, pourvu que ce double soit entre les mains du débiteur.

§ III. *Des tailles.*

1353. Les tailles corrélatives à leurs échantillons font foi entre les personnes qui sont dans l'usage de constater ainsi les fournitures qu'elles font ou reçoivent en détail (*).

§ IV. *Des copies des titres.*

1354. Les copies, lorsque le titre original subsiste, ne font foi que de ce qui est contenu au titre, dont la représentation peut toujours être exigée.

1355. Lorsque le titre original n'existe plus, les copies font foi d'après les distinctions suivantes:

1) Les grosses ou premières expéditions font la même foi que l'original: il en est de même des copies qui ont été tirées par l'autorité du magistrat, parties présentes ou dûment appellées, ou de celles qui ont été tirées en présence des parties et de leur consentement réciproque.

2) Les copies qui, sans l'autorité du magistrat, ou sans le consentement des parties, et depuis la délivrance des grosses au premières expéditions, auront été tirées sur la minute de l'acte par le notaire qui, l'a reçu, ou par l'un de ses successeurs, ou par officiers publics qui, en cette qualité, sont dépositaires des minutes, peuvent, au cas de perte de l'original, faire foi quand elles sont anciennes.

Elles sont considérés comme anciennes quand elles ont plus de trente ans;

Si elles ont moins de trente ans, elles ne peuvent servir que de commencement de preuve par écrit.

3) Lorsque les copies tirées sur la minute d'un acte ne l'auront pas été par le notaire qui l'a reçu, ou par l'un de ses successeurs, ou par officiers publics qui, en cette qualité, sont dépositaires des minutes, elles ne pourront servir, quelle que soit leur ancienneté, que de commencement de preuve par écrit.

4) Les copies de copies pourront, suivant les circonstances, être considérées comme simples renseignements.

1356. La transcription d'un acte sur les registres publics ne pourra servir que de commencement de preuve par écrit; et il faudra même pour cela,

(*) Les *tailles* sont un genre de preuve en usage pour les menues fournitures et particulièrement pour celles des bouchers et des boulangers. Elles consistent en un morceau de bois qui a été divisé en deux parties: l'une de ces parties est conservée par le fournisseur et se nomme proprement *taille*; l'autre reste dans les mains du consommateur, et s'appelle *échantillon*. Au moment de la fourniture, on réunit les deux parties, puis on passe dessus une raie ou une entaille, qui, établie simultanément sur chacune des deux parties de la taille, sert ainsi à déterminer, lors du règlement, le nombre ou la quantité des fournitures faites.

1) Qu'il soit constant que toutes les minutes du notaire, de l'année dans laquelle l'acte paraît avoir été fait, soient perdues, ou que l'on prouve que la perte de la minute de cet acte a été faite par un accident particulier;

2) Qu'il existe un répertoire en règle du notaire, qui constate que l'acte a été fait à la même date.

Lorsqu'au moyen du concours de ces deux circonstances la preuve par témoins sera admise, il sera nécessaire que ceux qui ont été témoins de l'acte, s'ils existent encore, soient entendus.

§ V. *Des actes récognitifs et confirmatifs.*

1337. Les actes recognitifs ne dispensent point de la représentation du titre primordial, à moins que sa teneur n'y soit spécialement relatée.

Ce qu'ils contiennent de plus que le titre primordial, ou ce qui s'y trouve de différent, n'a aucun effet.

Néanmoins, s'il y avait plusieurs reconnaissances conformes, soutenues de la possession, et dont l'une eût trente ans de date, le créancier pourrait être dispensé de représenter le titre primordial.

1338. L'acte de confirmation ou ratification d'une obligation contre laquelle la loi admet l'action en nullité ou en rescision, n'est valable que lorsqu'on y trouve la substance de cette obligation, la mention du motif de l'action en rescision, et l'intention de réparer le vice sur lequel cette action est fondée.

A défaut d'acte de confirmation ou ratification, il suffit que l'obligation soit exécutée volontairement après l'époque à laquelle l'obligation pouvait être valablement confirmée ou ratifiée.

La confirmation, ratification, ou exécution volontaire dans les formes et à l'époque déterminées par la loi, emporte la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pouvait opposer contre cet acte, sans préjudice néanmoins du droit des tiers.

1339. Le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices d'une donation entre-vifs; nulle en la forme, il faut qu'elle soit refaite en la forme légale.

1340. La confirmation ou ratification, ou exécution volontaire d'une donation par les héritiers ou ayants-cause du donateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer, soit les vices de forme, soit toute autre exception.

SECTION II.

De la preuve testimoniale.

1341. Il doit être passé acte, devant notaires ou sous signature privée, de toutes choses excédant la somme ou valeur de cent cinquante francs, même

pour dépôts volontaires; et il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avait été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de cent cinquante francs;

Le tout sans préjudice de ce qui est prescrit dans les lois relatives au commerce.

1342. La règle ci-dessus s'applique au cas où l'action contient, outre la demande du capital, une demande d'intérêts qui, réunis au capital, excèdent la somme de cent cinquante francs.

1343. Celui qui a formé une demande excédant cent cinquante francs, ne peut plus être admis à la preuve testimoniale, même en restreignant sa demande primitive.

1344. La preuve testimoniale, sur la demande d'une somme même moindre de cent cinquante francs, ne peut être admise lorsque cette somme est déclarée être le restant ou faire partie d'une créance plus forte qui n'est point prouvée par écrit.

1345. Si dans la même instance une partie fait plusieurs demandes dont il n'y ait point de titre par écrit, et que, jointes ensemble, elles excèdent la somme de cent cinquante francs, la preuve par témoins n'en peut être admise, encore que la partie allègue que ces créances proviennent de différentes causes, et qu'elles se soient formées en différents temps, si ce n'était que ces droits procédassent, par succession, donation ou autrement, de personnes différentes.

1346. Toutes les demandes, à quelque titre que ce soit, qui ne seront pas entièrement justifiées par écrit, seront formées par un même exploit, après lequel les autres demandes dont il n'y aura point de preuves par écrit ne seront pas reçues.

1347. Les règles ci-dessus reçoivent exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit.

On appelle ainsi tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente, et qui rend vraisemblable le fait allégué.

1348. Elles reçoivent encore exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui.

Cette seconde exception s'applique,

1) Aux obligations qui naissent des quasi-contrats et des délits ou quasi-délits;

2) Aux dépôts nécessaires faits en cas d'incendie, ruine, tumulte ou naufrage, et à ceux faits par les voyageurs en logeant dans une hôtellerie, le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait;

3) Aux obligations contractées en cas d'accidents imprévus, où l'on ne pourrait pas avoir fait des actes par écrit;

4) Au cas où le créancier a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure.

SECTION III.

Des présomptions.

1349. Les présomptions sont des conséquences que la loi ou le magistrat tire d'un fait connu à un fait inconnu.

§ I. *Des présomptions établies par la loi.*

1350. La présomption légale est celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits: tels sont,

1) Les actes que la loi déclare nuls, comme présumés faits en fraude de ses dispositions, d'après leur seule qualité;

2) Les cas dans lesquels la loi déclare la propriété ou la libération résulter de certaines circonstances déterminées;

3) De l'autorité que la loi attribue à la chose jugée;

4) La force que la loi attache à l'aveu de la partie ou à son serment.

1351. L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même; que la demande soit fondée sur la même cause; que la demande soit entre les mêmes parties, et formée par elles et contre elles en la même qualité.

1352. La présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe.

Nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi, lorsque, sur le fondement de cette présomption, elle annule certains actes ou dénie l'action en justice, à moins qu'elle n'ait réservé la preuve contraire, et sauf ce qui sera dit sur le serment et l'aveu judiciaires.

§ II. *Des présomptions qui ne sont point établies par la loi.*

1353. Les présomptions qui ne sont point établies par la loi, sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat, qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes, et dans les cas seulement où la loi admet les preuves testimoniales, à moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de fraude ou de dol.

SECTION IV.

De l'aveu de la partie.

1354. L'aveu qui est opposé à une partie est ou extrajudiciaire ou judiciaire.

1355. L'allégation d'un aveu extrajudiciaire purement verbal est inutile toutes les fois qu'il s'agit d'une demande dont la preuve testimoniale ne serait point admissible.

1356. L'aveu judiciaire est la déclaration que fait en justice la partie ou son fondé de pouvoir spécial.

Il fait pleine foi contre celui qui l'a fait.

Il ne peut être divisé contre lui.

Il ne peut être révoqué, à moins qu'on ne prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait. Il ne pourrait être révoqué sous prétexte d'une erreur de droit.

SECTION V.

Du serment.

1357. Le serment judiciaire est de deux espèces:

1) Celui qu'une partie défère à l'autre pour en faire dépendre le jugement de la cause: il est appelé *décisoire;*

2) Celui qui est déféré d'office par le juge à l'une ou à l'autre des parties.

§ I. *Du serment décisoire.*

1358. Le serment décisoire peut être déféré sur quelque espèce de contestation que ce soit.

1359. Il ne peut être déféré que sur un fait personnel à la partie à laquelle on le défère.

1360. Il peut être déféré en tout état de cause, et encore qu'il n'existe aucun commencement de preuve de la demande ou de l'exception sur laquelle il est provoqué.

1361. Celui auquel le serment est déféré, qui le refuse ou ne consent pas à le référer à son adversaire, ou l'adversaire à qui il a été référé et qui le refuse, doit succomber dans sa demande ou dans son exception.

1362. Le serment ne peut être référé quand le fait qui en est l'objet n'est point celui des deux parties, mais est purement personnel à celui auquel le serment avait été déféré.

1363. Lorsque le serment déféré ou référé a été fait, l'adversaire n'est point recevable à en prouver la fausseté.

1364. La partie qui a déféré ou référé le serment, ne peut plus se retracter lorsque l'adversaire a déclaré qu'il est prêt à faire ce serment.

1365. Le serment fait ne forme preuve qu'au profit de celui qui l'a déféré ou contre lui, et au profit de ses héritiers et ayants cause, ou contre eux.

Néanmoins le serment déféré par l'un des créanciers solidaires au débiteur ne libère celui-ci que pour la part de ce créancier;

Le serment déféré au débiteur principal libère également les cautions;

Celui déféré à l'un des débiteurs solidaires profite aux codébiteurs;

Et celui déféré à la caution profite au débiteur principal.

Dans ces deux derniers cas, le serment du codébiteur solidaire ou de la caution ne profite aux autres codébiteurs ou au débiteur principal que lorsqu'il a été déféré sur la dette, et non sur le fait de la solidarité ou du cautionnement.

§ II. *Du serment déféré d'office.*

1366. Le juge peut déférer à l'une des parties le serment, ou pour en faire dépendre la décision de la cause, ou seulement pour déterminer le montant de la condamnation.

1367. Le juge ne peut déférer d'office le serment, soit sur la demande, soit sur l'exception qui y est opposée, que sous les deux conditions suivantes: il faut,

1) Que la demande ou l'exception ne soit pas pleinement justifiée;

2) Qu'elle ne soit pas totalement dénuée de preuves.

Hors ces deux cas, le juge doit ou adjuger ou rejeter purement et simplement la demande.

1368. Le serment déféré d'office par le juge à l'une des parties, ne peut être par elle référé à l'autre.

1369. Le serment sur la valeur de la chose demandée, ne peut être déféré par le juge au demandeur que lorsqu'il est d'ailleurs impossible de constater autrement cette valeur.

Le juge doit même, en ce cas, déterminer la somme jusqu'à concurrence de laquelle le demandeur en sera cru sur son serment.

DES ENGAGEMENTS QUI SE FORMENT SANS CONVENTION.

1370. Certains engagements se forment sans qu'il intervienne aucune convention, ni de la part de celui qui s'oblige, ni de la part de celui envers lequel il est obligé.

Les uns résultent de l'autorité seule de la loi; les autres naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé.

Les premiers sont les engagements formés involontairement, tels que ceux entre propriétaires voisins, ou ceux des tuteurs et des autres administrateurs qui ne peuvent refuser la fonction qui leur est déférée.

Les engagements qui naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé, résultent ou des quasi-contrats, ou des délits ou quasi-délits; ils font la matière du présent titre.

CHAPITRE PREMIER.

Des Quasi-contrats.

1371. Les quasi-contrats sont les faits purement volontaires de l'homme, dont il résulte un engagement quelconque envers un tiers, et quelquefois un engagement réciproque des deux parties.

1372. Lorsque volontairement on gère l'affaire d'autrui, soit que le propriétaire connaisse la gestion, soit qu'il l'ignore, celui qui gère contracte l'engagement tacite de continuer la gestion qu'il a commencée, et de l'achever jusqu'à ce que le propriétaire soit en état d'y pourvoir lui-même; il doit se charger également de toutes les dépendances de cette même affaire.

Il se soumet à toutes les obligations qui résulteraient d'un mandat exprès que lui aurait donné le propriétaire.

1373. Il est obligé de continuer sa gestion, encore que le maître vienne à mourir avant que l'affaire soit consommée, jusqu'à ce que l'héritier ait pu en prendre la direction.

1374. Il est tenu d'apporter à la gestion de l'affaire tous les soins d'un bon père de famille.

Néanmoins les circonstances qui l'ont conduit à se charger de l'affaire, peuvent autoriser le juge à modérer les dommages et intérêts qui résulteraient des fautes ou de la négligence du gérant.

1375. Le maître dont l'affaire a été bien administrée, doit remplir les engagements que le gérant a contractés en son nom, l'indemniser de tous les engagements personnels qu'il a pris, et lui rembourser toutes les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites.

1376. Celui qui reçoit par erreur ou sciemment ce qui ne lui est pas dû, s'oblige à le restituer à celui qui l'a indûment reçu.

1377. Lorsqu'une personne qui, par erreur, se croyait débitrice, a acquitté une dette, elle a le droit de répétition contre le créancier.

Néanmoins ce droit cesse dans le cas où le créancier a supprimé son titre par suite du paiement, sauf le recours de celui qui a payé contre le véritable débiteur.

Постановленія сей главы Французскаго Кодекса соотвѣтствуютъ ст. 644—683 Гл. VI, Кн. II Свода Законовъ: о вознагражденіи за вредъ и убытки причиненные преступленіемъ, и противъ оныхъуже указаны.—Здѣсь мы снова помѣстили оныя въ полномъ ихъ составѣ лишь для того, дабы представить въ одномъ мѣстѣ всю систему Французскаго законодательства *о обязательствахъ*.

1378. S'il y a eu mauvaise foi de la part de celui qui a reçu, il est tenu de restituer, tant le capital que les intérêts ou les fruits, du jour du paiement.

1379. Si la chose indûment reçue est un immeuble ou un meuble corporel, celui qui l'a reçue s'oblige à la restituer en nature, si elle existe, ou sa valeur, si elle est périe ou détériorée par sa faute; il est même garant de sa perte par cas fortuit, s'il l'a reçue de mauvaise foi.

1380. Si celui qui a reçu de bonne foi, a vendu la chose, il ne doit restituer que le prix de la vente.

1381. Celui auquel la chose est restituée, doit tenir compte, même au possesseur de mauvaise foi, de toutes les dépenses nécessaires et utiles qui ont été faites pour la conservation de la chose.

CHAPITRE II.

Des Délits et des Quasi-délits.

1382. Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, a le réparer.

1383. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

1384. On est responsable non-seulement du dommage que l'on cause par son propre fait; mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux;

Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés;

Les instituteurs et artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

1385. Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé.

1386. Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

РАЗДѢЛЪ ТРЕТІЙ.

О ОБЯЗАТЕЛЬСТВАХЪ ПО ДОГОВОРАМЪ НА ИМУЩЕСТВА ВЪ ОСОБЕННОСТИ.

ГЛАВА ПЕРВАЯ.

О запродажѣ.

1679. Договоромъ запродажи одна сторона обязывается продать другой къ назначенному времени недвижимое или движимое имущество. При чемъ означается и самая цѣна, за которую должна быть учинена продажа, и количество неустойки, если договаривающіяся стороны найдутъ полезнымъ оною договоръ свой обезпечить.

1680. На запродажу недвижимаго имущества должна быть совершена *запродажная запись*.

1681. Въ запродажной записи должны быть означены подробно и съ надлежащею точностію всѣ постановленныя съ общаго согласія продающимъ и покупающимъ условія и взаимныя принятыя ими на себя, въ отношеніи къ совершенію купчей, обязанности, а равно и мѣры обезпеченія или вознагражденія той или другой стороны, а если была назначена неустойка, или уплаченъ задатокъ, то и послѣдствія сего для обѣихъ сторонъ, на случай, если бы совершеніе акта по чему либо не состоялось.

1682. Въ запродажной записи непремѣнно долженъ быть назначенъ срокъ (ст. 1679), въ теченіи коего одна сторона обязывается продать другой свое имущество. Присутственныя мѣста, совершающія запродажныя записи, имѣютъ непремѣнную обязанность наблюдать за симъ. По истеченіи назначеннаго на продажу имѣнія срока, запродажная запись, въ отношеніи обязанности совершить купчую крѣпость, считается ничтожною.

1683. Запродажная запись пишется на гербовой крѣпостной бумагѣ по цѣнѣ запродаваемаго недвижимаго имущества, предъявляется для засвидѣтельствованія къ крѣпостнымъ дѣламъ, и записывается въ состоящую при оныхъ книгу, безъ взысканія крѣпостныхъ пошлинъ.

1684. По одной запродажной записи, безъ совершенія по ней купчей крѣпости, запрещается допускать ко владѣнію недвижимымъ имѣніемъ. Въ случаѣ доказанной передачи владѣнія имѣніемъ по запродажной записи до совершенія купчей, взыскиваются въ штрафъ, съ продавца и съ покупателя поровну, крѣпостныя, по запродажной цѣнѣ имѣнія.

пошлины, независимо отъ пошлинъ, подлежащихъ уплатѣ при совершеніи купчей крѣпости.

Примѣчаніе 1. Въ 1854 году, для пресѣченія противозаконнаго владѣнія имѣніями по запродажнымъ записямъ, безъ совершенія по нимъ купчихъ крѣпостей, постановлено слѣдующее: 1) Объявить, что лица, передавшія владѣніе недвижимымъ своимъ имѣніемъ, въ противность сей 1684 статьѣ, по запродажнымъ записямъ, безъ совершенія по нимъ купчихъ крѣпостей, равно какъ и принявшія такое владѣніе, хотя бы сіи послѣднія имѣли особыя на управленіе запроданнымъ имѣніемъ довѣренности, обязаны, въ теченіи года, совершить на запроданныя имѣнія купчія крѣпости; по истеченіи же сего срока, тѣ запродажныя записи, по коимъ таковыхъ купчихъ совершено не будетъ, уничтожаются, и запроданныя имѣнія, впредь до учиненія надлежащаго между продавцемъ и покупателемъ разсчета, берутся въ опекунское управленіе, со взысканіемъ при томъ въ штрафъ, за переходъ имѣнія изъ владѣнія одного лица къ другому безъ совершенія купчей, крѣпостныхъ, по запродажной цѣнѣ имѣнія, пошлинъ, въ равномъ какъ съ продавца, такъ и съ покупателя, количествѣ. Ближайшее наблюденіе за точнымъ исполненіемъ сего распоряженія предоставлено Министру Внутреннихъ Дѣлъ. 2) Подтвердить повсемѣстно, чтобы на будущее время полиція отнюдь не допускала, въ противность сей 1684 статьѣ, владѣнія недвижимымъ имѣніемъ по запродажной записи, безъ совершенія по оной купчей крѣпости, подъ опасеніемъ взысканія, опредѣленнаго въ Уложеніи о Наказаніяхъ за бездѣйствіе власти. Въ 1856 году срокъ, постановленный въ первомъ пунктѣ, отсроченъ еще на одинъ годъ по губерніи Таврической и по градоначальствамъ Таганрогскому и Керченскому.

Примѣчаніе 2. Въ 1858 году постановлено, что въ отношеніи недвижимыхъ имѣній (во всѣхъ губерніяхъ, кромѣ Западныхъ, для коихъ изданы особыя узаконенія), состоящихъ во владѣніи по запродажнымъ записямъ безъ совершенія на нихъ купчихъ крѣпостей, гдѣ бы впрочемъ оныя ни находились, т. е. въ городахъ или уѣздахъ, надлежитъ примѣнять силу примѣчанія 1, къ сей 1684 статьѣ; въ отношеніи же къ недвижимымъ имѣніямъ, въ городахъ и уѣздахъ, состоящимъ во владѣніи частныхъ лицъ не по запродажнымъ записямъ, но безъ всякихъ актовъ или по актамъ разнаго рода, писаннымъ на гербовой бумагѣ низшаго противъ узаконеннаго достоинства, или же по передаточнымъ надписямъ на купчихъ крѣпостяхъ и заемныхъ обязательствахъ и вообще по словеснымъ договорамъ или иныхъ сдѣлкамъ, руководствоваться правилами, изложенными въ примѣчаніяхъ 1 и 4 (по Прод. II) къ статьѣ 396 Устава о Пошлинахъ.

1685. Если условившіеся о продажѣ пожелаютъ, по какой либо причинѣ, до совершенія купчей или формальной запродажной записи, обезпечить свое предварительное условіе задаткомъ, то получившій оный, въ удостовѣреніе сего, долженъ выдать покупщику росписку.

1686. Росписка о задаткѣ (ст. 1685), которая можетъ быть писана и не на гербовой бумагѣ, должна содержать въ себѣ: а) годъ, мѣсяцъ, число и мѣсто ея выдачи; б) означеніе условій, на основаніи коихъ стороны согласились заключить между собою договоръ продажи; в) объявленіе продавца, что онъ по соглашенію о продажѣ имъ такого-то недвижимаго имѣнія такому-то, за такую-то цѣну, получилъ отъ него столько-то въ задатокъ; и наконецъ г) собственноручную подпись получившаго задатокъ продавца, или же, въ случаѣ неумѣнія его грамотѣ, или за невозможностію по иной причинѣ подписать росписку, надлежащее по закону въ томъ засвидѣтельствованіе.

1687. Дѣйствіе росписки о задаткѣ ограничивается шестинедѣльнымъ срокомъ со дня ея выдачи. До истеченія сего срока продавецъ и

покупщикъ обязаны заключить о своемъ условіи формальный актъ, то есть купчую крѣпость или по крайней мѣрѣ запродажную запись, если тому не препятствуетъ какое либо изъ обстоятельствъ, указанныхъ въ 284 статьѣ Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ, или же отсутствіе одной изъ договаривающихся сторонъ и невозможность поручить сіе повѣренному, о чемъ однакожъ во всякомъ случаѣ должно быть благовременно заявлено предъ судомъ или мѣстнымъ начальствомъ. Въ случаѣ отказа продавца отъ совершенія формальнаго акта, онъ долженъ возвратить задатокъ въ двойномъ количествѣ, но для сего росписка должна быть покупателемъ представлена ко взысканію въ вышеозначенный шестинедѣльный, со дня выдачи ея, срокъ. Если отъ совершенія формальнаго акта откажется покупатель, то онъ теряетъ свой задатокъ въ пользу продавца; за симъ уже не можетъ быть ни съ которой стороны требуемо совершеніе формальнаго акта.

1688. Послѣдствіямъ, изложеннымъ въ предшедшей 1687 статьѣ, подвергается виновная сторона и въ томъ случаѣ, если формальный актъ не будетъ совершенъ по ея винѣ, хотя ею и не было сдѣлано прямаго отказа.

1689. Когда формальный актъ не будетъ совершенъ по взаимному согласію или винѣ обѣихъ сторонъ, или по особеннымъ означеннымъ въ статьѣ 1687 обстоятельствамъ, но не по винѣ которой либо изъ договаривающихся сторонъ, то условіе ихъ уничтожается простымъ возвращеніемъ задатка. Но и въ семъ случаѣ требованіе о возвращеніи задатка должно быть предъявлено въ надлежащемъ присутственномъ мѣстѣ, въ означенный въ статьѣ 1687 шестинедѣльный отъ выдачи росписки срокъ.

1690. Договоръ на запродажу движимаго имущества пишется на установленной для того гербовой бумагѣ, по цѣнѣ запродаваемаго имѣнія, подписывается договаривающимися сторонами, и предъявляется для засвидѣтельствованія къ дѣламъ маклерскимъ, а гдѣ оныхъ нѣтъ, въ присутственномъ мѣстѣ.

Примѣчаніе. Договоры на запродажу по торговлѣ составляются и являются у Маклеровъ особеннымъ порядкомъ, въ статьяхъ 2460 и слѣдующихъ Устава Торговаго опредѣленнымъ.

ГЛАВА ВТОРАЯ.

О наймѣ имуществъ, и отдачѣ оныхъ въ содержаніе.

Отдѣленіе первое.

О наймѣ и отдачѣ въ содержаніе частныхъ имуществъ.

DU CONTRAT DE LOUAGE.

Dispositions générales.

1708. Il y a deux sortes de contrats de louage:
Celui des choses,
Et celui d'ouvrage.

1709. Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps, et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer.

1710. Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

1711. Ces deux genres de louage se subdivisent encore en plusieurs espèces particulières:

On appelle *bail à loyer*, le louage des maisons et celui des meubles;

Bail à ferme, celui des héritages ruraux;

Loyer, le louage du travail ou du service;

Bail à cheptel, celui des animaux dont le profit se partage entre le propriétaire et celui à qui il les confie.

Les *devis*, *marché* ou *prix fait*, pour l'entreprise d'un ouvrage moyennant un prix déterminé, sont aussi un louage, lorsque la matière est fournie par celui pour qui l'ouvrage se fait.

Ces trois dernières espèces ont des règles particulières.

1712. Les baux des biens nationaux, des biens des communes et des établissements publics, sont soumis à des règlements particuliers (*).

1713. On peut louer toutes sortes de biens meubles ou immeubles.

(*) *1) Décret du 12 août 1807, concernant les baux à ferme des hospices et des établissements d'instruction publique.*

1) A compter de la publication du présent décret, les baux à ferme des hospices et autres établissements publics de bienfaisance ou d'instruction publique, pour la durée ordinaire, seront faits aux enchères, par-devant un notaire qui sera désigné par le préfet du département, et le droit d'hypothèque sur tous les biens du preneur y sera stipulé par la désignation, conformément au Code civil.

2) Le cahier des charges de l'adjudication et de la jouissance sera préalablement dressé par la commission administrative, le bureau de bienfaisance ou le bureau d'administration, selon la nature de l'établissement.—Le sous-préfet donnera son avis, et le préfet approuvera ou modifiera ledit cahier des charges.

*

I. Составленіе договора найма или отдача въ содержаніе имуществъ.

1691. При наймѣ или отдачѣ въ содержаніе частныхъ имуществъ, надлежитъ опредѣлить: предметъ найма или содержанія, срокъ и цѣну онаго. Сверхъ сего допускаются всякія другія произвольныя условія, законамъ непротивныя, какъ то: права и обязанности хозяина и наемщика, правила пользованія имуществомъ, отвѣтственность за ущербъ, порчу и за самую гибель онаго, и тому подобныя.

Примѣчаніе 1. Особенныя правила о срокѣ и порядкѣ производства найма помѣщеній для присутственныхъ мѣстъ, тюремъ и другихъ учрежденій вѣдомства Министерства Внутреннихъ Дѣлъ изложены въ Уставѣ Строительномъ.

Примѣчаніе 2. Особенныя правила о срокѣ и порядкѣ отдачи помѣщиками въ Закавказскомъ краѣ земель въ арендное содержаніе Нѣмецкимъ колонистамъ изложены въ Уставѣ о Колоніяхъ.

1692. Недвижимыя частныя имущества запрещается отдавать въ наемъ или въ содержаніе срокомъ свыше двѣнадцати лѣтъ. Владѣльцамъ же имѣній, пожалованныхъ на правѣ маіората въ Западныхъ губерніяхъ, дозволяется запасныя земли отдавать въ наемъ желающимъ не болѣе какъ на шесть лѣтъ, на основаніи статьи 504 сего Свода.

Примѣчаніе. Правило, въ сей 1692 статьѣ постановленное, не распространяется на отдачу въ наемъ домовъ для казенныхъ помѣщеній: наемъ сей можетъ быть дѣланъ по контракту срокомъ болѣе двѣнадцати лѣтъ, съ разрѣшенія Министра или Главноуправляющаго, къ вѣдомству коего оный относится.

1693. Въ видѣ изъятія изъ существующаго нынѣ, на наемъ и арендованіе разнаго рода частныхъ имѣній, ограниченія въ срокѣ, въ предшедшей 1692 статьѣ постановленнаго, допускается отдача благопріобрѣтенныхъ пустопорожнихъ земель въ аренду или содержаніе и на продолжительнѣйшіе сроки, полагая до тридцати лѣтъ, когда предполагается на нихъ устроить фабрики или заводы. Сіе изъятіе распространяется и на наемъ пустопорожнихъ земель подъ устройство дачъ въ окрестностяхъ обѣихъ столицъ, на двадцатипятиверстномъ отъ оныхъ разстояніи.

1694. Въ Оренбургскомъ казачьемъ войскѣ дозволяется допускать непринадлежащія къ сему войску иногородныя лица къ содержанію мукомольныхъ мельницъ на двадцатичетырехлѣтній срокъ, когда таковыя будутъ возводимы вновь; но тѣ мельницы, кои уже существуютъ, не могутъ быть отдаваемы въ содержаніе на срокъ болѣе двѣнадцати лѣтъ.

2) Loi du 23-30 mai 1835.

Les communes, hospices et tous autres établissements publics pourront affermer leurs biens ruraux pour dix-huit années et au-dessous, sans autres formalités que celles prescrites pour les baux de neuf années.

3) Ordonnance du 6 juillet 1846.

3) Les délibérations des administrations de charité et de bienfaisance, ayant pour objet des baux dont la durée devra excéder dix-huit ans, ne sont exécutoires qu'en vertu d'une ordonnance royale. Quelle que soit la durée du bail, l'acte passé par l'administration de l'établissement n'est exécutoire qu'après l'approbation du préfet.

1695. Запрещается отдавать въ арендное содержаніе имѣнія, населенныя состоящими въ помѣщичьемъ владѣніи крестьянами; но разныя хозяйственныя заведенія и оброчныя статьи, какъ то: фабрики, заводы, земельные участки, рыбныя ловли, мельницы и тому подобныя заведенія и оброчныя статьи могутъ отдѣльно отъ сихъ имѣній, безъ присоединенія къ нимъ крестьянъ, быть отдаваемы въ аренду безпрепятственно.

Примѣчаніе. Для населенныхъ имѣній, кои, на основаніи прежнихъ арендныхъ контрактовъ, состояли въ арендномъ содержаніи дозволено было возобновить сіи контракты до 1 Января 1857 года, указомъ же 1856 года Іюля 2 сей срокъ продолженъ еще на три года, то есть по 1-е Января 1860 года.

1696. Уволеннымъ изъ крѣпостнаго состоянія и возведеннымъ въ послѣдствіи въ потомственное дворянство, а равно и потомкамъ ихъ до третьяго поколѣнія, запрещается брать какъ въ аренду, такъ и во всякое другое временное, съ правами вотчинника, владѣніе такія населенныя имѣнія, въ коихъ они сами, или отцы ихъ, или дѣды по отцамъ, были записаны въ ревизіяхъ. Сіе запрещеніе распространяется и на состоящихъ въ бракѣ съ лицами, вышедшими изъ крѣпостнаго состоянія, въ отношеніи къ тѣмъ населеннымъ имѣніямъ, въ коихъ сіи лица, или супруги, или отцы сихъ послѣднихъ, или дѣды по отцамъ, были приписаны по ревизіямъ. Виновные въ нарушеніи сего правила, въ томъ числѣ и тѣ, которые отдадутъ имѣніе свое кому либо въ аренду или иное временное, съ правами вотчинника, владѣніе, зная, что принимающій сіе имѣніе не можетъ, на основаніи вышеозначеннаго правила, владѣть онымъ, подвергаются взысканіямъ, въ Уложеніи о Наказаніяхъ, статьѣ 1949, опредѣленнымъ, а съ взявшаго сіе имѣніе въ аренду или иное временное, съ правами вотчинника, владѣніе взыскивается сумма, предназначенная къ платежу владѣльцу имѣнія за все время, на которое было совершено условіе, и обращается въ мѣстный Приказъ Общественнаго Призрѣнія.

1697. Дворовыя, лавочныя, мельничныя и прочія предназначенныя для хозяйственныхъ заведеній мѣста, могутъ быть отдаваемы въ наемъ или содержаніе изъ выстройки, на счетъ наемщика, съ тѣмъ, чтобы онъ въ теченіи условленнаго числа лѣтъ пользовался выстроеннымъ зданіемъ; а по прошествіи срока все выстроенное поступило бы въ собственность хозяина.

1698. Запрещается брать въ содержаніе земли, корчмы, мельницы и другія угодья у помѣщичьихъ крестьянъ безъ дозволенія ихъ помѣщиковъ, подъ опасеніемъ лишенія удовлетворенія въ данныхъ за наемъ деньгахъ и въ посѣвѣ, буде оный произведенъ на такой неправильно нанятой землѣ.

1699. При отдачѣ въ содержаніе оброчныхъ статей и другихъ хозяйственныхъ заведеній Евреямъ должно быть соблюдаемо, чтобъ имъ отдаваемы были въ такое содержаніе, не иначе какъ по формальнымъ контрактамъ, лишь тѣ заведенія, гдѣ не производится продажи или вы-

дѣлки горячихъ напитковъ, и чтобы они обязались исполнять въ точности, подъ опасеніемъ, за несоблюденіе сего, законной отвѣтственности, всѣ условія, изложенныя въ Уставѣ Питейномъ, коими воспрещается имъ 1) жить въ шинкахъ, харчевняхъ, корчмахъ, и вездѣ въ домахъ, гдѣ производится распивочная продажа внѣ городовъ и мѣстечекъ; 2) заниматься лично или чрезъ другихъ Евреевъ и Христіанъ распивочною продажею хлѣбнаго вина, спирта, разныхъ водокъ, наливокъ, пива и меда, и быть подвальными; 3) разносить и развозить сіи напитки лично или чрезъ другихъ лицъ по селеніямъ, полямъ и дорогамъ для распивочной продажи, обмѣна или угощенія; 4) имѣть собственныя винокурни; и 5) производить винокуреніе и выдѣлку разнаго рода горячихъ напитковъ, безъ особаго дозволенія на то отъ правительства.

Примѣчаніе. Правила, въ сей статьѣ постановленныя, относятся къ отдачѣ Евреямъ въ содержаніе оброчныхъ статей и другихъ хозяйственныхъ заведеній какъ по имѣніямъ казеннымъ, такъ и владѣльческимъ.

II. Совершеніе договоровъ найма имуществъ, и отдача оныхъ въ содержаніе.

DU CONTRAT DE LOUAGE.

Dispositions générales.

1708. Il y a deux sortes de contrats de louage.
Celui des choses.
Et celui d'ouvrage.

1709. Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps, et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer.

1710. Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

1711. Ces deux genres de louage se subdivisent encore en plusieurs espèces particulières:
On appelle *bail à loyer*, le louage des maisons et celui des meubles;
Bail à ferme, celui des héritages ruraux;
Loyer, le louage du travail ou du service:
Bail à cheptel, celui des animaux dont le profit se partage entre le propriétaire et celui à qui il les confie.'
Les *devis*, *marché* ou *prix fait*, pour l'entreprise d'un ouvrage moyennant un prix déterminé, sont aussi un louage, lorsque la matière est fournie par celui pour qui l'ouvrage se fait.
Ces trois dernières espèces ont des règles particulières.

1712. Les baux des biens nationaux, des biens des communes et des établissements publics, sont soumis à des règlements particuliers.

1700. Договоръ найма движимаго имущества, какъ то: рабочаго скота, подводъ и т. п., можетъ быть заключенъ словесно. Но договоръ о наймѣ или объ отдачѣ въ содержаніе недвижимыхъ имуществъ, также мореходныхъ и рѣчныхъ судовъ, составляется письменно, на установленной гербовой бумагѣ, со включеніемъ всѣхъ условій, договаривающимися постановляемыхъ.

1701. Договоръ найма подписывается обѣими договаривающимися сторонами самими, или ихъ повѣренными. По подписаніи, онъ представляется для засвидѣтельствованія къ маклеру, или, гдѣ онаго нѣтъ, въ присутственное мѣсто.

Примѣчаніе. По вопросу, могутъ ли наслѣдники содержателей трактирныхъ и другихъ подобныхъ заведеній удерживать оныя за собою по смерти самихъ содержателей, постановлено, что въ случаѣ смерти содержателя трактирнаго заведенія, наслѣдники его имѣютъ право: или продолжать содержаніе того заведенія до срока, на который оно было ему предоставлено, и за тѣмъ удержать оное за собою и на будущее время, на основаніи правилъ о трактирныхъ заведеніяхъ, если исполнятъ при томъ всѣ условія, тѣми правилами требуемыя; или же передать заведеніе другому лицу, буде не пожелаютъ принять содержанія онаго на себя, либо, по состоянію своему и вообще по означеннымъ правиламъ, не могутъ быть къ тому допущены.

1702. Совершеніе договоровъ письменныхъ или словесныхъ на наемъ городскихъ строеній и земляныхъ участковъ въ городѣ оставляется на волю хозяевъ и нанимателей оныхъ, какъ предметъ зависящій отъ взаимнаго ихъ довѣрія другъ къ другу. Разрѣшеніе споровъ по словеснымъ обязательствамъ сего рода принадлежитъ Суду Словесному; письменные же договоры сего рода слѣдуетъ являть по существующимъ узаконеніямъ; но если такой договоръ, подписью сторонъ утвержденный, не будетъ въ свое время явленъ у маклера или въ присутственномъ мѣстѣ, то удовлетвореніе по оному при производствѣ взысканій и по другимъ случаямъ производится изъ того токмо имущества, какое у лица, взысканію подвергшагося, останется за удовлетвореніемъ прочихъ исковъ, по коимъ соблюдены всѣ правила, на совершеніе и явку ихъ постановленныя. За симъ не опредѣляется никакихъ штрафовъ или пеней за неявку

1713. On peut louer toutes sortes de biens meubles ou immeubles.

1714. On peut louer ou par écrit, ou verbalement.

Voy. *Des règles particulières aux baux à loyer 1752—1762;*
Des règles particulières aux baux à ferme 1765—1778;
Des voituriers par terre et par eau 1782—1786;
Du bail à cheptel 1800—1851.

1715. Si le bail fait sans écrit n'a encore reçu aucune exécution, et que l'une des parties le nie, la preuve ne peut être reçue par témoins, quelque modique qu'en soit le prix, et quoiqu'on allègue qu'il y a eu des arrhes données.

Le serment peut seulement être déféré à celui qui nie le bail.

1716. Lorsqu'il y aura contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé, et qu'il n'existera point de quittance, le propriétaire en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire demander l'estimation par experts; auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré.

маклерамъ договоровъ по наймамъ городскихъ строеній и земляныхъ участковъ.

Примѣчаніе. На наемъ въ С.-Петербургѣ покоевъ для гостинницъ и прочихъ трактирныхъ заведеній, также погребовъ, лавокъ и магазиновъ, должны быть заключаемы контракты установленнымъ порядкомъ, отъ имени лицъ, получившихъ право на содержаніе сихъ заведеній.

1703. Контракты и условія на отдачу въ аренду и содержаніе какъ земель означенныхъ выше въ статьѣ 1693, такъ и другихъ частныхъ имуществъ, если они заключаемы будутъ съ полученіемъ, или назначеніемъ къ полученію, арендныхъ денегъ впередъ болѣе чѣмъ за годъ, должны быть свидѣтельствованы въ тѣхъ судебныхъ мѣстахъ, коимъ по закону совершеніе крѣпостныхъ актовъ дозволено, съ тѣмъ: а) чтобы на самыя имѣнія, по количеству взятой впередъ суммы, налагаемо было запрещеніе; б) чтобы въ противномъ случаѣ и вообще при несохраненіи постановленныхъ въ сей статьѣ правилъ, заключенные контракты и условія считались недѣйствительными, и в) чтобы запрещеніе, налагаемое на законтрактованное имѣніе по количеству взятой владѣльцемъ у арендатора впередъ суммы, не препятствовало владѣльцу въ продажѣ или закладѣ того имѣнія, лишь бы покупатель или принимать залога имѣли въ виду контрактъ, который должны они наблюсти въ точности.

1704. Цѣну бумаги, на которой акты на арендованіе должны быть писаны, надлежитъ опредѣлять согласно съ правилами, установленными въ Уставѣ о Пошлинахъ, суммою, на какую они заключаются. Если же по контракту платежъ долженъ производиться въ разные сроки, то согласно правиламъ вышеозначеннаго Устава, цѣна бумаги для контракта опредѣляется вмѣстѣ взятою за общее срочное время платою.

Примѣчаніе. Правила, изложенныя въ статьяхъ 1693, 1703 и 1704, не уполномочиваютъ заключать арендные контракты и условія на заселенныя имѣнія (ст. 1693), ни на отдачу крѣпостныхъ людей въ работы и услуженія лицамъ, не имѣющимъ по законамъ права на владѣніе крѣпостными людьми; лица сіи въ подобныхъ сдѣлкахъ подлежатъ ограниченіямъ дѣйствовавшимъ до изданія указа 1833 года Октября 14. Постановленія о заставномъ правѣ и о закладныхъ актахъ, съ отдачею въ заставу недвижимыхъ имѣній, сохраняютъ свою силу и послѣ того указа тамъ, гдѣ сего рода акты дозволены, независимо отъ правилъ, изложенныхъ въ вышеупомянутыхъ статьяхъ.

III. Исполненіе договора по найму имуществъ, и отдачѣ оныхъ въ содержаніе.

1719. Le bailleur est obligé, par la nature du contrat, et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière,

1) De délivrer au preneur la chose louée;

2) D'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée;

3) D'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail.

1720. Le bailleur est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce.

1705. Хозяинъ не въ правѣ отказать наемщику до наступленія срока найма, хотя бы кто предлагалъ и большую передъ нимъ цѣну. Равномѣрно наемщикъ не можетъ отказаться отъ платежа договорной цѣны до истеченія опредѣленнаго условіемъ срока.

1706. Если бы недвижимое имѣніе отдано было въ наймы изъ выстройки на большее число лѣтъ, нежели какое закономъ допускается, и по сей причинѣ договоръ былъ уничтоженъ: то наемщикъ, за лишеніе до срока сей временной своей собственности, долженъ быть удовлетворенъ разсчетомъ въ употребленныхъ имъ деньгахъ. Для сего надлежитъ:

1) Прежнее положеніе имущества, бывшее при отдачѣ въ наемъ, сравнить съ тѣмъ, въ которомъ оное находится при уничтоженіи договора,

2) Изчислить издержки, употребленныя наемщикомъ на исправленіе зданія.

3) Если отъ распоряженій и поправокъ наемщика потерпѣла прочность зданія, то изъ издержекъ, употребленныхъ на исправленіе надлежитъ исключить потребную сумму на возстановленіе частей, въ конхъ прочность знанія уменьшилась.

4) Изчислить всѣ доходы, которые наемщикъ получилъ отъ имущества по день уничтоженія договора.

5) Сравнивъ весь сей приходъ съ расходами, употребленными на исправленіе и на платежъ найма хозяину, поставить сему послѣднему въ обязанность доплатить происходящую отъ сего разность наемщику, и нанятое имущество возвратить въ распоряженіе хозяина онаго.

Il doit y faire, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les locatives.

1721. Il est dû garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchent l'usage, quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail,

S'il résulte de ces vices ou défauts quelque perte pour le preneur, le bailleur est tenu de l'indemniser.

1717. Le preneur a le droit de sous-louer, et même de céder son bail à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite.

Elle peut être interdite pour le tout ou partie.

Cette clause est toujours de rigueur.

1718. Les articles du titre *du Contrat de mariage et des Droits respectifs des Epoux*, relatifs aux baux des biens des femmes mariées sont applicables aux baux des biens des mineurs.

1725. Le bailleur ne peut, pendant la durée du bail, changer la forme de la chose louée.

1724. Si, durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes

et qui ne puissent être différées jusqu'à sa fin, le preneur doit les souffrir, quelque incommodité qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles se font, d'une partie de la chose louée.

Mais, si ces réparations durent plus de quarante jours, le prix du bail sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il aura été privé.

Si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitable ce qui est nécessaire au logement du preneur et de sa famille, celui-ci pourra faire résilier le bail.

1725. Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par voies de fait à sa jouissance, sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée; sauf au preneur à les poursuivre en son nom personnel.

1726. Si, au contraire, le locataire ou le fermier ont été troublés dans leur jouissance par suite d'une action concernant la propriété du fonds, ils ont droit à une diminution proportionnée sur le prix du bail à loyer ou à ferme, pourvu que le trouble et l'empêchement aient été dénoncés au propriétaire.

1727. Si ceux qui ont commis les voies de fait, prétendent avoir quelque droit sur la chose louée, ou si le preneur est lui-même cité en justice pour se voir condamner au délaissement de la totalité ou de partie de cette chose, ou à souffrir l'exercice de quelque servitude, il doit appeler le bailleur en garantie, et doit être mis hors d'instance, s'il l'exige, en nommant le bailleur pour lequel il possède.

1728. Le preneur est tenu de deux obligations principales,

1)D'user de la chose louée en bon père de famille, et suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances, à défaut de convention.

2) De payer le prix du bail aux termes convenus.

1729. Si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou dont il puisse résulter un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

1730. S'il a été fait un état des lieux entre le bailleur et le preneur, celui-ci doit rendre la chose telle qu'il l'a reçue, suivant cet état, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure (*).

(*) On entend par *état des lieux* la description, dans le bail ou dans un acte séparé, de toutes les parties et objets qui composent particulièrement la distribution intérieure des meubles, tels que portes, armoires, alcôves, etc., etc.

1707. Наниматель дома, если обяжется по договору хранить его отъ пожара, долженъ уплатить хозяину дома цѣну онаго, когда доказано будетъ, что домъ его сгорѣлъ отъ его вины.

Примѣчаніе. Въ Уставахъ Страховыхъ отъ огня Обществъ Втораго Россійскаго и Саламандры постановлено: Арендаторамъ, а равно и жильцамъ какъ главнымъ, такъ и частнымъ, позволяется всѣмъ вмѣстѣ и порознь отдавать на страхъ взятыя на откупъ или нанятыя ими имущества; но вознагражденіе отъ Страховаго Общества, въ случаѣ пожара, получаютъ они въ той мѣрѣ, въ какой обязывались отвѣчать хозяину дома или другаго имущества, а потому они и должны представлять въ Правленіе Общества свои контракты при застрахованіи.

Въ Высочайше утвержденныхъ 5 и 12 Мая 1858 года Уставахъ Московскаго и С.-Петербургскаго Страховыхъ отъ огня Обществъ изложено равнымъ образомъ приведенное въ семъ примѣчаніи постановленіе.

1708. Если движимое имущество, взятое въ наемъ, будетъ испорчено: то оно отдается наймателю, а онъ обязанъ заплатить хозяину цѣну того имущества, по оцѣнкѣ постороннихъ знающихъ людей.

Примѣчаніе. Послѣдствія обращенія въ опись и въ публичную продажу недвижимаго имѣнія, отданнаго въ оброчное или арендное содержаніе, изложены въ книгѣ III Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

1731. S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire.

1732. Il répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute.

1733. Il répond de l'incendie, à moins qu'il ne prouve,

Que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction,

Ou que le feu a été communiqué par une maison voisine.

1734. S'il y a plusieurs locataires, tous sont solidairement responsables de l'incendie;

A moins qu'ils ne prouvent que l'incendie a commencé dans l'habitation de l'un d'eux, auquel cas celui-là seul en est tenu;

Ou que quelques-uns ne prouvent que l'incendie n'a pu commencer chez eux, auquel cas ceux-là n'en sont pas tenus.

1722. Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut, suivant les circonstances, demander ou une diminution du prix, ou la résiliation même du bail. Dans l'un et l'autre cas, il n'y a lieu à aucun dédommagement.

1735. Le preneur est tenu des dégradations et des pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires.

1736. Si le bail a été fait sans écrit, l'une des parties ne pourra donner congé à l'autre qu'en observant les délais fixés par l'usage des lieux.

1737. Le bail cesse de plein droit à l'expiration du terme fixé, lorsqu'il a été fait par écrit, sans qu'il soit nécessaire de donner congé.

1738. Si, à l'expiration des baux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail dont l'effet est réglé par l'article relatif aux locations faites sans écrit.

1739. Lorsqu'il y a un congé signifié, le preneur, quoiqu'il ait continué sa jouissance, ne peut invoquer la tacite réconduction.

1740. Dans le cas des deux articles précédents, la caution donnée pour le bail ne s'étend pas aux obligations résultant de la prolongation.

1741. Le contrat de louage se résout par la perte de la chose louée, et par le défaut respectif du bailleur et du preneur, de remplir leurs engagements.

1742. Le contrat de louage n'est point résolu par la mort du bailleur, ni par celle du preneur.

1743. Si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut expulser le fermier ou le locataire qui a un bail authentique ou dont la date est certaine, à moins qu'il ne se soit réservé ce droit par le contrat de bail.

1744. S'il a été convenu, lors du bail, qu'en cas de vente l'acquéreur pourrait expulser le fermier ou locataire, et qu'il n'ait été fait aucune stipulation sur les dommages et intérêts, le bailleur est tenu d'indemniser le fermier ou le locataire de la manière suivante.

1745. S'il s'agit d'une maison, appartement ou boutique, le bailleur paie, à titre de dommages et intérêts, au locataire évincé, une somme égale au prix du loyer, pendant le temps qui, suivant l'usage des lieux, est accordé entre le congé et la sortie.

1746. S'il s'agit de biens ruraux, l'indemnité que le bailleur doit payer au fermier, est du tiers du prix du bail pour tout le temps qui reste à courir.

1747. L'indemnité se règlera par experts, s'il s'agit de manufactures, usines, ou autres établissements qui exigent de grandes avances.

1748. L'acquéreur qui veut user de la faculté réservée par le bail, d'expulser le fermier ou locataire en cas de vente, est, en outre, tenu d'avertir le locataire au temps d'avance usité dans le lieu pour les congés.

Il doit aussi avertir le fermier de biens ruraux, au moins un an à l'avance.

1749. Les fermiers ou les locataires ne peuvent être expulsés qu'ils ne soient payés par le bailleur, ou, à son défaut, par le nouvel acquéreur, des dommages et intérêts ci-dessus expliqués.

1750. Si le bail n'est pas fait par acte authentique, ou n'a point de date certaine, l'acquéreur n'est tenu d'aucuns dommages et intérêts.

1751. L'acquéreur à pacte de rachat ne peut user de la faculté d'expulser le preneur, jusqu'à ce que, par l'expiration du délai fixé pour le réméré, il devienne propriétaire incommutable.

Des règles particulières aux baux à loyer.

1752. Le locataire qui ne garnit pas la maison de meubles suffisants, peut être expulsé, à moins qu'il ne donne des sûretés capables de répondre du loyer.

1753. Le sous-locataire n'est tenu envers le propriétaire que jusqu'à concurrence du prix de sa sous-location dont il peut être débiteur au moment de la saisie, et sans qu'il puisse opposer des paiements faits par anticipation

Les paiements faits par le sous-locataire, soit en vertu d'une stipulation portée en son bail, soit en conséquence de l'usage des lieux, ne sont pas réputés faits par anticipation.

1754. Les réparations locatives ou de menu entretien dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux, et, entre autres, les réparations à faire,

Aux âtres, contre-coeurs, chambranles et tablettes des cheminées (*);

Au recrépiment du bas des murailles des appartements et autres lieux d'habitation, à la hauteur d'un mètre;

Aux pavés et carreaux des chambres, lorsqu'il y en a seulement quelques-uns de cassés;

Aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassés par la grêle, ou autres accidents extraordinaires et de force majeure, dont le locataire ne peut être tenu;

Aux portes, croisées, planches de cloison ou de fermeture de boutiques, gonds, targettes (**) et serrures.

1755. Aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge des locataires, quand elles ne sont occasionnées que par vétusté ou force majeure.

1756. Le curement des puits et celui des fosses d'aisance sont à la charge du bailleur, s'il n'y a clause contraire.

1757. Le bail des meubles fournis pour garnir une maison entière, un corps de logis entier, une boutique, ou tous autres appartements, est censé fait pour la durée ordinaire des baux de maisons, corps de logis, boutiques ou autres appartements, selon l'usage des lieux.

1758. Le bail d'un appartement meublé est censé fait à l'année, quand il a été fait à tant par an;

Au mois, quand il a été fait à tant par mois;

Au jour, s'il a été fait à tant par jour.

Si rien ne constate que le bail soit fait à tant par an, par mois ou par jour, la location est censée faite suivant l'usage des lieux.

1759. Si le locataire d'une maison ou d'un appartement continue sa jouissance après l'expiration du bail par écrit, sans opposition de la part du bailleur, il sera censé les occuper aux mêmes conditions, pour le terme fixé

(*) *L'âtre* est le foyer de la cheminée, le *contre-coeur* une plaque de fer appliquée contre le mur de la cheminée. Par *chambranles*, on entend les ornements de bois, de pierre ou de marbre, qui soutiennent l'entablement de la cheminée; et par *tablette*, la pièce de bois ou de marbre qui est posée à plat sur le chambranle.

(**) On nomme *targette* une petite plaque de fer avec un verrou, destinée à fermer les portes ou les fenêtres.

par l'usage des lieux, et ne pourra plus en sortir ni en être expulsé qu'après un congé donné suivant le délai fixé par l'usage des lieux.

1760. En cas de résiliation par la faute du locataire, celui-ci est tenu de payer le prix du bail pendant le temps nécessaire à la relocation, sans préjudice des dommages et intérêts qui ont pu résulter de l'abus.

1761. Le bailleur ne peut résoudre la location, encore qu'il déclare vouloir occuper par lui-même la maison louée, s'il n'y a eu convention contraire (*).

1762. S'il a été convenu dans le contrat de louage, que le bailleur pourrait venir occuper la maison, il est tenu de signifier d'avance un congé aux époques déterminées par l'usage des lieux.

Des règles particulières aux baux à ferme.

1763. Celui qui cultive sous la condition d'un partage de fruits avec le bailleur, ne peut ni sous-louer ni céder, si la faculté ne lui en a été expressément accordée par le bail (**).

1764. En cas de contravention, le propriétaire a droit de rentrer en jouissance, et le preneur est condamné aux dommages-intérêts résultant de l'inexécution du bail.

1765. Si, dans un bail à ferme, on donne aux fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont réellement, il n'y a lieu à augmentation ou diminution de prix pour le fermier, que dans les cas et suivant les règles exprimés au titre *de la Vente* (1616 à 1623).

1766. Si le preneur d'un héritage rural ne le garnit pas des bestiaux et des ustensiles nécessaires à son exploitation, s'il abandonne la culture, s'il ne cultive pas en bon père de famille, s'il emploie la chose louée a un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou, en général, s'il n'exécute pas les clauses du bail, et qu'il en résulte un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

En cas de résiliation provenant du fait du preneur, celui-ci est tenu des dommages et intérêts, ainsi qu'il est dit en l'article 1764.

(*) Cet article a eu pour objet d'abroger la doctrine contraire, qui était consacrée dans le droit romain par la fameuse loi *OEde*, au Code (loi 3 *de locat.*) qui permettait aussi au propriétaire de faire cesser le bail par la seule déclaration de sa volonté d'occuper lui-même la maison louée.

(**) Ce contrat, qui est plutôt une société qu'un fermage, s'appelle *bail partiaire*, ou *à colonage*.

1767. Tout preneur de bien rural est tenu d'engager dans les lieux à ce destinés d'après le bail.

1768. Le preneur d'un bien rural est tenu, sous peine de tous dépens, dommages et intérêts, d'avertir le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur les fonds.

Cet avertissement doit être donné dans le même délai que celui qui est réglé en cas d'assignation suivant la distance des lieux.

1769. Si le bail est fait pour plusieurs années, et que, pendant la durée du bail, la totalité ou la moitié d'une récolte au moins soit enlevée par des cas fortuits, le fermier peut demander une remise du prix de sa location, à moins qu'il ne soit indemnisé par les récoltes précédentes.

S'il n'est pas indemnisé, l'estimation de la remise ne peut avoir lieu qu'à la fin du bail, auquel temps il se fait une compensation de toutes les années de jouissance;

Et cependant le juge peut provisoirement dispenser le preneur de payer une partie du prix en raison de la perte soufferte.

1770. Si le bail n'est que d'une année, et que la perte soit de la totalité des fruits, ou au moins de la moitié, le preneur sera déchargé d'une partie proportionnelle du prix de la location.

Il ne pourra prétendre aucune remise, si la perte est moindre de moitié.

1771. Le fermier ne peut obtenir de remise, lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre, à moins que le bail ne donne au propriétaire une quotité de la récolte en nature; auquel cas le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne fût pas en demeure de lui délivrer sa portion de récolte.

Le fermier ne peut également demander une remise, lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a été passé.

1772. Le preneur peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse.

1773. Cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, feu du ciel, gelée ou coulure.

Elle ne s'entend pas des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre, ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet, à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas fortuits prévus ou imprévus.

1774. Le bail, sans écrit, d'un fond rural, est censé fait pour le temps qui est nécessaire, afin que le preneur recueille tous les fruits de l'héritage affermé.

Ainsi le bail à ferme d'un pré, d'une vigne, et de tout autre fonds dont les fruits se recueillent en entier dans le cours de l'année, est censé fait pour un an.

Le bail des terres labourables, lorsqu'elles se divisent par soles ou saisons, est censé fait pour autant d'années qu'il y a de soles (*).

1775. Le bail des héritages ruraux, quoique fait sans écrits, cesse de plein droit à l'expiration du temps pour lequel il est censé fait, selon l'article précédent 1774.

1776. Si, à l'expiration des baux ruraux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail dont l'effet est réglé par l'article.

1777. Le fermier sortant doit laisser à celui qui lui succède dans la culture, les logements convenables et autres facilités pour les travaux de l'année suivante; et réciproquement, le fermier entrant doit procurer à celui qui sort les logements convenables et autres facilités pour la consommation des fourrages, et pour les récoltes restant à faire.

Dans l'un et l'autre cas, on doit se conformer à l'usage des lieux.

1778. Le fermier sortant doit aussi laisser les pailles et engrais de l'année, s'il les a reçus lors de son entrée en jouissance; et quand même il ne les aurait pas reçus, le propriétaire pourra les retenir suivant l'estimation.

Des voituriers par terre et par eau.

1782. Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes, dont il est parlé au titre *du Dépôt et du Séquestre*.

1783. Ils répondent non-seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur bâtiment ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le port ou dans l'entrepôt pour être placé dans leur bâtiment ou voiture.

1784. Ils sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues et avariées par cas fortuits ou force majeure.

1785. Les entrepreneurs de voitures publiques par terre et par eau, et ceux des roulages publics, doivent tenir registre de l'argent, des effets et des paquets dont ils se chargent.

(*) On entend par *soles* ou *saisons* la division des terres labourables d'une ferme ou d'un domaine en plusieurs portions ou catégories, qui sont semées alternativement en différents grains, ou laissées en repos. Dans l'ancien mode de culture, pratiqué encore dans certaines localités, les soles sont partagées en trois: l'une, semée en froment ou seigle; la seconde, en orge et avoine, et la troisième restant en *jachère*, c'est-à-dire se reposant.

1786. Les entrepreneurs et directeurs de voitures et roulages publics, les maîtres de barques et navires, sont en outre assujettis à des règlements particuliers, qui font la loi entre eux et les autres citoyens.

DU BAIL À CHEPTEL.

SECTION PREMIÈRE.

Dispositions générales.

1800. Le bail à cheptel est un contrat par lequel l'une des parties donne à l'autre un fonds de bétail pour le garder, le nourrir et le soigner, sous les conditions convenues entre elles.

1801. Il y a plusieurs sortes de cheptels:

Le cheptel simple ou ordinaire,

Le cheptel à moitié.

Le cheptel donné au fermier ou au colon partiaire.

Il y a encore une quatrième espèce de contrat improprement appelée *cheptel*.

1802. On peut donner à cheptel toute espèce d'animaux susceptibles de croît ou de profit pour l'agriculture ou le commerce.

1803. A défaut de conventions particulières, ces contrats se règlent par les principes qui suivent.

SECTION II.

Du cheptel simple.

1804. Le bail à cheptel simple est un contrat par lequel on donne à un autre des bestiaux à garder, nourrir et soigner, à condition que le preneur profitera de la moitié du croît, et qu'il supportera aussi la moitié de la perte.

1805. L'estimation donnée au cheptel dans le bail n'en transporte pas le propriété au preneur; elle n'a d'autre objet que de fixer la perte ou le profit qui pourra se trouver à l'expiration du bail.

1806. Le preneur doit les soins d'un bon père de famille à la conservation du cheptel.

1807. Il n'est tenu du cas fortuit que lorsqu'il a été précédé de quelque faute de sa part, sans laquelle la perte ne serait pas arrivée.

1808. En cas de contestation, le preneur est tenu de prouver le cas fortuit, et le bailleur est tenu de prouver la faute qu'il impute au preneur.

1809. Le preneur qui est déchargé par le cas fortuit est toujours tenu de rendre compte des peaux des bêtes.

1810. Si le cheptel périt en entier sans la faute du preneur, la perte en est pour le bailleur.

S'il n'est périt qu'une partie, la perte est supportée en commun, d'après le prix de l'estimation originaire, et celui de l'estimation à l'expiration du cheptel.

1811. On ne peut stipuler,

Que le preneur supportera la perte totale du cheptel, quoiqu'arrivée par cas fortuit et sans sa faute,

Ou qu'il supportera, dans la perte, une part plus grande que dans le profit,

Ou que le bailleur prélèvera, à la fin du bail, quelque chose de plus que le cheptel qu'il a fourni.

Toute convention semblable est nulle.

Le preneur profite seul des laitages, du fumier et du travail des animaux donnés à cheptel.

La laine et le croît se partagent.

1812. Le preneur ne peut disposer d'aucune bête du troupeau, soit du fonds, soit du croît, sans le consentement du bailleur, qui ne peut lui-même en disposer sans le consentement du preneur.

1813. Lorsque le cheptel est donné au fermier d'autrui, il doit être notifié au propriétaire de qui ce fermier tient; sans quoi il peut le saisir et le faire vendre pour ce que son fermier lui doit.

1814. Le preneur ne pourra tondre sans en prévenir le bailleur.

1815. S'il n'y a pas de temps fixé par la convention pour la durée du cheptel, il est censé fait pour trois ans.

1816. Le bailleur peut en demander plutôt la résolution, si le preneur ne remplit pas ses obligations.

1817. A la fin du bail, ou lors de sa résolution, il se fait une nouvelle estimation du cheptel.

Le bailleur peut prélever des bêtes de chaque espèce, jusqu'à concurrence de la première estimation: l'excédant se partage.

S'il n'existe pas assez de bêtes pour remplir la première estimation, le bailleur prend ce qui reste, et les parties se font raison de la perte.

SECTION III.

Du cheptel à moitié.

1818. Le cheptel à moitié est une société dans laquelle chacun des contractants fournit la moitié des bestiaux, qui demeurent communs pour le profit ou pour la perte.

1819. Le preneur profite seul, comme dans le cheptel simple, des laitages, du fumier et des travaux des bêtes.

Le bailleur n'a droit qu'à la moitié des laines et du croît.

Toute convention contraire est nulle, à moins que le bailleur ne soit propriétaire de la métairie dont le preneur est fermier ou colon partiaire.

1820. Toutes les autres règles du cheptel simple s'appliquent au cheptel à moitié.

SECTION IV.

Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier ou colon partiaire.

§ 1-er. *Du cheptel donné au fermier.*

1821. Ce cheptel (aussi appelé *cheptel de fer*) est celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme, à la charge qu'à l'expiration du bail, le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçus.

1822. L'estimation du cheptel donné au fermier ne lui en transfère pas la propriété, mais néanmoins le met à ses risques.

1823. Tous les profits appartiennent au fermier pendant la durée de son bail, s'il n'y a convention contraire.

1824. Dans les cheptels donnés au fermier, le fumier n'est point dans es profits personnels des preneurs, mais appartient à la métairie, à l'exploitation de laquelle il doit être uniquement employé.

1825. La perte, même totale et par cas fortuit, est en entier pour le fermier, s'il n'y a convention contraire.

1826. A la fin du bail, le fermier ne peut retenir le cheptel en en payant l'estimation originaire; il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu.

S'il y a du déficit, il doit le payer; et c'est seulement l'excédant qui lui appartient.

§ II. *Du cheptel donné au colon partiaire.*

1827. Si le cheptel périt en entier sans la faute du colon, la perte est pour le bailleur.

1828. On peut stipuler que le colon délaissera au bailleur sa part de la toison à un prix inférieur à la valeur ordinaire;

Que le bailleur aura une plus grande part du profit;

Отдѣленіе второе.

О наймѣ имуществъ, принадлежащихъ казнѣ, городскимъ обществамъ, Архіерейскимъ домамъ, монастырямъ и церквамъ.

1709. Оброчныя статьи, казенныя населенныя имѣнія и питейные сборы, принадлежащіе казнѣ, отдаются отъ нея въ содержаніе по особеннымъ правиламъ, въ Уставахъ объ оныхъ подробно изображеннымъ.

1710. Земли, мельницы, рыбныя ловли, трактирныя заведенія, сборы съ городскихъ вѣсовъ и другія сему подобныя статьи, принадлежащія городамъ, могутъ быть отдаваемы въ наемъ или содержаніе съ публичныхъ торговъ; договоры о семъ утверждаются окончательно Начальниками Губерній до десяти тысячъ рублей, Министромъ Внутреннихъ Дѣлъ до тридцати тысячъ рублей, Правительствующимъ Сенатомъ на всякую сумму.

Примѣчаніе. Въ 1858 году опредѣлены особыя правила для отдачи *въ вѣчное оброчное содержаніе* участковъ земли, принадлежащей Одесскому саду.

1711. Недвижимыя имущества, принадлежащія Архіерейскимъ домамъ, монастырямъ и церквамъ, ненужныя для ихъ употребленія, могутъ быть отдаваемы въ наемъ, не долѣе, однако же, какъ на двѣнадцать лѣтъ, первыя, по распоряженію епархіальныхъ Архіереевъ, вторыя—монастырскаго Настоятеля съ братіею, третія—приходскихъ священнослужителей, церковнаго старосты и почтеннѣйшихъ прихожанъ. Внутреннія монастырскія и церковныя зданія не могутъ однако же быть отдаваемы въ наемъ подъ торговыя и трактирныя заведенія.

1712. При отдачѣ въ оброчное или арендное содержаніе недвижемыхъ имѣній и вообще оброчныхъ статей, принадлежащихъ Архіерейскимъ домамъ, монастырямъ и церквамъ, Консисторія входитъ въ подробное соображеніе предполагаемой отдачи въ арендное содержаніе, обо-

Qu'il aura la moitié des laitages:
Mais on ne peut pas stipuler que le colon sera tenu de toute la perte.

1829. Ce cheptel finit avec le bail à métairie.

1830. Il est d'ailleurs soumis à toutes les règles du cheptel simple.

SECTION V.

Du contrat improprement appelé cheptel.

1831. Lorsqu'une ou plusieurs vaches sont données pour les loger et les nourrir, le bailleur en conserve la propriété: il a seulement le profit des veaux qui en naissent.

зрѣвастъ выгоду и законность условій контракта, и представляетъ свое заключеніе епархіальному Архіерею.

1713. Правила о наймѣ имуществъ сельскихъ обществъ изложены въ Уставѣ о Казенныхъ Селеніяхъ. Правила для раздачи свободныхъ земель войска Донскаго въ арендное содержаніе опредѣлены въ Уставѣ о Казачьихъ Селеніяхъ.

Отдѣленіе третіе.

Объ отдачѣ Башкирскихъ земель въ кортомное содержаніе.

1714. Общества Башкирцевъ могутъ излишнія свои земли отдавать во временное пользованіе изъ оброка.

1715. Сдѣлки о семъ (ст. 1714) должны быть производимы по тому же порядку, какой на продажу земель установленъ (см. выше, ст. 1469—1486). Условія заключенныя по взаимному соглашенію, съ одобреніемъ двухъ третей общества, не долѣе, какъ на двѣнадцать лѣтъ, и съ удостовѣреніемъ о дѣйствительности сихъ условій кантоннаго начальника и юртовыхъ старшинъ, повѣреннымъ отъ общества должны быть предварительно представляемы къ Оренбургскому и Самарскому Генералъ-Губернатору. Въ оныхъ должно быть включено непремѣнно: точное означеніе урочищъ, отдаваемыхъ изъ оброка; сумма, подлежащая ко взносу; срокъ владѣнія; право владѣльцевъ и контрагента, въ случаѣ неустойки. Въ особенности наблюдать должно, чтобы при такомъ временномъ владѣніи ограждены были отъ истребленія лѣса, имѣющіеся на отдаваемомъ въ оброкъ участкѣ земли, дабы оные и въ послѣдствіи могли быть полезны; для чего входящіе, въ отдаваемую для кортомы дачу, лѣса, откупщики обязаны раздѣлять не менѣе, какъ на пятьдесять лѣсосѣковъ, съ оставленіемъ сѣмянныхъ деревъ. Вообще же должно въ подробности опредѣлять, въ какой мѣрѣ контрагентъ можетъ пользоваться угодьями и въ какомъ видѣ сдать дачу по минованіи кортомы.

1716. Отдаваемыя въ оброчное содержаніе земли (ст. 1715) не подвергаются формальному межеванію, ибо при перемѣнѣ условій чрезъ двѣнадцать лѣтъ могутъ измѣниться и границы владѣнія; но въ предупрежденіе споровъ, должно объяснять явственно въ договорахъ урочища, и при посредствѣ понятыхъ стараться обозначать какими либо неподвижными признаками.

Примѣчаніе. Повѣренные, совершающіе отъ имени Башкирцевъ контракты на отдачу земель ихъ въ оброчное содержаніе, должны быть на сіе уполномочены формальными довѣренностями.

1717. Если бы въ нѣдрахъ тѣхъ земель, въ коихъ не окажется на душу отъ сорока до шестидесяти десятинъ, и коихъ продажа по сей причинѣ

воспрещается, оказались земли, содержащія богатства рудныя, то не возбранять Башкирцамъ отдавать сіи земли во временное содержаніе желающимъ учредить горные заводы и фабрики и пользоваться рубкою лѣса въ тѣхъ дачахъ, но не иначе, какъ съ утвержденія Генералъ-Губернатора и съ вѣдома горнаго начальства.

1718. По уваженію того, что заведенія, въ предшедшей 1717 статьѣ поименованныя, какъ то: заводы и фабрики, требуютъ для основанія и содержанія оныхъ значительныхъ капиталовъ, сроки на отдачу сихъ заведеній въ кортомное содержаніе могутъ быть распространяемы и долѣе двѣнадцати лѣтъ, по взаимному согласію.

1719. Вообще же ежели въ нѣдрахъ земель Башкирскихъ окажутся или предполагаются богатства рудныя, то обществамъ предоставляется право просить о принятіи оныхъ въ казну, за приличное вознагражденіе; а буде пожелаютъ отдать таковыя во временное содержаніе посторонпимъ желающимъ, то въ послѣднемъ случаѣ должно быть наблюдаемо: а) Чтобы въ условіяхъ сверхъ всего были поименованы ясно урочища и мѣста, въ коихъ дозволяется производить разработку рудъ, не распространяя права отыскивать руды на всю дачу безъ исключенія, и потому желающіе учреждать горные заводы должны предварительно освѣдомиться о мѣстахъ, кои содержатъ богатства рудныя. б) Чтобы сроки на отдачу таковыхъ земель въ оброчное содержаніе постановлять по различію причинъ для коихъ кортомятъ заводчики и ихъ уполномоченные лѣса и земли, то есть или для однихъ только поисковъ рудъ и камней, съ отвозомъ ихъ на существующіе уже заводы, или вмѣстѣ и для построенія самыхъ заводовъ; въ первомъ случаѣ срокъ кортомы долженъ быть ограниченъ не долѣе тридцати лѣтъ, а въ послѣднемъ можетъ быть продолженъ и на весьма значительное время. в) Чтобы лѣса ограждались, какъ выше связано, отъ совершеннаго истребленія опредѣлительными въ условіяхъ постановленіями. Опредѣленіе же суммы, которую корточщики должны платить вотчинникамъ, предоставляется взаимному соглашенію.

1720. Таковыя дачи, отдаваемыя подъ учрежденіе горныхъ заводовъ на дальній срокъ, какъ то болѣе сорока лѣтъ, отводить по правиламъ межеванія, съ поставленіемъ межевыхъ знаковъ и съ выдачею контрагенту плановъ.

1721. Всѣ упоминаемыя условія, составляя предварительные акты, должны быть писаны на крѣпостной бумагѣ въ девяносто копѣекъ. Они представляются на разсмотрѣніе Генералъ-Губернатора, и по удостовѣреніи, что со стороны его на совершеніе контракта препятствій не усматривается, доставляются въ Гражданскую Палату, которая по симъ условіямъ и совершаетъ на законномъ основаніи контрактъ.

Примѣчаніе. Заключаемые Башкирцами на отдачу въ кортому вотчинныхъ земель и

другихъ угодій акты на суммы до трехъ сотъ рублей должны быть совершаемы не въ Гражданскихъ Палатахъ, а въ Уѣздныхъ Судахъ, съ тѣмъ, чтобы сіи послѣдніе приступали къ совершенію оныхъ по предварительномъ разсмотрѣніи и одобреніи условій Генералъ-Губернаторомъ.

1722. По заключеніи такимъ образомъ контракта для разработки рудъ, контрагенты установленнымъ порядкомъ получаютъ разрѣшеніе горнаго начальства на сію разработку.

1723. При введеніи контрагента во владѣніе чрезъ члена Земскаго Суда, прочитывать договоры всѣмъ вотчинникамъ Башкирцамъ, дабы никто изъ нихъ въ послѣдствіи не могъ отозваться невѣдѣніемъ, а для наблюденія за исполненіемъ условій, съ договоровъ сихъ копіи вручить Земскому Суду и кантонному начальнику, послѣднему изъ нихъ съ переводомъ на Татарскій языкъ. Если же послѣ всѣхъ сихъ предосторожностей возникнутъ споры съ которой либо стороны, Земскій Судъ обязанъ при посредствѣ понятыхъ, бывшихъ при отводѣ земли, чрезъ одного изъ членовъ повѣрить границы владѣнія и поставить каждаго въ свои предѣлы.

1724. Буде окажутся богатства рудныя въ участкахъ, собственно для Башкирцевъ предназначаемыхъ, тогда уже, когда бы всѣ излишнія земли были распроданы, или отданы въ кортомное содержаніе, то дабы при учрежденіи на оныхъ горныхъ заводовъ, или другихъ заведеній, Башкирцы не могли оставаться безъ достаточныхъ угодій, для ихъ быта необходимыхъ, на основаніи предшедшей 1474 статьи, кантонные и ближайшіе начальники обязаны имѣть сіе въ виду и предварять о томъ Генералъ-Губернатора.

1725. Всѣ роды договоровъ на содержаніе земель должны быть явлены и засвидѣтельствованы въ надлежащихъ присутственныхъ мѣстахъ.

Примѣчаніе. Правила о употребленіи суммъ, выручаемыхъ за отданныя въ кортому земли, опредѣлены въ приложеніи къ статьѣ 1486 сего Свода.

Отдѣленіе четвертое.

Объ отдачѣ разныхъ промысловъ въ оброчное содержаніе отъ Сибирскихъ обывателей разныхъ сословій и отъ Мезенскихъ Самоѣдовъ.

1726. Сибирскіе инородцы и Самоѣдскіе въ Мезенскомъ уѣздѣ Архангельской губерніи роды, владѣющіе издревле по рѣкамъ и озерамъ рыбными ловлями или сѣнокосными лугами, могутъ отдавать ихъ въ наемъ Русскимъ промышленникамъ не иначе, какъ по письменнымъ условіямъ, по согласію Самоѣдскаго общества, а въ Сибири по согласію родоваго общества каждаго отдѣльнаго улуса, наслѣга или аула, за подписью не менѣе двухъ третей лицъ, платящихъ ясакъ и повинности, и съ утвержденіемъ Инородной Управы и Степной Думы.

1727. Денегъ впередъ не позволяется выдавать болѣе условленной годовой платы.

1728. Владѣлецъ или общество, которому принадлежатъ промыслы, можетъ отдачу оныхъ въ наемъ предоставить распоряженію правительства. Въ семъ случаѣ Архангельская Палата Государственныхъ Имуществъ, а въ Сибири Казенныя Палаты отдаютъ сіи промыслы съ торговъ, какъ казенныя оброчныя статьи, въ присутствіи самого владѣльца (у Самоѣдовъ Родоваго Старосты), или повѣреннаго отъ общества, ежели пожелаютъ договоренный оброкъ получать отъ Казначейства по третямъ года за удѣленіемъ пяти процентовъ въ пользу благотворительныхъ заведеній. Срокъ отдачи въ оброкъ таковыхъ промысловъ ни въ какомъ случаѣ не можетъ простираться болѣе четырехъ лѣтъ.

1729. Контракты, заключаемые о наймѣ сихъ промысловъ, не могутъ содержать никакихъ условій долѣе срока, и въ особенности не должны содержать обязательства отдавать оныя по истеченіи времени договора прежнему нанимателю. Контрактъ возобновляется всякій разъ по окончаніи оброчнаго срока и разсчета.

1730. Оброкъ считается на деньги. Позволяется назначать уплату и вещами, или жизненными потребностями, но всегда оныя полагать въ цѣну.

1731. Долгъ, открывшійся подъ предлогомъ передачи сверхъ цѣны, въ условіи опредѣленной, не подлежитъ никакому взысканію, и при возобновленіи договора, счетъ постановляемой оными цѣны не принимается.

1732. Предоставляется на волю владѣльцевъ или общества заключать сіи контракты въ Земскомъ Судѣ, или у своего родоваго начальства.

1733. Всѣ споры по такимъ контрактамъ разбирать какъ у Сибирскихъ обывателей, такъ и у Самоѣдовъ, на основаніи правилъ, въ книгѣ II Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ изложенныхъ.

1734. Равнымъ образомъ и въ случаѣ отдачи промысловъ по словеснымъ, нигдѣ неявленнымъ условіямъ, надлежитъ наблюдать правила, въ той же книгѣ Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ установленныя.

1735. Сверхъ того у Сибирскихъ обывателей наблюдаются правила, въ Уставѣ о Казенныхъ Селеніяхъ по сему предмету изложенныя.

1736. На записку прихода и расхода оброчныхъ денегъ, взимаемыхъ съ разныхъ оброчныхъ статей, Палата Государственныхъ Имуществъ снабжаетъ каждаго Самоѣдскаго Старосту ежегодно шнуровою

книгою, въ которой всѣ оброчныя деньги, какъ самими Старостами, такъ и чрезъ Уѣздное Казначейство получаемыя, записывать въ приходъ, а выдаваемое изъ нихъ писарямъ жалованье, также назначенныя имъ на канцелярскія потребности, всего каждому, со включеніемъ и жалованья, по сту четырнадцати рублей двадцати восьми и четыре седьмыхъ копѣекъ въ годъ, выписывать въ расходъ съ росписками сихъ писарей. Если же какія суммы за симъ расходомъ будутъ въ остаткѣ, то оныя употреблять на разныя общественныя нужды, какъ то: на содержаніе неимущихъ, на платежъ за нихъ ясака и тому подобное, но не иначе, какъ по мірскому приговору и съ разрѣшенія Губернскаго Правленія. По окончаніи же года представлять книги сіи на ревизію въ Казенную Палату.

ГЛАВА ТРЕТІЯ.

О подрядахъ и поставкахъ вообще.

1737. Подрядъ или поставка есть договоръ, по силѣ коего одна изъ вступающихъ въ оной сторонъ принимаетъ на себя обязательство исполнить своимъ иждивеніемъ предпріятіе, или поставить извѣстнаго рода вещи, а другая, въ пользу коей сіе производится, учинить за то денежный платежъ.

Отдѣленіе первое.

О подрядахъ и поставкахъ между частными людьми.

I. О составленіи договоровъ по подряду и поставкѣ.

1738. Предметомъ подряда и поставки могутъ быть всякаго рода предпріятія, непротивныя законамъ, какъ то: 1) постройка, починка, передѣлка и ломка зданій и вообще производство всякихъ работъ; 2) поставка матеріаловъ, припасовъ и вещей; 3) перевозка людей и тяжестей, сухимъ путемъ и водою.

1739. Всѣ лица, имѣющія право заключать договоры, могутъ вступать между собою въ подряды и поставки, безъ всякаго ограниченія въ суммахъ съ той или съ другой стороны.

1740. Но если договоръ заключается о поставкѣ товаровъ, или вообще имѣетъ предметомъ торговое предпріятіе, для исполненія коего требуются установленныя на право торговли свидѣтельства: то поставщикъ или подрядчикъ не можетъ принимать на себя обязательства свыше той суммы, на какую полученное имъ торговое свидѣтельство даетъ ему право.

Примѣчаніе. Правила о томъ, что должно считать торговымъ предпріятемъ, равно какъ и правила объ ограниченіи въ суммахъ по торговлѣ и торговымъ обязательствамъ вообще, и по частнымъ договорамъ и маклерскимъ условіямъ въ особенности, изложены въ Уставѣ Торговомъ.

1741. Срокъ исполненію подряда или поставки, цѣна или рядная плата и другія условія, при томъ полагаемыя, зависятъ отъ обоюднаго согласія договаривающихся сторонъ.

II. О совершеніи и исполненіи договоровъ по подряду и поставкѣ.

1742. Договоръ подряда и поставки долженъ быть:

1) Написанъ по приложенной у сего формѣ, на установленной гербовой бумагѣ.

2) Содержать въ себѣ: годъ, мѣсяцъ и число, званіе, имя и прозваніе договаривающихся лицъ; предметъ, срокъ, цѣну и прочія условія подряда; подпись договаривающихся лицъ, а при безграмотности ихъ, рукоприкладство тѣхъ, кому они вѣрятъ вмѣсто себя подписать.

3) Онъ долженъ быть явленъ у Частнаго Маклера, Нотаріуса, или, гдѣ ихъ нѣтъ, въ присутственномъ мѣстѣ.

1743. Если предметъ подряда состоитъ въ поставкѣ товаровъ и вообще въ торговомъ предпріятіи: то присутственныя мѣста, Маклеры и Нотаріусы не должны совершать и записывать въ свои книги обязательствъ, несогласныхъ съ узаконеніями о правѣ торговли; въ противномъ случаѣ виновные подвергаются отвѣтственности на основаніи Уложенія о Наказаніяхъ.

1744. Подрядъ и поставка исполняются:

1) Со стороны подрядчика, и поставщика, совершеніемъ подряда и поставки въ срокъ, опредѣленный договоромъ,съ наблюденіемъ всѣхъ прочихъ содержащихся въ оном условій.

2) Со стороны подряжающаго, платежемъ подрядчику или поставщику сполна цѣны подряда или поставки по условіямъ договора.

1745. Городскія и сельскія мірскія общества, епархіальныя начальства, монастыри, церкви, и всѣ другія общественныя установленія могутъ заключать съ частными лицами договоры о подрядахъ и поставкахъ, на общемъ вышеозначенномъ основаніи, по мѣрѣ предоставленной каждому изъ нихъ власти, или съ разрѣшенія тѣхъ начальствъ, коимъ они подвѣдомы.

Отдѣленіе второе.

О подрядахъ дворянскихъ обществъ.

1746. Отъ имени всего дворянскаго общества той губерніи, гдѣ для квартирующихъ войскъ производятся торги на поставку провіанта,

допускаются къ онымъ уполномоченные отъ дворянства, уполномочіе сіе подписано будетъ двумя третями помѣщиковъ, бывшихъ въ собраніи.

1747. Допускаются къ упомянутымъ торгамъ уполномоченные отъ имени дворянъ и одного или нѣсколькихъ уѣздовъ, когда уполномочія сіи подписаны будутъ двумя третями помѣщиковъ каждаго уѣзда, въ собраніи бывшихъ.

Примѣчаніе. Компаніи и отдѣльныя лица изъ дворянъ, владѣющихъ имѣніями, допускаются къ подрядамъ о поставкѣ хлѣба на основаніи особыхъ облегчительныхъ правилъ, изложенныхъ въ Сводѣ Военныхъ Постановленій (ч. IV, кн. I, разд. III, гл. II).

1748. Положенія о семъ дворянства, во время собранія онаго въ губернскомъ городѣ на выборахъ, составляются дворянствомъ совокупно, или по уѣздамъ. Для составленія таковыхъ положеній въ уѣздныхъ городахъ, Уѣздные Предводители, по извѣщенію отъ Начальника Губерніи чрезъ Губернскаго Предводителя о предстоящихъ торгахъ, приглашаютъ помѣщиковъ въ городъ своего уѣзда и составляютъ положеніе о томъ, желаютъ или не желаютъ они принять участіе въ торгахъ и поставкѣ.

1749. Положеніе сіе подписывается Уѣзднымъ Предводителемъ и всѣми собравшимися помѣщиками, одними въ томъ, что они изъявили согласіе на торги и поставку, а другими, въ нежеланіи ихъ въ семъ участвовать.

1750. Въ положеніи должно быть изъяснено: до какой суммы дворянство дѣлаетъ кредитъ по уполномочію своему, и что помѣщики, изъявившіе желаніе принять на сію сумму участіе въ торгахъ и поставкахъ, отвѣтствуютъ по онымъ всѣмъ своимъ имуществомъ.

1751. Если число помѣщиковъ, изъявившихъ желаніе, не составляетъ двухъ третей собранія: то положеніе должно считать недѣйствительнымъ, и Уѣздный Предводитель доводитъ о томъ до свѣдѣнія Губернскаго Предводителя.

1752. Недѣйствительно также положеніе, если собраніе будетъ менѣе двухъ третей помѣщиковъ, живущихъ въ уѣздѣ.

1753. Дворянинъ, не имѣющій помѣстья въ томъ уѣздѣ, гдѣ составляется положеніе, можетъ быть къ оному допущенъ; равномѣрно не можетъ быть къ сему допущенъ и дворянинъ, не имѣющій собственнаго недвижимаго дворянскаго имѣнія.

1754. Если число помѣщиковъ, положеніе подписавшихъ, составлять будетъ двѣ трети собранія: то оное предоставляется Губернскому Предводителю.

1755. При положеніи должно быть приложено свѣдѣніе за общимъ подписаніемъ: гдѣ и какое имѣніе состоитъ за помѣщиками, подписавшими согласіе; не заложено ли оно гдѣ-либо и во сколько; нѣтъ ли какихъ взысканій, и не состоитъ ли подъ запрещеніемъ.

1756. Составленное на семъ основаніи положеніе, вмѣстѣ съ требуемымъ свѣдѣніемъ представляется Губернскому Предводителю лично, къ назначенному имъ сроку, Уѣзднымъ Предводителемъ, или кѣмъ другимъ изъ помѣщиковъ по уполномочію дворянства.

1757. Губернскій Предводитель, по полученіи таковыхъ положеній и по съѣздѣ Уѣздныхъ Предводителей или уполномоченныхъ отъ дворянства, назначаетъ имъ подъ своимъ предсѣдательствомъ собраніе, для разсмотрѣнія положеній.

1758. Сіе собраніе опредѣляетъ, отъ имени ли всѣхъ уѣздовъ, приславшихъ положенія, совокупно принять участіе въ торгахъ и поставкахъ, или же предоставить то каждому уѣзду; въ первомъ случаѣ оно избираетъ для сего одно лице, а въ послѣднемъ предоставляетъ тому, кого дворянство уполномочило въ уѣздѣ.

1759. Собраніе не можетъ воспретить уполномоченному отъ уѣзднаго дворянства принять участіе непосредственно отъ имени онаго въ такомъ случаѣ, когда бы дворянство того уѣзда въ положеніи своемъ изъявило на сіе свое желаніе.

1760. Собраніе прежде выдачи уполномочій, разсматриваетъ внимательно свѣдѣнія объ имѣніяхъ, состоящихъ за помѣщиками, изъявившими желаніе на принятіе участія въ торгахъ и поставкахъ; дополняетъ оныя чѣмъ нужно, и само съ своей стороны изъясняетъ: до какой суммы уполномоченный можетъ имѣть кредитъ отъ имени дворянства. Въ такомъ случаѣ оно соображается съ количествомъ имѣнія, свободнаго отъ залога и взысканія, и несостоящаго подъ запрещеніемъ, полагая оному цѣну ту самую, какая установлена для залоговъ по подрядамъ.

1761. Послѣ сего собраніе составляетъ журналъ, въ слѣдствіе котораго, за общимъ же подписаніемъ, даетъ уполномочіе или избранному самимъ имъ, или уполномоченному уѣзднымъ собраніемъ дворянства, для принятія участія въ торгахъ и поставкахъ, и вручаетъ ему положенія, дворянствомъ составленныя въ уѣздахъ, обще съ свѣдѣніями объ имѣніяхъ. Вмѣстѣ съ тѣмъ о таковомъ положеніи своемъ доводитъ подробно до свѣдѣнія Начальника Губерніи.

1762. Уполномоченный такимъ образомъ для принятія участія въ торгахъ и поставкахъ представляетъ свое уполномочіе, вмѣстѣ съ показанными свѣдѣніями, въ Казенную Палату, и дѣйствуетъ соотвѣтственно уполномочію.

1763. По подписаніи въ уѣздахъ положенія, никто изъ изъявившихъ согласіе на участіе въ торгахъ и поставкахъ, не долженъ дѣлать новыхъ обязательствъ на свои имѣнія, доколѣ не объявится отъ Уѣзднаго Предводителя, что поставка по подписанному положенію не состоялась за дворянствомъ или что оная, состоявшись, выполнена исправно.

1764. По представленіи въ Казенную Палату уполномочій, Палата разсматриваетъ, какое число душъ состоитъ за помѣщиками, подписавшими желаніе принять участіе въ торгахъ и поставкахъ, какое изъ того остается свободнымъ, за исключеніемъ тѣхъ, кои состоятъ въ залогѣ, подъ взысканіемъ, или запрещеніемъ, и дѣлаетъ опредѣленіе о допущеніи къ торгамъ и поставкамъ на такую только сумму, какая равняется свободному въ общей массѣ имѣнію, въ уполномочіи показанному.

1765. Когда по торгамъ, въ слѣдствіе сихъ уполномочій, поставка останется за дворянствомъ: тогда заключается съ уполномоченнымъ контрактъ отъ имени дворянства всей губерніи или тѣхъ уѣздовъ, за которыми торги состоялись.

1766. Въ случаѣ неисправности по взятымъ, на основаніи вышеизъясненномъ, поставкамъ, взысканіе обращается на общество дворянства всей губерніи, или одного или нѣсколькихъ уѣздовъ, соотвѣтственно тому, какъ взята поставка, неисправно выполненная. Помѣщикамъ, подписавшимъ положеніе, дается о томъ знать чрезъ посредство Предводителей Дворянства; и если они не примутъ мѣръ къ назначенному сроку, то съ имѣніями, свободными отъ залога, надлежитъ поступать на основаніи общихъ положеній, такъ какъ съ заложенными по подрядамъ. Разсчеты помѣщиковъ между собою предоставляются ихъ собственному условію.

1767. Къ участію въ поставкахъ, или какихъ-либо разсчетахъ по онымъ, равно какъ и къ отвѣтственности, въ случаѣ неисправности, никто изъ неподписавшихъ на то согласія привлекаемъ быть не можетъ, и отвѣтствуютъ въ томъ только тѣ, кои подписали согласіе сами, или уполномоченные отъ нихъ по законнымъ довѣренностямъ.

ГЛАВА ЧЕТВЕРТАЯ.

О казенныхъ подрядахъ и поставкахъ въ особенности.

1768. Казна въ производствѣ договоровъ подряда и поставки поступаетъ однообразно на основаніи общихъ правилъ, содержащихся въ сей IV главѣ, исключая: 1) случаи, кои изъемлются изъ сего по особымъ Высочайшимъ повелѣніямъ; 2) винные откупы; 3) наймы, покупки и продажи, хозяйственнымъ распоряженіемъ производимые; 4) казенные

подряды въ Сибири и Финляндіи, о коихъ постановлены особыя правила въ отдѣленіи IV сей главы; 5) казенные подряды по военному вѣдомству, равно какъ и хозяйственныя дѣйствія Департаментовъ Военнаго Министерства и мѣстъ, имъ подвѣдомственныхъ, для заготовленій коихъ существуетъ особое положеніе.

Примѣчаніе. Правила о поставкѣ въ казну суконъ, суровья и каразеи для арміи и флотовъ и селитры опредѣляются въ статьяхъ 289—329 Устава о Промышленности Фабричной и Заводской.

Отдѣленіе первое.

О составленіи договора о казенномъ подрядѣ.

1. О лицахъ, могущихъ вступать въ подряды съ казною.

1769. Всѣ лица, имѣющія по законамъ право заключать договоры, могутъ вступать въ обязательства съ казною по подрядамъ.

1770. Потомственный дворянинъ допускается къ подрядамъ и поставкамъ, свойственнымъ дворянской собственности, на всякую сумму, безъ записки въ гильдію и безъ всякаго за то платежа.

Примѣчаніе 1. Правила о вступленіи дворянскихъ обществъ въ договоры съ казною на поставку провіанта, изложены выше, во II отдѣленіи предшедшей III главы.

Примѣчаніе 2. Въ случаѣ вступленія потомственнаго дворянина въ казенный подрядъ, ему запрещается представлять въ залогъ крѣпостныхъ его людей Магометанскаго закона.

1771. Дворяне личные, буде не состоятъ на службѣ, могутъ вступать въ подряды, поставки и откупы, не иначе, какъ со взятіемъ торговаго свидѣтельства, соотвѣтственно откупной суммѣ.

1772. Купечество допускается къ заключенію съ казною обязательствъ, на сумму, присвоенную для сихъ случаевъ той гильдіи, въ которую кто записанъ.

1773. Всѣмъ вообще казакамъ Оренбургскаго войска предоставляется право вступать въ подряды и поставки хлѣба, но только въ магазины, находящіеся въ чертѣ поселенія сего войска, и съ тѣмъ, чтобы казаки были допускаемы къ подрядамъ не иначе, какъ по одобреніямъ своего полковаго начальства.

1774. Казакамъ конныхъ полковъ Иркутскаго и Енисейскаго, равно казакамъ Забайкальскаго войска дозволяется вступать въ казенные подряды и поставки по предметамъ ихъ промышленности. Въ обезпеченіе по симъ подрядамъ и поставкамъ принимаются отъ нихъ круговыя ручательства одностаничниковъ, т. е. казаковъ тѣхъ станицъ и селеній, къ которымъ принадлежатъ казаки, вступающіе въ обязательство съ казною съ тѣмъ однако, чтобъ сіи ручательства были составляемы по правиламъ въ статьѣ 1564 сего Свода установленнымъ для мѣщанъ и крестьянъ, и

свидѣтельствуемы по принадлежности, а именно: ручательства казаковъ Иркутскаго и Енисейскаго конныхъ полковъ въ Станичныхъ Управленіяхъ; по Забайкальскому же войску, ручательства казаковъ конныхъ въ Сотенныхъ, а пѣшихъ въ Баталіонныхъ Правленіяхъ. Но казакамъ, имѣющимъ хорошее состояніе, или значительный капиталъ, дозволяется вступать въ подряды на значительныя суммы, съ представленіемъ залоговъ и ручательствъ на основаніи общихъ узаконеній, но не иначе какъ по предварительномъ взносѣ ими въ войсковой доходъ гильдейскихъ повинностей по суммѣ подряда.

1775. Мѣщане, ремесленники, цеховые, крестьяне государственные, въ томъ числѣ и водворенные на собственныхъ земляхъ, крестьяне удѣльные и помѣщичьи, равно одноДворцы, посадскіе, колонисты и ямщики входятъ въ подряды съ казною токмо по предметамъ ихъ промышленности, какъ то:

1) На поставку жизненныхъ припасовъ, дровъ, разныхъ строительныхъ матеріаловъ, кирпича, плиты, инструментовъ.

2) На разныя работы: плотничьи, малярныя, кровельныя, кузнечныя каменныя, штукатурныя, печныя, трубочистныя и водоливныя.

3) На перевозъ тяжестей, рѣчный и сухопутный, не ограничивая онаго одною губерніею, на очищеніе и отвозъ на показанныя мѣста земли, мусора, и прочее.

4) Къ содержанію почтовыхъ станцій.

Примѣчаніе. Крестьянамъ (бывшимъ пахатнымъ солдатамъ), состоящимъ въ удѣльномъ управленіи, и поселянамъ Южныхъ Поселеній предоставлены общія права сельскихъ обывателей относительно казенныхъ подрядовъ.

1776. Помѣщичьихъ крестьянъ безъ залоговъ допускать только къ мѣстнымъ работамъ и поставкамъ, собственно крестьянскій промыслъ составляющимъ, съ согласія и за ручательствомъ помѣщиковъ, ограничивъ сумму задатковъ пятнадцатью, а самой поставки сорока пятью рублями на каждаго человѣка, съ тѣмъ при томъ, чтобы ручательство не стѣсняло помѣщиковъ въ продажѣ и закладѣ ихъ имѣній.

1777. Крестьянскія и мѣщанскія общества именемъ своихъ обществъ и съ ихъ отвѣтственностію могутъ входить въ содержаніе почтовыхъ станцій и свыше той суммы, на которую даетъ право законъ одному лицу.

1778. Помѣщичьи крестьяне съ соблюденіемъ правила, постановленнаго въ статьѣ 1776, къ содержанію почтовыхъ станцій допускаются какъ въ собственномъ уѣздѣ и уѣздномъ городѣ, такъ и въ смежныхъ уѣздахъ и городахъ сихъ уѣздовъ, а съ соблюденіемъ постановленнаго ниже въ статьѣ 1784 правила, не только въ губерніи, къ коей они принадлежатъ, но и въ другихъ.

1779. Иностранцы, не состоящіе въ гильдіяхъ и не избравшіе дру-

таго рода жизни, но имѣющіе въ Россіи фабрики и заводы, могутъ быть поставщиками тѣхъ только издѣлій, кои на фабрикахъ и заводахъ ихъ производятся.

1780. Къ обязательствамъ съ казною по подрядамъ могутъ быть допускаемы и товарищества, изъ нѣсколькихъ лицъ состоящія. Товарищества между частными лицами по казеннымъ подрядамъ и поставкамъ, составившіяся до производства торговъ, въ отношеніи къ торгу, представляютъ одно лице. Подобныя товарищества не могутъ быть составляемы во время производства торговъ, какъ между лицами, бывшими на торгахъ, такъ и тѣми, кои явились на переторжку. Но по совершеніи окончаніи торговъ, составленіе означенныхъ товариществъ не воспрещается, съ тѣмъ только, чтобы контрактъ заключался всегда съ лицемъ, за коимъ остался подрядъ или поставка на торгахъ, какъ отвѣтствующимъ предъ правительствомъ за выполненіе принятой имъ на себя обязанности по точной силѣ существующихъ о томъ узаконеній.

1781. Купцы второй и третьей гильдіи, мѣщане и крестьяне, имѣющіе свидѣтельства на торговлю, когда сумма обязательства предвидится выше той, какая по ихъ званію имъ присвоена, должны давать подписки что при утвержденіи за ними торга, они внесутъ повинности по тому состоянію, которое имѣетъ законное право на подобное обязательство. Въ случаѣ, когда сумма обязательства выше той, какая по званію подрядчику присвоена, надлежитъ въ контрактахъ означать, взыскано ли и сколько именно денегъ и куда деньги отосланы.

Примѣчаніе 1. Не требуется торговыхъ свидѣтельствъ при торгахъ на подряды и поставки въ заведенія С.-Петербургскаго, Московскаго и Виленскаго Попечительныхъ Совѣтовъ Общественнаго Призрѣнія и въ столичныя учрежденія Императорскаго Человѣколюбиваго Общества.

Примѣчаніе 2. Если казенный подрядъ или поставка взяты нѣсколькими мѣщанами въ совокупности, и когда при томъ въ общей сложности подряда причтется на одинъ годъ и на долю каждаго изъ всей контрактной суммы не свыше тысячи двухъ сотъ рублей серебромъ, то сіи лица не обязываются къ представленію упомянутой въ сей 1781 статьѣ подписки.

1782. Если имѣющій право войти въ подрядъ съ казною, не можетъ участвовать въ томъ лично: то уполномочиваетъ вмѣсто себя другихъ, пріемля однако же всю отвѣтственность на себя.

1783. Лица, желающія вступить въ подрядъ съ казною, обязаны представлять: 1) паспорты или другіе виды о своемъ званіи; 2) документы на благонадежные залоги или поручительства.

1784. Ямщики и крестьяне, казенные и помѣщичьи, допускаются къ торгамъ на содержаніе почтовыхъ станцій по залогамъ или поручительствамъ, предъявляемымъ первыми отъ ихъ обществъ, а послѣдними отъ ихъ помѣщиковъ, но съ дополненіемъ суммы поручительства залогами, въ случаѣ недостаточности оной; при непредъявленіи же ими поручи-

тельства общества или помѣщика они допускаются къ содержанію почтовыхъ станцій на сумму свыше той, на которую законъ даетъ право одному лицу, согласно съ предшедшими статьями 1777 и 1781, не иначе, какъ если возьмутъ установленное на право торговли свидѣтельство. Еслибъ однако сумма принимаемаго ими на себя обязательства превышала ту, которая соотвѣтствуетъ выданному имъ свидѣтельству, они обязаны внести повинность по тому состоянію, которое имѣетъ право обязываться на высшую сумму.

1785. По утвержденіи подряда на содержаніе почтовыхъ станцій за казенными или помѣщичьими крестьянами, въ первый же годъ содержанія ими станцій удерживается третья часть годовой изъ земскихъ сборовъ платы за станціи для составленія узаконеннаго денежнаго залога; за тѣмъ въ послѣдующіе годы, до окончанія срока подряда, уже не требуется за помянутыхъ крестьянъ поручительствъ обществъ или помѣщиковъ, и подрядъ обезпечивается удержаннымъ залогомъ.

1786. На одинаковыхъ основаніяхъ съ содержаніемъ почтъ крестьяне всѣхъ вѣдомствъ и наименованій допускаются къ подрядамъ на содержаніе лошадей для земской полиціи и на мосты и перевозы, какъ составляющіе предметы сельской промышленности.

1787. Относительно вступленія въ подряды Евреевъ дѣйствуютъ слѣдующія правила:

1) Евреи ни къ какимъ контрактамъ по работамъ въ столицахъ допускаемы быть не должны.—(См. выше, ст. 1500, примѣч. 3.)

2) Купцы Евреи первой гильдіи допускаются къ подрядамъ во внутреннихъ губерніяхъ за исключеніемъ торговъ на инженерныя работы въ Кіевѣ и Севастополѣ, съ тѣмъ, чтобъ они, по управленію или наблюденію за сими подрядами, отнюдь не употребляли въ оныхъ губерніяхъ Евреевъ.

Примѣчаніе. Евреямъ фабрикантамъ, заводчикамъ и купцамъ всѣхъ трехъ гильдій дозволяется вступать въ подряды и поставки въ г. Николаевѣ и Севастополѣ, съ соблюденіемъ правилъ, изложенныхъ въ Уставѣ Торговомъ (ст. 128, прим. 3, по Прод. III, № 3).

3) Евреямъ дозволяется, на общемъ для всѣхъ Русскихъ подданныхъ основаніи, входить въ подряды по перевозкамъ водянымъ и сухопутнымъ изъ губерній и областей, для осѣдлости ихъ опредѣленныхъ, во всѣ прочіе края Имперіи и заниматься между сими мѣстами извозничествомъ, съ тѣмъ однако же, во первыхъ чтобъ Евреи извощики или фурманы по прибытіи въ такое мѣсто, гдѣ постоянное жительство имъ воспрещено, не оставались тамъ долѣе восьми дней, и во вторыхъ, чтобъ они не привозили туда своихъ семействъ.

4) Евреямъ въ чертѣ ихъ осѣдлости не воспрещается входить отъ себя и по довѣренности купцовъ къ содержанію почтовыхъ станцій безъ пла-

тежа гильдейскихъ повинностей, если подрядная сумма не превышаетъ той, на которую по званію своему они могутъ принимать подряды, поставки и откупа.

5) Въ губерніяхъ Могилевской и Витебской Евреи допускаются къ производству по подрядамъ шоссейныхъ работъ и въ селеніяхъ (ср. Уст. Пасп. ст. 20) съ тѣмъ только, чтобы они по окончаніи производства работъ не имѣли тамъ постояннаго пребыванія.

6) Евреямъ, живущимъ въ Закавказскомъ краѣ (Уст. Пасп. ст. 27), дозволяется участвовать въ торгахъ и подрядахъ по сему краю, на правѣ поселянъ обезпечивающихъ подряды круговою порукою.

7) Евреи не могутъ быть повѣренными отъ другихъ лицъ по откупамъ, подрядамъ и поставкамъ во всѣхъ тѣхъ мѣстахъ, въ коихъ самимъ имъ не дозволяется участвовать въ откупахъ, подрядахъ и поставкахъ и гдѣ имъ запрещено постоянное жительство.

1788. Лица, оглашенныя по судебному приговору, чрезъ опубликованіе, въ неисправности по прежнимъ обязательствамъ съ казною, не могутъ быть допускаемы къ новымъ торгамъ и обязательствамъ съ оною.

1789. Для предупрежденія злоупотребленій, запрещается какъ высшимъ и низшимъ чиновникамъ, такъ и членамъ купеческаго сословія тѣхъ мѣстъ, въ коихъ казенныя предпріятія или торги производятся, входить въ подряды и поставки какъ своимъ именемъ, такъ и именемъ женъ и крестьянъ своихъ; равнымъ образомъ участвовать въ оныхъ чрезъ подставныя лица. Впрочемъ лицамъ, служащимъ по городскимъ выборамъ, дозволяется участвовать въ торгахъ на отдачу въ содержаніе городскихъ имуществъ, съ тѣмъ, чтобы въ такомъ случаѣ на торгахъ, производимыхъ въ Городскихъ Думахъ, Магистратахъ и Ратушахъ, находился начальникъ мѣстной городской полиціи, или, по его назначенію, одинъ изъ Частныхъ Приставовъ (гдѣ таковые имѣются), и Уѣздный Стряпчій, и чтобы члены означенныхъ мѣстъ, желающіе торговаться, объявляли о томъ заблаговременно Городскому Головѣ и въ день торга не присутствовали, въ качествѣ членовъ, въ томъ городскомъ присутственномъ мѣстѣ, гдѣ торгъ производится.

Примѣчаніе. Изъясненное въ сей и нижеслѣдующихъ статьяхъ запрещеніе относится какъ къ высшимъ и низшимъ чиновникамъ тѣхъ мѣстъ, въ коихъ торги, подряды и продажи производятся такъ и къ тѣмъ чиновникамъ, которые по обязанности, на нихъ возлагаемой, при торгахъ, подрядахъ и продажахъ бываютъ, или въ дѣлахъ тѣхъ мѣстъ, въ которыхъ торги, подряды и продажи совершаются, участіе имѣютъ, а на чиновниковъ, въ другихъ мѣстахъ служащихъ и никакого участія въ производствѣ торговъ, подрядовъ и продажъ не имѣющихъ, не распространяется.

1790. Лицамъ въ предшедшей статьѣ означеннымъ, запрещается также быть залогодателями на подряды и поставки, по мѣсту служенія

ихъ совершаемые; жены сихъ чиновниковъ ни сами, ни чрезъ крестьянъ своихъ или подставныя лица не могутъ быть залогодательницами по подрядамъ, въ мѣстахъ служенія мужей ихъ совершаемымъ.

1791. Равномѣрно чиновникамъ симъ запрещается какъ во время составленія условій, такъ и во время исполненія договоровъ, по мѣсту служенія ихъ совершенныхъ, входить въ долговыя обязательства съ подрядчиками и поставщиками.

1792. Въ слѣдствіе сего, чиновникъ, находящійся уже въ какомъ-либо обязательствѣ съ казною, или имѣющій какія либо сдѣлки съ лицемъ, въ таковомъ обязательствѣ съ казною находящимся, не можетъ быть принятъ въ службу въ то мѣсто, гдѣ подрядъ отъ его лица, или на счетъ его залоговъ производится, до совершеннаго его окончанія. Служащій же, имѣя денежныя сдѣлки съ лицемъ, вступающимъ въ обязательство съ казною по мѣсту его служенія, прежде совершенныя, долженъ объявить о семъ начальству до заключенія договора. Гласность сего имѣетъ быть соблюдаема и со стороны вступающихъ въ обязательства съ казною.

1793. Если чиновники и другія должностныя лица, за исключеніемъ означенныхъ выше въ статьѣ 1789, служащіе въ тѣхъ мѣстахъ, въ коихъ производятся какія либо казенныя предпріятія или торги, вопреки запрещенію, вступятъ по симъ предпріятіямъ въ торги и обязательства съ казною, подъ собственнымъ именемъ, или отъ имени жены, дѣтей, или чрезъ другія подставныя лица, то они за сіе подвергаются отвѣтственности на основаніи статьи 550 Уложенія о Наказаніяхъ.

1794. За нарушеніе запрещенія быть залогодателями по подрядамъ и поставкамъ, заключаемымъ въ мѣстѣ своего служенія, или по вѣдомству онаго, чиновники и другія должностныя лица, сверхъ конфискаціи ихъ залоговъ въ пользу казны, подвергаются исключенію изъ службы.

1795. За всякія денежныя сдѣлки подрядчиковъ или поставщиковъ съ чиновниками или другими должностными лицами тѣхъ мѣстъ, по коимъ они имѣютъ дѣла, если сіи сдѣлки учинены во время составленія условій съ казною или во время исполненія договоровъ, заключенныхъ въ сихъ мѣстахъ, тѣ и другіе подвергаются взысканію, въ пользу казны, суммъ равныхъ съ тѣми, о которыхъ были сдѣлки, а чиновники или иныя должностныя лица, сверхъ того, исключаются изъ службы.

1796. Если должностное лице, имѣющее какія либо сдѣлки съ лицемъ, вступающимъ въ обязательства съ казною по мѣсту его служенія, не объявитъ о семъ начальству установленнымъ порядкомъ, прежде заключенія договора, то съ него взыскивается въ пользу казны сумма, рав-

ная съ тою, о коей были сіи сдѣлки. Сему же взысканію подвергается и тотъ, который вступаетъ въ обязательство съ казною, если имъ не будетъ заявлено начальству о сей долговой или иной денежной съ чиновникомъ или инымъ должностнымъ лицемъ того мѣста сдѣлкѣ прежде заключенія договора.

1797. Къ торгамъ по подрядамъ и поставкамъ морскаго вѣдомства не допускаются: 1) на основаніи предшедшей 1788 статьи, лица оглашенныя по судебному приговору чрезъ опубликованіе въ неисправности по обязательствамъ съ казною; 2) подрядчики, оказавшіеся неисправными при исполненіи договоровъ, собственно по подрядамъ морскаго вѣдомства заключенныхъ, ежели они: а) допустили казну дѣйствовать на счетъ ихъ залоговъ по подрядамъ, на общемъ основаніи заключаемымъ, и б) подвергнулись взысканію неустойки по тѣмъ договорамъ, въ которыхъ неустойка опредѣлена, въ замѣнъ дѣйствія казны, на счетъ ихъ залоговъ; 3) тѣ подрядчики морскаго вѣдомства, которые допустили, по заключеннымъ въ семъ вѣдомствѣ договорамъ, дѣйствіе казны, или взысканіе неустойки, во 2 пунктѣ опредѣленной, на счетъ довѣреннаго имъ посторонними лицами залога, или на счетъ поручителей своихъ по договорамъ; 4) подрядчики морскаго вѣдомства, на коихъ числятся по сему вѣдомству казенныя взысканія; 5) фабриканты и заводчики совершенно, а не временно, неисправные по принятымъ ими по морскому вѣдомству поставкамъ; 6)подрядчики, прикосновенные къ слѣдственнымъ и судным дѣламъ о злоупотребленіяхъ или противузаконныхъ поступкахъ, обнаруженныхъ при исполненіи ими обязательствъ, устраняются также отъ подрядовъ по морскому вѣдомству, до окончанія сихъ дѣлъ и совершеннаго по слѣдствію или суду оправданія.

1798. Въ послѣднихъ пяти случаяхъ, въ предшедшей 1797 статьѣ изложенныхъ, окончательное рѣшеніе о недопущеніи подрядчиковъ къ торгамъ морскаго вѣдомства, представляется Адмиралтействъ-Совѣту. На сей конецъ Общія Присутствія Департаментовъ Морскаго Министерства, какъ по дѣламъ Балтійскаго, такъ и по дѣламъ Черноморскаго Управленія, ежели по симъ послѣднимъ будетъ сдѣлано о неисправномъ подрядчикѣ или поставщикѣ представленіе отъ Главнаго Управленія морскою частію въ Николаевѣ, обязываются о каждомъ подрядчикѣ, который, по смыслу 1797 статьи, подвергнется одному изъ случаевъ выше поименованныхъ, представлять Адмиралтействъ-Совѣту съ своимъ заключеніемъ: можетъ ли онъ или не можетъ впредь, съ должною благонадежностію, быть допускаемъ къ торгамъ по морскому вѣдомству.

1799. Рѣшеніе Совѣта о недопущеніи къ торгамъ такихъ подрядчиковъ или поставщиковъ, сообщается выписками изъ журнала Совѣта всѣмъ Департаментамъ и Управленіямъ Морскаго Министерства и сверхъ

того объявляется въ циркулярномъ сообщеніи Инспекторскаго Департамента Морскаго Министерства; послѣ чего всѣ Департаменты и отдѣльныя Управленія дѣлаютъ это рѣшеніе извѣстнымъ подвѣдомственнымъ имъ мѣстамъ. Въ Департаментахъ и мѣстахъ имъ подвѣдомственныхъ, а равно и во всѣхъ мѣстахъ Черноморскаго Управленія ведутся алфавитныя книги лицамъ, лишеннымъ права вступать въ подряды по морскому вѣдомству; и за тѣмъ, если кто, изъ таковыхъ лицъ будетъ допущенъ къ торгамъ и сдѣлается неисправнымъ, то всѣ убытки, которые отъ сего послѣдуютъ, взыскиваются съ виновныхъ въ допущеніи такого подрядчика къ торгамъ на новые подряды.

1800. Въ тѣхъ случаяхъ, когда торги на потребности Морскаго Министерства производятся въ Казенныхъ Палатахъ, Департаменты, Портовыя Управленія и Главное Управленіе Черноморское, назначающіе сіи торги, обязаны сообщить Палатамъ списки лицамъ, недопускаемымъ къ торгамъ по морскому вѣдомству. За допущеніе такого подрядчика къ торгамъ на подрядъ, для сего вѣдомства совершаемый, Казенная Палата подвергается той же отвѣтственности, какая опредѣлена выше, въ статьѣ 1799, относительно къ мѣстамъ непосредственнаго вѣдомства Морскаго Министерства.

II. О мѣстахъ и лицахъ, отдающихъ казенные подряды.

1801. Казенныя подряды отдаются именемъ государственной казны правительственными мѣстами и лицами, коимъ дано на сіе право уставами, учрежденіями ихъ, или особенными постановленіями, въ пространствѣ, оными опредѣленномъ.

1802. Въ губерніи главное мѣсто, гдѣ преимущественно производится отдача казенныхъ подрядовъ, есть Казенная Палата. При производствѣ сихъ торговъ и подрядовъ всегда присутствуютъ лица, коимъ ввѣренъ губернскій надзоръ. Торги на поставки потребностей и производство работъ по вѣдомству путей сообщенія и публичныхъ зданій производятся обыкновенно въ Общемъ Присутствіи Окружныхъ Правленій.

Примѣчаніе. По неимѣнію въ Кутаисской и Эриванской губерніяхъ Казенныхъ Палатъ торги и подряды производятся въ Присутствіи Губернскаго Правленія.

1803. Торги на подряды, поставки и наймы по исправленію земскихъ повинностей производятся Казенною Палатою, вмѣстѣ съ Особымъ о Земскихъ Повинностяхъ Присутствіемъ, подъ предсѣдательствомъ Губернатора. При торгахъ по исполненію почтовой повинности присутствуетъ и Губернскій Почтмейстеръ или Начальникъ Почтоваго Округа, если сей находится въ городѣ. Если признано нужнымъ произвести предварительный торгъ въ уѣздномъ городѣ, то оный производится въ Общемъ Присутствіи, составляемомъ, на основаніи статей 2934—2937

Общаго Губернскаго Учрежденія, подъ предсѣдательствомъ Уѣзднаго Предводителя Дворянства (если онъ есть въ уѣздѣ). Въ семъ Присутствіи участвуютъ, въ качествѣ членовъ, мѣстные Земскій Исправникъ, Окружной Начальникъ Государственныхъ Имуществъ и Городской Голова или Депутатъ.

1804. Торги на подводную и прочія земскія повинности, до однихъ государственныхъ поселянъ относящіеся, могутъ быть производимы не только въ Палатѣ Государственныхъ Имуществъ и Окружныхъ Управленіяхъ, но даже и въ Волостныхъ Правленіяхъ, съ тѣмъ, чтобы въ случаѣ неуспѣшности торговъ въ Волостныхъ Правленіяхъ, или по неявкѣ желающихъ, переносимы были оные въ Управленія Окружныя, а изъ сихъ послѣднихъ, по тѣмъ же причинамъ, въ Палаты Государственныхъ Имуществъ; всѣ таковые торги въ Палатахъ и Окружныхъ Управленіяхъ по частнымъ повинностямъ крестьянъ, должны производиться въ присутствіи—въ губернскихъ городахъ Прокуроровъ, а въ уѣздныхъ, Стряпчихъ на общемъ основаніи.

1805. Торги на работы вѣдомства Губернскихъ Строительныхъ и Дорожныхъ Коммисій совершаются на суммы свыше пятисотъ рублей въ Общемъ Присутствіи сихъ самыхъ Коммисій. На работы же, поставки и операціи вѣдомства тѣхъ же Коммисій въ уѣздныхъ городахъ, не превышающія пятисотъ рублей, торги производятся въ сихъ уѣздныхъ городахъ, въ присутствіи Уѣздной Дорожной Коммисіи и Уѣзднаго Стряпчаго. При производствѣ торговъ на земскія суммы въ присутствіе Уѣздной Дорожной Коммисіи приглашается Городской Голова или депутатъ отъ городскаго сословія. По работамъ, поставкамъ и операціямъ сего же вѣдомства собственно на счетъ городскихъ суммъ, не превышающимъ также пятисотъ рублей, торги производятся въ Городской Думѣ. Окончательное утвержденіе сихъ торговъ принадлежитъ Губернской Строительной и Дорожной Коммисіи. Но для достиженія выгоднѣйшихъ цѣнъ, торги могутъ быть производимы въ уѣздныхъ городахъ и на большую сумму, тѣмъ же порядкомъ, какъ и для работъ и поставокъ, не превышающихъ пятисотъ рублей. Губернская Строительная и Дорожная Коммисія утверждаетъ торги въ мѣрѣ предоставленной ей власти (ст. 1872 сего Свода); въ случаяхъ же, власть ея превышающихъ, представляетъ на утвержденіе Главноуправляющаго Путями Сообщенія и Публичными Зданіями; если же объявленныя на торгахъ цѣны признаны будутъ невыгодными, она назначаетъ торги въ Общемъ своемъ Присутствіи, а по подрядамъ на счетъ земскихъ суммъ, въ Соединенномъ Присутствіи Казенной Палаты, самой Коммисіи и Комитета о Земскихъ Повинностяхъ, но когда сей Комитетъ закрытъ, Особаго о Земскихъ Повинностяхъ Присутствія.—На постройки и починки зданій и искусственныя сооруженія на грунтовыхъ почтовыхъ, торговыхъ и военныхъ дорогахъ

на счетъ земскихъ суммъ торги производятся по правиламъ, означеннымъ въ Уставѣ о Земскихъ Повинностяхъ, статьяхъ 100, 105, 107 и другихъ.

III. О условіяхъ въ договорѣ казеннаго подряда.

1806. Условія договора о казенномъ подрядѣ должны быть: 1) непротивны законамъ вообще, и въ особенности не должны клониться къ избавленію подрядчиковъ отъ общенародныхъ тягостей, или къ казенному убытку; и 2) быть опредѣлительны, ясны, полны и сообразны торгу, на подрядъ производимому.

1807. Въ условіяхъ сихъ надлежитъ изъяснять: предметъ подряда, мѣсто и срокъ, цѣну, пособія отъ казны, обезпеченіе и т. п. Обязанности Губернаторовъ касательно разсмотрѣнія сихъ условій въ отношеніи къ удобству исполненія и выгодамъ казны опредѣляются въ статьѣ 556 Общаго Губернскаго Учрежденія.

1808. По дѣламъ о денежныхъ земскихъ повинностяхъ, государственныхъ и губернскихъ, предметы торговъ, количество и качество потребностей, кои посредствомъ торговъ заготовить надлежитъ, а равно и всѣ условія торга по каждой потребности, время и мѣсто торговъ и переторжекъ опредѣляются въ Уставѣ о Земскихъ Повинностяхъ, статьяхъ 103 и слѣдующихъ.

1) О предметѣ подряда.

1809. Предметомъ казеннаго подряда можетъ быть: 1) поставка вещей, какъ то: воинскихъ и корабельныхъ снарядовъ и припасовъ, провіанта, фуража, мундирныхъ и аммунишечныхъ принадлежностей, строительныхъ и другихъ матеріаловъ и инструментовъ и т. п.; 2) перевозка тяжестей, сухопутно или водою, въ опредѣленныя мѣста; 3) работы на построеніе и починку казенныхъ зданій, дорогъ, каналовъ, мостовъ и тому подобныхъ предметовъ; 4) содержаніе почты и исправленіе другихъ земскихъ повинностей.

1810. Въ договорахъ по поставкамъ и перевозкамъ тяжестей должны быть означаемы: 1) количество вещей, припасовъ, матеріаловъ, инструментовъ, въ поставкѣ подряжаемыхъ, мѣрою, счетомъ или вѣсомъ, при чемъ мѣры и вѣсъ надлежитъ употреблять однѣ Россійскіе на точномъ основаніи изложенныхъ въ Уставѣ Торговомъ (ст. 2747 и слѣд.) правилъ; 2) качество ихъ по описанію или образцамъ; 3) обвертка и укладка; 4) образъ доставленія вещей въ казенное вѣдомство, т. е. водянымъ ли сплавомъ, или сухопутною перевозкою. Здѣсь означать также, на чей счетъ отнесется работа, при пріемѣ вещей въ казну, и страхъ въ

пути при доставленіи оныхъ, и на чей счетъ относятся какія либо пошлины; будетъ ли со стороны казны за транспортомъ присмотръ, и въ чемъ оный долженъ заключаться.

1811. Если дѣлается подрядъ о поставкѣ провіанта и фуража, то оные должны быть нижеслѣдующаго качества:

1) Рожь сухая, несыромолотная, нележалая, незатхлая и ни съ чѣмъ несмѣшанная; мука, молотая изъ сухой ржи, должна быть одинаковыхъ съ оною качествъ и сверхъ того негнилая и некомовая.

2) Изъ крупъ за лучшія признаются полбенныя, потомъ овсяныя, гречневыя, за ними ячныя, а послѣднія по добротѣ суть просяныя.

3) Овесъ долженъ быть овинный, несыромолотный, чистый безъ мякины и съ полнымъ зерномъ.

4) Сѣно доброе, сухое, неосоковатое, небыльеватое и въ дачу годное.

1812. Мука и овесъ должны быть помѣщены въ однихъ, а крупы, въ двойныхъ, новыхъ и твердыхъ рогожныхъ куляхъ. Впрочемъ дозволяется условиться о пріемѣ провіанта и въ старыхъ куляхъ съ заплатами, если оный не предназначается къ дальней перевозкѣ или лежанію.

1813. Въ счетъ вѣса полагаются и кули, въ которыхъ помѣщается провіантъ; однако же тѣ изъ нихъ, кои съ мукою, не должны вѣсить болѣе десяти фунтовъ; а которые съ крупою и овсомъ, не болѣе пяти фунтовъ каждый.

1814. Образцы вещамъ должны быть въ трехъ экземплярахъ, за печатью и подписаніемъ всѣхъ членовъ того присутственнаго мѣста, которое заключаетъ договоръ, и мастеровъ того дѣла, къ которому какіе матеріалы принадлежатъ. Одинъ экземпляръ образца долженъ быть въ присутственномъ мѣстѣ, другой у подрядчика, третій у пріемщика. Присутственное мѣсто обязано смотрѣть, чтобы пробы сіи были годны къ употребленію и безъ излишняго убытка.

1815. Перевозку казенныхъ грузовъ провіанта водяною коммуникаціею въ приморскіе города, на вольнонаемныхъ судахъ, надлежитъ производить на основаніи Высочайше утвержденныхъ о томъ по Военному Министерству кондицій, съ тѣмъ только, чтобы грузы къ транспортированію назначаемы были заблаговременнѣе, а не позднею осенью порою, и чтобы представляемыя подъ перевозку грузовъ суда, сверхъ свидѣтельствъ о ихъ благонадежности, имѣли достаточное количество канатовъ, якорей, парусовъ и прочихъ снастей, какъ такихъ принадлежностей, кои для спасенія судовъ отъ гибели во время бурь необходимо нужны; что̀ самое надлежитъ включать въ контракты перевозчиковъ, и за исполненіемъ сего строго наблюдать мѣстамъ и лицамъ, грузы казенные

отправляющимъ, подъ собственною за упущеніе сего отвѣтственностію. Чтожъ касается до застрахованія казенныхъ грузовъ, то разсмотрѣніе необходимости застраховывать ихъ предоставляется самимъ тѣмъ вѣдомствамъ, отъ коихъ будетъ зависѣть распоряженіе объ отправкѣ оныхъ водяною коммуникаціею.

1816. Въ договорахъ по подрядамъ работъ изъясняется: 1) родъ и свойство работъ; 2) чьими и какими именно по качеству работъ матеріалами, также чьими инструментами работы будутъ производимы; 3) на чьемъ продовольствіи рабочіе; 4) время продолженія работъ поденныхъ, или же ограниченіе труда извѣстною мѣрою, счетомъ или вѣсомъ сдѣланныхъ вещей, и качество ихъ; 5) образъ присмотра за работами, время освидѣтельствованія и пріема въ казенное вѣдомство.

1817. Сверхъ того въ контрактахъ на подряды по производству и исправленію такихъ построекъ и работъ, кои отъ несовершеннаго окончанія могутъ подвергпуться порчѣ, надлежитъ объяснять, что по изложеннымъ въ книгѣ III Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ правиламъ, при продажѣ недвижимыхъ имѣній, представленныхъ въ залогъ по симъ подрядамъ, внесенный при торгѣ задатокъ долженъ быть обращенъ, въ случаѣ неустойки покупщика, тотчасъ и непосредственно, не ожидая выручки всей обезпеченной залогомъ суммы на продолженіе остановившейся, по неисправности подрядчика, работы.

2) О срокѣ подряда.

1818. Сроки на поставку вещей и на перевозку тяжестей не должны простираться долѣе двухъ лѣтъ, исключая тѣхъ случаевъ, когда по свойству поставки нельзя въ сіи сроки оную выполнить, и въ коихъ распространеніе срока предоставляется начальству.

1819. При подрядѣ работъ, сроки оныхъ ограничены быть должны временемъ не долѣе четырехъ лѣтъ.

Примѣчаніе. Главноуправляющему Путями Сообщенія и Публичными Зданіями предоставляется право заключать договоры на производство работъ въ продолженіе и болѣе четырехъ лѣтъ, если, по свойству работъ, окажется сіе выгоднымъ для казны.

1820. По подрядамъ, относящимся къ исправленію земскихъ повинностей, срокъ договора не можетъ быть назначаемъ долѣе трехъ лѣтъ (Уст. Зем. Пов. ст. 123).

3) О цѣнѣ подряда.

1821. Цѣна подряда опредѣляется Россійскою серебряною монетою, по добровольному условію между подрядчикомъ и казною, съ публичныхъ торговъ, съ наблюденіемъ нижеслѣдующаго:

1) Сроки платежа по поставкамъ вещей и перевозкѣ тяжестей опредѣляются временемъ выдачи условленнаго задатка и временемъ пріема

поставляемыхъ вещей въ казенное вѣдомство и предъявленія пріемныхъ квитанцій.

2) Платежъ за работы опредѣляется поштучно или обтомъ, или посуточно, и производимъ быть долженъ по мѣрѣ заработки и освидѣтельствованія или пріема вещей при соображеніи со смѣтами чрезъ особыя лица, нарочно для сего отряженныя, имѣющія потребныя къ тому свѣдѣнія, и въ самыхъ работахъ не участвовавшія.

Примѣчаніе. Порядокъ освидѣтельствованія работъ по всѣмъ частямъ, относящимся до вѣдомства путей сообщенія, а также инженерной, артиллерійской, и морской, предоставляется собственному распоряженію сихъ вѣдомствъ; чтожъ касается до гражданскихъ или собственно такъ называемыхъ цивильныхъ строеній, то статьи 1821 пунктъ 2 относится собственно къ гуртовымъ подрядамъ о цѣлыхъ постройкахъ; касательно же другихъ способовъ производства строительныхъ работъ, постановляются слѣдующія правила: а) когда постройка происходитъ посредствомъ частныхъ подрядовъ на поставку разныхъ матеріаловъ и производство разныхъ работъ, какъ то болѣе бываетъ при большихъ построеніяхъ, гдѣ обыкновенно дѣло сіе поручается особой Коммисіи, или присутственному мѣсту, или какому нибудь Департаменту, то отъ самыхъ тѣхъ мѣстъ и должно зависѣть удостовѣреніе въ исправномъ производствѣ работъ, до выдачи денегъ, тѣмъ способомъ, который предписанъ даннымъ имъ на таковый случай наставленіемъ, или особымъ мѣроположеніемъ, посредствомъ осмотра самаго присутствія или предназначенныхъ для того или нарочно отряженныхъ лицъ. Само по себѣ разумѣется, что высшему начальству предоставляется удостовѣряться по временамъ объ исправномъ и прочномъ производствѣ работъ и добротѣ матеріаловъ. б) Если постройки или починки будутъ производиться особымъ чиновникомъ и Архитекторомъ, или однимъ послѣднимъ, частными подрядами или хозяйственно, то предоставляется непосредственному начальству, по вѣдомству коего производится постройка, отряжать особыхъ чиновниковъ для освидѣтельствованія работъ, кромѣ мелочныхъ, прежде выдачи за оныя денегъ. в) Въ случаяхъ, въ предшедшихъ двухъ пунктахъ означенныхъ, а также и по окончаніи гуртовыхъ подрядовъ, законное освидѣтельствованіе, по совершеніи всей постройки, должно имѣть мѣсто всегда на изложенномъ въ семъ примѣчаніи основаніи. г) Мелочныя постройки и починки суммою не свыше тысячи пятисотъ рублей оставляются на отвѣтственности и Архитекторовъ и производителей работъ, подъ наблюденіемъ того мѣста, по вѣдомству коего онѣ производятся, съ тѣмъ впрочемъ, чтобы не обращать на оныя отвѣтственности за неисправность Архитекторовъ и производителей работъ. д) Не взирая на вышеизложенныя осторожности и частное и общее освидѣтельствованіе, Архитекторы и производители работъ не должны быть изъяты отъ отвѣтственности, если въ послѣдствіи окажутся такія поврежденія въ зданіяхъ, которыя происходятъ не отъ естественныхъ причинъ, или не принадлежатъ къ тѣмъ малымъ поврежденіямъ, кои нерѣдко оказываются въ новыхъ зданіяхъ, а отъ явнаго допущенія дурныхъ матеріаловъ и дурныхъ работъ, или отъ грубыхъ ошибокъ въ расположеніи самыхъ зданій.

4) О пособіяхъ отъ казны.

1822. Для выгоднѣйшаго и удобнѣйшаго исполненія казенныхъ предпріятій, могутъ быть допускаемы отъ казны пособія, какія обѣими договаривающимися сторонами признаны будутъ нужными и возможными; почему оныя и имѣютъ быть опредѣляемы въ условіяхъ.

1823. Первое мѣсто между таковыми пособіями (ст. 1822) занимаетъ при подрядахъ и поставкахъ денежная ссуда или выдача изъ казны впередъ нѣкоторой части договорной платы (задатокъ).

1824. Ссуда таковая (ст. 1823) дозволяется съ тѣмъ: 1) чтобъ она

простиралась не выше половинной суммы годоваго подряда или поставки; 2) чтобы залоги или заклады на сіе представляемы были рубль за рубль, сверхъ тѣхъ, кои требуются въ обезпеченіе исправности самаго подряда или поставки. Но изъ числа акцій разныхъ обществъ, принимаемыхъ въ залогъ въ опредѣленныхъ выше статьею 1655 суммахъ, акціи общества застрахованія пожизненныхъ и другихъ срочныхъ доходовъ и денежныхъ капиталовъ, подъ выдачи задатковъ, согласно 10 пункту означенной статьи, принимаются по тридцати рублей за каждую.

1825. Казакамъ Оренбургскаго войска, вступающимъ въ подряды и поставки хлѣба въ магазины (ст. 1775), выдаются задатки до половины подрядной суммы подъ узаконенные залоги, если таковые будутъ представлены, и подъ круговое ручательство казаковъ, съ засвидѣтельствованіемъ о ихъ благонадежности мѣстнаго полковаго начальства и съ утвержденія Корпуснаго Командира.

1826. При допущеніи къ работамъ и поставкамъ мѣстныхъ крестьянъ, выдача имъ впередъ денегъ или задатка можетъ простираться до третьей части договорной суммы одного года, по усмотрѣнію того мѣста, которое заключаетъ договоръ. По перевозкамъ казенныхъ тяжестей, извозчикамъ можетъ быть выдаваема впередъ третья часть условленной платы на прокормленіе лошадей.

1827. При подрядѣ работъ дозволяется оказывать со стороны казны пособія матеріалами, припасами, инструментами и вещами, въ томъ случаѣ, когда они по свойству подряда требуются.

1828. При отпускѣ подрядчикамъ для разныхъ работъ казеннаго пороха, надлежитъ подрядчиковъ обязывать контрактами или подписками непремѣнно возвращать въ казну все то количество пороха, которое будетъ въ остаткѣ, и оговаривать въ сихъ подпискахъ, что за неисполненіе сего они подвергаются суду и наказанію, какъ похитители.

1829. Дозволяется оказывать подрядчикамъ пособіе отъ казны назначеніемъ свѣдущихъ людей для руководства въ работахъ, особенныхъ познаній требующихъ, какъ то: въ Гидравликѣ, въ Военной, Морской и Гражданской Архитектурѣ и проч., когда лице, заключающее съ казною договоръ признаетъ оное для себя нужнымъ.

1830. Не возбраняются и другія пособія, буде представляется въ томъ польза казны, какъ то: назначеніе военнорабочихъ, дозволеніе складки припасовъ на порожнихъ казенныхъ мѣстахъ и охранные листы для свободной торговли.

1831. На выдаваемыя отъ казны денежныя ссуды (задатки) не полагается процентовъ даже и тогда, если бы получившій оныя сдѣлался по

договору неисправнымъ, и задаточныя деньги оставались у него по прекращеніи уже дѣйствій договора.

1832. Запрещается писать въ контрактахъ съ подрядчиками и поставщиками условія о дачѣ имъ подороженъ безъ платежа поверстныхъ денегъ; позволяется единственно при важнѣйшихъ и требующихъ скораго времени поставкахъ и подрядахъ снабжать поставщиковъ, подрядчиковъ, или ихъ повѣренныхъ подорожными въ видѣ коммисіонеровъ по казенной надобности, не избавляя ихъ однако же отъ платежа за подорожныя пошлины.

5) О обезпеченіи.

1833. Желающіе войти въ подрядъ обязаны обезпечить обязательство свое залогомъ или закладомъ на основаніи правилъ, изъясненныхъ выше въ раздѣлѣ II сей книги (ст. 1588—1626 и 1654—1662), наблюдая относительно сей обязанности и размѣра залога слѣдующее: 1) Общимъ размѣромъ залога по всѣмъ казеннымъ заготовленіямъ, подрядамъ и поставкамъ почитается *одна третья часть* договорной суммы. Но при семъ наблюдается, чтобы въ подрядахъ, заключаемыхъ на нѣсколько лѣтъ съ опредѣленіемъ положительно годовой суммы, залоги требовались на одну треть годовой договорной суммы; по подрядамъ же и поставкамъ, при заключеніи коихъ неопредѣлено вовсе годовой суммы, залоги должны равняться одной трети договорной суммы за все время обязательства. 2) Въ частности, смотря по обстоятельствамъ, времени, мѣсту и степени надобности, предоставляется высшимъ начальствамъ, при предварительномъ составленіи кондицій на подряды и поставки, опредѣлять мѣру заловъ, для первоначальнаго обезпеченія при торгахъ, и менѣе одной третьей части, но ни въ какомъ случаѣ не менѣе *одной десятой*, не распространяя впрочемъ отнюдь сего права на начальства среднія и подчиненныя, которыя въ пріемѣ заловъ менѣе одной третьей части могутъ дѣйствовать не иначе, какъ по разрѣшеніямъ высшаго своего начальства.

1834. Общимъ Присутствіямъ Департаментовъ Морскаго Министерства предоставляется, безъ внесенія на разрѣшеніе Адмиралтействъ-Совѣта, принимать по подрядамъ, ими утверждаемымъ, въ обезпеченіе, залоги, равные одной *пятой*, и при особо уважительныхъ случаяхъ до одной *десятой* части подрядной суммы, если онымъ извѣстно, что подрядчики вполнѣ благонадежны. Въ тѣхъ же Департаментахъ и равныхъ съ оными учрежденіяхъ Морскаго Министерства, гдѣ Общихъ Присутствій не имѣется, означенное право предоставляется Директорамъ Департаментовъ и главнымъ непосредственнымъ начальникамъ.

1835. Подрядъ или заказъ предметовъ, коихъ невыставка или невыполненіе къ сроку не влечетъ за собою никакого казеннаго убытка, до-

пускать и безъ залоговъ, ограничиваясь одною неустойкою въ томъ размѣрѣ, какой назначенъ будетъ въ контрактѣ съ обоюднаго согласія договаривающихся сторонъ.

1836. Заготовленія или покупки разныхъ потребностей въ мѣстахъ заграничныхъ, равно отправленіе съ иностранными шкиперами всякихъ вещей и припасовъ за границу, производить на общемъ коммерческомъ основаніи, сообразно мѣстнымъ торговымъ обычаямъ.

1837. Въ составъ заключаемыхъ на подряды или поставки договоровъ, вносить всегда кондицію объ освобожденіи залоговъ по мѣрѣ исполненія подрядчикомъ, или поставщикомъ, принятой имъ на себя обязанности, на слѣдующихъ однако же притомъ условіяхъ: 1) чтобы таковое постепенное освобожденіе залоговъ допускаемо было тогда лишь, когда подрядчикъ, или поставщикъ, при исполненіи договора, окажетъ уже на самомъ дѣлѣ свою исправность и, сверхъ того, ни по свойству операціи, ни по другимъ видамъ, не будетъ никакого повода къ опасенію на счетъ дальнѣйшей его благонадежности; 2) чтобъ освобожденіе залоговъ, когда при заключеніи договора принято ихъ было менѣе, нежели на одну третью часть договорной суммы, начиналось не прежде, какъ по уравненіи массы тѣхъ залоговъ съ одною третьею частію остающагося еще не выполненнымъ количества подряда или поставки, и чтобы за тѣмъ, до совершеннаго окончанія всей принятой подрядчикомъ операціи, въ казнѣ, при каждомъ освобожденіи залоговъ, удерживаемо было оныхъ не менѣе упомянутаго числа, т. е. одной третьей части слѣдующаго еще къ исполненію обязательства; 3) чтобы освобожденіе залоговъ, по обязательствамъ, заключеннымъ на нѣсколько лѣтъ, если при томъ залоги были представлены соразмѣрно годовой договорной суммѣ, было начато лишь въ послѣдній по обязательству годъ; до наступленія онаго таковые залоги должны служить обезпеченіемъ исправнаго исполненія договора, и 4) чтобы при освобожденіи части имѣнія, согласно правиламъ, изложеннымъ въ Уставѣ Кредитномъ, статьяхъ 448—455, не были раздробляемы селенія и заведенія.

1838. Само собою разумѣется, что въ обезпеченіе получаемыхъ впередъ задаточныхъ суммъ, подрядчики должны представлять особые залоги, соразмѣрно задаточной суммѣ рубль за рубль. Сіи послѣдніе залоги должны быть освобождаемы по мѣрѣ исполненія принятыхъ подрядчиками обязанностей и по мѣрѣ зачета задаточной суммы опредѣленными по договору частями, въ уплату за поставленные уже предметы или произведенныя работы.

Примѣчаніе. Постановленія, существующія въ видѣ изъятій на нѣкоторые особенные роды обязательствъ, какъ то: на подрядъ въ казну вина, поставку сукна, селитры и т. п., и вообще всѣ введенныя по разнымъ вѣдомствамъ государственнаго управленія частныя правила о залогахъ, равно какъ и постановленія о пріемѣ въ нѣкоторыхъ случаяхъ, вмѣсто залоговъ, разнаго рода ручательствъ, имѣютъ силу, независимо отъ правилъ, изложенныхъ въ предшедшихъ 1833—1838 статьяхъ.

1839. Директорамъ Хозяйственныхъ Департаментовъ Морскаго Министерства предоставляется разрѣшать, на законномъ основаніи, заготовленіе и покупку вещей и матеріаловъ, которые не вошли въ общія разрѣшенныя начальствомъ заготовленія, на сумму до тысячи рублей по каждому заготовленію или покупкѣ, если они, по усмотрѣнію и убѣжденію своему, найдутъ это нужнымъ и когда деньги на заготовку сихъ предметовъ ассигнованы по финансовымъ смѣтамъ.

1840. Главнымъ Командирамъ портовъ Архангельскаго и Астраханскаго предоставлено право утверждать и заключать договоры на разные поставки и подряды для ввѣренныхъ имъ портовъ безъ ограниченія въ суммѣ. При производствѣ торговъ на строительныя работы по Астраханскому порту, кои цѣнностію будутъ превышать сумму семь тысячъ пять сотъ рублей, Главный Командиръ сего порта назначаетъ заблаговременно торги сіи въ Москвѣ или Нижнемъ-Новгородѣ и командируетъ къ оными изъ Астрахани инженерныхъ офицеровъ морской строительной части: на работы же цѣнностію ниже сей суммы торги производитъ въ Астрахани. Въ случаѣ невыгодности состоявшихся съ торговъ цѣнъ, Главный Командиръ сего порта уполномочивается изыскивать средства для пониженія оныхъ, съ тѣмъ, чтобы въ подобныхъ случаяхъ онъ доносилъ высшему начальству съ изложеніемъ обстоятельствъ, сопровождавшихъ заготовку припасовъ для порта, и мѣръ, при семъ принятыхъ имъ въ пользу казны.

1841. Главному Управленію Черноморскому по всѣмъ частямъ сего управленія предоставлено право утверждать, безъ представленія высшему морскому начальству, пріемъ залоговъ по подрядамъ и поставкамъ, смотря по обстоятельствамъ времени, мѣсту и степени надобности, и менѣе одной *третьей* части, уменьшая однакоже сіи залоги не болѣе какъ до одной *пятой* части, съ тѣмъ, чтобы на счетъ обезпеченія выдаваемыхъ подрядчикамъ задаточныхъ денегъ и освобожденія залоговъ, по мѣрѣ исполненія подрядовъ, означенное управленіе руководствовалось въ точности предшедшими статьями 1837 и 1838.

1842. Коммисіи построенія въ Москвѣ храма во имя Христа Спасителя даровано право при заключеніи контрактовъ принимать залоги и менѣе одной *третьей* части подрядной суммы; при освобожденіи же оныхъ руководствоваться правилами, выше въ статьѣ 1837, пунктѣ 2, означенными.

Отдѣленіе второе.

О совершеніи договора о казенномъ подрядѣ.

I. Совершеніе договора о казенныхъ подрядахъ съ производствомъ изустныхъ торговъ.

1) О предварительныхъ распоряженіяхъ.

1843. Приступая къ заключенію договоровъ, казенныя мѣста и лица обязаны: 1) по заготовленію провіанта, фуража и прочаго, изчислять дѣйствительную въ оныхъ потребность; 2) по постройкамъ, составлять планы и смѣты; 3) при поставкѣ вещей, избирать и утверждать образцы; 4) вообще же собирать свѣдѣнія о торговыхъ или законно установленныхъ цѣнахъ въ тѣхъ же мѣстахъ, гдѣ предполагается заготовленіе.

1844. Контракты и условія на работы должны быть заключаемы по возможности не прежде, какъ по окончательномъ ассигнованіи на оныя суммъ и лишь на ту сумму которая дѣйствительно уже ассигнована. Въ тѣхъ же случаяхъ, когда, по свойству работы, соблюденіе сего правила рѣшительно невозможно и необходимо заключить контракты на все время производства работы, имѣетъ быть включаемо въ контракты условіе, что работы должны быть производимы въ размѣрѣ ассигнованія на оныя суммъ. Производство работъ, сверхъ ассигнованной суммы, въ предположеніи пополнить употребленныя на сей предметъ деньги, или удовлетворить подрядчиковъ изъ послѣдующихъ ассигнованій, отнюдь не должно быть допускаемо безъ испрошенія, по предварительномъ сношеніи съ Министромъ Финансовъ, особаго на то Высочайшаго разрѣшенія.

1845. По учиненіи всѣхъ сихъ соображеній, казенныя мѣста и лица приступаютъ къ составленію условій, въ коихъ должны быть изложены, на основаніи правилъ, выше сего постановленныхъ, всѣ подробности договора: количество, качество, сроки и весь порядокъ исполненія обѣими договаривающимися сторонами, такъ, чтобы, по заключеніи условій, ничего не оставалось дополнить въ договорѣ, кромѣ цѣны, состоявшейся на торгахъ, и обезпеченія залогами.

1846. Для вящшаго облегченія казны въ удовлетвореніи ея потребностей и дабы доставить выгоду отъ сихъ предпріятій большему числу людей, казенныя мѣста и лица могутъ раздѣлять подрядъ на разные участки. При такомъ раздробленіи подряда, согласно съ постановленнымъ ниже въ статьѣ 1865, они не обязаны ограничиваться днемъ, предварительно назначеннымъ для переторжки. Но симъ не воспрещается оставить подрядъ за однимъ лицемъ, когда всѣ способы къ раздробительной отдачѣ подряда были испытаны.

1847. Имѣя въ виду существенную потребность, казенныя мѣста и лица обязаны:

1) Составлять объявленія о вызовахъ къ торгамъ, съ изъясненіемъ, въ чемъ именно состоитъ предметъ торга, качество и количество подрядаемаго, когда именно и гдѣ назначается быть торгамъ и переторжкѣ.

2) Объявлять благовременно о предстоящихъ торгахъ и о допущеніи всѣхъ лицъ, желающихъ въ оныхъ участвовать и имѣющихъ на то право.

1848. Въ объявленіи о торгахъ руководствоваться свойствомъ предмета, торгъ сей составляющаго. Чѣмъ важнѣе предметъ и сумма, тѣмъ благовременнѣе должно быть сдѣлано объявленіе.

1849. Относительно вызововъ къ торгамъ по подрядамъ и поставкамъ наблюдаются слѣдующія правила:

1)Мѣсто, производящее торги, сообщаетъ объявленіе о семъ въ мѣстное Губернское Правленіе, по распоряженію коего оно печатается въ Прибавленіяхъ къ Губернскимъ Вѣдомостямъ отдѣльными листками, съ показаніемъ года и нумера Вѣдомостей, къ которымъ листки принадлежатъ.

2) Листки съ объявленіемъ о торгахъ разсылаются прямо къ тѣмъ мѣстамъ и лицамъ, на которыхъ лежитъ непосредственно обязанность обнародованія оныхъ, такъ напримѣръ въ уѣздахъ, минуя Земскіе Суды и Окружныя Управленія, прямо къ Становымъ Приставамъ и въ Волостныя Правленія.

3) По распоряженію городскихъ и земскихъ полицій, объявленія на другой, а если можно и въ самый день ихъ полученія, выставляются на видныхъ мѣстахъ, именно, въ городахъ: на дверяхъ при входѣ въ присутственныя мѣста, на торговыхъ площадяхъ и проч., а въ селеніяхъ, но не во всѣхъ вообще, а только въ болѣе значительныхъ, въ томъ самомъ уѣздѣ, гдѣ находится предметъ продажи и въ ближайшемъ къ тому мѣсту, на стѣнахъ Волостныхъ и Сельскихъ Правленій, на базарахъ и вообще тамъ, гдѣ стеченіе народа значительно.

4) Если сумма торга менѣе трехъ сотъ рублей, то объявленія обнародываются, на основаніи изложенныхъ въ 3 пунктѣ правилъ, въ томъ городѣ и уѣздѣ, гдѣ производится самый торгъ и гдѣ находится самый предметъ торга или подряда.

5) Объявленія о торгахъ на сумму не свыше семи тысячъ пятисотъ рублей, обнародываются, по всѣмъ городамъ и уѣздамъ, какъ той губерніи, гдѣ производятся торги, такъ и смежныхъ съ нею губерній. Кромѣ того, если сумма торга превышаетъ семь тысячъ пятьсотъ рублей, то объявленія помѣщаются въ Вѣдомостяхъ обѣихъ столицъ.

6) Листки печатныхъ объявленій разсылаются Губернскимъ Правленіемъ въ потребномъ количествѣ экземпляровъ, смотря по тому, гдѣ, на основаніи вышеизложенныхъ правилъ, нужно сдѣлать обнародованіе. По

сему ни одно Губернское Правленіе не печатаетъ объявленій, а получая ихъ уже готовыми, обязано только разсылать по принадлежности.

Примѣчаніе. Вызовы къ торгамъ на подряды по земскимъ повинностямъ государственнымъ и губернскимъ производятся на основаніи статей 110 и слѣдующихъ Устава о Земскихъ Повинностяхъ.

1850. Требованія Губернскихъ Правленій о вызовѣ обывателей Якутской области къ торгамъ и подрядамъ по дѣламъ о предпріятіяхъ, имѣющихъ совершиться внѣ сей области, оставлять при дѣлахъ Якутскаго Правленія безъ производства публикацій по области, въ слѣдствіе испытанной въ томъ безполезности.

1851. Со времени вызова желающихъ, предоставляется имъ читать предварительныя условія, и даже получать съ нихъ копіи; въ случаѣ работъ и строеній разсматривать планы и смѣты; также видѣть и образцы издѣлій, предметъ поставки составляющіе.

2) О торгахъ.

1852. Каждый желающій вступить въ торгъ, обязанъ, со времени послѣдняго вызова чрезъ публичныя вѣдомости, до вступленія въ оный, представить при просьбѣ на обыкновенной гербовой бумагѣ надлежащіе документы, выше сего опредѣленные.

1853. Желающіе участвовать въ торгахъ, бывъ извѣстны о времени торговъ изъ объявленій и вызововъ, а о предметѣ торга въ подробности изъ предъявленныхъ имъ условій, являются на мѣсто, гдѣ, въ присутствіи членовъ, открывается торгъ, для дѣйствія коего изъ поступившихъ и разсмотрѣнныхъ уже просьбъ составляются по приложеннымъ при семъ формамъ торговые листы.

1854. Если въ Губернскомъ Правленіи, или въ Казенной Палатѣ производится торгъ по сношенію другихъ мѣстъ и лицъ (какъ то бываетъ для продовольствія войскъ чрезъ коммисіонеровъ и въ иныхъ случаяхъ), то въ присутствіи засѣдаютъ и назначенные отъ того вѣдомства чиновники или депутаты.

1855. Торгъ производится общій со всѣми, и на томъ листѣ, на коемъ записаны имена торгующихся, записывается объявляемая каждымъ изъ нихъ цѣна до тѣхъ поръ, пока никто ниже цѣны на подрядъ объявлять не будетъ. Послѣ сего каждый торгующійся подписывается: умѣющій писать, своеручно, а за неумѣющаго, кто либо другой по его просьбѣ.

1856. Такъ называемая сбавка или надбавка процентами и гуртомъ не допускается.

1857. Всякаго рода стачка при торгахъ строго запрещается.

1858. На каждый подрядъ производится токмо одинъ торгъ, и чрезъ три дня послѣ онаго переторжка.

Примѣчаніе. Въ какіе часы дня слѣдуетъ начинать и оканчивать торги и переторжки по земскимъ повинностямъ, сіе опредѣляется въ статьяхъ 115 и 116 Устава о Земскихъ Повинностяхъ.

1859. Посему (ст. 1858), когда въ назначенный предварительными публикаціями день, торгъ будетъ оконченъ: то торговавшимся объявляется въ томъ же присутствіи, чтобы желающіе изъ нихъ сдѣлать еще выгоднѣйшія казнѣ предложенія, явились чрезъ три дня на переторжку въ тѣ же часы, какъ производился торгъ.

1860. Если день, въ который слѣдовало бы назначить переторжку, будетъ праздничный, когда по общему положенію не можетъ быть присутствія: то переторжка происходитъ въ первый потомъ присутственный день; о чемъ также объявляется по окончаніи торга.

1861. На переторжку допускаются и тѣ, кои прежде не торговались.

1862. Послѣдняя цѣна, состоявшаяся на переторжкѣ, есть окончательная, и послѣ переторжки никакія новыя предложенія уже не пріемлются.

1863. Въ тѣхъ случаяхъ, когда, по большому числу статей подряда, невозможно будетъ кончить переторжку въ назначенный для того день, допускается продолженіе оной и въ слѣдующіе за тѣмъ дни; но съ тѣмъ, чтобы: 1) Все время переторжки, сколько бы она ни продолжалась, считать одною переторжкою, и потому состоявшуюся на каждый участокъ или на каждую статью подряда послѣднюю цѣну признавать окончательною со дня ея объявленія, не подвергая уже болѣе тѣхъ участковъ или статей въ слѣдующіе дни новому торгу. 2) Сила сего правила относится только къ раздробительному подряду или торгу, т. е. не принимается никакихъ новыхъ предложеній и не возобновляются торги на счетъ лишь отдѣльныхъ участковъ или статей, на кои объявлена уже однажды послѣдняя цѣна. 3) Но если, по окончаніи переторжки, на всѣ участки вообще, будетъ сдѣлано выгодное для казны предложеніе на обтовый подрядъ, или когда само производившее переторжку мѣсто признаетъ раздробительную отдачу подряда, по несоразмѣрности выпрошенныхъ цѣнъ, для казны невыгодною и найдетъ болѣе полезнымъ произвесть обтовый торгъ, съ отдачею всего подряда въ одни руки; то въ сихъ случаяхъ поступаетъ по точной силѣ предшедшей 1846 статьи. 4) Для устраненія всякаго произвола среднихъ и подчиненныхъ, производящихъ торги, мѣстъ, вмѣняется имъ въ обязанность, при представленіи договоровъ на утвержденіе высшаго мѣста или лица, доводить до

ихъ свѣдѣнія, со всею подробностію, какъ о причинахъ, побудившихъ произвесть торгъ на иномъ основаніи, именно обтовый, такъ и о послѣдствіяхъ предшествовавшаго раздробительнаго торга, или на оборотъ, т. е. когда сначала былъ произведенъ обтовый, а потомъ раздробительный торгъ, то о послѣдствіяхъ перваго; право же утверждать тотъ или другой торгъ, предоставляемое по законамъ высшимъ мѣстамъ и лицамъ, остается въ своей силѣ.

1864. Если къ назначенному отъ казны, на подрядъ или поставку, торгу никто не явится, или явится одно только лице, а въ день переторжки будетъ нѣсколько желающихъ торговаться, въ такомъ случаѣ переторжку обращать въ торгъ, назначая за тѣмъ новую переторжку чрезъ три дня.

1865. Если бы никто къ переторжкѣ не явился, то дѣло имѣетъ быть оставлено за тѣмъ, за кѣмъ состоялась послѣдняя цѣна на торгѣ.

1866. Въ случаяхъ, въ коихъ дозволено допускать мѣщанъ и крестьянъ безъ залоговъ, если они явятся безъ оныхъ, а другія лица съ залогами: то работа или поставка и тогда отдается тому, кто будетъ требовать цѣну дешевле.

1867. Тотъ, за кѣмъ состоялась послѣдняя цѣна, даетъ подписку, что онъ принимаетъ на себя такой-то подрядъ по цѣнѣ и условіямъ, состоявшимся на торгахъ. Если предметъ торга простирается на такую сумму, которая требуетъ утвержденія начальства, то въ означенныхъ подпискахъ присовокупляется условіе: *когда сіе утверждено будетъ начальствомъ*.

1868. Когда бы давшій подписку на взятіе подряда, въ послѣдствіи отъ онаго отказался, то производятся вновь торги и удерживаются до окончанія дѣла представленные имъ залоги, для пополненія убытка казны, отъ сего произойти могущаго.

1869. Если въ опредѣленные для торга и переторжки дни никто не явится, или явится одно только лице, то производившее вызовы мѣсто представляетъ о семъ своему начальству, отъ разрѣшенія коего зависѣть уже будетъ или сдѣлать новые вызовы, или принять другія мѣры, или же, наконецъ, оставить дѣло и за однимъ, бывшимъ на торгѣ и переторжкѣ лицемъ, когда предложеніе его оно признаетъ для казны выгоднымъ.

Примѣчаніе. Правило сіе равно какъ и постановленное выше, въ статьѣ 1864, не распространяется на Министерство Военное, которое въ совершеніи казенныхъ заготовленій посредствомъ подрядовъ съ торговъ руководствуется узаконеніями, изложенными въ Сводѣ Военныхъ Постановленій (ч. IV, кн. I, разд. III).

1870. По земскимъ повинностямъ, когда къ торгамъ не явятся желающіе, или предложенныя явившимися лицами цѣны окажутся чрезмѣрно высокими, наблюдаются особыя правила, означенныя въ Уставѣ о Земскихъ Повинностяхъ, статьяхъ 121—134.

3) О заключеніи договоровъ.

1871. По окончаніи торговъ, казенныя мѣста и лица приступаютъ къ заключенію письменныхъ договоровъ.

1872. Публичные торги по подрядамъ и поставкамъ утверждаются окончательно: Попечителями Учебныхъ Округовъ, Департаментомъ Сельскаго Хозяйства по управленію Институтами, фермами и вообще хозяйственными учрежденіями, подъ вѣдѣніемъ сего Департамента состоящими, Палатами Казенными и Государственныхъ Имуществъ и прочими равными имъ мѣстами— до пяти тысячъ рублей; Начальниками Губерній, Правленіями Губернскими, Окружными Правленіями Путей Сообщенія, Губернскими Строительными и Дорожными Коммисіями и Приказами Общественнаго Призрѣнія—до десяти тысячъ рублей; Министрами и Главноуправляющими—до тридцати тысячъ рублей; Правительствующимъ Сенатомъ на всякую сумму. Изъ сихъ правилъ наблюдаются однако слѣдующія изъятія: 1) По работамъ Главнаго Управленія Путей Сообщенія утвержденіе торговъ на неограниченныя суммы, по воспослѣдовавшимъ же ассигнованіямъ оныхъ на таковыя работы, предоставляется Главноуправляющему. 2) Договоры, по особымъ правиламъ требующіе утвержденія Губернаторовъ, какъ напримѣръ заключаемые чиновниками военнаго и морскаго вѣдомства, договоры о земскихъ повинностяхъ, и подряды на винную поставку утверждаются Начальниками Губерній на всякую сумму. 3) Если мѣсто или лице, получившее разрѣшеніе произвести какую либо постройку или покупку хозяйственнымъ образомъ, въ послѣдствіи признаетъ выгоднѣйшимъ для казны совершить ту постройку или покупку подрядомъ: то поступаетъ въ семъ случаѣ на основаніи постановленнаго ниже, въ статьѣ 1894, правила.

Примѣчаніе 1. Въ тѣхъ городахъ, гдѣ находится лично Генералъ-Губернаторъ, окончательное утвержденіе торговъ по подрядамъ, поставкамъ и другимъ обязательствамъ съ казною на сумму отъ пяти тысячъ до десяти тысячъ рублей предоставляется Генералъ-Губернатору.

Примѣчаніе 2. Въ 1859 году Высочайше повелѣно: Департаментъ Сельскаго Хозяйства Министерства Государственныхъ Имуществъ подчинить завѣдыванію Директора Втораго Департамента сего Министерства и потомъ соединить оба Департамента.

Примѣчаніе 3. Комитету для устройства Либавскаго порта учрежденному, предоставляется въ экстренныхъ случаяхъ и въ предѣлахъ, проектомъ и смѣтою опредѣленныхъ, утверждать подряды на сумму до десяти тысячъ рублей.

1873. По земскимъ повинностямъ окончательное утвержденіе договоровъ опредѣляется статьями 125 и 126 Устава о Земскихъ Повинностяхъ.

1874. Департаменты Министерствъ и мѣста, имъ равныя, поступаютъ въ заключеніи договоровъ на основаніи Общаго Учрежденія Министерствъ статьи 115, пунктовъ 7 и 8.

1875. Начальникъ С.-Петербургскаго Монетнаго Двора утверждаетъ подряды до трехъ тысячъ рублей, а на высшія суммы представляетъ Департаменту Горныхъ и Соляныхъ Дѣлъ.

1876. Министры и лица, имъ равныя, могутъ предоставить подчиненнымъ мѣстамъ право заключить договоръ на сумму, самимъ имъ присвоенную; но въ семъ случаѣ они заблаговременно снабжаютъ упомянутыя мѣста положительными правилами, касательно цѣнъ, на конхъ договоры долженствуютъ быть основаны.

1877. Конторамъ Придворной, Конюшенной, Московской Дворцовой, Предсѣдателю Кабинета Его Императорскаго Величества и Департаменту Удѣловъ предоставляется заключать договоры о подрядѣ на сумму до семи тысячъ пятисотъ рублей, а Строительной Конторѣ Министерства Императорскаго Двора до семи тысячъ рублей безъ внесенія оныхъ на утвержденіе къ Министру Императорскаго Двора.

1878. По управленію женскими учебными заведеніями Главный Совѣтъ оныхъ и Московское его Отдѣленіе разрѣшаютъ, по представленіямъ мѣстныхъ Совѣтовъ заведеній, заключеніе контрактовъ, при подрядахъ и хозяйственныхъ заготовленіяхъ, на всякую сумму свыше пяти тысячъ рублей. Подряды же и хозяйственныя заготовленія, не превышающія означенной суммы, утверждаются мѣстными Совѣтами заведеній.

1879. Для тѣхъ работъ по морской строительной части, кои должно произвесть вольнонаемными людьми и чрезъ подряды, торги производятся при инженерныхъ командахъ, въ присутствіи составляющихъ сію команду штабъ и оберъ-офицеровъ и того чиновника, который къ тому отъ Главнаго Командира порта назначенъ будетъ, съ отвѣтственностію за законность оныхъ и за обезпеченіе казны залогами въ разсужденіи исправности подрядчиковъ. По существующимъ постановленіямъ, команды сами могутъ заключать контракты до трехъ тысячъ рублей, съ утвержденія въ цѣнахъ Командира порта. Представленія отъ командъ, когда сумма подряда превосходитъ власть ихъ, посылаются прямо въ Департаментъ по морской строительной части.

1880. Для производства торговъ на подряды и поставки для Ревельскаго порта постановлены слѣдующія правила: 1) Торги сіи производить въ случаѣ надобности по назначенію Главнаго Командира порта въ Эстляндской Казенной Палатѣ, при депутатѣ со стороны морскаго

вѣдомства. 2) Договоры на сіи поставки и подряды на сумму до семи тысячъ пяти сотъ рублей утверждать Главному Командиру Ревельскаго порта; а о договорахъ свыше сей суммы представлять на утвержденіе высшаго морскаго начальства. 3) Вмѣняется въ обязанность Главнаго Командира, съ каждаго заключеннаго съ утвержденія его, въ слѣдствіе произведенныхъ въ Казенной Палатѣ торговъ договора доставлять высшему начальству копію, съ объясненіемъ всѣхъ обстоятельствъ, заключеніе договора сопровождавшихъ.

1881. Общія Присутствія Черноморскаго Интендантства и Строительнаго Департамента Морскаго Министерства имѣютъ право утверждать окончательно подряды, равно коммисіонерскіе и коммерческіе способы и прочія хозяйственныя распоряженія на сумму, не превышающую семи тысячъ пяти сотъ рублей по одному и тому же подряду, или хозяйственному распоряженію, если соблюдены притомъ установленныя въ законѣ правила и сумма ассигнована по смѣтѣ на тотъ самый предметъ, на который подрядъ или хозяйственное распоряженіе совершаются. Общимъ Присутствіямъ Комиссаріатскаго, Кораблестроительнаго и Артиллерійскаго Департаментовъ Морскаго Министерства предоставлено утверждать подряды и хозяйственныя заготовленія на сумму, не превышающую трехъ тысячъ рублей.

1882. Хозяйственному Комитету Южнаго округа морской строительной части дается право заключать контракты до семи тысячъ пяти сотъ рублей, а на высшую сумму испрашивать утвержденія Главнаго Управленія Черноморскаго, которое въ такихъ случаяхъ дѣйствуетъ на предоставленныхъ ему правахъ. Инженерныя команды Южнаго округа морской строительной части, если имъ разрѣшится дѣйствовать самимъ въ пріобрѣтеніи матеріаловъ и наймѣ рабочихъ, имѣютъ право заключать контракты до трехъ тысячъ рублей, по совершеніи узаконенныхъ торговъ въ присутствіи наличныхъ штабъ и оберъ-офицеровъ инженерной команды и чиновника отъ порта, на таковой случай назначаемаго, но утвержденіе открытыхъ командами посредствомъ торговъ цѣнъ зависитъ отъ старшаго портоваго начальника въ томъ мѣстѣ, гдѣ находится инженерная команда; кромѣ того Комитетъ и инженерныя команды по торговымъ дѣламъ могутъ требовать содѣйствія Казенныхъ Палатъ и мѣстнаго начальства.

1883. Хозяйственное Управленіе при Святѣйшемъ Синодѣ утверждаетъ контракты на сумму до трехъ тысячъ рублей, о контрактахъ же на важнѣйшія суммы управленіе представляетъ Оберъ-Прокурору, который утверждаетъ на сумму до пятнадцати тысячъ рублей, а о контрактахъ выше сей суммы предлагаетъ Святѣйшему Синоду.

1884. Военный Совѣтъ уполномочивается по исполненію смѣты о расходахъ Военнаго Министерства утверждать окончательно торги на всякую сумму. Такое же уполномочіе дано и Адмиралтействъ-Совѣту по всему морскому управленію, не исключая и Строительнаго Департамента по морской части, и Главнокомандующему по исполненію смѣты расходамъ арміи.

1885. Въ отвращеніе затрудненій, встрѣчающихся при заказахъ съ торговъ по Главному Морскому Управленію вещей, требующихъ особеннаго искусства и большой прочности и чистоты въ отдѣлкѣ, каковы суть: математическіе и другіе инструменты, издѣлія по части механики, изящныхъ искусствъ, мебели и вообще предметы, къ украшеніямъ относящіеся, или по особымъ рисункамъ заготовляемые, предоставлено собственно Управляющему Морскимъ Министерствомъ и Черноморскому Главному Управленію разрѣшать заказывать работы сіи тому изъ мастеровъ или художниковъ, который признается лично однимъ изъ упомянутыхъ лицъ по извѣстности издѣлій своихъ болѣе благонадежнымъ.

1886. На основаніи правила, въ предшедшей 1885 статьѣ изложеннаго, Главное Черноморское Управленіе имѣетъ право: 1) заказывать потребныя для снабженія Черноморскаго флота вещи тамъ, гдѣ признается болѣе выгоднымъ, какъ по цѣнѣ, такъ и преимущественно по чистой и прочной отдѣлкѣ и своевременному исполненію самыхъ заказовъ; 2) по правилу, изложенному выше, въ статьѣ 1566, замѣнять залоги ручательствами частныхъ Виксунскихъ заводовъ до того времени пока Главное Черноморское Управленіе будетъ признавать такое ручательство благонадежнымъ; но съ тѣмъ, чтобы заказы, съ симъ условіемъ дѣлаемые, допускались не иначе, какъ съ особеннаго каждый разъ разрѣшенія сего Управленія; 3) выдачу въ ссуду впередъ денегъ по симъ заказамъ производить согласно съ статьями 1823 и 1824, т. е. выдавая не свыше половинной суммы всего подряда и обезпечивая оную особеннымъ залогомъ рубль за рубль.

1887. Во всѣхъ случаяхъ, при представленіи начальству, должны быть прилагаемы сверхъ описанія хода дѣла и послѣдней цѣны, на торгѣ состоявшейся: по предпріятіямъ на постройки планы и смѣты, а по поставкамъ свѣдѣнія о справочныхъ и установленныхъ цѣнахъ на всѣ тѣ статьи, кои входятъ въ предметъ представленія.

1888. Для окончательнаго послѣ торговъ заключенія о законности и выгодности предполагаемаго договора, надлежитъ принимать въ соображеніе: 1) соблюденъ ли установленный порядокъ въ производствѣ дѣла; 2) сообразны ли условія, принятыя основаніемъ договора, общему правилу, въ статьѣ 1845 постановленному, а если сдѣланы какія либо отсту-

пленія или перемѣны, то уважительны ли представленныя на сіе причины; 3) обезпечивается ли казна согласно правиламъ, выше сего въ раздѣлѣ II изложеннымъ; 4) имѣетъ ли лице, заключающее условіе, свойства и принадлежности, выше, въ статьяхъ 1769—1797, опредѣленныя; 5) не превосходятъ ли подрядныя цѣны среднихъ справочныхъ.

1889. По подрядамъ въ С.-Петербургѣ съѣстныхъ и другихъ припасовъ воспрещаются условія о платежѣ подрядчику по справочнымъ цѣнамъ, какія будутъ во время поставки. Одни токмо торги должны опредѣлять цѣну подряжаемымъ припасамъ.

1890. Когда при производствѣ торговъ соблюдены установленныя правила, то представленіе о заключеніи договора утверждается.

1891. Если же мѣсто или лице, къ коему вошло такое представленіе на утвержденіе, по разсмотрѣніи, найдетъ, что при производствѣ торговъ не соблюдены установленныя правила, или усмотритъ упущеніе, либо отступленіе отъ оныхъ: то можетъ отказать въ утвержденіи сего представленія, предписавъ произвести вновь вызовы и торги на законномъ основаніи, или обратиться къ другимъ законнымъ мѣрамъ. Право сіе предоставляется и въ томъ случаѣ, еели означенное мѣсто или лице по собственному соображенію убѣдится въ томъ, что состоявшіяся на торгахъ цѣны для казны невыгодны.

1892. По полученіи разрѣшенія заключить договоръ, въ теченіи недѣли, т. е. семи дней, составляется съ тѣмъ лицемъ, за которымъ состоялась послѣдняя цѣна, письменный договоръ на установленной и представленной имъ гербовой бумагѣ во всемъ согласно условіямъ, принятымъ на торгахъ и съ обезпеченіемъ залогами. Всѣ могущія произойти отъ невыполненія сего ко вреду казны послѣдствія обращаются на отвѣтственность мѣстъ и лицъ, таковые договоры заключившихъ.

1893. При самомъ заключеніи договора сообщается, куда слѣдуетъ, о наложеніи запрещенія на залоги, въ обезпеченіе казны представленные. Запретительныя и разрѣшительныя статьи на имѣнія, представляемыя въ залогъ по подрядамъ казеннаго вѣдомства, слѣдуетъ писать не на гербовой, а на простой бумагѣ.

1894. Если мѣсто или лице, получивъ разрѣшеніе произвести какую либо постройку или покупку хозяйственнымъ образомъ, въ послѣдствіи времени признаетъ выгоднѣйшимъ для казны совершить ту постройку или покупку подрядомъ: то, имѣя уже право распорядиться по своему усмотрѣнію, можетъ заключать договоры на всю сумму, въ хозяйственное распоряженіе его ассигнованную, не обязываясь испрашивать предварительно утвержденія. Въ семъ случаѣ мѣсто или лице принима-

стъ на себя и полную отвѣтственность по охраненію казенныхъ пользъ и обезпеченію подрядовъ.

1895. Въ договорѣ должны быть изложены условія на точномъ основаніи правилъ, содержащихся выше, въ статьяхъ 1806—1832.

1896. Само собою разумѣется, что въ тѣхъ случаяхъ, гдѣ изданы образцовые договоры для какого либо казеннаго предпріятія, договоры заключаемы быть могутъ не иначе, какъ сообразно данному образцу.

1897. Изготовленный договоръ подписывается обѣими договаривающимися сторонами, разумѣя со стороны казны перваго члена или начальника мѣста, договоръ сей заключающаго.

1898. Если договоръ заключается не цѣлымъ присутственнымъ мѣстомъ, а коммисіонеромъ, то оный предъявляется Маклеру, гдѣ есть, или вносится въ книгу въ Уѣздномъ Судѣ, Магистратѣ, Ратушѣ, или предъявляется въ полицію, когда мѣстъ тѣхъ для записки не будетъ. Сего рода договоръ записывается въ книгу актовъ, отъ слова до слова, и по отмѣткѣ нумера, подъ которымъ будетъ внесенъ, свидѣтельствуется подписаніемъ членовъ того мѣста или подписаніемъ того лица, коему означенная книга принадлежитъ.

1899. Подлинный договоръ хранится у того казеннаго мѣста или лица, которое его заключило; а копія съ онаго, за надлежащею скрѣпою, отдается частному лицу, въ обязательство съ казною вступившему.

1900. Безъ разрѣшенія начальства не можетъ быть заключенъ договоръ въ слѣдующихъ случаяхъ:

1) Если явившіеся къ торгамъ по подрядамъ будутъ требовать цѣну чрезвычайно высокую.

2) Когда цѣны, выпрошенныя на торгахъ, превышаютъ предварительно опредѣленныя начальствомъ.

3) Когда при торгахъ на такія работы, на кои утверждены смѣты, состоится цѣна выше общаго на все производство смѣтнаго назначенія. Во всѣхъ сихъ случаяхъ начальство предписываетъ сдѣлать новые вызовы и торги, или пріемлетъ иныя мѣры; залоги же, буде торговавшійся пожелаетъ, ему возвращаются.

1901. Никакое мѣсто или лице не можетъ совершать или утверждать договоръ выше суммы, на которую оно общимъ закономъ или предписаніемъ высшаго начальства уполномочено.

1902. Высшее мѣсто или лице не можетъ уполномочить мѣсто и лице, ему подчиненное, какъ токмо на сумму, какая сему высшему мѣсту и лицу именно присвоена. Изъятіе изъ сего правила, по настоятель-

ности дѣлъ, допускается токмо по особеннымъ Высочайшимъ повелѣніямъ.

1903. Наблюденіе правилъ, постановленныхъ выше, въ статьѣ 1888, составляетъ всегда непосредственную обязанность и отвѣтственность мѣстъ и лицъ, производящихъ торги и заключающихъ договоры; но какъ Правительствующій Сенатъ, такъ и вообще мѣста и лица, утверждающія представленія, обязаны при семъ также разсматривать, всѣ ли означенныя правила были соблюдены и исполнены.

1904. При утвержденіи Министрами или Главноначальствующими представленій, поступающихъ отъ ввѣренныхъ имъ управленій, отвѣтственность за оставленіе безъ вниманія упущеній, по производству подрядовъ сдѣланныхъ, раздѣляютъ всѣ въ разсмотрѣніи сихъ представленій участвовавшіе и согласившіеся.

1905. Когда Генералъ-Губернаторъ или Губернаторъ былъ токмо утвердителемъ представленія о заключеніи договора, то отвѣтствуетъ единственно за выгодность цѣнъ; но если бы открылось, что онъ не былъ поставленъ въ извѣстность о всѣхъ обстоятельствахъ дѣла, то отвѣтственность и за невыгодность цѣнъ обращается на мѣсто, отъ коего поступило къ нему такое представленіе; когда же онъ присутствовалъ при торгахъ, то раздѣляетъ съ другими отвѣтственность по всему производству дѣла.

II. Совершеніе договора о казенномъ подрядѣ, съ производствомъ торговъ посредствомъ запечатанныхъ объявленій.

1906. Случаи, коимъ торги посредствомъ однихъ запечатанныхъ объявленій наиболѣе свойственны, суть: 1) поставка предметовъ, пріобрѣтаемыхъ заграничною торговлею; 2) поставка разныхъ предметовъ прямо съ мануфактуръ или заводовъ; 3) вообще такіе подряды, кои, бывъ немногосложны, простираются на значительныя суммы и въ коихъ посему обыкновенно участвуютъ одни большіе промышленники.

1907. Порядокъ торговъ посредствомъ запечатанныхъ объявленій не относится: къ поставкамъ вина и вообще ко всѣмъ заготовленіямъ, для коихъ существуютъ особыя правила. Въ семъ случаѣ примѣненіе сего порядка зависитъ отъ особыхъ представленій начальствъ. Равнымъ образомъ надлежитъ держаться обыкновенныхъ торговъ при подрядахъ на постройки, наймѣ почтовыхъ лошадей и проч., въ коихъ участвуютъ непосредственно рабочіе классы и промышленники средніе.

1908. Если будетъ избранъ способъ торговъ посредствомъ однихъ запечатанныхъ объявленій, то публикаціи (вызовы) объ оныхъ должны быть дѣлаемы на общемъ основаніи; однако при семъ долженъ быть на-

значаемъ не только день, но и часъ, когда начнется личная подача объявленій (отзывовъ торговцевъ) и за тѣмъ приступлено будетъ къ распечатанію поступившихъ конвертовъ. Съ симъ вмѣстѣ должны быть означаемы самыя условія (кондиціи), въ коихъ послѣ того никакой перемѣны не допускается. Равномѣрно должно быть объясняемо, сколько будетъ выдано задатковъ подъ особое обезпеченіе, и послѣдуетъ ли утвержденіе торга при самомъ окончаніи, или же объ ономъ представлено будетъ высшему начальству.

1909. Запечатанныя объявленія, на основаніи установленнаго образца, при семъ прилагаемаго, должны заключать въ себѣ: 1) согласіе принять предлагаемую обязанность вполнѣ, а буде она раздѣлена на части, то одну цѣлую часть на точномъ основаніи публикованныхъ условій безъ всякой перемѣны; 2) сумму (цѣну), складомъ писанную; 3) обыкновенное мѣстопребываніе, званіе, имя и фамилію объявителя, также мѣсяцъ и число, когда писано.

1910. При объявленіи должны быть приложены и документы на узаконенные залоги; но кто имѣетъ уже залогъ въ томъ самомъ мѣстѣ, по какому либо другому случаю отъ него представленный и остающійся свободнымъ, тотъ можетъ указать на оный; равнымъ образомъ, если документы на залоги состоятъ въ свидѣтельствахъ другихъ мѣстъ, что у нихъ имѣется отъ представленнаго залога свободная часть: то въ означенныхъ свидѣтельствахъ должно быть показано, какого рода залогъ сей и всѣ подробности, по коимъ можно сдѣлать заключеніе о его благонадежности.

1911. Объявленія, несогласныя съ правилами, въ предшедшихъ двухъ статьяхъ (1909 и 1910) постановленными, почитаются недѣйствительными, и залогъ возвращается.

1912. Запечатанныя объявленія могутъ быть представляемы двоякимъ образомъ:

1) Лично, въ назначенный день и часъ, самимъ подписавшимся, или чрезъ другое лице съ довѣренностію и безъ оной.

2) По почтѣ страховыми письмами, или по эстафетѣ, по адресу надлежащаго мѣста съ слѣдующею надписью: *объявленія къ такимъ-то торгамъ*. Буде же кто пожелаетъ, то сія надпись можетъ быть дѣлаема и на второмъ внутреннемъ конвертѣ, съ означеніемъ на первомъ, или наружномъ, токмо того казеннаго мѣста, или того начальствующаго лица, къ коему пакетъ посылается.

1913. Почтовыя мѣста обязаны немедленно отдавать таковые конверты по адресу подъ росписку, съ означеніемъ въ оной дня и часа по-

лученія конверта. Мѣсто, къ коему адресованы конверты, обязано принимать оные во всякое время до окончанія личной подачи объявленій.

1914. Полученныя по почтѣ объявленія хранятся нераспечатанными подъ казенною печатью, до дня торга, и преждевременное раскрытіе почитается важнымъ преступленіемъ по должности.

1915. Въ доставленныхъ по почтѣ объявленіяхъ можетъ быть, по желанію того, кто послалъ оныя, означаемо и лице, на мѣстѣ торга находящееся, для увѣдомленія онаго въ случаѣ, если торгъ останется за объявителемъ. Если же бы объявитель не могъ самъ явиться къ заключенію договора, то онъ долженъ немедленно представить вмѣсто себя уполномоченнаго.

1916. Если бы торговавшій не явился къ заключенію договора или не представилъ для сего уполномоченнаго, то оставшееся за нимъ предпріятіе передается другому на счетъ его залоговъ.

1917. Предварительно торгу назначается со стороны казны цѣна, выше или ниже коей, по роду дѣла, торгъ утвержденъ быть не можетъ.

1918. Назначеніе сей цѣны принадлежитъ тому мѣстному или высшему начальству, которое сдѣлало распоряженіе о производствѣ торговъ посредствомъ печатныхъ объявленій, по мѣрѣ суммы, его разрѣшенію предоставленной; буде же сумма обязательства превышаетъ предоставленную ему власть, тогда испрашивается разрѣшеніе высшаго.

1919. Цѣна сія можетъ быть показываема и общими выраженіями, какъ то: не выше среднеустановленныхъ цѣнъ, не выше смѣты и проч. Напротивъ, выраженія вовсе неопредѣлительныя не должны имѣть мѣста.

1920. Актъ, заключающій въ себѣ назначеніе такой цѣны, хранится въ запечатанномъ конвертѣ.

1921. Первое дѣйствіе въ день и часъ распечатанія объявленій заключается въ томъ, что собравшаяся публика созывается въ камеру присутствія, и ей предъявляется запечатанный конвертъ, въ коемъ заключается крайняя, со стороны казны назначенная цѣна. Конвертъ сей остается потомъ на столѣ въ виду всѣхъ въ продолженіи производства торга.

Примѣчаніе. Касательно порядка назначенія предъ торгами секретныхъ предварительныхъ цѣнъ, 1836 года Января 23 постановлено, что правила, дѣйствующія по сему предмету по военному вѣдомству, примѣняются и къ вѣдомству Главнаго Управленія Путей Сообщенія и Публичныхъ Зданій, съ тѣмъ, чтобы, для вящшаго сохраненія тайны, предварительныя цѣны сіи, долженствующія служить основаніемъ къ утвержденію подрядовъ въ мѣстахъ подвѣдомственныхъ, назначались и прописывались собственноручно Главноуправляющимъ, а за тѣмъ были отсылаемы въ запечатанныхъ пакетахъ или прямо къ Предсѣдателямъ сихъ мѣстъ, или же чрезъ особо командированныхъ довѣренныхъ чиновниковъ и одними только ими вскрываемы и сличаемы.

1922. По исполненіи сего обряда, буде поступили объявленія по почтѣ, то они предъявляются закрытыми, съ означеніемъ ихъ числа, и потомъ приступается къ пріему лично подаваемыхъ.

1923. Когда болѣе не является подателей объявленій, то въ камерѣ присутствія и въ другихъ покояхъ того помѣщенія, гдѣ могутъ находиться желающіе торговаться, провозглашается три раза съ промежутками до пяти минутъ, нѣтъ ли еще объявленій, и буде нѣтъ, сообщается публикѣ, что пріемъ объявленій заключенъ. Послѣ сего ни въ какомъ случаѣ и ни подъ какимъ предлогомъ, ни даже съ почты или по эстафетѣ, не могутъ быть принимаемы объявленія, и присутствіе приступаетъ уже къ раскрытію поступившихъ конвертовъ. Само собою разумѣется, что какъ при производствѣ сихъ торговъ не допускаются словесныя предложенія: то не могутъ быть допускаемы никакія словесныя наддачи и уступки, или же предложеніе торговаться по окончаніи уже пріема письменныхъ объявленій.

1924. За симъ, при открытыхъ дверяхъ, но безъ огласки, дѣлается выписка объявленнымъ цѣнамъ, разсматриваются залоги, устраняются недѣйствительныя объявленія, и, буде не представится какого либо сомнѣнія, тутъ же возвѣщается, что торгъ конченъ и за кѣмъ остался, хотя бы подано было и одно только объявленіе; или же объявляется, что цѣна, которой ожидало правительство, не достигнута, и за тѣмъ торгъ почитается недѣйствительнымъ.

1925. Если торгъ по назначенной отъ казны цѣнѣ утвержденъ быть не можетъ, то при отказѣ торговцамъ конвертъ заключающій въ себѣ назначеніе сей цѣны, вскрывается и дѣлается гласнымъ; а если цѣна соотвѣтствуетъ назначенію, то конвертъ сей тутъ же уничтожается.

1926. Если присутствіе, по раскрытіи всѣхъ конвертовъ, признаетъ нужнымъ имѣть совѣщаніе: то всѣмъ посторонним лицамъ объявляется, чтобъ они на время оставили камеру присутствія; по окончаніи же совѣщанія, они опять призываются для выслушанія рѣшенія.

1927. Вмѣстѣ съ объявленіемъ о заключеніи торга вносится въ приготовленный напередъ съ пробѣлами протоколъ имя того, за кѣмъ остался торгъ, сумма и залоги, и протоколъ сей подписывается.

1928. Тотъ, за кѣмъ остался торгъ, приглашается тогда же къ заключенію договора, буде находится на лицо, а отсутствующіе повѣщаются какъ посредствомъ увѣдомленій, адресованныхъ къ нимъ прямо въ мѣсто ихъ пребыванія, такъ и чрезъ мѣстныя губернскія начальства, съ тѣмъ, чтобы къ заключенію договора явились въ самоскорѣйшемъ времени сами или прислали уполномоченныхъ.

1929. Такимъ же образомъ надлежитъ поступать какъ въ объявленіи о представленіи торга на высшее утвержденіе, такъ и въ объявленіи о заключеніи договора по полученіи сего утвержденія.

1930. Если достигнута казенная цѣна и торгъ имѣетъ быть утвержденъ на мѣстѣ, то оный долженъ непремѣнно оставаться за тѣмъ, кто при исполненіи всѣхъ условій предложилъ выгоднѣйшую для казны цѣну.

1931. Когда по свойству казеннаго предпріятія, торгъ будетъ представленъ на утвержденіе высшаго начальства, начальство сіе не можетъ приступить къ отказу, буде цѣна, предварительно съ казенной стороны назначенная, достигнута, какъ токмо въ такомъ случаѣ, если не соблюденъ весь вышеозначенный порядокъ и правила (ст. 1908—1930), или когда признаетъ, что по перемѣнившимся обстоятельствамъ самый предметъ торга сдѣлался уже ненужнымъ.

1932. Если не достигнута казенная цѣна, или же подрядъ не будетъ утвержденъ высшимъ начальствомъ, по несоблюденію установленныхъ правилъ: то отъ усмотрѣнія казны зависитъ, или требовать уступокъ и наддачъ посредствомъ другихъ запечатанныхъ объявленій, или назначить новые торги обыкновеннымъ порядкомъ, или же приступить къ другимъ законнымъ мѣрамъ, а буде нужно, и къ перемѣнѣ условій. Само по себѣ разумѣется, что при неудачѣ торга посредствомъ запечатанныхъ объявленій, присутствіе для выиграніа времени можетъ приступить немедленно къ назначенію другихъ таковыхъ же или обыкновенныхъ торговъ, не испрашивая предварительно разрѣшенія начальства; объ утвержденіи же представлять ему по окончаніи торговъ вторичныхъ.

1933. Если торгъ не утвержденъ по минованіи нужды въ самомъ предметѣ онаго, то о семъ объявляется немедленно торговавшимся, и залоги возвращаются по принадлежности.

1934. Поступившія запечатанныя объявленія хранятся при дѣлахъ секретно, и никому изъ желающихъ и постороннихъ ни въ какое время не объявляются.

III. О совершеніи договора по казенному подряду посредствомъ совокупнаго употребленія изустныхъ торговъ и запечатанныхъ объявленій.

1935. Когда начальство, предположивъ произвести изустный торгъ и дѣлая вызовъ торговцамъ, вмѣстѣ съ симъ публикуетъ, что допускается и присылка запечатанныхъ объявленій: то всякій желающій вступить въ обязательство съ казною, можетъ, вмѣсто личнаго прибытія на торгъ,

прислать или подать о семъ письменное объявленіе; но объявленія сіи должны быть на точномъ основаніи изложенныхъ выше для нихъ правилъ, и притомъ подаваемы и присылаемы не позже назначеннаго для производства торга времени; почему, послѣ опредѣленнаго дня и часа, не могутъ уже быть принимаемы оныя ни отъ подающихъ лично, ни отъ присылающихъ по почтѣ.

1936. Поданное или присланное по почтѣ благовременно объявленіе сохраняется запечатаннымъ въ томъ самомъ мѣстѣ, къ коему оное адресовано, и вскрытіе онаго преждевременно почитается важнымъ преступленіемъ по должности.

1937. При наступленіи торга, всѣ запечатанные конверты, по оному полученные, вносятся въ комнату, гдѣ торгъ производится, и сохраняются въ семъ видѣ до окончанія переторжки.

1938. Когда переторжка съ наличными торговцами будетъ окончена, то, до заключенія оной, полученныя запечатанныя объявленія вскрываются въ присутствіи всѣхъ, на переторжкѣ находящихся, и читаются въ слухъ.

1939. Если по разсмотрѣніи сихъ объявленій окажется, что въ которомъ либо изъ нихъ сдѣлано выгоднѣйшее для казны предложеніе, то предпріятіе остается за лицемъ, сдѣлавшимъ такое объявленіе; но если цѣна, заключающаяся въ объявленіи, равняется цѣнѣ, объявленной торговцемъ, находящимся на лицо, хотя бы то и въ общей сложности казеннаго предпріятія: то преимущество остается на сторонѣ торговца наличнаго.

1940. Симъ оканчивается производство дѣла, и по вскрытіи письменныхъ объявленій никакія уже новыя предложенія отъ находящихся на лицо о наддачѣ или уступкѣ не пріемлются; но само собою разумѣется, что и объявленія, несогласныя съ правилами, для сего постановленными, никакого уваженія имѣть не могутъ.

1941. Всѣ сношенія съ отсутствующими торговцами и заключеніе договоровъ производятся по установленнымъ выше сего правиламъ.

1942. Изложенныя въ предшедшихъ 1906—1941 статьяхъ правила о производствѣ торговъ, посредствомъ запечатанныхъ объявленій, примѣняются къ подрядамъ по водянымъ и сухупутнымъ сообщеніямъ на слѣдующемъ основаніи: 1) По всѣмъ подрядамъ на поставку потребностей для работъ, простирающимся по смѣтамъ на сумму свыше трехъ тысячъ рублей, а по подрядамъ на обтовыя постройки и ниже сей суммы, исключая однако же тѣ подряды на поставку потребностей и произ-

водство работъ, для коихъ, по соображеніямъ Главнаго Управленія Путей Сообщенія и Публичныхъ Зданій, удобнѣе будетъ держаться обыкновенныхъ изустныхъ торговъ, производить въ одно и то же время обоими вышеозначенными способами, то есть, изустно и чрезъ запечатанныя объявленія, на основаніи существующихъ узаконеній, торги въ мѣстномъ Окружномъ Правленіи Путей Сообщенія, коему дѣло принадлежитъ, и въ Хозяйственномъ Департаментѣ Главнаго Управленія Путей Сообщенія и Публичныхъ Зданій. 2) Одинъ Хозяйственный Департаментъ дѣлаетъ вызовы сихъ торговъ, которые печатаются въ Вѣдомостяхъ С.-Петербургскихъ и Московскихъ. Сими вызовами назначается для обоихъ мѣстъ, въ коихъ торги производиться будутъ, одинаковый срокъ для торговъ и переторжекъ. Послѣ же торговъ и переторжекъ, мѣстное Окружное Правленіе имѣетъ сообщать, безъ всякой потери времени, о послѣдствіи своихъ торговъ въ Хозяйственный Департаментъ, а сей послѣдній, получивъ таковое сообщеніе, обязанъ, по соображеніи онаго съ послѣдствіемъ своихъ торговъ, дѣлать, также безъ всякой потери времени, общее представленіе главному начальству. Если случится, что при производствѣ таковыхъ торговъ окажутся послѣднія цѣны равныя въ мѣстномъ Окружномъ Правленіи и въ Хозяйственномъ Департаментѣ, то, для выиграніе времени, преимущество давать цѣнамъ Департамента, примѣняясь къ смыслу предшедшей 1959 статьи. Если же бы Главное Управленіе Путей Сообщенія и Публичныхъ Зданій, по предварительному соображенію, признало удобнѣйшимъ назначить производство торговъ обыкновенныхъ изустныхъ въ общемъ порядкѣ, но при торгахъ явились бы подрядчики по собственному ихъ вызову, или по предложенію производившаго торгъ мѣста, и подали запечатанныя о цѣнахъ объявленія, то принимать таковыя объявленія и дѣйствовать тогда уже по основаніи статей 1935—1941.

Отдѣленіе третіе.

О исполненіи и прекращеніи договора по казеннымъ подрядамъ.

1942. Договоры, съ казною заключенные, должны быть храними столь твердо, какъ бы они были за собственноручнымъ подписаніемъ Императорскаго Величества. Если же бы даже по обстоятельствамъ польза обѣихъ договаривающихся сторонъ требовала остановить дѣйствіе договора, и обѣ стороны были на то согласны: то сіе не можетъ имѣть мѣста безъ разрѣшенія высшаго начальства.

1943. Заключаемые со стороны казны договоры, какимъ бы то ни было мѣстомъ или лицемъ, хотя бы и съ казеннымъ ущербомъ, и выше той суммы, на которую оно право имѣетъ, должны оставаться въ своей силѣ; и если по онымъ случится убытокъ для казны, то отвѣтственность

за сей ущербъ обращается на виновныхъ; если же убытковъ нѣтъ, то взысканіе съ нихъ производится, за присвоеніе себѣ власти, порядкомъ административнымъ.

1945. Условія, подписки и тому подобныя обязательства, дѣлаемыя безъ торговъ, на различныя мелочныя надобности, когда они совершены на гербовой бумагѣ, и явлены гдѣ слѣдуетъ, содержатся также непарушимо; но въ случаѣ взаимнаго согласія договаривающихся, дѣйствіе ихъ можетъ быть прекращаемо безъ представленія начальству на разрѣшеніе.

1946. Подпискамъ, вмѣсто контрактовъ даваемымъ, оставляется обязательная сила договоровъ только въ случаяхъ, опредѣленныхъ въ статьяхъ 1867, 1868 и 1945 сего Свода и въ Сводѣ Военныхъ Постановленій. На мелочныя надобности ни въ какомъ случаѣ подписки не допускаются свыше суммы девяти сотъ рублей. Подписки, данныя въ такомъ смыслѣ, что по экстренности подряда, или другой уважительной причинѣ, именно оговоренной въ подпискѣ, подрядчикъ, не ожидая утвержденія начальства или заключенія контракта, обязывается немедленно приступить къ исполненію, должны почитаться имѣющими полную силу контракта, хотя бы оный заключенъ еще не былъ.

1947. По заключеніи договора частныя лица обязаны пещись о точномъ онаго выполненіи, а казенныя мѣста и лица наблюдать за исполненіемъ, и, въ случаѣ нужды, дѣлать съ своей стороны побужденія.

1948. Припасы, матеріалы и вещи, въ срокъ поставленныя, но несходныя съ образцами и съ условіями, не пріемлются, и самое представленіе ихъ считается какъ бы несуществовавшимъ.

1949. Въ крайней только необходимости по Коммисаріатскому и Провіантскому вѣдомствамъ разрѣшается принимать до нѣкоторой части вещи, несходныя съ образцами, за половину договорной цѣны, а провіантъ съ уменьшеніемъ противъ подрядной цѣны; но сіе изъятіе не можетъ быть приводимо въ дѣйствіе иначе, какъ по точному разрѣшенію начальства.

1950. О поставкѣ вещей и припасовъ, въ силу договора произведенной, частное лицо, таковымъ договоромъ обязанное, дѣлаетъ предъявленія свои на извѣстное по соображенію его количество, по коимъ и предписывается немедленно предъявленное принять, записать въ книгу и въ полученіи выдать квитанцію.

1951. Какъ исполненіе поставки считается со дня доставленія при-

пасовъ или вещей въ то мѣсто, куда по условію надлежало сдѣлать поставку: то равнымъ образомъ и исполненіе перевозки считать со дня предъявленія припасовъ или вещей въ томъ мѣстѣ, куда слѣдуетъ доставить оныя по договору.

1952. Въ пріемѣ по договорамъ вещей, припасовъ и матеріаловъ, выдаются квитанціи съ изъясненіемъ: 1) имени сдатчика и лица, обязаннаго договоромъ; 2) времени пріема и званія вещей; но если бы, за множествомъ вещей, нельзя было кончить пріемъ въ одни сутки, то въ квитанціи означать и день предъявленія, и день пріема; 3) количество принятаго счетомъ, вѣсомъ и мѣрою по сортамъ; 4) нумера, подъ коимъ принятое записано въ приходную денежную или матеріальную книгу и для выдачи квитанціи съ нумеромъ.

1953. Пріемщикъ, выдавъ квитанцію, въ тотъ же день или съ первою почтою доноситъ о томъ своему начальству, или тому, отъ кого платежъ подрядчику зависитъ.

1954. Платежъ подрядчикамъ денегъ по представленіи квитанцій производится согласно договору, съ удержаніемъ изъ сихъ денегъ соразмѣрной суммы для покрытія задатка, такъ, чтобы съ окончаніемъ всей уплаты по договору пополнились симъ порядкомъ и выданныя впередъ деньги.

1955. Пріемщикамъ строго запрещается брать отъ поставщика деньги вмѣсто вещей, по договору слѣдующихъ.

1956. Имъ запрещается также принимать вещи, несходныя съ образцами.

1957. Равнымъ образомъ имъ запрещается показывать въ пріемныхъ квитанціяхъ и рапортахъ, по коимъ платежъ денегъ частному лицу производится, излишнее количество вещей противъ дѣйствительнаго пріема.

1958. Подрядчикамъ и поставщикамъ строго запрещается покупать у пріемщиковъ и брать отъ нихъ въ ссуду такія вещи, кои по договору къ поставкѣ назначены, хотя бы онѣ были собственныя сихъ послѣднихъ.

1959. Въ случаѣ взятія отъ поставщика денегъ вмѣсто слѣдующихъ по договору въ казну вещей и матеріаловъ, пріемщики и поставщики предаются суду и наказываются по статьѣ 538 Уложенія о Наказаніяхъ; съ поставщиковъ, сверхъ личнаго наказанія ихъ, взыскивается данная ими сумма за вещи вдвое. Если же отъ упомянутой сдѣлки произойдетъ какой либо для казны убытокъ, то оный взыскивается особо съ пріемщиковъ и поставщиковъ вообще.

1960. За пріемъ, по неосмотрительности, вещей, несходныхъ съ образцами или не въ опредѣленномъ по договору качествѣ, а равно и за допущеніе также по неосмотрительности, при пріемѣ отъ поставщика вещей, въ чемъ либо обмѣра, обвѣса, или же употребленія невѣрныхъ мѣръ и вѣсовъ, и за пріемъ провіанта съ гнилью или примѣсью извести, песку и т. п., пріемщики и поставщики подвергаются взысканію причиненнаго ими казнѣ убытка; если же откроется, что сіе было учинено съ намѣреніемъ, то виновные предаются суду и подвергаются отвѣтственности на основаніи статьи 537 Уложенія о Наказаніяхъ.

1961. Если въ пріемныхъ квитанціяхъ и рапортахъ, по коимъ производится платежъ денегъ частному лицу, будетъ показано большее противъ дѣйствительно принятаго количество, то и пріемщики и поставщики и отдатчики, въ семъ преступленіи завѣдомо участвовавшіе, подвергаются отвѣтственности на основаніи статьи 540 Уложенія о Наказаніяхъ.

1962. За взятіе отъ пріемщиковъ въ ссуду и покупку отъ нихъ вещей, слѣдующихъ по договору къ поставкѣ, поступается съ пріемщикомъ и поставщикомъ на основаніи статьи 539 Уложенія о Наказаніяхъ.

1963. Строго запрещается казеннымъ чиновникамъ дѣлать притѣсненіе частному лицу въ пріемѣ вещей или освидѣтельствованіи работъ; равнымъ образомъ строго запрещается неправильно отвергать вещи, припасы и матеріалы, сходные съ договорными условіями или образцами, и задерживать выдачу квитанцій.

1964. Доколѣ подрядъ или поставка еще не кончена, никакія объ удержаніи слѣдующихъ по сему подряду или поставкѣ подрядчику или поставщику денежныхъ выдачъ прошенія или требованія на покрытіе какихъ либо казенныхъ или частныхъ его долговъ не могутъ быть удовлетворяемы, если самъ подрядчикъ или поставщикъ не изъявилъ на сіе письменно своего согласія. Но по совершенномъ окончаніи подряда или поставки и по составленіи и утвержденіи окончательнаго съ подрядчикомъ или поставщикомъ разсчета, изъ слѣдующихъ за подрядъ или поставку денегъ могутъ быть удерживаемы суммы, нужныя для удовлетворенія казенныхъ и частныхъ на немъ безспорныхъ, или уже признанныхъ окончательнымъ рѣшеніемъ суда долговъ, или же для обезпеченія предъявленныхъ на него исковъ, въ случаяхъ, когда обезпеченіе оныхъ закономъ постановлено, если о томъ послѣдовали сообщенія или требованія надлежащихъ присутственныхъ мѣстъ, хотя бы на сіе удержаніе и не было изъявлено подрядчикомъ или поставщикомъ согласіе. При платежѣ кредиторамъ подрядчика изъ слѣдующихъ ему по подряду или поставкѣ изъ казны суммъ, преимущественное предъ всѣми другими право на такое удовлетвореніе имѣютъ рабочіе люди и поставлявшіе

ему матеріалы, и вообще лица, которыя участвовали въ исполненіи того подряда или поставки. Для удовлетворенія предъявленныхъ на подрядчикѣ или поставщикѣ безспорныхъ, или уже признанныхъ окончательнымъ рѣшеніемъ суда требованій, когда на удержаніе слѣдующихъ ему суммъ не изъявлено имъ самимъ согласіе, сіи суммы отсылаются въ тѣ присутственныя мѣста, которыя сообщили о сихъ требованіяхъ. Сіи присутственныя мѣста въ порядкѣ удовлетворенія предъявленныхъ исковъ руководствуются общими на сей предметъ постановленными правилами.

1965. Когда подрядчикъ, поставщикъ или содержатель оброчныхъ статей, сдѣлавшись на срокъ неисправнымъ, будетъ просить объ отсрочкѣ, представивъ уважительныя причины: своей неисправности то мѣсто или лице, заключившее съ нимъ договоръ, можетъ, буде обстоятельства дозволяютъ, сдѣлать просителю отсрочку отъ одного до двухъ мѣсяцевъ, смотря по тому, сколько еще остается сроку залогамъ, и извѣщаетъ о томъ залогодателей для свѣдѣнія ихъ; но на отсрочку болѣе двухъ мѣсяцевъ, хотя бы и срокъ залоговъ оное позволялъ, испрашиваетъ разрѣшенія начальства; предположивъ же отказать просителю, объявляетъ ему о семъ немедленно.

1966. Если бы частное лице, вошедшее въ обязательство съ казною безъ товарищей, подверглось естественной смерти или лишенію всѣхъ правъ состоянія по судебному приговору; то выполненіе договора переходитъ къ наслѣдникамъ его, а при отказѣ ихъ отъ наслѣдства, къ залогодателямъ и поручителямъ.

1967. Если бы частное лице, вошедшее въ обязательство съ казною, подверглось задержанію (аресту), остановившему выполненіе принятыхъ имъ на себя съ казною обязанностей, или когда бы по неисправности своей оно подверглось устраненію отъ выполненія договора, то обязанность его можетъ перейти къ залогодателямъ и поручителямъ.

1968. Когда казна принимаетъ на себя выполненіе по договору на счетъ неисправнаго подрядчика, то при сихъ распоряженіяхъ означенное лице можетъ находиться лично само, или имѣть своего повѣреннаго, и въ правѣ предлагать способы къ выгоднѣйшему выполненію договора; отказъ же или неуваженіе сихъ предложеній объявляются ему письменно.

1969. Въ случаяхъ, нетерпящихъ отлагательства, казенныя мѣста и лица, производящія исполненіе по договору на счетъ неисправнаго подрядчика, или поставщика, могутъ дѣлать покупку и наемъ выше справочныхъ цѣнъ и безъ утвержденія Губернатора, но должны представлять начальству о причинахъ, къ сему ихъ побудившихъ; и буде начальство найдетъ оныя неуважительными, то виновные подвергаются взысканію всѣхъ убытковъ, частному лицу чрезъ то нанесенныхъ.

1970. Во всѣхъ случаяхъ, гдѣ обязанности частнаго лица, заключившаго договоръ съ казною, могутъ перейти къ наслѣдникамъ его, залогодателямъ или поручителямъ, они извѣщаются, или непосредственно, буде извѣстно мѣсто ихъ пребыванія, или чрезъ публичныя вѣдомости, съ тѣмъ, что въ теченіи четырехъ мѣсяцевъ могутъ просить оставить за ними подрядъ; но буде въ теченіи сего времени таковымъ объявленіемъ не воспользуются, то теряютъ право, и казенныя мѣста и лица приступаютъ къ распоряженіямъ на счетъ залоговъ.

1971. Въ случаѣ неисполненія предписаннаго въ предшедшей 1970 статьѣ правила, касательно извѣщенія залогодателей о несостоятельности подрядчика, залогодатели могутъ послѣдовавшіе имъ отъ того убытки отыскивать, на общемъ основаніи, съ представленіемъ узаконенныхъ доказательствъ о количествѣ тѣхъ убытковъ, съ виновныхъ въ означенномъ упущеніи должностныхъ лицъ, которыя, независимо отъ того, подлежатъ и законной отвѣтственности за нарушеніе служебныхъ обязанностей; но при семъ самые залоги, въ обезпеченіе заключенныхъ съ казною договоровъ представленные, отъ упадающаго на нихъ при несостоятельности контрагента взысканія, по точной силѣ 1622 статьи сего Свода, не освобождаются, и казна сохраняетъ право свое дѣйствовать на счетъ оныхъ.

1972. Если до окончанія опредѣленныхъ въ предшедшей 1970 статьѣ четырехъ мѣсяцевъ истекаетъ срокъ договора, а между тѣмъ казнѣ въ подряжаемыхъ вещахъ настоитъ надобность, нетерпящая времени: то казенныя мѣста и лица, подъ надзоромъ коихъ производилось исполненіе договора, могутъ, неожидая отзывовъ отъ наслѣдниковъ, залогодателей и поручителей, и не ожидая окончанія означенныхъ четырехъ мѣсяцевъ, приступить къ распоряженіямъ на счетъ залоговъ; однако, буде бы въ сіе время оныя лица явились и изъявили желаніе войти въ исполненіе договора, то имѣютъ право на преимущество.

1973. Для своевременнаго окончанія разсчетовъ съ подрядчиками и поставщиками, и дабы во всякое время можно было видѣть ходъ исполненія по договору, казеннымъ мѣстамъ и лицамъ вести особыя разсчетныя тетради по установленной формѣ, при семъ прилагаемой.

1974. Въ сихъ тетрадяхъ открывать по каждому договору особый разсчетъ, показывая въ оном, что слѣдуетъ подрядчику выполнить и къ какому сроку, и за тѣмъ въ продолженіи дѣйствія договора, по мѣрѣ исполненія онаго, записывать: что и въ какой срокъ подрядчикомъ выполнено, предъявлено и принято въ казну, что и когда слѣдовало выдать и когда дѣйствительно выдано. Если бы договоръ заключенъ былъ и на нѣсколько лѣтъ, но поставка вещей или выполненіе работъ назначе-

ны были въ оном опредѣлительными сроками: то окончательный расчетъ производится по симъ срокамъ, какъ бы по каждому изъ оныхъ заключенъ былъ договоръ отдѣльный.

1975. Веденіе разсчета продолжается и въ случаѣ неисправности подрядчика, или поставщика, съ означеніемъ всѣхъ расходовъ, на счетъ его казною сдѣланныхъ.

1976. По окончаніи поставки или подряда, выдается немедленно въ копіи разсчетъ лицу, принявшему на себя сію обязанность съ казною, или его повѣренному, которымъ, въ случаѣ неудовольствія, дозволяется подавать объясненія и приносить жалобы порядкомъ, опредѣленнымъ въ книгѣ I Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

Примѣчаніе. Указомъ 6 Декабря 1832 года постановлено, чтобы при разсчетахъ съ подрядчиками по обязательствамъ, заключеннымъ до изданія положенія о подрядахъ 17 Октября 1830 года, поступать по указамъ 17 Апрѣля 1827 года и 24 Августа 1828 года въ тѣхъ только случаяхъ, когда въ контрактѣ не будетъ заключаться особеннаго условія о разсчетѣ по неисправности подрядчика или выдачѣ изъ казны денегъ; во всѣхъ же тѣхъ случаяхъ, гдѣ опредѣленъ будетъ контрактомъ способъ разсчета, поступать по точной силѣ контракта.—Въ означенныхъ же указахъ Правительствующаго Сената постановлено слѣдующее: 1) въ указѣ 17 Апрѣля 1827 года: что всѣхъ тѣхъ случаяхъ, гдѣ будетъ въ виду, что невыдача подрядчику денегъ произошла не отъ вины мѣстъ и лицъ, контракты заключившихъ, а отъ недостатка денегъ, и когда подрядчикъ окажется въ то же время неисправнымъ, замѣнять одну неустойку другою; но если бы положительно обнаружено было, что выдачи денегъ задержаны были по дурному намѣренію, или по запущенію дѣль, тогда-то, что съ подрядчика за неисправность его казною получено не будетъ, взыскивать въ казну съ виновныхъ въ задержаніи денегъ; 2) въ указѣ 24 Августа 1828 года: что замѣнъ одной неустойки другою долженъ быть производимъ по точнымъ словамъ указа 17 Апрѣля 1827 года безразсчетно; что за симъ разрѣшеніемъ разсужденіе о томъ, какіе именно проценты полагать въ пользу казны или подрядчика, само по себѣ дѣлается неумѣстнымъ, и что по дѣламъ прежняго времени, совершенно оконченнымъ и рѣшеннымъ до обнародованія указа 17 Апрѣля 1827 года, составлять новые разсчеты и дѣлать замѣны въ пользу подрядчиковъ не слѣдуетъ, исключая однако же тѣхъ дѣлъ, по коимъ были въ свое время принесены на составленіе таковыхъ разсчетовъ жалобы, или по коимъ послѣдовали до сего времени особенныя разрѣшенія.

1977. Если залогодатели и поручители, въ случаяхъ, выше сего статьями 1966 и 1967 опредѣленныхъ, не приняли на себя въ надлежащее время обязанности лица, заключившаго договоръ съ казною; то не имѣютъ права и возражать противъ разсчета, съ ними учиненнаго.

1978. Казенныя мѣста и лица, заключающія договоры, обязаны какъ въ продолженіи оныхъ, такъ и по окончаніи, чинить неукоснительно разрѣшеніе на просьбы частныхъ лицъ, по симъ договорамъ ихъ съ казною возникающія. Въ случаѣ медленности, равно какъ и въ случаѣ отказа, дозволяется частнымъ лицамъ приносить жалобы высшему начальству по порядку, подробно изложенному въ книгѣ I Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

1979. Небреженіе или упущеніе въ наблюденіи за исполненіемъ до-

говоровъ подвергаетъ казенныя мѣста и лица взысканію причиненнаго отъ того казнѣ убытка.

1980. Съ неисправнаго подрядчика взыскивается:

1) Штрафъ, согласно правиламъ, выше сего въ раздѣлѣ II, главѣ II постановленнымъ.

2) Полученныя въ задатокъ деньги, сколько оныхъ на подрядчикѣ въ долгу остается; но проценты съ сихъ денегъ ни въ какомъ случаѣ не должны быть взыскиваемы.

3) Дѣйствительный казенный убытокъ, отъ передачи при покупкѣ или наймѣ на счетъ его быть могущій, по сравненію съ цѣною подряда или поставки: а при перевозкахъ взыскивается и за утраченное или поврежденное въ пути, ежели таковую отвѣтственность принялъ на себя подрядчикъ по договору.

4) Деньги, употребленныя казною на возобновленіе застрахованія залоговъ его (ср. ст. 1595), если онѣ прежде не были возмѣщены изъ слѣдовавшихъ подрядчику выдачъ, съ шестью процентами на сіи деньги за все время, въ которое онѣ возвращены не будутъ.

1981. Когда, по неисправности подрядчика, казна, приступивъ сама къ распоряженіямъ по выполненію на счетъ его договора, окончитъ сіе выгоднѣйшимъ противъ условленныхъ цѣнъ образомъ: то пріобрѣтеніе, или сбереженіе, казною сдѣланное, обращается въ ея пользу, причемъ остаются въ пользу же ея и взысканные штрафы. Все сіе наблюдается и въ томъ случаѣ, когда бы одно и тоже лице оказалось неисправнымъ по нѣсколькимъ договорамъ, то есть: взысканіе убытковъ отъ одного договора не замѣняется сбереженіемъ отъ другаго; но по одному и тому же договору, содержащему въ себѣ нѣсколько предметовъ, передачу съ одного предмета замѣнять сбереженіемъ отъ другаго по разсчету.

1982. Взыскиваемыя въ разныхъ случаяхъ по гражданской части капитальныя деньги обращаются на пополненіе тѣхъ суммъ, изъ которыхъ сдѣланы первоначальные отпуски; но штрафы съ неисправныхъ подрядчиковъ по полупроценту въ мѣсяцъ безъ всякаго различія вѣдомствъ, изъ коихъ упомянутые отпуски произведены, то есть изъ казны ли, городскихъ доходовъ, земскихъ сборовъ, или суммъ Приказовъ Общественнаго Призрѣнія, отсылаются въ Уѣздныя Казначейства для причисленія къ государственнымъ доходамъ.

1983. Предъявленіе годныхъ припасовъ на мѣстѣ поставки до срока, въ случаѣ сдачи оныхъ послѣ срока, избавляетъ подрядчика отъ взысканія штрафныхъ денегъ; но сдача должна быть производима по общимъ правиламъ, и отвѣтственность по совершенному выполненію обязанностей остается на подрядчикѣ до полученія квитанціи.

1984. Подрядчики могутъ представлять доказательства о законныхъ причинахъ, воспрепятствовавшихъ имъ къ исполненію въ срокъ обязанности въ теченіи мѣсяца и послѣ договорнаго срока. Если въ договорѣ опредѣленъ одинъ или назначены постепенные сроки для исполненія договора, то порядчики о законныхъ причинахъ, воспрепятствовавшихъ выполнить ихъ обязанность къ какому либо изъ сихъ сроковъ, должны представить установленное свидѣтельство не далѣе, какъ чрезъ мѣсяцъ послѣ того самаго срока. По минованіи же мѣсяца, никакія доказательства въ оправданіе подрядчиковъ отъ нихъ не принимаются.

1985. Свидѣтельства о законныхъ причинахъ, воспрепятствовавшихъ вовсе или къ опредѣленному сроку исполнить договоръ, выдаются по приложеннымъ здѣсь формамъ: при сухопутныхъ поставкахъ—мѣстными городскихъ или земскихъ полицій начальствами; на рѣчныхъ сплавахъ—Начальниками судоходныхъ дистанцій, съ доставленіемъ отъ нихъ въ то же время копій съ сихъ свидѣтельствъ въ подлежащія Окружныя Правленія Путей Сообщенія, для представленія Главноуправляющему сими Путями и Публичными Зданіями, который и передаетъ ихъ въ то Министерство или вѣдомство, до коего они относятся; а при морскихъ перевозкахъ—отъ Коммерческихъ Судовъ, Магистратовъ или Ратушъ того мѣста, куда прибудетъ корабль послѣ встрѣченнаго препятствія, или, въ случаѣ погибели корабля, прибудетъ шкиперъ. При сихъ послѣднихъ, т. е. морскихъ перевозкахъ, принимаются въ руководство постановленныя въ статьяхъ 927, 1026 и 1090 Устава Торговаго правила; морское же начальство въ сихъ случаяхъ удостовѣряетъ только, когда нужнымъ окажется, о времени прихода коммерческихъ судовъ въ военный портъ или о выходѣ изъ онаго.

1986. Если поставка или перевозка производится подъ наблюденіемъ особаго со стороны казны чиновника, которому, по кругу его дѣйствія, встрѣтившіяся въ исполненіи договора препятствія были извѣстны, то о дѣйствительности сихъ препятствій, независимо отъ упомянутыхъ выше свидѣтельствъ, требуется и отъ него надлежащее удостовѣреніе.

1987. Законныя причины, освобождающія отъ взысканія лице, вступившее въ обязательство съ казною, могутъ быть двухъ родовъ.

1988. Причины, освобождающія отъ всякой отвѣтственности и самаго исполненія договора, суть:

1) Вторженіе непріятеля въ тѣ мѣста, гдѣ условленъ подрядъ, или куда должна производиться поставка или перевозка.

2) Нечаянное захваченіе въ пути непріятелемъ подряженныхъ вещей.

3) Истребленіе поставляемыхъ вещей и припасовъ, назначаемое по военнымъ обстоятельствамъ, или по зачумленію.

4) Такія военныя обстоятельства, по коимъ велѣно будетъ подрядчику,

вмѣсто ближайшаго обыкновеннаго пути, слѣдовать другимъ отдаленнымъ.

5) Такое распоряженіе правительства, по военнымъ или инымъ обстоятельствамъ послѣдовавшее, которое именно воспрепятствуетъ исполнить принятую обязанность въ томъ самомъ мѣстѣ.

6) Моровая язва, открывшаяся послѣ заключенія договора въ томъ мѣстѣ, гдѣ подрядчикъ обязался сдѣлать заготовленіе для казны.

7) Гибель груза, произшедшая отъ сильной бури, отъ молніи, или отъ другихъ причинъ, отъ воли Божіей зависящихъ.

8) Невыполненіе договора со стороны казны.

1989. Причины, въ предшедшей статьѣ изъясненныя, могутъ быть приняты въ уваженіе не иначе, какъ съ разрѣшенія верховнаго правительства.

1990. Причины, освобождающія неисполнившаго договоръ отъ штрафа и процентовъ, суть:

1) Наводненіе или пожаръ, причинившіе значительный вредъ фабрикамъ или заводамъ, на конхъ должны приготовляться предметы поставки.

2) Мелководіе, или остановка по распоряженію правительства въ пути.

3) Неожиданно случившійся падежъ скота въ пути, или необыкновенная распутица.

4) Воспрещеніе отъ правительства высылать транспорты съ заготовленными припасами и вещами, по случаю принятой предосторожности отъ моровой язвы.

5) Разбитіе судовъ бурею и другими несчастными случаями.

1991. Освобожденіе отъ штрафовъ и взысканій по симъ причинамъ можетъ быть дѣлаемо не иначе, какъ съ разрѣшенія высшаго начальства того казеннаго мѣста, коимъ заключенъ былъ договоръ.

1992. Всякое взысканіе, возникающее съ частнаго лица по договору, имъ заключенному, обращается первоначально на него самого, для чего и публиковать тотчасъ же о наложеніи на имѣніе его запрещенія; но если бы принадлежащаго лицу сему имѣнія не оказалось или было недостаточно, то взысканіе обращается уже на залоги и поручительства.

1993. Само собою разумѣется, что если залоги суть собственные того лица, которое сдѣлалось по договору неисправнымъ, или въ числѣ залоговъ есть и часть собственнаго его имѣнія: то взысканіе обращается прямо на сіе имѣніе.

1994. Когда въ договорѣ не сказано о правѣ передать обязанности по оному другому лицу, то въ случаѣ таковой передачи, при неисправномъ выполненіи договора, и лице, заключившее оный съ казною, не изъемлется отъ отвѣтственности.

1995. Залогодателямъ и поручителямъ предоставляется право въ теченіи четырехъ мѣсяцевъ указать извѣстное имъ имѣніе лица, не исполнившаго обязательства съ казною, которое и пріемлется обезпеченіемъ, если получено будетъ удостовѣреніе, что имѣніе сіе существуетъ, свободно и иску соразмѣрно; но буде показаніе таковое не оправдается, то взысканіе обращается на залоги и поручительства.

1996. Если договоръ заключенъ съ нѣсколькими лицами (товариществомъ), и именно на томъ условіи, что при невыполненіи договора отвѣтствуетъ одинъ за всѣхъ и всѣ за одного, то взысканіе производится на семъ основаніи; если же товарищество ограничено паями, то производится по числу паевъ. Правило сіе имѣетъ быть соблюдаемо со всею точностію, не смотря на частныя сдѣлки, между означенными лицами существовать могущія.

1997. Залогодатели и поручители имѣютъ право въ случаѣ, когда взысканіе менѣе суммы залоговъ, требовать, чтобы производимо было оное не иначе, какъ по соразмѣрности залоговъ каждаго, или внесть сумму, на каждаго изъ нихъ въ той же мѣрѣ упадающую.

1998. Если сумма взысканія, на залоги падающаго, превышаетъ сумму сихъ послѣднихъ, то залогодатели и поручители отвѣтствуютъ токмо тою суммою, въ коей залоги и поручительства ихъ приняты; но если по полученіи извѣщенія, способомъ, въ статьѣ 1970 постановленнымъ, не внесутъ оной, то, по истеченіи мѣсяца со времени извѣщенія ихъ о неисправности подрядчика, къ суммѣ взысканія прилагаются и проценты. Сумма, внесенная залогодателемъ въ случаяхъ, указанныхъ въ сей статьѣ и въ предшедшей 1997, равная той, въ которой принятъ залогъ, хранится въ казнѣ впредь до учиненія разсчета съ неисправнымъ подрядчикомъ, на тотъ конецъ, чтобы все, оказавшееся по сему разсчету излишнимъ, было возвращаемо по принадлежности.

1999. Въ случаѣ продажи залоговъ или имѣнія поручителей по договорамъ съ казною, обращается въ пользу оной та только сумма, какая по предшедшей 1980 статьѣ причтется, остальная же возвращается владѣльцамъ. При таковой продажѣ, въ случаѣ неустойки покупщика, слѣдуетъ въ точности соблюдать правила, изложенныя въ книгѣ III Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ, о обращеніи полученнаго отъ него задатка на продолженіе остановившейся, по неисправности подрядчика, работы.

Отдѣленіе четвертое.

Особыя правила о производствѣ казенныхъ подрядовъ.

I. *О производствѣ казенныхъ подрядовъ въ Сибири.*

2000. При производствѣ торговъ на поставку хлѣба, на перевозку тяжестей и тому подобное, что только можно совершить съ выгодою для казны посредствомъ жителей Сибирскихъ губерній и областей, вызовъ желающихъ дѣлается чрезъ мѣстныя вѣдомости и чрезъ городскія и земскія полиціи, съ сообщеніемъ о семъ изъ той губерніи или области, гдѣ торги производить назначено, и въ другія сосѣдственныя губерніи и области. А дабы публикаціи сіи отъ городскихъ и земскихъ полицій были извѣстны каждому изъ желающихъ, и то мѣсто, гдѣ будутъ производиться торги, имѣло полное о томъ удостовѣреніе: то объявлять о семъ по городамъ въ Думахъ, а жителямъ деревень чрезъ волостныхъ начальниковъ при ихъ разъѣздахъ по волостямъ для другихъ служебныхъ дѣлъ и сіи объявленія дѣлать съ подписками, подписки же доставлять немедленно до начала торговъ того въ то мѣсто, гдѣ тѣ торги производить назначено. За тѣмъ по прочимъ предметамъ, кои заключать будутъ постройку зданій, или что другое, на сумму въ семь тысячъ пять сотъ рублей, и чего нельзя съ выгодою совершить мѣстными жителями, также по продажамъ значительныхъ казенныхъ имѣній, производить вызовъ желающихъ чрезъ напечатаніе въ публичныхъ вѣдомостяхъ, назначая торгамъ такіе сроки, чтобы въ продолженіи того времени могло быть всѣмъ объ ономъ извѣстно, и чтобы желающіе даже изъ отдаленныхъ мѣстъ могли къ симъ торгамъ явиться.

Примѣчаніе. Волостные начальники обязаны, предписанные въ сей статьѣ вызовы къ торгамъ и подрядамъ государственныхъ крестьянъ въ губерніяхъ и областяхъ Сибирскихъ дѣлать заблаговременно, дабы желающіе и изъ отдаленнѣйшихъ мѣстъ могли являться къ назначеннымъ для торговъ срокамъ.

2001. Торги и подряды въ Сибири на сумму отъ шестисотъ до трехъ тысячъ рублей производятся въ Казенной Палатѣ, исключая торговъ и подрядовъ по земскимъ повинностямъ, кои производятся и въ уѣздныхъ городахъ; торги и подряды, на сумму болѣе трехъ тысячъ рублей, производятся въ Общемъ Губернскомъ Управленіи (Учр. Сибир. ст. 21 и 22). Разсмотрѣніе же и утвержденіе договоровъ принадлежатъ: на сумму ниже шести сотъ рублей Казенной Палатѣ, отъ шести сотъ до трехъ тысячъ рублей Общему Губернскому Управленію, а выше трехъ тысячъ рублей принадлежатъ Главному Управленію Сибири, съ донесеніемъ токмо Правительствующему Сенату.

Примѣчаніе 1. Въ Восточной Сибири торги на работы и поставки, а также на содержаніе переправъ и перевозовъ, и другія операціи по строительной и дорожной части, утверждаются въ Общихъ Губернскихъ и Областныхъ Управленіяхъ и Градоначальникомъ до трехъ тысячъ рублей, за изъятіемъ лишь случаевъ, кои Генералъ-Губернаторъ признаетъ

нужнымъ предоставить собственному усмотрѣнію. Генералъ-Губернаторъ окончательно утверждаетъ, по положеніямъ Совѣта Главнаго Управленія, кондиціи на постройки, сооруженія и на работы и самые подряды на поставку строительныхъ потребностей и производство работъ на какую бы то ни было сумму (ср. Уст. Строит. прил. къ ст. 4, по Прод. Ш, № 1).

Примѣчаніе 2. Генералъ-Губернатору Западной Сибири, предоставляется, по учебному управленію, утвержденіе контрактовъ на подряды и поставки по штатнымъ и разрѣшеннымъ Высочайшею властью, или Министерствомъ Народнаго Просвѣщенія, расходамъ, на неограниченную сумму, съ сообщеніемъ о семъ, для свѣдѣнія Министру.

2002. Изъ тѣхъ раздробительныхъ контрактовъ, кои относятся къ одному предмету, но заключаются съ разными лицами на каждую часть онаго отдѣльно, каждый можетъ быть утверждаемъ въ своемъ мѣстѣ, какъ скоро сумма его не превышаетъ той, до которой предоставлено сему мѣсту право утверждать договоры, а именно: въ Общихъ Губернскихъ Управленіяхъ до трехъ тысячъ рублей.

2003. Договоры о поставкѣ хлѣба собственно въ запасные магазины писать на простой бумагѣ, а не по цѣнѣ всей поставки.

2004. Сверхъ правилъ о задаткахъ, заключающихся въ предшедшихъ статьяхъ 1825—1826, руководствоваться въ Сибири правилами, изложенными по сему предмету въ Уставѣ о Земскихъ Повинностяхъ, статьѣ 562, въ Уставѣ о Народномъ Продовольствіи, и слѣдующими дополненіями: 1) Выдачу впередъ денегъ по поставкамъ во всѣхъ тѣхъ случаяхъ, о коихъ въ Сибирскомъ Учрежденіи и въ особенныхъ о Сибири положеніяхъ постановлены опредѣленныя правила, производить на точномъ основаніи сихъ правилъ. 2) Выдачу впередъ денегъ по тѣмъ контрактамъ, кои въ особенномъ порядкѣ, для нихъ опредѣленномъ, поступаютъ на усмотрѣніе Правительствующаго Сената, производить съ утвержденія его, на основаніи тѣхъ самыхъ контрактовъ. 3) Выдачу впередъ денегъ по казеннымъ подрядамъ и поставкамъ во всѣхъ прочихъ случаяхъ производить по усмотрѣнію мѣстнаго Главнаго Управленія до двухъ третей условленной въ контрактѣ суммы: а) подъ узаконенные залоги, если оные будутъ представлены; б) подъ поручительство гражданъ, извѣстныхъ по ихъ состоянію и промысламъ, соразмѣряя число поручителей количеству выдаваемой суммы; в) подъ одобреніе сельскихъ обществъ въ случаѣ условій съ поселянами, и подъ круговое ручательство поселянъ, если подрядъ или поставку принимаетъ цѣлое ихъ общество.

2005. Какъ контракты на поставку провіанта заключаются въ Сибири не съ подрядчиками, а съ казенными крестьянами, за общимъ поручительствомъ сельскихъ обществъ, то таковые контракты должно почитать за одинъ контрактъ на всю сумму, для ежегоднаго продовольствія заключаемую, съ тѣмъ чтобъ они заключались съ утвержденія мѣстнаго Генералъ-Губернатора на неограниченную сумму, и о заключеніи сихъ

контрактовъ было донесимо токмо для свѣдѣнія Правительствующему Сенату и Военному Министерству.

II. Правила производства торговъ въ Финляндіи на подряды и поставку предметовъ, потребныхъ для правительства.

2006. Финляндскіе промышленники при торгахъ по военному и морскому вѣдомствамъ въ Финляндіи, а равно на поставки для тамошнихъ казенныхъ аптекъ, изъемлются изъ общихъ правилъ относительно представленія свидѣтельствъ на право торговли и взноса гильдейскихъ повинностей и допускаются къ торгамъ, руководствуясь Высочайше утвержденными для Финляндскаго края постановленіями, по которымъ для тамошняго класса промышленниковъ вовсе не существуетъ гильдій и взноса повинностей за оныя.

2007. Заготовленіе въ Финляндскіе магазины военно-сухопутнаго вѣдомства фуража, производить по цѣнамъ, утвержденнымъ Генералъ-Губернаторомъ.

2008. Правило сіе (ст. 2007) принимать въ руководство и при заготовленіи въ Финляндіи всякаго рода припасовъ для морскаго и военно-сухопутнаго вѣдомствъ, съ слѣдующими дополненіями: 1) На всѣ безъ исключенія припасы, потребные симъ вѣдомствамъ, по распоряженію оныхъ производить непремѣнно торги, на основаніи общихъ правилъ. 2) Коммисіонерскій способъ заготовленія допускать съ разрѣшенія Генералъ-Губернатора: а) когда за всѣми вызовами желающихъ на торги не явится, и б) когда морское или военно-сухопутное начальство вызовется заготовить матеріалы коммисіонерскимъ способомъ дешевле цѣнъ, выпрошенныхъ на торгахъ. 3) Независимо отъ сихъ торговъ Генералъ-Губернатору предоставляется въ случаѣ, когда онъ представленныя къ нему на утвержденіе цѣны признаетъ высокими, производить вновь торги во всѣхъ мѣстахъ Финляндіи, по его усмотрѣнію, чрезъ мѣстныхъ Губернаторовъ или Комендантовъ крѣпостей. 4) Утвержденныя Генералъ-Губернаторомъ цѣны почитать, подобно справочнымъ, окончательными и никакому сомнѣнію или учету неподлежащими, ибо настоящихъ справочныхъ цѣнъ въ Финляндіи не устанавливается, и по существующему тамъ порядку установляемо быть не можетъ. 5) Утвержденія Генералъ-Губернатора относятся только до одной выгодности цѣнъ; все же прочее, касающееся до закоппости подрядовъ и покупокъ, остается на полной отвѣтственности морскаго или военно-сухопутнаго хозяйственнаго вѣдомства. 6) Правила, въ сей статьѣ изложенныя, не относятся до строительнаго вѣдомства по морской части, руководствующагося особыми постановленіями.

2009. Отъ Финляндскихъ подрядчиковъ на поставки для казенныхъ

аптекъ тамошняго края дозволяется принимать, вмѣсто залоговъ надежныя поручительства по Финляндскимъ узаконеніямъ, на томъ же основаніи, какъ сіе было допущено при подрядахъ на поставку матеріаловъ для постройки оборонительныхъ казармъ на островѣ Аландѣ.

2010. Вообще поручительства въ Финляндіи допускать только для обезпеченія исправности обязательства, а не для задаточныхъ денегъ, которыя должны быть обезпечены вѣрными залогами, т. е. билетами тамошнихъ общественныхъ заведеній, имѣніями фрельзовыми или скатовыми, ни въ какомъ судѣ по обязательствамъ незаписанными, и не иначе, какъ въ четвертую долю цѣнности ихъ, законнымъ образомъ опредѣленной; а также каменными домами въ Гельсингфорсѣ, Абовѣ и Выборгѣ, застрахованными отъ огня и не болѣе, какъ по одной трети цѣнности ихъ.

2011. Какъ въ поручительствахъ, такъ и при залогахъ, должно быть опредѣлительное завѣреніе надлежащаго начальства въ томъ, что поручители состоятельны, что имѣніе ихъ или залогодателей, для обезпеченія казны, записано въ судѣ на такую сумму, на какую они должны обезпечить казну; что цѣна имѣнія соотвѣтствуетъ той, которую оно должно имѣть для обезпеченія казны, на основаніи правилъ, здѣсь изложенныхъ; что имѣніе не состоитъ записаннымъ въ судѣ ни по какому обязательству, и что поручитель или залогодатель не состоитъ съ прежнихъ временъ въ отвѣтственности за какія либо денежныя суммы, преимущественно подлежащія взысканію.

ГЛАВА ПЯТАЯ.

О займѣ и ссудѣ имуществъ.

Отдѣленіе первое.

О займѣ.

2012. Заемъ съ залогомъ недвижимыхъ и движимыхъ имуществъ производится по правиламъ, въ статьяхъ 1587—1678 о залогѣ и закладѣ изображеннымъ; а какъ всѣ займы изъ кредитныхъ установленій произ-

DU PRÊT.

1874. Il y a deux sortes de prêt:
Celui des choses dont on peut user sans les détruire,
Et celui des choses qui se consomment par l'usage qu'on en fait.
La première espèce s'appelle *prêt à usage*, ou *commodat;*
La deuxième s'appelle *prêt de consommation*, ou simplement *prêt*.

DU PRÊT DE CONSOMMATION, OU SIMPLE PRÊT.

водятся подъ залогъ или учетомъ подъ векселя: то правила о займѣ ниже сего постановленныя, относятся только къ займу безъ залога и закладa между частными лицами, и не объемлютъ займовъ, предоставленныхъ исключительно лицамъ торговаго состоянія, о которыхъ изложено во всей подробности въ статьяхъ 540—685 Устава Торговаго.

I. О составленіи займа.

2013. Занимаемая сумма непремѣнно должна быть опредѣлена Россійскою монетою на серебро; счетъ же на иностранную монету во всѣхъ внутреннихъ дѣлахъ воспрещается.

De la nature du prêt de consommation.

1892. Le prêt de consommation est un contrat par lequel l'une des parties livre à l'autre une certaine quantité de choses qui se consomment par l'usage (*), à la charge par cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et qualité.

1893. Par l'effet de ce prêt, l'emprunteur devient le propriétaire de la chose prêtée; et c'est pour lui qu'elle périt, de quelque manière que cette perte arrive.

1894. On ne peut pas donner à titre de prêt de consommation, des choses qui, quoique de même espèce, diffèrent dans l'individu, comme les animaux: alors c'est un prêt à usage.

1895. L'obligation qui résulte d'un prêt en argent, n'est toujours que de la somme numérique énoncée au contrat.

S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement.

1896. La règle portée en l'article précédent n'a pas lieu, si le prêt a été fait en lingots.

1897. Si ce sont des lingots ou des denrées qui ont été prêtés, quelle que soit l'augmentation ou la diminution de leur prix, le débiteur doit toujours rendre la même quantité et qualité, et ne doit rendre que cela.

(*) C'est ce qu'on appelle *choses fongibles*. Ces choses peuvent se consommer ou *naturellement* ou *civilement*: naturellement, comme le vin, l'huile, le blé, etc., qui cessent d'exister matériellement d'une manière absolue par l'usage qu'on en fait; civilement, comme du numéraire, qui ne se consomme que pour la personne qui le dépense.

2014. Заемъ почитается ничтожнымъ, если по судебному разсмотрѣнію найдено будетъ:

1) Что онъ безденежный.

2) Что онъ учиненъ подложно во вредъ конкурса, надъ несостоятельнымъ учрежденнаго.

3) Что онъ произошелъ по игрѣ, или произведенъ для игры съ вѣдома о томъ заимодавца.

2015. Не пріемлются никакія показанія ни должника, ни наслѣдниковъ его, о безденежности крѣпостныхъ заемныхъ писемъ.

2016. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской споры о безденежности заемныхъ писемъ хотя и некрѣпостныхъ, но законно составленныхъ, отъ лицъ, выдавшихъ оныя, не пріемлются.

2017. Не считаются безденежными заемныя письма, выданныя вмѣсто наличнаго платежа за работу, услуги, товары и издѣлія, также въ удовлетвореніе взысканій, проистекающихъ отъ договоровъ.

2018. Кто предъявитъ ко взысканію съ несостоятельнаго подложный долгъ, тотъ не только лишается всякаго требованія, но и отсылается къ суду, гдѣ, по разсмотрѣніи и обличеніи, взыскивается съ него вдвое противъ того, сколько недолжнаго требовалъ, съ отдачею изъ сего одной части въ пользу конкурсной массы, а другой части въ казну. Если же присужденный заплатить будетъ не въ состояніи, то отсылается къ заработыванію, безъ отдачи на искупленіе. Сверхъ сего о такомъ безчестномъ поступкѣ объявляется въ вѣдомостяхъ.

2019. Долгъ произшедшій отъ игры, или учиненный для игры, тогда только считается недѣйствительнымъ, когда учиненъ съ вѣдома о томъ заимодавца (ст. 2014, п. 3) по заемъ, учиненный хотя и для игры, но безъ свѣдѣнія о томъ заимодавца, сохраняетъ полную свою силу.

2020. Заимодавцамъ дозволяется брать ростъ съ капитала, отданнаго въ долгъ, но не свыше шести процентовъ на сто въ годъ, и запрещается постановлять, что на сей капиталъ проценты будутъ сложные, т. е. включать въ заемное обязательство условія о платежѣ процентовъ на проценты. Въ заемномъ обязательствѣ можетъ быть назначенъ платежъ условленныхъ процентовъ по истеченіи каждаго года, или же двухъ, трехъ и болѣе лѣтъ, если обязательство выдано на срокъ болѣе продолжительный. Оставшіеся неуплаченными въ назначенный по обязательству срокъ, но не менѣе какъ за годъ, проценты могутъ быть, по наступленіи сего срока и по обоюдному согласію заимодавца и должника, обращаемы въ особый отдѣльный долгъ, выдачею отъ долж-

Du prêt à intérêt.

1905. Il est permis de stipuler des intérêts pour simple prêt soit d'argent, soit de denrées, ou autres choses mobilières.

1906. L'emprunteur qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés, ne peut ni les répéter, ni les imputer sur le capital.

1907. L'intérêt est légal ou conventionnel. L'intérêt légal est fixé par la loi. L'intérêt conventionnel peut excéder celui de la loi, toutes les fois que la loi ne le prohibe pas.

Le taux de l'intérêt conventionnel doit être fixé par écrit.

ника особаго на нихъ обязательства, съ опредѣленіемъ срока платежа оныхъ; въ семъ случаѣ заимодавецъ получаетъ на нихъ также условленные, а въ случаѣ просрочки, со дня оной и обыкновенные указные проценты. Если же такого соглашенія не послѣдуетъ и о взысканіи неуплаченныхъ въ срокъ процентовъ заимодавецъ предъявитъ, установленнымъ порядкомъ мѣстному полицейскому начальству требованіе, проценты же будутъ причитаться ему не менѣе какъ за годъ, то со дня предъявленія таковаго требованія изчисляется при взысканіи, на сумму неуплаченныхъ по тотъ день условленныхъ процентовъ, еще узаконенные проценты по шести на сто въ годъ.

Примѣчаніе. Сила общихъ узаконеній о лихвенныхъ процентахъ (ст. 2020 и 2021 сего Свода и ст. 2300 Улож. о Наказ.) не распространяется на заемныя обязательства, совершенныя или впредь могущія быть совершаемыми въ предѣлахъ Мингрельскаго владѣнія и вообще всѣхъ тѣхъ земель и частей Закавказскаго края, гдѣ не введено еще общее Гражданское управленіе.—Примѣчаніе сіе относится также къ статьямъ 2021 и 2024.

2021. Взиманіе роста въ количествѣ свыше узаконеннаго именуется *лихвою*.

1908. La quittance du capital donnée sans réserve de intérêts, en fait présumer le paiement, et en opère la libération.

1910. Cette rente peut être constituée de deux manières, en perpétuel ou en viager.

1911. La rente constituée en perpétuel est essentiellement rachetable.

Les parties peuvent seulement convenir que le rachat ne sera pas fait avant un délai que ne pourra excéder dix ans, ou sans avoir averti le créancier au terme d'avance qu'elles auront déterminé.

1912. Le débiteur d'une rente constituée en perpétuel peut être contraint au rachat,—1) s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années;—2) s'il manque à fournir au prêteur les sûretés promises par le contrat.

1913. Le capital de la rente constituée en perpétuel devient aussi exigible en cas de faillite ou de déconfiture du débiteur.

1914. Les règles concernant les rentes viagères sont établies au titre *des Contrats aléatoies.*

1) Loi du 5 septembre 1807 sur le taux de l'intérêt de l'argent.

1) L'intérêt conventionnel ne pourra exçéder, en matière civile, cinq pour cent, ni en matière de commerce, six pour cent, le tout sans retenue.

2) L'intérêt légal sera, en matière civile, de cinq pour cent; et en matière de commerce, de six pour cent, aussi sans retenue.

3 *et 4 abrogés.* V. ci-après 2.

5) Il n'est rien innové aux stipulations d'intérêts par contrats ou autres actes faits jusqu'au jour de la publication de la présente loi.

2) Loi du 19—27 décembre 1850.

1) Lorsque dans une instance civile ou commerciale il sera prouvé que le prêt conventionnel a été fait à un taux supérieur à celui fixé par la loi, les perceptions excessives seront imputées de plein droit, aux époques où elles auront eu lieu, sur les intérêts légaux alors échus, et subsidiairement sur le capital de la créance.—Si la créance est éteinte en capital et intérêt, le prêteur sera condamné à la restitution des sommes indûment perçues, avec intérêt du jour où elles lui auront été payés.—Tout jugement civil ou commercial constatant un fait de cette nature sera transmis par le greffier au ministère public dans le délai d'un mois sous peine d'une amende qui ne pourra être moindre de seize francs ni excéder cent francs.

2) Le délit d'habitude d'usure sera puni d'une amende qui pourra s'élever à la moitié des capitaux prêtés à usure, et d'un emprisonnement de six jours à six mois.

3) En cas de nouveau délit d'usure, le coupable sera condamné au maximum des peines prononcées par l'article précédent, et elles pourront être élevées jusqu'au double, sans préjudice des cas généraux de récidive prévus par les articles 57 et 58 du Code pénal.—Après une première condamnation pour habitude d'usure, le nouveau délit résultera d'un

2022. Лихвенными процентами не почитаются излишніе, гласнымъ образомъ получаемые Дворянскими Опеками на капиталы малолѣтныхъ, по доброй волѣ и желанію заемщиковъ.

2023. Кто даетъ въ займы деньги изъ лихвенныхъ процентовъ, тотъ, по изобличеніи въ семъ судебнымъ разсмотрѣніемъ подвергается денежному взысканію въ пользу Приказа Общественнаго Призрѣнія и отвѣтственности на основаніи статьи 2300 Уложенія о Наказаніяхъ.

Примѣчаніе. Взыскиваемыя на основаніи сей статьи деньги по управленію Оренбургскаго казачьяго войска поступаютъ въ общій войсковой капиталъ (ср. Уст. Общ. Призр. ст. 313, п. XXV).

2024. Въ Закавказскомъ краѣ, какъ по заемнымъ денежнымъ, такъ и по всѣмъ другимъ обязательствамъ, неисполненнымъ, какъ между казною, такъ и частными людьми, въ случаѣ судебнаго или полицейскаго взысканія, указные проценты полагать сообразно общимъ узаконеніямъ по шести на сто. Доносы или жалобы въ лихвенныхъ процентахъ принимать не иначе, какъ, съ ясными, никакому сомнѣнію неподверженными письменными доказательствами, и въ сроки, Русскими законами опредѣленные, оставляя въ противномъ случаѣ таковыя жалобы и доносы безъ всякаго по онымъ производства.

Примѣчаніе. По долговымъ обязательствамъ, до опубликованія на мѣстѣ сихъ правилъ, письменно заключенныхъ и въ узаконенныхъ мѣстахъ засвидѣтельствованнымъ, проценты взыскивать на основаніи самыхъ сихъ условій; по займамъ же, учиненнымъ безъ письменныхъ актовъ, въ случаѣ жалобъ, взысканіе производить на основаніи настоящихъ правилъ.

2025. Взятіе на свое или другое имя заемныхъ обязательствъ, во время производства дѣла или слѣдствія съ обвиняемыхъ или другихъ прикосновенныхъ къ тому дѣлу или слѣдствію лицъ запрещается чиновникамъ, участвующимъ въ производствѣ или сужденіи онаго; нарушившіе сіе запрещеніе подвергаются отвѣтственности на основаніи статьи 473 Уложенія о Наказаніяхъ.

Примѣчаніе. Взыскиваемыя на основаніи сей статьи суммы по управленію Оренбургскаго казачьяго войска поступаютъ въ общій войсковой капиталъ (ср. Общ. Уст. Призр. ст. 313, п. XXV).

fait postérieur, même unique, s'il s'est accompli dans les cinq ans à partir du jugement ou de l'arrêt de condamnation.

4) S'il y a eu escroquerie de la part du prêteur, il sera passible des peines prononcées par l'article 405 du Code pénal, sauf l'amende, qui demeurera réglée par l'article 2 de la présente loi.

5) Dans tous les cas, et suivant la gravité des circonstances, les tribunaux pourront ordonner, aux frais du délinquant, l'affiche du jugement et son insertion par extrait dans un ou plusieurs journaux du département.

6) Ils pourront également appliquer, dans tous les cas, l'art. 463 du Code pénal.

7) L'amende prévue par le dernier paragraphe de l'article premier sera prononcée, à la requête de ministère public, par le tribunal civil.

2026. Калмыкамъ Астраханской и Ставропольской губерніи запрещается входить въ какія либо сдѣлки и обязательства, какъ по торговлѣ, такъ и по другимъ предметамъ, съ чиновниками, служащими въ Астраханской, Саратовской и Ставропольской губерніяхъ, землѣ войска Донскаго, и съ членами ихъ семействъ. Сверхъ сего простой Калмыкъ, или цѣлое сословіе сего рода, не можетъ входить въ заемныя обязательства безъ дозволенія на сумму выше одного рубля пятидесяти копѣекъ. Займы до тридцати рублей допускаются не иначе, какъ по поручительству Зайсанга и Демчея, а свыше сей суммы не иначе, какъ по поручительству владѣльца или правителя.

2027. Нижнимъ чинамъ войска Донскаго во время пребыванія на службѣ дѣлать частные займы вовсе запрещается. Въ квартирномъ расположеніи, Полковой Командиръ, для должнаго свѣдѣнія о запрещеніи нижнимъ чинамъ дѣлать долги, предупреждаетъ мѣстное начальство. Послѣ сего обыватели, повѣрившіе что либо нижнимъ чинамъ въ долгъ, лишаются права на удовлетвореніе, а нижніе чины, сдѣлавшіе у нихъ заемъ, подвергаются тѣлесному наказанію.

2028. Мастеровымъ и рабочимъ чинамъ горнаго вѣдомства воспрещено входить въ долговыя обязательства, наравнѣ съ состоящими на службѣ нижними воинскими чинами.

2029. Грузинскіе церковные крестьяне могутъ давать разнаго званія людямъ заемныя обязательства; но кредитъ тѣхъ, которые не захотятъ имѣть свидѣтельствъ, узаконенныхъ для торгующихъ крестьянъ, ограничиваться долженъ маловажными до пятнадцати рублей займами, по мѣрѣ состоянія должника, извѣстности его заимодавцу, и то безъ особыхъ письменныхъ обязательствъ. Въ случаѣ взысканія по займамъ сего рода, первое вниманіе должно быть обращено на то, чтобы производствомъ онаго не поставить должника внѣ возможности быть исправнымъ въ платежѣ казенныхъ податей, на немъ лежащихъ, а также оброка, коимъ обязанъ онъ духовному своему начальству. Посему дѣйствіе свѣтскихъ властей, по производству сихъ взысканій, не прежде начало свое принимаетъ, какъ по предварительномъ сношеніи съ мѣстнымъ духовнымъ начальствомъ.

2030. По особенному свойству Сибирскихъ промысловъ, долговыя обязательства, при производствѣ ихъ въ мѣстахъ отдаленныхъ между крестьянами, поселенцами, инородцами и торговыми людьми, большею частію словесно составленныя, не могутъ подлежать общему порядку судебнаго разбирательства. Въ отвращеніе подлоговъ и злоупотребленій, отъ сего происходящихъ, постановлены особыя правила, относящіяся къ долговымъ искамъ, по симъ обязательствамъ, которыя вообще суть

трехъ родовъ: 1) по найму въ работу; 2) по денежнымъ займамъ; 3) по отдачѣ разныхъ промысловъ въ оброчное содержаніе. Сіи правила размѣщены по принадлежности въ сей IV книгѣ и въ книгѣ II Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

Примѣчаніе. Совершенно сходныя съ сими правилами постановленія содержатся въ особенномъ положеніи о разборѣ исковъ по обязательствамъ, заключаемымъ Мезенскими Самоѣдами между собою и съ лицами посторонними; Высочайшимъ указомъ, даннымъ Правительствующему Сенату 18 Апрѣля 1835 года, было повелѣно привести оное въ дѣйствіе въ видѣ опыта на три года, а по Высочайше утвержденному положенію Комитета Министровъ 13 Февраля 1840 года оно оставлено въ своей силѣ еще на три года, по истеченіи коихъ возложено на Министра Государственныхъ Имуществъ представить на сей предметъ свои соображенія. Правила сего положенія изложены въ сей IV книгѣ, сообразно съ размѣщеніемъ постановленій о обязательствахъ, заключаемыхъ между Сибирскими обывателями.

II. О порядкѣ совершенія заемныхъ обязательствъ.

2031. Обязательство по займу можетъ быть составлено или у крѣпостныхъ дѣлъ, или же порядкомъ явочнымъ, или домашнимъ.

2032. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской займы допускаются словесные, но токмо на сумму не свыше двѣнадцати рублей (десяти копъ грошей). Кто дастъ въ займы свыше означенной суммы безъ письменнаго акта, тотъ, хотя бы и доказалъ дѣйствительность долга, теряетъ однакожъ переданныя имъ деньги и получаетъ лишь дозволенную закономъ для словесныхъ займовъ сумму.

2033. Обязательство по займу, составленное у крѣпостныхъ дѣлъ, называется *крѣпостнымъ заемнымъ письмомъ*.

2034. Крѣпостное заемное письмо:

1) Пишется у крѣпостныхъ дѣлъ въ Палатѣ Гражданскаго Суда, или въ Уѣздномъ Судѣ, безъ различія между сими мѣстами, въ какой бы то суммѣ ни было, по установленной, при семъ приложенной формѣ, безъ взятія пошлинъ, на такомъ гербовомъ листѣ, какой по количеству займа слѣдуетъ.

2) Оно утверждается подписью не менѣе какъ двухъ свидѣтелей; большее же противъ сего число свидѣтелей оставляется на волю заимодавца и должника.

3) Въ полученіи крѣпостнаго заемнаго письма отъ крѣпостныхъ дѣлъ, по запискѣ онаго, долженъ росписаться заемщикъ въ крѣпостной книгѣ.

2035. Обязательство по займу, составленное явочнымъ порядкомъ, называется *домовымъ заемнымъ письмомъ*.

2036. Домовое заемное письмо пишется въ домахъ, на гербовой бумагѣ, какая по количеству займа слѣдуетъ, безъ пошлинъ и свидѣтелей,

по установленной формѣ, при семъ приложенной. Оно должно быть явлено самимъ заемщикомъ или его повѣреннымъ у Нотаріуса или частнаго Маклера, или, кто вмѣсто сего пожелаетъ, въ Палатѣ Гражданскаго Суда или въ Уѣздномъ Судѣ; гдѣ же Нотаріуса и Маклера нѣтъ, тамъ оно предъявляется къ засвидѣтельствованію въ Магистратъ или Ратушу, не позже, какъ въ семидневный отъ написанія срокъ, если предъявитель живетъ въ городѣ, буде же онъ пребываетъ въ уѣздѣ, то не долѣе, какъ въ мѣсячный срокъ. При сей явкѣ оно списывается отъ слова до слова въ книгу Нотаріуса или Маклера; а если представлено въ Палату или Уѣздный Судъ, то заносится такимъ же образомъ въ установленныя для записей крѣпостныя книги. По надписаніи складомъ на предъявленномъ домовомъ заемномъ письмѣ дня явки и нумера записки, оно возвращается не далѣе, какъ чрезъ три дня, хотя бы и табельные случились, заемщику или его повѣренному, который въ пріемѣ обратно домоваго заемнаго письма долженъ роспишаться подъ запискою онаго въ книгѣ. При явкѣ же долговыхъ актовъ съ поручительствомъ по заемщикѣ должны быть соблюдаемы постановленныя для сего правила въ статьѣ 881.

2037. Въ Закавказскомъ краѣ простыя долговыя росписки, за подписью должника и двухъ равныхъ ему свидѣтелей и съ завѣреніемъ ближайшей полицейской власти, напримѣръ: въ городахъ Квартальнаго Надзирателя или Частнаго Пристава, а въ селеніяхъ Сельскаго Старшины или Участковаго Засѣдателя, либо Помощника его, принимаются наравнѣ съ законно совершенными долговыми обязательствами ко взысканію, порядкомъ, установленнымъ для производства безспорныхъ дѣлъ (ср. ст. 73 Зак. о Суд. Гражд.).

Примѣчаніе 1. Простыя росписки, совершенныя до изданія постановленія 3 Сентября 1846 года безъ соблюденія установленныхъ въ сей статьѣ правилъ, принимаются ко взысканію, если только заимодавецъ представитъ по крайней мѣрѣ трехъ свидѣтелей, равныхъ должнику, которые подъ присягою покажутъ, что росписка дѣйствительно дана и заемъ по оной произведенъ. Если же на такой роспискѣ, кромѣ подписи должника, окажется подпись также не менѣе трехъ свидѣтелей и они, въ случаѣ требованія должника, письменно подтвердятъ дѣйствительность займа и своей подписи, то, не обращаясь уже къ требованію посторонннихъ присяжныхъ свидѣтелей, принимаются и сіи росписки наравнѣ съ законносовершенными. Изъ денегъ за гербовую бумагу и явку у крѣпостныхъ дѣлъ, коп, на основаніи статьи 73 Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ, должны быть вдвойнѣ взысканы съ заимодавца и должника, одна половина обращается въ казну, а другая въ пользу Приказа Общественнаго Призрѣнія

Примѣчаніе 2. Относительно порядка взысканія долговъ по заемнымъ обязательствамъ между жителями Закавказскаго края, которыя написаны по формѣ, изданной для векселей, соблюдаются правила, постановленныя въ статьѣ 645 Устава Торговаго.

Примѣчаніе 3. Отсутствіе опредѣленныхъ 2036 и 2037 статьями сего Свода и въ примѣчаніи къ сей послѣдней, внѣшнихъ принадлежностей для заемныхъ обязательствъ, когда онѣ выданы въ предѣлахъ Мингреліи и вообще всѣхъ тѣхъ земель и частей Закавказскаго края, гдѣ не введено еще общее Гражданское управленіе, не считается препятствіемъ ко взысканію по нимъ, если только не опровергается ихъ подлинность.

2038. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской обязательства по

займамъ пишутся на дому на гербовой бумагѣ, по количеству занимаемой суммы, и утверждаются подписью должника и не менѣе, какъ двухъ, а въ случаѣ его безграмотности, трехъ или четырехъ свидѣтелей. Заемныя обязательства, недвижимымъ имѣніемъ необезпечиваемыя, для дѣйствительности своей, кромѣ соблюденія сего правила и вообще законнаго составленія, ничего не требуютъ. Впрочемъ подлинность ихъ можетъ быть удостовѣрена посредствомъ явки къ засвидѣтельствованію у Нотаріуса или Частнаго Маклера. Заемныя обязательства, обезпеченныя недвижимымъ имѣніемъ, должны быть утверждены сознаніемъ въ судѣ.

Примѣчаніе. При засвидѣтельствованіи и явкѣ заемныхъ писемъ взимается въ пользу городскихъ доходовъ нѣкоторый сборъ, по правиламъ, изложеннымъ выше въ статьяхъ 887—914.

2039. Если домовое заемное письмо не будетъ явлено съ соблюденіемъ означенныхъ въ статьѣ 2036 правилъ, то заимодавецъ лишается при взысканіи постановленныхъ за неустойку процентовъ (ст. 1575), и при конкурсѣ не получаетъ по сему обязательству удовлетворенія, равнаго съ прочими явленными обязательствами. Но если никакихъ явленныхъ въ срокъ обязательствъ на несостоятельнаго не поступитъ и казенныхъ долговъ нѣтъ, или всѣ они сполна удовлетворены, и за тѣмъ еще остается имѣніе должника, въ такомъ случаѣ опредѣляется и на неявленныя домовыя заемныя письма удовлетвореніе, но не болѣе, какъ изъ одного токмо должникова имѣнія, сколько по то время за нимъ есть, и проценты считаются съ того времени, какъ таковыя обязательства ко взысканію представлены будутъ.

2040. Срокъ, на который дается заемное письмо, какъ крѣпостное, такъ и домовое, можетъ быть въ послѣдствіи, до истеченія онаго, продолженъ безъ замѣненія сего заемнаго письма новымъ актомъ. Такая отсрочка можетъ быть дѣлаема тремя способами: 1) когда заемное письмо находится при заимодавцѣ, то онъ дѣлаетъ объ отсрочкѣ въ тоже время надпись на самомъ обязательствѣ; 2) когда долговой актъ находится въ какомъ либо присутственномъ мѣстѣ, то заимодавецъ подаетъ о сдѣланной имъ отсрочкѣ прошеніе въ то присутственное мѣсто, которое въ слѣдствіе сего дѣлаетъ о томъ надпись на обязательствѣ; и 3) когда долговой актъ, по какимъ либо обстоятельствамъ, не находится при заимодавцѣ, то объ отсрочкѣ платежа выдается должнику заимодавцемъ особая росписка, съ обязанностію сего послѣдняго сдѣлать, при первой возможности, надлежащую о томъ надпись и на самомъ заемномъ письмѣ.

2041. Порядокъ, въ предшедшей статьѣ постановленный для отсрочки платежа по заемному письму срочному, долженъ быть соблюдаемъ и при обращеніи, по согласію заимодавца, заемныхъ писемъ, выданныхъ впредь до востребованія, въ срочные, равно какъ и при обяза-

тельствѣ заимодавца не предъявлять тѣхъ актовъ ко взысканію ранѣе опредѣляемаго имъ срока.

2042. Сдѣланная отсрочка порядкомъ, въ статьяхъ 2040 и 2041 постановленнымъ, обязательна какъ для самихъ заимодавцевъ, такъ и для преемниковъ ихъ правъ.

2043. Если заимодавецъ дѣлаетъ отсрочку въ платежѣ по заемному письму, обезпеченному поручительствомъ на срокъ, то отвѣтственность поручителя по сему документу прекращается, буде онъ не изъявитъ согласія обезпечить означенное обязательство и на новый срокъ и не сдѣлаетъ о томъ на самомъ обязательствѣ надписи.

2044. Если бы случилось, что заимодавецъ, выдавъ должнику особую объ отсрочкѣ росписку, не сдѣлалъ о томъ въ послѣдствіи надписи на заемномъ письмѣ и въ такомъ видѣ передалъ его другому лицу, умолчавъ о сдѣланной отсрочкѣ, а сей послѣдній предъявитъ оное ко взысканію прежде истеченія данной отсрочки, то, не привлекая къ отвѣтственности должника, предоставляется тому лицу обратиться съ искомъ своимъ къ заимодавцу, который обязывается уплатить деньги, слѣдующія по переданному имъ такимъ образомъ акту, и сверхъ того, если онъ сіе сдѣлалъ умышленно, подвергается, по суду, за такой поступокъ взысканію, установленному въ статьѣ 2298 Уложенія о Наказаніяхъ.

2045. Къ заемнымъ обязательствамъ домашнимъ порядкомъ совершаемымъ, принадлежатъ подписанные должникомъ счетъ въ суммахъ, слѣдующихъ за работу, услугу, забранныя издѣлія или товары и т. п.

2046. Счетъ не долженъ превосходить ста пятидесяти рублей; онъ долженъ быть написанъ на установленной для сего гербовой бумагѣ и въ теченіи шести мѣсяцевъ представленъ ко взысканію, или превращенъ въ заемное обязательство, крѣпостное или явочное

2047. Продержавшіе счетъ въ безгласности долѣе шестимѣсячнаго срока лишаются при конкурсѣ равнаго съ другими, соблюдшими сей срокъ, удовлетворенія; но получаютъ по оному изъ того только, что за удовлетвореніемъ прочихъ, предписанныя правила исполнившихъ, изъ имѣнія должника останется, на томъ же основаніи, какъ о неявленныхъ въ сроки домовыхъ заемныхъ письмахъ постановлено (ст. 2039).

2048. Въ случаѣ займа денегъ у лицъ, занимающихъ въ государственной службѣ мѣста Казначеевъ, также у женъ ихъ или дѣтей, долженъ быть соблюдаемъ порядокъ, выше сего, въ отношеніи продажи недвижимыхъ имуществъ Казначеями, постановленный (ст. 1434—1441), съ присовокупленіемъ нижеслѣдующихъ правилъ:

1) Въ свидѣтельствахъ, даваемыхъ Казначеямъ на дозволеніе произве-

сти денежную ссуду, надлежитъ прописывать, что должникъ, въ случаѣ, если пожелаетъ уплатить долгъ свой до срока, обязанъ напередъ предъявить о семъ Уѣздному Суду, какъ мѣсту, участвующему въ ежемѣсячномъ свидѣтельствѣ Казначействъ; сей же Судъ, буде между тѣмъ на Казначеѣ открылся начетъ, принимаетъ платежъ къ себѣ и хранитъ полученныя деньги на законномъ основаніи.

2) Въ случаѣ открытія на Казначеѣ начета Казенною Палатою, она немедленно дѣлаетъ распоряженіе о обязаніи должниковъ его подписками, внести занятыя ими деньги уже не къ Казначею, а въ Уѣздное Казначейство на пополненіе того начета.

Примѣчаніе. Постановленное въ сей статьѣ, относительно Казначеевъ, не распространяется на приходо-расходчиковъ присутственныхъ мѣстъ.

2049. Относительно къ Казначеямъ вѣдомства Министерства Внутреннихъ Дѣлъ, сверхъ правилъ, въ статьѣ 2048 изложенныхъ, постановлено, что къ распоряженію о пополненіи открытаго на Казначеѣ начета законнымъ взысканіемъ съ должниковъ Казначея, изъ заимствованныхъ ими у него денегъ, слѣдуетъ приступать токмо въ такомъ случаѣ, когда не окажется другихъ законами опредѣленныхъ средствъ къ пополненію начета, и что должники, по объявленіи имъ при вышеобъявленномъ случаѣ требованія о возвратѣ заимствованныхъ ими денегъ, не должны уплачивать ихъ самимъ Казначеямъ, подъ опасеніемъ за сіе отвѣтственности.

III. О исполненіи заемныхъ обязательствъ.

2050. Обязательство по займу исполняется платежемъ отъ должника заимодавцу занятой суммы. Вмѣстѣ съ симъ должникъ получаетъ отъ заимодавца актъ займа.

2051. Платежъ сей долженъ быть произведенъ въ установленный по заемному обязательству срокъ сполна и съ причитающимся ростомъ,

Des obligations du prêteur.

1898. Dans le prêt de consommation, le prêteur est tenu de la responsabilité établie par l'article 1891 pour le prêt à usage.

1899. Le prêteur ne peut pas redemander les choses prêtées, avant le terme convenu.

1900. S'il n'a pas été fixé de terme pour la restitution, le juge peut accorder à l'emprunteur un délai suivant les circonstances.

1901. S'il a été seulement convenu que l'emprunteur paierait quand il le pourrait, ou quand il en aurait les moyens, le juge lui fixera un terme de paiement suivant les circonstances.

Des engagements de l'emprunteur.

1902. L'emprunteur est tenu de rendre les choses prêtées, en même quantité et qualité, et au terme convenu

1903. S'il est dans l'impossibilité d'y satisfaire, il est tenu d'en payer la valeur en égard au temps et au lieu où la chose devait être rendue d'après la convention.

буде ростъ опредѣленъ условіемъ. Если же должникомъ заплачена заимодавцу часть долговой суммы, то таковое удовлетвореніе называется *уплатою*.

2052. Въ полученіи платежа или уплаты, должна быть учинена надпись на заемномъ обстоятельствѣ рукою заимодавца или взыскателя; при неумѣніи же ихъ грамотѣ, вмѣсто ихъ, тѣми, кому они вѣрятъ. Росписка, сдѣланная рукою заимодавца, или вѣрителя въ началѣ, или въ концѣ, или на оборотѣ, или на полѣ какого то ни было акта, который у него всегда оставался, пріемлется за доказательство учиненной уплаты. То же разумѣется и объ актахъ, составленныхъ въ двойномъ образцѣ, если въ рукахъ должника окажется одинъ образецъ, на которомъ рукою вѣрителя сдѣлана росписка.

2053. Наддранное заемное письмо, если находится въ рукахъ должника, служитъ обыкновенно въ Коммерческомъ Судѣ доказательствомъ платежа, когда противное тому не будетъ доказано.

2054. Вмѣсто платежной надписи дозволяется брать въ уплатѣ и платежѣ долга ясную платежную росписку, въ коей именно означается, что она выдана въ замѣнъ обязательства, которое надлежало возвратить при платежѣ; и въ семъ случаѣ она составляетъ доказательство въ пользу того, кому она выдана, если нѣтъ спора о ея подлинности; сія росписка должна быть также подписана заимодавцемъ, или взыскателемъ, а при неумѣніи ихъ грамотѣ, тѣми, кому они вѣрятъ.

2055. Если за отсутствіемъ заимодавца, или же по какому либо другому обстоятельству, платежъ не можетъ быть произведенъ ни ему, ни его повѣренному, то заемщикъ съ наступленіемъ срока представляетъ занятую сумму въ судебное мѣсто по принадлежности и получаетъ отъ онаго въ томъ квитанцію.

2056. Ежели по заемному письму не будетъ заплачено всѣхъ денегъ въ условленный срокъ, то заимодавецъ обязанъ по срокѣ въ теченіи трехъ мѣсяцевъ или явить оное для вѣдома только къ Нотаріусу, или же представить прямо для взысканія, куда слѣдуетъ. Если же сего учинено не будетъ, то удовлетвореніе по такому заемному письму производится, въ случаѣ несостоятельности при конкурсѣ, не наравнѣ съ прочими явленными обязательствами, но согласно правиламъ предшедшей 2039 статьи.

Примѣчаніе. При явкѣ по срокѣ, въ сей статьѣ означенной, взимается особый сборъ; правила о немъ изложены выше въ статьяхъ 887—904.

2057. Если крѣпостное или домовое заемное письмо за чѣмъ либо не состоится: то должно быть предъявлено въ то мѣсто, гдѣ было записано, для отмѣтки къ уничтоженію въ семидневный срокъ, считая оный отъ дня полученія того заемнаго письма отъ присутственнаго мѣста, Маклера или Нотаріуса, коими оно было свидѣтельствовано.

1904. Si l'emprunteur ne rend pas les choses prêtées ou leur valeur au terme convenu, il en doit l'intérêt du jour de la demande en justice.

1908. La quittance du capital donnée sans réserve des intérêts, en fait présumer le paiement, et en opère la libération.

IV. О передачѣ заемныхъ писемъ.

2058. Крѣпостныя и домовыя заемныя письма безъ залога воленъ заимодавецъ до срока и послѣ срока передать другому, кто похочетъ заплатить ему деньги свои за заемщика и принять все право ко взысканію безъ оборота на заимодавца.

2059. О такой передачѣ заимодавецъ долженъ учинить *передаточную надпись* на томъ заемномъ письмѣ самъ, или повѣренный его, тамъ, гдѣ пребываніе его будетъ, при свидѣтельствѣ присутственнаго мѣста, Маклера или Нотаріуса, у котораго въ книгѣ имѣетъ росписаться.

2060. Передаточная надпись должна быть представлена къ свидѣтельству самимъ заимодавцемъ, или его повѣреннымъ, не позже, какъ въ семидневный отъ состоянія оной срокъ, если надписатель живетъ въ городѣ, и не далѣе, какъ въ мѣсячный, если имѣетъ пребываніе въ уѣздѣ.

2061. Маклеръ, Нотаріусъ, или присутственное мѣсто подъ надписью на заемномъ письмѣ подписываетъ свое свидѣтельство, нумеръ изъ книги, годъ и число.

2062. Если передача заемнаго письма не состоится, то надписатель или его повѣренный обязанъ явить оное не позже семидневнаго срока отъ свидѣтельства надписи, туда, гдѣ она была записана, для отмѣтки той надписи къ уничтоженію.

2063. Если передаточная надпись не была предъявлена къ засвидѣтельствованію, то взысканіе по оной въ случаѣ несостоятельности производится на основаніи тѣхъ же правилъ, кои постановлены въ отношеніи неявленныхъ домовыхъ заемныхъ писемъ.

Du Transport des Créances et autres Droits incorporels.

1689. Dans le transport d'une créance, d'un droit ou d'une action sur un tiers, la délivrance s'opère entre le cédant et le cessionnaire par la remise du titre.

1690. Le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur.

Néanmoins le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique.

1691. Si, avant que le cédant ou le cessionnaire eût signifié le transport au débiteur, celui-ci avait payé le cédant, il sera valablement libéré.

1692. La vente ou cession d'une créance comprend les accessoires de la créance, tels que caution, privilège et hypothèque.

1693. Celui qui vend une créance ou autre droit incorporel, doit en garantir l'existence au temps du transport, quoiqu'il soit fait sans garantie.

1694. Il ne répond de la solvabilité du débiteur que lorsqu'il s'y est engagé, et jusqu'à concurrence seulement du prix qu'il a retiré de la créance.

1695. Lorsqu'il a promis la garantie de la solvabilité du débiteur, cette promesse ne s'entend que de la solvabilité actuelle, et ne s'étend pas au temps à venir, si le cédant ne l'a expressément stipulé.

Отдѣленіе второе.

О ссудѣ имущества.

2064. Подъ именемъ ссуды имущества разумѣется договоръ, по силѣ коего одно лицо уступаетъ другому право пользоваться своимъ движимымъ имуществомъ, подъ условіемъ возвращенія его же самаго и въ томъ же состояніи, въ какомъ оное было дано, безъ всякаго за употребленіе возмездія.

Примѣчаніе. Ссуда на подержаніе есть договоръ безвозмездный. Буде же за употребленіе имущества требуется вознагражденіе отъ того, кто онымъ пользуется, то въ семъ случаѣ договоръ принадлежитъ къ найму имущества; если же имущество состоитъ въ деньгахъ, то къ займу.

2065. Всякаго рода движимое имущество, какъ то: домашній и рабочій скотъ, орудія, коими отправляется какой либо промыселъ, платье, вещи, домашніе приборы и т. п., могутъ быть предметомъ ссуды.

1696. Celui qui vend une hérédité sans en spécifier en détail les objets, n'est tenu de garantir que sa qualité d'héritier.

1697. S'il avait déjà profité des fruits de quelque fonds ou reçu le montant de quelque créance appartenant à cette hérédité, ou vendu quelques effets de la succession, il est tenu de les rembourser à l'acquéreur, s'il ne les a expressément réservés lors de la vente.

1698. L'acquéreur doit de son côté rembourser au vendeur ce que celui-ci a payé pour les dettes et charges de la succession, et lui faire raison de tout ce dont il était créancier, s'il n'y a stipulation contraire.

1699. Celui contre lequel on a cédé un droit litigieux peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix réel de la cession avec les frais et loyaux coûts, et avec les intérêts à compter du jour où le cessionnaire a payé le prix de la cession à lui faite.

1700. La chose est censée litigieuse dès qu'il y a procès et contestation sur le fond du droit.

1701. La disposition portée en l'article 1699 cesse:

1) Dans le cas où la cession a été faite à un cohéritier ou copropriétaire du droit cédé;

2) Lorsqu'elle a été faite à un créancier en paiement de ce qui lui est dû;

3) Lorsqu'elle a été faite au possesseur de l'héritage sujet au droit litigieux.

Du prêt à usage.

De la nature du prêt à usage.

1875. Le prêt à usage ou commodat est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi.

1876. Ce prêt est essentiellement gratuit.

1877. Le prêteur demeure propriétaire de la chose prêtée.

1878. Tout ce qui est dans le commerce, et qui ne se consomme pas par l'usage, peut être l'objet de cette convention.

1879. Les engagements qui se forment par le commodat, passent aux héritiers de celui qui prête, et aux héritiers de celui qui emprunte.

2066. Отдача казеннаго имущества въ частныя ссуды не допускается; но если запасъ провіанта и фуража собственно по провіантскому вѣдомству, по надлежащемъ взысканіи всѣхъ средствъ къ продажѣ ихъ, окажется неуспѣшнымъ и самая необходимость укажетъ единственный способъ къ сбыту ихъ чрезъ отдачу въ частную ссуду подъ достаточные залоги, то всякій разъ испрашиваются на сіе особыя разрѣшенія высшаго начальства.

2067. Если образъ употребленія ссужаемаго имущества не опредѣленъ въ договорѣ, то, въ всякомъ случаѣ, взявшій оное въ ссуду долженъ пользоваться имъ сообразно его предназначенію, такъ, чтобъ оно могло быть возвращено хозяину въ томъ же состояніи и видѣ, въ какомъ было получено.

2068. Если кто взятое въ ссуду имущество испортитъ своимъ нерадѣніемъ, то обязанъ заплатить хозяину цѣну онаго; поврежденное же имущество можетъ взять себѣ.

Mais si l'on n'a prêté qu'en considération de l'emprunteur, et à lui personnellement, alors ses héritiers ne peuvent continuer de jouir de la chose prêtée.

Des engagements de l'emprunteur.

1880. L'emprunteur est tenu de veiller en bon père de famille à la garde et à la conservation de la chose prêtée. Il ne peut s'en servir qu'à l'usage déterminé par sa nature ou par la convention; le tout à peine de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

1881. Si l'emprunteur emploie la chose à un autre usage, ou pour un temps plus long qu'il ne le devait, il sera tenu de la perte arrivée, même par cas fortuit.

1882. Si la chose prêtée périt par cas fortuit dont l'emprunteur aurait pu la garantir en employant la sienne propre, ou si, ne pouvant conserver que l'une des deux, il a préféré la sienne, il est tenu de la perte de l'autre.

1883. Si la chose a été estimée en la prêtant, la perte qui arrive, même par cas fortuit, est pour l'emprunteur, s'il n'y a convention contraire.

1884. Si la chose se détériore par le seul effet de l'usage pour lequel elle a été empruntée, et sans aucune faute de la part de l'emprunteur, il n'est pas tenu de la détérioration.

1885. L'emprunteur ne peut pas retenir la chose par compensation de ce que le prêteur lui doit.

1886. Si, pour user de la chose, l'emprunteur a fait quelque dépense, il ne peut pas la répéter.

1887. Si plusieurs ont conjointement emprunté la même chose, ils en sont solidairement reponsables envers le prêteur.

Des engagements de celui qui prête à usage.

1888. Le prêteur ne peut retirer la chose prêtée qu'après le terme convenu, ou, à défaut de convention, qu'après qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée.

Отдѣленіе третіе.

О займахъ у Сибирскихъ обывателей разныхъ сословій и Мезенскихъ Самоѣдовъ.

2069. Денежный заемъ производится или наличными деньгами, или вещами, въ цѣну положенными.

2070. Отдача товаровъ въ долгъ, покупка лѣса, хлѣба, скота, волны или шерсти, масла, меда, воска, промысловъ и произведеній всякаго рода, не на лицо состоящихъ, но съ поставкою на опредѣленный срокъ и съ задаткомъ впередъ всѣхъ или части денегъ, причисляются къ денежнымъ займамъ.

2071. Займы суть или явочные или безъ явки; тѣ и другіе суть или частные или общественные.

2072. Всѣмъ чиновникамъ, въ Сибири или въ Архангельской губерніи служащимъ, запрещается вступать въ долговыя обязательства съ тамошними крестьянами, инородцами и Самоѣдами, какъ на свое имя, такъ и подъ предлогомъ лицъ постороннихъ. Всѣ таковыя обязательства, съ явкою, или безъ явки, частныя или общественныя, суть ничтожны; иска по нимъ нѣтъ и никакого взысканія не производится; сверхъ того у Сибирскихъ обывателей, если откроется, что чиновникъ, состоя на службѣ, далъ крестьянину или инородцу своей губерніи или области росписку, или обязательство въ займѣ, и должникъ признаетъ учиненный заемъ безспорнымъ, то занятую сумму взыскивать, но не въ пользу заимодавца, а въ пользу мѣстнаго приказа Общественнаго Призрѣнія.

1889. Néanmoins, si, pendant ce délai, ou avant que le besoin de l'emprunteur ait cessé, il survient au prêteur un besoin pressant et imprévu de sa chose, le juge peut, suivant les circonstances, obliger l'emprunteur à la lui rendre.

1890. Si, pendant la durée du prêt, l'emprunteur a été obligé, pour la conservation de la chose, à quelque dépense extraordinaire, nécessaire, et tellement urgente qu'il n'ait pas pu en prévenir le prêteur, celui-ci sera tenu de la lui rembourser.

1891. Lorsque la chose prêtée a des défauts tels, qu'elle puisse causer du préjudice à celui qui s'en sert, le prêteur est responsable, s'il connaissait les défauts et n'en a pas averti l'emprunteur.

I. О займахъ явочныхъ частныхъ.

2073. Займы явочные частные между Сибирскими крестьянами, инородцами и Мезенскими Самоѣдами, какъ взаимно между собою, такъ и съ торгующими, должны быть удостовѣряемы обязательствами.

2074. Обязательства должны быть: 1) писаны у Сибирскихъ обывателей на гербовой простой, а у Мезенскихъ Самоѣдовъ на простой бумагѣ; 2) съ означеніемъ занятой суммы; 3) съ означеніемъ срока платежа; 4) съ дозволеніемъ, одобрѣніемъ и поручительствомъ: для Сибирскихъ обывателей, членовъ Волостнаго Правленія или Инородной Управы, а для Мезенскихъ Самоѣдовъ, Родоваго Старосты.

2075. Члены Волостнаго Правленія Инородной Управы, равно какъ и у Мезенскихъ Самоѣдовъ Старосты, вступаютъ въ поручительство или по собственной волѣ, или по приговору всего мірскаго общества. Въ послѣднемъ случаѣ отвѣтственность обращается на общество.

2076. Обязательства въ четырехмѣсячный срокъ должны быть явлены въ Земскомъ Судѣ, или у Засѣдателя.

2077. Не запрещается по взаимному согласію заимодавца и должника принимать въ поручители и постороннихъ, и тогда ручательство членовъ Волостнаго Правленія, или инородной Управы, и Мезенскихъ Самоѣдскихъ Старостъ не нужно; но дозволеніе и одобрѣніе сихъ лицъ на явочный заемъ во всѣхъ случаяхъ необходимы.

2078. Поручители посторонніе могутъ быть того же или различнаго сословія съ должниками.

2079. Не запрещается принимать по взаимному согласію и, такъ называемое, круговое ручательство, когда многія лица входятъ въ одно условіе, или въ подрядъ и другъ по другѣ ручаются.

2080. Поручитель отвѣтствуетъ въ платежѣ долга на срокъ, если должникъ самъ заплатить не въ состояніи:

2081. Поручитель, заплатившій за должника, получаетъ право заимодавца.

2082. Цѣну обязательства во всѣхъ случаяхъ считать на деньги.

2083. По обязательству инородца, мягкая рухлядь можетъ быть принята въ уплату долга, но не по произвольной оцѣнкѣ заимодавца, а по существующей цѣнѣ въ торговомъ мѣстѣ.

2084. Долги явочные взыскиваются по закону.

2085. Въ случаѣ неплатежа, они предъявляются ко взысканію, которое производится на основаніи особыхъ правилъ, для Сибирскихъ обывателей и Мезенскихъ Самоѣдовъ установленныхъ и изложенныхъ въ книгѣ II Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

II. О займахъ явочныхъ общественныхъ.

2086. Займы общественные на взносъ податей и повинностей не иначе могутъ быть чинимы, какъ по мірскому приговору цѣлаго общества и съ дозволенія губернскаго или областнаго начальства.

2087. Губернское или областное начальство не иначе разрѣшаетъ заемъ, какъ по разсмотрѣніи: 1) предмета издержки; 2) причинъ, къ займу побуждающихъ; 3) состоятельности въ платежѣ.

2088. Предметъ издержки долженъ быть правильный и законный.

2089. Причина займа должна происходить отъ обстоятельствъ необходимыхъ, какъ то: отъ пожара, разорительнаго наводненія, неурожая, неулова рыбы, отъ худыхъ промысловъ, отъ падежа скота и тому подобнаго.

2090. Общество, предпринимающее заемъ, должно быть по состоянію своему, по угодьямъ, обыкновенному хлѣбопашеству и промысламъ, исключая случайныхъ бѣдствій, состоятельнымъ къ платежу.

2091. По уваженію всѣхъ сихъ обстоятельствъ, разрѣшивъ заемъ, губернское начальство наблюдаетъ и за платежемъ его въ срокъ.

2092. Но по жалобамъ въ неплатежѣ губернское начальство не прежде приступаетъ ко взысканію съ общества, какъ по соблюденіи особыхъ правилъ, по сему предмету въ книгѣ II Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ установленныхъ.

2093. Вообще взысканіе съ общества не иначе происходитъ, какъ по предписанію Губернскаго Правленія.

2094. Обязательства, отъ имени цѣлаго общества составленныя, должны имѣть ту же самую форму, какъ и частныя; но особенное поручительство при семъ не нужно; ибо при общественныхъ обязательствахъ предполагается всегда ручательство круговое всего общества.

2095. Въ тѣхъ Сибирскихъ племенахъ инородныхъ, гдѣ учреждены Степныя Думы, имѣютъ право однѣ только Думы дѣлать общественные займы для одного рода, нѣсколькихъ родовъ, или для всѣхъ совокупно.

2096. Круговое ручательство, при общественныхъ обязательствахъ, должно быть утверждено подписью половины, или по крайней мѣрѣ

третьей части жителей, состоящихъ въ селеніи или въ обществѣ на лицо.

III. О займахъ частныхъ безъ явки.

2097. Не запрещается дѣлать займы по словеснымъ условіямъ и безъ явки; но условія таковыя, основанныя на одномъ личномъ довѣріи, не подлежатъ никакому разбирательству ни въ судебныхъ мѣстахъ, ни въ Волостныхъ Правленіяхъ, ни въ Инородныхъ Управахъ, ни у Старостъ, ни въ Земскихъ Судахъ, ни въ городовыхъ общихъ и частныхъ судахъ.

2098. Обязанности судебныхъ и полицейскихъ мѣстъ, равно какъ порядокъ разбирательства въ сихъ долгахъ означены въ книгѣ II Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

IV. О займахъ общественныхъ безъ явки.

2099. Всѣ займы общественные, безъ дозволенія губернскаго начальства у частныхъ людей сдѣланные, по общимъ законамъ суть и признаются ничтожными. Иска по нимъ нѣтъ, и взысканіе нигдѣ не производится.

Примѣчаніе. По обязательствамъ, заключеннымъ у Самоѣдовъ до обнародованія положенія 18 Апрѣля 1835 года, постановлены были слѣдующія правила: 1) всѣ займы, до того сдѣланныя Самоѣдами, разобрать по тому же порядку, какъ ниже сего о искахъ по наймамъ въ работу постановлено; 2) на предъявленіе по долгомъ, дотолѣ сдѣланнымъ, положенъ былъ одинъ годъ со времени обнародованія сего положенія; 3) по истеченіи сего года никакихъ исковъ по прежнимъ долгамъ не разбирать.

ГЛАВА ШЕСТАЯ.

Объ отдачѣ и пріемѣ на сохраненіе, или о поклажахъ.

DU DÉPOT EN GÉNÉRAL ET DE SES DIVERSES ESPÈCES.

1915. Le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature.

1916. Il y a deux espèces de dépôts; le dépôt proprement dit, et le séquestre.

DU DÉPOT PROPREMENT DIT.

De la nature et de l'essence du contrat de dépôt.

1917. Le dépôt proprement dit est un contrat essentiellement gratuit.

1918. Il ne peut avoir pour objet que des choses mobilières.

2100. На сохраненіе или въ поклажу могутъ быть отдаваемы вещи деньги и акты, собственные или по довѣренности, съ согласія хозяина.

2101. Лица, кои по закону не имѣютъ права вообще обязываться договорами, а сверхъ того и монашествующіе и Настоятели ихъ и самые монастыри не могутъ и принимать отъ кого либо на сохраненіе вещей денегъ или инаго имущества.

2102. Ввѣрившій имущество лицу, не имѣющему права обязываться договорами, не можетъ начинать иска о возвратѣ онаго, если не докажетъ, что ему при отдачѣ имущества были неизвѣстны обстоятельства, по коимъ взявшій поклажу не могъ принимать ее. Но имѣющій по закону право обязываться договорами и взявшій на сохраненіе деньги, вещи или иное имущество отъ лица, которое не въ правѣ вступать въ сдѣлки или иныя условія, отвѣтствуетъ за принятое имъ на общемъ основаніи.

2103. Кто приметъ на сохраненіе завѣдомо похищенныя или отнятыя у кого либо, или же инымъ противозаконнымъ образомъ добытыя вещи, тотъ подвергается за сіе наказанію по правиламъ, постановленнымъ въ Уложеніи о Наказаніяхъ, статьяхъ 14 и 156.

2104. Договоръ объ отдачѣ и пріемѣ на сохраненіе совершается или чрезъ письменный актъ, или же просто передачею поклажи, съ роспис憂 въ томъ, или и безъ росписки.

2105. Принявшій на сохраненіе какіе либо вещи, деньги или акты обязанъ употреблять къ сбереженію оныхъ отъ всякаго поврежденія, утраты, пропажи и похищенія такое жъ стараніе, какъ и о собственномъ

1919. Il n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée.

La tradition feinte suffit, quand le dépositaire se trouve déjà nanti, à quelque autre titre, de la chose que l'on consent à lui laisser à titre de dépôt.

1920. Le dépôt est volontaire ou nécessaire.

Du dépôt volontaire.

1921. Le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit.

1922. Le dépot volontaire ne peut régulièrement être fait que par le propriétaire de la chose déposée, ou de son consentement exprès ou tacite.

1925. Le dépôt volontaire ne peut avoir lieu qu'entre personnes capables de contracter.

Néanmoins, si une personne capable de contracter accepte le dépôt fait par une personne incapable, elle est tenue de toutes les obligations d'un véritable dépositaire; elle peut être poursuivie par le tuteur ou administrateur de la personne qui a fait le dépôt.

1926. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en revendication de la chose déposée, tant qu'elle existe dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qui a tourné au profit de ce dernier.

1923. Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. La preuve testimoniale n'en est point reçue pour valeur excédant cent cinquante francs.

1924. Lorsque le dépôt, étant au-dessus de cent cinquante francs, n'est point prouvé par écrit, celui qui est attaqué comme dépositaire, en est cru sur sa déclaration, soit pour le fait même du dépôt, soit pour la chose qui en faisait l'objet, soit pour le fait de sa restitution.

Des obligations du dépositaire.

1927. Le dépositaire doit apporter, dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent.

своемъ имуществѣ. Если однакожъ сіи вещи, деньги или акты будутъ отняты у него насильно, или же истреблены или повреждены какимъ либо чрезвычайнымъ приключеніемъ, то онъ не подвергается отвѣтственности за истребленіе, поврежденіе или утрату оныхъ, хотя бы даже и было доказано, что онъ могъ сіи вещи спасти, но не иначе, какъ съ значительною при томъ потерею изъ собственнаго своего имущества. Изъ сего исключается однакожъ случай, когда истребленіе, поврежденіе или утрата послѣдовали уже послѣ отказа на первое о возвратѣ поклажи требованіе.

2106. О взятомъ на сохраненіе имуществѣ, истребленномъ или пропавшемъ во время пожара, наводненія или иного несчастнаго случая, или же похищенномъ, принявшій оное обязанъ немедленно заявить прошеніемъ, и за симъ, если будетъ доказано, что истребленіе, пропажа или похищеніе сего имущества произошли не отъ какого либо съ его стороны нерадѣнія, онъ освобождается отъ дальнѣйшей за то отвѣтственности. Но по требованію истца онъ обязанъ также учинить предъ судомъ присягу въ томъ, что поклажа дѣйствительно сгорѣла, истребилась или пропала при означенномъ несчастномъ случаѣ или же похищена, и что онъ ею не покорыстовался. Если однакожъ въ послѣдствіи истецъ поймаетъ принимателя съ чѣмъ либо изъ своей поклажи, или найдетъ доказательства, что оная имъ утаена, то отдавшему на сохраненіе поклажу предоставляется право отыскивать оную судомъ.

2107. Принявшій имущество на сохраненіе ни въ какомъ случаѣ не можетъ пользоваться употребленіемъ онаго, но имѣетъ право на вознагражденіе, когда сбереженіе сего имущества требовало какихъ либо съ его стороны издержекъ, когда о томъ было сказано въ условіи о поклажѣ, или же когда сіи издержки произошли отъ какого либо неожиданнаго случая и оныхъ при передачѣ поклажи нельзя было предвидѣть. Если имущество, отданное на сохраненіе, положено за замкомъ или печатью и принявшій оное въ отсутствіи хозяина отопретъ, распечатаетъ или пересмотритъ его, то сей послѣдній въ правѣ требовать отъ принимателя удовлетворенія за всѣ недостающія въ поклажѣ вещи или деньги, показавъ подъ присягою, что они дѣйствительно въ ней заключались, а равно и за все поврежденное при вскрытіи поклажи. Отвѣтчикъ, который отперъ, или распечаталъ ввѣренныя ему вещи или деньги и будетъ по суду изобличенъ въ присвоеніи себѣ сихъ вещей или денегъ или части

1928. La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur,—1) si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt;—2) s'il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt;—3) si le dépôt a été fait uniquement pour l'intérêt du dépositaire; — 4) s'il a été convenu expressément que le dépositaire répondrait de toute espèce de faute.

1929. Le dépositaire n'est tenu, en aucun cas, des accidents de force majeure, à moins qu'il n'ait été mis en demeure de restituer la chose déposée.

1930. Il ne peut se servir de la chose déposée, sans la permission expresse ou présumée du déposant.

1931. Il ne doit point chercher à connaître quelles sont les choses qui lui ont été déposées, si elles lui ont été confiées dans un coffre fermé ou sous une enveloppe cachetée.

ныхъ, сверхъ взысканій, опредѣленныхъ ниже, въ статьяхъ 2115 и 2116, подвергается наказанію, опредѣленному въ Уложеніи о Наказаніяхъ статьѣ 2272.

2108. Принявшій имущество на сохраненіе обязанъ возвратить его въ цѣлости тому, кто оное ему отдалъ, или тому, отъ имени коего оно было отдано, или же лицу, отъ хозяина поклажи къ полученію ея уполномоченному. Изъ сего исключается случай, когда пріемщикъ освѣдомится, что вещь, имъ хранимая, есть краденая, или инымъ противозаконнымъ образомъ добытая, о чемъ онъ обязанъ немедленно донести ближайшему начальству, съ представленіемъ опому и самой поклажи.

2109. Если наслѣдникъ принявшаго чье либо имущество на сохраненіе, по невѣдѣнію о томъ, продастъ или употребитъ его на свои надобности, то онъ обязанъ возвратить полученныя имъ за сіе деньги, или заплатить за употребленное имъ на себя чужое имущество по оцѣнкѣ.

2110. Въ случаѣ смерти отдавшаго какое либо имущество на сохраненіе, или же лишенія его всѣхъ правъ состоянія, принявшій обязанъ от-

1932. Le dépositaire doit rendre identiquement la chose même qu'il a reçue.

Ainsi, le dépôt des sommes monnayées doit être rendu dans les mêmes espèces qu'il a été fait, soit dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

1933. Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait, sont à la charge du déposant.

1934. Le dépositaire auquel la chose a été enlevée par une force majeure, et qui a reçu un prix ou quelque chose à la place, doit restituer ce qu'il a reçu en échange.

1935. L'héritier du dépositaire, qui a vendu de bonne foi la chose dont il ignorait le dépôt, n'est tenu que de rendre le prix qu'il a reçu, ou de céder son action contre l'acheteur, s'il n'a pas touché le prix.

1936. Si la chose déposée a produit des fruits qui aient été perçus par le dépositaire, il est obligé de les restituer. Il ne doit aucun intérêt de l'argent déposé, si ce n'est du jour où il a été mis en demeure de faire la restitution.

1937. Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée, qu'à celui qui la lui a confiée, ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait, ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir.

1938. Ile ne peut pas exiger de celui qui a fait le dépôt, la preuve qu'il était propriétaire de la chose déposée.

Néanmoins, s'il découvre que la chose a été volée, et quel en est le véritable propriétaire, il doit dénoncer à celui-ci le dépôt qui lui a été fait, avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant. Si celui auquel la dénonciation a été faite, néglige de réclamer le dépôt, le dépositaire est valablement déchargé par la tradition qu'il en fait à celui duquel il l'a reçu.

1939. En cas de mort naturelle ou civile de la personne qui a fait le dépôt, la chose déposée ne peut être rendue qu'à son héritier.

дать оное тому, кто по закону будетъ признанъ наслѣдникомъ всего или сей части его имѣнія, или же представить оное въ надлежащее присутственное мѣсто для передачи наслѣдникамъ.

2111. Если принявшій какое нибудь имущество на сохраненіе будетъ запираться въ полученіи онаго и дѣло дойдетъ до судебнаго разбирательства, то истецъ обязанъ представить росписку пріемщика, и сія росписка въ такомъ лишь случаѣ составляетъ полное противъ давшаго оную доказательство, когда она вся отъ начала до конца писана и подписана рукою пріемщика, и въ ней съ точностію объяснено, что именно принято на сохраненіе, или же, буде поклажа состояла въ наличныхъ деньгахъ государственными кредитными билетами, билетами государственнаго казначейства, или въ билетахъ кредитныхъ установленій, то означены ихъ нумера; когда же деньги заключались въ звонкой монетѣ, то самый родъ оной и годъ ея чекана; съ показаніемъ во всѣхъ случаяхъ всей принятой на сохраненіе суммы не цифрами, а прописью.— Если принимать не умѣетъ, либо по болѣзни, или другимъ причинамъ,

S'il y a plusieurs héritiers, elle doit être rendue à chacun d'eux pour leur part et portion.

Si la chose déposée est indivisible, les héritiers doivent s'accorder entre eux pour la recevoir.

1940. Si la personne qui a fait le dépôt, a changé d'état; par exemple, si la femme, libre au moment où le dépôt a été fait, s'est mariée depuis et se trouve en puissance de mari; si le majeur déposant se trouve frappé d'interdiction; dans tous ces cas et autres de même nature, le dépôt ne peut être restitué qu'à celui qui a l'administration des droits et des biens du déposant.

1941. Si le dépôt a été fait par un tuteur, par un mari ou par un administrateur, dans l'une de ces qualités, il ne peut être restitué qu'à la personne que ce tuteur, ce mari ou cet administrateur représentaient, si leur gestion ou leur administration est finie.

1942. Si le contrat de dépôt désigne le lieu dans lequel la restitution doit être faite, le dépositaire est tenu d'y porter la chose déposée. S'il y a des frais de transport, ils sont à la charge du déposant.

1943. Si le contrat ne désigne point le lieu de la restitution, elle doit être faite dans le lieu même du dépôt.

1944. Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution; à moins qu'il n'existe, entre les mains du dépositaire, une saisie-arrêt ou une opposition à la restitution et au déplacement de la chose déposée.

1945. Le dépositaire infidèle n'est point admis au bénéfice de cession.

1946. Toutes les obligations du dépositaire cessent, s'il vient à découvrir et à prouver qu'il est lui-même propriétaire de la chose déposée.

1923. Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. La preuve testimoniale n'en est point reçue pour valeur excédant cent cinquante francs.

1924. Lorsque le dépôt, étant au-dessus de cent cinquante francs, n'est point prouvé par écrit, celui qui est attaqué comme dépositaire, en est cru sur sa déclaration, soit pour le fait même du dépôt, soit pour la chose qui en faisait l'objet, soit pour le fait de sa restitution.

не можетъ писать, то росписка, вмѣсто него, должна быть, также вся отъ начала до конца, писана со всѣми выше сего означенными подробностями и подписана довѣреннымъ отъ него лицемъ, съ означеніемъ, что сіе учинено по просьбѣ пріемщика, при двухъ или трехъ свидѣтеляхъ, и что онъ самъ лично находился при составленіи оной. Въ семъ случаѣ росписку подписываютъ и именованные въ оной достовѣрные по закону свидѣтели, коихъ подпись, а равно и довѣреннаго лица, писавшаго росписку, должна быть засвидѣтельствована мѣстною полиціею.

Примѣчаніе. Относительно сохранныхъ росписокъ и актовъ о поклажахъ, выданныхъ и совершенныхъ объ имуществѣ, принятомъ на сохраненіе прежде обнародованія положенія 17 Іюня 1846 года, наблюдается слѣдующее: 1) Всѣ выданные до обнародованія означеннаго положенія 1846 года сохранныя росписки и акты о поклажахъ имѣли быть для дѣйствительности оныхъ, замѣнены новыми расписками, составленными по предписаннымъ въ сей 2111 статьѣ правиламъ, для каковой замѣны назначенъ былъ срокъ трехлѣтній; по минованіи онаго, росписки, выданныя на основаніи прежнихъ правилъ, безъ соблюденія требуемыхъ сею статьею формъ и условій, не должны быть уже признаваемы дѣйствительными. 2) Если бы кто либо изъ принявшихъ имущество на сохраненіе сталъ уклоняться отъ выдачи новыхъ сохранныхъ росписокъ вмѣсто прежнихъ, то имѣвшіе таковыя росписки прежняго времени могли предъявить оныя въ Уѣздномъ Судѣ или Магистратѣ, по принадлежности, для утвержденія ихъ дѣйствительности. 3) Въ тѣхъ случаяхъ, когда составленныя по прежнимъ правиламъ сохранныя росписки не могли, до истеченія вышеопредѣленнаго срока, быть замѣнены новыми, по какимъ либо обстоятельствамъ, независѣвшимъ отъ воли отдавшаго свое имущество и принявшаго оное на сохраненіе, показанія о семъ, по точномъ въ истинѣ оныхъ удостовѣренія, должны быть принимаемы въ надлежащее уваженіе, и тѣ росписки признаются имѣющими полную силу и дѣйствіе. 4) Всѣ какъ вошедшія въ положеніе 17 Іюня 1846 года (ст. 2100—2123), такъ и постановленныя въ семъ примѣчаніи правила не могутъ быть примѣняемы къ означеннымъ въ слѣдующей 2112 статьѣ случаямъ, въ коихъ и по новымъ и по прежнимъ узаконеніямъ (ст. 1809 Свода Зак. Гражд., изданія 1842 года) для дѣйствительности договора о поклажѣ не требуется вовсе письменныхъ актовъ. 5) Если при производствѣ дѣла о какой либо сохранной росписки, выданной безъ соблюденія установленныхъ положеніемъ 1846 года 17 Іюня формъ и условій, обнаружится и будетъ достовѣрно доказано, что сія росписка выдана послѣ уже обнародованія новыхъ правилъ, заднимъ, предшествовавшимъ сему обнародованію, числомъ, то виновные въ томъ подвергаются отвѣтственности, какъ за подлогъ.

2112. Означенныя въ предшедшей **2111** статьѣ доказательства въ

Des obligations de la personne par laquelle le dépôt a été fait.

1947. La personne qui a fait le dépôt, est tenue de rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conservation de la chose déposée, et de l'indemniser de toutes les pertes que le dépôt peut lui avoir occasionnées.

1948. Le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt.

Du dépôt nécessaire (*).

1949. Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque acci-

(*) C'est le dépôt qui était connu, dans le droit romain, sous le nom de *miserabile depositum*, par allusion à l'événement malheureux qui l'avait occasionné. Ce dépôt ne diffère du dépôt volontaire qu'en un seul point, à savoir qu'il peut être prouvé par témoins, alors même qu'il s'agirait d'une valeur excédant 150 fr. (C. 1950, 1951).

дѣйствительности поклажи или отдачи на сохраненіе предметовъ не требуются: 1) Когда подобные акты не могли быть составлены, или росписки даны, по особеннымъ чрезвычайнымъ обстоятельствамъ, каковы суть: поклажи во время пожара, наводненія, кораблекрушенія и въ подобныхъ тому случаяхъ. 2) При отдачѣ вошскими чинами вещей своихъ, по случаю внезапнаго скораго отправленія въ походъ или въ откомандировку, на сохраненіе хозяевамъ, у коихъ они стояли на квартирахъ. 3) Въ поклажахъ, производимыхъ по торговлѣ и вообще по купеческому обычаю лицами торговаго сословія, какъ съ принадлежащими такъ и съ непринадлежащими къ сему сословію.

2113. Въ случаяхъ, означенныхъ въ предшедшей 2112 статьѣ, требующій возврата поклажи, буде не можетъ представить достовѣрныхъ свидѣтелей или другихъ доказательствъ въ дѣйствительной имъ отдачѣ своего имущества отвѣтчику на сохраненіе и дѣло, на основаніи статьи 750 Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ, должно рѣшиться присягою, обязанъ прежде доказать по крайней мѣрѣ, что онъ точно находился въ положеніи и обстоятельствахъ, въ предшедшей 2112 статьѣ означенныхъ, и что отвѣтчикъ былъ въ томъ мѣстѣ, когда происходила отдача на сохраненіе. Присяга сего рода можетъ быть требуема только отъ лица, которое по увѣренію истца получило поклажу, а не отъ наслѣдниковъ онаго.

2114. Если при производствѣ дѣла о возвратѣ отданнаго на сохраненіе имущества обнаружится, что росписка или актъ о поклажѣ составленъ вмѣсто заемнаго обязательства для избѣжанія платежа за гербовую бумагу и установленныхъ пошлинъ, то удовлетвореніе по такой роспискѣ или акту производится послѣ удовлетворенія всѣхъ другихъ могущихъ открыться на принимателѣ долговъ по заемнымъ письмамъ, векселямъ или инымъ законнымъ долговымъ документамъ, и независимо отъ сего съ истца взыскивается цѣна слѣдовавшей къ употребленію по количеству отданной будто бы на сохраненіе суммы гербовой бумаги и пошлинъ втрое.

2115. Не возвратившій поклажи по первому востребованію обязанъ, сверхъ возвращенія самаго имущества, отданнаго ему на сохраненіе, заплатить за всѣ понесенные истцемъ въ слѣдствіе задержанія сего имущества убытки, въ томъ числѣ и указные съ находившихся у него на сохраненіи денегъ проценты со дня подачи о томъ въ судъ прошенія.

2116. Если принявшій имущество на сохраненіе, уклоняясь отъ возвращенія онаго, довелъ дѣло до судебнаго разбирательства и судъ приговоритъ его къ возврату поклажи, то онъ, сверхъ взысканія убытковъ по правилу, въ предшедшей 2115 статьѣ постановленному, приговаривается къ платежу тяжебныхъ издержекъ въ пользу истца и десяти про-

dent, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage ou autre évènement imprévu.

1950. La preuve par témoins peut être reçue pour le dépôt nécessaire, même quand il s'agit d'une valeur au-dessus de cent cinquante francs.

1951. Le dépôt nécessaire est d'ailleurs régi par toutes les règles précédemment énoncées.

1952. Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux; le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

1953. Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

1954. Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure.

центовъ въ пользу богоугодныхъ заведеній всей суммы денегъ или цѣны вещей, бывшихъ у него на сохраненіи.

2117. Сверхъ гражданскихъ взысканій, опредѣленныхъ въ предшедшихъ 2115 и 2116 статьяхъ, изобличенный по суду въ покушеніи присвоить себѣ отданное ему на сохранѣніе или въ растратѣ онаго отвѣтчикъ, который запирался въ полученіи поклажи, или утверждалъ ложно, что оная имъ уже возвращена, или передана, или употреблена по назначенію, или же будто бы безъ вины его истреблена или утрачена, подвергается наказаніямъ по правиламъ, постановленнымъ въ статьѣ 2272 Уложенія о Наказаніяхъ.

2118. Если напротивъ судъ признаетъ, что нѣтъ надлежащихъ доказательствъ въ дѣйствительности поклажи, то онъ присуждаетъ истца къ платежу какъ судебныхъ издержекъ, такъ и понесенныхъ отвѣтчикомъ убытковъ. Когда жъ сверхъ того будетъ доказано, что искъ начатъ имъ завѣдомо неосновательный, въ намѣреніи повредить чести отвѣтчика, то по жалобѣ сего послѣдняго, онъ можетъ, по разсмотрѣніи дѣла, порядкомъ, установленнымъ для суда о преступленіяхъ и проступкахъ, быть подвергнутъ наказанію на основаніи статьи 2095 Уложенія о Наказаніяхъ.

2119. Хозяинъ поклажи въ правѣ требовать возвращенія своего имущества и тогда, когда имѣніе принявшаго на сохраненіе подверглось описи по случаю несостоятельности его, или по какому либо другому взысканію, если только имъ будутъ представлены достовѣрныя доказательства, что оное было ввѣрено принимателю единственно для сохраненія. При семъ предоставляется кредиторамъ несостоятельнаго должника право, какъ каждому отдѣльно своимъ лицемъ, такъ и въ общемъ составѣ конкурса, предъявлять противъ дѣйствительности упомянутой поклажи надлежащія опроверженія, въ установленномъ для сего порядкѣ.

2120. Если отдавшій имущество на сохраненіе будетъ объявленъ несостоятельнымъ, или же все имѣніе его по какому либо другому взысканію подвергнется аресту или описи, то принявшій отъ него имущество на сбереженіе долженъ заявить о томъ кому слѣдуетъ, въ случаѣ несостоятельности, въ установленные публикаціею объ оной сроки, а въ случаѣ ареста или описи имѣнія должника, по какому либо другому взысканію, немедленно по полученіи имъ свѣдѣнія о наложеніи сего ареста или составленіи описи.

2121. Если будетъ доказано, что кто либо объ имуществѣ несостоятельнаго, во время конкурса или по полученіи оффиціальнаго свѣдѣнія о наложеніи на всякое имѣніе его ареста или секвестра, не объявилъ умышленно, по стачкѣ съ несостоятельнымъ, или для присвоенія себѣ

имущества у него хранимаго, то, сверхъ взысканія всего имъ утаеннаго, онъ подвергается наказанію, въ первомъ случаѣ, по статьямъ 1652 и 1655, во второмъ, по статьѣ 2272 Уложенія о Наказаніяхъ.

2122. Кто о находившемся у него на сохраненіи имуществѣ несостоятельнаго не объявилъ, ни до назначеннаго публикаціею срока, ни во все время учрежденнаго надъ нимъ конкурса, или же по полученіи оффиціальнаго свѣдѣнія, что всякое имѣніе его подвергается описи, аресту или секвестру по какому либо иску или взысканію, тотъ, буде сіе учинено имъ не по стачкѣ съ несостоятельнымъ и вообще безъ противозаконнаго намѣренія, а единственно по небреженію, подвергается, сверхъ отобранія отъ него имущества несостоятельнаго должника, взысканію двадцати процентовъ съ цѣны вещей или суммы денегъ, бывшихъ у него на сохраненіи, въ пользу кредиторовъ несостоятельнаго, или же того мѣста или лица, коимъ производится съ него искъ. Въ случаѣ, когда кредиторы несостоятельнаго, или же мѣсто или лице, коимъ производится искъ, получили уже изъ прочаго имѣнія должника полное слѣдующее имъ удовлетвореніе, то взысканные съ необъявившаго о имуществѣ, бывшемъ у него на сохраненіи, двадцать процентовъ отдаются въ мѣстный Приказъ Общественнаго Призрѣнія.

2123. Если имѣющій на сохраненіи имущество или деньги несостоятельнаго пропуститъ, не по небреженію, а по какимъ-либо непреодолимымъ препятствіямъ, положенный въ публикаціи срокъ объявленія, но однакожъ объявитъ о томъ еще во время продолжающагося конкурса, отъ того принимается хранившееся у него имущество безъ всякаго дальнѣйшаго взысканія.

2124. Лицамъ, въ С.-Петербургскихъ гостинницахъ останавливающимся, предоставляется, буде сами пожелаютъ, денежныя суммы или вещи свои отдавать на сохраненіе содержателю гостинницы, съ роспискою, въ кварталѣ засвидѣтельствованною, запечатанными, или просто по счету денегъ и по оцѣнкѣ вещей. Въ первомъ случаѣ содержатель гостинницы отвѣтствуетъ лишь за цѣлость печатей, а въ послѣднемъ за количество суммы и за цѣлость вещи. Росписка содержателя имѣетъ всю силу заемнаго обязательства и кромѣ надписи на оной въ обратномъ полученіи денегъ и вещей, никакому другому опроверженію не подлежитъ.

2125. По жалобамъ на невозвращеніе содержателямъ принятыхъ имъ отъ квартирующаго денежныхъ суммъ или вещей, или въ случаѣ похищенія, производится скорое удовлетвореніе, и сверхъ слѣдующаго съ него за сіе взысканія, заведеніе его уничтожается и самъ онъ передается суду. Полицейскіе чиновники обязываются оказывать по дѣламъ сего рода скорое содѣйствіе; въ противномъ же случаѣ, жалобы на сіе останавливающихся въ гостинницахъ лицъ подвергаютъ ихъ строгому взысканію.

DU SÉQUESTRE.

SECTION PREMIÈRE.

Des diverses espèces de séquestre.

1955. Le séquestre est ou conventionnel ou judiciaire.

SECTION II.

Du séquestre conventionnel.

1956. Le séquestre conventionnel est le dépôt fait par une ou plusieurs personnes, d'une chose contentieuse, entre les mains d'un tiers qui s'oblige de la rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir.

1957. Le séquestre peut n'être pas gratuit.

1958. Lorsqu'il est gratuit, il est soumis aux règles du dépôt proprement dit, sauf les différences ci-après énoncées.

1959. Le séquestre peut avoir pour objet, non-seulement des effets mobilers, mais même des immeubles.

1960. Le dépositaire chargé du séquestre ne peut être déchargé avant la contestation terminée, que du consentement de toutes les parties intéressées, ou pour une cause jugée légitime.

SECTION III.

Du séquestre ou dépôt judiciaire.

1961. La justice peut ordonner le séquestre,

1) Des meubles saisis sur un débiteur;

2) D'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes;

3) Des choses qu'un débiteur offre pour sa libération.

1962. L'établissement d'un gardien judiciaire produit, entre le saisissant et le gardien, des obligations réciproques. Le gardien doit apporter pour la conservation des effets saisis les soins d'un bon père de famille.

Il doit les représenter, soit à la décharge du saisissant pour la vente, soit à la partie contre laquelle les exécutions ont été faites, en cas de main-levée de la saisie.

L'obligation du saisissant consiste à payer au gardien le salaire fixé par la loi.

ГЛАВА СЕДЬМАЯ.

О товариществѣ.

Отдѣленіе первое.

Положенія общія.

2126. Товарищества составляются изъ лицъ, соединенныхъ въ одинъ составъ и дѣйствующихъ въ ономъ подъ однимъ общимъ именемъ.

2127. Предметомъ товарищества могутъ быть всякаго рода полезныя и общему благу непротивныя предпріятія по торговлѣ, по застрахованію, по перевозкамъ и вообще по какой бы то ни было промышленности.

2128. Виды товарищества суть: 1) товарищество полное; 2) товарищество на вѣрѣ или по вкладамъ, и 3) товарищество по участкамъ или компанія.

Примѣчаніе. Какъ въ товариществахъ на вѣрѣ, такъ и въ товариществахъ по участкамъ отдѣльныя суммы, вносимыя въ то или въ другое изъ сихъ товариществъ, называются *паями*, но въ практикѣ сіе названіе присвоивается преимущественно вкладамъ, дѣлаемымъ въ товариществахъ на вѣрѣ (см. ст. 2130).

2129. Товарищество полное составляется изъ двухъ или многихъ товарищей, положившихъ заедино дѣйствовать общимъ именемъ всѣхъ.

1963. Le séquestre judiciaire est donné, soit à une personne dont les parties intéressées sont convenues entre elles, soit à une personne nommée d'office par le juge.

Dans l'un et l'autre cas, celui auquel la chose a été confiée, est soumis à toutes les obligations qu'emporte le séquestre conventionnel.

DU CONTRAT DE SOCIÉTÉ.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1832. La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.

1833. Toute société doit avoir un objet licite, et être contractée pour l'intérêt commun des parties.

Chaque associé doit y apporter ou de l'argent, ou d'autres biens, ou son industrie.

1834. Toutes sociétés doivent être rédigées par écrit, lorsque leur objet est d'une valeur de plus de cent cinquante francs.

La preuve testimoniale n'est point admise contre et outre le contenu en l'acte de société, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors et depuis cet acte, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de cent cinquante francs.

CHAPITRE II.

DES DIVERSES ESPÈCES DE SOCIÉTÉS.

1835. Les sociétés sont universelles ou particulières.

SECTION PREMIÈRE.

Des sociétés universelles.

1836. On distingue deux sortes de sociétés universelles, la société de tous biens présents, et la société universelle de gains.

2130. Товарищество на вѣрѣ составляется изъ одного или многихъ товарищей, съ пріобщеніемъ одного или многихъ вкладчиковъ, которые ввѣряютъ первымъ извѣстныя суммы своихъ капиталовъ въ большемъ или меньшемъ количествѣ.

2131. Товарищества по участкамъ или компаніи составляются изъ многихъ лицъ, складывающихъ въ одно опредѣленныя суммы, коихъ извѣстное число даетъ складочный капиталъ. Товарищества сего рода учреждаются по видамъ государственнаго хозяйства въ Высочайшаго утвержденія.

2132. Какъ всякое товарищество и компанія образуются посредствомъ договоровъ, то къ составу ихъ прилагаются всѣ общія правила о составленіи, совершеніи, исполненіи и прекращеніи договоровъ, изло-

1837. La société de tous biens présents est celle par laquelle les parties mettent en commun tous les biens meubles et immeubles qu'elles possèdent actuellement, et les profits qu'elles pourront en tirer.

Elles peuvent aussi y comprendre toute autre espèce de gains; mais les biens qui pourraient leur avenir par succession, donation ou legs, n'entrent dans cette société que pour la jouissance: toute stipulation tendant à y faire entrer la propriété de ces biens est prohibée, sauf entre époux, et conformément à ce qui est réglé à leur égard.

1838. La société universelle de gains renferme tout ce que les parties acquerront par leur industrie, à quelque titre que ce soit, pendant le cours de la société: les meubles que chacun des associés possède au temps du contrat, y sont aussi compris; mais leurs immeubles personnels n'y entrent que pour la jouissance seulement.

1839. La simple convention de société universelle, faite sans autre explication, n'emporte que la société universelle de gains.

1840. Nulle société universelle ne peut avoir lieu qu'entre personnes respectivement capables de se donner ou de recevoir l'une de l'autre, et auxquelles il n'est point défendu de s'avantager au préjudice d'autres personnes.

SECTION II.

De la société particulière.

1841. La société particulière est celle qui ne s'applique qu'à certaines choses déterminées, ou à leur usage, ou aux fruits à en percevoir.

1842. Le contrat par lequel plusieurs personnes s'associent, soit pour une entreprise désignée, soit pour l'exercice de quelque métier ou profession, est aussi une société particulière.

женныя выше сего въ раздѣлѣ I сей книги.—Условія, положенія и постановленія товарищества ограждаются законами, если они имъ не противны и не клонятся ко вреду, ущербу или убытку для общаго блага.

2133. Взаимныя обязательства между товарищами, обязательства съ посторонними, на общее имя товарищества заключаемыя, срокъ или безсрочность товарищества зависятъ отъ взаимнаго договора.

CHAPITRE III.

DES ENGAGEMENTS DES ASSOCIÉS ENTRE EUX ET À L'ÉGARD DES TIERS.

SECTION PREMIÈRE.

Des engagements des associés entre eux.

1843. La société commence à l'instant même du contrat, s'il ne désigne une autre époque.

1844. S'il n'y a pas de convention sur la durée de la société, elle est censée contractée pour toute la vie des associés, sous la modification portée en l'article 1869; ou, s'il s'agit d'une affaire dont la durée soit limitée, pour tout le temps que doit durer cette affaire.

1845. Chaque associé est débiteur envers la société, de tout ce qu'il a promis d'y apporter.

Lorsque cet apport consiste en un corps certain, et que la société en est évincée, l'associé en est garant envers la société, de la même manière qu'un vendeur l'est envers son acheteur.

1846. L'associé qui devait apporter une somme dans la société, et qui ne l'a point fait, devient, de plein droit et sans demande, débiteur des intérêts de cette somme, à compter du jour où elle devait être payée.

Il en est de même à l'égard des sommes qu'il a prises dans la caisse sociale, à compter du jour où il les en a tirées pour son profit particulier;

Le tout sans préjudice de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu.

1847. Les associés qui se sont soumis à apporter leur industrie à la société, lui doivent compte de tous les gains qu'ils ont faits par l'espèce d'industrie qui est l'objet de cette société.

1848. Lorsque l'un des associés est, pour son compte particulier, créancier d'une somme exigible envers une personne qui se trouve aussi devoir à la société une somme également exigible, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur, doit se faire sur la créance de la société et sur la sienne dans la proportion des deux créances, encore qu'il eût par sa quittance dirigé l'imputation intégrale sur sa créance particulière: mais s'il a exprimé dans sa quittance que l'imputation serait faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation sera exécutée.

1849. Lorsqu'un des associés a reçu sa part entière de la créance commune, et que le débiteur est depuis devenu insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse commune ce qu'il a reçu, encore qu'il eût spécialement donné quittance *pour sa part*.

1850. Chaque associé est tenu envers la société, des dommages qu'il lui a causés par sa faute, sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie lui aurait procurés dans d'autres affaires.

1851. Si les choses dont la jouissance seulement a été mise dans la société sont des corps certains et déterminés, qui ne se consomment point par l'usage, elles sont aux risques de l'associé propriétaire.

Si ces choses se consomment, si elles se détériorent en les gardant, si elles ont été destinées à être vendues, ou si elles ont été mises dans la société sur une estimation portée par un inventaire, elles sont aux risques de la société.

Si la chose a été estimée, l'associé ne peut répéter que le montant de son estimation.

1852. Un associé a action contre la société, non-seulement à raison des sommes qu'il a déboursées pour elle, mais encore à raison des obligations qu'il a contractées de bonne foi pour les affaires de la société, et des risques inséparables de sa gestion.

1853. Lorsque l'acte de société ne détermine point la part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes, la part de chacun est en proportion de sa mise dans le fonds de la société.

A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme si sa mise eût été égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

1854. Si les associés sont convenus de s'en rapporter à l'un d'eux ou à un tiers pour le règlement des parts, ce règlement ne peut être attaqué s'il n'est évidemment contraire à l'équité.

Nulle réclamation n'est admise à ce sujet, s'il s'est écoulé plus de trois mois depuis que la partie qui se prétend lésée a eu connaissance du règlement, ou si ce règlement a reçu de sa part un commencement d'exécution.

1855. La convention qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices, est nulle.

Il en est de même de la stipulation qui affranchirait de toute contribution aux pertes, les sommes ou effets mis dans le fonds de la société par un ou plusieurs des associés.

1856. L'associé chargé de l'administration par une clause spéciale du

contrat de société. peut faire, nonobstant l'opposition des autres associés, tous les actes qui dépendent de son administration, pourvu que ce soit sans fraude.

Ce pouvoir ne peut être révoqué sans cause légitime, tant que la société dure; mais s'il n'a été donné que par acte postérieur au contrat de société, il est révocable comme un simple mandat.

1857. Lorsque plusieurs associés sont chargés d'administrer, sans que leurs fonctions soient déterminées, ou sans qu'il ait été exprimé que l'un ne pourrait agir sans l'autre, ils peuvent faire chacun séparément tous les actes de cette administration.

1858. S'il a été stipulé que l'un des administrateurs ne pourra rien faire sans l'autre, un seul ne peut, sans une nouvelle convention, agir en l'absence de l'autre, lors même que celui-ci serait dans l'impossibilité actuelle de concourir aux actes d'administration.

1859. A défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration, l'on suit les règles suivantes:

1) Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait, est valable même pour la part de ses associés, sans qu'il ait pris leur consentement; sauf le droit qu'ont ces derniers, ou l'un d'eux, de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue.

2) Chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société pourvu qu'il les emploie à leur destination fixée par l'usage, et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la société ou de manière à empêcher ses associés d'en user selon leur droit.

3) Chaque associé a le droit d'obliger ses associés à faire avec lui les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société.

4) L'un des associés ne peut faire d'innovations sur les immeubles dépendants de la société, même quand il les soutiendrait avantageuses à cette société, si les autres associés n'y consentent.

1860. L'associé qui n'est point administrateur, ne peut aliéner ni engager les choses même mobilières qui dépendent de la société.

1861. Chaque associé peut, sans le consentement de ses associés, s'associer une tierce personne relativement à la part qu'il a dans la société: il ne peut pas, sans ce consentement, l'associer à la société, lors même qu'il en aurait l'administration.

2134. Въ товариществѣ полномъ всѣ товарищи отвѣтствуютъ за всѣ долги онаго вообще и порознь всѣмъ имуществомъ своимъ движимымъ и недвижимымъ.

2135. Въ товариществѣ на вѣрѣ вкладчикъ въ семъ качествѣ не можетъ ни съ кѣмъ обязываться на лицо цѣлаго товарищества, въ случаѣ разрушенія товарищества, отвѣтствуетъ только наличнымъ вкладомъ.

Примѣчаніе. Подробныя правила о товариществахъ по участкамъ или компаніямъ на акціяхъ изложены во II Отдѣленіи сей главы.

2136. Въ случаѣ несостоятельности одного товарища, вкладчика или частника въ компаніи, части его обращаются въ конкурсное управленіе. Если части сіи по составу компаніи не могутъ быть выдѣлены, то онѣ должны быть конкурснымъ управленіемъ проданы.

2137. Изъ правила, въ предшедшей 2136 статьѣ изложеннаго, изъемлются несостоятельные товарищи и участники въ содержаніи горныхъ заводовъ. Заводы сего рода продаются съ публичнаго торга на удовлетвореніе долговъ несостоятельныхъ товарищей, въ такомъ только случаѣ, когда находятся въ упадкѣ. Если же, заводъ находится въ хорошемъ состояніи и въ полномъ дѣйствіи: то части тѣхъ товарищей, которые подвергались неоплатнымъ долгамъ, поступаютъ въ опеку, и изъ дохода сихъ частей, за оставленіемъ потребной суммы для безостановочнаго дѣйствія завода, уплачиваются долги, доколѣ не будутъ очищены. Но участниками завода признаются въ семъ случаѣ тѣ только, которые вошли въ товарищество прежде, нежели первобытный владѣлецъ впалъ въ долги, по которымъ производится взысканіе.

SECTION II.

Des engagements des associés à l'égard des tiers.

1862. Dans les sociétés autres que celles de commerce, les associés ne sont pas tenus solidairement des dettes sociales, et l'un des associés ne peut obliger les autres si ceux-ci ne lui en ont conféré le pouvoir.

1863. Les associés sont tenus envers le créancier avec lequel ils ont contracté, chacun pour une somme et part égales, encore que la part de l'un d'eux dans la société fût moindre, si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation de celui-ci sur le pied de cette dernière part.

1864. La stipulation que l'obligation est contractée pour le compte de la société, ne lie que l'associé contractant et non les autres, à moins que ceux-ci ne lui aient donné pouvoir, ou que la chose n'ait tourné au profit de la société.

2158. Когда въ товариществѣ возникнетъ споръ по дѣламъ, къ оному принадлежащимъ, и споръ сей пойдетъ до судебнаго разбирательства: то оный не можетъ иначе быть разбираемъ, какъ судомъ третейскимъ, для разбора споровъ сего рода именно узаконеннымъ.

Примѣчаніе. На какомъ основаніи товарищества допускаются къ обязательствамъ съ казною по подрядамъ и поставкамъ, о томъ изложено выше (ср. гл. IV); особенныя же правила о товариществахъ и компаніяхъ торговыхъ и страховыхъ изложены въ особыхъ Уставахъ.

CHAPITRE IV.

Des différentes manières dont finit la société.

1865. La société finit,

1) Par l'expiration du temps pour lequel elle a éte contractée;

2) Par l'extinction de la chose, ou la consommation de la négociation;

3) Par la mort naturelle de quelqu'un des associés;

4) Par la mort civile, l'interdiction ou la déconfiture de l'un d'eux;

5) Par la volonté qu'un seul ou plusieurs expriment de n'être plus en société.

1866. La prorogation d'une société a temps limité ne peut être prouvée que par un écrit revêtu des mêmes formes que le contrat de société.

1867. Lorsque l'un des associés a promis de mettre en commun la propriété d'une chose, la perte survenue avant que la mise en soit effectuée, opère la dissolution de la société par rapport à tous les associés.

La société est également dissoute dans tous les cas par la perte de la chose, lorsque la jouissance seule a été mise en commun, et que la propriété en est restée dans la main de l'associé.

Mais la société n'est pas rompue par la perte de la chose dont la propriété a déjà été apportée à la société.

1868. S'il a été stipulé qu'en cas de mort de l'un des associés, la société continuerait avec son héritier, ou seulement entre les associés survivants, ces dispositions seront suivies: au second cas, l'héritier du décédé n'a droit qu'au partage de la société, eu égard à la situation de cette société lors du décès, et ne participe aux droits ultérieurs qu'autant qu'ils sont une suite nécessaire de ce qui s'est fait avant la mort de l'associé auquel il succède.

1869. La dissolution de la société par la volonté de l'une des parties ne s'applique qu'aux sociétés dont la durée est illimitée, et s'opère par une renonciation notifiée à tous les associés, pourvu que cette renonciation soit de bonne foi, et non faite à contre-temps.

1870. La renonciation n'est pas de bonne foi lorsque l'associé renonce

Отдѣленіе второе.

О товариществахъ по участкамъ, или компаніяхъ на акціяхъ.

I. Общія основанія и права компаній.

2139. Компаніи на акціяхъ составляются посредствомъ соединенія извѣстнаго числа частныхъ вкладовъ, опредѣленнаго и единообразнаго размѣра, въ одинъ общій складочный капиталъ, которымъ и ограничивается кругъ дѣйствія и отвѣтственности каждой изъ сихъ компаній.

2140. Компаніи на акціяхъ могутъ имѣть предметомъ приведеніе въ дѣйствіе всякаго, несоставляющаго ни чьей исключительной собственности, общеполезнаго изобрѣтенія или предпріятія въ области наукъ, искуствъ, художествъ, ремеслъ, мореплаванія, торговли и промышленности вообще. Но ни одна компанія на акціяхъ не можетъ быть учреждаема безъ особаго разрѣшенія правительства.

2141. Учрежденіе компаніи на акціяхъ разрѣшается, по усмотрѣнію правительства, въ троякомъ видѣ: или 1) дается одно простое дозволеніе составить компанію, безъ присвоенія ей какихъ либо изъятій изъ общаго порядка; или 2) предоставляются вмѣстѣ съ тѣмъ нѣкоторыя особыя преимущества, въ видѣ временныхъ изъятій изъ общихъ правилъ, какъ-то: льготы въ податяхъ и повинностяхъ и т. п.; или же 3) дарустся компа-

pour s'approprier à lui seul le profit que les associés s'étaient proposé de retirer en commun.

Elle est faite à contre-temps lorsque les choses ne sont plus entières, et qu'il importe à la société que sa dissolution soit différée.

1871. La dissolution des sociétés à terme ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu, qu'autant qu'il y en a de justes motifs, comme lorsqu'un autre associé manque à ses engagements, ou qu'une infirmité habituelle le rend inhabile aux affaires de la société, ou autres cas semblables, dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage des juges.

1872. Les règles concernant le partage des successions, la forme de ce partage, et les obligations qui en résultent entre les cohéritiers, s'appliquent aux partages entre associés.

Disposition relative aux sociétés de commerce.

1873. Les dispositions du présent titre ne s'appliquent aux sociétés de commerce que dans les points qui n'ont rien de contraire aux lois et usages du commerce.

ніи привилегія, то есть исключительное право дѣйствія, съ воспрещеніемъ того же предпріятія, въ теченіи извѣстнаго срока, всѣмъ другимъ.

2142. Разрѣшеніе на учрежденіе компаніи, въ какомъ бы оно ни было дано видѣ, не заключаетъ въ себѣ ручательства правительства въ успѣхѣ самаго предпріятія.

2143. Всѣ вообще компаніи, въ отношеніи къ предметамъ предпріятія и способамъ исполненія, дѣлятся на два главные разряда: а) компаніи, которыхъ предпріятія, по свойству своему, требуютъ особенныхъ пособій науки или искусства, техническихъ производствъ и издержекъ на предварительное устройство заведеній, машинъ и т. п., каковы напримѣръ: компаніи для учрежденія желѣзныхъ дорогъ, внутреннихъ водяныхъ сообщеній, водопроводовъ и проч.; и б) компаніи для такихъ предпріятій или изобрѣтеній, гдѣ не предполагается сихъ особыхъ условій, или въ которыхъ доходъ начинается немедленно по составленіи складочнаго капитала, безъ предуготовительныхъ построекъ или работъ и безъ особеннаго риска въ приведеніи начинаній компаніи въ дѣйствіе,—каковы напримѣръ: страховыя и тому подобныя заведенія.

2144. Разрѣшеніе съ присвоеніемъ исключительной привилегіи можетъ, по усмотрѣнію правительства, даруемо быть однѣмъ компаніямъ *перваго* рода; компаніямъ *втораго* рода или даются просто дозволенія, или же предоставляются имъ какія либо другія опредѣленныя преимущества (ст. 2143).

2145. Когда компанія пожелаетъ имѣть исключительную привилегію для приведенія въ дѣйствіе новаго изобрѣтенія, сдѣланнаго въ Россіи или переводимаго къ намъ изъ чужихъ краевъ: то просьба о дозволеніи учредить компанію должна предшествовать просьбѣ о выдачѣ привилегіи на самое изобрѣтеніе, по порядку, въ статьяхъ 136—142 Устава о Промышленности Фабричной и Заводской постановленному. Дѣйствіе сего рода привилегіи распространяется правительствомъ на компанію въ такомъ только случаѣ, когда привилегія будетъ уступлена оной посредствомъ акта, на законномъ основаніи составленнаго. Посему получившій привилегію на новое изобрѣтеніе, если пожелаетъ привести оное въ дѣйствіе посредствомъ компаніи уже существующей, и или вновь для сего учреждаемой, долженъ прежде переуступить ей свою привилегію, оставаясь затѣмъ самъ при общихъ только правахъ учредителя компаніи или простаго акціонера.

2146. Компаніи учреждаются, смотря по свойству предпріятія, или на неопредѣленное время, или на извѣстный срокъ, въ частныхъ ихъ уставахъ именно означенный. Но особыя преимущества и исключительныя привилегіи предоставляются компаніямъ всегда не иначе, какъ на

срокъ, опредѣленіе коего зависитъ также отъ свойства предпріятія, отъ важности сопряженныхъ съ нимъ предварительныхъ издержекъ, отъ большаго или меньшаго риска въ успѣхѣ, и проч. Само собою впрочемъ разумѣется: а) что если цѣль компаніи семь приведеніе въ дѣйствіе какого либо новаго изобрѣтенія, то даруемая ей привилегія на исключительное право дѣйствія не можетъ быть долѣе срока привилегіи, выданной или переуступленной въ пользу компаніи на самое изобрѣтеніе; б) что дальнѣйшее существованіе компаніи и послѣ сего срока не воспрещается, но только безъ исключительной уже привилегіи, и в) что если, по частному уставу компаніи, самое существованіе ея ограничено извѣстнымъ срокомъ, то, по минованіи онаго, общему собранію акціонеровъ не запрещается испрашивать разрѣшенія правительства и на дальнѣйшее оставленіе компаніи въ ея дѣйствіи на опредѣленное или неопредѣленное время.

2147. Дарованная компаніи исключительная привилегія, по истеченіи срока оной, ни возобновляема, ни продолжаема быть не можетъ.

2148. Каждая компанія должна быть учреждаема подъ опредѣлительнымъ именованіемъ, отъ предметовъ или свойства ея предпріятія заимствованнымъ.

2149. Компанія на акціяхъ, предметъ которой есть предпріятіе собственно торговое, или относящееся къ фабричной и заводской промышленности, обязана снабжать себя ежегодно, соотвѣтственно складочному капиталу своему, установленнымъ торговымъ свидѣтельствомъ. Отъ взятія онаго изъемлются тѣ только изъ означенныхъ компаній, которыя въ своемъ родѣ будутъ *первыя* учреждены въ Россіи, когда имъ при томъ не предоставляется ни исключительной привилегіи, ни другихъ какихъ либо преимуществъ.

2150. Если компанія имѣетъ предметомъ учрежденіе такихъ заведеній, коихъ близость можетъ причинить вредъ сосѣдственнымъ зданіямъ или жителямъ, то заведенія сего рода дозволяется единственно съ тѣми ограниченіями и предосторожностями, какія содержатся уже въ законахъ или впредь постановлены будутъ, на счетъ размѣщенія и устройства въ городахъ частныхъ заводовъ, мануфактурныхъ, фабричныхъ и другихъ заведеній.

2151. Компаніи, коихъ предметъ представляется явно несбыточнымъ или противенъ законамъ нравственности, доброй вѣрѣ въ торговлѣ и общественному порядку, или наконецъ соединенъ съ важнымъ ущербомъ государственнымъ доходамъ, либо съ вредомъ для промышленности,— вовсе къ учрежденію не допускаются.

2152. Компанія, получившая исключительную привилегію, не въ

правѣ вступать въ товарищество съ другою компаніею на акціяхъ, или уступать ей свою привилегію, безъ особеннаго на то дозволенія правительства.

2153. Компанія, которой правила единожды утверждены правительствомъ, не можетъ простирать дѣйствій своихъ далѣе предназначенныхъ ей предѣловъ и не можетъ также допускать никакихъ въ правилахъ своихъ перемѣнъ безъ новаго отъ правительства разрѣшенія, кромѣ однако же тѣхъ статей, относящихся къ подробностямъ дѣлопроизводства и проч., которыя частнымъ ея уставомъ именно дозволено будетъ измѣнять, по ближайшимъ указаніямъ опыта, самому Правленію компаніи, или общему собранію ея акціоперовъ.

2154. Если въ срокъ, опредѣленный частнымъ уставомъ компаніи для подписокъ и взноса вкладовъ, акціи не всѣ будутъ разобраны, или деньги, слѣдующія къ уплатѣ въ тотъ срокъ, не всѣ сполна внесены, а учредители не пожелаютъ и уставомъ не будутъ обязаны принять оставшіяся акціи на себя: то компанія признается несостоявшеюся, и привилегія, если таковая была выдана, уничтоженною. Изъ сего изъемлются однако тѣ случаи, когда, по общему согласію акціоперовъ, признано будетъ возможнымъ или ограничиться дѣйствительно собраннымъ капиталомъ, или, въ соразмѣрность съ онымъ, уменьшить самое предпріятіе: то и другое допускается впрочемъ не иначе, какъ съ новаго разрѣшенія правительства.

2155. Существованіе компаній, единожды воспріявшихъ уже свое дѣйствіе, какъ привилегированныхъ или съ особыми преимуществами, такъ и получившихъ одно дозволеніе, прекращается или истеченіемъ опредѣленнаго въ частномъ уставѣ срока, когда не будетъ противнаго тому приговора общаго собранія акціоперовъ, или же и до минованія сего срока, когда по приговору общаго собранія акціоперовъ признано будетъ невозможнымъ или ненужнымъ продолжать долѣе предпріятіе компаніи, а обязательства, принятыя ею предъ публикою или частными лицами, по свойству своему, не воспрепятствуютъ ея закрытію.

2156. Въ случаѣ закрытія компаніи, дарованныя ей преимущества, или исключительная привилегія, прекращаются вмѣстѣ съ ея уничтоженіемъ, хотя бы впрочемъ срокъ ихъ еще и не миновалъ; но дѣйствіе привилегіи и преимуществъ прекращается и до истеченіи ихъ срока неприведеніемъ предпріятія компаніи въ дѣйствіе въ опредѣленное для того уставомъ ея время, если впрочемъ доказано будетъ, что въ томъ была очевидная и неподлежащая никакому сомнѣнію вина самой компаніи и если окажется невозможнымъ дать ей отсрочку безъ общественнаго вреда или безъ нарушенія правъ третьяго лица.

2157. Во всѣхъ означенныхъ случаяхъ прекращенія привилегій и преимуществъ, или закрытія компаніи, формальное обнародованіе дѣлается, по представленію подлежащаго Министерства или Главнаго Управленія, чрезъ Правительствующій Сенатъ, а сверхъ сего сама компанія публикуетъ о томъ въ вѣдомостяхъ, для свѣдѣнія акціонеровъ и другихъ лицъ, имѣющихъ какое либо въ дѣлахъ ея участіе.

II. Частныя условія въ составѣ и образѣ дѣйствія компаній.

2158. Составъ и образъ дѣйствія каждой компаніи, на основаніи настоящихъ правилъ учреждаемой, опредѣляются извѣстными условіями, подробности коихъ и дальнѣйшее приложеніе къ свойству и потребностямъ предпріятія составляютъ предметъ частнаго ея устава. Для огражденія акціонеровъ и публики въ основаніе сихъ условій пріемлются нижеслѣдующія общія ограниченія и правила.

а) Срокъ приведенія предпріятія въ дѣйствіе.

2159. Когда для компаніи испрашиваются особыя преимущества, или исключительная привилегія, а между тѣмъ она, по свойству предпріятія (какъ напримѣръ: при устройствѣ водопроводовъ, желѣзныхъ дорогъ и проч.) не можетъ начать прямыхъ своихъ занятій прежде устроенія самыхъ заведеній, машинъ и т. п.: то учредители обязаны въ самомъ уставѣ назначить срокъ, въ продолженіи коего предпріятіе компаніи должно непремѣнно приведено быть въ полное дѣйствіе окончаніемъ сихъ предварительныхъ сооруженій. Если, по минованіи сего срока, подлежащее Министерство или Главное Управленіе будетъ имѣть формальное удостовѣреніе что компанія не исполнила своего обязательства, то оно, въ отношеніи къ прекращенію или дальнѣйшей отсрочкѣ привилегіи и преимуществъ, распоряжается на основаніи предшедшихъ статей 2156 и 2157.

б) Форма и цѣна акцій, порядокъ распредѣленія и передачи оныхъ.

2160. Во всѣхъ безъ изъятія компаніяхъ, которыя учреждены послѣ изданія положенія 6 Декабря 1836 года, дозволяется одинъ только родъ акцій, именно: съ точнымъ означеніемъ въ нихъ лица получателя, званіемъ или чиномъ, именемъ, отчествомъ и фамиліею. Акціи безъименныя запрещаются. Цѣна акцій опредѣляется для каждой компаніи особо въ частномъ ея уставѣ.

Примѣчаніе. Уставами нѣкоторыхъ акціонерныхъ компаній допущены изъятія изъ общихъ правилъ, постановленныхъ въ сей 2160 статьѣ и въ слѣдующихъ за ней статьяхъ.

2161. Опредѣленная за акцію цѣна вносится, смотря по свойству и потребностямъ предпріятія, или вся вдругъ сполна, при самомъ открытіи компаніи, или раздробительно, въ извѣстные сроки. Въ компаніяхъ, гдѣ весь складочный капиталъ необходимъ при самомъ началѣ для успѣ-

ха предпріятія и для возможности точнаго и своевременнаго исполненія обязанностей компаніи предъ публикою во всемъ ихъ пространствѣ, требуется непремѣнно полный взносъ при самомъ открытіи оной. Во всѣхъ прочихъ компаніяхъ, гдѣ нужны и достаточны лишь части складочнаго капитала въ назначенные для того сроки, допускаются и взносы раздробительные.

2162. Срокъ и количество первоначальнаго раздробительнаго взноса за акціи опредѣляется въ самомъ уставѣ компаніи. Назначеніе сроковъ и количества послѣдующихъ раздробительныхъ взносовъ, когда оные будутъ опредѣлены сообразно съ ходомъ предпріятія, предоставляется Правленію компаніи, или общему собранію ея акціонеровъ, какъ о томъ въ уставѣ сказано будетъ. Въ семъ послѣднемъ случаѣ о времени и количествѣ каждаго взноса публикуется въ вѣдомостяхъ по крайней мѣрѣ за три мѣсяца до наступленія срока.

2163. При допущеніи раздробительныхъ взносовъ, въ полученіи перваго изъ нихъ выдается росписка, на которой потомъ отмѣчаются и всѣ послѣдующіе платежи. По уплатѣ сполна всей цѣны акціи, росписка представляется обратно въ Правленіе компаніи, для выдачи самой акціи. До тѣхъ поръ росписка вполнѣ замѣняетъ акцію, и владѣльцу ея присвояются всѣ права и обязанности акціонера; но акція не выдается ни въ какомъ случаѣ прежде уплаты полной ея цѣны. Росписки безъименныя запрещаются.

2164. Пропустившій который либо изъ сроковъ, для уплаты въ счетъ цѣны акціи назначенныхъ, теряетъ право на полученіе акціи и внесенныя дотолѣ за оную суммы обращаются въ безвозвратную собственность компаніи, съ правомъ ея замѣнить уничтоженную такимъ образомъ акцію выпускомъ новой.

2165. Учредители компаніи имѣютъ право отдѣлять въ свою пользу извѣстное количество акцій, но съ тѣмъ: а) чтобы оно не превышало пятой части общаго предназначеннаго къ выпуску числа акцій, и б) чтобы акціи, имъ слѣдующія, были отдѣляемы, начиная съ нумера перваго, и записываемы по старшинству нумеровъ въ особую для записки акцій шнуровую книгу, выдаваемую учредителямъ отъ правительственнаго мѣста на основаніяхъ, означенныхъ въ слѣдующей 2166 статьѣ, въ коей изложенъ и порядокъ веденія сей книги.

2166. Остальныя, за отдѣленіемъ въ пользу учредителей, акціи распредѣляются желающимъ въ слѣдующемъ порядкѣ:

1) По полученіи разрѣшенія правительства о обнародованіи устава компаніи, публикуется въ вѣдомостяхъ о числѣ предназначенныхъ къ раздачѣ акцій; о цѣнѣ оныхъ, подлежащей къ уплатѣ вдругъ сполна,

или постепенно по срокамъ; о времени открытія и окончанія подписки, и наконецъ о количествѣ акцій, какое, на основаніи устава, можетъ быть предоставлено одному лицу. Срокъ окончанія подписки не долженъ быть назначаемъ прежде истеченія шести мѣсяцевъ, дабы въ дѣлѣ компаніи могли принять участіе и иногородные.

2) Требованія акцій допускаются лично и чрезъ почту, и вносятся въ особую для записки акцій шнуровую книгу порядкомъ, ниже сего означеннымъ (п. 5).

3) По окончаніи срока подписки, производится разверстка акцій по мѣрѣ требованій; опая вносится въ книгу для записки акцій нижеозначеннымъ въ 5 пунктѣ порядкомъ, и за тѣмъ публикуется о взносѣ денегъ къ другому опредѣленному сроку и о выдачѣ подписавшимся самыхъ акцій, или же, когда на первый разъ сумма, слѣдующая за акціи, требуется еще не сполна, предварительныхъ въ томъ росписокъ.

4) Учредителями ведутся двѣ шнуровыя книги: одна для записки акцій и требованій на опыя, другая для записки получаемыхъ за акціи денежныхъ суммъ. Обѣ сіи книги приготовляются учредителями, коимъ въ послѣдствіи возвращаются употребленныя на сіе деньги отъ компаніи, когда она будетъ окончательно образована. Книги представляются: въ столицахъ и губернскихъ городахъ Казеннымъ Палатамъ, а въ городахъ уѣздныхъ Думамъ или Ратушамъ для приложенія къ шнуру опыхъ казенной печати, и для скрѣпы по листамъ и подписи, сообразно съ порядкомъ, наблюдаемымъ вообще при выдачѣ шнуровыхъ книгъ отъ казны.

5) Въ книгѣ для записки акцій означаются сначала акціи, отдѣляемыя въ пользу учредителей, начиная съ нумера перваго (ст. 2165), а потомъ по порядку нумеровъ выдаваемыхъ другимъ акціи или росписки въ опыхъ. На страницахъ противоположныхъ тѣмъ, на коихъ записаны акціи или росписки въ опыхъ, означаются требованія на акціи, по порядку ихъ поступленія, и званіе или чинъ, имя, отчество, фамилія и мѣсто пребыванія требователей.

6) Книга для записки суммъ ведется слѣдующимъ порядкомъ: а) на лѣвой сторонѣ отъ сгиба книги записываются въ самый день полученія суммы, поступающія за акціи; причемъ предоставляется на волю учредителей записывать каждое полученіе особою статьею, или же весь сборъ того дня одною статьею, но съ означеніемъ, за акціи или росписки какихъ именно нумеровъ приняты денежныя суммы; б) каждая статья означается нумеромъ, какой слѣдуетъ по порядку; в) подъ каждою статьею подписываются всѣ учредители, какъ отвѣтствующіе совокупно за цѣлость суммъ и потому обязанные наблюдать одинъ за другимъ; г) на страницахъ, противоположныхъ приходу, записываются, вмѣсто расходныхъ статей, особыми каждый разъ статьями, суммы денегъ, вносимыя въ кредитное установленіе на имя компаніи, по правиламъ, ниже се-

го въ 7 пунктѣ опредѣленнымъ, съ означеніемъ при каждой изъ статей нумера билета на внесенную сумму полученнаго и времени его выдачи.

7) Суммы поступающія за акціи или росписки, по накопленіи у учредителей свыше трехъ сотъ рублей, отсылаются немедленно, при отношеніяхъ, подписываемыхъ всѣми учредителями, въ одно изъ кредитныхъ установленій для храненія и приращенія процентами, и оставляются въ ономъ до востребованія ихъ на предписанное уставомъ употребленіе.

8) Веденіе обѣихъ вышеозначенныхъ шнуровыхъ книгъ, для единообразія въ исполненіи, предоставляется одному изъ учредителей по выбору прочихъ, или же, когда учредителей только двое, по жребію, или добровольному соглашенію одного съ другимъ. На сего же учредителя возлагается какъ раздача акцій и росписокъ, такъ и полученіе за оныя денегъ и храненіе на общественныя суммы билетовъ кредитныхъ установленій, подъ общею всѣхъ учредителей отвѣтственностію за допущеніе имъ какихъ либо по настоящей статьѣ безпорядковъ или неправильныхъ дѣйствій, въ случаѣ его несостоятельности.

9) Учредителямъ поставляется въ обязанность, обѣ книги имѣть открытыми для акціонеровъ, дабы каждый изъ нихъ по желанію могъ личнымъ обозрѣніемъ удостовѣриться въ томъ, что книги ведутся въ надлежащемъ порядкѣ. Акціонерамъ предоставляется также право освидѣтельствованія хранящихся у учредителей принадлежащихъ компаніи билетовъ кредитныхъ установленій и наличной суммы, если оная имѣется. Для сихъ обозрѣній учредители обязаны назначать опредѣленное каждый день время, кромѣ лишь праздничныхъ, табельныхъ и воскресныхъ дней, и о томъ публиковать въ публичныхъ вѣдомостяхъ.

10) Независимо отъ сего обозрѣнія книгъ и суммъ акціонерами, то правительственное мѣсто, за подписаніемъ коего шнуровыя книги учредителямъ выданы (см. выше, п. 4), обязано, не рѣже какъ единожды въ каждые три мѣсяца требовать къ себѣ для освидѣтельствованія обѣ упомянутыя шнуровыя книги, хранящіеся у учредителей билеты кредитныхъ установленій и наличныя денежныя суммы. Сіе освидѣтельствованіе должно впрочемъ ограничиваться: по *одной* книгѣ счетомъ розданныхъ акцій; на число коихъ указываетъ нумеръ послѣдней изъ нихъ, а *по другой* разсмотрѣніемъ: точно ли собранная за акціи и означенная въ итогахъ сумма соотвѣтствуетъ цѣнѣ всѣхъ розданныхъ акцій или полученнымъ за оныя первоначальнымъ взносамъ, и что сіи суммы обращены въ билеты кредитныхъ установленій; въ чемъ, а равно и въ цѣлости наличной суммы, если оная имѣется, правительственное мѣсто удостовѣряется счетомъ билетовъ и денегъ. По освидѣтельствованіи, которое должно быть оканчиваемо въ одно и то же засѣданіе, сіе мѣсто полагаетъ на книгахъ краткія о томъ надписи, означая въ оныхъ, что книги были освидѣтельствованы такимъ то мѣстомъ и въ такое-то время. Та-

кой порядокъ освидѣтельствованія долженъ продолжаться до учрежденія Правленія компаніи, которое по принятіи отъ учредителей книгъ и суммъ въ свое вѣдѣніе, обязано извѣстить о семъ правительственное мѣсто, выдавшее книги.

2167. Акціями, равно какъ и предварительными росписками въ срочныхъ взносахъ, каждый владѣлецъ можетъ свободно распоряжать по своему усмотрѣнію, наравнѣ со всякимъ другимъ движимымъ имуществомъ; но съ слѣдующими токмо двумя ограниченіями:

1) Акція или срочная росписка, при жизни ея владѣльца, можетъ быть переводима имъ въ другія руки не иначе, какъ посредствомъ передаточной надписи, отмѣчаемой каждый разъ въ Правленіи компаніи. Если акціи достались кому либо по завѣщанію, или по наслѣдству: то, по представленіи на сіе законныхъ доказательствъ, передаточная надпись дѣлается самимъ Правленіемъ.

2) Всякія условія между частными лицами какъ на биржѣ, такъ и внѣ оной, о покупкѣ и продажѣ акцій, или росписокъ, не за наличныя деньги, а съ поставкою къ извѣстному сроку по извѣстной цѣнѣ, рѣшительно воспрещается, съ тѣмъ, чтобъ условія таковыя, если будутъ предъявлены къ суду, считать недѣйствительными, а обличенныхъ въ подобныхъ сдѣлкахъ подвергать наказаніямъ, за азартныя игры установленнымъ; Маклеровъ же и Нотаріусовъ, которые отважатся совершать сего рода условія, отрѣшать отъ должностей.

2168. Относительно производства на С.-Петербургской биржѣ ссудъ подъ акціи, постановляются слѣдующія правила: 1) Получающій денежную ссуду подъ залогъ акцій передаетъ оныя дѣлающему такую ссуду, при письмѣ, которымъ предоставляетъ ему, въ случаѣ неплатежа въ назначенный срокъ капитала и процентовъ, распорядиться тѣми акціями по своему усмотрѣнію, т. е. продать ихъ другому лицу, или оставить за собою по существующей на биржѣ цѣнѣ; а если чрезъ продажу акцій вся ссуженная сумма съ причитающимися процентами не выручится, то получитель ссуды доплату недостающаго количества принимаетъ на свою обязанность. 2) Дѣлающій же ссуду подъ акціи, съ своей стороны выдаетъ получающему оную также письменное удостовѣреніе въ томъ, что въ обезпеченіе данныхъ въ ссуду денегъ принялъ такія-то акціи, которыя, по уплатѣ обратно данныхъ подъ залогъ ихъ денегъ, обязывается возвратить по принадлежности; въ противномъ случаѣ, если уплата не послѣдуетъ, имѣетъ право обратить ихъ въ свою пользу или продать, по состоящей на биржѣ цѣнѣ. 3) За тѣмъ, получившій ссуду, соображаясь съ уставами компаній, вмѣстѣ съ тѣми изъ акцій, которыя передаются съ переводными надписями, вручаетъ ссудившему и объявленіе въ Правленіе подлежащей компаніи, для перевода такихъ акцій, на его имя; другія же акціи передаетъ по бланковымъ над-

писямъ, а писанныя на предъявителей безъ всякихъ надписей. 4) Сдѣлки, совершаемыя купечествомъ по предмету ссудъ подъ акціи, писать, согласно 2462 статьѣ Устава Торговаго, на гербовой, пятнадцати-копѣечнаго достоинства, бумагѣ, съ соблюденіемъ формальностей, установленныхъ для маклерскихъ записокъ.

в) Запасный капиталъ и дивидендъ.

2169. Назначеніе въ компаніяхъ запаснаго капитала допускается съ тѣмъ, чтобы части, подлежащія къ отдѣленію въ составъ онаго изъ чистой прибыли, были положительно опредѣляемы или въ самомъ уставѣ, или по приговору общаго собранія акціонеровъ. Отъ того же собранія зависитъ и распредѣленіе дивиденда.

2170. Если акціонеръ не явится для полученія слѣдующаго ему дивиденда, то оный остается въ кассѣ компаніи до личнаго его, или наслѣдниковъ его, востребованія, въ теченіи десяти лѣтъ; по прошествіи же десяти лѣтъ или присоединяется къ запасному капиталу, или раздѣляется между прочими акціонерами, сообразно тому, какъ въ уставѣ каждой компаніи постановлено будетъ.

г) Права и отвѣтственность акціонеровъ.

2171. Право акціонеровъ, по числу принадлежащихъ каждому акцій, присутствовать въ общемъ собраніи компаніи и участвовать въ сужденіяхъ онаго, число голосовъ, по количеству акцій, одному лицу принадлежащихъ, а равно случаи и порядокъ участія повѣренныхъ отъ акціонеровъ въ общемъ собраніи, опредѣляются особо въ частномъ уставѣ каждой компаніи.

2172. Понеже отвѣтственность компаніи ограничивается однимъ складочнымъ ея капиталомъ въ акціяхъ, то въ случаѣ неудачи предпріятія компаніи, или при возникшихъ на нее искахъ, всякій изъ акціонеровъ, не исключая и директоровъ, отвѣчаетъ только вкладомъ своимъ, поступившимъ уже въ собственность компаніи, и сверхъ онаго ни личной отвѣтственности, никакому либо дополнительному платежу по дѣламъ компаніи подвергаемъ быть не можетъ.

2173. Въ случаѣ несостоятельности акціонера по долгамъ казеннымъ или частнымъ, капиталъ, внесенный имъ за акціи, остается неприкосновенною собственностію компаніи; но акціи, въ его рукахъ находящіяся, какъ личная его собственность, обращаются на удовлетвореніе опредѣленныхъ съ него взысканій, на общемъ законномъ основаніи, вмѣстѣ со всѣми причитающимися на нихъ прибылями, которыя по то время еще не выданы.

д) Порядокъ внутренняго управленія компаніи.

2174. Каждая компанія управляется сперва ея учредителями, а потомъ Правленіемъ компаніи.

2175. Учредители компаніи завѣдываютъ ея дѣлами до тѣхъ только поръ, пока она не будетъ приведена въ окончательное образованіе, то есть пока не будутъ разобраны всѣ акціи, со взносомъ положенной за нихъ уплаты: полной или первоначальной по срочной раскладкѣ. Послѣ сего общее собраніе акціонеровъ назначаетъ, по собственному уже выбору, членовъ Правленія или директоровъ, въ число коихъ впрочемъ выбираемы быть могутъ и первоначальные учредители. Составъ Правленія, равно какъ сроки и порядокъ выбора его членовъ, опредѣляются въ частныхъ уставахъ.

2176. Правленіе компаніи, произведя шнуровымъ книгамъ учредителей ревизію и оставивъ оныя у себя, принимаетъ отъ учредителей по книгѣ о суммахъ хранящіеся у нихъ въ билетахъ кредитныхъ установленій капиталы компаніи; другая книга (объ акціяхъ) служитъ оному основаніемъ свѣдѣній и выданныхъ учредителями въ свое время акціяхъ или росписках. Въ полученіи суммъ и обревизованіи книгъ оно выдаетъ учредителямъ квитанціи.

2177. Никакому лицу, хотя бы то было въ качествѣ изобрѣтателя предпріятія, первоначальнаго учредителя и проч., не можетъ быть присвояемо право на всегдашнее и безсмѣнное управленіе дѣлами компаніи.

2178. Правленіе распоряжаетъ дѣлами и капиталами компаніи не иначе, какъ на основаніи ея устава, въ коемъ положительно должно быть опредѣлено, до какой именно суммы Правленіе, безъ созыва общаго собранія акціонеровъ, уполномочивается производить расходы по предпріятію компаніи. Требованія суммъ, внесенныхъ въ кредитныя установленія, удовлетворяются тогда только, когда они подписаны по крайней мѣрѣ тремя членами Правленія. Для сего при каждой перемѣнѣ директоровъ, или членовъ Правленія, кредитное установленіе, въ коемъ хранятся суммы компаніи, извѣщается, за подписаніемъ предшедшихъ директоровъ, о лицахъ, вновь въ сіи званія избранныхъ, съ присовокупленіемъ и ихъ подписей. О таковыхъ перемѣнахъ компанія въ то же время публикуетъ въ вѣдомостяхъ.

2179. Въ обстоятельствахъ, не терпящихъ отлагательства, Правленію можетъ быть предоставлено право рѣшать дѣла своею властію и свыше суммы, въ уставѣ предназначенной, но съ тѣмъ, чтобы за необходимость и послѣдствія такихъ рѣшеній члены Правленія сами уже и отвѣтствовали предъ общимъ собраніемъ акціонеровъ.

2180. Рѣшенія Правленія приводятся въ исполненіе по большинству голосовъ присутствующихъ членовъ, но въ такомъ только случаѣ, если болѣе половины ихъ будутъ одного мнѣнія. Приговоръ, въ которомъ участвовало болѣе половины присутствовавшихъ членовъ Правленія, обязателенъ такъ точно, какъ еслибы всѣ вообще члены присутствовали и были одного мнѣнія; но несогласившемуся съ большинствомъ предоставляется записать свое заключеніе въ журналъ. Когда не составится рѣшительнаго большинства голосовъ, или менѣе половины присутствовавшихъ членовъ будутъ одного мнѣнія, то спорный случай переносится на рѣшеніе общаго собранія акціонеровъ.

2181. Директоры компаніи, или члены Правленія, дѣйствуютъ въ качествѣ ея уполномоченныхъ; и потому, въ случаѣ законопротивныхъ распоряженій и преступленія предѣловъ власти, подлежатъ отвѣтственности предъ компаніею на общемъ основаніи законовъ.

2182. Всѣ случаи, для коихъ необходимо общее согласіе акціонеровъ, какъ напримѣръ: назначеніе запаснаго капитала, разсмотрѣніе отчета, распредѣленіе дивиденда, избраніе новыхъ директоровъ или членовъ Правленія, представленіе правительству о необходимыхъ измѣненіяхъ въ уставѣ, равно вопросы о закрытіи компаніи, или о дальнѣйшемъ продолженіи ея дѣйствій послѣ срока, и тому подобные предметы, въ частномъ уставѣ каждой компаніи положительно означенные, должны быть обсуживаемы и разрѣшаемы въ общихъ собраніяхъ акціонеровъ. О времени сихъ собраній и о самомъ предметѣ совѣщанія акціонеры извѣщаются заблаговременно посредствомъ публикаціи въ вѣдомостяхъ.

2183. Всѣ дѣла въ общее собраніе входятъ не иначе, какъ чрезъ посредство Правленія компаніи: посему, если кто изъ акціонеровъ имѣетъ сдѣлать какое-либо для пользы компаніи предложеніе, то долженъ обратиться съ онымъ въ Правленіе; а сіе уже, если и съ своей стороны признаетъ предметъ полезнымъ и подлежащимъ общему уваженію, предлагаетъ о томъ на разрѣшеніе общаго собранія.

2184. Приговоры общаго собранія получаютъ общую обязательную силу, когда приняты будутъ по крайней мѣрѣ тремя четвертями явившихся въ собраніе акціонеровъ, при исчисленіи голосовъ ихъ по размѣру акцій, который, на основаніи статьи 2171, опредѣленъ въ частномъ уставѣ компаніи.

е) Отчетность

2185. Правленіе каждой компаніи даетъ общему собранію акціонеровъ срочные въ своихъ дѣйствіяхъ отчеты, время коихъ опредѣляется въ частныхъ уставахъ. Отчетъ вмѣстѣ съ журналами, книгами, счетами и другими принадлежащими къ нему документами, открывается заблаго-

временно въ Правленіи, для предварительнаго разсмотрѣнія акціоперовъ. Общему ихъ собранію предоставляется подвергать отчетъ и особой ревизіи, чрезъ избранныхъ для того депутатовъ, особливо когда при компаніи находятся какія либо искуственныя заведенія и т. п.

2186. Отчеты подписываются всѣми членами Правленія, и должны содержать въ себѣ: а) состояніе капитала компаніи; б) общій приходъ и расходъ за то время, за которое отчетъ представляется, в) подробный счетъ издержкамъ по управленію; г) счетъ чистой прибыли; д) счетъ запаснаго капитала, когда таковый есть, и е) особый отчетъ по искуственнымъ и другимъ заведеніямъ, если таковыя находятся при компаніи.

ж) Порядокъ разрѣшенія споровъ.

2187. Всѣ споры между акціонерами по дѣламъ компаніи, и между компаніею и ея директорами, окончательно рѣшатся или въ общемъ собраніи акціоперовъ, если на сей разборъ обѣ тяжущіяся стороны будутъ согласны, или узаконеннымъ Третейскимъ Судомъ, на основаніи постановленныхъ о немъ правилъ въ книгѣ II Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ. Споры компаніи и ея членовъ съ лицами посторонними, когда предметъ спора относится собственно ка дѣламъ компаніи, рѣшатся во всякомъ случаѣ узаконеннымъ Третейскимъ Судомъ. Симъ же порядкомъ оканчиваются и споры, кои могли бы возникнуть прежде еще окончательнаго образованія компаніи между получившими дозволеніе на учрежденіе оной.

з) Закрытіе Компаніи.

2188. Въ случаѣ закрытія компаніи, Правленіе оной приступаетъ прежде всего къ ликвидаціи ея дѣлъ, по порядку, принятому вообще въ коммерческихъ домахъ, и какъ о приступѣ къ ликвидаціи, такъ и объ окончаніи оной извѣщаетъ, чрезъ вѣдомости, акціоперовъ и всѣхъ постороннихъ, прикосновенныхъ къ дѣламъ компаніи лицъ. Никто изъ акціоперовъ не можетъ однако получить обратно никакой части изъ своего капитала, пока отъ компаніи не будетъ внесена въ одно изъ государственныхъ кредитныхъ установленій сумма, необходимая на уплату всѣхъ ея обязательствъ. По очисткѣ сихъ обязательствъ, Правленіе приступаетъ и къ удовлетворенію акціоперовъ, соразмѣрно возможности и остающимся въ распоряженіи компаніи способамъ.

III. Порядокъ просьбъ объ учрежденіи компаній и порядокъ ихъ разрѣшенія.

2189. Просьбы о дозволеніи учредить компанію на акціяхъ поступаютъ на разсмотрѣніе въ то Министерство или Главное Управленіе, до котораго преимущественно предметъ компаніи относится. Къ совокупно-

му обсужденію приглашаются члены и изъ другихъ вѣдомствъ, смотря по роду предпріятія.

Примѣчаніе. Если по свойству предпріятія, для коего учреждается компанія, Министры и Главноуправляющіе особыми частями встрѣтятъ сомнѣніе, гдѣ именно просьба должна быть разсмотрѣна, то произшедшее о томъ разномысліе рѣшится Комитетомъ Министровъ.

2190. При просьбѣ прилагается самый проектъ устава компаніи за подписаніемъ учредителей; а если компанія составляется для приведенія въ дѣйствіе новаго изобрѣтенія, то сверхъ проекта устава должны быть приложены: во первыхъ, привилегія, на самое изобрѣтеніе выданная, и во вторыхъ актъ объ уступкѣ оной въ пользу компаніи.

2191. Проектъ устава долженъ содержать въ себѣ: а) существо и цѣль предпріятія и ожидаемую отъ него пользу; б) означеніе именованія, которое приметъ компанія, и города или мѣста, гдѣ учредится ея Правленіе (ст. 2148); в) означеніе капитала компаніи, количества и цѣны акцій (ст. 2160); г) порядокъ составленія капитала, то есть посредствомъ ли полной вдругъ уплаты цѣны акцій, или посредствомъ взносовъ раздробительныхъ (ст. 2161—2164); д) образъ распредѣленія акцій, то есть назначеніе числа акцій въ пользу учредителей (ст. 2165) и числа акцій, предоставляемыхъ къ полученію на одно лицо (ст. 2166); е) порядокъ раздачи и разверстки акцій и порядокъ храненія поступающихъ за оныя денегъ (ст. 2166); ж) преимущества компаніи, если таковыя испрашиваются; з) срокъ испрашиваемой исключительной привилегіи, или особыхъ преимуществъ, и срокъ самаго существованія компаніи, если такой впередъ назначается (ст. 2146); и) когда компанія проситъ привилегіи или особыхъ преимуществъ, то означеніе времени, въ продолженіи коего она обязывается привести предпріятіе свое въ полное дѣйствіе (ст. 2159); і) обязанности, права и отвѣтственность компаніи и ея акціонеровъ (ст. 2171—2175); к.) родъ торговаго свидѣтельства, если предметъ компаніи есть предпріятіе собственно торговое, или относящееся къ фабричной и заводской промышленности (ст. 2149); л) порядокъ отчетности (ст. 2185 и 2186); м) порядокъ распредѣленія дивиденда и составленія запаснаго капитала (ст. 2169 и 2170); н) порядокъ управленія дѣлами компаніи, устройство, предметы и степень власти Правленія и общаго собранія акціонеровъ (ст. 2174—2184) и мѣру вознагражденія, если такое особо полагается директорамъ за ихъ труды; о) порядокъ разбора споровъ (ст. 2187); п) порядокъ закрытія компаніи и ликвидаціи (ст. 2188); р) всѣ прочія условія, какія по особому свойству предпріятія будутъ нужны (ст. 2158).

2192. Къ проекту прилагаются чертежи и планы, когда безъ нихъ проектъ не представятъ достаточной ясности.

2193. При разсмотрѣніи проекта въ Министерствѣ принимается въ соображеніе: а) соотвѣтствуетъ ли оный общимъ законамъ и правиламъ, въ семъ отдѣленіи о компаніяхъ изложеннымъ; б) въ достаточной ли степени ограждаются имъ права и интересы всѣхъ тѣхъ, кои пожелаютъ участвовать въ компаніи; в) не нарушаются ли предполагаемыми въ проектѣ особыми условіями законныя права третьяго лица.

2194. Сверхъ того, въ случаѣ ходатайства учредителей о предоставленіи компаніи особыхъ преимуществъ, или исключительной привилегіи, принимается на видъ важность предпріятія, ожидаемая отъ него для государства польза, и значительность капиталовъ, потребныхъ для достиженія цѣли, и сообразно тому, опредѣляется: въ какой степени и на какой именно срокъ могутъ быть дарованы испрашиваемыя преимущества или привилегія. Такимъ же образомъ постановляется заключеніе и о томъ, имѣетъ ли компанія право на освобожденіе отъ взятія торговаго свидѣтельства, и можно ли, по свойству предпріятія, дозволить раздробительные взносы цѣны за акціи, или слѣдуетъ напротивъ требовать оную всю вдругъ.

2195. Если случится, что по одному и тому же предмету и въ одно и то же время представлены будутъ просьбы отъ разныхъ лицъ, желающихъ учредить компаніи для одного и того же предпріятія, и если учредители испрашивать будутъ особыхъ преимуществъ, или исключительной привилегіи: то, по разсмотрѣніи ихъ проектовъ, дается дальнѣйшій ходъ тому, который будетъ признанъ удобнѣйшимъ и обѣщающимъ наиболѣе выгодъ общихъ. Но если въ предположеніяхъ нѣтъ существенной разности, то на учрежденіе компаніи предоставляется право тому, который первый подалъ просьбу.

2196. Разсмотрѣнный и исправленный въ Министерствѣ, по сношенію съ учредителями, проектъ устава компаніи, вносится, обще съ заключеніемъ Министра, или въ Комитетѣ Министровъ, когда требуется одно дозволеніе на учрежденіе компаніи, или въ Государственный Совѣтъ, когда испрашиваются сверхъ того особыя преимущества или исключительная привилегія. Въ послѣднемъ случаѣ, Министръ, при представленіи своемъ присовокупляетъ выписку статей устава, заключающихъ въ себѣ особыя преимущества компаніи, для подпесенія ихъ отдѣльно на Высочайшую конфирмацію.

2197. По воспослѣдованіи на положеніе Комитета Министровъ, или Государственнаго Совѣта, Высочайшаго соизволенія, уставъ компаніи въ томъ видѣ, какъ оный утвержденъ будетъ, со включеніемъ и статей, получившихъ отдѣльно Высочайшую конфирмацію, по подписаніи вновь учредителями, приводится въ дѣйствіе и во всеобщую извѣстность, по

представленію Министра, чрезъ Правительствующій Сенатъ, и сверхъ того публикуется компаніею въ вѣдомостяхъ.

2198. Проектъ, котораго нельзя привести въ дѣйствіе по причинамъ, въ 2151 статьѣ означеннымъ, возвращается просителямъ изъ Министерства непосредственно, безъ испрашиванія на то дальнѣйшаго разрѣшенія. Симъ же порядкомъ возвращаются и проекты, въ коихъ учредители не согласятся сдѣлать указанныхъ имъ, на основаніи законовъ (ст. 2139—2197), исправленій, если впрочемъ возраженія ихъ не будутъ признаны уважительными.

ГЛАВА ВОСЬМАЯ.

О страхованіи.

DES CONTRATS ALÉATOIRES.

1964. Le contrat aléatoire est une convention réciproque dont les effets, quant aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, dépendent d'un évènement incertain.

Tels sont,

Le contrat d'assurance,

Le prêt à grosse aventure,

Le jeu et le pari,

Le contrat de rente viagère,

Les deux premiers sont régis par les lois maritimes.

CHAPITRE PREMIER.

DU JEU ET DU PARI.

1965. La loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari.

1966. Les jeux propres à exercer au fait des armes, les courses à pied ou à cheval, les courses de chariot, le jeu de paume et autres jeux de même nature qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps, sont exceptés de la disposition précédente.

Néanmoins le tribunal peut rejeter la demande, quand la somme lui paraît excessive.

1967. Dans aucun cas, le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait eu, de la part du gagnant, dol, supercherie ou escroquerie (*).

(*) La délégation consentie pour acquitter une dette de jeu ne constituerait pas un *paiement*, dans le sens de l'art. 1967, alors même qu'elle aurait été faite avec garantie. Une pareille délégation ne pourrait donc servir de fondement à une action en justice.

CHAPITRE II.

DU CONTRAT DE RENTE VIAGÈRE.

SECTION PREMIÈRE.

Des conditions requises pour la validité du contrat.

1968. La rente viagère peut être constituée à titre onéreux, moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble.

1969. Elle peut être aussi constituée, à titre purement gratuit, par donation entre-vifs ou par testament. Elle doit être alors revêtue des formes requises par la loi.

1970. Dans le cas de l'article précédent, la rente viagère est réductible, si elle excède ce dont il est permis de disposer: elle est nulle, si elle est au profit d'une personne incapable de recevoir.

1971. La rente viagère peut être constituée, soit sur la tête de celui qui en fournit le prix, soit sur la tête d'un tiers, qui n'a aucun droit d'en jouir.

1972. Elle peut être constituée sur une ou plusieurs têtes.

1973. Elle peut être constituée au profit d'un tiers, quoique le prix en soit fourni par une autre personne.

Dans ce dernier cas, quoiqu'elle ait les caractères d'une libéralité, elle n'est point assujettie aux formes requises pour les donations; sauf les cas de réduction et de nullité énoncés dans l'article 1970.

1974. Tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat, ne produit aucun effet.

1975. Il en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat.

1976. La rente viagère peut être constituée au taux qu'il plaît aux parties contractantes de fixer.

SECTION II.

Des effets du contrat entre les parties contractantes.

1977. Celui au profit duquel la rente viagère a été constituée moyennant un prix, peut demander la résiliation du contrat, si le constituant ne lui donne pas les sûretés stipulées pour son exécution.

1978. Le seul défaut de paiement des arrérages de la rente n'autorise point celui en faveur de qui elle est constituée, à demander le remboursement

2199. Страхованіе есть договоръ, въ силу коего составленное для предохраненія отъ несчастныхъ случаевъ общество или частное лице пріемлетъ на свой страхъ корабль, товаръ, домъ или иное движимое или

du capital, ou à rentrer dans le fonds par lui aliéné: il n'a que le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur, et de faire ordonner ou consentir, sur le produit de la vente, l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages.

1979. Le constituant ne peut se libérer du paiement de la rente, en offrant de rembourser le capital, et en renonçant à la répétition des arrérages payés; il est tenu de servir la rente pendant toute la vie de la personne ou des personnes sur la tête desquelles la rente a été constituée, quelle que soit la durée de la vie de ces personnes, et quelque onéreux qu'ait pu devenir le service de la rente.

1980. La rente viagère n'est acquise au propriétaire que dans la proportion du nombre de jours qu'il a vécu (*).

Néanmoins, s'il a été convenu qu'elle serait payée d'avance, le terme qui a dû être payé, est acquis du jour où le paiement a dû en être fait.

1981. La rente viagère ne peut être stipulée insaisissable, que lorsqu'elle a été constituée à titre gratuit.

1982. La rente viagère ne s'éteint pas par la mort civile du propriétaire, le paiement doit en être continué pendant sa vie naturelle.

1983. Le propriétaire d'une rente viagère n'en peut demander les arrérages qu'en justifiant de son existence, ou de celle de la personne sur la tête de laquelle elle a été constituée (**)

(*) Dans le rentes viagères, le capital est donc entièrement perdu pour le créancier: il n'a droit qu'aux arrérages, et sa créance s'éteint par parties à mesure qu'il les perçoit.

(**) Il faut distinguer les rentes sur les particuliers de celles sur l'Etat: s'il s'agit de rentes sur particuliers, le certificat de vie du rentier est délivré en conformité de l'art. 11 du décret des 6—27 mars 1791, ainsi conçu:

«La législation des actes ne sera point faite, les certificats de vie ne seront point donnés par les juges de paix; la législation sera faite, les certificats seront donnés gratuitement par les présidents des tribunaux de district, ou ceux des juges qui en feront les fonctions. Dans les chefs-lieux où sont établis, soit les tribunaux, soit les administrations de district, les maires feront les légalisations, et donneront les certificats de vie concurrement avec les présidents des tribunaux, mais seulement sur les actes des officiers publics, ou pour les citoyens qui seront domiciliés dans l'étendue de la commune.»

S'il s'agit de rentes à la charge de l'Etat ou des administrations publiques, ce certificat doit être délivré par un notaire.—Seulement aujourd'hui et depuis l'ordonn. du 6 juin 1839, il n'existe plus de notaires *certificateurs*, *tous* les notaires ont qualité à cet effet.

недвижимое имущество за условленную премію или плату, обязуясь удовлетворить уронъ, ущербъ или убытокъ, отъ предполагаемой опасности произойти могущій.

2200. Страховыя общества составляются по акціямъ и учреждаются на общихъ правилахъ товариществъ, или съ особыми преимуществами, правительствомъ утвержденными.

Примѣчаніе 1. Учрежденіе и правила страховыхъ обществъ отъ огня изложены въ особыхъ уставахъ; особенныя же правила о застрахованіи домовъ и фабричныхъ строеній Россійскими страховыми обществами для залога въ Банкѣ,—въ уставѣ Кредитномъ, статьяхъ 431—443.

Примѣчаніе 2. Правила о составленіи, совершеніи и исполненіи договора морскаго страхованія изложены въ Уставѣ Торговомъ, статьяхъ 1227—1266, и страховыя морскія общества, открытыя конторы и вообще страховщики обязаны въ дѣйствіяхъ своихъ по морскому страхованію руководствоваться оными. Впрочемъ, учрежденнымъ въ Россіи до 5 Іюня 1846 года морскимъ страховымъ компаніямъ, равно какъ морскому и рѣчному страховому обществу предоставлено руководствоваться изданными для нихъ уставами.

РАЗДѢЛЪ ЧЕТВЕРТЫЙ.

О ОБЯЗАТЕЛЬСТВАХЪ ЛИЧНЫХЪ ПО ДОГОВОРАМЪ ВЪ ОСОБЕННОСТИ.

ГЛАВА ПЕРВАЯ.

О личномъ наймѣ.

Отдѣленіе первое.

Правила общія.

2201. Личный наемъ можетъ быть: 1) для домашнихъ услугъ; 2) для отправленія земледѣльческихъ, ремесленныхъ и заводскихъ работъ, торговыхъ и прочихъ промысловъ; 3) вообще для отправленія всякаго рода работъ и должностей, невоспрещенныхъ законами.

Примѣчаніе. Особыя правила о наймѣ въ рекруты изложены въ Уставѣ Рекрутскомъ, статьѣ 353 и слѣдующихъ.

1708. Il y a deux sortes de contrats de louage:
Celui des choses,
Et celui d'ouvrage.

1710. Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

1711. Ces deux genres de louage se subdivisent encore en plusieurs espèces particulières:
On appelle *bail à loyer*, le louage des maisons et celui des meubles;
Bail à ferme, celui des héritages ruraux;
Loyer, le louage du travail ou du service;

2202. Не могутъ наниматься дѣти несовершеннолѣтнія безъ позволенія родителей или опекуновъ, жены безъ позволенія мужей, крѣпостные люди безъ паспортовъ отъ помѣщиковъ или ихъ управителей.

2203. Не могутъ быть отданы въ наемъ дѣти родителями, жены мужьями безъ собственнаго ихъ согласія; но родителямъ не запрещается отдавать дѣтей въ ученье на опредѣленные сроки.

2204. Запрещается нанимать и держать въ услуженіи и работѣ людей, не имѣющихъ узаконенныхъ видовъ, подъ опасеніемъ взысканій, въ Уставѣ о Паспортахъ и Бѣглыхъ, ст. 43, 573, 698—741, постановленныхъ.

2205. Крѣпостнымъ людямъ дозволяется вступать въ услуженіе къ лицамъ, не имѣющимъ дворянскаго права, но не иначе, какъ по правиламъ, для слугъ и рабочихъ людей вообще постановленнымъ. Помѣщикамъ же строго запрещается, подъ предлогомъ отдачи крѣпостныхъ людей по найму въ услуженіе, укрѣплять ихъ по какимъ бы то ни было сдѣлкамъ, за разночинцами или другими лицами, кои по состоянію своему не имѣютъ права владѣть крѣпостными людьми.

2206. Помѣщикамъ однако же дозволяется отъ своего лица отдавать въ обученіе крѣпостныхъ людей на узаконенный (ст. 2214) срокъ, токмо къ тѣмъ лицамъ, которыя имѣютъ право принимать въ обученіе.

Bail à cheptel celui des animaux dont le profit se partage entre le propriétaire et celui à qui il les confie.

Les *devis, marché* ou *prix fait,* pour l'entreprise d'un ouvrage moyennant un prix déterminé, sont aussi un louage, lorsque la matière est fournie par celui pour qui l'ouvrage se fait.

Ces trois dernières espèces ont des règles particulières.

1779. Il y a trois espèces principales de louage d'ouvrage et d'industrie:

1) Le louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un;

2) Celui des voituriers, tant par terre que par eau, qui se chargent du transport des personnes ou des marchandises; (Voy. Swod 1700 et suiv.).

3) Celui des entrepreneurs d'ouvrages par suite de devis ou marchés.

Du louage des domestiques et ouvriers.

1780. On ne peut engager ses services qu'à temps, ou pour une entreprise déterminée.

1781. Le maître est cru sur son affirmation,

Pour la quotité des gages,

Pour le payement du salaire de l'année échue;

Et pour les à-compte donnés pour l'année courante.

2207. Если заключенъ будетъ договоръ въ противность правилъ, въ предшедшихъ статьяхъ постановленныхъ: то оный считается недѣйствительнымъ; и если по такому договору, подъ предлогомъ найма, крѣпостные люди будутъ укрѣплены лицамъ, не имѣющимъ права владѣть ими: то людямъ симъ дается свобода, а съ держателей ихъ и помѣщиковъ, тѣхъ и другихъ порознь, взыскивается въ казну штрафъ по сту пятидесяти рублей за каждаго мужчину и по шестидесяти рублей за каждую женщину.

Примѣчаніе. Такой штрафъ взыскивается съ помѣщиковъ только по дѣламъ, начавшимся послѣ указа 1828 Октября 25 (2378).

2208. Помѣщикамъ запрещается отдавать крѣпостныхъ ихъ людей въ наемъ для работъ на горныхъ заводахъ.

2209. Запрещается Евреямъ держать у себя Христіанъ для постоянныхъ домашнихъ услугъ, но дозволяется нанимать ихъ: а) для работъ кратковременныхъ, каковыя требуются отъ извозчиковъ, судорабочихъ, плотниковъ, каменщиковъ и проч.; б) для пособія въ хлѣбопашествѣ, садоводствѣ, и огородныхъ работахъ, на земляхъ, собственно Евреямъ принадлежащихъ, и особенно въ то время, когда нужна первопачальная обработка сихъ земель; в) для работъ на фабрикахъ и заводахъ, кромѣ однако заводовъ винокуренныхъ; г) для должностей коммисіонеровъ и приказчиковъ по дѣламъ торговымъ; д) для должностей приказчиковъ и писарей по содержанію почтовыхъ станцій; е) для должностей повѣренныхъ, приказчиковъ и служителей по винными откупамъ, а равно и для должностей сидѣльцевъ въ питейныхъ домахъ въ Западныхъ, равно какъ и въ Черниговской и Полтавской губерніяхъ, но единственно для продажи питей, а не для другой какой либо домашней услуги, и не распространяя дозволенія сего на Христіанокъ, коихъ наемъ Евреями для продажи питей въ питейныхъ домахъ, шинкахъ и корчмахъ закономъ не разрѣшенъ. Евреямъ земледѣльцамъ дозволяется въ первые три года поселенія нанимать изъ Христіанъ свободнаго состоянія земледѣльцевъ, для пріобрѣтенія необходимыхъ познаній въ земледѣліи; но сіе ограниченіе срока найма не распространяется на Евреевъ-Караимовъ, жительствующихъ въ Таврической и другихъ губерніяхъ которымъ дозволяется принимать въ услуженіе Христіанъ безъ ограниченія срока ихъ содержанія, на основаніи общихъ правилъ.

Примѣчаніе 1. Евреямъ купцамъ первой гильдіи, переселяющимся въ города находящіеся внѣ постоянной осѣдлости Евреевъ, дозволяется нанимать своихъ единовѣрцевъ съ соблюденіемъ особыхъ правилъ изложенныхъ въ Уставѣ Торговомъ (ст. 128, примѣч. 2, по Прод. III № 1).

Примѣчаніе 2. Евреямъ, переходящимъ въ купечество въ г. Николаевъ и Севастополь, а равно и Евреямъ, вступающимъ по означеннымъ городамъ въ подряды, поставки и откупа, дозволяется нанимать своихъ единовѣрцевъ съ соблюденіемъ правилъ изложенныхъ въ Уставѣ торговомъ (ст. 128, примѣч. 3, по Прод. III, № 3) и въ Законахъ о Состояніяхъ (ст. 1496).

2210. Ремесленнымъ мастерамъ Евреямъ дозволено нанимать подмастерьевъ изъ Христіанъ; учениковъ же изъ Христіанъ могутъ они держать въ томъ только случаѣ, если имѣютъ хотя одного подмастерья изъ Христіанъ и если получатъ на то особенное дозволеніе Ремесленной Управы, съ соблюденіемъ притомъ правилъ, постановленныхъ въ статьяхъ 117 и 140 Устава Ремесленнаго.

Примѣчаніе. О правѣ Еврѣевъ купцовъ, пріобрѣвшихъ землю для устройства на оной фабричныхъ, промышленныхъ и хозяйственныхъ заведеній, держать, въ числѣ приказчиковъ и рабочихъ, Христіанъ, постановлены особыя правила въ Законахъ о Состояніяхъ, статьѣ 1499.

2211. Лица женскаго пола Христіанской вѣры, нанимаемыя Евреями для приготовленія пищи и бѣлья служителямъ изъ Христіанъ, также для работъ на Еврейскихъ фабрикахъ, должны жить не въ однихъ домахъ съ Евреями, но отдѣльно. Безъ сего условія наемъ ихъ запрещается.

2212. Малаканы ни подъ какимъ предлогомъ не могутъ имѣть въ домахъ своихъ, на фабрикахъ и въ заведеніяхъ людей Православнаго исповѣданія, ни въ услуженіи, ни въ работахъ, и сами малаканы, на томъ же основаніи, не могутъ вступать въ услуженіе въ домы, или къ хозяевамъ Православнаго исповѣданія. Полиціи обязаны наблюдать за точнымъ исполненіемъ сего правила; а въ случаѣ нарушенія онаго, дѣйствовать по законамъ, налагая взысканія, опредѣленныя въ статьѣ 307 Уложенія о Наказаніяхъ (ср. тамъ же ст. 227).

Примѣчаніе. Правило, въ сей статьѣ постановленное, не распространяется на коренныхъ обывателей Закавказскаго края, исповѣдающихъ Православную вѣру; но не дозволяется и въ этомъ краѣ малаканамъ проживать въ домахъ Русскихъ Православныхъ жителей, и самимъ принимать послѣднихъ въ дома свои.

2213. Для найма въ работы Калмыки-простолюдины (кочующіе въ Астраханской и Ставропольской губерніяхъ) должны испросить себѣ билетъ, который выдается имъ изъ Улусныхъ Управленій, а имѣющимъ пребываніе въ кочагахъ и на Калмыцкомъ базарѣ, отъ тамошнихъ Попечителей. Въ билетахъ, выдаваемыхъ на простой бумагѣ (ср. Уст. о Паспорт. ст. 304 и 305) со взысканіемъ за каждый по пятнадцати копѣекъ въ пользу общественнаго капитала, прописывается, на Русскомъ и Калмыцкомъ языкахъ, кто именно отпущенъ, одинъ или съ семействомъ и въ какомъ числѣ душъ. Если за отпускаемаго въ работу Калмыка принимаетъ на себя денежное поручительство Нойонъ-владѣлецъ или опекунъ и правитель улуса, или Аймачный Зайсангъ, въ томъ же билетѣ должно быть пояснено, на какую сумму ручается.

2214. Вообще срокъ личнаго найма опредѣляется условіемъ между договаривающимися лицами, но не можетъ простираться долѣе пяти лѣтъ. Американской Компаніи, въ уваженіе отдаленности тѣхъ мѣстъ, куда предназначаются ея работники, дозволяется нанимать ихъ на семь лѣтъ.

1780. On ne peut engager ses services qu'à temps, ou pour une entreprise déterminée.

2215. Запрещается наниматься подъ условіемъ зажива занятыхъ денегъ и процентовъ, если срокъ онаго по разчисленію долженъ простираться болѣе означеннаго въ предшедшей статьѣ времени.

2216. Если нанимающійся отпущенъ по паспорту, или другому узаконенному на отлучку виду, то срокъ найма не можетъ простираться далѣе опредѣленнаго паспортомъ или видомъ; въ противномъ случаѣ договоръ считается недѣйствительнымъ.

2217. Срокъ, въ который должна быть произведена работа, поручаемая ремесленнику, опредѣляется нарочнымъ условіемъ между имъ и нанимателемъ. Если же таковаго не постановлено, то работа должна быть окончена въ срокъ, положенный вообще для работъ сего рода приговоромъ Ремесленной Управы.

2218. При заключеніи найма, договаривающіяся стороны обязаны опредѣлить цѣну онаго. Условіе о цѣнѣ личнаго найма называется также и *рядою* а самая цѣна *рядною платою*.

2219. Нанимающійся для управленія дѣлами купцовъ и фабрикантовъ, вмѣсто рядной платы, можетъ получать проценты отъ порученной ему суммы или нѣкоторой части отъ доставленной хозяину прибыли.

2220. Если цѣна работы, заказанной цеховому мастеру, не будетъ опредѣлена нарочнымъ условіемъ и произойдетъ о томъ въ послѣдствіи споръ: то для рѣшенія онаго дѣлается оцѣнка Ремесленною Управою и рядскими старостами.

2221. Плата, даваемая по условію отъ цехового мастера подмастерьямъ и ученикамъ, должна быть не выше и не ниже той, которая опредѣлена ремесленнымъ сходомъ посредствомъ учиненнаго о томъ единожды въ годъ приговора.

2222. Воспрещается винокуреннымъ заводчикамъ, подъ опасеніемъ взысканія какъ за корчемство, платить работникамъ, вмѣсто денегъ, выкурваемымъ на ихъ заводахъ хлѣбнымъ виномъ и выдѣлываемыми изъ него водками.

2223. Нанявшійся въ правѣ требовать отъ хозяина жилища и содержанія, токмо въ томъ случаѣ, когда о семъ въ договорѣ сдѣлано нарочное условіе.

1781. Le maître est cru sur son affirmation,
Pour la quotité des gages;
Pour le paiement du salaire de l'année échue;
Et pour les à-compte pour l'année courante.

2224. Договоръ о личномъ наймѣ и объ отдачѣ въ обученіе долженъ быть написанъ на гербовой бумагѣ, для сего установленной, и записанъ въ книгу Маклера съ изъясненіемъ всѣхъ своихъ условій.

2225. Фабрикантамъ, отдающимъ на домъ крестьянамъ пряжу для тканья всякаго рода издѣлій, дозволяется заключать съ ними условія на простой бумагѣ, съ засвидѣтельствованіемъ не менѣе двухъ благонадежныхъ людей. Таковыя условія имѣютъ силу обязательствъ по договорамъ и принимаются во всѣхъ присутственныхъ мѣстахъ въ основаніе при разборѣ возникающихъ споровъ; порядокъ же производства дѣлъ по симъ спорамъ наблюдается тотъ самый, который постановленъ вообще для дѣлъ по обязательствамъ.

2226. Не запрещается нанимать и принимать слугъ и рабочихъ людей по однимъ представленнымъ отъ нихъ узакопеннымъ видамъ на свободное проживаніе: но если сіе учинено тамъ, гдѣ есть Маклеръ, то наниматель и нанявшійся, при спорѣ или ссорѣ между собою о служеніи, работѣ или платежѣ, не могутъ ожидать никакого пособія отъ мѣстной городской полиціи, и просьба о томъ не принимается въ Словесномъ Судѣ.

2227. Цеховымъ мастерамъ, принимающимъ на себя работу, относящуюся къ ихъ ремеслу, дозволяется заключать о семъ договоры и словесно.

2228. Договоръ личнаго найма исполняется соблюденіемъ договаривающими сторонами постановленныхъ въ оном условій.

Des Devis et des Marchés.

1787. Lorsqu'on charge quelqu'un de faire un ouvrage, on peut convenir qu'il fournira seulement son travail ou son industrie, ou bien qu'il fournira aussi la matière.

1788. Si, dans le cas où l'ouvrier fournit la matière, la chose vient à périr, de quelque manière que ce soit, avant d'être livrée, la perte en est pour l'ouvrier, à moins que le maître ne fût en demeure de recevoir la chose.

1789. Dans le cas où l'ouvrier fournit seulement son travail ou son industrie, si la chose vient à périr, l'ouvrier n'est tenu que de sa faute.

1790. Si, dans le cas de l'article précédent, la chose vient à périr, quoique sans aucune faute de la part de l'ouvrier, avant que l'ouvrage ait été reçu, et sans que le maître fût en demeure de le vérifier, l'ouvrier n'a point de salaire à réclamer, à moins que la chose n'ait péri par le vice de la matière.

1791. S'il s'agit d'un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, la vé-

2229. Хозяинъ съ напявшимися долженъ обходиться справедливо и кротко, требовать отъ нихъ токмо работы, условленной по договору, или той, для которой наемъ учиненъ, платить имъ точно и содержать исправно.

2230. Напявшійся въ работу или отданный въ ученіе долженъ быть вѣрнымъ, послушнымъ и почтительнымъ къ хозяину и его семьѣ,

rification peut s'en faire par parties: elle est censée faite pour toutes les parties payées, si le maître paie l'ouvrier en proportion de l'ouvrage fait.

1792. Si l'édifice construit à prix fait, périt en tout ou en partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architecte et entrepreneur en sont responsables pendant dix ans.

1793. Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'oeuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit, et le prix convenu avec le propriétaire.

1794. Le maître peut résilier, par sa seule volonté, le marché à forfait, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux, et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans cette entreprise.

1795. Le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou entrepreneur.

1796. Mais le propriétaire est tenu de payer en proportion du prix porté par la convention, à leur succession, la valeur des ouvrages faits et celle des matériaux préparés, lors seulement que ces travaux ou ces matériaux peuvent lui être utiles.

1798. Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée.

1799. Les maçons, charpentiers, serruriers, et autres ouvriers qui font directement des marchés à prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section: ils sont entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

и стараться добрыми поступками и поведеніемъ сохранить домашнюю тишину и согласіе. Сія послѣдняя обязанность распространяется и на хозяина, для отвращенія случая къ обоюднымъ неудовольствіямъ и жалобамъ.

2231. Нанявшійся долженъ, по порученному ему отъ хозяина дѣлу, стараться сколько можно отвращать всѣ могущія случиться убытки.

2232. Нанявшемуся воспрещается безъ вѣдома своего хозяина брать или отправлять чужую работу.

2233. Нанявшійся, который небреженіемъ своимъ причинитъ вредъ или ущербъ ввѣренному ему имуществу, платитъ за то хозяину безотговорочно, или выслуживаетъ причиненые имъ убытки.

2234. Нанявшійся, которой промотаетъ хозяйское, платитъ хозяину убытки, и сверхъ того въ такомъ поступкѣ судится какъ воръ, уголовнымъ порядкомъ.

2235. За причиненныя кому либо обиды или убытки слугами, отвѣтственность на господина ихъ падаетъ только въ томъ случаѣ, когда обиды или убытки произведены по его приказанію; въ противномъ же случаѣ отвѣтственности подвергаются лишь сами виновные.

2236. Ремесленный обязанъ производить работу добрую, исправно, къ условленному сроку, безъ недостатка, и сходственно управному вѣсу, мѣрѣ, пробѣ и предписанію касательно ремесла, на основаніи правилъ, въ статьяхъ 154 и 156 Устава Ремесленнаго изложенныхъ.

2237. Цеховой мастеръ обязанъ ученика учить порядочно, обходиться съ нимъ человѣколюбиво и сходственно здравому разсудку, безъ причины не наказывать, излишней и необыкновенной по ремеслу работы на него не налагать, не принуждать его къ домашнему своему служенію, и не позволять того ни своей семьѣ, ни мастерамъ и подмастерьямъ.

2238. Прежде наступленія срока воспрещается нанявшемуся отходить отъ своего хозяина, а сему послѣднему не дозволяется его отсылать до того же срока. Однако же, если хозяинъ умретъ до срочнаго времени, то обязанность наемника прекращается, буде договоръ былъ заключенъ на имя одного хозяина безъ распространенія на наслѣдниковъ.

2239. Если работникъ, взявъ впередъ деньги съ хозяина, сдѣлавшись боленъ, не будетъ въ силахъ заработать къ сроку, а заплатить чѣмъ не имѣетъ: то, по выздоровленіи, обязанъ заслуживать за срокъ столько времени, сколько по свидѣтельству онъ больнымъ находился. На семъ же основаніи работникъ долженъ заслуживать убытокъ, причиненный

1797. L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie.

имъ хозяину утратою или порчею вещей, если не въ состоянiи за то заплатить.

2240. Если цеховой мастеръ взялъ ученика въ науку на срочное время, а ученикъ окажется по тупому понятiю или слабому тѣлесному сложенiю къ наукѣ неспособнымъ: то, по прошествiи отъ заключенiя договора шести мѣсяцевъ, долженъ мастеръ извѣстить о таковой неспособности лице, отдавшее ему ученика. Въ противномъ же случаѣ, мастеръ обязанъ за все время бытности ученика заплатить отдавшему его въ обученiе столько, сколько бы работникъ въ теченiи того времени могъ пріобрѣсти платы.

2241. Въ С.-Петербургѣ предоставлено волѣ нанимающаго сдѣлать на адресномъ билетѣ, выданномъ изъ Адресной Экспедицiи, одобрительный на счетъ отпускаемаго отзывъ, за время его служенiя, или отказать ему въ такомъ отзывѣ, съ означенiемъ лишь, что увольняемый находился въ услуженiи у него въ такой-то должности и имъ отпущенъ съ возвращенiемъ билета; всякiй же разборъ жалобъ на невыдачу хозяиномъ одобрительнаго аттестата воспрещенъ.

2242. Служащiй по билетамъ Адресной Конторы въ Москвѣ обязанъ при перемѣнѣ должности или мѣста требовать отъ хозяевъ о своемъ поведенiи аттестата.

2243. Буде бы кто, жившiй въ Москвѣ при должности въ частномъ домѣ, не получилъ аттестата несправедливо, то есть безъ важнаго проступка, или безъ дурнаго поведенiя: то таковой можетъ принести жалобу Военному Генералъ-Губернатору, и, по усмотрѣнiи основательности оной, получаетъ новый билетъ отъ Адресной Конторы.

2244. Цеховой мастеръ, отпуская подмастерья или ученика, долженъ дать ему письменное свидѣтельство, какое заслужилъ онъ по вѣрности, послушанiю, почтительности, прилежанiю, искуству и поведенiю своему.

2245. Цеховой мастеръ, не давшiй подмастерью или ученику свидѣтельства, на полученiе коего онъ имѣлъ по закону право, безъ справедливаго на сiе основанiя, и въ томъ изобличенный, подвергается по рѣшенiю Ремесленной Управы взысканiямъ, опредѣленнымъ въ Уложенiи о Наказанiяхъ, ст. 1904.

2246. Безъ свидѣтельства или отпуска того мастера, у котораго подмастерье или ученикъ былъ, запрещается принимать таковаго другому мастеру; въ противномъ случаѣ, подмастерье или ученикъ, а равно неправильно принявшiй ихъ мастеръ, подвергаются отвѣтственности на основанiи статей 1872 и 1898 Уложенiя о Наказанiяхъ.

2247. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской, если находящійся по найму въ услуженіи отойдетъ самовольно отъ своего господина, не получивъ аттестата за подписью его и приглашеннаго къ тому свидѣтеля, то подвергается полицейскому взысканію. Если кто либо не дастъ по упрямству аттестата вольному слугѣ своему, то сей послѣдній долженъ въ присутствіи полицейскаго чиновника и свидѣтелей просить объ увольненіи, и если тогда, безъ уважительныхъ причинъ, аттестата не получитъ, то имѣетъ право взять о томъ отъ полиціи свидѣтельство, которое имѣетъ служить вмѣсто аттестата.

Примѣчаніе. Правила о наймѣ купеческихъ приказчиковъ, лавочныхъ сидѣльцевъ, корабельныхъ служителей, водоходцевъ, и работниковъ на фабричныя заведенія опредѣляются въ статьяхъ 685—720 и 879—999 Устава Торговаго и въ статьяхъ 100—114 Устава о Промышленности Фабричной и Заводской. Правила о наймѣ лоцмановъ и судорабочихъ опредѣляются въ Уставѣ Путей Сообщенія, статьѣ 269 и слѣдующихъ. Особенныя правила о наймѣ рабочихъ для золотыхъ промысловъ и о наймѣ въ губерніяхъ Витебской и Могилевской помѣщичьихъ крестьянъ въ земляныя и другія черныя работы, изложены, первыя въ статьяхъ 2474—2514 и 2567 Устава Горнаго, а послѣднія въ Законахъ о Состояніяхъ, въ приложеніи къ ст. 1049.

Отдѣленіе второе.

О наймахъ въ работу Сибирскихъ обывателей разныхъ сословій и Мезенскихъ Самоѣдовъ.

2248. Всѣ денежныя одолженія, заключающія въ себѣ условія заработать взятыя деньги, составляютъ дѣйствительный наемъ въ работу.

Примѣчаніе. Подробныя правила о наймѣ въ работу или для услугъ на золотые промыслы Сибирскихъ мѣщанъ, крестьянъ, инородцевъ и ссыльно-поселенцевъ изложены въ Уставѣ Горномъ, статьяхъ 2482 и слѣд.

2249. Наймы въ работу суть или явочные или безъ явки.

I. О наймахъ явочныхъ.

2250. Наймы явочные должны быть: 1) писаны на гербовой простой бумагѣ; 2) съ означеніемъ срока; 3) съ означеніемъ условленной платы; 4) съ означеніемъ задатка, если оный былъ данъ, и 5) явлены въ городѣ въ Земскомъ Судѣ, въ селеніи въ Волостномъ Правленіи или, Сибирскими инородцами, у инороднаго начальства, а Мезенскими Самоѣдами у ихъ Старосты.

Примѣчаніе. У Самоѣдовъ наймы пишутся на простой бумагѣ.

2251. Сибирскій поселенецъ или крестьянинъ, нанимающійся въ работу, долженъ имѣть дозволеніе отъ мірскаго общества того селенія, въ коемъ онъ состоитъ. Дозволеніе сіе дается не болѣе какъ на одинъ годъ, а потомъ можетъ быть возобновлено; оно должно быть явлено и записано въ Волостномъ Правленіи; Мезенскимъ же Самоѣдамъ выдается такое дозволеніе отъ Старосты или его помощника.

2252. По сему дозволенію (ст. 2251) составляется условіе о наймѣ въ работу; оно должно быть писано для Сибирскихъ обывателей на простой гербовой, а для Мезенскихъ Самоѣдовъ на простой бумагѣ; въ немъ означается срокъ и цѣна найма, количество денегъ, впередъ отданныхъ, и другія статьи договора, какъ-то: количество присѣва, содержаніе пищею, одеждою, и тому подобное.

2253. Не запрещается писать на одномъ листѣ многихъ работниковъ.

2254. Условія составляются лично. Ни въ какомъ случаѣ они не могутъ простираться на дѣтей работника, и еще менѣе на пріемышей.

2255. Срокъ найма не долженъ простираться долѣе одного года.

2256. Деньги, впередъ выдаваемыя, никогда не должны превышать всего количества годоваго найма, полагая въ томъ числѣ и платежъ податей и повинностей за работника. Хозяинъ, который дастъ впередъ работнику болѣе всей годовой платы, лишается своего иска.

2257. Для Сибирскихъ обывателей, правило въ предшедшей статьѣ постановленное, простирается и на условія о наймахъ въ рекруты; кто дастъ нанимаемому рекруту прежде сдачи его болѣе, нежели сколько можетъ онъ заработать въ теченіи одного года и вообще болѣе тридцати рублей, тотъ лишается своего иска.

2258. Условіе, на основаніи предшедшихъ статей составленное должно быть явлено въ томъ Волостномъ Правленіи или, у Мезенскихъ Самоѣдовъ, у того Родоваго Старосты, гдѣ вѣдомъ хозяинъ.

2259. Волостное Правленіе или, у Мезенскихъ Самоѣдовъ, Родовой Староста даетъ о семъ знать тому Волостному Правленію, или у послѣднихъ Старостѣ, гдѣ вѣдомъ работникъ, дабы въ случаѣ нужды всегда сыскать его было можно.

2260. Условіе, въ Волостномъ Правленіи или у Мезенскаго Самоѣдскаго Старосты явленное и засвидѣтельствованное, отдается хозяину для храненія.

2261. Всѣ споры, между хозяиномъ и работникомъ возникающіе, разрѣшаются по силѣ условій.

2262. Работникъ до срока найма, безъ согласія хозяина, не можетъ перейти къ другому. Въ случаѣ же обоюднаго согласія заключается новое условіе.

2263. Хозяинъ имѣетъ право, въ случаѣ пьянства, буйства, неповиновенія и худаго поведенія работника, заявивъ о томъ мірскому обществу или у Мезенскихъ Самоѣдовъ, ихъ Старостѣ, гдѣ производится работа, требовать наказанія.

2264. Мірское общество, при Старостѣ или Старшинахъ, разсмотрѣвъ жалобу хозяина, если найдетъ ее правильною, дѣлаетъ письменный мірской приговоръ, опредѣляетъ мѣру наказанія и производитъ его въ дѣйствіе. Наказаніе должно быть скорое, но умѣренное, единственно для ускромленія буйства или худаго поведенія.

2265. Работникъ, въ обидахъ отъ хозяина, также приноситъ жалобу мірскому обществу, по разсмотрѣнію коего, ежели жалоба найдется правильною, чинится удовлетвореніе или дается работнику дозволеніе отойти отъ хозяина.

2266. Ежегодно, по окончаніи срока между работникомъ и хозяиномъ, чинится разсчетъ, и если хозяинъ остается должнымъ работнику, то немедленно его удовлетворяетъ. Если мірское общество попуститъ, что работникъ, по окончаніи срока, не получитъ отъ хозяина разсчета, или, получивъ разсчетъ, по оному останется неудовлетвореннымъ: то по жалобѣ работника само будетъ подлежать платежу всего иска. Земская полиція обязана имѣть за симъ строгое наблюденіе.

2267. Все, что въ предшедшихъ статьяхъ сказано о мірскихъ обществахъ, составляетъ обязанность мѣстъ полицейскихъ, относительно работниковъ изъ Сибирскихъ крестьянъ, инородцевъ и Мезенскихъ Самоѣдовъ, нанятыхъ городовыми жителями.

2268. Если работникъ по разсчету остается должнымъ хозяину, то долгъ сей, если онъ будетъ превышать рубль пятьдесятъ копѣекъ, не подлежитъ никакому иску, потому что онъ составленъ безъ дозволенія начальства, превышаетъ условіе и допущенъ въ противность симъ правиламъ.

2269. На томъ же самомъ основаніи составляются и разсматриваются условія и по наймамъ работниковъ въ судоходство.

2270. Наемъ въ работу на суда не можетъ существовать безъ письменнаго договора; въ семъ договорѣ означается: 1) срокъ работы; 2) условленная плата; 3) гдѣ и когда получать ее, и 4) сколько выдано въ задатокъ при заключеніи договора.

2271. Возобновленіе такихъ договоровъ бываетъ не иначе, какъ по окончаніи разсчета за прошедшее время. Притомъ рабочій изъ Сибирскихъ обывателей долженъ представлять и возобновленное дозволеніе

отъ мірскаго общества, а Мезенскій Самоѣдъ отъ своего Старосты, если не имѣетъ паспорта, срокомъ на все время возобновляемаго вновь договора.

2272. Споръ, возникшій при разсчетѣ, представляется разсмотрѣнію: у Сибирскихъ обывателей—судебнаго или полицейскаго мѣста, а у Мезенскихъ Самоѣдовъ,—Словесной Расправы, то есть Волостному Правленію или Самоѣдскому Старостѣ, коимъ по мѣстопребыванію рабочій подвѣдомъ. До окончательнаго разсмотрѣнія спора, новый договоръ не заключается.

2273. Для найма въ работу на суда, барки, лодки и плоты, Сибирскіе поселяне могутъ отлучаться съ одними волостными письменными видами. Они пишутся срокомъ отъ одного до шести мѣсяцевъ, на простой гербовой бумагѣ. На сей случай Волостныя Правленія всегда должны имѣть въ запасѣ простую гербовую бумагу. Мезенскіе Самоѣды для сихъ наймовъ отлучаются съ письменными отъ Старостъ видами, которые пишутся срокомъ отъ одного до шести мѣсяцевъ, на простой бумагѣ.

2274. Земская и городская полиціи, при явкѣ условій, наблюдаютъ, чтобы они были составлены во всемъ сообразно правиламъ, выше сего постановленнымъ.

2275. Земская и городская полиціи по условіямъ, у нихъ въ свое время явленнымъ, строго понуждаютъ работниковъ, чтобъ они непремѣнно стали въ урочное время въ работу. Всякое упущеніе въ семъ подвергаетъ ихъ самихъ отвѣту и взысканію.

2276. На стойбищахъ и въ тундрахъ Мезенскихъ Самоѣдовъ наймы явочные могутъ быть составляемы и словесно; но они должны быть явлены у Родоваго Старосты при двухъ свидѣтеляхъ и съ записью въ особую явочную по наймамъ книгу.

2277. Въ кочевьяхъ Сибирскихъ инородцевъ наймы явочные могутъ равнымъ образомъ быть составляемы и словесно; но они должны быть явлены у Родоваго Старосты, въ Инородной Управѣ или Степной Думѣ при двухъ свидѣтеляхъ; и ежели въ Управѣ введено письменное производство, то съ записью въ особую явочную по наймамъ книгу.

2278. Инородцамъ Сибирскимъ, имѣющимъ свои письмена, не запрещается писать и записывать условія на ихъ языкѣ.

2279. Въ случаѣ неустойки по наймамъ явочнымъ, споры и жалобы разбираются на основаніи особыхъ правилъ, установленныхъ для Сибирскихъ жителей и для Мезенскихъ Самоѣдовъ въ книгѣ II Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

2280. Самоуправство, а паче насиліе во всѣхъ случаяхъ пресѣкаются дѣйствіемъ полиціи.

II. О наймахъ безъ явки.

2281. Не запрещается дѣлать наймы въ работу словесно и безъ письменныхъ условій и даже безъ явки ихъ въ какомъ бы то ни было мѣстѣ; условія таковыя, нигдѣ не записанныя и не явленныя, бывъ основаны на одномъ личномъ довѣріи, въ случаѣ неустойки, не подлежатъ никакому судебному разбирательству, ни въ Сибирскихъ Инородныхъ Управахъ, ни у Мезенскихъ Самоѣдскихъ старостъ, ни въ Волостныхъ Правленіяхъ, ни въ Земскихъ Судахъ, ни въ городскихъ или другихъ общихъ и частныхъ присутственныхъ и судебныхъ мѣстахъ.

2282. Обѣ стороны въ сей неустойкѣ могутъ разбираться полюбовно чрезъ посредниковъ, если обѣ выбрать ихъ согласятся, и сей разборъ есть окончательный; жалобы на него нигдѣ не принимаются.

2283. Въ случаѣ самоуправства, а паче насилія при спорахъ сего рода, полиція обязана поступать на основаніи правилъ, предписанныхъ ниже въ книгѣ II Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

III. Положенія общія.

2284. Никто не можетъ ни съ явкою, ни безъ явки, ни письменныхъ, ни словесныхъ условій на наемъ въ работу давать за другаго, ни отецъ, ни мать за сына, ни дядя за племянника, ни старшій родственникъ за младшаго, а тѣмъ менѣе за пріемыша или постороняго.

2285. Дѣтей малолѣтныхъ (ниже семнадцати лѣтъ) хотя и могутъ отцы и матери отдавать въ легкую работу, какъ то: въ пастушество и тому подобное, и составлять за нихъ условія, но не иначе, какъ съ дозволенія у Сибирскихъ обывателей Волостнаго Правленія или родоваго начальства, а у Мезенскихъ Самоѣдовъ Старосты, и то не болѣе, какъ на одинъ годъ; то же разумѣется и о пріемышахъ и малолѣтныхъ, подъ опекою состоящихъ. Кто приметъ таковыхъ въ работу безъ дозволенія начальства, тотъ въ случаѣ неустойки теряетъ искъ и право, а по возрастѣ малолѣтнаго, подвергается, по жалобѣ его, и взысканію по законамъ.

2286. Отецъ и мать могутъ отдавать дѣтей своихъ въ науку какому нибудь ремеслу, по письменному или словесному условію, на основаніи постановленныхъ правилъ о наймѣ въ работу; но отдаваемый не долженъ быть старѣе четырнадцати и пятнадцати лѣтъ, а срокъ ученья не долженъ продолжаться болѣе пяти лѣтъ.

2287. Подряды на извозы хотя и составляютъ наемъ въ работу, но не подлежатъ правиламъ вышеозначеннымъ.

Примѣчаніе. У Самоѣдовъ сего рода подряды остаются въ томъ порядкѣ, въ какомъ они до изданія положенія 18 Апрѣля 1835 года производились.

2288. Запрещается въ провозѣ купеческихъ кладей и вообще въ проѣздѣ разнаго званія людей вольнымъ наймомъ дѣлать наималѣйшее затрудненіе. Въ слѣдствіе того мѣстная полиція имѣетъ прекращать остановки, кои нерѣдко чинимы бываютъ подъ предлогомъ очереднаго извоза, заведеннаго въ нѣкоторыхъ селеніяхъ безъ всякаго правила, по одному своевольству ихъ обывателей такъ, что не только проѣзжающій, но и цѣлый обозъ съ дракою останавливается и принуждается перемѣнять лошадей, и нанимать ихъ не у тѣхъ, у кого приказчикъ или главный извозчикъ пожелаетъ и къ кому онъ имѣетъ довѣріе, но у тѣхъ, кои состоятъ на очереди. Сіи злоупотребительныя очереди ни подъ какимъ видомъ не должны быть допускаемы, и проѣзжающій или обозный всегда долженъ имѣть полную свободу нанимать того, кого онъ пожелаетъ, или совсѣмъ не нанимать и миновать деревни или чумы на прежнихъ лошадяхъ или оленяхъ по условію, которое имъ сдѣлано и которое никѣмъ не можетъ быть по произволу нарушаемо.

2289. Въ случаѣ нарушенія правила въ предшедшей статьѣ постановленнаго, Земскіе Суды имѣютъ право виновныхъ отсылать къ суду по законамъ.

2290. Условія о наймѣ въ работы надлежитъ составлять сообразно съ приложенными при семъ формами.

Примѣчаніе. По обязательствамъ, заключеннымъ у Самоѣдовъ, до обнародованія положенія 18 Апрѣля 1835 года, были постановлены слѣдующія правила: 1) Всѣмъ хозяевамъ, гдѣ наймы въ работы существуютъ, надлежало чрезъ кого слѣдуетъ объявить, чтобъ они иски свои на работникахъ изъ крестьянъ и Самоѣдовъ въ прежнихъ долгахъ, по 1835 годъ, предъявили съ надлежащими доказательствами въ Уѣздный Судъ; 2) Уѣздному Суду постановлено въ обязанность иски сіи разсмотрѣть и рѣшить въ самый кратчайшій и отнюдь не далѣе какъ въ годовой срокъ; при чемъ обратить вниманіе его: а) на форму, по коей условія сіи были составлены, на сроки ихъ и прочія обязательства; б) на общіе законы, воспрещающіе крестьянамъ вѣрить болѣе одного рубля пятидесяти копѣекъ безъ дозволенія и разрѣшенія ихъ начальства.

ГЛАВА ВТОРАЯ.

О довѣренности и вѣрющихъ письмахъ.

DU MANDAT.

De la nature et de la forme du mandat.

1984. Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom.

Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire.

Отдѣленіе первое.

О составленіи довѣренности.

2291. Довѣренности давать могутъ частныя лица, и сословія лицъ, какъ то: дворянскія, городскія и сельскія общества, монастыри и другія духовныя установленія.

2292. Сословія лицъ могутъ давать довѣренности на тѣ только дѣла, кои могутъ быть отправляемы ими чрезъ уполномоченныхъ; таковы суть:

I. Для дворянскихъ обществъ: 1) уполномочія депутатовъ, отправляемыхъ для представленія о нуждахъ дворянскихъ порядкомъ, для сего установленнымъ въ Законахъ о Состояніяхъ, статьяхъ 112, 113, 114; 2) довѣренности стряпческія для ходатайства въ судѣ по дѣламъ дворянскихъ обществъ; 3) уполномочія для принятія провіантскихъ подрядовъ.

II. Для городскихъ обществъ: довѣренности депутатамъ для ходатайства по дѣламъ гражданскимъ въ порядкѣ, для сего установленномъ.

III. Для сельскихъ обществъ: довѣренности для ходатайства по общественнымъ ихъ землямъ и тяжебнымъ ихъ дѣламъ. Помѣщичьи крестьяне могутъ давать довѣренности на подписаніе условій съ ихъ помѣщиками при увольненіи ихъ въ званіе государственныхъ крестьянъ, на собственныхъ земляхъ водворенныхъ.

IV. Епархіальныя и монастырскія начальства могутъ давать довѣренности на ходатайство по ихъ дѣламъ, не употребляя однако же къ сему монаховъ и монахинь.

Примѣчаніе. Отъ довѣренности различаются довѣренныя порученія или приказы, каковые даются отъ присутственныхъ мѣстъ чиновникамъ ихъ для полученія на почтѣ денегъ и бумагъ или для исправленія другихъ дѣлъ.

2293. Частныя лица могутъ давать довѣренности, когда по состоянію своему они могутъ вступать въ договоры и при томъ по такимъ дѣламъ, кои могутъ быть по закону совершаемы безъ личнаго ихъ присутствія.

2294. Принимать довѣренности или быть повѣренными могутъ всѣ тѣ, коимъ по закону не воспрещено вступать въ договоры, съ наблюденіемъ изъятій, въ нижеслѣдующихъ статьяхъ постановленныхъ.

Примѣчаніе. Особенныя правила о довѣренностяхъ отъ лицъ, въ карантинѣ находящихся, опредѣлены въ Уставѣ Врачебномъ.

1990. Les femmes et les mineurs émancipés peuvent être choisis pour mandataires; mais le mandant n'a d'action contre le mandataire mineur que d'après les règles générales relatives aux obligations des mineurs, et contre la femme mariée et qui a accepté le mandat sans autorisation de son mari, que d'après les règles établies au titre *du Contrat de mariage et des Droits respectifs des Époux.*

2295. Учрежденіе Конторъ о принятіи на себя хожденія по дѣламъ не дозволяется, и частнымъ лицамъ предоставлено, въ случаѣ надобности, избирать самимъ для сего повѣренныхъ по своему усмотрѣнію на существующихъ основаніяхъ. Правила о Коммисіонерскихъ Конторахъ, открываемыхъ частными людьми для купли и продажи по порученіямъ частныхъ лицъ, равно для займа капиталовъ, найма домовъ и пріисканія разнаго рода людей въ частныя должности и службы, изложены въ приложеніи къ статьѣ 88 Устава Торговаго.

2296. Служащимъ въ Сибири чиновникамъ, равно женамъ ихъ и членамъ ихъ семействъ, не дозволено быть повѣренными другихъ лицъ по тѣмъ горнымъ и золотымъ промысламъ, кои имъ самимъ воспрещены.

2297. Запрещается лицамъ торговаго званія давать лицамъ, непринадлежащимъ къ сему состоянію, довѣренности на производство торговли. Особенныя правила о торговыхъ довѣренностяхъ опредѣлены въ статьяхъ 721—749 Устава Торговаго.

2298. Запрещается давать довѣренности отъ помѣщиковъ лицамъ, права дворянскаго неимѣющимъ, на продажу крѣпостныхъ людей и крестьянъ безъ земель. Но если крѣпостные люди и крестьяне самимъ владѣльцемъ уже проданы, то онъ можетъ дать недворянину довѣренность на совершеніе купчей крѣпости. Въ семъ случаѣ въ довѣренности надлежитъ изъяснить, кому продажа сдѣлана и за какую цѣну. Довѣренности на покупку крѣпостныхъ людей безъ земли могутъ быть даваемы отъ помѣщиковъ недворянамъ.

2299. Запрещается давать довѣренности лицамъ, права дворянскаго неимѣющимъ, на отдачу людей въ обученіе срокомъ свыше пяти лѣтъ. Въ случаѣ же надобности, повѣренный можетъ условія на отдачу въ обученіе возобновлять по новой довѣренности.

2300. Запрещается давать довѣренности лицамъ недворянскаго состоянія на управленіе деревнями съ передачею всѣхъ правъ вотчинныхъ, со включеніемъ въ довѣренность какихъ либо долговыхъ сдѣлокъ и съ уполномочіемъ на продажу или залогъ тѣхъ деревень или крѣпостныхъ людей; но если въ семъ послѣднемъ настоитъ надобность, то владѣлецъ долженъ управителя снабдить для сего особою довѣренностію. Евреевъ же вовсе запрещается уполномочивать на управленіе деревнями.

2301. Помѣщикамъ воспрещается въ выдаваемыхъ ими на управленіе имѣніями общихъ довѣренностяхъ предоставлять управителямъ право удалять крестьянъ навсегда изъ имѣнія чрезъ представленіе ихъ въ распоряженіе правительства, равно какъ и отдавать ихъ въ рекруты въ

зачетъ будущихъ наборовъ или безъ зачета, такъ какъ сіи двѣ мѣры взысканія принадлежатъ исключительно власти самого помѣщика; въ случаѣ же необходимости употребить одну изъ нихъ во время отсутствія владѣльца изъ имѣнія, дозволяется ему каждый разъ уполномочивать на то управителя, или же кого либо другаго, особою довѣренностію, въ которой должно быть поименовано самое лицо, подвергаемое симъ наказаніямъ.

2302. Если земля, состоящая подъ поселеніемъ помѣщичьихъ крестьянъ продана лицу, правъ потомственнаго дворянства не имѣющему, то тому же самому лицу не можетъ быть поручено управленіе тѣми крестьянами впредь до переселенія ихъ на другія земли помѣщика.

2303. Сверхъ недѣйствительности всѣхъ довѣренностей, выше сего означенныхъ (ст. 2299, 2300 и 2302), съ того, кто будетъ держать крѣпостныхъ людей по такимъ довѣренностямъ, взыскивается, какъ и съ помѣщика, давшаго довѣренность, въ казну штрафъ за каждую душу мужескаго пола по сту пятидесяти, а женскаго по шестидесяти рублей, самимъ же тѣмъ людямъ и крестьянамъ предоставляется свобода.

2304. Помѣщикамъ дозволяется давать разночинцамъ и людямъ, дворянскаго права не имѣющимъ, довѣренности на возобновленіе паспортовъ крѣпостнымъ ихъ людямъ и на полученіе съ нихъ оброка; при чемъ мѣстное начальство, за тѣми изъ сихъ повѣренныхъ, которые будутъ крѣпостныхъ людей держать у себя безъ платы и не отпуская въ стороннее служеніе, должно имѣть строгое смотрѣніе, и по доказательствамъ о сихъ злоупотребленіяхъ, по уничтоженіи вѣрющихъ писемъ, давать людямъ свободу для избранія рода жизни.

2305. На продажу и закладъ крестьянъ и дворовыхъ людей съ землею дозволяется владѣльцамъ давать вѣрющія письма и на имя разночинцевъ и другихъ лицъ, права дворянскаго не имѣющихъ, но не иначе, какъ съ соблюденіемъ нижеслѣдующихъ правилъ:

1) Довѣренности сіи могутъ быть даваемы отъ находящихся въ Россіи не далѣе, какъ на годъ, а отъ пребывающихъ въ чужихъ краяхъ не болѣе, какъ на два года, по истеченіи же сихъ сроковъ отъ дня подписанія, довѣренности сіи теряютъ въ присутственныхъ мѣстахъ силу свою и дѣйствіе, и по онымъ возбраняется совершать какія либо сдѣлки.

2) Не отъемлется однако право у помѣщиковъ возобновлять сіи вѣрющія письма на точномъ основаніи предшедшаго пунтка, тѣмъ же лицамъ или другимъ, по усмотрѣнію ихъ.

3) Поелику крѣпостные люди, предполагаемые къ продажѣ или закладу, должны оставаться на своей землѣ и безъ оной по довѣренностямъ, даннымъ людямъ недворянскаго состоянія (ст. 2298 и 2302), отнюдь

проданы и заложены быть не могутъ: то не должны они имѣтъ и жительства или пребыванія у разночинцевъ и прочихъ дворянскаго права неимѣющихъ, получившихъ на таковыя сдѣлки вѣрющія письма.

4) Въ сихъ письмахъ не дозволяется включать никакихъ долговыхъ оборотовъ, ибо на сіе имѣются другой формы законами постановленные документы; а потому и должно въ оныхъ единственно писать, что такой-то вѣритъ такому-то продать или заложить крестьянъ или дворовыхъ людей съ землею, и полученныя по сему деньги доставить ему вѣрителю, или такому-то по его порученію, съ надлежащею въ оныхъ роспис憂.

2306. Срокъ, на который можетъ быть дана довѣренность, зависитъ отъ произвола довѣрителя, кромѣ случаевъ, въ коихъ законами сей срокъ именно опредѣляется. На полученіе пенсій и жалованья дозволяется уполномочивать срокомъ не далѣе, какъ на одинъ годъ.

2307. Во всякой довѣренности довѣритель долженъ изъяснить, что онъ во всемъ, что повѣренный его по довѣренности сдѣлаетъ, ему вѣритъ и спорить и прекословить не будетъ.

Отдѣленіе второе.

О совершеніи вѣрющихъ писемъ.

2308. При засвидѣтельствованіи вѣрющаго письма, присутственное мѣсто должно наблюдать, чтобы опое не было подложное, и свидѣ-

1986. Le mandat est gratuit, s'il n'y a convention contraire.

1987. Il est ou spécial et pour une affaire ou certaines affaires seulement, ou général et pour toutes les affaires du mandant.

1988. Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration.

S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès.

1989. Le mandataire ne peut rien faire au-delà de ce qui est porté dans son mandat: le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre.

1985. Le mandat peut être donné ou par acte public, ou par écrit sous seing privé, même par lettre. Il peut aussi être donné verbalement; mais la preuve testimoniale n'en est reçue que conformément au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général.*

L'acceptation du mandat peut n'être que tacite, et résulter de l'exécution qui lui a été donnée par le mandataire.

тельствовать его токмо въ томъ, что оно подписано подлинно рукою довѣрителя, или, при неумѣніи его грамотѣ, по волѣ его и приказанію, другимъ лицемъ.

2309. Для сего вѣрющее письмо должно быть предъявлено къ засвидѣтельствованію самимъ довѣрителемъ лично. Если онъ присутственному мѣсту не извѣстенъ, то оно должно удостовѣриться, что предъявитель подлинно то самое лице, отъ имени коего вѣрющее письмо составлено.

2310. Если довѣритель не можетъ предъявить вѣрющаго письма къ засвидѣтельствованію самъ, по занятію службою, по болѣзни или по другимъ уважительнымъ причинамъ: то дозволяется ему сдѣлать предъявленіе и чрезъ другое лицо; но въ семъ случаѣ присутственное мѣсто должно удостовѣриться спросомъ довѣрителя на дому о томъ, отъ него ли составлено вѣрющее письмо. Частнымъ золотопромышленникамъ и ихъ управляющимъ дозволяется, во время нахожденія на пріискахъ, предъявлять вѣрющія письма къ засвидѣтельствованію надлежащаго присутственнаго мѣста и чрезъ другое лице; но въ семъ случаѣ подпись руки вѣрителя должна быть удостовѣрена мѣстнымъ Горнымъ Исправникомъ.

2311. Всякое злоупотребленіе, которое можетъ произойти отъ недостатка предосторожностей въ распоряженіи присутственныхъ мѣстъ, въ отношеніи свидѣтельствованія вѣрющихъ писемъ, остается на непосредственной тѣхъ мѣстъ отвѣтственности.

2312. Если свидѣтельствуется вѣрющее письмо на совершеніе купчей или закладной крѣпости, то при семъ не дѣлается справокъ о томъ, не состоитъ ли запрещенія на имѣніи, которое предоставляется повѣренному заложить или продать; а наблюденіе за симъ принадлежитъ до тѣхъ присутственныхъ мѣстъ, въ которыя оное вѣрющее письмо поступитъ къ исполненію, и въ которыхъ крѣпости писаны будутъ. Если въ сихъ мѣстахъ окажется продавцу или закладчику въ письмѣ крѣпостей запрещеніе, то, прежде разрѣшенія онаго, хотя бы и засвидѣтельствованное присутственнымъ мѣстомъ вѣрющее письмо объявлено было, тѣхъ крѣпостей отнюдь не совершать.

2313. Вѣрющія письма на залогъ имѣнія въ Государственный Заемный Банкъ и полученіе изъ онаго денегъ, вкладовъ и процентовъ, должны быть также засвидѣтельствованы въ судебномъ мѣстѣ за подписаніемъ присутствующихъ, за скрѣпою Секретаря, и за печатью того мѣста, съ достовѣрнымъ утвержденіемъ, что точно подписаны тѣми, чьихъ имена изображены и точно ими самими, или по ихъ просьбѣ, представлены. Если же таковыя вѣрющія письма присланы изъ-за границы отъ состоящихъ при арміи, то оныя считаются дѣйствительными токмо

тогда, когда писаны будутъ въ Полковыхъ Канцеляріяхъ и засвидѣтельствованы генералитетомъ или Полковыми Командирами съ приложеніемъ печати; а отъ чиновниковъ, при миссіяхъ состоящихъ, вѣрющія письма должны быть засвидѣтельствованы въ Министерскихъ Канцеляріяхъ за подписаніемъ Россійскихъ Министровъ.

Примѣчаніе. Впредь до окончательнаго разсмотрѣнія новыхъ правилъ для ссудъ изъ кредитныхъ установленій подъ залогъ недвижимыхъ имуществъ, ссуды изъ Заемнаго Банка, Сохранныхъ Казенъ и Приказовъ Общественнаго Призрѣнія подъ недвижимыя имущества, равно перезалогъ сихъ имѣній пріостановлены.—Примѣчаніе сіе относится также къ статьямъ 2314, 2315 и 2316.

2314. Судебное мѣсто, засвидѣтельствовавъ вѣрющее письмо на залогъ имѣнія въ Государственномъ Заемномъ Банкѣ, или въ Приказѣ Общественаго Призрѣнія, и на полученіе денегъ, должно тогда же доставить въ оные прямо отъ себя засвидѣтельствованную копію съ вѣрющаго письма на гербовой бумагѣ.

2315. Такимъ же образомъ должны быть доставляемы въ Опекунскіе Совѣты копіи съ вѣрющихъ писемъ на залогъ въ оныхъ имѣнія и на пріемъ слѣдующихъ денегъ, на полученіе отъ нихъ вкладовъ, копій съ свидѣтельствъ на заложенныя имѣнія и на перепродажу сихъ послѣднихъ.

2316. Подлежащія къ отсылкѣ въ кредитныя установленія копіи съ довѣрностей на полученіе по ссудамъ денегъ, по надлежащей скрѣпѣ Секретаремъ и Надсмотрщикомъ или Столоначальникомъ и за подписью наличныхъ членовъ присутственнаго мѣста, такое свидѣтельство выдающаго, отсылаются и доставляются изъ присутственныхъ мѣстъ въ подлежащее кредитное установленіе тѣмъ порядкомъ, какой соблюдается при отправленіи и пересылкѣ денежныхъ суммъ и банковыхъ билетовъ. Въ случаѣ неисполненія сихъ правилъ, присутственныя мѣста отвѣтствуютъ за убытки, которые отъ таковыхъ упущеній произойти могутъ, какъ для заемщиковъ, такъ и для кредитныхъ установленій.

Примѣчаніе. Вообще въ довѣренностяхъ на залогъ имѣній время, которымъ ограничивается довѣріе, то есть годъ, мѣсяцъ и число, должны быть означаемы не цифрою, а прописью.

2317. Если частное лицо не можетъ само принять съ почты присланныя на его имя письма, посылки или деньги, то должно на полученіе оныхъ дать довѣренность, которая можетъ быть написана съ надлежащимъ засвидѣтельствованіемъ на самомъ почтовомъ объявленіи, или быть выдана особо на опредѣленный срокъ или безсрочно. Мѣста и лица почтоваго управленія при выдачѣ по симъ довѣренностямъ писемъ, посылокъ и денегъ, поступаютъ на основаніи особыхъ данныхъ имъ для сего правилъ.

2318. Вѣрющія письма на уступку и пріобрѣтеніе взнесенныхъ въ

государственную долговую книгу капиталовъ должны быть совершены и засвидѣтельствованы узаконеннымъ порядкомъ, и потомъ предъявлены въ Коммисію Погашенія Долговъ. Письма сіи могутъ быть даваемы или съ общимъ полномочіемъ на разные обороты сего рода, какъ то: на пріобрѣтеніе, уступку капиталовъ, полученіе процентовъ и т. п., или токмо съ частнымъ полномочіемъ по одному какому-либо случаю, какъ то: на право передать другому всю сумму, по долговой книгѣ вѣрителю принадлежащую, или токмо извѣстную часть оной.

2319. Вѣрющія письма, относительно капиталовъ, въ долговую книгу взнесенныхъ, не могутъ быть даваемы на имена чиновниковъ, служащихъ въ самой Коммисіи (ст. 2318).

2320. Вѣрющее письмо на бытіе при межеваніи свидѣтельствуется не въ присутственномъ мѣстѣ, но двумя или тремя свидѣтелями изъ частныхъ людей.

2321. На подачу въ присутственныя мѣста прошеній апелляціонныхъ и частныхъ дозволяется уполномочивать безъ особыхъ на то довѣренностей, съ изъясненіемъ токмо въ рукоприкладствѣ къ просьбѣ о томъ лицѣ, которому вѣрятъ вмѣсто себя подать просьбу; но когда довѣряется не одна подача въ присутственныя мѣста просьбъ, но и хожденіе по дѣламъ судимъ и апелляціоннымъ: то для сего должны быть особыя вѣрющія письма съ засвидѣтельствованіемъ и приложеніемъ печати.

2322. Для дѣйствительности довѣренности на рукоприкладство отъ безграмотныхъ требуется, чтобы она дана была повѣренному лично.

2323. На довѣренность отъ общества долженъ быть составленъ узаконеннымъ порядкомъ приговоръ, который выдается повѣренному, и служитъ ему полномочіемъ.

Примѣчаніе. Правила о составленіи приговора дворянскими обществами объ избраніи, уполномоченныхъ для принятія участія въ торгахъ на казенные подряды и поставки, изложены выше въ отдѣленіи II, гл. III, предшедшаго III раздѣла; порядокъ составленія приговоровъ о дачѣ довѣренностей отъ мірскихъ обществъ изложенъ въ Общемъ Губернскомъ Учрежденіи, статьи 5000 пунктѣ 18.

2324. Довѣренность на принесеніе отъ общества просьбы Императорскому Величеству должна содержать въ себѣ точное изъясненіе просьбы, на принесеніе которой именно повѣренный уполномоченъ, и быть подписана отъ лица сословія сего десятью вѣрителями; буде же общество малочисленно, то она должна быть подписана цѣлымъ обществомъ.

2325. Избравшій себѣ нѣсколькихъ повѣренныхъ, съ тѣмъ, что каждый изъ нихъ можетъ дѣйствовать отдѣльно и независимо отъ другихъ повѣренныхъ, долженъ каждому изъ нихъ давать особую довѣрен-

пость на узаконенной гербовой бумагѣ и съ надлежащимъ засвидѣтельствованіемъ въ судѣ; но ежели довѣренность дается нѣсколькимъ лицамъ, съ тѣмъ, что изъ нихъ каждый отдѣльно одинъ безъ другаго дѣйствовать по ней не можетъ, а уполномочиваются всѣ они вмѣстѣ дѣйствовать отъ имени довѣрителя совокупно, въ такомъ случаѣ довѣренность можетъ быть писана на одномъ гербовомъ листѣ, ибо тогда повѣренные представляютъ нераздѣльно какъ бы одно лицо.

Отдѣленіе третіе.

О исполненіи по довѣренности.

2326. Какъ во всякой довѣренности довѣритель изъявляетъ, что онъ во всемъ, что повѣренный его по довѣренности сдѣлаетъ, ему вѣритъ и спорить и прекословить не будетъ: то посему все сдѣланное повѣреннымъ на основаніи данной ему довѣренности, хотя бы то было и ко вреду довѣрителя, остается въ своей силѣ; но при семъ повѣренный обязанъ не выходить изъ предѣловъ довѣренности, и въ правѣ производить токмо то, что ему по точному содержанію оной дозволено.

2327. Въ губерніяхъ Черниговской и Полтавской повѣренный обязанъ вознаградить убытки произшедшіе отъ его нерадѣнія въ исполненіи данныхъ ему порученій, а въ случаѣ злаго при томъ умысла подвергается суду по законамъ.

Des obligations du mandant.

1998. Le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément au pouvoir qui lui a été donné.

Il n'est tenu de ce qui a pu être fait au-delà, qu'autant qu'il l'a ratifié expressément ou tacitement.

1999. Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer ses salaires lorsqu'il en a été promis.

S'il n'y a aucune faute imputable au mandataire, le mandant ne peut se dispenser de faire ces remboursement et paiement, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi, ni faire réduire le montant des frais et avances sous le prétexte qu'ils auraient pu être moindres.

2000. Le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable.

2001. L'intérêt des avances faites par le mandataire lui est dû par le mandant, à dater du jour des avances constatées.

2002. Lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat.

Des obligations du mandataire.

1991. Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé, et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution.

Il est tenu de même d'achever la chose commencée au décès du mandant, s'il y a péril en la demeure.

1992. Le mandataire répond non-seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion.

2328. За лживое показаніе, повѣреннымъ учиненное, довѣритель не отвѣчаетъ, если онъ къ сему показанію повѣреннаго именно не уполномочилъ. Взысканіе за такое показаніе обращается лично на повѣреннаго.

2329. Повѣренный въ такомъ только случаѣ можетъ передать довѣренность другому лицу, если именно право сіе предоставлено ему отъ довѣрителя. Всякая передача довѣренности въ слѣдствіе такого уполномочія довѣрителя должна быть писана на особомъ гербовомъ листѣ съ надлежащимъ засвидѣтельствованіемъ въ судѣ; но съ тѣмъ вмѣстѣ на самой довѣренности означается: когда, кому и на какой предметъ совершена повѣреннымъ передача опой.

Отдѣленіе четвертое.

О прекращеніи довѣренности.

2330. Дѣйствіе довѣренности прекращается:

1) Окончательнымъ исполненіемъ порученія, возложеннаго оною на повѣреннаго.

2) Истеченіемъ срока, на который она дана.

3) Уничтоженіемъ довѣренности по распоряженію довѣрителя.

4) Объявленіемъ повѣреннаго о желаніи сложить съ себя принятую имъ по довѣренности обязанность.

5) Смертію довѣрителя или повѣреннаго, лишеніемъ всѣхъ правъ состоянія или всѣхъ особыхъ правъ и преимуществъ, лично и по состоянію тому или другому присвоенныхъ, или же признаніемъ одного изъ нихъ

Néanmoins la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire.

1993. Tout mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion, et de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, quand même ce qu'il aurait reçu n'eût point été dû au mandant.

1994. Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué dans la gestion,—1) quand il n'a pas reçu le pouvoir de se substituer quelqu'un;—2) quand ce pouvoir lui a été conféré sans désignation d'une personne, et que celle dont il a fait choix était notoirement incapable ou insolvable.

Dans tous les cas, le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée.

1995. Quand il y a plusieurs fondés de pouvoirs ou mandataires établis par le même acte, il n'y a de solidarité entre eux qu'autant qu'elle est exprimée.

1996. Le mandataire doit l'intérêt des sommes qu'il a employées à son usage, à dater de cet emploi: et de celles dont il est reliquataire, à compter du jour qu'il est mis en demeure.

1997. Le mandataire qui a donné à la partie avec laquelle il contracte en cette qualité, une suffisante connaissance de ses pouvoirs, n'est tenu d'aucune garantie pour ce qui a été fait au-delà, s'il ne s'y est personnellement soumis.

Des différentes manières dont le mandat finit.

2003. Le mandat finit,

Par la révocation du mandataire,

Par la renonciation de celui-ci au mandat,

Par la mort naturelle ou civile, l'interdiction ou la déconfiture, soit du mandant, soit du mandataire.

2004. Le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui semble, et contraindre, s'il y a lieu, le mandataire à lui remettre, soit l'écrit sous seing privé qui la contient, soit l'original de la procuration, si elle a été délivrée en brevet, soit l'expédition, s'il en a été gardé minute.

безумнымъ, сумасшедшимъ, несостоятельнымъ, или пропавшимъ безъ вѣсти.

Примѣчаніе. Безсрочная довѣренность не теряетъ силы своей и по истеченіи земской давности, если она не уничтожена довѣрителемъ.

2351. Прошеніе объ уничтоженіи довѣренности подается: 1) въ то судебное мѣсто, гдѣ должны быть совершены, дѣйствія повѣреннаго если довѣренность дана на совершеніе какихъ либо дѣйствій въ опредѣленномъ судебномъ мѣстѣ; 2) въ Уѣздный Судъ или Гражданскую Палату по усмотрѣнію довѣрителя, если довѣренность дана на совершеніе какихъ либо дѣйствій вообще безъ ограниченія ихъ опредѣленнымъ судебнымъ мѣстомъ. Въ первомъ случаѣ судебное мѣсто дѣлаетъ постановленіе объ уничтоженіи довѣренности; во второмъ—дѣлается публикація объ уничтоженіи довѣренности. Въ обоихъ случаяхъ судебное мѣсто сообщаетъ объ уничтоженіи довѣренности, для надлежащей отмѣтки, въ то судебное мѣсто, гдѣ довѣренность совершена. Если дѣйствіе довѣренности ограничивалось одною опредѣленною губерніею, то объ уничтоженіи оной публикуется въ мѣстныхъ вѣдомостяхъ той губерніи; когдажъ дѣйствіе ея не ограничено никакою мѣстностію, то въ Сенатскихъ Объявленіяхъ и въ Вѣдомостяхъ: С.-Петербургскихъ Академическихъ и Московскихъ Университетскихъ. Сіи публикаціи повторяются три раза.

Примѣчаніе. Слѣдующія на учиненіе публикаціи объ уничтоженіи довѣренности деньги довѣритель обязанъ представить въ судебное мѣсто при подачѣ въ оное прошенія о семъ уничтоженіи.

2352. Довѣритель имѣетъ право требовать, чтобы повѣренный возвратилъ данную ему довѣренность, и въ случаѣ какого либо въ томъ замедленія со стороны сего послѣдняго просить содѣйствія земской или городской полиціи или Губернскаго Правленія о понужденіи его къ сему. Губернское Правленіе, въ случаѣ отсутствія повѣреннаго, дѣлаетъ повсемѣстную публикацію о обязанности его возвратить довѣренность. Независимо отъ сего довѣритель можетъ заявить непосредственно отъ себя объ уничтоженіи довѣренности во всѣхъ тѣхъ мѣстахъ, гдѣ повѣренный его можетъ за него дѣйствовать. Присутственное мѣсто, въ которое будетъ представлена довѣренность, объ уничтоженіи коей сдѣлана публикація, обязано не только оставить ее безъ дѣйствія, но и препроводить оную въ то мѣсто, которое публиковало объ ея уничтоженіи, для возвращенія довѣрителю.

2353. Повѣренный можетъ сложить съ себя принятую имъ по довѣренности обязанность, но при семъ онъ долженъ увѣдомить о своемъ намѣреніи довѣрителя, съ возвращеніемъ подлинной довѣренности, и объявить тому присутственному мѣсту, въ коемъ онъ по довѣренности, дѣйствовалъ, указавъ и мѣсто жительства довѣрителя.

2005. La révocation notifiée au seul mandataire ne peut être opposée aux tiers qui ont traité dans l'ignorance de cette révocation, sauf au mandant son recours contre le mandataire.

2006. La constitution d'un nouveau mandataire pour la même affaire, vaut révocation du premier, à compter du jour où elle a été notifiée à celui-ci.

2007. Le mandataire peut renoncer au mandat, en notifiant au mandant sa renonciation.

Néanmoins, si cette renonciation préjudicie au mandant, il devra en être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouve dans l'impossibilité de continuer le mandat sans en éprouver lui-même un préjudice considérable.

2008. Si le mandataire ignore la mort du mandant, ou l'une des autres causes qui font cesser le mandat, ce qu'il a fait dans cette ignorance est valide.

2009. Dans les cas ci-dessus, les engagements du mandataire sont exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi

2010. En cas de mort du mandataire, ses héritiers doivent en donner avis au mandant, et pourvoir, en attendant, à ce que les circonstances exigent pour l'intérêt de celui-ci.

2334. Акты, совершенные повѣреннымъ, и другія его по довѣренности дѣйствія до полученія имъ извѣстія о прекращеніи силы ея, или же до полученія публикаціи объ уничтоженіи довѣренности въ мѣстѣ пребыванія повѣреннаго, признаются законными. Всѣ заключенныя послѣ полученія сей публикаціи сдѣлки признаются недѣйствительными; если же будетъ доказано, что объ уничтоженіи довѣренности было уже извѣстно лицамъ заключавшимъ такую сдѣлку, то виновные наказываются по законамъ о подлогахъ.

DES TRANSACTIONS.

2044. La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.

Ce contrat doit être rédigé par écrit.

2045. Pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction.

Le tuteur ne peut transiger pour le mineur ou l'interdit que conformément à l'article 467 au titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation;* et il ne peut transiger avec le mineur devenu majeur, sur le compte de tutelle, que conformément à l'article 472 au même titre.

Les communes et établissements publics ne peuvent transiger qu'avec l'autorisation expresse de l'Empereur (*).

2046. On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit.

La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public.

2047. On peut ajouter à une transaction la stipulation d'une peine contre celui qui manquera de l'exécuter.

2048. Les transactions se renferment dans leur objet: la renonciation qui y est faite à tous droits, actions et prétentions, ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu.

2049. Les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention par des expres-

---

(*) 7 messidor an IX (26 juin 1801). *Arrêté relatif aux rentes et domaines nationaux affectés aux hospices.*

«Art. 15. Pourra, le comité consultatif, pour les cas qui le permettront, transiger sur tous les droits litigieux. Les transactions recevront leur exécution provisoire; mais elles ne seront définitives et irrévocables qu'après avoir été approuvées par le Gouvernement, à l'effet de quoi, elles seront transmises au ministère de l'intérieur, revêtues de l'avis des préfets et sous-préfets».—Quant aux communes voy. C. municip., loi du 18 juillet 1837, art 19, § 10, art. 59.

sions spéciales ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui est exprimé.

2050. Si celui qui avait transigé sur un droit qu'il avait de son chef, acquiert ensuite un droit semblable du chef d'une autre personne, il n'est point, quant au droit nouvellement acquis, lié par la transaction antérieure.

2051. La transaction faite par l'un des intéressés ne lie point les autres intéressés, et ne peut être opposée par eux.

2052. Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

2053. Néanmoins une transaction peut être rescindée, lorsqu'il y erreur dans la personne ou sur l'objet de la contestation.

Elle peut l'être dans tous les cas où il y a dol ou violence.

2054. Il y a également lieu à l'action en rescision contre une transaction, lorsqu'elle a été faite en exécution d'un titre nul, à moins que les parties n'aient expressément traité sur la nullité.

2055. La transaction faite sur pièces qui depuis ont été reconnues fausses est entièrement nulle.

2056. La transaction sur un procès terminé par un jugement passé en force de chose jugée, dont les parties ou l'une d'elles n'avaient point connaissance, est nulle.

Si le jugement ignoré des parties était susceptible d'appel, la transaction sera valable.

2057. Lorsque les parties ont transigé généralement sur toutes les affaires qu'elles pouvaient avoir ensemble, les titres qui leur étaient alors inconnus, et qui auraient été postérieurement découverts, ne sont point une cause de rescision, à moins qu'ils n'aient été retenus par le fait de l'une des parties;

Mais la transaction serait nulle si elle n'avait qu'un objet sur lequel il serait constaté, par des titres nouvellement découverts, que l'une des parties n'avait aucun droit.

2058. L'erreur de calcul dans une transaction doit être réparée.

DE LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIÈRE CIVILE (*).

2059. La contrainte par corps a lieu, en matière civile, pour le stellionat.

Il y a stellionat,

(*) La *contrainte par corps* est une voie d'exécution, par laquelle un créancier, quand il y est autorisé, peut priver son débiteur de sa liberté individuelle pour le forcer à remplir son obligation ou sa promesse.

La loi du 17 avril 1832, a introduit des modifications importantes à ce titre, loi qui a été elle-même modifiée par celle du 13 décembre 1848.

1) Loi du 17 avril 1832.

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS RELATIVES À LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIÈRE DE COMMERCE.

1. La contrainte par corps sera prononcée, sauf les exceptions et les modifications ci-après, contre toute personne condamnée pour dette commerciale au payement d'une somme principale de deux cents francs et audessus. V. L. 13 déc. 1848 ci-après 2°.

2. Ne sont point soumis à la contrainte par corps en matière de commerce,—1° Les femmes et les filles non légalement réputées marchandes publiques;—2° Les mineurs non commerçants, ou qui ne sont point réputés majeurs pour fait de leur commerce;—3° Les veuves et héritiers des justiciables des tribunaux de commerce assignés devant ces tribunaux en reprise d'instance, ou par action nouvelle, en raison de leur qualité.

3. Les condamnations prononcées par les tribunaux de commerce contre des individus non négociants, pour signatures apposées, soit à des lettres de change réputées simples promesses aux termes de l'article 112 du Code de commerce, soit à des billets à ordre, n'emportent point la contrainte par corps, à moins que ces signatures et engagements n'aient eu pour cause des opérations de commerce, trafic, change, banque ou courtage.

4. La contrainte par corps, en matière de commerce, ne pourra être prononcée contre les débiteurs qui auront commencé leur soixante-dixième année.

5. L'emprisonnement pour dette commerciale cessera de plein droit après un an, lorsque le montant de la condamnation principale ne s'élèvera pas à cinq cents francs;—Après deux ans, lorsqu'il ne s'élèvera pas à mille francs;—Après trois ans, lorsqu'il ne s'élèvera pas à trois mille francs;—Après quatre ans, lorsqu'il ne s'élèvera pas à cinq mille francs;—Après cinq ans, lorsqu'il sera de cinq mille francs et au-dessus. (Abr. art. 4. L. 13 déc. 1848).

6. Il cessera pareillement de plein droit le jour où le débiteur aura commencé sa soixante-dixième année.

TITRE II.

DISPOSITIONS RELATIVES À LA CONTRAIRE PAR CORPS EN MATIÈRE CIVILE.

SECTION PREMIÈRE.

Contrainte par corps en matière civile ordinaire.

7. Dans tous les cas où la contrainte par corps a lieu en matière civile ordinaire, la durée en sera fixée par le jugement de condamnation; elle sera d'un an au moins et de

Lorsqu'on vend ou qu'on hypothèque un immeuble dont on sait n'être pas propriétaire;

---

dix ans au plus.—Néanmoins, s'il s'agit de fermages de biens ruraux aux cas prévus par l'article 2062 du Code civil, ou de l'exécution des condamnations intervenues dans le cas où la contrainte par corps n'est pas obligée, et où la loi attribue seulement aux juges la faculté de la prononcer, la durée de la contrainte ne sera que d'un an au moins et de cinq ans au plus.

SECTION II.

Contrainte par corps en matière de deniers et effets mobiliers publics.

8. Sont soumis à la contrainte par corps, pour raison du reliquat de leurs comptes déficit ou débet constatés à leur charge, et dont ils ont été déclarés responsables,—1° Les comptables de deniers publics ou d'effets mobiliers publics, et leurs cautions;—2° Leurs agents ou préposés qui ont personnellement géré ou fait la recette;—3° Toutes personnes qui ont perçu des deniers publics dont elles n'ont point effectué le versement ou l'emploi, ou qui, ayant reçu des effets mobiliers appartenant à l'Etat, ne les représentent pas, ou ne justifient pas de l'emploi qui leur avait été prescrit.

9. Sont compris dans les dispositions de l'article précédent, les comptables chargés de la perception des deniers ou de la garde et de l'emploi des effets mobiliers appartenant aux communes, aux hospices et aux établissements publics, ainsi que leurs cautions, et leurs agents et préposés ayant personnelement géré ou fait la recette,

10. Sont également soumis à la contrainte par corps,—1° Tous entrepreneurs, fournisseurs, soumissionnaires et traitants, qui ont passé des marchés ou traités intéressant l'État, les communes, les établissements de bienfaisance et autres établissements publics, et qui sont déclarés débiteurs par suite de leurs entreprises;—2° Leurs cautions, ainsi que leurs agents et préposés qui ont person- nellement géré l'entreprise, et toutes personnes déclarées responsables des mêmes services.

11. Seront encore soumis à la contrainte par corps, tous redevables, débiteurs et cautions de droits de douanes, d'octrois et autres contributions indirectes, qui ont obtenu un crédit et qui n'ont pas acquitté à échéance le montant de leurs soumissions ou obligations.

12. La contrainte par corps pourra être prononcée, en vertu des quatre articles précédents, contre les femmes et les filles.—Elle ne pourra l'être contre les septuagénaires.

13. Dans les cas énoncés dans la présente section, la contraite par corps n'aura jamais lieu que pour une somme principale excédant trois cents francs.—Sa durée sera fixée dans les limites de l'article 7 de la présente loi, paragraphe premier.

TITRE III.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONTRAINTE PAR CORPS CONTRE LES ÉTRANGERS.

14. Tout jugement qui interviendra au profit d'un Français contre un étranger non domicilié en France, emportera la contrainte par corps, à moins que la somme principale, de la condamnation ne soit inférieure à cent cinquante francs, sans distinction entre les dettes civiles et les dettes commerciales.

15. Avant le jugement de condamnation, mais après l'échéance ou l'exigibilité de la dette, le président du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel se trouvera l'étranger non domicilié, pourra, s'il y a de suffisants motifs, ordonner son ar-

Lorsqu'on présente comme libres des biens hypothéqués, ou que l'on déclare des hypothèques moindres que celles dont ces biens sont chargés.

restation provisoire, sur la requête du créancier français.—Dans ce cas, le créancier sera tenu de se pourvoir en condamnation dans la huitaine de l'arrestation du débiteur, faute de quoi celui-ci pourra demander son élargissement.—La mise en liberté sera prononcée par ordonnance de référé, sur une assignation donnée au créancier par l'huissier que le président aura commis dans l'ordonnance même qui autorisait l'arrestation, et, à défaut de cet huissier, par tel autre qui sera commis spécialement.

16. L'arrestation provisoire n'aura pas lieu ou cessera, si l'étranger justifie qu'il possède sur le territoire français un établissement de commerce ou des immeubles, le tout d'une valeur suffisante pour assurer le payement de la dette, ou s'il fournit pour caution une personne domiciliée en France et reconnue solvable.

17. La contrainte par corps exercée contre un étranger en vertu de jugement pour dette civile ordinaire, ou pour dette commerciale, cessera de plein droit après deux ans, lorsque le montant de la condamnation principale ne s'élèvera pas à cinq cents francs; —Après quatre ans, lorsqu'il ne s'élèvera pas à mille francs;—Après six ans, lorsqu'il ne s'élèvera pas à trois mille francs;—Après huit ans, lorsqu'il ne s'élèvera pas à cinq mille francs;—Après dix ans, lorsqu'il sera de cinq mille francs et au-dessus.—S'il s'agit d'une dette civile pour laquelle un Français serait soumis à la contrainte par corps, les dispositions de l'article 7 seront applicables aux étrangers, sans que toutefois le minimum de la contrainte puisse être au-dessous de deux ans.

18. Le débiteur étranger, condamné pour dette commerciale, jouira du bénéfice des articles 4 et 6 de la présente loi. En conséquence, la contrainte par corps ne sera point prononcée contre lui, ou elle cessera dès qu'il aura commencé sa soixante-dixième année. —Il en sera de même à l'égard de l'étranger condamné pour dette civile, le cas de stellionat excepté.—La contrainte par corps ne sera pas prononcée contre les étrangères pour dettes civiles, sauf aussi le cas de stellionat, conformément au premier paragraphe de l'article 2066 du Code civil, qui leur est déclaré applicable.

TITRE IV.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX TROIS TITRES PRÉCÉDENTS.

19. La contrainte par corps n'est jamais prononcée contre le débiteur au profit,—1° De son mari ni de sa femme;—2° De ses ascendants, descendants, frères ou soeurs, ou alliés au même degré.—Les individus mentionnés dans les deux paragraphes ci-dessus, contre lesquels il serait intervenu des jugements de condamnation par corps, ne pourront être en arrêtés vertu desdits jugements: s'ils sont détenus, leur élargissement aura lieu immédiatement après la promulgation de la présente loi.

20. Dans les affaires où les tribunaux civils ou de commerce statuent en dernier ressort, la disposition de leur jugement relative à la contrainte par corps sera sujette à l'appel; cet appel ne sera pas suspensif.

21. Dans aucun cas, la contrainte par corps ne pourra être exécutée contre le mari et contre la femme simultanément pour la même dette.

22. Tout huissier, garde du commerce ou exécuteur des mandements de justice, qui, lors de l'arrestation d'un débiteur, se refuserait à le conduire en référé devant le prési-

2060. La contrainte par corps a lieu pareillement,
1) Pour dépôt nécessaire;

---

dent du tribunal de première instance, aux termes de l'article 786 du Code de procédure civile, sera condamné à mille francs d'amende, sans préjudice des dommages-intérêts.

23. Les frais liquidés que le débiteur doit consigner ou payer pour empêcher l'exercice de la contrainte par corps, ou pour obtenir son élargissement, conformément aux articles 798 et 800, paragraphe 2, du Code de procédure, ne seront jamais que les frais de l'instance ceux de l'expédition et de la signification du jugement et de l'arrêt s'il y a lieu, ceux enfin de l'exécution relative à la contrainte par corps seulement.

24. Le débiteur (*) si la contrainte par corps n'a pas été prononcée pour dette commerciale, obtiendra son élargissement, en payant ou consignant le tiers du principal de la dette et de ses accessoires, et en donnant pour le surplus une caution acceptée par le créancier, ou reçue par le tribunal civil dans le ressort duquel le débiteur sera détenu.

25. La caution sera tenue de s'obliger solidairement avec le débiteur à payer, dans un délai qui ne pourra excéder une année, les deux tiers qui resteront dus.

26. A l'expiration du délai prescrit par l'article précédent, le créancier, s'il n'est pas intégralement payé, pourra exercer de nouveau la contrainte par corps contre le débiteur principal, sans préjudice de ses droits contre la caution.

27. Le débiteur qui aura obtenu son élargissement de plein droit après l'expiration des délais fixés par les articles 5, 7, 13 et 17 de la présente loi, ne pourra plus être détenu ou arrêté pour dettes contractées antérieurement à son arrestation et échues au moment de son élargissement, à moins que ces dettes n'entraînent par leur nature et leur quotité une contrainte plus longue que celle qu'il aura subie, et qui, dans ce dernier cas, lui sera toujours comptée pour la durée de la nouvelle incarcération.

28. Un moins après la promulgation de la présente loi, la somme destinée à pourvoir aux aliments des détenus pour dettes devra être consignée d'avance et pour trente jours au moins.—Les consignations pour plus de trente jours ne vaudront qu'autant qu'elles seront d'une seconde ou de plusiers périodes de trente jours.

29. A compter du même délai d'un mois, la somme destinée aux aliments sera de trente francs à Paris, et de vingt-cinq francs dans les autres villes, pour chaque période de trente jours.

30. En cas d'élargissement, faute de consignation d'aliments, il suffira que la requête présentée au président du tribunal civil soit signée par le débiteur détenu et par le gardien de la maison d'arrêt pour dettes, ou même certifiée véritable par le gardien, si le détenu ne sait pas signer.—Cette requête sera présentée en *duplicata*, l'ordonnance du président, aussi rendue par *duplicata*, sera exécutée sur l'une des minutes qui restera entre les mains du gardien; l'autre minute sera déposée au greffe du tribunal et entregistrée *gratis*.

31. Le débiteur élargi faute de consignation d'aliments ne pourra plus être incarcéré pour la même dette.

32. Les dispositions du présent titre et celles du Code procédure civile sur l'emprisonnement auxquelle il n'est pas dérogé par la présente loi, sont applicables à l'exercice de

---

(*) *Abrogé* V. art. 6. *L.* 13 déc. 1848.

2) En cas de réintégrande, pour le délaissement, ordonné par justice, d'un fonds dont le propriétaire a été dépouillé par voies de fait; pour la restitution

---

toutes contraintes par corps, soit pour dettes commerciales, soit pour dettes civiles même pour celles qui sont énoncées à la deuxième section du titre II ci-dessus, et enfin à la contrainte par corps qui est exercée contre les étrangers. — Néanmoins, pour les cas d'arrestation provisoire, le créancier ne sera pas tenu de se conformer à l'article 780 du Code de procédure, qui prescrit une signification et un commandement préalable.

TITRE V.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIÈRE CRIMINELLE, CORRECTIONNELLE ET DE POLICE.

33. Les arrêts, jugements et exécutoires portant condamnation, au profit de l'État, à des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais en matière criminelle, correctionnelle ou de police, ne pourront être exécutés par la voie de la contrainte par corps que cinq jours après le commandement qui sera fait aux condamnés, à la requête du receveur de l'enregistrement et des domaines.—Dans le cas où le jugement de condamnation n'aurait pas été précédemment signifié au débiteur, le commandement portera en tête un extrait de ce jugement, lequel contiendra le nom des parties et le dispositif.—Sur le vu du commandement et sur la demande du receveur de l'enregistrement et des domaines, le procureur du Roi adressera les réquisitions nécessaires aux agents de la force publique et autres fonctionnaires chargés de l'exécution des mandements de justice.—Si le débiteur est détenu, la recommandation pourra être ordonnée immédiatement après la notification du commandement.

34. Les individus contre lesquels la contrainte par corps aura été mise à exécution aux termes de l'article précédent, subiront l'effet de cette contrainte jusqu'à ce qu'ils aient payé le montant des condamnations, ou fourni une caution admise par le receveur des domaines, ou, en cas de contestation de sa part, déclarée bonne et valable par le tribunal civil de l'arrondissement.—La caution devra s'exécuter dans le mois, à peine de poursuite.

35. Néanmoins les condamnés qui justifieront de leur insolvabilité, suivant le mode prescrit par l'article 420 du Code d'instruction criminelle, seront mis en liberté après avoir subi quinze jours de contrainte, lorsque l'amende et les autres condamnations pécuniaires n'excèderont pas quinze francs; un mois, lorsqu'elles s'élèveront de quinze à cinquante francs; deux mois, lorsque l'amende et les autres condamnations s'élèveront de cinquante à cent francs; et quatre mois, lorsqu'elles excèderont cent francs.

36. Lorsque la contrainte par corps aura cessé en vertu de l'article précédent, elle pourra être reprise, mais une seule fois, et quant aux restitutions, dommages et intérêts et frais seulement, s'il est jugé contradictoirement avec le débiteur qu'il lui est survenu des moyens de solvabilité.

37. Dans tous les cas, la contrainte par corps exercée en vertu de l'article 33 est indépendante des peines prononcées contre les condamnés.

38. Les arrêts et jugements contenant des condamnations en faveur des particuliers pour réparations de crimes, délits ou contraventions, commis à leur préjudice, seront, à leur diligence, signifiés et exécutés suivant les mêmes formes et voies de contrainte que les jugements portant des condamnations au profit de l'État.—Toutefois les parties poursui-

des fruits qui en ont été perçus pendant l'indue possesion, et pour le paiement des dommages et intérêts adjugés au propriétaire;

---

vantes seront tenues de pourvoir à la consignation d'aliments, aux termes de la présente loi, lorsque la contrainte aura lieu à leur requête et dans leur intérêt.

39. Lorsque la condamnation prononcée n'excèdera pas trois cents francs, la mise en liberté des condamnés, arrêtés ou détenus à la requête et dans l'intérêt des particuliers, ne pourra avoir lieu, en vertu des articles 34, 35 et 36, qu'autant que la validité des cautions ou l'insolvabilité des condamnés auront été, en cas de contestation, jugées contradictoirement avec le créancier.—La durée de la contrainte sera déterminée par le jugement de condamnation dans les limites de six mois à cinq ans.

40. Dans tous les cas et quand bien même l'insolvabilité du débiteur pourrait être constatée, si la condamnation prononcée, soit en faveur d'un particulier, soit en faveur de l'État, s'élève à trois cents francs, la durée de la contrainte sera déterminée par le jugement de condamnation dans les limites fixées par l'article 7 de la présente loi.—Néanmoins, si le débiteur a commencé sa soixante-dixième année avant le jugement, les juges pourront réduire le minimum à six mois, et ils ne pourront dépasser un maximum de cinq ans.—S'il atteint sa soixante-dixième année pendant la durée de la contrainte, sa détention sera de plein droit réduite à la moitié du temps qu'elle avait encore à courir aux termes du jugement.

41. Les articles 19, 21 et 22 de la présente loi, sont applicables à la contrainte par corps exercée par suite des condamnations criminelles, correctionnelles et de police.

TITRE VI.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

42. Un mois après la promulgation de la présente loi, tous débiteurs actuellement détenus pour dettes civiles ou commerciales obtiendront leur élargissement, s'ils ont commencé leur soixante-dixième année, à l'exception toutefois des stellionataires, à l'égard desquels il n'est nullement dérogé au Code civil.

43. Après le même délai d'un mois, les individus actuellement détenus pour dettes civiles, emportant contrainte par corps obtiendront leur élargissement, si cette contrainte a duré dix ans, dans les cas prévus au premier paragraphe de l'article 7, et si cette contrainte a duré cinq ans, dans les cas prévus au deuxième paragraphe du même article, comme encore si elle a duré dix ans, et s'ils sont détenus comme débiteurs ou rétentionnaires de deniers ou effets mobiliers de l'État, des communes et des établissements publics.]

44. Deux mois après la promulgation de la présente loi, les étrangers actuellement détenus pour dettes, et dont l'emprisonnement aura duré dix ans, obtiendront également leur élargissement.

45. Les individus actuellement détenus pour amendes, restitutions et frais, en matière correctionnelle et de police, seront admis à jouir du bénéfice des articles 35, 39 et 40, savoir: les condamnés à quinze francs et au dessous, dans la huitaine; et les autres, dans la quinzaine de la promulgation de la présente loi.

DISOSITIONS GÉNÉRALES.

46. Les lois du 15 germinal an VI, du 4 floréal de la même année et du 10 septembre

3) Pour répétition de deniers consignés entre les mains de personnes publiques établies à cet effet;

1807, sont abrogées. Sont également abrogées, en ce qui concerne la contrainte par corps, toutes dispositions de lois antérieures relatives aux cas où cette contrainte peut être prononcée contre les débiteurs de l'État, des communes et des établissements publics. Néanmoins celles de ces dispositions qui concernent le mode des poursuites à exercer contre ces même débiteurs, et celle du titre XIII du Code forestier, de la loi sur la pêche fluviale, ainsi que les dispositions relatives au bénéfice de cession, sont maintenues et continueront d'être exécutées.

2) *Loi du 13 décembre 1848.*

1. Le décret du 9 mars 1848 (*), qui suspend l'exercice de la contrainte par corps, cesse d'avoir son effet.—La législation antérieure sur la contrainte par corps est remise en vigueur, sous les modifications suivantes:

TITRE I-er.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIÈRE CIVILE.

2. A l'avenir, la contrainte par corps ne pourra être stipulée dans un acte du bail pour le payement des fermages des biens ruraux. (Modification de l'art. 2062, C. civ.)

3. Les greffiers, les commissaires-priseurs et les gardes du commerce seront, comme les notaires, les avoués et les huissiers, soumis à la contrainte par corps, dans les cas prévus par le paragraphe 7 de l'article 2060 du Code civil.

TITRE II.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIÈRE COMMERCIALE.

4. L'emprisonnement pour dette commerciale cessera de plein droit après trois mois, lorsque le montant de la condamnation en principal ne s'élèvera pas à 500 fr.; après six mois lorsqu'il ne s'élèvera pas à 1000 fr.; après neuf mois, lorsqu'il ne s'élèvera pas à 1,500 fr.; après un an, lorsqu'il ne s'élèvera pas à 2,000 fr.—L'augmentation se fera ainsi successivement de trois mois en trois mois pour chaque somme en sus qui ne dépassera pas 500 fr., sans pourvoir excéder trois années pour les sommes de 6.000 fr. et au-dessus.

5. Pour toute condamnation en principal au-dessus de 500 fr., même en matière de lettre de change et de billet à ordre, le jugement pourra suspendre l'exercice de la contrainte par corps pendant trois mois au plus, à compter de l'échéance de la dette.

6. A l'avenir, les dispositions des articles 21 et 25 de la loi du 17 avril 1832 seront applicables aux matières commerciales.

(*) Considérant que la contrainte par corps, ancien débris de la législation romaine, qui mettait les personnes au rang des choses, est incompatible avec notre nouveau droit public;

Considérant que, si les droits des créanciers méritent la protection de la loi, ils ne sauraient être protégés par des moyens que repoussent la raison et l'humanité: que la mauvaise foi et la fraude ont leur répression dans la loi pénale; qu'il y a violation de la dignité humaine dans cette appréciation, qui fait de la liberté des citoyens un équivalent légitime d'une dette pécuniaire:

Décrète:—Dans tous les cas où la loi autorise la contrainte par corps, comme moyen pour le créancier d'obtenir le payement d'une dette pécuniaire, cette mesure cessera d'être appliquée jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait définitivement statué sur la contrainte par corps.

4) Pour la représentation des choses déposées aux séquestres, commissaires et autres gardiens;

TITRE III.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX DETTES CIVILES ET AUX DETTES COMMERCIALES.

7. Le débiteur contre lequel la contrainte par corps aura été prononcée par jugement des tribunaux civils ou de commerce conservera le droit d'interjeter appel du chef de la contrainte, dans les trois jours qui suivront l'emprisonnement ou la recommandation, lors même qu'il aurait acquiescé au jugement et que les délais ordinaires de l'appel seraient expirés. Le débiteur restera en état.

TITRE IV.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIÈRES CRIMINELLE, CORRECTIONNELLE ET DE POLICE.

8. La durée de la contrainte par corps, dans les cas prévus par l'article 35 de la loi du 17 avril 1832, ne pourra excéder trois mois.—Lorsque les condamnations auront été prononcées au profit d'une partie civile et qu'elles seront inférieures à 300 fr., si le débiteur fait les justifications prescrites par l'article 39 de la même loi, la durée de l'emprisonnement sera la même que pour les condamnations prononcées au profit de l'État.—Lorsque le débiteur de l'État ou de la partie civile ne fera pas les justifications exigées par les articles ci-dessus indiqués de la loi du 17 avril 1832, et par le paragraphe 2 de l'article 420 du Code d'instruction crimininelle, la durée de l'emprisonnement sera du double.

9. Si le débiteur a commencé sa soixante-dixième année avant le jugement, la contrainte par corps sera déterminée dans la limite de trois mois à trois ans.—S'il a atteint sa soixante-dixième année avant d'être écroué ou pendant son emprisonnement, la durée de la contrainte sera, de plein droit, réduite à la moitié du temps qui restera à courir.—La contrainte par corps en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, ne sera exercée, dans l'intérêt de l'État ou des particuliers, contre les individus âgés de moins de seize ans accomplis à l'époque du fait qui a motivé la poursuite, qu'autant qu'elle aura été formellement prononcée par le jugement de condamnation.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

10. La contrainte par corps ne peut être prononcée ni exécutée au profit de l'oncle ou de la tante, du grand-oncle ou de la grand'tante, du neveu ou de la nièce, du petit-neveu ou de la petite-nièce, ni des alliés au même degré.

11. En aucune matière, la contrainte par corps ne pourra être exercée simultanément contre le mari et la femme, même pour des dettes différentes.—Les tribunaux pourront, dans l'intérêt des enfants mineurs du débiteur et par le jugement de condamnation, surseoir, pendant une année au plus, à l'exécution de la contrainte par corps.

12. Dans tous les cas où la durée de la contrainte par corps n'est pas déterminée par la présente loi, elle sera fixée par le jugement de condamnation dans les limites de six mois à cinq ans.—Néanmoins, les lois spéciales qui assignent à la contrainte une durée moindre continueront d'être observées.

5) Contre les cautions judiciaires et contre les cautions des contraignables par corps, lorsqu'elles se sont soumises à cette contrainte;

6) Contre tous officiers publics, pour la représentation de leurs minutes, quand elle est ordonnée (*);

7) Contre les notaires, les avoués et les huissiers, pour la restitution des titres à eux confiés, et des deniers par eux reçus pour leurs clients, par suite de leurs fonctions.

2061. Ceux qui, par un jugement rendu au pétitoire, et passé en force de chose jugée, ont été condamnés à désemparer un fonds, et qui refusent d'obéir, peuvent, par un second jugement, être contraints par corps, quinzaine après la signification du premier jugement à personne ou domicile.

Si le fonds ou l'héritage est éloigné de plus de cinq myriamètres du domicile de la partie condamnée, il sera ajouté au délai de quinzaine, un jour par cinq myriamètres.

TITRE VI.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

13. Les débiteurs mis en liberté par suite du décret du 9 mars 1848, et à l'égard desquels la contrainte par corps est maintenue, pourront être écroués de nouveau, à la requête de leurs créanciers, huit jours après une simple mise en demeure; mais ils profiteront des dispositions de la présente loi.

14. Les dettes antérieures ou postérieures au décret du 9 mars, qui, d'après la législation en vigueur avant cette époque, entraînaient la contrainte par corps, continueront à produire cet effet dans les cas où elle demeure autorisée par la présente loi, et les jugements qui l'auront prononcée recevront leur exécution, sous les restrictions prononcées par les articles précédents.

15. Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, un arrêté du pouvoir exécutif, rendu dans la forme des règlements d'administration publique, modifiera le tarif des frais en matière de contrainte par corps. V. Arrêté du 21 mars 1849. *Tarif civil,* art. 51 *note.*

3) *Loi du 21 janvier 1851 concernant les représentants du peuple.*

1. Conformément au principe d'inviolabilité posé dans la Constitution, aucune contrainte par corps ne pourra être mise à exécution contre un représentant du peuple, sans l'autorisation préalable de l'Assemblée nationale.

5. La demande en autorisation sera adressée au président de l'Assemblée. Elle sera accompagnée des pièces justificatives.

7. Sera réputé et déclaré démissionnaire tout représentant du peuple contre lequel l'exercice de la contrainte par corps aura été autorisée par l'Assemblée, si, dans les trois mois à partir de cette autorisation, il ne justifie pas qu'il est déchargé de la contrainte.— Tant que la contrainte subsistera, il ne pourra être réélu.

(*) Ainsi que les greffiers, les commisaires priseurs et les gardes du commerce (L. 13 déc. 1848, art. 5 supp. v. Contrainte par corps).

2062. (*) La contrainte par corps ne peut être ordonnée contre les fermiers, pour le paiement des fermages des biens ruraux, si elle n'a été stipulée formellement dans l'acte de bail. Néanmoins les fermiers et les colons partiaires peuvent être contraints par corps, faute par eux de représenter, à la fin du bail, le cheptel de bétail, les semences et les instruments aratoires qui leur ont été confiés; à moins qu'ils ne justifient que le déficit de ces objets ne procède point de leur fait.

2063. Hors les cas déterminés par les articles précédens, ou qui pourraient l'être à l'avenir par une loi formelle, il est défendu à tous juges de prononcer la contrainte par corps; à tous notaires et greffiers de recevoir des actes dans lesquels elle serait stipulée, et à tous Français de consentir pareils actes, encore qu'ils eussent été passés en pays étrangers; le tout à peine de nullité, dépens, dommages et intérêts.

2064. Dans les cas même ci-dessus énoncés la contrainte par corps ne peut être prononcée contre les mineurs.

2065. Elle ne peut être prononcée pour une somme moindre de trois cents francs.

2066. Elle ne peut être prononcée contre les septuagénaires, les femmes et les filles, que dans le cas de stellionat.

Il suffit que la soixante-dixième année soit commencée, pour jouir de la faveur accordée aux septuagénaires.

La contrainte par corps pour cause de stellionat pendant le mariage, n'a lieu contre les femmes mariées que lorsqu'elles sont séparées de biens, ou lorsqu'elles ont des biens dont elles se sont réservé la libre administration, et à raison des engagements qui concernent ces biens.

Les femmes qui, étant en communauté, se seraient obligées conjointement ou solidairement avec leur mari, ne pourront être réputées stellionataires à raison de ces contrats.

2067. La contrainte par corps, dans les cas même où elle est autorisée par la loi, ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement.

2068. L'appel ne suspend pas la contrainte par corps prononcée par un jugement provisoirement exécutoire en donnant caution.

2069. L'exercice de la contrainte par corps n'empêche ni ne suspend les poursuites et les exécutions sur les biens.

2070. Il n'est point dérogé aux lois particulières qui autorisent la contrainte par corps dans les matières de commerce, ni aux lois de police correctionnelle, ni à celles qui concernent l'administration des deniers publics.

(*) Le 1-er § de l'art. 2062 est abrogé par la loi du 13 déc. 1848 art, 2.

DE L'EXPROPRIATION FORCÉE (*).

2204. Le créancier peut poursuivre l'expropriation,—1° des biens immobiliers et de leurs accessoires réputés immeubles appartenant en propriété à son débiteur;—2° de l'usufruit appartenant au débiteur sur les biens de même nature.

2205. Néanmoins la part indivise d'un cohéritier dans les immeubles d'une succession ne peut être mise en vente par ses créanciers personnels, avant le partage ou la licitation qu'ils peuvent provoquer s'ils le jugent convenable, ou dans lesquels ils ont le droit d'intervenir conformément à l'article 882, au titre *des Successions*.

2206. Les immeubles d'un mineur, même émancipé, ou d'un interdit, ne peuvent être mis en vente avant la discussion du mobilier.

2207. La discussion du mobilier n'est pas requise avant l'expropriation des immeubles possédés par indivis entre un majeur et un mineur ou interdit, si la dette leur est commune, ni dans le cas où les poursuites ont été commencées contre un majeur, ou avant l'interdiction.

2208. L'expropriation des immeubles qui font partie de la communauté, se poursuit contre le mari débiteur, seul, quoique la femme soit obligée à la dette.

Celle des immeubles de la femme qui ne sont point entrés en communauté, se poursuit contre le mari et la femme, laquelle, au refus du mari de procéder avec elle, ou si le mari est mineur, peut être autorisée en justice.

En cas de minorité du mari et de la femme, ou de minorité de la femme seule, si son mari majeur refuse de procéder avec elle, il est nommé par le tribunal un tuteur à la femme, contre lequel la poursuite est exercée.

2209. Le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués, que dans le cas d'insuffisance des biens qui lui sont hypothéqués.

2210. La vente forcée des biens situés dans différents arrondissements ne peut être provoquée que successivement, à moins qu'ils ne fassent partie d'une seule et même exploitation (**).

(*) V. Expropriation pour cause d'utilité publique: Swod 575 et suiv.=Loi du 3 mai 1841.

(**) *Loi du 14 novembre 1808 relative à la saisie immobilière des biens d'un débiteur situés dans plusieurs arrondissements.*

1) La saisie immobilière des biens d'un débiteur situés dans plusieurs arrondissements

Elle est suivie dans le tribunal dans le ressort duquel se trouve le chef-lieu de l'expropriation, ou à défaut de chef-lieu, la partie de biens qui présente le plus grand revenu, d'après la matrice du rôle.

2211. Si les biens hypothéqués au créancier, et les biens non hypothéqués, ou les biens situés dans divers arrondissements, font partie d'une seule et même exploitation, la vente des uns et des autres est poursuivie ensemble, si le débiteur le requiert; et ventilation se fait du prix de l'adjudication, s'il y a lieu.

2212. Si le débiteur justifie, par baux authentiques, que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année, suffit pour le payement de la dette en capital, intérêts et frais, et s'il en offre la délégation au créancier, la poursuite peut être suspendue par les juges, sauf à être reprise s'il survient quelque opposition ou obstacle au payement.

2213. La vente forcée des immeubles ne peut être poursuivie qu'en vertu d'un titre authentique et exécutoire, pour une dette certaine et liquide. Si la dette est en espèces non liquidées, la poursuite est valable; mais l'adjucation ne pourra être faite qu'après la liquidation.

2214. Le cessionnaire d'un titre exécutoire ne peut poursuivre l'expropriation qu'après que la signification du transport a été faite au débiteur.

2215. La poursuite peut avoir lieu en vertu d'un jugement provisoire ou définitif, exécutoire par provision, nonobstant appel; mais l'adjucation ne peut se faire qu'après un jugement définitif en dernier ressort, ou passé en force de chose jugée

---

pourra être faite simultanément, toutes les fois que la valeur totale desdits biens sera inférieure au montant réuni des sommes dues tant au saisissant qu'aux autres créanciers inscrits.

2) La valeur des biens sera établi d'après les derniers baux authentiques, sur le pied du denier *vingt-cinq*.—A défaut de baux authentiques, elle sera calculée d'après le rôle des contributions foncières, sur le pied du denier *trente*.

3) Le créancier qui voudra user de la faculté accordée par l'article 1-er, sera tenu de présenter requête au président du tribunal de l'arrondissement où le débiteur a son domicile, et d'y joindre,—1° copie en forme des baux authentiques, ou, à leur défaut, copie également en forme du rôle de la contribution foncière;—2, l'extrait des inscriptions prises sur le débiteur dans les divers arrondissements où les biens sont situés, ou le certificat qu'il n'en existe aucune.—La requête sera communiquée au ministère public et répondue d'une ordonnance portant permis de faire la saisie de tous les biens situés dans les arrondissements et départements y désignés.

4) Les procédures relatives tant à l'expropriation forcée qu'à la distribution du prix des immeubles, seront portées devant les tribunaux respectifs de la situation des biens.

5) Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

La poursuite ne peut s'exercer en vertu de jugements rendus par défaut durant le délai de l'opposition.

2216. La poursuite ne peut être annulée sous prétexte que le créancier l'aurait commencée pour une somme plus forte que celle qui lui est due.

2217. Toute poursuite en expropriation d'immeubles doit être précédée d'un commandement de payer, fait, à la diligence et requête du créancier, à la personne de débiteur ou à son domicile, par le ministère d'un huissier.

Les formes du commandement et celles de la poursuite sur l'expropriation sont réglées par les lois sur la procédure.

De l'ordre et de la distribution du prix entre les créanciers.

2218. L'ordre et la distribution du prix des immeubles, et la manière d'y procéder, sont réglés par les lois sur la procédure. Pr 656 à 672, 749 à 779.

ПРИЛОЖЕНІЯ КЪ СВОДУ ЗАКОНОВЪ

ГРАЖДАНСКИХЪ.

Приложеніе къ статьѣ 26.

Форма обыска брачнаго.

18 . . года Ноября . . дня. По указу Его Императорскаго Величества, такого-то города, или села, такой-то церкви священно и церковнослужители производили обыскъ о желающихъ вступить въ бракъ, и оказалось слѣдующее: 1) Женихъ (здѣсь показывается званіе, или чинъ, мѣсто служенія, имя, отчество, фамилія, Православнаго или Латинскаго исповѣданія, и проч.) жительствуетъ такого-то города или такого-то уѣзда и села, въ приходѣ сей церкви. 2) Невѣста (здѣсь написать званіе, имя, отчество и фамилію, Православнаго или Лютеранскаго исповѣданія, и проч.) жительствовала допынѣ, города, или уѣзда и села такого-то, въ приходѣ церкви такой-то. 3) Возрастъ къ супружеству имѣютъ совершенный, и именно: женихъ столькихъ-то лѣтъ, а невѣста столькихъ-то лѣтъ, и оба находятся въ здравомъ умѣ. 4) Родства между ними духовнаго, или плотскаго родства и свойства, возбраняющаго по установленію Св. Церкви бракъ, никакого нѣтъ. 5) Женихъ холостъ, или вдовъ, послѣ перваго или втораго брака, а невѣста дѣвица, или вдова послѣ перваго или втораго брака. 6) Къ бракосочетанію приступаютъ они по своему взаимному согласію и желанію, а не по принужденію, и на то имѣютъ отъ родителей своихъ, или опекуновъ или попечителей (прописывать званіе или чинъ, мѣсто служенія, имя, отчество и фамилію каждаго изъ нихъ; если же родителей въ живыхъ нѣтъ, то сіе оговаривать), чиновники гражданскіе и люди военнаго вѣдомства отъ начальства, удѣльные отъ Удѣльнаго Приказа, помѣщичьи крестьяне, дворовые люди, равно крѣпостные, принадлежащіе къ семействамъ, отыскивающимъ свободы, но неполучившіе еще оной, отъ владѣльцевъ своихъ позволеніе; солдатскія жены и вдовы установленные отъ военнаго начальства вдовьи виды. 7) По троекратному оглашенію, сдѣланному въ означенной церкви такого-то года, мѣсяца и числа, препятствія къ сему браку никакого никѣмъ не объявлено. 8) Для удостовѣренія безпрепятственности сего брака представляются письменные документы: а) дозволеніе жениху вступленія въ бракъ отъ такого-то начальства выданное такого-то года, мѣсяца и числа, за такимъ-то нумеромъ, прилагаемое при семъ въ подлинникѣ: б) свѣдѣніе о невѣстѣ отъ ея духовнаго отца, прилагаемое при семъ въ подлинникѣ (здѣсь показывать и другіе, смотря по обстоятельствамъ, письменные документы, напримѣръ, когда одно лицо вновь брачное, указъ Консисторіи, съ прописаніемъ Архіерейскаго разрѣшенія сего брака). 9) Посему бракосочетаніе означенныхъ лицъ предположено совершить въ вышеупомянутой такой-то церкви сего 18 . . года такого-то числа и мѣсяца въ узаконенное время при посторонннихъ свидѣтеляхъ. 10) Что все показанное здѣсь о женихѣ и невѣстѣ справедливо, въ томъ удостовѣряютъ своею подписью, какъ они сами, такъ и по каждомъ три или два поручителя, съ тѣмъ, что если что окажется ложнымъ, то подписавшіеся повинны за то суду по правиламъ церковнымъ и по законамъ гражданскимъ. За симъ слѣдуетъ подпись: а) жениха, б) невѣсты, в) трехъ или двухъ поручителей по женихѣ, г) трехъ или двухъ поручителей по невѣстѣ, и д) въ заключеніи пишется: обыскъ производили, имя, отчество и фамилія, оной же церкви Священникъ, Діаконъ, дьячекъ и попамарь, съ означеніемъ именъ, отчества и фамиліи. Каждый подписывается собственноручно.

Примѣчаніе. При семъ постановляется между прочимъ въ обязанность священно и церковнослужителямъ: 1) о вступающихъ въ бракъ господскихъ людяхъ, свидѣтельство къ обыску требовать отъ самихъ помѣщиковъ, или отъ управляющихъ, приказчиковъ, старостъ и прочихъ довѣренныхъ. 2) Представленные къ обыску подлинные документы, которые должны быть оставлены въ церкви, какъ напримѣръ дозволеніе начальства на вступленіе въ бракъ чиновнику, и т. п., хранить при обыскной книгѣ, а съ прочихъ документовъ, напримѣръ, съ аттестатовъ о службѣ, изъ которыхъ заимствовано показаніе о лѣтахъ женихя, списывать въ книгу полъ обыскомъ копіи, а подлинные возвращать, буде кому слѣдуетъ, съ росписью въ обратномъ полученіи, и съ надписаніемъ на оныхъ времени совершенія брака, за подписаніемъ Священника. 3) Если невѣста другаго прихода, о ней требовать отъ ея духовнаго отца свидѣтельства съ показаніемъ: дѣвица или вдова, сколькихъ лѣтъ, была ли у исповѣди и Св. Причастія, и сіе свидѣтельство прилагать къ обыску.

Приложеніе къ статьѣ 67.

Форма подписки, отбираемой Священникомъ Православнаго исповѣданія отъ лицъ другихъ Христіанскихъ исповѣданій при вступленіи ихъ въ бракъ съ лицами Православной вѣры.

Нижеподписавшійся или нижеподписавшаяся (званіе, имя, фамилія, вѣроисповѣданіе) симъ удостовѣряю, что вступаю въ бракъ съ . . . . . (званіе, имя, фамилія) Православнаго исповѣданія; въ воспитаніи обоего пола дѣтей отъ сего брака буду поступать согласно съ законами Государства Россійскаго, т. е. буду крестить и воспитывать ихъ въ Православной Вѣрѣ.

Приложеніе къ статьѣ 156 (примѣч.).

Правила объ усыновленіи питомцевъ С.-Петербургскаго Воспитательнаго Дома.

1. Крестьянамъ-государственнымъ, Государевымъ, удѣльнымъ и дворцовымъ, кромѣ принадлежащихъ къ Петергофскому вѣдомству, поселеннымъ въ губерніяхъ: С.-Петербургской, Новгородской и Псковской, дозволяется брать въ усыновленіе питомцевъ С.-Петербургскаго Воспитательнаго Дома, по полученіи на то письменнаго разрѣшенія непосредственнаго ихъ начальства, т. е. Палаты Государственныхъ Имуществъ, Дворцоваго Правленія, или Удѣльной Конторы, съ удостовѣреніемъ хорошаго ихъ поведенія и безбѣднаго состоянія.

2. Каждому изъ сихъ крестьянъ, Деревенская Экспедиція С.-Петербургскаго Воспитательнаго Дома, завѣдывающая воспитаніемъ обоего пола питомцевъ по деревнямъ, выдаетъ, чрезъ посредство означенныхъ въ первой статьѣ мѣстъ, тридцать рублей съ отдачею избраннаго имъ питомца, который долженъ имѣть отъ рожденія не менѣе восьми лѣтъ и быть снабженъ особымъ свидѣтельствомъ, по приложеннымъ, у сего формамъ.

3. Крестьянинъ, усыновившій питомца С.-Петербургскаго Воспитательнаго Дома, пріобрѣтаетъ надъ нимъ всѣ права родительскія; но имѣетъ съ тѣмъ обязывается печись объ усыновленномъ, какъ о родномъ сынѣ, и если уже имѣетъ, или послѣ того приживетъ въ законномъ бракѣ дѣтей, то дать ему съ ними равное право въ наслѣдіи послѣ смерти своей, безъ нарушенія впрочемъ существующихъ правилъ о раздѣлѣ крестьянскихъ семействъ и ихъ имущества.

4. Усыновленный такимъ образомъ питомецъ, вступая въ состояніе усыновившаго, обязанъ нести всѣ повинности крестьянина, закономъ опредѣленныя.

5. Въ семействѣ крестьянина, усыновившаго воспитанника, по достиженіи симъ послѣднимъ узаконеннаго возраста для поступленія въ военную службу, рекрутская повинность исполняется согласно общему узаконенію, въ статьѣ 100 Устава Рекрутскаго изложенному, за исключеніемъ усвоеннаго въ ней родителямъ права отдачи рекрутъ по ихъ избранію.

6. Если крестьянинъ, объявившій желаніе усыновить питомца Воспитательнаго Дома, принадлежитъ, по происхожденію своему, къ Евангелическо-Лютеранскому исповѣданію, то онъ обязывается содержать усыновленнаго имъ воспитанника въ Православной вѣрѣ, а наблюденіе за точнымъ исполненіемъ сего обязательства возлагается на Священника ближайшаго прихода отъ того селенія, гдѣ воспитанникъ усыновленъ; о чемъ въ то же время извѣщается Духовная Консисторія Православнаго исповѣданія.

7. Если усыновленный питомецъ не будетъ еще имѣть того возраста, съ достиженіемъ котораго прекращается производимая отъ Воспитательнаго Дома плата за воспитаніе его, то есть пятнадцати лѣтъ, то до сего времени Деревенская Экспедиція Воспитательнаго Дома продолжаетъ изъ суммъ, ассигнуемыхъ на ея расходы, выдавать усыновившему крестьянину сію плату, составляющую одинъ рубль серебромъ въ мѣсяцъ.

8. По достиженіи усыновленнымъ питомцемъ полнаго совершеннолѣтія, то есть двадцати лѣтъ съ годомъ, выдается усыновившему его крестьянину, или вдовѣ его, а въ случаѣ смерти обоихъ, старшему въ томъ семействѣ, заступившему мѣсто домохозяина, въ награжденіе, чрезъ посредство помянутыхъ въ 1 статьѣ мѣстъ, еще тридцать рублей если означенныя лица, по удостовѣренію сихъ мѣстъ, окажутся заслуживающими сего награжденія, какъ по родительскому попеченію объ усыновленномъ питомцѣ, такъ и по своему поведенію.

9. Тѣмъ изъ усыновленныхъ питомцевъ, которые, съ согласія усыновившихъ ихъ крестьянъ и начальства своего, будутъ водворяемы на особыхъ участкахъ земли, выдается на первое обзаведеніе потребностями сельскаго хозяйства, чрезъ посредство вышеупомянутыхъ мѣстъ, по тридцати рублей.

10. Всѣмъ Дворцовымъ Правленіямъ, кромѣ Петергофскаго, С.-Петербургской, Новогородской и Псковской Палатамъ Государственныхъ Имуществъ и Удѣльнымъ Конторамъ С. Петербургской и Новогородской, поставляется въ непремѣнную обязанность склонять состоящихъ въ вѣломствѣ ихъ крестьянъ, чрезъ посредство ближайшихъ сельскихъ начальствъ, къ пріему питомцевъ Воспитательнаго Дома въ усыновленіе, объясняя имъ сопряженныя съ симъ выгоды. Такая же обязанность возлагается и на окружныхъ врачей и ихъ помощниковъ, состоящихъ въ вѣдомствѣ Воспитательнаго Дома, и Директоръ Деревенской Экспедиціи долженъ имѣть неослабное наблюденіе за исполненіемъ сего предписанія; на помощника же его возлагается обязанность объѣзжать, по временамъ, большія селенія Новогородской и Псковской губерній, для личнаго объясненія крестьянамъ правилъ усыновленія питомцевъ.

11. Военно-лѣснымъ сторожамъ при казенныхъ лѣсахъ дозволяется усыновлять питомцевъ Воспитательныхъ Домовъ на правилахъ усыновленія ихъ государственными

крестьянами и передавать симъ пріемышамъ должность свою вмѣстѣ съ домомъ и хозяйствомъ.

(Къ ст. 2.)

I. Общая форма свидѣтельствъ о питомцахъ, отдаваемыхъ для усыновленія.

№ 000. Императорскаго Воспитательнаго Дома С.-Петербургскій Опекунскій Совѣтъ симъ свидѣтельствуетъ, что питомецъ С.-Петербургскаго Воспитательнаго Дома, записанный въ главную о приносимыхъ дѣтяхъ книгу 18 . . года, такого-то мѣсяца и дня, подъ № 000, на основаніи Высочайше утвержденнаго въ 18 . . году постановленія объ усыновленіи питомцевъ сего Дома, отданъ въ усыновленіе къ крестьянину (имя и отечество), вѣдомства такого-то, въ такой-то губерніи, въ такомъ-то уѣздѣ, селеніи N, и потому вступаетъ въ состояніе усыновившаго его съ обязанностію исполнять всѣ повинности крестьянскія; въ удостовѣреніе чего даносіе за подписаніемъ Опекунскаго Совѣта и съ приложеніемъ печати Воспитательнаго Дома. (Число, мѣсяцъ и годъ).

II. Особенная форма свидѣтельствъ о питомцахъ, отдаваемыхъ родителямъ и родственникамъ.

№ 000. Императорскаго Воспитательнаго Дома С.-Петербургское Хозяйственное (или Деревенское) Управленіе симъ свидѣтельствуетъ, что принятый (или принятая) въ число воспитанни$\frac{\text{ковъ}}{\text{цъ}}$ . . Марта 18 . . года и числивш$\frac{\text{ійся}}{\text{аяся}}$ подъ № . . . . $\frac{\text{мальчикъ}}{\text{дѣвочка}}$ NN, родивш$\frac{\text{ійся}}{\text{аяся}}$ . . Февраля 18 . . года, по представленному доказательству, что он$\frac{\text{ъ}}{\text{а}}$ $\frac{\text{сынъ}}{\text{дочь}}$ (или родственни$\frac{\text{къ}}{\text{ца}}$) такого-то (означать званіе, имя и отчество отца, матери или родственника) отдан$\frac{\text{ъ}}{\text{а}}$, согласно просьбѣ, обратно упомянутому отцу (матери или родственнику), который признавъ $\frac{\text{его}}{\text{ее}}$ за $\frac{\text{сына}}{\text{дочь}}$ (или за родственни$\frac{\text{ка}}{\text{цу}}$) и обѣщавъ взять $\frac{\text{его}}{\text{ее}}$ совсѣмъ на свое попеченіе и содержаніе, пріобрѣтаетъ надъ $\frac{\text{нимъ}}{\text{нею}}$ родительскую власть; а посему помянут$\frac{\text{ый}}{\text{ая}}$ воспитанн$\frac{\text{икъ}}{\text{ица}}$ не считается уже въ числѣ питом$\frac{\text{цевъ}}{\text{ицъ}}$ Воспитательнаго Дома и не пользуется болѣе ихъ преимуществами, а долж$\frac{\text{енъ}}{\text{на}}$ быть приписан$\frac{\text{ъ}}{\text{а}}$, на узаконенномъ основаніи, въ податное сословіе. С.-Петербургъ. Іюля . . дня 18 . . года.

Почетный Опекунъ, Управляющій Хозяйственнымъ (или Деревенскимъ) Управленіемъ N.

Главный Надзиратель (или Директоръ) N.

Письмоводитель N.

(М. П.)

Примѣчаніе. По сей же формѣ выдаются свидѣтельства отъ Московскаго Хозяйственнаго Управленія Воспитательнаго Дома на усыновленіе родственниками воспитанниковъ онаго.

Приложеніе къ статьѣ 211.

Росписаніе линій и степеней родства.

(См. приложенную здѣсь таблицу.)

Приложеніе къ статьѣ 304.

Наставленіе опекуну, назначаемому надъ малолѣтными дѣтьми государственныхъ крестьянъ.

1. Опекунъ присутствуетъ при составленіи описи имуществу малолѣтнаго и утверждаетъ оную своимъ подписаніемъ; а если грамотѣ не знаетъ, то вмѣсто его подписываетъ тотъ, кому онъ вѣритъ.

2. Опекунъ получаетъ отъ Сельскаго Старшины засвидѣтельствованную копію съ описи, принимая по оной въ свое завѣдываніе имущество малолѣтнаго.

3. Опекунъ обязанъ печись о здоровьи малолѣтнаго, стараться о его воспитаніи, вкоренять въ его сердцѣ страхъ Божій, безпредѣльную преданность Государю и повиновеніе установленнымъ властямъ, научать его правиламъ благоправія и доброму хозяйству.

4. Въ отношеніи управленія имѣніемъ малолѣтнаго опекунъ долженъ: 1) оберегать оное, улучшать и приращать; 2) печись о увеличеніи доходовъ отъ имѣнія и остающееся на лицо, за удовлетвореніемъ хозяйственныхъ надобностей и уплатою податей, повинностей, недоимокъ и долговъ, представлять въ Волостное Правленіе для отсылки въ Приказъ Общественнаго Призрѣнія для приращенія процентами, наблюдая сіе правило и въ разсужденіи всякаго рода наличныхъ капиталовъ, принадлежащихъ малолѣтному.

5. Если въ составѣ имущества находятся предметы торговли или промышленности, то опекунъ обязанъ распоряжать онымъ соотвѣтственно ихъ предназначенію и пользамъ малолѣтнаго.

6. Недвижимое имущество малолѣтнаго опекунъ можетъ отдавать въ наймы, срокомъ не долѣе какъ до трехъ лѣтъ, съ утвержденія Волостнаго Правленія.

7. Опекунъ представляетъ Сельскому Старшинѣ о исходатайствованіи разрѣшенія на продажу вольною цѣною поступившихъ въ вѣдѣніе его строеній и движимаго имущества, которыя ни питомцу, ни для хозяйства не нужны, и сохраненіе которыхъ на будущее время неблагонадежно. Такимъ же образомъ поступаетъ опекунъ, если для удовлетворенія долговъ или другихъ неотложныхъ надобностей питомца окажется необходимымъ продать недвижимое имущество, въ полную собственность ему принадлежащее.

8. Опекунъ обязанъ бездоимочно платить подати и исправлять земскія и мірскія повинности, лежащія на малолѣтномъ, изъ доходовъ отъ его имущества. Если же малолѣтному, по мірскому распоряженію, не дано будетъ общественной земли во владѣніе, то платежъ таковыхъ податей и повинностей раздагается между поселянами, къ сельскому обществу принадлежащими, на законномъ основаніи.

9. Опекунъ отдаетъ каждогодно отчетъ Сельскому Сходу во всѣхъ доходахъ и расходахъ по описи.

10. Съ достиженіемъ питомцемъ совершеннолѣтія, опека прекращается. Опекунъ, съ разрѣшенія Волостнаго Правленія, вводитъ питомца въ управленіе имѣніемъ и отдаетъ ему немедленно отчетъ за все время опеки.

11. Обязанности опекуна относительно женскаго пола прекращаются замужствомъ, въ какомъ случаѣ онѣ переходятъ къ мужу питомицы, до наступленія сей совершеннолѣтія.

12. Если въ теченіи первыхъ двухъ лѣтъ по поступленіи въ управленіе имѣніемъ питомецъ не принесетъ никакой жалобы на опекуна по дѣламъ опеки, то сей послѣдній освобождается отъ всякой впредь по онымъ отвѣтственности.

13. Если питомецъ умретъ до прекращенія опеки, то опекунъ сдаетъ имущество и отдаетъ отчетъ въ управленіи его наслѣдникамъ, буде они совершеннолѣтни.

Приложеніе къ статьѣ 410.

О военныхъ сухопутныхъ и морскихъ добычахъ.

1. Къ государственнымъ имуществамъ принадлежатъ между другими *военныя и морскія добычи.*

2. Военною добычею называется отнятіе или присвоеніе вооруженною рукою движимыхъ вещей, принадлежащихъ непріятелю.

3. Вещи, взятыя непріятелемъ и паки отнятыя почитаются за добычу, ежели оныя находились въ его владѣніи двадцать четыре часа или одни сутки.

4. Никто по можетъ пріобрѣтать добычу прежде, нежели позволено то будетъ отъ начальства.

5. Добыча можетъ быть пріобрѣтаема или открытою силою, или дозволенными военными хитростями, стратагемами называемыми. Строго воспрещается для полученія добычи прибѣгать къ вѣроломству или другимъ способамъ, нарушающимъ право народное.

6. Въ слѣдствіе сего воспрещается ограбленіе домовъ, селеній, отбираніе одежды и вещей у военноплѣнныхъ и раненыхъ, а также пріемъ, храненіе и покупка вещей награбленныхъ.

7. Изъ полученной добычи въ городахъ, замкахъ, мѣстечкахъ, крѣпостяхъ или лагеряхъ, знамена, штандарты, оружіе, всѣ воинскіе припасы и снаряды, какъ то: порохъ, свинецъ, аммуниція и провіантъ, деньги, въ казначействахъ и публичныхъ какихъ либо заведеніяхъ, собранныя для общей потребности, принадлежатъ государству; всѣ же прочія движимыя вещи почитаются законною добычею того, кто ими завладѣлъ, и никто не имѣетъ права лишить его оныхъ.

8. Движимая собственность, пріобрѣтаемая отъ непріятеля на морѣ военными кораблями или частными судами, называется *призомъ.*

9. По роду кораблей захваченныхъ, призы бываютъ или военные, или купеческіе.

10. Предметомъ приза могутъ быть: 1) непріятельскіе военные корабли, вооруженіе оныхъ и всѣ снаряды и припасы; 2) купеческіе корабли, съ товарами и вещами, въ оныхъ погруженными; 3) купеческіе корабли нейтральныхъ державъ, въ случаѣ ихъ вспомоществованія непріятелю; 4) Россійскіе купеческіе корабли и товары, захваченные непріятелемъ и двадцать четыре часа остававшіеся въ его власти.

11. Воспрещается, подъ смертною казнію, грабить корабли дружественныхъ и союзныхъ державъ. Въ случаѣ крайней необходимости въ провіантѣ или такелажѣ, только по указу Главнаго Командира можно взять у встрѣтившихся кораблей часть потребныхъ вещей: съ роспискою, и, возвратившись въ Россійскій портъ, немедленно о томъ дать отчетъ Морскому Министерству.

12. У плѣнныхъ, взятыхъ на непріятельскихъ судахъ, запрещается отнимать ихъ собственность, какъ-то: платье, находящіяся при нихъ деньги, серебро и другія вещи, коихъ частная принадлежность будетъ доказана, и кои не почитаются составляющими грузъ корабля.

13. Всѣ призы почитаются добычею тѣхъ, кои ими завладѣли, и раздѣляются между участвовавшими въ оныхъ лицами, по особо установленнымъ на то правиламъ.

14. Морское начальство имѣетъ право взять въ казну всякое плѣнное судно, со всѣми находящимися на ономъ военными снарядами, снастями, и всѣмъ, что вооруженіе корабля составляетъ, провизіею и прочимъ, кромѣ того, что не принадлежитъ къ штату корабля; равномѣрно можетъ обратить на свое употребленіе одни только взятые у непріятеля военные снаряды и припасы безъ судовъ; но въ обоихъ случаяхъ выдаетъ за нихъ извѣстную плату, смотря по соразмѣрности величины судна или по оцѣнкѣ.

15. Купеческіе корабли могутъ дѣлать призы тогда только, когда непріятельскій корабль учинитъ наѣздъ или нападеніе на береговое мѣсто или на корабль, Россіи принадлежащій. Если корабельщикъ или судовщикъ возьметъ нападающій корабль, то долженъ отвести оный съ добычею въ портъ, или отдать Россійскому военному судну, когда съ онымъ повстрѣчается; за храбрость же имѣетъ право на пристойное награжденіе, сколько по военному Морскому Уставу назначено за корабль, флагъ и пушку. Взятый же корабль, судно или грузъ отдать подъ надлежащій судъ и поступить съ нимъ по законамъ.

16. Буде же купеческій корабль безъ вѣдома или приказанія военнаго начальства, и не имѣя на то патента, учинитъ наѣздъ или нападеніе на берегъ или на другой корабль, или судно, хотя и во время войны съ тѣмъ народомъ, которому оные принадлежатъ: то почесть сіе за насильство и наказать яко разбой.

17. Если каперъ, вооруженный партикулярными людьми, возьметъ непріятельское судно: то имѣетъ на оное таковое же право, каковое принадлежитъ воинскому кораблю.

Приложеніе къ статьѣ 539 (примѣч. 2).

Правила о находкахъ и о пригульномъ скотѣ.

I. Общія правила о дѣйствіяхъ полиціи и другихъ начальствъ при явкѣ о находимыхъ вещахъ.

1. Полиція или начальство, принявъ явку о найденной вещи, дѣлаетъ троекратныя публикаціи въ вѣдомостяхъ, и увѣдомляетъ о семъ обывателей того мѣста или города, гдѣ вещь найдена, чрезъ общую во всѣхъ домахъ повѣстку.

2. Если хозяина по троекратнымъ публикаціямъ въ вѣдомостяхъ не сыщется, то вещи найденныя оставляются нашедшему, а найденныя воровскія вещи обращаются въ Приказы Общественнаго Призрѣнія, буде по учиненіи объ нихъ публикаціи хозяева не явятся.

II. Особенныя правила о находкѣ потерянныхъ вещей въ мѣстахъ, подвѣдомственныхъ Становымъ Приставамъ.

3. Въ случаѣ, когда гдѣ либо въ станѣ будутъ найдены неизвѣстно кому принадлежащія, забытыя или потерянныя вещи, а равно и старыя монеты и другія древности, или особенно замѣчательныя произведенія природы, Становой Приставъ, узнавъ о томъ и получивъ сіи древности или вещи, представляетъ оныя въ Земскій Судъ, для отсылки къ губернскому начальству и объявленія о забытыхъ или потерянныхъ вещахъ чрезъ Губернскія Вѣдомости. Становой Приставъ съ тѣмъ вмѣстѣ объявляетъ представившимъ потерянныя вещи или найденныя древности, что они непремѣнно получатъ слѣдующее имъ за то вознагражденіе, по мѣрѣ цѣнности представленной ими вещи, и именно: за потерянныя или забытыя треть, а за древности всю настоящую цѣну золота, серебра, или иного вещества, изъ коего онѣ сдѣланы. Когда извѣстно, кому принадлежатъ найденныя вещи, то Приставъ дѣлаетъ распоряженіе о немедленномъ оныхъ возвращеніи по принадлежности.

4. Если хозяина найденной вещи не сыщется, то по сдѣланіи публикаціи узаконеннымъ порядкомъ, она отдается въ цѣлости нашедшему.

III. Особенныя правила о находкахъ, дѣлаемыхъ государственными крестьянами.

5. Нашедшій чужія деньги или чужую вещь обязанъ о семъ немедленно объявить Сельскому Старостѣ; если же не объявитъ, то съ нимъ поступать какъ съ воромъ.

6. Сельскій Староста, получивъ извѣщеніе о найденныхъ вещахъ, обвѣщаетъ о томъ чрезъ десятскихъ окружныя селенія, увѣдомляетъ сотскаго для донесенія земской полиціи, и доводитъ до свѣдѣнія Сельской Расправы, съ разрѣшенія которой отдаетъ вещь хозяину, когда сей послѣдній явится и докажетъ въ Сельской Расправѣ свое право, съ платежемъ нашедшему въ вознагражденіе за находку вещи третьей части ея цѣны, или по взаимному условію. При семъ берется съ хозяина росписка въ полученіи при свидѣтеляхъ и представляется отъ Старосты въ Расправу.

7. Если хозяина не сыщется по сдѣланіи публикаціи узаконеннымъ порядкомъ: то найденныя вещи отдаются въ цѣлости нашедшему. Относительно дикихъ животныхъ соблюдаются правила, изложенныя въ 1 примѣчаніи къ статьѣ 539.

8. Всякій нашедшій въ землѣ казенныхъ имѣній древнія монеты, оружіе и другія достопримѣчательныя вещи, обязанъ представить ихъ мѣстному сельскому или волостному начальству, въ послѣдствіи, чрезъ то же начальство, онъ получаетъ приличную за находку свою награду.

9. Вещи сіи помянутыми начальствами представляются Окружнымъ Начальникамъ, отъ которыхъ отсылаются при описи въ мѣстныя Палаты Государственныхъ Имуществъ, а сіи послѣднія, если найдутъ оныя заслуживающими вниманія, доставляютъ ихъ въ тотъ Департаментъ, которому онѣ подвѣдомственны.

10. Нужныя на пересылку деньги употребляются Окружными Управленіями и Палатами изъ наличныхъ штатныхъ суммъ, на счетъ экстраординарнаго капитала Министерства.

11. Вещи громоздкія, или неудобныя къ пересылкѣ чрезъ почту, какъ то: древнее оружіе большаго размѣра, большіе камни, плиты и обломки ихъ съ древними надписями и другими изображеніями, и т. п., оставляются у мѣстнаго сельскаго или волостнаго начальства, подъ его отвѣтственностію за сохраненіе оныхъ впредь до распоряженія; а между тѣмъ Окружные Начальники и Палаты Государственныхъ Имуществъ, по полученіи о томъ свѣдѣній, принимаютъ мѣры къ описанію памятниковъ сихъ на мѣстѣ и къ снятію съ нихъ по возможности рисунковъ и снимковъ надписей и изображеній, которые и доставляются отъ Палатъ въ Департаменты по принадлежности.

12. Всѣ доставляемые на семъ основаніи вещи, описанія, рисунки и снимки препровождаются изъ Министерства Государственныхъ Имуществъ въ Императорскую Академію Наукъ, чрезъ Министра Народнаго Просвѣщенія, для разсмотрѣнія ихъ и опредѣленія приличной за нихъ награды, которая и выдается отъ того вѣдомства, въ которое вещи поступить имѣютъ.

13. О всѣхъ тѣхъ древнихъ и рѣдкихъ вещахъ, которыя Академіею признаны будутъ заслуживающими особеннаго вниманія, Министръ Государственныхъ Имуществъ доноситъ Его Императорскому Величеству и ожидаетъ Высочайшаго повелѣнія.

14. Въ случаѣ открытія или находки древнихъ или иныхъ рѣдкихъ вещей на значительную сумму, Министръ также доводитъ до свѣдѣнія Его Величества и испрашиваетъ Высочайшаго разрѣшенія о мѣрѣ вознагражденія, и суммѣ, изъ которой оно произведено быть можетъ.

15. Если бы по доставленнымъ описаніямъ, рисункамъ и снимкамъ памятниковъ древности, оставленныхъ на мѣстѣ по ихъ величинѣ и неудобству къ пересылкѣ, найдено было Академіею полезнымъ подробное и тщательное ихъ изслѣдованіе или и самое доставленіе ихъ сюда, то распоряженія въ томъ и другомъ случаѣ зависѣть уже будутъ отъ Министерства Народнаго Просвѣщенія.

16. Монеты новѣйшаго времени, начиная съ XIII столѣтія, какъ не составляющія рѣдкости, не могутъ подходить подъ вышеизложенныя правила, и находка ихъ подчиняется общему закону о кладахъ, изложенному въ 430 статьѣ сего Свода.

IV. Особенныя правила о находкахъ во время морскаго путешествія.

17. Кто найдетъ потерянную вещь на кораблѣ во время морскаго путешествія, тотъ долженъ объявить оную офицеру и положить у мачты.

18. Найденная вещь во время морскаго путешествія обращается въ собственность нашедшаго тогда, когда настоящій хозяинъ оной не отыщется до возвращенія въ портъ.

19. Особенныя правила о находкѣ и спасеніи вещей, выбрасываемыхъ послѣ крушенія кораблей и судовъ на берега морей и судоходныхъ рѣкъ, въ подробности излагаются въ Уставѣ Торговомъ.

V. Особенныя правила о пригульномъ скотѣ, оказавшемся въ мѣстахъ, подлежащихъ вѣдомству земской полиціи.

20. Когда въ какомъ либо селеніи или иномъ мѣстѣ окажутся неизвѣстно кому принадлежащія лошади, коихъ обыкновенно называютъ пришлыми или гульными, и другой скотъ, тогда тысячскіе, или пятисотскіе, а гдѣ ихъ нѣтъ, сотскіе, должны отдавать

ихъ въ ближайшихъ селеніяхъ для сохраненія, донося Становому Приставу. Приставъ, записавъ о томъ въ особую книгу, распоряжается объ отдачѣ сихъ лошадей чрезъ мѣстное сельское или вотчинное управленіе, или же непосредственно, зажиточнымъ поселянамъ, или управителямъ владѣльческихъ имѣній, съ роспискою, на продовольствіе, впредь доколѣ не отыщется хозяинъ. Между тѣмъ съ описаніемъ лѣтъ и примѣтъ лошадей и хотя приблизительной имъ цѣны, основанной на свидѣтельствѣ двухъ или трехъ человѣкъ постороннихъ, Становой Приставъ доноситъ Земскому Суду, и въ тоже время относится къ сосѣдственнымъ Становымъ Приставамъ о объявленіи по вѣдомству ихъ чрезъ тысячскихъ, пятисотскихъ, сотскихъ и десятскихъ, не окажется ли тамъ того, кому принадлежатъ лошади. Съ сею же цѣлію и Земскій Судъ производитъ обвѣщенія по всему уѣзду и въ уѣздахъ сосѣдственныхъ, чрезъ сообщеніе Земскимъ оныхъ Судамъ. Когда явится хозяинъ, и на принадлежность ему лошадей представитъ удостовѣреніе, тогда оныя возвращаются ему съ роспискою и съ отмѣткою въ книгѣ Становаго Пристава. Если въ теченіи шести мѣсяцевъ послѣ обвѣщенія отъ Земскаго Суда, хозяева сихъ лошадей не явятся, то объ оныхъ публикуется въ губернскихъ вѣдомостяхъ; по прошествіи же двухъ за симъ лѣтъ Земскій Судъ дѣлаетъ распоряженія о продажѣ оныхъ съ публичнаго торга, и объ отсылкѣ денегъ куда слѣдуетъ по законамъ. Сей порядокъ наблюдается и въ отношеніи къ другому гульному или заблудившемуся скоту.

Примѣчаніе. Въ 1849 году изданы были въ видѣ временнаго на три года постановленія для губерній Астраханской, Оренбургской, Саратовской, Пензенской, Симбирской, Тамбовской, Тульской, Казанской, Вятской, Нижегородской, Владимірской и Костромской нѣкоторыя правила для отвращенія конокрадства, при чемъ распространена на всѣхъ вообще сельскихъ жителей обязанность немедленнаго объявленія о пріисталой скотинѣ Сельскому Старостѣ, Старшинѣ или ближайшему полицейскому служителю, какъ оное возлагается на государственныхъ крестьянъ по Общему Губернскому Учрежденію, статьѣ 5234, подъ опасеніемъ за необъявленіе взысканія, опредѣленнаго въ Уложеніи о Наказаніяхъ, статьѣ 2274. Въ 1854 году таковая же обязанность распространена безсрочно на всѣхъ вообще какъ сельскихъ, такъ и городскихъ жителей въ Западной Сибири.

VI. Особенныя правила о пригульномъ скотѣ, оказавшемся въ земляхъ казачьихъ войскъ.

21. Относительно пригульнаго скота въ земляхъ войска Донскаго должны быть соблюдаемы слѣдующія правила: 1) Всякій хозяинъ, у котораго пропадетъ или отлучится съ пастбища скотъ его, въ теченіи трехъ и не долѣе семи дней объявляетъ о томъ словесно Станичному Правленію, или Сыскному Начальству, съ описаніемъ примѣтъ. Явка хозяина записывается въ журналъ. 2) Тотъ, къ кому пригульный скотъ пристанетъ, или кто найдетъ оный, обязанъ въ семидневный же срокъ объявить о томъ Станичному Правленію, которое, повѣривъ примѣты скота, немедленно доноситъ Сыскному Начальству. 3) Необъявившій въ теченіи семи дней о найденномъ или приставшемъ къ нему скотѣ, предается суду по законамъ, какъ за воровство. 4) Объявленный Станичному Правленію пригульный скотъ отдается въ присмотръ тому, кто его нашелъ, или другому благонадежному жителю, если первый отъ содержанія его откажется. 5) Сыскное Начальство, по донесеніи станицы, или по объявленіи жителя, въ тотъ же, или по крайней мѣрѣ на другой день, обязано публиковать по войску, чтобы хозяинъ пригульнаго скота, или его повѣренный, явился съ свидѣтельствомъ Станичнаго Правленія о принадлежности ему онаго въ шесть мѣсяцевъ отъ публикаціи. 6) Представившій такое свидѣтельство получаетъ скотъ свой и платитъ тому, кто его имѣлъ подъ своимъ присмотромъ и содержалъ, по назначенію станичнаго общества на сборѣ. 7) Если въ теченіи шести мѣсяцевъ хозяинъ не явится, то пригульный скотъ продается съ публичныхъ торговъ въ той станицѣ, гдѣ живетъ нашедшій или принявшій его на свое попеченіе. 8) Къ торгамъ на продажу пригульнаго скота вызываются всѣ, не только въ станицѣ, но и въ хуторахъ живущіе. 9) Деньги, вырученныя за проданный пригульный скотъ, остаются въ храненіи Станичнаго Правленія еще на шесть мѣсяцевъ, считая отъ дня продажи. 10) Если въ теченіи сего времени хозяинъ или

кто другой изъ домашнихъ, либо родственниковъ его, явится въ станицу и представитъ свидѣтельство, въ 5 пунктѣ означенное, тогда изъ вырученныхъ денегъ отдаются двѣ части ему, а третья содержавшему скотъ его. 11) Буде же и въ сей срокъ никто не явится, въ такомъ случаѣ изъ вырученныхъ денегъ одна третья часть обращается на богоугодныя заведенія, другая въ пользу той станицы, гдѣ живетъ содержатель пригульнаго скота, а третья отдается сему послѣднему.

22. Относительно пригульнаго скота, пойманнаго на земляхъ Оренбургскаго, Уральскаго и Башкирскаго войскъ (въ губерніяхъ Оренбургской и Самарской) надлежащая публикація и прочія распоряженія о семъ скотѣ дѣлаются на правилахъ, установленныхъ для сего относительно пригульнаго скота въ земляхъ Донскаго войска (ст. 21), съ соблюденіемъ слѣдующихъ: 1) Въ томъ случаѣ, если скотъ кому либо порученъ въ присмотръ, по неявкѣ въ теченіи шести мѣсяцевъ хозяина, оный продается на тѣхъ же правилахъ съ публичнаго торга, и вырученныя сею продажею деньги хранятся въ теченіи еще шести мѣсяцевъ со дня продажи скота въ Станичныхъ Правленіяхъ, съ тѣмъ, что если въ продолженіи сего времени хозяинъ или кто другой изъ домашнихъ либо родственниковъ явится въ станицу и представитъ установленное свидѣтельство о принадлежности скота, тогда изъ вырученныхъ денегъ двѣ трети отдаются ему, а одна треть содержавшему скотъ, буде же въ срокъ сей никто не явится, означенныя вырученныя за продажу пригульнаго скота деньги обращаются: двѣ трети въ капиталъ для бѣдныхъ тѣхъ войскъ, а одна треть въ пользу станицы, въ коей живетъ содержатель пригульнаго скота и въ пользу самого содержателя, по равной части. 2) Въ тѣхъ случаяхъ, когда отъ принятія животнаго на продовольствіе откажутся жители по дороговизнѣ корма и безопасности самого животнаго въ хозяйствѣ, оный продается съ аукціоннаго торга по истеченіи четырнадцати дней отъ времени явки о пригульномъ скотѣ, вырученныя же за оный деньги, за вычетомъ изъ нихъ издержекъ, употребленныхъ на содержаніе скота до продажи онаго, хранятся по губерніи въ теченіи двухъ, а по войскамъ въ теченіи одного года, и потомъ, если хозяинъ найденнаго скота не явится, распредѣляются слѣдующимъ образомъ: двѣ трети обращаются или въ капиталъ для бѣдныхъ упомянутыхъ войскъ, если скотъ найденъ на казачьихъ земляхъ, или въ мѣстный Приказъ Общественнаго Призрѣнія, когда оный найденъ на непринадлежащихъ тѣмъ войскамъ земляхъ, а остальная треть въ пользу той станицы или селенія, гдѣ живетъ тотъ, кѣмъ найденъ скотъ, и въ пользу самого нашедшаго по равной части.

23. Правила, постановленныя въ статьѣ 22 для казачьихъ войскъ въ губерніяхъ Оренбургской и Самарской, относительно пригульнаго скота, распространяются и на Сибирское Линейное казачье войско, съ тѣмъ различіемъ, что продажа скота въ томъ случаѣ, когда отъ принятія онаго на прокормленіе жители откажутся, производится съ аукціоннаго торга въ зимніе мѣсяцы по истеченіи четырнадцати дней, а въ лѣтніе чрезъ два мѣсяца отъ времени явки о пригульномъ скотѣ, и что вырученныя за оный деньги распредѣляются слѣдующимъ образомъ: двѣ трети обращаются въ войсковый вспомогательный капиталъ для пособія бѣднымъ, а остальная треть въ пользу той станицы, въ коей прокармливался скотъ, и въ пользу нашедшаго, по равной части; но выдача сихъ денегъ производится лишь по прошествіи еще двухъ мѣсяцевъ послѣ продажи, когда уже не будетъ никакихъ о пригульномъ скотѣ споровъ.

24. Изъ денегъ, вырученныхъ за продажу пригульнаго скота въ селеніяхъ Азовскаго казачьяго войска, двѣ трети обращаются на составленіе особаго капитала для бѣдныхъ сего войска, одна шестая въ пользу того селенія, гдѣ живетъ содержатель пригульнаго скота, а остальная шестая часть въ пользу самого содержателя.

VII. Особенныя правила о пригульномъ скотѣ у государственныхъ крестьянъ.

25. Въ отношеніи пришлаго или пригульнаго скота у государственныхъ крестьянъ соблюдается слѣдующій порядокъ: 1) Всякій хозяинъ, у котораго пропадетъ или от-

лучится съ пастбища скотъ, въ теченіи трехъ и не долѣе семи дней объявляетъ о томъ словесно своему сельскому начальству, съ описаніемъ примѣтъ. 2) Тотъ, къ кому пригульный скотъ пристанетъ, или кто найдетъ оный, обязанъ въ семидневный же срокъ объявить о томъ сельскому начальству, подъ опасеніемъ, въ противномъ случаѣ, преданія суду по законамъ, какъ за воровство. 3) Сельское начальство, записавъ явку или объявленіе въ особую книгу, въ тотъ же день, или не позже слѣдующаго, о пропажѣ или находкѣ скота, съ описаніемъ примѣтъ онаго, показаніемъ приблизительно лѣтъ и съ означеніемъ примѣрной цѣны, доноситъ Становому Приставу и Волостному Правленію: первому для немедленнаго донесенія Земскому Суду и сообщенія сосѣдственнымъ Приставамъ, а послѣднему для объявленія, безъ малѣйшаго упущенія времени, по волости и сообщенія ближайшимъ Волостнымъ Правленіямъ. 4) Въ то же время сельское начальство отдаетъ пригульный скотъ въ присмотръ благонадежному мѣстному жителю, или, если между таковыми желающихъ не будетъ, нашедшему. Если же и послѣдній откажется отъ сего, въ такомъ случаѣ сельское начальство дѣлаетъ распоряженіе о продажѣ пригульнаго скота, по истеченіи четырнадцати дней со времени явки о немъ, съ публичнаго торга, а между тѣмъ скотъ оставляется на попеченіи кого либо изъ мѣстныхъ хозяевъ, который, соразмѣрно употребленнымъ издержкамъ, получаетъ за то вознагражденіе или отъ хозяина, если послѣдній явится, или изъ суммы какая, въ случаѣ неявки хозяина, выручится отъ продажи скота, на основаніи, указанномъ ниже въ пунктахъ 8 и 10. 5) Земскій Судъ немедленно производитъ объявленіе по всему уѣзду и въ уѣздахъ сосѣдственныхъ чрезъ сообщеніе Земскимъ оныхъ Судамъ и въ то же время публикуетъ о пропавшемъ или найденномъ скотѣ въ губернскихъ вѣдомостяхъ; по прошествіи же шести за симъ мѣсяцевъ, Земскій Судъ дѣлаетъ распоряженіе о продажѣ пригульнаго скота. 6) Продажа сія производится въ Сельской Расправѣ, или въ томъ селеніи, гдѣ есть базаръ, въ базарный день и въ присутствіи сельскаго начальства. Къ торгамъ вызываются всѣ живущіе не только въ самомъ селеніи, но и въ окольныхъ. 7) Вырученныя отъ продажи деньги, если, между тѣмъ, не явится владѣлецъ скота, представляются въ Волостное Правленіе, для храненія еще въ продолженіи шести мѣсяцевъ; послѣ чего онѣ распредѣляются по закону. 8) Если владѣлецъ явится до производства продажи и на принадлежность ему скота представитъ надлежащее доказательство, то скотъ ему возвращается съ росписью и съ отмѣткою въ книгѣ Сельской Расправы. Въ тоже время предоставляется ему, по взаимному условію, разсчитаться съ нашедшимъ и содержавшимъ скотъ; если же они не согласятся, въ такомъ случаѣ хозяинъ обязанъ заплатить нашедшему одну шестую, сообразно 10 пункту, часть цѣны, которая опредѣляется порядкомъ, указаннымъ выше (см. въ семъ приложеніи отд. V) и удовлетворить за прокормъ содержавшаго скотъ по приговору посредниковъ. 9) Если владѣлецъ явится послѣ продажи, то получаетъ тѣмъ же порядкомъ вырученную сумму, съ обязательствомъ выдать одну шестую часть оной нашедшему и расплатиться, какъ выше сказано, съ содержавшимъ скотъ. 10) Если по истеченіи шести мѣсяцевъ, со времени продажи скота, не явится хозяинъ онаго, въ такомъ случаѣ Волостное Правленіе, въ которомъ хранились вырученныя отъ продажи деньги, доноситъ о семъ Палатѣ Государственныхъ Имуществъ, по распоряженію которой треть суммы предоставляется въ пользу Приказа Общественнаго Призрѣнія, другая треть обращается въ мірскую кассу того общества, въ которомъ состоитъ нашедшій пригульный скотъ, а послѣдняя треть дѣлится между нашедшимъ и содержавшимъ скотъ, по приговору посредниковъ, или вся предоставляется нашедшему, если онъ же и содержалъ скотъ.

Приложеніе къ статьѣ 761 (п. 1).

Форма, по коей доставляются въ С.-Петербургскую и Московскую Сенатскія Типографіи для напечатанія въ Сенатскихъ Объявленіяхъ статьи о совершеніи актовъ на переходъ недвижимыхъ имуществъ отъ однихъ лицъ къ другимъ.

Такого-то года, мѣсяца и числа, отъ такого-то (чинъ, имя, отчество и фамилія) совершена купчая въ такомъ-то присутственномъ мѣстѣ такого-то года, мѣсяца и числа, данная ему отъ такого-то (чинъ, имя, отчество и фамилія) на проданное послѣднимъ первому недвижимое имѣніе, состоящее въ такомъ-то-селѣ, деревнѣ или пустоши, въ коихъ земли столько-то десятинъ, или четвертей, дворовыхъ людей и крестьянъ столько-то душъ, цѣною за столько-то рублей серебряною монетою. Купчая крѣпость писана на гербовомъ листѣ такой-то цѣны; пошлинъ съ такой-то суммы взыскано серебряною монетою столько-то, такого-то числа, мѣсяца и года.

Примѣчаніе 1. При совершеніи актовъ, взыскиваются крѣпостныя пошлины или съ продажной цѣны имѣнію, ежели оная превышаетъ сумму, причитающуюся по числу душъ и количеству земли, или съ сей послѣдней, когда она болѣе продажной цѣны. Почему, при означеніи въ объявленіяхъ количества поступившихъ въ казну пошлинъ, должна быть показана та сумма, съ которой пошлины сіи взысканы.

Примѣчаніе 2. Если земля продается одна и безъ крестьянъ, то упомянуть о семъ и о количествѣ земли; а буде продается иное какое либо недвижимое имѣніе, то означать, какое именно. Прочее жъ, во всякомъ случаѣ, писать совершенно согласно съ формою.

Примѣчаніе 3. По сей же формѣ и согласно съ означенными примѣчаніями доставлять въ Типографіи Правительствующаго Сената объявленія и о всякихъ другихъ записяхъ и сдѣлкахъ, совершаемыхъ въ надлежащихъ присутственныхъ мѣстахъ подъ различными наименованіями, кромѣ актовъ, по которымъ налагается запрещеніе на имѣнія, о чемъ дѣлаются особыя объявленія на основаніи правилъ, изложенныхъ въ книгѣ III Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ.

Приложеніе къ статьѣ 1298 (примѣч. 2).

Правила о выдачѣ капиталовъ, обращающихся въ кредитныхъ установленіяхъ Имперіи, послѣ лицъ, умершихъ въ Царствѣ Польскомъ или въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ.

1. Когда послѣ водвореннаго въ Царствѣ или Великомъ Княжествѣ лица, умершаго безъ завѣщанія, остались капиталы, обращающіеся въ кредитныхъ установленіяхъ Имперіи, то они выдаются наслѣднику его или учрежденной надъ нимъ опекѣ не иначе, какъ по представленіи отъ нихъ надлежащаго удостовѣренія или свидѣтельства въ тождествѣ лица наслѣдника или опекуна и въ томъ, что по умершемъ не осталось другихъ наслѣдниковъ и нѣтъ въ виду никакихъ относящихся къ симъ капиталамъ исковъ.

2. Въ Финляндіи судебное мѣсто, выдающее требуемое на основаніи предшедшей статьи кредитнымъ установленіямъ свидѣтельство, съ удостовѣреніемъ онаго предписаннымъ порядкомъ, обязано, если наслѣдники неизвѣстны, до выдачи такого свидѣтельства принять всѣ къ вызову наслѣдниковъ и кредиторовъ распоряженія, согласно съ дѣйствующими къ Финляндіи законами; а если умершій переселился въ Финляндію изъ Имперіи, то вызовъ сей дѣлать сверхъ того и припечатаніемъ законныхъ объявленій въ Русскихъ оффиціальныхъ Вѣдомостяхъ обѣихъ столицъ.

3. Распоряженія о вызовѣ наслѣдниковъ и сношенія о семъ съ подлежащими властями Имперіи, на основаніи статей 1239 и 1240 сего Свода лежатъ въ Царствѣ на обязанности Коммисіи Юстиціи. Сношенія сіи производятся чрезъ Министра Статсъ-Секретаря Царства, который и дѣлаетъ надлежащія къ производству вызова распоряженія.

4. Въ Великомъ Княжествѣ сношеніе о выдачѣ капиталовъ и о производствѣ вызова дѣлается чрезъ посредство Министра Статсъ-Секретаря онаго.

5. Когда капиталы остались послѣ лицъ, не постоянно водворенныхъ, а лишь временно пребывающихъ въ Царствѣ или Великомъ Княжествѣ, то они выдаются наслѣдникамъ на основаніи свидѣтельствъ, требуемыхъ по законамъ Имперіи (ст. 1298). Въ Царствѣ, Коммисія Юстиціи, сообразно свѣдѣніямъ того Суда или мѣста, которое по статьѣ 1290 сего Свода приводило въ извѣстность оставшееся по умершемъ имущество и принимало мѣры для сохраненія онаго, сообщаетъ властямъ Имперіи о находящемся на лицо имуществѣ умершаго и о результатѣ распоряженій Коммисіи объ отысканіи могущихъ находиться въ Царствѣ наслѣдниковъ его. Въ Великомъ Княжествѣ таковыя же свѣдѣнія въ отношеніи къ нему, полученныя отъ Суда или мѣста, приводившаго въ извѣстность имущество умершаго и принимавшаго мѣры для сохраненія онаго, сообщаются властямъ Имперіи Генералъ-Губернаторомъ Финляндіи.

Приложенія къ статьѣ 1420.

Формы купчимъ крѣпостямъ.

№ 1.

Форма купчей крѣпости на село или деревню.

Лѣта, мѣсяца и дня *такой-то* (чинъ, имя, отчество и фамилія), продалъ я *такому-то* (чинъ, имя, отчество и фамилія) собственное мое недвижимое имѣніе, состоящее *въ такой-то* губерніи и уѣздѣ, или *въ такихъ-то* губерніяхъ и уѣздахъ, село или села *такія-то*, или же деревню или деревни *такія-то*, или село *такое-то* съ деревнями *такими-то*, доставшееся мнѣ отъ *такого-то* по наслѣдству, или по наслѣдству и раздѣлу съ *такимъ-то*, учиненному *тогда-то*, *тамъ-то*, *или* по рядной, *или* дарственной записи, совершенной *тогда-то* и *тамъ-то*, *или* по завѣщанію, явленному и засвидѣтельствованному *тамъ-то*, *или* по купчей крѣпости, совершенной *такого-то* года, мѣсяца и числа *тамъ-то*. Продажу сію я учинилъ: 1) со всѣми землями, лѣсами, водами и всякаго рода угодьями, по дачамъ, переписнымъ и отказнымъ книгамъ, по планамъ и межевымъ книгамъ и по всякимъ крѣпостямъ къ тѣмъ селамъ и деревнямъ принадлежащими, какъ безспорными, такъ и спорными *(если есть части спорныя, но подъ запрещеніемъ не состоящія)*, а мѣрою *(если мѣра извѣстна, то писать и мѣру)* всей земли удобной и неудобной *столько-то* десятинъ, исключая пустошь *или* часть земли *такую-то (если есть какое либо исключеніе, если же нѣтъ, то писать:* не оставляя ничего за собою); 2) съ господскими домами и со всѣми другими строеніями, въ томъ имѣніи мнѣ принадлежащими, съ мельницами, рыбными ловлями и другими заведеніями *(причемъ особенно поименовать фабрики или заводы, если они состоятъ въ имѣніи)*; 3) со всѣми по сему имѣнію обязательствами, а равно законными исками, какіе по тому имѣнію нынѣ состоятъ, или впредь открыться могутъ. А въ томъ селѣ и деревняхъ *(означая порознь по каждой деревнѣ)* состоитъ по послѣдней *такой-то* ревизіи: 1) дворовыхъ людей мужескаго пола *столько-то*, женскаго *столько-то* и 2) крестьянъ мужескаго пола *столько-то*, женскаго *столько-то*. Принадлежащими къ симъ селу и деревнямъ почитаются какъ всѣ отъ тѣхъ крестьянъ и дворовыхъ людей послѣ ревизіи родившіеся мужескаго и женскаго пола, а равно и пріемыши и подкидыши, такъ и всѣ послѣ ревизіи изъ другихъ мѣстъ въ тѣ деревни законнымъ образомъ переселившіеся и перечисленные *(если есть таковые)*, и отлучившіеся изъ имѣнія безъ надлежащаго по закону разрѣшенія. Изъ приписанныхъ къ сему проданному имѣнію отчисляются *(если есть исключенія)*: 1) дворовые люди *такіе-то* и крестьяне *такіе-то*, переселившіеся уже или переселяющіеся въ другія имѣнія, мнѣ принадлежащія, *или* на землю отъ сего имѣнія отдѣленную и остающуюся за мною *(буде таковая есть)*; 2) крестьяне *такіе-то*, послѣ ревизіи изъ проданнаго мною *такого-то* села, *или*

деревни, *такимъ-то образомъ* изъ имѣнія выбывшіе. А взялъ я за то недвижимое имѣніе денегъ 000 рублей серебромъ, съ коей суммы пошлины и за бумагу условились мы заплатить пополамъ, *или* заплатить всѣ мнѣ продавцу, *или же* заплатить всѣ ему покупщику. А какъ до сей купчей крѣпости оное имѣніе отъ меня никому не продано, не заложено, никому по закону не передано и не отписано: то если кто въ оное по чему либо будетъ вступаться, мнѣ продавцу и наслѣдникамъ моимъ его покупщика и наслѣдниковъ его отъ тѣхъ вступщиковъ и отъ убытковъ, могущихъ быть отъ него, очищать какъ слѣдуетъ по законамъ *(или что продавецъ не принимаетъ на себя сей очистки, ежели на такомъ основаніи продано имѣніе)*. Къ сей купчей крѣпости *такой-то* (чинъ, имя, отчество и фамилія) въ томъ, что я означенное недвижимое имѣніе со всѣмъ написаннымъ продалъ и деньги, въ крѣпости означенныя, получилъ, руку приложилъ. *Подписи свидѣтелей не менѣе трехъ:* У сей купчей *такой-то* (чинъ, имя, отчество и фамилія) свидѣтелемъ былъ и руку приложилъ.

Примѣчаніе. Применяясь къ сей формѣ составлять и закладныя, рядныя и дарственныя записи, духовныя завѣщанія и раздѣльные акты, то есть наблюдая, чтобы въ оныхъ означалось прежде закладываемое, завѣщаемое, даримое, или инымъ образомъ уступаемое населенное имѣніе, а потомъ земли, угодья и заведенія къ оному принадлежащія, и послѣ всего число написанныхъ по ревизіи въ томъ имѣніи крестьянъ и дворовыхъ людей.

№ 2.

Форма записки въ книгу купчей крѣпости на домъ.

Лѣта 18 . . Января въ . . день, Коллежскій Секретарь Василій Петровъ сынъ Моржевъ, продалъ онъ С.-Петербургскому мѣщанину Семену Филиппову сыну Филиппову дворъ свой на Петербургской сторонѣ въ новопостроенной слободѣ близъ Новаго рынка; а строенія на томъ его дворѣ двѣ избы, баня съ передбанникомъ, и что въ томъ его дворѣ строенія есть, все безъ остатка; мѣрою подъ тѣмъ его дворомъ земли длинника двѣнадцать саженъ, поперечника шесть саженъ; въ межахъ оный его дворъ, идучи во дворъ, по первую сторону двора Маіора Ивана Ѳедорова сына Пестрикова, а по лѣвую руку дворъ сѣдельнаго мастера Ивана Онакина; а взялъ онъ Василій Моржевъ у него Семена Филиппова за тотъ свой дворъ денегъ сто рублей. Къ той купчей, вмѣсто его продавца, по его прошенію, Губернскій Регистраторъ Андрей Даниловъ сынъ Моисеевъ и свидѣтели: Подканцеляристы Петръ Григорьевъ сынъ Зыковъ, Николай Семеновъ сынъ Некрасовъ, Копіистъ Петръ Абакумовъ сынъ Мацневъ, руки приложили. Писалъ и записалъ Петръ Бѣловъ. Запрещенія нѣтъ. Пошлинъ . . . отъ письма . . . отъ записки . . . на расходъ . . . принялъ и совершилъ Надсмотрщикъ Прохоръ Благодатскій. Января въ . . день. Къ сей записке С.-Петербургской Ратуши бывшій Копіистъ Иванъ Козминъ сынъ Слѣдухинъ, вмѣсто продавца Василья Моржева, по его прошенію, руку приложилъ, а купчую онъ Василій къ себѣ взялъ тогожъ числа. Къ сей записке купеческій приказчикъ Иванъ Игнатьевъ сынъ Кичигинъ, по приказу хозяина своего, Семена Филиппова, по его прошенію, руку приложилъ.

№ 3.

Форма записки въ книгу купчей на дворовaго человѣка.

Лѣта 18 . . Января въ . . день, Титулярный Совѣтникъ Алексѣй Аѳонасьевъ сынъ Верещагинъ, продалъ онъ отставному Поручику Гаврилу Григорьеву сыну Кузьминскому, Вологодскаго уѣзда сельца Мурманова крѣпостнаго своего дворoваго человѣка, Степана Никифорова сына Чудейкова, съ женою его Ефимьею Сергѣевою дочерью; а взялъ онъ Алексей у него Гаврилы за того своего дворoваго человѣка и съ женою денегъ . . . . рублей. Къ той купчей онъ продавецъ самъ и свидѣтели Коллежскій Ассессоръ Яковъ Дмитріевъ сынъ Шамшевъ, Костромскаго пѣхотнаго полка Подпоручикъ Иванъ Михайловъ сынъ Ушаковъ руки приложили. Писалъ и записалъ Иванъ Гординъ. Запрещенія нѣтъ. Пошлинъ . . . . отъ письма . . . . отъ записки . . . . на рас-

ходъ . . . принялъ и совершилъ Надсмотрщикъ Прохоръ Благодатскій. Января къ . . день. Къ сей запискѣ Титулярный Совѣтникъ Алексѣй Верещагинъ руку приложилъ и купчую къ себѣ взялъ того же числа. Къ сей запискѣ отставной Поручикъ Гавріло Кузьминскій руку приложилъ.

Приложеніе къ статьѣ 1431.

Форма купчей крѣпости на имѣнія, покупаемыя Удѣльнымъ Департаментомъ.

Лѣта 18 . . Іюня въ . . день, такой-то (прописывать продавца чинъ, имя, отчество и фамилію), продалъ я Департаменту Удѣловъ, въ сходственность Его Императорскаго Величества Высочайшаго Учрежденія объ Императорской Фамиліи § 109, собственное мое недвижимое имѣніе, состоящее въ такомъ-то мѣстѣ, такое-то (прописывать, буде домъ или какое другое строеніе или порожнее мѣсто въ городѣ, то гдѣ именно, на какой улицѣ, какая мѣра мѣсту и какое строеніе; буде село или деревня, или земля, то въ которой губерніи и уѣздѣ, сколько десятинъ, какихъ угодій земли, и какія притомъ еще находиться будутъ господскія строенія, рыбныя ловли, мельницы, или другія заведенія, сколько по послѣдней ревизіи дворовыхъ и крестьянъ, и прочее, какъ все сіе выше показано въ формѣ, приложенной къ статьѣ 1420, подъ № 1, доставшіеся мнѣ отъ такого-то тогда-то: (прописывать, отъ кого и когда и почему достались, за кѣмъ въ ревизію записаны); а взялъ я отъ Департамента Удѣловъ за все вышеписанное мое недвижимое имѣніе столько-то рублей, съ которой суммы пошлины при совершеніи купчей имѣетъ платить Департаментъ Удѣловъ; а какъ до сей купчей оное имѣніе отъ меня никому не продано, не заложено никому, ни въ чемъ не укрѣплено и ни за что не отписано: то если кто въ оное мое имѣніе по чему либо будетъ вступаться: то мнѣ продавцу и наслѣдникамъ моимъ Департаментъ Удѣловъ отъ тѣхъ вступщиковъ очищать по указамъ и Департаменту Удѣловъ убытку никакого не доставить.

Приложеніе къ статьѣ 1481.

Правила о надѣленіи землею Башкирцевъ-вотчинниковъ и припущенниковъ въ Башкирскихъ вотчинныхъ земляхъ.

1. Мещеряковъ, Тептярей, Бобылей, Татаръ, казенныхъ и удѣльныхъ крестьянъ и прочихъ поселенцевъ казеннаго вѣдомства, безспорно обмежеванныхъ при генеральномъ межеваніи особыми отъ Башкирскихъ волостей и селеній межами, надлежитъ оставить въ неприкосновенномъ владѣніи занимаемыхъ ими земель. Тѣхъ же изъ нихъ, кои, поселясь на Башкирскихъ угодьяхъ, не имѣютъ законныхъ актовъ, опредѣляющихъ пространство владѣнія, отъ чего между ними и Башкирцами происходятъ споры, *должно удовлетворить*. Мещеряковъ, Тептярей и Бобылей, какъ занимающихся болѣе скотоводствомъ, или несущихъ казачью службу, тридцати-десятинною, а Татаръ, казенныхъ, удѣльныхъ и прочихъ поселянъ гражданскаго вѣдомства, пятнадцати-десятинною пропорціею на души седьмой ревизіи, если впрочемъ за таковою нарѣзкою у самихъ Башкирцевъ останется не менѣе сорока десятинъ на душу. Въ семъ послѣднемъ случаѣ надѣлять сихъ поселенцевъ такою пропорціею, какая по соразмѣрности числа душъ съ количествомъ остальной земли причтется. За симъ всякое дальнѣйшее съ обѣихъ сторонъ притязаніе по владѣнію землями, вопреки правилъ, въ семъ пунктѣ постановленныхъ, воспретить и самыхъ жалобъ не принимать.

Примѣчаніе. Высочайше утвержденнымъ мнѣніемъ Государственнаго Совѣта 14 Декабря 1842 года предписано, чтобы по разборѣ припущенниковъ и вообще переселенцевъ на Башкирскія земли въ Оренбургской и Пермской губерніяхъ сдѣлано было, въ свое время, постановленіе о тѣхъ изъ нихъ, кои, по существующимъ правиламъ и по особымъ уваженіямъ, не могутъ оставлены быть

на занятыхъ ими земляхъ, если впрочемъ къ тому времени не послѣдуетъ какихъ либо въ сихъ правилахъ измѣненій, и чтобы, подъ строгою отвѣтственностію подлежащихъ мѣстъ и лицъ, впредь не были допускаемы водворенія безъ предварительнаго разрѣшенія Оренбургскаго и Самарскаго Генералъ-Губернатора.

2. Въ тѣхъ малоземельныхъ Башкирскихъ дачахъ, гдѣ окажется недостатокъ земли для надѣла опредѣленною пропорціею самыхъ вотчинниковъ, или же, когда за надѣленіемъ ихъ сею пропорціею, не останется земли для припущенниковъ, земли дѣлятся между ними и вотчинниками также пропорціонально количеству, слѣдующему тѣмъ и другимъ на основаніи предшедшей статьи, но съ вознагражденіемъ вотчинниковъ за отходящую изъ ихъ владѣнія землю. Впрочемъ такой пропорціональный раздѣлъ земли между вотчинниками и припущенниками допускается только въ тѣхъ случаяхъ, когда для самихъ вотчинниковъ будетъ причитаться въ надѣлъ не менѣе пятнадцати десятинъ на душу девятой ревизіи.

3. Относительно вознагражденія вотчинниковъ за принадлежащую имъ въ узаконенную пропорцію землю, въ случаѣ необходимости отдѣленія части оной для припущенниковъ, соблюдаются слѣдующія правила: 1) въ означенномъ выше случаѣ Башкирцы вознаграждаются или отводомъ имъ изъ смежныхъ свободныхъ казенныхъ земель соразмѣрнаго количества угодій, или же назначеніемъ денежной платы по сложной цѣнѣ, существующей на земли въ губерніяхъ Оренбургской, Пермской и Вятской, именно: по три рубля серебромъ, за десятину; 2) потребный на сіе расходъ, если земли пріобрѣтаются для припущенниковъ гражданскаго вѣдомства, производится изъ хозяйственныхъ капиталовъ тѣхъ отдѣльныхъ вѣдомствъ, къ коимъ принадлежатъ сіи припущенники; 3) сумма, какая на вознагражденіе вотчинниковъ будетъ отпущена изъ хозяйственнаго капитала Министерства Государственныхъ Имуществъ, если Министерство Финансовъ не приметъ сего расхода на счетъ государственнаго казначейства, возвращается въ тотъ капиталъ изъ оброчной подати съ припущенниковъ вѣдомства государственныхъ имуществъ, съ причитающимися на позаимствованную сумму процентами; и 4) объ источникахъ для вознагражденія вотчинниковъ за земли, отдѣляемыя для припущенниковъ военнаго вѣдомства предоставляется Оренбургскому и Самарскому Генералъ-Губернатору испрашивать каждый разъ отъ Военнаго Министерства особое разрѣшеніе.

4. Земли, пріобрѣтенныя припущенниками отъ Башкирцевъ по крѣпостнымъ актамъ, вошедшимъ въ законную силу и состоящія въ безспорномъ сихъ припущенниковъ владѣніи, принадлежатъ владѣльцамъ на правѣ полной собственности. Тѣ же земли, на кои припущенники законныхъ актовъ не имѣютъ, предоставляются имъ только на правѣ пользованія и поступаютъ въ распоряженіе начальства по тому вѣдомству, къ которому принадлежатъ надѣляемые припущенники.

5. Уравненіе въ послѣдствіи тѣхъ припущенниковъ, кои нынѣ (1857 г.) не будутъ надѣлены вполнѣ достаточнымъ количествомъ земли съ тѣми, кои получатъ полную пропорцію, возлагается на завѣдывающія припущенниками начальства, но не въ видѣ непремѣнной и общей въ отношеніи всѣхъ припущенниковъ мѣры, а только условной на случай необходимости, и съ тѣмъ, чтобы къ такому уравненію было приступлено не прежде какъ по окончаніи надѣла всѣхъ припущенниковъ.

Примѣчаніе. Если при введеніи въ дѣйствіе означенныхъ выше общихъ правилъ встрѣтятся какія либо затрудненія, то предоставляется Оренбургскому и Самарскому Генералъ-Губернатору разрѣшать оныя, доводя о томъ тогда же до свѣдѣнія подлежащихъ Министерствъ, въ вѣдомствѣ коихъ состоятъ припущенники; если же при семъ встрѣтится необходимость постановленныя правила измѣнить или дополнить, то въ такомъ случаѣ Министрамъ надлежитъ представлять о семъ на разсмотрѣніе Государственнаго Совѣта, установленнымъ порядкомъ.

6. Вышеизложенное надѣленіе землями должно лежать на попеченіи Палаты Государственныхъ Имуществъ подъ главнымъ наблюденіемъ Генералъ-Губернатора, ко-

торый для означеннаго надѣленія требуетъ Землемѣровъ, буде въ нихъ надобность встрѣтится, отъ Межевой Канцеляріи.

Примѣчаніе 1. Для сего надѣленія указомъ отъ 4 Апрѣля 1834 (6957) велѣно было Оренбургской Казенной Палатѣ учинить слѣдующее: 1) собрать свѣдѣнія о числѣ душъ тѣхъ припущенниковъ, которые находились тогда въ безспорно-обмежеванной за Башкиръ окружности, не имѣя въ крѣпостяхъ опредѣлительности или вовсе крѣпостныхъ правъ, или же допущены Башкирцами на поселеніе безъ всякихъ письменныхъ договоровъ; 2) взять подробное свѣдѣніе о числѣ душъ самихъ Башкиръ, въ округахъ коихъ таковые припущенники находились; 3) имѣть въ виду всѣ учиненныя таковыми Башкирцами продажи владѣльцамъ безъ означенія мѣры по однимъ живымъ урочищамъ, и потомъ, начисливъ слѣдовавшее на самихъ Башкиръ и на ихъ припущенниковъ количество, сдѣлать по безспорнымъ планамъ соображеніе съ тѣми написанными въ продажу владѣльцамъ урочищами, положить свое мнѣніе о удовлетвореніи припущенниковъ, и представить оное къ Военному Губернатору (нынѣ Генералъ-Губернатору), которому предоставлялось, для удобнаго всего онаго исполненія, составить особую Коммисію изъ члена Палаты, Межевой Конторы и другихъ, довѣріе его заслуживающихъ чиновниковъ и Землемѣровъ, какъ въ Межевой Конторѣ и при Казенной Палатѣ состоявшихъ, такъ и въ уѣздахъ находившихся, и чрезъ оную или другимъ какимъ, по его усмотрѣнію, средствомъ, приводить постепенно въ исполненіе сіе надѣленіе, яко прямо на его отвѣтственности лежащее, не упуская изъ виду и того, что Межевая Контора, при всемъ недостаткѣ Землемѣровъ, поручается въ его распоряженіе по сей части безъ отвлеченія отъ настоящей ея обязанности.

Примѣчаніе 2. Высочайше утвержденнымъ положеніемъ Комитета Министровъ 1855 года Февраля 22 о Тептяряхъ особенно постановлено, чтобы проживающихъ изъ нихъ на казенныхъ земляхъ надѣлить по тридцати десятинъ на душу седьмой ревизіи; владѣющихъ вотчинными землями оставить, впредь до распоряженія войсковаго начальства, въ настоящемъ состояніи; проживающихъ же на Башкирскихъ земляхъ надѣлить землею особо учрежденной въ г. Уфѣ Коммисіи для надѣла землею Башкирскихъ припущенниковъ, согласно данныхъ ей правилъ.

7. Всѣ прочія тяжебныя дѣла Башкирцевъ надлежитъ разсматривать на общихъ коренныхъ основаніяхъ вотчиннаго и крѣпостнаго права, обращаясь къ тремъ онаго началамъ: межеванію, крѣпостямъ и десятилѣтней давности владѣнія. При семъ случаѣ крѣпостные акты, данные до указа 1818 года Октября 11 дня, должны быть различаемы отъ совершенныхъ послѣ онаго: первые должны быть признаваемы законными, а послѣдніе, по силѣ сего же указа, должны быть ничтожными.

8. Дозволяется Башкирцамъ прекращать мировыми сдѣлками тяжбы ихъ съ другими владѣльцами, по согласію двухъ третей мірскаго общества.

9. Сила сихъ правилъ не распространяется на земли Оренбургской линіи.

Примѣчаніе. По случаю возникшаго вопроса о надѣленіи землею Башкирскихъ припущенниковъ, проживающихъ въ малоземельныхъ Башкирскихъ волостяхъ, гдѣ и самимъ вотчинникамъ земли недостаточно, и о томъ, можетъ ли быть для сего обращена земля оставшаяся за надѣленіемъ, на основаніи Высочайше утвержденнаго 9 Ноября 1837 года мнѣнія Государственнаго Совѣта, Мураъ и Мещеряковъ дачи Мещерской волости деревни Мансуровой и другихъ въ Челябинскомъ уѣздѣ Оренбургской губерніи,—Высочайше утвержденнымъ мнѣніемъ Государственнаго Совѣта 1855 года Ноября 14 пояснено, что за надѣленіемъ означенныхъ Мурзъ и Мещеряковъ тридцатидесятинною пропорціею земли на каждую ревизскую душу, остальная земля должна быть обращена въ вѣдомство государственныхъ имуществъ.

Приложеніе къ статьѣ 1486 (примѣч.).

О употребленіи суммъ, выручаемыхъ за проданныя и отданныя въ кортомное содержаніе Башкирскія земли.

1. Изъ выручаемыхъ денегъ за проданныя Башкирцами земли и получаемыхъ въ оброкъ, одна третья часть должна составлять общественную сумму, а другія двѣ тре-

ти поступать должны въ раздѣлъ вотчинникамъ, изъ коихъ первая отсылается для обращенія изъ процентовъ въ одно изъ кредитныхъ установленій по назначенію Оренбургскаго Генералъ-Губернатора, или по собственному желанію вотчинниковъ.

2. Суммы сіи пріемлются отъ покупщиковъ особо избранными отъ общества довѣренными людьми, записываются въ выданную имъ отъ Генералъ-Губернатора шнуровую книгу, и хранятся при кантонной квартирѣ, за печатьми кантоннаго начальника и повѣренныхъ отъ общества.

3. Часть, назначенную для составленія общественнаго капитала, по записаніи въ расходъ, кантонные начальники представляютъ чрезъ Командующаго Башкирскимъ войскомъ Генералъ Губернатору, для внесенія въ кредитное установленіе. Проценты съ сей суммы предназначаются для употребленія на собственныя нужды и пользу Башкирцевъ, по непосредственному разрѣшенію Оренбургскаго Генералъ-Губернатора, который по обязанности своей долженъ быть общій попечитель Башкирцевъ и блюститель ихъ благосостоянія; какъ то: а) на пособіе Башкирцамъ, потерпѣвшимъ разореніе отъ пожара и другихъ несчастныхъ случаевъ; б) на образованіе юношества; в) на устройство общественныхъ зданій; г) на пособіе совершенно бѣднымъ въ обмундированіи и вооруженіи; д) на содержаніе кантоннаго и мѣстнаго сельскаго управленія; е) на покрытіе штрафовъ и другихъ закономъ опредѣленныхъ судебныхъ издержекъ по исковымъ и тяжебнымъ дѣламъ Башкиро-Мещерякскихъ обществъ, какъ о томъ сказано въ примѣчаніи къ статьѣ 1700 Законовъ о Судопроизводствѣ Гражданскомъ; ж) на содержаніе и пользованіе больныхъ въ заведеніяхъ посторонняго вѣдомства, когда чины не будутъ состоять на службѣ внѣ предѣловъ войска. Разрѣшенія на таковые расходы даются по представленіямъ войскового начальства и по надлежащемъ удостовѣреніи въ необходимости и пользѣ требующихся издержекъ. Другія двѣ трети выдаются вотчинникамъ, старѣйшинамъ каждаго семейства, съ приложеніемъ тамги въ полученіи денегъ. Количество, каждому семейству слѣдующее, должно быть опредѣлено общественнымъ приговоромъ, причемъ принимается въ основаніе согласіе двухъ третей всего общества. За правильностію таковой раздачи наблюдать строго.

4. Не изъявившіе согласія на продажу земли или отдачу въ оброчное содержаніе, не взирая на сіе, получаютъ части свои наравнѣ съ прочими.

5. Кантонные начальники и старшины въ раздѣлѣ денегъ не имѣютъ никакого преимущества.

6. Книги прихода и расхода ревизуются каждогодно чиновниками, отряжаемыми Генералъ-Губернаторомъ, для осмотра кантоновъ.

Приложеніе къ статьѣ 1505.

Форма купчей крѣпости на проданныя съ публичнаго торга въ Опекунскихъ Совѣтахъ недвижимыя населенныя имѣнія.

Лѣта тысяча восемь сотъ такого-то, такого-то мѣсяца въ 00 день, С.-Петербургскій (или Московскій) Опекунскій Совѣтъ, по силѣ Устава своего (Сводъ 1857 г. Уст. Кред. ст. 1238 и слѣд.) продалъ съ публичнаго, произведеннаго въ присутствіи сего Совѣта, торга такому-то (чинъ, имя, отчество и фамилія покупщика) недвижимое имѣніе, дошедшее Воспитательному Дому по просроченному обяза-

тельству такого-то (чинъ, имя, отчество, и фамилія заемщика) въ займѣ его, такого-то года, мѣсяца и числа, столькихъ-то рублей, принятое въ залогъ по выданному 00 числа, такого-то мѣсяца и года свидѣтельству такой-то Гражданской Палаты, такой-то губерніи, въ такомъ-то уѣздѣ, село, *и проч., примѣнялсь къ формѣ, приложенной выше, къ статьѣ 1420 подъ № 1, по правилу въ примѣчаніи тамъ означенному, и относительно угодій изъясняя:* сколько по писцовымъ и отказнымъ книгамъ, по дачамъ, межеванію и по всякимъ крѣпостямъ и сдѣлкамъ къ оному имѣнію принадлежитъ и въ доставленной такого-то года, мѣсяца и числа такимъ-то Губернскимъ Правленіемъ описи показано, съ коей ему, покупщику, выдана засвидѣтельствованная, скрѣпленная по листамъ и прошнурованная копія. За сіе недвижимое имѣніе Опекунскій Совѣтъ взялъ съ него NN денегъ серебромъ сколько-то рублей, почему и предоставляется ему право вступить во владѣніе купленнымъ имъ имѣніемъ по сей купчей крѣпости.

Приложеніе къ статьѣ 1524.

Форма, по коей доставляются въ С.-Петербургскую и Московскому Сенатскія Типографіи, для напечатанія въ Сенатскихъ Объявленіяхъ, статьи о поступившихъ въ явку актахъ, по ихъ совершеніи, на переходъ недвижимыхъ имуществъ отъ однихъ лицъ къ другимъ.

Такого-то года, мѣсяца и числа, въ такомъ-то Уѣздномъ Судѣ, отъ такого-то (чинъ, имя, отчество и фамилія) явлена купчая, совершенная въ такомъ-то присутственномъ мѣстѣ, такого-то года, мѣсяца и числа, данная ему отъ такого-то (чинъ, имя, отчество и фамилія) на проданное послѣднимъ первому недвижимое имѣніе, состоящее въ такомъ-то уѣздѣ, въ такомъ-то селѣ, деревнѣ или пустоши, въ коихъ земли столько-то десятинъ, или четвертей, дворовыхъ людей и крестьянъ столько-то душъ, цѣною за столько-то рублей серебромъ. Купчая крѣпость писана на гербовомъ листѣ такой-то цѣны, пошлинъ съ такой-то суммы взыскано серебромъ столько-то, такого-то числа, мѣсяца и года.

Приложеніе къ статьѣ 1554 (примѣч. 2).

Правила относительно дѣйствія въ Западныхъ губерніяхъ тѣхъ заставныхъ договоровъ, которые были заключены до изданія Высочайшаго указа 25 Іюня 1840 года (13591) о введеніи въ сихъ губерніяхъ общихъ законовъ Имперіи.

1. Всякое заставное владѣніе, какого либо рода, продолжающееся долѣе срока, дозволеннаго указомъ 14 Іюля 1827 года (1211), т. е. болѣе девяти лѣтъ, должно прекратиться или выкупомъ не позднѣе какъ въ два года, или же, по истеченіи сего срока, публичною находящагося въ заставѣ имѣнія продажею. Наблюденіе за симъ и исполненіе установленнаго здѣсь правила принадлежитъ надлежащимъ присутственнымъ мѣстамъ.

2. На семъ же основаніи, т. е. чрезъ выкупъ или публичную продажу по минованіи двухъ лѣтъ послѣ срока, должно прекратиться и владѣніе заставное, начавшееся до обнародованія указа 25 Іюня 1840 года, основанное на договорѣ, въ коемъ стороны ничего заранѣе не постановили о возобновленіи онаго по отсрочкамъ, и потомъ до обна-

родованія указа 25 Іюня 1840 года не возобновили онаго по правиламъ, въ указѣ 14 Іюля 1827 года предписаннымъ.

3. Договоры, до обнародованія указа 25 Іюня 1840 года правильно заключенные, съ постановленіемъ въ оныхъ условій о возобновленіи заставы по отсрочкамъ, сохраняютъ и нынѣ (1842 Апр. 29) свою силу и могутъ быть возобновляемы, но не иначе, какъ съ точнымъ соблюденіемъ предписанныхъ въ указѣ 14 Іюля 1827 года правилъ, съ тѣмъ, чтобы, по минованіи послѣдней, закономъ допускаемой отсрочки, т. е. третьяго, по заключеніи договора, трехлѣтія, имѣніе поступало въ публичную продажу, если оно въ продолженіи двухъ лѣтъ не будетъ выкуплено вотчинникомъ.

4. На допускаемое заставное владѣніе въ продолженіи означенныхъ въ пунктахъ 1, 2 и 3 двухъ льготныхъ лѣтъ должны быть или заключаемы акты, или же на прежнемъ актѣ дѣлаема отсрочка, съ тѣмъ, чтобы оные были явлены въ надлежащихъ мѣстахъ и внесены по нимъ пошлины за записку въ книгу и за гербовую по суммѣ займа бумагу, по правиламъ, постановленнымъ въ пунктѣ 4 указа 14 Іюля 1827 года.

5. Если на просроченномъ и невыкупленномъ въ опредѣленное время заставномъ имѣніи окажутся другіе долги, то удовлетвореніе, по совершеніи продажи онаго имѣнія, какъ по акту заставнаго владѣльца, такъ и по прочимъ лежавшимъ на томъ имѣніи долгамъ, въ отношеніи къ старшинству претензій, опредѣляется по правиламъ, установленнымъ въ пунктѣ 3 Высочайше утвержденнаго 3 Апрѣля 1840 года (13342) мнѣнія Государственнаго Совѣта.

Приложеніе къ статьѣ 1643.

Образецъ закладной на недвижимое имѣніе.

Лѣта . . . день, такой-то, званіемъ, именемъ, отчествомъ и фамиліею, занялъ я у такого-то, званіемъ и проч., денегъ серебряною монетою сколько-то рублей за указные проценты, срокомъ впредь на такое-то время, т. е. будущаго или настоящаго такого-то года и мѣсяца по такое-то число; а въ тѣхъ деньгахъ до онаго срока заложилъ я, такой-то именемъ, ему, такому-то именемъ, недвижимое свое имѣніе, доставшееся мнѣ отъ такого-то по наслѣдству или такимъ-то крѣпостямъ, состоящее въ такой-то губерніи и городѣ или уѣздѣ, домъ или землю или деревни, и прочее писать о населенномъ имѣніи, примѣняясь къ формѣ, приложенной выше къ статьѣ 1420 подъ № 1, по правилу, въ примѣчаніи, тамъ означенному; а буде я, такой-то, тѣхъ въ заемъ данныхъ мнѣ денегъ на означенный срокъ ему, такому-то, не заплачу: то вольно ему на срокъ сію закладную, гдѣ слѣдуетъ, явить и удовольствіе получить, какъ законы повелѣваютъ. Напредъ же сей закладной оное мое недвижимое имѣніе никому другому не продано и не заложено и ни въ какія крѣпости не укрѣплено.

Примѣчаніе. Объясненіе въ закладной количества и качества недвижимаго имѣнія со всѣми нужными подробностями зависитъ сколько отъ условій закладчика и заимодавца, столькожъ и отъ наблюденій опредѣленныхъ къ письму крѣпостей чиновниковъ, по изданнымъ указамъ и инструкціямъ.

Приложеніе къ статьѣ 1669.

Образецъ закладной на движимое имѣніе.

Лѣта 18 . . въ . . день, такой-то званіемъ, именемъ и проч., занялъ я у такого-то денегъ серебряною монетою, столько-то рублей, за указные проценты, срокомъ впредь на такое-то время, т. е. будущаго или настоящаго года и мѣсяца, по такое-то число, а

въ тѣхъ деньгахъ до онаго срока отдалъ я, такой-то, въ залогъ ему, такому-то, собственныя мои вещи такого-то званія и качества, всего по цѣнѣ на столько-то рублей, съ подробною всему таковою описью, каковая и у меня, такого-то, оставлена за надлежащимъ подписаніемъ и печатьми; а буде я, такой-то, тѣхъ въ заемъ данныхъ мнѣ денегъ на означенный срокъ всѣхъ сполна ему, такому-то, не заплачу: то воленъ онъ, такой-то, по срокѣ сію закладную, гдѣ слѣдуетъ, явить и удовлетвореніе получить, какъ законами повелѣно.

Приложеніе къ статьѣ 1673.

Образецъ домоваго заемнаго письма съ залогомъ движимыхъ вещей.

18 . . года . . день, я нижеподписавшійся такой-то, званіемъ, именемъ и проч. занялъ у такого-то денегъ серебряною монетою столько-то рублей, за указные проценты, срокомъ впредь на такое-то время, т. е. будущаго, или настоящаго, такого-то года и мѣсяца по такое-то число; а въ тѣхъ деньгахъ до онаго срока отдалъ я, такой-то, въ залогъ ему, такому-то, собственныя мои вещи, такого-то званія и качества, всего по цѣнѣ на столько-то рублей, съ подробною всему таковою описью, каковая и у меня, такого-то, оставлена за надлежащимъ подписаніемъ и печатьми; и буде я, такой-то, тѣхъ въ заемъ данныхъ мнѣ денегъ на означенный срокъ всѣхъ ему, такому-то, не заплачу: то воленъ онъ по срокѣ сіе заемное письмо, гдѣ слѣдуетъ, ко взысканію явить и удовольствіе получить, какъ законы повелѣваютъ.

Приложеніе къ статьѣ 1742.

Образецъ подрядной записи.

Лѣта 18 . . Марта въ . . день, Старорусскій купецъ Иванъ Семеновъ сынъ Баранковъ, далъ запись Лейтенанту Князю Никитѣ Княжъ Иванову сыну Долгорукову въ томъ, что подрядился онъ Иванъ у него Князя Никиты въ домѣ его, который имѣется въ С.-Петербургѣ на Адмиралтейской сторонѣ въ Набережной линіи, отдѣлать въ палатахъ верхній апартаментъ совсѣмъ, какъ въ ономъ жить, въ Іюлѣ мѣсяцѣ сего 18 . . года самою доброю работою; а что въ оныхъ палатахъ договорено сдѣлать, и то значитъ ниже сего, именно: одну стѣну разобрать и перенесть на другую стѣну, гдѣ показано будетъ, и класть оную стѣну толстотою и вышиною противъ другихъ стѣнъ въ равенствѣ, и въ ней вмазать рамы дверныя; въ маленькой палатѣ также сдѣлать стѣну въ одинъ кирпичъ и вмазать рамы дверныя новыя, и оную стѣну утвердить на перемычкѣ, и въ ономъ мѣстѣ сдѣлать вверхъ на палаты круглую топорную лѣствицу; сдѣланныя двери на рѣку передѣлать окошкомъ, противъ другихъ оконъ и въ одну мѣру; имѣющіяся нынѣ въ верхнемъ апартаментѣ сѣни, въ которыя снизу входъ, и у оныхъ сѣней лѣствицу старую отнять и сдѣлать новую другую, по рисунку, чистую топорной и скобельной работы, и творило прибавить; и что отъ прибавки творила попорчено будетъ, также и отъ переборки половъ у оныхъ палатъ въ потолкахъ нижняго апартамента, и ему Ивану оное починить; въ ономъ верхнемъ апартаментѣ сдѣлать семеры двери столярныя изъ сухаго тесу по чертежу, съ петлями и замками желѣзными съ мѣдными яблоками, которыя и навѣсить, и въ оныхъ палатахъ сдѣлать пять печей образчатыхъ кафеныхъ чистыхъ, вышиною противъ печей нижняго апартамента, съ желѣзными затворками съ проволокою и съ крючками, и отъ оныхъ печей вывесть трубы въ кровлю особыя, и гдѣ принадлежитъ окончины сдѣлать на рѣку съ Гамбургскими стеклами, а на дворъ съ Нѣмецкими въ деревянныхъ столярныхъ переплетахъ, и вмазать по стольку же стеколъ, какъ въ окончинахъ нижняго апартамента; во всемъ ономъ верхнемъ жильѣ потолки забрать изъ брусья изъ бароч-

ныхъ днищевыхъ досокъ или толстыхъ топорныхъ, и всѣ оные потолки сверхъ подбора замазать глиною, сколько надлежитъ, а сверхъ глины насыпать оные потолки пескомъ или землею на четверть аршина, а внутрь палатъ оные потолки подбить пильнымъ дюймовымъ тесомъ для подмазки, и къ тесу подбить дранью, и помазать сѣрою известью и алебастромъ, и около потолка во всѣхъ палатахъ сдѣлать подстѣнный гзымъ въ одинъ рядъ, а стѣны подмазать гладью, также известью и алебастромъ; а которые есть въ оныхъ палатахъ старые полы и окончины, и ему Ивану оные и окончины употреблять въ ту жъ работу, и сверхъ оныхъ половъ поновить стругомъ, и сдѣлать во всѣхъ палатахъ поверхъ половъ постѣнный карнизъ столярный; а что въ оныхъ палатахъ явится негодныхъ досокъ, и ему Ивану додѣлать новыми досками въ той же рядѣ, и отдѣлать ему Ивану оное строеніе самою чистою работою и прочною; а что къ оному строенію надлежитъ матеріаловъ вновь и въ прибавку, и оное все его Иваново; а за все оное строеніе, какъ за матеріалы, такъ и за работу взять ему Ивану у него Князь Никиты Долгорукова денегъ двѣсти семьдесятъ рублей, изъ которыхъ взять намъ напередъ сто рублей; а когда отдѣлаетъ всю топорную и столярную работу и окончины, то взять намъ другіе сто рублей на печи и на штукатурную работу, на известь и на алебастръ, и на расплату работнымъ людямъ; а достальныя брать намъ, усмотря по работѣ.

Приложеніе къ статьѣ 1853.

Формы торговыхъ листовъ.

№ 1.

Листъ для торга въ такомъ-то мѣстѣ, на поставку такого-то предмета, въ такое-то мѣсто.

Число, мѣсяцъ и годъ.

Торговый листъ.				
	Предметы товаровъ.			Подпись торговавшихся.
	Муки ржаной 5000 кулей.	Крупы гречневой 1000 четвертей.	Овса 4000 четвертей.	
1. Помѣщикъ N N	00 р	00 р.	0 р.	
2. Московскій купецъ N N	00 р. 00 к.	00 р. 00 к,	0 р. 00 к.	
3. С.-Петербургскаго купца N повѣренный, мѣщанинъ N N . . .	00 р. 00 к.	00 р. 00 к.	0 р. 00 к.	
Тульскій купецъ N N	00 р. 00 к.	00 р. 00 к.	0 р.	
Такимъ образомъ писать имена всѣхъ торговавшихся. Потомъ желающихъ понизить цѣны спрашивать по тому же порядку, какъ напримѣръ:				
1. Помѣщикъ N N	00 р. 00 к.	00 р.	0 р. 00 к.	
2. Московскій купецъ N N	00 р.	00 р. 00 к.	0 р.	
3. С.-Петербургскаго купца N повѣренный N N	00 р. 00 к.	00 р.	0 р.	
4. Тульскій купецъ N N	00 р.	00 р. 00 к.	0 р. 00 к.	
Такимъ образомъ продолжать до послѣдней цѣны.				

Торгъ оконченъ въ 2 часа пополудни. Послѣдняя цѣна такая-то осталась за такимъ-то.

При торгахъ присутствовали: N N.
N N.

№ 2.

Листъ для торга въ такомъ-то мѣстѣ, на поставку такихъ-то предметовъ, въ такое-то мѣсто.

Торгъ происходилъ. . . . Мая . . года.

Къ оному явились: Представляли залогъ, суммою:

Московскій 1-й гильдіи купецъ Ивановъ . . . . . на 32000 рублей.
С.-пбургск. 2-й —— —— Сидоровъ . . . . . — 40000 ——
Нижегород. 2-й —— —— Аѳонасьевъ . . . . . 51000 ——

Предметы торговъ.	Объявленныя цѣны.			
	Ивановъ.	Сидоровъ.	Аѳонасьевъ.	
Хлѣба бѣлаго фунтъ.	0 к. 0¾ — 0½ — отказался.	0¾ к. 0½ — отказался.	0½ к. 0 — 0½ к.	Торгъ начатъ въ 12 часовъ пополуночи, конченъ въ три часа пополудни.
Меду краснаго пудъ.	42 р. 22 — отказался.	22 р. 90 к. 21 — 75 — отказался.	23 р. 80 к. 21 — 50 — отказался.	По послѣднимъ цѣнамъ, на семъ торгу состоящимся, и на условіяхъ, предъ торгомъ предъявленныхъ, пріемлю на себя поставку упомянутыхъ здѣсь припасовъ и въ томъ даю подписку, Нижегородскій купецъ Аѳонасьевъ. — Предварительныя условія съ симъ вмѣстѣ мною подписаны.
Луку зеленаго пудъ.	5 р. 4 р. 60 к.	4 р. 90 к. отказался.	4 р. 80 к. 4 р. 55 к.	
Масла конопляного пудъ.	15 р. 14 р. 10 к. отказался.	14 р. 80 к. 14 р. отказался.	14 р. 50 к. 13 р. 80 к. 13 р. 60 к.	

При торгахъ были:

Губернаторъ N N.

Управляющій Коммисіею N N. Купецъ Ивановъ.

Членъ Коммисіи N N. — Сидоровъ.

Членъ Коммисіи N N. — Аѳонасьевъ.

Секретарь N N.

Приложеніе къ статьѣ 1909.

Форма запечатаннаго объявленія къ торгамъ.

Въ *такое-то* мѣсто.

Отъ *такого-то*.

Объявленіе.

На основаніи вызововъ на *такой-то* откупъ, содержаніе, подрядъ, поставку или покупку, имѣю честь объявить, что:

1) Я согласенъ принять сей откупъ, содержаніе, подрядъ, поставку, или сдѣлать покупку, на точномъ основаніи публикованныхъ условій за *столько-то* рублей.

Здѣсь писать сумму, которая дается или выпрашивается, съ надлежащею подробностію, и, если поставка раздѣлена на партіи, то не смѣшивая одной съ другою.

2) Въ обезпеченіе представляю при семъ узаконенный залогъ.....

Здѣсь писать подробно, какого рода залогъ.

Буде залогъ уже представленъ, то о семъ объяснять, какъ сказано въ статьѣ 1910.

который, если за мною не состоится торгъ, покорнѣйше прошу.....

Здѣсь писать, кому отдать залогъ, или подъ какимъ адресомъ, куда отослать, или что будетъ принятъ лично.

3) Обыкновенно жительство имѣю.....

Здѣсь писать обыкновенное мѣстопребываніе.

Подпись званія, имени и фамиліи.

Мѣсто, откуда писано.

Число, мѣсяцъ и годъ.

Приложеніе къ статьѣ 1973.

Форма разсчетной тетради.

Разсчетъ по обязательству N N, заключенному на такой-то предметъ . . . Мая 18 . . года.

	Количество.	По цѣнѣ.	На сумму. Рубли.	Коп.
I. По договору слѣдовало:				
Здѣсь означается ясно предметъ и сроки подряда или поставки, опредѣленные договоромъ, напримѣръ:				
Муки въ Декабрѣ 1840	2000	10 руб.	20000	—
— — Февралѣ 1841	3000	—	30000	—
Итого	5000	—	50000	—
Такимъ образомъ пишутся и другіе предметы, въ договоръ вошедшіе.				

	Дѣйствительно принято въ магазины по квитанціямъ.	Количество.	На сумму. Рубли.	Коп.
II. Поставлено:				
Въ срокъ:				
По объявленіямъ N N (заключившаго договоръ съ казною) завезено и предъявлено къ отдачѣ:	1840			
1840 г. 7 Декабря	10 Дек.	879	8790	—
— —12 — —	15 Дек.	1121	11210	—
	1841			
1841 г. 17 Января	20 Янв.	1500	15000	—
Итого въ сроки	—	3500	35000	—
Послѣ срока:	1841			
. . . . .	Іюн. 2	1000	10000	—
. . . . .	Сент. 5	500	5000	—
Итого послѣ срока	—	1500	15000	—
Всего	—	5000	50000	—

Примѣчаніе. Ежели по неисправности подрядчика происходила покупка на его счетъ, то далѣе вносится сіе въ разсчетъ, съ показаніемъ времени, количества и цѣны.

	Время выдачи денегъ по книгамъ.	Сумма.	
		Рубли.	Коп.
III. Выдача денегъ.			
По силѣ договора треть впередъ подъ особый залогъ рубль за рубль	1840 17 Мая	16666	64
По мѣрѣ поставки, за исключеніемъ третьей части изъ выданныхъ уже въ первую треть, а именно:			
За 879 четвертей	12 Дек.	5860	—
— 1121 — —	20 Дек.	7473	33
	1841		
— 1500 — —	25 Янв.	10000	—
— 1000 — —	15 Іюн.	6666	66
Зачтено въ число выдачъ, удержанныхъ за просрочку поставки 1 т. четв. на 10 т. руб. чрезъ 2 мѣсяца, 24 дня по ½ процента въ мѣсяцъ	—	140	—
Вычтено за непоставку въ срокъ 500 четв. за 5 мѣсяцевъ и 26 дней на 5000 руб. по ½ проц.	—	146	66
За гербовую бумагу	—	22	50
Итого	—	46975	79
Слѣдуетъ додать	—	3024	21
Всего	—	50000	—

Примѣчаніе. Буде бы покупка производилась на счетъ заключившаго договоръ съ казною, то означается далѣе въ подробности, что, когда и за что выдана.

По примѣру сему составляются разсчеты и по другимъ родамъ обязательствъ.

Приложеніе къ статьѣ 1985.

Формы свидѣтельствъ.

I.—О причинахъ, воспрепятствовавшихъ исполненію договора вовсе или въ срокъ, при поставкѣ какихъ бы то ни было предметовъ заготовленія или по содержанію оброчныхъ статей и почтовыхъ станцій, или по сухопутной перевозкѣ.

Свидѣтельство.

Въ слѣдствіе объявленія такого-то лица, обязаннаго поставить по такому-то контракту (объяснять, гдѣ онъ заключенъ, на поставку чего именно, въ какомъ количествѣ и куда), что онъ при исполненіи означеннаго контракта встрѣтилъ (здѣсь объяснять, гдѣ и какое именно законно-освобождающее затрудненіе), такое-то мѣсто или лице (выдавшее свидѣтельство) симъ удостовѣряетъ, что дѣйствительно, какъ показываетъ такой-то (означить имя и званіе подавшаго объявленіе) онъ, по случаю такой-то закон-

ной причины (*), не могъ производить перевозки продуктовъ (означать, съ которой и по какое время, и въ послѣднемъ случаѣ показывать, сколько именно продуктовъ, на скольких транспортахъ остановились, когда остановились и долго ли оставались). За симъ слѣдуютъ: подпись выдавшаго свидѣтельство, съ приложеніемъ казенной печати годъ, мѣсяцъ и число.

II.—О законныхъ причинахъ, воспрепятствовавшихъ исполненію договора въ срокъ или вовсе по сплаву водою по рѣкамъ и озерамъ.

Свидѣтельство.

Въ слѣдствіе объявленія такого-то поставщика (или перевозчика), обязавшагося поставить (или перевезти) туда-то такіе-то продукты, по такому-то контракту, что онъ не можетъ доставить на назначенные ему сроки (именно такихъ-то продуктовъ) по такой-то законной причинѣ, симъ удостовѣряетъ такое-то мѣсто или лице, что дѣйствительно у означеннаго поставщика (прописывать въ слѣдъ за симъ: если остановились продукты по мелководію, то именно гдѣ, какого числа, сколько и какихъ судовъ, подъ чьимъ управленіемъ, сколько на нихъ продуктовъ, долго ли простояли, остановились ли въ то время тамъ же и отъ той же причины суда съ грузами частныхъ промышленниковъ, какія приняты были мѣры къ проводу чрезъ мели; если погибло судно отъ потопленія или отъ пожара, то объяснять, когда именно, на какомъ пути плаванія или у пристани и отъ какой причины произошло сіе; было ли начальствомъ дистанціи водянаго сообщенія дано о томъ знать въ городѣ Городничему, а въ уѣздѣ земскому начальству; какія и кѣмъ приняты были мѣры къ спасенію груза отъ потопленія совершенной гибели, сколько произошло отъ того убытка; когда именно донесено о томъ начальству, и наконецъ, что по произведенному изслѣдованію оказалось; если жъ бы открыто было, что какой либо ущербъ или гибель судна или же остановка въ ходу каравана послѣдовали отъ нерадѣнія или неискусства лоцмана, или случилось то отъ недостатка необходимѣйшихъ снастей, лодокъ, судорабочихъ и тому подобнаго, то и сіе непремѣнно объяснять въ свидѣтельствахъ, на основаніи инструкцій Начальникамъ судоходныхъ дистанцій, приложенныхъ къ статьѣ 41 Устава Путей Сообщенія). За симъ слѣдуютъ: подпись лица, выдавшаго свидѣтельство, и казенная печать; годъ, мѣсяцъ и число.

III.—О крушеніи корабля или судна съ казеннымъ грузомъ на морѣ.

Свидѣтельство.

Въ слѣдствіе объявленія такого-то поставщика (или перевозчика), обязавшагося поставить или перевезти туда-то такіе-то продукты, по заключенному съ такимъ-то мѣстомъ или лицемъ контракту, что онъ не можетъ поставить на назначенные ему сроки такихъ-то продуктовъ, по случаю кораблекрушенія (или гибели) корабля (или судна), такое-то мѣсто симъ удостовѣряетъ, что дѣйствительно такой-то корабль (или судно), подъ названіемъ такимъ-то, шкиперъ такой-то, шедши изъ такого-то мѣста, туда-то, съ такимъ-то грузомъ, потерпѣлъ на такомъ-то мѣстѣ крушеніе (или гибель), отъ такой-то причины; оно вмѣщало въ себѣ груза столько-то, изъ котораго спасено столько-то (означать, гдѣ спасенное и подъ чьимъ присмотромъ находится, когда, кѣмъ и гдѣ усмотрѣнъ или найденъ терпѣвшій крушеніе корабль, судно, люди или грузъ; какіе и кѣмъ были употреблены способы къ спасенію и сбереженію; было ли произведено изслѣдованіе о семъ происшествіи и опись всему спасенному, и донесено ли о семъ происшествіи начальству на основаніи Устава Торговаго статьи 1154). За симъ слѣдуетъ подпись мѣста, выдавшаго свидѣтельство, съ приложеніемъ казенной печати.

(*) Причины сіи поименованы въ статьяхъ 1988 и 1990 Свода Законовъ Гражданскихъ.

Приложеніе къ статьѣ 2034.

Образецъ крѣпостнаго заемнаго письма.

Лѣта тысяча восемьсотъ . . . . . день, такой то званіемъ, именемъ и проч., занялъ я у такого-то денегъ серебряною монетою столько-то рублей, за указные проценты, срокомъ впредь на такое-то время, то есть: будущаго, или настоящаго такого-то года и мѣсяца, по такое-то число, на которое долженъ всю ту сумму сполна заплатить; а буде чего не заплачу, то воленъ онъ, такой-то, просить о взысканіи и поступленіи по законамъ.

Приложеніе къ статьѣ 2036.

Образецъ домоваго заемнаго письма.

Тысяча восемьсотъ . . . . . день, я нижеподписавшійся такой-то званіемъ, именемъ и проч., занялъ у такого-то денегъ серебряною монетою столько-то рублей, за указные проценты, срокомъ впредь на такое-то время, то есть: будущаго или настоящаго такого-то года и мѣсяца по такое-то число, на которое долженъ всю ту сумму сполна заплатить; а буде чего не заплачу, то воленъ онъ, такой-то, просить о взысканіи и поступленія по законамъ.

Приложеніе къ статьѣ 2290.

I.—Форма условія о наймѣ въ работу Сибирскаго крестьянина или инородца.

Такого-то года, мѣсяца и числа, я нижеподписавшійся *такой-то* округи, *такой-то* волости, селенія *(или* деревни) N изъ старожилыхъ крестьянъ *(или* причисленный изъ поселенцевъ) *Иванъ Петровъ сынъ Никифоровъ,* заключилъ сіе обязательство съ крестьяниномъ сей же округи *такой-то* волости, селенія *(или* деревни) *Ѳедоромъ Ивановымъ сыномъ Каблуковымъ,* отъ вышеписаннаго числа срокомъ на одинъ годъ, на слѣдующихъ условіяхъ.

Первое.

Находиться мнѣ N N у него *такого-то* въ теченіи годичнаго времени, исправлять всякія крестьянскія работы безпрекословно, получая за то, сверхъ содержанія пищею, платы *столько-то* рублей, въ то число деньгами столько-то и присѣву на *столько-то* рублей (если сей послѣдній будетъ въ договорѣ); до окончанія означеннаго срока отойти отъ него *такого-то* я права не имѣю.

Примѣчаніе. Статья сія измѣняется слѣдующимъ образомъ.

1) При наймахъ на суда.

. . . . . Въ теченіи сего лѣта отъ 20 числа Апрѣля мѣсяца до 20 числа Сентября на судахъ, отправляющихся по рѣкѣ N съ грузомъ изъ города *(или* пристани) N въ городъ N (*или въ такое то-мѣсто*) и исправлять на оныхъ судахъ всѣ работы, къ плаванію и охраненію судовъ нужныя . . . *и проч.*

2) При наймахъ въ невода.

. . . Въ теченіи сего лѣта, *съ такого-то* времени *по такое-то* при рыболовномъ неводѣ по рѣкѣ N, въ *такомъ-то* мѣстѣ, для ловли хозяину N рыбы, очищенія, осолки, сушенія и проч.

Второе.

Одежду и обувь, приличную времени года, долженъ я получать отъ него *такого-то* готовую (или по цѣнѣ деньгами въ счетъ договорной платы, или сверхъ оной); государственныя подати и всѣ повинности земскія и волостныя равно обязанъ онъ *такой-то* заплатить за меня N N, при моемъ вступленіи въ работу, тоже въ число рядной платы, за весь годъ, безъ превышенія однако годоваго количества сей платы.

Третіе.

Въ счетъ рядной платы долженъ я получить отъ него *такого-то* при вступленіи моемъ въ работу деньгами *столько-то* рублей, или одеждою *на столько-то* рублей, а остальныя *въ такое-то* время (или по окончаніи срока бытности моей у него *такого-то* въ семъ условіи означеннаго).

Четвертое.

Во все время бытности моей въ работникахъ у него *такого-то* вести мнѣ себя честно; сохранять къ нему *такому-то* и семейству его почтительность, и отнюдь не пьянствовать, самовольно никуда не отлучаться и быть въ повиновеніи, не грубить, не упрямствовать и не прекословить; въ противномъ же случаѣ имѣетъ онъ *такой-то* право объявить о томъ мірскому обществу и требовать себѣ удовлетворенія.

Пятое.

Равнымъ образомъ и я *такой-то* обязываюсь, съ своей стороны, условіе сіе исполнять во всей точности безъ всякаго нарушенія и удовлетворять платою денегъ, содержаніемъ, пищею и доставленіемъ обуви и одежды, какъ выше означено, безъ обиды и притѣсненія; обходиться и поступать человѣколюбиво; не причинять самовольно тяжкихъ побоевъ или какихъ либо жестокостей, поврежденіе здоровью нанести могущихъ.

II.—Форма условія о наймѣ въ работу Мезенскаго Самоѣда.

Такого-то года, мѣсяца и числа, я нижеподписавшійся Мезенскаго уѣзда такой-то тундры Самоѣдъ Иванъ Петровъ сынъ Никифоровъ заключилъ сіе обязательство съ крестьяниномъ того же уѣзда такой-то волости, селенія или деревни, Ѳедоромъ Ивановымъ сыномъ Каблуковымъ, отъ вышеписаннаго числа срокомъ на одинъ годъ, на слѣдующихъ условіяхъ:

Первое.

Находиться мнѣ N N у него такого-то въ теченіи годичнаго времени; исправлять всякія крестьянскія работы безпрекословно, получать за то, сверхъ содержанія пищею, платы столько-то рублей: въ то число деньгами столько-то и хлѣбомъ на столько-то рублей (если сей послѣдній будетъ въ договорѣ); до окончанія означеннаго срока отойти отъ него такого-то я права не имѣю.

Примѣчаніе. Статья сія измѣняется слѣдующимъ образомъ:

1) При наймахъ на суда.

. . . . . Въ теченіи сего лѣта отъ 20 числа Апрѣля до 20 числа Сентября на судахъ, отправляющихся по рѣкѣ N съ грузомъ изъ города или пристани N въ городъ N или N мѣсто, и исправлять на оныхъ судахъ всѣ работы, къ плаванію и охраненію судовъ нужныя . . . . и проч.

2) При наймахъ въ невода.

. . . Въ теченіи сего лѣта, съ такого-то времени по такое-то число, при рыболовномъ неводѣ по рѣкѣ N въ такомъ-то мѣстѣ, для ловли хозяину N рыбы, очищенія, осолки, сушенія и проч.

Второе.

Одежду и обувь, приличную времени года, долженъ я получать отъ него такого-то готовую (или по цѣнѣ деньгами въ счетъ договорной платы, или сверхъ оной); исакъ въ казну равно обязанъ онъ такой-то заплатить за меня N N при моемъ вступленіи въ работу, тоже въ число рядной платы за весь годъ, безъ превышенія однако годоваго количества сей платы.

Третіе.

Въ счетъ рядной платы долженъ я получить отъ него такого-то при вступленіи моемъ къ работу деньгами столько-то или одеждою на столько-то рублей, а остальныя въ такое-то время, или по окончаніи срока бытности моей у него такого-то, въ семъ условіи означеннаго.

Четвертое.

Во все время бытности моей въ работникахъ у него такого-то вести мнѣ себя честно, сохранять къ нему такому-то и семейству его почтительность, и отнюдь не пьянствовать, самовольно никуда не отлучаться и быть въ повиновеніи, не грубить, не упрямствовать и не прекословить; въ противномъ же случаѣ имѣетъ онъ такой-то право объявить о томъ мірскому обществу и требовать себѣ удовлетворенія.

Пятое.

Равнымъ образомъ и я такой-то обязываюсь съ своей стороны условіе сіе исполнять во всей точности, безъ всякаго нарушенія, и удовлетворять платою денегъ, содержаніемъ, пищею и доставленіемъ обуви и одежды, какъ выше означено, безъ обиды и притѣсненія, обходиться и поступать человѣколюбиво, не причинять самовольно тяжкихъ побоевъ или какихъ либо жестокостей, поврежденіе здоровью нанести могущихъ.

Оглавленіе Свода Законовъ Гражданскихъ.

КНИГА ПЕРВАЯ.

О правахъ и обязанностяхъ семейственныхъ.

Разд. I.—*О союзѣ брачномъ, ст. 1—118.*

Гл. I. О бракѣ между лицами Православнаго исповѣданія, ст. 1—60. Отд. I. О вступленіи въ бракъ, ст. 1—24. Отд. II. О совершеніи брака, ст. 25—33. Отд. III. О доказательствахъ брачнаго союза, ст. 34—36. Отд. IV. О признаніи браковъ недѣйствительными, и о прекращеніи и расторженіи браковъ, ст. 37—60. I. О признаніи браковъ недѣйствительными, ст. 37—42. II. О прекращеніи браковъ, ст. 43 и 44. III. О расторженіи браковъ, ст. 45—60.

Гл. II. О бракахъ лицъ Христіанскихъ не-Православнаго исповѣданія между собою и съ лицами исповѣданія Православнаго, ст. 61—78.

Гл. III. О бракахъ не-Христіанъ между собою и съ Христіанами, ст. 79—99. Отд. I. О бракахъ лицъ новокрещенныхъ, ст. 79—84. Отд. II. О бракахъ Христіанъ съ лицами, не принадлежащими къ Христіанству, ст. 85—89. Отд. III. О бракахъ не-Христіанъ между-собою, ст. 90—99.

Гл. IV. О правахъ и обязанностяхъ. отъ супружества возникающихъ, ст. 100—118. Отд. I. О личныхъ правахъ, ст. 100—108. Отд. II. О правахъ на имущества, ст. 109—118.

Разд. II.—*О союзѣ родителей и дѣтей, и союзѣ родственномъ, ст. 119—211.*

Гл. I. О дѣтяхъ законныхъ, незаконныхъ и усыновленныхъ, ст. 119—163. Отд. I. О дѣтяхъ законныхъ, ст. 119—131 Отд. II. О дѣтяхъ незаконныхъ, ст. 132—144. Отд. III. О дѣтяхъ усыновленныхъ, ст. 145—163. I. Объ усыновленіи дворянами, ст. 145—150. II. Объ усыновленіи городскими и сельскими обывателями, ст. 151—163.

Гл. II. О власти родительской, ст. 164—195. Отд. I. О власти родительской въ личныхъ отношеніяхъ, ст. 164—179. I. Права родителей, ст. 164—171. II. Обязанности родителей, ст. 172—176. III. Обязанности дѣтей, ст. 177. IV. Прекращеніе личной родительской власти, ст. 178 и 179. Отд. II. О власти родительской по имуществу, ст. 180—195. I. О дѣтяхъ неотдѣленныхъ, ст. 182—189. IV. О дѣтяхъ отдѣленныхъ, ст. 190—195.

Гл. III. О союзѣ родственномъ, ст. 196—211.

Разд. III.—*О опекѣ и попечительствѣ въ порядкѣ семейственномъ, ст. 212—382.*

Гл. I. Объ опекѣ и попечительствѣ надъ несовершеннолѣтними, ст. 213—364. Отд. I. О возрастѣ несовершеннолѣтнихъ, и о правѣ ихъ на имущества, ст. 213—224. I. О возрастѣ несовершеннолѣтнихъ, ст. 213—216. II. О правѣ несовершеннолѣтнихъ на имущества, ст. 217—224. Отд. II. О установленіи опеки и попечительства, ст. 225—261. Отд. III. О обязанностяхъ опекуновъ, ст. 262—297. I. Попеченіе

объ особѣ малолѣтнаго, ст. 263—265. II. Управленіе имуществомъ малолѣтнаго, ст. 266—297. Отд. IV. О опекѣ надъ малолѣтными дѣтьми государственныхъ крестьянъ, ст. 298—327. Отд. V. О опекѣ у Калмыковъ въ губерніяхъ Астраханской и Ставропольской, ст. 328—331. Отд. VI. О опекѣ въ казачьихъ войскахъ, ст. 332—348. I. О опекѣ въ Донскомъ войскѣ, ст. 332—340. II. О опекѣ въ войскахъ: Уральскомъ, Оренбургскомъ, Башкирскомъ и прочихъ казачьихъ, ст. 341—348. Отд. VII. О опекѣ надъ малолѣтными дѣтьми Татаръ въ Таврической губерніи, ст. 349—364.

Гл. II. О опекѣ надъ безумными, сумасшедшими, глухонѣмыми и нѣмыми, ст. 365—382.

КНИГА ВТОРАЯ.

О ПОРЯДКѢ ПРІОБРѢТЕНІЯ И УКРѢПЛЕНІЯ ПРАВЪ НА ИМУЩЕСТВА ВООБЩЕ.

Разд. I.—*О разныхъ родахъ имуществъ, ст. 383—419.*

Гл. I. О имуществахъ недвижимыхъ, движимыхъ, раздѣльныхъ, нераздѣльныхъ, благопріобрѣтенныхъ и родовыхъ, ст. 383—405.

Гл. II. О имуществахъ государственныхъ, удѣльныхъ, принадлежащихъ разнымъ установленіямъ, общественныхъ и частныхъ, ст. 406—415.

Гл. III. О имуществахъ наличныхъ и долговыхъ, ст. 416—419.

Разд. II.—*О существѣ и пространствѣ разныхъ правъ на имущества, ст. 420—695.*

Гл. I. О правѣ собственности, ст. 420—431.

Гл. II. О правѣ собственности неполномъ, ст. 432—542. Отд. I. О правѣ участія въ пользованіи и выгодахъ чужаго имущества, ст. 433—451. I. Право участія общаго, ст. 434—441. II. Право участія частнаго, ст. 442—451. Отд. II. О правѣ угодій въ чужихъ имуществахъ, ст. 452—466. I. О лѣсахъ въѣзжихъ, ст. 453—462. II. О звѣриныхъ и другихъ промыслахъ, ст. 463—466. Отд. III. О правѣ собственности въ заповѣдныхъ наслѣдственныхъ имѣніяхъ, ст. 467—493. I. Объ учрежденіи заповѣдныхъ имѣній, ст. 467—484. II. О правахъ и обязанностяхъ владѣльцевъ заповѣдныхъ имѣній, ст. 485—493. Отд. IV. О правѣ собственности въ имѣніяхъ, жалуемыхъ подъ именемъ маіоратовъ въ Западныхъ губерніяхъ, ст. 494—512. I. Объ учрежденіи и прекращеніи маіоратныхъ имѣній, ст. 494—499. II. О правахъ и обязанностяхъ маіоратныхъ владѣльцевъ, ст. 500—512. Отд. V. О правѣ владѣнія и пользованія, отдѣльномъ отъ права собственности, ст. 513—540. I. Положенія общія, ст. 513—533. II. Объ отдѣльномъ пользованіи движимыми имуществами, ст. 534—540. Отд. VI. О правѣ распоряженія, отдѣльномъ отъ права собственности, ст. 541 и 542.

Гл. III. О правѣ собственности общемъ, ст. 543—556. Отд. I. О правѣ собственности общемъ въ имуществахъ нераздѣльныхъ, ст. 544—549. Отд. II. О правѣ собственности общемъ въ имуществахъ, подлежащихъ раздѣлу, ст. 550—556.

Гл. IV. О правѣ земской давности, ст. 557—567.

Гл. V. О правѣ по обязательствамъ, ст. 568—573.

Гл. VI. О правѣ вознагражденія за понесенные вредъ и убытки, ст. 574—689. Отд. I. О вознагражденіи общественномъ, ст. 575—608. I. О вознагражденіи за имущества, отходящія изъ частнаго владѣнія по распоряженію правительства, ст. 575—593. II. О вознагражденіи за крѣпостныхъ людей и вообще за имущества, отходящія изъ частнаго владѣнія въ казну посудебнымъ опредѣленіямъ, ст. 594—608. Отд. II. О вознагражденіи частномъ, ст. 609—689. I. О вознагражденіи за владѣніе чужимъ имуществомъ, ст. 609—643. II. О вознагражденіи за вредъ и убытки, причиненные преступленіемъ или проступкомъ, ст. 644—683. III. О вознагражденіи за вредъ и убытки, послѣдовавшіе отъ дѣяній, не признаваемыхъ преступленіями и проступками, ст. 684—689.

Гл. VII. О правѣ судебной защиты по имуществамъ, ст. 690—695.

Разд. III.—*О порядкѣ пріобрѣтенія и укрѣпленія правъ вообще, ст. 696—933.*

Гл. I. О лицахъ, могущихъ пріобрѣтать права на имущества, ст. 696—698.

Гл. II. О способахъ пріобрѣтенія правъ на имущества, ст. 699—706.

Гл. III. О порядкѣ укрѣпленія правъ на имущества, или объ актахъ вообще, ст. 707—711.

Гл. IV. О совершеніи и явкѣ актовъ у крѣпостныхъ дѣлъ, ст. 712—833. Отд. I. Объ устройствѣ крѣпостныхъ дѣлъ, ст. 712—727. Отд. II. Объ актахъ, совершаемыхъ и являемыхъ у крѣпостныхъ дѣлъ, ст. 728—741. Отд. III. Обрядъ совершенія актовъ крѣпостнымъ порядкомъ, ст. 742 — 763. Отд. IV. Общее подробное наставленіе о совершеніи и свидѣтельствованіи актовъ, ст. 764—824. I. Объ удостовѣреніи въ самоличности совершающихъ актъ, 764—767. II. О предварительномъ разсмотрѣніи, можетъ ли предположенный актъ быть совершенъ, или къ свидѣтельствованію принятъ, ст. 768 — 798. III. О написаніи и изложеніи крѣпостныхъ актовъ, ст. 799—808. IV. О свидѣтеляхъ, подписывающихся въ актахъ, ст. 809—815. V. О подписаніи актовъ, ст. 816—819. VI. О внесеніи актовъ въ записныя книги, ст. 820—824. Отд V. О несостоявшихся актахъ, ст. 825 и 826. Отд. VI. О выдачѣ, вмѣсто утраченныхъ актовъ, выписей изъ записныхъ крѣпостныхъ книгъ, ст. 827—833.

Гл. V. О явкѣ актовъ къ засвидѣтельствованію, ст. 834—910. Отд. I. О мѣстахъ и лицахъ, у коихъ явочные акты свидѣтельствуются, ст. 834—871. Отд. II. О обрядѣ свидѣтельства явочныхъ актовъ, ст. 872 — 908. I. О написаніи и подписаніи явочнаго акта, ст. 872 — 878. II. Удостовѣреніе въ подлинности акта, ст. 879 — 882. III. Разсмотрѣніе законности акта, ст. 883 — 886. IV. Взысканіе сбора, ст. 887—904. V. Записка акта въ книгу, ст. 905 и 906. VI. Засвидѣтельствованіе актовъ, ст. 907 и 908. Отд. III. О несостоявшихся явочныхъ актахъ, ст. 909. Отд. IV. О выпискахъ изъ записныхъ явочныхъ книгъ, ст. 910.

Гл. VI. О совершеніи актовъ крѣпостныхъ и свидѣтельствѣ актовъ явочныхъ во время пребыванія за границею, ст. 911—916.

Гл. VII. О составленіи актовъ домашнихъ, ст. 917—924.

Гл. VIII. О вводѣ во владѣніе недвижимымъ имуществомъ по укрѣпленіямъ, ст. 925—933.

КНИГА ТРЕТІЯ.

О ПОРЯДКѢ ПРІОБРѢТЕНІЯ И УКРѢПЛЕНІЯ ПРАВЪ НА ИМУЩЕСТВА ВЪ ОСОБЕННОСТИ.

Разд. I.—*О дарственномъ или безмездномъ пріобрѣтеніи правъ на имущества, ст. 934—1103.*

Гл. I. О пожалованіи, ст. 934—966. Отд. I. Положенія общія, ст. 934—939. Отд. II. О сдачѣ пожалованныхъ имуществъ, и объ отводѣ пожалованныхъ земель, ст. 940—966.

Гл. II. О дареніи, ст. 967—993. Отд. I. Положенія общія, ст. 967—986. Отд. II. О совершеніи дарственныхъ записей, и вводѣ во владѣніе по онымъ, ст. 987—993.

Гл. III. О выдѣлѣ, ст. 994—1000.

Гл. IV. О приданомъ и рядной записи, ст. 1001—1009.

Гл. V. О духовныхъ завѣщаніяхъ, ст. 1010—1103. Отд. I. Положенія общія, ст. 1010.—1035. Отд. II. О порядкѣ составленія, явки и храненія крѣпостныхъ завѣщаній, ст. 1036—1045. Отд. III. О порядкѣ составленія, явки и храненія домашнихъ завѣщаній, ст. 1046—1066. Отд. IV. О свойствѣ имуществъ завѣщаваемыхъ, ст. 1067—1070. Отд. V. Объ особенныхъ завѣщаніяхъ, ст. 1071 — 1083. Отд. VI. О порядкѣ исполненія духовныхъ завѣщаній, ст. 1084 — 1096. Отд. VII. О вводѣ во владѣніе по духовнымъ завѣщаніямъ, ст. 1097—1103.

Разд. II. — *О пріобрѣтеніи имуществъ наслѣдствомъ по закону, ст. 1104—1373.*

Гл. I. О наслѣдствѣ по закону вообще, ст. 1104—1120.

Гл. II. О порядкѣ наслѣдованія по закону, ст. 1121—1221. Отд. I. Положенія общія, ст. 1121—1126. Отд. II. О порядкѣ наслѣдованія въ линіи нисходящей, ст. 1127 — 1133. Отд. III. О порядкѣ наслѣдованія въ боковыхъ линіяхъ, ст. 1134—1140. Отд. IV. О порядкѣ наслѣдованія въ линіи восходящей, ст. 1141—1147. Отд. V. О порядкѣ наслѣдованія супруговъ, ст. 1148 — 1161. Отд. VI. О порядкѣ наслѣдованія въ имуществахъ выморочныхъ, ст. 1162—1183. Отд. VII. Объ особенномъ порядкѣ наслѣдованія въ случаяхъ, изъ общихъ правилъ изъятыхъ, ст. 1184 — 1221. I. О наслѣдованіи въ собственности литературной и художественной, ст. 1185. II. О наслѣдованіи послѣ лицъ духовнаго званія, ст. 1186 и 1187. III. О наслѣдованіи не-Христіанами св. иконъ, ст. 1188 — 1190. IV. О наслѣдованіи въ участкахъ, отведенныхъ малоимущимъ дворянамъ, ст. 1191. V. О наслѣдованіи въ имѣніяхъ заповѣдныхъ, ст. 1192—1213. VI. О наслѣдованіи въ имѣніяхъ, жалованныхъ на правѣ маіоратовъ въ Западныхъ губерніяхъ, ст. 1214 — 1217. VII. О наслѣдованіи безсрочныхъ долговъ иностранца, внесенныхъ въ государственную долговую книгу, ст. 1218. VIII. О наслѣдованіи послѣ военныхъ чиновъ, ст. 1219. IX. О наслѣдованіи въ имѣніяхъ Малороссійскихъ казаковъ, ст. 1220. X. О наслѣдованіи въ имѣніяхъ ссыльныхъ, ст. 1221.

Гл. III. Объ открытіи и принятіи наслѣдства и отреченіи отъ онаго, ст. 1222—1295. Отд. I. Объ открытіи наслѣдства, ст. 1222—1253. I. О описи, опечатаніи и храненіи имуществъ, оставшихся послѣ умершихъ, ст. 1226 — 1238. II. О вызовѣ наслѣдниковъ, ст. 1239—1253. Отд. II. О принятіи наслѣдства и отреченіи отъ онаго, ст. 1254—1268. I. Принятіе наслѣдства и послѣдствія онаго, ст. 1257 — 1264. II. Отреченіе отъ наслѣдства и послѣдствія онаго, ст. 1265—1268. Отд. III. Особенныя правила о порядкѣ наслѣдованія послѣ умершихъ чиновъ въ полкахъ войска Донскаго, ст. 1269—1278. Отд. IV. Объ открытіи наслѣдства, и о порядкѣ наслѣдованія въ имуществѣ, остающемся въ губерніяхъ и областяхъ, на особыхъ правахъ состоящихъ, послѣ смерти уроженцевъ губерній, состоящихъ на общихъ, безъ мѣстныхъ изъятій, правахъ, и въ обратномъ случаѣ, ст. 1279—1286. Отд. V. Объ открытіи наслѣдства и о порядкѣ наслѣдованія въ имуществѣ, остающемся послѣ лицъ, подворенныхъ въ Имперіи, временно пребывающихъ въ Царствѣ Польскомъ или въ Финляндіи, и послѣ лицъ, подворенныхъ въ Царствѣ Польскомъ, или Финляндцевъ, временно пребывающихъ въ Имперіи, ст. 1287—1295.

Гл. IV. О вводѣ во владѣніе по наслѣдству, ст. 1296—1314.

Гл. V. О раздѣлѣ наслѣдства, ст. 1315—1345. Отд. I. О порядкѣ производства раздѣловъ, ст. 1315—1340. Отд. II. О порядкѣ совершенія раздѣльныхъ актовъ, ст. 1341—1345.

Гл. VI. О выкупѣ родовыхъ имуществъ, ст. 1346—1373. Отд. I. О правѣ выкупа, ст. 1346—1354. Отд. II. О лицахъ, имѣющихъ право выкупа, ст. 1355—1362. Отд. III. О срокѣ и цѣнѣ выкупа, ст. 1363—1373. I. О срокѣ выкупа, ст. 1363—1366. II. О цѣнѣ выкупа, ст. 1367—1373.

Разд. III.—*О порядкѣ обоюднаго пріобрѣтенія правъ на имущество мѣною и куплею, ст. 1374—1527.*

Гл. I. О мѣнѣ имуществъ на имущества, ст. 1374—1380. Отд. I. О мѣнѣ недвижимыхъ имуществъ, ст. 1374—1378. Отд. II. О мѣнѣ движимыхъ имуществъ, ст. 1379 и 1380.

Гл. II. О продажѣ и куплѣ, ст. 1381—1527. Отд. I. Положенія общія, ст. 1381—1416. I. О продажѣ, ст. 1381—1401. II. О куплѣ, ст. 1402—1405. III. О послѣдствіяхъ запрещенной продажи и купли, ст. 1406—1416. Отд. II. Обрядъ совершенія купчихъ крѣпостей, ст. 1417—1428. I. Положенія общія, ст. 1417—1424. II. Содержаніе купчей крѣпости, ст. 1425—1428. Отд. III. Особенное наставленіе о совершеніи купчихъ крѣпостей, ст. 1429—1468. I. О званіи совершающихъ купчую крѣпость, ст. 1429—1449. II. Изъясненіе, по какому укрѣпленію имѣніе дошло къ продавцу, ст. 1450. III. Подробное описаніе имѣнія, ст. 1451—1455. IV. Изъясненіе о свободности имѣнія, ст. 1456—1463. V. О цѣнѣ продажи, ст. 1464 — 1468. Отд. IV.

Правила о продажѣ Башкирами и Тептерями вотчинныхъ земель ихъ, ст. 1469—1486. Отд. V. О пріобрѣтеніи имуществъ куплею съ публичныхъ торговъ, ст. 1487—1509. I. О пріобрѣтеніи движимыхъ имуществъ, ст. 1487—1500. II. О пріобрѣтеніи недвижимыхъ имуществъ, ст. 1501—1509. Отд. VI. О передачѣ проданныхъ имуществъ и вводѣ во владѣніе имуществами, пріобрѣтенными по купчимъ крѣпостямъ, ст. 1510—1527. I. О передачѣ проданныхъ имуществъ движимыхъ, ст. 1510—1522. II. О вводѣ во владѣніе по купчимъ крѣпостямъ, ст. 1523—1527.

КНИГА ЧЕТВЕРТАЯ.

О ОБЯЗАТЕЛЬСТВАХЪ ПО ДОГОВОРАМЪ.

Разд. I.—*О составленіи, совершеніи, исполненіи и прекращеніи договоровъ вообще, ст. 1528—1553.*

Гл. I. О составленіи и совершеніи договоровъ вообще, ст. 1528—1535.

Гл. II. О исполненіи, прекращеніи и отмѣнѣ договоровъ вообще, ст. 1536—1553. Отд. I. О исполненіи договоровъ, ст. 1536—1544. Отд. II. О прекращеніи и отмѣнѣ договоровъ, ст. 1545—1553.

Разд. II.—*О обезпеченіи договоровъ и обязательствъ вообще, ст. 1554—1678.*

Гл. I. О поручительствѣ, ст. 1555—1572. Отд. I. О поручительствѣ по договорамъ и обязательствамъ между частными лицами, ст. 1555—1562. Отд. II. Особенныя правила о поручительствѣ по договорамъ съ казною, ст. 1563—1569. Отд. III. Особенныя правила о ручательствѣ по личнымъ наймамъ между частными лицами, ст. 1570—1572.

Гл. II. О неустойкѣ, ст. 1573—1586. I. О неустойкѣ, опредѣляемой закономъ, ст. 1574—1582. II. О неустойкѣ по добровольному условію, ст. 1583—1586.

Гл. III. О залогѣ недвижимыхъ имуществъ, ст. 1587—1653. Отд. I. О залогахъ по договорамъ съ казною, ст. 1588—1626. Отд. II. О залогахъ недвижимыхъ имуществъ между частными лицами ст. 1627—1653. I. О отдачѣ въ залогъ недвижимаго имущества, ст. 1627—1641. II. О совершеніи закладной крѣпости, ст. 1642—1648. III. Объ исполненіи по закладной крѣпости, ст. 1649—1653.

Гл. IV. О закладѣ движимыхъ имуществъ, ст. 1654—1678. Отд. I. О закладѣ движимаго имущества по договорамъ съ казною, ст. 1654—1662. Отд. II. О закладѣ движимаго имущества между частными лицами, ст. 1663—1678. I. Объ отдачѣ въ закладъ, ст. 1663—1666. II. Совершеніе акта о закладѣ движимаго имущества, ст. 1667—1675. III. О исполненіи обязательствъ съ закладомъ движимаго имущества, ст. 1676—1678.

Разд. III.—*О обязательствахъ по договорамъ на имущества въ особенности, ст. 1679—2200.*

Гл. I. О запродажѣ, ст. 1679—1690.

Гл. II. О наймѣ имуществъ и отдачѣ оныхъ въ содержаніе, ст. 1691—1736. Отд. I. О наймѣ и отдачѣ въ содержаніе частныхъ имуществъ, ст. 1691—1708. I. Составленіе договора найма, или отдачи въ содержаніе имуществъ, ст. 1691—1699. II. Совершеніе договоровъ найма имуществъ, и отдачи оныхъ въ содержаніе, ст. 1700—1704. III. Исполненіе договора по найму имуществъ, и отдачѣ оныхъ въ содержаніе, ст. 1705—1708. Отд. II. О наймѣ имуществъ, принадлежащихъ казнѣ, городскимъ обществамъ, Архіерейскимъ домамъ, монастырямъ и церквамъ, ст. 1709—1713. Отд. III. Объ отдачѣ Башкирскихъ земель въ кортомное содержаніе, ст. 1714—1725. Отд. IV. Объ отдачѣ разныхъ промысловъ въ оброчное содержаніе отъ Сибирскихъ обывателей разныхъ сословій и отъ Мезенскихъ Самоѣдовъ, ст. 1726—1736.

Гл. III. О подрядахъ и поставкахъ вообще, ст. 1737—1767. Отд. I. О подрядахъ и поставкахъ между частными людьми, ст. 1738—1745. I. О составленіи договоровъ по подряду и поставкѣ, ст. 1738—1741. II. О совершеніи и исполненіи договоровъ по подряду и поставкѣ, ст. 1742—1745. Отд. II. О под-

рядахъ дворянскихъ обществъ, ст. 1746—1767.
Гл. IV. О казенныхъ подрядахъ и поставкахъ въ особенности, ст. 1768—2011. Отд. I. О составленіи договора о казенномъ подрядѣ, ст. 1769—1842. I. О лицахъ, могущихъ вступать въ подряды съ казною, ст. 1769—1800. II. О мѣстахъ и лицахъ, отдающихъ казенные подряды, ст. 1801—1805. III. О условіяхъ въ договорѣ казеннаго подряда, ст. 1806—1842. Отд. II. О совершеніи договора о казенномъ подрядѣ, ст. 1843—1942. I. Совершеніе договора о казенныхъ подрядахъ съ производствомъ изустныхъ торговъ, ст. 1843—1905. II. Совершеніе договора о казенномъ подрядѣ, съ производствомъ торговъ посредствомъ запечатанныхъ объявленій, ст. 1906—1934. III. О совершеніи договора по казенному подряду посредствомъ совокупнаго употребленія изустныхъ торговъ и запечатанныхъ объявленій, ст. 1935—1942. Отд. III. О исполненіи и прекращеніи договора по казеннымъ подрядамъ, ст. 1943—1999. Отд. IV. Особыя правила о производствѣ казенныхъ подрядовъ, ст. 2000—2011. I. О производствѣ казенныхъ подрядовъ въ Сибири, ст. 2000—2005. II. Правила производства торговъ въ Финляндіи на подряды и поставку предметовъ, потребныхъ для правительства, ст. 2006—2011.
Гл. V. О займѣ и ссудѣ имуществъ, ст. 2012—2099. Отд. I. О займѣ, ст. 2012—2063. I. О составленіи займа, ст. 2013—2030. II. О порядкѣ совершенія заемныхъ обязательствъ, ст. 2031—2049. III. О исполненіи заемныхъ обязательствъ, ст. 2050—2057. IV. О передачѣ заемныхъ писемъ, ст. 2058—2063. Отд. II. О ссудѣ имущества, ст. 2064—2068. Отд. III. О займахъ у Сибирскихъ обывателей разныхъ сословій и Мезенскихъ Самоѣдовъ, ст. 2069—2099. I. О займахъ явочныхъ частныхъ, ст. 2073—2085. II. О займахъ явочныхъ общественныхъ, ст. 2086—2096. III. О займахъ частныхъ безъ явки, ст. 2097 и 2098. IV. О займахъ общественныхъ безъ явки, ст. 2099.
Гл. VI. Объ отдачѣ и пріемѣ на сохраненіе или о поклажахъ, ст. 2100—2125.
Гл. VII. О товариществѣ, ст. 2126—2198. Отд. I. Положенія общія, ст. 2126—2138. Отд. II. О товариществахъ по участкамъ, или компаніямъ на акціяхъ, ст. 2139—2198. I. Общія основанія и права компаній, ст. 2139—2157. II. Частныя условія въ составѣ и образѣ дѣйствія компаній, ст. 2158—2188. III. Порядокъ просьбъ о учрежденіи компаній и порядокъ ихъ разрѣшенія, ст. 2189—2198.
Гл. VIII. О страхованіи, ст. 2199—2200.
Разд. IV.—*О обязательствахъ личныхъ по договорамъ въ особенности, ст. 2201—2334.*
Гл. I. О личномъ наймѣ, ст. 2201—2290. Отд. I. Правила общія, ст. 2201—2247. Отд. II. О наймахъ въ работу Сибирскихъ обывателей разныхъ сословій и Мезенскихъ Самоѣдовъ, ст. 2248—2290. I. О наймахъ явочныхъ, ст. 2250—2280. II. О наймахъ безъ явки, ст. 2281—2283. III. Положенія общія, ст. 2284—2290.
Гл. II. О довѣренности и вѣрющихъ письмахъ, ст. 2291—2334. Отд. I. О составленіи довѣренности, ст. 2291—2307. Отд. II. О совершеніи вѣрющихъ писемъ, ст. 2308—2325. Отд. III. О исполненіи по довѣренности, ст. 2326—2329. Отд. IV. О прекращеніи довѣренности, ст. 2330—2334.

Приложенія.

Къ ст. 26. Форма обыска брачнаго.
Къ ст. 67. Форма подписки, отбираемой Священникомъ Православнаго исповѣданія отъ лицъ другихъ Христіанскихъ исповѣданій при вступленіи ихъ въ бракъ съ лицами Православной вѣры.
Къ ст. 156. Правила объ усыновленіи питомцевъ С.-Петербургскаго Воспитательнаго Дома.
Къ ст. 211. Росписаніе линій и степеней родства.
Къ ст. 304. Наставленіе опекуну, назначаемому надъ малолѣтными дѣтьми государственныхъ крестьянъ.
Къ ст. 410. О военныхъ сухопутныхъ и морскихъ добычахъ.
Къ ст. 539 (примѣч. 2). Правила о находкахъ и о пригульномъ скотѣ. I. Общія правила о дѣйствіяхъ полиціи и дру-

гихъ начальствъ при явкѣ о находимыхъ вещахъ. II. Особенныя правила о находкѣ потерянныхъ вещей въ мѣстахъ, подвѣдомственныхъ Становымъ Приставамъ. III. Особенныя правила о находкахъ, дѣлаемыхъ государственными крестьянами. IV. Особенныя правила о находкахъ во время морскаго путешествія. V. Особенныя правила о пригульномъ скотѣ, оказавшемся въ мѣстахъ, подлежащихъ вѣдомству земской полиціи. VI. Особенныя правила о пригульномъ скотѣ, оказавшемся въ земляхъ казачьихъ войскъ. VII. Особенныя правила о пригульномъ скотѣ у государственныхъ крестьянъ.

Къ ст. 761. Форма, по коей доставляются въ С.-Петербургскую и Московскую Сенатскія Типографіи для напечатанія въ Сенатскихъ Объявленіяхъ статьи о совершеніи актовъ на переходъ недвижимыхъ имуществъ отъ однихъ лицъ къ другимъ.

Къ ст. 1298 (примѣч. 2). Правила о выдачѣ капиталовъ, обращающихся въ кредитныхъ установленіяхъ Имперіи, послѣ лицъ, умершихъ въ Царствѣ Польскомъ или въ Великомъ Княжествѣ Финляндскомъ.

Къ ст. 1420. Формы купчимъ крѣпостямъ: № 1. Форма купчей крѣпости на село или деревню. № 2. Форма записки въ книгу купчей крѣпости на домъ № 3. Форма записки въ книгу купчей на дворового человѣка.

Къ ст. 1431. Форма купчей крѣпости на имѣнія, покупаемыя Удѣльнымъ Департаментомъ.

Къ ст. 1481. Правила о надѣленіи землею Башкирцевъ вотчинниковъ и припущенниковъ въ Башкирскихъ вотчинныхъ земляхъ.

Къ ст. 1486 (примѣч.). О употребленіи суммъ, выручаемыхъ за проданныя и отданныя въ кортомное содержаніе Башкирскія земли.

Къ ст. 1505. Форма купчей крѣпости на проданныя съ публичнаго торга въ Опекунскихъ Совѣтахъ недвижимыя населенныя имѣнія.

Къ ст. 1524. Форма, по коей доставляются въ С.-Петербургскую и Московскую Сенатскія Типографіи для напечатанія въ Сенатскихъ Объявленіяхъ статьи о поступившихъ въ явку актахъ, по ихъ совершеніи, на переходъ недвижимыхъ имуществъ отъ однихъ лицъ къ другимъ.

Къ ст. 1554 (примѣч. 2). Правила относительно дѣйствія въ Западныхъ губерніяхъ тѣхъ заставныхъ договоровъ, которые были заключены до изданія Высочайшаго указа 25 Іюня 1840 года (13591) о введеніи въ сихъ губерніяхъ общихъ законовъ Имперіи.

Къ ст. 1643. Образецъ закладной на недвижимое имѣніе.

Къ ст. 1669. Образецъ закладной на движимое имѣніе.

Къ ст. 1673. Образецъ домоваго заемнаго письма съ залогомъ движимыхъ вещей.

Къ ст. 1742. Образецъ подрядной записи.

Къ ст. 1853. Формы торговыхъ листовъ.

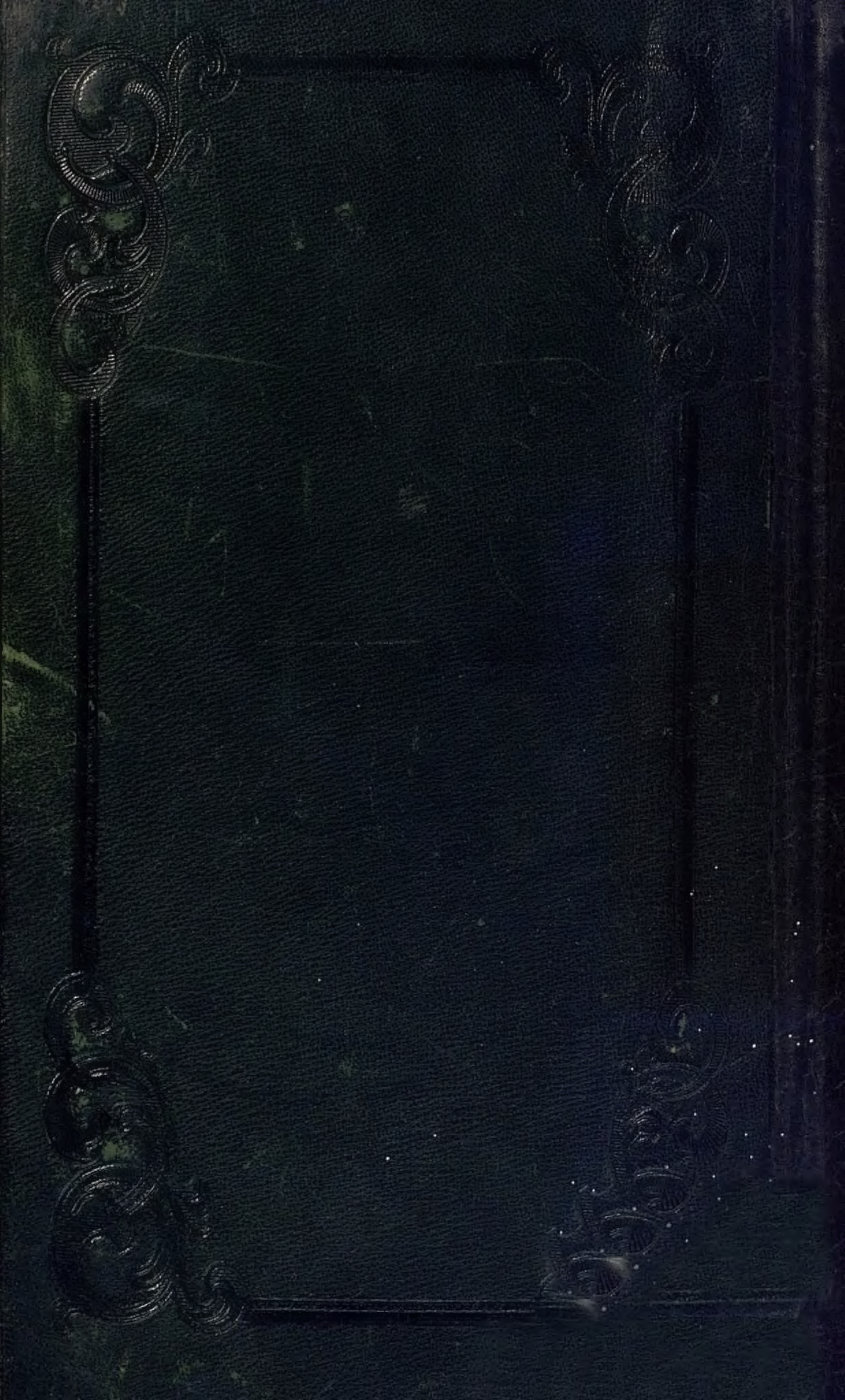
Къ ст. 1909. Форма запечатаннаго объявленія къ торгамъ.

Къ ст. 1973. Форма разсчетной тетради.

Къ ст. 1985. Формы свидѣтельствъ. I. О причинахъ, воспрепятствовавшихъ исполненію договора вовсе или въ срокъ, при поставкѣ какихъ бы то ни было предметовъ заготовленія, или по содержанію оброчныхъ статей и почтовыхъ станцій, или по сухопутной перевозкѣ. II. О законныхъ причинахъ, воспрепятствовавшихъ исполненію договора въ срокъ или вовсе по сплаву водою по рѣкамъ и озерамъ. III. О крушеніи корабля или судна съ казеннымъ грузомъ на морѣ.

Къ ст. 2034. Образецъ крѣпостнаго заемнаго письма.

Къ ст. 2036. Образецъ домоваго заемнаго письма.

Къ ст. 2290. Форма условія о наймѣ въ работу Сибирскаго крестьянина или инородца, и форма условія о наймѣ въ работу Мезенскаго Самоѣда.

2007050100